

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DEUXIÈME LÉGISLATURE

---

---

## TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

*rédigées par le Service des Archives*

---

6 Décembre 1962 — 2 Avril 1967

---

2<sup>e</sup> PARTIE

**TABLE NOMINATIVE**

---

TOME II

**Lettres J à Z**

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

---

1969

## J

**JACQUET (M. Marc)**, *Député de Seine-et-Marne, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

*Ministre des Travaux publics et des Transports*  
2<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU  
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé Ministre des Travaux publics et des Transports (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Travaux publics et des Transports (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

**Dépôts :**

Son projet de loi relatif au domaine public maritime, **n° 62** [3 janvier 1963].

Son projet de loi portant interdiction de la vente des produits de la pêche sous-marine, **n° 63** [3 janvier 1963].

Son projet de loi instituant une obligation d'assurance pour les exploitants de chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, de télé-

phérique ou d'autres engins de remontée mécanique, **n° 132** [25 janvier 1963].

Son projet de loi relatif aux droits réels sur aéronefs et à la saisie et vente forcée de ceux-ci, **n° 173** [14 février 1963].

Son projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution, **n° 497** [24 juillet 1963].

Son projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, **n° 897** [15 mai 1964].

Son projet de loi sur les ports maritimes autonomes, **n° 1080** [2 octobre 1964].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions de l'article 25 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 modifié, relatif à la répression des infractions de la réglementation en matière de coordination et d'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, **n° 1575** [2 octobre 1965].

Son projet de loi sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires, **n° 1583** [2 octobre 1965].

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne : *Signature, le 13 décembre 1960, de la convention « Eurocontrol » ; modifications intervenues dans les vols aériens à la suite de l'augmentation du trafic ; mise en place d'installations destinées à assurer la sécurité du trafic aérien ; renforcement*

du service de contrôle de la circulation aérienne; augmentation continue de la vitesse des vols; nécessité de résoudre le problème de manière internationale; création d'une agence qui prendra en charge le contrôle de la circulation au-dessus de 7.000 mètres; création d'une Commission chargée d'exercer la tutelle de l'agence et de favoriser l'administration des réglementations nationales; participation des pays signataires aux dépenses de fonctionnement de l'agence; pays ayant signé la Convention: la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg; adhésion ultérieure possible de pays comme l'Allemagne, l'Irlande, la Suède et l'Italie [27 décembre 1962] (p. 199); charge financière que représentera pour la France la participation à cette Convention; existence de deux catégories de personnel (celui se trouvant à l'agence de Bruxelles et celui des centres d'Eurocontrol); matériel qu'utilisera l'agence; autorité de la Commission permanente; problème d'Inter-Union (p. 203);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS: Insuffisance de certaines dotations budgétaires; réforme des structures des corps techniques des ponts et chaussées; situation des promotions d'échelle pour les catégories C et D; nouveau mode de rémunération des ouvriers des paers et ateliers; bonifications de campagne pour les cheminots; coût de l'opération; pensions des agents de la S.N.C.F.; améliorations qui interviendront dans le prochain collectif en ce qui concerne le minimum des pensions; problème de la batellerie; assouplissement de l'exploitation commerciale; problème de l'aide financière à ce secteur; perturbation de trafic entraînée par les basses eaux du Rhin et du Rhône; déséquilibre du budget de la S.N.C.F.; augmentation des tarifs voyageurs et marchandises; orientation de la politique d'investissement de la S.N.C.F.; réforme tarifaire et ses conséquences; rétablissement de la ligne Nice-Côti; subvention accordée au réseau Méditerranée-Niger; financement des dépenses d'infrastructure de la R.A.T.P.; étude prochaine de l'ensemble des problèmes de la R.A.T.P.; coordination des transports; droits d'exploitation des véhicules de transports routiers; discussions en cours à Bruxelles au sujet d'une politique commune des transports; entretien des ports et des voies navigables; signalisation maritime; liaison mer du Nord-Méditer-

ranée; création d'une Commission d'étude des grandes liaisons fluviales; problème des ports et participation de l'Etat à ces travaux; reconstruction du quai de Normandie à Cherbourg; entretien de l'estuaire de la Somme; insuffisance des crédits pour le réseau routier; nécessité de maintenir le système des barres de dégel; développement des pistes cyclables; aménagement de la route nationale n° 3; reconstruction des ponts sur la Meuse; généralisation de la solution de la route à quatre voies; programme de construction d'autoroutes; question du péage; distinction entre les autoroutes de liaison et les autoroutes de dégagement; choix entre le béton et le bitume; construction de l'autoroute de Normandie; coordination des études de liaison routière entre la France et l'Italie; prolongement de la route Paris-Nice au-delà de Nice; aménagement de la liaison routière entre le Nord et le Sud-Est via Reims et Dijon; franchissement de la Manche; importance des transports dans la vie moderne [15 janvier 1963] (p. 851 à 856); Titre IV: Amendement du Gouvernement (Augmentation de la subvention à la S.N.C.F.): conséquences de la majoration des rémunérations des cheminots et de certaines mesures en faveur du personnel (p. 856); MARINE MARCHANDE: Problème de la marine de commerce; déséquilibre existant entre les capacités de transport et le volume des marchandises à transporter; position des Etats-Unis en ce qui concerne la fixation des taux de fret; conséquences du Marché commun sur la structure des trafics maritimes; accession des territoires d'outre-mer à l'indépendance; crédits d'aide à l'armement; procédure de consolidation des crédits à moyen terme pour l'achat de navires; reconversion de l'armement français; loi Bonner; attitude du Gouvernement français; application du Traité de Rome dans les transports maritimes; baisse d'activité des constructions navales; compression d'effectifs; concentration des entreprises; augmentation du nombre des bourses en faveur des marins; subvention à l'association pour la gérance des écoles d'apprentissage maritime; paiement d'indemnités compensatrices pour les marins suivant des cours de promotion du travail; construction de deux écoles d'apprentissage; construction à Marseille d'une Ecole nationale de la marine marchande et d'une Ecole d'apprentissage maritime; brevet de motoriste; problème des rejets d'hydrocarbure; application de la Convention

de Londres; détermination de la zone d'interdiction de ces rejets; cas des navires de guerre; financement du régime social de sécurité maritime; réforme de l'Etablissement national des invalides de la marine; problème de la pêche; concurrence étrangère; application du Traité de Rome; position du Gouvernement français; organisation du marché du poisson; vulgarisation des techniques de pêche; laboratoires de Boulogne, Sète, La Trinité-sur-Mer, du Centre de Nantes; présence de chalutiers des pays de l'Est sur le banc de Sandettié; extension des eaux territoriales; Convention de 1959 sur le maillage des filets; problèmes de repeuplement et de préservation des fonds; nécessité d'une politique à longue échéance en matière de marine marchande [16 janvier 1963] (p. 912 à 914); Art. 36 : Amendement de la Commission (Aide à la construction navale pour les navires de moins de 50 tonneaux): caractère strictement défini par la loi de l'aide à la construction navale; problème de l'abaissement de la limite de cinquante tonneaux (p. 915, 916).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Denvers, relative aux pensions des veuves d'anciens marins [17 mai 1963] (p. 2979).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant une assurance obligatoire pour les exploitants d'engins de remontée mécanique; Développement des engins de remontée mécanique; augmentation du nombre des accidents; nécessité de prévoir l'obligation d'assurance pour les exploitants de ceux-ci [21 mai 1963] (p. 3007); étude en cours des problèmes posés par le développement du ski [22 mai 1963] (p. 3008).

— du projet de loi relatif au domaine public maritime, Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de la Commission (Maintien des droits acquis dans le cas d'incorporation au domaine public maritime): difficultés d'une définition générale des usages traditionnels faisant partie de ces droits acquis [4 juillet 1963] (p. 3879, 3880); amendement de M. Palméro (Cas des accroissements artificiels réalisés par les collectivités locales): opposition éventuelle de l'article 40 de la Constitution au présent amendement (p. 3880); cas des concessions d'endigage (p. 3880); cas d'augmentation du domaine agricole par prélèvement de terrains sur la mer (p. 3881); Art. 4 : Son amendement au nom du Gouvernement (Acquisition par l'Etat de l'immeuble réservé) (p. 3883);

Art. 6 : Amendements de la Commission et de M. Caroux (Régime des concessions): nécessité de reprendre les règles générales fixées pour l'ensemble du domaine public par le Code du domaine de l'Etat (p. 3884); Art. 7 : Amendement de M. Lenormand (Modalités d'application dans les territoires d'outre-mer): dépôt ultérieur d'un projet de loi sur la question après consultation des assemblées territoriales (p. 3885). En deuxième lecture: Constitution de la réserve [14 novembre 1963] (p. 7215); Art. 1<sup>er</sup> : Absence d'effet rétroactif; droit de préférence (p. 7215); défense côtière (p. 7215); décision d'annexer au domaine public une partie de la zone réservée (p. 7215); responsabilité de l'Etat en cas de décision d'annexer les vingt mètres (p. 7216);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution: Ses observations sur la progression de la consommation de l'eau; lutte contre la pollution; incidence financière d'une installation d'épuration des eaux; problème des investissements; développement général du pays et progression de l'urbanisation; leur incidence sur l'augmentation des pollutions; lien du problème avec l'aménagement du territoire; élaboration d'un programme de réalisation; exploitation des ouvrages; action concrète baptisée « action eau »; augmentation des ressources et amélioration de la répartition; lutte contre les gaspillages; constitution de zones spéciales d'aménagement des eaux [16 octobre 1963] (p. 5179, 5180, 5181); nature de l'U.G.P. (p. 5192); renvoi de la discussion (p. 5196); idée d'un Fonds national; établissements publics à l'échelon local; représentation de tous les intérêts en cause; problème de la taxe à instituer; problème du financement [16 octobre 1963] (p. 5203, 5204); Art. 1<sup>er</sup> : Nature juridique de l'organisme pollueur [14 novembre 1963] (p. 7217); son amendement tendant à rédiger la fin du deuxième alinéa de l'article premier (Pollution des eaux de mer dans les limites des eaux territoriales) (p. 7217); importance de la limite des eaux territoriales (p. 7218, 7219); application de la Convention de Londres (p. 7219); causes de pollution des cours d'eau (p. 7219); caractère suffisamment large de la loi pour ne pas préciser le caractère des personnes publiques ou privées (p. 7219); Art. 2 : Souci d'efficacité pour le Gouvernement; création des établissements publics de



caractère régional ou local; Conseil supérieur de l'eau; laboratoire central (p. 7221, 7222); Commission des eaux auprès du Commissariat au plan; régionalisation des organismes (p. 7222); notion de possibilité et non d'obligation dans le classement (p. 7223); notion de possibilité et non d'obligation dans la procédure de fixation de la catégorie (p. 7224); tenir compte des traitements (p. 7224); précisions sur les dispositions prises par voie réglementaire (p. 7224); consultation de la Commission de l'eau rattachée au Commissariat au plan: mesures de caractère réglementaire (p. 7225); donner aux industries déjà installées un délai minimum: matière réglementaire (p. 7225); caractère des subventions de l'Etat (p. 7226); imposition de charges nouvelles seulement en cas d'absolue nécessité (p. 7226); problème du déversement des boues rouges dans la Méditerranée; nécessité de faire des enquêtes officielles dans un délai très bref (p. 7227, 7228); Art. 4: Consultation du Conseil économique (p. 7229); impossibilité pour la France de gérer au-delà de ses eaux territoriales (p. 7229); moyens juridiques à la disposition du Gouvernement pour agir (p. 7230); contrôles des caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux réceptrices et de déversement (p. 7230); constatation des infractions (p. 7231); mesures provisoires immédiatement exécutoires (p. 7231); Art. 4: Impossibilité de poursuivre des édiles municipaux en vertu d'un décret (p. 7239); Art. 9: Reconnaître le droit aux collectivités locales de créer des organismes de lutte contre la pollution des eaux; son amendement (Autorisation pour les départements et les syndicats mixtes de percevoir des redevances en vue de la lutte contre la pollution dans un bassin (p. 7240, 7241); perception des redevances (p. 7241); Art. 10: Son amendement (Création des établissements publics ayant pour objet, dans un bassin ou fraction de bassin, la lutte contre la pollution des eaux et l'approvisionnement en eau) (p. 7241); Art. 11: Représentation suffisante des intérêts ruraux (p. 7242); son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 11, à substituer aux mots « à concurrence de la moitié au moins » les mots « à concurrence de plus de la moitié » (p. 7242); détermination du taux et ses modalités relevant du domaine réglementaire (p. 7243); Art. 12: Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann (Conformité des effluents aux pres-

criptions réglementaires) (p. 7243); après l'Art. 17: Possibilité pour le Gouvernement de consentir par décret des avantages fiscaux ou des facilités de crédits; problèmes financiers impliqués par l'application du texte en discussion (p. 7244); Art. 19: Détermination du débit (p. 7245); participation des riverains aux travaux effectués pour améliorer une partie de la rivière (p. 7245); protection des droits des riverains (p. 7245); Art. 28: Régime des cours d'eau mixtes (p. 7248); maintien de la section III du projet; domanialité des cours d'eau (p. 7248); son amendement (Détermination des cours d'eau mixtes) (p. 7248); Art. 31: Appréciation des droits (p. 7250); redevance des riverains (p. 7250); ses observations sur le raisonnement de M. de Grailly à partir de l'article 29 (p. 7251); non-assujettissement des riverains à une redevance domaniale (p. 7251); Art. 39: Ses observations sur l'amendement de M. Collette (Absence d'eau dans une région) (p. 7253); Art. 43: Détermination des formes de l'enquête publique relevant du domaine réglementaire (p. 7254); Art. 43: Délai prévu au deuxième alinéa de l'article 43 (p. 7254); Art. 45: Impossibilité de donner à l'utilisateur une autre source d'approvisionnement en eau; motif budgétaire d'opposition aux amendements de M. Zimmermann; indemnités (p. 7255); Art. 51: Champ d'application du présent projet à l'industrie minière; nécessité de ne pas alourdir les procédures administratives relatives aux travaux de recherche et d'exploitation des mines (p. 7255, 7256); après l'Art. 51: Application de la Convention de Londres; interdiction de rejet d'hydrocarbures persistants dans les eaux territoriales (p. 7256); En deuxième lecture du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, Art. 1<sup>er</sup>: Acceptation de l'amendement de M. Zimmermann [13 octobre 1964] (p. 3147); accord du Gouvernement sur l'amendement de M. Zimmermann (p. 3147); Art. 1<sup>er</sup> bis: Application de l'article 34 de la Constitution; application de l'article 41 de la Constitution; dispositions de nature réglementaire; possibilité pour le Gouvernement, après le vote du projet et avant la promulgation de la loi, conformément à l'article 61 de la Constitution, de soumettre cet article au Conseil constitutionnel; absence de nécessité de consultation des conseils généraux; son opposition à l'amendement déposé par MM. Privat et Roucaute;

impossibilité d'interdire par le texte tout déversement d'effluents s'ils ne sont pas nocifs (p. 3149); ne pas bloquer tout le mécanisme du texte; problème des boues de Cassis; gravité du problème; création d'une Commission présidée par M. Gougenheim (p. 3149, 3150); son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann tendant à supprimer dans le deuxième alinéa du texte proposé par cet amendement les mots « et consultation du conseil général » (p. 3150); ses observations sur les paroles prononcées par M. Garcin; sa demande d'une seconde délibération (p. 3151); Art. 2 : Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann; article 9 ter rendant inutile l'énumération de l'article 2 (p. 3153); ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann; donner plus de souplesse à l'application de l'article 2 (p. 3154); ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann; délai de deux ans (p. 3154); son opposition à l'amendement de M. Zimmermann tendant à compléter l'article 2 par un nouvel alinéa; caractère strictement réglementaire des dispositions (p. 3154); Art. 3 : Problème de l'abrogation de la législation existante (p. 3155); Art. 3 bis : Extrapolation de la procédure du permis de construire et du certificat de conformité (p. 3155); Art. 7 : Liste des agents chargés du contrôle de la pollution (p. 3156); Art. 9 A : Improvisation d'un travail en séance au Sénat; esprit de conciliation (p. 3157); Art. 9 : Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann (p. 3157); après l'Art. 9 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour l'amendement (Création d'un comité de bassin, sa composition) (p. 3158); ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann (p. 3158); Art. 9 bis : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3159); souplesse de la procédure prévue par le Code rural (p. 3159); Art. 9 ter : Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann tendant, dans le texte proposé pour le premier alinéa de l'article 9 ter, après les mots « 3<sup>o</sup> de représentants de l'Etat », à supprimer la fin de cet alinéa (p. 3159); fixation de la composition du comité national de l'eau; organisme créé au cours de la discussion devant le Sénat; mission de ce comité (p. 3159, 3160); représentants des associations étant désignés comme membres du comité national de l'eau (p. 3160); neuf admi-

nistrations étant intéressées par le problème; nommer membres du comité national de l'eau les représentants des différentes organisations énumérées dans l'amendement (p. 3160, 3161); son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé par cet amendement (Composition du comité de bassin) (p. 3161); Art. 19 A : Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Zimmermann; texte allant trop loin; atteinte au droit de propriété (p. 3162); Art. 29 : Prélèvements effectués en vertu de droits (p. 3164); Art. 31 : Ne pas mettre en cause la législation et la jurisprudence sur l'expropriation pour cause d'utilité publique; notion de cours d'eau mixtes (p. 3164); En seconde délibération du projet de loi en deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup> bis : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « et consultation du conseil général » (p. 3167);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Coordination des transports par les tarifs sans surcharger les prix; réforme des entreprises publiques : S.N.C.F., R.A.T.P.; batellerie; politique d'investissements; crédits d'entretien des routes; ouvrage pour la traversée de la Manche [30 octobre 1963] (p. 5985 à 5988); problèmes posés par la fonction publique; agents de travaux et conducteurs des travaux publics de l'Etat; travaux effectués pour le compte des collectivités; rémunération des cheminots; conclusions du rapport Massé; accident de Vitry-le-François; crédits pour les voies navigables (p. 6008, 6009); aménagement de la Meuse; problème posé par les ports; protection des berges de la Seine (p. 6009, 6010, 6011); desserte du Massif central; largeur des autoroutes; élargissement de la route nationale n<sup>o</sup> 7 (p. 6011, 6012); bonification des cheminots, anciens combattants au cours de l'année 1964 (p. 6012); bonification de campagne en faveur des cheminots (p. 6012); navigation de plaisance (p. 6013); AVIATION CIVILE : Industrie aérospatiale [31 octobre 1963] (p. 6147); personnel des services météorologiques; sécurité aérienne; différents secteurs dans le transport aérien; secteur public, sociétés privées, secteur mixte; Air Union; projet « Concorde »; développement d'Air Inter; aviation civile, secteur prioritaire (p. 6149, 6150, 6151, 6152); suppression du cadre des attachés de l'aviation civile; son

*amendement (Intégration des attachés de l'aviation civile dans le corps des agents supérieurs)* (p. 6152); avant l'Art. 72 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Intégration des attachés de l'aviation civile dans le corps des agents supérieurs)* (p. 6153);

— du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, Art. 1<sup>er</sup> : *Projet n'étant pas dirigé contre les fonctionnaires; améliorations substantielles en faveur de ces agents; limiter la portée de l'interdiction; application de l'article 40 de la Constitution* [9 juin 1964] (p. 1735); *instructeurs chargés de la formation des officiers contrôleurs ou des installateurs* (p. 1735); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Garcin tendant à la suppression de cet article* (p. 1736); Art. 4 : *Question soulevée à l'article 4 relevant du domaine réglementaire* (p. 1736); Art. 9 : *Rétroactivité proposée pour le 1<sup>er</sup> janvier 1964* (p. 1736); Art. 2 (suite) : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal: référence à la procédure prévue par la loi du 31 juillet 1963 relative à certaines modalités de la grève dans le secteur public* (p. 1738); *assortir la sanction de la révocation des garanties habituelles du statut général des fonctionnaires* (p. 1738). Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne : *Caractère équilibré des propositions de la Commission mixte paritaire; appel à des techniciens militaires pour suppléer les grévistes n'étant pas un fait nouveau; nécessité pour ces agents de renoncer au droit de grève; respect des engagements internationaux de la France; souci de sécurité* [26 juin 1964] (p. 2262); *justesse de la position gouvernementale; son opposition formelle à la militarisation du service; nécessité de maintenir la permanence; distinction entre la circulaire et la loi; caractère très grave de toucher au droit de grève; intérêt général* (p. 2263); En deuxième lecture du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne : *Application demandée par le Gouvernement de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution* [27 juin 1964] (p. 2301); En troisième et dernière lecture : *Ses observations sur le cas précis relevé par M. Dupuis; conseil de discipline ayant relevé une faute contre l'agent indiqué; contrôle militaire assurant la sécurité aérienne et le contrôle civil; avantages nouveaux procurés aux*

*intéressés correspondant à des devoirs nouveaux et au prestige de la France* [29 juin 1964] (p. 2342);

— du projet de loi autorisant la ratification de deux protocoles en date du 14 juin 1954 concernant des amendements à apporter aux articles 45, 48, 49 et 61 de la Convention relative à l'aviation civile internationale : *Ses observations sur les explications données par M. Dassie, Rapporteur* [9 juin 1964] (p. 1739);

— du projet de loi autorisant la ratification du protocole du 15 septembre 1962 portant amendement à la Convention du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale : *Ses observations sur les explications données par M. Duperier, Rapporteur* [9 juin 1964] (p. 1740);

— de la proposition de loi de M. Duperier tendant à modifier les dispositions du chapitre premier du titre premier du livre premier du Code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs, Art. 2 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [9 juin 1964] (p. 1741); *dérogations au régime actuellement applicable à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs; situation pour les territoires d'outre-mer; modifications de la loi de 1924* (p. 1741).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Denvers relative au financement des travaux portuaires maritimes [19 juin 1964] (p. 2064).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Privat relative à la construction d'un pont à Arles [19 juin 1964] (p. 2065).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Rieubon relative à la situation des chantiers de Port-de-Bouc [19 juin 1964] (p. 2067).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Tomasini relative à l'amélioration du réseau routier : *Elargissement des routes à quatre voies parfaitement adaptées pour l'Ouest, le Centre et le Sud-Ouest de la France; construction de 250 à 300 kilomètres d'auto-routes de liaison par an; priorité accordée aux autoroutes de dégagement des grands centres* [19 juin 1964] (p. 2068, 2069, 2070, 2074, 2075).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Réalisation du Plan; constructions aéronautiques; objectif réa-*

lisé financièrement pour les constructions aéronautiques à 108 %; adaptation du plan à la conjoncture; effort accompli pour la sécurité aérienne [23 octobre 1964] (p. 3848); ses observations sur les paroles prononcées par M. Montel; déposition de la compagnie d'Air France de ses meilleures lignes (p. 3850); « Galion » n'ayant pas été retenu comme un projet du Gouvernement; importance de l'avion « Concorde », biréacteur de quarante-cinq places; « Mystère 20 et 30 » (p. 3852, 3853); groupe de recherches atmosphériques; piste de Montaudran; revendications du personnel de la navigation aérienne; trouver une solution équitable; avantages consentis aux officiers contrôleurs et aux électroniciens; problème de la ligne Montpellier-Paris; statut juridique d'Air Inter; ventilation différente des crédits (p. 3853, 3854); MARINE MARCHANDE : Crise de la marine marchande n'étant pas seulement un phénomène de conjoncture; réforme complète de nos structures; concurrence de plus en plus âpre; baisse sensible du taux des frets; mesures de protection en faveur du pavillon national; importance de l'Union française; politique à long terme devant être mise sur pied avec le concours de la profession; rentabilité de l'armement; regroupement d'entreprises; modernisation de la flotte; donner des facilités de crédits; augmentation de l'aide aux sociétés de navigation maritime; problème de la construction navale; rationalisation des efforts; domaine de la pêche; nécessité d'obtenir des six pays du Marché commun l'élaboration d'une politique commune; régime social des marins; permettre une plus grande mobilité de la main-d'œuvre; adapter la marine aux exigences de l'économie moderne; améliorer les conditions de travail de la marine marchande, sa rentabilité [23 octobre 1964] (p. 3859 à 3861); mesures de libéralisation; application du Traité de Rome; situation en Loire-Atlantique; problème de l'emploi; réformes tendant à améliorer la compétitivité des entreprises; aménagement du territoire; chantiers se trouvant sur la côte méditerranéenne; regonflement des carnets de commandes; aide sélective; aide complémentaire à l'armement tenant compte de l'ouverture de lignes nouvelles; bateaux desservant la Corse; ses observations sur les paroles de M. Bourges; problème de la pêche; ouverture des ports aux bateaux du Marché commun; ne pas changer les tarifs portuaires; augmentation progressive des salaires forfaitaires des marins; grève du

remorquage à Dunkerque; réorganisation des écoles navales; répartition de certains cours; classification actuelle des établissements; institution d'un permis de conduire étant envisagé pour les bateaux de plaisance disposant d'une certaine puissance; problème de la pollution des eaux; développement de la conchyliculture; ses observations sur l'automatisation, marine marchande devant se rénover profondément; bateaux plus modernes avec un équipage moins nombreux et étant plus rentables; problèmes sociaux posés par la réduction inévitable des effectifs (p. 3864 à 3877); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Contrainte du plan de stabilisation; satisfaire les besoins des usagers au meilleur coût pour les collectivités; coordination des transports; orientation des investissements des entreprises publiques; problème de la tarification; adapter les tarifs aux prix de revient impliquant nécessairement une modification des structures; donner à la politique de coordination tarifaire un caractère progressif; situation de la batellerie; domaine des transports routiers; réforme du trafic de détail de la S.N.C.F.; développement des transports routiers; progression du trafic ferroviaire de marchandises; identité de la politique pour la R.A.T.P. et la S.N.C.F.; efforts d'investissements; allongement des stations; infrastructure des transports; autorisations de programme pour le réseau national ayant augmenté en deux ans de 40 %; mise hors gel des itinéraires Paris-Nord et Paris-Est; quatrième plan ayant été réalisé à 103 ou 104 % [4 novembre 1964] (p. 4577 à 4580); ses observations sur les paroles prononcées par M. Péronnet; construction du tunnel sous la Manche (p. 4583); ses observations sur les paroles de M. Regaudie: arrivée en France des rapatriés d'Algérie: leur donner du travail [5 novembre 1964] (p. 4665); question primordiale du financement; modifications apportées au statut des conducteurs de travaux publics de l'Etat; situation des experts de travaux; projet de statut applicable aux ouvriers des parcs étant actuellement soumis à l'approbation des finances; engagement pris l'an dernier au sujet des bonifications de campagne; pouvoir d'achat des employés de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.; succès du dialogue en cours au sujet des salaires des cheminots; travaux du réseau express régional devant être terminé pour la branche Est et Ouest dans le courant de 1969; existence du syndicat des transports parisiens; construction d'une ligne

*de métro aérienne dans la banlieue Est; dégagement du pont de Charenton; effort d'équipement des grands ports; situation des ports moyens et secondaires; tunnel ferroviaire sous la Manche; opposition du Royaume-Uni à la construction du pont; aération d'un tunnel routier; exigences de la sécurité; électrification de la ligne Le Mans-Nantes étant différée; trafic des wagons complets; construction de routes à trois voies; problème des crédits; accidents dus à la non-observation du Code de la route; répression des infractions; encourager l'action de la prévention routière; fréquentation des autoroutes à péage; autoroute de l'Estérel; aménagement des pistes cyclables; faire disparaître les « points noirs » de la route; reconstruction des ponts détruits pendant la guerre; rythme de construction de la France des autoroutes étant celui de l'Allemagne; faire appel au marché financier (p. 4669 à 4673);*

— du projet de loi, adopté par le Sénat, réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures : *Projet aggravant les sanctions prévues par les auteurs de la Convention de Londres; problème juridique; contrôle efficace devant être fait; stations de dégazage devant recevoir à l'avenir plus de bâtiments; Italie venant de ratifier la Convention de Londres [10 décembre 1964] (p. 6035, 6036); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de l'article premier : « Nonobstant l'application des peines prévues à l'alinéa précédent à l'égard du capitaine, si l'infraction a été commise sur ordre exprès du propriétaire ou de l'exploitant du navire, ce propriétaire ou cet exploitant sera puni de peines qui pourront être portées au double de celles prévues à l'alinéa précédent » (p. 6036); distinction entre les possibilités de dégazage des navires et la sanction frappant les auteurs de l'infraction (p. 6036); Convention n'étant pas encore en vigueur; ses observations sur les paroles de M. Palmero (p. 6037);*

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *Accroissement du trafic de 1959 à 1963 à une cadence moyenne de 12 % par an du tonnage des marchandises; augmentation pour 1964 de 13 % par rapport à 1963; effort de modernisation des grands ports français; aide de la collectivité nationale; concurrence croissante des ports étrangers; cas de Rotterdam, Anvers, Amsterdam et Gand; critiques faites au projet: insuffisance de l'effort financier, problèmes administratifs de l'autonomie des*

*ports; ports autonomes n'étant pas traités autrement que n'importe quelle autre collectivité; autonomie se manifestant dans les limites obligatoires de procédure budgétaire et financière existantes; dégager une politique du port en fonction des intérêts généraux [8 avril 1965] (p. 661 à 663); ses observations sur les paroles prononcées par M. Maurice Schumann; notion de « surclassement » (p. 667); ses observations sur les paroles prononcées par M. Jules Moch; problème du pont d'Agde (p. 674); problème de la loi-programme; exécution d'une telle loi restant subordonnée au vote des crédits annuels, 51 millions de francs étant affectés à l'application du présent projet; réalisation du IV<sup>e</sup> Plan en matière portuaire; amélioration de l'équipement d'un port par accélération des manutentions pouvant abaisser le coût des escales tout autant que la réduction des taxes; amélioration et entretien des ports secondaires; problème de la fiscalité; hommage rendu aux chambres de commerce; fusion des ports (p. 684, 685); Art. 1<sup>er</sup> : Son opposition aux divers amendements à l'article premier; Gouvernement ayant procédé et devant procéder à une enquête avant de décider de donner à un port la qualité de port autonome (p. 686, 687); définition de l'objet des futurs établissements; son hostilité à l'amendement déposé par MM. Ruais et Denvers (p. 687); Art. 3 : Ne pas spolier les chambres de commerce (p. 689); Art. 4 : Ses observations sur l'amendement de M. Georges et de M. Ruais; application de l'article 40 de la Constitution (p. 689, 690); distinction entre les travaux d'entretien et le mot « restauration » (p. 690); Art. 5 : Ses observations sur l'amendement de M. Dusseaulx: problème de l'égalité entre les ports [9 avril 1965] (p. 732); après l'Art. 7 : Ses observations sur l'amendement de M. Dusseaulx: mesures d'ordre réglementaire (p. 733); application de l'article 40 de la Constitution; aggravation possible des charges de l'Etat (p. 733); Gouvernement pouvant, en cas de nécessité, accomplir l'effort nécessaire (p. 734); opposition à l'amendement de M. Balmigère (p. 735); Art. 8 : Argumentation exposée par M. Dusseaulx; loi de 1920 définissant un mode de désignation des directeurs de ports autonomes; décret de mai 1937 (p. 737); signification du mot « autonomie » (p. 737); décret du 4 mai 1937 codifiant le régime de l'autonomie des ports maritimes (p. 737); Art. 9 : Intentions du Gouvernement; conseil d'administration pouvant*

être composé de dix-huit ou de vingt-quatre membres représentants du département, représentants du personnel de l'établissement public et des ouvriers du port; désignation des personnalités (p. 739, 740); représentation des villes de Nantes et de Saint-Nazaire; problème de la parité (p. 740); ses observations sur les paroles de M. Cance (p. 742); Art. 12 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Travaux et outillages effectués sans le concours financier de l'Etat) (p. 742); ses observations sur les paroles de M. Dusseaulx (p. 743); Art. 13 : Excédent net se calculant après mise en compte des amortissements et après constitution des réserves (p. 743); ses observations sur les paroles de M. Dusseaulx; problème des réserves (p. 744); Art. 15 : Ses observations sur la suggestion de M. Coste-Floret (p. 745); ses observations sur les paroles de M. Dusseaulx (p. 746); Art. 1<sup>er</sup> : Distinction entre opération de fusion et opération de groupement de ports (p. 746); En deuxième lecture : Zones industrielles portuaires devant être, comme toutes les zones industrielles, soumises au droit commun, notamment en matière de fiscalité [3 juin 1965] (p. 1763); Art. 4 : Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « ainsi que les dépenses résultant, pour ces catégories d'ouvrages, des travaux rendus nécessaires par une insuffisance de leur entretien » (p. 1764); distinction entre l'entretien et la restauration; suppression de l'adjonction du Sénat; éviter les contestations entre l'Etat et les ports autonomes (p. 1764); application de l'article 40 de la Constitution (p. 1764); Art. 5 : Gouvernement acceptant l'amendement de M. Dumortier (p. 1765); Art. 9 : Composition du conseil d'administration (p. 1766); Art. 10 : Personnel des services des ponts et chaussées et des directions des ports devant avoir des garanties; cas des ouvriers permanents; situation des personnels auxiliaires (p. 1767); ses observations sur les paroles de M. Cermolacce; intervention du règlement d'administration publique (p. 1768)

Répond à la question orale, sans débat, de M. Orvoen, relative aux cours du poisson [9 avril 1965] (p. 728).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Fanton, relative aux travaux publics confiés à l'armée [9 avril 1965] (p. 729).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur la responsabilité des exploitants de navires nucléaires : Ses observations sur le rapport de M. Zimmermann [5 octobre 1965] (p. 3332); Art. 1<sup>er</sup> : Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann tendant, dans le texte proposé par cet amendement, après les mots « la personne autorisée », à insérer les mots « par l'Etat du pavillon » (p. 3333); Art. 4 : Ses observations sur les paroles de M. Le Goasguen (p. 3333); Art. 6 : Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann; Art. 9 : Ses observations sur les amendements de M. Zimmermann et M. Le Goasguen; sa demande de revenir au texte du projet de loi (p. 3334); Art. 24 : Soumettre les problèmes posés par l'article premier à un décret en Conseil d'Etat (p. 3336);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Soutien de l'effort d'exportations des entreprises françaises; définition d'une nouvelle politique des transports; conclusion à Bruxelles d'un accord-cadre sur une politique européenne commune des transports; intensification de la concurrence entre les transporteurs en vue de provoquer la baisse des prix; problème de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.; possibilités offertes pour améliorer la situation de la S.N.C.F.; réseau routier; politique d'infrastructure dans le domaine de la batellerie; effort consenti en faveur des ports maritimes; augmentation du crédit d'entretien des routes; priorité donnée aux autoroutes de dégagement; autoroutes de liaison [11 octobre 1965] (p. 3464 à 3466); modération des critiques adressées; crédits d'équipement; répartition des crédits d'équipement entre les routes et les voies navigables; axe Rhin-Rhône; réfection des canaux; problème de la batellerie; montant des investissements dans les ports; situation des petits ports; augmentation de la tranche conditionnelle d'emprunt; autoroute Metz-Sarrebruck; problème de l'unification des codes de la route; investissements de la S.N.C.F.; cas des trains rapides à classe unique; tarifs consentis par la S.N.C.F. pour le transport de certaines marchandises; problème du personnel des ponts et chaussées; situation des ouvriers des parcs et ateliers; problème du tunnel sous la Manche; modalités de financement (p. 3476 à 3479); situation de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.; ses observations sur l'amendement de M. Pleven; desserte rou-

rière de la R.A.T.P. dans Paris; politique des tarifs (p. 3480); modernisation et rationalisation de la R.A.T.P.; salariés de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.; portée d'une réduction substantielle de la subvention; subvention d'équilibre (p. 3480); ses observations sur les paroles de M. Noiret et M. Denvers; liaison Rhin-Rhône (p. 3481); MARINE MARCHANDE: Crise structurale de la marine marchande; nécessité de développer les activités rentables; politique des pêches; répartition des crédits; plan de relance des pêches; effort entrepris pour la modernisation et la concentration des entreprises de construction navale; maintien d'une véritable marine marchande; mesures prises en faveur de l'armement [12 octobre 1965] (p. 3510 à 3512); effort accompli par le Gouvernement pour aider la construction navale et l'armement; ses observations sur la pêche; situation du port de Lorient; négociations entre la Chambre de commerce et le Gouvernement; effort fait en faveur des liaisons maritimes avec la Corse; problème du cabotage; discussion des liaisons France-Grande-Bretagne pouvant faire l'objet d'une question orale; causes de la mauvaise saison sardinière; protection des frayères naturelles; élaboration d'une politique européenne commune des pêches; commercialisation du poisson; problèmes sociaux; nécessité de combler l'écart entre les salaires fictifs et les salaires réels; crise de la marine marchande; statut futur des retraités (p. 3520 à 3522); AVIATION CIVILE: Aide aux compagnies de transport aérien; politique suivie en matière aéronautique; diminution des services d'Air France sur l'Algérie; taux d'expansion d'Air France; Union des Transports Aériens; Air Inter; dispersion des lignes de trafic terrestre; politique dans le domaine de l'infrastructure; programmes d'infrastructure du V<sup>e</sup> Plan; construction aéronautique; « Concorde »; encourager la construction d'appareils nouveaux susceptibles de faire face aux besoins des transports intérieurs; effort des syndicats français de la construction aéronautique; réalisation d'une nouvelle « Caravelle »; hélicoptères; automatisation dans le contrôle aérien; avions supersoniques [22 octobre 1965] (p. 3991 à 3993); ses observations sur les paroles de M. Edouard Charret (p. 3995); possibilité d'une question orale portant sur l'aviation civile; problèmes du recrutement et du régime indemnitaire des personnels de la navigation aérienne et de la météo-

rologie; indemnité forfaitaire spéciale; création de nouveaux corps d'officiers contrôleurs de la circulation aérienne et d'électroniciens de la sécurité aérienne; loi relative aux officiers contrôleurs et électroniciens; stabilisation de la situation des personnels non permanents; problème des bases aériennes; cas des aides techniciens de la navigation aérienne; déclassement des aérodromes de Calais et de Beauvais; avenir d'Air Inter; achat de « Caravelle » destinées à Air Inter; problème du futur aérodrome de la région lyonnaise; agrandissement du terrain de Lyon dans un avenir immédiat; rivalité entre Nîmes et Montpellier; expérience de correspondance par hélicoptères entre Montpellier et Nîmes; aérodrome de Quimper; trafic de Nantes; ligne Paris-Rennes-Quimper; aérodrome de Wallis; problème du « Concorde »; transport supersonique; situation du Potez-840; plan de charge de l'aéronautique française; problème du remboursement des dépenses engagées par la France pour Eurocontrol (p. 3999, 4000).

**JACQUET (M. Michel)**, Député de la Loire, 7<sup>e</sup> circonscription (C.D.). Questeur de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Questeur de l'Assemblée Nationale [28 juin 1966] (p. 2427).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [22 mai 1963] (p. 3031).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32), [3 octobre 1963] (p. 5021)'

[23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3832).

Cesse d'appartenir à cette Commission [29 juin 1966] (p. 2468).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problème crucial des adductions d'eau; retard de la France en la matière; préparation souhaitable d'une tranche complémentaire* [13 janvier 1963] (p. 631).

Prend part au débat sur la question orale de M. Pleven relative aux intérêts financiers des collectivités locales : *Mesures envisagées pour aider les petites communes rurales à faire face aux lourdes charges qui leur incombent (adduction d'eau, aide sociale, entretien des bâtiments communaux, personnel et vicinalité); l'exode rural; nécessité de relever sensiblement le taux du minimum garanti aux communes* [26 juillet 1963] (p. 4574).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 9 : *Prélèvement sur le pari mutuel* [23 octobre 1963] (p. 5411); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Amélioration de la formation et de la protection des gens de mer; problème posé par les officiers de la marine marchande; problème des retraites; effort de conversion; progrès techniques; augmentation du niveau des frets; construction navale; situation de la pêche maritime; recherche scientifique; réglementation du commerce international* [24 octobre 1963] (p. 5484, 5485, 5486, 5487); *obligation de transport sous pavillon national; problème du contrôle obligatoire des affrètements; coût des affrètements; eaux territoriales et zones de pêche; situation des veuves de marins* (p. 5496, 5497); INTÉRIEUR : *Situation dramatique des communes rurales; problème de l'adduction d'eau et de la voirie; aide de l'Etat* [5 novembre 1963] (p. 6476, 6477);

— en troisième et dernière lecture du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habi-

tants à l'exception de Paris, ses explications de vote : *Démonstration faite par M. Coste-Floret; mécanisme de la liste bloquée au premier tour; vote du groupe du Centre démocratique contre le projet de loi* [18 juin 1964] (p. 2042);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de l'article 17 par un nouvel alinéa: « Une part égale à la moitié sera attribuée aux départements pour être utilisée en priorité par les conseils généraux aux travaux d'équipement rural »* [16 octobre 1964] (p. 3344); *retrait de son amendement* (p. 3344);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : ses explications de vote : *Insuffisance des propositions du Gouvernement en ce qui concerne la politique sociale, le logement, l'aide aux collectivités locales; vote du groupe du Centre démocratique* [26 novembre 1964] (p. 5674).

Est entendu sur la question orale, sans débat, relative à l'allocation aux personnes âgées en qualité de suppléant de M. Meck [27 novembre 1964] (p. 5708).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 13 : *Son amendement tendant, au deuxième alinéa de cet article, après les mots « soit par le Code de la mutualité » à insérer les mots « soit par les articles L 644 et L 645 du Code de la sécurité sociale »* [9 juin 1966] (p. 1867);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Marchés de la viande; indemnité viagère de départ; situation des agricultures des régions déshéritées; exode rural; électrification rurale; fonds de péréquation de la taxe locale; problèmes de l'assainissement* [27 octobre 1966] (p. 3954); INDUSTRIE : *Sidérurgie française; industrie française des biens d'équipement; problème du préfinancement; ses observations sur la société de constructions mécaniques spécialisée dans l'étude et la réalisation de laminoirs* [7 novembre 1966] (p. 4305, 4306).



**JACQUINOT (M. Louis)**, *Député de la Meuse, 1<sup>re</sup> circonscription (app. U.N.R.-U.D.T.)*.

*Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer (2<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU) du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'apparente au groupe Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

#### Dépôts :

Son projet de loi ratifiant le décret n° 62-1484 du 7 décembre 1962 portant non-approbation de la délibération n° 3 du 8 juin 1962 de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, relative à l'exonération des droits de douane sur le matériel, les pièces de rechange, le ciment et les produits hydrocarbonés nécessaires à l'exécution de la route territoriale n° 1 (section Nouméa-Tontouta), n° 214 [30 avril 1963].

Son projet de loi relatif aux conditions d'admission des étrangers à la Côte française des Somalis, n° 339 [11 juin 1963].

Son projet de loi portant réorganisation du Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, n° 710 [4 décembre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-554 du 8 juin 1963 portant non-approbation de la délibération n° 63-5 du 18 janvier 1963 de l'Assemblée territoriale de la Polynésie

française, relative à la modification des droits de douane sur les véhicules destinés au transport des marchandises, de 1.500 kg et plus de charge utile, n° 825 [14 avril 1964].

Son projet de loi portant modification de l'article 2 du décret n° 46-2380 du 25 octobre 1946 portant création d'un conseil général à Saint-Pierre-et-Miquelon, n° 1361 [11 mai 1965].

Son projet de loi étendant au territoire de la Polynésie française les dispositions de caractère législatif déterminant le régime de pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance et des agents du service général à bord des navires et relatif à la codification de ces dispositions, n° 1695 [20 décembre 1965].

Son projet de loi sur l'exercice de la pêche maritime et l'exploitation des produits de la mer dans les terres australes et antarctiques françaises, n° 1701 [20 décembre 1965].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Œuvre accomplie par le Gouvernement en faveur des D.O.M. ; création souhaitable d'un service de statistique et des études économiques ; dotations du F.I.D.O.M. ; spécialisation économique des D.O.M. ; mise en ordre nécessaire de l'économie sucrière ; problèmes de la production bananière ; avis adressé aux importateurs de bananes ; écoulement de la production d'ananas ; statut du fermage ; diversification souhaitable des cultures ; développement possible de l'élevage bovin et porcin ; extension aux D.O.M. des structures prévues par la loi d'orientation agricole ; aide à l'agriculture ; problème de la pêche ; effort en faveur de l'artisanat ; problème de l'industrialisation ; facilités financières prévues ; objectifs du IV<sup>e</sup> Plan en matière d'industrialisation ; création d'une société de développement régional des D.O.M. ; développement du tourisme ; achèvement en 1963 de deux réalisations particulièrement importantes pour le développement économique des D.O.M. ; construction de deux centrales hydro-électriques, à La Réunion et à la Guadeloupe ; problèmes des constructions scolaires ; problème de l'eau ; développement de la construction ; recherche d'une parité social*

entre les D.O.M. et la Métropole; application du S.M.I.G.; prestations sociales; aide aux personnes âgées; réalisation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1963 de la compensation des charges entre les caisses locales et les caisses nationales métropolitaines; nouvelles dispositions en matière de législation sociale agricole; problèmes de la migration; question du service militaire adapté dans les D.O.M. [22 janvier 1963] (p. 1438 à 1442); TERRITOIRES D'OUTRE-MER: Volume des crédits du F.I.D.E.S.; problème des liaisons inter-îles en Polynésie; modernisation du port de Djibouti; suppression de la contribution des budgets territoriaux aux frais du Trésor; possibilités du tourisme; efforts accomplis dans le domaine de l'information; situation dans les Comores, en Nouvelle-Calédonie, dans les Nouvelles-Hébrides, à Wallis et Futuna, en Polynésie, dans la Côte des Somalis, à Saint-Pierre et-Miquelon [22 janvier 1963] (p. 1447 à 1449);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963: Versement des sommes escomptées par les éleveurs de chevaux pour l'année 1963 [29 mai 1963] (p. 3095);

— du projet de loi relatif à l'admission des étrangers à la Côte française des Somalis: Vote souhaitable du présent texte [23 juillet 1963] (p. 4407);

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat relative à la composition de l'Assemblée territoriale de la Côte française des Somalis, Art. 2: Adoption souhaitable du présent texte [23 juillet 1963] (p. 4410);

— du projet de loi adopté par le Sénat relatif aux infractions aux servitudes aéronautiques dans les territoires d'outre-mer: Adoption souhaitable du présent texte [23 juillet 1963] (p. 4416, 4417);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER: Importance de l'action entreprise par le gouvernement de M. Michel Debré [8 novembre 1963] (p. 6937); renforcer les structures administratives; accroître les interventions de la puissance publique; politique suivie dans le domaine social; relèvement du S.M.I.G.; mesures d'aide sociale, réforme et relèvement des allocations familiales; mise en place d'un système de Sécurité sociale pour les non-salariés; préparation d'un projet de loi introduisant la médecine du travail dans les D.O.M.; politique de migration; formation professionnelle, importance des investissements publics; développement

de l'économie; subventions; dotation du F.I.D.O.M.; dépenses supportées par les budgets des ministères techniques; financement de travaux d'infrastructure par le F.E.D.; extension prochaine du F.O.R.M.A.; prêts de la Caisse centrale de coopération économique et de la Caisse des dépôts et de la C.N.C.A.; production sucrière et rhumière; production bananière; production d'ananas; amélioration des structures foncières; industrialisation; équipement hôtelier; formation professionnelle; amélioration de l'habitat; développement de l'infrastructure économique et de l'équipement social (p. 6955 à 6962); TERRITOIRES D'OUTRE-MER: Lettre rectificative apportant trois millions de francs supplémentaires au F.I.D.E.S. [9 novembre 1963] (p. 7067); mesures envisagées en faveur du personnel servant outre-mer; analyse des dépenses ordinaires; augmentation des subventions d'équilibre; situation économique et financière des différents territoires; nouvelles mesures relatives à l'action sociale; nouveau plan de développement de ces territoires; crédits du F.I.D.E.S. (p. 7071, 7072, 7073); montant des bourses; crédits affectés à l'aide aux œuvres privées d'action sociale et culturelle; stage des techniciens et ouvriers; programme d'équipement; part du rattachement du programme d'équipement des T. O. M.; lois de programme du plan métropolitain; aide à la modernisation de l'agriculture aux Comores; action de rénovation des cocoteraies de la Polynésie française; opération destinée à favoriser le tourisme; problème de l'élevage en Nouvelle-Calédonie; continuation des travaux d'hydraulique rurale et urbaine en Côte française des Somalis; travaux du grand port à Saint-Pierre; achèvement du wharf de Mata-Utu; poursuite des travaux d'intérêt économique et social; travaux de routes à Futuna; construction d'un dock; contribution du F.I.D.E.S.; porter les crédits du F.I.D.E.S. à un niveau plus adapté aux besoins réels des territoires; éviter les manifestations politiques venant troubler l'expansion des D.O.M. (p. 7073, 7074);

— du projet de loi portant réorganisation du Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie: Ne pas modifier les prérogatives de l'Assemblée territoriale; modifications du Conseil de Gouvernement pour améliorer l'administration [10 décembre 1963] (p. 7792, 7793); distinction entre les Comores et la Nouvelle-Calédonie (p. 7794); maintien des libertés en

*Nouvelle-Calédonie; attributions du Conseil de Gouvernement; rôle de l'Assemblée territoriale; élection des membres du Conseil de Gouvernement; tâches du secrétaire général; rôle du Gouverneur; bilan des six ans d'administration; service financier; services de santé; domaine des travaux publics; frais de personnel; motifs de la loi-cadre; société « Le Nickel »; I.N.C.O. (p. 7801 à 7803); caractère du texte étant connu et clair (p. 7803, 7804);*

— du projet de loi relatif au maintien de certaines prestations de Sécurité sociale aux bénéficiaires de la réforme foncière dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion : *Situation en cas d'arrivée au pouvoir du parti communiste [12 décembre 1963] (p. 7845); Art. 1<sup>er</sup> : Ses observations sur l'amendement de M. Becker (p. 7845);*

— du projet de loi sur l'extension de l'assurance vieillesse agricole aux départements d'outre-mer, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de M. Becker [12 décembre 1963] (p. 7847);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Feuillard; accorder aux agriculteurs un prêt-relais de 1.500 francs par hectare [22 octobre 1964] (p. 3703); subvention de 25 millions de francs accordée à la Guadeloupe; solde de 13 millions 500.000 francs restant dû (p. 3703); ses observations sur les paroles prononcées par M. Albrand (p. 3708); aide de la métropole à l'égard de la Guyane (p. 3710); article 6 de la loi de programme du 30 juillet 1960; projet de loi tendant à accorder à la Guyane, dans le cadre départemental, un statut spécial unique pour l'ensemble de son territoire; application de l'article 72 de la Constitution; possibilité d'attribuer des terrains sur simple demande à charge, par le preneur, de les mettre en valeur dans des conditions et dans un délai déterminé; pays de sous-emploi et de sous-développement; taxes de prélèvement sur les riz; favoriser la constitution de petites et moyennes entreprises; doter la Guyane d'un minimum d'infrastructure; installation d'une base spatiale dans ce département (p. 3710 à 3712); ses observations sur les paroles prononcées par M. Heder: implantation de bases militaires (p. 3711); ses observations sur les paroles prononcées par M. Feuillard : contact avec la*

*Compagnie générale transatlantique; problème du surfret (p. 3714); statut de la Guyane; problèmes budgétaires; renforcement des structures administratives; accroissement des interventions de la puissance publique portant sur les migrations; effort d'équipement; résultat obtenu en matière de salaire et d'allocation sociale; politique de rattrapage; formation professionnelle, son intensification; résultat de la politique sociale du Gouvernement ayant été fécond; développement économique; action entreprise en faveur de la production sucrière pour faire face à l'évolution du marché mondial; programme de redressement; aide aux producteurs de bananes victimes de plusieurs cyclones; structure du marché bananier et du marché de l'ananas; politique d'investissement; dotation du F.I.D.O.M.; absence de réduction sur les crédits; résultats obtenus; projet envisagé dans le domaine des infrastructures: routière, portuaire, équipement énergétique, social, industrialisation, tourisme et urbanisme; amélioration des conditions de travail des petits producteurs; action de la S.A.T.E.C.; problèmes de l'agriculture, de l'artisanat et de la pêche; réforme foncière; diversification des cultures; aide aux victimes du cyclone « Cléo » (p. 3714 à 3721); ses observations sur les paroles et le désir prononcés par M. Michel Debré (p. 3722); TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Ses observations sur les paroles prononcées par M. Roch Pidjot; ne pas changer le statut de la Nouvelle-Calédonie [22 octobre 1964] (p. 3728); difficultés de recrutement des fonctionnaires d'outre-mer; moyens nouveaux mis en œuvre; dépenses ordinaires de personnel et de matériel; valeur des réformes entreprises par l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie; importance de l'action sociale; crédits inscrits au titre des investissements; action du F.I.D.E.S. dans les différents territoires; subvention au budget spécial des Nouvelles-Hébrides; subvention au budget des terres australes; équilibre des finances territoriales de la Nouvelle-Calédonie; crédits de fonctionnement de la radiodiffusion outre-mer; problème de l'éducation nationale; évolution du trafic maritime; perspectives de développement; enseignement privé tenant une place très importante en Polynésie; encouragement donné au tourisme; agrandissement du port de Saint-Pierre; action technique en faveur de la pêche; travaux d'électrification; plan quinquennal devant être mis en application le 1<sup>er</sup> janvier*

1966; *volonté du Gouvernement de faire participer ces territoires à l'expansion économique et sociale de la France* (p. 3730 à 3735);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Michel Debré visant à étendre aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives aux monuments historiques, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Extension aux départements d'outre-mer de certaines dispositions)* [15 juin 1965] (p. 2108); *laisser de côté la loi du 13 janvier 1942 relative à l'érection des monuments commémoratifs; inclure la loi du 12 avril 1943 relative à la publicité* (p. 2108); après l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Œuvres d'art)* (p. 2108); Art. 2 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2109);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Brousset étendant à certains territoires d'outre-mer les dispositions du Code du travail maritime : *Vœu des Assemblées territoriales de Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna* [29 juin 1965] (p. 2722);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention, signée à Paris le 27 novembre 1964, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu : *Gouvernement demandant l'adoption de cette Convention* [29 juin 1965] (p. 2722);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Gouvernement demandant à l'Assemblée d'adopter ce texte* [29 juin 1965] (p. 2723);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Analyse du budget des territoires d'outre-mer; aide directe sous forme de subventions aux territoires; aide indirecte par la prise en charge des fonctionnaires métropolitains détachés dans les services territoriaux par l'Etat; intervention des ministères techniques métropolitains; dé-*

*penses en capital; dépenses ordinaires; examen des moyens des services; création en Nouvelle-Calédonie d'un emploi d'administrateur en chef; problème du transport du personnel; amélioration des conditions d'hébergement et de travail de la milice en Côte française des Somalis; situation de Wallis et Futuna; problème de l'enseignement primaire; travaux d'expansion du port de Saint-Pierre; subvention versée aux terres australes et antarctiques françaises; situation de la Nouvelle-Calédonie; réforme du Conseil de Gouvernement; extension du régime métropolitain de retraites aux marins polynésiens; domaine de l'action sociale; travail du Comité central du plan des territoires d'outre-mer; institution d'un Code des investissements; augmentation du rythme des investissements; rôle du F.I.D.E.S.; recherche scientifique; mobilisation des épargnes locales; programme des travaux publics; politique de rénovation des cocoteraies; retard apporté au paiement d'indemnités aux magistrats outre-mer; état du matériel des services d'Etat* [15 octobre 1965] (p. 3755 à 3759); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur les paroles de M. Vauthier : 3.000 Réunionnais demandant à venir en métropole* (p. 3773); *comparaison faite par M. Césaire entre les aspirations des députés de la Corse et l'avenir des Antilles* (p. 3775); *réduction des dépenses de fonctionnement; service militaire adapté aux Antilles-Guyane; M. Michel Debré étant à l'origine de la nouvelle politique économique et sociale des départements et des territoires d'outre-mer; dotation du F.I.D.O.M.; travaux des commissions locales; organisation de la production agricole et de la commercialisation des produits; développement des petites exploitations agricoles familiales; équipements individuels et collectifs dans le domaine agricole, particulièrement en matière d'hydraulique et de voies d'accès; entreprises industrielles et hôtelières agréées pouvant bénéficier d'une prime d'emploi et d'un allègement des charges sociales et fiscales; octroi de la prime d'équipement; croissance de l'industrie hôtelière; financement des équipements urbains; montant global des interventions des ministères techniques; campagne sucrière 1964-1965; programme de redressement de la culture de la canne à la Martinique; ses observations sur le marché du rhum; la situation des producteurs d'ananas de la Martinique; politique de réforme foncière; société d'aménagement foncier*

*et d'établissement rural de la Réunion; investissements d'infrastructure; amélioration des conditions d'habitat de la population; opérations de rénovation urbaine; résorption des bidonvilles; programmes routiers; poursuite des travaux de la Takamaka; équipement sanitaire et social; régime de Sécurité sociale des salariés; réseau des cantines scolaires; problème des prestations familiales; réforme du régime des allocations militaires; Sécurité Sociale des non-salariés (p. 3775 à 3780).*

**JACSON (M. William)**, Député de Meurthe-et-Moselle, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu juré titulaire de la Haute-Cour de justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 rectifiée [12 juin 1963] (p. 3306).

### Dépôt :

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 506) autorisant l'approbation de l'accord de commerce entre la République française et le Japon et du protocole relatif aux relations commerciales entre la République française et le Japon, signés à Paris le 14 mai 1963, n° 651 [14 novembre 1963].

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de commerce entre la République française et le Japon et du protocole relatif aux relations commerciales entre la République française et le Japon, signés à Paris le 14 mai 1963, en qualité de *Rapporteur pour avis: Accélération du développement économique; cas de la photographie; problème de l'électronique; ses obser-*

*vations sur l'industrie textile; situation à la veille de l'accord; balance commerciale franco-japonaise; protocole spécial de se garantir contre les risques de perturbation des marchés; aménagements contingentaires; relations avec la Chine; cas de l'Inde; relations avec Formose; raisons et chances du Traité commercial franco-japonais [20 novembre 1963] (p. 7342 à 7347).*

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère: *Aspect humain de la politique définie par le Ministre; Institut français de recherche scientifique et médicale fondé en Ethiopie; Institut Pasteur d'Addis-Abeba; rattraper le retard dans une branche importante de la médecine tropicale; aide à l'Ethiopie [28 avril 1964] (p. 986 à 988).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale: *Omission des officiers de C.R.S. dans la liste de ceux qui auront la qualité d'officier de police judiciaire; cas des départements de Lorraine; responsabilité de la police et de la sécurité sur les autoroutes de dégagement [21 juin 1966] (p. 2181, 2182);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, COOPÉRATION: *Caractère indispensable de l'aide française; rôle du groupe d'amitié parlementaire France-Centrale; néo-colonialisme; création de sociétés mixtes dont la participation majoritaire serait donnée à des Africains; Fonds d'aide et de coopération [19 octobre 1966] (p. 3545, 3546); AFFAIRES SOCIALES: Ses observations sur les vieillards et les infirmes; rôle et but de l'association « Défense des intérêts des personnes âgées ou infirmes »; rôle des willettes; importance du foyer-village; problème du financement [20 octobre 1966] (p. 3616 à 3618).*

**JAILLON (M. Louis)**, Député du Jura, 1<sup>re</sup> circonscription (C.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances,

de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32), [3 octobre 1963] (p. 5021), [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3832), [18 octobre 1966] (p. 3517);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne [15 février 1963] (p. 2206).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 31, Légion d'honneur et Ordre de la Libération, n° 25 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964, annexe n° 30, n° 549, Légion d'honneur [9 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à assurer le règlement rapide et définitif de la dette russe, n° 1512 [24 juin 1965].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Doublement des traitements de l'Ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires; regroupement et modernisation des maisons d'éducation de la Légion d'honneur; récente refonte du Code de la Légion d'honneur; augmentation des crédits en la matière; problème des traitements des légionnaires; effectifs de la légion; nombre d'élèves des maisons d'éducation; principales dispositions du nouveau Code de la Légion d'honneur; augmentation des effectifs; attribution de la personnalité morale; caractéristiques du budget de l'Ordre de la Libération* [8 janvier 1963]

(p. 318, 319); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Existence de caisses d'épargne ordinaires et privées; problème du relèvement du plafond des dépôts* [8 janvier 1963] (p. 346); TRAVAIL : *Problème des travailleurs français frontaliers; application de l'article 294 du Code de sécurité sociale; exemple de la localité de Bois-d'Amont, dans le Jura* [9 janvier 1963] (p. 436); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Non-concordance du volume des crédits routiers avec l'accroissement des recettes fiscales provenant de la circulation automobile; dépenses françaises en matière de fonds routier; réformes tarifaires de la S.N.C.F. et aménagement du territoire* [15 janvier 1963] (p. 828, 829);

— du projet de loi instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée pour les mineurs infirmes, Art. 3 : *Son amendement (Forme de l'allocation d'éducation spécialisée)* [27 juin 1963] (p. 3757).

Prend part au débat sur le projet de loi portant modification du contentieux fiscal : *Renforcement des pouvoirs inquisitoriaux de l'administration financière sur le secteur privé; nécessité de réformer l'ensemble du système fiscal français; exemple de l'Italie; dispositions de la législation belge; situation défavorisée dans laquelle se trouvent les industriels et commerçants français; harmonisation nécessaire des systèmes fiscaux des six pays du Marché commun* [9 juillet 1963] (p. 3945, 3946).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Comparaisons entre la forêt privée et la forêt domaniale; rajeunissement du Code forestier; nécessité de favoriser l'initiative privée en matière de forêts* [10 juillet 1963] (p. 4033, 4034);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Problème du fonctionnement du Ministère des Postes et Télécommunications; question des tarifs préférentiels pour l'acheminement de la presse; relèvement souhaitable du taux de l'intérêt versé par le Trésor pour les sommes déposées par le service des chèques postaux; utilisation par les P.T.T. d'agents du cadre complémentaire* [19 juillet 1963] (p. 4336, 4337);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Personnel des P.T.T.; cas des agents du cadre complémentaire; carac-*

*tère de service industriel et commercial pour les P.T.T.* [23 octobre 1963] (p. 5436, 5437); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Bénéfice de la campagne double* [25 octobre 1963] (p. 5658); LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial: Crédits de fonctionnement; augmentation des dépenses; adoption du budget* [5 novembre 1963] (p. 6444, 6445); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Conclusions de la Commission supérieure des caisses d'épargne; montant maximum des dépôts; taux d'intérêt pour les épargnants; participation des caisses d'épargne à l'équipement des collectivités locales* [6 novembre 1963] (p. 6609); *prêts consentis aux collectivités locales* (p. 6611);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur le sous-amendement pris par M. Beauguitte à l'article premier; rejet par la Commission de ce sous-amendement* [28 mai 1964] (p. 1466);

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, Art. 1<sup>er</sup> (suite) : *Hypothèque de l'immeuble par le propriétaire* [17 juin 1964] (p. 1992);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 3 : *Taxe complémentaire instituée par la loi de réforme fiscale du 28 décembre 1959 ayant un caractère temporaire; compenser la perte de recettes résultant pour le Trésor de la suppression de la taxe proportionnelle; taxe instituée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1960; réduction du taux de 6 % à 3 % pour les artisans fiscaux* [15 octobre 1964] (p. 3252); Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement tendant à limiter l'imputation prévue à l'article 11 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 en ce qui concerne les déficits provenant d'exploitations agricoles; article 4 du projet de loi de finances supprimant aux contribuables disposant de revenus importants et exploitant à titre accessoire un domaine agricole, la faculté de déduire les déficits provenant éventuellement de leur exploitation de leurs autres revenus non agricoles lorsque le montant imposable de ces revenus excède 40.000 francs; chiffre de 40.000 francs de revenus; prévoir une exception en faveur de l'exploitation agricole ayant été l'objet de sinistres; cas des contribuables n'exerçant pas une profession agricole* [16 oc-

tobre 1964] (p. 3335, 3336); *différence de traitement entre une famille et un célibataire; problème du plafond de 40.000 francs* (p. 3336); Art. 21 : *Loi du 30 décembre 1951 ayant institué le Fonds spécial d'investissement routier alimenté par un prélèvement sur le produit de la taxe intérieure appliquée aux carburants routiers; retard du réseau routier de la France; tranches départementales et communales; sommes attribuées aux collectivités locales et départementales étant nettement insuffisantes* (p. 3346);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE (INFORMATION) : *Mesures prises pour faciliter la réception des émissions télévisées notamment dans les régions de montagne; introduction éventuelle de la publicité à la télévision; ne pas trancher cette question par voie réglementaire; problème des émissions compensées; article 8 du statut de l'O.R.T.F.: représentation du Parlement; observations sur l'objectivité des informations* [8 novembre 1964] (p. 5103);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Dialogue entre le Gouvernement et les représentants qualifiés des fonctionnaires; problème des traitements; réforme du circuit de la viande; domaine du tourisme; allègement fiscal devant être fait en faveur de l'hôtellerie; rétablissement des bons d'essence détaxés; bonifications de retraite aux veuves de guerre devenues fonctionnaires; secteur automobile; problème des textiles* [8 décembre 1964] (p. 5867, 5868).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale sans débat relative à l'indemnisation des porteurs de titres russes [18 décembre 1964] (p. 6245, 6246).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de cet article (Opérations d'achat faisant l'objet d'un paiement par chèque; perles et pierres précieuses)* [25 juin 1965] (p. 2502); *situation des tailleurs français de diamants et de pierres précieuses* (p. 2502, 2503); *retrait de son amendement* (p. 2503); Art. 21 : *Possibilité de fraude* (p. 2524);

— de la première partie du projet de loi

de finances pour 1966 : *Caractère du budget; projet d'une extrême prudence; avenir du Marché commun; amélioration de la balance commerciale; crise des investissements; réforme de la structure des circuits de financement; bilan de la politique économique; problème des zones de salaires; programme social de logement; difficultés rencontrées par les collectivités locales; constructions scolaires; équipements sportifs et éducatifs; Fonds d'investissement routier* [7 octobre 1965] (p. 3363); *voirie urbaine; insuffisance du niveau actuel des investissements routiers français; problème des postes et télécommunications; crédit du Commissariat au tourisme* (p. 3364); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, après l'Art. 55 : *Favoriser le développement des gîtes ruraux; développement du tourisme populaire* [13 octobre 1965] (p. 3596);

— du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées, Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel: « Avant toute fusion de communes, les conséquences éventuelles de la fusion pour le calcul des impositions directes, et notamment les conséquences de la présente loi, seront portées par le préfet à la connaissance des conseils municipaux intéressés »* [23 juin 1966] (p. 2268);

— du projet de loi relatif à la constatation et à la répression des délits en matière de publicité et de prix des hôtels et restaurants : *Sanctions relatives à certaines infractions commises par l'hôtellerie; rôle de l'hôtellerie française dans l'économie nationale; pratiques de prix illicites; avenir de l'hôtellerie et de la restauration française* [28 juin 1966] (p. 2418); Art. 2 : *Ses observations sur les hôtels de préfecture; déblocage des prix* (p. 2421);

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen d'un projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Application de l'article 31 du règlement; rôle de la Commission des lois; gestion des collectivités locales; finances locales* [29 juin 1966] (p. 2456);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 4 : *Ses observations sur la taxe d'apprentissage; calcul des subventions* [6 octobre 1966] (p. 3172); Art. 13 : *Mettre sur un pied d'égalité les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants non salariés immatriculés au réper-*

*toire des métiers; modification de la loi du 18 décembre 1963 relative au Fonds national de l'emploi* [6 octobre 1966] (p. 3185);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : ses explications de vote : *Politique sociale du Gouvernement; insuffisance du relèvement du pouvoir d'achat familial; suppression des abattements de zones; vote du groupe du Centre démocratique* [20 octobre 1966] (p. 3643).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, sans débat, relative à la situation des personnes âgées [4 novembre 1966] (p. 4263, 4264).

**JAMOT (M. Michel)**, *Député de Seine-et-Oise, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [7 avril 1965] (p. 632).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi, tendant à compléter et à modifier les dispositions du livre IV du Code de l'administration communale, **n° 408** [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions du livre IV du Code de l'administration communale relatives aux traitements des agents communaux, **n° 2066** [6 octobre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Situation scolaire dans le département de Seine-et-Oise; pression démographique à laquelle est*



*soumis ce département; retard de celui-ci en matière d'équipement scolaire; urgence de mesures importantes pour faire face à la présente situation; inexistence de l'enseignement technique et de l'enseignement secondaire dans ce département; insuffisance des crédits prévus; caractère déjà dépassé des prévisions établies voici quelques années; cas du lycée du Vésinet et de celui du lycée de Meudon; lenteur de l'application de la loi sur l'enseignement privé; éventualité d'un emprunt pour financer les constructions scolaires* [19 janvier 1963] (p. 1229 à 1231);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 32 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Boscher tendant à compléter le texte proposé par l'amendement par le paragraphe suivant: Bases de prélèvement et de répartition entre les communes de la région* [12 juin 1964] (p. 1900); *solidarité existant entre les communes de la région* (p. 1901); Art. 31 : *son amendement tendant à compléter l'article 31 par le nouvel alinéa suivant: « La même dérogation s'applique à toutes les communes soumises au statut du personnel — loi d'avril 1952 — des départements de Versailles, Val-d'Oise et de l'Essonne »* (p. 1920);

— de sa proposition de loi et de celle de MM. Georges Bourgeois et Chapalain, tendant à compléter et à modifier les dispositions du Livre IV du Code de l'administration communale : *Loi du 28 avril 1952 ayant défini le statut applicable aux agents communaux; question de la qualification du personnel; avantages accordés aux agents communaux; perspectives de carrière; permettre aux collectivités locales de mieux résoudre les problèmes de personnel* [19 novembre 1964] (p. 5492, 5493); Art. 2 : *Décrets devant paraître dans délais brefs* (p. 5493); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant, après l'article 2 à insérer un nouvel article (Avancement d'échelon)* (p. 5493); *remplacer l'article 519 du Code de l'administration communale; détermination des règles d'avancement des personnels communaux* (p. 5493, 5494).

**JARROT (M. André)**, Député de Saône-et-Loire, 4<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse de faire partie de cette Commission [19 décembre 1962] (p. 176).

Est nommé :

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

Cesse d'appartenir à cette Commission [7 juin 1963] (p. 3258).

Est nommé :

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1953] (p. 4172);

— membre de la Commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

**Dépôts :**

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées,

sur le projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie) (n° 22), VII. — Budgets annexes des essences et des poudres, n° 111 [17 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), budgets annexes des essences et des poudres, n° 632 [31 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087). — Budgets annexes des essences et des poudres, n° 1124 [23 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) (budgets annexes du service des essences et du service des poudres), n° 1629 [18 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1967 (Budgets annexes des essences et des poudres), n° 2077 [12 octobre 1966].

Son avis présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1967 (Services du Premier Ministre - Section IV, secrétariat général de la défense nationale - Section VI, groupement des contrôles radio-électriques), n° 2078 [12 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Importance des services annexes des essences et des poudres; caractéristiques de ce budget; nouvelles missions du service des essences; problème du franchissement des rivières et des fleuves par les canalisations pour hydrocarbures et celui de la protection des établissements; caractère industriel du service des poudres; poudres pour autopropulsion* [23 janvier 1963] (p. 1567, 1568);

— du projet de loi adopté par le Sénat relatif aux infractions à la législation sur les substances explosives: *Sa motion de renvoi à la Commission; problème du contrôle des fabrications d'explosifs dans les dynamiteries*

[23 juillet 1963] (p. 4422, 4423); Article unique: *Son amendement (Exclusion des fabrications d'explosifs du champ d'application du présent texte)* (p. 4423);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES: *Caractère différent des activités des services des essences et des poudres; expansion du budget annexe des poudres pour 1964; poste des études et des recherches et investissements concernant l'autopropulsion* [7 novembre 1963] (p. 6743);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Crédits des budgets annexes des essences et des poudres; évolution dans la consommation des produits; développement des études et travaux militaires* [6 novembre 1964] (p. 4849, 4850); *naissance du Commissariat à l'énergie atomique* (p. 4866);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Examen des budgets annexes des essences et des poudres; problème de l'appareillage permettant l'addition d'antigel dans les carburateurs; étude des vannes multidirectionnelles; étude des oléoducs mobiles; mesures de sécurité concernant les dépôts de carburants; budget du service des poudres; problème de l'autopropulsion; poudre nationale de Saint-Médard* [21 octobre 1965] (p. 3939, 3940);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: *Cas de la région de Bourgogne; taux d'expansion; situation à Montceau-les-Mines; formation professionnelle; enseignement public; ses observations sur la Saône-et-Loire; développement du secteur tertiaire; enseignement supérieur* [5 novembre 1965] (p. 4524, 4525);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Ses observations sur les budgets annexes des essences et des poudres; relèvement des soldes; opérations de ravitaillement bord-avion; mise au point de matériels pétroliers; études de carburants, huiles et ingrédients concernant la microbiologie en milieu pétrolier; parc de wagons-réservoirs; statut des personnels militaires du service; ses observations sur les agents techniques des poudres; mise en place des engins à poudre sol-sol-balistique stratégique; engins mer-sol-balistique stratégique; problème des propergols*

*solides; lance-satellites-Diamant; explosifs fabriqués par l'industrie privée; problème de la reconversion du service* [25 octobre 1966] (p. 3826 à 3828);

### **JEANNENEY (M. Jean-Marcel).**

*Ministre des Affaires sociales.*

Est nommé Ministre des Affaires sociales (3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Ministre des Affaires sociales cessent le 1<sup>er</sup> avril 1967 (*J. O.* du 1<sup>er</sup> avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou.)

#### **Dépôts :**

Son projet de loi relatif à la durée du travail et modifiant l'article 3 de la loi n° 46-283 du 25 février 1946, n° **1774** [19 avril 1966].

Son projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° **1866** [1<sup>er</sup> juin 1966].

#### **Interventions :**

Répond à la question orale, sans débat, de M. Pierre Bas relative à l'accès du public au jardin du musée de Cluny [29 avril 1966] (p. 1032).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Mer relative aux droits des gens de maison [29 avril 1966] (p. 1040).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Paquet relative aux prestations familiales des étudiants [29 avril 1966] (p. 1040).

Répond aux questions orales, avec débat, de M. Tourné et de Mme Launay relatives à l'enfance inadaptée : les modifications apportées au fonctionnement de la Direction de l'équipement sanitaire et social (29 avril 1966] (p. 1044, 1047, 1048).

Répond aux questions orales, avec débat, de M. Noël Barrot et de Mme Vaillant-Couturier relatives à la situation des hôpitaux publics : *Le problème du financement; la création d'écoles d'infirmières* [29 avril 1966] (p. 1050-1051); *le manque de médecins et d'infirmières et de candidats aux fonctions d'éco-*

*nomes et de directeurs, les hôpitaux ruraux* (p. 1053, 1054).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi complétant l'article 98 du Code de l'administration communale et relatif aux pouvoirs de police conférés aux maires en matière de circulation ; Article unique : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 98 du Code de l'administration communale par de nouvelles dispositions (Cas de la ville de Paris et des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne)* [12 mai 1966] (p. 1224); *problème sur les routes à grande circulation* (p. 1224);

— du projet de loi relatif à l'indemnisation de certaines victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées avant l'entrée en vigueur de dispositions nouvelles concernant ces accidents ou maladies : *Gouvernement acceptant tous les amendements présentés par la Commission* [12 mai 1966] (p. 1226); Art. 4 : *Conditions dans lesquelles le montant de la rente pourra être revalorisé; problème de la déduction* (p. 1227);

— du projet de loi relatif à la durée du travail et modifiant l'article 3 de la loi n° 46-283 du 25 février 1946 : *Ouverture de la France au Marché commun; nécessité d'éviter une réglementation trop rigide de la durée du travail; caractère limité du projet de loi; buts du V<sup>e</sup> Plan; effectifs de l'inspection du travail* [25 mai 1966] (p. 1491, 1492); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de M. Herman* (p. 1492); *problème des rémunérations atteintes par la diminution des heures supplémentaires; fonds de régularisation des salaires* (p. 1493); après l'Art. 1<sup>er</sup> : *Durée du travail dans certaines entreprises agricoles* (p. 1493); *éviter de faire peser sur les entreprises des charges salariales supplémentaires; majoration des heures supplémentaires; fonds de régularisation des ressources* (p. 1494);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, Art. A : *Ses observations sur les divers amendements* [26 mai 1966] (p. 1523); Art. B : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1523); *législation relative aux comités d'entreprise ne devant pas être étendue aux entreprises nationales*

(p. 1523); Art. 1<sup>er</sup> : *Problème des discriminations en matière de salaire; conditions d'emploi et de travail des jeunes et des femmes* (p. 1524, 1525); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé pour le deuxième alinéa du d) de l'ordonnance du 22 février 1945 à supprimer les mots « les données relatives à l'application du principe de non-discrimination entre les rémunérations du travail féminin et du travail masculin »* (p. 1525); *principe de la non-discrimination des salaires masculins et féminins* (p. 1525); Art. 8 bis : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1526); *contribution minimale des employeurs aux œuvres du comité d'entreprise* (p. 1526); *problème des contributions des entreprises aux œuvres sociales* (p. 1526); *position du Gouvernement à l'égard des divers amendements* (p. 1527).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Ebrard, relative à la revalorisation de la profession d'assistante sociale [27 mai 1966] (p. 1560, 1561).

Répond à la question orale, sans débat, de Mme Vaillant-Couturier relative au recrutement du personnel infirmier [27 mai 1966] (p. 1561, 1562, 1563).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Hauret, relative à la main-d'œuvre étrangère [27 mai 1966] (p. 1563).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Commenay relative à la situation des gémmeurs [27 mai 1966] (p. 1565, 1566).

Répond aux questions orales, avec débat, de M. Waldeck Rochet et de M. Cassagne, relatives aux pensions de Sécurité sociale : *Prise en compte pour le calcul de la retraite des années au-delà de la trentième* [27 mai 1966] (p. 1568, 1569); *la conception des assurances sociales; les régimes de retraite complémentaire; les passages du régime actuel à un système de points* (p. 1572).

Répond aux questions orales, avec débat, de M. Fabre et de M. Dupont, relatives à la réforme de la Sécurité sociale : *Extension de la Sécurité sociale aux agriculteurs; l'assurance volontaire; dépôt d'un projet d'assurance maladie obligatoire des non-salariés et les problèmes posés par l'équilibre financier du régime général de la Sécurité sociale; études des commissions Friedel et Canivet; unification de la lettre K entre les*

*praticiens privés et les hôpitaux; augmentation des charges de la Sécurité sociale due aux progrès de la médecine et à l'augmentation du niveau de vie* [27 mai 1966] (p. 1576, 1577).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour [7 juin 1966] (p. 1744).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la garantie de l'emploi en cas de maternité, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur les amendements de Mme Vaillant-Couturier* [7 juin 1966] (p. 1747); *suspension du contrat de travail* (p. 1748); *droit prioritaire de réemploi pour la femme; cas du retour d'un salarié en congé de maladie* (p. 1748); *ses observations sur les amendements de M. Ribadeau Dumas* (p. 1749, 1750); Art. 3 : *Problème des pénalités* (p. 1750); En deuxième lecture : *Travail de nuit pour les femmes* [15 décembre 1966] (p. 5582);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Caractères du projet de loi; originalité du système; autonomie du régime d'assurance maladie des travailleurs indépendants; contribution de chaque assuré non proportionnée au risque qu'il constitue; caisses mutuelles régionales; équilibre financier; fonds de réserve; fonds d'action sanitaire et sociale; cas de déficit; ticket modérateur; cotisations additionnelles; prestations obligatoires* [9 juin 1966] (p. 1828, 1829); *préparation du texte en collaboration avec les membres de la majorité; avis des intéressés; couverture des risques maladie des salariés; loi-cadre; problème de l'invalidité; notion de « gros risque »; solidarité entre les professions libérales* (p. 1848, 1849); Art. 1<sup>er</sup> : *Cas des artisans ruraux; régime de l'A.M.E.X.A.* (p. 1851, 1852); *Caisse nationale des barreaux français* (p. 1852); *son amendement tendant à compléter l'article premier par un nouvel alinéa (Personnes titulaires d'une allocation de reversion)* (p. 1852); *cas des veuves titulaires d'une pension de reversion servie par la Caisse nationale des barreaux français* (p. 1853); après l'Art. 1<sup>er</sup> : *Gouvernement s'opposant à l'amendement de M. Fagot* (p. 1853); Art. 2 : *Situation des artisans anciens salariés; assurance maladie des veuves de retraités* (p. 1854); Art. 3 : *Situation d'un salarié qui exerce à titre accessoire une activité non salariée* (p. 1854, 1855); Art. 4 : *Son amendement tendant après*

les mots « à la date » à rédiger ainsi la fin de cet article : « des soins dont le remboursement est demandé au titre d'une maladie ou d'un accident » (p. 1855); date du début de la maladie (p. 1855); ses observations sur l'effet des contrats privés (p. 1855); son amendement tendant à compléter l'article 4 par les mots « ou à la date de la première constatation médicale de la grossesse » (p. 1855); Art. 5 : Application de l'article 40 de la Constitution (p. 1856); possibilité pour les groupes professionnels d'instituer des prestations particulières (p. 1856); ses observations sur l'amendement de M. Fagot (p. 1856); Art. 7 : Ses observations sur les paroles de M. Fanton; système d'abattement (p. 1857); application de l'article 40 de la Constitution (p. 1859, 1860); couverture des frais médicaux pour les enfants; notion de « petit risque » (p. 1860, 1861); cas des personnes âgées (p. 1861); application de l'article 40 de la Constitution (p. 1861); Art. 8 : Cotisations particulières pour un groupe de professions (p. 1862); notion de groupe professionnel (p. 1863); Art. 10 : Contrôle médical des organismes du régime général de Sécurité sociale (p. 1863); Art. 11 : Possibilité de créer une caisse artisanale et une caisse du commerce et de l'industrie dans chacune des régions de programme (p. 1864); après l'Art. 11 : Création de caisses mutuelles régionales (p. 1865); Art. 12 : Représentation des associations familiales (p. 1865); éviter que les conseils d'administration des petites caisses soient trop importants (p. 1866); consultation de la Caisse nationale et des organisations professionnelles (p. 1866); représentants des organismes habilités pouvant participer avec voix consultative aux travaux des conseils d'administration (p. 1866); son amendement tendant à compléter l'article 12 par le nouvel alinéa suivant : « Des représentants des organismes habilités ayant voix consultative nommés par le Ministre des Affaires sociales et le Ministre de l'Economie et des Finances » (p. 1866); Art. 13 : Caisses d'assurance vieillesse (p. 1867); perception des cotisations; octroi des prestations (p. 1868); exemple des mutuelles de coiffeurs et de garagistes (p. 1868); caisses d'assurance vieillesse (p. 1868); Art. 14 : Ses observations sur les amendements de MM. Mainguy, Schnebelen, Delong et Boisdé (p. 1871); Art. 17 : Droit aux prestations (p. 1872); Art. 20 : Dépôts à la Caisse des dépôts et consignations (p. 1874);

Art. 33 : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les conditions d'adaptation de la présente loi dans les départements d'outre-mer » (p. 1876); Articles additionnels : Consultation des organisations professionnelles (p. 1877); assurance vieillesse des non-salariés n'étant pas encore applicable dans les départements d'outre-mer; projet de loi relatif à l'assurance vieillesse dans les départements d'outre-mer (p. 1879); En seconde délibération, Art. 8 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Prestations d'assurance maladie maternité) (p. 1879); prestation particulière pour un groupe professionnel (p. 1879, 1880); ses remerciements au Président de séance; rôle de l'Assemblée (p. 1881); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : Ses observations sur les améliorations du texte gouvernemental [28 juin 1966] (p. 2423); — du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention de Sécurité sociale et du protocole annexe, signés le 17 décembre 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat d'Israël : Question du droit de s'inscrire à la Koupath Holim [16 juin 1966] (p. 2113).

Répond aux questions orales, sans débat, de MM. Picquot, Beauguitte, Weber, Abelin, Deschizeaux, Séramy, Catalifaud, Manceau et Duillard, relatives aux problèmes sociaux soulevés par le transfert des bases américaines [22 juin 1966] (p. 2208, 2209).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Le Gall et plusieurs de ses collègues tendant à la réglementation de la profession d'audioprothésiste : Son opposition au renvoi en commission [24 juin 1966] (p. 2360); Article unique : Enseignement donné au Conservatoire national des Arts et Métiers (p. 2361); situation des audioprothésistes (p. 2361); En deuxième lecture, Article unique : Rôle du Conservatoire des Arts et Métiers; conditions de délivrance du diplôme [20 décembre 1966] (p. 5702);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la tutelle aux prestations sociales : *Ses observations sur la question de l'allocation de logement* [3 octobre 1966] (p. 3058).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Briot relative à la date de liquidation des pensions de vieillesse de la Sécurité sociale [5 octobre 1966] (p. 3134).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Peretti relative au rachat de cotisations par les salariés assujettis aux assurances sociales [5 octobre 1966] (p. 3135).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Derancy relative à l'amélioration des conditions d'attribution des retraites minières de réversion pour les veuves [5 octobre 1966] (p. 3135, 3136).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Prioux relative au droit des apprentis aux allocations familiales [5 octobre 1966] (p. 3136, 3137).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Chalopin relative aux mesures de rééducation des enfants sourds [5 octobre 1966] (p. 3137).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Peretti relative au versement à un compte bancaire ou postal des rentes et des pensions de vieillesse de la Sécurité sociale [5 octobre 1966] (p. 3137).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 2 : *Conditions du placement des handicapés physiques civils dans la fonction publique* [6 octobre 1966] (p. 3168); *Office national des anciens combattants* (p. 3169); Art. 13 : *Loi sur le Fonds de l'emploi* (p. 3185); En deuxième lecture, Art. 4 bis : *Etat actuel de la législation en matière d'exonérations* [18 novembre 1966] (p. 4702);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Création d'un grand Ministère des Affaires sociales; constitution d'un service des études et prévisions commun à l'ensemble des affaires sociales; division des relations internationales; service des établissements hospitaliers et sociaux; rôle de la direction générale de la santé publique; Fonds d'action sociale en faveur des travailleurs étrangers; problèmes de la Sécurité sociale; direction générale de la famille, de la vieillesse*

*et de l'action sociale; tutelle des caisses de Sécurité sociale; impossibilité d'organiser une politique sociale sans rigueur financière; ses observations sur la recherche, l'enseignement, la formation et l'enfance inadaptée; recherche médicale; rôle de l'Institut Pasteur; recherche dans le domaine social et démographique; formation des auxiliaires médicaux; fonctionnement de la formation professionnelle des adultes; aide sociale; dépenses de fonctionnement des services de l'aide sociale et des Commissions d'aide sociale; extension des régimes de sécurité sociale; situation des personnes âgées; politique de l'emploi; rôle des placiers; constitution d'une véritable bourse de l'emploi; rôle du délégué à l'informatique; crédits devant permettre certaines expériences de médecine préventive et de dépistage en matière d'affections cardio-vasculaires; ses observations sur la tuberculose et la poliomyélite; problèmes de l'investissement hospitalier; équipement des centres hospitaliers universitaires; honoraires médicaux et chirurgicaux; soins dentaires; problèmes du régime agricole, du régime minier et de la S.N.C.F.; prolongation de la vie humaine; diminution de la mortalité infantile [19 octobre 1966] (p. 3585 à 3589); soins dentaires (p. 3590); ses observations sur les paroles de M. Maurice Schumann; rapport de la Commission Bordaz; allocation logement; législation des loyers (p. 3597, 3598); ses observations sur l'accident survenu à Grenoble (p. 3601); ses observations sur les paroles de M. Buot [20 octobre 1966] (p. 3615) et sur celles de M. Poudevigne (p. 3629); création de postes de placiers; direction régionale du travail; recrutement des contrôleurs et des inspecteurs du travail; service de la santé scolaire; services extérieurs du Ministère de la Santé publique et de la Population; problèmes de rémunérations concernant le personnel hospitalier; équipement hospitalier; son financement; abattements de zones; problèmes intéressant la Sécurité sociale; financement des constructions hospitalières; subventions de la Sécurité sociale; abattements de zones concernant le salaire minimum interprofessionnel garanti; abattements de zones en matière d'allocations familiales; abattements de zones en matière d'indemnités de résidence dans la fonction publique; problèmes des personnes âgées; liquidation de la retraite; avancement de l'âge de la retraite des personnes inaptes au travail; problème des accidents du travail; cas des*

personnes qui ne bénéficient pas de l'assurance maladie; problème des handicapés physiques et mentaux; conséquences de l'alcoolisme; progrès de la médecine et de la technique médicale (p. 3640, 3643);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Chalopin relative aux dispositions d'appel en matière de prestations dentaires, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Gall* [8 décembre 1966] (p. 5368);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Sanson tendant à compléter les obligations des propriétaires envers les concierges à l'occasion des congés annuels, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (rétribution du remplaçant)* [15 décembre 1966] (p. 5583); *référence aux accords de salaires* (p. 5583); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5584).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Fanton relative à la réglementation de l'industrie du taxi [16 décembre 1966] (p. 5646, 5647).

Répond aux questions orales, sans débat, de MM. Cassagne, Mer et Poirier relatives aux licenciements de cadres [16 décembre 1966] (p. 5647, 5648, 5651, 5652).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Martin relative à la reconversion professionnelle des travailleurs : *Mutations de l'économie française; création du Fonds national de l'emploi; aides apportées à la réadaptation professionnelle; indemnités de recherche d'emploi; indemnités de transfert et de réinstallation; formation professionnelle accélérée; mise en place d'une bourse nationale de l'emploi; besoins de l'industrie et du commerce; orientation des élèves de l'enseignement public; accord passé entre le Gouvernement et la sidérurgie (délai d'avertissement)*. [16 décembre 1966] (p. 5653, 5654, 5655).

Répond aux questions orales, avec débat, de MM. Roucaute, Tomasini, Mme Prin, MM. Doize, Cassagne, Jean Moulin, Gouton, relatives à la suppression des abattements de zones de salaire : *Mesures prises par le Gouvernement en matière d'abattement de zones de salaire; S. M. I. G.; abattements en*

*matière d'allocations familiales; abattements en matière d'indemnité de résidence des fonctionnaires; différences régionales de rémunération des ouvriers et des employés; les entreprises marginales; salaires des usines Peugeot installées dans la région de Montbéliard; augmentation de la rémunération moyenne des salaires; écarts entre les rémunérations des ouvriers et celles des ouvrières* [16 décembre 1966] (p. 5661, 5662, 5663, 5664, 5665, 5666).

### JOXE (M. Louis).

*Ministre d'Etat*

*chargé de la Réforme administrative*  
(2<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

*Ministre d'Etat*

*chargé de la Réforme administrative*  
(3<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 8 janvier 1966 au 1<sup>er</sup> avril 1967.

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre d'Etat chargé de la Réforme administrative (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat chargé de la Réforme administrative (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Ministre d'Etat chargé de la Réforme administrative (3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Ministre d'Etat chargé de la Réforme administrative cessent le 1<sup>er</sup> avril 1967 (*J. O.* du 1<sup>er</sup> avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

### Dépôts :

Son projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, n° 875 [6 mai 1964].

Son projet de loi relatif à l'attribution d'une pension proportionnelle aux administrateurs civils et aux administrateurs des postes et télécommunications, n° 876 [6 mai 1964].

Son projet de loi relatif à l'intégration dans les cadres du Ministère des Affaires étrangères de sous-préfets et administrateurs des services civils d'Algérie exerçant actuellement en Algérie des fonctions consulaires, n° 1037 [27 juin 1964].

Son projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative), n° 1044 [29 juin 1964].

Son projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, n° 1258 [16 décembre 1964].

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification de la Convention relative au transport aérien international : *Evolution de la notion de transporteur depuis la Convention de Varsovie de 1929 ; problème des indemnités en cas d'accident ou de perte* [21 mai 1963] (p. 3003).

Répond aux deux questions orales, avec débat, de MM. Rivain et Fouchier relatives à la réforme administrative : *Méthodes de la réforme administrative en cours ; gestion de la fonction publique ; évolution économique de la France ; notion de tranches opérationnelles du Plan ; expérience menée dans plusieurs départements ; rôle du préfet ; création de services communs à plusieurs administrations ; rôle de la région ; problème des comités d'expansion régionaux ; avenir de l'arrondissement ; unification des cartes administratives ; activité du sous-préfet ; charges pesant sur les collectivités locales ; amélioration de la condition de la fonction publique ; corps des administrateurs civils* [7 juin 1963] (p. 3247 à 3250) ; *consultation des syndicats à l'occasion de la réforme administrative ; activité du Conseil supérieur de la fonction publique ; différents groupes d'études créés en son sein ; ordonnance du 4 février 1959 et garanties des fonctionnaires ; problème des rémunérations de la fonction publique ; abatement du sixième dans le décompte de la retraite* [7 juin 1963] (p. 3253, 3254).

Prend part au débat sur les questions orales

de M. Séramy, Mme Thome-Patenôtre et M. Cassagne relatives à l'aménagement des horaires de travail : *Aménagement des horaires de travail dans la fonction publique ; semaine de cinq jours ; journée continue ; étalement des horaires ; travaux sur la transformation des horaires de travail dans les administrations publiques ; étude menée à ce sujet dans la région parisienne ; situation favorable selon les administrations ; développement du nombre des cantines ; institution de la semaine de cinq jours ; synchronisation des heures de sortie ; différents systèmes proposés ; enquête en cours dans les Postes et Télécommunications* [28 juin 1963] (p. 3800 à 3802).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Contenu du présent texte ; jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation en la matière ; reconnaissance du droit de grève ; préjudice causé par certaines grèves aux usagers ; nécessité de sauvegarder les intérêts de la collectivité nationale ; notion de préavis ; champ d'application du présent texte ; interdiction de la grève surprise ; différentes circulaires prises en la matière ; règle de la retenue du trentième ; sanctions prévues ; problème de l'arbitrage et des procédures de négociations ; importance des grèves de la S.N.C.F. en 1962-1963 ; augmentation des traitements des fonctionnaires comparée à celle du coût de la vie ; part des salaires dans l'augmentation de la production ; exposé des motifs de la proposition de loi Guesde-Jaurès (1894)* [17 juillet 1963] (p. 4198 à 4201) ; *utilisation de la procédure du vote bloqué dans le présent cas* (p. 4207) ; *possibilité pour les syndicats de prévoir une grève limitée ou non dans le cadre du préavis* (p. 4218) ; *définition des grèves tournantes* (p. 4219) ; *nécessité de clarifier la notion de droit de grève ; rôles respectifs du législateur et de la jurisprudence ; développement de la procédure de conciliation* (p. 4239, 4240) ; *Art. 1<sup>er</sup> : Définition des « personnels civils »* (p. 4242) ; *cas des entreprises dont une partie seulement du personnel relève d'un service public* (p. 4243) ; *COMMISSION MIXTE PARITAIRE : Distinction entre les fonctionnaires et les agents des services publics ; activité du Conseil supérieur de la fonction publique ; création, dans son sein, des groupes d'études* [25 juillet 1963] (p. 4542).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du



territoire : *Crédits du Fonds d'aménagement du territoire affectés à la route Bastia-Bonifacio* [27 novembre 1963] (p. 7496).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives à la réforme administrative : *Centralisation excessive dont souffrait l'administration ; tâche complexe des préfets ; rôle du préfet de la région assisté d'une commission de développement économique régional ; pouvoirs du préfet touchant la nomination des fonctionnaires ; investissements relevant du budget de l'Etat et ceux financés par le budget départemental ; rapports entre les autorités régionales et les autorités départementales* [6 mai 1964] (p. 1106 à 1109) ; *fixation de l'ordre du jour des commissions de développement économique régional* (p. 1111) ; *son intention de publier le rapport de synthèse sur les expériences de réforme administrative* (p. 1114 à 1116).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Faire face aux nouvelles tâches de la fonction publique devant pouvoir former et utiliser au mieux les hommes qui la servent ; insuffisance des attachés d'administration ; trop grand nombre d'administrateurs civils ; crise morale du corps des administrateurs, sa désaffectation ; carrière des membres déterminés par l'affectation qui est donnée à la sortie de l'E.N.A. ; suppression des cloisonnements ; assurer au corps des administrateurs l'unité et la mobilité ; création d'un corps unique ; dépôt de deux projets de loi pour opérer ces réformes ; idée de la Résistance et de l'Assemblée consultative en 1945* [3 juin 1964] (p. 1590, 1591) ; *dérogations nombreuses au statut général ; cas des préfets ; assurer l'application des droits syndicaux ; structure du corps des P.T.T.* (p. 1593) ; *grille indiciaire* (p. 1594) ; *ses observations sur l'amendement de M. Trémollières : sort des administrateurs de la ville de Paris et du département de la Seine ; fonctionnaires dépendant des collectivités locales* (p. 1594). En seconde lecture, Art. 2 : *Projet ne portant aucune atteinte aux droits des administrateurs de la France d'outre-mer ; ordonnance du 29 octobre 1958 ; autorisation donnée au Gouvernement de faire des dérogations sur des points précis conformément aux nécessités du service ; question de la nomination à la hors*

*classe des administrateurs de la F.O.M. intégrés dans les corps d'administrateurs civils* [23 juin 1964] (p. 2108) ;

— du projet de loi relatif à l'attribution d'une pension proportionnelle aux administrateurs civils et aux administrateurs des Postes et Télécommunications : *Vœu du Gouvernement de réduire progressivement et sans recourir à des mesures autoritaires les effectifs du corps des administrateurs civils ; faciliter les départs volontaires ; octroi d'une mise à la retraite anticipée assortie d'une retraite proportionnelle* [3 juin 1964] (p. 1596) ;

— de la proposition de loi de MM. Trémollières, Pierre Bas et Mer relative au recrutement des attachés d'administration centrale et des attachés d'administration du département de la Seine et de la ville de Paris : *Problème juridique soulevé ne devant pas se poser pour l'avenir pour le personnel intéressé* [4 juin 1964] (p. 1613) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL : Article additionnel : *Complexité de la procédure d'intégration des administrateurs des affaires d'outre-mer ; statut nouveau des administrateurs civils* [9 novembre 1964] (p. 5171) ; *esprit d'équité et de libéralisme* (p. 5171) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) : *Position du Gouvernement concernant la condition d'antériorité de mariage des veuves de fonctionnaires ou de militaires placés en congé spécial* [14 décembre 1964] (p. 6084) ; *portée considérable de l'œuvre accomplie ; modification des bases du régime presque centenaire des pensions ; simplification des régimes anciens ; amélioration du régime des pensions ; suppression de l'abattement du sixième ; fusion des notions de pension d'ancienneté et de pension proportionnelle ; ses incidences financières ; ses observations sur les différents amendements ; amélioration du texte ; application de l'article 44, troisième alinéa de la Constitution et de l'article 96 du Règlement de l'Assemblée Nationale* (p. 6085, 6086) ; Art. L 23 : *Réduction de l'âge requis pour bénéficier de la pension étant contraire à toute l'économie du nouveau code* (p. 6088) ; Art. 3 : *Ses observations sur les amendements de MM. Billotte, Dupuy et Seramy ; leur caractère inacceptable au fond ; l'impossi-*

bilité d'accorder des anticipations sur l'âge d'entrée en jouissance; leur incompatibilité avec l'économie du nouveau code (p. 6092); Art. 12: Ses observations sur les paroles prononcées par M. Hostier; problème des centres d'apprentissage (p. 6097);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires: *Acceptation par le Gouvernement de la proposition de M. Capitant* [20 avril 1965] (p. 767); *constitutionnalité du projet de loi*; *garanties fondamentales de la fonction publique étant du ressort du domaine législatif*; *leur mise en œuvre relevant du domaine réglementaire*; *aménagement de ces garanties*; *caractère opportun et indispensable du projet*; *situation des attachés d'administration*; *procédure du concours constituant une garantie fondamentale des fonctionnaires*; *problème des attachés d'administration*; *possibilité de leur permettre de passer plus aisément dans le cadre des administrateurs civils grâce à l'institution du principalat*; *objet du texte étant de rétablir l'harmonie dans le corps des attachés d'administration*; *procédure devant être suivie par le Gouvernement*; *conciliation des méthodes traditionnelles de l'avancement de grade et des normes de sélection efficaces et équitables*; *respect de la Constitution et de l'avis du Conseil d'Etat*; *projet étant conforme à l'intérêt général* [27 avril 1965] (p. 906 à 909); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Modification des articles 26 et 28 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires)* [28 avril 1965] (p. 947); *socialistes ayant admis la possibilité d'opérer un avancement au choix par voie d'examen ou de concours en 1946*; *consultation du conseil supérieur de la fonction publique avant la mise en œuvre de statuts particuliers*; *Conseil d'Etat n'ayant jamais mis en cause la valeur des lois de validation* (p. 949, 950); *ses observations sur le sous-amendement de M. Spénale: ménager la possibilité de choisir des solutions adaptées aux corps intéressés*; *situation des P.T.T.* (p. 952); *ses observations sur les paroles de M. Coste-Floret*; *carrière des attachés*; *dix attachés ayant été nommés administrateurs civils en 1964, alors que douze ou quinze seront nommés chaque année à partir de 1965 en vertu du nouveau statut*; *postes vacants peu nombreux dans le cadre des attachés*; *donner au corps des administrateurs*

*civils une certaine unité*; *donner aux membres des vingt-cinq corps d'attachés d'administration centrale des chances égales d'accès au corps des administrateurs civils par une sélection interministérielle* (p. 954); *Gouvernement défavorable au sous-amendement de M. Spénale* (p. 955); *son refus d'accepter l'avis conforme du conseil supérieur de la fonction publique*; *statut de la fonction publique ne permettant pas à cet organisme de donner au Gouvernement des avis conformes* (p. 955); *absence de corrélation rigide entre le grade et la fonction*; *sous-amendement de M. Coste-Floret donnant lieu à l'ouverture d'un contentieux*; *opposition du Gouvernement au sous-amendement de M. Coste-Floret* (p. 956); Art. 2: *Ses observations sur le sous-amendement de M. Spénale* (p. 957); *concours de 1964* (p. 958); Art. 5 du statut général des fonctionnaires: *Fonctionnaires étant, vis-à-vis de l'administration, dans une situation statutaire et réglementaire*; *statut général du 4 février 1959* (p. 958); Art. 3: *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Coste-Floret: possibilité d'introduire le désordre dans la fonction publique*; *ne pas réduire à néant vingt ans d'efforts faits pour doter les administrations centrales d'un personnel compétent* (p. 959); *son amendement tendant à insérer, en tête de l'article 13, le nouvel alinéa suivant: « Les modalités de la sélection pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration centrale pourront être modifiées dans les conditions prévues à l'article premier, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 1964 »* (p. 959); *permettre aux attachés d'administration centrale d'être choisis suivant le nouveau système d'avancement* (p. 959); Art. 3: *Gouvernement se ralliant à l'amendement présenté par M. de Grailly*; *texte du Gouvernement étant plus restrictif*; *mobiles ayant inspiré l'amendement* (p. 960); Article additionnel: *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly*; *caractère inconstitutionnel de cet amendement*; *modification du statut des administrateurs civils relevant incontestablement du domaine réglementaire*; *cette proposition sortant du projet de loi*; *son caractère injustifié* (p. 960, 961); *possibilité de plusieurs lectures* (p. 961).

En deuxième lecture, du projet de loi validant les statuts particuliers de la fonction publique dérogeant aux articles 26 et 28 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959

relative au statut général des fonctionnaires, Art. 1<sup>er</sup> : *Projet de loi ayant un triple objet : combler un vide juridique menaçant 180.000 fonctionnaires; formuler clairement les modalités d'avancement des fonctionnaires; apurer le passé en réglant le cas des attachés d'administration; politique d'ensemble; Gouvernement désirant le retour au texte initial sous réserve des amendements acceptés par lui en première lecture; problème de la consultation du Conseil supérieur de la fonction publique; nécessité d'une harmonie entre les diverses dispositions du statut général; éviter deux sortes de consultations du Conseil supérieur, les unes portant sur les textes de dérogation pour l'ensemble des textes réglementaires et une autre procédure pour l'application du texte de loi en discussion* [10 juin 1965] (p. 1957); Art. 2 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Coste-Floret tendant à interdire la validation du statut particulier des attachés d'administration centrale* (p. 1958); Art. 3 : *Distinction entre le domaine réglementaire et le domaine budgétaire; ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 1959); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 1960).

En troisième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : *Gouvernement acceptant l'amendement présenté par M. de Grailly; système d'avancement par examen ou par concours; cas de l'administration des P.T.T.; ses observations sur le système de l'ancienneté* [24 juin 1965] (p. 2442); Art. 2 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. de Grailly* (p. 2443); Art. 3 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. de Grailly* (p. 2443).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre prononcé par M. Chaban-Delmas sur Camille Durathou [3 novembre 1965] (p. 4374).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'organisation européenne pour la recherche nucléaire relatif au statut juridique de ladite organisation sur le territoire français et de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral de la Confédération suisse relative à l'extension en territoire français du

domaine de l'organisation européenne pour la recherche nucléaire : *Ses observations sur le Centre européen pour la recherche nucléaire; son programme* [28 juin 1966] (p. 2427, 2428);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Emploi des Fonds de la promotion sociale* [28 octobre 1966] (p. 4082).

**JULIEN (M. Roger)**, Député de l'Aveyron, 3<sup>e</sup> circonscription (C.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale [6 décembre 1962] (p. 1), [30 avril 1963] (p. 2715), [2 avril 1964] (p. 597), [2 avril 1965] (p. 570).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

Donne sa démission de membre de cette Commission [21 mai 1964] (p. 1322).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [22 mai 1964] (p. 1371), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172);

— membre de la Commission spéciale char-

gée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452).

Est élu juré suppléant de la Haute Cour de justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [12 juin 1963] (p. 3306).

### Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à interdire certaines dispositions statutaires de sociétés anonymes qui cherchent à limiter le libre échange de parts sociales, titres ou actions desdites sociétés, n° 245 [17 mai 1963].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, COMMISSARIAT DU PLAN : *Réorganisation des services attachés à l'aménagement du territoire ; nécessité de les coordonner ; problèmes de zones de sous-développement à l'intérieur de la France, en particulier dans le Centre* [25 janvier 1963] (p. 1824) ;

— du projet de loi relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Consultation des organisations professionnelles intéressées pour l'application des dispositions concernant le 1 % aux professions libérales)* [21 mai 1963] (p. 3006) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 66 : *Participation de l'Etat aux charges occasionnées* [24 octobre 1963] (p. 5556) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Carte d'ancien combattant et pécule des anciens combattants algériens* [25 octobre 1963] (p. 5666) ;

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, après l'Art. 9 : *Son amendement (Cessation d'activité d'une entreprise liée par un accord interprofessionnel à long terme homologué)* [12 décembre 1963] (p. 7878) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Ampleur des disparités régionales ; situation des régions de l'Ouest ; créations d'emplois ; situation difficile des départements de l'Ouest et du Sud-Ouest ; investissements rapides à faire pour aménager ces régions* [26 novembre 1964] (p. 5661, 5662).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à la crise des industries des cuirs et peaux [9 juin 1965] (p. 1919, 1921, 1922).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales : *Ses observations sur le rapport de M. Hoguet : éviter une spoliation pure et simple ; nécessité d'une réforme humaine et progressive* [30 juin 1965] (p. 2776) ; après l'Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement par les mots suivants : « Les conditions de délais qui pourraient être imposées par ledit décret pour cette intégration devront tenir compte de la date de la promulgation de la présente loi à partir de laquelle les intéressés auraient pu bénéficier de cette intégration »* (p. 2789) ; *son sous-amendement tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement par les mots suivants : « ainsi que la durée de leur service militaire »* (p. 2789) ; *cas des employés des greffes ; sort du greffier en chef* (p. 2789).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire : *Discussion de certaines questions orales, notamment de celle de M. Abelin sur les problèmes européens ; discussion du budget des affaires étrangères ; problème du régime de crédit contre les calamités agricoles* [2 octobre 1965] (p. 3277, 3278).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie. Seconde délibération, après l'Art. 24 : *Son sous-amendement tendant à insérer dans le texte proposé par l'amendement de M. Capitant après les mots « l'article 24 » les mots « à l'exception de celles du paragraphe 6° »* [28 avril 1966] (p. 1001) ; *cas des délinquants primaires ; problème des personnes ayant encouru des*

*peines disciplinaires en vertu du paragraphe 6* (p. 1001);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Caractère du système prévu; dotation des caisses régionales par la caisse nationale; rôle des mutuelles; versement effectué au titre des cotisations* [9 juin 1966] (p. 1836); Art. 1<sup>er</sup> : *Autonomie de la Caisse nationale des barreaux français; régime d'assurance décès et de longue maladie* (p. 1852); Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant*: « Des personnes élues par les Unions départementales des associations familiales ayant leur siège dans la circonscription de la caisse » (p. 1865); *retrait de son amendement* (p. 1865); Art. 14 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « et en outre » à insérer les mots « et des membres désignés par l'Union nationale des associations familiales »* (p. 1870); Articles additionnels : *Nécessité d'associer le plus grand nombre de personnes possible aux décisions* (p. 1877); ses explications de vote : *Loi-cadre; application de l'article 40 de la Constitution; groupe du Centre démocratique votant le projet de loi* (p. 1884);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Caractéristiques de la planification française; déconcentration; réforme des finances locales; aménagement rural; ses observations sur les régions du Massif central situées en retrait du littoral méditerranéen* [18 octobre 1966] (p. 3512).

**JUSKIEWENSKI (M. Georges)**, Député du Lot, 2<sup>e</sup> circonscription (R.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires

culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Briçout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi n° 407 portant création d'un conseil supérieur des retraités civils et militaires, n° 626 [31 octobre 1963].

Sa proposition de loi instituant l'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, n° 1507 [21 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation de l'eau potable et à la création d'une « régie française des eaux », n° 2154 [16 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 31) tendant à assurer le respect des droits reconnus par la loi aux déportés, internés, résistants et politiques, aux combattants volontaires de la Résistance et aux victimes de la guerre grâce à une application correcte des textes légaux, n° 2284 [16 décembre 1966].

#### Interventions :

Pose à M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre une question orale sans débat relative au dédommagement des préjudices causés aux victimes du nazisme [11 octobre 1963] (p. 5144, 5145).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Augmentation des cotisations; élévation du plafond des ressources; création d'un Fonds d'action sociale; amélioration de l'assurance invalidité; établissement d'un régime complet de Sécurité sociale au profit des agriculteurs* [4 novembre 1963] (p. 6339, 6340).

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Garantie indispensable; assurance parfaite pour les risques assurables; assurance imparfaite, sous forme de compensation, pour les risques para-assurables; assistance pour les victimes des risques non assurables; économie générale du projet; incitation à l'assurance; création d'un Fonds de garantie; aide de l'Etat limitée dans le temps; mode de financement; cotisations; création de taxes parafiscales; porter la subvention de l'Etat aux deux tiers d'abord et à la moitié plus tard des ressources du Fonds; nécessité d'adopter certains amendements* [16 avril 1964] (p. 791, 792, 793); Art. 2 : *Application faite par le Gouvernement de l'article 40 à son amendement tendant à supprimer le délai à l'expiration duquel l'aide de l'Etat cessera* [22 avril 1964] (p. 866); Art. 13 : *Ne pas retirer aux agriculteurs les avantages dont ils bénéficient depuis 1950 en application de l'article 675 du Code rural* [23 avril 1964] (p. 908); ses explications de vote : *Caractère critiquable du projet de loi; imposer à l'agriculteur une contrainte indispensable; impossibilité d'indemniser convenablement les victimes des calamités; projet constituant un premier pas; principe de la garantie des dommages causés par les calamités* (p. 915).

Son rappel au Règlement : *Absentéisme parlementaire; mauvaise organisation du travail parlementaire; députés ne pouvant être à la fois dans l'hémicycle et en commission; campagne de dénigrement du Parlement* [21 octobre 1964] (p. 3525).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Insuffisance de l'effort fait pour étendre et renforcer le réseau téléphonique dans les régions sous-développées du Sud-*

*Ouest; inconvénients en résultant; espoir à propos du V<sup>e</sup> Plan; aménagement du territoire* [21 octobre 1964] (p. 3531); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Insuffisance des crédits d'équipement rural inscrits au budget; conséquence pouvant en découler; aggravation de l'exode rural; réseau de distribution d'électricité étant insuffisant de même que le réseau d'adduction d'eau, la voirie rurale ou les logements ruraux; majorer les crédits; garantir les exploitants agricoles contre le risque des accidents du travail; lever l'opposition des compagnies d'assurances* [5 novembre 1964] (p. 4688, 4689).

Son rappel au Règlement : *Conditions de travail imposées à l'Assemblée Nationale; discussion sur les grandes options du V<sup>e</sup> Plan dans des conditions de hâte; caractère souhaitable de la discussion du Plan, au cours d'une session spéciale se tenant en février* [24 novembre 1964] (p. 5537, 5538).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Intérêt du projet; charte de la viande; examen de l'ensemble des problèmes du marché de la viande; encourager la production; viande de bœuf risquant de devenir bientôt un aliment de luxe; importations faites par la France; absence de politique de la viande depuis cinq ans; problème des débouchés pour la production végétale; soutenir les prix de la viande à la production; ne pas encourager la production céréalière excédentaire* [5 mai 1965] (p. 1118 à 1120); *motion de renvoi* (p. 1120); avant l'Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de la Commission, souci d'harmonisation, de normalisation et d'unification de l'inspection sanitaire; obligation pour notre pays, d'exporter vers les pays de la Communauté économique européenne et vers le tiers monde; politique rationnelle de la production animale* (p. 1123); Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Les dommages résultant pour le concessionnaire ou le fermier de la cessation anticipée des contrats de concession ou de fermage seront réglés dans les termes du droit commun »* (p. 1133); Art. 6 : *Son amendement tendant à la nouvelle rédaction de cet article: (Gestion administrative de l'abattoir et gestion technique)* (p. 1133); *retrait de cet*

amendement (p. 1133); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : (Amortissement partiel des sommes nécessaires à l'exécution du plan d'implantation des abattoirs publics)* (p. 1140); Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux alinéas : (Dépôt d'un projet de loi fixant les conditions dans lesquelles pourront être formés, améliorés ou créés les abattoirs non retenus au plan d'équipement)* (p. 1143); *distinction entre les abattoirs chargés d'expédier au loin et ceux dont la fonction est l'alimentation locale; ne pas trop concentrer* (p. 1143, 1144); après l'Art. 14 : *Son amendement tendant après cet article à insérer le nouvel article suivant : « Dans le délai d'un mois le Gouvernement déposera un projet de loi sur l'élevage et sur l'organisation professionnelle du marché de la viande »* (p. 1152); *projet de loi en discussion ne traitant qu'un des nombreux problèmes posés par le marché de la viande* (p. 1152); *modification de son amendement : remplacer les mots « dans le délai d'un mois » par les mots « dans les délais les plus brefs »* (p. 1153);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problème de la parité; diminution du revenu de l'agriculture en 1964; diminution de la population agricole; indexation des prix agricoles; volume de la production agricole; adductions d'eau; aménagement de villages; électrification rurale; voirie rurale; habitat rural; politique en faveur de l'élevage bovin* [28 octobre 1965] (p. 4263 à 4265).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263) : *Perspectives de l'agriculture au moment de la mise en application du V<sup>e</sup> Plan; distorsion entre le revenu agricole et celui des autres catégories sociales; causes de la dégradation du revenu agricole; endettement croissant de l'agriculture; perspective européenne de l'agriculture française* (p. 1268 à 1270).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Rôle de la tutelle; problème des emprunts; subvention de travaux; transfert de charges à l'Etat; besoins des petites communes; autofinancement; problème de l'eau; caractère vétuste du réseau électrique; chemins ruraux; installation du*

*téléphone; syndicats à vocation multiple; Fonds spécial d'investissement routier; impossibilité de constituer une réserve foncière* [18 mai 1966] (p. 1392, 1394).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Principe d'autonomie; régime de l'assurance maladie des exploitants agricoles; cas des artisans non ruraux; système des indemnités journalières; problème des vieillards et des jeunes; financement; savoir qui assurer, contre quoi, comment, à quel prix et selon quel mode de gestion; cotisation de base proportionnelle au revenu; assurances complémentaires; création d'un mécanisme compliqué; loi-cadre* [9 juin 1966] (p. 1831 à 1833); Art. 1<sup>er</sup> : *Cas des artisans ruraux* (p. 1851); Art. 2 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (Personnes affiliées au régime général d'assurances sociales en qualité d'assurés volontaires)* (p. 1853, 1854); *cas d'un travailleur non salarié qui a été ouvrier et est devenu artisan* (p. 1854); Art. 4 : *Début de la maladie* (p. 1855); Art. 7 : *Application de l'article 40 de la Constitution* (p. 1860); *financement par les cotisations des assujettis* (p. 1861); Art. 10 : *Organisation du contrôle médical* (p. 1863, 1864); ses explications de vote : *Application de l'article 40 de la Constitution; loi-cadre* (p. 1880);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Equipement rural; projets de loi sur la couverture des accidents du travail et sur l'élevage; ses observations sur la voirie rurale, les communes rurales, les syndicats à vocation multiple; problèmes de l'électrification, des adductions d'eau; débroussaillage et remise en culture dans les causses* [26 octobre 1966] (p. 3894).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale, sans débat, relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4061, 4065, 4066).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les

maladies professionnelles dans l'agriculture : [23 novembre 1966] (p. 4766 à 4768);  
*Assurance maladie des exploitants agricoles*; Art. 1234-9 du Code rural : *Pratique du tarif*  
*nécessité d'instituer un véritable système de au rabais* (p. 4774); après l'Art. 1234-10 du  
*sécurité sociale agricole*; *exemple de la fièvre Code rural* : *Rôle de la mutualité sociale agri-*  
*de Malte*; *fusion de l'assurance accident et de cole* (p. 4775); Art. 5 : *Garantie des salariés*  
*l'assurance maladie*; *mutualité sociale agricole agricoles contre les risques des accidents du*  
*participation financière de l'Etat*; *assurance travail* (p. 4783); *institution de l'obligation*  
*complémentaire volontaire*; *dispersion de la d'assurance pour les salariés agricoles* (p. 4785);  
*gestion de l'assurance maladie*; *garantie de — du projet de loi sur l'élevage* : ses expli-  
*l'invalidité*; *institution d'une obligation d'assu- cations de vote* : *Problèmes du marché de la*  
*rance contre les accidents et les maladies pro viande*; *rôle des vétérinaires*; *état sanitaire du*  
*fessionnelles à la seule charge des exploitants*; *bétail*; *ses observations sur les exportations*  
*fonds commun des accidents de travail agricole* [23 novembre 1966] (p. 4814).

---



## K

**KARCHER (M. Henri)**, *Député de la Moselle, 8<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Vice-président de l'Assemblée Nationale*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 janvier 1962] (p. 1160).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632).

Donne sa démission de membre de cette Commission [25 mai 1965] (p. 1547).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

**Dépôt :**

Sa proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères constituées entre particuliers, n<sup>o</sup> 378 [21 juin 1963].

**Interventions :****En qualité de vice-président :**

Préside : la troisième séance du 10 janvier 1963 (p. 559); la deuxième séance du 17 janvier 1963 (p. 1011); la première séance du 22 janvier 1963 (p. 1411); la deuxième séance du 23 janvier 1963 (p. 1538); la première partie de la troisième séance du 25 janvier 1963 (p. 1850); la séance du 15 février 1963 (p. 2203); la séance du 14 juin 1963 (p. 3405); la séance du 21 juin 1963 (p. 3659); la séance du 4 juillet 1963 (p. 3870); la deuxième séance du 9 juillet 1963 (p. 3958); la séance du 12 juillet 1963 (p. 4131); la troisième séance du 26 juillet 1963 (p. 4595); la première partie de la deuxième séance du 19 juillet 1963 (p. 4342); la séance du 4 octobre 1963 (p. 5033); la séance du 16 octobre 1963 (p. 5199); la deuxième séance du 9 novembre 1963 (p. 7083); la deuxième séance du 14 novembre 1963 (p. 7238); la séance du 15 novembre 1963 (p. 7277); la deuxième séance du 27 novembre 1963 (p. 7485); la séance du 11 décembre 1963 (p. 7826).

Ses observations sur l'application de l'article 119 du Règlement : *Amendement du Gouvernement (après l'article 57 de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963)* [25 janvier 1963] (p. 1850).

Ses observations à l'occasion de l'anniversaire de la victoire du 8 mai 1945 [8 mai 1963] (p. 2793).

Ses observations sur l'encombrement de l'ordre du jour et la discussion des questions orales : *Inscription de la question orale de M. Boscary-Monsservin sur les prix agricoles à l'ordre du jour d'une prochaine séance* [14 juin 1963] (p. 3406).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret (article 135) : *Non-inscription d'orateurs sur une question orale dans le cas d'une interruption du débat* [21 juin 1963] (p. 3673).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Fanton (article 135 du Règlement) : *Fonctionnement de la Conférence des présidents* [21 juin 1963] (p. 3674).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Balmigère : *Non-inscription de celui-ci dans le débat sur les questions orales de MM. Coste-Floret et Bayou relatives au problème viticole* [21 juin 1963] (p. 3678).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Lathière (articles 134, 135) : *Non-inscription d'orateurs sur une question orale dans le cas d'une interruption du débat* [21 juin 1963] (p. 3679).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Fabre et Privat [4 juillet 1963] (p. 3871).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Fourvel (Commission mixte paritaire chargée d'examiner la proposition de loi relative aux baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4597).

Donne communication à l'Assemblée de la composition du Bureau du Sénat [4 octobre 1963] (p. 5033).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Davoust (déclaration d'irrecevabilité de sa proposition de loi [17 octobre 1963] (p. 5216).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Jean Moulin (son vote lors du scrutin sur les dépenses militaires [9 novembre 1963] (p. 7083).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cazenave (scrutin sur le texte définitif du projet de loi concernant l'objection de conscience [11 décembre 1963] (p. 7833).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Caractère inquiétant du présent projet; problème des coupes abusives; atteinte aux droits de la propriété privée; priorité à donner à la notion de cubage de bois à l'hectare et non à celle de surface; vœux exprimés par différentes associations de propriétaires de forêts* [10 juillet 1963] (p. 4029, 4030); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de la Commission (Etablissement d'un inventaire forestier); amendement de la Commission (Création d'une Commission nationale professionnelle de la propriété forestière privée); intérêt que présenterait un regroupement des objectifs d'aménagement et de gestion* [11 juillet 1963] (p. 4078); Art. 9 : *Danger que représente pour les petits propriétaires la possibilité pour les plus gros de prendre des décisions dans les secteurs de reboisement* (p. 4096); Art. 10 : *Droit de préemption et S.A.F.E.R. en matière forestière* (p. 4098); En deuxième lecture, Art. 4 : *Abattage en cas d'urgence* [25 juillet 1963] (p. 4500); *ses explications de vote: contrôle à exercer sur la bonne exécution des plans; intervention de l'Etat dans la gestion des forêts privées* (p. 4506);

— du projet de loi relatif aux objecteurs de conscience, Article additionnel : *Son amendement (Non-application de la présente loi aux départements d'Alsace-Lorraine)* [24 juillet 1963] (p. 4475);

— du projet de loi relatif aux services accomplis avant l'âge de 18 ans dans les Forces Françaises Libres : *Premiers volontaires des F.F.L.; cas des jeunes ayant moins de 16 ans; suppression de la limite d'âge inférieure de 16 ans* [12 mai 1964] (p. 1144); Article unique : *Son amendement tendant à remplacer dans le premier alinéa de l'article unique les mots « entre l'âge de 16 ans et celui de 18 ans » par les mots « avant l'âge de 18 ans »* (p. 1144);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 3 : *Chasseurs habitant dans les villes* [9 juin 1964] (p. 1723); Art. 7 : *Avantages spéciaux prévus pour les associations intercommunales de chasse* (p. 1726);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET

F.O.R.M.A. : Règles d'intervention du F.A.S.A. S.A. devant être assouplies; amélioration de diverses prestations sociales; avenir des exportations mosellanes et alsaciennes de bois et de produits laitiers vers la Sarre; respecter les conditions du Traité franco-allemand sur la Sarre jusqu'à l'unification complète du prix de la Communauté [5 novembre 1964] (p. 4696, 4697);

— du projet de loi relatif à la création de cadres d'officiers techniciens de l'armée de terre et de l'armée de l'air, Art. 3 : Ses observations sur l'amendement déposé par M. Bignon et dont il est cosignataire; amendement moral et conforme à l'esprit du texte [16 décembre 1964] (p. 6150); ses observations sur les paroles prononcées par M. Messmer; possibilité de modifier le deuxième alinéa de l'article 3 (p. 6150);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, avant l'Art. 1<sup>er</sup> : Son souhait de voir le Gouvernement déposer un projet d'ensemble sur les problèmes qui se posent dans les départements de l'Est; harmoniser la législation avec celle des départements de l'intérieur [5 mai 1965] (p. 1126);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 6 : Application de l'article 40 de la Constitution à un amendement de M. Dumortier [21 décembre 1965] (p. 5013);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Programme d'autoroutes; situation de l'est de la France, notamment du sud de la Moselle; liaison ouest-est par voie d'eau; liaisons routières de Metz vers Strasbourg; suppression du trafic voyageurs sur certaines lignes de chemin de fer [8 novembre 1966] (p. 4385, 4386).

**KASPEREIT (M. Gabriel)**, Député de la Seine, 7<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Commerce, n° 57 [27 décembre 1962].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Commerce n° 586 [18 octobre 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement au nom de la Commission de la production et des échanges, sur les problèmes de la distribution en France, n° 1016 [24 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 927) tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 1015 [24 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet

de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Commerce intérieur, n° **1108** [14 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1964 (n° 1190), Commerce intérieur, n° **1205** [2 décembre 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur les problèmes de la distribution en France. II. — Analyse des circuits des principaux produits alimentaires : 1° la viande, n° **1305** [2 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1292) relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, n° **1343** [28 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1421) modifié par le Sénat, relatif aux conditions nécessaires à la modernisation du marché de la viande, n° **1432** [9 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à assurer l'objectivité de l'O.R.T.F., n° **1713** [22 décembre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) IX. Commerce intérieur, n° **1594** [5 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 34 du Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, n° **1714** [22 décembre 1965].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 39 du Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, n° **2018** [29 juin 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044). XIII. Services financiers (commerce intérieur), n° **2053** [4 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : Réalisations de la IV<sup>e</sup> République en matière de postes et télécommunications ; caractère insuffisant des investissements

durant cette période ; hypothèses retenues par la Commission du plan ; augmentation du nombre des demandes de téléphone en instance ; nécessité de renforcer les crédits ; augmentations de prix intervenues depuis 1959 ; nécessité de considérer le programme initial de 6.200 millions comme un minimum absolu ; grèves récentes et insuffisance de l'indemnité dite de « travail de nuit » ; situation des receveurs de cinquième classe ; disparité entre les agents de constatation et les agents d'exploitation ; intégration souhaitable des agents de bureaux dans le corps des agents d'exploitation ; problème de la prime dite de résultat d'exploitation [8 janvier 1963] (p. 334, 335) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. —

II. — SERVICES FINANCIERS, en qualité de Rapporteur pour avis : Insuffisance des instruments d'action dont disposait le Secrétariat d'Etat au Commerce intérieur ; disparition de ce Secrétariat ; objectifs du IV<sup>e</sup> Plan en matière de commerce intérieur ; multiplicité des autorités responsables en matière de commerce intérieur ; rôle du Ministère de l'Agriculture ; action du F.O.R.M.A. ; création de centres commerciaux dans les grands ensembles ; rétablissement souhaitable d'un département ministériel chargé des problèmes de la distribution ; retard en France en matière de recherche dans le domaine commercial ; émission téléx-consommateurs ; assistance technique au commerce et à l'enseignement ; structure actuelle du réseau commercial ; développement de la consommation ; diminution du nombre des points de vente et leur stabilisation en 1962 ; extension des rayons de non-spécialisation ; la répartition du chiffre d'affaires d'après les différentes formes de distribution ; activité du supermarché ; augmentation souhaitable des crédits de modernisation en faveur des petits et moyens commerçants ; principe de la neutralité fiscale en matière de distribution [18 janvier 1963] (p. 1141, 1142) ;

— du projet de loi relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction, Art. 1<sup>er</sup> (Cotisation portée à 2 % pour les employeurs occupant cinquante employés et plus) [21 mai 1963] (p. 3006).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Éducation nationale : Nécessité de mettre un terme à la coexistence de lycées d'Etat, nationalisés et municipaux ; inconvénients de cette distinction ; retards dans les paiements des indem-

*nités des professeurs de lycées; situation à cet égard dans les lycées municipaux parisiens; difficultés en matière d'alimentation des élèves; problème de l'entretien des bâtiments; coût des cours spéciaux de la Seine; mise à la charge des communes d'une partie des frais relatifs aux constructions scolaires [20 juin 1963] (p. 3629 à 3631).*

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Services financiers : *Crédits et évolution du réseau commercial; problème de la consommation et de la distribution; analyse du montant et de la répartition des crédits; émission « Téléx-Consommateur »; absence d'une véritable politique et de la distribution [8 novembre 1963] (p. 6918 à 6920); distribution des produits d'origine agricole, notamment de la viande; nécessité de ne pas négliger le problème des circuits et de le traiter dans un esprit commercial (p. 6920, 6921);*

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux et loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal, en qualité de *Rapporteur pour avis: protection des commerçants; hausse des loyers depuis 1958 notamment dans la région parisienne; caractère nécessaire d'une remise en ordre; système actuel de fixation des loyers commerciaux; situation incertaine pour le locataire; ne pas décourager les commerçants de procéder à des investissements à long terme; dispositions concernant la durée des baux; le plafond de hausse du loyer lors de la révision triennale; « despécialisation » des magasins [25 juin 1964] (p. 2194 à 2196); Art. 5 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 7 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, après les mots « sauf accord des parties », à insérer les mots « pour une durée plus longue »; durée du nouveau bail étant en principe égale à neuf ans (p. 2200); Art. 11 : Incorporation des pas-de-porte dans les loyers se traduisant par une hausse très importante de ceux-ci; incidences économiques graves (p. 2204, 2205); Art. 12 : Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant*

*dans le texte modificatif proposé par l'amendement, après les mots « modification matérielle », à insérer les mots « au regard et compte tenu de l'activité exercée dans le local considéré » (p. 2212); chercher à serrer d'aussi près que possible la réalité des variations de la conjoncture par rapport à l'équité des loyers; facteurs locaux de commercialité pouvant varier de plus de 10 % sans pour autant avoir d'incidences sur la rentabilité du commerce exercé dans le local considéré (p. 2214); après l'Art. 11 : centres commerciaux nouveaux (p. 2215); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis: Durée du bail; « despécialisation »; dispositions transitoires; portée de la réforme votée par l'Assemblée [19 novembre 1964] (p. 5499, 5500); souci de servir l'intérêt général économique; accélérer la modernisation du commerce; efficacité des travaux menés depuis quelques semaines; nécessité d'une rapide promulgation de la loi [9 décembre 1964] (p. 5967); Art. 5 : Obtenir une durée suffisante des baux afin de permettre aux preneurs d'effectuer les investissements nécessaires en ayant la possibilité de calculer l'incidence du loyer sur leur prix de revient et d'amortir ces investissements sur une période suffisamment longue (p. 5970); Art. 11 : Son amendement tendant à rédiger cet article de la manière suivante: « Il est ajouté dans le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 un article 24-1 ainsi rédigé: « Les sommes versées par le preneur au bailleur en contrepartie de la conclusion du bail ne constituent pas un élément du loyer » (p. 5971); problème du « pas-de-porte » ne pouvant être considéré comme un élément de loyer (p. 5971, 5972); Art. 15 : « Despécialisation », extension des activités commerciales à des activités connexes et complémentaires ou transformation d'activité (p. 5973); son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 35-2 du décret du 30 septembre 1953 (p. 5974); son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa de l'article 35-5 du décret du 30 septembre 1953 le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture, ainsi conçu: « Dans le cas prévu ci-dessus le tribunal pourra, s'il y a lieu, modifier le prix du loyer par dérogation aux articles 26, 27 et 28 » (p. 5974); texte marquant une tendance dangereuse à rapprocher le montant des loyers de l'activité commerciale (p. 5975); critères utilisés pour la remise en ordre des loyers**

commerciaux (p. 5978, 5979); *Garde des Sceaux ayant établi une différence entre des loyers fixés par décision judiciaire et des loyers conclus à l'amiable* (p. 5979); En troisième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis*: Art. 15: *Son amendement tendant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 35-2 du décret du 30 septembre 1953 à supprimer les mots « créé ou acquis depuis plus de trois ans »* [18 décembre 1964] (p. 6238); Art. 18: *Son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa du paragraphe premier de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture, c'est-à-dire à substituer aux mots « ... à moins qu'à cette date ce prix n'ait effet depuis moins de trois ans en vertu d'une décision judiciaire ou d'une transaction intervenue en cours d'instance », les mots « ... dès lors qu'à cette date, ce prix a effet depuis trois ans au moins »* (p. 6239);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS: en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Problème de la modernisation du commerce; réforme de certains circuits de distribution; information insuffisante des pouvoirs publics; action en faveur de l'enseignement commercial; développement du commerce intérieur; problèmes des circuits de distribution* [9 novembre 1964] (p. 5191, 5192);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 19: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [8 décembre 1964] (p. 5897); *problème de la neutralité fiscale à l'égard des différents circuits de distribution* (p. 5897, 5898); Art. 43: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5916); *projet de loi relatif à l'ensemble des problèmes posés par la réforme du droit des sociétés* (p. 5917); *permettre la construction des bâtiments administratifs, préfectures et sous-préfectures, rendus nécessaires par la création de nouveaux départements dans la région parisienne* (p. 5922);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, en qualité de *Rapporteur*: *Importance de la question; nombre de projets et de propositions relatives à l'organisation du marché de la viande; statuts de la profession de boucher; réglementation des abat-*

*toirs; acuité de ce problème; importance des échanges; part dans le budget des ménages; structure actuelle des circuits de la viande en France; problème des « tueries particulières »; profession de chevillard; méthodes de contrôle sanitaire; formation des prix; publicité des cours; intervention de l'Etat; loi sur l'élevage; loi sur les professions de la viande; implantation des abattoirs; problème de la fiscalité; uniformisation des méthodes de contrôle sanitaire; unité de gestion des abattoirs publics; rapidité d'application de la loi; création d'un corps de vétérinaires d'Etat; sauvegarde des intérêts communaux; évolution et modernisation du marché de la viande* [4 mai 1965] (p. 1067 à 1073); *opposition de la commission au renvoi en commission* [5 mai 1965] (p. 1120); avant l'Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant, avant cet article, à insérer le nouvel article suivant (Mesures prises dans l'intérêt de la protection de la santé publique)* (p. 1120, 1121); *importance capitale de cet amendement; champ d'application de l'inspection sanitaire des denrées d'origine animale; souci de la protection du consommateur; généralisation du contrôle sanitaire d'Etat* (p. 1121); *projet ne portant pas atteinte aux libertés communales; création d'un service d'Etat pour assurer le contrôle sanitaire; sauvegarder l'intérêt général* (p. 1123); *loi du 3 juin 1900; son opposition au sous-amendement de M. Wetsphal* (p. 1125); *amélioration de cette loi* (p. 1125); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1127); Art. 2: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1128); après l'Art. 2: *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant après l'article 2, l'article 256 du Code rural est ainsi modifié: « Les communes dans lesquelles il existe des foires et marchés aux chevaux ou aux bestiaux sont tenues de préposer... »* (p. 1128); *mesures d'harmonisation* (p. 1128); Art. 3: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Situation des agents contractuels des collectivités locales ou groupement de collectivités locales)* (p. 1128); *situation des agents actuellement chargés du contrôle sanitaire* (p. 1128, 1129); après l'Art. 3: *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant: « Dans les abattoirs récents ou géographiquement isolés qui n'atteignent pas le volume suffisant pour être confiés à un vétérinaire spécialisé, le contrôle pourra être confié à un*

vétérinaire contractuel » (p. 1129); ménager la possibilité de recourir à des vétérinaires non spécialisés, pratiquant le travail en clientèle et assurant un certain nombre de vacations à l'abattoir (p. 1129); Art. 4 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Taxe de visite et de poinçonnage instituée par l'article 203 du Code d'administration communale) (p. 1130); taxe sanitaire; problème de la perception (p. 1130); Art. 5 : Principe de l'exploitant unique (p. 1132); opposition de la Commission à l'amendement de M. de Poulpiquet (p. 1132); son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de l'article 5, après les mots « le cas échéant », à insérer les mots « sur demande de l'utilisateur » (p. 1132); son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant: « La commercialisation des viandes et issues est du ressort exclusif des professionnels de la viande, des sociétés coopératives et des S. I. C. A. » (p. 1132); son amendement tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa de l'article 5 par les mots « après consultation de l'interprofession » (p. 1132); principe de l'exploitant unique pour la gestion de l'abattoir public; opération de découpage et de désossage à l'intérieur de l'abattoir public (p. 1132, 1133); opposition de la Commission à l'amendement de M. de Poulpiquet (p. 1133); Art. 6 : Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante: « Les usagers de l'abattoir sont représentés auprès de la direction de la régie et ont voix consultative » (p. 1133); son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de l'article 6 de nouveaux alinéas (Cas où la collectivité locale ou le groupement de collectivités locales concède ou afferme son abattoir) (p. 1133); modalités de gestion de l'abattoir public; gestion en concession ou affermage pouvant revêtir deux formes juridiques (p. 1134); clarté du texte (p. 1134); participation des collectivités locales ou des groupements de collectivités locales; propriétaire de l'abattoir pouvant y participer de même que les membres des professions intéressées (p. 1135); son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante: « Les usagers de l'abattoir sont représentés auprès de la direction de la régie et ont voix consultative » (p. 1139); son amendement tendant à substituer au deuxième

alinéa de cet article de nouveaux alinéas (Cas où la collectivité locale ou le groupement de collectivités locales concède ou afferme son abattoir) (p. 1139); Commission ayant donné un avis favorable à l'amendement du Gouvernement (p. 1139); Art. 7 : Son amendement tendant à compléter cet article par les mots « d'après un barème établi par le Ministère de l'Agriculture » (p. 1140); paiement des redevances dues pour les services prévus; versement effectué par les usagers d'un abattoir à son unique exploitant (p. 1140); après l'Art. 7 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article après l'article 7 (Compléter l'article 520 bis du Code général des impôts) (p. 1141); inégalité des charges; assurer une sorte de péréquation entre les abattoirs; taxe unique de circulation sur les viandes (p. 1141); son amendement ne visant nullement à restreindre les libertés communales (p. 1141); Art. 8 : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « L'arrêté interministériel prévu ci-dessus sera pris après avis du conseil général des organisations professionnelles représentant les vendeurs et les acheteurs et dont la composition sera fixée par décret » (p. 1142); fermeture des abattoirs ne répondant pas aux normes définies par arrêté interministériel (p. 1142); Art. 9 : Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Les abattoirs inscrits au plan de 1960 et qui, depuis cette date, ont été construits ou aménagés avec toutes les normes imposées seront maintenus » (p. 1143); son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Cas où exceptionnellement certains abattoirs peuvent être maintenus en service) (p. 1143); Art. 10 : Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Dans les mêmes conditions, une indemnité sera accordée aux communes qui ont dû supporter des frais d'études pour des projets de construction d'un abattoir prévu dans le plan initial d'implantation et non réalisé par suite de modifications apportées à ce plan » (p. 1145); indemnisation des communes dont les abattoirs auront été fermés par application de l'article 8 (p. 1145); Art. 11 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article: « L'identification des animaux; l'identification et la classification des viandes, la coupe des carcasses » (p. 1146); son rapport d'information; notions d'identification et de classification des

viandes (p. 1146); son amendement tendant à compléter la première phrase de l'article 11 par les mots: « en tenant compte de la nécessité d'harmoniser ces méthodes dans le cadre des échanges extérieurs » (p. 1146); son amendement tendant à compléter l'article 11 par le nouvel alinéa suivant (Critères relatifs à la classification des animaux et des viandes, à la coupe des carcasses) (p. 1146); problème de la commercialisation de la viande, le producteur étant la première victime d'un état de fait lui interdisant de vendre ses animaux d'après leur valeur réelle, c'est-à-dire compte tenu du rendement en viande et de la tendance véritable du marché (p. 1146); son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux alinéas: « Un représentant des producteurs organisés pouvant assister aux diverses opérations d'identification et de classification; Commission quadripartite (p. 1147); « super-tribunal des carcasses » (p. 1147); après l'Art. 11: Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Etablissement de la cote au stade de la production) (p. 1147); Art. 12: Son amendement tendant, au début de cet article, après les mots « marché de gros de viandes » à insérer les mots « de tous les abattoirs publics inscrits au plan des abattoirs » (p. 1148); réglementation des marchés de gros de viandes; application pratique de cet article (p. 1148); ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing (p. 1149); protection des marchés de gros publics (p. 1149); son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « La réglementation de l'abattage et du commerce sera édictée de telle façon que, sauf cas exceptionnel un boucher ou un charcutier ait la possibilité de s'approvisionner en viande à moins de vingt-cinq kilomètres de distance routière de son établissement principal » (p. 1150); Art. 13: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase de cet article (Conditions d'accès du marché à certaines catégories d'acheteurs ou de vendeurs) (p. 1151); son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Possibilité donnée à des bouchers détaillants groupés en coopératives d'achat et ayant passé des contrats d'achat direct avec des producteurs ou des groupements de producteurs) (p. 1151); augmentation du nombre des circuits de distribution en vue d'assainir le marché de la viande et d'étendre la concurrence; création de nouveaux

circuits de distribution (p. 1151); après l'Art. 13: Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Compléter le paragraphe a de l'article 8 du décret n° 53-944 relatif aux Halles de Paris) (p. 1151); son amendement tendant, après l'article 13, à insérer un nouvel article (Compléter la liste des personnes autorisées à vendre sur les marchés d'intérêt national par l'article 36 du décret n° 58-767 modifié par l'article 5 du décret n° 63-1098) (p. 1151); modification des textes actuels qui empêchent les coopératives de bouchers détaillants de s'installer sur les marchés de gros ou sur les marchés d'intérêt national (p. 1151, 1152); après l'Art. 14: Difficultés d'imposer au Gouvernement un délai d'un mois pour déposer un projet de loi (p. 1153); Art. 15: Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article: « Sont abrogés les articles 257 (alinéas 3, 6, 7 et 8) » (p. 1154); abrogation de certains articles du Code rural (p. 1154); Titre: Son amendement tendant à modifier comme suit le début du projet de loi: « Projet de loi relatif aux conditions nécessaires à la modernisation du marché de la viande » (p. 1154). En seconde délibération, avant l'Art. 1<sup>er</sup>: Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant à l'article A, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour l'article 258 du Code rural, dans le deuxième alinéa (1<sup>o</sup>) après les mots « à l'inspection sanitaire » à insérer les mots « et qualitative » (p. 1155); importance de la définition donnée de la mission du service d'inspection sanitaire (p. 1155); son sous-amendement tendant à l'article A dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour l'article 259 du Code rural, à substituer aux mots « disposant de vétérinaires » les mots « constitué de vétérinaires spécialistes » (p. 1156); son sous-amendement tendant à l'article A à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour le premier alinéa de l'article 259 du Code rural par la disposition suivante: « Leur liberté d'appréciation doit être garantie vis-à-vis des problèmes de production »; liberté d'appréciation des vétérinaires et de leurs collaborateurs (p. 1156); Art. 3: Son sous-amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte de l'article 3 proposé par l'amendement du Gouvernement par la disposition suivante: « Dans l'un et l'autre cas, ils sont mis à la disposition du



préfet de police pour exercer à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Plaine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, les fonctions définies aux articles 258, 259, 262 et 263 du Code rural » (p. 1156).

En deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Sénat ayant apporté peu de modifications au texte [21 juin 1965] (p. 2269); Art. A : Son amendement tendant à reprendre, pour le paragraphe premier du texte modificatif proposé pour l'article 258 du Code rural le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture, c'est-à-dire, à insérer, après les mots « inspection sanitaire » les mots « et qualitative » (p. 2271); fonctionnaires intégrés dans le service sanitaire (p. 2272); Art. 4 : Distinction entre les taxes perçues à l'échelon national et les taxes recouvrées à l'échelon local; ses observations sur la viande foraine (p. 2273); Art. 5 : Transformation d'un animal vivant en denrée commercialisable (p. 2274); Art. 6 : Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article (p. 2274); texte du Sénat tendant à conférer un avantage important aux groupements de producteurs (p. 2275); Art. 9 : Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « Sauf s'ils répondent à chacune des conditions suivantes : a) être conforme aux règles d'hygiène prévues à l'article 8 ; b) avoir été en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 1962 ; c) ne pas être situé à moins de vingt kilomètres de distance routière d'un établissement répondant à toutes les prescriptions de l'article 8 » (p. 2275); Art. 11 bis : Son amendement tendant, après les mots « grands abattoirs-marchés » à supprimer les mots « vingt-trois » (p. 2276); son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Ces cotations ne comprennent pas les taxes et redevances diverses situées à l'aval du stade abattoir ou marché de bestiaux » (p. 2276); Art. 14 bis : Son amendement tendant, à la fin de cet article, à supprimer les mots « et sur l'organisation professionnelle du marché de la viande » (p. 2277);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — II. — SERVICES FINANCIERS, en qualité de Rapporteur pour avis : Extension de la taxe sur la valeur ajoutée; modification des règles d'amortissement; problème des crédits; création de sociétés convention-

nées permettant d'obtenir une augmentation des biens propres des entreprises qui suivraient un programme de modernisation; création d'une sorte de F.A.S.A.S.A. pour le commerce; ses observations sur la « déspecialisation »; constitution de grandes unités de vente par des commerçants de spécialités différentes; loi sur le marché de la viande; projet de loi sur l'élevage; circulaire Fontanet; urbanisme commercial [27 octobre 1965] (p. 4213, 4214);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ECONOMIE ET FINANCES - SERVICES FINANCIERS, en qualité de Rapporteur pour avis : Commerce intérieur; nécessité d'accentuer l'effort en faveur de la recherche commerciale et de l'aide technique aux commerçants; problème du recyclage; controverse entre le petit commerce et les promoteurs des grandes surfaces de vente; projet de loi sur l'élevage; problème du paiement par chèque pour les transactions dans les abattoirs; problème des abattoirs-marchés; rationalisation et unification de la découpe et de l'identification des carcasses; élaboration du projet de loi portant organisation des professions chargées de la commercialisation de la viande; urbanisme commercial [4 novembre 1966] (p. 4277, 4278).

**KIR (M. Félix)** Député de la Côte-d'Or, 1<sup>re</sup> circonscription (app. R.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'apparente au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

### Interventions :

Préside en qualité de doyen d'âge la séance du 6 décembre 1962 [6 décembre 1962] (p. 1).

Déclare ouverte la deuxième législature de l'Assemblée Nationale [6 décembre 1962] (p. 2).

Prononce l'allocution d'usage : *Hommage au Président René Coty; caractéristiques du régime représentatif; volonté du peuple français de*

voir réalisée une démocratie économique et sociale; caractère novateur de la pensée française; priorité à réserver au secteur social (fixation de la retraite à 60 ans, amélioration de l'équipement hospitalier; rétablissement de la retraite des anciens combattants, suppression des abattements de zones; relèvement des bas salaires, problème du logement, équipement scolaire); aide à apporter aux rapatriés; place à accorder à l'agriculture; économies réalisables: limitation des subventions à l'Algérie; suppression de la force de frappe; suppression des manœuvres militaires; réduction à dix mois du service militaire; stabilité indispensable de nos institutions; rejet de toute exclusive; rôle de la France dans le maintien de la paix; politique des jumelages [6 décembre 1962] (p. 2 et 3).

Proclame élu Président de l'Assemblée Nationale M. Chaban-Delmas [6 décembre 1962] (p. 4).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat : *Ses explications de vote ; nécessité d'accorder de meilleures rémunérations aux fonctionnaires ; importance des prêts consentis par la France aux pays étrangers ; poids des dépenses militaires* [8 mai 1963] (p. 2801, 2802);

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération franco-allemande : *Ses observations sur ses activités dans le cadre des échanges entre municipalités françaises et allemandes ; rôle de la Fédération mondiale des villes jumelées* [13 juin 1963] (p. 3379, 3380).

Prend part au débat sur une déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Possibilité de trouver des crédits supplémentaires par la suppression des subventions à certains pays étrangers ou par la réduction des dépenses militaires* [21 juin 1963] (p. 3820).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Œuvre accomplie dans le domaine scolaire et universitaire par la ville de Dijon ; création d'une faculté de médecine* [6 novembre 1963] (p. 6595);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Nécessité d'assurer plus de justice*

*sociale ; exploiter toutes les ressources du pays et multiplier les ententes avec les autres nations ; coût de la vie et impôts en hausse ; diminution des dépenses excessives ; dégager tous les crédits nécessaires à l'équipement, notamment dans le domaine scolaire* [10 décembre 1963] (p. 7760, 7761);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Augmentation du prix de certains produits agricoles ; cas du lait ; équipement de la France en adduction d'eau ; équiper la France avant d'équiper l'étranger* [21 avril 1964] (p. 845).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Comte-Offenbach relatif à sa place dans l'hémicycle [9 octobre 1964] (p. 3088).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Fixation du prix du lait ; nécessité d'ouvrir le Marché commun agricole à d'autres pays européens* [9 octobre 1964] (p. 3101).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution : *Difficultés pour l'épuration des eaux ; exemples des pays étrangers ; cas de la ville de Volgograd* [13 octobre 1964] (p. 3147);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Esprit d'observation de M. Abelin ; sa compétence ; notre pays devant faire face à des dépenses excessives ; possibilité d'équilibrer le budget ; nécessité de connaître la vérité* [15 octobre 1964] (p. 3229);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : Art. 1<sup>er</sup> : *Préoccupation du Parlement français se souciant de la préparation à la guerre ; caractère regrettable aux yeux de l'étranger ; discours prononcé le 5 septembre 1961 par le Chef de l'Etat ; Fédération mondiale des villes jumelées ; importance de la puissance des Etats-Unis et de la Russie* [2 décembre 1964] (p. 5802);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Sa croyance à la paix ; époque de guerre révolue ; réduction de la durée du service militaire* [25 mai 1965] (p. 1536, 1537);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966 : *Emploi du produit des impôts ; relations amicales de 28 nations avec*

*la France* [7 octobre 1965] (p. 3367); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Problème des crédits; part des ressources de la France consacrée à la guerre; rôle des voyages dans la formation de la jeunesse* [19 octobre 1965] (p. 3863); BUDGETS MILITAIRES : *Caractère ridicule et ruineux de la préparation à la guerre; sa connaissance de différents continents du globe; France pays aux nombreuses ressources* [21 octobre 1965] (p. 3960);

— sur la motion de censure : ses explications de vote : *Paix sociale; ses observations sur les grèves; situation des cheminots, des postiers, des fonctionnaires; maintien de la paix mondiale; Fédération mondiale des villes jumelées; création d'une fédération mondiale des nations pacifiques; notre pays n'ayant partout que des amis; orateur étant le citoyen d'honneur de nombreux Etats; déclaration de l'ambassadeur de Chine* [20 avril 1966] (p. 816);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur les paroles de M. Montagne* [25 octobre 1966] (p. 3838); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les paroles de M. Cornette* [2 novembre 1966] (p. 4125); *crise de l'éducation nationale; insuffisance des crédits; ses observations sur les pays de l'Est, notamment la ville de Cluj* [3 novembre 1966] (p. 4158); EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Produit des impôts; évolution démographique; cas de Dijon; recherche scientifique* [8 novembre 1966] (p. 4409).

**KRIEG (M. Pierre, Charles)**, Député de la Seine, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [14 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre suppléant des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1<sup>o</sup> du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat; 2<sup>o</sup> du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n<sup>o</sup> 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n<sup>o</sup> 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691);

— membre titulaire de la Commission

mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336).

Est élu président de cette Commission [23 juin 1965] (p. 2410).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1628);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les Sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la Région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669).

Est élu juré titulaire de la Haute Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [12 juin 1963] (p. 3306).

Est nommé membre de la Commission supérieure de codification [29 avril 1966] (p. 1054).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 226), portant unification et harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, n° 429 [5 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 679) tendant à modifier l'article 75 du Code civil, relatif à la célébration du mariage, n° 908 [26 mai 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 22 *bis* de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relatif à l'exercice du droit de reprise, n° 931 [28 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'Administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 875) portant modification de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, n° 933 [28 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'Administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 876) relatif à l'attribution d'une pension proportionnelle aux administrateurs civils et aux administrateurs des postes et télécommunications, n° 934 [28 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 966) modifié par le Sénat, portant modification de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, n° 981 [16 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 22 *bis* de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relative à l'exercice du droit de reprise, n° 1056 [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier les

articles 234 et 235 du Code civil, relatifs à la procédure du divorce, **n° 1057** [30 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Justice, **n° 1123** [23 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 336 à 338 du Code pénal prévoyant et punissant l'adultère, **n° 1411** [2 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1380) modifiant l'ordonnance n° 58-1274 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation des juridictions pour enfants, **n° 1442** [10 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1386) complétant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945, relative à l'enfance délinquante, **n° 1449** [11 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1299) relatif à certains délais de recours devant la juridiction administrative, **n° 1474** [18 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à instituer un droit de retraite au projet des locataires ou occupants, en cas de vente de l'appartement qu'ils occupent, **n° 1557** [30 juin 1965].

Son avis, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Justice, **n° 1606** [7 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à modifier le deuxième alinéa de l'article 1841 du Code civil relatif aux sociétés entre époux, **n° 1681** [18 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1057), tendant à modifier les articles 234 et 236 du Code civil, relatifs à la procédure du divorce, **n° 1690** [19 novembre 1965].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République,

sur le projet de loi n° 1576 relatif aux opérations de déminage poursuivies par l'Etat, **n° 1791** [28 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 1867 relatif à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, **n° 1950** [17 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 1919 relatif à la constatation et à la répression des délits en matière de publicité et de prix des hôtels et restaurants, **n° 1975** [23 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 1230 tendant à permettre à certaines personnes ayant perdu la nationalité française de réclamer, par déclaration, la qualité de Français, **n° 2038** [3 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 1115 tendant à conserver aux femmes françaises la nationalité française dans les mêmes conditions que prescrit pour les hommes la loi n° 54-395 du 9 avril 1954, **n° 2039** [3 octobre 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1967 (Justice), **n° 2091** [19 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 2144 modifiant l'ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962, relative à certaines dispositions concernant la nationalité française, **n° 2178** [24 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 1826 relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale représentant les territoires d'outre-mer, **n° 2212** [6 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission

des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 2142 relatif à la Cour de Cassation, n° 2229 [8 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique n° 2143, modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique, relative au statut de la magistrature, n° 2240 [9 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 2204, modifié par le Sénat, relatif à la constatation et à la répression des infractions en matière de publicité et de prix des hôtels et restaurants, n° 2246 [13 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique n° 2336, modifié par le Sénat, modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958, portant loi organique relative au statut de la magistrature, n° 2337 [21 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur le projet de loi portant modification du contentieux fiscal, en qualité de *Rapporteur pour avis* : Art. 17 : *Nécessité de ne caractériser le délit commis qu'après la décision prise dans le cadre judiciaire* [9 juillet 1963] (p. 3964); Art. 45 : *Fonctionnement du système des poursuites pour fraude fiscale; aggravation des peines prévues par le présent projet; cas des dissimulations de revenus, de valeurs et de capitaux mobiliers; assimilation des délits fiscaux aux délits de droit commun; difficulté d'établir une comparaison entre la procédure française et la procédure britannique en la matière; situation en U.R.S.S.; problèmes juridiques posés par l'assimilation du délit fiscal au délit pénal du droit commun; extension de la contrainte par corps en matière fiscale; application des dispositions du présent article aux instances en cours* [10 juillet 1963] (p. 3998 à 4000); *son amendement au nom de la Commission (exclusion du champ des délits prévus*

*de la qualification d'abus de confiance)* (p. 4000); Art. 50 : *Ses amendements au nom de la Commission (assimilation du délit de fausse affirmation de sincérité au faux serment)* (p. 4003); Art. 51 : *Ses amendements au nom de la Commission (pénalité en cas d'écritures inexactes)* (p. 4003, 4004); Art. 52 : *Son amendement au nom de la Commission (pénalité pour non-représentation des documents comptables)* (p. 4004); Art. 53 : *(Pénalité en cas d'obstacle opposé aux agents fiscaux)* (ibid.); Art. 63 : *Son amendement au nom de la Commission (Poursuite du contribuable par l'administration avant que celui-ci ne soit mis en demeure de régulariser sa situation); amendement de M. Massot (Retrait de la plainte déposée par l'administration contre un contribuable); moyen de chantage que constitue le plus souvent pour l'administration fiscale le dépôt d'une plainte; nécessité de ne pas laisser l'administration voir retirer celle-ci* (p. 4007); Art. 69 : *Nécessité de ne pas revenir au système de la contrainte par corps* (p. 4010);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 54 : *Règles de la prescription quadriennale; problème de l'annulation de la loi du 30 mai 1962* [24 octobre 1963] (p. 5523);

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30 000 habitants : *Son opposition à la question préalable; importance du projet; attitude de l'U.N.R. à l'égard de la proportionnelle; nécessité d'un régime majoritaire permettant à des conseils municipaux homogènes de bien administrer les communes* [20 mai 1964] (p. 1277); Art. 3 : *Ses observations sur le sous-amendement présenté par M. Brousset tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. de Grailly, au nom de la Commission, à substituer aux mots « 5 % du nombre des électeurs inscrits », les mots « 10 % des suffrages exprimés »* [21 mai 1964] (p. 1318);

— du projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959, relative au statut général des fonctionnaires, en qualité de *Rapporteur* : *Recrutement des fonctionnaires supérieurs de l'administration centrale, dits de catégorie A; difficultés de recrutement; mauvaise application des réformes opérées au lendemain de la Libération; corps des administrateurs civils; atta-*

*chés d'administration; insuffisance des rémunérations; corps, dits « d'extinction », des agents supérieurs de l'Etat; assurer au corps des administrateurs civils l'unité et la mobilité; déroger au statut général des fonctionnaires pour les membres des « grands corps »; fonctionnaires recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration [3 juin 1964] (p. 1588 à 1590); Son amendement tendant, dans le texte modificatif du troisième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959, après les mots « de l'Ecole nationale d'administration », à insérer les mots « de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer » (p. 1592); son amendement tendant, dans le texte modificatif du troisième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959, après les mots « de l'Ecole nationale d'administration », à insérer les mots « du corps des administrateurs des administrations parisiennes » (p. 1594);*

— en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur: *Réforme du statut général des fonctionnaires; assurer l'unité et la mobilité des corps des administrateurs civils recrutés au sein de l'Ecole nationale d'administration; modalités de cette réforme: permettre au Conseil d'Etat un meilleur contrôle des décrets devant être pris pour l'application de la loi [23 juin 1964] (p. 2206); Art. 2: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2108); situation des membres de l'administration de la France d'outre-mer (p. 2108); Art. 3: Ses observations sur l'amendement de M. Sabatier; abrogation de l'ordonnance du 15 octobre 1960; thèse exprimée par M. Marcihacy; opinions exprimées à la Commission des lois constitutionnelles; importance du problème de l'Algérie; problèmes posés à La Réunion et à la Guyane (p. 2110, 2111);*

— du projet de loi relatif à l'attribution d'une pension proportionnelle aux administrateurs civils et aux administrateurs des postes et télécommunications, en qualité de Rapporteur: *Corps des administrateurs civils trop nombreux d'environ 400 membres; évaluations de la commission Grégoire; donner au Gouvernement la possibilité d'accorder aux administrateurs civils, après vingt-cinq ans de service, une retraite proportionnelle à jouissance immédiate; répartition de ces mises à la retraite facultatives entre les ministères et les corps; inconvénients du projet; sa nécessité [3 juin 1964] (p. 1595, 1596); Art. 2: Son amende-*

*ment tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer le mot « total » (p. 1597); amendement de pure forme (p. 1597);*

— des propositions de loi: 1° de M. Lolive et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation à usage professionnel; 2° de M. Dejean et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais; 3° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement; Art. 1<sup>er</sup>: *Problème étant exactement le même pour les immeubles anciens et les immeubles neufs [29 juin 1964] (p. 2324).*

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à la situation de l'industrie automobile [16 octobre 1964] (p. 3361).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE: *Situation des surveillants généraux de lycées; construction d'internats pour les enfants de bateliers; établissement de Conflans-Sainte-Honorine; prévoir des internats, en particulier à Lyon qui est un nœud important de la batellerie française [29 octobre 1964] (p. 4152); JUSTICE, en qualité de Rapporteur pour avis: *Activité de la chancellerie; examen de son action passée; suggestions pour l'avenir; réforme de l'administration centrale du Ministère de la Justice opérée en 1964; domaine de la préparation des décisions législatives; situation des greffiers d'instance; dualité des fonctions d'avoué et d'avocat; situation des greffiers et secrétaires de Parquet; réforme de l'assistance judiciaire; croissance de la délinquance juvénile; œuvre immense à accomplir; accroître les programmes d'équipement et d'investissements dans le V<sup>e</sup> Plan [30 octobre 1964] (p. 4346, 4347);**

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, en qualité de Rapporteur pour avis: Art. 6: *Ses observations sur le procédé consistant, à l'occasion du débat budgétaire, à*

inclure des dispositions qui n'ont absolument rien à y voir; dispositions de droit privé à l'article 6; modifications de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 [8 décembre 1964] (p. 5873); modifications ayant une incidence importante sur le prix des loyers (p. 5873); son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 6: « entre le premier et le deuxième alinéa de l'article 3 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, il est inséré le nouvel alinéa suivant: « Les dispositions de la présente loi ne sont pas non plus applicables aux locaux dont les caractéristiques sont celles de « la catégorie exceptionnelle » prévue à l'alinéa 2 de l'article 2 du décret du 10 décembre 1948 » (p. 5874); article premier de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 déterminant les communes dans lesquelles la loi est applicable; Gouvernement voulant prendre par décret des mesures dérogeant aux principes de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 (p. 5874, 5875); Art. 7: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 7 (Modification de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948; locataire entré dans les lieux à une date postérieure au 30 juin 1965) (p. 5879); principe des modifications proposées par le Gouvernement; référence à l'article 3 bis de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948; catégories de communes; décret pris en vertu du deuxième paragraphe de l'alinéa 2 de l'article 3 bis; Art. 3 quinquies: Décret pris en application (p. 5879, 5880); notion de locaux vacants; mention de l'article 18; décrets pris sur rapport du Ministre de la Construction (p. 5881); Art. 8: Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 14 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, à substituer aux mots « autorisation préalable du Ministre de la Construction ou de son délégué », les mots « autorisation préalable du délégué départemental du Ministre de la Construction... » (p. 5887); souci de décentralisation (p. 5887); son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 14 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948: travaux portant sur des locaux occupés privativement et juge des référés n'étant pas l'autorité qualifiée pour délivrer l'autorisation (p. 5887, 5888); son amendement tendant, au début du deuxième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 14 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, à substituer aux mots « l'autorisation », les mots « cette autorisation » (p. 5888); modification de

pure forme (p. 5888); ses observations sur les amendements de M. Lamps et sur celui de M. Vallon (p. 5888); après l'Art. 8: Application de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances; ses observations sur l'amendement de M. Vallon (p. 5889); Art. 9: Son amendement tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa de l'article 9: « Le bénéfice des dispositions du paragraphe premier ci-dessus ne peut être invoqué par les occupants ayant fait l'objet d'une décision judiciaire d'expulsion passée en force de chose jugée au jour de la publication de la présente loi; en conséquence, faire précéder le premier alinéa du chiffre romain « I » et fermer les guillemets à la fin du deuxième alinéa » (p. 5889, 5890); modification de pure forme (p. 5890); Art. 10: Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 2 de cet article (p. 5890); produit de la taxe de compensation sur les locaux inoccupés ou insuffisamment occupés; application de la loi du 2 août 1950 instituant les primes de déménagement et de réinstallation (p. 5890); Art. 32: Dispositions de l'article 32 (p. 5914); Art. 34: Unification de notre droit (p. 5914); Art. 35 et 37: Ses observations tendant à l'adoption de cet article (p. 5914, 5915); Art. 38: Affectation aux Ministères de l'Education nationale et de la Construction de terrains actuellement occupés par les maisons d'arrêt de la Santé et de la Petite-Roquette (p. 5915); Art. 39: Adoption de cet article (p. 5915); Art. 38: Terrains de la Petite-Roquette devant être affectés à des constructions d'immeubles (p. 5918);

— en deuxième lecture de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires, en ce qui concerne des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal, Art. 15: Retrait de l'amendement déposé par lui et M. Brousset [9 décembre 1964] (p. 5975); Art. 18: Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Les dispositions de la présente loi sont applicables aux conventions et instances en cours » (p. 5975); rendre immédiatement applicables aux conventions et instances en cours les dispositions de la présente proposition de loi (p. 5975, 5976); freiner les augmentations possibles au cours des périodes triennales; possibilité donnée au propriétaire de discuter librement avec le locataire du prix de ce bail (p. 5976);



ses observations sur les paroles de M. Foyer (p. 5977).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement, relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Ses observations sur les paroles de M. Rieubon* [19 mai 1965] (p. 1434).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, en seconde délibération, Art. 177 : *Ses observations sur cet article* [11 juin 1965] (p. 2072);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1274 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation des juridictions pour enfants, en qualité de *Rapporteur* : *Harmonisation du statut des assesseurs des tribunaux pour enfants avec l'ensemble de la législation applicable en la matière; permettre aux tribunaux pour enfants de fonctionner dans des conditions normales; intérêt porté aux tribunaux pour enfants; jeune délinquant ne devant pas se présenter comme un délinquant d'habitude; statut actuel des assesseurs des tribunaux pour enfants datant de 1945; modifications de l'ordonnance du 22 décembre 1958; assesseur devant être nommé pour quatre ans; problème des délinquants involontaires* [17 juin 1965] (p. 2219);

— du projet de loi complétant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, en qualité de *Rapporteur* : *Intérêt des mineurs; ne pas donner à la presse l'entière liberté de reproduire les débats, de citer les noms des mineurs* [17 juin 1965] (p. 2220);

— du projet de loi relatif aux déclarations de reconnaissance de la nationalité française, souscrites en application de l'ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Accorder à l'administration un délai supplémentaire pour procéder à l'enregistrement des déclarations de reconnaissance de la nationalité française souscrites par les personnes de statut civil de droit local originaires d'Algérie; procédure de la reconnaissance; accession de l'Algérie à l'indépendance* [29 juin 1965] (p. 2721);

— du projet de loi relatif à certains délais de recours devant la juridiction administrative, en qualité de *Rapporteur* : *Sort des combattants volontaires de la Résistance, déportés et internés résistants, déportés et internés politiques, réfractaires, personnes contraintes au*

*travail; régularisation de la situation de personnes particulièrement dignes d'intérêt* [29 juin 1965] (p. 2756); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « deux mois », les mots « six mois »* (p. 2756);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales : *Problème de la réforme des greffes; projet de loi apportant une amélioration sur le plan du fonctionnement* [30 juin 1965] (p. 2776, 2777); Art. 5 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article: « La présente loi prendra effet au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1967 »* (p. 2791); *retrait de son amendement* (p. 2791); *conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales: ses observations sur les paroles de M. Hoguet* [18 novembre 1965] (p. 4760);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Ses observations sur le personnel magistrat, le système pénitentiaire, les projets en matière de procédure civile; crise de recrutement du personnel de la magistrature; profession de magistrat n'ayant pas été suffisamment revalorisée; services pénitentiaires; établissement de Fleury-Mérogis; maison centrale de Muret; problème de l'hygiène dans les prisons; situation des agents des services pénitentiaires; problème de leur recrutement; augmentation des détenus de 50 % en dix ans; situation de la région parisienne; cas de la maison de la Santé; problème de la Roquette* [12 octobre 1965] (p. 3526, 3527); *réforme du Code de procédure civile; projet sur les sociétés civiles; cas des auxiliaires de la justice* (p. 3528) TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Problème de la fonction publique; loi-cadre de 1956; exemple de la Polynésie française; statut du personnel territorial; émissions de Radio-Taïti; problème des inscrits maritimes* [15 octobre 1965] (p. 3754, 3755); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Ses observations sur son temps de parole* [25 octobre 1965] (p. 4081); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Office national des anciens combattants; réduction du nombre des invalides et des pupilles de la nation; œuvre sociale de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre* [26 octobre 1965] (p. 4145);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 14 : *Situation des généalogistes* [21 décembre 1965] (p. 5023);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 3 : *Retrait de son amendement* [21 avril 1966] (p. 884);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Peretti, tendant à modifier l'article 75 du Code civil relatif à la célébration du mariage, en qualité de *Rapporteur*: *Difficultés à un certain moment de trouver quatre témoins; ses observations sur la loi du 9 août 1919; possibilité d'augmenter le nombre des témoins au mariage civil* [4 mai 1966] (p. 1082); Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer; textes lus aux futurs époux* (p. 1083);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à modifier les articles 234 et 235 du Code civil, relatifs à la procédure du divorce, en qualité de *Rapporteur*: *Nombre de mariages dissous par le divorce; nécessité d'éviter de prendre la moindre disposition qui pourrait en augmenter le nombre; problème de la tentative de réconciliation; diminution du nombre des tribunaux de grande instance; possibilité de dispenser l'époux demandeur de présenter lui-même la requête initiale et de lui permettre de le faire par ministère d'avoué* [4 mai 1966] (p. 1083).

Son rappel au Règlement : *Travaux de la Commission spéciale chargée de l'évaluation des biens des rapatriés* [5 mai 1966] (p. 1097).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux opérations de déminage poursuivies par l'Etat, en qualité de *Rapporteur*: *Dépôt de munitions sur la piste n° 3 d'Orly; service de déminage; nombre des accidents; responsabilité de l'Etat en matière d'opérations de déminage; service de déminage étant un service public; assimilation des travaux de déminage aux travaux publics; permettre au service de déminage*

*d'effectuer son travail dans les meilleures conditions* [5 mai 1966] (p. 1098);

— du projet de loi relatif à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, en qualité de *Rapporteur*: *Problèmes de la fonction publique en Polynésie française; disparités de traitement entre la fonction publique territoriale et la fonction publique rattachée à la métropole; installation du centre d'essais du Pacifique; création d'un corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie* [23 juin 1966] (p. 2278, 2279); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « prise en charge », à insérer le mot « progressive »* (p. 2279); *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « En tout état de cause, la participation du territoire de la Polynésie française ne pourra excéder 40 % des charges globales »* (p. 2280); *création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française; coût de la fonction publique polynésienne* (p. 2280); Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (p. 2280); préciser les articles des décrets et de l'ordonnance qui cessent d'être applicables au territoire de la Polynésie française; ses observations sur les corps d'extinction* (p. 2280, 2281);

— du projet de loi relatif à la constatation et à la répression des délits en matière de publicité et de prix des hôtels et restaurants, en qualité de *Rapporteur*: *Décret du 13 juin 1966; réglementation du classement et des prix des hôtels et restaurants de tourisme; exploitants d'hôtels de tourisme devant déclarer au Commissariat au tourisme les prix pratiqués; exploitants d'hôtels et restaurants de tourisme devant délivrer à leurs clients une note; sanctions pénales* [28 juin 1966] (p. 2417); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (infractions relatives au classement et aux prix des hôtels et restaurants constituant des contraventions de police)* (p. 2419); *peines correctionnelles; personnel du Commissariat au tourisme* (p. 2419); *ses observations sur les paroles de M. Dumas* (p. 2421); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (pratique de prix illicites)* (p. 2421); *répression des prix illicites* (p. 2421); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2422);

— en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : Répression des prix illicites [15 décembre 1966] (p. 5574); Art. 1<sup>er</sup> et 2 : Ses observations sur les amendements de M. Anthoiz (p. 5577);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 2 : Son amendement tendant à substituer aux mots « les affaires énumérées aux articles 3 et 4 ci-dessous relèvent de la compétence d'un établissement... », les mots « les compétences énumérées aux articles 3 et 4 ci-dessous sont transférées à un établissement » [11 octobre 1966] (p. 3267); après l'Art. 3 : Son sous-amendement tendant à compléter le troisième alinéa (2) du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann par les mots « et signalisation » (p. 3283); ses observations sur l'éclairage public et les parcs de stationnement (p. 3283, 3284);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : Ses observations sur le budget des rapatriés; problèmes des rapatriés d'Égypte et d'Algérie; importance de la date du 1<sup>er</sup> juillet 1961; logement des rapatriés; application des textes votés [24 octobre 1966] (p. 3789, 3790); JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : Réforme des greffes des juridictions civiles et pénales; situation de la magistrature; problème de l'avancement [27 octobre 1966] (p. 3996); ses observations sur les rémunérations; crise de recrutement; recrutement parallèle; modernisation de la justice; rôle de la législature; réformes de certains titres du Code civil, en particulier des régimes matrimoniaux; loi sur la propriété commerciale (p. 3996, 3997); ses observations sur les paroles de M. Foyer (p. 4011); Art. 50 : Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « 1<sup>er</sup> décembre », les mots « 1<sup>er</sup> septembre » (p. 4013); respect des lois votées (p. 4013); EN SECONDE DÉLIBÉRATION : Art. 50 : Fonctionnarisation des greffes [10 novembre 1966] (p. 4531);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962, relative à certaines dispositions concernant la nationalité française, en qualité de *Rapporteur* : Conséquences de la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie; situation des Israélites bénéficiaires du décret Crémieux; ses observations sur l'ordonnance du 21 juillet 1962; situation des enfants mineurs de 18 ans, nés de personnes susceptibles de se faire reconnaître la nationalité

française par déclaration mais étant décédées, disparues [29 novembre 1966] (p. 5034, 5035); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant après les mots « à l'expiration d'un délai de », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « six mois suivant la promulgation de la présente loi » (p. 5035); problème de la publicité (p. 5035); nombre d'Algériens vivant en France (p. 5036);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 11 : Introduction des cavaliers budgétaires; indemnisation des commerçants en gros faisant l'objet d'une mesure de transfert sur un marché national; transfert des Halles de Paris à Rungis et à la Villette; succès des marchés d'intérêt national; ravitaillement des grands centres urbains; rénovation du centre de Paris [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5138 à 5140); nécessité d'apprécier les motifs personnels du commerçant (p. 5143); Art. 21 : Son amendement tendant après les mots « garanties suffisantes de paiement », à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article : « des charges d'exploitation, notamment des salaires » (p. 5154) EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 11 : Problème de l'indemnité en espèces; conditions de succès des marchés d'intérêt national [6 décembre 1966] (p. 5279).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [7 décembre 1966] (p. 5310).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, Art. 2 : Son amendement tendant dans la deuxième phrase du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L 167-1 à substituer aux mots « le bureau de l'Assemblée Nationale », les mots « les membres composant le bureau de l'Assemblée Nationale sortante » [7 décembre 1966] (p. 5339); avant l'Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (interdiction pendant la campagne électorale de tout procédé de publicité commerciale par le moyen d'organes de presse, de stations de radio et de télévision ou de films projetés dans les salles publiques) (p. 5342); proposition d'un quotidien de province d'ouvrir ses colonnes à la publicité payante des candidats (p. 5342); son amendement tendant à insérer un nouvel article : Le chapitre VII « Dispositions pénales » du titre 1<sup>er</sup> du Livre 1<sup>er</sup> du Code électoral est complété par un article 90-1 ainsi rédigé :

« Toute infraction aux dispositions de l'article 52-1 sera punie d'une amende de 10.000 à 500.000 francs » (p. 5345);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Pierre Bas, relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale représentant les Territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur*: Possibilité d'introduire dans les Territoires d'outre-mer le mode de scrutin retenu pour la Métropole; ordonnance du 4 février 1959; majorité politique des habitants des Territoires d'outre-mer; nécessité pour certains électeurs d'emprunter le bateau ou de se rendre dans une autre île pour voter; principe de l'élection des représentants des Territoires d'outre-mer à l'Assemblée Nationale au scrutin uninominal majoritaire à deux tours; ses observations sur les Comores; nécessité de recueillir au premier tour 10 % des suffrages au moins [7 décembre 1966] (p. 5348, 5349); Art. 1<sup>er</sup>: Ses observations sur l'amendement de M. Pierre Bas (p. 5351); Art. 2: Influence possible du résultat des élections métropolitaines sur celles des Territoires d'outre-mer (p. 5352);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, Art. 7: Situation des gérants minoritaires dans les sociétés à responsabilité limitée; rachat des parts du gérant minoritaire [13 décembre 1966] (p. 5458, 5459); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant*: Modifications faites par le Sénat; incorporation des réserves de réévaluation au capital; taux actuel d'intérêt statutaire [21 décembre 1966] (p. 5909); Art. 6: Ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec (p. 5910); incorporation des réserves (p. 5910);

— en deuxième lecture, du projet de loi réprimant le délit de fuite en cas d'accident occasionné par la navigation, en qualité de *Rapporteur suppléant*: Ses observations sur ce texte [15 décembre 1966] (p. 5584);

— du projet de loi relatif à la Cour de cassation, en qualité de *Rapporteur*: Problème de la création de Conseillers référendaires recrutés parmi les magistrats des cours et tribunaux de grade élevé; amélioration des méthodes de travail de la Cour de cassation; liquidation des dossiers; création de chambres mixtes [15 décembre 1966]

(p. 5585, 5586); Art. 1<sup>er</sup>: Ses observations sur l'amendement de M. Odru (p. 5588); après l'Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Constitution du bureau de la Cour de cassation) (p. 5589); Art. 5: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article: « Dans les cas d'application de l'article 12 une chambre mixte, composée de magistrats appartenant à deux ou plusieurs chambres de la Cour, est constituée par ordonnance du premier président » (p. 5590); Art. 6: Son amendement tendant à la fin de cet article après le mot « désignés », à insérer le mot « annuellement » (p. 5590); caractère de l'Assemblée plénière (p. 5590); Art. 8: Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article (p. 5590); suppléance du procureur général (p. 5590); après l'Art. 8: Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « En cas d'empêchement du procureur général, celui-ci est remplacé pour les actes de ses fonctions par le premier avocat général ou, à défaut, par un avocat général désigné par le procureur général » (p. 5590); Art. 10: Son amendement tendant à supprimer les mots « ou à un conseiller référendaire » (p. 5591); problème de la suppléance de l'avocat général par un conseiller référendaire (p. 5591); Art. 12: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des quatre premiers alinéas de cet article (cas où une affaire pose une question relevant normalement de la compétence de plusieurs chambres) (p. 5591); Art. 12: Cas de renvoi à une chambre mixte (p. 5591, 5592); Art. 13: Son amendement tendant dans le dernier alinéa de cet article à supprimer les mots « elle estime que... » (p. 5592); Art. 14: Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « en se fondant sur les constatations et appréciations qu'il contient », les mots « si les constatations et appréciations qu'il contient le permettent » (p. 5592); Art. 15: Son amendement tendant à la fin de cet article à supprimer les mots « laquelle vaut transaction pour elles » (p. 5592); Art. 16: Son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de cet article: « La chambre saisie annule ces actes, s'il y a lieu, et peut décider que cette annulation vaut à l'égard de tous. Dans le cas contraire, les parties ne peuvent se prévaloir de l'annulation pour éluder les dispositions de la décision cassée » (p. 5593); pourvoi pour excès de pouvoir (p. 5593); retrait de son amendement

(p. 5593); après l'Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 5594); Art. 17 : *Son amendement tendant à modifier l'article 647 du Code de procédure pénale (demande en inscription de faux contre une pièce produite devant la Cour de cassation)* (p. 5594); Art. 21 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article : « La présente loi entrera en vigueur le 2 octobre 1967 »* (p. 5595);

— du projet de loi organique modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [15 décembre 1966] (p. 5598, 5599); Art. 14 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Ses observations sur l'amendement de M. Odru* (p. 5599); Art. 28 de l'Ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « 10 ans » les mots « sept ans »* (p. 5600); *son amendement tendant au début de la troisième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 28 de l'Ordonnance du 28 décembre 1958 après les mots « aux dispositions » à insérer « de l'alinéa 2 »* (p. 5600); *nomination des conseillers référendaires à la Cour de cassation; niveau de leur recrutement* (p. 5600, 5601); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Cette durée ne pourra être inférieure à cinq ans »* (p. 5601); *distinction entre les fonctions de conseiller référendaire et celle de conseiller à la Cour de cassation* (p. 5601, 5602); *ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 5602); *durée d'exercice des fonctions de conseiller référendaire* (p. 5602); Art. 30 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (Cas des avocats, avocats défenseurs, avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, avoués et notaires ayant exercé pendant dix ans au moins l'une de ces professions auprès des juridictions de la République ou des Etats de la Communauté)* (p. 5603); *conditions d'intégration dans la magistrature des auxiliaires de justice* (p. 5603); Art. 35 (alinéa 1<sup>er</sup>) de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Parité dans la composition de la commission d'avancement de la magistrature* (p. 5603); Art. 40 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du troisième alinéa (2<sup>e</sup>) de cet article : « Les directeurs au Ministère de la Justice, le chef du service de l'éducation surveillée et le*

*directeur du centre national d'études judiciaires, anciens magistrats; toutefois... »* (p. 5604); *problème des nominations directes aux fonctions judiciaires; ses observations sur les directeurs du Ministère de la Justice* (p. 5604); Art. 44 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « les directeurs et chefs de service à l'administration centrale » les mots « les directeurs à l'administration centrale et le chef du service de l'éducation surveillée »* (p. 5605); Art. 60 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Ses observations sur l'amendement de M. Odru* (p. 5605); *son amendement tendant dans cet article à substituer aux mots « du directeur des services judiciaires » les mots « du directeur au Ministère de la Justice le plus ancien »* (p. 5605); *son amendement tendant à la fin de cet article à supprimer les mots « et de l'inspecteur général des services judiciaires »* (p. 5605); Art. 77 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « A titre très exceptionnel, ils peuvent se voir conférer l'honorariat d'une fonction ou d'un grade immédiatement supérieur »* (p. 5606); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « 30 (5<sup>e</sup> et dernier alinéa) »* (p. 5607); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Problème des nominations directes aux postes hors hiérarchie, des directeurs du Ministère de la Justice, du chef du service de l'éducation surveillée et du directeur du centre national des études judiciaires* [21 décembre 1966] (p. 5927);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant statut des navires et autres bâtiments de mer, en qualité de *Rapporteur suppléant : Modifications faites par le Sénat; constitution du fonds de liquidation* [21 décembre 1966] (p. 5908); Art. 8 : *Ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 5908).

**KROEPFLÉ (M. Charles)**, *Député du Haut-Rhin, 5<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

## L

**LABÉGUERIE (M. Michel)**, *Député des Basses-Pyrénées, 3<sup>e</sup> circonscription (C.D.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 50 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

**Dépôt :**

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions du statut du fermage et du métayage les exploitants de nationalité étrangère dont les enfants sont de nationalité française, n° 668 [21 novembre 1963].

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Concurrence faite à la R.T.F. par les postes de radio périphériques; situation à cet égard dans la région basque; caractère trop parisien de la R.T.F.; succès de l'émission radio-vacances-Côte basque; nécessité pour la France d'accroître ses moyens d'information à proximité de l'Espagne; infractions commises par les commerçants vendeurs d'appareils de radio à l'égard de la R.T.F.* [10 janvier 1963] (p. 540);

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Nécessité d'établir rapidement un fichier cadastral forestier; développement souhaitable des moyens dont dispose l'administration des eaux et forêts; situation de celle-ci et de ses membres* [11 juillet 1963] (p. 4061, 4062);

— du projet de loi modifiant la taxe intérieure de consommation applicable à l'essence ordinaire : *Inconvénients résultant pour le tourisme de la suppression de la détaxation du carburant au profit des touristes étrangers; tourisme étranger en France constituant une exportation intérieure devant être soutenue par l'Etat* [17 octobre 1963] (p. 5224, 5225);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Attribution des futurs médecins, inspecteurs de la santé; réforme des services extérieurs de la santé et de la population* [24 octobre 1963] (p. 5546, 5547).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du tourisme une

question orale, sans débat, relative au problème du tourisme en France : *Attribution d'une allocation spéciale d'essence détaxée aux touristes étrangers* [13 décembre 1963] (p. 7912 à 7913).

Prend part au débat sur la question orale de M. Ebrard relative aux difficultés économiques du Sud-Ouest : *Les espoirs soulevés par l'installation du complexe industriel de Lacq et l'exode rural des régions du sud-ouest; l'afflux des rapatriés de Tunisie, du Maroc et d'Algérie; la transformation de l'aluminium fabriqué à Lacq* [13 décembre 1963] (p. 7926 et 7927).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la répression des infractions à certaines dispositions du Code de la santé publique : *Gravité de la poliomyélite; efficacité et innocuité du vaccin; caractère obligatoire et gratuit; nécessité d'imposer à l'Etat une obligation; réparation des dommages; financement de la vaccination; ne pas surcharger à l'excès les finances locales* [15 avril 1964] (p. 758, 759).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale sans débat relative aux conditions d'octroi de primes à la construction [30 avril 1964] (p. 1052, 1054).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Place faite à l'aménagement du Territoire dans le Plan; aménagement de l'espace rural; équipement rural* [25 novembre 1964] (p. 5606, 5607);

— du projet de loi déposé par le Sénat, tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives : *Ethique sportive; santé publique; âpreté de la compétition entre nations; commission ayant eu raison de modifier la définition du doping; problème de la propagande* [15 décembre 1964] (p. 6118, 6119); *différence fondamentale entre le texte du Gouvernement et le texte de la Commission des lois; problème du médecin agréé* (p. 6123); Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter comme suit le premier alinéa de l'article 4: « Ainsi que d'exercer des fonctions de dirigeant de société sportive »* (p. 6124); *caractère de son amendement; permettre de sanctionner certains dirigeants, soigneurs ou direc-*

*teurs sportifs et de leur enlever, pour un temps, leurs responsabilités au sein des clubs* (p. 6124); *son ralliement à l'amendement du Gouvernement; retrait de son propre amendement* (p. 6124).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à l'augmentation des charges fiscales de l'hôtellerie [9 juin 1965] (p. 1915, 1916).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Nécessité d'alléger la fiscalité des locations en meublé à usage touristique; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; poids de la patente sur les locations en meublé; équité fiscale; location des meublés étant défavorisée; législation en faveur des gîtes ruraux* [11 octobre 1965] (p. 3496, 3497).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale sans débat relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4061, 4066).

**LACOMBE (M. René).** *Député de Maine-et-Loire, 6<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale. Vice-Président de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1964] (p. 600).

Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale [2 avril 1965] (p. 572), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immu-

nité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172);

— membre de la Commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1628);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444).

#### En qualité de vice-président :

Préside : la première et la deuxième séances du 9 avril 1965 (p. 727, 732); la première séance du 22 avril 1965 (p. 817); la première séance du 29 avril 1965 (p. 972); la deuxième séance du 29 avril 1965 (p. 996); la première séance du 11 mai 1965 (p. 1227); la séance du 12 mai 1965 (p. 1271); la deuxième séance du 2 juin 1965 (p. 1729); la deuxième partie de la première séance du 10 juin 1965 (p. 1955); la deuxième séance du 17 juin (p. 2215); la deuxième séance du 23 juin 1965 (p. 2385); la première séance du 26 juin 1965 (p. 2583); la première partie de la deuxième séance du 26 juin 1965 (p. 2602); la séance du 5 octobre 1965 (p. 3322); la première séance du 8 octobre 1965 (p. 3418); la deuxième séance du 8 octobre 1965 (p. 3433); la troisième séance du 12 octobre 1965 (p. 3539); la deuxième séance du 14 octobre 1965 (p. 3659); la deuxième séance du 21 octobre 1965 (p. 3952);

la troisième séance du 26 octobre 1965 (p. 4143); la séance du 29 octobre 1965 (p. 4353); la première séance du 5 novembre 1965 (p. 4509); la deuxième partie de la troisième séance du 5 novembre 1965 (p. 4546); la troisième séance du 17 novembre 1965 (p. 4715); la deuxième séance du 22 décembre 1965 (p. 5080); la troisième séance du 22 décembre 1965 (p. 5081); la première séance du 6 avril 1966 (p. 587); la deuxième séance du 13 avril 1966 (p. 631); la deuxième séance du 20 avril 1966 (p. 823); la séance du 11 mai 1966 (p. 1200); la séance du 25 mai 1966 (p. 1488); la deuxième partie de la séance du 26 mai (p. 1525); la deuxième séance du 7 juin 1966 (p. 1744); la première partie de la séance du 15 juin 1966 (p. 2052); la séance du 17 juin 1966 (p. 2138); la deuxième séance du 23 juin 1966 (p. 2287); la troisième séance du 29 juin 1966 (p. 2466); la première séance du 5 octobre 1966 (p. 3133); la deuxième séance du 5 octobre 1966 (p. 3138); la première séance du 7 octobre 1966 (p. 3209); la deuxième séance du 12 octobre 1966 (p. 3353); la première séance du 19 octobre 1966 (p. 3536); la première séance du 27 octobre 1966 (p. 3946); la deuxième partie de la deuxième séance du 27 octobre 1966 (p. 3991); la deuxième séance du 2 novembre 1966 (p. 4127); la première séance du 4 novembre 1966 (p. 4230); la quatrième séance du 9 novembre 1966 (p. 4470); la séance du 18 novembre 1966 (p. 4684); la troisième séance du 30 novembre 1966 (p. 5086); la deuxième partie de la deuxième séance du 9 décembre 1966 (p. 5427); la troisième séance du 9 décembre 1966 (p. 5437); la troisième séance du 15 décembre 1966 (p. 5598); première séance du 19 décembre 1966 (p. 5684).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Guéna (n° 170), tendant à modifier l'article 1147 du Code rural, en ce qui concerne les accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle, n° 304 [6 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 160) tendant à apporter certains aménagements aux liquida-



tions des pensions des agents des réseaux secondaires des chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways, tributaires de la loi du 22 juillet 1922 créant la Caisse autonome mutuelle des retraites, n° 446 [10 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 433) relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics, n° 459 [12 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics, n° 505 [25 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 494) rejeté par le Sénat, relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics, n° 508 [26 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 512) rejeté par le Sénat dans sa dernière lecture, relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics, n° 513 [26 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 636) modifiée par le Sénat, tendant à modifier l'article 1147 du Code rural, en ce qui concerne les accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle, n° 717 [5 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 897) relatif à certains personnels de la navigation aérienne, n° 950 [5 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, n° 1030 [26 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1152), adopté par le Sénat, tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives, n° 1191 [24 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission

des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 797) modifiant l'article L 1<sup>er</sup> du Code de la route, n° 1249 [16 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1336); modifié par le Sénat, modifiant l'article L 1<sup>er</sup> du Code de la route, n° 1352 [6 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1351) adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture, tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives, n° 1371 [18 mai 1965].

Sa proposition de loi tendant à la répression de l'usage des stimulants ou tranquillisants à l'occasion des compétitions hippiques, n° 1679 [18 novembre 1965].

### Interventions :

#### En qualité de vice-président :

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Grenier : *Discussion des amendements* [29 avril 1965] (p. 1001).

Ses observations sur la mise au point du vote de M. Saintout [12 mai 1965] (p. 1302).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Balmigère [2 juin 1965] (p. 1730); ses observations sur le rappel au Règlement de M. Darchicourt [2 juin 1965] (p. 1744); ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cassagne; irrecevabilité de l'amendement de M. Darchicourt [2 juin 1965] (p. 1744).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret [23 juin 1965] (p. 2386).

Ses observations sur la mise au point faite par Mme Thome-Patenôtre sur le vote de M. Poneillé sur le projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [26 juin 1965] (p. 2583).

Ses observations sur le rappel au Règlement de Mme Prin [26 juin 1965] (p. 2584).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Pleven : *Application de l'article 128 du Règlement; interdiction de déposer des amendements au texte des traités et aux projets de loi soumettant ces traités ou accords à ratification*

ou approbation du Parlement [14 octobre 1965] (p. 3685).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Le Lann [29 octobre 1965] (p. 4354).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Bayou [17 novembre 1965] (p. 4716).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Bertrand Denis en ce qui concerne l'ordre du jour [22 décembre 1965] (p. 5080).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Davoust [15 juin 1966] (p. 2052).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre [7 octobre 1966] (p. 3209, 3210).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre : *Respect du droit à la parole* [7 octobre 1966] (p. 3210).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cassagne [12 octobre 1966] (p. 3354).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Anthonioz sur son vote [18 novembre 1966] (p. 4684).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Barniaudy et Fanton [30 novembre 1966] (p. 5086, 5087).

#### En qualité de député :

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale sans débat relative à la situation des mineurs atteints de silicose [31 mai 1963] (p. 3151, 3152).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale : *Insuffisance des connaissances civiques des jeunes recrues ; nécessité d'élever le niveau scientifique des citoyens* [21 juin 1963] (p. 3815).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Guéna tendant à modifier l'article 1147 du Code rural en ce qui concerne les accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle, en qualité de *Rapporteur* : *Différence existant entre le régime général et le régime agricole en ce qui concerne la possibilité de recours de l'employé contre son patron* [4 juillet 1963] (p. 3872); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Problème de la rétroactivité ; accidents dus à une faute intentionnelle, causés par le contremaître de l'employé* [19 décembre 1963] (p. 7996); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du premier alinéa de cet article (Instances en cours*

*engagées à l'occasion d'accidents survenus avant cette date)* (p. 7996); Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (Remplacer la date du 31 décembre 1962 par celle du 31 décembre 1961 pour le reconrs de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable)* (p. 7997); *son amendement tendant, dans le titre de la proposition de loi, après les mots « dus à une faute intentionnelle » à ajouter les mots « et à modifier la loi n° 63-280 » du 6 août 1963 »* (p. 7997);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, en qualité de *Rapporteur* : *Reconnaissance du droit de grève par les Constitutions de 1946 et 1958 ; proposition de loi de MM. Jaurès et Jules Guesde (1894) sur l'organisation des grèves ; textes de MM. Queuille et Mendès-France sur la question ; réglementation du droit de grève à l'étranger ; situation aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, en Suède et en Union soviétique ; but du présent texte ; institution d'un préavis de cinq jours ; interdiction des grèves tournantes ; grèves surprises ; grèves perlées ; grèves du zèle ; notion de service public* [17 juillet 1963] (p. 4193 à 4195); après l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement au nom de la Commission (Négociations précédant le préavis)* (p. 4243); COMMISSION MIXTE PARITAIRE : *Déroulement des travaux de la Commission mixte paritaire ; amendement proposé à l'article premier par M. Lambert ; amendement de M. Delachenal ; rejet des autres articles* [25 juillet 1963] (p. 4533, 4534); En deuxième lecture : *Reprise par la Commission du texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture* [26 juillet 1963] (p. 4582).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale sans débat relative à l'équipement téléphonique du département de Maine-et-Loire [26 juillet 1963] (p. 4566-4567).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Problèmes posés par une publicité scandaleuse des journaux* [30 octobre 1963] (p. 6024, 6025);

— du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, en qualité de *Rapporteur* : *Responsabilités des agents chargés d'assurer la sécurité aérienne ; comparer la*

situation de ces agents avec celle de leurs collègues étrangers ; projet concernant 850 des 2.000 techniciens de la navigation aérienne ; hommes de haute valeur technique et de grande conscience professionnelle ; droit de grève étant supprimé pour la police, les C.R.S. et le personnel pénitentiaire ; teneur des principaux articles ; avantages accordés au personnel ; évolution économique [9 juin 1964] (p. 1729, 1730) ; son amendement tendant, dans la première phrase de l'article premier à substituer aux mots « électroniciens-installateurs de la navigation aérienne » les mots « électroniciens de la sécurité aérienne » (p. 1735) ; son amendement tendant à compléter la première phrase de l'article premier par les mots « après consultation du Comité technique paritaire intéressé » (p. 1735) ; Art. 4 : Ses observations sur l'amendement de M. Garcin tendant à la suppression de cet article (p. 1736) ; son amendement tendant à substituer aux mots « électroniciens-installateurs de la navigation aérienne » les mots « électroniciens de la sécurité aérienne » (p. 1736) ; Art. 9 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les avantages prévus par la présente loi en faveur des personnels concernés prennent effet à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1964 » (p. 1736) ; Art. 2 (suite) : Son amendement tendant, dans les deux alinéas de l'article 2, à substituer aux mots « électroniciens-installateurs de la navigation aérienne » les mots « électroniciens de la sécurité aérienne » (p. 1737) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, en qualité de Rapporteur : Position de la Commission mixte paritaire en faveur du texte de l'Assemblée Nationale ; projet de loi tendant à accorder certains avantages à deux catégories de techniciens de l'aviation, les contrôleurs et les électroniciens chargés de l'entretien des appareils et des machines ; avantages octroyés à ces techniciens instructeurs chargés de former des techniciens [26 juin 1964] (p. 2260) ; En troisième et dernière lecture, en qualité de Rapporteur : Texte rejeté par le Sénat ; mettre le nouveau statut en vigueur le plus rapidement possible [29 juin 1964] (p. 2341).

Son rappel au Règlement : Ses observations sur le fait que les députés ne doivent pas lire leur discours à la tribune mais doivent fonder leurs interventions sur quelques notes seulement ;

nécessité d'observer le Règlement [29 octobre 1964] (p. 4121).

Son rappel au Règlement : Application de l'article 56 du Règlement : les rapporteurs doivent se borner à compléter ou à commenter leur rapport [5 novembre 1964] (p. 4681).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Problèmes du remembrement* [26 novembre 1964] (p. 5654) ;

— du projet de loi déposé par le Sénat tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives, en qualité de Rapporteur : *Définition du doping, son champ d'application, ses ravages, notamment parmi les jeunes ; ses méfaits ; protection de la santé des jeunes sportifs* [15 décembre 1964] (p. 6113, 6114) ; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant au début de cet article à substituer aux mots « tout majeur de 18 ans qui », le mot « quiconque » (p. 6120) ; texte du Sénat étant un peu restrictif (p. 6120) ; son amendement tendant à substituer aux mots « en vue de participer à une compétition ou au cours d'une compétition organisée sous le contrôle d'une fédération sportive ayant reçu la délégation de pouvoir prévue par l'ordonnance du 28 août 1945 » les mots « en vue ou au cours d'une compétition sportive » (p. 6121) ; son amendement tendant, dans l'article premier, après le mot « utilisé » à insérer le mot « sciemment » (p. 6122) ; son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants « et sont susceptibles de nuire à sa santé » (p. 6122) ; Art. 2 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 5.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque aura, par quelque moyen que ce soit, facilité sciemment l'accomplissement des actes visés à l'article premier ci-dessus ou aura incité à les accomplir » (p. 6122) ; définition de l'infraction ; problème du traitement médical en cours (p. 6122) ; Art. 3 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « Les officiers de police judiciaire ou les agents de police judiciaire mentionnés à l'article 20 du Code de procédure pénale peuvent faire procéder, sous contrôle médical, sur un concurrent auteur présumé de

*l'infraction définie à l'article premier de la présente loi* » (p. 6123); *vérification devant être pratiquée par un médecin qui se trouve sur place et non pas seulement par un médecin agréé* (p. 6123); *son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 3: « Sera puni des peines prévues à l'article 2, premier alinéa, de la présente loi quiconque aura refusé de se soumettre à ces prélèvements ou examens »* (p. 6123); *caractère du texte du Sénat; position de la Commission* (p. 6123);

— *du projet de loi modifiant l'article premier du Code de la route, en qualité de Rapporteur: Dangers de l'ivresse justifiant la modification proposée pour l'article L premier du Code de la route: état alcoolique pouvant s'accompagner de signes manifestes; responsabilité de l'alcool dans de nombreux accidents de la route; en limiter les ravages; mise en garde pour tous les conducteurs; emploi de l'alcotest; expériences faites en Seine-et-Oise et dans le Finistère [18 décembre 1964] (p. 6230, 6231); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte modificatif proposé pour le troisième alinéa de l'article L premier du Code de la route (Constataion de l'une des infractions énumérées à l'article L 14; accidents de la circulation; vérification médicale, clinique et biologique destinée à établir la preuve de la présence d'alcool dans l'organisme) (p. 6233); texte du Gouvernement étant trop extensif; ne pas permettre de pratiquer des vérifications médicales, cliniques et biologiques en toutes occasions et sur tout conducteur en absence de toute autre infraction si légère soit-elle (p. 6234); son amendement tendant, entre les troisième et quatrième alinéas du texte modificatif proposé pour l'article L premier du Code de la route, à insérer le nouvel alinéa suivant: « Les mêmes vérifications pourront être imposées à l'auteur présumé de l'infraction prévue à l'alinéa premier ci-dessus, lorsqu'il présentera des signes manifestes d'ivresse » (p. 6235); émotion provoquée par l'accident pouvant, lors des accidents graves, faire présumer un état alcoolique chez l'accidenté (p. 6235); son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du texte modificatif proposé pour le quatrième alinéa devenu le cinquième de l'article L premier du Code de la route: « aura refusé de se soumettre aux vérifications prévues aux troisième et quatrième alinéas ci-dessus » (p. 6236); son amendement tendant, entre le quatrième et le cinquième alinéas, devenus le*

*cinquième et le sixième, du texte modificatif proposé pour l'article L premier du Code de la route, à insérer un nouvel alinéa ainsi conçu: « Ces vérifications pourront être précédées de mesures de dépistage de l'imprégnation alcoolique par l'air expiré »* (p. 6236); *texte proposé par le Gouvernement ne mentionnant pas expressément l'alcotest* (p. 6236); *En deuxième lecture, du projet de loi modifiant l'article L premier du Code de la route, en qualité de Rapporteur: Modification de l'article L premier du Code de la route; modification apportée par le Sénat; expression « ou tenté de conduire » [6 mai 1965] (p. 1186); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article L 1<sup>er</sup> du Code de la route, après les mots « toute personne qui aura conduit... », à rétablir les mots « ... ou tenté de conduire... »* (p. 1186);

— *de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE: Ses observations sur le baccalauréat; nombre de recalés; orientation scolaire et professionnelle; cas des familles d'agriculteurs; problèmes du Maine-et-Loire; enseignement privé [3 novembre 1966] (p. 4164, 4165).*

**LACOSTE (M. Robert)**, *Député de la Dordogne, 4<sup>e</sup> circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591).

**LAINÉ (M. Jean)**, *Député de l'Eure, 2<sup>e</sup> circonscription (app. R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril

1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales de chasseurs d'engager l'action civile et d'exercer toutes poursuites devant toutes juridictions légalement appelées à connaître des infractions en matière de chasse, **n° 315** [7 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales de pêcheurs d'engager l'action civile et d'exercer toutes poursuites devant toutes juridictions légalement appelées à connaître des infractions en matière de pêche, **n° 316** [7 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les règles de priorité édictées par le code de la route, **n° 1622** [14 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à réglementer les opérations de remembrement à l'intérieur d'un périmètre de 200 mètres autour des agglomérations rurales, **n° 2189** [30 novembre 1966].

Sa proposition de loi tendant à fixer à dire d'expert la valeur de certaines constructions édifiées sur des terrains soumis à remembrement, **n° 2260** [14 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Système d'imposition; droits de mutation pour les groupements d'exploitation en commun* [4 novembre 1963] (p. 6323).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative aux mesures fiscales en faveur des aviculteurs et des agriculteurs des régions d'élevage [9 juin 1965] (p. 1916, 1917, 1918).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur le revenu cadastral; disparités entre un département et un autre; cas du département de l'Eure; production de la viande* [28 octobre 1965] (p. 4290).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale, avec débat, relative à la sécurité de la circulation [15 juin 1966] : *Insuf-*

*fisance de notre réseau routier; modification des règles de priorité* (p. 2085, 2086).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes de la production laitière; autorisation de construction de silos; situation des exploitations familiales; loi sur l'élevage; ristourne sur l'achat du matériel agricole; problème de l'épuration des eaux* [26 octobre 1966] (p. 3928, 3929); *loi sur les calamités agricoles; nécessité de réviser le revenu cadastral; possibilité d'inciter les exploitants à s'assurer volontairement contre les accidents* (p. 3928, 3929).

Pose à M. le Ministre de l'Économie et des Finances une question orale, sans débat, relative à l'entretien des berges de la Seine [4 novembre 1966] (p. 4265, 4266).

Pose à M. le Ministre de l'Économie et des Finances une question orale, sans débat, relative à la culture du sorgho papier [9 novembre 1966] (p. 4449 et 4450).

**LALLE (M. Albert)**, *Député de la Côte-d'Or, 3<sup>e</sup> circonscription (app. R.I.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'apparente au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283).

Cesse d'appartenir à cette Commission [14 juin 1963] (p. 3428).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre de la Commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole [14 février 1963] (p. 2185);

— membre du comité national de propagande en faveur du vin [19 décembre 1963] (p. 8001).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer la régie commerciale et autonome de l'alcool, n° 1233 [19 décembre 1964].

Son rapport d'information fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée au Japon, n° 1930 [15 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à la conservation des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée, n° 2027 [30 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 2027) tendant à la conservation des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée, n° 2302 [20 décembre 1966].

### Interventions :

Sa mise au point au sujet de son vote concernant les projets de loi relatifs à la Cour de sûreté de l'Etat [ 8 janvier 1963] (p. 314).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Absence de taxe sur les betteraves exportées; problème de la taxation des sucres exportés* [10 janvier 1963] (p. 564); après l'Art. 50 : *Amendement de M. Collette (Remplacement des cotisations cadastrales par une cotisation assise sur le bénéfice agricole forfaitaire) : inconvénients que présente tout système non fondé sur le revenu cadastral* (p. 569); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Transformation du F.O.R.M.A. en établissement public à caractère commercial; marché mondial des produits agricoles; budget du F.O.R.M.A.; information nécessaire en temps utile des Commissions à ce sujet; action du F.O.R.M.A. durant les trois premiers tri-*

*mestres de 1962; orientation et régularisation des marchés agricoles; stockage et exportation de viande et de produits laitiers; développement souhaitable de la consommation en France des produits difficiles à exporter; effort particulier à accomplir cette année en faveur des vins* [11 janvier 1963] (p. 624, 625); *hommage rendu au Ministre; nécessité de réaliser des conditions de vie satisfaisantes à la campagne; problèmes de l'habitat rural, des adductions d'eau, de la subvention concernant l'achat de matériel agricole; rôle des S.A.F.E.R.; urgence de la publication du décret sur les exonérations fiscales en faveur des exploitants faisant jouer le droit de préemption; élargissement souhaitable des facilités de crédit en matière agricole; problèmes de la formation professionnelle et de l'enseignement agricole; priorité à accorder à la formation de cadres; augmentation des excédents de production; amélioration souhaitable des capacités de stockage, en particulier en matière viticole; assouplissement à apporter au plan d'implantation des abattoirs; concentration nécessaire des entreprises laitières; problèmes que pose le développement de la production des fruits et légumes; augmentation des entrepôts et des wagons frigorifiques; rôle des comités économiques pour la régularisation des marchés; perspectives d'action du F.O.R.M.A. dans le cadre du Fonds d'action sociale et d'aménagement du secteur agricole; problème des prix et sa solution par l'élargissement des débouchés; modification des structures; problèmes que pose l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun* [11 janvier 1963] (p. 629 à 631).

Est entendu sur les questions orales, sans débat, relatives aux problèmes viticoles [18 octobre 1963] (p. 5265, 5267).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, *Détachement des services de l'hygiène scolaire de l'éducation nationale; problème du recrutement des médecins* [24 octobre 1963] (p. 5548); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Diminution des crédits affectés à l'encouragement de la production textile; crédit complémentaire pour l'équipement agricole; coopératives; problème des prix* [4 novembre 1963] (p. 6322, 6323); *Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discus-*

sion du projet de loi de finances pour 1964 : *Situation tragique des agriculteurs français d'Algérie; nationalisation des terres contraire aux accords d'Evian; affectation des crédits destinés à l'Algérie; situation des rapatriés; charges des exportations de sucre vers les pays africains; nécessité pour le Gouvernement de soumettre les ordonnances prises en application de la loi du 30 janvier 1960* [6 décembre 1963] (p. 7694, 7695); *prix du sucre vendu en Afrique Noire* (p. 7704);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Problème des retraites agricoles; caisse de prévoyance* [10 décembre 1963] (p. 7760).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au prix des produits agricoles : *Mécontentement des agriculteurs devant le Plan de stabilisation; proposition de médiation du bureau de l'amicale parlementaire agricole; ses suggestions relatives au prix du blé, de la viande, du lait et de la betterave* [9 octobre 1964] (p. 3114, 3115).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Participation aux dépenses du concours général agricole; subvention accordée pour l'achat de matériel agricole* [5 novembre 1964] (p. 4731); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, après l'Art. 54 : *Taxe frappant les betteraves industrielles au profit du B.A.P.S.A.; taxe calculée, non sur le prix réel, mais sur le prix nominal de base; taxe perçue sur les sucres exportés* (p. 4736); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS : *Son amendement tendant à réduire de 460.000 francs le montant des crédits inscrits au titre III* [9 novembre 1964] (p. 5196); *crédits permettant au Gouvernement de créer cinq nouveaux postes d'attachés agricoles à l'étranger* (p. 5196); *texte de loi de 1956 ayant envisagé la création de dix postes d'attachés agricoles* (p. 5197); en seconde délibération, Art. 26 Etat B : *Maintien de la ristourne de 10 %* (p. 5217);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 13 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit l'avant-dernier alinéa du paragraphe « b » de cet*

*article : « Produits simples ou composés utilisés pour la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour »* [24 juin 1965] (p. 2469); Art. 14 : *Vins de qualité; déclassements de vins à appellation* [25 juin 1965] (p. 2498); Art. 14, 25 et 26 (suite) : *Vins d'appellation d'origine contrôlée* (p. 2534);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 14 : *Suppression de la taxe d'encouragement à la production textile* [8 octobre 1965] (p. 3420); *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3422); Art. 15 : *Ristourne pour l'achat de matériel agricole; révision de la liste des matériels agricoles bénéficiaires; possibilité de l'inscription d'un certain nombre de matériel nouveau pouvant bénéficier de la ristourne* (p. 3424); Art. 19 (suite) : *Ses observations sur la taxe de 70 centimes frappant chaque quintal de blé ou d'orge livré; son caractère injustifié; conditions climatiques particulièrement défavorables pour les récoltes cette année; conséquences des inondations; budget des prestations sociales* (p. 3435, 3436); *position de la commission* (p. 3438); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES - SERVICES FINANCIERS. — II. — TAXES PARAFISCALES : *Taxe perçue au profit du comité interprofessionnel des vins du Beaujolais* [27 octobre 1965] (p. 4236); discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 : *Ses observations sur les organismes stockeurs; cas du blé humide; régime de garantie contre les calamités agricoles* [17 novembre 1965] (p. 4718) — du projet de loi de finances rectificative pour 1965, Etat A, Intérieur : *Inondations en Côte-d'Or* [20 décembre 1965] (p. 4974);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs : *Ses observations sur les paroles de M. de Sesmaisons* [3 juin 1966] (p. 1694); *Commission de la production et des échanges s'opposant à la demande de renvoi* (p. 1695); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Edgar Faure* (p. 1698); après l'Art. 3 : *Son sous-*

*amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Edgar Faure pour l'article 847-I du Code rural : « pour permettre le paiement de l'indemnité, le crédit agricole accordera des prêts spéciaux à long terme aux bailleurs qui en feront la demande »* (p. 1698); *prêts de la Caisse de crédit agricole* (p. 1699); Art. 4 : *Problème posé par les subventions* (p. 1700).

**LAMARQUE-CANDO (M. Charles)**, *Député des Landes, 1<sup>re</sup> circonscription (S.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier : ses explications de vote : *Groupe socialiste votant le projet de loi; amendements de M. Gaudin; cas de la région landaise; forêt méditerranéenne; civilisation des loisirs; cas des exploitants de résineux* [11 mai 1966] (p. 1213);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Prix du maïs; aviculture; situation des producteurs landais; ses observations sur le « prix de Mont-de-Marsan »; réglementation de l'abattage des volailles; situation des gemmeurs; production de la résine* [26 octobre 1966] (p. 3914).

**LAMPS (M. René)**, *Député de la Somme, 1<sup>re</sup> circonscription (C.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32), [13 octobre 1963] (p. 5021), [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3832), [18 octobre 1966] (p. 3517);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452).

#### Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à une réforme démocratique de la fiscalité, n° 926 [28 mai 1964].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Augmentation des rentrées fiscales évaluées pour 1963; analyse de ces recettes fiscales; progression des impôts sur la consommation et sur le revenu; privilèges fiscaux accordés aux grandes sociétés; augmentation de la pression fiscale pour l'ensemble des salariés des classes moyennes; insuffisance des crédits affectés à l'Education nationale; règle d'or de Jules Ferry; insuffisances en matière de santé publique; avantages consentis à la fonction publique et à la S.N.C.F.; nécessité d'une véritable réforme des indices de la fonction*



publique; caractère regrettable de l'affectation au régime général de Sécurité sociale des charges concernant le régime agricole; caractère anormalement bas du salaire minimum agricole; diminution des dépenses ordinaires du Ministère de l'Agriculture; absence de mesures nouvelles en faveur des personnes âgées; progression insuffisante des dépenses civiles d'investissement; hausses prévues dans la S.N.C.F., l'électricité et la R.A.T.P.; ralentissement des constructions d'H.L.M.; priorité donnée aux dépenses militaires; force de frappe, véritable gouffre financier; bénéfices réalisés par les monopoles participant à l'élaboration de la force de frappe [18 décembre 1962] (p. 72 à 74); Art. 1<sup>er</sup>: Opposition du groupe communiste aux dispositions de cet article (p. 87); Art. 2: Ratification des ordonnances concernant la fermeture de certains débits de boissons (p. 88); Art. 9: Position du groupe communiste vis-à-vis du problème de la parité des prestations sociales et familiales pour l'ensemble de la nation; diminution des crédits militaires; report des sommes ainsi dégagées sur le budget de Sécurité sociale; Utilisation des excédents provenant des cotisations d'allocations familiales (p. 108). En deuxième lecture, Art. 8: Nécessité d'éviter une augmentation des produits de première nécessité comme les huiles et margarines [20 décembre 1962] (p. 182); son rappel au Règlement: Nécessité de disposer du rapport de la Commission avant d'entamer la discussion [20 décembre 1962] (p. 180); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAIL: Caractère embarrassé des explications fournies par le Ministre au sujet de la quatrième semaine de congés payés [9 janvier 1963] (p. 443); TOURISME: Problème de la fixation de la date des vacances scolaires; droits de mutation pour les acquisitions d'immeubles par des Services et des œuvres sociales de certaines organisations [16 janvier 1963] (p. 929); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES, titre IV: Insuffisance de la majoration proposée pour les rentes viagères de l'Etat; date d'effet de cette majoration [17 janvier 1963] (p. 1027, 1028); après l'Art. 55: Nécessité d'augmenter le taux des rentes viagères (p. 1033); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — II. — SERVICES FINANCIERS: Insuffisance des crédits prévus pour les fonctionnaires du cadre C et D des Finances; situation des receveurs auxiliaires des impôts;

titularisation des personnels temporaires [18 janvier 1963] (p. 1143, 1144); EDUCATION NATIONALE: Ecartèlement des départements de Picardie entre les académies de Paris, Lille et Reims; création souhaitable d'une académie à Amiens [19 janvier 1963] (p. 1264); Art. 58: Amendement de M. Ballanger (Application de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les rentes viagères): taux différents d'impôt sur le revenu suivant les dates d'entrée en jouissance de la rente [25 janvier 1963] (p. 1850, 1851); après l'Art. 65: Amendement du Gouvernement (Taxe annuelle au profit des chambres de métiers); conséquences du présent amendement sur la situation de l'artisanat [25 janvier 1963] (p. 1857); COMMISSION MIXTE PARITAIRE: Poids des dépenses militaires; insuffisance des crédits accordés à l'éducation nationale, à la santé publique, aux routes, à l'agriculture et aux anciens combattants; problème des personnes âgées; situation dans la fonction publique; position prise par le Sénat à ce sujet; composition de la Commission mixte paritaire; décisions prises par celle-ci; problème des revendications des anciens combattants; bénéfice de la campagne double pour les cheminots anciens combattants; remise en cause du décret du 24 avril 1811 sur le régime fiscal de la Corse; problème de la taxe sur les spectacles; bénéfices réalisés par les grandes entreprises privées [14 février 1963] (p. 2174, 2175);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, Art. 20 quater: Son amendement (Suppression de la valeur accordée à l'inventaire après décès) [19 février 1963] (p. 2229); ses explications de vote: avantages fiscaux consentis aux grandes sociétés immobilières d'investissement; création récente de cinq sociétés immobilières d'investissement; réduction des constructions de logements populaires; hausse continue des loyers; leur majoration prévue; liberté du prix des loyers; nécessité de bloquer les loyers tant que les salaires et traitements n'auront pas été augmentés; construction annuelle souhaitable de 450.000 logements (p. 2243, 2244);

— du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat: Publicité faite autour du présent emprunt; majoration prévisible des dépenses militaires; la position exprimée par la Fédération des cheminots C.G.T. à l'occasion de l'augmentation des tarifs de la S.N.C.F.;

*nécessité de procéder à une augmentation des investissements sociaux; insuffisance des crédits pour la construction; cas du département de la Somme; vote hostile du groupe communiste au présent projet* [8 mai 1963] (p. 2798, 2799);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 12 : *Avantages profitables aux opérations de concentration capitaliste à la suite de l'adoption du présent article* [29 mai 1963] (p. 3099); Art. 17 : *Son amendement (Maintien du demi-décime pour les revenus supérieurs à 12.000 francs par an) : taxation des revenus des présidents directeurs généraux et administrateurs de sociétés anonymes; taxation des actes relatifs à l'incorporation des réserves de réévaluation et de dotation sur stocks* (p. 3106, 3107); Art. 10 : *Caractère archaïque d'une discrimination fiscale fondée sur un contrat de distribution* (p. 3132); en deuxième lecture : *Augmentation du poids de la surtaxe progressive dans l'ensemble des impôts; indications chiffrées fournies par la revue « Statistiques et Etudes financières »; rendement des différents impôts* [18 juin 1963] (p. 3439); en troisième lecture : *Opposition du groupe communiste au présent texte* (p. 3586).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Rivain et Fouchier, relatives à la réforme administrative : *L'accentuation depuis 1958 des mesures d'autorité aux différents échelons de l'Administration; l'activité de la Commission spéciale créée auprès du Gouvernement en vue de définir la réforme administrative à entreprendre; l'absence de tout représentant des syndicats dans cette Commission; la mise en cause des règles statutaires de la fonction publique; l'aggravation des conditions de vie et de travail des fonctionnaires* [7 juin 1963] (p. 3250, 3251).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1959 : *Non-consommation des crédits de paiement relevée par la Cour des comptes; cas de l'Education nationale; position hostile au présent projet du groupe communiste* [18 juin 1963] (p. 3446);

— du projet de loi portant modification du contentieux fiscal : *Nécessité de procéder à une simplification du contentieux fiscal; disproportion existant dans la répartition des impôts; prédominance des impôts sur la consommation; augmentation de la part de l'impôt sur le revenu*

*des personnes physiques; augmentation des pouvoirs de l'administration financière vis-à-vis du petit contribuable* [9 juillet 1963] (p. 3946, 3947); ses explications de vote : *gravité des dispositions fiscales et pénales aggravant les sanctions; nécessité d'augmenter les traitements des fonctionnaires chargés du contrôle* [10 juillet 1963] (p. 4016);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 13 : *Bénéfices retirés par les contribuables les plus fortunés du système de l'emprunt avec exonération fiscale* [19 juillet 1963] (p. 4359, 4360).

Son rappel au Règlement : *Conditions dans lesquelles se déroule le débat sur le collectif* [19 juillet 1963] (p. 4366).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Bénéfice pour les collectivités locales* [22 octobre 1963] (p. 5319); Art. 16 : *Produit de la surtaxe progressive; dépenses militaires; crédits d'investissements* [23 octobre 1963] (p. 5430); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 76 : *Bénéfice d'une demi-part supplémentaire pour les contribuables mariés n'ayant pas d'enfant à leur charge et ayant élevé deux enfants au moins jusqu'à l'âge de 16 ans* [24 octobre 1963] (p. 5527); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Problème des rentes viagères; mode d'imposition* [8 novembre 1963] (p. 6909); SERVICES FINANCIERS : *Insuffisance des crédits de personnel des services financiers; grave pénurie d'effectifs et de moyens; création d'emplois nouveaux et amélioration de la situation du personnel des catégories C et D; mesures prises en faveur des auxiliaires-receveurs des impôts* [8 novembre 1963] (p. 6922, 6923); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité : remarques sur la régionalisation du Plan; région de Picardie; sous-équipement de la région de Picardie; établissement hospitalier et scolaire; logements* [9 novembre 1963] (p. 7097, 7098); en seconde délibération, Art. 16 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Réduction de deux milliards du plafond des charges afférentes aux dépenses en capital militaires)* (p. 7111); *hausse des prix survenue depuis le début de l'année; cas des cheminots; moyens de financement* (p. 7111)

ses explications de vote sur l'ensemble : *raisons incitant le groupe communiste à refuser le budget; sacrifice des dépenses civiles les plus utiles aux dépenses militaires et à la constitution de la force de frappe; insuffisance des mesures concernant les anciens combattants; application du Plan de stabilisation* (p. 7115); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Projet du budget aggravant l'injustice sociale; versements supérieurs effectués par les salariés en 1964 et remise des droits de mutation par décès accordée en France à Michel de Grèce* [6 décembre 1963] (p. 7695, 7696); *priorité absolue au financement de la force nucléaire stratégique; besoins des classes laborieuses; vote du groupe communiste* (p. 7696); *nécessité d'assurer la justice en matière d'imposition* (p. 7702);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention et du protocole additionnel entre la France et l'Espagne, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les successions signés à Madrid le 8 janvier 1963 : *Faveurs faites aux sociétés; choix du moment; vote du groupe communiste* [13 novembre 1963] (p. 7192);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 4 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Compte d'affectation spéciale retraçant en dépenses les dépenses mises à la charge de l'Etat en application des contrats prévus au paragraphe premier* [10 décembre 1963] (p. 7764); *procédure des fonds de concours pour le remboursement des avances; ouverture d'un compte spécial du Trésor permettant au Parlement de contrôler de telles opérations* (p. 7766); en deuxième lecture, Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 6 par un nouvel alinéa (Pourcentage d'aggravation des charges propres au régime français des cadres d'exploitations agricoles devant être limité au pourcentage d'aggravation des charges constaté chaque année dans le régime correspondant des cadres du commerce et de l'industrie)* [17 décembre 1963] (p. 7942); après l'art. 12 septies : *Ses observations contre l'amendement du Gouvernement (Définition d'une politique de l'énergie et en particulier d'une politique nationale des*

*hydrocarbures liquides et gazeux)* (p. 7942); *opposition du groupe communiste à l'article additionnel tendant à autoriser l'émission d'un emprunt* (p. 7943, 7944); *vote du groupe communiste* (p. 7946);

— du projet de loi relatif au regroupement des actions non cotées : *Assurer une large publicité à la loi; éviter que les petits porteurs puissent ignorer les décisions qui les concernent* [2 juin 1964] (p. 1565);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 64-110 du 5 février 1964 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation : *Abstention du groupe communiste* [2 juin 1964] (p. 1567);

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Assurer aux administrateurs civils leur garantie et leur droit syndical; assurer l'unité et la mobilité; ne pas politiser le corps des administrateurs; attitude hostile de l'orateur et de ses amis* [3 juin 1964] (p. 1591, 1592);

— du projet de loi relatif à l'attribution d'une pension proportionnelle aux administrateurs civils et aux administrateurs des Postes et Télécommunications : *Avantage offert par le projet étant la jouissance immédiate de la retraite proportionnelle; provoquer des départs en nombre suffisant; mises en congé spécial; refus du groupe communiste de voter ce projet* [3 juin 1964] (p. 1596, 1597);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « agréées » à insérer les mots « ainsi que leurs fédérations départementales »* [9 juin 1964] (p. 1704); *son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article premier : « Ces associations ainsi que leurs fédérations départementales sont constituées conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. L'agrément leur est donné par les préfets »* (p. 1704); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du premier alinéa de cet article : « Après avis conforme des conseils généraux et des fédérations départementales de chasseurs, les chambres d'agriculture ayant été consultées »* (p. 1704); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de l'article 3 : « Admission d'un certain*

nombre de chasseurs ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus » (p. 1722).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Grenier : *Exception devenant la règle* [25 juin 1964] (p. 2185).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse : *Fédérations de chasseurs non unanimes sur l'augmentation du permis; opposition du groupe communiste au projet* [26 juin 1964] (p. 2290);

— en deuxième lecture du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne : *Position du groupe communiste à l'égard du texte réduisant les libertés syndicales et portant atteinte au droit de grève* [27 juin 1964] (p. 2300);

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à proroger les délais prévus au troisième alinéa de l'article 2 *bis* et au cinquième alinéa de l'article 4 de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 révisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers et à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de ladite loi : *Vote du groupe communiste; insuffisance des majorations* [29 juin 1964] (p. 2319);

— des propositions de loi : 1° de M. Lolive et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation à usage professionnel; 2° de M. Dejean et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais; 3° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement : *Ses explications de vote; vote du groupe communiste; approbation de la proposition de loi* [29 juin 1964] (p. 2322, 2323);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, Art. 20 : *Son amendement tendant à la suppression du sixième alinéa de l'article 20* [30 juin 1964] (p. 2382); Art. 27 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2390); *ses explications de vote; opinion*

*exprimée par M. L'Huillier au cours de la discussion générale; ses réserves à l'égard du projet; sort des amendements déposés par le groupe communiste; abstention de son groupe* (p. 2397, 2398);

— en deuxième lecture, du projet de loi sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur, Art. 2 : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1964] (p. 2389);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. 3 : *Droit à pension reconnu par le nouveau système à partir de quinze ans d'activité; âge effectif de la pension étant de 55 ans ou de 60 ans; système antérieur* [8 octobre 1964] (p. 3046); *service actif ou service sédentaire* (p. 3046).

Son rappel au Règlement : *Ordre du jour pour le jeudi 15 octobre 1964* [14 octobre 1964] (p. 3198).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 1<sup>er</sup> : *Vote du groupe communiste* [15 octobre 1964] (p. 3246); Art. 2 : *Impôt sur le revenu, payé essentiellement par les salariés; son augmentation de 1958 à 1964; augmentation des impôts directs perçus par voie de rôles étant de 87 %; indice du salaire horaire du manœuvre de la métallurgie parisienne; majoration n'étant que de 48,4 %; évaluation du montant de l'impôt sur les sociétés étant de 1959 à 1965 de 30 %; atténuation de l'imposition des plus gros revenus; dernière tranche étant la seule dont le taux d'imposition ait été réduit; salariés n'étant pas compris dans la première tranche; situation d'un ouvrier du textile* (p. 3247); *insuffisance des aménagements apportés au barème de l'impôt; application de l'article 40 aux amendements du groupe communiste tendant à relever l'abattement à la base; aménagements prévus à l'article 2* (p. 3248); Art. 5 : *Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de cet article* (p. 3253); *exemption de la taxe complémentaire des revenus des valeurs mobilières émises hors de France* (p. 3253); Art. 6 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « Les intérêts des valeurs mobilières à revenu fixe... », un nouveau paragraphe (Intérêts, arrérages et autres produits des obli-*

gations émises par les départements, communes et établissements publics français) (p. 3253); limites à la portée du texte proposé par le Gouvernement (p. 3253); Art. 7 : Limiter les dispositions proposées aux titres négociables des départements, communes et établissements publics français (p. 3254); après l'Art. 10 : Son amendement tendant, après l'article 10 à insérer un nouvel article (Gouvernement déposant sur le Bureau de l'Assemblée avant la fin de la session deux projets de loi, l'un sur le barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'autre, sur la mise en œuvre d'un programme quinquennal de construction de logements, notamment de constructions d'H.L.M.) (p. 3256); Art. 15 : Son amendement, tendant dans le premier alinéa de l'article 15, à supprimer les mots « en tant que de besoin » [16 octobre 1964] (p. 3339); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : Opposition du groupe communiste lors du vote [21 octobre 1964] (p. 3542); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Opposition du groupe communiste lors du vote [5 novembre 1964] (p. 4732); SERVICES DU PREMIER MINISTRE (INFORMATION) : Vote du groupe communiste contre l'ensemble du budget de l'Information [8 novembre 1964] (p. 5114); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SERVICE DE DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DE CONTRE-ESPIONNAGE, Titre V : Vote du groupe communiste; son opposition [9 novembre 1964] (p. 5170); groupement des contrôles radio-électriques; vote du groupe communiste; son opposition (p. 5170); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : Grièfs des salariés de l'Etat à l'égard du Gouvernement; augmentation accordée aux fonctionnaires; réforme administrative; sa mise en place (p. 5183); SERVICES FINANCIERS : Effets de la politique de rigueur; création d'emplois; revendications du personnel; situation des receveurs auxiliaires des impôts (p. 5192, 5193); Art. 66 : Relèvement des rentes viagères n'étant pas en rapport avec la dépréciation de la monnaie (p. 5204); son amendement tendant à insérer, avant le paragraphe premier de l'article 66, un nouveau paragraphe A « rentes viagères étant augmentées » (p. 5204); nombre des rentiers-viagers d'avant 1914; consentir un effort plus important en leur faveur (p. 5205); En seconde délibération, Art. 2 : Ses observations sur

l'amendement du Gouvernement : meilleure solution consistant à relever l'abattement à la base en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des personnes physiques (p. 5210); Art. 9 : Vote du groupe communiste; son opposition (p. 5212); Art. 15 : Opposition du groupe communiste lors du vote (p. 5214); ses explications de vote : Insuffisance des crédits indispensables pour la satisfaction des besoins fondamentaux de la population; crédits de l'Education nationale et de la Construction; dépenses militaires considérées comme prioritaires (p. 5220); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965, ses explications de vote : Raisons pour lesquelles le groupe communiste ne peut accepter le projet de budget pour 1965; améliorations survenues depuis la première lecture, notamment en matière d'impôts sur le revenu des personnes physiques; leur caractère; insuffisance du budget de l'éducation nationale; budget d'austérité pour les travailleurs; son opposition lors du vote [3 décembre 1964] (p. 5832).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative au barème de l'impôt sur le revenu [4 décembre 1964] (p. 5851, 5853).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale sans débat, relative au reclassement des inspecteurs de certaines administrations [4 décembre 1964] (p. 5853, 5854).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : Absence de clarté du projet de loi; diversité des mesures; plus-values fiscales [8 décembre 1964] (p. 5868, 5869); Art. 6 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 5874); détermination par décret des types de locaux auxquels la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 ne serait pas applicable; porte ouverte à l'élargissement de la liberté des locaux (p. 5874); son opposition lors du vote (p. 5876); aboutir progressivement à la libération totale des loyers; jeu combiné des décrets de juin dernier et de cet article libérant en fait les loyers de nombreux logements habités par des familles de condition modeste (p. 5878); Art. 7 : Son amendement tendant à la suppression de cet article; lutter contre la spéculation; pratique du pas-de-porte

(p. 5879); *vote du groupe communiste* (p. 5882); Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 14 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 par la phrase suivante : « Les frais de réfection des logements où ont eu lieu les travaux, soit par l'amélioration de leur confort, soit pour le passage des canalisations, sont à la charge du propriétaire »* (p. 5888); Art. 10 : *Ses observations sur son amendement; rendre plus précise une phrase de l'article 10* (p. 5891); Art. 14 : *Opposition du groupe communiste lors du vote* (p. 5894); Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer entre le troisième et le quatrième alinéa de l'article 15 le nouvel alinéa suivant : « Les cessions visées à l'alinéa premier donnent lieu à la rédaction d'un bordereau soumis à un droit de timbre dont la quotité est fixée à 0,10 par dix francs ou fraction de dix francs du montant de l'opération »* (p. 5895); *opposition du groupe communiste lors du vote* (p. 5896); Art. 22 : *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe premier de cet article* (p. 5903); *entreprise construisant ou faisant construire des immeubles à usage industriel et commercial dans le cadre d'opérations agréées par le Ministère des Finances* (p. 5903); Art. 23 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5903); *cet article tendant à substituer l'imposition au droit fixe d'enregistrement de 50 francs à l'imposition au droit proportionnel pour les actes constatant les apports faits à des sociétés immobilières d'investissement ou à des sociétés immobilières de gestion* (p. 5903); Art. 24 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5904); *cet article tendant à exclure du champ d'application de l'impôt sur les sociétés civiles qui seront créées après l'entrée en vigueur de la loi et qui auront pour objet la construction d'immeubles en vue de la vente* (p. 5904, 5905); Art. 37 : *Opposition du groupe communiste lors du vote* (p. 5915); *Ses explications de vote : Groupe communiste ayant exposé les raisons de son opposition au projet de loi de finances rectificative; importance des articles portant modification de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers et tendant à la libération des loyers* [9 décembre 1964] (p. 6012); en deuxième lecture, Art. 6 : *Problème de la libération de certains loyers; son opposition aux amendements aux articles 6 et 7: son opposition à l'ensemble du projet* [18 décembre 1964] (p. 6263);

— en troisième lecture, du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Education nationale, Art. 1<sup>er</sup> : *Opposition du groupe communiste lors du vote* [17 décembre 1964] (p. 6212); *vote du groupe communiste sur l'ensemble du texte; son opposition à ce texte* (p. 6212). En quatrième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : *Vote du groupe communiste* [18 décembre 1964] (p. 6267);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi sur les marques de fabrique, de commerce ou de service : *Abstention du groupe communiste* [18 décembre 1964] (p. 6240);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes, après l'Art. 7 : *Projet de loi inquiétant l'ensemble des ports moyens; opinion des chambres de commerce et des organismes intéressés; ses observations sur l'amendement de M. Balmigère; situation sur le plan commercial; disparité entre les grands ports et les ports secondaires quant à la contribution foncière de l'Etat dans les travaux d'infrastructure* [9 avril 1965] (p. 734);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers : *Stagnation économique; assurer de nouveaux profits aux capitalistes; situation du salarié contribuable à part entière; fonctionnement du marché financier; objectif essentiel du projet étant de réduire l'imposition des sociétés; réduction de l'imposition des dividendes; modification de la taxation des plus-values; réduction des droits d'enregistrement; détermination du bénéfice imposable; groupe communiste devant combattre les mesures destinées à renforcer la mainmise des monopoles sur notre économie* [11 mai 1965] (p. 1241 à 1243); Art. 9 : *Remplacer le taux de 50 % de l'impôt par un taux progressif* [12 mai 1965] (p. 1276); Art. 19 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 1 de cet article à substituer au taux de 5 % le taux de 10 %* (p. 1285); *intention de simplification du Gouvernement* (p. 1285); Art. 22 : *Opposition du groupe communiste lors du vote* (p. 1286); Art. 28 : *Dissimulation en matière de frais généraux* (p. 1290); *clarté de l'amendement* (p. 1290); *assurer la sincérité des bilans* (p. 1291); Art. 30 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Emoluments et rémunérations alloués aux membres des conseils de surveillance des sociétés en commandite par actions)* (p. 1293); Art. 33 : *Son sous-amendement tendant, dans*

le quatrième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement, à supprimer le mot « supérieurs » [13 mai 1965] (p. 1326); entrée d'un salarié dans la Commission départementale des impôts (p. 1326); ses explications de vote : *Opinion de la Fédération C.G.T. du personnel des finances; rendement de l'impôt sur les sociétés; cas d'un ménage sans enfant dont le revenu brut pour les deux salariés s'élève à 12.000 francs; cas d'un ménage d'actionnaires sans enfant percevant en dividendes le même revenu de 12.000 francs; poids de l'impôt; son opposition à ce texte; transfert des charges de sociétés sur l'ensemble des autres contribuables* (p. 1329); en troisième lecture, Art. 28 : *Cas où les frais généraux dépassent un certain plafond fixé par le Ministre des Finances; contentieux fiscal* [22 juin 1965] (p. 2354); abstention du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi (p. 2355);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation des sociétés d'investissement; article unique : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Capitant* [13 mai 1965] (p. 1325);

— du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes : *Abstention du groupe communiste* [10 juin 1965] (p. 1984);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 1<sup>er</sup> : *Suppression de la taxe de circulation sur les viandes* [24 juin 1965] (p. 2452); *produits pharmaceutiques* (p. 2468); Art. 13 : *Ses observations sur les problèmes de la presse; taxation de produits de consommation courante; problème du vin* (p. 2472); Art. 21 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe: (Revision d'échéance forfaitaire)*

[25 juin 1965] (p. 2525); *prendre des mesures spéciales en faveur des commerçants non sédentaires* (p. 2525); Art. 28 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2535); Art. 29 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2536); Art. 46 : *Retrait de l'amendement de M. Chaze* (p. 2559); ses explications de vote : *Projet de loi étendant la taxe sur la valeur ajoutée au commerce de détail; projet n'allégeant pas la masse des impôts indirects qui pèsent sur les prix; opposition du groupe communiste au projet de loi* (p. 2568);

— des conclusions du rapport de la Com-

mission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers : *Opposition du groupe communiste à l'ensemble du texte* [29 juin 1965] (p. 2725);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966 : *Aménagement du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; progression rapide et continue du produit de cet impôt; maintien à un niveau très bas du plafond de la première tranche de revenu; système de la décote; plafond de 5.000 francs par personne pour la première tranche de revenu* [7 octobre 1965] (p. 3374); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing; abattement à la base pour l'ensemble des contribuables* (p. 3381); Art. 2 : *Montant du plafond de la première tranche; montant du S.M.I.G. devant servir de référence pour fixer le montant de l'abattement à la base, c'est-à-dire le plafond de la première tranche de revenu* (p. 3383); *son sous-amendement tendant, au début du texte proposé par l'amendement de M. Vallon, à supprimer les mots « d'une année sur l'autre »* (p. 3384); *cas où les salaires dépassent 5 %* (p. 3384); après l'Art. 2 : *Barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* (p. 3385); Art. 5 : *Limiter la portée de cet article* (p. 3387); Art. 7 : *Dispositions de l'article 1398 bis du Code général des impôts; fixation de deux plafonds* (p. 3389); Art. 8 : *Opposition du groupe communiste lors du vote* (p. 3391); Art. 2 (suite) : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon* [8 octobre 1965] (p. 3418); *majoration de l'impôt sur les sociétés; suppression d'un certain nombre de privilèges fiscaux* (p. 3419); Art. 24 : *Procédure de vote bloqué* (p. 3451).

Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Opposition du groupe communiste lors du vote* [12 octobre 1965] (p. 3561); Art. 48 : *Opposition du groupe communiste lors du vote* [13 octobre 1965] (p. 3592); IMPRIMERIE NATIONALE : *Conséquences du décret du 4 décembre 1961 sur le fonctionnement de l'imprimerie; problèmes sociaux touchant au régime des pensions et au paiement des primes; question du restaurant; suppression, pour l'imprimerie nationale, du monopole des commandes administratives; tutelle du Ministère des Fi-*

nances gênant l'imprimerie dans sa politique d'investissement; entrée en vigueur des accords de salaires des ouvriers; réputation internationale de l'imprimerie nationale [22 octobre 1965] (p. 3986, 3987); possibilité pour l'imprimerie nationale de sous-traiter (p. 3987); CONSTRUCTION: Son rappel au Règlement; loyers trop chers en France; application de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances à son amendement; prix de location des logements construits avec l'aide de l'Etat après le 1<sup>er</sup> septembre 1948 ne pouvant dépasser de plus de 30 %, sauf justification contraire, des loyers perçus pour les H.L.M. de même type [22 octobre 1965] (p. 4035); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES: Problème des fonctionnaires; évolution du coût de la vie; nécessité de faire participer les fonctionnaires à l'accroissement de la production nationale; produit des contributions directes; ses observations sur les agents des catégories C et D; traitements et reclassement des petites et moyennes catégories; conséquences de l'autoritarisme [27 octobre 1965] (p. 4206); II. — SERVICES FINANCIERS: Accroissement des tâches accomplies par les administrations dépendant du Ministère des Finances et des Affaires économiques; nombre des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu; service des douanes; équipement électronique; problèmes statutaires et judiciaires concernant les personnels; cas des auxiliaires; absence d'esprit social du Gouvernement (p. 4247, 4248). En seconde délibération, Art. 26: Disparition de 600 postes de fonctionnaires de l'Office national et des offices départementaux; rétablissement du crédit [28 octobre 1965] (p. 4330); ses explications de vote: Procédure du vote bloqué; aggravation de l'injustice fiscale pour les travailleurs, les petits et moyens contribuables; impôt sur le revenu des personnes physiques; budget d'austérité; son opposition à ce budget (p. 4332); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966, ses explications de vote: Plafond de la première tranche de revenu pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; taxe de 70 centimes par quintal de blé ou d'orge livré; son opposition lors du vote [17 novembre 1965] (p. 4724); en deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1966, Art. 2:

Indice des taux de salaires horaires [18 novembre 1965] (p. 4741); Art. 24: Contentieux existant entre le Gouvernement et les anciens combattants (p. 4754); opposition du groupe communiste lors du vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 4758);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1965: Dépenses ayant été engagées sous la forme de décrets d'avances; emprunt émis au profit des sociétés privées; rôle de la haute finance; ses observations sur les recettes; plus-values provenant des impôts [20 décembre 1965] (p. 4964, 4965); Art. 5: Opposition du groupe communiste lors du vote (p. 4967); après l'Art. 11: Opposition du groupe communiste lors du vote sur l'amendement du Gouvernement (p. 4970); Art. 14 et Art. 18: Opposition du groupe communiste lors du vote (p. 4979);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement: Cadeaux attribués depuis un an aux sociétés capitalistes et à leurs actionnaires; M. Debré poursuivant la politique élaborée par M. Giscard d'Estaing; loi du 12 juillet 1965 ayant créé pour les actionnaires un avoir fiscal égal à la moitié du montant des sommes distribuées; matériel admis à l'amortissement dégressif; arguments allégués pour éviter d'alléger l'imposition des masses laborieuses; diminution des investissements productifs privés; ses observations sur les matériels reconnus amortissables en huit ans; hésitation des entreprises à investir; développement du marché intérieur; pouvoir d'achat des masses; part des impôts indirects dans la fiscalité; extension de la taxe sur la valeur ajoutée au stade du détail; impôt sur le revenu des personnes physiques; nombre des assujettis; comité de liaison pour l'allègement de la fiscalité; nécessité d'une véritable réforme fiscale [20 avril 1966] (p. 824, 825); situation des artisans soumis au régime du forfait (p. 827).

Son rappel au Règlement: Mouvements revendicatifs du 17 mai 1966; possibilité de reporter le débat sur les collectivités locales [17 mai 1966] (p. 1301).

Son rappel au Règlement sur l'article 48 du Règlement de l'Assemblée Nationale [24 mai 1966] (p. 1441).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou com-



mises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 5 : *Sa demande de scrutin* [26 mai 1966] (p. 1515); ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* (p. 1518).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme des enseignements supérieurs [8 juin 1966] (p. 1794).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, relative à l'aide aux étudiants [8 juin 1966] (p. 1808); *Loyers dans la résidence universitaire d'Antony*; *majoration du prix du repas au restaurant universitaire*; *équipements sportifs, sociaux et culturels des cités*; *versement d'une allocation fondée sur des critères sociaux et universitaires* (p. 1812, 1813).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale : *Vote du groupe communiste contre le projet de loi* [21 juin 1966] (p. 2185);

— du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées : *Rôle des autorités préfectorales*; *information des communes* [23 juin 1966] (p. 2267);

— du projet de loi relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, Art. 1<sup>er</sup> : *Cas où une compagnie d'assurances se trouve en difficultés* [23 juin 1966] (p. 2271, 2272); *assimilation des sociétés d'assurances aux mutuelles*; *cas des assurés membres d'une mutuelle* (p. 2272); *situation du personnel d'une société transférée*; *fonds de garantie* (p. 2273); Art. 3 : *Retrait d'agrément* (p. 2276);

— du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité : *développement de l'usure*; *pratique des taux élevés*; *rôle de la compagnie bancaire*; *coût du crédit*; *conseil national du crédit* [27 juin 1966] (p. 2388); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 2390); après l'Art. 3 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article*: « *Le taux effectif global du prêt devra être porté à la connaissance du bénéficiaire et être obligatoirement mentionné dans tout contrat de prêt visé par la présente loi* » (p. 2394); *assurance automobile* (p. 2394); *retrait de son amendement* (p. 2394); en

deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (définition du prêt usuraire)* [24 novembre 1966] (p. 4827); *taux maximum de 18 %*; *crédit à la consommation* (p. 4828); *taux admis par le Conseil national du crédit* (p. 4830, 4831). En troisième lecture : Articles additionnels : *application de la présente loi à l'expiration d'un délai de trois mois* [14 décembre 1966] (p. 5511, 5512); en quatrième et dernière lecture : *Définition de l'usure*; *champ d'application de la loi*; *contrats en cours* [19 décembre 1966] (p. 5690);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Injustice du système fiscal français*; *charge de l'impôt sur le revenu des personnes physiques*; *doublement du nombre des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques*; *mécontentement des petits contribuables*; *situation des salariés* [13 octobre 1966] (p. 3395, 3396); Art. 1<sup>er</sup> : *Opposition du groupe communiste lors du vote* (p. 3398); Art. 2 : *Exonération de la contribution mobilière pour les contribuables âgés*; *problème des doubles impositions*; *situation des salariés* [13 octobre 1966] (p. 3403, 3404); Art. 4 : *Situation des actionnaires des sociétés immobilières d'investissement*; *hausse des loyers*; *problème de la construction locative*; *vote du groupe communiste contre cet article* (p. 3409); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur les paroles de M. Fanton* [20 octobre 1966] (p. 3623); MONNAIES ET MÉDAILLES : *Crédits affectés aux œuvres sociales*; *implantation d'une usine monétaire dans la région bordelaise*; *installation des ateliers dans la zone industrielle de Sainte-Geneviève-des-Bois* [25 octobre 1966] (p. 3810); IMPRIMERIE NATIONALE : *Ses observations sur la situation du personnel*; *convention collective nationale*; *situation résultant pour le personnel féminin de l'application du nouveau Code des pensions*; *extension des activités de l'Imprimerie Nationale* [4 novembre 1966] (p. 4230, 4231); ECONOMIE ET FINANCES - CHARGES COMMUNES : *Situation des fonctionnaires*; *procédure Toutée*; *traitement de base*; *ses observations sur les auxiliaires, les agents des catégories C et D et les retraités*; *revendications des fonctionnaires*; *augmentation des prix*; *situation des retraités*; *suppression de l'abattement du sixième*; *cas des retraités des*

*ex-caisses locales de l'Algérie, de la France d'outre-mer, du Maroc et de la Tunisie; indemnité de résidence; abattements de zones* (p. 4268, 4269); *vote du groupe communiste sur les titres 2, 3 et 4 de l'état B et les titres 5 et 6 de l'état C* (p. 4274); SERVICES FINANCIERS : *Accroissement des tâches accomplies par les personnels des administrations financières; direction générale des impôts; services extérieurs du Trésor; aggravation des conditions de travail des personnels; iniquité du système fiscal* (p. 4282, 4283); *vote du groupe communiste* (p. 4287); TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Vote du groupe communiste sur le titre III de l'état B et le titre VI de l'état C* [10 novembre 1966] (p. 4510); Art. 58 : *Contentieux avec les anciens combattants; problème du rapport constant* (p. 4521, 4522); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 : *Vote du groupe communiste; transfert d'une partie de la charge des impôts directs aux impôts indirects; impôt sur le revenu des personnes physiques; ses observations sur les impôts sur les sociétés; problème de la déduction de 20 % en matière d'impôt sur le revenu pour les dividendes distribuées par les sociétés immobilières d'investissement ou de gestion; importance du budget du Ministère des Armées; problème du quart de place; crédits affectés aux constructions scolaires; insuffisance des crédits pour le logement; crédits pour les routes; traitement des fonctionnaires* [6 décembre 1966] (p. 5255, 5256); *ses observations sur les anciens combattants* (p. 5256) et *les rentiers-viagers* (p. 5256); Art. 2 bis : *Impôt sur le revenu des personnes physiques frappant les travailleurs* (p. 5265);

— en deuxième lecture du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* [18 novembre 1966] (p. 4703);

— du projet de loi modifiant le statut des agents de change, Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « ... et ne pourra notamment motiver aucun licenciement »* [24 novembre 1966] (p. 4839); *problème d'une réduction éventuelle de personnel consécutive à la fusion* (p. 4839); *retrait de son amendement* (p. 4839);

— du projet de loi de finances rectificative

pour 1966, en seconde délibération, ses explications de vote : *Vote du groupe communiste; déduction fiscale pour les investissements; procédure du vote bloqué; problème du transfert des halles; rôle de l'Institut national de consommation* [6 décembre 1966] (p. 5286, 5287);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur le scrutin d'arrondissement à un tour avec représentation proportionnelle* [7 décembre 1966] (p. 5325).

**LAPEYRUSSE (M. Gabriel)**, Député du Lot-et-Garonne, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Décédé le 12 juin 1966 [J. O. du 15 juin 1966] (p. 4815).

Son éloge funèbre est prononcé le 21 juin 1966 (p. 2157 et 2158).

**LARUE (M. Tony)**, Député de la Seine-Maritime, 2<sup>e</sup> circonscription (S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation

et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296);

— membre du Conseil supérieur de la coopération [5 février 1963] (p. 2040).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 130 du Code de la Sécurité sociale concernant les dispenses de cotisation d'allocations familiales des travailleurs indépendants n° 441 [10 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des allocations familiales aux familles des apprentis jusqu'à l'âge de 20 ans, n° 442 [10 juillet 1963].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Caractère étonnant de la découverte soudaine de recettes nouvelles; débudgétisation de certaines dépenses et ses conséquences sur le niveau général des prix; transfert au régime général de Sécurité Sociale des charges concernant le régime agricole; non-utilisation des crédits prévus en 1961-1962 pour les établissements scolaires et hôpitaux; minoration volontaire de certaines dépenses (hausse des prix); absence dans le budget de mesures de financement en faveur des rapatriés et de crédits relatifs à la réforme agraire en Algérie; freinage par le Gouvernement de l'augmentation des rémunérations publiques; caractère truqué du présent budget; charge fiscale pesant sur les petits et les moyens revenus; augmentation considérable des profits boursiers* [18 décembre 1962] (p. 74, 75); *revenus touchés par la surtaxe progressive* (p. 85). Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, son rappel au Règlement : *Demande de scrutin qui avait été déposée sur le budget des*

*Postes et Télécommunications, telle qu'elle figurait sur le bulletin jaune de séance; non-communication à l'Assemblée par la présidence de son retrait* [8 janvier 1963] (p. 342); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Insuffisance des crédits concernant le personnel et les investissements en matière de transports; problème du relèvement des tarifs de la S.N.C.F.; bonification de campagne pour les cheminots; la tarification différenciée de transport de marchandises; insuffisance du programme prévu pour les autoroutes; recours à l'emprunt et paiement des annuités par le produit des péages; aménagement des routes nationales* [15 janvier 1963] (p. 831, 832); ses explications de vote : *Problème de l'expansion de la productivité et de la stabilité des prix; détérioration du commerce extérieur; hausse des prix; insuffisance des investissements; examen des comptes de la nation; caractéristiques de l'expansion depuis 1958 et répartition des surplus de revenus qui en sont résultés; caractère illusoire du présent budget; insuffisance des mesures prévues à l'égard des couches défavorisées; position hostile du groupe socialiste à la présente loi de finances* [25 janvier 1963] (p. 1868 à 1870);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, ses explications de vote : *Augmentation de la charge fiscale; caractère anormal des économies proposées; augmentation réelle de l'impôt; montée continue des prix due à l'importance des dépenses improductives* [29 mai 1963] (p. 3134, 3135);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 13 : *Son amendement de suppression (Emprunts d'Etat avec exonération fiscale); désaisissement du Parlement en matière de fixation des règles d'assiette de l'impôt* [19 juillet 1963] (p. 4360); *lancement de l'emprunt Ramadier en 1956; position de M. Giscard d'Estaing à cette époque* (p. 4360); Art. 20 : *Son amendement de suppression (Diminution des crédits militaires)* (p. 4383);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Son amendement tendant à supprimer l'article 44* [4 novembre 1963] (p. 6343); TRAVAIL : *Vote du groupe communiste* [5 novembre 1963] (p. 6444); Art. 67 : *Son amendement tendant à la suppression de l'article 67* [9 novembre 1963] (p. 7106); ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Caractère hâtif de la discussion*

du débat budgétaire; critiques du plan de stabilisation; insuffisance des crédits de maints budgets civils; objectifs du IV<sup>e</sup> Plan; équilibre de la balance des comptes; force de frappe (p. 7116, 7117);

— en deuxième lecture du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 12 septies: Mesures efficaces devant être prises pour lutter contre l'inflation toujours menaçante [17 décembre 1963] (p. 7944);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 2: Mesures de détente fiscale; augmentation des revenus due à la hausse des prix non taxés; aggravation du déséquilibre entre les différentes catégories de contribuables; situation des salaires, des traitements et des pensions; taxe complémentaire [15 octobre 1964] (p. 3249). Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL: Afflux en France d'ouvriers étrangers démunis de passeport, de contrat de travail et de moyens de se loger; municipalités ayant à faire face aux effets d'une situation lamentable; Gouvernement devant veiller à l'application des lois et règlements [20 octobre 1964] (p. 3429); INTÉRIEUR: Accroissement de la fiscalité des collectivités locales; prix des services; transfert de l'Etat aux communes de charges importantes; diminution des subventions; contrôle de l'Etat; dresser un tableau complet des incidences d'une politique financière menée au détriment des communes [28 octobre 1964] (p. 4022, 4023); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS: Tâches des administrations dépendant du Ministère des Finances et des Affaires économiques; tâches nouvelles des services de la direction générale des impôts; accroissement des tâches des services financiers; situation des agents des douanes [9 novembre 1964] (p. 5193, 5194); en seconde délibération, Art. 9: Position du groupe socialiste lors du vote (p. 5212); Art. 15: Opposition du groupe socialiste lors du vote (p. 5214); ses explications de vote: Charges imposées aux communes; poids excessif de l'impôt; refus aux revendications des rapatriés; aspirations des travailleurs; frein à l'accroissement de la production économique; politique de dégrèvements fiscaux; réduction des dépenses militaires (p. 5221);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966: Inciter les entreprises privées à procéder à de nouveaux investissements

de productivité; accroissement du nombre des jeunes; allongement de la vie; rapatriés d'Algérie; expansion économique; insuffisance des investissements industriels; dimension trop réduite des firmes françaises; insuffisance des ressources financières; développement indispensable des exportations françaises [7 octobre 1965] (p. 3375, 3376); Art. 2: Modeste rajustement du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; poids de la charge fiscale; situation des petits et moyens salariés; nécessité de respecter l'article 15 de la loi de 1959; modification des tranches du barème de la surtaxe progressive (p. 3383); Art. 3 (suite): ramener la limite d'âge à 65 ans (p. 3388). Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS: Fragilité de l'équilibre du budget; son souhait de voir une nouvelle présentation budgétaire; cas des collectivités locales; accélération de l'équipement; service des chèques postaux; excédent de la Caisse nationale d'épargne; problèmes du téléphone; revendications du personnel [12 octobre 1965] (p. 3552, 3553); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 67: Réseaux d'assainissement [28 octobre 1965] (p. 4326); ses explications de vote: Budget de 1966 étant déflationniste; plan de stabilisation; réduction des investissements; productivité; démarrage du V<sup>e</sup> Plan; importance du nombre des chômeurs; accroissement de la production; pression fiscale; impôts sur les personnes physiques; amélioration du niveau de vie; revendications des agents des services publics (p. 4333, 4334);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ÉCONOMIE ET FINANCES, SERVICES FINANCIERS: Ses observations sur les services financiers; situation des contrôleurs divisionnaires; ses observations sur la direction générale des impôts, les services extérieurs des finances, la direction générale des douanes [4 novembre 1966] (p. 4282);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966: Réapparition de l'impasse; montant des dépenses débudgétisées; ses observations sur les dépenses des H.L.M. et le déficit des opérations de Sécurité Sociale, de la R.A.T.P., de la S.N.C.F.; fragilité de la situation économique; stock d'or et de devises de l'Etat; nécessité de faire des réformes de structure pour une meilleure répartition de l'impôt; financement des collectivités locales; politique foncière; défi-

*cit des entreprises nationales* [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5128, 5129). Art. 24 : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe 2 à supprimer les mots « en France et... »* (p. 5157).

**LATHIÈRE (M. André)**, *Député de la Gironde, 9<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

En remplacement de M. Robert Boulin devenu Secrétaire d'Etat.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 janvier 1963] (p. 1160);

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 mai 1963] (p. 2755); [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Briout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082);

— membre de la Commission consultative des assurances sociales agricoles [19 février 1963] (p. 2247);

— membre du comité national de propagande en faveur du vin [19 décembre 1963] (p. 8001).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la propo-

sition de loi (n° 789) tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine Vouvray, n° 901 [20 mai 1964].

Sa proposition de loi relative à la fiscalité de « vins de liqueurs » à appellation d'origine contrôlée provenant de moûts dont la teneur en sucre est très élevée, n° 980 [16 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 965) relatif à la lutte contre les moustiques, n° 1157 [6 novembre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1348) modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945, instituant des comités d'entreprises, n° 1506 [24 juin 1965].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Problème du ramassage scolaire; attribution des bourses dans le milieu rural; lenteur des constructions scolaires; manque d'enseignants du premier degré; crédits de subvention alloués aux chambres de métiers en faveur de l'apprentissage artisanal; rôle particulier du personnel enseignant; nécessité de réformer les structures du Ministère de l'Education nationale* [19 janvier 1963] (p. 1254); CRÉDITS MILITAIRES : *Problème de la préparation militaire élémentaire; cas des jeunes gens habitant les campagnes; exigence du brevet sportif populaire troisième échelon et ses inconvénients; atténuation souhaitable des règlements en matière de performances physiques des membres des sociétés rurales de préparation militaire; intégration de l'armée dans la nation* [23 janvier 1963] (p. 1580, 1581); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Problème de l'application des dispositions agricoles du traité de Rome* [24 janvier 1963] (p. 1654).

Son rappel au Règlement (article 23) : *Absence de représentants du groupe socialiste à la réception donnée par le Président de la République au Bureau de l'Assemblée* [22 mai 1963] (p. 3026).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Floret relatives à la politique viticole : *Discussion du texte sur*

*les réparations des dégâts causés par les calamités agricoles* [21 juin 1963] (p. 3686).

Son rappel au règlement (articles 134 et 135) : *L'inscription d'orateurs sur une question orale dans le cas d'une interruption du débat* [21 juin 1963] (p. 3678, 3679).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Situation de la forêt landaise; craintes de certains au sujet d'une atteinte aux droits de la propriété privée; problème du feu en Gascogne; nécessité de développer les moyens pour lutter contre le feu* [11 juillet 1963] (p. 4055, 4056); après l'art. 6, son amendement : *Détermination des conditions de plantations et de coupes d'arbres à proximité des zones de culture* (p. 4094).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux problèmes viticoles : *Assainissement quantitatif et qualitatif du marché vinicole* [18 octobre 1963] (p. 5262, 5267, 5268).

Fait personnel : *Sur le droit de parler à propos des vins provenant de cépages hybrides* [25 octobre 1963] (p. 5898, 5899).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux calamités atmosphériques [25 octobre 1963] (p. 5673, 5679, 5680).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES CULTURELLES : *Améliorations de l'accès des sites présentant un intérêt culturel; action en faveur de la culture; rôle de la France; problème de la jeunesse* [9 novembre 1963] (p. 7092, 7093);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : *Débarrasser l'agriculture française de ses excédents; avantages d'un système contractuel; possibilité donnée aux agriculteurs de traiter d'égal à égal avec leurs acheteurs, industriels ou commerçants; protection étendue sur tous les agriculteurs; caractère de liberté accordée à l'agriculture française* [12 décembre 1963] (p. 7864, 7865);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Période d'incitation à l'assurance; interprétation restrictive de l'article 675 du Code rural; établissements d'ostréiculture et de mytiliculture; place des commissions paritaires à l'échelon régional et*

*national; modalités de la garantie; étalement des annuités de l'emprunt; effort entrepris par le Gouvernement en faveur des agriculteurs* [21 avril 1964] (p. 838, 839); Art. 4 : *Assiette de la contribution sur la totalité des primes ou cotisations* [22 avril 1964] (p. 874); Art. 6 : *Critères d'appréciation de l'article 675 visant la valeur des récoltes, les cultures, le cheptel mort ou vif* (p. 881); Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le dernier alinéa de l'article 7 par les mots « et en fonction de l'importance des revenus de l'exploitation »* [23 avril 1964] (p. 902); Art. 676 du Code rural (p. 902); *acceptation du sous-amendement du Gouvernement* (p. 903); *son amendement (Compléter le texte proposé pour le dernier alinéa de l'article 7 par les mots « au regard des revenus de l'exploitation »)* (p. 903); Art. 13 : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 675-2 du Code rural* (p. 908); *ne pas porter atteinte à la législation existante* (p. 908); *possibilité ou non de cumul des dispositions proposées par le Gouvernement et de celles de l'article 679 du Code rural* (p. 909); après l'Art. 14 : *Respect de la législation en vigueur en matière de prêts agricoles et de remise gracieuse d'annuités de remboursement* (p. 901); *ses explications de vote : Donner à l'agriculteur la garantie nécessaire; amélioration du projet au cours des navettes* (p. 917). En deuxième lecture : *Charges nouvelles pesant sur les petites exploitations; application souple du dernier alinéa de l'article 13* [23 juin 1964] (p. 2122); *protection des agriculteurs* (p. 2122); Art. 4 bis : *Assurance contre la grêle retenue ou non comme critère pour les exploitations viticoles* (p. 2126); Art. 13 : *Refus de l'octroi du prêt* (p. 2130);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, Art. 9 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de l'article 9, à insérer un nouvel alinéa : « Au cas où, au moment de la mise au point de la convention de campagne, les représentants des producteurs agricoles apporteraient la preuve que leur groupement est capable d'effectuer une partie du programme de transformation, l'autre partie contractante ne pourra refuser cette transformation par les producteurs que si le prix de revient de ces opérations est supérieur*

à celui demandé par elle » [4 juin 1964] (p. 1634, 1635); Art. 16 : *Fixation du prix dans le contrat; problèmes en matière de céréales* (p. 1642); *problème de l'intégration; ses observations sur le sous-amendement de M. Arthur Moulin* (p. 1643);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. 3 : *Cas des officiers qui, après avoir quitté l'armée, ont trouvé un emploi dans l'aviation civile; problème du cumul de la retraite et du traitement* [ 8 octobre 1964] (p. 3047);

— sur la motion de censure : *Grève du lait n'étant qu'un prétexte; Gouvernement ayant fait voter les deux lois d'orientation; progrès accomplis depuis cinq ans; abattre éventuellement le Gouvernement, voire la V<sup>e</sup> République; libéraliste de la V<sup>e</sup> République* [27 octobre 1964] (p. 3959, 3960);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Calamités agricoles; abattement sur les frais de consommation d'énergie électrique aux exploitations qui ont dû, à cause de la sécheresse, utiliser une grande quantité d'eau; importance de la compagnie d'aménagement des landes de Gascogne; modifier les règles appliquées pour l'amélioration des logements ruraux; création à Bordeaux d'une place de cotation des vins* [5 novembre 1964] (p. 4698); BUDGETS MILITAIRES : *Situation de certaines unités cantonnées encore en Algérie à Mers-el-Kébir et au Sahara; respecter les aviateurs qui ont la lourde charge de défendre la France; situation en Grande-Bretagne et aux États-Unis* [6 novembre 1964] (p. 4869);

— du projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Partie insalubre de la Gironde; redonner vie et espoir à la région du Languedoc-Roussillon; dispositions du projet relatives au tourisme; problème de l'agriculture; contrôle préalable de la toxicité des produits chimiques, de leur effet sur les sols; mesures de protection de l'homme; nécessité de la prudence; gîtes à larves; fabrication d'engrais agricoles* [12 novembre 1964] (p. 5353, 5354); *traitement insecticide dans les départements et territoires d'outre-mer; consultation des chambres d'agriculture* (p. 5354); après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau: « Les syndicats de communes visés au dernier*

*alinéa de l'article 175 du Code rural seront habilités à effectuer les travaux relevant de l'application de la présente loi* (p. 5359); après l'Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Massot; cas de l'outre-mer* (p. 5360);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Indépendance de la nation; importance des vecteurs pilotes; utilisation militaire de l'espace; équipage des forces aériennes stratégiques; service militaire* [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5749, 5750);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 51 : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Nilès* [8 décembre 1964] (p. 5932).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Députés subissant des pressions venant de l'extérieur; comité départemental d'action laïque de la Gironde; lutter contre la colonisation de l'enseignement primaire par le syndicat national des instituteurs; directeurs d'école des centres ruraux; suppression d'écoles dans certaines petites communes; traitement d'un proviseur de lycée; démission des parents d'élèves devant leurs responsabilités* [19 mai 1965] (p. 1436 à 1438).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Bilan de l'activité des comités d'entreprise; fournir à ces comités des garanties et des moyens nouveaux; leur rôle de conseil; ne pas porter atteinte à l'unité de direction; avis favorable de la Commission de la production* [28 juin 1965] (p. 2677 à 2679); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant après le premier alinéa du texte proposé par le premier alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 à insérer le nouvel alinéa suivant: « Le comité est consulté sur l'affectation de la contribution de un pour cent sur les salaires à l'effort de construction et sur l'attribution des logements réservés aux salariés de l'entreprise en raison de cette contribution »* (p. 2701); *permettre aux comités d'entreprise de donner leur avis* (p. 2702); *logements réservés aux salariés de l'entreprise* (p. 2702); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le premier alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 par le nouvel*

alinéa suivant: « L'employeur contribue aux frais de fonctionnement des comités d'entreprise et au financement des œuvres sociales et culturelles que celui-ci prend en charge. Cette contribution ne peut être inférieure à un pourcentage minimum de la masse globale des salaires, fixé, par catégories d'entreprises, par un arrêté conjoint du Ministre du Travail et du Ministre de tutelle, ni aux minima définis dans la loi n° 49-1053 du 2 août 1949 » (p. 2703); contribution minimum (p. 2703); Art. 3: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa du texte proposé pour le paragraphe c) de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945; « il doit être informé des problèmes généraux intéressant l'organisation, la gestion et la marche de l'entreprise; il est obligatoirement consulté avant toute décision mettant en cause la politique de l'entreprise ou son mode d'organisation et de gestion et notamment... » (p. 2705); comité devant être largement informé et consulté (p. 2706); ses observations sur les paroles de M. Grandval (p. 2706); son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour le paragraphe c) de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 par les mots « ou à l'inspecteur des lois sociales en agriculture » (p. 2707); son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour le paragraphe c) de l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945 par la nouvelle phrase suivante: « Un règlement d'administration publique précisera pour chaque catégorie d'entreprise le délai qui doit s'écouler entre la communication des projets de compression d'effectifs au comité et leur mise en application » (p. 2707); Art. 5 (suite): Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 4 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 à substituer aux mots « à une obligation de discrétion à l'égard », les mots « de respecter le secret » [29 juin 1965] (p. 2726); obligation de discrétion; information du comité d'entreprise sur la politique de l'entreprise et son mode d'organisation de gestion; problème de la structure des effectifs et de la durée du travail (p. 2726); problème de la divulgation de secrets de fabrication (p. 2727); intervention des juridictions pour les divulgations à caractère confidentiel (p. 2729); Art. 7: Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article: « Dans les entreprises occupant

plus de 250 salariés, les ingénieurs, les chefs de service et les cadres administratifs, commerciaux ou techniques assimilés ont au moins un délégué titulaire élu dans les mêmes conditions. La catégorie susvisée constitue un collège spécial » (p. 2733); représentation des cadres (p. 2733); Art. 8: Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Caille, après les mots « inspecteur du travail », à insérer les mots: « ou s'il y a lieu à l'inspecteur des lois sociales en agriculture » (p. 2735); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 8, après les mots « inspecteur du travail », à insérer les mots « ou s'il y a lieu à l'inspecteur des lois sociales en agriculture » (p. 2736); son sous-amendement à l'amendement de M. Caille et tendant, après les mots « inspecteur du travail », à insérer les mots « ou s'il y a lieu à l'inspecteur des lois sociales en agriculture » (p. 2736); son amendement tendant à compléter l'article 8 par le nouvel alinéa suivant: « Des décrets détermineront les conditions d'application du présent article dans les professions, industries et commerces dont les salariés ne sont pas habituellement occupés d'une façon continue dans les mêmes lieux » (p. 2736); profession du bâtiment et des travaux publics (p. 2736); entreprises possédant plusieurs chantiers (p. 2736); Art. 9: Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 14 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945, après les mots « leurs fonctions », à insérer les mots « dans le cadre des activités dudit comité et... » (p. 2738); crédit d'heures accordé au représentant syndical (p. 2738); rétribution d'un délégué syndical pour des activités qui ne seraient pas celles du comité d'entreprise (p. 2738); Art. 12: Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 après les mots « l'inspecteur du travail », à insérer les mots « ou de l'inspecteur des lois sociales en agriculture » (p. 2742); Art. 13: Amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 24 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 après les mots « l'inspecteur du travail », à insérer les mots « ou l'inspecteur des lois sociales en agriculture » (p. 2744); étendre le champ d'application de la loi à l'agriculture (p. 2744).

Décédé le 5 octobre 1965 [J.O. du 7 octobre 1965] (p. 8864).



Son éloge funèbre est prononcé [7 octobre 1965] (p. 3355).

**LAUDRIN (M. Hervé)**, *Député du Morbihan, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, **n° 656** [20 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 904) relatif au fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers, **n° 954** [9 juin 1964].

Son rapport supplémentaire fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 210), adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, **n° 1979** [25 juin 1966].

Son deuxième rapport supplémentaire ayant le même objet, **n° 2151** [15 novembre 1966].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2235), adopté avec modification par le Sénat, en deuxième lecture instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, **n° 2236** [9 décembre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Etablissement progressif de la parité sociale entre le monde agricole et le reste de la nation; rachat des cotisations; augmentation de la retraite des agriculteurs; dépôt souhaitable d'un projet de loi sur l'assurance-accident; amélioration nécessaire de la retraite des vieux; instauration d'une allocation-logement complétant la retraite; retard culturel des campagnes françaises* [10 janvier 1963] (p. 564, 565); après l'Art. 50 : *Amendement de M. Commenay (Paiement des cotisations par compensation sur les prestations): Avantages de la solution consistant à prélever ces cotisations sur les prestations de retraite vicillesse* (p. 567, 568); *amendement de M. Collette (Remplacement des cotisations cadastrales par une cotisation assise sur le bénéfice agricole forfaitaire): Disparité existant entre les revenus des petites exploitations françaises* (p. 569); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Inégalité des chances de la jeunesse agricole devant le problème de l'instruction; agrément des écoles d'agriculture privées; indemnité journalière dans les centres d'apprentissage; critères d'attribution des bourses; persistance de l'exode rural; problème de l'habitat rural; nécessité de multiplier les crédits pour l'adduction d'eau; attribution de crédits aux S.A.F.E.R.* [11 janvier 1963] (p. 649, 650); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Augmentation souhaitable de l'aide accordée à certains grands infirmes* [14 janvier 1963] (p. 771); EDUCATION NATIONALE : *Problèmes relatifs à la formation de la jeunesse; inquiétudes provoquées par la réforme des structures des fédérations sportives; attitude parfois sclérosée de certains dirigeants; bilan positif en matière sportive de la précédente législature; préparation des prochains jeux olympiques; nécessité de commencer le mouvement populaire en faveur du sport dès l'école primaire; maisons de jeunes; développement souhaitable du micro-équipement en matière de foyers de jeunesse; subvention accordée à l'Association des parlementaires sportifs; extension du rayonnement des associations sportives* [19 janvier 1963] (p. 1262 à 1264); titre IV, *Son amendement (Suppression des crédits accordés à l'Amicale parlementaire sportive)* (p. 1273);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération franco-allemande : *Ses observations sur l'encyclique Pacem in terris et le mur de Berlin* [13 juin 1963] (p. 3354);

— du projet de loi réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif : *Mouvement de protestation qui agite actuellement les fédérations sportives; contenu des arrêtés réglementant leur organisation; recours gracieux déposés contre ces arrêtés; doctrine du sport service public et ses dangers; texte déposé par M. Billères concernant la réglementation de la profession d'éducateur physique ou sportif et son identité avec le présent texte; caractéristiques particulières de l'éducation sportive; diversité des formations existantes selon les disciplines; la nécessité de réduire le présent texte aux problèmes de l'éducation physique* [27 juin 1963] (p. 3758 à 3760); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Exclusion de l'éducation sportive du champ des présentes dispositions): Problème de l'octroi des diplômes sous le contrôle des fédérations sportives* (p. 3761).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. de Chambrun, Bord, Flornoy, Nilès et Darchicourt sur le fonctionnement des fédérations sportives et la formation des cadres : *Problèmes de la limitation des saisons sportives; agrément des fédérations affinitaires; développement du nombre de leurs adhérents; subventions olympiques attribuées aux clubs; relations entre la jeunesse française et allemande et la mise sur pied de l'organisme de gestion chargé de cette question; rapprochement constaté entre l'Union nationale des étudiants de France et l'Union internationale des étudiants; nécessité d'un grand débat sur les problèmes de la jeunesse* [18 juillet 1963] (p. 4286 à 4288).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 12 : *Fixer la base des cotisations sociales agricoles* [10 décembre 1963] (p. 7775);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : *Caractère inutile du renvoi en commission; référence aux idées du Gouvernement Léon Blum; avantages du système de l'économie contractuelle* [12 décembre 1963] (p. 7865 à 7867); Art. 1<sup>er</sup> :

*Résorption des excédents éventuels non mise à la charge des industries alimentaires* (p. 7871); *portée du terme: production des exploitations familiales agricoles* (p. 7873); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 7 (Caractère obligatoire des stipulations de l'accord homologué)* (p. 7877); Art. 10 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase de cet article à substituer aux mots « sur délégation », les mots « après accord »* (p. 7879); Art. 13 : *Problème des prix et de l'extension des marchés* (p. 7881); Art. 16 : *Empêcher l'extension des capitaux américains, notamment dans l'avi-culture* (p. 7883, 7884); *rôle de l'extension familiale* (p. 7884, 7885);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, Art. 14 : *Problème de l'aide des entreprises privées absorbant la production des agriculteurs* [4 juin 1964] (p. 1644); Art. 16 : *Cas des paysans obligés d'en passer par l'intermédiaire de grosses entreprises; fixation du prix de base; prix indiqués dans un contrat* (p. 1643); Art. 16 A : *Ne pas supprimer toute liberté pour les individus n'entrant pas dans les groupements de producteurs, contrats individuels* (p. 1644); Art. 16 B bis : *Situation des contrats en cours* (p. 1645, 1646); Art. 16 D : *Situation des petits paysans cultivant 5 ou 6 hectares et élevant 20.000 à 25.000 poulets dans l'année* (p. 1647); Art. 16 E : *Gravité du problème; rédaction défectueuse de l'article; sauvegarde de l'entreprise agricole menacée dans certaines régions par des entreprises industrielles; cas de « Bretagne-conserves »* (p. 1649); ses explications de vote : *Nécessité d'adopter la proposition; texte général favorable aux agriculteurs; position du groupe communiste* (p. 1653, 1654);

— du projet de loi relatif au fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers, en qualité de Rapporteur : *Utilité et originalité des dispositions proposées; situation des travailleurs étrangers; discussion du projet de loi relatif à l'expropriation des terrains où se trouvent des bidonvilles; acuité du problème; organisation du Conseil d'Administration du Fonds d'action sociale; sa modification; dispositions financières; action sociale bienfaisante pour les travailleurs étrangers* [16 juin 1964] (p. 1938 à 1940); Art. 2 : *Son amendement*

tendant à une nouvelle rédaction de cet article; abrogation du premier alinéa de l'article premier de l'ordonnance n° 58-1381 du 29 décembre 1958 portant création du Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie (p. 1944); existence du fonds (p. 1944, 1945);

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Nécessité de toujours se prononcer en toute liberté; ne pas céder aux pressions, même et surtout accompagnées de violence; véritables leaders de l'opposition ne s'étant pas fait entendre; opposition n'ayant pas présenté de programme; application des textes votés; problème de l'enseignement agricole privé; réalisations indiscutables en matière agricole* [27 octobre 1964] (p. 3967, 3968);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Pouvoir de contrôler telle ou telle activité sportive donné à une fédération nationale; ses observations sur la F.S.G.T.* [30 octobre 1964] (p. 4303); *crédits destinés à l'enseignement privé* (p. 4309); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Assurance maladie des exploitants agricoles; couverture de l'accident; enseignement agricole; problème du lait; techniques du froid; ramassage et conservation du lait* [5 novembre 1964] (p. 4723);

— du projet de loi déposé par le Sénat, tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de M. La Combe; problèmes de la santé relevant du Ministère de la Santé publique; éviter toute atteinte à la liberté* [15 décembre 1964] (p. 6121); *difficulté d'établir qu'un doping est contraire à la santé* (p. 6121, 6122); Art. 3 : *Problème du médecin agréé* (p. 6123); en deuxième lecture : *Texte n'aboutissant pas à faire dépendre l'action judiciaire de l'initiative du médecin agréé; officier de police judiciaire restant libre d'engager ou non cette action; problème du doping se posant pour de grandes épreuves* [20 mai 1965] (p. 1473, 1474).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux incidences des accords de Bruxelles [18 décembre 1964] (p. 6246, 6248, 6249).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Sa question de savoir si dans le premier plan d'équipement les fonds ont été*

*consommés dans leur totalité; commencer les travaux sans délai; problème du financement et des augmentations de prix de la construction* [24 juin 1965] (p. 2426);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur les paroles de M. Christian Bonnet; article de « la Liberté du Morbihan »* [12 octobre 1965] (p. 3509); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Mise en accusation de la politique agricole du Gouvernement; ses observations sur les volailles; maintien des chances de l'agriculture française; loi d'orientation agricole; possibilité de favoriser l'élevage; réorganisation des marchés et des foires à partir des groupements de producteurs; maisons départementales d'élevage; information éducative des milieux ruraux* [28 octobre 1965] (p. 4293, 4294);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Le Goasguen tendant à réglementer la profession de professeur et moniteur de danse ainsi que les établissements où s'exerce cette profession, Art. 1<sup>er</sup> : *Educateurs physiques et sportifs; danse rythmique; problème des nouveaux diplômés; loi du 8 août 1963* [16 novembre 1965] (p. 4660); *enseignement de la danse rythmique* (p. 4660).

Est entendu sur les questions orales, sans débat, de MM. Dupuy et Georges Germain, relatives à l'interdiction d'un film (Suzanne Simonin : *la Religieuse* de Diderot) [29 avril 1966] (p. 1038).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Couverture du risque accidents des exploitants agricoles; développement de l'élevage; fonctionnement du F.A.S.A.S.A.; crédits d'adductions d'eau; installation d'étables modernes; modernisation de l'habitat des ruraux; situation des petites exploitations familiales; problèmes concernant les volaillers* [27 octobre 1966] (p. 3957, 3958); *ses observations sur la pomme de terre; cas de la Bretagne; interventions du crédit agricole* (p. 3958); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les paroles de M. Cornette* [2 novembre 1966] (p. 4125); *situation scolaire dans*

le département du Morbihan; cantines scolaires; problème du ramassage [3 novembre 1966] (p. 4168);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, en qualité de *Rapporteur*: *Loi sur l'assurance maladie et chirurgie des exploitants agricoles; couverture du risque accident; obligation d'assurance; choix par l'assuré de son assurance; versement des prestations* [23 novembre 1966] (p. 4764, 4765); Art. 1<sup>er</sup>: *Constitution d'une assurance minimum pour les petits exploitants; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 4771); Art. 1234-1 du Code rural: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article: « Les personnes désignées aux 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> de l'article 1106-1 doivent être assurées dans les conditions prévues au présent chapitre. Toutefois, en ce qui concerne les enfants mineurs visés au 4<sup>o</sup> de l'article 1106-1, l'assurance obligatoire prévue au présent chapitre ne couvre pas les accidents de la vie privée »* (p. 4772); *situation des enfants mineurs; cas des accidents de leur vie privée* (p. 4772); Art. 1234-3 du Code rural: *Frais de réadaptation fonctionnelle et de rééducation professionnelle* (p. 4772); Art. 1234-5 du Code rural: *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à remplacer les mots « Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre du Travail », par les mots « Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre des Affaires sociales »* (p. 4773); Art. 1234-7 du Code rural: *Souscription d'un contrat* (p. 4773); Art. 1234-8 du Code rural: *Rôle de la carte d'assurance* (p. 4773); Art. 1234-9 du Code rural: *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à remplacer les mots « Ministre des Finances et des Affaires économiques », par les mots « Ministre de l'Economie et des Finances »* (p. 4774); *rôle du bureau central de tarification* (p. 4774); *ses observations sur l'amendement de M. Becue* (p. 4774); après l'Art. 1234-10 du Code rural: *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Cas d'accident causé par un tiers)* (p. 4775); *modalités de recours contre le tiers auteur de l'accident* (p. 4775); *son amendement tendant après le texte proposé pour l'article 1234-10 du Code rural à insérer un nouvel*

*article (Fichier de la mutualité sociale agricole)* (p. 4775); *ses observations sur les paroles de M. Boscary-Monsservin* (p. 4775); Art. 1234-11 du Code rural: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « Indépendamment des peines contraventionnelles établies par décret en forme de règlement d'administration publique, en cas de défaut d'assurance, le bénéfice des avantages d'ordre économique accordés aux agriculteurs sera refusé aux personnes visées à l'article 1234-2 qui ne justifient pas qu'elles aient satisfait à l'obligation d'assurance instituée au présent chapitre »* (p. 4775, 4776); *problème des peines contraventionnelles* (p. 4776), Art. 1224-12 du Code rural: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Droit des prestations de l'assurance maladie, de l'assurance accident et des maladies professionnelles)* (p. 4776); après l'Art. 1234-13 du Code rural: *Compétence juridictionnelle* (p. 4776, 4777); Art. 2 bis: *Cas où l'inaptitude à l'exercice de la profession agricole résulte pour partie d'un accident ou d'une maladie professionnelle* (p. 4777); après l'Art. 2 bis: *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Accidents des enfants mineurs)* (p. 4778); *rattachement à l'AMEXA pour les accidents de la vie privée des enfants mineurs et des assimilés* (p. 4778, 4779); *situation des personnes âgées de 65 ans* (p. 4779); Art. 3: *Son amendement tendant: 1<sup>o</sup> à partir des mots « chapitre III du titre III du Livre VII du Code rural », à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article: « ...pourront obtenir de plein droit qu'il soit mis fin à leur contrat ou adhésion en cours pour les risques définis audit chapitre. Si elles bénéficient auprès d'un organisme d'assurance de garanties ne remplissant que partiellement les conditions fixées par le décret précité, elles pourront faire procéder à leur modification »; 2<sup>o</sup> en conséquence, à rédiger comme suit le début du quatrième alinéa de cet article: « Les parties devront mettre fin au contrat ou à l'adhésion... »* (p. 4780); *modification de l'ancien contrat; assurance des professions libérales* (p. 4780); *situation du petit exploitant agricole* (p. 4780); *retrait de son amendement* (p. 4781); Art. 4: *Son amendement tendant dans le texte proposé pour l'article 1262-1 du Code rural après les mots « du Bas-Rhin et de la Moselle », à supprimer les mots « en ce qui concerne les adhérents ou les collectivités débitrices des cotisations*

*d'assurance accidents qui en font la demande... »* (p. 4782); Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article : « Dans un délai de six mois à compter de la date de promulgation de la présente loi, le Gouvernement déposera... »* (p. 4782); *dépôt d'un texte relatif à l'assurance obligatoire des ouvriers agricoles contre les accidents du travail ; rôle du Fonds commun des accidents du travail agricole* (p. 4783); *ses observations sur le système d'assurance libre* (p. 4784); *nécessité d'une assurance pour les exploitants et d'une assurance pour les ouvriers agricoles* (p. 4785); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ce projet de loi devra tenir compte du fait que dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les salariés des professions agricoles et forestières relèvent du régime d'assurance accidents agricole obligatoire en vigueur dans ces départements »* (p. 4786).

Est entendu sur les questions orales, sans débat, relatives à la sécurité de la circulation [2 décembre 1966] (p. 5207).

**LAUNAY (Mme Odette)**, *Député de la Seine-20<sup>e</sup> circonscription (U.N.R. - U.D.T.)*.

En remplacement de M. Habib-Deloncle devenu Secrétaire d'Etat.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommée membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755).

Donne sa démission de cette Commission [18 juin 1963] (p. 3528).

Est nommée membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [19 juin 1963] (p. 3578).

Donne sa démission de cette Commission [25 juin 1963] (p. 3711).

Est nommée :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [26 juin 1963] (p. 3736), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale char-

gée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle) [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694);

— membre de la Commission supérieure de la Caisse nationale de prévoyance [19 février 1963] (p. 2247).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives à la reconnaissance de paternité hors mariage, n° 198 [21 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines conséquences du divorce ou de la séparation de corps en ce qui concerne la garde des enfants, n° 325 [7 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 367) tendant à régler, au regard de la Sécurité Sociale, les droits du conjoint survivant d'un travailleur

salarié qui entreprend ou poursuit une activité salariée, n° 463 [17 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 331 du Code de la Sécurité Sociale en accordant une majoration de pension au-delà de trente années d'assurance, n° 617 [29 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 548), tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées, des allocations d'aide sociale, n° 852 [22 avril 1964].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 548), tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale, n° 857 [28 avril 1964].

Sa proposition de loi tendant à permettre, pendant une période de six mois, la revision des pensions de retraite de la Sécurité sociale, liquidées entre 60 et 65 ans, n° 1054 [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 343 du Code de la Sécurité sociale pour permettre le calcul de la pension sur les meilleures années de l'activité salariée, n° 1177 [18 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi : 1° tendant à majorer les allocations familiales en faveur des orphelins (n° 878); 2° tendant à créer une allocation familiale en faveur des orphelins (n° 1068), n° 1353 [6 mai 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1365) adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, n° 1468 [17 juin 1965].

Sa proposition de loi complétant l'article 11 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux, n° 1641 [28 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1630) portant réforme de l'adoption, n° 1662 [10 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1556), modifié par le

Sénat, relatif à la tutelle aux prestations sociales, n° 1785 [27 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1876) tendant à compléter les obligations des propriétaires envers les concierges à l'occasion des congés annuels, n° 2036 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée, en qualité de *Rapporteur*: *Nécessité d'accorder aux femmes seules, n'ayant qu'un enfant mineur infirme et n'exerçant aucune activité professionnelle, le bénéfice de la prestation familiale, dite d'éducation spécialisée* [25 juillet 1963] (p. 4514); Art. 2 bis: *Son amendement tendant à rédiger le début de cet article*: « L'article L 527 du Code de sécurité sociale » (p. 4515); Art. 3: *Son amendement tendant à transformer en alinéa la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L 543-1 du Code de sécurité sociale* (p. 4515); *son amendement au nom de la Commission tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L 543-1 du Code de la sécurité sociale, à substituer aux mots « visés au premier alinéa du présent article », les mots « visés aux alinéas ci-dessus »* (p. 4515, 4516);

— du projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale, en qualité de *Rapporteur*: *But de ce projet: garantir le bon emploi des prestations familiales et sociales; maintenir la tutelle pour les seuls enfants diminués mentaux; utilité de ce projet* [13 mai 1964] (p. 1176); Art. 1<sup>er</sup>: *Ses observations sur l'amendement de M. Musmeaux* (p. 1178); *son sous-amendement à l'amendement de MM. Dupuy et Cance (ajouter les mots « ou d'une déficience physique »)* (p. 1178); *son amendement tendant à l'avant-dernier alinéa de l'article premier à substituer aux mots « peut être présumé se trouver », les mots « se trouve »* (p. 1179);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 3: *Son sous-amendement à l'amendement*

de M. Ribadeau Dumas tendant, dans le texte proposé, à insérer après les mots « les associations familiales », les mots « les associations de jeunes, les associations féminines » [28 mai 1964] (p. 1473); permettre aux femmes auditrices et téléspectatrices d'être représentées au Conseil d'administration du nouvel Office (p. 1473);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : Industries d'art, de mode et de création; importance de ces industries au point de vue des devises [25 novembre 1964] (p. 5606).

Est entendue sur la question orale, sans débat, relative à l'allocation aux personnes âgées, en qualité de suppléant de M. Henry Rey [27 novembre 1964] (p. 5709).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, en qualité de Rapporteur pour avis : Emancipation de la femme; détermination de la position respective des époux dans le mariage; gestion de la nouvelle communauté; problème du régime dotal; participation aux acquêts; partage des économies du ménage; liberté dans la gestion des biens; problème de l'application rétroactive de la loi nouvelle; possibilité de modifier le régime matrimonial après deux ans d'application; mari restant l'administrateur de la communauté [26 juin 1965] (p. 2588, 2589); Art. 214 du Code civil : Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 214 du Code civil par les dispositions suivantes : « Le tribunal tiendra compte, le cas échéant, de la contribution respective des époux à l'entretien du ménage et à l'éducation des enfants ainsi que de la participation de chacun des époux aux travaux de son conjoint » (p. 2607); tenir compte des activités de l'épouse dans la contribution des charges du ménage (p. 2607); Art. 223 du Code civil : Son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas du texte proposé pour l'article 223 du Code civil (p. 2613); rôle du tribunal de grande instance (p. 2613); Art. 224 du Code civil : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 224 du Code civil (Biens acquis par la femme par ses gains et salaires dans l'exercice d'une profession séparée de celle de

son mari) (p. 2628); retrait de son amendement (p. 2628); Art. 1425 du Code civil : Son amendement tendant à la suppression du texte proposé pour cet article (p. 2629); Art. 220 du Code civil : Son amendement tendant au début du troisième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « tout achat d'objet », les mots « tout achat d'objets, d'appareils, de véhicules » (p. 2630); retrait de son amendement (p. 2631); Art. 5, Art. 4 du Code de commerce : Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 4 du Code de commerce à supprimer les mots « sauf le recours réservé au mari par l'article 223 du Code civil » (p. 2652); Art. 7 du Code de commerce : Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 7 du Code de commerce (p. 2653);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 14 : Taxe d'encouragement à la production textile; budget de l'institut textile de France; problème de la haute couture; prestige de notre industrie textile; concurrence étrangère [8 octobre 1965] (p. 3420, 3421); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966 : SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Cas des orphelins; création d'une allocation familiale en faveur des orphelins; situation des orphelins de guerre et des enfants devenus orphelins à la suite d'accidents du travail; comparaison avec la Belgique et la Suède; politique des revenus; situation des personnes âgées; Commission Laroque [27 octobre 1965] (p. 4186, 4187);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à compléter l'article 11 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux, Art. unique : Ses observations sur l'amendement du Gouvernement [10 novembre 1965] (p. 4637);

— du projet de loi portant réforme de l'adoption, en qualité de Rapporteur pour avis : Problème de l'adoption sous son aspect social et familial; encourager les mères célibataires à garder leur enfant; protection de l'enfance; intégration de l'enfant dans la famille de l'adoptant; cas des mères célibataires; assimilation de l'enfant adopté aux enfants légitimes; hommage aux familles adoptives de France [17 novembre 1965] (p. 4691, 4692); Art. 345-1

du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux alinéas (Adoption en présence de descendants légitimes) (p. 4695); cas des parents ayant des enfants légitimes (p. 4695); ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann (p. 4696); après l'Art. 348 : Son amendement tendant à insérer après cet article un article 348-1 bis nouveau ainsi conçu : « Le consentement à l'adoption ne pourra valablement être reçu si la mère appelée à le donner a accouché de cet enfant depuis moins de trois mois » (p. 4696); état déficient de la mère (p. 4697); Art. 348-3 : Son amendement tendant, dans la dernière phrase du premier alinéa de cet article, après les mots « être reçu par », à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « Un représentant du directeur du service de l'aide sociale à l'enfance lorsque l'enfant a été remis à cet organisme » (p. 4697); son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « trois mois », les mots « six mois » (p. 4698); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après la première phrase à insérer la phrase suivante : « Lorsque la personne qui a donné ce consentement est mineure, le délai de rétractation sera porté à un an » (p. 4698); cas des mères célibataires; cas d'une jeune mère mineure (p. 4698); son amendement tendant à rédiger comme suit la première phrase du troisième alinéa de cet article : « Si, à l'expiration du délai de six mois, ou, le cas échéant, d'un an, le consentement... » (p. 4698, 4699); Art. 350 : Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « La mise en œuvre de la procédure tendant à une déclaration d'abandon devra être précédée au moins trois mois auparavant d'un avertissement écrit adressé aux parents » (p. 4700); ses observations sur les paroles de M. Foyer (p. 4701); son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article : « L'abandon est apprécié compte tenu de la situation des père et mère, de leurs possibilités et des marques d'intérêt données par ceux-ci à leur enfant » (p. 4701); pouvoirs d'appréciation du tribunal (p. 4701); Art. 354 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Un acte de naissance énonçant l'année, le jour et l'heure, le lieu de la naissance, le sexe de l'adopté ainsi que ses prénoms, est établi à la requête du Procureur de la République »*

*(p. 4703); son amendement tendant à compléter la dernière phrase du dernier alinéa de cet article par les mots suivants : « mais pourront toutefois être communiqués, à titre de renseignement, et sur sa demande à l'enfant adopté devenu majeur » (p. 4703); permettre à l'enfant devenu majeur de connaître ses origines réelles (p. 4703); après l'Art. 361 : Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Adoption sans rupture des liens avec la famille d'origine) (p. 4705); Art. 50 du Code de la famille et de l'aide sociale : Son amendement tendant dans le paragraphe 2° de cet article à substituer aux mots « trois mois », les mots « six mois et, le cas échéant, d'un an » (p. 4707); Art. 55 du Code de la famille et de l'aide sociale : Son amendement tendant, dans le paragraphe 4° de cet article à substituer aux mots « trois mois », les mots « six mois » (p. 4708, 4709); Art. 64 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « trois mois », les mots « six mois » (p. 4709); son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots « après le délai de trois mois », les mots « après le délai de six mois ou d'un an lorsque la personne qui a donné son consentement est mineure » (p. 4709);*

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 8 : *Son sous-amendement tendant, dans le paragraphe 2 de l'amendement du Gouvernement à insérer le paragraphe 2 bis suivant : « Les ventes d'objets d'art, de mode et de création et, en général, tous articles dits « articles de Paris » effectuées sur le territoire métropolitain à des particuliers domiciliés à l'étranger et qui en effectuent le paiement en devises étrangères » [21 décembre 1965] (p. 5017).*

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative à l'enfance inadaptée; création d'une prestation familiale dite « d'éducation spécialisée »; la formation d'éducateurs spéciaux; la possibilité de faire bénéficier les enfants inadaptés des prestations de l'assurance-maladie au-delà de l'âge limite de 20 ans [29 avril 1966] (p. 1041, 1043, 1044).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux pensions de Sécurité sociale : *Réforme de la Sécurité sociale ; augmenta-*



*tion des retraites en fonction des versements complémentaires réellement versés; la possibilité de prendre une retraite à taux plein dès l'âge de 60 ans; le mode de calcul des retraites au moment de la liquidation des pensions* [27 mai 1966] (p. 1569, 1570).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 2 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à ajouter un nouvel alinéa (Cas des membres des professions qui avaient adhéré à l'assurance volontaire de la Sécurité sociale)* [9 juin 1966] (p. 1854); Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à remplacer les mots « 213 », par les mots « 314 »* (p. 1865); *retraité de son amendement* (p. 1865); Art. 14 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à remplacer les mots « 213 », par les mots « 314 »* (p. 1870);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le 3<sup>o</sup> de l'article 24 : « Les délits prévus par les articles 312 (alinéas 6, 7 et 8), 334 et 335-6<sup>o</sup>, 349... »* [10 juin 1966] (p. 1918); *ses observations sur les établissements de prostitution* (p. 1918);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la tutelle aux prestations sociales, en qualité de *Rapporteur* : *Définition de la profession de tuteur; éléments servant à déterminer les frais de tutelle; responsabilités du tuteur* [3 octobre 1966] (p. 3058); *tutelle à l'allocation de logement versée aux familles* (p. 3058);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 13 : *Nécessité d'instituer un conseil des maires des communes associées* [11 octobre 1966] (p. 3294);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INDUSTRIE : *Difficultés des industries d'art et de création; conception de l'artisanat en Allemagne et en Italie; problème de la haute couture* [7 novembre 1966] (p. 4304, 4305);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Sanson, tendant à compléter les obligations des pro-

priétaires envers les concierges à l'occasion des congés annuels, en qualité de *Rapporteur* : *Indemnité de congé; indemnité, dite de remplacement; ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [15 décembre 1966] (p. 5582, 5583); Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Jeanneney par la phrase suivante: « Ce plafond sera révisé chaque fois que la rémunération du concierge, fixée par des accords de salaires, aura varié d'au moins 5 % »* (p. 5584); Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre « Proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 13 janvier 1939 relative aux obligations des employeurs envers les concierges à l'occasion des congés annuels »* (p. 5584).

**LAURENT (M. Marceau)**, Député du Nord, 6<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1<sup>o</sup> du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat; 2<sup>o</sup> du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678).

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection

contre la pollution, Art. 2 : *Mode de classement des cours d'eau; protection des intérêts des fédérations de pêche et de ceux des riverains* [14 novembre 1963] (p. 7220);

— du projet de loi relatif au fonds national de l'emploi, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 3 à substituer au mot « reclassés », le mot « occupés »* [28 novembre 1963] (p. 7551);

— du projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale, Art. 1<sup>er</sup> : *Bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale; bureaux d'aide sociale; caractère imprécis du texte* [13 mai 1964] (p. 1177, 1178);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Débloquer le compte spécial du Trésor pour le remboursement des marks des rapatriés; revalorisation de la retraite sur la base d'une pension d'invalidité de 10 % à partir de 65 ans; crédits prévus au budget de 1965; revendications des anciens combattants; date du délai de remboursement* [20 octobre 1964] (p. 3392, 3393);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES CULTURELLES : *Difficultés rencontrées par les sociétés de musique locales; situation des départements du Nord et du Pas-de-Calais; enseignement de la musique; fédération des centres musicaux ruraux; subventions communales* [14 octobre 1965] (p. 3656).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique à l'égard des anciens combattants : *Remboursement des monnaies allemandes déposées par les rapatriés dans les centres d'accueil; abaissement de l'âge d'entrée en jouissance de la retraite professionnelle à taux plein pour les anciens prisonniers de guerre et internés* [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1621).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par une nouvelle phrase (Réglementation des « portions ménagères » ou « parts de marais »* [11 octobre 1966] (p. 3298); *ses observations sur son amendement* (p. 3298); en deuxième lecture, Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article (Régime*

*juridique des portions ménagères ou parts de marais)* [17 novembre 1966] (p. 4651);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème des monnaies allemandes déposées par les rapatriés dans les centres d'accueil; rôle de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre; politique de compression de personnel; absence d'établissement public habilité à accueillir et à soigner les grands invalides dont l'état exige la présence d'une tierce personne* [18 octobre 1966] (p. 3486).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale sans débat relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4062, 4069, 4070).

**LAURIN (M. René)**, Député du Var, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32), [3 octobre 1963] (p. 5021), [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3832), [18 octobre 1966] (p. 3517).

Est élu président de cette commission [13 décembre 1962] (p. 65), [9 octobre 1963] (p. 5107), [29 octobre 1964] (p. 4165), [20 octobre 1965] (p. 3917), [19 octobre 1966] (p. 3603).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte

sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5752);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre du Comité d'examen des comptes de la Marine [8 mai 1963] (p. 2802).

#### Dépôts :

Son rapport fait, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 41) Ministère des armées : Section marine, n° 25 [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux communes d'obtenir des concessions trentenaires pour l'exploitation des bains de mer et des plages, n° 379 [21 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 60) adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction, n° 550 [1<sup>er</sup> octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 40, Ministère des Armées, Section marine, n° 568 [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087). Annexe n° 36. Rapport sur les crédits du Ministère des Armées, Titre III : Effectifs et gestion, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1345) relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, n° 1381 [21 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Annexe n° 35, Rapport sur les crédits du Ministère des Armées. Titre III : Effectifs et gestion, n° 1533 [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044). Annexe n° 27. Services du Premier Ministre : IV : Secrétariat général de la Défense nationale. Annexe n° 38. Dépenses militaires, Crédits du Ministère des Armées, Titre III : Effectifs et gestion, n° 2050 [3 octobre 1966].

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TOURISME : *Rattachement du tourisme aux Services du Premier Ministre; portée de cette réforme; nécessité de promouvoir une politique du tourisme; problème de l'hôtellerie; faiblesse des taux des profits dans ce secteur; différentes possibilités en vue de développer l'industrie hôtelière; adaptation de la Sécurité sociale à l'hôtellerie; problème des ports de plaisance; utilité des vacances; problème de la quatrième semaine de congés payés* [16 janvier 1963] (p. 922, 923); CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Participation de la marine à la force de frappe nationale; mise en chantier du sous-marin atomique; défense des accès maritimes de la France et de ses lignes de communication; répartition et homogénéité des forces navales d'intervention; rôle opérationnel de nos bâtiments de guerre dans l'aide aux Etats africains et malgache; montant des différents crédits affectés à la marine française; économies réalisées; nouvelles dépenses engagées; situation de la flotte française au 1<sup>er</sup> janvier 1963; son tonnage; ses effectifs; mise en service de nouveaux bâtiments de construction nouvelle; problème de l'efficacité des chantiers navals; situation actuelle de l'aéronautique navale; conséquences de la fin des opérations en Algérie; modifications d'effectifs; crédits relatifs au matériel; bases de l'aéronavale; problème du financement du remplacement des avions d'interception Aquilon par des avions Crusader; différents types d'avions embarqués sur des porte-avions modernes; suppression des crédits prévus pour une frégate lance-engins et différents autres bâtiments et affectation de ces crédits à l'achat de Crusader; conséquences sociales d'une telle mesure dans les arsenaux de Brest et de Lorient* [23 janvier 1963] (p. 1546 à 1550); Art. 16 : *Amendement du Gouvernement (Augmentation des mesures nouvelles de dépenses en capital): achat de Crusader; nécessité de maintenir le lancement de la troisième frégate; la situation des arsenaux maritimes* [24 janvier 1963] (p. 1616);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, Art. 23 : *Amendement du Gouvernement (Situation des sociétés procédant à des cessions immobilières): Notion*

*de droit immobilier; système des « clés en mains »; taux élevé de l'argent en France; nécessité de prévoir des droits égaux pour ceux qui sont propriétaires directs et pour ceux qui auront souscrit des actions dans des sociétés immobilières* [19 février 1963] (p. 2237);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 15 : *Amendements de M. Didier (Responsabilité des régimes d'assurance-vieillesse des non-salariés à l'égard des rapatriés): Nécessité de trouver une solution rapide en faveur des rapatriés se trouvant dans la situation visée par cet article* [29 mai 1963] (p. 3102); Art. 17 : *Conséquences modérées du maintien du demi-décime; nécessité de reconsidérer à tête reposée le problème de l'impôt sur les jeux* (p. 3110); Art. 6 : *Cas des ventes de tapis prétendument en provenance de la douane après saisie* (p. 3127); Art. 10 : *Cas des exemptions fiscales qui porteraient sur les exercices clos au cours des années 1963-1964* (p. 4132); Commission mixte paritaire : *Signification du maintien du demi-décime; problème de la taxation des gains réalisés au P.M.U.* [12 juin 1963] (p. 3305).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Floret relatives à la politique viticole : *Dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi sur les calamités agricoles* [21 juin 1963] (p. 3685).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises sur la motion de renvoi en Commission déposée par M. Regaudie : *Nécessité de ne pas retarder le vote du présent texte; cas de la région méditerranéenne en ce qui concerne le problème des incendies; participation de détachements militaires à la lutte contre les incendies de forêts* [11 juillet 1963] (p. 4070, 4071); Article additionnel : *Son amendement (Création de corps de sapeurs-forestiers dans les forêts exposés aux incendies)* (p. 4100);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction, en qualité de *Rapporteur*: *Ses observations sur les types de contrats: Vente en l'état futur d'achèvement, contrats de vente à terme, contrats préliminaires, ventes « clés en main » à tempérament; discussion d'un texte destiné à donner un support législatif à un texte réglementaire; caractère*

*touffu et compliqué du texte; possibilité de hausse du prix de revient de la construction; nécessité de la simplification; certitude de la garantie; limitation de la spéculation; extension de la libre entreprise [2 octobre 1963] (p. 4972, 4973); Art. 1<sup>er</sup>: Son opposition à l'amendement de M. Ballanger (Contrat de construction) (p. 4981); son amendement, au nom de la Commission spéciale sur la conformité des contrats aux contrats prévus par la présente loi (p. 4981, 4982); ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement (Garantie des souscripteurs) (p. 4982); Art. 2: Son amendement au nom de la Commission spéciale sur la portée de la loi sur les sociétés (p. 4982); Art. 3: Son amendement au nom de la Commission spéciale (Conditions de l'inapplication de la présente loi): Nécessité d'exclure du champ d'application de la loi les constructions relevant de la législation sur les habitations à loyer modéré (p. 4982); son amendement au nom de la Commission spéciale sur la rédaction du titre premier: Dispositions applicables en cas de vente (p. 4982); Art. 4: Possibilités offertes par la pluralité de contrats à l'acquéreur (p. 4983); son amendement au nom de la Commission spéciale sur la nature du contrat de vente (p. 4983); Art. 5: Son amendement au nom de la Commission spéciale (La vente en l'état futur d'achèvement) (p. 4983); interdiction faite à l'acheteur de diminuer la valeur du gage du vendeur en passant des baux sur l'immeuble avant l'achèvement de la construction (p. 4984); après l'Art. 5: Son amendement sur la nullité du contrat de vente en l'état futur d'achèvement (p. 4984); droits des souscripteurs et des futurs acheteurs dans le contrat de vente en l'état futur d'achèvement (p. 4984); assimilation de la notion de réception des travaux à celle de l'achèvement de l'immeuble (p. 4984); Art. 6: Son amendement au nom de la Commission spéciale; notion de promesse de vente (p. 4984); Art. 7: Son amendement au nom de la Commission spéciale sur le syndicat de copropriétaires (p. 4984); constitution obligatoire d'un syndicat de propriétaires sur les droits proportionnels dont chaque propriétaire dispose dans la copropriété (p. 4985); rôle du maître de l'ouvrage et des futurs propriétaires (p. 4985); conservation par le copropriétaire de tous ses droits (p. 4985); Art. 8: Son amendement présenté également par M. de Tinguy et Carter (Nombre de voix dont dispose chaque propriétaire); ses observations*

*sur le contrat de vente en l'état futur d'achèvement; assemblée générale de syndicat des copropriétaires [3 octobre 1963] (p. 4997); après l'Art. 8: Son amendement au nom de la Commission spéciale et de MM. de Tinguy et Carter (Rôle du syndicat, mandataire légal des propriétaires) (p. 4998); insertion dans un règlement d'administration publique des dispositions de l'amendement de M. Ballanger (p. 4998); Art. 9: Son amendement au nom de la Commission spéciale (Date de transfert de l'immeuble et le paiement du prix) (p. 4998); Art. 10: Son amendement au nom de la Commission spéciale et de M. Carter (Condamnation des versements avant le transfert) (p. 4999); Art. 11: Son amendement au nom de la Commission spéciale tendant, après les mots « toute constitution » à insérer les mots « par le vendeur » (p. 5000); Art. 11 bis: Son amendement au nom de la Commission spéciale et de M. Carter (Prêts dans le contrat de construction); interdiction de conclure la vente avant l'obtention des prêts; ses conditions (p. 5000); rejet de l'amendement de M. Ballanger (p. 5001); Art. 11 ter: Son amendement et celui de M. Carter et M. de Tinguy sur les garanties en cas de vices; recours de l'acheteur contre le vendeur (p. 5001); acceptation du sous-amendement de M. Maziol (Délai de l'action) (p. 5002); nécessité de limiter la durée du recours de l'acheteur vis-à-vis du vendeur (p. 5002); application de l'article 1641 du Code civil (p. 5003); Art. 11 quater: Son amendement au nom de la Commission spéciale et de M. Carter (Devoirs du cédant) (p. 5004); cession des droits de l'acheteur pendant la durée de la construction (p. 5004); indications du cédant au cessionnaire (p. 5004); éléments donnés par le cessionnaire (p. 5004); Art. 13: Son amendement au nom de la Commission spéciale et de M. de Tinguy sur le dépôt de garantie (p. 5005); Art. 14: Son amendement au nom de la Commission spéciale et de M. de Tinguy (Dénonciation de l'engagement par le vendeur) (p. 5006); Art. 15: Son amendement et celui de M. de Tinguy (Restitution des fonds déposés à titre de garantie) (p. 5006); délai prévu dans le contrat synallagmatique (p. 5006); Art. 17: Son amendement et celui de M. Carter (Promesse de vente) (p. 5007); justification de la promesse de vente (p. 5007); Art. 18: Son amendement au nom de la Commission spéciale et de M. Carter (Réalisation de la vente) (p. 5007); garanties*

normales de l'acheteur (p. 5007); Art. 6 : Amendement au nom de la Commission spéciale et de M. Carter (Substituer aux mots « sauf au cas d'un contrat préliminaire dans les conditions prévues au chapitre II » les mots « sauf dans les conditions prévues aux chapitres II et III » (p. 5008); Art. 21 : Son amendement et celui de MM. de Tinguy et Carter sur la définition du contrat de construction (p. 5009); nature des obligations que contracte le promoteur; contrat passé par le promoteur, contrat de construction (p. 5009); obligations du promoteur (p. 5009); son amendement tendant à modifier le libellé du titre II (p. 5010); son amendement tendant, avant l'article 21, à insérer les dispositions suivantes « chapitre 1 du promoteur et du contrat de construction » (p. 5010); son amendement tendant, avant l'article 22, à supprimer les mots « chapitre premier du contrat de promoteur de construction en général » (p. 5010); Art. 22 : Son amendement et celui de M. Carter et de Tinguy sur la nullité du contrat de construction; institution d'une notion nouvelle d'acte écrit ayant date certaine (p. 5010); son amendement au nom de la Commission spéciale (Façon dont le contrat est conclu) (p. 5011); son amendement sur les coûts et conditions financières de l'opération de construction (p. 5012); son amendement au nom de la Commission spéciale sur les obligations du promoteur (p. 5012); Art. 24 : Son amendement au nom de la Commission spéciale tendant, à la fin de la première phrase de l'article 24 à substituer aux mots « contrat de promoteur » les mots « contrat de construction » (p. 5013); Art. 26 : Son amendement au nom de la Commission spéciale (Versement des fonds au promoteur); dépôt des fonds auprès d'un organisme qualifié (p. 5014); son amendement au nom de la Commission spéciale et de M. Ballanger (Devoirs du promoteur) (p. 5014); Art. 27 : Son amendement au nom de la Commission spéciale tendant à substituer aux mots « contrats de promoteur » les mots « contrat de construction » (p. 5014 et 5015); Art. 28 : Son amendement au nom de la Commission spéciale et de MM. de Tinguy et Carter (Engagements du promoteur) (p. 5015); délai de responsabilité du promoteur (p. 5015); promoteur, prestataire de services (p. 5016); son amendement au nom de la Commission spéciale (Syndicat qui représente l'universalité des copropriétaires; son rôle (p. 5016); Art. 30 : Son amendement au

nom de la Commission spéciale et de M. Carter (Nombre de voix de chaque propriétaire à l'Assemblée générale du syndicat) (p. 5016); Art. 31 : Son amendement au nom de la Commission spéciale (Syndicat mandataire légal des propriétaires) (p. 5017); son amendement au nom de la Commission spéciale et de M. de Tinguy tendant, dans le dernier alinéa, après les mots « déduction faite de 10 % de celles-ci » à insérer les mots « ainsi que les frais engagés » (p. 5019); Art. 33 : Son amendement au nom de la Commission spéciale (Application de l'article 1865 du Code civil): Définition de sociétés civiles de construction; Art. 34 : Son amendement au nom de la Commission spéciale (Nombre d'immeubles que peut construire une société) [8 octobre 1963] (p. 5049); son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 34 (p. 5050); Art. 35 : Son amendement au nom de la Commission spéciale et celui de M. Carter (Nécessité de conclure des contrats conformes aux dispositions du titre premier) (p. 5050); exclusion de toutes précisions d'ordre technique ou financier ou leur révision à titre prévisionnel (p. 5050); Art. 36 : Son amendement au nom de la Commission spéciale tendant à supprimer cet article (p. 5051); Art. 37 : Son amendement au nom de la Commission spéciale et celui de M. Carter sur le caractère préalable à toute cession de parts (p. 5051); Art. 37 bis : Son amendement au nom de la Commission spéciale et celui de MM. de Tinguy et Carter (Valeur relative des groupes de parts) (p. 5052); possibilité pour l'assemblée générale de modifier la quotité des droits et obligations d'un associé (p. 5052); après l'Art. 38 bis : Conditions de réunion de l'assemblée (p. 5053); Art. 40 : Son amendement au nom de la Commission spéciale tendant à supprimer les sociétés d'études (p. 5054); Art. 41 : Son amendement au nom de la Commission spéciale et celui de M. de Tinguy tendant à supprimer cet article (Opposabilité d'une modification du contrat de vente) (p. 5054); son amendement au nom de la Commission spéciale et celui de M. Wagner (Majorité exigée pour révision des statuts) (p. 5055); son amendement au nom de la Commission spéciale tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 42, à substituer au mot « autorisés » le mot « décidés » (p. 5055); son amendement tendant à supprimer les quatre derniers alinéas de cet article (p. 5055); après l'Art. 42 : Son amendement au nom de la

*Commission spéciale et celui de M. Carter (Recours accordé à tout associé devant le tribunal)* (p. 5056); Art. 43 : *Son amendement au nom de la Commission spéciale (Possibilités, en cas de résiliation du contrat de construction)* (p. 5056); Art. 44 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa à substituer aux mots « contrôlée par un » les mots « soumise au contrôle d'un »* (p. 5056); Art. 45 : *Son amendement et celui de M. Carter tendant, après les mots « mise en demeure » à insérer les mots « se faire autoriser par le tribunal à »* (p. 5057); Art. 46 : *Son amendement (Obligations contractées par la société)* (p. 5057); *relations entre objet social et obligations contractées par la société* (p. 5058); Art. 47 : *Son amendement et celui de M. Ballanger sur le dépôt de garantie* (p. 5058); *son amendement au nom de la Commission spéciale sur les indications du contrat préliminaire relatif à la constitution de la société* (p. 5058); *son amendement tendant, dans le dernier alinéa à substituer au mot « interdite » le mot « nulle »* (p. 5058); Art. 48 : *Ses amendements (Les fonds déposés)* (p. 5059); *son amendement (Dénonciation de l'engagement du promettant) : Ses observations sur la restitution du dépôt de garantie* (p. 5059); Art. 50 : *Son amendement au nom de la Commission spéciale sur le retrait des fonds déposés* (p. 5060); *son amendement sur la définition des fonds déposés* (p. 5060); après l'Art. 51 : *Son amendement (Cession des parts)* (p. 5060); *son amendement et celui de M. Carter sur la date de possibilité de la cession des parts* (p. 5060); *son amendement au nom de la Commission spéciale (Problème de la nullité)* (p. 5062); *son amendement au nom de la Commission spéciale (Limitations de l'interdiction prévue au présent article)* (p. 5062); *son amendement au nom de la Commission spéciale et celui de M. Carter (Souscription des augmentations de capital)* (p. 5062); Art. 52 : *Son amendement au nom de la Commission spéciale et celui de MM. de Tinguay et Carter tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « acte notarié » les mots « acte écrit ayant date certaine »* (p. 5062); *son amendement et celui de M. Carter sur les obligations du cessionnaire* (p. 5063); *son amendement au nom de la Commission spéciale et de M. Carter sur la souscription aux augmentations de capital et la cession de parts sociales* (p. 5063); *retrait de cet amendement; après l'Art. 52 : Son amendement au nom de la Com-*

*mission spéciale et celui de M. Carter sur la promesse de cession* (p. 5063); *son amendement et celui de M. Carter (Droits du cessionnaire)* (p. 5064); *son amendement et celui de M. Carter tendant, après l'article 52, à insérer l'intitulé suivant : section III bis : « De la promesse de cession de parts sociales »* (p. 5064); Art. 53 : *Son amendement (Dans la dernière phrase du premier alinéa, supprimer 41)* (p. 5064); *son amendement sur l'inopposabilité à l'acquéreur de parts* (p. 5065); *son amendement sur l'accroissement des charges résultant éventuellement de la défaillance d'un associé* (p. 5065); *efficacité de la procédure d'exécution* (p. 5065); *participation des autres associés aux charges éventuelles* (p. 5065); Art. 55 : *Son amendement sur les conditions d'attribution en propriété du lot* (p. 5065); Art. 56 : *Son amendement et celui de M. Carter sur le retrait anticipé de certains associés* (p. 5066); *son amendement (Suppression du dernier alinéa de l'article 56 (p. 5066); gages des créanciers sociaux résultant des retraits successifs* (p. 5066); Art. 57 : *Son amendement au nom de la Commission spéciale et celui de M. Carter tendant, au début de la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « il est » les mots « il peut être... »*; *son amendement au nom de la Commission spéciale sur l'attribution des parts résultant de l'incertitude sur le propriétaire* (p. 5066); après l'Art. 57 : *Son amendement au nom de la Commission spéciale et celui de M. Carter (Application des articles 38 bis, 42 bis et 45)* (p. 5066); *règles applicables aux sociétés dans la période postérieure à l'achèvement de la construction* (p. 5067); *son amendement au nom de la Commission (Intitulé de la section V)* (p. 5067); Art. 58 : *Son amendement sur le régime des sociétés coopératives de constructions d'habitations* (p. 5067); après l'Art. 58 : *Son amendement au nom de la Commission spéciale sur les conditions de réalisation du programme des constructions d'une société* (p. 5067); *son amendement sur les versements à la réalisation du programme de construction* (p. 5068); *son amendement sur les conséquences de l'exclusion d'un associé* (p. 5068); *son amendement sur la dissolution ou déconfiture d'une société* (p. 5068); Art. 59 : *Son amendement sur les limitations de parts ayant qualité de vendeur ou de promoteur* (p. 5068); Art. 61 : *Son amendement au nom de la Commission spéciale tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 61, à*

substituer aux mots « contrat des promoteurs » les mots « contrat de construction » (p. 5069); Art. 62 : Son amendement au nom de la Commission spéciale sur l'inopposabilité de clauses contraires à la présente loi (p. 5069); Art. 62 bis : Son amendement tendant à supprimer l'article 62 bis; après l'Art. 62 bis : Son amendement au nom de la Commission spéciale et celui de M. Carter sur la clause compromissoire (p. 5069); Art. 63 : Son amendement au nom de la Commission spéciale sur le caractère accessoire des locaux à usage d'habitation [9 octobre 1963] (p. 5089); son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa (3<sup>o</sup> de l'art. 63); modification des conditions financières (p. 5089, 5090); son amendement (Clauses éventuelles de variation des prix dans les contrats et les clauses pénales) (p. 5090); son amendement au nom de la Commission spéciale sur la présentation d'un devis descriptif détaillé (p. 5090); son amendement sur la durée prévue pour l'exécution des travaux (p. 5090); son amendement (Tenue de la comptabilité afférente à l'exécution du contrat de vente ou de construction) (p. 5091); son amendement tendant à insérer, dans le douzième alinéa de l'article 63, après les mots « assemblée générale » les mots « à l'exercice des droits des associés au pouvoir » (p. 5091); son amendement (Statuts types des sociétés coopératives de construction d'habitation); remboursement des associés d'après des versements éventuellement à réévaluer (p. 5091); après l'Art. 63 : Son amendement (Clauses éventuelles de variation des prix; échelonnement des versements) (p. 5091); coût de la construction (p. 5093); Art. 64 : Son amendement (Pénalités et les délais) (p. 5096); versements indus (p. 5096); son amendement au nom de la Commission spéciale (Restitution des sommes) (p. 5096); son amendement au nom de la Commission spéciale (Refus de rembourser les fonds) (p. 5097); son amendement (Libellé du chapitre): Infractions relatives au contrat de construction (p. 5097); Art. 65 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 65 à supprimer les mots « de construction d'un immeuble ou d'un groupe d'immeubles à usage d'habitation » (p. 5097); son amendement au nom de la Commission spéciale (Rédaction du troisième alinéa (1<sup>o</sup>) de l'article 65) (p. 5097); son amendement au nom de la Commission spéciale (Valeur relative des cotes parts) (p. 5097); son amendement au nom de la Commission spé-

ciale (Acceptation d'effets de commerce avant la date à laquelle la créance est exigible) (p. 5098); son amendement au nom de la Commission spéciale (Remboursement des fonds versés) (p. 5098); Art. 66 : Suppression du premier alinéa de cet article (p. 5098); son amendement au nom de la Commission spéciale tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 66 (p. 5098); Art. 67 : Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa « (3<sup>o</sup>) de l'article 67 »; questions des pénalités (p. 5098); son amendement au nom de la Commission spéciale (Nouvelle rédaction du cinquième alinéa 4<sup>o</sup> de l'article 67) (p. 5098); après l'Art. 67 : Son amendement au nom de la Commission spéciale (Pénalités) (p. 5099); Art. 69 : Son amendement au nom de la Commission spéciale (Précision des peines) (p. 5099); Art. 70 : Son amendement au nom de la Commission spéciale (Pénalités visant l'acceptation d'une somme d'argent avant l'achèvement des travaux) (p. 5099); Art. 71 : Son amendement au nom de la Commission spéciale tendant à la suppression de cet article (p. 5099); retrait de cet amendement (p. 5099); Art. 71 bis : Son amendement au nom de la Commission spéciale (Insérer un nouvel alinéa « Souscription ou acceptation d'effets de commerce ») (p. 5100); répression des versements abusifs demandés aux associés (p. 5100); son amendement au nom de la Commission spéciale (Insérer un nouvel alinéa après l'article 71 bis); cas où l'on ne se conforme pas aux dispositions de l'article 39 ou de l'article 58 bis (p. 5100); Art. 73 : Son amendement au nom de la Commission spéciale (Adoucissement des peines) (p. 5100); son amendement (Nouvelle rédaction de la fin du deuxième alinéa « 1<sup>o</sup> de l'article 73 ») (p. 5100); son amendement au nom de la Commission spéciale (Refus de rembourser les sommes déposées) (p. 5100); son amendement au nom de la Commission spéciale (Peines); retrait de cet amendement; après l'Art. 73 : Son amendement (Portée de l'article 73) (p. 5100); Art. 74 : Son amendement (Les amendes) (p. 5101); Art. 76 : Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article à supprimer les mots « ou administré » (p. 5101); son amendement, tendant dans le quatrième alinéa de l'article 76, après le mot « énumérées » à insérer les mots « par le règlement d'administration publique prévu » (p. 5101); son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 76 (p. 5102); Art. 77 : Son



*amendement (Nouveau libellé du titre VI)* (p. 5102); avant l'Art. 78 : *Son amendement sur les mesures transitoires* (p. 5102); Art. 78 : *Son amendement (Ventes, promesses de ventes ou d'achats, promesses de souscriptions)* (p. 5102); Art. 79 : *Son amendement (Sociétés de construction régies par la loi du 28 juin 1938, loi du 7 février 1953)* (p. 5103); Art. 80 : *Son amendement (Nouvelle rédaction de l'article 80)* (p. 5104); Art. 82 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5104); Art. 83 : *Son amendement sur l'abrogation du décret du 10 novembre 1954 ainsi que les articles 59 et 60 de la loi du 7 août 1957* (p. 5104); Art. 84 : *Son amendement (Nouvelle rédaction de l'article); pénalités prévues pour publicité fallacieuse* (p. 5104); Art. 8 bis : *Son amendement au nom de la Commission spéciale (Suppression du deuxième alinéa de l'article 8 bis); nombre de voix dont dispose le vendeur dans le syndicat* (p. 5105); Art. 10 : *Son amendement au nom de la Commission spéciale sur les versements avant le transfert de propriété* (p. 5105); Art. 22 : *Son amendement au nom de la Commission spéciale sur la nullité du contrat de construction* (p. 5106); après l'Art. 73 : *Son amendement au nom de la Commission spéciale (Portée du présent chapitre)* (p. 5106);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Cas de l'indivision d'un bien recueilli par succession* [22 octobre 1963] (p. 5323); *nécessité de poursuivre le débat* (p. 5328); Art. 10 : *Cas du corps de sapeurs-pompiers* [23 octobre 1963] (p. 5414); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Suppression de la détaxe pour les touristes étrangers; problème du tourisme social; allègement des charges sociales* [28 octobre 1963] (p. 5723, 5724); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Vote de M. Deschizeaux lors de la demande des pleins pouvoirs par le Maréchal Pétain* [29 octobre 1963] (p. 5867); BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Part du budget de la marine dans l'ensemble des crédits militaires; augmentation des crédits d'entretien; majoration des crédits; mise en chantier du sous-marin atomique; programme de construction pour les frégates et les appareils de l'aéronautique navale; situation des arsenaux de la marine; projet de réforme; licenciement éventuel de personnel* [7 novembre 1963] (p. 6725, 6726, 6727).

Ses observations sur le fait personnel de M. Deschizeaux, *vote lors des pleins pouvoirs demandé par le Maréchal Pétain; patriotisme de M. Deschizeaux* [29 octobre 1963] (p. 5872).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi adopté par le Sénat instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, en qualité de *Rapporteur* : *Histoire mouvementée de ce projet; modifications intervenues dans la conjoncture depuis novembre 1961; assurance-maladie-chirurgie des exploitants agricoles; protection de la paysannerie française; atteindre une véritable sécurité sociale agricole; assurance-accident* [19 novembre 1963] (p. 7312, 7313);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter l'article 5 par un nouvel alinéa (Dégâts causés aux forêts privées par les invasions d'insectes et les maladies cryptogamiques)* [22 avril 1964] (p. 879); *dévastation des forêts de pins de l'Esterel, de la Provence et du Var par le bostryche; ensemble de moyens mis en action par le Ministre de l'Agriculture ou le Service des eaux et forêts* (p. 880);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 5 : *Bureau de l'Assemblée pouvant autoriser la R.T.F. à installer ses caméras dans la salle des séances; question de principe* [28 mai 1964] (p. 1498);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées : *Situation des chasseurs du Var et d'un certain nombre de départements méridionaux; création des associations de chasse dans les communes; droit de chasse ne devant pas être supprimé sur le polygone de tir sur le point d'être installé dans le Var* [9 juin 1964] (p. 1703);

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, Art. 1<sup>er</sup> : *Désir du propriétaire d'être conseillé; architecte du propriétaire; locataire gérant; contestations infinies* [17 juin 1964] (p. 1985); Art. 1<sup>er</sup> (suite) : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement; nature des Commissions; limite de leur rôle; portée du recours* (p. 1992); Art. 3 : *Son*

*amendement tendant dans cet article à supprimer les mots « et pour une durée maximum de neuf ans » (p. 1993); majoration de loyer ne pouvant être demandée par le propriétaire du fait de l'incorporation à l'immeuble des améliorations résultant des travaux exécutés; réévaluation de l'immeuble pouvant être effectuée pour des raisons différentes; améliorations définitives; application du droit commun (p. 1993, 1994); après l'Art. 4 : Tenir compte de l'article additionnel (p. 1998);*

— du projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées, Art. 4 : *Gestion du budget par le Conseil de l'Office* [17 juin 1964] (p. 2005); Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer, après la première phrase du second alinéa de l'article 5, la nouvelle phrase suivante : « Il ne peut être conseiller municipal »* (p. 2007); *directeur étant un agent contractuel* (p. 2007); en deuxième lecture, Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Poncelet; nécessité de l'affectation de la totalité de la taxe additionnelle à l'Office du tourisme* [29 juin 1964] (p. 2318).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Tanguy-Prigent relatif à l'application de l'article 150 du Règlement [2 octobre 1964] (p. 2898).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965 : BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Diminution des dépenses ordinaires grâce à la réduction des effectifs; dépenses ordinaires, à partir du budget de 1966, augmentant d'au moins 5 % par an; difficultés rencontrées par les trois armes en raison du faible niveau des objectifs; nécessité du dégagement de certains officiers vers l'Education nationale; situation des sous-officiers non satisfaisante; prêt du soldat passant de 30 à 50 francs; octroi d'une prime de qualification pour les officiers; effectifs de la gendarmerie dans les départements n'étant pas modifiés; suppression de dix escadrons de gendarmerie mobile; projet de loi sur la réforme du service militaire* [6 novembre 1964] (p. 4840, 4841); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Cazenave* (p. 4860); Art. 29 : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Fontanet* (p. 4891); Art. 52 : *Situation des ingénieurs militaires sortis d'une grande école* (p. 4892); Art. 71 : *Possibilité de*

*reconvertir le domaine militaire et d'entrer en possession des crédits dégagés par l'aliénation éventuelle d'une partie de ce domaine* (p. 4893); *application des règles de la comptabilité publique* (p. 4893); *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4894); *Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965; Etat C : Amendement adopté à l'unanimité* [3 décembre 1964] (p. 5831);

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen des propositions de loi de M. Hersant : *1° tendant à rendre obligatoire le placement des réserves techniques des sociétés pratiquant l'assurance automobile en emprunts d'Etat destinés à la construction d'un réseau d'autoroutes de liaison; 2° tendant à une réforme de structure des sociétés d'assurances permettant d'associer les assurés à l'assurance automobile obligatoire à la gestion de leur risque; 3° tendant à modifier les conditions et les effets du retrait d'agrément des sociétés d'assurances; 4° tendant à instituer une réduction ou une majoration des primes d'assurance automobile, en fonction du risque représenté par le titulaire des contrats; proposition de constitution d'une Commission spéciale; ses raisons; problème de la procédure* [3 décembre 1964] (p. 5822);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Rôle de la Commission des finances; conséquences financières du projet; analyse financière du texte; service court exigeant une augmentation considérable du nombre des engagés, d'où une augmentation très importante des dépenses budgétaires; problème des engagés; armée de volontariat; marché du travail; problème des soldes; ses observations sur les dispenses; cas des sursitaires* [25 mai 1965] (p. 1521 à 1523); Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Le Theule tendant à substituer aux mots « 18 mois » les mots « 16 mois »* [26 mai 1965] (p. 1580); après l'Art. 3 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article : (Décret des cadres et effectifs)* (p. 1581); *ses observations sur les paroles de M. Sanguinetti* (p. 1582); Art. 16 : *Cas des houillères* (p. 1589); Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « sauf en ce qui concerne*

*les soutiens indispensables de famille* » (p. 1590); *service dans l'armée moderne devant être aménagé avec la suppression des sursis, avec un temps de service très court, effectué à l'âge de 18 ans et demi ou 19 ans au plus tard, par tous et sans aucune exemption* (p. 1591);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, Art. 2: *Son sous-amendement tendant à compléter le troisième alinéa de l'amendement du Gouvernement par la phrase suivante: « Cette indemnité est acquise par les intéressés en franchise de tous impôts »* [30 juin 1965] (p. 2786); *droit de présentation d'un successeur pour une charge représentant un capital; indemnité correspondant au prix de la charge* (p. 2786); En deuxième lecture, Art. 4 bis: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [9 novembre 1965] (p. 4596); *paiement de la taxe spéciale sur les plus-values de cession; droit de présentation du successeur; calcul de la valeur des charges et des offices* (p. 4596, 4597); *compensations proposées par le Sénat* (p. 4597); Article additionnel: *Problème des plus-values* (p. 4598); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 4598);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial: Budget des armées représentant 21,90 % du budget général de l'Etat; stabilité; déflation des effectifs militaires; armée de terre; formation des réserves; personnels de l'armée; caractère pléthorique des états-majors; suppression de deux régions militaires et de trente-neuf subdivisions; ses observations sur l'instruction et les matériels de la défense opérationnelle du territoire; niveau de recrutement; marine nationale; désarmement de bateaux de faible tonnage; armée de l'air; développement de la couverture radar; mise en œuvre des fusées; problème des soldes de l'armée de l'air; cas des arsenaux; centre de recherches et de tir des Landes; problème des engagements et des rengagements; prêt du soldat; calcul des soldes; parité des retraites; suppression des facilités de circulation des officiers; cas des veuves; gendarmerie; rappel des impôts pour des périodes où les officiers intéressés séjournèrent en Afrique du Nord; problème du logement; modernisation des transmissions de la gendarmerie; centre d'expérimentation du Pacifique* [21 octobre 1965] (p. 3928 à 3930); Art. 28: *Augmentation de la « subvention » à la*

*S.N.C.F. au titre des facilités de transport accordées aux militaires; révision des tarifs; « quart de place » consenti aux officiers et sous-officiers* (p. 3964); *suppression éventuelle des facilités accordées aux militaires pour leur transport en chemin de fer relevant du domaine réglementaire* (p. 3964, 3965); *déficit de la S.N.C.F.; remise en ordre des tarifs de la S.N.C.F.* (p. 3965); après l'Art. 59: *Ordonnance du 2 janvier 1959 précisant les conditions de constitution des budgets annexes; problème pour la gendarmerie; gendarmerie devant rester sous l'autorité du Ministre des Armées* (p. 3967, 3968); *situation des parlementaires vivantes et des veuves d'anciens parlementaires* (p. 3968); *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 3968); *cas de quatre officiers de différentes armes appartenant au service des recettes de munitions* (p. 3969); *remise en ordre des différentes circonscriptions militaires* (p. 3969); en seconde délibération, Art. 28: *Subvention à la S.N.C.F.; donner aux officiers le droit de voyager en seconde dans les mêmes conditions qu'auparavant; utilisation en première du demi-tarif* [28 octobre 1965] (p. 4331);

— du projet de loi portant création du corps militaire du contrôle général des armées, après l'Art. 7: *Nécessité de rajeunir les cadres et d'accélérer l'avancement* [28 avril 1966] (p. 995);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier: *Cas du département du Var; problème des incendies de forêts; ses observations sur les moyens financiers; lutte contre les sinistres; problème des forêts du Var étant un problème national; cas des forêts des Maures et de l'Esterel; charges financières pour les communes dans la lutte contre les incendies de forêts; dévouement des sapeurs-pompiers volontaires; rôle des hydravions « Catalina »; solution des mousses carboniques et des ingrédients projetés; réserves collinaires; protection civile; nécessité de créer un service national spécialisé; réquisition de l'armée; problème financier* [10 mai 1966] (p. 1178 à 1180);

— du projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de La Seyne, Art. 2: *Son amendement tendant au début du deuxième*

alinéa de cet article, après les mots « des salariés », à insérer les mots « y compris ceux qui étaient employés à la date du 11 mai 1966, ni à ceux du personnel mis à la retraite par anticipation, pour la part incombant à l'entreprise » [2 juin 1966] (p. 1657); droit des salariés (p. 1657, 1658); retrait de son amendement (p. 1658).

Son rappel au Règlement : *Douleur des populations de Saint-Raphaël et de Fréjus; calamités ayant ravagé cette région* [4 octobre 1966] (p. 3410, 3414).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 58 : *Retraites des veuves de guerre; interventions en faveur des anciens combattants* [18 octobre 1966] (p. 3501, 3502); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Problème des incendies de forêts; intervention des avions « Catalina »; situation des rapatriés; réforme des polices; affaire Ben Barka; insuffisance de la politique du Gouvernement; ses observations sur le rapport de M. Lavigne; problème et conséquence de l'acceptation des livraisons de vins tunisiens; exemple de l'accord conclu entre le Gouvernement français et le Gouvernement égyptien pour le remboursement d'un certain nombre de biens spoliés; impôt de solidarité nationale; indemnisation des rapatriés; amnistie* [24 octobre 1966] (p. 3790 à 3792); BUDGETS MILITAIRES, en qualité de Rapporteur spécial : *Augmentation des crédits militaires inférieure à celle du produit national brut; stabilité des budgets d'effectifs et d'entretien; fermeture des champs de tir du Sahara; retrait du N.A.T.O. de 300 officiers; stationnement de nos troupes en Allemagne; augmentation des salaires et des traitements; situation des sous-officiers; octroi d'une solde dès leur entrée aux élèves des écoles militaires; réforme du service de santé; réforme du cadre des ingénieurs; problème du quart de place; mode de calcul de l'indemnité compensatrice versée par le Ministère des Armées à la S.N.C.F.; ses observations sur la gendarmerie; ses effectifs, crédits de fonctionnement des services de documentation et de contre-espionnage* [25 octobre 1966] (p. 3814, 3812); Art. 25 : *Son amendement tendant à diminuer le montant des crédits du paragraphe II de cet article de 204 millions 400.000 francs* (p. 3852); *indemnité compensatrice versée à la S.N.C.F.; rôle*

*de la commission d'enquête; apport des militaires du contingent dans le trafic de la S.N.C.F.; leurs conditions de voyage; déficit de la S.N.C.F.; prix du Mirage IV; prêt du soldat; possibilité de prévoir deux permissions avec voyage gratuit au cours du temps légal; éventualité de la prise en charge par le budget des armées du prix du transport pour les longues permissions* (p. 3852, 3853); en seconde délibération, Art. 25 : *Problème du quart de place* [10 novembre 1966] (p. 4528, 4529);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Ses observations sur le coût de l'hélicoptère utilisé par M. Mitterrand* [7 décembre 1966] (p. 5347).

Mise au point au sujet de son vote sur la proposition de loi portant amnistie totale d'infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie [13 décembre 1966] (p. 5466).

**LAVIGNE (M. Jacques)**, Député de la Gironde, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [3 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et

de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305).

Est élu président de cette Commission [29 juin 1964] (p. 2368).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726);

— membre titulaire de la Commission

mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694);

— membre du Conseil national des services publics, départementaux et communaux [19 février 1963] (p. 2247).

Est élu président de la Haute Cour de Justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [4 juin 1963] (p. 3178).

Est nommé membre du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [16 juin 1965] (p. 2193).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation, et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22) (2° partie), Justice, n° 107 [15 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Justice, n° 599 [25 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1329) relative aux marques de fabrique, de commerce ou de service, n° 1369 [14 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine s'appliquant aux produits industriels, n° 1719 [23 décembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 16), adoptée par le Sénat, sur les marques de fabrique et de commerce, n° 1219 [8 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et

de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat en deuxième lecture, sur les marques de fabrique, de commerce ou de service, n° 1270 [17 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1581) relatif aux sociétés civiles professionnelles, n° 1837 [18 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1898), modifié par le Sénat, tendant à modifier et à compléter la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine, n° 1944 [17 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 1913), modifiant les dispositions du Code électoral relatives à la composition de l'Assemblée Nationale, n° 1948 [17 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1914) portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° 1949 [17 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1945) adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 63-1218 du 11 décembre 1963 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés, n° 1966 [23 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1414) relative à l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des biens possédés par des Français d'outre-mer, n° 1969 [23 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1516) tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement

établies des biens leur appartenant, n° 1985 [25 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique (n° 1996), adopté par le Sénat, modifiant les dispositions du Code électoral relatives à la composition du Sénat, n° 1998 [29 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1997), adopté par le Sénat, portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des sénateurs, n° 1999 [29 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1993), modifié par le Sénat, relatif aux sociétés civiles professionnelles, n° 2046 [3 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2108), modifié par le Sénat, en deuxième lecture, relatif aux sociétés civiles professionnelles, n° 2110 [27 octobre 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 34 de l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958 interdisant l'exploitation des hôtels et établissements assimilés par certains condamnés, n° 2161 [16 novembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Sort de la magistrature; réglementation de l'avancement; problèmes particuliers à certaines catégories; difficultés de recrutement; nécessité de faire bénéficier les juges d'instruction et les juges des enfants d'une bonification d'ancienneté; création souhaitable, dans chaque tribunal de grande instance hors classe d'un emploi de premier juge d'instruction; création de postes de premier juge des enfants; élévation à la hors classe des tribunaux à trois chambres; majoration de l'indemnité de fonction créée en 1958; fonctionnement du Centre national d'études judiciaires; comités*

de probation; fonctionnement du sursis avec mise à l'épreuve; difficultés pour nommer les juges titulaires de l'application des peines; développement du système de probation; difficultés des personnels des comités de probation; problèmes de l'enfance en danger et de l'éducation surveillée; nécessité de s'en tenir à des mesures provisoires dans les affaires de divorce et de séparation en ce qui concerne la garde des enfants; esprit qui doit animer les établissements d'éducation surveillée; rétablissement de quelques tribunaux de grande instance supprimés à la suite de la réforme; maintien du principe de l'inamovibilité des juges; fonctionnarisation éventuelle des greffes et fusion des professions d'avocat et d'avoué; réforme souhaitable de l'assistance judiciaire [21 janvier 1963] (p. 1333 à 1335);

— du projet de loi de finances rectificatif pour 1963, Art. 16 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Hoguet (Majoration des rentes viagères); application des dispositions prévues par le présent amendement lorsque la rente viagère résulte de l'abandon ou de la privation d'un droit d'usufruit* [29 mai 1963] (p. 3104);

— du projet de loi relatif aux forêts françaises, en qualité de *Rapporteur pour avis*, avant l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement au nom de la Commission: Nécessité de diviser le présent projet en trois titres distincts (organisation de la propriété privée, groupements forestiers, répression des délits en matière forestière)* [11 juillet 1963] (p. 4077); Art. 6 : *Son amendement au nom de la Commission à l'amendement du Gouvernement: Les sanctions prévues en cas de coupes non autorisées* (p. 4091); *système de constatation des délits* (p. 4094); Art. 16 : *Son amendement au nom de la Commission (Période durant laquelle l'interdiction de pâturages est en vigueur)* (p. 4099); Art. 17 : *Son amendement au nom de la Commission (Autorité compétente pour constater les infractions en matière de pâturages)* (p. 4099); en deuxième lecture, Art. 6 : *Problème de la répression des coupes abusives; rôle des personnels techniques des centres régionaux* [25 juillet 1963] (p. 4503, 4504);

— du projet de loi relatif aux objecteurs de conscience, Article additionnel : *Son amendement (Interdiction de la propagande en faveur des objecteurs de conscience)* [24 juillet 1963] (p. 4475);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problèmes des marchés d'intérêt national* [4 novembre 1963] (p. 6293); JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Situation des magistrats et leurs conditions d'avancement; administration pénitentiaire; lutte contre la délinquance juvénile; situation de certains greffes; réforme judiciaire* [5 novembre 1963] (p. 6447, 6448).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Rôle de la délégation à l'aménagement du territoire; combiner les efforts de la libre entreprise avec l'intervention de l'Etat; possibilité, pour l'estuaire de la Gironde, de recevoir les navires pétroliers; ranimer cette région se prêtant à un développement industriel* [27 novembre 1963] (p. 7503).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : *Projet constituant un progrès certain par rapport à la loi électorale actuelle; blocage rigoureux des listes étant en plus moral; abolition du second tour; caractère libéral du système; attitude de l'opposition* [21 mai 1964] (p. 1298);

— du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, dans la première phrase de l'article premier, après les mots « qui constituent le corps des électroniciens installateurs de la navigation aérienne d'autre part... », à insérer les mots « ainsi que les personnels chargés de l'instruction de ces deux catégories de fonctionnaires... »* [9 juin 1964] (p. 1735);

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Opposition à la constitution d'une commission spéciale; inutilité; désignation par la Commission des lois d'un rapporteur du projet* [11 juin 1964] (p. 1816); *bail à construction étant d'ordre purement juridique* (p. 1816);

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat sur les marques de fabrique et de commerce, en qualité de *Rapporteur: Proposition déposée par M. Armengaud tendant à donner aux marques de fabrique et de commerce un caractère juridique nouveau; loi du 23 juin*

1857; marques constituant de plus en plus le support publicitaire des échanges; raisons militant en faveur d'une réforme des législations sur les marques de fabrique; analyse de l'économie générale du projet [10 décembre 1964] (p. 6045, 6046); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « pseudonymes, les dénominations particulières », les mots « les pseudonymes, les noms géographiques sous une forme distinctive, les dénominations... » (p. 6046), référence aux dénominations particulières n'ajoutant pratiquement rien à la liste des signes pouvant servir de marque (p. 6046); après l'Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, après l'article premier, à insérer un nouvel article ainsi rédigé: « Le dépôt d'un nom patronymique à titre de marque n'interdit pas à un homonyme de faire usage de son nom. Toutefois, si l'usage porte atteinte aux droits de celui qui a déposé le nom à titre de marque, le déposant peut demander en justice soit la réglementation, soit l'interdiction de cet usage » (p. 6047); Art. 2: Son amendement tendant au début de cet article à substituer au mot « constituer », les mots « être considérés comme » (p. 6047); son amendement tendant à compléter cet article par deux nouveaux alinéas: « Ne peuvent, en outre, être considérées comme marques: celles qui sont constituées exclusivement de la désignation nécessaire et générique du produit et du service ou qui comportent des indications propres à tromper le public; celles qui sont composées exclusivement de termes indiquant la qualité essentielle ou la composition du produit et du service » (p. 6047); Art. 3: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Propriété de la marque acquise par le premier dépôt) (p. 6047); ses observations sur l'amendement de M. Houël (p. 6047); souci de protéger certaines marques (p. 6048); Art. 4: Amendements de M. Houël formant un véritable contreprojet (p. 6048); son amendement tendant à supprimer à cet article les mots « ou du lieu où il a été élu domicile » (p. 6049); Art. 5: Son amendement tendant à insérer le nouvel alinéa suivant: « Le dépôt de sa marque sera obligatoirement effectué auprès de l'institut national de la propriété industrielle » (p. 6049); Art. 8: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Effets du dépôt de la marque) (p. 6049, 6050); contingences internationales; arrangement de Madrid (p. 6050);

Art. 10: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 6050); Art. 11: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Propriétaire d'une marque pouvant être déchu de ses droits) (p. 6050); ses observations sur l'amendement de M. Houël; ne pas supprimer le système de déchéance, ceci étant l'une des innovations essentielles de la proposition de loi; preuve de non-exploitation (p. 6051); rectification de son amendement (p. 6051); Art. 12: Son amendement tendant au début de cet article à substituer au mot « l'annulation », les mots « la nullité » (p. 6051); Art. 13: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cession ou concession de licence de marque) (p. 6051); Art. 14: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « Toute modification au droit portant sur une marque ne sera opposable aux tiers que par mention au registre national des marques. » (p. 6051); Art. 15: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 6052); Art. 16: Difficulté de faire bénéficier des étrangers apatrides ou des étrangers réfugiés politiques (p. 6052); Art. 17: Ses observations sur l'amendement de M. Houël (p. 6052); Art. 19: Son amendement tendant à compléter cet article par des nouvelles dispositions suivantes: « Ainsi que des dispositions des articles 7 et 8 de la loi du 2 juillet 1963 sur les certificats de qualité et des textes pris pour leur application » (p. 6053); Art. 22: Son amendement tendant, au début du premier alinéa de l'article 22 à substituer au mot « l'annulation », les mots « la nullité » (p. 6053); ses observations sur l'amendement de M. Houël (p. 6053); son amendement tendant au début du premier alinéa de l'article 22 à substituer aux mots « en cas d'annulation », les mots « en cas de nullité » (p. 6053); Art. 27: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « les délais de distance prévus par la loi », les mots « les délais de distance prévus par l'article 552 du Code de procédure pénale » (p. 6054); Art. 33: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 423-2 du Code pénal, à supprimer les mots « du ou des inculpés » (p. 6055); Art. 38: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « ainsi que sa date d'entrée en vigueur » (p. 6056); Art. 40: Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article: « La présente loi entrera en vigueur le



1<sup>er</sup> août 1965. Elle est applicable aux territoires d'outre-mer » (p. 6056); Titre : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le titre de la proposition de loi : « Proposition de loi sur les marques de fabrique, de commerce ou de service »* (p. 6056);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *Gouvernement devant prendre à sa charge l'effort massif de modernisation des ports exigée par les données nouvelles du Marché commun ; critères retenus pour la définition des ports d'intérêt national ; situation de Bordeaux ; augmentation de son trafic depuis cinq ans ; développement régional ; nécessité de développer les réseaux de transports ferroviaires, routiers et fluviaux* [8 avril 1965] (p. 683, 684);

— de la proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski relative aux marques de fabrique, de commerce ou de service, en qualité de Rapporteur : *Permettre au pouvoir réglementaire d'harmoniser plus facilement les différents principes posés dans la loi fondamentale du 31 décembre 1964* [20 mai 1965] (p. 1468); Article unique : *Opposition de la Commission à l'amendement de M. Houël* (p. 1470); *opposition de la Commission à l'amendement de M. Pezé et de M. Houël* (p. 1470);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales : *Seconde délibération de plusieurs articles* [11 juin 1965] (p. 2064);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Problèmes relatifs à la navigation aérienne et au personnel ; personnels du secrétariat général à l'aviation civile ; progrès techniques en matière aéronautique et en matière électronique ; école nationale de l'aviation civile ; réformes de structure résultant de l'application de la loi du 2 juillet 1964 ; rôle du comité technique paritaire ; corps des électroniciens de la sécurité aérienne ; aérodromes de Pau, de Tarbes et de Perpignan ; indices de carrière accordés aux officiers contrôleurs et aux électroniciens de la sécurité aérienne ; évolution de la technique aéronautique* [22 octobre 1965] (p. 3996, 3997);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Liaison fluviale Atlantique-Méditerranée ; modernisation des canaux du Midi ; vallée de la Garonne ; canal des Deux-Mers* [4 novembre 1965] (p. 4474, 4475);

— du projet de loi relatif à la protection

des appellations d'origine s'appliquant aux produits industriels, en qualité de Rapporteur : *Protection des produits vinicoles ; cas des fabricants de fromage ; situation de certains producteurs de volailles ; nécessité d'accorder la protection réclamée par une activité régionale de qualité, en l'occurrence la fabrication de la porcelaine de Limoges ; loi fondamentale du 6 mai 1919 ; traité de Lisbonne du 31 octobre 1958 ; impossibilité de dresser aujourd'hui l'inventaire des produits d'une appellation d'origine ; moderniser la procédure de délimitation des appellations d'origine ; renforcer leur protection ; transfert de compétence du pouvoir judiciaire à l'autorité administrative* [26 avril 1966] (p. 927, 928); avant l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à insérer avant cet article un nouvel article (Modification de la loi du 6 mai 1919)* (p. 928, 929); *introduire le principe d'une protection équivalente pour tous les produits soumis au régime de droit commun ; problème des usages locaux, loyaux et constants* (p. 929); *son amendement tendant à insérer avant l'article premier un nouvel article (Action tendant à interdire de faire figurer sur les produits autres que ceux bénéficiant de l'appellation d'origine toute indication pouvant provoquer une confusion sur l'origine des produits)* (p. 929); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Procédure administrative de protection des appellations d'origine)* (p. 929); *délimitation de l'aire géographique par voie de décret* (p. 929, 930); Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article : « La loi du 6 mai 1919 est complétée par le nouvel article suivant : « Art. 7-2 (nouveau) : les décrets prévus à l'article 7-1... »* (p. 930); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 2* (p. 930); Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article : « La loi du 6 mai 1919 est complétée par le nouvel article suivant : « Art. 7-3 (nouveau) : les décrets prévus aux articles 7-1, 7-2 sont... »* (p. 930); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 930); Art. 5 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « La loi du 6 mai 1919 est complétée par le nouvel article suivant : « Art. 9-1 (nouveau) : les peines prévues à l'article 8 ainsi que les dispositions portées à l'article 9 sont applicables en cas d'utilisation de mentions interdites en vertu des articles premier et 7-2 »* (p. 931); Art. 6 : *Son*

amendement tendant à supprimer cet article (p. 931); après l'Art. 7 : Son amendement tendant à ajouter après cet article un nouvel article : « La présente loi ne déroge pas aux dispositions de caractère législatif relatives à la protection des appellations d'origine de produits particuliers » (p. 931); Titre : Son amendement tendant à rédiger comme suit le titre du projet de loi : « Projet de loi tendant à modifier et compléter la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine » (p. 931); en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Modifications faites par le Sénat; arrangement de Lisbonne; ses observations sur l'article 8 [17 juin 1966] (p. 2148); Art. A et Art. 3 : Ses observations sur les amendements de M. Foyer (p. 2149);

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, en qualité de Rapporteur : Ses observations sur la proposition de loi de M. Plevin tendant à instituer des sociétés coopératives d'architectes, sur la proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski et sur celle de M. Armengaud; médecine de groupe; situation des avocats; libre droit d'établissement en raison du Marché commun; utilité du projet de loi; son efficacité; économie générale du projet de loi; société civile professionnelle possédant la personnalité morale; société interprofessionnelle; fusion des professions judiciaires; répartition des parts sociales; problème des locaux professionnels des sociétés civiles professionnelles; leur régime fiscal; sociétés civiles de moyens [24 mai 1966] (p. 1420 à 1422); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Ces sociétés ont pour objet l'exercice en commun de la profession de leurs membres, notwithstanding toute disposition législative ou réglementaire réservant aux personnes physiques l'exercice de cette profession » (p. 1427); objet de la société (p. 1427); son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article premier : « Les conditions d'application de la présente loi à chaque profession seront déterminées par un règlement d'administration publique pris après avis des organisations les plus représentatives de la profession » (p. 1427); distinction entre « consultation » et « avis » (p. 1428); Art. 2 : Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article; son amendement tendant à remplacer le deuxième alinéa de cet article par de nouveaux alinéas

(Dispositions prévues par le règlement d'administration publique) (p. 1428); sociétés interprofessionnelles; avis conforme des organismes chargés de représenter la profession auprès des pouvoirs publics (p. 1428); ses observations sur les conseils juridiques; nécessité de protéger l'usager (p. 1429); ses observations sur le sous-amendement de M. de Grailly (p. 1432); avis conforme des professions intéressées (p. 1432); Art. 4 : Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné (p. 1433); Art. 5 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « Sauf disposition contraire du Règlement d'administration publique particulier à chaque profession, tout associé... » (p. 1433); problèmes professionnels qui se posent aux architectes (p. 1433); cas où une association représentative d'une profession est en désaccord avec une autre (p. 1433); après l'Art. 5 : Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné (p. 1434); Art. 6 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Les sociétés civiles professionnelles sont librement constituées dans les conditions prévues au Règlement d'administration publique particulier à chaque profession qui déterminera la procédure d'agrément ou d'inscription et le rôle des organismes professionnels » (p. 1434); procédure d'agrément pour les sociétés (p. 1434); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « titularisée dans l'office », les mots « nommée titulaire de l'office » (p. 1434); son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article (p. 1434); après l'Art. 7 : Son amendement tendant à insérer un article nouveau : « La raison sociale de la société civile professionnelle ne peut être constituée que par les noms et qualifications professionnelles des associés (p. 1434); caractère de société de personnes de la société civile professionnelle (p. 1435); Art. 8 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « imposer un capital minimum et... » (p. 1435); Art. 9 : Son amendement tendant à supprimer les deux dernières phrases du dernier alinéa de cet article (p. 1435); évaluation des apports en industrie (p. 1435); Art. 10 : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 1435, 1436); Art. 15 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « le règlement d'administration publique particulier à chaque profession », les mots « les statuts »

(p. 1436); conditions de nomination et de révocation des gérants (p. 1436); Art. 16 : Son amendement tendant, dans la dernière phrase de cet article à substituer aux mots « la part de responsabilité incombant à chacun », les mots « la part contributive de chacun dans la réparation du dommage » (p. 1436); Art. 17 : Extension des sociétés civiles professionnelles (p. 1436, 1437); Art. 18 : Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les apports en capital ne peuvent être rémunérés que par un intérêt fixe dont le taux déterminé chaque année ne peut excéder 6 % » (p. 1437); taux maximum de l'intérêt (p. 1437); Art. 19 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « par dérogation à l'article 184 du Code civil et sauf interdiction par le règlement d'administration publique particulier à chaque profession » (p. 1437, 1438); Art. 20 : Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « La société ou les associés doivent contracter une assurance de responsabilité civile professionnelle dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique particulier à chaque profession » (p. 1438); après l'Art. 21 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Cas du retrait d'un associé de la société) (p. 1442); ses observations sur la procédure d'agrément et d'approbation en cas de cession de parts (p. 1442); son amendement tendant après l'article 21 à insérer un nouvel article (Cession de parts sociales à des tiers avec le consentement des associés) (p. 1442); délai de trois mois; ses observations sur son amendement (p. 1442); cas d'un refus opposé par la société pour la cession des parts sociales (p. 1443); Son amendement tendant à insérer après l'article 21 un article 21 quater : « Sauf disposition contraire des statuts, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Si les statuts contiennent une clause limitant la liberté de cession, les dispositions de l'article 21 ter, alinéas 2 et 3, sont applicables à défaut de stipulations statutaires » (p. 1443); son amendement tendant après l'article 21 à insérer un article 21 quinquies (Société étant tenue, soit d'acquérir les parts, soit de les faire acquérir) (p. 1443); son amendement tendant, après l'article 21 à insérer un article 21 sexies (Constatation par écrit de la cession des parts sociales) (p. 1443); Art. 23 : Son amendement

tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux chiffres « 4 » et « 11 », les chiffres « 21 sexies » et « 21 ter » (p. 1444); son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article à remplacer le chiffre « 13 » par le chiffre « 21 quinquies » (p. 1444); son amendement tendant, dans la première phrase du dernier alinéa de cet article à substituer aux mots « au Règlement d'administration publique particulier à la profession », les mots « par les statuts » (p. 1444); Art. 25 : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Il en sera de même si la société constituée entre associés exerçant des professions différentes ne comprend plus, au moins, un associé exerçant chacune des professions considérées » (p. 1444); dissolution des sociétés interprofessionnelles (p. 1444); fonctionnement de la société (p. 1444, 1445); son amendement tendant à compléter l'article 25 par un nouvel alinéa (Possibilité pour un officier public et ministériel apporteur de son droit de présentation de recouvrer son office en cas de dissolution) (p. 1445); Art. 30 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « Les articles 1832 à 1872 du Code civil » (p. 1446); Art. 31 : Son amendement tendant après les mots « Art. 6 », à insérer le chiffre « 7 » (p. 1446); après l'Art. 32 : Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Application des dispositions de l'article 1717 du Code civil) (p. 1446); droit au maintien dans les lieux (p. 1446); son amendement tendant après l'article 32 à insérer le nouvel article suivant : « Les sociétés constituées en application de la présente loi sont soumises au régime de l'article 8 du Code général des impôts » (p. 1447); régime fiscal (p. 1447, 1448); retrait de son amendement (p. 1448); son amendement tendant après l'article 32 à insérer de nouvelles dispositions (Sociétés civiles de moyens) (p. 1448); problème des rémunérations et des honoraires (p. 1448); répartition des rémunérations (p. 1449); ses observations sur la demande d'une seconde délibération de l'article 2 (p. 1449); en seconde délibération, Art. 2 : Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly (p. 1450); son amendement tendant, après le deuxième alinéa de l'article 2 à insérer le nouvel alinéa suivant : « Les membres des professions visées à l'article premier ne peuvent entrer dans une société civile professionnelle groupant des personnes appartenant à des

professions différentes qu'à la condition d'y avoir été autorisés par l'organisme exerçant à leur égard la juridiction disciplinaire » (p. 1451); en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur: Liberté contractuelle des associés; problème des officiers publics ministériels; ses observations sur la société monoprofessionnelle; fonctionnement de la société; nomination, révocation et pouvoirs des gérants; conditions de vote au sein de la société; répartition des bénéfices; problème des loyers des locaux professionnels; régime fiscal des sociétés civiles professionnelles; imposition de la plus-value constatée lors de l'apport fait par un associé [4 octobre 1966] (p. 3111, 3112); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du dernier alinéa de cet article (Détermination des conditions d'application des articles premier à 32 de la présente loi à chaque profession par un règlement d'administration publique) (p. 3112); principe de l'application du projet de loi à toutes les professions libérales (p. 3112); Art. 2: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « appartenant à des professions libérales », à rédiger ainsi la fin de cet alinéa: « différentes qu'à la condition d'y avoir été autorisé par l'organisme professionnel prévu au règlement d'administration publique. Le refus d'autorisation devra être motivé » (p. 3113); problèmes posés par les sociétés comprenant à la fois des membres de professions non réglementées et des membres des professions réglementées; intervention des organismes disciplinaires de chaque profession lors de la constitution de sociétés groupant des personnes exerçant des professions différentes (p. 3114); après l'Art. 5: Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement après les mots « des sociétés civiles », à insérer le mot « professionnelles » (p. 3116); son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement par un nouvel alinéa: « Les articles 6 (2<sup>e</sup> alinéa) et 21 bis (3<sup>e</sup> alinéa) ne sont pas applicables aux sociétés constituées en application du présent article » (p. 3116); perception des rémunérations par la société (p. 3116); Art. 9: Son amendement tendant à supprimer les deux dernières phrases du second alinéa de cet article (p. 3117); ses observations sur les apports en industrie; problème de la constitution de sociétés civiles interprofessionnelles ou professionnelles grou-

pant de jeunes professionnels (p. 3117, 3118); conséquences de la conclusion d'un contrat entre un professionnel arrivé à l'âge de la retraite et un jeune (p. 3119); Art. 15: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « sont déterminés », à supprimer les mots « par le règlement d'administration publique ou à défaut » (p. 3119); notion de liberté contractuelle (p. 3119); Art. 17: Son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article: « En l'absence de dispositions statutaires déterminant le nombre total des voix et leur répartition entre les associés, chacun d'eux dispose d'une seule voix » (p. 3119); règles de votation (p. 3119); Art. 19: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « qu'à la condition de mettre en cause la société », les mots « qu'après avoir vainement mis en demeure la société et à la condition de la mettre en cause » (p. 3120); Art. 21 ter: Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « la demande d'agrément », les mots « le projet de transmission ou de cession » (p. 3120); son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer au mot « l'agrément », les mots « le consentement » (p. 3121); Art. 23: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « les conditions exigées par l'article 4 », à une nouvelle rédaction de l'alinéa (Attribution des parts sociales d'un associé décédé) (p. 3121); cas de décès d'un associé (p. 3121); son amendement tendant à la fin du troisième alinéa de cet article à substituer aux mots « remplissent les conditions exigées par l'article 4 », les mots « de l'intéressé » (p. 3122); Art. 26: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3122); Art. 33: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Législation applicable aux sous-locations et aux cessions de bail faites au profit d'une société professionnelle) (p. 3123); retrait de son amendement (p. 3123); Art. 33 bis: Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 3124); Art. 34: Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du paragraphe 3 de cet article (p. 3124); après l'Art. 34: Ses observations sur l'expression « sociétés civiles de moyens » (p. 3125); Art. 35: Problème de la constitution de sociétés civiles de moyens interprofessionnelles (p. 3125); désir des professionnels d'accéder à la société

civile professionnelle par paliers successifs; avant l'Art. 37 : Son amendement tendant à insérer avant cet article l'intitulé suivant : « Chap. 6. — Disposition commune » (p. 3127); Art. 37 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (*Option du statut de société coopérative*) (p. 3127) en troisième lecture, du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, en qualité de Rapporteur : Ses observations sur les apports en industrie; possibilité de permettre d'attribuer des parts d'intérêts en contrepartie des apports en industrie; pouvoirs des gérants; constitution des sociétés de moyens [15 novembre 1966] (p. 4573); Art. 15 : Ses observations sur l'amendement de M. Sabatier (p. 4574); situation des avocats et des avoués (p. 4574, 4575);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur onze propositions de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement de MM. Maurice Thorez, Hersant, Edouard Charret, Neuwirth, de Grailly, Lecocq, Krieg, Trémollières, Lolive, Georges Germain et Dubuis : Ses observations sur la seconde délibération [16 juin 1966] (p. 2109);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 63-1218 du 11 décembre 1963 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés, en qualité de Rapporteur : Portée de la loi du 11 décembre 1963; ses observations sur les catégories de bénéficiaires; moratoire judiciaire; dettes contractées postérieurement au rapatriement; réinstallation d'agriculteurs rapatriés; date limite pour la naissance des dites obligations reportée du 11 décembre 1963 au 15 mai 1966; rôle du juge sur la question des délais [24 juin 1966] (p. 2336, 2337);

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, en qualité de Rapporteur : Circonscriptions électorales définies à partir des circonscriptions administratives traditionnelles; modification des circonscriptions administratives de la banlieue et de la grande banlieue de Paris,

consécutive à la loi du 10 juillet 1964; réintégration des circonscriptions existantes dans les nouvelles limites départementales; quotient démographique national; création de deux circonscriptions nouvelles dans les Hauts-de-Seine; son opposition à la motion de renvoi [24 juin 1966] (p. 2347, 2348); Art. 1<sup>er</sup> : Carte électorale de la région parisienne (p. 2355); son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « visé à l'article L 125 », les mots « et des départements d'outre-mer visés aux articles L 125 et L 337 » (p. 2356);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des sénateurs, en qualité de Rapporteur : Dispositions du Code électoral relatives à l'élection des sénateurs; modifications apportées dans l'organisation administrative de la région parisienne par la loi du 10 janvier 1964; système du scrutin de liste à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne [29 juin 1966] (p. 2457, 2458);

— du projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions du Code électoral relatives à la composition du Sénat, en qualité de Rapporteur : Répartition des sièges de sénateurs entre les départements de la région parisienne [29 juin 1966] (p. 2459).

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 4 : Distinction entre le transfert automatique et le transfert possible par voie de Règlement d'administration publique [11 octobre 1966] (p. 3281, 3282); Art. 12 : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Réparation du préjudice subi par les collectivités) (p. 3290); ses observations sur son amendement (p. 3290); retrait de son amendement (p. 3290);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Lepage, tendant à modifier l'article 62 du Code de l'administration communale en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint, Article unique : Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du texte modificatif proposé par l'amendement du Gouvernement pour le premier alinéa de l'article 62 du Code de l'adminis-tration commu-

nale après les mots « à l'exception », à insérer les mots « des agents des douanes » [8 décembre 1966] (p. 5369); son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte modificatif proposé par l'amendement du Gouvernement pour le premier alinéa de l'article 62 du Code de l'administration communale après le mot « toutefois », à insérer les mots « les agents des douanes » (p. 5369); ses observations sur la possibilité donnée à certaines catégories de fonctionnaires d'accéder aux fonctions de maire et adjoint au maire; cas des instituteurs et des agents des douanes (p. 5369, 5370);

— du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs, Art. 9: Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (2°) de cet article, après les mots « sur demande motivée, les... », à insérer le mot « avocats » [21 décembre 1966] (p. 5922).

### **LE BAULT DE LA MORINIÈRE (M. René),**

*Député du Maine-et-Loire, 5<sup>e</sup> circonscription (U.N.R. - U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre de la Commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole [14 février 1963] (p. 2185);

— membre de la Commission chargée du

contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [20 février 1963] (p. 2274);

— membre suppléant du conseil supérieur de l'hydraulique [29 avril 1965] (p. 1011).

### **Dépôts :**

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Agriculture, n° 57 [27 novembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 48), relatif à la réalisation de certains travaux d'équipement rural, notamment en matière d'hydraulique, n° 134 [25 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges (Agriculture), sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 (n° 449), n° 469 [18 juillet 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (Agriculture), n° 586 [18 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 99) ratifiant le décret n° 63-12 du 9 janvier 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation, n° 754 [17 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 215) ratifiant le décret n° 63-273 du 20 mars 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, n° 756 [17 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 216) ratifiant le décret n° 63-299 du 23 mars 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, n° 757 [17 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 219) ratifiant le décret n° 63-345 du 6 avril 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, n° 758 [17 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 545) portant ratification du décret n° 63-935 du 12 septembre 1963, diminuant

le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation, **n° 762** [18 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 686) ratifiant le décret n° 63-1162 du 23 novembre 1963 relatif au prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation, **n° 763** [18 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 795) ratifiant le décret n° 63-1318 du 27 décembre 1963 qui a modifié le décret n° 62-1361 du 16 novembre 1962 instituant une taxe compensatoire à l'imposition de certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles, **n° 911** [27 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 821) modifié par le Sénat, portant refus de ratification du décret n° 63-299 du 23 mars 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 916** [27 mai 1964];

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 822) modifié par le Sénat, portant refus de ratification du décret n° 63-345 du 6 avril 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 917** [27 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 848) modifié par le Sénat, portant refus de ratification du décret n° 63-12 du 9 janvier 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation, **n° 919** [27 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 849), modifié par le Sénat, portant refus de ratification du décret n° 63-935 du 12 septembre 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation, **n° 920** [27 mai 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Agriculture, **n° 1108** [14 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le pro-

jet de loi de finances rectificative pour 1964 (n° 1190), Agriculture, **n° 1205** [2 décembre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : I. Agriculture, **n° 1594** [5 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : I. Agriculture, **n° 2053** [4 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 2158), tendant à régler la situation des fermiers italiens sur le territoire au regard du statut du fermage, **n° 2225** [8 décembre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Grande mutation économique et sociale que traverse l'agriculture française; budget de 1963 étant un budget de transition; progression insuffisante des crédits par rapport aux besoins; problème des maisons familiales, celui des écoles vétérinaires; amélioration nécessaire de l'habitat rural; application de l'article 3 de la loi d'orientation (Méthode d'observation du niveau de la rémunération du travail et du capital); problèmes posés par l'article 8 de la loi d'orientation (Prêts en faveur des exploitants agricoles); paiement des droits de mutation dans le cas de l'exercice du droit de préemption; recherche de la parité entre le secteur rural et le reste de la nation* [11 janvier 1963] (p. 623, 624); Article additionnel : *Ses amendements (Exemption des frais d'enregistrement pour les preneurs de baux usant du droit de préemption)* [11 janvier 1963] (p. 672); *Durée des formalités de restitution des sommes trop perçues aux agriculteurs devant bénéficier des droits d'enregistrement* (p. 674);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à des travaux d'équipement rural en matière hydraulique, en qualité de *Rapporteur* : *Importance des investissements en matière d'eau; conséquences des excès d'eau et des sécheresses; portée du présent texte; possibilités données aux collectivités locales d'intervenir en*

*matière d'aménagement hydraulique; curage des cours d'eau; fonctionnement des associations syndicales chargées de l'aménagement des cours d'eau; fonctionnement des syndicats fluviaux des départements de l'Est; travaux entrepris par l'Etat au titre de l'équipement rural; possibilités d'expropriation par l'Etat en ce qui concerne les droits d'eau; nécessité d'augmenter les crédits prévus pour l'hydraulique* [5 février 1963] (p. 2031); Art. 1<sup>er</sup> (art. 175 du Code rural) : *Son amendement au nom de la Commission (Exercice de la police des eaux)* (p. 2034); (Art. 176 du Code rural) : *Son amendement au nom de la Commission (Occupation temporaire de certains terrains pour l'accomplissement de travaux d'hydraulique)* (p. 2034); *son amendement au nom de la Commission (Zones dans lesquelles aura lieu l'enquête préalable aux travaux)* (ibid.); Art. 5 (art. du Code rural) : *Son amendement au nom de la Commission (Nécessité d'une enquête avant les travaux)* (p. 2036); Article additionnel : *Amendement du Gouvernement (Modification de l'article 109 du Code rural concernant les autorisations d'établissement d'ouvrages ou d'usines sur les cours d'eau non domaniaux): exemple de la rivière l'Aubance dans le département de Maine-et-Loire; intérêt de l'amendement présenté par le Gouvernement* (p. 2037, 2038); Article additionnel : *Son amendement au nom de la Commission (Mission générale et prélèvements d'eau à effectuer en rivière)* (p. 2038);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, en qualité de *Rapporteur pour avis: Absence regrettable de crédits concernant l'habitat rural, le remembrement, l'hydraulique et le stockage; répartition des crédits accordés aux producteurs victimes de la sécheresse; inscription de crédits pour le F.A.S.A.S.A.; nécessité de procéder à la vaccination du bétail pour éviter l'extension de l'épidémie de fièvre aphteuse qui sévit dans le Proche-Orient; problème de l'exonération fiscale et du crédit en matière d'achat fait à une S.A.F.E.R.* [19 juillet 1963] (p. 4323, 4324);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur pour avis: Insuffisance des crédits concernant l'habitat rural, les adductions d'eau, l'enseignement agricole et la vulgarisation; problème de l'application de la loi d'orientation agricole; cas des S.A.F.E.R.; création de l'Institut national*

*d'économie rurale; réforme foncière; réforme des circuits de distribution; élaboration d'un plan de trois ans pour les interventions de la S.I.B.E.V.* [4 novembre 1963] (p. 6276, 6277); *importance de l'enseignement agricole; prêts du F.A.S.A.S.A.* (p. 6330); *situation du fermier accédant à la propriété et de l'acheteur s'adressant à la S.A.F.E.R.* (p. 6333);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-197 du 27 février 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur suppléant: Modification des tarifs des droits de douane d'importation sur les choux-fleurs, les salades, les endives et les oranges* [18 décembre 1963] (p. 7976, 7977);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 62-273 du 20 mars 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur: Pallier les effets du gel sur les prix des denrées alimentaires; réduction et suspension des droits de douane d'importation sur certains produits agricoles* [18 décembre 1963] (p. 7977);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-299 du 23 mars 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur: Conditions atmosphériques défavorables de l'hiver 1962-1963; pénurie de certains produits alimentaires; réduction portant sur les pommes de terre* [18 décembre 1963] (p. 7977);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-345 du 6 avril 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur: Ratification du décret relatif aux pommes de terre; décret du 6 avril 1963 ayant réduit les droits de douane d'importation sur les pommes de terre primeur pour la période s'étendant du 6 avril 1963 au 15 mai 1963; exposé des motifs du projet de loi; approvisionnement normal; maintien des prix à la consommation à un niveau raisonnable* [18 décembre 1963] (p. 7978);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-12 du 9 janvier 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles, en qualité de *Rapporteur: Importation des œufs en coquilles* [9 avril 1964] (p. 696);

— du projet de loi portant ratification du décret n° 63-935 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles, en qualité de *Rapporteur: Protestations des orga-*



*nisations représentatives des aviculteurs; problème du taux des prélèvements [9 avril 1964] (p. 696);*

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-1162 du 23 novembre 1963 relatif au prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation, en qualité de *Rapporteur: Prélèvement perçu à l'importation sur les œufs en coquilles destinés à la consommation; autorisation de la C.E.E.; baisse du prix des œufs [9 avril 1964] (p. 696, 697);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur pour avis: Garantir les objectifs essentiels de la politique agricole; respecter les impératifs financiers résultant du plan de stabilisation; contradiction plus apparente que réelle; ristourne pour l'acquisition de matériel agricole; encourager l'élevage par des prix rémunérateurs; suppression de la taxe unique sur la viande; rôle des S.A.F.E.R.; rôle du F.A.S.A.S.A.; bénéfice de l'indemnité viagère aux agriculteurs qui reconvertissent leur exploitation; étendre le droit à la retraite complémentaire à un nombre plus grand d'agriculteurs; encourager la reconversion des cultures vers des cultures plus rentables dans les petites exploitations; loi d'orientation étant notre charte [5 novembre 1964] (p. 4676, 4677); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, après l'Art. 53, en qualité de *Rapporteur pour avis: Action du Fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles en matière d'indemnité viagère de départ; rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural; aménagement des structures agricoles [5 novembre 1964] (p. 4734); son amendement tendant, après l'article 53, à insérer un nouvel article (Complément de retraite aux agriculteurs âgés) (p. 4734); extension de l'indemnité viagère de départ à un plus grand nombre de bénéficiaires (p. 4735);**

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 20, en qualité de *Rapporteur pour avis: Son amendement tendant à compléter l'article 20 par un nouveau paragraphe (Adaptation des revenus cadastraux servant de base aux subventions à l'amélioration de l'habitat ou aux cotisations des exploitants agricoles pour l'assurance maladie, au taux actuel de ces revenus; décret d'application publiant les nouvelles valeurs pour qu'elles puissent être appli-*

*quées aux cotisations et subventions de l'année 1965) [8 décembre 1964] (p. 5901); Art. 25: Actes de fusion des coopératives agricoles étant dispensés des droits de timbre et d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière jusqu'au 31 décembre 1963; cet acte ouvrant les délais jusqu'au 31 décembre 1965 (p. 5905); Art. 1<sup>er</sup>: Raisons de la création d'un Office national des forêts; besoins en bois; moyens du Fonds forestier national insuffisants; structure de l'administration des eaux et forêts non adaptée à l'évolution économique en cours (p. 5934).*

— Mise au point au sujet de son vote sur la loi de programme militaire [16 décembre 1964] (p. 6142).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi complétant le Code des postes et télécommunications en ce qui concerne le délai de recevabilité des réclamations relatives aux envois postaux, en qualité de *Rapporteur suppléant: Loi du 27 février 1952 ayant codifié les textes législatifs concernant les services des postes; existence de certaines contradictions ou de diverses lacunes; délai de recevabilité des réclamations relatives aux objets de correspondance; codification du délai de recevabilité des réclamations; prévoir un délai identique pour le service intérieur et pour le service international [20 avril 1965] (p. 768);*

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 19 (*suite*): *Son amendement tendant à la suppression de cet article [8 octobre 1965] (p. 3437); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de Rapporteur pour avis: Protection de l'homme; aménagement de l'espace rural; valorisation des produits; problème de la vulgarisation; ses observations sur les structures et l'équipement rural; rôle des S.A.F.E.R.; rétrocession des terres aménagées; indemnité viagère de départ; crédits du F.A.S.A.S.A.; remembrement; aménagement rural; avenir des jeunes agriculteurs; importations de bœuf d'Irlande et de mouton de Hongrie; détaxation sur les carburants; rôle de la « Sopexa » [27 octobre 1965] (p. 4241, 4242); B.A.P.S.A., Art. 56: *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant: « Un rapport sur l'activité de cet établissement et sur l'utilisation des crédits qui lui sont confiés sera pré-**

senté chaque année au Parlement en même temps que le projet de loi de finances » [28 octobre 1965] (p. 4318); *établissement public national concernant l'aménagement des structures agricoles* (p. 4318);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Objectifs du V<sup>e</sup> Plan; lois d'orientation agricole; effort social; problème de l'élevage; Fonds d'action social et d'aménagement des structures agricoles; attribution des indemnités viagères de départ; ses observations sur l'enseignement, la formation professionnelle, la vulgarisation; financement du B.A.P.S.A.; problème de l'élevage; recherche de la parité entre les différents revenus; nécessité de réexaminer le système des surfaces de référence, qui sert de base aux aides de l'Etat; possibilité de modifier la circulaire qui interdit aux petits exploitants de créer des élevages de volailles ou de porcs sous le prétexte que le revenu à en attendre sera supérieur de plus de 50 % au revenu total de l'exploitation; situation des agriculteurs âgés* [26 octobre 1966] (p. 3875, 3876); *insuffisance des crédits d'équipement, d'adduction d'eau, d'électricité, d'hydraulique, d'habitat rural et de voirie; prêts du F.D.E.S.; crédits de vulgarisation* (p. 3876).

**LE BESNERAIS (M. Henry)**, *Député de Saint-Pierre-et-Miquelon (N. I.)*.

En remplacement de M. Briand, décédé le 29 mai 1966.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1926).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 novembre 1966] (p. 4660).

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Situation de Saint-Pierre-et-Miquelon; rapports entre les élus locaux et l'administration; niveau de l'emploi; construction du laboratoire de l'institut scientifique des pêches maritimes; rôle du Fonds européen de développement; industrie du poisson; création de la société de pêche et de congé-*

*lation; développement de l'industrie frigorifique du poisson; investissements étrangers dans les territoires d'outre-mer* [10 novembre 1966] (p. 4501, 4502).

**LECOCQ (M. René)**, *Député du Nord, 9<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245).

Est élu juré titulaire à la Haute Cour de Justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [15 avril 1964] (p. 762).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à abolir la peine de mort en France, n° 152 [13 février 1963]; la retire [20 février 1963] (p. 2274).

Sa proposition de loi relative au régime de retraite des instituteurs ayant enseigné dans les écoles des houillères, n° 253 [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à l'organisation de l'ordre des experts techniques en automobiles, n° 255 [17 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 434) relative à la création d'un grade de directeur d'école, n° 776 [19 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 22 bis de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relatif au droit de reprise, n° 829 [16 avril 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

sur : 1° la proposition de loi (n° 90) tendant à assurer aux enfants aveugles, infirmes, sourds-muets, ou très déficients, les droits scolaires obligatoires pour les autres enfants; 2° la proposition de loi (n° 475) adoptée par le Sénat, tendant à assurer aux enfants handicapés physiques ou mentaux, le bénéfice des dispositions de la loi du 28 mars 1882, n° 971 [12 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à abolir la peine de mort en France, n° 1758 [13 avril 1966].

Sa proposition de loi relative au contrôle des traitements médicaux effectués par les praticiens non titulaires du diplôme de docteur en médecine, n° 1873 [1<sup>er</sup> juin 1966].

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, RAPATRIÉS : *Situation des harkis, ceux qui se trouvent en France et ceux qui restent en Algérie; extension souhaitable en leur faveur du statut accordé aux Français rapatriés; exactions subies en Algérie par les harkis restés en Algérie; intervention souhaitable de la France en la matière; problème des personnes dites de statut civil de droit local; futur statut des Musulmans résidant en France* [14 janvier 1963] (p. 777 à 780).

Son rappel au Règlement : *Ordre du jour de la séance du 18 juin; discussion du texte sur la protection des animaux; nombre des députés en séance ce jour-là* [23 juin 1964] (p. 2090, 2091).

### Interventions :

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale avec débat, relative aux mesures prévues dans le V<sup>e</sup> Plan en faveur des handicapés : *L'aide aux handicapés physiques et mentaux et leur scolarisation intégrale* [9 juin 1965] (p. 1924, 1925).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi finances pour 1966, AFFAIRES CULTURELLES : *Rôle des municipalités dans la construction de théâtres; théâtres lyriques de province; attitude de l'Etat à l'égard des théâtres provinciaux; problèmes de la décentralisation; situation des centres dramatiques; ressources des centres dramatiques nationaux* [14 octobre 1965] (p. 3654);

— du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 357 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Toutefois si un enfant adopté ayant appris sa véritable identité désire, pour une raison valable, reprendre son nom de famille, le droit lui en est acquis dès le jour de sa majorité »* [17 novembre 1965] (p. 4704);

— du projet de loi portant organisation de la police d'Etat : *Ses observations sur les officiers de police judiciaire, les officiers de C.R.S.; possibilité de donner satisfaction aux officiers de la sûreté nationale* [21 juin 1966] (p. 2167);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Préparation et élaboration du texte; adaptation des structures administratives aux exigences des temps modernes; restructuration des communes; création de la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing-Armentières; transfert des prérogatives des communes; situation des petites communes; aspect psychologique du problème; transfert des biens; eas de la ville de Tourcoing; conseil de la communauté; problèmes posés par les personnels municipaux; délimitation du périmètre métropolitain; dispositions financières; réforme des finances locales; composition du conseil de la communauté urbaine; délimitation des secteurs* [7 octobre 1966] (p. 3222, 3223); en deuxième lecture : *Autonomie des communes; création de quatre métropoles; réussite des communautés urbaines* [17 novembre 1966] (p. 4634); Art. 8 : *Son amendement tendant, dans la dernière phrase du dernier alinéa de cet article, après les mots « à la majorité des deux tiers » à rédiger ainsi la fin de la phrase « peut décider de maintenir les syndicats à vocation multiple et les districts existant au 1<sup>er</sup> janvier 1966 »* (p. 4645); retrait de son amendement (p. 4645); Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à compléter la nouvelle rédaction proposée pour cet article par l'amendement de M. Zimmermann : « Le conseil pourra se faire assister à titre consultatif par une commission économique et sociale dont la composition et le fonctionnement seront fixés par décret »* (p. 4648, 4649); Art. 14 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de cet article : « Toutefois, au bout de trois ans les membres du bureau qui le désiraient pourraient être renouvelés, les autres conservant leur fonction »* (p. 4650); problème des incompatibilités (p. 4650); retrait de son amendement (p. 4650); Art. 15 ter : *Son sous-*

*amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann à substituer aux mots « il pourra être créé » les mots « il sera créé »* (p. 4560);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Objectifs du V<sup>e</sup> Plan; rôle des organismes de propagande et d'action contre les taudis; rôle du Fonds national de l'amélioration de l'habitat* [9 novembre 1966] (p. 4445).

**LECORNU (M. Alain)**, *Député du Calvados, 4<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

En remplacement de M. Triboulet devenu ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé :

— secrétaire d'âge de l'Assemblée [2 avril 1965] (p. 570);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission de la production et des échanges [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 233) adoptée avec modification, par le Sénat, dans sa deuxième lecture tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, n° 421 [4 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, n° 569 [10 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 846) tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, n° 1554 [29 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 845-1 du Code rural relatif au refus de renouvellement de bail à ferme, n° 1766 [13 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1623) tendant à compléter l'article 790 du Code rural relatif au droit de préemption, n° 1933 [15 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à régler la situation des fermiers italiens sur le territoire français au regard du statut du fermage, n° 2158 [16 novembre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, en qualité de *Rapporteur* : *Mode d'exploitation familiale; investissements indispensables à la bonne marche de l'exploitation; possibilité pour le propriétaire d'exploiter son bien, de passer de la profession commerciale ou industrielle à la profession agricole; maintien de la stabilité d'exploitation* [25 juillet 1963] (p. 4517); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Cas de mutation de la propriété)* (p. 4520); *maintien des droits de reprise triennale* (p. 4520, 4521); Art. 1<sup>er</sup> A : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 830-1 du Code rural par la phrase suivante: « Cette disposition sera applicable dans la publication du plan d'urbanisme »* (p. 4521); *son amendement (Nouvelle rédaction*

pour l'article 830-1 du Code rural (p. 4521); parcelle nécessaire au développement des agglomérations (p. 4521); son amendement (Nouvelle rédaction de l'article 830-1 du Code rural (p. 4521); Art. 1<sup>er</sup> ter: Son amendement (Nouvel alinéa, après l'art. 838 du Code rural) (p. 4522); son amendement (Possibilité de substitution) (p. 4523); nouvelle rédaction du dernier alinéa du texte par l'article 838 du Code rural (p. 4523); Art. 1<sup>er</sup> ter A: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 4524); Art. 2: Son amendement (Conditions de la reprise) (p. 4524); reprise d'une exploitation par un bénéficiaire exploitant déjà d'un autre bien (p. 4524); son amendement (Exercice à titre principal de la profession d'agriculteur) (p. 4525); cumul de professions (p. 4525); son amendement (Conditions d'âge pour exercer le droit de reprise) (p. 4525); son amendement (Nécessité pour le bénéficiaire de la reprise d'occuper lui-même les bâtiments d'habitation du bien repris) (p. 4527); son amendement (Possibilité pour les personnes morales d'exercer le droit de reprise) (p. 4527); son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Reprise d'une partie des biens) (p. 4527); reprise partielle et but d'amélioration de la structure foncière (p. 4527); son sous-amendement (Possibilité pour le bailleur de notifier le refus de renouvellement du bail) (p. 4528); son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 845 du Code rural; conversion de métayage en fermage (p. 4529); Art. 2 A: Son amendement (Cas de la réintégration et des dommages-intérêts) (p. 4529); Art. 2 bis: Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Cas du projet déclaré d'intérêt public) (p. 4530); après l'Art. 2 bis: Son amendement (Demande de conversion) (p. 4530); Art. 3: Son amendement (Nouvelle rédaction de l'article 3) (p. 4530); son amendement (Décision judiciaire irrévocablement jugée) (p. 4531); demande d'explication sur les intentions du Gouvernement quant à la suite de la procédure concernant la proposition de loi (p. 4531); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 845, 846, 861 et 865 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière

de baux ruraux, en qualité de Rapporteur: Climat de courtoisie et de compréhension lors des débats de la Commission; discussion sur les articles 811, 830-1, 838, 838-1, 841, 846, 861 et surtout sur les articles 845, 865 du Code rural et sur les dispositions transitoires du projet; problème du droit de reprise; conversion du métayage en fermage; comparaison avec le texte actuel du Code rural; esprit souhaitable lors de l'application du texte [19 novembre 1963] (p. 7300, 7301); reprise partielle; indépendance judiciaire; rôle de la Commission départementale des structures (p. 7306, 7307); observations sur l'amendement présenté par le Gouvernement (Conditions d'âge) (p. 7307); Art. 2 ter: Ses observations sur l'amendement présenté par le Gouvernement à l'article 2 ter (p. 7307);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A.: Augmentation des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture; mécontentement des agriculteurs et ralentissement des opérations de remembrement dans le Calvados; prix de la viande à la production [4 novembre 1963] (p. 6320);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., Art. 6 et 31 de la loi d'orientation n'ayant pas été appliqués: Amertume des paysans; relever les prix des produits agricoles [5 novembre 1964] (p. 4717);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, en qualité de Rapporteur pour avis: Problème des baux consentis par l'usufruitier; statut du fermage; baux passés par le tuteur; possibilité de fraude [26 juin 1965] (p. 2590); Art. 1424 du Code civil: Bail sur les biens propres de la femme (p. 2627); Art. 220 du Code civil: achats à tempérament effectués par un seul des conjoints; action en nullité (p. 2630);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A.: Projet de loi destiné à favoriser l'élevage bovin; ses observations sur l'habitat rural et la promotion sociale agricole; problème du lait et de la viande; investissements effectués en faveur de l'élevage bovin; octroi d'une aide importante aux groupements de producteurs; dépeuplement des campagnes; information des cadres professionnels de l'agriculture [28 octobre 1965] (p. 4301);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, en qualité de *Rapporteur* : *Indemnisation du preneur d'un fonds rural, à sa sortie des lieux; preuve des améliorations; mode de calcul de l'indemnité; équilibre du contrat de fermage; modernisation des exploitations; cas de la vente du fonds; évaluation des bâtiments; droits de la propriété* [3 juin 1966] (p. 1690, 1691); Art. 2 : *Problème de la suppression de l'article 849 du Code rural* (p. 1696); Art. 6 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. d'Aillières* (p. 1703);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Importance des investissements nécessaires à l'agriculture française; Fonds d'aide sociale et d'aménagement des structures agricoles; situation des propriétaires exploitants; soutien accordé à l'élevage; projet de loi sur l'indemnité aux preneurs qui ont investi des sommes importantes* [27 octobre 1966] (p. 3953); *diminution des crédits destinés au remembrement* (p. 3953); *adductions d'eau; transformation et commercialisation des produits agricoles; majoration des cotisations agricoles assises sur le revenu cadastral; taxe complémentaire* (p. 3953);

— du projet de loi sur l'élevage : *Difficultés des productions animales tant sur le plan technique que sur le plan économique; ses observations sur les secteurs de la viande et du lait; problème de l'identification* [22 novembre 1966] (p. 4735, 4736).

**LE DOUAREC (M. François)**, Député de l'Ille-et-Vilaine, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 602).

Donne sa démission de membre de cette Commission [29 avril 1964] (p. 1029).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [30 avril 1964] (p. 1055), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365).

Est élu vice-président suppléant de la Haute Cour de Justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [6 juin 1963] (p. 3200).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1003) sur les sociétés commerciales, n° **1368** [14 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1004) modifiant ou complétant les articles 1841 et 1868 du Code civil, les articles 614-15, 614-16, 614-17 du Code de commerce et la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateur émises par les sociétés, n° **1429** [8 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1812), modifié par le Sénat, sur les sociétés commerciales, n° **1886** [2 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1813), modifié par le Sénat, modifiant ou complétant les articles 1841, 1860, 1866 et 1868 du Code civil, la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de

fondateur émises par les sociétés, et diverses autres dispositions, n° **1887** [2 janvier 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales, n° **1982** [25 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1992), modifié par le Sénat en deuxième lecture, modifiant ou complétant les articles 1841, 1860, 1866 et 1868 du Code civil, la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateur émises par les sociétés et diverses autres dispositions, n° **1995** [29 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à créer, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la bataille de Verdun un contingent de croix de la Légion d'honneur au profit des anciens combattants de 1914-1918, n° **2008** [29 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2206), adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° **2241** [9 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2298), adoptée avec modification par le Sénat en deuxième lecture, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° **2305** [20 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération franco-allemande : *Relations franco-allemandes depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle; politique de Briand; signification du présent traité* [13 juin 1963] (p. 3368, 3369);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Situation des réfugiés politiques, tunisiens et*

*marocains* [29 octobre 1963] (p. 5876); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Nombre de kilomètres d'autoroutes; lancement d'un emprunt national; réduction des crédits d'entretien* [30 octobre 1963] (p. 5993).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Rôle de l'opposition; nécessité de saisir le Parlement d'un budget régionalisé; toute puissance d'une administration centrale imprégnée de la tradition jacobine; rôle des élus de la nation à l'échelon local; sort de la Bretagne déshéritée; aménagement du territoire constituant une question de justice; permettre à tous les Français de profiter des bienfaits d'une vie moderne* [27 novembre 1963] (p. 7519, 7520).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Absence d'efforts sérieux entre les deux guerres dans le domaine de la construction; situation postérieure à 1945: nécessité de réparer les dommages de guerre; problème actuel étant de construire plus vite et à meilleur prix pour résoudre l'aggravation de la crise; construction en 1963 de 335.000 logements, 530.000 permis de construire ayant été délivrés par le Ministère de la Construction; rythme de 1.000 logements par jour en 1964, soit 366.000 logements; 600.000 permis de construire délivrés par le Ministère; trouver 150.000 hectares; municipalisation des sols portant une grave atteinte au droit de propriété; respect du droit de propriété; allègements fiscaux; effort supplémentaire demandé au Gouvernement; 2.000 hectares inemployés situés dans le seul périmètre de Paris et appartenant à l'Etat; problème de demain étant celui du crédit* [29 juin 1964] (p. 2352, 2353); en deuxième lecture : ses explications de vote : *Amélioration du projet de loi; son vote favorable* [18 novembre 1964] (p. 5458);

— sur la motion de censure : *Avenir de la paysannerie française; malaise de la paysannerie; problème de l'exode rural; situation des structures paysannes; déclarations récentes des membres du Gouvernement ayant été quelque peu maladroites; instabilité ministérielle devant être une catastrophe pour la paysannerie* [27 octobre 1964] (p. 3960, 3961);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, en qualité de *Rapporteur pour avis*,

Art. 43 : Son amendement tendant à la suppression de cet article [8 décembre 1964] (p. 5916);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, en qualité de Rapporteur: Caractère volumineux du projet de loi; ancienneté et multiplicité des textes; sociétés en commandite par actions; sociétés anonymes; droit d'établissement prévu par le Traité de Rome; coordination des législations sur les sociétés; organisme consultatif réuni par M. Edmond Michelet; question de la réforme de l'entreprise; Gouvernement ayant soumis un avant-projet de décret; garanties supplémentaires en faveur des minorités des actionnaires et des tiers; création d'un commissariat aux comptes; constitution de nouvelles sociétés en commandite par actions; création d'une société anonyme de type nouveau; institution d'un comité de direction et d'un conseil de surveillance; comité d'entreprise [1<sup>er</sup> juin 1965] (p. 1663 à 1665); Art. 2 : Son amendement tendant, au début de cet article, à supprimer les mots « qui ne peut excéder 99 ans » (p. 1678); jurisprudence sur le statut des sociétés à responsabilité limitée (p. 1679); son amendement tendant à compléter l'article 2 par le nouvel alinéa: « La durée ne peut excéder 99 ans pour les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée et 50 ans pour les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés en commandite par actions » (p. 1679); commission des lois s'étant prononcée favorablement sur le principe de l'amendement de M. Pleven; notion de siège social (p. 1679); Art. 3 : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Société pouvant être engagée par les actes accomplis pour son compte avant l'immatriculation) (p. 1680); notion de période pré-sociale existant en Allemagne; sociétés commerciales jouissant de la personnalité morale à dater de leur immatriculation au registre du commerce (p. 1680); erreur de se référer aux articles du Code civil relatifs à la gestion d'affaires (p. 1680); Commission proposant une réglementation plus libérale (p. 1681); Art. 4 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Pouvoir dévolu à l'autorité judiciaire; possibilité de l'opposition) (p. 1682); Art. 7 : Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots suivants « par acte extra-judiciaire » (p. 1682); importance de son amendement; mise en demeure devant être faite par acte extra-judi-

ciaire (p. 1682); Art. 8 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1682, 1683); Art. 10 : Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants « ou en prévoir la désignation par un acte ultérieur » (p. 1683); Art. 13 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Décisions excédant les pouvoirs reconnus aux gérants) (p. 1683); laisser aux associés le soin de fixer les modalités selon lesquelles ils prendront leurs décisions (p. 1683, 1684); ses observations sur le sous-amendement de M. Pleven (p. 1684); après l'Art. 14 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Associés non gérants ayant le droit d'obtenir communication des lettres et documents sociaux et de poser des questions) (p. 1684); contrôle sur l'activité des gérants (p. 1684); Art. 15 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « ils peuvent être révoqués de leurs fonctions » les mots « chacun de ceux-ci peut être révoqué de ses fonctions » (p. 1685); révocation des gérants (p. 1685); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « aux associés » à insérer les mots « gérants ou non » (p. 1685); Art. 16 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « à des tiers » (p. 1685); cession des parts sociales (p. 1685); Art. 18 : Ses observations sur cet article (p. 1686); Art. 19 : Son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots « alinéa 2 » (p. 1686); Art. 20 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer le mot « juridique » (p. 1686); Art. 22 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1687); Art. 24 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article: « Les statuts de la société indiquent... » (p. 1687); Art. 27 : Son amendement tendant à substituer aux mots « documents commerciaux » les mots « documents sociaux » (p. 1687); après l'Art. 28 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article (Nationalité de la société) (p. 1688); statuts ne pouvant être modifiés que par une décision unanime des associés dans les sociétés en commandite simple et dans les sociétés en nom collectif (p. 1688); Art. 30 : Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante: « Toutefois s'il existe un ou plusieurs associés



commandités, les associés peuvent décider à l'unanimité la continuation de la société entre eux » [3 juin 1965] (p. 1787); article 30 prévoyant la dissolution de la société en commandite simple en cas de faillite ou d'incapacité frappant l'un des associés commandités (p. 1787); Art. 31 : Capital des sociétés de publication de périodiques (p. 1787); Art. 34 : Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article (p. 1788); souscription ou libération des parts sociales (p. 1788); Art. 35 : Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article : « Parts sociales peut être effectué par un mandataire expressément habilité à cet effet, à compter de la signature du pacte social » (p. 1788); Commission estimant qu'il a été impossible de laisser les fonds indisponibles jusqu'à l'immatriculation au registre du commerce (p. 1788); délai entre la constitution de la société et son immatriculation au registre du commerce (p. 1788); contrôle judiciaire préalable; période présociale (p. 1789); existence de la société après la signature du pacte social (p. 1789); Art. 36 : Son amendement tendant, au début du premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « à peine de nullité de la société » (p. 1789); distinction entre commissaire aux comptes et commissaire aux apports (p. 1790); son sous-amendement à l'amendement de M. Ducoloné et tendant, dans le texte proposé par l'amendement, à compléter les mots « commissaire aux apports » par les mots « choisi sur la liste des commissaires aux comptes visés à l'article 168 » (p. 1790); son amendement tendant à compléter comme suit la fin du premier alinéa de l'article 36 : « Désigné à l'unanimité des associés ou à défaut par une décision de justice, à la demande de l'associé le plus diligent » (p. 1790); Commission ayant accueilli favorablement l'institution du commissaire aux apports dans les sociétés à responsabilité limitée (p. 1790); après l'Art. 38 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant : « Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables » (p. 1790); Art. 39 : Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article à supprimer les mots « alinéa 2 » (p. 1791); Art. 44 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « opérations normales » les mots « opérations courantes » (p. 1792); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 44

à substituer aux mots « conditions courantes » les mots « conditions normales » (p. 1792); Art. 48 : Son amendement tendant à rédiger comme suit la deuxième phrase du premier alinéa de cet article : « Toute clause contraire est réputée non écrite » (p. 1793); Art. 51 : Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article : « Mais il ne peut à la fois user de cette faculté pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie » (p. 1794); droit de vote des associés (p. 1794); Art. 53 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1794); Art. 54 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après le mot « unanimité » à insérer les mots « ni transférer le siège social dans un pays étranger, ni... » (p. 1794); Art. 59 : Son amendement tendant, au début de cet article, après le mot « capital » à insérer le mot « social » (p. 1795); chute du capital en dessous du minimum légal (p. 1795); Art. 61 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « ou en commandite simple » les mots « en commandite simple ou en commandite par actions » (p. 1796); transformation d'une société en société d'un autre type (p. 1796); Art. 62 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1796); Art. 64 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article : « Le capital des sociétés par actions est de 100.000 francs au moins » (p. 1797); son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les augmentations de capital qui seront effectuées par application du présent article seront exonérées d'impôt dans la limite nécessaire pour porter le capital de la société considérée au minimum fixé par la loi » (p. 1797); Art. 65 : Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (3<sup>o</sup>) de cet article, après le mot « cote » à insérer le mot « officielle » (p. 1798); éviter que par une inscription occasionnelle sur le relevé hors cote, une société ne soit abusivement réputée faire appel public à l'épargne » (p. 1798); Art. 66 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1798); Art. 67 : Son amendement tendant, dans la deuxième phrase de cet article, à supprimer les mots « à peine de nullité » (p. 1798); avant l'Art. 69 : Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant avant l'article 69 : « Le capital doit être intégralement

souscrit. Les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du conseil d'administration ou du comité de direction, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce. Les actions d'apport sont intégralement libérées dès leur émission » (p. 1799); souscription intégrale du capital étant actuellement prévue au deuxième alinéa de l'article premier de la loi de 1867 (p. 1799); Art. 70 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1799); Art. 71 : Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article (p. 1799); Art. 72 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « à peine de nullité de la société » (p. 1799); Art. 73 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1800); Art. 74 : Son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « prévus au projet de statut déposé au greffe » les mots « prévus par décret » (p. 1800); attributions de l'assemblée générale (p. 1800); son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à rédiger ainsi le deuxième alinéa : « Cette assemblée constate que le capital est entièrement souscrit et que les actions sont libérées du montant exigible. Elle se prononce sur l'adoption des statuts qui ne peuvent être modifiés qu'à l'unanimité de tous les souscripteurs, nomme les premiers administrateurs ou les membres du conseil de surveillance, désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le procès-verbal de la séance de l'assemblée constate l'acceptation de leurs fonctions par les administrateurs ou les membres du conseil de surveillance et les commissaires » (p. 1800); Art. 73 (suite) : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1801); Art. 75 : Son amendement tendant à rédiger comme suit la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article : « Elle ne peut les réduire qu'à l'unanimité de tous les souscripteurs » (p. 1801); son amendement tendant à rédiger comme suit le cinquième alinéa de cet article : « Les commissaires aux apports ne peuvent être nommés commissaires aux comptes de la société avant l'expiration d'un délai de cinq ans » (p. 1801); Art. 76 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1801); Art. 77 : Son amendement tendant, au début du deuxième

alinéa de cet article à supprimer les mots « sous réserve des dispositions de l'article 73 » (p. 1802); Art. 78 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Souscripteur disposant d'un nombre égal de voix à celui des actions souscrites) (p. 1802); approbation des apports en nature (p. 1802); Art. 79 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article : « Le retrait des fonds provenant des souscriptions en numéraire peut être opéré sur la signature d'un mandataire désigné par l'assemblée consultative » (p. 1802); contrôle judiciaire (p. 1802); ses observations sur les paroles de M. Foyer; éviter la dilapidation des fonds (p. 1803); Art. 82 : Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « à peine de nullité de la société » (p. 1803); son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa de cet article : « Le commissaire aux apports ne peut être nommé commissaire aux comptes de la société avant l'expiration d'un délai de cinq ans »; esprit d'harmonisation des textes (p. 1803); Art. 85 : Son amendement tendant, après les mots « la société anonyme est » à insérer les mots « de droit commun » (p. 1804); Art. 86 : Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, après les mots « sont nommés » à insérer les mots « par l'assemblée générale constitutive ou »; durée du mandat des administrateurs (p. 1805); Art. 87 : Son amendement tendant à compléter cet article par les mots « et des administrateurs de celle-ci » (p. 1805); problème de la responsabilité pénale (p. 1805); Art. 88 : Son amendement tendant à insérer le nouvel alinéa suivant après le premier alinéa de cet article : « Les mandats de président et d'administrateur des diverses sociétés d'assurances ayant la même raison sociale ne comptent que pour un seul mandat » (p. 1806); cas des sociétés d'assurances (p. 1806); Art. 88 : Son amendement tendant après les mots « personnes morales » à rédiger comme suit la fin du troisième alinéa de cet article : « ...ni aux postes d'administrateurs dont le mandat, en vertu des dispositions légales, réglementaires ou statutaires, est exclusif de toute rémunération; des sociétés d'études ou de recherches tant qu'elles ne sont pas parvenues au stade de l'exploitation; des sociétés de développement régional; des sociétés ayant leur siège social en France et leur exploitation outre-mer ou à l'étranger » (p. 1806); limitation de huit conseils d'administration

(p. 1806); ses observations sur les paroles de M. Foyer; Art. 89 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Nomination d'un salarié de la société à un poste d'administrateur) [8 juin 1965] (p. 1853); cumul d'un mandat d'administrateur et d'un contrat de travail; salarié de l'entreprise pouvant faire partie du conseil d'administration (p. 1853, 1854); ses observations sur la promotion sociale (p. 1855); ses observations sur les paroles de M. de Grailly (p. 1855); Art. 90 : Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les administrateurs restant doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale en vue de compléter l'effectif du conseil » (p. 1856); nombre des administrateurs (p. 1856); son amendement tendant après les mots « minimum statutaire » à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article : « sans toutefois être inférieur au minimum légal le conseil d'administration doit procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter son effectif dans un délai fixé par décret » (p. 1856); Art. 91 : Actions de garantie (p. 1857); Art. 94 : Son amendement tendant à compléter comme suit la première phrase du premier alinéa de cet article : « il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires » (p. 1857); son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « ces pouvoirs » les mots « les pouvoirs du conseil d'administration » (p. 1857); pouvoirs du conseil d'administration (p. 1858); ses observations sur l'amendement de M. Pleven : opposition de la Commission (p. 1858); Art. 95 : Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article (p. 1858); délibérations du conseil d'administration; problème du quorum (p. 1858); Art. 97 : Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin de cet article : « Des opérations courantes et conclues à des fins normales » (p. 1859); Art. 100 : Son amendement tendant, au début du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « les conventions visées à l'article 96 alinéas 1 et 2 » les mots « sans préjudice de la responsabilité de l'administrateur intéressé, les conventions visées à l'article 96 » (p. 1860); responsabilité des administrateurs dans le cas

de convention passée entre un administrateur et la société (p. 1860); Art. 101 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1860); Art. 103 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « et sauf autorisation spéciale de l'assemblée générale » (p. 1860); jetons de présence et tantièmes (p. 1860, 1861); Art. 104 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « à titre de jetons de présence » (p. 1861); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 104 à substituer aux mots « prélevés sur les bénéfices nets de l'exercice dans les limites prévues » les mots « dans les conditions prévues »; problème des tantièmes et des jetons de présence (p. 1861); Art. 105 : Son amendement tendant, à la fin de cet article, à substituer au mot « 101 » le chiffre « 100 »; Art. 106 : Son amendement tendant à compléter comme suit la deuxième phrase du premier alinéa de cet article : « qui est soumise à l'approbation de l'assemblée générale » (p. 1861); rémunérations du Président du conseil d'administration; statut du président directeur général; article 40 de la loi de 1867 (p. 1861, 1862); Art. 107 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « alinéas 2 et 3 » les mots « alinéa 2 » (p. 1863); Art. 108 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Conseil d'administration pouvant déléguer un administrateur dans les fonctions de président) (p. 1863); cas d'empêchement temporaire ou de décès du président (p. 1863); Art. 109 : Son amendement tendant à faire précéder le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social » (p. 1863); cumul des fonctions de président du conseil d'administration et de celles de directeur général (p. 1863); Art. 110 : Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article après les mots « dans la gestion » à insérer les mots « et dans la direction » (p. 1864); son amendement tendant à la suppression du troisième alinéa de cet article; cas de faillite (p. 1864); Art. 111 : Son amendement tendant à compléter comme suit la dernière phrase de cet article : « qui est soumise à l'approbation de l'assemblée générale » (p. 1864); Art. 106 (suite) : Rémunérations du président du conseil d'administration (p. 1865); son amen-

dement (Rémunération du président étant soumise à l'approbation de l'assemblée des actionnaires) (p. 1865); Art. 111 (suite) : Son amendement tendant à compléter comme suit la dernière phrase de cet article « qui est soumise à l'approbation de l'assemblée générale » (p. 1866); Art. 112-1 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Sociétés anonymes pouvant être régies par les dispositions du présent paragraphe; stipulation pouvant être introduite dans les statuts au cours de l'existence de la société par une assemblée générale extraordinaire) (p. 1867); problème de la cogestion; conseil de surveillance allemand comprenant des représentants du capital et des représentants du salariat (p. 1867); Art. 112-2 : Son amendement tendant à insérer le nouvel article : « La société anonyme est dirigée par un comité de direction composé de deux directeurs généraux au moins. Le comité de direction exerce ses fonctions sous le contrôle d'un conseil de surveillance. Dans les sociétés anonymes dont le capital est inférieur à 500.000 francs, les fonctions du comité de direction peuvent être exercées par un directeur général unique » (p. 1868); Art. 112-3 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Pouvoirs du comité de direction) (p. 1868); Art. 112-4 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Président du comité de direction) (p. 1868); Art. 112-5 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Nomination du président et des membres du comité de direction par le conseil de surveillance) (p. 1868); Art. 112-6 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les membres du comité de direction peuvent être révoqués par l'assemblée générale sur proposition du conseil de surveillance » (p. 1868); Art. 112-7 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le comité de direction est nommé pour une durée de quatre ans. En cas de vacance d'un siège le remplaçant est nommé pour le temps qui reste à courir jusqu'au renouvellement du comité » (p. 1868); Art. 112-8 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'acte de nomination fixe le mode et le montant de la rémunération des directeurs généraux » (p. 1869); Art. 112-9 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Autorisation donnée par le conseil de surveillance; contrôle sur la gestion de la société par le comité de direction) (p. 1869); Art. 112-10 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le conseil de surveillance

est composé de trois membres au moins et de douze membres au plus; toutefois, en cas de fusion, des dérogations provisoires pourront être admises dans les conditions fixées par décret » (p. 1869); Art. 112-11 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Chaque membre du conseil de surveillance devant être propriétaire d'un nombre d'actions de la société déterminé par les statuts) (p. 1869); Art. 112-12 : Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « Aucun membre du conseil de surveillance ne peut faire partie du comité de direction » (p. 1869); Art. 112-13 : Son amendement tendant à insérer le nouvel article (Nomination des membres du conseil de surveillance par l'assemblée générale ordinaire pour six ans au plus; leur rééligibilité) (p. 1869); Art. 112-14 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Constitution de Commissions paritaires mixtes pour l'examen des questions relatives à la marche de l'entreprise) (p. 1869); Art. 112-15 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Nomination d'une personne morale au conseil de surveillance) (p. 1869); Art. 112-16 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Personne physique ne pouvant faire partie simultanément de plus de huit conseils de surveillance ou d'administration de sociétés anonymes ayant leur siège social en France métropolitaine) (p. 1870); Art. 112-17 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas de vacance d'un ou plusieurs sièges au conseil de surveillance) (p. 1870); Art. 112-18 : Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « Le conseil de surveillance élit en son sein un président et un suppléant, qui sont chargés de convoquer le conseil et d'en diriger les débats » (p. 1870); Art. 112-19 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le conseil de surveillance ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président est prépondérante » (p. 1870); Art. 112-30 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Rémunérations des membres du conseil de surveillance) (p. 1870); Art. 112-21 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Sauf autorisation spéciale de l'assemblée générale les membres du conseil de surveillance ne peuvent recevoir de la société aucune rémunération autre que celles

visées à l'article précédent. Toute décision contraire est nulle » (p. 1871); Art. 112-22 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Convention intervenant entre une société et l'un des directeurs généraux ou l'un des membres du conseil de surveillance) (p. 1874); Art. 112-23 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les dispositions de l'article 112-22 ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations normales et conclues à des conditions courantes » (p. 1874); Art. 112-24 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Situation résultant d'une convention intéressant le directeur général ou le membre du conseil de surveillance) (p. 1874); Art. 112-25 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas des conventions désapprouvées par l'assemblée) (p. 1874); Art. 112-26 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Action en nullité) (p. 1874); Art. 112-27 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Interdiction pour les directeurs généraux et les membres du conseil de surveillance, autres que les personnes morales, de contracter des emprunts auprès de la société) (p. 1872); Art. 111-28 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas de faillite ou de règlement judiciaire de la société) (p. 1872); son amendement tendant à insérer avant les articles nouveaux le nouveau titre : « sous-section II, comité de direction et conseil de surveillance ». En conséquence, faire précéder l'article 85 du titre suivant : « Sous-section I, Conseil d'administration » (p. 1872); Art. 113 : Ses observations sur les paroles de M. Georges Germain (p. 1872); Art. 114 : Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de cet article; changement de nationalité de la société (p. 1873); après l'Art. 114 : Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article : « Le déplacement du siège, dans la même agglomération, peut être décidé par le conseil d'administration, sauf rectification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire » (p. 1873); Art. 116 : Son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de cet article à substituer aux mots « y participant » les mots « présents ou représentés » (p. 1874); Art. 117 : Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots « conseil d'administration » à insérer les mots « ou le comité de direc-

tion selon le cas » (p. 1874); son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du cinquième alinéa de cet article (Sociétés ayant pour objet principal d'émettre des emprunts obligataires) (p. 1874); émission d'obligations (p. 1874); son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article (p. 1875); Art. 118 : Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Sauf clause contraire des statuts, les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département » (p. 1875); question du lieu des réunions de l'assemblée générale (p. 1875); Art. 119 : Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « L'avis de convocation est inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et, en outre, si la société fait publiquement appel à l'épargne, au « Bulletin des Annonces légales obligatoires » (p. 1875); Art. 121 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article : « Un actionnaire peut se faire représenter en vertu d'un contrat de mandat par toute personne de son choix » (p. 1876); représentation des actionnaires aux assemblées; ses conditions (p. 1876); son amendement tendant après le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « Tout mandataire peut recevoir, sans limitation du nombre, les pouvoirs émis par des actionnaires en vue d'être représentés à une assemblée générale. La disposition ne déroge pas aux limitations légales ou statutaires du nombre des voix dont peut disposer chaque actionnaire » (p. 1876); son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Sont réputées non écrites les clauses contraires aux dispositions, l'alinéa ci-dessus » (p. 1876); Art. 122 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas des actionnaires nominatifs) (p. 1877); Art. 125 : Son amendement tendant, après les mots « se faire représenter » à rédiger comme suit la fin de cet article : « Par toute personne de leur choix » (p. 1877); Art. 135 (suite) : Opposition de la Commission à l'amendement de M. Ducoloné (p. 1883); son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Possibilité de conférer un droit de vote double) (p. 1883); opposition de la Commission à l'amendement de M. Foyer; ses observations sur le problème des votes multiples (p. 1884);

Art. 136 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Action convertie au porteur ou transférée à un tiers en toute propriété perdant le droit de vote double; cas de succession de partage de communauté de biens entre époux, de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent; cas d'une fusion de sociétés) (p. 1885); Art. 138 : Son amendement tendant à la suppression de cet article; inégalité de vote entre les actionnaires (p. 1885); Art. 134 : Opposition de la Commission à l'amendement de M. Pleven (p. 1886); Art. 141 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article: « L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du conseil d'administration ou du comité de direction, selon le cas, une augmentation de capital » (p. 1886); cas d'augmentation de capital en numéraire; problème du maintien du terme « prime d'émission » (p. 1886); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 141, à substituer aux mots « bénéfices ou primes d'émission » les mots « ou bénéfices » (p. 1886); son amendement tendant, après le deuxième alinéa de l'article 141 à insérer le nouvel alinéa suivant: « L'assemblée générale peut déléguer au conseil d'administration ou au comité de direction, selon le cas, les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation, ainsi que la modification des statuts qui en résulte » (p. 1887); son amendement tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa de l'article 141: « Est réputée non écrite toute clause statutaire conférant au conseil d'administration pouvoir pour décider de l'augmentation du capital » (p. 1887); Art. 146 : Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, après les mots « conseil d'administration » à insérer les mots « ou le comité de direction selon le cas » (p. 1887); son amendement tendant à rédiger comme suit la dernière phrase de l'article 146: « A défaut de souscription de la totalité de son montant, l'augmentation du capital n'est pas réalisée, à moins que l'assemblée générale n'en ait décidé autrement » (p. 1887); réduction de l'augmentation du capital (p. 1887); Art. 148 : Son amendement tendant à substituer aux dernières phrases du premier alinéa la phrase suivante: « Sauf convention contraire, l'usufruitier a droit à une remise d'une somme égale à la valeur du droit

de souscription, à charge de restitution à la fin de l'usufruit » (p. 1888); droit de l'usufruitier (p. 1888); Art. 148 : Situation de l'usufruitier (p. 1889); son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de l'article 148 (p. 1889); Art. 149 : Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Le délai de souscription se trouve clos par anticipation dès que tous les droits de souscription à titre irréductible ont été exercés » (p. 1889); prolongation du délai légal (p. 1889); Art. 150 : Son amendement tendant, au début de cet article, à supprimer les mots « à peine de nullité de l'augmentation de capital » (p. 1889) Art. 152 : Son amendement tendant, au début du premier alinéa de cet article, à supprimer les mots: « à peine de nullité de l'augmentation de capital » (p. 1890); son amendement tendant, après les mots « en numéraire » à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article: « peut être effectué par un mandataire de la société après la déclaration notariée constatant la souscription et les versements » (p. 1890); retrait des fonds dès la signature de la déclaration notariée; blocage des fonds pouvant entraver la marche de la société (p. 1890); Art. 154 : Son amendement tendant, au début du dernier alinéa de cet article, à supprimer les mots « à peine de nullité de l'augmentation de capital » (p. 1890); Art. 155 : Son amendement tendant à la fin du cinquième alinéa de cet article après les mots « ou en titres » à insérer les mots « d'incorporer des réserves ou des bénéfices à son capital » (p. 1891); décrets d'application (p. 1891); Art. 156 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « et l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission ne sont autorisées » les mots « n'est autorisé » (p. 1892); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Augmentation complémentaire de capital réservée aux obligataires qui auront opté pour la conversion et qui, en outre, auront demandé à souscrire des actions nouvelles) (p. 1892); Art. 157 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du troisième alinéa de cet article: « Sur les rapports des commissaires aux apports visés à l'article 154 du conseil d'administration ou du comité de direction selon le cas, ainsi que sur celui des commissaires aux comptes visés à l'article 155 » (p. 1892); Art. 159 : Son amendement tendant

à la suppression de cet article; conversion en cas de règlement judiciaire (p. 1892); Art. 160 : Son amendement ayant pour objet de mettre l'article 160 en harmonie avec le texte voté à l'article 141 (p. 1893); son amendement tendant à la suppression du premier alinéa de cet article (p. 1893); son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, après le mot « actionnaires » à insérer les mots « à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission » (p. 1893); droit d'attribution étant négociable ou cessible (p. 1893); Art. 161 : Son amendement tendant au début de la première phrase de cet article à supprimer les mots « à peine de nullité » (p. 1893); Art. 163 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « conseil d'administration » à insérer les mots « ou au comité de direction selon le cas » (p. 1894); son amendement tendant à la fin de la première phrase du deuxième alinéa, à substituer aux mots « 45 jours au moins avant la réunion de l'assemblée » les mots « dans le délai fixé par décret » (p. 1894); renvoyé à un décret la fixation du délai de communication aux commissaires aux comptes (p. 1894); son amendement tendant au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « celle-ci statue » les mots « l'assemblée statue » (p. 1894); Art. 164 : Son amendement tendant au début du dernier alinéa de cet article à supprimer les mots « à peine de nullité » (p. 1894); Art. 165 : son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1894); cas où le capital de la société, à la suite d'une réduction pour cause de pertes, est tombé au-dessous du minimum légal (p. 1894); Art. 172 : Son amendement tendant à insérer, après le premier alinéa de cet article le nouvel alinéa suivant : « Toutefois lorsque la société est soumise aux dispositions des articles 112-1 à 112-30, les commissaires aux comptes sont désignés par le conseil de surveillance » (p. 1895); son amendement tendant à insérer après le premier alinéa de l'article 172 un nouvel alinéa ainsi conçu « un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, peuvent être désignés par l'assemblée générale ordinaire ou le conseil de surveillance selon le cas » (p. 1895); prévoir des commissaires suppléants (p. 1895); Art. 173 : Son amendement tendant à insérer, dans le

troisième alinéa de cet article, après les mots « la désignation d'un commissaire aux comptes » les mots « président du conseil d'administration ou du comité de direction dûment appelé » (p. 1896); Art. 174 : Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article : « qui exerceront leurs fonctions concurremment avec celui ou ceux désignés par l'assemblée générale ou le conseil de surveillance selon le cas » (p. 1896); commissaires de minorité (p. 1896); après l'Art. 174 : Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Désignation d'un mandataire ad hoc à l'effet d'enquêter sur une ou plusieurs opérations de gestion) (p. 1896); permettre à la minorité d'obtenir des informations sur une ou plusieurs opérations de gestion (p. 1896); Art. 176 : Son amendement tendant à remplacer dans le premier alinéa de cet article les mots « et la sincérité » par les mots « et l'exactitude » (p. 1896); son amendement tendant à remplacer dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article les mots « la sincérité » par les mots « l'exactitude » (p. 1896); importance du problème du commissariat aux comptes; mission des commissaires aux comptes (p. 1897); Art. 177 : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa ainsi conçu : « Les investigations prévues aux deux alinéas qui précèdent peuvent être faites tant auprès de la société que des tiers sans que puisse être opposé le secret professionnel » (p. 1897); après l'Art. 177 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Rapport des commissaires aux comptes) (p. 1897, 1898); Art. 179 : Son amendement tendant à la suppression de la seconde phrase de cet article (p. 1898); rémunération des commissaires aux comptes (p. 1898); Art. 186 : Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa, à substituer aux mots « de la société absorbée » les mots « de chaque société » (p. 1899); son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots « de la société absorbée » à insérer les mots « assistés le cas échéant, d'experts de leur choix » (p. 1899); commissaires aux comptes devant présenter un rapport à l'assemblée générale appelée à délibérer sur la fusion (p. 1899); Art. 188 : Son amendement tendant à compléter cet article par deux nouveaux alinéas (Conséquences résultant du projet de fusion) (p. 1900); cas où le remboursement n'est pas proposé (p. 1900); Art. 190 :

*Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1900); Art. 192 : Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « d'un commissaire aux comptes » les mots « des commissaires aux comptes de la société » (p. 1901); son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article, par les mots suivants : « et de l'assemblée des porteurs de parts bénéficiaires ou de parts de fondateur » (p. 1901); Art. 193 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « en commandite simple » à insérer les mots « ou par actions » (p. 1901); son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots « dans les conditions prévues pour les modifications de statuts » les mots « dans les conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées extraordinaires dans les sociétés de cette forme » (p. 1901); création de sociétés en commandite par actions (p. 1901); Art. 194 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1901); Art. 195 : Son amendement tendant à compléter cet article par deux alinéas nouveaux (Cas où la société a émis des parts bénéficiaires ou des obligations) (p. 1902); Art. 197 : Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots suivants : « Sous réserve des dispositions de l'article 64 » (p. 1902); Art. 204 : Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article (p. 1903); après l'Art. 204 : Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Responsabilité des membres du conseil de surveillance, des fautes personnelles commises dans l'exécution de leur mandat) (p. 1904); Art. 205 : Son amendement tendant à substituer aux deux premiers alinéas de cet article un nouvel alinéa (Cas d'une société en commandite par actions dont le capital est divisé en actions) (p. 1904); sociétés en commandite par actions; question de l'interdiction de la constitution des sociétés de ce type; composition du conseil de surveillance (p. 1904); Art. 205 : Son amendement tendant à substituer aux deux premiers alinéas de cet article un nouvel alinéa (Société en commandite par actions) [11 juin 1965] (p. 2013); son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer au mot « suivantes » les mots « prévues par la présente section » (p. 2013); Art. 206 : Son amendement tendant à insérer, en tête de cet article un nouvel alinéa : « Le ou*

*les premiers gérants sont désignés par les statuts. Ils accomplissent les formalités de constitution dont sont chargés les fondateurs de sociétés anonymes par les articles 68 à 84 » (p. 2013); nomination du premier gérant lors de la constitution de la société (p. 2013); son amendement tendant à faire précéder le deuxième alinéa de cet article des mots suivants : « Au cours de l'existence de la société, sauf clause contraire des statuts » (p. 2014); Art. 207 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Nomination du conseil de surveillance par l'assemblée générale ordinaire) (p. 2014); indépendance du conseil de surveillance à l'égard des commandités (p. 2015); Art. 208 : Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « un ou plusieurs commissaires aux comptes sont désignés suivant les mêmes règles que dans les sociétés anonymes et exercent les mêmes fonctions que dans celles-ci » (p. 2014); Art. 210 : Son amendement tendant, après les mots « assemblée générale ordinaire » à rédiger ainsi la fin de cet article : « Elle ne peut l'être qu'avec l'accord des commandités, donné, sauf clause contraire à l'unanimité » (p. 2015); rémunérations du gérant (p. 2015); Art. 214 : Son amendement, tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « gérants » à insérer les mots « même non associés » (p. 2015); responsabilité encourue du fait des dommages résultant pour les actionnaires et pour les tiers de l'annulation de la société (p. 2015); Art. 216 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « et les obligations » les mots « les obligations et les parts bénéficiaires ou parts de fondateur » (p. 2015); valeurs mobilières émises par les sociétés par actions (p. 2015, 2016); maintenir les parts bénéficiaires (p. 2016); Art. 217 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2016); Art. 220 : Son amendement tendant à supprimer les mots « de créances » (p. 2017); son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Toutes autres actions sont des actions d'apport » (p. 2017); Art. 221 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2017); Art. 228 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer au mot « obligatoirement » le mot « exclusivement » (p. 2018); Art. 229 : Donner à l'actionnaire minoritaire victime une possibilité de se retirer de la société (p. 2019); Art. 230 ; Echanges de titres entre*



actionnaires par l'intermédiaire d'agents de change (p. 2020); Art. 231 : Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin de cet article : « Au registre du commerce où l'inscription de la mention modificative à la suite de l'augmentation de capital » (p. 2020); après l'Art. 232 : Son amendement tendant après cet article à insérer le nouvel article suivant : « Les dispositions des articles 231 et 232 sont applicables aux parts de fondateur ou parts de bénéficiaires » (p. 2021); Art. 240 : Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « L'assemblée générale des actionnaires peut déléguer au conseil d'administration, au gérant ou au comité de direction, selon le cas, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'émission d'obligations en une ou plusieurs fois dans le délai maximum de cinq ans et d'en arrêter les modalités » (p. 2021); Art. 247 : Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à substituer aux mots « élus pour trois ans par l'assemblée générale et rééligibles » les mots « élus par l'assemblée générale des obligataires » (p. 2022); Art. 251 : Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du premier alinéa : « Sont nommés dans l'année de la publication de la notice et au plus tard un mois avant le premier amortissement prévu » (p. 2022); Art. 252 : Son amendement tendant à supprimer, au début de cet article, les mots « en cas de faute ou d'empêchement » (p. 2022); Art. 268 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots « alinéa 2 » (p. 2024); Art. 269 : Maintenir la compétence du tribunal de grande instance (p. 2024); Art. 270 : Son amendement tendant à supprimer à la fin du deuxième alinéa de cet article les mots « sous réserve des dispositions de l'article 159 » (p. 2025); Art. 279 : Son amendement tendant après les mots « le président du conseil d'administration » à insérer les mots « le représentant du comité de direction » (p. 2026); Art. 280 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du deuxième alinéa de cet article : « Dans les six mois de la publication de la notice, le résultat de la souscription » (p. 2026); Art. 282 : Son amendement tendant, après les mots « le président du conseil d'administration » à insérer les mots « le représentant du comité de direction » (p. 2026); Art. 288 : Son amendement tendant à remplacer le mot « extraordinaire » par le mot « ordinaire » (p. 2026); Art. 293 : Son amendement tendant,

dans le premier alinéa de cet article, après les mots « le conseil d'administration » à insérer les mots « le comité de direction » (p. 2027); son amendement tendant à la fin du troisième alinéa de cet article à substituer aux mots « l'année écoulée » les mots « l'exercice écoulé » (p. 2027); Art. 294 : Son amendement tendant, au dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots « ou des gérants » les mots « ou du comité de direction ou des gérants selon les cas » (p. 2027); Art. 296 : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Conséquences de la dépréciation) (p. 2028); amortissement étant destiné à constater la dépréciation des immobilisations; règle de l'amortissement annuel obligatoire pouvant n'être pas suivie (p. 2028, 2029); après l'Art. 298 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Bénéfices nets de l'exercice) (p. 2029); réserve légale dans les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés par actions (p. 2029); Art. 299 : Son amendement tendant à substituer aux mots « aux articles 53 et 117, alinéa 6 » les mots « à l'article 298 bis » (p. 2029); après l'Art. 312 : Réserver les dispositions relatives à la nullité (p. 2033); Art. 325 : Liquidation amiable ou judiciaire des sociétés commerciales (p. 2033); Art. 329 : Son amendement tendant après les mots « de membres du conseil de surveillance » les mots « de membres du comité de direction » (p. 2034); Art. 336 : Son amendement tendant à supprimer à la fin de l'article les mots « Si depuis cette formalité le délai de prescription n'a pas été interrompu à leur égard par une action en justice » (p. 2034); Art. 358 : Son amendement tendant au début de cet article à substituer aux mots « des mêmes peines » les mots « des peines prévues à l'article 357 » (p. 2036); Art. 362 : Son amendement tendant à substituer aux mots « deux mille à 10.000 francs » les mots « de mille à 5.000 francs » (p. 2036); infractions visées à cet article (p. 2036) Art. 364 : Son amendement tendant à la fin de l'article à substituer aux mots « à défaut » les mots « au lieu et place » (p. 2037); Art. 368 : Son amendement tendant au début de cet article à substituer aux mots « des mêmes peines » les mots « des peines prévues à l'article 367 » (p. 2037); Art. 374 : Son amendement tendant à substituer aux mots « les administrateurs ou les directeurs généraux » les mots « ou les administrateurs » (p. 2038); responsabilité pénale du président du conseil d'administration (p. 2038);

Art. 377 : Son amendement tendant à substituer aux mots « de 2.000 francs à 20.000 francs » les mots « de 1.000 à 10.000 francs » (p. 2039); Art. 379 : Son amendement tendant, dans cet article, après les mots « 10 millions de francs qui... » à insérer le mot « volontairement » (p. 2039); Art. 385 : Son amendement tendant à substituer aux mots « les administrateurs ou les directeurs généraux » les mots « ou les administrateurs » (p. 2041); Art. 386 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « les administrateurs ou les directeurs généraux » les mots « ou les administrateurs » (p. 2041); Art. 387 : Son amendement tendant à substituer aux mots « les administrateurs ou les directeurs généraux » les mots « ou les administrateurs » (p. 2041); Art. 391 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « les administrateurs ou directeurs généraux » les mots « ou les administrateurs » (p. 2041); Art. 392 : Son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « constituées avant l'entrée en vigueur de la présente loi » (p. 2042); après l'Art. 392 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant : « Sera puni d'une amende de 2.000 à 40.000 francs le gérant qui commence les opérations avant l'entrée en fonction du conseil de surveillance » (p. 2042); Art. 393 : Son amendement tendant à substituer aux mots « de 2.000 francs à 10.000 francs » les mots « de mille à 5.000 francs » (p. 2042); Art. 394 : Son amendement tendant, à la fin de cet article, à substituer aux mots « à défaut » les mots « au lieu et place » (p. 2042); après l'Art. 394 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Application de certaines peines aux présidents directeurs généraux et administrateurs de sociétés anonymes et aux membres du comité de direction et du conseil de surveillance) (p. 2042); son amendement tendant à faire précéder le nouvel article proposé après l'article 394 de l'intitulé suivant : « Section IX - Dispositions concernant les sociétés anonymes comportant un comité de direction et un conseil de surveillance » (p. 2042); Art. 398 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2043); Art. 406 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (1<sup>o</sup>) de cet article, à supprimer les mots « les directeurs généraux » (p. 2044); Art. 408 : Son amende-

ment tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « à défaut » les mots « au lieu et place » (p. 2044); après l'Art. 408 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Peines prévues pour les présidents, les directeurs généraux, les administrateurs des sociétés anonymes, les membres du comité de direction et du conseil de surveillance) (p. 2044); son amendement tendant à faire précéder le nouvel article de l'intitulé suivant : « Section V - Dispositions concernant les sociétés anonymes comportant un comité de direction et un conseil de surveillance » (p. 2044); Art. 410 : Son amendement tendant à substituer aux mots « les directeurs généraux » le mot « ou » (p. 2045); après l'Art. 416 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Peines prévues pour les directeurs généraux, les présidents, les administrateurs de sociétés anonymes, les membres du comité de direction et du conseil de surveillance) (p. 2046); son amendement tendant à faire précéder le nouvel article de l'intitulé suivant : « Section IV - Dispositions concernant les sociétés anonymes comportant un comité de direction et un conseil de surveillance » (p. 2046); après l'Art. 417 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Gérant d'une société à responsabilité limitée exploitant une entreprise de presse) (p. 2046); son amendement tendant à insérer un nouvel article (Changement de nationalité d'une société par actions; transfert de son siège social à l'étranger) (p. 2046); Art. 422 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du premier alinéa de cet article : « Ne peuvent être nommés liquidateurs, les personnes auxquelles l'exercice des fonctions de directeur général, d'administrateur, de gérant de société, de membre du comité de direction ou du conseil de surveillance est interdit... » (p. 2047); Art. 424 : Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article, après les mots « les présidents » à insérer le mot « administrateurs » (p. 2047); administrateurs ayant empêché la société de mettre les statuts en harmonie avec la loi; son amendement tendant, au début du premier alinéa de cet article, après les mots « gérants de sociétés qui... » à insérer le mot « volontairement » (p. 2048); son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de cet article, après les mots « les présidents » à insérer le mot « administrateurs » (p. 2048); Art. 426 : Son amendement tendant à supprimer les mots « émises avant

*l'entrée en vigueur de la présente loi* » (p. 2048); *son amendement tendant à compléter l'article 426 par un nouvel alinéa (Rachat ou conversion en actions de l'ensemble des parts alors existantes)* (p. 2048); *interdiction d'émettre des parts de fondateurs ou des parts bénéficiaires* (p. 2048); Art. 4 (réservé dans la deuxième séance du 1<sup>er</sup> juin) (suite): *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Immatriculation de la société)* (p. 2050); *personnalité morale n'étant acquise qu'après immatriculation au registre du commerce; situation en Allemagne et en Grande-Bretagne* (p. 2050); *solutions des droits italien et allemand; contrôle judiciaire préalable entraînant des délais* (p. 2050, 2051); *ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 2052); *importance du problème* (p. 2052); Art. 16 (suite): *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « à des tiers »* (p. 2053); Art. 18 (suite): *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Continuation de la société)* (p. 2053, 2054); Art. 24 (suite): *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article « Les statuts de la société indiquent »* (p. 2054); Art. 34 (suite): *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 2054); Art. 61 (suite): *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « ou en commandite simple », les mots « en commandite simple ou en commandite par actions »* (p. 2054); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 61, à substituer aux mots « d'un être moral nouveau », les mots « d'une personne morale nouvelle »* (p. 2054); Art. 64 (suite): *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Les augmentations de capital qui seront effectuées par application du présent article seront exonérées d'impôt dans la limite nécessaire pour porter le capital de la société considérée au minimum fixé par la loi »* (p. 2055); Art. 66 (suite): *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2055); Art. 66 du projet de loi rendant obligatoire le recours au notaire; Art. 67 (suite): *Son amendement tendant au début de la deuxième phrase de cet article à supprimer les mots « à peine de nullité »* (p. 2055); avant l'Art. 69: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (actions de numéraire)* (p. 2055); Art. 70 (suite): *Son amendement tendant à la suppres-*

*sion de cet article* (p. 2056); Art. 71 (suite): *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article* (p. 2056); Art. 136 (suite): *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Action convertie au porteur ou transférée à des tiers en toute propriété perdant le droit de vote double)* (p. 2060); Art. 192 (suite): *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots suivants « et de l'assemblée des porteurs de parts bénéficiaires ou de parts de fondateur »* (p. 2060); *commissaires aux comptes étant appelés à faire un rapport sur la transformation de la société* (p. 2061); Art. 193 (suite): *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « en commandite simple », à insérer les mots « ou par actions »* (p. 2061); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots « dans les conditions prévues pour les modifications des statuts », les mots « dans les conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées extraordinaires dans les sociétés de cette forme »* (p. 2061); *transformation en société à responsabilité limitée devant être décidée dans les conditions de quorum et de majorité prévues par les assemblées extraordinaires* (p. 2061); Art. 194 (suite); *son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2061); Art. 195 (suite): *Son amendement tendant à compléter cet article par les deux alinéas suivants: « Si la société a émis des parts bénéficiaires, l'assemblée générale des porteurs de ces parts est appelée à délibérer sur la proposition de dissolution. Si la société a émis des obligations, l'article 277 est applicable »* (p. 2061); *cas de dissolution anticipée* (p. 2061); après l'Art. 204: *Règles de la responsabilité civile contenues dans les articles 198 à 204 devant s'appliquer dans les sociétés de type nouveau* (p. 2062); *son amendement tendant, après l'article 204, à insérer un nouvel article (Responsabilité des membres du conseil de surveillance)* (p. 2061, 2062); Art. 314 (suite): *Son amendement tendant à faire précéder le deuxième alinéa de cet article des mots suivants « dans les sociétés en nom collectif et en commandite simple »* (p. 2062); *restreindre aux sociétés de personnes la nullité qui peut être encourue par défaut d'accomplissement des formalités de publicité* (p. 2062); Art. 315 (suite): *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Pour les sociétés à*

responsabilité limitée et les sociétés par actions, en l'absence de décision judiciaire préalable prévue à l'article 4 ou si cette décision a été obtenue frauduleusement, la société ou l'acte modifiant les statuts sont nuls » (p. 2062); Art. 316 (suite) : Ses observations sur l'amendement de M. Massot : projet de directive de la Commission de la communauté économique européenne du 21 février 1964 (p. 2063); en seconde délibération, Art. 35 : Opposition de la Commission à l'amendement de M. Foyer : contrôle judiciaire préalable; problème de la juridiction compétente (p. 2064); Art. 36 : Son amendement tendant à supprimer les mots « à peine de nullité de la société » (p. 2064); Art. 47 : Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article (p. 2065); Art. 54 : Son amendement tendant à substituer à la première phrase du deuxième alinéa de cet article le texte suivant : « Toutes autres modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Toute clause exigeant une majorité plus élevée est réputée non écrite » (p. 2065); Art. 75 : Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Ils sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article 169 » (p. 2065); Art. 79 : Ses observations sur les paroles de M. Foyer (p. 2065); Art. 89 : Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Un salarié de la société peut en être nommé administrateur sans perdre le bénéfice de son contrat de travail, si ce contrat est antérieur de deux années au moins à sa nomination d'administrateur. Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction » (p. 2066); Art. 117 : Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots « conseil d'administration », à insérer les mots « ou le comité de direction selon le cas » (p. 2066); Art. 118 : Son amendement tendant à compléter comme suit le premier alinéa de cet article : « ou le comité de direction selon le cas » (p. 2067); son amendement tendant, après le cinquième alinéa (3<sup>o</sup>) de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Dans les sociétés soumises aux articles 112-1 à 112-28 l'assemblée générale peut être convoquée par le conseil de surveillance » (p. 2067); Art. 120 : Son amendement tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots

suivants « ou au conseil de surveillance selon le cas » (p. 2067); son amendement tendant, dans la deuxième phrase du troisième alinéa de l'article 120, après le mot « administrateur », à insérer les mots « ou membres du conseil de surveillance » (p. 2067); Art. 128 : Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article après les mots « rapports du conseil d'administration », à insérer les mots « ou du comité de direction et du conseil de surveillance selon le cas » (p. 2067); son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 128 (p. 2067); son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article à substituer aux mots « le rapport du conseil d'administration », les mots « les rapports du conseil d'administration ou, selon le cas, du comité de direction et du comité de surveillance » (p. 2067); Art. 141 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article : « L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider sur le rapport du conseil d'administration ou du comité de direction, selon le cas, une augmentation de capital » (p. 2068); son amendement tendant à rédiger comme suit le début du troisième alinéa de cet article : « L'assemblée générale peut déléguer au conseil d'administration ou au comité de direction, selon le cas, les pouvoirs nécessaires » (p. 2068); Art. 142 : Son amendement tendant au début de cet article à supprimer les mots « à peine de nullité » (p. 2068); Art. 146 : Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, après les mots « conseil d'administration », à insérer les mots « ou le comité de direction selon le cas » (p. 2068); Art. 147 : Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, après les mots « conseil d'administration », à insérer les mots : « ou de comité de direction selon le cas » (p. 2068); Art. 148 : Ses observations sur les paroles de M. Foyer (p. 2069); Art. 153 : Son amendement tendant après les mots « conseil d'administration » à insérer les mots « ou du comité de direction selon le cas » (p. 2070); Art. 154 : Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « ou du comité de direction selon le cas » (p. 2070); son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Ils sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article 169 » (p. 2070); Art. 155 : Son amendement tendant, dans la première phrase

du premier alinéa de cet article après les mots « conseil d'administration », à insérer les mots « ou du comité de direction selon le cas » (p. 2070); Art. 157 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du troisième alinéa de cet article : « Sur les rapports des commissaires aux apports visés à l'article 154 du conseil d'administration ou du comité de direction selon le cas, ainsi que sur celui des commissaires aux comptes visés à l'article 155 » (p. 2071); Art. 163 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « conseil d'administration », à insérer les mots « ou au comité de direction selon le cas » (p. 2071); son amendement tendant dans le dernier alinéa de cet article, après les mots « le conseil d'administration », à insérer les mots « ou le comité de direction selon le cas » (p. 2071); Art. 166 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « conseil d'administration », à insérer les mots « ou le comité de direction » (p. 2071); Art. 169 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (1<sup>o</sup>) de cet article, après le mot « administrateurs », à insérer les mots « ou le cas échéant, membres du comité de direction » (p. 2071); son amendement tendant au début du quatrième alinéa (3<sup>o</sup>) de l'article 169, à substituer aux mots « les administrateurs et les conjoints des administrateurs des sociétés... », les mots « les administrateurs ou, le cas échéant, les membres du comité de direction, ainsi que les conjoints des administrateurs ou, le cas échéant, des membres du comité de direction des sociétés » (p. 2071); Art. 173 : Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article après les mots « la désignation du commissaire aux comptes, à insérer les mots « le président du conseil d'administration ou du comité de direction dûment appelé; » (p. 2071); Art. 178 : Son amendement tendant dans cet article, après les mots « conseil d'administration », à insérer les mots « ou du comité de direction selon le cas » (p. 2072); Art. 179 : Honoraires des commissaires aux comptes (p. 2073); Art. 181 : Son amendement tendant, dans le second alinéa de cet article, après les mots « par les administrateurs », à insérer les mots « ou les membres du comité de direction selon le cas » (p. 2073).

En deuxième lecture, du projet de loi sur les sociétés commerciales, en qualité de Rapporteur : Ses observations sur son rapport [10 juin 1966] (p. 1919); Art. 2 :

Son amendement tendant à reprendre, pour cet article, le premier alinéa du texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Siège social; objet social; montant du capital social) (p. 1919); après l'Art. 2 : Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Sociétés dont le siège social est situé en territoire français) (p. 1919, 1920); Art. 3 : Ses observations sur l'amendement de M. Collette (p. 1920); son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 3 par la phrase suivante : « Il en est de même en cas de prorogation » (p. 1920); Art. 4 : Proposition de directive du Conseil de la Communauté économique européenne du 21 février 1964; système de contrôle indirect; action en régularisation de la société, action en responsabilité contre les fondateurs (p. 1921); ses observations sur les paroles de M. Georges Germain (p. 1922); Art. 10 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Tous les associés sont gérants, sauf stipulation contraire des statuts qui peuvent désigner un ou plusieurs gérants, associés ou non, ou en prévoir la désignation par un acte ultérieur » (p. 1923); désignation des gérants (p. 1923); Art. 13 : Son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du premier alinéa de cet article : « Toutefois, les statuts peuvent prévoir que certaines décisions sont prises à une majorité qu'ils fixent » (p. 1923); décisions excédant les pouvoirs des gérants (p. 1923); Art. 28 : Son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de cet article, après les mots « à un commanditaire », à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « avec le consentement de tous les commandités et de la majorité en nombre et en capital des commanditaires » (p. 1924); cession des parts sociales; cession à des tiers étrangers des parts des commanditaires (p. 1924); Art. 31 : Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article (p. 1924); après l'Art. 31 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Capital de la société) (p. 1924); Art. 38 ter : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Transmission des parts sociales) (p. 1925, 1926); transmission par succession ou liquidation de communauté ou cession à des conjoints (p. 1926); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du second alinéa de cet article : « Toutefois les statuts peuvent stipuler que le conjoint, un

héritier, un ascendant ou un descendant ne peut devenir » (p. 1926); Art. 39 : Son amendement tendant dans la dernière phrase du quatrième alinéa de cet article à substituer aux mots « les dispositions de l'article 59, les mots « les dispositions de l'article 31 bis » (p. 1926); après l'Art. 39 : Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa (Projet de nantissement de parts sociales) (p. 1927); Art. 46 : Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article à supprimer les mots « ci-dessus » (p. 1927); Art. 47 : Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article (p. 1928); responsabilité des gérants en cas de faillite (p. 1928); faute légère du gérant (p. 1928); Art. 54 quater : Son amendement tendant, dans les alinéas 1, 2, 3 et 4 de l'article 54 quater à substituer aux mots « réduction de capital », les mots « réduction du capital » (p. 1929); Art. 60 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Cas de perte des trois quarts du capital social) (p. 1929, 1930); délai imparti au conseil d'administration d'une société anonyme pour convoquer l'assemblée générale extraordinaire en cas de perte des trois quarts du capital social (p. 1930); Art. 61 : Son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « La transformation d'une société à responsabilité limitée en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés » (p. 1930); Art. 64 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « 100.000francs », les mots « 50.000 francs » (p. 1930); capital social des sociétés par action (p. 1930); Art. 66 : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 1931); intervention d'un notaire (p. 1931); Art. 67 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Définition de la société anonyme) (p. 1931); Art. 75 : Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « par les fondateurs », les mots « par décision de justice, à la demande des fondateurs ou de l'un d'entre eux » (p. 1932); désignation des commissaires aux apports (p. 1932); Art. 76 bis : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 1932); ses observations sur l'amendement du Gouvernement (p. 1933); Art. 89 : Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de

cet article à substituer aux mots « avec la société absorbée » les mots « avec l'une des sociétés fusionnées » (p. 1934); Art. 91 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de la deuxième phrase du premier alinéa de cet article « Ce nombre ne peut être inférieur à celui exigé par les statuts » (p. 1934); nombre minimum d'actions de la société qu'un administrateur doit posséder (p. 1934); Art. 94 : Son amendement tendant à partir des mots « font l'objet » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « D'autorisations qui peuvent être données annuellement par catégories d'opérations par le conseil d'administration » (p. 1934); conditions dans lesquelles les cautions, avals et garanties pourront être donnés par le conseil d'administration (p. 1934); Art. 95 : Son amendement tendant, à la fin de la dernière phrase du premier alinéa de cet article, après les mots « sont présents », à ajouter les mots « ou représentés » (p. 1935); son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « ou représentés » (p. 1935); Art. 98 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « et soumet celles-ci à l'approbation de l'assemblée générale » (p. 1935); confier aux commissaires aux comptes le soin d'apprécier si les conventions intervenues doivent faire l'objet d'un rapport spécial (p. 1935); son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par une nouvelle phrase (Rôle des commissaires aux comptes) (p. 1935); Art. 99 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Les conventions approuvées par l'assemblée, comme celles qu'elle désapprouve, produisent leurs effets à l'égard des tiers, sauf lorsqu'elles sont annulées dans le cas de fraude » (p. 1935); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Conséquences de la désapprobation de certaines conventions) (p. 1935); Art. 110 : Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article (p. 1936); Art. 111 : Nouveau type de société anonyme (p. 1936, 1937); Art. 111 bis : Son amendement tendant, dans la deuxième phrase de cet article, à supprimer les mots « sauf décision contraire du conseil » (p. 1937); cas de décès, de démission ou de révocation du président du conseil d'administration (p. 1937); Art. 112-1 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du premier alinéa de cet article : « En accord avec

son président, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux » (p. 1937); Art. 112-2 : Son amendement tendant : 1<sup>o</sup> dans cet article, à substituer aux mots « conseil de direction », le mot « directoire »; 2<sup>o</sup> à modifier en conséquence les articles où figurent ces mots (p. 1937); comité de direction; conseil de surveillance; directoire (p. 1937); son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer les mots « d'au moins 2 membres », par les mots « de cinq membres au plus » (p. 1937); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « un montant fixé par décret », les mots « 250.000 francs » (p. 1937); Art. 112-5 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Les membres du directoire sont nommés par le conseil de surveillance qui confère à l'un d'eux la qualité de président » (p. 1938); son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « Lorsqu'une seule personne exerce les fonctions dévolues au directoire, elle prend le titre de directeur unique » (p. 1938); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (Membres du directoire) (p. 1938); son amendement tendant à supprimer les quatrième et cinquième alinéas de l'article 112-5 (p. 1938); Art. 112-6 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Révocation des membres du directoire) (p. 1938); Art. 112-8 quater : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer le mot « général » (p. 1939); son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « qui porte alors le titre de directeur général » (p. 1939); Art. 112-8 quinquies : Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « Nul ne peut appartenir simultanément à plus de deux directoires, ni exercer les fonctions du directeur unique dans plus de... » (p. 1939); appartenance d'une même personne à huit directoires (p. 1939); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa de cet article : « Membre du directoire ou directeur unique nommé au conseil de surveillance ou au directoire d'une autre société » (p. 1939); Art. 112-9 : Son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Le conseil de surveillance exerce dans l'intérêt des actionnaires

un contrôle permanent sur la gestion de la société par le directoire » (p. 1939); Art. 112-11 : Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « inférieur au triple du nombre exigé », les mots « inférieur à celui exigé » (p. 1940); Art. 112-14 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Constitution de commissions paritaires mixtes pour l'examen de questions relatives à la marche de l'entreprise) (p. 1940); Art. 112-19 : Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « ou représentés » (p. 1942); son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « ou représentés » (p. 1942); Art. 112-28 : Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article (p. 1943); possibilité pour les membres du conseil de surveillance de se faire représenter aux réunions du conseil de direction (p. 1943); Art. 112-28 bis : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « du conseil de direction ou... » (p. 1943)] son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « 112-8 quinquies » (p. 1943); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Limitation du nombre de sièges de président du conseil ou de membre du directoire) (p. 1943); son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article (p. 1943); Art. 112-28 bis : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Fusion d'une société anonyme) (p. 1944); Art. 113 : Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les dispositions suivantes : « Dans le cas où il est procédé à scrutin, il n'est pas tenu compte des bulletins blancs » (p. 1944); Art. 115 : Dans le cas où il est procédé à scrutin, il n'est pas tenu compte des bulletins blancs (p. 1944); Art. 120 : Son amendement tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots « ne concernant pas la présentation des candidats au conseil d'administration ou au conseil de surveillance selon le cas » (p. 1945); ordre du jour des assemblées; cas de l'actionnaire représentant au moins 5 % du capital (p. 1945); son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « Il ne peut se faire représenter par une autre personne que si les statuts le permettent » (p. 1945); son

amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article (p. 1945); actionnaires pouvant se faire représenter par un seul mandataire (p. 1945); son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots « des alinéas précédents », les mots « des alinéas 1 et 3 » (p. 1945); Art. 122 : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 1946); Art. 125 : Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « ou par le conjoint de l'un deux » (p. 1946); Art. 128 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « tout actionnaire a droit », à insérer les mots « préalablement à l'assemblée générale et... » (p. 1946); information des actionnaires (p. 1946); Art. 130 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Communication des documents sociaux à tout actionnaire) (p. 1946); Art. 134 : Son amendement tendant au début de cet article après le chiffre « 78 », à insérer les chiffres « 135, 136 » (p. 1947); Art. 135 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Droit de vote double) (p. 1947); actions à vote multiple (p. 1947); Art. 136 : Son amendement tendant à rétablir cet article supprimé par le Sénat avec une nouvelle rédaction (Action convertie au porteur ou transférée en propriété) (p. 1948); Art. 154 : Son amendement tendant à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « par le conseil d'administration ou le conseil de direction », les mots « par décision de justice ou à la demande du président du conseil d'administration ou du directoire » (p. 1948); Art. 159-2 : Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « à la suite », le mot « lors » (p. 1950); Art. 159-6 : Son amendement tendant, à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « et inaliénables », les mots « inaliénables et insaisissables » (p. 1950); Art. 167 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du deuxième alinéa de cet article (Fonctions de commissaires aux comptes) (p. 1951, 1952); son amendement tendant: 1<sup>o</sup> à transformer la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article en alinéa; 2<sup>o</sup> dans ce nouvel alinéa, après le mot « inscrites », à insérer les mots « à la date de la promulgation de la présente loi » (p. 1952); Art. 169 : Son amendement

tendant à rédiger ainsi le début du quatrième alinéa (paragraphe 3<sup>o</sup>) de cet article: « Les administrateurs, les membres du directoire, les conjoints des administrateurs ainsi que, le cas échéant, des membres du directoire ou du conseil de surveillance des sociétés... » (p. 1952); Art. 170 : Son amendement tendant à supprimer dans la première phrase du premier alinéa de cet article les mots « le cas échéant » (p. 1952); Art. 174 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « fixés par décret » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa: « Demander la nomination d'un commissaire aux comptes qui exercera ses fonctions concurremment avec ceux désignés par l'assemblée générale » (p. 1953); commissaires de minorité (p. 1953); Art. 174 bis: Ses observations sur la désignation d'un mandataire ad hoc de la minorité (p. 1953); son amendement tendant à rétablir cet article avec une nouvelle rédaction (Désignation d'un mandataire ad hoc à l'effet d'enquêter sur une ou plusieurs opérations de gestion) (p. 1953); Art. 177 bis: Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Rapport des commissaires aux comptes) (p. 1954); Art. 179 : Barème des honoraires des commissaires aux comptes (p. 1954); Art. 191 : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article (p. 1955); Art. 193 : Son amendement tendant à reprendre pour le deuxième alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Transformation en société en commandite simple ou par actions) (p. 1955); constitution de sociétés en commandite par actions (p. 1955); Art. 197 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « trois mois », les mots « six mois » (p. 1955); perte du capital social (p. 1955); protection des actionnaires (p. 1955, 1956); Art. 204 : Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article (p. 1956); Art. 204 bis: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Responsabilité des membres du directoire) (p. 1956); après l'Art. 204 bis: Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Responsabilité des membres du conseil de surveillance) (p. 1956); Art. 205 : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article (p. 1956); constitution de nouvelles sociétés en commandite par actions



(p. 1957); Art. 206 : Son amendement tendant au début de cet article à insérer un nouvel alinéa (Désignation des gérants) (p. 1957); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Révocation du gérant) (p. 1957); Art. 223 : Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « articles 134 et 137 », les mots « articles 134 à 137 » (p. 1957); Art. 228 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « ou à un parent au degré successible, soit à un autre actionnaire », les mots « soit à un ascendant ou à un descendant » (p. 1958); clauses d'agrément (p. 1958); Art. 230 : Son amendement tendant à rétablir cet article avec une nouvelle rédaction (Cas de négociation par l'intermédiaire d'agent de change) (p. 1958); après l'Art. 236 : Emission des actions privilégiées sans droit de vote (p. 1959); Art. 223 : Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « Art. 134 et 137 », les mots « Art. 134 à 137 » (p. 1961); Art. 240 : Son amendement tendant à la fin de cet article à supprimer le mot « maximal » (p. 1961); Art. 255 : Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « de prendre », les mots « d'obtenir » (p. 1962); Art. 268 : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article (p. 1963); droit de vote des obligataires (p. 1963); Art. 282 : Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots « sur autorisation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires », les mots « sur autorisation de l'organe social habilité à cet effet par les statuts » (p. 1964); Art. 311 : Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « égale ou » (p. 1965); Art. 312 bis : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 1966); réglementation des groupes de sociétés (p. 1966); après l'Art. 324-14 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas d'apport partiel d'actif) (p. 1969, 1970); Art. 337 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa, après les mots « aux dispositions », à rédiger comme suit la fin de cet alinéa : « du présent paragraphe sans préjudice de l'application du paragraphe premier de la présente section » (p. 1970); Art. 360 : Son amendement tendant, dans les deuxième, troisième et quatrième alinéas (paragraphe 1, 2 et 3) de cet article, à supprimer le mot « sciemment » (p. 1972); infractions (p. 1972); Art. 361 : Son amendement tendant

à remplacer les mots « 6 mois » par les mots « quatre mois » (p. 1972); Art. 371 : Son amendement tendant à supprimer, dans cet article, le mot « sciemment » (p. 1973); Art. 372 : Son amendement tendant, dans les deuxième et troisième alinéas de cet article (paragraphe 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>), à supprimer le mot « sciemment » (p. 1973); Art. 378 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer le mot « sciemment » (p. 1975); son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article (paragraphe 3<sup>o</sup>) à substituer aux mots « prénoms », le mot « prénom usuel » (p. 1975); son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article (paragraphe 3<sup>o</sup>) après les mots « ayant à la même date effectué le dépôt », à insérer les mots « permanent au siège social » (p. 1975); Art. 380 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, paragraphe 1<sup>o</sup>, après les mots « par le bureau de l'assemblée et contenant... », à une nouvelle rédaction de la fin du paragraphe (Nom, prénom usuel et domicile de chaque actionnaire) (p. 1975); Art. 380 bis : Son amendement tendant à supprimer dans cet article le mot « sciement » (p. 1976); Art. 391 : Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article (paragraphe 1<sup>o</sup>) à substituer aux mots « trois mois », les mots « six mois » (p. 1976); Art. 392 : Son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture et ainsi rédigé : « Les articles 365 à 391 s'appliquent aux sociétés en commandite par actions » (p. 1977); Art. 392 bis : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Responsabilité du gérant pour les opérations faites avant l'entrée en fonction du conseil de surveillance) (p. 1977); Art. 396 : Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « d'un montant nominal inférieur », les mots « d'une valeur nominale inférieure » (p. 1977); Art. 409 : Son amendement tendant à reprendre pour le deuxième alinéa, paragraphe 1<sup>o</sup>, de cet article, le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Rapport annuel présenté aux associés sur les opérations de l'exercice d'une prise de participation) (p. 1978); infractions relatives aux filiales et participations (p. 1978); Art. 412 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, paragraphe 1<sup>o</sup>, à substituer

aux mots « le mois qui suit », les mots « les quarante-cinq jours qui suivent » (p. 1979); son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, paragraphe 3<sup>o</sup>, à substituer au mot « 3 », le mot « 4 » (p. 1979); Art. 417 bis : Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant (*Capital des sociétés de rédacteurs de presse*) (p. 1980); entreprises de presse constituées en société à responsabilité limitée (p. 1980); ordonnance de 1944 sur la presse (p. 1980); Art. 418 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (*Mandats d'administrateur de sociétés ayant leur siège social en France métropolitaine et leur exploitation hors de France*) (p. 1981); Art. 423 : Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article (*Gérants de sociétés à responsabilité limitée devant être confirmée dans leurs fonctions*) (p. 1981); révocation du gérant (p. 1981); application de la loi de 1925 (p. 1982); Art. 10 (suite) : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (*Désignation d'un ou plusieurs gérants*) (p. 1983); Art. 61 (suite) : Son amendement (*Transformation d'une société à responsabilité limitée en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions*) (p. 1983).

En seconde délibération : Art. 39 : Son amendement tendant à substituer aux quatrième et cinquième alinéas de cet article un nouvel alinéa (*Rachat de parts*) (p. 1987); Art. 76 bis : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 1987); Art. 112-24 : Son amendement tendant à substituer aux deuxième et troisième alinéas de cet article un nouveau texte (*Avis donné par le Président du conseil de surveillance*) (p. 1988). Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire, en qualité de Rapporteur : *Conséquences de la faillite pour les dirigeants sociaux non rémunérés; montant minimum du capital des sociétés par actions; représentation des administrateurs; nouveau type d'administration des sociétés anonymes; clause d'agrément* [27 juin 1966] (p. 2377);

— du projet de loi modifiant ou complétant les articles 1841 et 1868 du Code civil, les articles 614-15, 614-16 et 614-17 du Code de commerce, et la loi du 23 janvier 1929 sur les

parts de fondateur émises par les sociétés, en qualité de Rapporteur : *Article premier du projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 1841 du Code civil relatif aux conditions de validité des sociétés entre époux; ses observations sur l'article 2; rémunération des minorités; clauses de continuation de la société en cas de décès d'un associé; dépôt, par le Gouvernement, du projet de loi indispensable portant statut général de la coopération* [11 juin 1965] (p. 2074, 2075); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte modificatif proposé pour le deuxième alinéa de l'article 1841 du Code civil : « Deux époux, seuls ou avec d'autres, peuvent s'associer dans une même société et participer, ensemble ou non, à la gestion sociale. Toutefois, cette faculté n'a lieu que si les époux ne doivent pas, tous les deux, répondre indéfiniment et solidairement, du passif social » (p. 2075); Art. 2 : Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour le deuxième alinéa de l'article 1868 du Code civil, à remplacer la deuxième phrase par les dispositions suivantes : « Toute clause contraire est inopposable à l'héritier; le montant ainsi fixé est payé par l'acquéreur des droits sociaux ou par la société en vue d'une réduction du capital » (p. 2076); son amendement tendant à rédiger comme suit la première phrase du texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 1868 du Code civil : « Il peut être également stipulé que la société continuera, soit avec le conjoint survivant, soit seulement avec un ou plusieurs des héritiers, soit avec toute autre personne qui serait désignée par l'acte des sociétés ou si cet acte l'autorise, par disposition testamentaire » (p. 2076); ses observations sur les paroles de M. de Grailly (p. 2076); son amendement tendant à remplacer les deux dernières phrases du texte proposé par le troisième alinéa de l'article 1868 du Code civil par les dispositions suivantes : « Lorsque le bénéficiaire d'une telle clause est redevable à l'égard de la succession, de la valeur des droits sociaux qui lui sont attribués, cette valeur est déterminée comme il est dit à l'alinéa précédent » (p. 2076); Art. 3 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2077); après l'Art. 5 : Son amendement tendant après cet article, à insérer un nouvel article (*Remplacer par de nouvelles dispositions l'article 27 de la loi du 10 septembre 1947*) (p. 2078).

En deuxième lecture, du projet de loi modifiant ou complétant les articles 1841, 1860, 1866

et 1868 du Code civil, la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateur émises par les sociétés, et diverses autres dispositions, en qualité de *Rapporteur: Rôle du Sénat* [10 juin 1966] (p. 1984); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas de mort de l'un des associés)* (p. 1984); Art. 5 bis : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 27 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, à supprimer le chiffre « 108 »* (p. 1985); *problème des sociétés coopératives* (p. 1985); *son amendement tendant au début du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 27 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, après les mots « un décret détermine », à insérer les mots « en dérogation à l'article 168 de la loi n° ... du ... sur les sociétés commerciales »* (p. 1985); Art. 6 *sexies* : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour compléter l'article 7 de la loi du 17 mars 1909, à substituer aux mots « et 324-14 », les mots « 324-14 et 324-14 bis »* (p. 1985); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1986); Art. 6 bis : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1986); Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant: « La présente loi est applicable dans les territoires d'outre-mer »* (p. 1986).

En troisième lecture : *Modifications faites par le Sénat* [29 juin 1966] (p. 2456).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative à la transmission télévisée des sujets du baccalauréat [6 octobre 1965] (p. 3349).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE : *Maison centrale de femmes à Rennes; recrutement dans la magistrature; profession d'avocat en pleine évolution; problème de l'interdiction aux avocats d'être administrateurs de société* [12 octobre 1965] (p. 3534);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Taux d'expansion de 5 %; ses observations sur « l'extrême Ouest de l'Occident »; crise du logement; problèmes de l'agriculture; exportation des produits agricoles; réforme des structures; indemnité viagère de départ du fonds d'action sociale; cas des baux ruraux; création de trois métropoles d'équilibre: Nantes-Saint-Nazaire,*

*Bordeaux et Tours; cas de Rennes* [4 novembre 1965] (p. 4483 à 4485).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur les sinistrés de l'Ouest de la France et plus spécialement de la région de Rennes* [27 octobre 1966] (p. 3970).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la dernière rentrée; importance de la culture classique dans l'enseignement; nombre d'heures de français en classe de philosophie; examen du baccalauréat de philosophie* [2 novembre 1966] (p. 4129, 4130);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, en qualité de *Rapporteur: Application du Code des sociétés* [13 décembre 1966] (p. 5455); avant l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant avant cet article à insérer un nouvel article: « Le deuxième alinéa de l'article 8 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales est modifié comme suit: « La société ne peut se prévaloir, à l'égard des tiers, des nominations et cessations de fonction des personnes visées ci-dessus, tant qu'elles n'ont pas été régulièrement publiées »* (p. 5455); *ses observations sur les causes de cessation de mandat; nomination des administrateurs* (p. 5455, 5456); *son amendement tendant avant l'article premier à insérer le nouvel article suivant: « La deuxième phrase du premier alinéa de l'article 62 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est modifiée comme suit: « Toutefois, le commissaire aux apports est nommé par décision de justice à la demande d'un gérant »* (p. 5456); après l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Cas où les statuts d'une société ne faisant pas publiquement appel à l'épargne instituent un droit de préemption sur les actions émises par la société au profit des personnes qu'elle emploie)* (p. 5456); *cession d'actions à un tiers* (p. 5456); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 493 de la loi du 24 juillet 1966 (Calcul de la déduction prévue au 1<sup>o</sup> de l'article 352)* (p. 5457); Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (Cas des sociétés à responsabilité limitée; application des dispo-*

sitions des art. 55 et 69) (p. 5458); ses observations sur l'amendement du Gouvernement (p. 5459).

En deuxième lecture, Art. 6 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture et à insérer en conséquence au début du deuxième alinéa les mots « jusqu'au 31 décembre 1970 »* [21 décembre 1966] (p. 5909).

**LEDUC (M. René)**, Député de Seine-et-Oise, 4<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 40 : *Cas des départements en pleine expansion* [25 juin 1965] (p. 2552).

**LE GALL (M. Jean)**, Député des Ardennes, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu président de cette Commission [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance-maladie et à l'assurance-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366).

Est élu vice-président de cette commission [27 juin 1966] (p. 2407).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154).

Est élu vice-président de cette Commission [19 octobre 1965] (p. 3603).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694).

Est élu président de cette Commission [20 décembre 1966] (p. 5716).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 937), adopté par le Sénat, relatif à l'exercice illégal de l'art dentaire, n° 937 [17 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 940), adopté par le Sénat, relatif aux professions d'orthophoniste et d'aide-orthoptiste, n° 988 [17 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1964 (n° 1190), n° 1209 [3 décembre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 797), modifiant l'article L premier du Code de la route, n° 1251 [16 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à étendre la Sécurité sociale aux membres des professions industrielles, commerciales, libérales, artisanales et à leur famille, n° 1407 [2 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à la réglementation de la profession d'audioprothésiste, n° 1605 [7 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L 285 et L 528 du Code de la sécurité sociale relatifs à la détermination des bénéficiaires des prestations, n° 2069 [6 octobre 1966].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite d'une mission effectuée en République arabe unie, du 16 au 26 mars 1966, n° 2309 [20 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Problème du cancer; développement au maximum de la lutte préventive et curative; centre de dépistage* [24 octobre 1963] (p. 5539, 5540);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux professions d'orthophoniste et d'aide-orthoptiste, en qualité de *Rapporteur* : *Nombre très important des sujets présentant des troubles de la voix, de la parole et du langage, et celui trop faible des orthophonistes; problème de la rééducation; garantie de la qualification des orthophonistes; les maintenir en fonction; consécration législative de la définition de la profession des orthoptistes* [23 juin 1964] (p. 2096, 2097); Art. 504-6 : *Son amendement tendant à introduire de nouvelles dispositions après le premier alinéa de l'article 504-2 du Code de la santé publique (Fixation des conditions d'obtention par décret instituant le certi-*

*ficat de capacité d'orthophoniste)* (p. 2099); *son amendement tendant, à la fin du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 504-2 du Code de la santé publique, à substituer aux mots « visés au précédent alinéa », les mots « visés aux précédents alinéas »* (p. 2099); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 504-3 du Code de la santé publique : « ... hors la présence du médecin »* (p. 2100);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'exercice illégal de l'art dentaire, en qualité de *Rapporteur* : *Exercice illégal de l'art dentaire; évolution de la technique; ajouter à l'article L 373 du Code de la santé publique l'arrêté du 31 décembre 1947; application de l'article L 373 du Code de la santé publique pour l'exercice illégal de l'art dentaire; actes d'anesthésiologie* [23 juin 1964] (p. 2101);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Sécurité sociale formant un tout; poussée démographique; problème de technique administrative devant être rattachée aux problèmes économiques, sanitaires, sociaux et humains; situation des pharmaciens d'officine, notamment à la campagne; répartition logique des officines; maintien du taux de marque actuel de 29,25; reconduction des conventions; hospitalisation n'étant plus considérée comme indispensable pour que le caractère d'affection de longue durée soit reconnu à un malade; problème des études médicales; enseignement socio-économique devant être dispensé aux médecins, pharmaciens et aux dentistes; inquiétude dans le domaine médical* [20 octobre 1964] (p. 3431, 3432); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Importance du problème de la recherche en pharmacie; coordination des travaux; création d'un Institut national* [7 novembre 1964] (p. 5018, 5019); *problème de la sclérose en plaques; coordonner et créer une ou plusieurs unités de chercheurs* (p. 5019, 5020);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Problème du théâtre et du cinéma, de l'Éducation nationale, de la sécurité sociale et de la santé publique; dispositions de l'article 70 de la loi du 19 décembre 1963* [8 décembre 1964] (p. 5867);

— du projet de loi modifiant l'article L premier du Code de la route, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Nombre des accidents de la route, dont plus de 40 % sont attribuables au*

moins partiellement à l'alcool; possibilité de déceler avec précision un taux d'alcoolémie; fixation d'un taux légal à ne pas dépasser; déceler la présence d'alcool dans le sang; *alcotest* [18 décembre 1964] (p. 6231, 6232); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article L premier du Code de la route, après les mots « état alcoolique », à insérer le mot « excessif » (p. 6233); sous-amendement de la Commission des affaires culturelles tendant à ajouter dans le troisième alinéa de l'article L premier du Code de la route, après les mots « la présence... », les mots « d'un taux anormalement élevé » (p. 6233); ses observations sur son sous-amendement tendant dans le texte proposé pour l'amendement de M. La Combe pour le troisième alinéa de l'article L premier du Code de la route à substituer aux mots « établir la preuve de la présence », les mots « déceler la présence » (p. 6233, 6234); utilisation de l'*alcotest*; réaction du bichromate de potassium contenu dans l'ampoule étant due à des vapeurs d'alcool (p. 6235); absorption d'un demi-verre de vin ne suffisant pas à provoquer le virage dans l'*alcotest* (p. 6235);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 2: Ses observations sur l'amendement de M. Danel [28 juin 1965] (p. 2705);

— du projet de loi modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail: Commission des affaires culturelles, familiales et sociales ayant adopté le projet de loi [5 octobre 1965] (p. 3325);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE: Son souhait de voir en cinquième année de médecine un cours qui puisse enseigner à l'étudiant les responsabilités qui seront les siennes quand il sera sorti de la faculté de médecine; répercussions des ordonnances sur la famille, l'entreprise et la société; médecine du travail; documentation et établissements secondaires; création d'un service de documentation; centre de documentation; documentation audio-visuelle [18 octobre 1965] (p. 3811, 3812); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: Droits des anciens combattants et victimes de guerre; commémoration des sacrifices; cérémonies des 18 et 19 décembre 1964 lors du transfert au Panthéon des cendres de Jean Moulin; anni-

versaire du 8 mai 1945; cérémonie du 27 juin à Struthof; célébration du cinquantième anniversaire de la bataille de Verdun; futur musée de la deuxième guerre mondiale et de la Résistance; film télévisé « Trente ans d'histoire » [26 octobre 1965] (p. 4143, 4144);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social, Article additionnel: Retrait de l'amendement de M. Becker [5 novembre 1965] (p. 4562);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Westphal, tendant à compléter l'article L 328 du Code de la sécurité sociale, Art. 1<sup>er</sup>: Ses observations sur l'amendement du Gouvernement [9 novembre 1965] (p. 4585);

— sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi n° 1713 de M. Paul Coste-Floret tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française: Opposition à cette demande; proposition de M. Coste-Floret tendant à compléter l'article 4 du statut actuel de l'Office; Commission des affaires culturelles ayant examiné le texte de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française; proposition de loi de M. Diligent déposée sous la précédente législature [21 avril 1966] (p. 848);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 4: Son amendement tendant après les mots « à la date du début », à supprimer les mots « de la maladie ou de l'accident qui est à l'origine » [9 juin 1966] (p. 1855); retrait de son amendement (p. 1855); Art. 7: Son sous-amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'amendement de M. Fagot par les mots « ou à compter d'une durée d'hospitalisation fixée par décret » (p. 1858); remboursement des frais d'hospitalisation (p. 1858); son sous-amendement tendant à l'amendement de M. Fagot, après les mots « acte ou série d'actes », à insérer les mots « autres que ceux visés à l'article L 286 du Code de la sécurité sociale » (p. 1858);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi tendant à la réglementation de la profession d'audiopro-

thésiste : *Certificat délivré par le conservatoire des Arts et Métiers* [24 juin 1966] (p. 2360); Article unique : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article L 510-2 du Code de la santé publique après les mots « profession d'audioprothésiste s'il n'est », à supprimer les mots « Français et »* (p. 2361); *son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article L 510-2 du Code de la santé publique après les mots « facultés mixtes de médecine et de pharmacie... », à insérer les mots « du certificat d'études techniques d'acoustique appliquée à l'appareillage de correction auditive délivré par le conservatoire des Arts et Métiers »* (p. 2361); *enseignement du conservatoire national des Arts et Métiers* (p. 2361);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur la carrière de fonctionnaire du corps de l'inspection de l'action sanitaire et sociale; fonctions de directeur à l'échelon régional; comparaisons entre la carrière des médecins et des pharmaciens dépendant du Ministère des Affaires sociales et celles des vétérinaires dépendant du Ministère de l'Agriculture; fonctionnaires de l'action sanitaire et sociale* [20 octobre 1966] (p. 3637, 3638);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, après l'Art. 2 bis : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Laudrin par les dispositions suivantes: « Dans le paragraphe II de l'article 1106-2 du Code rural après les mots « elle ne couvre pas les conséquences des accidents de la vie privée », sont insérés les mots « sous réserve des dispositions prévues au 2° b) du paragraphe I ci-dessus »* [23 novembre 1966] (p. 4778);

— sur la décision sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Cassagne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans : *Problème des travaux pénibles et de l'avancement de l'âge de la retraite en considération de ces travaux* [29 novembre 1966] (p. 5030, 5031);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Lutte contre la tuberculose;*

*problème de la recherche médicale; ses observations sur le cancer, la pharmacologie, la chirurgie expérimentale; organisation de la recherche médicale en France; rôle de l'I.N.S.E.R.M., du C.N.R.S. et de l'Institut Pasteur; problème des crédits; progrès social; ses observations sur l'homéopathie, l'acupuncture, la chiropraxie* [30 novembre 1966] (p. 5090, 5091);

— du projet de loi modifiant l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949, sur les publications destinées à la jeunesse, et l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Trémollières* [6 décembre 1966] (p. 5273);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Chalopin relative aux dispositions d'appel en matière de prestations dentaires, Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Section des assurances sociales du conseil national de l'ordre des chirurgiens dentistes)* [8 décembre 1966] (p. 5367).

**LE GALLO (M. Alphonse)**, Député de la Seine, 32<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

#### Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à accorder le maintien dans les lieux aux locataires des hôtels, pensions de famille et logements meublés dont le bailleur exerce la profession de loueur en meublés, n° 838 [16 avril 1964].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963,

INTÉRIEUR : *Travaux de la commission d'étude des problèmes municipaux ; nécessité d'activer ceux-ci ; problèmes relatifs à la réforme des finances locales ; travaux de la commission d'étude pour la création d'une caisse nationale d'équipement des départements et des communes ; création éventuelle d'un institut pour le financement des dépenses des collectivités locales ; transfert sur le département de la Seine des charges incombant à l'Etat ; position de l'Association des maires de France ; prise en charge par l'Etat des traitements des professeurs d'enseignements spéciaux* [17 janvier 1963] (p. 1047, 1048).

Suppléant M. Pic, pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, sans débat, relative au classement indiciaire de certains emplois communaux [12 juillet 1963] (p. 4135).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INTÉRIEUR : *Situation et recrutement des personnels communaux ; propositions de la commission d'études des problèmes municipaux ; réforme de la fiscalité locale* [5 novembre 1963] (p. 6479, 6480).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports une question orale, sans débat, relative à la rémunération du personnel d'encadrement des colonies de vacances [5 juin 1964] (p. 1683).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Méthode employée par le Gouvernement ; absence de consultation des conseils généraux conformément à la loi de 1871 et à l'ordonnance du 2 novembre 1945 ; caractère non politique des assemblées locales ; violation de la loi ; position des conseils généraux de la Seine, leur résolution demandant au Parlement de repousser le projet ; messages reçus au congrès d'Angers ; réforme des structures administratives de la région ; thèses de M. Antoine Pinay et de M. le Président Chaban-Delmas ; statut particulier de la Ville de Paris ; insuffisance des ressources des nouveaux départements après le double prélèvement prévu à l'article 34 ; critiques de l'article 36 donnant des pouvoirs étendus au district ; application de l'article 91, alinéa 3 du règlement ; nécessité de poser la question préalable* [11 juin 1964] (p. 1827, 1828) ; *élus départementaux devant être consultés* [12 juin 1964] (p. 1876, 1877) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amende-*

*ment (Liste des communes comprises dans le département des Hauts-de-Seine et dans le département de l'Essonne (p. 1882) ; découpage d'Antony ; configuration géographique de cette commune (p. 1882) ; ses explications de vote : vote du groupe socialiste ; son opposition au projet de loi (p. 1928) ; Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : Ses observations sur les paroles prononcées par M. Fanton ; gestion des collectivités locales ; suppression du découpage d'Antony* [29 juin 1964] (p. 2329) ; *vote du groupe socialiste ; son opposition au projet de loi ; consultation des assemblées locales ; refus de modifier le statut de la ville de Paris* (p. 2329, 2330) ;

— des propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Lolive et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la loi n<sup>o</sup> 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation à usage professionnel ; 2<sup>o</sup> de M. Dejean et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais ; 3<sup>o</sup> de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n<sup>o</sup> 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Foyer ; distinction entre les logements construits avant une date déterminée et ceux construits après cette date ; problème de l'expulsion se posant pour l'ensemble des locataires* [29 juin 1964] (p. 2321).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale avec débat relative à la situation de l'industrie automobile [16 octobre 1964] (p. 3361) : *Ralentissement sensible de l'industrie automobile ; les menaces pesant sur les nombreuses industries annexes ; les mesures envisagées par le Gouvernement pour conjurer cette récession ; diminution du nombre d'heures de travail chez Peugeot, Simca et à la Régie Renault ; rapport de M. Chardonnet devant le Conseil économique et social ; les causes du ralentissement ; importance du parc automobile, conditions de crédit, circulation malaisée, prix de l'essence ; l'utilisation des ressources du Fonds*



*routier ; construction de parcs de stationnement ; diminution des charges fiscales pesant sur l'automobile* (p. 3362, 3363).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Conseil national des services publics ; commission d'études des problèmes municipaux ; aide accrue de l'Etat permettant aux communes de ne pas augmenter les centimes additionnels ; caractère incompressible de plusieurs dépenses ; problème des transferts ; débudgétisation de certains investissements ; création d'un institut de financement des travaux des départements et communes devant remplacer le fonds d'investissement ; regroupement des communes* [28 octobre 1964] (p. 4020, 4021) ;

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances, Art. 1<sup>er</sup> : *Son désir d'inviter ses collègues à quitter la salle des séances* [17 décembre 1964] (p. 6197).

Décédé le 17 février 1965 [*J. O.* 19 février 1965] (p. 1397).

Son éloge funèbre est prononcé [2 avril 1965] (p. 570).

**LE GOASGUEN (M. Charles)**, *Député du Finistère, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Donne sa démission de cette commission [9 janvier 1963] (p. 459).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [10 janvier 1963]

(p. 570), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [8 avril 1965] (p. 692), [18 octobre 1965] (p. 3832), [18 octobre 1966] (p. 3517) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 29 *n* du Code du travail sur la rémunération des représentants de commerce en cas de cessation de service, **n° 932** [28 mai 1964].

Sa proposition de loi tendant à réglementer la profession de professeur et moniteur de danse ainsi que les établissements où s'exerce cette profession, **n° 1070** [30 juin 1964].

Son rapport fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1461), adopté par le Sénat, fixant les dispositions statutaires particulières au corps des professeurs de l'enseignement maritime, **n° 1469** [18 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 906 du Code civil, **n° 1603** [7 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à compléter les articles 397 et 470 du Code de la sécurité sociale de manière à préciser le recours pouvant être exercé par les caisses de Sécurité sociale, **n° 2197** [30 novembre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES : *Crédits consacrés à la marine ; problème des ravitailleurs en carburant et celui des bâtiments de support logistique ; rôle de la marine française ; arsenal de Brest* [24 janvier 1963]

(p. 1604); Art. 16 : *Amendement du Gouvernement (Augmentation des mesures nouvelles de dépenses en capital); nécessité de ne pas diminuer le potentiel maritime français; construction d'un pétrolier ravitailleur d'escorte; achat de Crusaders et ses conséquences* (p. 1616, 1617);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Pollution des eaux de mer; distinction entre les eaux territoriales et les autres, sources de la pollution; problème des hydrocarbures* [16 octobre 1963] (p. 5201, 5202); Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement (suppression des mots « dans les limites des eaux territoriales »); protection contre les hydrocarbures déversés dans la mer* [14 novembre 1963] (p. 7218); *pénalités aux contrevenants en haute mer* (p. 7219); Art. 4 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de l'article 4 à supprimer les mots « dans les limites territoriales »; importance des conventions des traités et des accords internationaux ratifiés par l'Assemblée sur la loi interne* (p. 7229); après l'Art. 51 : *Son amendement (Interdiction de rejet à la mer d'hydrocarbures persistants)* (p. 7256); *convention internationale du 12 mai 1954* (p. 7256); *stations de dégazage* (p. 7256);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Préjudice au tourisme du fait du rejet des hydrocarbures à la mer* [28 octobre 1963] (p. 5729, 5730); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Création d'un service de relations publiques du Gouvernement; radio-Brazzaville; formation des journalistes* [30 octobre 1963] (p. 6026, 6027); BUDGETS MILITAIRES : *Avenir pour la marine nationale; considérations sur le budget; insuffisance des crédits pour les carburants et les munitions; avenir des arsenaux et des écoles de la marine* [7 novembre 1963] (p. 6772, 6773);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au domaine public maritime, Art. 1<sup>er</sup> : *Application du droit de préférence; charges de l'entretien des rivages* [14 novembre 1963] (p. 7215).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Rôle des parlementaires dans les*

*comités d'expansion régionaux; problèmes posés par la population* [27 novembre 1963] (p. 7506).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 60 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « sauf dans le cas fixé par la loi ou par un règlement d'administration publique »* [8 octobre 1964] (p. 3029); *laisser la porte ouverte à de nouvelles améliorations* (p. 3029, 3030); *retenue supplémentaire* (p. 3030); Art. L 62 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article L 62 par les mots « sauf dans le cas fixé par la loi ou par un règlement d'administration publique »* (p. 3030);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Importance croissante des télécommunications dans le monde moderne; problème des investissements; liens avec le IV<sup>e</sup> Plan; espoir à l'égard du V<sup>e</sup> Plan; crise du téléphone; aide aux collectivités locales; questions de personnel; augmentation des moyens en effectifs et en crédits* [21 octobre 1964] (p. 3537, 3538); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE : *Allocation de logement pour les marins pêcheurs; promotion sociale; situation des pensionnés et leurs revendications; durée des prêts du crédit maritime; protection de la pêche; pollution des eaux; adjonction d'auroéomycine à la glace-écoles de pilotage* [23 octobre 1964] (p. 3877); BUDGETS MILITAIRES : *Importance de la flotte logistique; lui donner plus d'efficacité; importance du « Daphné »; nombre global des engagements dans la marine; préoccupations des personnels* [6 novembre 1964] (p. 4872, 4873);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Puissance de dissuasion à la mesure des forces en présence; problème des équipements, de la qualité des personnels; fabrication des armements* [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5750, 5751);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures : *Quantité infime d'hydrocarbures suffisante à polluer des surfaces considérables; causes diverses et effets multiples de la nocivité de la pollution; travaux à ce sujet à l'étranger et en France; instructions données par certaines autorités de la marine nationale;*

utilisation, par tous les navires, des stations de dégazage [10 décembre 1964] (p. 6033 à 6035); Art. 1<sup>er</sup> : Ses observations sur l'amendement du Gouvernement; référence aux équipements matériels; opérations de dégazage (p. 6036);

— en troisième lecture, du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'Éducation nationale : Ses observations sur la question posée par M. Boscher à propos de la loi Barangé [17 décembre 1964] (p. 6211);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : Politique mise en œuvre devant associer le plus étroitement possible à la gestion des ports autonomes les collectivités locales et les chambres de commerce; mettre les ports français à l'heure du Marché commun; situation de Brest; Gouvernement devant faire un effort dans le domaine du stockage [8 avril 1965] (p. 682, 683);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : Caractéristique de l'armement nucléaire résidant dans la brutalité et la rapidité de son action; conditions de l'efficacité d'une grande unité; durée du service militaire ne pouvant descendre au-dessous de seize à dix-huit mois; ses observations sur les dispenses; démocratisation de l'enseignement supérieur [25 mai 1965] (p. 1531, 1532); Art. 18 : Son amendement tendant à substituer au chiffre « 15 » le chiffre « 15 bis »; cas du sursitaire dont le père, la mère, un frère ou une sœur viendrait à mourir pour la France ou en service commandé avant l'expiration du sursis [26 mai 1965] (p. 1590); Art. 26 : Son amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase de cet article : « Quand les objectifs visés au deuxième alinéa de l'article 3 seront atteints, le Gouvernement pourra libérer par anticipation une fraction du contingent au cours du service militaire actif » (p. 1593); service actif de seize mois (p. 1593);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, fixant les dispositions statutaires particulières au corps des professeurs de l'enseignement maritime, en qualité de Rapporteur : Assurer la formation des officiers de la marine marchande; sort de l'enseignement maritime; obtention de diplômes et de brevets d'État; historique du problème; nombre des élèves inscrits; besoins en cadre; spécialisation des navires battant pavillon français; correspondance des grades; accès aux concours; limites d'âge; commission de classement; avancement; marin de commerce;

professeurs devant avoir l'expérience de la mer [21 juin 1965] (p. 2324 à 2326);

— en deuxième lecture, du projet de loi n° 1464 portant création d'un corps de pharmaciens chimistes des armées, en qualité de Rapporteur suppléant : Projet tendant à fusionner trois corps, celui des pharmaciens chimistes de la marine, celui des pharmaciens chimistes de l'armée de l'air et celui des pharmaciens chimistes de l'armée de terre en un corps unique devant porter le titre de « corps de pharmaciens chimistes des armées »; création d'une commission; situation des pharmaciens inscriptibles au tableau d'avancement de façon à atténuer les disparités de carrière; préparation des pharmaciens chimistes de la marine; problème de l'avancement [21 juin 1965] (p. 2331, 2332); Art. 5 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Reclassement; commission ad hoc) (p. 2332); mesures d'équité (p. 2332, 2333); Art. 7 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Date de la fusion; composition de la commission) (p. 2333);

— en troisième lecture, en qualité de Rapporteur suppléant : Mesures transitoires de nature à assurer un déroulement normal des carrières de tous les intéressés [28 juin 1965] (p. 2686);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation : Ses observations sur les paroles de M. Foyer; rôle du juge [22 juin 1965] (p. 2350);

— en troisième lecture, du projet de loi portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées, en qualité de Rapporteur suppléant : Différend opposant le Sénat et l'Assemblée sur l'article 5 du texte; problème des officiers marinières et sous-officiers de l'armée de l'air; leur permettre d'accéder au corps des officiers d'administration du service de santé des armées; cas des secrétaires administratifs [28 juin 1965] (p. 2684, 2685); ses observations sur les paroles de M. Messmer (p. 2685);

— du projet de loi sur la responsabilité des exploitants de navires nucléaires, Art. 4 : Ses observations sur la signification du terme « prise en charge » [5 octobre 1965] (p. 3333); Art. 9 : Son amendement tendant à rédiger comme suit la première phrase du premier alinéa de cet article : « La responsabilité de l'exploitant est limitée à un montant de 500 millions de francs par accident nucléaire et par

*navire nucléaire impliqué dans la survenance de l'accident nucléaire, même si celui-ci résulte... »* (p. 3334); portée de l'article 11; cumul des responsabilités; éventualité d'un abordage entre deux navires nucléaires (p. 3334);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE : *Crise de la magistrature; problème du recrutement; possibilité d'ouvrir le recrutement à des auxiliaires de justice, notamment aux avocats; création des brevets de spécialité; centre de formation et de perfectionnement judiciaire; simplification de la procédure; suppression de la dualité des professions d'avocat et d'avoué; problème des prisons* [12 octobre 1965] (p. 3528); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ampleur du rythme de l'expansion des activités des services des P.T.T.; évolution des mœurs; augmentation du trafic télégraphique; usage du télex; création de bureaux de poste mobiles; avances remboursables; situation du téléphone; mise en service de câbles hertziens; question des agents secondaires* (p. 3551); EDUCATION NATIONALE : *Modicité de la proportion des crédits alloués à la région de Bretagne par rapport aux autres régions de programme; recherche scientifique; coordination des efforts des savants et des chercheurs; centre de l'océanographie; créations de facultés; université de Basse-Bretagne; enseignement privé; problèmes du C.A.P.; aide à l'enseignement privé; cas des maîtres sous contrat d'association; école nationale de voile* [19 octobre 1965] (p. 3836, 3837); BUDGETS MILITAIRES : *Réalisation de la deuxième loi de programme; révision des missions des armées; nécessité de bâtir la défense de la nation sur un armement nucléaire; atteindre la dissuasion complète; centre d'essais du Pacifique; absence d'escadre à la mer sans le soutien logistique indispensable; crédits d'études; cas de la marine* [21 octobre 1965] (p. 3949, 3950); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Commissariat à l'énergie atomique; filière graphite-gaz; filière eau lourde-gaz; filière à neutrons rapides; réacteur de Brennilis; problèmes de métallurgie; centre d'études nucléaires de Bretagne; collège scientifique universitaire de Brest; école nationale d'ingénieurs de Brest; vocation nucléaire militaire de la Bretagne* [26 octobre 1965] (p. 4110, 4111);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Crédits affectés à la recherche; notion de tranches*

*fonctionnelles dans les programmes d'équipement; création de zones d'équilibre; cas du département des Côtes-du-Nord; afflux de la population vers la région parisienne; ses observations sur les ports en eau profonde et les ports de pêche* [5 novembre 1965] (p. 4511, 4512);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles sur sa proposition de loi tendant à réglementer la profession de professeur et moniteur de danse ainsi que les établissements où s'exerce cette profession : *Danse relevant de l'art, du sport, de la médecine et de l'éducation; danse constituant une langue universelle; maîtrise de soi; équilibre corporel et spirituel; rôle thérapeutique de la danse* [16 novembre 1965] (p. 4659); Art. 2 : *Portée de cet article* (p. 4661);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, BUDGETS MILITAIRES : *Importance de la politique de défense pour l'expansion économique et le progrès social; « club des puissances maritimes »; importance de la marine; sort matériel et pécuniaire des différentes catégories de personnels militaires et civils; centre d'essais du Pacifique; modification du statut des hôpitaux militaires; coopération avec la Grande-Bretagne* [25 octobre 1966] (p. 3838, 3839); JUSTICE : *Exécution des décisions de justice; prison de Fleury-Mérogis; statut des personnels des maisons d'arrêt* [27 octobre 1966] (p. 4008, 4009); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE : *Aide à la recherche océanographique; création d'un centre national d'exploitation des océans; développement du réacteur EL 4; recherche en biologie* [28 octobre 1966] (p. 4097, 4098); EDUCATION NATIONALE : *Recherche océanographique; vocation de la Bretagne; ses observations sur les effectifs de l'enseignement technique à Brest; problèmes des débouchés; implantation de nouveaux C.E.T.; création des instituts universitaires de technologie* [2 novembre 1966] (p. 4147, 4148); EQUIPEMENT. — I. — SECTION COMMUNE : *Aménagement du territoire; problème des hydrocarbures; trafic de Marseille; changement des routes du pétrole; détermination de la meilleure rade de déchargement des transports d'hydrocarbures; cas de Brest; création d'un port pétrolier; rôle de la société d'études pour un port pétrolier relais en eau profonde* [8 novembre 1966] (p. 4343, 4344);

— du projet de loi modifiant ou complétant

certaines dispositions du Code de justice militaire institué par la loi n° 65-542 du 8 juillet 1965, du Code de procédure pénale et du Code pénal; Art. 233 du Code de justice militaire : *Ses observations sur l'amendement de M. Bignon* [24 novembre 1966] (p. 4974);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Création d'un centre océanographique à Brest; connaissance des océans; programmes de recherche et de développement d'intérêt national; diffusion des informations; problème des crédits; choix du directeur* [30 novembre 1966] (p. 5091, 5092);

— du projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires, Art. 8 : *Ses observations sur les peines applicables à des fabricants qui livrent un matériel de série non identique au prototype approuvé* [14 décembre 1966] (p. 5536).

**LE GUEN (M. Alain)**, Député des Côtes-du-Nord, 4<sup>e</sup> circonscription (C.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [8 avril 1965] (p. 692).

### Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 73 du Code de procédure civile, relatif au délai d'ajournement, n° 312 [7 juin 1963].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1962, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Place de l'agriculture dans la nation; recherche de la parité entre le secteur*

*rural et les autres secteurs; retard considérable pris par l'agriculture; absence de crédits pour le Fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles; vieillissement de la population agricole française; absence de crédits pour les S.A.F.E.R.; dégagement souhaitable de crédits pour l'arasement des talus; âge élevé de l'habitat rural; nécessité de définir une politique générale à cet égard; création du personnel spécialisé pour la vulgarisation de l'amélioration de l'habitat rural* [11 janvier 1963] (p. 631, 632); MARINE MARCHANDE : *Crise de l'industrie des transports maritimes et perspectives en la matière; tendances qui se dégagent dans le domaine transport passagers et l'utilisation des paquebots; cas des pétroliers; élévation du tonnage unitaire et la réduction des constructions maritimes; caractéristiques de l'utilisation actuelle des navires de ligne; spécialisation croissante des navires (butaniers, bananiers, navires frigorifiques); évolution de la nature du trafic maritime français; reconversion éventuelle de la flotte méditerranéenne; revendications des équipages; amélioration de leur situation sociale; problème des retraites* [16 janvier 1963] (p. 901, 902); EDUCATION NATIONALE : *Problèmes de la jeunesse et des sports; récentes déconvenues françaises en matière de compétitions internationales; mise en application du plan d'équipement sportif et socio-éducatif; besoins en stades; situation défavorisée du monde rural; absence de pratique sportive chez les étudiants; retard de la France par rapport à l'étranger; stades de grande contenance dans les pays de l'Est; nécessité de regrouper les services intéressant la jeunesse et les sports sous l'égide d'un ministère* [19 janvier 1963] (p. 1226, 1227);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INDUSTRIE : *Défense de l'artisanat; formation des apprentis; vulgarisation des techniques modernes; amélioration du régime des crédits et des prestations sociales; simplification de la fiscalité* [30 octobre 1963] (p. 5971); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Insuffisance des revenus moyens des agriculteurs, notamment en Bretagne; diminution de la part de l'agriculture dans le revenu national; paupérisation de l'agriculture; réformes de structure; élaboration d'une économie contractuelle* [4 novembre 1963] (p. 6291, 6292); BUDGETS MILITAIRES : *Situation des veuves; titularisation d'un certain nombre d'agents des*

*forces françaises en Allemagne* [7 novembre 1963] (p. 6768);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE : *France ne devant pas oublier sa position péninsulaire; modernisation de l'armement; augmentation du tonnage des navires; problème des méthaniens; développement de l'automation; conséquences de celle-ci pour les marins; pension des veuves et des orphelins; faire droit aux revendications sociales de ceux qui furent les serveurs d'une flotte de commerce importante* [23 octobre 1964] (p. 3873); INDUSTRIE : *Diminution du nombre des artisans et des petits commerçants; problème de la concentration; aider le petit commerce et l'artisanat; agir sur le crédit, la fiscalité, le taux des loyers commerciaux; l'enseignement professionnel; encourager les petites entreprises artisanales à se grouper et à se transformer; favoriser leur implantation dans les zones industrielles et artisanales, les zones à urbaniser en priorité; problèmes de la mise en place du répertoire central des métiers, de la qualification de l'artisan, de la réforme des chambres de métiers* [30 octobre 1964] (p. 4335); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation de l'aviciculture; effondrement des cours des œufs et des poulets; moyenne mensuelle du cours des œufs; bénéfices pour l'économie régionale; situation en Bretagne; assurer un revenu minimum aux aviculteurs* [5 novembre 1964] (p. 4700).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale sans débat relative au pouvoir d'achat des salariés [9 juin 1965] (p. 1918, 1919).

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale sans débat relative à l'éducation civique des jeunes Français [6 octobre 1965] (p. 3345, 3346).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE : *Situation dramatique de la flotte marchande française; nécessité d'aider efficacement la construction navale française; ses observations sur les transports de voyageurs; cas des croisières populaires; exploitation des car-ferries; recrutement des marins dans la région de l'Ouest; satisfaction des revendications des pensionnés* [12 octobre 1965] (p. 3519, 3520); POSTES ET TÉLÉ-

COMMUNICATIONS : *Crédits d'équipement; consommation téléphonique; conférence régionale des usagers des P.T.T.; salaires du personnel; équipement de Saint-Brieuc en automatique; densité téléphonique; ses observations sur la commutation; études du Centre national d'études des télécommunications* (p. 3553, 3554); EDUCATION NATIONALE : *Passage de la jeunesse au monde des adultes; prolongation de la scolarité; adaptabilité sociale et technique des élèves; éducation des adolescents; lois de programme d'équipement sportif et socio-éducatif; compétence sportive de l'instituteur; expériences de « mi-temps pédagogique » et « d'horaires aménagés »; organisation des loisirs; bibliothèques publiques; exemple des hautes écoles populaires danoises* [18 octobre 1965] (p. 3815, 3816); INDUSTRIE : *Problèmes de l'industrie mécanique; cas des usines de superphosphate et d'acide sulfurique installées par la France en Yougoslavie; exportations de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne en ce qui concerne les matériels d'équipement; manque de compétitivité de nos industries mécaniques; investissements consacrés aux équipements; industrie de la machine-outil; caractère dispersé au point de vue structurel de l'industrie mécanique; baisse de l'autofinancement* [26 octobre 1965] (p. 1452); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Fiscalité appliquée au corps médical; médecins conventionnés; situation du corps de l'inspection sanitaire et sociale; disparition progressive de la poliomyélite; mortalité infantile en France; niveau de la technique médicale française; situation des agriculteurs; ses observations sur les agriculteurs bretons, les salariés agricoles de la partie nord de la France et les ouvriers du Nord et de Lorraine; problème de la vulgarisation et de l'éducation* [27 octobre 1965] (p. 4187, 4188); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Structures relatives à l'aménagement de l'espace rural; cas des régions de l'Ouest; vieillissement de la population rurale; aménagement foncier de la région bocagère bretonne; cas du Finistère; programme de suppression des talus dans les Côtes-du-Nord; plan d'aménagement de l'espace rural; achat de petites fermes par des vacanciers* [28 octobre 1965] (p. 4297);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Baisse du revenu agricole; revitalisation des régions où sévit l'exode rural; part du revenu agricole dans le revenu national; nécessité de*

*lutter contre la paupérisation relative à des agriculteurs ; situation de la Bretagne* [4 novembre 1965] (p. 4470, 4471).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1262); *diminution des prix agricoles à la production ; paupérisation de l'agriculture ; concurrence mondiale et organisation mondiale des marchés ; expérience de la Bretagne ; parité dans le niveau des revenus ; conditions de travail ; logement ; confort et enseignement* (p. 1267 à 1268).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative à la décentralisation industrielle [18 mai 1966] (p. 1366 et 1367).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Rôle des grandes entreprises dans la formation du personnel ; exemple de la régie Renault ; coût de la formation d'un ingénieur à l'Etat ; rôle de la Commission présidée par M. Bouloche ; expansion économique de la France ; enseignement technique court ; exemples étrangers ; école normale supérieure de Nankin ; cas du Japon ; importance du travail féminin dans certains pays étrangers* [5 octobre 1966] (p. 3152, 3153) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Droit au minimum vital ; nécessité de rénover le S.M.I.G. ; fixation d'un nouveau S.M.I.G. en fonction de budgets types actualisés établis pour un célibataire et pour une famille type ; indexation du S.M.I.G. ; droit à l'amélioration progressive du pouvoir d'achat ; comparaisons entre les salaires français et ceux du Marché commun ; droit au travail ; mobilité de la main-d'œuvre ; augmentation des allocations familiales ; pouvoir d'achat des prestations familiales ; droit à une vieillesse heureuse* [20 octobre 1966] (p. 3624, 3622) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Revenu agricole ; recherche de la dimension optimum de l'exploitation agricole ; exemples de l'Allemagne et du Danemark ; conséquences de l'intégration verticale ; production porcine ; cas de la Bretagne ; rôle des S.A.F.E.R.* [26 octobre 1966] (p. 3929, 3930) ; JUSTICE : *Délinquance juvénile ; protection judiciaire de l'enfance ; extension du viol collectif ; équilibre entre la répression et la rééducation ;*

*juge des enfants* (p. 4007) ; INDUSTRIE : *Problème de la compatibilité de la concentration économique et de la décentralisation industrielle ; cas de la Bretagne ; ses observations sur l'usine Tarvez de Guingamp ; problème de la soustraction ; rôle des usines de conserves ; nécessité de redonner une vitalité aux régions périphériques ; installation du Radome à Pleumeur-Bodou et du centre national d'études de transmissions à Lannion* [7 novembre 1966] (p. 4313) ; EQUIPEMENT, III. — LOGEMENT : *Problème du logement des classes populaires ; prêts du Crédit foncier ; cas du département des Côtes-du-Nord ; législation sur les loyers ; disparités des loyers* [9 novembre 1966] (p. 4439).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à l'aide à l'habitat rural [9 décembre 1966] (p. 5411, 5413).

#### **LEHN (M. Gérard), Député du Bas-Rhin.**

En remplacement d'Henri Meck, décédé le 25 décembre 1966.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [J. O. 31 décembre 1966] (p. 11781).

#### **LEJEUNE (M. Max), Député de la Somme, 4<sup>e</sup> circonscription (S.).**

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591).

#### **Dépôt :**

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les combattants de la Résistance qui appartenaient à un réseau homologué des forces françaises combattantes, et dont l'activité dans la Résistance s'est exercée en Indochine, des dispositions du décret du 5 septembre 1949 relatif à la délivrance des attes-

tations d'appartenance aux membres des forces françaises combattantes, par la réouverture du délai de trois mois suivant la publication dudit décret pour arrêter les contrôles nominatifs des réseaux homologués des forces françaises combattantes, n° 366 [21 juin 1963].

### Interventions :

Son rappel au Règlement : *Tenue concomitante de séances de la Commission des finances et de l'Assemblée* [3 janvier 1963] (p. 212).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Attention insuffisante portée aux petits ports et aux ports de pêche; exemple de la région picarde; divagations du canal de la Somme; aménagement nécessaire de la baie de la Somme; participation des collectivités locales aux dépenses qui en résulteraient* [15 janvier 1963] (p. 847, 848).

Sa mise au point au sujet de son vote sur la motion préalable déposée contre le projet de loi réglementant le droit de grève dans les services publics [17 juillet 1963] (p. 4214).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Rapidité du débat* [24 octobre 1963] (p. 5489); EDUCATION NATIONALE : *Limites du ressort de l'Académie créée à Amiens* [6 novembre 1963] (p. 6607); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Relèvement du montant maximum des dépôts* (p. 6610);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées : *Problème de l'application du texte dans certains départements; consultation des fédérations de chasse; revendications des chasseurs de gibier d'eau; ne pas exclure les lais de mer dans l'application de la loi; garder à la chasse son caractère populaire* [9 juin 1964] (p. 1702); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article : « après avis conforme des conseils généraux et des fédérations départementales de chasseurs les chambres d'agriculture ayant été consultées »* (p. 1704); *subordonner l'établissement de la liste prévue à l'article premier bis à l'avis conforme des conseils généraux et des*

*fédérations départementales de chasseurs* (p. 1704); Art. 2 : *Recevabilité de l'opposition des propriétaires ou détenteurs de droit de chasse* (p. 1707); *superficie minimale permettant l'opposition des propriétaires ou détenteurs de droits de chasse* (p. 1708).

Son rappel au Règlement : *Question orale posée par l'orateur à M. le Ministre chargé de la Coopération; sort de deux anciens parlementaires et Ministres de la République française, MM. Sissoko et Dicko; circonstances imprécises de leur mort; réponse de M. le Ministre chargé de la Coopération; indications sur l'aide directe donnée à la République du Mali sous forme de subvention du fonds d'aide et de coopération; renseignements sur l'aide indirecte et sur l'assistance technique* [7 octobre 1964] (p. 2973).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, COOPÉRATION : *Sort de Fili-Daba-Sissoko et de Dicko; réactions du Gouvernement français; ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des républiques africaines, cas de M. Aubame*; [22 octobre 1964] (p. 3692); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Effort accompli par le département de la Somme pour assurer la desserte des plages; itinéraire Beauvais-Abbeville; autoroute Paris-Lille pouvant recevoir le trafic qui viendra de l'Ouest; ses doutes; problèmes de la navigation dans la baie de la Somme* [4 novembre 1964] (p. 4590).

Prend part au débat sur la question orale de M. Royer relative aux logements sociaux : *La nécessité d'accorder un contingent spécial de logements aux villes devenant des métropoles régionales; la question des prix plafonds des H.L.M.; l'accession des locataires H.L.M. à la propriété* [21 avril 1965] (p. 792, 793).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Situation des docteurs d'Etat qui sont en service dans l'enseignement du second degré; professeurs contractuels non licenciés* [19 octobre 1965] (p. 3869);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas de la région picarde; importance de l'accroissement de la population jeune de cette région; exploitations rurales; débouchés européens; conditions du travail et de la vie des ruraux; implantation d'industries à main-*



*d'œuvre féminine; métropoles d'équilibre; taux de scolarisation; enseignement supérieur; cas de la ville d'Amiens; construction de routes départementales pour la desserte du littoral* [4 novembre 1965] (p. 4487 à 4489);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 1<sup>er</sup> : *Division des Français consécutive aux événements d'Algérie; déchirement d'une communauté française; groupe socialiste prônant l'amnistie; prise du pouvoir par le général de Gaulle* [21 avril 1966] (p. 881, 882); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article premier (faits amnistiés de plein droit)* (p. 882).

**LE LANN (M. Jean)**, *Député d'Ille-et-Vilaine, 5<sup>e</sup> circonscription (C.D.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305).

#### Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 238) adopté par le Sénat, modifiant la loi du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole, n° 495 [24 juillet 1963].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi adopté par le Sénat sur le contrôle des produits antiparasitaires à

usage agricole, en qualité de *Rapporteur* : *Nécessité de modifier la loi du 2 novembre 1942 sur les règles de contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole; sanctions prévues* [24 juillet 1963] (p. 4452);

— du projet de loi adopté par le Sénat relatif au contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole, en qualité de *Rapporteur* : *Nécessité d'un contrôle strict sur les produits antiparasitaires à usage agricole; sanctions prévues* [24 juillet 1963] (p. 4452).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à l'application de la loi d'aide à l'enseignement privé [26 juillet 1963] (p. 4567, 4568, 4569).

Est entendu, en qualité de suppléant, sur la question orale sans débat de M. Meck relative aux zones de salaires [17 avril 1964] (p. 819).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Difficultés rencontrées par les éleveurs: mesures propres à encourager l'élevage; fixation de prix rémunérateurs pour les producteurs* [5 novembre 1964] (p. 4697).

Mise au point au sujet de son vote lors du vote de la proposition de loi de MM. Paul Coste-Floret et Schmittlein tendant à rendre non prescriptibles le génocide et les crimes contre l'humanité [16 décembre 1964] (p. 6152).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Hausse des prix de la viande à la production; groupement des producteurs; amélioration des structures de commercialisation par la création d'un réseau moderne d'abattoirs contrôlée par un service sanitaire unique et indépendant; service de contrôle vétérinaire du département de la Seine; laisser une grande liberté de gestion aux communes ayant fait de gros sacrifices financiers pour se doter d'abattoirs modernes* [4 mai 1965] (p. 1079); En deuxième lecture, Art. A : *Rôle des agents contractuels* [21 juin 1965] (p. 2272); *études préparant les inspecteurs à leur tâche* (p. 2272); *ingénieurs agronomes s'occupant de prophylaxie* (p. 2272); Art. 5 : *Son amendement tendant à remplacer la première phrase du premier alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (Exploitation des*

*abattoirs publics inscrits au plan d'équipement*) (p. 2273); *article 5 ne devant pas créer un monopole pour l'exploitant unique* (p. 2273, 2274); *cas où l'exploitant unique est une S.I.C.A.* (p. 2274);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — II. — SERVICES FINANCIERS : *Ses observations sur les carrières granitiers de France; importation de granit portugais; adjudication du 11 février 1965 par la ville de Nantes; accords commerciaux avec le Portugal; opérations de dédouanement; tâches de la direction générale des impôts; situation du département de l'Ille-et-Vilaine; ses observations sur le « déplafonnement » des cotisations de la Sécurité sociale* [27 octobre 1965] (p. 4220, 4221).

Son rappel au Règlement : *Retraites complémentaires des cadres* [29 octobre 1965] (p. 4353, 4354).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du sixième alinéa du texte proposé pour l'article 12-3 de la loi du 27 février 1958 (Reclassement du personnel de la société transférée dans la société absorbante)* [23 juin 1966] (p. 2273);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — IV. — AVIATION CIVILE : *Avenir de la société Potez-Aviation; situation des usines de Toulouse-Blagnac et d'Aire-sur-l'Adour* [9 novembre 1966] (p. 4480); *titularisation des agents contractuels; problèmes des bases aériennes* (p. 4485); Art. 46 : *Conséquences des inondations dans le département d'Ille-et-Vilaine; possibilité d'accorder aux habitants de cette région la faculté de déduire de leurs revenus de l'année 1966 les sommes nécessaires à la réparation des dégâts* [10 novembre 1966] (p. 4518);

— du projet de loi sur l'élevage : *Problème de la vulgarisation; élevage du cheval; ses observations sur les sociétés hippiques; amélioration génétique; insémination artificielle; livres généalogiques et zootechniques; problème des pénalités et des sanctions administratives; exode rural* [22 novembre 1966] (p. 4726, 4727); Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter*

*le troisième alinéa de cet article par les mots : « A l'intérieur de laquelle chaque éleveur ne pourra faire appel qu'à un ou deux centres »* [23 novembre 1966] (p. 4798); *centre de distribution de la semence* (p. 4799); En deuxième lecture, Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le cinquième alinéa : 1<sup>o</sup> après les mots : « ... pour le compte des éleveurs intéressés » à insérer la nouvelle phrase suivante : « Ces derniers pourront éventuellement avoir recours à des inséminateurs d'un centre ne desservant pas habituellement les communes où ils se trouvent... » 2<sup>o</sup> en conséquence, dans la dernière phrase de cet alinéa, substituer aux mots « ce choix » les mots « ces choix »* [15 décembre 1966] (p. 5614); *création d'un centre d'insémination artificielle* (p. 5614).

**LEMAIRE (M. Maurice)**, Député des Vosges, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Est élu président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603).

Est élu vice-président de cette Commission [2 octobre 1963] (p. 4986).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions

du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949).

Est élu président de cette Commission [18 décembre 1963] (p. 7982).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305).

Est élu vice-président de cette Commission [29 juin 1964] (p. 2368).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474).

Est élu vice-président de cette Commission [29 juin 1965] (p. 2765).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659).

Est élu vice-président de cette Commission [29 juin 1965] (p. 2765).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693).

Est élu vice-président de cette Commission [19 décembre 1966] (p. 5694).

### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1154) portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan, n° **1185** [24 novembre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1578) autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement des questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, n° **1595** [6 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1617) portant approbation du plan de développement économique et social, n° **1637** [22 octobre 1965].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Union des Républiques socialistes soviétiques, n° **1705** [22 décembre 1965].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la situation de l'économie française, n° **1892** [2 juin 1966].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la situation dans les mines de fer et la sidérurgie et les perspectives de l'emploi dans les régions concernées, n° **2113** [28 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Position hostile de la Commission de la production et des échanges à l'égard de la demande de constitution d'une Commission spéciale; compétence de la Commission de la production en matière de problèmes agricoles et forestiers* [9 mai 1963] (p. 2809, 2810).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement

relative à la politique économique et financière : *Nécessité de briser les dangers inflationnistes; rapports existant entre l'expansion et la montée des prix; nécessité de créer deux millions d'emplois d'ici 1975; satisfaction du pouvoir d'achat; prix des denrées alimentaires; subventions à l'agriculture; regroupement nécessaire des petites exploitations agricoles; position de la France dans le Marché commun en ce qui concerne les superficies cultivables; transfert souhaitable des excédents de population agricole vers les industries de transformation; problèmes de la distribution; lutte contre l'inflation pour l'aménagement du territoire; cas de la Lozère; accentuation du déséquilibre humain entre certaines régions à forte densité démographique et celles de faible peuplement; cas de Paris; problème de la circulation dans la région parisienne; convergence excessive du réseau de transports vers Paris; insuffisance des itinéraires transversaux; réduction des tendances inflationnistes par l'abaissement du niveau général de la demande; blocage des augmentations de salaires à un certain niveau; cas de l'agriculture; recherche de la parité avec les salariés de l'industrie; regroupement des petites exploitations; problème des prix agricoles; situation dans les charbonnages; caractère aléatoire des prix des produits pétroliers; nécessité, pour l'Etat, d'opérer des choix quotidiens* [9 mai 1963] (p. 2811 à 2814);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Moyens d'assurer l'équilibre entre Paris et la province et à l'intérieur de chaque région entre le monde urbain et le monde agricole; démolir les maisons vétustes du Centre; décongestionner la capitale; transfert des petites entreprises dans les campagnes; métropoles de province; décentralisation des activités tertiaires; nombre des Américains habitant les grandes villes; rénovation des bâtiments ruraux; freiner l'exode rural; fournir aux habitants des campagnes des logements convenables, des moyens de communication rapides et des facilités pour l'éducation des enfants; réduction du prix de l'essence; importance de l'aménagement du territoire dans l'expansion économique* [27 novembre 1963] (p. 7476 à 7480).

Prend part à la discussion :

— sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet

de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Opposition de la Commission de la production et des échanges à la création d'une commission spéciale* [11 juin 1964] (p. 1816);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan, en qualité de *Rapporteur pour avis: Nécessité de la planification; importance de l'expansion en quantité et en qualité; progression de l'autofinancement; recours à l'emprunt; réforme de la fiscalité; réforme de la T.V.A.; accroître l'épargne; expérience des S.O.F.R.E.; développement de la recherche et des exportations; accords commerciaux passés avec l'U.R.S.S.; problème de la recherche notamment dans le domaine des industries mécaniques et des plastiques; impulsion donnée à l'automatisation; débouchés de l'agriculture; problèmes de l'aménagement du territoire; trouver un équilibre Paris-province* [24 novembre 1964] (p. 5548 à 5552);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2<sup>o</sup> de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 1<sup>er</sup> : *Application de l'article 50 du règlement de l'Assemblée Nationale; son désir de voir l'Assemblée siéger ce soir et poursuivre le débat jusqu'à son terme* [29 avril 1965] (p. 989);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, avant l'Art. 1<sup>er</sup> : *Levée de la séance en fin d'après-midi* [5 mai 1965] (p. 1127).

Prend part au débat sur la question orale de M. Beauguitte relative au fonctionnement des centres techniques professionnels : *Le pourcentage du revenu national consacré par la France à la recherche* [7 mai 1965] (p. 1219).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Situation des petites communes; cas des communes frontalières; taxe immobilière; impôt sur les propriétés bâties; équilibre entre les villes et les campagnes*

[23 juin 1965] (p. 2382, 2383); Art. 40 : *Son amendement tendant, dans l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 40 après les mots : « A l'exclusion du revenu des immeubles bâtis » à insérer les mots « et des forêts communales »* [25 juin 1965] (p. 2550); *cas des petites communes forestières* (p. 2550); *politique de péréquation* (p. 2550); Art. 41 : *Situation des petites communes* (p. 2556); *son amendement tendant, dans le paragraphe 3 de cet article, à compléter le deuxième alinéa par le membre de phrase suivant : « Hormis les bâtiments industriels situés dans les communes de moins de 2.000 habitants »* (p. 2556); *cas des petites communes ayant fait un effort d'industrialisation ; aide à la décentralisation* (p. 2556); *ses observations sur les paroles de M. Frey* (p. 2557);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION : *Première chaîne de télévision étant difficilement captée dans certaines zones montagneuses ; cas de la montagne vosgienne* [14 octobre 1965] (p. 3696, 3697); AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur le gaz et le pétrole ; découverte en France d'un nouveau gisement de gaz à Meillon dans les Basses-Pyrénées ; sécurité de notre approvisionnement énergétique ; sécurité de l'Europe ; question de savoir si l'on paie plus cher le pétrole algérien que celui du Moyen-Orient ; modalités de paiement ; régime des transferts ; aide à l'Algérie ; situation des concessionnaires actuels ; sociétés françaises devant continuer à s'intéresser aux sociétés qui exploitent au Sahara* [14 octobre 1965] (p. 3666 à 3668);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les logements, le pouvoir d'achat, la stabilité des prix ; réforme des finances locales ; politique de concentration et de restructuration de l'entreprise ; regroupements nécessaires dans les entreprises moyennes ; politique d'achat des entreprises nationales et des collectivités publiques ; problèmes de l'agriculture ; aménagement du territoire ; équilibre urbain-rural ; complexe*

*parisien ; métropoles régionales ; expansion des activités tertiaires ; décentralisation du tertiaire ; amélioration du réseau de communications ; conception des villes nouvelles ; nécessité de freiner la croissance de la population de l'agglomération parisienne ; possibilité de créer une ville nouvelle au bord de l'Oise entre Creil et Compiègne ; problèmes du logement* [3 novembre 1965] (p. 4375 à 4378);

— en deuxième lecture, du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, en qualité de *Rapporteur pour avis : Aspects économiques du problème* [10 novembre 1965] (p. 4625);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INDUSTRIE : *Son rapport d'information sur la sidérurgie ; problème de la nationalisation de la sidérurgie ; cas de la Lorraine ; prix du charbon et du coke ; coût du transport ; problème des licenciements ; transferts de main-d'œuvre ; degré de pollution atmosphérique des vallées de l'Orne et de la Fensch ; climat de méfiance chez les représentants des travailleurs à l'égard du patronat* [7 novembre 1966] (p. 4298, 4299);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *But de la recherche ; comparaison entre la productivité des industries britanniques et celles des industries américaines et européennes ; productivité de l'ouvrier ; situation de la sidérurgie française ; objectifs du Ve Plan ; agence de valorisation de la recherche ; recherche de développement ; coût unitaire du chercheur ; rôle du centre national d'étude des télécommunications ; progression des crédits de la recherche de développement ; problème de l'urbanisation ; décentralisation en matière de recherche ; exemple d'Akademgorodok et d'Ispra* [30 novembre 1966] (p. 5071 à 5073).

**LEMARCHAND (M. Pierre)**, *Député de l'Yonne, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742);

— membre du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [20 février 1963] (p. 2274).

Est élu juré suppléant de la Haute Cour de Justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [12 juin 1963] (p. 3306).

#### Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 506) autorisant l'approbation de l'accord de commerce entre la République française et le Japon et du protocole relatif aux relations commerciales entre la République française et le Japon, signés à Paris, le 14 mai 1963, n° 654 [19 novembre 1963].

#### Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de commerce entre la République française et le Japon et du protocole relatif aux relations commerciales entre la République française et le Japon, signés à Paris le 14 mai 1963, en qualité de *Rapporteur* : *Balance des échanges franco-japonais; Japon, considéré comme un adhérent à part entière du G.A.T.T.; protection des producteurs nationaux; quotas maintenus pour 84 produits* [20 novembre 1963] (p. 7342).

**LENORMAND (M. Maurice)**, *Député de Nouvelle-Calédonie (C.D.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 10).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32); [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [27 décembre 1962] (p. 205);

— membre suppléant du conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique [19 janvier 1963] (p. 1275).

Est élu juré titulaire de la Haute Cour de Justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [12 juin 1963] (p. 3306).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la répression de la provocation à la haine raciste et à la répression des discriminations raciales, n° 332 [7 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à fixer le régime applicable aux communes de plein exercice de la Nouvelle-Calédonie, y compris la ville de Nouméa, n° 781 [19 décembre 1963].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au Code de la nationalité française dans les territoires d'outre-mer : *Problème de la nationalité française en Nouvelle-Calédonie; évolution de ce problème à travers la Constitution de 1946 et jusqu'à maintenant; problème de l'existence de Vietnamiens et d'Indonésiens en Nouvelle-Calédonie; multiplication des cas d'apatrides qu'entraînerait l'adoption du présent texte; conséquences sur le régime des allocations familiales et du service militaire le problème du rapatriement des Vietnamiens dans leur pays; nécessité de ne pas élever de nouveaux barrages à l'acquisition de la nationalité fran-*

*gaise en Nouvelle-Calédonie* [25 juin 1963] (p. 3701 à 3703); Article unique : *Son amendement (Exclusion de la Nouvelle-Calédonie du champ d'application du présent texte)* (p. 3703); *son amendement (Application du texte à l'ensemble des territoires d'outre-mer) : Nécessité de prévoir une situation identique pour tous les territoires d'outre-mer* (p. 3705); *situation à Saint-Pierre-et-Miquelon* (p. 3706); article additionnel : *Son amendement (Délai pour l'acquisition de la nationalité française en Nouvelle-Calédonie)* (p. 3706);

— *du projet de loi relatif au domaine public maritime, Art. 7 : Son amendement (Modalités d'application dans les territoires d'outre-mer) : Rôle que doivent jouer les assemblées territoriales en la matière; distinction établie par la loi-cadre de 1958 entre le domaine de l'Etat et le domaine des Territoires* [4 juillet 1963] (p. 3884, 3885);

— *du projet de loi portant réorganisation du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie: Importance de la Nouvelle-Calédonie; nécessité d'unifier tous les éléments ethniques du pays pour former un seul peuple et assurer à tous un avenir commun; loi-cadre de 1956; choix des statuts en 1958; organisation des territoires d'outre-mer; importance de la question* [10 décembre 1963] (p. 7793, 7794); *égalité des Français devant la loi; manifeste de la majorité des élus demandant le respect des institutions territoriales et s'élevant contre toute modification de la loi-cadre; application d'un statut en retrait sur la loi-cadre; maturité des Calédoniens; composition du gouvernement local; ne pas supprimer la responsabilité du vice-président; fonctions du secrétaire général; comparaison du régime nouveau et de celui de 1946; responsabilité des membres élus du conseil de gouvernement; nombre des membres élus du conseil de gouvernement; motifs de la loi-cadre; respect des institutions du territoire; conquêtes politiques et sociales; liens unissant la Nouvelle-Calédonie à la France; mainmise de l'administration centrale sur les affaires locales; rôle de la société « Le Nickel »; lettre adressée au Haut Commissaire de la République dans le Pacifique par les responsables de l'Union des indigènes calédoniens amis de la liberté dans l'ordre et l'association des autochtones de la Calédonie et des îles Loyauté; rôle des fonctionnaires; envoyer une mission d'information sur place* (p. 7795 à 7798).

Est déchu de son mandat parlementaire à compter du 31 janvier 1964 [2 avril 1964] (p. 599).

### LEONARD (M. Roger).

Dépose sur le bureau de l'Assemblée Nationale le rapport établi par la Cour des comptes au cours de la présente année en exécution des dispositions de l'article 164 de l'ordonnance du 30 décembre 1958 [28 mai 1963 (p. 3048), [24 juin 1964] (p. 2149), [10 juin 1965] (p. 1954), [21 juin 1966] (p. 2158).

### LEPAGE (M. Pierre), Député d'Indre-et-Loire, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer [8 avril 1964] (p. 654);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964] (p. 1949);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance-maladie et à l'assurance-maternité des travailleurs non sala-

iés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694);

— membre du conseil supérieur de la mutualité [19 février 1963] (p. 2247), [28 avril 1965] (p. 962);

— membre du conseil supérieur du service social [15 octobre 1963] (p. 5169).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1176) tendant à compléter l'article L 328 du Code de la sécurité sociale, n° 1458 [16 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1801), modifiée par le Sénat, tendant à compléter l'article L 328 du Code de sécurité sociale, relatif aux droits à pension de veuf ou de veuve en cas de divorce ou de nouveau veuvage, n° 1833 [18 mai 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 62 du Code d'administration communale en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint, n° 2058 [6 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 727) relative à l'usage du titre de conseil ou de conseiller social, n° 2130 [9 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

sur la proposition de loi (n° 124) relative à la conservation des sépultures de certaines victimes de la guerre 1914-1918, n° 2132 [9 novembre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Situation des médecins inspecteurs de la santé; rajustement nécessaire de leur traitement; leur recrutement divers et varié* [14 janvier 1963] (p. 767, 768); JUSTICE : *Frais de justice incombant aux départements et aux municipalités* [21 janvier 1963] (p. 1339, 1340);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Décret du 29 janvier 1964 sur le prix de journée étant inapplicable; modifications à la réglementation en vigueur concernant l'admission et l'hospitalisation dans les établissements hospitaliers; autorité du médecin-contrôleur de la Sécurité sociale devant être renforcée; filtrage étroit établi à l'entrée des services hospitaliers; créer des services annexes préopératoires ou postopératoires afin de décongestionner les services hospitaliers de malades; consultations externes des hôpitaux publics devant être reconsidérées; fonction hospitalière devant prendre conscience qu'une certaine égalité doit être assurée entre la consultation privée et la consultation publique externe* [20 octobre 1964] (p. 3430); JUSTICE : *Réforme des greffes; situation lamentable de leur personnel; fonctionnarisation souhaitée par certains greffiers* [30 octobre 1964] (p. 4351); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Durée excessive des séjours faits par les malades dans certains centres hospitaliers; fonctionnement des services sociaux* [7 novembre 1964] (p. 5012);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Réforme de la Sécurité sociale; fonctionnement du régime; intérêt du système de gestion; collaboration nécessaire avec le corps médical; amélioration du sort des personnes âgées; prise en considération des problèmes de l'enfance inadaptée; action sanitaire et sociale des caisses* [13 octobre 1965] (p. 3625); CONSTRUCTION : *Cas des vieillards, des jeunes ménages, des célibataires; problèmes psychologiques; logements-foyers; villages-retraites; ses observations sur les F.1 et F.2 dans les constructions d'H.L.M.; résidences avec*



*services communs* [22 octobre 1965] (p. 4025, 4026); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Mise en place des nouvelles directions départementales de l'action sanitaire et sociale; cas de l'Indre-et-Loire; ses observations sur le cadre des inspecteurs et celui des assistantes sociales; situation des directeurs départementaux de l'action sanitaire et sociale; problème des maisons de retraite* [27 octobre 1965] (p. 4177, 4178);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Westphal tendant à compléter l'article L 328 du Code de la sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur* : *Cas où les veuves se remarient; distinction entre le remariage du conjoint survivant avant 60 ans et son remariage après cet âge; cas de veuvages successifs* [9 novembre 1965] (p. 4584); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Proposition de M. Westphal; difficultés soulevées par le texte voté par l'Assemblée; interdiction du cumul d'avantages de réversion pouvant soulever des difficultés; modifications apportées par le Sénat au texte voté par l'Assemblée* [25 mai 1966] (p. 1498);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Progrès social; cas de déficit de la balance des recouvrements par rapport aux frais exposés; action sanitaire et sociale* [9 juin 1966] (p. 1846); Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter comme suit le deuxième alinéa de cet article* : « Ce décret détermine, d'autre part, les modalités selon lesquelles les assurés exprimeront librement leur choix entre ces organismes et à défaut seront affiliés d'office à l'un d'eux » (p. 1867); *caisses mutuelles régionales* (p. 1867); Art. 16 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « organismes prévus », les mots « organismes créés »* (p. 1871); *règles de tutelle* (p. 1871, 1872);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Situation des enfants infirmes chroniques; succès du chèque sécurité sociale; rachat des rentes pour accidents du travail; conseils des prud'hommes; situation des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale; recrutement des directeurs et des cadres des centres hospitaliers et d'hospices* [19 octobre 1966] (p. 3598, 3599); JUSTICE : *Ses observations sur les frais de justice; cas du département d'Indre-et-Loire; réforme des greffes d'instance et de grande*

*instance; rapport entre les greffiers et les juges consulaires; rôle des conseils de prud'hommes; problème de leurs élections; extension des territorialités* [27 octobre 1966] (p. 3999); EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Conséquences de la crise du logement; importance des maisons individuelles* [9 novembre 1966] (p. 4431).

**LEPEU (M. Bernard)**, *Député de la Seine, 21<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5752);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions du Code des douanes relatives à l'expertise douanière, n° 930 [28 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 2, Affaires étrangères, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : Annexe n° 2, Affaires étrangères, n° 1588 [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967

(n° 2044) : Annexe n° 2, Affaires étrangères, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Inteaventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INDUSTRIE : *Application de l'article 85 du Traité de Rome relatif aux contrats d'exclusivité* [9 janvier 1963] (p. 417);

— du projet de loi modifiant le Code des douanes, Art. 9 (articles 30 à 33, 100 à 106 bis du Code des douanes) : *Discussions entre l'administration des douanes et les commerces d'importation sur la valeur des marchandises; procédure de contestation; problème de la charge de la preuve; composition de la Commission d'expertise* [27 juin 1963] (p. 3766, 3767);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Son amendement (application des articles 28 et 29 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963)* [22 octobre 1963] (p. 5327); *cession d'immeubles ayant donné lieu à la délivrance d'un permis de construire* (p. 5327); Art. 5 : *Sursis d'imposition* [23 octobre 1963] (p. 5391, 5392); *son sous-amendement (Caractère de l'agrément)* (p. 5393); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 78 : *Problème de la transparence fiscale; suppression du droit d'enregistrement; subsistance du droit de timbre* [24 octobre 1963] (p. 5527); Art. 79 : *Exonération pour les transporteurs privés* (p. 5528). Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964, Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement présenté par le Gouvernement; immeubles industriels et commerciaux indispensables aux opérations de décentralisation et de fusion* [6 décembre 1963] (p. 7714, 7715);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, Art. 40 : *Garantie accordée aux contribuables; obligation de consulter le comité préalablement aux impositions* [5 décembre 1963] (p. 7645);

— du projet de loi adopté par le Sénat modifiant les articles 442 et 577 nouveaux du Code de commerce concernant la procédure de la faillite et du règlement judiciaire et la résolution du concordat, Art. 2 : *Saisine*

d'office du tribunal; paiement par les débiteurs du deuxième ou troisième dividende concordataire [14 avril 1964] (p. 734);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, après l'Art. 10 : Conclusions du comité Lorain; ses observations sur l'amendement de M. Vallon; crédits du F.D.E.S.; concentration des entreprises pour leur permettre de répondre à la concurrence internationale et d'être à égalité de moyens financiers avec leurs principaux concurrents [15 octobre 1964] (p. 3255); Art. 15 : Prolifération de l'affichage sur les routes, à l'intérieur des agglomérations étant nettement abusive; réglementation de l'affichage; caractère indispensable de la publicité; ne pas frapper les professions qui exercent normalement une activité licite; caractère inquiétant du troisième alinéa du premier paragraphe [16 octobre 1964] (p. 3338); son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 15 (Droit de timbre institué par l'article 949 bis du Code général des impôts étant applicable dans les conditions prévues et sous réserve des exonérations édictées par ce texte à toutes les affiches établies au moyen de portatifs spéciaux à l'exception de celles qui seront situées à l'intérieur d'une agglomération définie selon l'article 6 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959) (p. 3338, 3339); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, JUSTICE : Signature des effets de commerce, à la griffe; attitude de la Cour de cassation à l'égard des effets de commerce signés à la griffe; omission d'une formalité essentielle: la signature [30 octobre 1964] (p. 4352); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur spécial: Budget du Ministère des Affaires étrangères pour 1965 se présentant comme un budget exemplaire en ce qui concerne son pourcentage de dépenses par rapport au budget général de la France; souci de compression; problème posé par la gestion de ce budget; nécessité d'adapter les structures des administrations centrales à ses tâches; renforcement des cadres sédentaires; effort fait par le Ministère pour renforcer les moyens de presse et d'information à l'étranger; création de sept emplois de sous-directeur; suppression d'emplois supérieurs; constitution d'un cadre permanent et sédentaire; création d'un centre d'état civil des Français de l'étranger à Nantes; décentralisation administrative; transfert d'attributions; mesures relatives aux postes

à l'étranger; aménagement de la représentation diplomatique et consulaire de la France en Chine populaire; majoration des crédits destinés au versement des traitements; hausse du coût de la vie et dépréciation monétaire dans nombre de pays du monde; chapitres concernant la presse et l'information; action indispensable; moyens audio-visuels de la radiodiffusion et télévision; mise en place d'un réseau radiotélétypes d'information; problème des contributions internationales; contrôle des dépenses dans les organismes internationaux; importance croissante du rôle joué par nos représentants économiques à l'étranger; développement des négociations du Kennedy-round [3 novembre 1964] (p. 4409 à 4411);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers : *Projet de loi venant en aide au secteur productif de l'économie française; réorganisation du marché financier; mesures prises pour la relance des investissements; leur caractère insuffisant; augmentation de l'autofinancement; niveau des investissements du secteur privé; mettre la France à égalité avec ses principaux voisins* [11 mai 1965] (p. 1249 à 1251); Art. 14 : *Modification de la fiscalité des fusions; régime résultant de l'article 219 du Code des impôts* [12 mai 1965] (p. 1283); Art. 28 : *Ses observations sur les paroles de MM. Anthonioz et Vallon* (p. 1290, 1291); Art. 83 : *Ne pas établir une distinction nette entre les salariés et les entrepreneurs* (p. 1294); En seconde délibération, Art. 33 : *Trois quarts des dirigeants d'entreprises étant des salariés* [13 mai 1965] (p. 1326); En deuxième lecture, Art. 12 : *Situation en cas de fusion; ne pas retenir le critère géographique* [3 juin 1965] (p. 1772); Art. 14 : *Faciliter les fusions des sociétés; laisser pendant la durée du V<sup>e</sup> Plan une option* (p. 1773);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 35 : *Retrait des fonds; éviter les fraudes* [3 juin 1965] (p. 1789); après l'Art. 312 : *Abus du droit* [11 juin 1965] (p. 2031); *notion d'intérêt général* (p. 2033); En deuxième lecture, Art. 423 : *Cas où le gérant n'est pas confirmé dans ses fonctions* [10 juin 1966] (p. 1982);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 30 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 7 de cet article (Cas des rémunéra-*

tions assimilables à des intérêts ou agios; prestations de services rendues par les établissements bancaires) [25 juin 1965] (p. 2536); ses observations sur l'éventuelle application de la T.V.A. aux opérations d'ordre financier et particulièrement bancaire (p. 2536, 2537); Art. 35 : Comptabilité-matières; ventes sans facture (p. 2540); ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing (p. 2540); En deuxième lecture, Art. 6 : Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe 1 de l'amendement du Gouvernement après les mots « ou d'accords internationaux » à insérer les mots « ou de décrets » [21 décembre 1965] (p. 5011); cas où le trafic entre la France et un pays étranger ne fait pas l'objet d'accords internationaux; étendre l'exonération prévue pour le transit ferroviaire au transit routier (p. 5011); son sous-amendement tendant à substituer au premier alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement le nouvel alinéa suivant : « Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux voyages touristiques lorsque la fraction du transport réalisée hors de France représente une partie importante définie par arrêté de l'ensemble du parcours. Il en est de même dans tous les cas, de la fraction du trajet réalisée hors de France » (p. 5011); ses observations sur les voyages touristiques internationaux (p. 5011, 5012);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 8 : Son amendement tendant à compléter le paragraphe IV de cet article par le nouvel alinéa suivant : « Le souscripteur pourra, toutefois, demander que ces sommes soient étalées sur ladite année et sur les années antérieures non couvertes par la prescription sans que cet étalement puisse s'étendre sur une période antérieure à leur échéance » [7 octobre 1965] (p. 3391); retrait de cet amendement (p. 3391); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur spécial : Crédits relatifs aux services diplomatiques; maintien à leur niveau actuel des activités diplomatiques de la France; amplification des moyens d'information de nos postes à l'étranger; multiplication de nos publications de documentation et de presse; acquisition et équipement immobilier des postes à l'étranger; fonctionnement des services; étoffement des effectifs destinés aux relations culturelles, à la coopération technique, à la presse et à l'informa-

tion; service central d'état civil du Ministère des Affaires étrangères, chargé de la garde des renseignements d'état civil concernant les personnes non inscrites en métropole; élévation au rang d'ambassade des légations de France à Bucarest, à Sofia, à Budapest et à Tirana; création de nouveaux postes de conseillers commerciaux; regroupement des agents contractuels; problèmes administratifs; conditions d'avancement du personnel issu de l'ancienne administration d'outre-mer; politique immobilière du Ministère des Affaires étrangères; politique de l'information; direction des services d'information et de presse; rôle des organismes internationaux; « négociations Kennedy »; proposition du secrétariat exécutif du G.A.T.T.; disparités constatées entre le niveau du tarif commun et celui du tarif américain; mesures d'assistance et de solidarité internationale; octroi de bourses à des officiers latino-américains dans les écoles militaires supérieures ou préparatoires françaises [20 octobre 1965] (p. 3880 à 3882);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : Charges financières et fiscales pesant sur les entreprises françaises; stabilité monétaire; ouverture de nos marchés à la concurrence internationale; politique des revenus; ses observations sur les investissements du secteur public; insuffisance de la marge d'auto-financement en France; coûts de production; prix des matières premières; réforme de la fiscalité sur les bénéfices distribués; redressement de notre balance du commerce extérieur [3 novembre 1965] (p. 4402, 4403);

— du projet de loi relatif à l'emploi de procédés, non manuscrits pour apposer certaines signatures sur les effets de commerce et les chèques : Réaction des tribunaux de commerce [11 mai 1966] (p. 1215);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur spécial : Intégration au budget des Affaires étrangères de celui des Affaires algériennes; suppression du Ministère de la Coopération; crédits des services diplomatiques; diminution des effectifs en Afrique du Nord; programme d'aide militaire au Maroc; service central d'état civil des Français à l'étranger installé à Nantes; problème de la coordination de l'action de nos représentants à l'étranger; question du gardiennage de certains postes diplomatiques ou consulaires; projet de statu-

*du corps diplomatique et consulaire; dotation des services d'information et de presse; importance des contributions internationales payées par la France; relations avec l'Algérie; exploitations minières françaises en Algérie; problème de l'indemnité des propriétaires français spoliés; permanence des intérêts français en Algérie; nationalisation du secteur agricole en Algérie; rôle de la Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie; situation des biens français en Egypte; expropriations intervenues à la suite des événements de Suez; nationalisations décidées postérieurement aux accords de Zurich; possibilité de retenir sur les fonds d'aide versés par l'Algérie, une provision au bénéfice des anciens Français d'Algérie; leur indemnisation; Kennedy-round [3 novembre 1966] (p. 4182 à 4184).*

**LEPIDI (M. Jean)**, *Député de la Seine, 8<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à autoriser les contribuables à s'acquitter par douzièmes du montant de leurs impôts indirects, n<sup>o</sup> 380 [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à créer une carte nationale de priorité en faveur des personnes âgées, n<sup>o</sup> 388 [21 juin 1963].

**LEPOURRY (M. Constant)**, *Député de la Manche, 1<sup>re</sup> circonscription (app. U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'apparente au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Absence de crédits en faveur du Fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles; réduction des possibilités de crédit en faveur des jeunes agriculteurs* [11 janvier 1963] (p. 647);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Transformation de l'économie agricole; soutien des prix; réforme de la commercialisation de la distribution; développement de la vulgarisation et de la formation professionnelle; production animale; produits laitiers* [4 novembre 1963] (p. 6315, 6316);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Association à la conclusion et à l'exécution de l'accord interprofessionnel à long terme, des organismes agricoles)* [12 décembre 1963] (p. 7870);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 7 :

*Indemnisation des dommages causés aux prairies* [23 avril 1964] (p. 899); *herbes comprises parmi les « récoltes »* (p. 899);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Délai de remboursement plus large devant être accordé aux agriculteurs ayant emprunté pour équiper leur exploitation; œuvre accomplie par la V<sup>e</sup> République en faveur de l'agriculture; son appel en faveur de la solidarité de la nation; majoration des prix agricoles; application de la loi d'orientation* [5 novembre 1964] (p. 4721, 4722);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Réforme des abattoirs; leur nombre et leur caractère archaïque; contrôle sanitaire devant être efficace; vérification des tonnages traités; harmonisation des cours grâce à un système de téléx; refonte complète de la commercialisation; création d'un réseau de distribution directe du producteur au boucher; expériences réalisées; taxe de circulation; suppression de la vignette « deuxième circuit »; nécessité de prendre des mesures d'encouragement à la production* [4 mai 1965] (p. 1081, 1082);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 27 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article, à substituer au chiffre « 25 » le chiffre « 10 »* [25 juin 1965] (p. 2535);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Formation intellectuelle et professionnelle des agriculteurs; notion de productivité agricole; formation technique du monde agricole; formation humaine et sociale; adductions d'eau potable; électrification des campagnes; cas du département de la Manche* [28 octobre 1965] (p. 4300);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M<sup>me</sup> Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 6 : *Son sous-amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Edgar Faure pour l'article 850 du Code rural à insérer après les mots « pour permettre la conservation », les mots « des récoltes*

*et... »* [3 juin 1966] (p. 1701); *son sous-amendement tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Edgar Faure pour l'article 850 du Code rural par les mots « et la protection du matériel »* (p. 1701);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les productions animales; aide à l'exportation; politique du lait; rôle de la S.I.B.E.V.; construction de bâtiments d'exploitation modernes* [27 octobre 1966] (p. 3954, 3955);

— du projet de loi sur l'élevage : *Modernisation des bâtiments nécessaires à l'élevage; livres généalogiques; problèmes de l'identification des animaux; organisation de l'insémination artificielle* [22 novembre 1966] (p. 4734); Art. 1<sup>er</sup> : *Retrait de son amendement qu'il avait déposé avec M. Godefroy* [23 novembre 1966] (p. 4793); Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le début du texte proposé par l'amendement de M. Edgar Faure: « Toutefois, sans préjudice de l'application du 3<sup>o</sup> de l'article 3 les éleveurs... »* (p. 4799); *possibilité de laisser aux éleveurs le libre choix de la qualité de la semence* (p. 4799); Art. 14 : *Associations chargées de la tenue des livres généalogiques* (p. 4805); Art. 15 : *Rôle des instituts techniques nationaux; retrait de l'amendement qu'il avait déposé avec M. Bizet* (p. 4809).

**LÉP** **† TAC (M. Joël)**, Député de la Seine, 26<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [27 novembre 1963] (p. 7522).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [28 novembre 1963] (p. 7555), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726);

— membre de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [19 février 1963] (p. 2247).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 131) relatif à l'affiliation à la Sécurité sociale des journalistes rémunérés à la pige, n° 293 [29 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi n° 457 modifié par le Sénat, relatif à l'affiliation à la Sécurité sociale des journalistes rémunérés à la pige, n° 462 [17 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à créer une redevance au profit des auteurs d'ouvrages mis en location dans les cabinets de lecture, n° 1877 [1<sup>er</sup> juin 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'affiliation à la Sécurité sociale des journalistes rémunérés à la pige, en qualité de *Rapporteur*: *Nécessité de faire bénéficier les*

*journalistes dits « pigistes » du régime de Sécurité sociale; définition du pigiste; création souhaitable d'un statut du pigiste* [6 juin 1963] (p. 3194); en deuxième lecture: *Cas particulier des écrivains; litige opposant ceux-ci aux caisses d'allocations familiales* [23 juillet 1963] (p. 4406).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale sans débat, relative au reclassement des professeurs délégués des enseignements spéciaux du département de la Seine [26 juillet 1963] (p. 4569).

**LE THEULE (M. Joël)**, *Député de la Sarthe, 4<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale [6 décembre 1962] (p. 1), [30 avril 1963] (p. 2715), [2 avril 1964] (p. 597), [2 avril 1966] (p. 516);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipe-

ments militaires [14 décembre 1964] (p. 6099);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257);

— membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [26 mai 1966] (p. 1530).

### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie) (n° 22), Considérations générales, Section guerre, n° 111 [17 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 (n° 449), n° 470 [18 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 460) relatif aux changements d'arme des officiers d'active, n° 490 [23 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 508) modifié par le Sénat, relatif aux changements d'arme des officiers d'active, n° 514 [26 juillet 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Budget des armées, I. — Considérations générales, IV. — Section Forces terrestres, n° 606 [29 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 542) portant modification des articles 12 et 13 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, n° 695 [28 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 604) portant ratification du décret n° 63-1029 du 15 octobre 1963 relatif à la mise en congé libérable du contingent après seize mois de service actif, n° 696 [28 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 657) relatif à l'emploi

d'officiers dans les services du Ministère de l'Education nationale, n° 712 [5 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 714) édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers, n° 713 [5 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 741), modifié par le Sénat, édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers par départ volontaire, n° 750 [17 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 742), modifié par le Sénat, relatif à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Education nationale, n° 751 [17 décembre 1963].

Son avis présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Crédits du Ministère des Armées, I. Considérations générales, Tome 1<sup>er</sup>, Les dépenses de fonctionnement (titre III); II. Examen des crédits des différentes sections, Tome 3. — Section forces terrestres, n° 1121 [21 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1199) relatif à la création de cadre d'officiers techniciens de l'armée de terre et de l'armée de l'air, n° 1248 [15 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1345) relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, n° 1377 [19 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1159), relatif à la prise de rang de certains élèves de l'Ecole polytechnique dans les services publics de l'Etat, n° 1463 [17 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, n° 1486 [21 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission



de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1466), rejeté par le Sénat, relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, n° 1491 [23 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1525), rejeté par le Sénat en deuxième lecture, relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, n° 1526 [25 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1495) portant réorganisation de certains cadres d'officiers et de sous-officiers de l'armée de terre, n° 1608 [8 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : Crédits du Ministère des Armées, I. — Considérations générales; Tome I<sup>er</sup> — Les dépenses de fonctionnement (titre III); II. — Examen des crédits des différentes sections; Tome III. — Sections forces terrestres, n° 1621 [13 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1626) modifiant l'article 29 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense relatif à la durée du service militaire, n° 1654 [4 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1480) relatif aux corps des chefs et sous-chefs de musique de l'armée de terre et au statut des chefs et sous-chefs de musique des armées, n° 1655 [4 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 1669) portant création du corps militaire du contrôle général des armées, n° 1779 [21 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 1804), modifié par le Sénat, modifiant l'article 29 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense, relatif à la durée du service militaire, n° 1843 [25 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission

de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1810) portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de la coopération, n° 1888 [2 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1811) portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de l'aide technique, n° 1889 [2 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1916), modifié par le Sénat, portant création du corps militaire du contrôle général des armées, n° 1934 [15 juin 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1967 (Crédits du Ministère des Armées, I. — Considérations générales; tome 2 : Les dépenses d'équipement (titre V); II. — Examen des crédits des différentes sections; Tome 3 : Section Forces terrestres, n° 2076 [12 octobre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Hypothèses politiques contenues dans l'exposé des motifs de la loi de programme militaire; dépassements financiers; modification des données politiques; nécessité de continuer les réalisations déjà engagées; options à prendre en matière militaire pour le service militaire; sous-marin atomique; corps d'intervention outre-mer; établissement des besoins prioritaires et de l'ordre des urgences; rapport à maintenir entre les dépenses militaires et le produit national brut; situation dans le domaine des vecteurs de la force de frappe; problème de la coopération franco-allemande; nécessité de procéder à un réexamen des options souhaitables dans le domaine de la défense nationale; différents types d'engins air-sol ou mer-sol; usine atomique; vecteurs de la force de frappe; organisation des armées; service militaire; dépôt souhaitable d'une seconde loi de programme; fusion des armées; problèmes de la section*

guerre; conséquences de l'arrêt des opérations en Algérie; crise de recrutement dans le domaine des sous-officiers; conséquences de la poussée démographique; service militaire; maintien de la conscription; situation des appelés en sur-nombre; durée du service militaire; situation des casernements français; montant du prêt; difficultés financières dans le domaine de l'alimentation des soldats [23 janvier 1963] (p. 1556 à 1560);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, en qualité de *Rapporteur pour avis: Aide prévue à l'industrie aéronautique; insuffisance de l'effort de modernisation de l'armée de terre; problème des hausses économiques; cas des crédits concernant l'atome; problème des casernements; logement des cadres; installations du Kaouar; nécessité de mettre au point la réorganisation des forces armées* [19 juillet 1963] (p. 4322, 4323); après l'Art. 13: *Son amendement au nom de la Commission (inscription au budget du Premier Ministre des crédits militaires virés au Commissariat à l'énergie atomique)* (p. 4363); Art. 18: *Son amendement au nom de la Commission (Suppression de la subvention accordée à l'association cotravailleurs)* (p. 4382); Art. 19: *Problèmes posés par la transformation du service militaire; nécessité de procéder à un examen d'ensemble de cette question* (p. 4382);

— du projet de loi relatif aux changements d'arme des officiers d'active, en qualité de *Rapporteur: Système existant actuellement (permutations volontaires, etc.), en matière de changements d'arme; évolution de la question depuis 1834; situation différente selon les armes; nombre d'officiers susceptibles d'être intéressés par ces mesures; limitation souhaitable de l'application de cette loi au 1<sup>er</sup> janvier 1967* [23 juillet 1963] (p. 4454, 4455); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement au nom de la Commission (Durée d'application de la présente loi)* (p. 4456); *son amendement au nom de la Commission (Création d'une Commission désignée pour donner des garanties aux officiers appelés à être mutés)*; (p. 4456); *son amendement au nom de la Commission (Caractère annuel des décrets d'application)* (p. 4457); *son amendement au nom de la Commission (Priorité accordée aux officiers volontaires pour être mutés)* (p. 4457);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Caractère du*

*budget pour 1964: Budget-charnière; analyse des dépenses; amélioration de l'information militaire; force nucléaire stratégique; cas du « Mirage IV »; augmentation des crédits militaires; politique militaire cohérente devant reposer sur trois systèmes de force; nécessité de développer également les forces de manœuvre et d'intervention et les forces de défense opérationnelle du territoire; maintenir l'équilibre de notre système de force; question des sous-officiers; problèmes posés par le contingent* [7 novembre 1963] (p. 6728, 6729, 6730);

— du projet de loi portant modification des articles 12 et 13 de la loi du 31 mars 1928, relative au recrutement de l'armée, en qualité de *Rapporteur: Abaissement de l'âge à partir duquel les naturalisés sont dégagés de l'obligation d'accomplir le service militaire; fixation de cet âge à 29 ans* [3 décembre 1963] (p. 7597, 7598); *limite d'âge s'étageant entre 29 et 31 ans; cas des naturalisés* (p. 7598); Art. 2: *Son amendement (Limite de 31 ans et 6 mois, s'ils sont père de un enfant vivant, célibataire ou marié sans enfant)* (p. 7599);

— du projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Éducation nationale, en qualité de *Rapporteur: Résoudre le problème des excédents d'officiers sans recourir à un dégageant des cadres d'une manière autoritaire; cas des officiers volontaires; accord de la Commission approuvant le principe; caractère des mesures proposées: nécessaires et efficaces* [5 décembre 1963] (p. 7648); *nombre des officiers; excédent des officiers; problème de la résorption en trois ans; efficacité; liberté donnée à l'officier de se porter volontaire et pour l'Éducation nationale d'accepter sa candidature; emplois offerts; aptitudes ayant été constatées au cours d'une période probatoire; intégration ou situation contractuelle; reconversion et reclassement* (p. 7648, 7649); Art. 1<sup>er</sup>: *Un règlement d'administration publique fixant les conditions d'intégration des officiers dans les cadres de l'Éducation nationale et donnant toutes garanties en ce qui concerne leur compétence* (p. 7653); *son amendement tendant à substituer aux mots « pour être chargés d'emplois relevant du Ministère de l'Éducation nationale », les mots « pour occuper des emplois vacants relevant du Ministère de l'Éducation nationale »* (p. 7654); *problèmes de l'enseignement technique et de l'enseignement secondaire; cas d'emplois vacants; problèmes posés par le décret du 3 août 1959*

(p. 7654); ses observations sur l'amendement de M. Gorce-Franklin à propos de l'équivalence des diplômés (p. 7654); Art. 3 : Son amendement (Atteinte de la limite d'âge de leur grade) (p. 7655); après l'Art. 4 : Son amendement (Présentation, lors de la discussion des projets de budget pour 1965, 1966 et 1967, d'un rapport sur l'exécution de la présente loi) (p. 7655); en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Position de l'Assemblée Nationale au premier alinéa de l'article 3; modifications faites par le Sénat [18 décembre 1963] (p. 7972);

— du projet de loi édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers, en qualité de Rapporteur : Mesures proposées faisant appel au volontariat; analyse des différents articles du projet; pension d'ancienneté; avantages en matière de pension [5 décembre 1963] (p. 7655); Art. 3 : Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 3 par les mots suivants « au moment de leur radiation des cadres » (p. 7657); conditions réglementaires de durée pour le passage au grade supérieur (p. 7657); Art. 5 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 5, après les mots « par les ministres intéressés », à insérer les mots « ou par les représentants des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif » (p. 7658); son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de l'article 5 par les mots suivants « avec l'ancienneté qu'ils détenaient dans leur échelon » (p. 7658); Art. 7 : Son amendement tendant à substituer aux mots « tout ou partie des dispositions des articles 2 à 6 de la présente loi », les mots « les dispositions des articles 2 à 6 de la présente loi » (p. 7658); son amendement tendant, après le premier alinéa de l'article 7 à insérer un nouvel alinéa : « Notification expresse de l'acte de volontariat » (p. 7658); après l'Art. 8 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Présentation au Parlement lors de la discussion des projets de budget pour 1965, 1966, 1967, 1968 et 1969 d'un rapport sur l'exécution de la présente loi » (p. 7659); Art. 9 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le titre du projet de loi : « Projet de loi édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers par départ volontaire » (p. 7659); en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Modifications faites par le Sénat au texte adopté par l'Assemblée Nationale [18 décembre 1963]

(p. 7973); Art. 3 : Pension de retraite des colonels admise au bénéfice des dispositions de cet article (p. 7973);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de Rapporteur pour avis : Politique militaire organisée autour de la force de frappe stratégique; priorité accordée à l'arme nucléaire; compressions d'effectifs; situation des officiers depuis les lois votées en 1963; dégagement de certains cadres vers l'Education nationale; prime de qualification; difficultés de la situation des sous-officiers; revendication indiciariaire; service militaire sélectif; dépenses ordinaires devant obligatoirement augmenter au cours des prochaines années; fabrication du char français de 30 tonnes; importance des armes atomiques tactiques; modernisation de l'armée de terre [6 novembre 1964] (p. 4842 à 4844); Art. 28 : Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, à augmenter de 10 millions de francs le montant des réductions de crédits de paiement du titre III; problème de la revalorisation indiciariaire de la solde des sous-officiers [6 novembre 1964] (p. 4886); son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, à augmenter de 5 millions de francs le montant des réductions de crédits de paiement du titre III (p. 4886); modeste relèvement de 0,20 à 0,50 du prêt du soldat n'étant prévu qu'à partir du 1<sup>er</sup> mai 1965 (p. 4886, 4887); remboursements à la S.N.C.F. (p. 4887); retrait de son amendement (p. 4887); son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article à augmenter de 15.000 francs le montant des réductions de crédits de paiement du titre III; emploi de professeurs licenciés; emploi d'agents de bureau; création d'un emploi de censeur à l'école militaire préparatoire d'Aix-en-Provence; effectifs de cette école ne justifiant pas la création de ce poste; transformation de l'organisation des écoles militaires préparatoires et des écoles militaires préparatoires techniques (p. 4887); son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de l'article 28, à augmenter de 231 millions 315.000 francs le montant des réductions de crédits de paiement du titre III (p. 4887); Art. 70 : Son amendement tendant à compléter l'article 70 par un nouvel alinéa (Officiers détenant à la fois le titre d'ingénieur de l'école polytechnique ou de l'école centrale des arts et manufactures ainsi que celui de l'école nationale supérieure des télécommunications ou de l'école

supérieure d'électricité (p. 4892); dernier alinéa de cet article (p. 4892);

— du projet de loi relatif à la création de cadres d'officiers techniciens de l'armée de terre et de l'armée de l'air, en qualité de *Rapporteur*: *Projet n'ayant pas seulement pour objet d'améliorer la carrière des sous-officiers; création d'un nouveau corps; construction d'une armée moderne; officiers techniciens* [16 décembre 1964] (p. 6147, 6148); Art. 3: *Article-clé du projet de loi; détermination des trois moyens de devenir officier technicien; voies concernant les sergents-chefs ou maréchaux des logis-chefs ayant huit ans de service actif; cas des adjudants ou des adjudants-chefs* (p. 6149); *désir de M. Bignon de modifier le premier alinéa de l'article 4 de façon à réduire de 25 % à 15 % la proportion des postes réservés aux jeunes gens ayant simplement satisfait aux obligations militaires; position de la commission nouvelle; ses observations sur l'amendement de M. Bignon* (p. 6150); Art. 7: *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 7, à remplacer « 5 % » par « 10 % »* (p. 6151); *cas des officiers techniciens dont la carrière est limitée au grade de capitaine* (p. 6151); Art. 8: *Déro-gation aux dispositions de l'article 4 sur le recrutement; impossibilité de promouvoir immédiatement les 6.000 officiers techniciens; prévoir un pourcentage élevé de sous-officiers des grades supérieurs* (p. 6151, 6152);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, en qualité de *Rapporteur*: *Loi de transition; universalité des obligations d'activité et égalité de leur durée; importance des facteurs psycho-politiques; opportunité du débat; ampleur du phénomène démographique; solutions possibles: dispense d'une partie du contingent du service militaire ou diminution de la durée de celui-ci; modernisation de l'équipement; application des lois de programme; données démographiques, militaires et financières; pourcentage du budget militaire dans le produit national brut; Gouvernement substituant à la notion traditionnelle de service militaire celle de service national, comprenant un service de défense, un service de l'aide technique et de la coopération; service militaire étant la principale forme du service national; durée du service demeurant fixée à dix-huit mois avec la possibilité pour le Gouvernement de libérer les appelés par anticipation à quinze mois; cas des*

*jeunes Français résidant à l'étranger; notion de famille; sort des étudiants; but recherché devant être l'efficacité militaire; objectif étant pour le Gouvernement, comme pour la Commission, un service plus court* [25 mai 1965] (p. 1518 à 1521); avant l'Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant: « Tous les citoyens français du sexe masculin doivent le service national de 18 à 60 ans. Ils en accomplissent les obligations d'activité s'ils possèdent l'aptitude nécessaire et médicalement constatée. Les dispenses peuvent être accordées dans les cas prévus par la présente loi »* [26 mai 1965] (p. 1574); *différentes formes du service national; principe de l'universalité du service national* (p. 1574); *ses observations sur le sous-amendement de M. Rémy Montagne* (p. 1575); *caractéristiques du service national* (p. 1575); *suppression du quatrième alinéa demandée par M. Rémy Montagne* (p. 1575); *son amendement tendant à la suppression du quatrième alinéa de l'article premier* (p. 1575); *rejet des amendements de MM. Fabre, Rémy Montagne et Ribadeau Dumas* (p. 1576); *cas des jeunes Français allant accomplir leur service en Allemagne* (p. 1576); *son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de l'article premier* (p. 1576); Art. 2: *Son amendement tendant à la nouvelle rédaction de cet article (Répartition des assujettis entre les différentes formes de service national)* (p. 1577); *distinguer nettement dans la loi les dispositions transitoires de celles qui présentent un caractère de longue durée; défense de la nation n'étant pas confiée à une armée de métier* (p. 1577); *donner satisfaction au corps de défense de protection civile* (p. 1577); Art. 3: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Égalité des obligations d'activité du service national)* (p. 1578); *objectif de la majorité de la Commission étant un service militaire égal pour tous dont la durée varierait de six à neuf mois* (p. 1578); *ses observations sur les paroles de M. Achille-Fould* (p. 1579); *problème de l'égalité* (p. 1580); après l'Art. 3: *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Répartition des effectifs budgétaires des personnels militaires des armées)* (p. 1581); Art. 4: *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article: « En vue de l'exécution du service national, les opérations de recensement, de revision et de sélection s'exercent dans les conditions prévues par les articles 10 à 26*

de la loi du 31 mars 1928 et les articles 7 et 8 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 » (p. 1582); conseil de révision (p. 1582); Art. 6 : Ses observations sur les paroles de M. Rémy Montagne (p. 1582); Art. 8 : Ses observations sur l'amendement du Gouvernement (p. 1583); Art. 11 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Modalités d'affectation des jeunes gens) (p. 1583); principe d'égalité (p. 1583); Commission n'ayant pas eu à connaître le sous-amendement du Gouvernement (p. 1583); Art. 12 : Age d'appel (p. 1584); Art. 14 : Opposition de la Commission à l'amendement de M. Ribadeau Dumas (p. 1584); nombre des exemptés (p. 1584, 1585); Art. 15 : Son amendement tendant à la nouvelle rédaction de cet article (Dispense des obligations d'activité) (p. 1585); avis donné par le conseil de révision (p. 1586); Art. 16 : Opposition de la Commission à l'amendement de M. Cachat (p. 1588); principe de l'universalité des obligations d'activité étant tempéré par l'octroi de dispenses (p. 1588); définition des soutiens de famille (p. 1588, 1589); ses observations sur l'amendement de M. Ribadeau Dumas (p. 1589); Art. 17 : Conflits de nationalité (p. 1589, 1590); Art. 18 : Opposition de la Commission à l'amendement de M. Le Goasguen (p. 1590); situation des étudiants (p. 1591); souplesse nécessaire (p. 1592); Art. 20 : Ses observations sur l'amendement de M. Sallenave (p. 1592); Art. 23 : Ses observations sur l'amendement de M. de Chambrun (p. 1593); Art. 26 : Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à substituer au mot « 3 », le mot « 6 » (p. 1593); ses observations sur l'amendement de M. Le Goasguen (p. 1593); ses observations sur l'amendement de M. Pleven (p. 1594); inégalités existantes (p. 1594); Art. 30 : Problème du fractionnement (p. 1595); son amendement tendant à substituer à la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article les dispositions suivantes : « le service actif de défense peut être réparti en fractions dont la durée est de six mois au moins et qui ne peuvent être exigées des intéressés au-delà d'un délai de cinq ans à compter de leur première incorporation » (p. 1596); service de défense (p. 1596); après l'Art. 37 : Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article : « Les jeunes gens peuvent faire acte de volontariat pour accomplir un service actif de l'aide technique ou de la coopération d'une durée

supérieure à celle du service militaire actif. Les dispositions des articles 27, 28 et 29 ci-dessus leur sont alors applicables » (p. 1597); Art. 38 : Situation des départements et territoires d'outre-mer (p. 1597); après l'Art. 43 : Son amendement tendant, après l'article 43, à insérer un nouvel article (Jeunes gens ayant effectué leurs service militaire dans un pays étranger) (p. 1598); son amendement tendant à insérer un nouvel article (Jeunes gens inscrits sur les tableaux de recensement) (p. 1598); cas de jeunes gens naturalisés (p. 1598); ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement (p. 1599); Art. 44 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le cinquième alinéa de cet article : « L'article premier, alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les cinq derniers alinéas de l'article 2, les articles 6 bis, 11, 20 (2<sup>o</sup>), 27, 28, 40, 49 (alinéa 3), 50, 63, 81, 97, 98, 99, 99 bis et 100 de la loi du 31 mars 1928 »; dispositions relatives au conseil de révision (p. 1599); son amendement tendant, dans le sixième alinéa de cet article, à supprimer les mots « 7 et 8 » (p. 1599); Art. 45 : Son amendement tendant à substituer au troisième alinéa de cet article des nouvelles dispositions (codification) (p. 1600); codification des dispositions venant d'être prises et de celles qui seront prises par décret en Conseil d'Etat (p. 1600); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, en qualité de Rapporteur : Sénateurs désirant trois modifications de pure forme; conditions du recensement; conseil de révision [21 juin 1965] (p. 2327); Art. 45 : Cas des jeunes gens ayant une double nationalité (p. 2330); en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Commission proposant à l'Assemblée de reprendre le texte voté en première lecture [23 juin 1965] (p. 2362); Art. 3 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « sont égales », les mots « ont une durée égale » (p. 2362, 2363); Art. 3 bis : Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « Un tableau des cadres et effectifs établi par décret fixe... » (p. 2363); Art. 44 : Son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de cet article à substituer aux mots « les articles 6 bis, 11, 20 (2<sup>o</sup>) », les mots « les articles 6 bis, 10, 11, 17, 18, 19 et 20 » (p. 2365); en troisième et dernière lecture, en qualité de Rapporteur :

*Historique de la discussion parlementaire de ce projet de loi ; projet ayant le caractère d'un texte de compromis et de transition ; problème de certaines exemptions ; cas des jeunes gens dont le père ou un frère est mort pour la France* [28 juin 1965] (p. 2681) ;

— du projet de loi relatif à la prise de rang de certains élèves de l'école polytechnique dans les services publics de l'Etat, en qualité de *Rapporteur : Elèves de l'école polytechnique ; accident survenu en service ; loi du 31 mars 1928 sur le recrutement ; polytechniciens classés dans un service public civil* [21 juin 1965] (p. 2334) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Armée de terre ; application de la seconde loi de programme ; dépenses de matériel dépassant celles des personnels, de l'instruction et de l'entretien ; effectifs des personnels militaires ; armée de l'air ; marine ; cas des sous-officiers ; écoles techniques permettant aux jeunes engagés d'obtenir des qualifications intéressantes ; création d'une école à Tulle ; promotion sociale des sous-officiers ; rémunération des engagés ; vieillissement du matériel ; chars AMX de 30 tonnes ; équipement de divisions des forces de manœuvre en camions Berliet ; moral des cadres de l'armée de terre ; attribution de l'armement atomique tactique ; hélicoptère de manœuvre ; couple hélicoptère-blindé constituant l'instrument du combat atomique tactique ; politique française en matière de recherche ; application du projet de réorganisation territoriale ; suppression du quart de place* [21 octobre 1965] (p. 3932 à 3934) ; *ses observations sur les paroles de M. Marcel Guyot ; possibilités de licenciements* (p. 3957) ; *taux du prêt au soldat* (p. 3959) ; Art. 28 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, à réduire de 11 millions de francs le montant de l'augmentation des crédits* (p. 3964) ; *son amendement tendant dans le paragraphe 2 de cet article à réduire de 80.000 francs le montant de l'augmentation des crédits* (p. 3965) ; après l'Art. 59 : *Présentation sous une forme différente du budget de la gendarmerie ; possibilité d'un budget annexe ; variété, nombre et ampleur des missions de la gendarmerie ; possibilité de grouper dans un fascicule séparé les différentes mesures des titres 3 et 5 ; gendarmerie faisant partie de l'armée* (p. 3967) ; *distinction entre la gendarmerie et le reste des armées ; possibilité d'un budget annexe* (p. 3968) ; *dimi-*

*nution des effectifs ; ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 3968) ; *cas de quatre officiers de différentes armes qui appartiennent au service des recettes de munitions* (p. 3969) ; *problème de la réorganisation territoriale* (p. 3969) ;

— du projet de loi modifiant l'article 29 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense, relatif à la durée du service militaire : *Ages limites d'emploi ; possibilité de ramener à la même durée les obligations militaires dans la réserve des officiers, des sous-officiers ou des soldats ; problème de la constitution des corps de défense* [10 novembre 1965] (p. 4619) ;

— du projet de loi portant réorganisation de certains cadres d'officiers et de sous-officiers de l'armée de terre : *Evolution des moyens et des missions de l'armée de terre ; réorganisation des cadres de personnel ; regroupement de certains cadres du service du génie et du matériel ; organisation autonome des troupes de marine* [10 novembre 1965] (p. 4621) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article par les dispositions suivantes : « Et par celles de la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée »* (p. 4622) ; *cas des sous-officiers de carrière* (p. 4622) ;

— du projet de loi relatif aux corps des chefs et sous-chefs de musique de l'armée de terre et au statut des chefs et sous-chefs de musique des armées, en qualité de *Rapporteur : Hiérarchie des chefs de musique ; grade de chef de musique hors classe ; recrutement des chefs de musique ; amélioration des perspectives de carrière ; réputation internationale des quatre musiques nationales* [10 novembre 1965] (p. 4622, 4623) ; Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. Voilquin* (p. 4624) ;

— du projet de loi portant création du corps militaire du contrôle général des armées, en qualité de *Rapporteur : Variété des missions du corps de contrôle ; contrôle du fonctionnement des services, amélioration du fonctionnement administratif des services, contrôle des industries travaillant pour le Ministère des Armées ; âge minimum pour être admis à concourir étant différent selon les armées ; pourcentage réel de contrôleurs généraux par corps ; perspectives de carrière* [28 avril 1966] (p. 993) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (paragraphe 2°), après les mots « recrutés par l'école nationale d'administration », à insérer les*

*mots « ainsi que les titulaires de deux licences, dont celle de sciences économiques... » (p. 994); son amendement tendant dans le quatrième alinéa (paragraphe 2°) à supprimer les mots « détenteurs d'un grade d'officier de réserve » (p. 994); possibilité d'élargir au maximum les candidatures civiles pour le concours destiné au recrutement des contrôleurs adjoints des armées (p. 994); cas des élèves de l'E.N.A. (p. 994); son amendement tendant à compléter l'article 3 par le nouvel alinéa suivant: « Les dispositions d'ordre réglementaire concernant les membres du contrôle général des armées durant leur carrière doivent permettre les candidatures effectives de toutes les catégories de personnels admises à concourir » (p. 994); cas des ingénieurs d'armement (p. 994); Art. 4: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer le mot « exclusivement » (p. 995); problème de l'avancement (p. 995); après l'Art. 7: Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Mesures spéciales de dégage-ment des cadres pour les membres des trois corps militaires de contrôle ayant plus de vingt-cinq ans de service) (p. 995); difficultés d'avancement (p. 995); retrait de son amendement (p. 995); après l'Art. 10: Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Impossibilité pour un contrôleur chargé de l'exécution des marchés ou de la surveillance d'une entreprise d'accepter un emploi quelconque dans cette entreprise pendant un délai de cinq ans après la cessation de sa fonction) (p. 995); problème découlant de l'entrée dans une entreprise nationale (p. 996); retrait de son amendement (p. 996); en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur: Ancienneté acquise dans les corps de contrôle; avancement au sein des trois corps actuels; situation des contrôleurs de la marine [16 juin 1966] (p. 2104); Art. 7: Contrôle général de la marine (p. 2105); son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (Nomination dans la première section du cadre des contrôleurs généraux du nouveau corps) (p. 2106);*

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de coopération, en qualité de Rapporteur: Réforme du service militaire; cas des objecteurs de conscience; service de l'aide technique et celui de la coopération; problème de la sélectivité; responsabilité et rôle de l'Etat;

*autorité du Ministre responsable de la coopération; notion de besoins prioritaires; situation des médecins et des élèves de l'école nationale d'administration; garanties pour les jeunes gens appelés du service de la coopération; ses observations sur l'indemnité, le droit à permission, les pensions; conséquences de la désertion; abstention de toute activité syndicale ou politique; sanctions disciplinaires [7 juin 1966] (p. 1721 à 1723); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, dans les deuxième et troisième phrases de cet article à substituer aux mots « Ministre chargé de la coopération », les mots « Ministre responsable de la coopération » (p. 1727); service de la coopération dépendant du Ministre des Affaires étrangères, du Secrétaire d'Etat aux Affaires algériennes et du Secrétaire d'Etat chargé de la Coopération (p. 1727); ses observations sur l'article 2 (p. 1727); son amendement tendant à compléter l'article premier par une nouvelle phrase: « Ils relèvent, pour leur emploi, des autorités de l'Etat étranger dans lequel ils ont reçu une affectation » (p. 1727); Art. 7 et Art. 11: Egalité des jeunes gens devant les obligations du service national (p. 1729, 1730); Art. 12: Son amendement tendant, au début de cet article, après les mots « prestations de Sécurité sociale », à insérer les mots « et les allocations familiales » (p. 1731); son amendement tendant à compléter l'article 12 par un nouvel alinéa (Problème de l'évaluation des ressources des familles en vue de l'examen d'une demande d'aide sociale) (p. 1731); prêt de 50 centimes par jour (p. 1731); Art. 13: Son amendement tendant, dans la dernière phrase de cet article, à substituer aux mots « eut été », les mots « a été » (p. 1731); Art. 22: Ses observations sur l'article 445 du Code de justice militaire (p. 1732); Art. 25: Son amendement tendant au début de cet article à supprimer les mots « lorsque le Ministre responsable de la coopération décide dans un intérêt général de mettre fin à l'affectation des jeunes gens ou... » (p. 1733);*

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de l'aide technique, en qualité de Rapporteur: Aide technique s'exerçant dans un cadre purement français; besoins de l'éducation nationale et de la santé publique [7 juin 1966] (p. 1733); Art. 11: Son amendement tendant après les mots « prestations de Sécurité sociale », à insérer les mots « et les allocations familiales » (p. 1734); retrait de son amende-

ment (p. 1734); son amendement tendant à compléter l'article 11 par un nouvel alinéa (*Evaluation des ressources des familles en vue de l'examen d'une demande d'aide sociale*) (p. 1735); Art. 12 : Son amendement tendant, dans la dernière phrase de cet article à substituer aux mots « ait été », les mots « a été » (p. 1735); Art. 21 : Son amendement tendant, dans le texte de cet article à remplacer « et passible de peines » par les mots « et passible des peines » (p. 1735); Art. 22 : Son amendement tendant à supprimer le mot « français » (p. 1736); Art. 24 : Son amendement tendant au début de cet article à supprimer les mots « lorsque le Ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer décide dans un intérêt général de mettre fin à l'affectation de jeunes gens ou... » (p. 1736);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de Rapporteur pour avis : Importance des crédits de la force nucléaire stratégique; première génération de la force nucléaire stratégique; rôle du centre d'expérimentation du Pacifique; ses observations sur les matières fissiles; fonctionnement de l'usine de Pierrelatte; *Mirage IV*; études des têtes S.S.B.S. et des têtes M.S.B.S.; essais réalisés au Sahara; centre des Landes; installations de l'île Florès; travaux d'installations des premiers silos pour engins S.S.B.S. dans les Basses-Alpes; commissariat national aux études spatiales; réalisation du sous-marin atomique; part des transmissions dans le budget de la force nucléaire stratégique; rôle des forces conventionnelles; ses observations sur l'armée de l'air, l'armée de terre, la marine; *Mirage IV*; réalisation de l'avion E.C.A.T.; rôle du Transall, du Bréguet Atlantic, du Super-Frelon et du Jaguar; avion de combat à décollage vertical; avion à géométrie variable; ses observations sur le F 2 et le F 3; caractère indispensable de la coopération; conditions de vie de la troupe; tableau des fabrications d'armements; char AMX 13 tonnes; coût de la camionnette tactique; avions de combat Crusader et Etendard; première loi de programme; besoins des armées [25 octobre 1966] (p. 3817 à 3820); Art. 26 : Son amendement tendant à diminuer de 250 millions de francs le montant des autorisations de programme et de 20 millions de francs le montant des crédits de paiement de cet article (p. 3856); nécessité de respecter la seconde loi de programme; avion ECAT; programme Jaguar; coopération franco-britan-

nique; armée de l'air (p. 3856, 3857); ses observations sur l'amendement de M. François Valentin (p. 3858); situation de l'armée de terre engagée en Algérie; lancement d'un programme d'un avion de combat (p. 3858); retrait de son amendement (p. 3859);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, en qualité de Rapporteur pour avis : Validation d'un certain nombre de décisions concernant les salaires des personnels ouvriers des armées; sa proposition de rejeter l'article 30; versement de 40 millions à la S.N.C.F.; prix moyen du remboursement du billet S.N.C.F. par les militaires; réalisation du « Henri-Poincaré »; dépassements des crédits pour le Concorde [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5127, 5128); après l'Art. 30 : Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article : « Le Gouvernement conclura avec la S.N.C.F., avant le dépôt du projet de loi de finances pour 1963, un nouvel avenant à la convention du 31 août 1937, se substituant à l'avenant du 30 juillet 1949 » (p. 5166).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux produits laitiers [9 décembre 1966] (p. 5418).

**L'HUILIER (M. Waldeck)**, Député de la Seine, 36<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354).

**Dépôts :**

Sa proposition de loi tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies



et camps de vacances, n° 241 [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à donner aux conseils municipaux, le droit de s'administrer librement et à la ville de Paris les mêmes droits qu'aux autres villes françaises, n° 259 [17 mai 1963].

Sa proposition de loi relative à l'élection des conseils municipaux, n° 880 [6 mai 1964].

Sa proposition de loi tendant à donner un droit de préemption en matière de mutations immobilières aux collectivités locales pour leurs programmes sociaux de construction de logements, n° 1716 [22 décembre 1965].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat : *Modification du Code de procédure pénale*; Art. 699 : *Son amendement de suppression (cas des jeunes gens de 16 à 18 ans)* [4 janvier 1963] (p. 238);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Impasse dans laquelle se trouvent les D.O.M.; situation à la Réunion; difficultés des planteurs; déséquilibres de la balance commerciale de ces départements; chômage; abaissement du niveau de vie; baisse des cours de la banane aux Antilles; profits des « Sucreries d'outre-mer »; répression dans les départements d'outre-mer; truquage électoral à la Réunion; responsabilité du préfet de ce département; exemple de la municipalité du Moule à la Guadeloupe; répression nécessaire des fraudes électorales; réforme agraire; fin du monopole sucrier* [22 janvier 1963] (p. 1436, 1437);

— du projet de loi adopté par le Sénat relatif au Code de la nationalité française dans les territoires d'outre-mer : *Restrictions apportées à l'acquisition de la nationalité française par le présent projet en ce qui concerne les habitants de la Nouvelle-Calédonie d'origine vietnamienne; opposition du groupe communiste au présent texte* [25 juin 1963] (p. 3701);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 4 : *Son amendement (Suppression de la compétence envisagée de la Cour des comptes sur les collectivités locales et la Sécurité sociale); critiques adressées par la*

*Cour des comptes à l'égard des méthodes financières du Gouvernement; problème de l'extension de la compétence de la Cour des comptes aux collectivités locales et aux organismes de sécurité sociale; volonté du Gouvernement de restreindre les libertés locales* [19 juillet 1963] (p. 4354).

Prend part au débat sur la question orale de M. Pleven relative aux intérêts financiers des collectivités locales : *Diminutions de recettes des collectivités locales; moyens utilisés pour frustrer les collectivités locales (vignette automobile, fonds routier); son opinion sur la suppression de la taxe locale; réforme du financement des constructions scolaires; réforme des finances locales par la création d'une Caisse nationale autonome d'équipement pour les communes et les départements* [26 juillet 1963] (p. 4575, 4576, 4577).

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction : *Ses observations sur le rôle du promoteur, véritable mandataire; fonctionnement de la société de construction pour faire supporter aux souscripteurs tous les aléas de l'opération; contrôle permanent du souscripteur; définition du rôle du promoteur; coût de la construction et sa majoration possible; officialisation de certains procédés; construction de logements locatifs, c'est-à-dire de l'habitat populaire sous la forme d'H.L.M.; hostilité du groupe communiste au projet du Gouvernement* [2 octobre 1963] (p. 4973, 4974, 4975); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement sur le contrat de construction* (p. 4980); Art. 4 : *Son amendement (Suppression de l'article 4)* (p. 4983); *son amendement (Suppression de l'article 5)* (p. 4983); *retrait de son amendement* (p. 4983); Art. 15 : *Son sous-amendement (Limitation du délai de dénonciation du contrat par le candidat acheteur)* [3 octobre 1963] (p. 5006); *nécessité d'un délai maximum de six mois* (p. 5006); Art. 22 : *Son amendement sur ce que doit comporter le contrat* (p. 5014).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *IV<sup>e</sup> Plan faisant prévaloir la rentabilité industrielle sur l'intérêt national; faveur donnée aux investissements militaires; création de multiples organismes désaisissant les collectivités locales; problème des investissements; rôle des monopoles comme créateurs d'emplois*

dans les régions sous-développées; sous-équipement de la région parisienne en ce qui concerne les logements, les transports, l'enseignement, l'eau et les hôpitaux; impossibilité de favoriser les intérêts des grandes sociétés au détriment de ceux des hommes [26 novembre 1963] (p. 7434 à 7436).

Est entendu sur la question orale, sans débat, de M. Ballanger relative à l'interdiction d'une manifestation en faveur d'emprisonnés politiques martiniquais, en qualité de suppléant [29 novembre 1963] (p. 7571, 7572).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé de la réforme administrative une question orale, avec débat, relative à la réforme administrative [6 mai 1964] (p. 1099).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase de l'article 2 (Avis d'une commission où siègera le représentant mandaté des officiers de police ou des officiers de police adjoints titulaires de la carte d'identité F.F.L. et de la carte de combattant volontaire de la Résistance)* [13 mai 1964] (p. 1184);

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : *Projet de circonstance; projet « sur mesure » destiné à favoriser la majorité actuelle aux prochaines élections municipales; doter les collectivités locales de ressources financières; stabilité depuis 1947 dans les grandes villes au regard de leur gestion; crises moins fréquentes dans ces grandes villes que dans les communes où le scrutin majoritaire s'appliquait; représentation proportionnelle demeurant le mode de scrutin le plus honnête, le plus équitable et le plus simple, ainsi que le plus démocratique; interdiction des candidatures officielles; position du Conseil d'Etat sur un blocage des listes; rôle du parti communiste; faire échec aux manœuvres de la majorité; nécessité d'accroître les ressources financières; assurer une décentralisation véritable des pouvoirs et une politique d'aménagement du territoire; ne pas laisser l'administration locale à la discrétion des technocrates; vote du groupe communiste* [20 mai 1964] (p. 1284, 1285); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Elections dans les communes du département de la Seine, dans les*

*communes de 1.000 habitants et plus, et dans les communes de moins de 1.000 habitants)* [21 mai 1964] (p. 1305); *rétablissement de la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne; représentation de toutes les fractions de la population dans les conseils municipaux; administration des affaires locales* (p. 1305, 1306);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 32 : *Imprévisibilité des conséquences des articles 32 à 36; péréquation des charges et des ressources; système actuel en vigueur; importance des nouvelles et lourdes charges résultant de la réorganisation proposée; réforme des impôts communaux; arrière-pensée politique; nécessité d'une véritable réforme des finances locales* [12 juin 1964] (p. 1898, 1899); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 32 (Dépôt par le Gouvernement, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1966, d'un projet de loi portant réforme générale des finances locales et comportant des dispositions créant une caisse autonome de prêts et d'équipement aux communes)* (p. 1899, 1900); Art. 33 : *Son amendement tendant à la suppression de l'article 33* (p. 1905); Art. 35 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1907); Art. 36 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article; opinion du groupe communiste sur le district; dispositions de l'article 36 tendant à accroître démesurément le rôle du délégué général au district de la région de Paris; délégué général au district étant en même temps préfet régional; pouvoirs et attributions des collectivités locales* (p. 1910); Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Application aux départements de la région parisienne de la législation de droit commun)* (p. 1914); *désignation des chefs-lieux ne pouvant être faite qu'après l'avis des conseils généraux, conformément à la législation de droit commun* (p. 1914); Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 10 (Pouvoirs du préfet de police dans la Ville de Paris, dans le département des Hauts-de-Seine, de la Plaine-Saint-Denis et de Seine-et-Bièvre)* (p. 1914); *application de l'article 111 du Code de l'administration communale* (p. 1914) Art. 11 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1915); Art. 18 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1916); *dévolution à l'Etat des immeubles du département de la Seine et de la*

*Ville de Paris affectés à l'usage des services de la préfecture de police, transférés à l'Etat* (p. 1916); Art. 19 : *Caractère inconcevable de déposséder la Ville de Paris et le département de la Seine au profit de l'Etat sans aucune indemnité* (p. 1916); Art. 20 : *Son amendement tendant, au début de cet article, après les mots « des règlements d'administration publique » à insérer les mots « après consultation de la conférence permanente interdépartementale prévue à l'article 9 ci-dessus »* (p. 1917); *consultation de la conférence permanente interdépartementale* (p. 1917); Art. 21 : *Son amendement tendant, après les mots « présente loi » à rédiger ainsi la fin de cet article : « Ne donnent lieu à la perception d'aucun droit ni d'aucune taxe »* (p. 1917); *caractère inévitabile d'écarter toute possibilité d'indemnité dans le transfert de biens, droits et obligations prévus par l'article 4 du projet de loi* (p. 1917); *ses explications de vote : Sa protestation contre le rejet systématique des amendements déposés par le groupe communiste ; peur du peuple ; critique méritée par le texte ; proposition du groupe communiste au texte* (p. 1928);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Conditions de discussion du débat ; développement de la construction d'une façon anarchique ; situation des spéculateurs ; contradiction frappante entre les besoins collectifs et les satisfactions données à la population ; propriété privée du sol et ses abus ; définition d'une politique foncière consciente conditionnant une politique d'urbanisme ; acquisition de quinze mille hectares chaque année pour répondre aux besoins ; moyens donnés au Fonds d'Aménagement du Territoire ; communes paralysées par la faiblesse de leurs ressources ne pouvant financer la construction des logements sociaux ; construction d'immeubles de luxe inaccessibles aux salariés ; projet de loi renforçant la tutelle des préfets sur les collectivités locales ; caractère inadmissible de l'article 17 [29 juin 1964]* (p. 2350, 2351); *faciliter les grandes opérations bancaires pour l'achat des terrains ; projet n'empêchant pas une spéculation foncière ; forme nouvelle de la spéculation ; intérêts des petits propriétaires ; offices de H.L.M. se heurtant à de nouvelles difficultés ; vote du groupe communiste contre ce projet ; extension des pouvoirs des collectivités locales permettant de résoudre le problème de l'urbanisme* (p. 2351,

2352); Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « Dans des conditions convenables assurant la cohésion de la famille »* (p. 2360); *relogement des occupants bénéficiaires d'un titre régulier* (p. 2360); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 17 : « ... et la part de ces logements qui sera affectée en priorité à la construction d'H.L.M. destinés à la location »* (p. 2364); *développer l'effort de construction à caractère social* (p. 2364); *son amendement tendant à la suppression du troisième alinéa de l'article 17* (p. 2364); *impossibilité de déposséder les collectivités locales du droit d'établir le périmètre et le programme visés au premier alinéa de l'article 17* (p. 2364); Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Situation des immeubles dont la prise de possession a été autorisée)* (p. 2365); *priorité donnée aux organismes de H.L.M. construisant en vue de la location* (p. 2365); *En deuxième lecture : Projet ne résolvant en rien les problèmes de la construction et de l'urbanisme ; collectivités locales n'ayant plus qu'un droit de contrôle très illusoire sur les programmes ; pouvoirs des préfets ; projet favorisant les grosses entreprises financières ; nature du régime [17 novembre 1964]* (p. 5421, 5422);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Situation des personnels des préfectures ; amélioration de la situation des sténodactylographes ; augmentation de l'aide apportée par l'Etat aux collectivités locales ; hausse des prix ; retard pris par les communes dans le domaine de l'équipement ; Gouvernement faisant passer sur les collectivités des charges incombant normalement à l'Etat ; paralysie de l'action des municipalités ; leur donner des possibilités de contracter des emprunts indispensables à la modernisation des communes ; réduction du nombre des collectivités locales, de leur importance et de leur autonomie ; structure de l'administration locale devant être modernisée [28 octobre 1964]* (p. 4010 à 4012);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2<sup>o</sup> de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Conséquence*

de la proposition sur la législation H.L.M.; politique gouvernementale; diminution de la part de la construction sociale; acuité de la crise du logement frappant surtout les personnes de condition modeste; difficultés croissantes rencontrées par les organismes H.L.M.; ses doutes relatifs aux avantages et à l'utilité de la proposition; but recherché étant de faire financer par les locataires actuels les constructions futures; diminution des prêts de l'Etat; augmentation des crédits destinés aux sociétés coopératives étant nécessaire au lieu de porter atteinte au patrimoine H.L.M.; problèmes découlant de la coexistence de la copropriété des particuliers et des secteurs locatifs; comparaisons entre le Fonds spécial et le Fonds d'investissement routier; détournement des ressources; position de la confédération générale des locataires et de la fédération nationale des offices d'H.L.M.; groupe communiste ne pouvant voter cette proposition [29 avril 1965] (p. 980 à 982); Art. 5 : Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « L'acquéreur s'acquitte dans les mêmes conditions que pour l'accession à la propriété H.L.M., telles que définies par l'arrêté du 25 mai 1961 modifié » (p. 998); ses observations sur les paroles de M. Maziol (p. 1000); existence, dans un même immeuble, de locataires ayant accédé à la propriété et de locataires représentés par l'office d'H.L.M. et se trouvant par conséquent soumis à la juridiction de droit commun; comptabilité publique des offices (p. 1002); après l'Art. 6 : Règles de la comptabilité publique auxquelles l'office est soumis (p. 1003).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative aux ressources des collectivités locales [21 mai 1965] (p. 1483); Crise fort ancienne dont souffrent les communes; risques présentés par la prolifération des sociétés d'économie mixte; création d'un fonds national de péréquation et d'une caisse autonome de prêts et d'équipement (p. 1491 à 1493).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les sociétés commerciales; Art. 31 : Capital des sociétés de publication de périodiques [3 juin 1965] (p. 1787); Art. 36 : Distinction entre les commissaires aux comptes et les commissaires aux apports (p. 1790); Art. 39 : Cas où celui qui veut céder ses parts appartient à la minorité; délai de paiement (p. 1791); Art. 47 : Problème de

l'exonération préalable de responsabilité pour les personnes visées au quatrième alinéa; charge de la preuve (p. 1793); Art. 55 : Critères de l'importance des sociétés à responsabilité limitée (p. 1795); Art. 60 : Renforcement du rôle du commissaire aux comptes dans l'intérêt des associés et des tiers (p. 1796); Art. 64 : Remplacer, dans le premier alinéa de cet article, les mots « 100.000 F » par les mots « 50.000 F » (p. 1797); Art. 88 : Ses observations sur cet article; son amendement déposé avec M. Ducloné tendant à substituer au mot « huit » le mot « quatre » (p. 1806); Art. 18 (suite) : Renforcer la protection des mineurs [11 juin 1965] (p. 2054); abstention du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi [11 juin 1965] (p. 2074);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : Situation des communes; nécessité d'apporter de nouvelles ressources aux collectivités locales; caisse de prêts et d'équipement; réforme des finances locales [23 juin 1965] (p. 2402, 2403); Art. 38 : Son amendement tendant à la suppression de cet article [25 juin 1965] (p. 2545); suppression de la taxe locale; collectivités locales (p. 2545); Art. 39 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2549); Art. 40 : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 2549); après l'Art. 44 : Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Création d'un corps national de prêts et d'équipement des collectivités locales) (p. 2558); projet de réforme des finances locales; autonomie financière des communes; participation des collectivités locales à la caisse (p. 2558, 2559); sa question de connaître le montant actuel des fonds libres des collectivités locales dont peut disposer le Trésor (p. 2559); Art. 45 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2559); Art. 46 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2559); En deuxième lecture : Problèmes des finances locales; modalités de financement des travaux d'équipement des collectivités locales; possibilité de créer une caisse nationale de prêt et d'équipement, dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière et ayant pour objet de faciliter les travaux de gros entretien et d'équipement des départements, des communes et des syndicats de communes; alimentation de la caisse; fonds libres des communes [21 dé-

cembre 1965] (p. 4993, 4994); Art. 41 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le paragraphe quatre du texte proposé par l'amendement de M. Vallon* [22 décembre 1965] (p. 5054);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux; *possibilité d'ajouter un commentaire juridique sur le choix du régime matrimonial* [26 juin 1965] (p. 2592) *opinion des associations féminines; évolution de la vie sociale; émancipation de la femme; mari restant chef de la famille; égalité des époux; exercice par la femme d'une profession dans le consentement du mari; négociation de valeurs mobilières; opinion du groupe communiste en 1959; principe de la cogestion; mutation de régime; communauté réduite aux acquêts; Gouvernement de la famille devant être une association démocratique des deux époux* (p. 2596 à 2598); Art. 2 (Art. 1387 du Code civil) : *Problème des consultations juridiques gratuites* (p. 2615);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions en matière de permis de construire, ses explications de vote : *Répression des infractions en matière de permis de construire; importance du projet de loi; pouvoirs donnés aux collectivités locales* [10 novembre 1965] (p. 4634).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Ses observations sur les paroles de M. Royer; possibilité de l'autoritarisme d'une grande ville; échec du district de Tours* [17 mai 1966] (p. 1315); *fiscalité locale; élévation du nombre des centimes additionnels; emprise de l'Etat sur les finances locales; rôle de la caisse des dépôts et consignations; suppression de la taxe locale; problème de la rentabilité des services publics; prix de l'eau et des transports; aménagement du territoire; structures communales actuelles; introduction de capitaux privés dans l'équipement des collectivités locales; autonomie financière des communes; Fonds national de péréquation; création d'une caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales* (p. 1321 à 1323).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi organique modifiant les dispositions du Code électoral relatives à la composition de l'Assemblée Nationale, ses explications de vote : *Application de la loi*

*électorale; son vote contre le projet de loi* [25 juin 1966] (p. 2368);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, ses explications de vote : *Groupe communiste votant contre le projet de loi; rôle futur des conseils municipaux; charges fiscales pour les collectivités locales; rôle des syndicats intercommunaux* [11 octobre 1966] (p. 3311); En deuxième lecture, ses explications de vote : *Conséquences des dispositions du projet de loi sur les finances de certaines villes; équipement communal* [17 novembre 1966] (p. 4658, 4659);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Conférence de presse radiotélévisée du Chef de l'Etat; monopolisation directe ou indirecte des ondes et des écrans de la télévision par les ministres; scrutin majoritaire uninominal à deux tours* [7 décembre 1966] (p. 5316); *limitation du droit de se maintenir au second tour; scrutin d'arrondissement déformant la représentation nationale; ses conséquences sur la droite; découpage des circonscriptions; définition d'une majorité; exigences de la démocratie; rôle de la représentation proportionnelle; mission du conseil d'administration de l'O.R.T.F.; nécessité d'accorder aux formations politiques et aux grandes organisations sociales la possibilité d'avoir une émission de quinze minutes par mois de radiodiffusion et de télévision; problème de l'impartialité du conseil d'administration de l'O.R.T.F.* (p. 5316, 5317); *vote du groupe communiste contre le projet de loi* (p. 5347); En deuxième lecture : *Vote du groupe communiste* [20 décembre 1966] (p. 5710);

— du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs : *Extension de l'alcoolisme; livre blanc de la psychiatrie française; enfance inadaptée; pénurie de médecins de psychiatrie infantile; problème de la « minorité prorogée »* [20 décembre 1966] (p. 5708, 5709); Art. 490-2 du Code civil : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (Droit au maintien dans les lieux de certains occupants)* (p. 5714); *ses observations sur son amendement* (p. 5714); *retrait de son amendement* (p. 5714); Art. 491-1 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Chalopin* [21 décembre 1966] (p. 5911); Art. 496 du Code civil : *Son amendement tendant après les mots « n'ait cessé entre eux » à rédiger ainsi la fin de cet*

article : « Ou que le juge de tutelle ou le conseil de famille le juge inopportun. Dans ce cas, un avis motivé doit être émis par le conseil de famille et le juge de tutelle » (p. 5914, 5915); ses observations sur son amendement (p. 5915); Art. 497 du Code civil : Son amendement tendant dans cet article après les mots « en qualité d'administrateur légal » à insérer les mots « s'il n'a pas la vocation d'héritier » (p. 5916); Art. 9 : Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (2<sup>o</sup>) de cet article à substituer aux mots « et huissiers » les mots « huissiers et avocats » (p. 5922).

**LIPKOWSKI (M. Jean de)**, Député de la Charente-Maritime, 5<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32) [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 602), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 594).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 12 avril 1951 sur le régime des pensions de retraite des marins, n<sup>o</sup> 277 [17 mai 1963]; la retire [11 juin 1963] (p. 3282).

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 291) autorisant l'approbation de l'accord général de coopération technique, de l'accord de coopération culturelle, de l'accord de coopération en matière de justice, de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière et de la convention consulaire conclus les 2 février 1962 et 9 mars 1962 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali, n<sup>o</sup> 474 [19 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 808) autorisant l'approbation de la Convention consulaire et de son annexe, signées le 16 février 1963 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, n<sup>o</sup> 992 [18 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 1307) autorisant la ratification de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Tchad conclue le 19 mai 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad et l'approbation des accords de coopération culturelle et d'assistance militaire technique conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, n<sup>o</sup> 1422 [4 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 1298) autorisant l'approbation de la convention consulaire signée le 25 avril 1963 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache, n<sup>o</sup> 1424 [4 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 1364) autorisant l'approbation de la convention consulaire et de ses annexes, signée le 7 janvier 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, n<sup>o</sup> 1425 [4 juin 1965].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, MARINE MARCHANDE : *Abrogation souhaitable de la disposition de l'ordonnance du 31 décembre 1958 interdisant le cumul d'une pension et d'une activité privée pour certaines catégories de marins, en particulier les ostréiculteurs; régime de retraite des conchyliculteurs inscrits maritimes* [16 janvier 1963] (p. 905, 906); TOURISME : *Nécessité d'entreprendre un effort spectaculaire dans le domaine des autoroutes; conséquences de l'amé-*

lioration des vitesses dans les transports routiers sur l'activité hôtelière; cas de la Charente-Maritime; insuffisance des accès de Royan; route Bordeaux-Royan; élargissement souhaitable de certaines routes nationales de préférence à la construction d'autoroutes [16 janvier 1963] (p. 925); COOPÉRATION : Ampleur de l'effort accompli par la France en faveur des pays sous-développés; multiplicité des organismes qui s'occupent, en France, de la coopération; dangers de cette multiplicité; nécessité de regrouper ces organismes; diminution progressive des subventions pour l'équilibre des budgets des pays africains; adoption souhaitable d'une conception pluriannuelle de la coopération; son inscription dans le cadre du plan régional; harmonisation à réaliser entre les plans des différents pays africains; coordination avec la Communauté économique européenne; nécessité de considérer le problème des échanges comme un problème à part; concurrence des pays étrangers pour la France en Afrique; position défavorisée de la France en matière d'exportation d'investissements privés; rôle des pays sous-développés dans la compétition entre l'Est et l'Ouest [21 janvier 1963] (p. 1355 à 1358); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Discussions relatives à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; problème des investissements américains en Europe; nécessité de maintenir les mécanismes prévus par le Traité de Rome; progrès scientifiques soviétiques et révision de la politique de défense américaine; nécessité pour la France d'assurer sa propre défense; obligations faites à la force de frappe française; création éventuelle d'une force de frappe multilatérale [24 janvier 1963] (p. 1637, 1638); position de l'Italie et de la Turquie dans l'Alliance atlantique (p. 1640);

— du projet de loi autorisant l'approbation d'accords de coopération avec la République du Mali, en qualité de Rapporteur: Circonstances particulières dans lesquelles ont été établis les accords relatifs à la coopération franco-malienne; évolution historique du Sénégal et de l'ancien Soudan français depuis leur indépendance; historique des négociations; contenu des accords; position internationale du Mali et du Sénégal [23 juillet 1963] (p. 4398, 4400);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : Revalorisation des pensions; indemnisation des ostréiculteurs sinistrés [24 octobre 1963]

(p. 5496); COOPÉRATION : Conférence d'Addis Abebas; amélioration des liaisons entre les Etats, d'une part, et la France et l'ensemble des Etats bénéficiaires de son aide, d'autre part; relations de la C.E.E. et des Etats africains; construction de structures étatiques solides; adaptation de l'enseignement; choix dans les investissements; possibilité de réassurance internationale; garantie dans les cours de matières premières; création éventuelle d'un Institut de recherches pour les pays en voie de développement; résoudre le problème de la faim [28 octobre 1963] (p. 5764, 5765, 5766, 5767); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Construction de l'Europe; esprit communautaire; politique agricole commune; aspect politique du problème européen; Traité de Moscou; politique militaire du Gouvernement [29 octobre 1963] (p. 5867 à 5871).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère : Situation de l'Europe; avenir du Marché commun; accords de Bruxelles; esprit européen et gaulliste; existence et personnalité de l'Europe; attitude française à l'égard du tiers monde; impossibilité pour l'Occident de se figer dans le monolithisme; ouvrir une troisième voie aux pays sous-développés; fausses accusations de « nationalisme étroit »; possibilité pour la France d'offrir au monde des valeurs de dépassement [29 avril 1964] (p. 1010 à 1012).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique une question orale sans débat relative à l'allocation aux orphelins [6 mai 1964] (p. 1096, 1097).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention consulaire et de son annexe signée le 16 février 1963 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, en qualité de Rapporteur; Ses ressemblances avec les autres conventions consulaires déjà passées avec le Cameroun et le Mali [25 juin 1964] (p. 2193);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Opposition ayant participé au présent débat; nécessité d'un Gouvernement ayant une politique personnelle; méthodes reprochées au Gouvernement; son nationalisme; importance des choix; Pacte Atlantique; affaire de Suez; opinions de M. Pleven et de M. Maurice Faure;

esprit européen et communautaire du Gouvernement; nécessité d'assumer l'Europe économique et politique dans toutes ses conséquences; opinions divergentes au sein de la Communauté économique européenne; attitude allemande; Kennedy round; relance devant être faite avec l'Allemagne sur le plan politique; coopération politique; Conseil pouvant réunir régulièrement les Chefs d'Etat et de Gouvernement des six pays; secrétariat permanent propre à assurer la continuité de leur action; Commission politique chargée de préparer les décisions du conseil et d'en contrôler l'exécution; constatation d'une Europe politique immédiatement possible; mise en place de mécanismes de coopération et de consultation gouvernementale; extension parallèle des compétences du Parlement européen pouvant être prévue; extension du rôle du Parlement européen; opposition de l'orateur à son élection au suffrage universel; idée défendue par M. Maurice Faure; avis de M. Marjolin; diversité des conceptions de l'Europe unie; Europe alliée aux Etats-Unis dans une parfaite égalité de droits et de devoirs; empressément mis par Bonn à s'aligner sur Washington; adhésion de l'Allemagne à la force multilatérale; abandon du Concorde; surtaxe de 15 % sur les importations; Europe devant exister par elle-même [3 novembre 1964] (p. 4443 à 4447);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention consulaire signée le 25 avril 1963 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache, en qualité de Rapporteur: Principe de l'établissement entre la France et les Etats africains et malgache de relations consulaires ayant été posé au lendemain de l'accession de ces Etats à l'indépendance; découpage des circonscriptions; admission des consuls à l'exercice de leurs fonctions; leurs immunités et privilèges; aspect original de la convention franco-malgache résidant dans les attributions données aux consuls; immatriculation faite par les consuls de leurs ressortissants fixés dans les pays d'accueil; respect des normes internationales [10 juin 1965] (p. 1964);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention consulaire et de ses annexes, signée le 7 février 1964, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Mauritanie, en qualité de Rapporteur: Convention consulaire franco-malgache; convention franco-mauritanienne;

adoption du texte [10 juin 1965] (p. 1965);

— du projet de loi autorisant la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Tchad, conclue le 19 mai 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad et l'approbation des accords de coopération culturelle et d'assistance militaire technique conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, en qualité de Rapporteur: Négociation ouverte à Paris en avril 1964 à la demande du Gouvernement tchadien en vue de reviser les accords de 1959; actualisation de l'accord franco-tchadien; esprit de coopération étant le même que celui de la Convention de 1959; problème du retrait des troupes françaises; accord de coopération culturelle; emploi des magistrats français mis à la disposition de la République du Tchad; protocole relatif au personnel enseignant [10 juin 1965] (p. 1965 à 1967);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes: Relations entre la France et les Etats-Unis; ses observations sur le Kennedy-round; problème allemand; mouvement pour la réunification allemande; libéralisation dans les pays de l'Est; ses observations sur l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe; problèmes de l'analphabétisme; Europe devant être l'égal des Etats-Unis; rôle de la France [16 juin 1965] (p. 2168 à 2170);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier: Disparition de la taxe locale devant favoriser les communes rurales et les cités-dortoirs; communes ayant une vocation touristique; cas de la ville de Royan; système de péréquation; aide du fonds d'action locale; ses observations sur la taxation des restaurants et les logements en garnis ou en meublés [23 juin 1965] (p. 2395 à 2397);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, COOPÉRATION: Evolution politique du continent africain; réconciliation entre le président de la Côte-d'Ivoire et celui du Sénégal; idée panafricaine; modalités



*techniques; élargissement du fossé entre les pays industrialisés et les pays sous-développés; accord de stabilisation des cours des matières premières mondiales; encourager les Etats à établir des plans régionaux; rôle de l'Organisation de la communauté africaine et malgache (O.C.A.M.); aider les investissements privés en Afrique en leur donnant certaines garanties* [13 octobre 1965] (p. 3578, 3579);

— du projet de loi modifiant les dispositions du régime de retraites des marins applicables à certains bénéficiaires de ce régime : *Abrogation de l'ordonnance du 31 décembre 1958; caractère incomplet du projet de loi; possibilité d'abroger l'ordonnance* [7 juin 1966] (p. 1740, 1741);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Avenir économique et politique de l'Europe; liaison recherche-industrie; politique européenne de la recherche; mise en œuvre d'une politique de la recherche entre les Etats-Unis et l'Europe; problème du Kennedy-round; agence nationale de la valorisation de la recherche; dimension des entreprises européennes; politique scientifique communautaire; activité de l'Euratom* [30 novembre 1966] (p. 5079 à 5082).

**LITOUX (M. Pierre)**, Député de la Loire-Atlantique, 7<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

**LOLIVE (M. Jean)**, Député de la Seine, 44<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la réorganisation des juridictions du travail, **n° 163** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 15 mai de chaque année les dispositions de l'article premier *ter* de la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée, en vue de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, **n° 186** [21 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, **n° 563** [8 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, **n° 841** [16 avril 1964].

Sa proposition de loi tendant à assurer aux aveugles titulaires de la carte d'invalidité portant les mentions « cécité » ou « canne blanche » le bénéfice de l'article 7 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relatif au droit au maintien dans les lieux et à leur rendre inopposable le droit de reprise prévu aux articles 18, 19 et 20 de ladite loi, **n° 1510** [24 juin 1965].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 9 : *Détournement des fonds de la Sécurité sociale; structure du budget annexe des prestations sociales agricoles; dispositions du décret du 6 avril 1962 sur l'autonomie des fonds* [18 décembre 1962] (p. 98, 99); *son amendement (Suppression d\**

paragraphe 1<sup>o</sup> de cet article) (p. 104); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION : Reclassement du personnel temporaire de l'administration de la Construction; non-publication des statuts du personnel; situation des catégories C et D; diminution des crédits en faveur de la construction; baisse du nombre des constructions depuis 1959; participation H.L.M.; nombre élevé des demandes de logement non satisfaites; annonce du relai des dépenses de l'Etat par les capitaux privés; hausse envisagée en matière de loyers [8 janvier 1963] (p. 454, 455); Art. 27 : Insuffisance des crédits affectés à la construction de logements H.L.M. destinés à la location [10 janvier 1963] (p. 531);

— du projet de loi relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction : Portée très limitée du présent texte; besoins actuels en H.L.M.; affectation prioritaire des cotisations patronales du 1 % aux constructions H.L.M. [21 mai 1963] (p. 3003, 3004); avant l'Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement (Cotisations portées à 2 % pour les employeurs occupant cinquante employés et plus) (p. 3005); Article additionnel : Son amendement (Affectation des sommes du 1 % par priorité aux H.L.M.) (p. 3006);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, CONSTRUCTION : Statut du personnel du Ministère de la Construction; part des crédits affectés aux H.L.M. locatives; mesures pour trouver les crédits et les terrains nécessaires [31 octobre 1963] (p. 6162, 6163); Art. 40 : Vote du groupe communiste contre l'ensemble des crédits (p. 6176).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé des Affaires culturelles, une question orale, sans débat, relative à l'entretien des monuments historiques [22 novembre 1963] (p. 7399, 7400).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public, Article unique : Son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 424 du Code rural [14 mai 1964] (p. 1204);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION : Renforcement des effectifs des délégations départementales [4 novembre 1964] (p. 4555); vote du

groupe communiste (p. 4555); 83 millions de francs pour la région parisienne et 82 millions pour la province étant prévus au titre de la rénovation urbaine; communes et H.L.M. devant être chargées de la rénovation urbaine (p. 4555); débat au Conseil général de la Seine (p. 4555, 4556); Gouvernement n'acceptant pas volontiers les opérations faites par les municipalités (p. 4556); Art. 41 : Opposition du groupe communiste [4 novembre 1964] (p. 4558); Art. 59 : Réglementation des loyers (p. 4560); limiter le taux d'augmentation des loyers dans les immeubles construits avec l'aide de l'Etat (p. 4560);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : Précisions données sur le logement, notamment sur le logement social; ordre de priorité absolue; construction de 470.000 logements; atteindre 500.000 logements au moins dès 1965; situation des H.L.M.; problème des crédits; taux des loyers; problème foncier; spéculation [26 novembre 1964] (p. 5660, 5661).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à la protection des ouvriers du bâtiment [27 novembre 1964] (p. 5704, 5705, 5706).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale, sans débat, relative aux primes à la construction [21 avril 1965] (p. 785, 787).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale, avec débat, relative aux mesures de protection en faveur des locataires d'hôtels et de meublés : Relogement des expulsés; nécessité d'adopter rapidement un texte rétablissant le droit au maintien dans les lieux pour les locataires d'hôtels et de meublés; réquisition des logements de luxe invendus pour y installer les mal-logés [21 avril 1965] (p. 793, 794, 795).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, Art. 7 : Cet article tendant à instituer une forclusion; suppression de cet article [22 avril 1965] (p. 825); Art. 24 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « double majorité » les mots « majorité des propriétaires habitant effectivement l'immeuble pour eux-mêmes, leurs ascendants ou leurs descendants » (p. 835); ses explications de vote :

*Groupe communiste ayant fait connaître au cours de la discussion générale sa position à l'égard du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis; projet de loi étant loin de donner une entière satisfaction; progrès par rapport à la loi du 28 juin 1938 relative à la gestion des immeubles en copropriété; groupe communiste votant finalement le projet de loi* (p. 842, 843);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2<sup>o</sup> de M. Henri Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Logements soumis à la vente devant être construits depuis quinze ans au moins)* [29 avril 1965] (p. 985); *conditions requises pour l'achat d'un appartement H.L.M.; donner à l'Office d'H.L.M. le pouvoir de décider de cette vente en fonction des intérêts de la population* (p. 985); ses explications de vote : *publicité autour de la proposition; caractère des déclarations de la majorité; profits des sociétés immobilières* (p. 1008, 1009); en deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : *Problème de la vente; comptabilité avec une gestion normale* [15 juin 1965] (p. 2131); Art. 5 : *Fixation des modalités selon lesquelles l'acquéreur se libérera du prix de l'appartement qu'il achète* (p. 2134);

— du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement : *Mesures envisagées par le projet de loi restant soumises, pour leur application, à des textes réglementaires; accession à la propriété des familles qui ont le plus besoin d'être allégées, n'étant pas facilitée par ce texte; cas des jeunes ménages; financement de l'accession à la propriété; politique d'augmentation générale des loyers; nécessité d'une véritable politique nationale du logement; groupe communiste ayant proposé l'institution d'un fonds national H.L.M. ayant pour tâche d'assumer toute la politique sociale du pays en matière de logement* [15 juin 1965] (p. 2117, 2118); Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants « estimé par rapport aux ressources fiscalement déclarées de la famille des bénéficiaires »* (p. 2119);

— du projet de loi relatif aux zones d'aménagement différé : *Exposé des motifs du projet de loi constituant un constat de carence pour le pouvoir devant la spéculation foncière; zones d'aménagement différé; spéculation foncière dans la région parisienne; exemple de Montreuil; Gouvernement entendant poursuivre son offensive en vue de déposséder les communes de la prérogative essentielle: la réservation des terrains pour leur propre aménagement et la construction de logements et d'équipements collectifs; droit de préemption étant refusé aux collectivités locales; réalisations d'intérêt régional et national; crédits du fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme devant être mis à la disposition des communes* [15 juin 1965] (p. 2121, 2122); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des alinéas 1 et 2 du texte proposé pour l'article 11 bis de la loi du 26 juillet 1962 (Rôle du préfet saisi d'une proposition de création d'une zone d'aménagement différé)* (p. 2126); *garantir les droits et les intérêts des communes* (p. 2126); *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 11 bis de la loi du 26 juillet 1962* (p. 2126);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, CONSTRUCTION : *Opposition du groupe communiste lors du vote sur le titre V* [22 octobre 1965] (p. 4035);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur onze propositions de loi tendant à modifier et à compléter la loi n<sup>o</sup> 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement de MM. Maurice Thorez, Hersant, Edouard Charret, Neuwirth, de Grailly, Lecocq, Krieg, Trémollières, Lolive, Georges Germain et Dubuis : *Propositions de loi du groupe communiste; expulsions de personnes âgées de plus de 70 ans; champ d'application de la loi; vote du groupe communiste; rétablissement du droit au maintien dans les lieux pour les locataires d'hôtels et de meublés; possibilité de prononcer jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1968 les réquisitions venues à expiration* [14 juin 1966] (p. 2033, 2034);

Art. 1<sup>er</sup> et 2 : *Ses amendements tendant à compléter le texte modificatif proposé pour l'article 22 bis et 22 ter par un nouvel alinéa (Institution d'un droit au maintien dans les lieux spécial pour les communes visées à l'article 7 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948) [16 juin 1966] (p. 2107); cas des communes où ne s'applique pas la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948; retrait de ses amendements (p. 2107); Art. 3 : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article (p. 2108); problème des dépens des instances en cours (p. 2108); Article additionnel : Son amendement tendant à ajouter un nouvel article : « Les dispositions de la présente loi instituant un droit au maintien dans les lieux spécial sont applicables dans les communes visées à l'article 7 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 » (p. 2109); crise du logement; situation des personnes âgées de plus de 70 ans (p. 2109); en deuxième lecture, Art. 2 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture [30 juin 1966] (p. 2486); navette entre le Sénat et l'Assemblée Nationale (p. 2486); vote du groupe communiste sur la proposition de loi (p. 2486).*

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique du logement : *Difficultés des collectivités locales en matière de rénovation urbaine (exemples : Pantin, Bagnolet, Pré-Saint-Gervais, Lilas) [15 juin 1966] (p. 2081, 2082).*

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur deux propositions de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues et de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement : *maintien dans les lieux des locataires âgés de plus de 70 ans et des aveugles titulaires de la carte d'invalidité; expulsions des locataires d'hôtels et de meublés; réquisition des locaux vacants [24 juin 1966] (p. 2340, 2341); son intervention au cours de la séance du 14 juin 1966 (p. 2341);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, COMPTES SPÉCIAUX DU

TRÉSOR : *Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme; ses observations sur la région parisienne; rénovation des villes de province; problème du relogement de la population des quartiers rénovés; opération « Bercy »; cas des communes de banlieue [4 novembre 1966] (p. 4250, 4251); Fonds national d'aménagement et d'urbanisme; problèmes de la rénovation urbaine (p. 4252); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Situation du personnel de la R.A.T.P.; intensification du travail; acquisition de nouveau matériel; déficit de la R.A.T.P. [8 novembre 1966] (p. 4375, 4376); coût de l'électricité pour la société Rhône-Poulenc (p. 4395);**

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction : *Nécessité de ranimer le marché de la construction; protection des acquéreurs de logements; rôle des promoteurs; contrats de construction [14 décembre 1966] (p. 5505); Art. 2 : Son amendement tendant dans le texte proposé pour l'article 1642-1 du Code civil à remplacer les mots « d'un mois » par les mots « de six mois » (p. 5540); problème du délai (p. 5541); Art. 3 : Son amendement tendant dans le dernier alinéa de cet article après les mots « si le vendeur », à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « répare le vice dans un délai raisonnable ne pouvant dépasser six mois » (p. 5542); compétence du tribunal; vices de construction (p. 5543); Art. 2270 du Code civil : *Ses observations sur le délai de trois ans (p. 5544); Art. 6 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des alinéas 2 à 6 de cet article (Rédaction d'un acte authentique) (p. 5545); nécessité de donner aux futurs acquéreurs le maximum de garanties (p. 5545); Art. 8 : Respect du plan d'avancement de la construction (p. 5548); Art. 10 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « Ce contrat doit obligatoirement comporter les précisions stipulées à l'article 6 de cette loi » (p. 5548, 5549); Art. 13 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 5550); cabinets d'affaires (p. 5550); Art. 14 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 5550); retrait de son amendement (p. 5550).**

**LONGUEUE (M. Louis)**, *Député de la Haute-Vienne, 3<sup>e</sup> circonscription (S.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 28 juillet 1824 relative aux altérations ou suppositions de noms dans les produits fabriqués, n° 162 [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à valider, pour le calcul de la pension de retraite des personnels relevant de la loi du 2 août 1949, les services accomplis dans les établissements en cause antérieurement à leur prise en charge par l'Etat, n° 1406 [2 juin 1965].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Situation des personnels des établissements industriels militaires; atelier de Caen et sa cession à la Société mixte française d'Équipement et de Navigation aérienne; atelier du Havre; passage au secteur mixte d'ateliers relevant directement de la défense nationale; maintien en activité des arsenaux; cas de la Manufacture de Tulle; situation dans les écoles d'apprentissage des armées; diminution du nombre des apprentis; rémunération du personnel des établissements industriels; application du décret du 22 mai 1951; cas du personnel retraité* [23 janvier 1963] (p. 1577, 1578);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Création d'une académie ayant son siège à Limoges* [6 novembre 1963] (p. 6607); BUDGETS MILITAIRES : *Remise en ordre des indices des militaires de carrière; réaliser la parité entre les fonctions civiles et militaires; améliorer les prêts des jeunes appelés du contingent* [7 novembre 1963] (p. 6771, 6772);

— du projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélique obligatoire et à la répression des infractions à certaines dispositions du Code de la santé publique, Art. 3 : *Dépenses de la vaccination obligatoire; ne pas les mettre entièrement à la charge du budget de l'Etat; application de l'article 40 de la Constitution* [15 avril 1964] (p. 761);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Nécessité d'enrayer la dégradation de la situation du personnel communal; position de la Commission nationale paritaire du personnel communal; problème de la parité* [28 octobre 1964] (p. 4022); BUDGETS MILITAIRES : *Revendications des officiers et des sous-officiers marinières; malaise ressenti par ces corps; diminution des effectifs de la gendarmerie; gendarmerie départementale* [6 novembre 1964] (p. 4869, 4870); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Équipement des établissements hospitaliers; renouvellement des techniques* [7 novembre 1964] (p. 5013, 5014).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative à l'habitat de la gendarmerie [26 mai 1965] (p. 1555, 1556).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Situation de certaines catégories de personnels militaires; augmentation du prêt aux jeunes soldats appelés; situation des sous-officiers et officiers marinières; cas des retraités; besoins en logements des gendarmes; réductions d'effectifs; augmentation de la circulation des véhicules automobiles; extension du réseau routier; problème des « bangs »; indemnisation des victimes* [21 octobre 1965] (p. 3959, 3960); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Projet de construction à Limoges d'un centre hospitalier régional et universitaire; centre technique d'équipement sanitaire et social du Vésinet* [27 octobre 1965] (p. 4192);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas de la région du Limousin; importance de la population agricole; structures agricoles; équilibres régionaux; création d'une académie; réseau routier national; département du Limousin étant resté à l'écart du mouvement de décentralisation; construction de logements sociaux; crédits des P.T.T.* [4 novembre 1965] (p. 4438, 4439).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Problème des finances des collectivités locales ; mission des communes et des départements ; suppression de la taxe locale ; loi Minjoz ; problème de la possibilité, pour les collectivités locales, de s'adresser à des caisses privées ; caisse d'équipement des collectivités locales ; fonds unifié des collectivités locales ; objectifs fixés par le V<sup>e</sup> Plan ; transfert des charges de l'Etat au détriment des communes ; conséquences de la tutelle administrative ; nécessité de créer une fiscalité locale moderne et équitable* [17 mai 1966] (p. 1339 à 1341).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à modifier et compléter la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine : *Situation des industriels porcelainiers de la région de Limoges ; productions berrichonnes ; problèmes posés par le kaolin ; protection des produits industriels* [17 juin 1966] (p. 2148) ; Art. A : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 2149) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Problème du centre hospitalier universitaire de Limoges* [20 octobre 1966] (p. 3622, 3623) ; BUDGETS MILITAIRES : *Proposition de loi tendant à créer une Commission chargée d'apprécier la situation des militaires de carrière et marins retraités ; amélioration des indices des militaires de carrière ; problème des retraites ; insuffisance du casernement ; rôle de la gendarmerie ; relèvement du prêt du soldat ; quart de place ; installation de bases de lancement de missiles en haute Provence* [25 octobre 1966] (p. 3841, 3842).

**LOSTE (M. Hervé)**, Député de Wallis et Futuna (R.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [7 décembre 1962] (p. 11).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [8 janvier 1963] (p. 354).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

Donne sa démission de membre de cette Commission [29 avril 1964] (p. 1029).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [11 juin 1964] (p. 1847), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Besoins des îles Wallis et Futuna ; problème de l'eau potable ; équipement sanitaire ; enseignement ; transports ; lutte contre les insectes ; association de l'Assemblée territoriale et des élus locaux à l'exécution du plan quinquennal* [9 novembre 1963] (p. 7069, 7070) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Sous-équipement des îles Wallis et Futuna ; doter Futuna d'une vedette de haute mer ; situation des travaux hydrauliques ; problème de l'enseignement ; subvention d'équilibre pour les crédits des fonctionnaires des services ; revalorisation du S.M.I.G. ; octroi aux travailleurs d'un sursalaire familial ; effort de scolarisation devant être accru* [22 octobre 1964] (p. 3728, 3729) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Subvention d'équilibre attribuée à Wallis et Futuna ; charges du service de l'enseignement ; projet de réalisation de la route de Futuna ; application de l'article 16 du projet de loi relatif à l'organisation des circonscriptions administratives* [15 octobre 1965] (p. 3752, 3753) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Aménagement de l'aérodrome de Wallis ; insuffisance des liaisons entre Wallis et le reste du monde ; relier Wallis à Nouméa* [22 octobre 1965] (p. 3996).

**LOUSTAU (M. Kléber)**, Député de Loir-et-Cher, 2<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la produc-

tion et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Briçout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre du comité de contrôle du fonds forestier national [18 janvier 1963] (p. 1160).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [17 décembre 1964] (p. 6168).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses, n° 323 [7 juin 1963].

Son rapport d'information, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, en application de l'article 144 du règlement sur la garantie contre les calamités agricoles, n° 465 [17 juillet 1963].

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Insuffisances en matière de recrutement du personnel enseignant agricole; nécessité de revoir entièrement le mécanisme de financement des constructions scolaires en matière agricole; aménagement foncier et fixation d'une superficie minimale pour les exploitations agricoles désirant bénéficier de crédits; non-parution du décret d'application concernant le Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles; problème de la politique suivie en matière de migration rurale; absence de dépôt d'un projet relatif aux adductions d'eau rurales; réduction des possibilités du Crédit agricole; revendications des viticulteurs du centre et de l'ouest; dangers présentés par les importations de vins en provenance d'Afrique du Nord; problème des calamités agricoles; politique suivie par le Ministère de l'Agriculture en matière de personnel contractuel* [11 janvier 1963] (p. 639 à 641);

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Problème du revenu des agriculteurs; causes d'inflation évoquées par le Ministre des Finances dans son récent discours; fixation du prix du lait; recherche de la parité entre les prix agricoles et les prix industriels; manque d'ingénieurs dont souffre l'agriculture française; augmentation souhaitable des crédits destinés au remembrement; disparité existant entre les différentes régions agricoles françaises; problèmes de l'habitat rural; celui des adductions d'eau; différentes modalités possibles de l'organisation du travail agricole; problèmes relatifs au Marché commun agricole* [14 mai 1963] (p. 2902 à 2904);

— sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Floret relatives à la politique viticole : *Représentation de toutes les régions viticoles au sein de la Commission que le Gouvernement entend créer pour résoudre les difficultés de la viticulture française* [21 juin 1963] (p. 3685).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, sans débat, relative à l'aide à la commune de Saint-Aignan-sur-Cher [12 juillet 1963] (p. 4136).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, Art. 3 : *Insatisfaction laissée par le texte* [25 juillet 1963] (p. 4531);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Recrutement du personnel de l'enseignement agricole; action du F.A.S.A.S.A. crédits pour l'habitat rural; vulgarisation agricole; actualiser les prix agricoles; organisation du marché; taxe de résorption sur la betterave; insuffisance des dotations pour le remembrement; équipement des abattoirs* [4 novembre 1963] (p. 6281, 6282); BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Vote du groupe communiste contre l'amendement du Gouvernement tendant à réduire de 20 millions de francs le montant des mesures nouvelles du budget annexe des prestations sociales agricoles* (p. 6343); BUDGETS MILITAIRES : *Problèmes concernant le personnel des arsenaux et des établissements de l'Etat; retard des salaires sur*

ceux du secteur privé; problème des reconversions; ateliers de chargement de Salbris [7 novembre 1963] (p. 6764);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture: *Position du groupe socialiste, n'étant pas, par principe, hostile à l'économie contractuelle; dispositions du projet déposé en 1936 par le gouvernement Léon Blum en vue de sauvegarder les intérêts des petits producteurs agricoles; analyse de la proposition actuellement discutée; buts d'ordre économique; coordination européenne; certaines dispositions risquant de donner aux groupements d'industriels ou de commerçants des avantages devant être réservés aux groupements de producteurs; intérêt d'étudier d'une manière plus approfondie la proposition engageant toute l'économie de l'agriculture française* [12 décembre 1963] (p. 7848 à 7850); *insuffisance de la proposition actuellement discutée; état actuel des négociations de Bruxelles; renvoi en commission du texte* (p. 7865); *avantages d'un examen par la Commission des amendements du Gouvernement* (p. 7867); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article premier (Maintien de la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques)* (p. 7873); Art. 3: *Référence à l'article 31 de la loi d'orientation agricole; donner des garanties aux producteurs* (p. 7876);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles: *Complexité des problèmes techniques; diversité des situations régionales; avantages du projet; idée d'associer risques assurables et non assurables; nécessité de rendre le système obligatoire; ampleur exceptionnelle des risques courus par l'agriculteur; solidarité de la collectivité tout entière; mesures trop timides d'incitation à l'assurance prévues par le projet; modalités de financement; taux de la subvention de l'Etat insuffisant; cotisation professionnelle; commission nationale des calamités; comités départementaux d'expertise; fonctionnement du système; indemnisation des dommages* [16 avril 1964] (p. 795, 796, 797);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, ses explications de vote: *Position du groupe socialiste en face*

*de l'économie contractuelle; caractère insuffisant de la proposition de loi ne permettant pas de résoudre les problèmes de production et de commercialisation; impossibilité d'accepter un corporatisme* [4 juin 1964] (p. 1653).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative aux prix des produits agricoles: *Déception des agriculteurs devant l'attitude négative du Gouvernement; grève du lait; multiplication des mesures antiagricoles depuis 1958; suppression de l'indexation des prix; non-application de la loi d'orientation; refus d'augmenter le prix du lait; insuffisance de l'augmentation consentie sur le prix de la viande; réorganisation nécessaire du marché des fruits et des légumes; primes versées aux producteurs de maïs; mauvaise application des mesures relatives à la réforme des structures: remembrement, indemnité viagère de départ, prêts fonciers, action des S.A.F.E.R.* [9 octobre 1964] (p. 3077, 3087 à 3090).

Prend part à la discussion:

— sur la motion de censure: *Récents débats agricoles n'ayant pas provoqué un redressement de la politique agricole du Gouvernement; mécontentement paysan; non-application des lois votées par le Parlement; problèmes agricoles; décrets d'application des lois agricoles; remédier à la crise actuelle, Gouvernement étant incapable d'appliquer équitablement la stabilisation; priorité donnée aux dépenses improductives; prolétarisation progressive des paysans; préparer les agriculteurs aux activités nouvelles; agriculture française ayant besoin d'une autre politique; nécessité d'un autre Gouvernement; organisations professionnelles comprenant qu'on ne peut pas limiter la politique agricole à l'action sur les prix; exode rural* [27 octobre 1964] (p. 3937 à 3939);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES ÉTRANGÈRES: *Attitude du Gouvernement au cours des négociations agricoles de Bruxelles; gravité de la rupture du 30 juin 1965; fonctionnement du Fonds européen d'orientation de garantie agricole; accélération du Marché commun industriel; intransigeance du Gouvernement; revalorisation des prix agricoles à la production; politique d'orientation et d'indexation des prix; article 43 du Traité de Rome; cas des céréales et du lait; règlement du problème sucrier; ouverture de*



*contingents pour les vins français ; situation des éleveurs ; variation des diplomaties françaises depuis 1958 ; prix commun européen ; montant du prélèvement sur les importations des pays tiers ; conception de l'indépendance économique ; propositions de la Commission exécutive de la Communauté [20 octobre 1965] (p. 3904, 3905) ; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Investissements exécutés par l'Etat ; réforme des services extérieurs du Ministère ; création de postes dans l'enseignement supérieur et secondaire agricole ; rôle de l'Office de la forêt ; crédits affectés aux bourses de l'enseignement agricole ; fonds de garantie contre les calamités agricoles ; crédits destinés aux indemnités viagères de départ ; installations coopératives ; aménagement foncier ; encouragement à l'élevage ; dotation du F.O.R.M.A. ; rôle des S.A.F.E.R. ; importance du F.A.S.A.S.A. ; viticulture familiale ; problème des débouchés et des marchés ; Europe des Six [28 octobre 1965] (p. 4270, 4271).*

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la politique viticole [22 juin 1966] (p. 2216) : *Situation difficile des viticulteurs du Centre-Ouest ; campagne anti-vin ; création d'une société d'intervention ; limitation des importations de vins ; réduction des taxes frappant le vin (p. 2223, 2224).*

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Subvention pour le fonctionnement de l'institut national de la recherche agronomique [26 octobre 1966] (p. 3887) ; dépenses d'action sociale ; avenir de l'agriculture ; enseignement agricole ; crédits affectés aux bourses ; transformations d'emploi du corps des ingénieurs d'agronomie en ingénieurs du génie rural et des eaux et forêts ;*

*création de centres de formation professionnelle et de promotion sociale ; structure des services départementaux ; fonds national de la vulgarisation ; crédits du fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles ; conditions d'attribution de l'indemnité viagère de départ ; fonds de garantie des calamités agricoles ; développement du revenu des agriculteurs ; structures des exploitations agricoles ; évolution de la production ; exportations de viande bovine ; problèmes du vin ; croissance de la production agricole par personne active ; possibilité d'envisager un programme agricole spécial d'ajustement au Marché commun (p. 3887, 3888) ;*

— du projet de loi sur l'élevage : *Ses observations sur les stations de testage pour les porcs ; rapport entre la production animale et la production végétale ; création d'une direction de l'élevage ; actions spécifiques pour l'amélioration génétique du cheptel ; livres généalogiques ; instituts techniques nationaux [22 novembre 1966] (p. 4723, 4724) ; Art. 18 : Répartition des crédits ; définition de l'exploitation familiale agricole [23 novembre 1966] (p. 4812).*

**LUCIANI (M. Emile)**, Député de la Somme, 5<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

## M

**MACÉ (M. Gabriel)**, *Député de la Réunion, 1<sup>re</sup> circonscription (R.I.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre suppléant des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1<sup>o</sup> du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat; 2<sup>o</sup> du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel en date du 19 février 1963 [21 février 1963] (p. 2281).

**MACQUET (M. Benoit)**, *Député de Loire-Atlantique, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 594);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer [8 avril 1964] (p. 654).

**Dépôts :**

Sa proposition de loi tendant à majorer les allocations familiales en faveur des orphelins, n<sup>o</sup> 878 [6 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 1280) tendant à modifier l'article 536 du Code de la sécurité sociale et instituant la tutelle de l'allocation de logement, n<sup>o</sup> 1909 [9 juin 1966].

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Suggestions relatives au développement du réseau routier ; réseau de voies navi-*

*gables et ferrées; donner à l'ouest de la France, et en particulier à la région de Nantes, les moyens indispensables de développement* [5 novembre 1964] (p. 4664, 4665);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *France ne disposant pas actuellement d'un grand port à vocation européenne; raisons géographiques et dispersion des investissements; création de six grands ports autonomes bénéficiant d'une aide de l'Etat accrue et pouvant ainsi réduire leurs frais d'escale; lourdeur de la formule éventuelle de l'établissement public d'Etat; nécessité d'une véritable autonomie; cas de la région de Nantes-Saint-Nazaire* [8 avril 1965] (p. 677, 678);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2<sup>o</sup> de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Importance de la proposition; portée du deuxième paragraphe de l'article premier et de l'article 4; évaluation des logements cédés; consultation des représentants des locataires; adoption nécessaire des dispositions favorables aux gens âgés et aux retraités* [29 avril 1965] (p. 982);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Situation des agents d'exploitation; problème du corps des contrôleurs; situation des ex-commis; prime de résultat d'exploitation; prime de technicité* [12 octobre 1965] (p. 3559); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Lignes aériennes d'Air Inter; métropole régionale Nantes-Saint-Nazaire; ligne aérienne Quimper-Nantes devant être remplacée par une ligne Quimper-Rennes; ligne Nantes-Bordeaux; ligne Nantes-Paris; accroissement de la sécurité aérienne; réalisation de nouveaux équipements d'aide à la navigation aérienne* [22 octobre 1965] (p. 3998);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas de la Loire-Atlantique; ses observations sur les voies ferroviaires, les voies navigables, les transports aériens, les télécommunications; aménagement de la Loire; problème du logement; possibilité de reviser la liste de classement des aérodromes A et B; infrastructures des départements de l'Ouest* [4 novembre 1965] (p. 4480);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations sur les routes et autoroutes; création d'un grand axe transversal reliant l'Ouest à Genève; électrification du tronçon Le Mans-Nantes-Le Croisic; voie Rhône-Rhin; problèmes du complexe Nantes-Saint-Nazaire; possibilité de rendre navigable la Loire* [8 novembre 1966] (p. 4387).

**MAGNE (M. Charles)**, Député de l'Allier, 3<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1967] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

**MAILLOT (M. Louis)**, Député du Doubs, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

#### Intervention :

Mise au point au sujet de son vote sur les crédits militaires [9 novembre 1964] (p. 5208).

**MAINGUY (M. Paul)**, Député de la Seine, 53<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964] (p. 1949).

Est élu vice-président de cette Commission [17 juin 1964] (p. 2010).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155).

Est élu président de cette Commission [16 décembre 1964] (p. 6155).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à introduire dans le Livre IV du Code de la santé publique « Professions médicales et Auxiliaires médicaux », un titre V nouveau concernant la profession de manipulateur d'électroradiologie, n° 32 [18 décembre 1962].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22) (2<sup>e</sup> partie), Travail, n° 94 [8 janvier 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 536) relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la répression des infractions à certaines dispositions du Code de la santé publique, n° 715 [5 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 938) modifié par le

Sénat, relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la répression des infractions à certaines dispositions du Code de la santé publique, n° 944 [3 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1281) visant à étendre aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives aux monuments historiques, n° 1389 [26 mai 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Santé publique et population, n° 1636 [22 octobre 1965].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite d'une mission effectuée du 31 juillet au 22 août 1965 au Brésil et en Guyane française, n° 1717 [22 décembre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1967 (Affaires sociales : santé publique), n° 2074 [12 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAIL, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème de la formation professionnelle des adultes ; importance du budget du Ministère du Travail ; interventions de ce ministère dans le domaine des discussions importantes sur les salaires ; réduction du nombre des zones de salaire ; question de l'allongement de la durée des congés payés ; remboursement des honoraires médicaux à 80 % ; différentes mesures prises en faveur des personnes âgées* [9 janvier 1963] (p. 430) ; après l'Art. 57 : *Son sous-amendement au nom de la Commission à l'amendement du Gouvernement (Pension des veuves de salariés dont le mari est mort avant d'avoir atteint 60 ans) : situation particulière de ces veuves et la nécessité de leur donner les avantages du régime général* (p. 443, 444) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Situation des musées de la France d'outre-mer ; exemple de Nouméa* [18 janvier 1963] (p. 1133) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Construction des hôpitaux; institution pour les jeunes filles d'un service social* [24 octobre 1963] (p. 5540); *RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : Neutralité politique de la R.T.F.; publicité; construction de la deuxième chaîne* [7 novembre 1963] (p. 6705, 6706);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 3 : *Composition de la juridiction de première instance chargée d'examiner les fautes commises par les médecins, pharmaciens, dentistes et auxiliaires médicaux dans le cadre de la Sécurité sociale; place de l'ordre national des médecins* [10 décembre 1963] (p. 7762, 7763);

— du projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la répression des infractions à certaines dispositions du Code de la santé publique, en qualité de Rapporteur : *Projet déposé au Sénat et adopté en 1962; extension de la poliomyélite; immunité artificielle provoquée par la vaccination; hommage rendu à Gaston Ramon; vaccin Sabin, vaccin Salle; mode de préparation des vaccins et leur efficacité; fabrication industrielle; décret fixant l'application de la loi; caractère obligatoire de la vaccination* [15 avril 1964] (p. 757, 758); après l'Art. 2 : *Son amendement (Réparation de tout dommage anormal imputable à une vaccination obligatoire)* (p. 760); *jurisprudence du Conseil d'Etat; portée de l'amendement; sous-amendement du Gouvernement (texte présenté par la Commission)* (p. 760, 761); En deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : *Modifications apportées au projet de loi par le Sénat; possibilité pour l'Assemblée de se rallier aux thèses du Sénat; gravité de la poliomyélite; intérêt de la vaccination; problème des régions montagneuses ou d'accès difficile; responsabilités de l'Etat; « centre agréé de vaccination »* [16 juin 1964] (p. 1945, 1946);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Objectivité des informations; crise de la presse écrite; rôle de la radio-télévision; assurer l'impartialité; représentation du Gouvernement au sein du conseil d'administration; rôle de la presse d'opinion; commentaire des images « brutes » fournies par la télévision; informations objec-*

*tives* [27 mai 1964] (p. 1438, 1439); Art. 4 : *Correction des programmes de la radiodiffusion-télévision actuelle; problème de l'enseignement civique; organisation des cours d'instruction civique à la télévision* [28 mai 1964] (p. 1489); Art. 6 : *Nombre et rôle des directeurs adjoints* (p. 1498);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Liste des communes dans le département des Hauts-de-Seine et dans le département de l'Essonne)* [12 juin 1964] (p. 1882); *modifications proposées dans le texte du projet de loi tendant à regrouper en un grand ensemble les deux parties de l'ensemble de Massy-Antony* (p. 1882);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Ses observations sur les amendements déposés devant la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales; application de l'article 40 de la Constitution* [7 octobre 1964] (p. 2997); *hommage rendu au nom de la Commission au rapporteur, le général Billotte, pour son travail et sa compétence* [8 octobre 1964] (p. 3061);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INDUSTRIE : *Importance du Bureau de recherches biologiques et minières, le B.R.G.M.; crédits consentis à cet organisme; implantation africaine du B.R.G.M.; conséquences de la décolonisation; utilité du B.R.G.M. crédits spéciaux d'investissements pouvant être débloqués chaque fois qu'un programme important de recherches minières sera mis en œuvre dans un pays étranger; problème de l'approvisionnement de la France en matières minérales; cas des minéraux rares* [30 octobre 1964] (p. 4337); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Cas des externes des hôpitaux de Paris* [7 novembre 1964] (p. 5022); SERVICES DU PREMIER MINISTRE (INFORMATION), en qualité de Rapporteur pour avis suppléant : *Développement du Service de la liaison interministérielle pour l'information; crédits du Fonds culturel; projet de création d'un Conseil de la presse; équilibre financier de l'O.R.T.F.; ressources de la télévision; problème de la publicité* [8 novembre 1964] (p. 5098, 5100); *relations entre l'O.R.T.F. et Radio Canada dans le domaine de la télévision; création d'une communauté des télévisions de langue française; poste émetteur de radiodiffusion de Saint-*

*Pierre-et-Miquelon; possibilité de toucher une bonne partie du continent nord-américain* (p. 5108);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale, Art. 1<sup>er</sup> : *Réserve de l'article jusqu'au vote de l'article premier bis* [10 décembre 1964] (p. 6058);

— du projet de loi modifiant l'article L 1<sup>er</sup> du Code de la route, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Gall* [18 décembre 1964] (p. 6233); *amendement n'ayant pas été discuté par la Commission des affaires culturelles* (p. 6233); *ses observations sur l'amendement de M. La Combe* (p. 6235); *son sous-amendement tendant à remplacer dans le texte de l'amendement de M. La Combe les mots « signes manifestes d'ivresse » par les mots « signes apparents d'ivresse »* (p. 6236); *distinction entre les adjectifs manifeste et apparent* (p. 6236).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la population une question orale, sans débat, relative aux radioscopiques prénatales obligatoires [24 avril 1965] (p. 784, 785).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 425 : *Sociétés coopératives revêtant la forme de sociétés anonymes* [11 juin 1965] (p. 2048);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Michel Debré visant à étendre aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives aux monuments historiques, en qualité de *Rapporteur: Anciennes colonies françaises de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de La Réunion n'ayant été érigées en départements que le 19 mars 1946; notion de monument, monument étant pris dans le sens architectural; monuments commémoratifs; exemple de Petit-Canal commémorant l'abolition de l'esclavage; protection des sites naturels; problème du tourisme; loi du 31 décembre 1913 modifiée en 1927 et en 1943; Commission des affaires culturelles, familiales et sociales ayant adopté le projet de loi de M. Michel Debré avec quelques modifications; réglementation de la publicité par panneaux-réclame et par affiches* [15 juin 1965] (p. 2106, 2107); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur la protec-*

*tion des monuments historiques* (p. 2108); après l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à substituer aux mots « sculptures originales et tapisseries anciennes » les mots « sculptures et tapisseries originales »* (p. 2108);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 5 (*suite*) : *Problème de la divulgation d'une information confidentielle* [29 juin 1965] (p. 2729);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966 : *SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de Rapporteur pour avis; caractère modeste du budget de la Santé publique; équipement hospitalier; nombre de lits d'hôpital; centres hospitaliers universitaires; cliniques chirurgicales; cliniques installées en banlieue Sud; critiques formulées contre l'édification d'immenses ensembles hospitaliers à la périphérie des villes; hôpitaux psychiatriques; problème du cancer; centres anticancéreux; harmonisation avec les hôpitaux publics et les centres hospitaliers universitaires; problème des infirmières; maladies vénériennes; prostitution; logement des vieillards; aide à l'enfance; rééducation des enfants; rapports entre le corps médical et les pouvoirs publics* [27 octobre 1965] (p. 4174 à 4176);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Le Goasguen tendant à réglementer la profession de professeur et moniteur de danse ainsi que les établissements où s'exerce cette profession, après l'Art. 4 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article: « Dans les cours ou écoles de danse, quelles que soient les circonstances aucune boisson autre que sans alcool ne pourra être mise à la disposition des danseurs ou de toute autre personne présente »* [16 novembre 1965] (p. 4662); *interdiction de la consommation d'alcools et de la vente d'alcools, dans les salles de danse* (p. 4662);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 14 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Délibération sur les questions propres à l'un des groupes professionnels visés à l'article 11)* [9 juin 1966] (p. 1871); Art. 16 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet*

article (*Règles de fonctionnement et de gestion de caisse*) (p. 1871); Art. 17 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « compte tenu de leur revenu professionnel » les mots « compte tenu de l'ensemble de leurs revenus »* (p. 1872); *niveau des cotisations* (p. 1872);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Ses observations sur le service d'études et de prévisions; rôle de l'institut national de la santé et de la recherche médicale; Institut Pasteur; dépenses d'enseignement pour la formation du personnel para médical et social; crise de recrutement des infirmières et des assistantes sociales; lutte contre les fléaux sociaux; lutte contre le bruit et la pollution atmosphérique; ses observations sur la tuberculose, le cancer, la poliomyélite; création d'un numéro d'appel national unique sur l'ensemble du pays pour l'équipe de garde en cas d'accident; lutte contre l'alcoolisme; équipement hospitalier; déficit de la Sécurité sociale; situation des établissements psychiatriques; cas des déments séniles; régime des conventions* [19 octobre 1966] (p. 3584, 3585); AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur l'art figuratif et les œuvres abstraites* [27 octobre 1966] (p. 3981); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les études médicales; difficulté de ces études; sélection des étudiants; formation des praticiens; définition de la médecine; formation des cliniciens* [2 novembre 1966] (p. 4139, 4140); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Utilisation des routes secondaires pour les transports à grande distance; comparaison entre le prix du kilomètre de route aménagée et celui du kilomètre d'autoroute* [8 novembre 1966] (p. 4375);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, Art. 7 : *Statut des coopératives; législation sur les coopératives* [13 décembre 1966] (p. 5458).

**MALENE (M. Christian de la)**, Député de la Seine, 16<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 602), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la Région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis de 1940 à 1941 par certains agents et ouvriers des services concédés ou subventionnés par les collectivités publiques, n° 381 [21 juin 1963].

Sa proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistantes sociales de « l'Œuvre du service social à l'hôpital » avant leur intégration dans l'administration générale de l'assistance publique à Paris, n° 1051 [30 juin 1964].

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1962, Art. 1<sup>er</sup> : *Dépenses de la Commission internationale de surveillance et de contrôle du cessez-le-feu en Indochine; raisons pour lesquelles ce crédit est maintenu chaque année et même augmenté* [19 décembre 1962] (p. 168);

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des relations avec le Parlement une question orale, sans débat, relative aux difficultés d'approvisionnement en charbon à usage domestique [21 décembre 1962] (p. 190, 191);

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES CULTURELLES : *Publication des décrets d'application de la loi*

permettant la promotion sociale des architectes non diplômés [18 janvier 1963] (p. 1133);  
 AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Difficultés de l'Alliance Atlantique; évolution du rapport de force à l'échelle mondiale; constitution d'un arsenal atomique par les deux grandes puissances; conséquences politiques; rééquilibrage de l'Alliance atlantique par le développement de l'Europe; problèmes relatifs à la constitution de l'Europe; exemple de la C.E.C.A.; inconvénients d'une intégration politique des pays européens sur le modèle de la C.E.C.A.; application du Traité de Rome; développements de la Communauté économique européenne; divergences d'opinions entre la France et les États-Unis au sujet de la signification du Marché commun; positions belge et hollandaise à ce sujet; caractère constant de la politique anglaise; motifs de sa demande d'admission au Marché commun; difficultés de la négociation entreprise à ce propos; question des tarifs douaniers et des importations agricoles anglaises; volonté de la Grande-Bretagne de préserver les intérêts du Commonwealth; véritable signification des divergences d'opinions entre la France et certains pays du Marché commun à propos de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne; nécessité de l'Europe de devenir une puissance réelle; position des autorités américaines en 1944, lors de l'attaque allemande sur Strasbourg; décisions prises par le général de Gaulle à ce moment [24 janvier 1963] (p. 1651 à 1654);

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération franco-allemande : Possibilité de deux conceptions de la construction européenne; partisans de la supranationalité et partisans de la coopération; craintes exprimées par certains au sujet de la constitution par l'Europe d'une troisième force mondiale; nécessité de l'unification politique de l'Europe; travaux de la Commission de travail présidée par MM. Fouchet et Cattani et son projet de traité dit de « l'Union des Peuples »; différents problèmes que soulevait ce projet; véritables motifs de la politique actuelle de la Belgique et des Pays-Bas; entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; contenu du présent traité de coopération franco-allemande; son caractère ouvert [13 juin 1963] (p. 3370 à 3373).

Prend part au débat sur la déclaration du

Gouvernement sur sa politique étrangère : Utilité du Pacte Atlantique; vrais défenseurs de cette alliance; caractère de la menace devenue planétaire; forme de la subversion; modifications des positions respectives de l'Amérique, de l'Europe et de la Russie; transformations révolutionnaires intervenues dans la technique militaire et la stratégie; révision de l'alliance en fonction des responsabilités et des intérêts de chacun; élargissement de la zone couverte par le Pacte; redistribution des responsabilités; unification de l'existence de l'Europe; intégration des forces européennes; structure « bipolaire »; structure « multi polaire »; intérêts de l'alliance et du monde libre; responsabilités avec une Europe unie dans le cadre d'un partnership atlantique; intégration équitable; notion d'indépendance de l'Europe [29 avril 1964] (p. 1022 à 1025);

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles, une question orale, sans débat, relative aux ateliers d'artistes (rénovation du quartier Montparnasse) [6 mai 1964] (p. 1097, 1098, 1099);

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : Problème de l'absentéisme [11 juin 1964] (p. 1846);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 4 : Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de l'article L 4, après les mots « d'aide ou de contractuel » à insérer les mots « y compris les périodes de congé régulier pour longue maladie »; situation des anciens auxiliaires devenus fonctionnaires [7 octobre 1964] (p. 2985);

Prend part au débat sur la question orale de M. Chandernagor relative aux incidences financières du voyage du chef de l'Etat en Amérique latine [30 octobre 1964] (p. 4324);

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Traités légués par la IV<sup>e</sup> République à la V<sup>e</sup> République; cette dernière se lançant dans l'application des traités; démarrage du Marché commun; accélération et mise en application; échec du plan Fouchet; Gouvernements français et allemand s'efforçant de s'entendre et d'agir à deux; domaine militaire; réalisations



*nucléaires; armes atomiques donnant un sens aux mots de défense européenne commune; grandes puissances détentrices d'un arsenal nucléaire gardant le secret de leur technologie et de leur fabrication; conserver sa liberté d'action; problèmes économiques; philosophie et finalité des textes adoptés; attitude de nos partenaires se contentant bien volontiers de sacrifier l'unité économique au désarmement douanier; zone de libre-échange; thèse des opposants aux initiatives françaises; attitude des pays du Benelux; absence de volonté européenne; négociations Dillon-Kennedy; nationalisme européen; arrière-pensées neutralistes; ne pas reculer devant le choix et les responsabilités; accueillir toutes les initiatives constructives; poursuivre la marche vers l'unification [3 novembre 1964] (p. 4431 à 4434).*

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération économique et financière entre la France et le Cambodge, signé à Paris le 4 juillet 1964, en qualité de *Rapporteur pour avis; Accord de coopération économique et financière; accord de décembre 1954 ayant mis un terme au régime quadripartite des Etats associés; domaine culturel et technique; faciliter le développement des échanges de marchandises entre la France et le Cambodge; concordance de vues des deux gouvernements à l'égard des grands problèmes internationaux, notamment ceux de l'Asie du Sud-Est [10 juin 1965] (p. 1963);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, **MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**, après l'Art. 67 : *Problème du district de Paris [28 octobre 1965] (p. 4328);*

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Situation du monde en 1949; but du Traité de l'Atlantique-Nord; solidarité liant les nations du monde libre; sclérose du Traité de l'Atlantique-Nord; organisation atlantique étant démodée, contradictoire et inopportune; maintien des conceptions fondamentales de l'organisation; force atomique des Etats-Unis; progrès technologiques et révolutions stratégiques; crise de Berlin; renversement de la situation mondiale; ses observations sur les désaccords stratégiques fondamentaux; caractère exclusivement militaire et par trop régional de l'Organisation; force multilatérale; problème du renversement des alliances; ses observations*

*sur l'Allemagne et le Viet-nam [14 avril 1966] (p. 680 à 683);*

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Le Gall et plusieurs de ses collègues tendant à la réglementation de la profession d'audioprothésiste, Article unique : *Son amendement tendant 1° à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L 510-1 du Code de santé publique par les mots « et l'éducation prothétique du déficient de l'ouïe appareillé »; 2° en conséquence, dans cet alinéa, après le mot « la délivrance », remplacer le mot « et » par une virgule » [24 juin 1966] (p. 2360); permettre aux professionnels d'exercer leur activité au-delà même de la livraison des appareils (p. 2360); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 510-3 du Code de la santé publique, après les mots « mars 1953 modifié » à substituer aux mots « qui ont » les mots « ou ayant » (p. 2361); procédure d'agrément; retrait de son amendement (p. 2361);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 52 : *Ses observations sur la surtaxe frappant la patente des magasins à succursales multiples; cas de la Ville de Paris; possibilité de supprimer cet article [10 novembre 1966] (p. 4519); intérêts de la ville de Paris (p. 4519, 4520);*

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Pleven [7 décembre 1966] (p. 5338);*

**MALLEVILLE (M. Jacques)**, *Député de la Seine, 10<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale [6 décembre 1962] (p. 1), [2 avril 1965] (p. 570), [2 avril 1966] (p. 516).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre

1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 38 : *Affectation au Ministère de l'Education nationale et de la Construction de terrains actuellement occupés par les maisons d'arrêt de la Santé et de la Petite-Roquette; aménagement de parcs souterrains de stationnement* [8 décembre 1964] (p. 5915); *ses observations sur les paroles de M. Foyer, Garde des Sceaux* (p. 5918).

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 11 : *Son sous-amendement tendant dans le troisième alinéa du texte modificatif proposé pour le troisième alinéa de l'article 6 du décret du 30 septembre 1965 par l'amendement de M. Vallon après les mots « une activité commerciale » à insérer les mots « de même nature et... »* [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5142); *retrait de son sous-amendement* (p. 5142); *son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le sixième alinéa (2<sup>e</sup> alinéa du 3) du texte proposé pour le troisième alinéa de l'article du décret du 30 septembre 1953 : « Toutefois l'indemnité peut être payée en espèces si le commerçant ne désire pas se réinstaller dans l'enceinte du marché d'intérêt national »* (p. 5142); *retrait de son sous-amendement* (p. 5142).

### MALRAUX (M. André).

*Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles*  
(2<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966

*Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles*  
(3<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 8 janvier 1966 au 1<sup>er</sup> avril 1967

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre d'Etat chargé des

Affaires culturelles (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J.O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles (3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J.O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles cessent le 1<sup>er</sup> avril 1967 (*J.O.* du 1<sup>er</sup> avril 1967, p. 3187) (démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

### Dépôts :

Son projet de loi sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur, n<sup>o</sup> 535 [1<sup>er</sup> octobre 1963].

Son projet de loi sur l'assurance maladie, maternité et décès des artistes peintres, sculpteurs et graveurs, n<sup>o</sup> 1084 [2 octobre 1964].

Son projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments historiques, n<sup>o</sup> 2163 [17 novembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, **AFFAIRES CULTURELLES**: *Augmentation des crédits en faveur des réparations dues au titre des dommages de guerre subis par les monuments historiques; restauration du Trianon; manque d'artisans qualifiés; problème des fouilles, en particulier à l'étranger; inventaire des monuments historiques; restauration souhaitable des monuments de Rouen et de Strasbourg; situation de la Réunion des Théâtres Lyriques Nationaux; œuvre accomplie par le nouveau directeur; problème des festivals; création d'une commission chargée de l'aide à la musique; transformation de l'Institut des Hautes Etudes cinématographiques; plan d'aménagement fiscal en matière de cinéma et la situation des finances locales; problèmes relatifs aux maisons de la culture; question des troupes théâtrales itinérantes; coopération entre le cinéma et la télévision; affectation de 1 % du montant*

*des travaux à la décoration des bâtiments scolaires; insuffisante application de cette disposition; faiblesse artistique des monuments aux morts de la première guerre mondiale; multiplication souhaitable des reproductions des grandes œuvres dans les bâtiments scolaires; mesures de détaxation prises en faveur des cinémas; régime d'aide aux cinémas; situation de la C.O.F. R.A.M.; question du folstlore; transfert du Théâtre des Nations au Théâtre des Champs-Élysées; cathédrale de Boulogne-sur-Mer; position prise par le représentant de la France à Bruxelles; situation du cinéma français; mesures prises en sa faveur; censure et développement des films érotiques; théâtre de Lille; musées de la France d'outremer; problème du loisir; nature de la culture [18 janvier 1963] (p. 1133 à 1137); choix des œuvres d'art qui seraient reproduites dans les établissements scolaires; problème de la loi d'aide au cinéma (p. 1138);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES CULTURELLES : *Survie des œuvres d'art; loisirs, moyens de la culture; puissance des grandes techniques de rêves; spiritualité de l'humanité; domaine du théâtre et des musées; dégagement du vieux Louvre; remplacement de certaines statues des jardins du Louvre et des Tuileries par des œuvres de Maillol; travaux entrepris à Fontainebleau; don de la seconde partie de la collection Walter; reconstruction et rénovation des bâtiments des archives départementales; résultats de l'action menée par l'administration dans le domaine des archives et de l'architecture; mesures en faveur des conservateurs d'archives; travaux d'aménagement du musée de Saint-Germain; crédits destinés à la décentralisation lyrique; construction des ateliers d'artistes; crédits globaux du Ministère en augmentation; existence des théâtres privés; théâtres subventionnés; subventions aux théâtres privés; allègement des taxes supportées par les théâtres privés; question des festivals; fréquentation des salles de cinéma; organisation de la profession; exportation des films français; application du décret du 19 mars 1963; concurrence faite par la télévision au cinéma; choix des films projetés dans les festivals; inventaire monumental de la France; diffusion de ses fascicules; aide apportée aux sociétés musicales; maisons de la culture [9 novembre 1963] (p. 7087 à 7092);*

*campagnes; multiplication des tournées théâtrales; caractère de la culture; protection sociale des artistes (p. 7094).*

Répond aux questions orales, sans débat, de M. Rossi relatives à la situation du personnel technique des eaux et forêts [22 novembre 1963] (p. 7396).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Bettencourt relative à la location de marais entre la Seine et le canal de Tancarville [22 novembre 1963] (p. 7398, 7399).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Lolive relative à l'entretien des monuments historiques [22 novembre 1963] (p. 7399, 7400).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Dupuy relative à la décoration des bâtiments publics [22 novembre 1963] (p. 7401, 7402).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Dupuy relative à l'équipement culturel des collectivités locales [22 novembre 1963] (p. 7402, 7403).

Répond à la question orale, sans débat, de M. de la Malène relative aux ateliers d'artistes [6 mai 1964] (p. 1097, 1098, 1099).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur : *Ses observations sur le dépôt de la motion de renvoi [12 mai 1964] (p. 1148); Article unique : Parti communiste de l'Union soviétique n'étant pas en cause; doter nos négociateurs des armes nécessaires; preuves du libéralisme de la France; principe de la protection inconditionnelle de la propriété intellectuelle; intégralité et paternité des œuvres; fidélité des œuvres divulguées à l'étranger; loi du 11 mars 1937 sur la propriété littéraire et artistique (p. 1149); son sous-amendement à l'amendement de M. Capitant tendant après les mots « dans le cas où », à insérer les mots « après consultation du Ministre des Affaires étrangères, il est constaté... » (p. 1149); ses observations sur l'amendement de M. Capitant (p. 1150);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES CULTURELLES : *Progrès accomplis dans le domaine des expositions; gaullisme se définissant comme la confiance dans la France et la restauration de l'Etat; insuffisance des crédits; réalisations nombreuses de son Ministère; culture étant appelée par des masses considérables; succès des mai-*

sons de culture; sommes engagées dans l'Éducation nationale; générosité de l'esprit exprimé par le génie français; France représentant la générosité du monde [7 novembre 1964] (p. 4991 à 4994); ses observations sur les paroles de M. Bourdellès (p. 4994); protection du patrimoine artistique; théâtres municipaux; plan et restauration des monuments; Opéra-Comique et aide aux théâtres privés; enseignement artistique; situation du cinéma; élargissement de 1 %; maisons de la culture devant être indépendante des partis politiques (p. 5003 à 5005);

— du projet de loi sur l'assurance maladie, maternité et décès des artistes peintres, sculpteurs et graveurs: Artistes n'ayant pas de patron; conséquences; extension de la Sécurité sociale aux artistes; imperfection du projet; faire cesser que les artistes soient des parias [18 novembre 1964] (p. 5473, 5474).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Roux relative à la fermeture hebdomadaire des musées nationaux [4 juin 1965] (p. 1834).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES CULTURELLES: Réforme du cinéma; importance des maisons de la culture; problème des forêts; crédits de paiement; nécessité de faire le musée du XX<sup>e</sup> siècle; rémunération des architectes; musées de province; problème du classement des musées; regroupement des collections; coopération entre les maisons de la culture et les autres établissements artistiques; problème des bourses; fonds de soutien au théâtre privé; relations entre les musées et l'O.R.T.F.; ses observations sur la musique, son importance, sa réforme; nécessité de sauver les orchestres régionaux; enseignement de la musique et de la danse; monuments historiques; ses observations sur le cinéma; aider à la fois la production et la distribution; fiscalité du cinéma; importance des maisons de la culture; maison de la culture de Singapour; permanence des rêves dans la vie contemporaine; sens de la vie; importance des loisirs; rôle de l'imaginaire; usines de rêve ayant émancipé le rêve; maison de la culture de Bourges; Théâtre de l'Est parisien à Belleville [14 octobre 1965] (p. 3646 à 3649); ses observations sur les paroles de M. Fanton; opération Maine-Montparnasse; succès des maisons de la culture; centenaire d'Ingres devant être célébré comme celui de Delacroix; ses observations sur

la musique; nécessité de refondre complètement l'enseignement musical de base; choix des programmes des maisons de la culture devant être laissé à la libre appréciation des animateurs (p. 3657, 3658);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES CULTURELLES Ses observations sur les monuments historiques classés; problèmes des maisons de la culture; cas de Bourges et de Sarcelles; problème de l'éducation musicale; enseignement de la musique; importance du solfège; recrutement du personnel des conservatoires municipaux; réorganisation du conseil général des bâtiments de France; rôle de la direction de l'architecture; protection des sites; rénovation des secteurs sauvegardés; formation scientifique des architectes; enseignement de l'architecture; monopole des architectes des bâtiments civils; centre d'expérimentation architectural; musées de Corse; expositions; décentralisation lyrique; structure du Ministère; aide au cinéma; aide aux écoles nationales de musique; développement de l'archéologie; aide aux musées de province; réforme de l'enseignement de l'architecture; archéologie sous-marine; restauration de tableaux; aide à la production cinématographique; nombre des entrées dans les musées [27 octobre 1966] (p. 3974 à 3976); orchestre symphonique; maisons de la culture; aide apportée à l'exploitation cinématographique; théâtres lyriques nationaux; problème de l'art abstrait; émission sur la poésie à l'O.R.T.F.; problème du gardiennage des musées; possibilité de faire appel aux militaires; ses observations sur l'église d'Eschwiller; problèmes de la construction architecturale; culture populaire; maisons de la culture; théâtres itinérants; importance de la musique; rôle de l'O.R.T.F.; musées dans les départements d'outre-mer; subvention aux théâtres; ses observations sur « Les Paravents » (p. 3988 à 3990); ses observations sur l'amendement de M. Icart (p. 3990); et sur celui de M. Christian Bonnet (p. 3990); pièce de M. Jean Genêt (p. 3990, 3991); ses observations sur les paroles de M. Pierre Bas (p. 3992);

— du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques: Défense du faubourg Saint-Germain; caractère de la propriété privée; vols de monuments historiques; rôle de l'association internationale des musées; procédure du classement d'office; ses observations sur le Petit Trianon;

*problème financier; protection des abords des monuments; exécution de travaux sur un immeuble classé; rôle de l'administration; action du crédit hôtelier; attitude des collectivités locales; ses observations sur la pagode de Chanteloup; possibilité de réaliser une revente des immeubles expropriés [8 décembre 1966] (p. 5373 à 5375); Art. 2: Son sous-amendement tendant à supprimer, dans l'amendement de M. Pleven, les mots « et éventuellement celles de la participation de tiers » (p. 5376); situation des petits propriétaires de bonne foi (p. 5376); ses observations sur l'amendement de M. Icart (p. 5376, 5377); son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Pleven: « La créance ainsi née au profit de l'Etat est recouvrée suivant la procédure applicable aux créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine... » (p. 5377); son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé par l'amendement de M. Pleven: « Par le Ministre des Affaires culturelles qui pourra les échelonner sur une durée de cinq ans au moins et de vingt ans au plus » (p. 5377); situation des propriétaires de bonne foi (p. 5377); prix de l'immeuble (p. 5377); son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 9-2: « Les dispositions de l'article 8 (quatrième alinéa) restent applicables aux cessions faites à des personnes publiques en vertu des dispositions du premier alinéa du présent article » (p. 5378); problèmes consécutifs à la vente; application du cahier des charges (p. 5378); son amendement tendant à compléter l'article 2 par le nouvel alinéa suivant: « La cession elle-même, lorsqu'elle est faite à une personne privée, est approuvée par décret en Conseil d'Etat » (p. 5378); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques: Ses observations sur le texte proposé par la Commission mixte paritaire [20 décembre 1966] (p. 5705).*

**MANCEAU (M. Robert)**, Député de la Sarthe,  
2<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe communiste [41 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 juin 1965] (p. 1808).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [3 juin 1965] (p. 1808).

Cesse d'appartenir à cette Commission [5 octobre 1965] (p. 3338).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [5 octobre 1965] (p. 3338), [6 avril 1966] (p. 591).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à ramener à un an la durée du service militaire, **n° 531** [26 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions répressives en matière d'accidents de chemin de fer, **n° 1765** [13 avril 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES : Augmentation des dépenses militaires durant les dernières années; retour souhaitable au service militaire de douze mois; dissolution de la légion et des autres unités de métier; problème des brimades exercées dans certaines unités; situation morale de l'armée; dégagement éventuel de certains cadres et leur reclassement dans le civil; augmentation considérable des dépenses d'armement et d'infrastructure; usine de Pierrelatte; Mirage IV; sous-marin atomique; montant élevé du prochain collectif militaire; caractère essentiellement improductif des dépenses d'armement; conséquences de la création d'une force de frappe; son aspect dérisoire, inutile et dangereux; position de l'Allemagne de l'Ouest; collaboration franco-allemande dans le domaine militaire; abolition souhaitable de l'arme atomique; arrêt des essais nucléaires [24 janvier 1963] (p. 1602 à 1604)]

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Consé-*

quences du présent projet pour la corporation des mineurs; hommage rendu par les plus hautes autorités aux cheminots; causes des grèves dans ce secteur; suppression du deuxième conducteur sur les engins de traction des trains; insuffisance des rémunérations; refus de la direction de la S.N.C.F. de réunir la commission de conciliation; tarifs spéciaux consentis aux grandes sociétés capitalistes par la S.N.C.F.; notion de préavis; problème des grèves tournantes; exemple du métier de caleur à la S.N.C.F.; appréciation portée par M. Pierre Sémard sur les cheminots; anniversaire de la grève insurrectionnelle du 10 août 1944 [17 juillet 1963] (p. 4232 à 4234);

— du projet de loi relatif aux changements d'arme des officiers d'active: *Création souhaitable d'une commission appelée à donner des garanties aux officiers devant être mutés* [24 juillet 1963] (p. 4456);

— du projet de loi relatif aux objecteurs de conscience: *Nécessité de voter un statut des objecteurs de conscience; limitations apportées au projet par certains amendements, en particulier, celui interdisant à un objecteur d'être titulaire d'un mandat électif; contenu du présent projet* [24 juillet 1963] (p. 4463, 4464); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement (Affectation des objecteurs de conscience à un service civil)* (p. 4471); Art. 3: *Son amendement (Présence de représentants des organisations syndicales dans la commission juridictionnelle)* (p. 4472); Art. 5: *Son amendement (Décision d'affectation des objecteurs de conscience)* (p. 4473); Art. 6: *Son amendement (Affectation des objecteurs au service civil international)* (p. 4474); Art. 8: *Son amendement (Durée du service pour les objecteurs de conscience)* (p. 4474); Art. 9: *Son amendement de suppression* (p. 4474); ses explications de vote: *Restrictions apportées au projet par différents amendements; pratique du vote bloqué* (p. 4478);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement: *Affectation d'une formation armée; nécessité qu'un membre de leur organisation fasse partie de la commission juridique chargée d'examiner les demandes; durée du service; non-interdiction de certaines fonctions* [15 octobre 1963] (p. 5166); Art. 12: *Son amendement tendant à la suppression de cet article; subordination de la mise en vigueur du*

*texte à la promulgation du règlement d'administration publique déterminant l'accès aux emplois* (p. 5168); Art. 12: *Abstention du groupe communiste* (p. 5168);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS: *Revendications des cheminots; suppression des tarifs préférentiels; insuffisance numérique actuelle du personnel de la S.N.C.F.* [30 octobre 1963] (p. 5998, 5999); BUDGETS MILITAIRES: *Création d'une force nucléaire contraire à la grandeur et à la sécurité de la France; augmentation des dépenses militaires; perte pour les investissements civils; arme nucléaire de la première « génération »; livraison des navires ravitailleurs par les U.S.A.; conséquences pour la sécurité du pays; lourde responsabilité de la France pour la dissémination des armes atomiques; relance de la course aux armements; poursuite des négociations sur le désarmement politique et recherche de la paix et de la coexistence pacifique* [7 novembre 1963] (p. 6753, 6754).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, avec débat, relative à la durée du service militaire: *Fin de la guerre d'Algérie; évolution démographique; nécessité de procéder au désarmement général et contrôlé; réduction du service militaire à douze mois* [15 novembre 1963] (p. 7285, 7286, 7287).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire: *Utilisation rationnelle des ressources de la Bretagne; rôle des grandes entreprises capitalistes; investissements; chômage breton; construction de l'usine marémotrice de la Rance; équipement des ports bretons; ressources énergétiques du gaz de Lacq devant bénéficier à la Bretagne; industrialisation de la région bretonne en raison de son sous-sol; maintien de la main-d'œuvre rurale à la terre en développant l'équipement agricole et en modernisant les méthodes de culture; mesures en faveur de la pêche; améliorer les voies de communication par fer et par route; construire des installations de stockage; effort dans le domaine des investissements sociaux* [27 novembre 1963] (p. 7517 à 7519).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers, Art. 9: *Situation privilégiée des*

*officiers par rapport aux fonctionnaires* [5 décembre 1963] (p. 7659);

— du projet de loi adopté par le Sénat relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public, **Article unique** : *Son amendement tendant à la suppression du septième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 424 du Code rural* [14 mai 1964] (p. 1202).

Mise au point au sujet d'un vote : *Son vote lors du projet de loi relatif aux élections municipales; rectification de ce vote* [26 mai 1964] (p. 1375).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, **Art. 1<sup>er</sup>** : *Rôle important des fédérations départementales de chasse dans la constitution et le fonctionnement des sociétés communales; possibilité de les placer sous le régime de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901* [9 juin 1964] (p. 1704); **Art. 3** : *Eviter de priver du droit de chasse un certain nombre de chasseurs; conditions que doivent remplir les détenteurs du permis de chasse* (p. 1722); *arrêté préfectoral fixant des conditions telles que les gens ne soient pas privés du droit de chasse en raison de la constitution des sociétés* (p. 1723);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, **BUDGETS MILITAIRES** : *Politique de coexistence pacifique et de désarmement général contrôlé étant la politique du groupe communiste; opposition au principe du service militaire sélectif; durée du service; problème des brimades; mise au point du statut du soldat* [6 novembre 1964] (p. 4867, 4868); **Art. 28** : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article à augmenter de 10 millions de francs le montant des réductions de crédits de paiement du titre III* (p. 4886); *son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, à augmenter de 5 millions de francs le montant des réductions de crédits de paiement du titre III* (p. 4887); **Art. 29** : *Opposition à la force de frappe atomique* (p. 4890); *opposition de son groupe à cet article* (p. 4890);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : ses explications de vote : *Crédits figurant dans la loi n'étant qu'une infime partie des dépenses futures;*

*importance de la puissance de dissuasion; son opposition à la force de frappe; œuvre de propagande* [2 décembre 1964] (p. 5806, 5807).

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Son opposition au projet de loi car il s'inscrit dans le contexte de la politique de la force de frappe et qu'il tourne le dos au désarmement atomique; transition vers une armée de métier; politique militaire fondée sur la force de frappe atomique; meilleure dissuasion résidant dans la cohésion de la nation et de son armée et dans la volonté du peuple de défendre sa liberté; perspectives du désarmement général; réaction de l'opinion publique contre l'armée professionnelle; son opposition à une armée de caste, au service de la raison d'Etat, isolée de la Nation; service de défense; durée du service militaire; formation d'un soldat du contingent; efficacité des unités; problème financier; armée de volontariat; mesures d'exemption; statut démocratique du soldat; réforme du règlement de discipline; création de commissions de recours et d'enquête en cas de punition; amélioration du régime des permissions; respect de la liberté d'opinion; suppression des discriminations politiques; question préalable* [25 mai 1965] (p. 1527 à 1530); **Art. 15** : *Conditions d'application des dispenses* [26 mai 1965] (p. 1586); après l'Art. 15 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement; vote par division* (p. 1587); **Art. 18** : *Notion des « cas sociaux graves »* (p. 1594);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, **Art. 3** : *Son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour le c) de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 après les mots « le chef d'entreprise communique au comité d'entreprise les informations sur », à insérer les mots « le carnet de commandes »* [28 juin 1965] (p. 2708);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, **BUDGETS MILITAIRES** : *Importance des dépenses militaires; insuffisance des crédits militaires pour 1966; dépenses militaires officielles; crédits figurant aux services généraux du Premier Ministre; coût de l'énergie atomique; autorisations de programme d'équipements militaires; crédits de paiement des investissements militaires; besoins de*

force de frappe; manque de logements, d'écoles, de centres d'éducation technique, d'autoroutes; force de frappe paralysant le développement économique; ravitaillement des Mirage IV; rayonnement d'une nation; possibilité de doubler le budget de l'Education nationale; problèmes relatifs au personnel; prêt au soldat; insuffisance de la prime d'alimentation [21 octobre 1965] (p. 3952, 3953); Art. 29 : Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux chiffres « 11 509 210 000 francs » et « 2.846.296.000 francs », les chiffres « 6.509.210.000 francs » et « 2.446.296.000 francs » (p. 3966);

— du projet de loi portant création du corps militaire du contrôle général des armées, après l'Art. 10 : Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Impossibilité pour un contrôleur chargé de l'exécution des marchés ou de la surveillance d'une entreprise d'accepter un emploi quelconque dans cette entreprise pendant un délai de cinq ans après la cessation de sa fonction) [28 avril 1966] (p. 996); contrôleur militaire ne devant pas préparer sa situation civile au lendemain de sa mise à la retraite (p. 996);

— du projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de La Seyne : Procédure employée à propos des forges d'Hennebont; développement économique de la région de l'Ouest; incohérence de la politique du Gouvernement; nécessité de sauver les forges d'Hennebont [2 juin 1966] (p. 1654, 1655);

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de coopération, Art. 7 : Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article [7 juin 1966] (p. 1729); égalité et universalité du service militaire (p. 1729);

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de l'aide technique, Art. 6 : Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article [7 juin 1966] (p. 1734).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales, une question orale, sans débat, relative aux problèmes sociaux soulevés par le transfert des bases américaines [22 juin 1966] (p. 2206, 2214, 2215).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, BUDGETS MILITAIRES : Importance du budget militaire dans le budget général; dépenses d'infrastructure; coût de la force de frappe; coût des Mirages IV; Jaguar; frais d'études et de prototypes; essais atomiques à Tahiti; construction des S.S.B.S.; revendications des personnels civils et militaires; prêt du soldat; taux de la prime d'alimentation; quart de place; allocations militaires accordées aux soutiens de famille; sécurité de la France [25 octobre 1966] (p. 3839 à 3844); Art. 26 : Son amendement tendant à réduire de six milliards le montant des autorisations de programme de cet article (p. 3856);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 27 : Conséquence de la fabrication du Concorde; problème des garanties de financement; situation de la S.N.E.C.M.A.; cas de l'usine de Corbeil; production du Bréguet 941; aviation postale de nuit; industrie aéronautique; coopération franco-anglaise [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5159, 5160).

**MARCELLIN (M. Raymond), Député du Morbihan, 1<sup>re</sup> circonscription (R.I.).**

Ministre de la Santé publique et de la Population  
(2<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

Ministre de l'Industrie  
(3<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 8 janvier 1966 au 1<sup>er</sup> avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de la Santé publique et de la Population [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre de la Santé publique et de la Population (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de



l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de la Santé publique et de la Population (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Ministre de l'Industrie (3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Ministre de l'Industrie cessent le 1<sup>er</sup> avril 1967 (*J. O.* du 1<sup>er</sup> avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

### Dépôts :

Son projet de loi instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée, n° 283 [21 mai 1963].

Son projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la répression des infractions à certaines dispositions du Code de la santé publique, n° 536 [1<sup>er</sup> octobre 1963].

Son projet de loi modifiant le titre premier, protection maternelle et infantile, du livre II du Code de la santé publique, n° 537 [1<sup>er</sup> octobre 1963].

Son projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à l'exercice des professions de masseur-kinésithérapeute, de pédicure et d'opticien-lunetier, n° 1083 [2 octobre 1964].

Son projet de loi relatif au contrôle sanitaire aux frontières terrestres, maritimes et aériennes, n° 1089 [2 octobre 1964].

Son projet de loi relatif à la francisation des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou se font reconnaître la nationalité française, n° 1402 [1<sup>er</sup> juin 1965].

Son projet de loi relatif à l'exercice illégal des professions de médecin, de chirurgien dentiste et de pharmacien et à la répression de la propagande et de la publicité tendant à favoriser l'exercice illégal de ces professions, n° 1456 [15 juin 1965].

Son projet de loi relatif aux déclarations de reconnaissance de la nationalité française souscrites en application de l'ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962, n° 1497 [23 juin 1965].

Son projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du Code de la santé publique concernant l'ordre des pharmaciens, n° 1584 [2 octobre 1965].

### Interventions :

#### En qualité de Ministre de la Santé publique et de la Population :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Carte des économiquement faibles; plafond d'attribution; allocation spéciale pour les parents d'enfants inadaptés* [14 janvier 1963] (p. 763); *création d'écoles pour les enfants ne pouvant recevoir l'enseignement dans des conditions normales* (p. 763, 764); *rôle de l'Institut national d'hygiène et de l'École nationale de la santé publique; développement des bourses destinées à la formation des travailleurs sanitaires et sociaux; problème du recrutement des infirmières; revalorisation de leur classement indiciaire; cas des travailleuses familiales à domicile; lutte contre le cancer; lutte contre les maladies mentales et l'augmentation des crédits en faveur des hôpitaux psychiatriques; diminution de la mortalité due à la tuberculose; dépôt prochain d'un projet de loi tendant à rendre la vaccination contre la poliomyélite obligatoire; aide aux grands infirmes; revalorisation de l'aide sociale accordée aux vieillards et aux infirmes; problème de la récupération de la dette alimentaire due aux grands infirmes; consultations de protection maternelle et infantile; équipement; formation d'éducateurs en matière d'enfance inadaptée; développement des centres hospitaliers universitaires; problèmes particuliers à la région de Paris; projets envisagés pour 1963; situation des hôpitaux ruraux; rémunération des médecins inspecteurs de la santé; place de la France dans le monde en matière d'hôpitaux; problème de l'hôpital psychiatrique privé de la Manche; problème du recrutement des assistants dans les hôpitaux de province; augmentation en pourcentages des différents crédits d'équipement en 1962 et 1963* (p. 769 à 773); *rôle du maire dans la capture d'un aliéné dangereux se trouvant sur le territoire de sa commune; problème de l'hôpital-hospice de Sancerre* (p. 773).

Répond à une question orale, sans débat, de M. Guyon, relative au recrutement et à la

situation des assistantes sociales [17 mai 1963] (p. 2978, 2979).

Prend part à la discussion du projet de loi instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée pour les mineurs infirmes : *Cas des familles qui ne peuvent faire admettre leurs enfants dans des établissements spécialisés* [27 juin 1963] (p. 3752); *problème de l'internat dans les établissements publics nationaux* (p. 3753); *aide aux parents d'enfants déficients; portée du présent texte; calcul de l'allocation; problème de la formation des éducateurs; équipement pour l'enfance inadaptée; nécessité de prévoir des crédits importants à cet effet* (p. 3754, 3755); Art. 3 : *Amendement de la commission (Suppression de la référence à une infirmité permanente): cas des enfants accidentés* (p. 3755); *amendement de M. Duhamel (Création de taux différenciés): inconvénients du système des prestations familiales différenciées selon les revenus* (p. 3756, 3757); *son sous-amendement à l'amendement de M. Moulin: attribution de l'aide sociale et l'allocation créée par le présent texte* (p. 3757).

Répond à une question orale, avec débat, de M. Debré relative à la définition d'une politique démographique française : *Fondements de la politique démographique; action sanitaire et allongement de la durée de la vie; baisse de la mortalité infantile; progrès réalisés contre les maladies transmissibles; problème de la vaccination obligatoire; lutte contre la tuberculose et contre l'alcoolisme; augmentation des crédits d'équipement sanitaire et social; action en faveur de la famille et de la natalité; régime des prestations familiales; modifications apportées depuis quelques années; réunion au Commissariat général au Plan d'un groupe de travail chargé d'étudier les problèmes de la famille; question de l'immigration de main-d'œuvre étrangère; accords avec les pays étrangers; formation de la main-d'œuvre française; enseignement de la démographie; fonctionnement du comité interministériel de la population* [12 juillet 1963] (p. 4141 à 4143); *mesures en faveur de l'enseignement technique; centres de formation professionnelle; crédits relatifs à l'enseignement sanitaire et social; politique extérieure française* (p. 4147).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée : *Définition d'une véri-*

*table politique nationale en faveur de l'enfance inadaptée; problème des ressources à attribuer aux parents; question de la formation des éducateurs et de la multiplication du nombre des établissements* [25 juillet 1963] (p. 4515).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre [25 juillet 1963] (p. 4516).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Problème du centre hospitalier universitaire de Caen* [24 octobre 1963] (p. 5543); *fusion des services extérieurs du Ministère de la Santé publique et de la population; problèmes occasionnés par le manque d'infirmières* (p. 5549, 5550); *problème des directeurs des hôpitaux; cas de la tuberculose; vaccination antipoliomyélitique obligatoire; enfance inadaptée; crédits d'équipement; regroupement des bureaux d'aide sociale des petites communes; allocation versée aux personnes âgées; financement des équipements sanitaires et sociaux* (p. 5550 à 5554); *création de centres de dépistage* (p. 5556); *son amendement (Caractère obligatoire des dépenses de fonctionnement résultant de la lutte contre le cancer)* (p. 5556);

— du projet de loi modifiant le titre premier, Protection maternelle et infantile, du Livre II du Code de la santé publique : *Taux de la mortalité infantile; service de protection maternelle et infantile; obligation d'informer ledit service; garanties sanitaires et morales des gardes de jour* [13 novembre 1963] (p. 7194, 7195); Art. 2 : *son sous-amendement à l'amendement de M. Guillon (Enfants ayant des parents condamnés à une peine criminelle ou correctionnelle)* (p. 7195); *son sous-amendement (Enfants ayant des parents atteints d'une maladie grave et contagieuse)* (p. 7195); *énumération des enfants particulièrement à surveiller par les assistantes sociales; clarté du texte* (p. 7195, 7196); Art. 4 : *Peines en matière de récidive; énumération de peines de simple police et de contraventions* (p. 7195).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Seramy relative à l'aide sociale aux personnes âgées [22 novembre 1963] (p. 7394, 7396).

Retrait de l'ordre du jour du projet de loi ratifiant le décret relatif au recouvrement des prélèvements et taxes compensatoires de la

Communauté économique européenne [15 avril 1964] (p. 756).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la répression des infractions à certaines dispositions du Code de la santé publique : *Vaccination obligatoire pouvant enrayer le fléau; son caractère efficace et sans danger; recherches de laboratoire; recueil des indices annuels de morbidité; extrême rareté de l'apparition de la maladie chez les sujets vaccinés* [15 avril 1964] (p. 759, 760); après l'Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Mainguy (Charges supportées par l'Etat)* (p. 760); *amendement de M. Fanton (Difficultés de légiférer en ces matières pénales); son amendement (Interdiction de toute propagande ou publicité tendant à inciter autrui à se soustraire à la vaccination obligatoire)* (p. 762).

Est entendu sur la fixation de l'ordre du jour : *Report de la discussion des projets de loi relatifs à la ratification de décrets douaniers* [30 avril 1964] (p. 1040).

Répond à la question orale de M. Thillard relative à la profession d'infirmière [30 avril 1964] (p. 1040, 1041, 1043).

Répond à la question orale, sans débat, de M. de Lipkowski relative à l'allocation aux orphelins [6 mai 1964] (p. 1096, 1097).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale : *Tutelle indispensable aux prestations; prestations de maternité; extension du système aux allocations prénatales, aux allocations aux personnes âgées, aux prestations d'aide sociale; nécessité d'harmoniser les dispositions déjà en vigueur* [13 mai 1964] (p. 1177); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant au premier alinéa de l'article premier, après les mots « l'allocation aux vieux travailleurs salariés » à insérer les mots « l'allocation vieillesse des non-salariés »* (p. 1178); *ses observations sur l'amendement de M. Musmeaux (Conditions de vie défectueuses imputables à l'état mental du bénéficiaire des prestations)* (p. 1178); *caractère normal pour un juge d'organiser immédiatement la tutelle s'il y a lieu de penser à un gaspillage* (p. 1179); *bon emploi des prestations* (p. 1179); *éviter qu'un entourage puisse détourner les prestations familiales de leur objet*

(p. 1179); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article (Application des dispositions de l'article L 551 du Code de la sécurité sociale)* (p. 1179); Art. 8 : *Son amendement tendant, à la fin du premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 168-1 du Code de la famille à supprimer les mots « L 711-2 et L 711-3 »* (p. 1180); Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un article nouveau (Application des dispositions de l'article L 525 du Code de la sécurité sociale)* (p. 1180); *caractère formel de l'amendement* (p. 1180); *ses observations sur l'ensemble du projet après les explications de vote de M. Casagne; objet du projet de loi; cas des parents indignes; application de la loi* (p. 1181);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux professions d'orthophoniste et d'aide-orthoptiste : *Projet tendant à garantir la qualité des soins donnés par les orthophonistes; remboursement convenable de leurs actes* [23 juin 1964] (p. 2099);

— en deuxième lecture du projet de loi modifiant le titre premier (Protection maternelle et infantile) du Livre II du Code de la santé publique : *Décret reprenant l'énumération retenue en première lecture par l'Assemblée nationale* [23 juin 1964] (p. 2100);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'exercice illégal de l'art dentaire : *Caractère juridique du projet de loi; consultation par le Gouvernement des organismes professionnels avant la nomenclature* [23 juin 1964] (p. 2101);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Baudis* [7 novembre 1964] (p. 5008); *importance du budget total de la Santé publique dans le budget général* (p. 5012); *écoles privées de formation des éducateurs* (p. 5017); *réorganisation de la recherche pharmaceutique* (p. 5018); *rôle du médecin inspecteur* (p. 5020); *ses observations sur les paroles de M. Trémollières* (p. 5022); *création d'un institut national de la recherche médicale; recrutement du personnel hospitalier; formation des infirmières; problèmes des assistantes sociales; regroupement des services d'action sanitaire et sociale; statut des personnels directeurs des hôpitaux; cas des externes; lutte contre les fléaux sociaux; problème de l'enfance inadaptée; contrôle de l'hygiène des aliments; revalorisation*

*des allocations des personnes âgées; réforme des structures; écoles d'infirmières; maisons de retraite; crèches; effort accompli par l'Etat* (p. 5023 à 5027);

— du projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques : *Décharge et dépôts d'ordures ménagères* [12 novembre 1964] (p. 5354); *lancement des opérations de démoustication ayant été conçu dans le cadre de l'aménagement du territoire; région du Languedoc-Roussillon* (p. 5356); *grandes lignes du projet de loi ayant recueilli l'approbation unanime des rapporteurs; priorité à donner aux travaux de génie sanitaire; éventuel danger des procédés chimiques; existence d'un comité scientifique auprès du comité interministériel pour l'aménagement de la région Languedoc-Roussillon* (p. 5356, 5357); Art. 1<sup>er</sup> : *Cas des Bouches-du-Rhône* (p. 5357); Art. 9 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du premier alinéa de cet article: « Les agents de direction et d'encadrement des services et organismes mentionnés à l'article premier commissionnés »* (p. 5360); *chefs prospecteurs* (p. 5360); après l'Art. 10 : *Application de la loi ne pouvant dépasser le cadre des départements d'outre-mer* (p. 5360).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Poudevigne relative à la récupération des pensions d'aide sociale [18 décembre 1964] (p. 6243, 6244).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Privat relative à l'aide aux myopathes [18 décembre 1964] (p. 6245).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Mainguy relative aux radioscopies prénatales obligatoires [21 avril 1965] (p. 784, 785).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Herman relative à l'insonorisation des immeubles d'habitation à caractère collectif [7 mai 1965] (p. 1210).

Répond aux questions orales, sans débat, de MM. Baudis et Mer relatives aux conditions d'attribution de la carte des économiquement faibles [14 mai 1965] (p. 1348, 1349).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Odru relative à l'hôpital intercommunal de Montreuil [14 mai 1965] (p. 1350, 1351).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au contrôle sanitaire aux frontières terrestres, maritimes et aériennes : *Substituer à la réglementation existante, devenue désuète,*

*les dispositions du règlement sanitaire international préparées par l'Organisation mondiale de la santé; expérience de coopération mondiale en matière sanitaire; possibilité de peines contraventionnelles contre toute personne ayant refusé d'obéir à une réquisition; adaptation continue des services de contrôle sur les grands aéroports internationaux* [20 mai 1965] (p. 1466, 1467); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour le premier alinéa de l'article L 53 du Code de la santé publique à substituer aux mots « les médecins inspecteurs de la santé » les mots « les médecins de la santé publique »* (p. 1467); *énumération des autorités qui constatent les infractions* (p. 1467).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Roucaute relative à la pollution des eaux de l'Auzonnet [21 mai 1965] (p. 1480).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Mer relative aux subventions aux foyers de jeunes travailleurs [9 juin 1965] (p. 1922, 1923).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Lecocq relative aux mesures prévues par le V<sup>e</sup> Plan en faveur des handicapés : *Options du V<sup>e</sup> Plan; établissement de programmes par deux commissions chargées de l'équipement sanitaire et des prestations sociales; mesures déjà prises en faveur de l'enfance inadaptée; allocation versée pour les enfants placés dans les établissements agréés; priorité absolue accordée aux débiles profonds; relèvement des allocations aux grands infirmes; création de places nouvelles dans les centres de rééducation et les ateliers protégés; relèvement des allocations* [9 juin 1965] (p. 1925, 1926, 1927, 1929, 1931, 1932).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la francisation des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou se font reconnaître la nationalité française : *Donner aux ressortissants des anciens territoires d'outre-mer et aux musulmans algériens la faculté de demander la francisation de leurs noms et prénoms; permettre à toutes les personnes devenues françaises d'obtenir, si elles le désirent, la francisation de tous leurs prénoms* [15 juin 1965] (p. 2144); après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article: « Les dispositions de la présente loi sont applicables aux étrangers ayant antérieurement acquis la nationalité française*

*par naturalisation, par déclaration de nationalité ou en raison de la naissance et de la résidence en France et qui en feront la demande dans un délai de trois ans à compter de sa promulgation* » (p. 2145) ; *modification concernant le délai* (p. 2145) ;

— du projet de loi relatif aux déclarations de reconnaissance de la nationalité française souscrites en application de l'ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962 : *Cas des Algériens réclamant la nationalité française ; problème du délai* [29 juin 1965] (p. 2721) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966 : *Prix Nobel à trois savants français* [27 octobre 1965] (p. 4182) ; *service de santé scolaire ; situation dans les Côtes-du-Nord ; rôle des médecins à temps plein et des médecins vacataires* (p. 4184) ; *lutte contre les fléaux sociaux : poliomyélite, mortalité infantile* (p. 4188) ; *ses observations sur les paroles de M. Westphal* (p. 4189) ; *organisation de la recherche médicale ; fonctionnement de l'Institut national de la recherche médicale ; création d'une unité de recherche de pharmacologie ; recrutement des personnels sanitaires et sociaux ; écoles d'infirmières ; diminution de la durée du travail des infirmières ; création d'un corps de pharmaciens biochimistes dans les hôpitaux ; mise en place de la direction de l'action sanitaire et sociale en Indre-et-Loire ; statut des internes de la région de Paris ; problème des directeurs de l'action sanitaire et sociale ; situation des médecins dans le Marché commun ; lutte contre les fléaux sociaux ; lutte contre la tuberculose ; protection maternelle et infantile ; maladies mentales ; harmonisation de la « sectorisation » en France ; crédits destinés aux hôpitaux psychiatriques ; maisons familiales de vacances ; lutte contre le cancer et la lèpre ; enfance inadaptée ; création d'une prestation spéciale pour les familles ayant à charge des enfants inadaptés et qui suivent une rééducation dans des établissements agréés par le Ministère ; nombre des élèves-éducateurs ; cas des arriérés profonds ; prix de journée dans les hôpitaux ruraux ; cas des travailleuses familiales ; services d'aide ménagère aux personnes âgées ; allocation en faveur des orphelins ; problèmes concernant les prestations familiales ; problème des récupérations sur les successions de bénéficiaires de l'aide sociale aux aveugles et grands infirmes ; distinction entre les thermes d'Etat concédés et les thermes nationaux d'Aix-les-Bains ; carte des économi-*

*quement faibles ; problème du demi-tarif sur le réseau de la R.A.T.P. ; question de la suppression de la loi de 1920 réprimant la propagande anticonceptionnelle ; ses observations sur les moyens mobiles de secours d'urgence ; Institut moderne de la recherche médicale ; ses observations sur le cancer et la lèpre ; réforme de l'Administration générale de l'assistance publique de Paris ; centres de formation pour les enfants inadaptés ; foyers de jeunes travailleurs ; réalisation du centre hospitalo-universitaire de Limoges ; cas de la région du Nord et de la Basse-Normandie ; mise en place d'une administration sanitaire et sociale plus moderne et plus efficace* (p. 4196 à 4200).

#### **En qualité de Ministre de l'Industrie :**

Répond à la question orale, sans débat, de M. Martel relative à la revalorisation de la profession minière [22 avril 1966] (p. 912, 913).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Raust relative à la sécurité dans les mines d'Aquitaine [22 avril 1966] (p. 913, 914).

Répond à la question orale, sans débat, de Mlle Dienesch relative au Statut de l'Artisanat [22 avril 1966] (p. 914, 915, 916).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Paquet relative aux tarifs de l'éclairage public [4 novembre 1966] (p. 4261, 4262).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INDUSTRIE : *Lutte contre toutes les formes de pollution* [7 novembre 1966] (p. 4298) ; *décentralisation industrielle ; cas des forges d'Hennebont ; problème de l'accroissement du taux des primes pour les extensions d'usines ; délais d'attribution des primes ; rôle des directions départementales* (p. 4302) ; *recherche scientifique et technique ; évolution de la balance des échanges de brevets et de licences ; formation professionnelle ; politique énergétique ; construction de la huitième usine sur le Rhin ; aménagement du Rhin ; indépendance énergétique de la France ; ses observations sur l'E.R.A.P. et la S.O.F.R.E.P. ; implantation du port d'éclatement pétrolier en eaux profondes ; plan Cherel ; production charbonnière ; aide aux houillères nationales ; problème des licenciements et des fermetures dans les houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais ; création de la zone industrielle de Douvrin-Billy-Berclain ; sécurité dans les mines ; diminution du nombre des accidents*

mortels; développement de la recherche; bureau de recherches géologiques et minières; ses observations sur l'affaire de la Mure et l'entreprise Pascal Valluit; avenir de l'Office national industriel de l'azote; création à Ottmarsheim d'une usine d'ammoniaque; incidence du plan professionnel de la sidérurgie sur l'activité de l'usine S.E.C.I.M. à Montbrison; entreprise Tanvez à Guingamp; situation de l'industrie lorraine; construction à Carling d'un craquage à vapeur; implantation de zones industrielles; fermeture des usines du Bousquet-d'Orb et des usines Fouga; bilan de la société Ineurco; krach de l'Intra Bank; création d'un corps national d'inspection des établissements classés; problèmes posés par la grosse mécanique; question de la haute couture; implantation d'une unité de traitement du gaz sur le gisement de Meillon, dans la plaine de Nay; importance de l'artisanat; formation professionnelle; subvention au Centre national d'études techniques et économiques de l'artisanat; Société interprofessionnelle artisanale de garantie immobilière; octroi de primes au secteur des métiers; immatriculation des artisans au registre des métiers; exercice des métiers d'art; création d'une société de commercialisation et d'exportation des productions des métiers d'art; ses observations sur les pays de la Loire et la Bretagne; modernisation des petites et moyennes entreprises (p. 4320 à 4324); participation des charbonnages à l'industrialisation de la région de la Loire (p. 4324); modernisation des houillères nationales; cas des houillères privées; installation d'une aciérie à oxygène à Decazeville (p. 4325).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Guy Ebrard relative au personnel des sociétés de recherches d'hydrocarbures [25 novembre 1966] (p. 5000, 5004).

**MARZENET (M. Albert)**, Député de la Seine, 31<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales

[12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632).

Est élu vice-président de cette Commission [9 avril 1964] (p. 698).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie et du plan [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [16 juin 1966] (p. 2117).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juin 1966] (p. 2117).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964] (p. 1949);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155);

— membre du conseil supérieur de la réunion des théâtres lyriques nationaux [19 février 1963] (p. 2247); démissionnaire [19 octobre 1966] (p. 3603).

### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), affaires culturelles, n° 103 [11 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), affaires culturelles, n° 631 [31 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), affaires culturelles, n° 1144 [3 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1084) sur l'assurance maladie, maternité et décès des artistes peintres, sculpteurs et graveurs, n° 1161 [9 novembre 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite de la mission effectuée du 12 janvier au 29 janvier 1965 à Cuba et au Mexique par une délégation chargée d'étudier les relations culturelles franco-cubaines et franco-mexicaines, n° 1489 [22 juin 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), affaires culturelles, n° 1612 [11 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044); Annexe n° 22, Jeunesse et Sports, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi

de finances pour 1963, après l'Art. 9 : *Son amendement (Fonds d'aide temporaire à l'équipement des théâtres privés de Paris)* [18 décembre 1962] (p. 133); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Réforme de l'enseignement artistique; développement des maisons de la culture; fonctionnement des théâtres lyriques nationaux; faible part du budget général consacré aux affaires culturelles* [18 janvier 1963] (p. 1127);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Caractère personnel de la proposition de loi déposée par M. Clermontel sous la précédente législature* [17 juillet 1963] (p. 4201);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Comparaison entre la part du budget de l'Education nationale dans le budget général sous la IV<sup>e</sup> République et la situation actuelle* [6 novembre 1963] (p. 6556); *part du budget de l'Education nationale dans le budget total de la nation en 1956 et 1964* (p. 6561); AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Entretien des bâtiments et monuments historiques; service de la création artistique; nécessité de continuer les actions entreprises* [9 novembre 1963] (p. 7077, 7078); *importance des maisons de la culture* (p. 7080);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 28 : *Son amendement tendant à compléter comme suit le premier alinéa de l'article 28: « Le statut particulier des administrateurs visés à l'article 22 ci-dessus devra préserver la parité établie par l'article 4 du décret n° 62-280 du 14 mars 1962 avec les situations des administrateurs civils de l'Etat »* [12 juin 1964] (p. 1919);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Modicité du budget; équipement culturel du pays laissant à désirer; part des crédits réservés à l'architecture* [7 novembre 1964] (p. 4990); *dépenses de personnel; tendances des directeurs de maisons de la culture* (p. 4999, 5000);

— du projet de loi sur l'assurance maladie, maternité et décès des artistes peintres, sculpteurs et graveurs, en qualité de *Rapporteur: Problèmes soulevés par la situation particulière des intéressés; amendements de la Commission; adoption du projet* [18 novembre

1964] (p. 5472, 5473); son amendement tendant à compléter le texte proposé par l'article L 613-1 du Code de la sécurité sociale par le nouvel alinéa suivant: « Les titulaires de l'allocation vieillesse prévue au titre premier du Livre VIII du présent Code qui perdent le bénéfice des prestations prévues à l'alinéa ci-dessus en raison de leur cessation d'activité ont droit et ouvrent droit aux prestations en nature de l'assurance maladie dans les conditions prévues aux articles L 352 et L 354 » (p. 5475); Articles additionnels: Son amendement tendant, après l'article unique, à insérer le nouvel article suivant: « Les dispositions du deuxième alinéa de l'article L 613-1 du Code de la sécurité sociale sont applicables aux titulaires de l'allocation vieillesse, prévue au titre premier du Livre VIII du même Code, qui ont exercé une activité artistique antérieurement à la date de promulgation de la présente loi dans les conditions telles qu'ils auraient bénéficié des dispositions du premier alinéa de l'article L 613-1 »; accorder aux anciens artistes professionnels, titulaires de l'allocation de vieillesse des non-salariés, le bénéfice de la rétroactivité (p. 5475); avis favorable de la Commission à l'amendement de M. Ribadeau Dumas (p. 5475);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale: Ses observations sur les paroles de M. Philippe [10 décembre 1964] (p. 6058);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, Art. 4: Investissement de capitaux étrangers dans les entreprises françaises [28 juin 1965] (p. 2710); Art. 5 (suite): Commission des affaires culturelles ayant repoussé l'amendement de M. Lathière [29 juin 1965] (p. 2727); Art. 6: Délégués syndicaux choisis par leur organisation syndicale (p. 2732); Art. 12: Protection des représentants syndicaux (p. 2743); Art. 14: Discussion de son amendement (p. 2744); Art. 12: Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots « membres des comités d'entreprise » à insérer les mots « ainsi que les anciens représentants syndicaux qui, désignés depuis deux ans, ne seraient pas reconduits dans leurs fonctions au moment du renouvellement du comité » (p. 2748); amendement de compromis (p. 2748);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES CULTURELLES,

en qualité de Rapporteur pour avis: Insuffisance des crédits; sauvegarde du patrimoine artistique; diffusion de notre culture; promotion d'un art nouveau; souffle nouveau dû à la personnalité de M. Malraux [14 octobre 1965] (p. 3644); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: Discussion actuelle portant sur le budget et non sur le septennat [26 octobre 1965] (p. 4134);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JEUNESSE ET SPORTS, en qualité de Rapporteur spécial: Création du Ministère de la Jeunesse et des Sports; efficacité du rôle de M. Herzog; enseignement des disciplines d'éducation physique et sportive; rapport élèves-maîtres; préparation des Jeux olympiques notamment de ceux de Grenoble [21 octobre 1966] (p. 3715, 3716); ses observations sur les paroles de M. Darchicourt (p. 3726).

**MARETTE (M. Jacques)**, Député de la Seine, 17<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

Ministre des Postes et Télécommunications  
(2<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

Ministre des Postes et Télécommunications  
(3<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 8 janvier 1966 au 1<sup>er</sup> avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Postes et Télécommunications [28 novembre 1962] (J. O. du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre des Postes et Télécommunications (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (J. O. du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Postes et Télécommunications (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (J. O. du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Ministre des Postes et Télé-



communications (3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Ministre des Postes et Télécommunications cessent le 1<sup>er</sup> avril 1967 (*J. O.* du 1<sup>er</sup> avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou)

### Dépôts :

Son projet de loi portant modification des articles L 115, L 116, L 123 du Code des postes et télécommunications, n<sup>o</sup> 212 [30 avril 1963].

Son projet de loi complétant le Code des postes et télécommunications en ce qui concerne le délai de recevabilité des réclamations relatives aux envois postaux, n<sup>o</sup> 1078 [2 octobre 1964].

Son projet de loi relatif à la protection des centres radioélectriques d'émission et de réception et modifiant le titre III du Livre II du Code des postes et télécommunications (partie législative), n<sup>o</sup> 1571 [2 octobre 1965].

Son projet de loi relatif aux conditions d'octroi des autorisations pour l'utilisation des stations radioélectriques privées, à la détention et à la cession des appareils radioélectriques d'émission, n<sup>o</sup> 1772 [14 avril 1966].

Son projet de loi modifiant l'article L 45 du Code des postes et télécommunications relatif aux correspondances adressées « poste restante » à des mineurs, n<sup>o</sup> 2105 [25 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Insuffisances du présent budget; années de retard à rattraper; résultats d'un récent sondage de l'Institut français d'opinion publique en ce qui concerne l'opinion de la France sur le fonctionnement des postes et télécommunications; importance des postes et télécommunications dans l'économie nationale; structure du budget de celle-ci; service rendu par cette administration aux autres ministères; augmentations de crédit par rapport à 1962; problèmes de personnel; importance de l'effort accompli depuis 1962 en matière de redressement; retard existant en la matière; revalorisation des indemnités prévues au budget de 1963; problème de la prime de résultat; indexation de celle-ci; insuffisance de*

*la prime dite de travail de nuit; remise en ordre des rémunérations; réforme des catégories; parité à assurer avec les autres administrations et régies financières; situation des surveillantes et surveillantes-principales; réaménagement des receveurs de 4<sup>e</sup> classe et de différents autres services; intégration des agents d'exploitation dans le corps des contrôleurs; fusion des emplois de préposé et de préposé spécialisé; budget des œuvres sociales; augmentation des réalisations en la matière (foyers, dortoirs, logements); budget d'équipement; faiblesse du chiffre prévu par la Commission du plan; place de la France dans le monde en matière de densité téléphonique; effort à accomplir pour faire cesser le rationnement du téléphone; délai de deux à trois ans intervenant entre l'engagement d'investissement et la réalisation pratique; priorité accordée au télex; développement de l'automatique interurbain; automatisation des centraux; desserte téléphonique des régions rurales; l'étude du problème de la tarification téléphonique dans le district de Paris; rapport Pellenc; problème de l'utilisation des crédits; réalisations du Centre national d'études des télécommunications; station Pleumeur-Bodou; développement du service postal de nuit; amélioration nécessaire des conditions de travail dans les grands centres de tri; place de la France en matière de chèques postaux; installation d'un centre électronique de gestion à Rouen; problème des bâtiments et des transports; rénovation des bureaux; développement de la motorisation; expérience anglaise et utilisation éventuelle des résultats de celle-ci; hommage rendu au personnel des Postes et télécommunications [8 janvier 1963] (p. 337 à 341).*

Répond à la question orale, sans débat, de Mme Thome-Patenôtre relative à la situation du réseau téléphonique de Seine-et-Oise [14 juin 1963] (p. 3406, 3408).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification du Code des postes et télécommunications : *Détermination du délai pendant lequel les réclamations concernant les chèques postaux seront admises [16 juillet 1963] (p. 4165).*

Répond à la question orale, sans débat, de M. La Combe relative à l'équipement téléphonique du département du Maine-et-Loire [26 juillet 1963] (p. 4566).

Répond aux questions orales sans débat relatives à l'application de la loi d'aide à

l'enseignement privé [26 juillet 1963] (p. 4567, 4568).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Spéna relative au réseau téléphonique du Tarn [4 octobre 1963] (p. 5034, 5035).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Problème des investissements ; densité téléphonique* [23 octobre 1963] (p. 5442) ; *pénurie téléphonique ; crédits de personnel ; statut des contrôleurs divisionnaires ; cas des receveurs-distributeurs ; problèmes de fond* (p. 5443, 5444, 5445) ; CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Budget de la Caisse nationale d'épargne* [6 novembre 1963] (p. 6614) ;

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Impossibilité de ramener la R.T.F. sous une tutelle à laquelle elle a échappé depuis vingt-cinq ans ; absence d'avantage, politique, et technique ; problèmes insolubles en matière de gestion de personnel* [27 mai 1964] (p. 1422, 1423).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Gaudin relative à la suppression de la recette postale de Boulouris [5 juin 1964] (p. 1680).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Progrès résultant de la fusion du budget annexe des P.T.T. et télécommunications et du budget annexe de la Caisse d'épargne ; bénéfices de la Caisse d'épargne ; recettes du budget ; dépenses d'équipement étant en augmentation de 11,7 % ; caractère non spécifique à la France de la crise du téléphone ; situation en Allemagne ; priorité donnée à la fabrication des matériels et à la construction de bâtiments ; sous-estimation des besoins dans le IV<sup>e</sup> Plan ; budget actuel étant un budget de transition ; prévisions du V<sup>e</sup> Plan ; importance des télécommunications ; encombrement du réseau téléphonique en juillet ; cause de cette situation ; modernisation des équipements ; recours à l'électronique permettant d'améliorer la productivité ; salaires augmentant de 4 % ; receveurs distributeurs bénéficiant d'un jour de compensation par mois ; augmentation de 22,5 % des crédits sociaux ; augmentation de 4 % des salaires dans le cadre de la fonction*

*publique en général ; mesures particulières au personnel des P.T.T. ; revalorisation de la prime d'emploi de langues étrangères ; revalorisation de l'indemnité mensuelle de fonction du personnel de la brigade roulante et de la brigade de réserve de Paris ; indemnité de déplacement ; liens du budget avec le plan de stabilisation* [21 octobre 1964] (p. 3539 à 3541) ; *problème du financement par voie budgétaire ou d'un financement extra-budgétaire du câble transatlantique* (p. 3541) ; *antenne de Pleumeur-Bodou* (p. 3541, 3542) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites et de l'accord spécial, signés à Washington le 20 août 1964 : *Urgence de la ratification du projet ; notre représentant au Conseil disposant d'un droit de vote et non plus seulement d'un poste d'observateur ; stations au sol demeurant la propriété des Etats ; réaliser l'unité des pays européens en cette matière ; question des lanceurs* [10 décembre 1964] (p. 6044) ;

— du projet de loi complétant le Code des postes et télécommunications en ce qui concerne le délai de recevabilité des réclamations relatives aux envois postaux : *Remédier à une lacune juridique ; amendement déposé au Sénat par M. Abel-Durand lors de la discussion du projet fixant le délai de recevabilité des réclamations concernant les valeurs à recouvrer et les envois contre remboursement ; recours ne pouvant être présenté devant les tribunaux administratifs après l'expiration du délai d'un an* [20 avril 1965] (p. 768) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Budget de fonctionnement ; budget d'équipement ; budget d'exploitation ; problème des télécommunications ; tournées motorisées ; mécanisation ; modernisation des centres de tri ; services financiers ; attribution de la gestion électronique ; Caisse nationale d'épargne ; centres régionaux de comptabilité ; problème des bâtiments ; budget d'investissement des télécommunications ; fonctionnement du réseau ; ses observations sur les raccordements ; qualités de l'exploitation ; publicité incitant les usagers à téléphoner pendant les heures de nuit ; objectifs du V<sup>e</sup> Plan ; problème des personnels ; insuffisance des effectifs ; exploitation automatique du téléphone ; problème des avances remboursables ;*

*concurrence entre le matériel français et le matériel étranger; bureaux de poste; standardisation des types de matériel; domaine de la commutation [12 octobre 1965] (p. 3544 à 3546); décret concernant toute une série de catégories de postiers venant d'être pris (p. 3549); propos prêtés par l'Humanité au directeur général de la fonction publique (p. 3551); ses observations sur les paroles de M. Forest; caisses d'épargne privées (p. 3556, 3557); ses observations sur les paroles de M. Schloesing (p. 3558); émission d'un timbre à l'effigie du Dr Schweitzer; problème du personnel; situation du téléphone; difficultés du raccordement; compétence et dévouement des personnels; remboursement des avances remboursables (p. 3559, 3560); ses observations sur les paroles de M. de Tinguy; problème du logement; questions sociales (p. 3561); opérations financées grâce à des prêts aux collectivités locales (p. 3562); emprunt auprès des Assedic; opérations d'automatisation (p. 3562); ses observations sur l'amendement de M. François-Benard (p. 3562);*

— du projet de loi relatif aux conditions d'octroi des autorisations pour l'utilisation des stations radio-électriques privées, à la détention et à la cession des appareils radio-électriques d'émission : *Autorisations pour l'utilisation d'un poste radio-émetteur; ses observations sur les appareils de télécommande et les jouets téléguidés [16 juin 1966] (p. 2106).*

Répond à la question orale, sans débat, de M. Poudevigne relative au réseau téléphonique [14 octobre 1966] (p. 3450, 3451).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Ansquer relative au réseau téléphonique de la Vendée [14 octobre 1966] (p. 3451, 3452).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Evaluation faite par le comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [19 octobre 1966] (p. 3549); stages effectués par les préposés à Paris; insuffisance du recrutement du personnel dans la région parisienne et dans les régions industrielles du Nord et de l'Est (p. 3553); ses observations sur les paroles de M. Bertrand Denis (p. 3554); situation dans le département de l'Eure (p. 3565); ses observations sur les paroles de M. Degraeve (p. 3566); problème des caisses d'épargne ordinaires (p. 3567); fonctionnement des services des P.T.T.; améliora-*

*tion de la présentation comptable; fusion entre le budget annexe de la caisse nationale d'épargne et celui des P.T.T.; financement des investissements; autofinancement; crédits sociaux du ministère; salaire mensuel d'un préposé célibataire débutant à Paris; ses observations sur l'émission télévisée « Pas une seconde à perdre » (p. 3570, 3571); nombre des circuits manuels; problème des raccordements; situation du téléphone; équipements des télécommunications; majorations des tarifs; prix des matériels; service postal; renouvellement de la flotte aérienne postale de nuit; poursuite de la politique de liaisons transversales; développement de la motorisation postale; politique d'électronisation; services des chèques postaux; comptabilité de la caisse d'épargne; centres régionaux de comptabilité; constitution d'un bureau central d'architecture au Ministère; problèmes de personnel; prime de résultat d'exploitation; fusion des grades de préposé et préposé spécialisé; indemnité de panier; indemnité de gérance et de responsabilité pour les receveurs et chefs de centre; œuvres sociales; logement du personnel; construction du central de Saint-Omer; émission d'un timbre pour la ville de Vire (p. 3571 à 3574).*

**MARQUAND-GAIRARD (M. Pierre),** *Député des Bouches-du-Rhône, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

**Dépôt :**

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 205) ratifiant le décret n° 63-197

du 27 février 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, n° 740 [12 décembre 1963].

### Intervention :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *Activité de M. Darchicourt* [13 décembre 1962] (p. 61).

**MARTEL (Henri)**, Député du Nord, 14<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

### Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie, n° 272 [17 mai 1963].

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INDUSTRIE : *Situation des mineurs ; crise de recrutement dans ce secteur et ses causes ; mot d'ordre de baisse de la production lancé par les Fédérations C.G.T. et F.O. ; légitimes revendications des mineurs en activité et retraités* [9 janvier 1963] (p. 413).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Problèmes révélés au grand jour par la récente grève des mineurs ; causes de celle-ci ; application du statut des mineurs ; augmentation de la productivité dans les mines ; développement de la silicose ; politique charbonnière du Gouvernement ; contenu de l'article 5 du protocole mettant fin à la grève et les études à mener en ce qui concerne l'avenir*

*des mines de charbon ; programme énergétique du parti communiste ; coordination des sources d'énergie ; organisation rationnelle de l'utilisation des produits miniers ; mesures sociales à prendre en faveur des mineurs ; réformes à apporter à la gestion des houillères nationales ; volonté d'action de la corporation minière* [10 mai 1963] (p. 2854 à 2856).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Leçons de la récente grève des mineurs ; augmentation des cadences de travail dans ce secteur ; accident du puits Barrois ; conditions de travail des mineurs ; augmentation du nombre des silicosés ; notion de préavis dans les mines ; contenu de l'article 28 du statut des mineurs ; offensive contre les syndicats que préfigure le présent texte ; luttes des mineurs au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ; revendications des mineurs à la « table ronde » ; leur récent débrayage pour protester contre ce projet de loi* [17 juillet 1963] (p. 4228, 4229) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INDUSTRIE : *Promesse faite par le Gouvernement aux mineurs ; revendications de la corporation minière* [30 octobre 1963] (p. 5965, 5966) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Insuffisance des ressources des collectivités locales pour l'entretien et l'amélioration du réseau routier départemental et communal ; élargissement de la tranche des crédits du Fonds d'investissement routier ; amélioration de la voirie communale ; nécessités de la circulation moderne ; faciliter les emprunts des collectivités locales pour la réalisation de travaux routiers indispensables* [28 octobre 1964] (p. 3987) ; INDUSTRIE : *Stagnation de la production industrielle ; chute du taux des investissements productifs ; difficultés rencontrées par certaines industries ; légère régression de la consommation électrique ; problème du charbon ; accroissement de la production ; mesures en faveur des mineurs ; grève des mineurs de mars-avril 1963 ; opposition du groupe communiste à ce budget* [30 octobre 1964] (p. 4317, 4318).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à la sécurité dans les mines [7 mai 1965] (p. 1212, 1213).

Prend part au débat sur la déclaration du

Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Situation dans le Nord; regroupement des élèves dans des classes surchargées; insuffisance du nombre des maîtres; charges financières imposées aux communes; garantir à tous les jeunes le droit à l'instruction et au métier; nécessité d'amorcer une véritable réforme démocratique de l'enseignement; enseignement supérieur* [19 mai 1965] (p. 1428, 1429).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Recettes du Fonds spécial d'investissement routier; amélioration de la voirie communale; élargissement de certaines routes nationales; permettre aux communes d'emprunter à la caisse des dépôts et consignations à long terme les sommes nécessaires aux travaux d'entretien et d'amélioration de leurs réseaux; situation des ingénieurs T.P.E.* [11 octobre 1965] (p. 3472); INDUSTRIE : *Progrès économique et social étant nécessaire; conjoncture économique; évolution de l'indice de la production industrielle; ralentissement de cette production; situation de l'emploi; consommation des masses populaires; comparaison entre la France et les autres pays du Marché commun; politique énergétique; production charbonnière; sa régression en France; fermeture des bassins de l'Hérault et de Decazeville; politique des monopoles; insuffisance des crédits d'investissement; orientation de plus en plus marquée de notre économie vers les sources d'énergie étrangère; prix du courant payé par la société Péchincy; hausse des tarifs de la S.N.C.F.; situation des mineurs* [26 octobre 1965] (p. 4155, 4156).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à la revalorisation de la profession minière [22 avril 1966] (p. 911, 912).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INDUSTRIE : *Fermeture des mines de charbon et de fer; cas des puits de potasse d'Alsace; problème social; déficit d'exploitation des mines; réduction de la durée du travail; amélioration de la Sécurité sociale; récession de l'industrie; ses observations sur la cokerie de Dunkerque; nationalisation des mines de fer et des usines sidérurgiques; situation des femmes travaillant dans l'industrie du textile* [7 novembre 1966] (p. 4299, 4300).

**MARTIN (M. Hubert)**, *Député de Meurthe-et-Moselle, 6<sup>e</sup> circonscription (R.I.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038).

Est élu président de cette Commission [16 juin 1966] (p. 2117).

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 283), instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée, n° 343 [13 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 479), modifié par le Sénat, instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée, n° 480 [19 juillet 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) (éducation nationale), deuxième partie : constructions scolaires, n° 1619 [13 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Equipement, III. Logement, n° 2116 [2 novembre 1966].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite de la mission effectuée en Norvège et en Suède du 5 au

17 septembre 1966, n° 2311 [20 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Problèmes particuliers inhérents aux hôpitaux de province; utilisation d'ensembles radiologiques télécommandés; équipement souhaitable des hôpitaux avec de telles installations; problème des rapports entre la Sécurité sociale minière et les hôpitaux; cas des aveugles et des grands infirmes; relèvement nécessaire de leur allocation; handicapés physiques; modicité des ressources attribués aux ateliers protégés; nécessité de créer un organisme national chargé d'élaborer une politique d'ensemble en la matière* [14 janvier 1963] (p. 767); ANCIENS COMBATTANTS : *Création d'un ordre de la Médaille militaire; reconnaissance de la qualité de déporté résistant aux résistants de la ville d'Auboué, dans le bassin de Briey* [23 janvier 1963] (p. 1525);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative au droit à réparation des victimes de la silicose et de l'asbestose : *Problème particulier des mineurs de fer et sidérurgistes en face de la silicose; caractéristiques de la pneumoconiose; constatation médicale de la silicose; nécessité de reconnaître par un texte de loi l'existence de la sidérose propre aux mineurs de fer* [4 juin 1963] (p. 3176, 3177);

— du projet de loi instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée pour les mineurs infirmes, en qualité de Rapporteur : *Problème de l'éducation et de la formation des enfants infirmes; nombre actuel d'enfants déficients intellectuels sensoriels moteurs et cérébraux vivant en France; équipement disponible; coût de l'éducation spécialisée; nature de la prestation créée par le présent texte; son fonctionnement* [27 juin 1963] (p. 3748 à 3750); Art. 3 : *Son amendement au nom de la Commission (Suppression de la référence à une infirmité permanente)* (p. 3755); *son amendement au nom de la Commission (Suppression de la référence à une débilité)* (p. 3756);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *commissions administratives des*

*hospices; cas des manipulateurs d'appareils de radio; problème des agents des services hospitaliers* [24 octobre 1963] (p. 5544, 5545); INDUSTRIE : *Problèmes posés par le bassin de Briey; fermeture de mines; licenciements; avenir des mines de fer; conséquences de la reconversion; cas des mineurs retraités* [30 octobre 1963] (p. 5966, 5967, 5968); TRAVAIL : *Régime social des mineurs; son extension en cas de travail dans la sidérurgie* [5 novembre 1963] (p. 6432); EDUCATION NATIONALE : *Cas de la région de Briey; problème du ramassage scolaire; « table ronde » réunie à Metz* [6 novembre 1965] (p. 6563, 6564).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative aux mines de fer de Lorraine [13 décembre 1963] (p. 7916, 7920).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au plan de stabilisation : *Difficultés de trésorerie des entrepreneurs travaillant pour les collectivités locales* [24 juin 1964] (p. 2174, 2175).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Cas de jeunes travailleurs français des mines de Briey ne retrouvant plus leur emploi au retour du service militaire; nécessité de faire procéder à une enquête; modification à leur bénéfice de l'article 25 du Code du travail; s'assurer que les emplois de ces jeunes gens ont été effectivement supprimés* [20 octobre 1964] (p. 3433); EDUCATION NATIONALE : *Amélioration des conditions du ramassage scolaire; notion d'agglomération; inexistence des services de transport urbain ou interurbain dans les campagnes; fréquence des déviations de la colonne vertébrale constatée chez les écoliers; causes de ce phénomène; utilisation des sacs de classe sur le dos* [29 octobre 1964] (p. 4159); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Responsabilités des directeurs d'hôpitaux; action du Ministre en faveur de l'enfance inadaptée; situation des aveugles et des grands infirmes* [7 novembre 1964] (p. 5017, 5018);

— en deuxième lecture du projet de loi tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives, en qualité de Rapporteur pour avis suppléant : *Référence à un médecin agréé; dérogation à la règle générale* [20 mai 1965] (p. 1473).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, sans débat, relative à l'application des lois d'organisation municipale (décret n° 64-255, programme de construction) [21 mai 1965] (p. 1481).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Civilisation des loisirs ; âge d'ouverture du droit à la retraite ; cas des employés d'Electricité de France et des mineurs ; abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans constituant une revendication permanente des travailleurs ; rôle de la commission des activités pénibles ; dispositions en faveur des ouvriers licenciés et reconvertis ; établissement d'un statut national pour ces travailleurs ; reconnaissance de la sidérose comme maladie professionnelle ; sort des veuves de grands mutilés du travail atteints d'une incapacité de 100 %* [13 octobre 1965] (p. 3618, 3619) ; EDUCATION NATIONALE, en qualité de Rapporteur pour avis : *Constructions scolaires ; pourcentage d'utilisation des crédits d'équipement ; enseignement supérieur et recherche ; augmentation des autorisations de programme ; enseignement préscolaire ; classes primaires ; population scolaire du cycle élémentaire ; problèmes de l'enseignement technique ; enseignement supérieur ; instituts universitaires de technologie ; restaurants universitaires ; logement des étudiants ; carte scolaire ; normalisation des programmes techniques de construction ; déconcentration de la direction du financement ; amélioration des procédures* [18 octobre 1965] (p. 3791, 3792) ; INDUSTRIE : *Bassin ferrifère lorrain ; licenciements des mineurs ; allongement à deux ans de la durée de l'aide de la C.E.C.A. ; ses observations sur les cas sociaux ; problème des diminués physiques ; implantation d'usines de transformation* [26 octobre 1965] (p. 4151, 4152) ;

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas de la Lorraine ; régionalisation du Plan ; renforcer la position compétitive de l'industrie française ; crise des mines de fer ; construction de la nouvelle usine de Gendrange* [4 novembre 1965] (p. 4482, 4483).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Ses observations sur le bassin minier et sidérurgique de Briey et Longwy ; caractère de mono industrie de la Lorraine sidérurgique ; protection devant être accordée pour*

*leur travail aux diminués physiques et aux ouvriers licenciés ; rôle de la commission de développement économique régional du bassin lorrain ; exemple de la Hollande ; évasion de certains capitaux à l'étranger ; travail donné par les bases américaines* [14 avril 1966] (p. 696, 697).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur la politique de l'emploi et l'aide aux handicapés ; bourses de l'emploi ; développement des actions du Fonds national ; situation des jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi dans des régions en pleine reconversion ; problèmes du travail féminin ; cas des personnes âgées ; ses observations sur la myopathie ; possibilité d'inscrire la sidérose sur la liste des maladies professionnelles* [19 octobre 1966] (p. 3596, 3597) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes de la Lorraine ; importations de bœufs de boucherie en provenance de Hongrie ; augmentation du bénéfice forfaitaire agricole* [26 octobre 1966] (p. 3919) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Publication des œuvres des jeunes poètes ; importance de la poésie* [27 octobre 1966] (p. 3981) ; INDUSTRIE : *Emploi dans les bassins de Briey et de Longwy ; développement de la garantie de salaire ; problème de la retraite au bout de trente ans de travail dans les mines sans limite d'âge ; diminution du nombre des emplois ; accords passés entre l'Etat et le patronat sidérurgique* [7 novembre 1966] (p. 4303, 4304) ; EQUIPEMENT. — I. — SECTION COMMUNE : *Opérations d'aménagement foncier et de réserves foncières ; rôle du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme ; création de villes nouvelles ; construction sociale en France ; politique de réserves foncières* [7 novembre 1966] (p. 4331, 4332) ; II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Situation des veuves de chemins ; suppression de certaines lignes de chemin de fer de la S.N.C.F.* [8 novembre 1966] (p. 4378) ; III. — LOGEMENT, en qualité de Rapporteur pour avis : *Problèmes sociaux du logement ; situation des familles à revenu modeste, des personnes âgées et des jeunes ménages ; entassement de la population dans des locaux insalubres ; problème de répartition de la pénurie ; système de classement des candidatures H.L.M. ; proportion des maisons individuelles construites en France ; ses observations sur l'exposition de maisons individuelles de Saint-Michel-sur-Orge ;*

*allocation loyer; problème des bidonvilles; opérations de Champigny; construction de cités de transit; programme social de relogement; accession à la propriété; épargne-logement; construction de logements pour handicapés* (p. 4401 à 4403).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative à la reconversion professionnelle des travailleurs [16 décembre 1966] (p. 5652).

**MASSE (M. Jean)**, *Député des Bouches-du-Rhône, 8<sup>e</sup> circonscription (S.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, Art. 3 : *Son amendement de suppression: problème des grèves tournantes; celui de l'unité de grève dans la même entreprise; exemple de la R.A.T.P.* [17 juillet 1963] (p. 4244, 4245).

Prend part au débat sur la question orale de M. Privat sur les fraudes au baccalauréat, en qualité de suppléant : *Acharnement du Gouvernement contre la ville de Marseille; façon injuste dont a été limogé le Directeur de l'office du baccalauréat de Marseille; mécanisme d'élaboration et de distribution des épreuves; fuites ayant eu lieu dans d'autres villes; nécessité de développer l'enseignement secondaire à Marseille proportionnellement à l'expansion de la ville* [20 novembre 1964] (p. 5529, 5530, 5531, 5533).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Ses observations sur le budget des rapatriés; intégration des Français d'Algérie; situation du département des Bouches-du-Rhône; cas de la ville de Marseille;*

*accueil et réinstallation des Français d'outre-mer; article 4 de la loi du 26 décembre 1961; problème des biens vacants; politique du logement* [25 octobre 1965] (p. 4070 à 4072).

**MASSÉ (M. Pierre)**, *Commissaire général du Plan d'équipement et de la productivité*.

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan, en qualité de *Commissaire général du Plan d'équipement et de la productivité: Première option du V<sup>e</sup> Plan ayant été prise après la signature du Traité de Rome; compétitivité européenne; stabilité du niveau des prix; parallélisme des politiques européennes communes; abaissement des barrières douanières; promotion des exportations; option du taux de 5 %; conséquences d'un éventuel dérapage des prix; redressement de l'investissement productif; définition de la part relative de la consommation des particuliers et des emplois généraux; indice retenu pour le logement; équipements collectifs; constructions scolaires; infrastructure pour les transports et les télécommunications; premier essai de programmation en valeur; autofinancement des entreprises; vérité des prix en matière de loyers et des services publics; problème des prestations sociales; question des salaires; aménagement du territoire; politique d'entraînement ou d'accompagnement caractérisant la politique générale; options principales; orientation des productions agricoles; progression du revenu agricole; industrialisation de l'Ouest; axe économique du Nord-Méditerranée; modernisation de la région parisienne; problèmes d'équipement urbain; développement des départements et territoires d'outre-mer; cohérence des comportements; signification du Plan dans une économie* [24 novembre 1964] (p. 5541 à 5546);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Signification du Plan; taux d'expansion; consommation des ménages; investissements productifs; construction de logements; problèmes du développement industriel; développement de l'innovation scientifique et technique; politique de l'emploi; promotion d'une politique d'exportation*



*ation; problème de nos structures industrielles; développement de la production des matières premières synthétiques; production agricole; financement non inflationniste d'une expansion rapide; formes d'épargne; rôle du F.D.E.S.; revenu agricole par exploitation; évolution prévisionnelle des prix; prestations sociales; programmation en valeur; constitution d'un centre d'études de revenus; nombre de logements dits économiques; amélioration de l'habitat; équipement collectif; équipement scolaire, universitaire et sportif; recherche civile publique; cas des départements et territoires d'outre-mer* [3 novembre 1965] (p. 4386 à 4390).

**MASSOT (M. Marcel)**, *Député des Basses-Alpes, 1<sup>re</sup> circonscription (R.D.). Vice-président de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe du rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [2 avril 1964] (p. 601), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755); [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Est élu juré titulaire de la Haute Cour de justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [12 juin 1963] (p. 3306).

### Dépôts :

Sa proposition de loi portant amnistie des infractions commises tant en France et en Algérie qu'à l'étranger avant la promulgation de la présente loi et ayant un rapport direct ou indirect avec la guerre d'Algérie, ses séquelles ou ses conséquences, **n° 445** [10 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 965) relatif à la lutte contre les moustiques, **n° 1093** [6 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 580 du Code de la santé publique, relatif à la gestion des officines pharmaceutiques, **n° 1322** [9 avril 1965].

Sa proposition de loi concernant l'exercice de la profession d'avocat, **n° 1325** [9 avril 1965].

### En qualité de Vice-président :

Préside : la séance du 17 avril 1964 (p. 817); la séance du 30 avril 1964 (p. 1039); la séance du 22 mai 1964 (p. 1359); la 1<sup>re</sup> séance du 27 mai 1964 (p. 1407); la 2<sup>e</sup> séance du 11 juin 1964 (p. 1835); la 1<sup>re</sup> séance du 19 juin 1964 (p. 2061); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 24 juin 1964 (p. 2167); la 1<sup>re</sup> séance du 27 juin 1964 (p. 2299); la séance du 7 octobre 1964 (p. 2973); la séance du 13 octobre 1964 (p. 3141); la 2<sup>e</sup> séance du 20 octobre 1964 (p. 3400); la 1<sup>re</sup> séance du 22 octobre 1964 (p. 3677); la 3<sup>e</sup> séance du 28 octobre 1964 (p. 4025); la 1<sup>re</sup> séance du 3 novembre 1964 (p. 4407); la 2<sup>e</sup> séance du 6 novembre 1964 (p. 4851); la 1<sup>re</sup> séance du 7 novembre 1964 (p. 4967); la séance du 19 novembre 1964 (p. 5484); la 1<sup>re</sup> séance du 25 novembre 1964 (p. 5585); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 26 novembre 1964 (p. 5660); la séance du 27 novembre 1964 (p. 5701); la séance du 3 décembre 1964 (p. 5820); la 3<sup>e</sup> séance du 8 décembre 1964 (p. 5914); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 15 décembre 1964 (p. 6113); la 2<sup>e</sup> séance du 18 décembre 1964 (p. 6243); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 18 décembre 1964 (p. 6262); la 2<sup>e</sup> séance du 14 avril 1966 (p. 693); la séance du 28 avril 1966 (p. 992); la séance du 29 avril 1966 (p. 1031); la séance du 3 mai 1966 (p. 1064); la séance du 13 mai 1966 (p. 1261); la séance du 27 mai 1966 (p. 1559); la séance du 3 juin 1966 (p. 1688); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 9 juin 1966 (p. 1845); la 2<sup>e</sup> séance du 14 juin 1966 (p. 2020); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 22 juin 1966 (p. 2229); la 1<sup>re</sup> séance du 24 juin 1966 (p. 2336); la séance du 14 octobre 1966 (p. 3449); la 3<sup>e</sup> séance du 19 octobre 1966 (p. 3583); la 1<sup>re</sup> séance du 21 octobre 1966 (p. 3689); la 1<sup>re</sup> séance du 24 octobre 1966 (p. 3761); la 1<sup>re</sup> séance du 26 octobre 1966 (p. 3873); la 2<sup>e</sup> séance du 3 novembre 1966 (p. 4181); la 1<sup>re</sup> séance du 7 novembre 1966 (p. 4293); la 1<sup>re</sup> séance du 8 novembre 1966 (p. 4342); la 1<sup>re</sup> séance du 17 novembre 1966 (p. 4627); la 2<sup>e</sup> séance du 17 novembre

1966 (p. 4637); la 1<sup>re</sup> séance du 6 décembre 1966 (p. 5254); la 2<sup>e</sup> séance du 6 décembre 1966 (p. 5275); la 1<sup>re</sup> séance du 14 décembre 1966 (p. 5498); la 1<sup>re</sup> séance du 16 décembre 1966 (p. 5645); la 2<sup>e</sup> séance du 19 décembre 1966 (p. 5691).

### Interventions :

#### En qualité de Vice-président :

Vœux de rétablissement adressés à M. le Président de la République au nom de l'Assemblée Nationale [17 avril 1964] (p. 817).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Louis Dupont [19 novembre 1964] (p. 5485).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cassagne : *Retransmission des débats parlementaires à l'O.R.T.F.* [3 décembre 1964] (p. 5820).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Souchal [8 décembre 1964] (p. 5916).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Odru [28 avril 1966] (p. 993).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Zimmermann : *Problème de la poursuite du débat sur les communautés urbaines* [17 novembre 1966] (p. 4649).

Ses observations sur les mises au point au sujet de leur vote de MM. Cousté et Jean Moulin [14 décembre 1966] (p. 5498).

Ses observations sur l'aménagement de l'ordre du jour [14 décembre 1966] (p. 5519).

Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires grecs [16 décembre 1966] (p. 5658).

#### En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat, Art. 30 : *Son amendement (Durée de la garde à vue); caractère inadmissible d'une garde à vue fixée à quinze jours; position de la Cour de cassation vis-à-vis des abus commis en la matière* [3 janvier 1963] (p. 230); — Conclusions de la Commission mixte paritaire : *Améliorations apportées au texte initial du Gouvernement; position du groupe du rassemblement démocratique vis-à-vis*

*des dispositions proposées; caractère de juridiction d'exception de la Cour de sûreté; présence de juges militaires; institution du délai abusif de garde à vue; opposition existant entre ce délai et la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales; impossibilité pour la France de signer cette convention; application de l'article 58 de la Constitution; insuffisance des garanties données aux droits de la défense* [11 janvier 1963] (p. 657 à 658);

— du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement de la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Exercice des fonctions de Premier Président); nécessité d'exclure des magistrats d'exception, en l'occurrence des militaires, de la Cour de sûreté; juridiction de droit commun* [4 janvier 1963] (p. 254); Art. 2 : *Son amendement (Durée de l'exercice des fonctions de membre de la Cour de sûreté); principe de l'immovibilité de la magistrature française; nécessité de porter la durée de cet exercice de un à trois ans* (p. 255); Art. 16 : *Son amendement (Durée de la garde à vue); prudence des premiers rédacteurs du Code de procédure pénale; absence de tout moyen de recours pour l'individu arrêté et non inculpé; nécessité de ne pas laisser sans défense les personnes gardées à vue* (p. 264, 265); Art. 20 : *Son amendement (Délai dont dispose l'inculpé pour choisir son conseil); insuffisance du délai de deux jours prévu par le texte* (p. 270); Art. 26 : *Cas de la personne n'ayant fait l'objet d'aucun décret de mise en accusation dans le délai d'un an* (p. 273); Art. 28 : *Son amendement (Utilisation de la procédure du référé); possibilité pour l'inculpé de faire appel devant la chambre de contrôle pour la procédure de référé* (p. 275); Art. 32 : *Constitution de partie civile devant toute juridiction* (p. 278, 279); Article additionnel : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Usage du droit de référé par l'inculpé)* (p. 296);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INTÉRIEUR : *Problème des fusions des petites communes ou de leur groupement au sein de syndicats; fonctionnement de la tranche communale du Fonds d'investissement routier; crédits attribués au titre de la voirie des grands ensembles; modicité des crédits affectés aux opérations dites « de désenclavement »; construction nécessaire de dessertes*

*routières des agglomérations isolées* [17 janvier 1963] (p. 1064);

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement de la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, ses explications de vote : *Position du groupe du rassemblement démocratique au sujet de la Cour de sûreté de l'Etat; article 49 de la loi créant cette cour; maintien souhaitable du recours possible en cassation; vote défavorable du groupe du rassemblement démocratique* [13 février 1963] (p. 2135);

— du projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 63 : *Son amendement (Retrait de la plainte déposée par l'administration contre un contribuable); nécessité de laisser à l'administration la possibilité d'opérer une transaction; cas des contributions indirectes et des droits de douane* [10 juillet 1963] (p. 4006, 4007); *nécessité de laisser l'administration des finances libre de décider du retrait d'une plainte contre un contribuable* (p. 4008);

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Problème de l'équilibre sylvo-pastoral dans les Alpes du Sud; accroissement de la répression en matière de migration pastorale qui résulterait de l'adoption du présent projet* [11 juillet 1963] (p. 4056, 4057);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Qualité et quantité de l'eau; Politique d'augmentation des disponibilités en eau par l'extension de la domanialité des cours d'eau; problème, pour l'agriculture en général et les régions de montagne; application de l'article 644 du Code civil; disparition des droits privés de propriété ou d'usage sur les rivières; la création de « l'eau industrielle » au préjudice de l'eau agricole; nécessité d'élaborer un code de l'eau; répercussion du projet* [16 octobre 1963] (p. 5194, 5195, 5196); Art. 19 : *Son amendement (Détermination du débit)* [14 novembre 1963] (p. 7245); *protection des droits des ruraux* (p. 7245); Art. 22 : *Son amendement (Transfert à l'Etat de la propriété du lit et du droit de pêche)* (p. 7247); *retrait de son amendement* (p. 7247); Art. 31 : *Son amendement (Droits exercés ou non exercés)* (p. 7249); *existence des droits non exercés* (p. 7250);

— du projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques, en qualité de Rapporteur :

*Souci de protection de la santé publique; considérations d'ordre touristique liées à l'aménagement du territoire; opération Languedoc-Roussillon; organisation de la lutte contre les moustiques dans la région Languedoc-Roussillon; aspects administratifs, scientifiques et techniques; intervention du législateur; économie du projet; possibilité d'étendre le champ d'application à la loi* [12 novembre 1964] (p. 5350 à 5353); Art. 3 : *Son amendement tendant après le mot « locataires » à insérer le mot « concessionnaires »* (p. 5357); *son amendement tendant après le mot « terrains » à insérer les mots « ou de retenues et étendues d'eau »; son amendement tendant à compléter l'article 3 par les mots « et du conseil général »; avis du conseil départemental d'hygiène* (p. 5358); *son amendement tendant à compléter l'article 3 par l'alinéa suivant: « ... et des chambres d'agriculture; les avis des chambres d'agriculture demandés par les préfets sur les questions relevant de leurs attributions aux termes de l'article 506 du Code rural seront donnés dans le délai d'un mois »* (p. 5358); Art. 4 : *Son amendement tendant, après le mot « locataires » à insérer le mot « concessionnaires »* (p. 5358); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 4 par les mots « limitées à leur stricte durée »* (p. 5358); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 5, après les mots « soit d'immeubles bâtis et », à insérer le mot « de »* (p. 5358); *son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du troisième alinéa de l'article 5: « ou d'évacuation des eaux. Les mêmes obligations incomberont dans les mêmes conditions aux organismes distributeurs d'eau et aux concessionnaires de chutes et retenues d'eau »* (p. 5358); *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de l'article 5 par les mots « et du conseil général »* (p. 5359); *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de l'article 5 par les mots « et des chambres d'agriculture dans les conditions prévues à l'article 3 »* (p. 5359); *son amendement tendant, au début du dernier alinéa de l'article 5, avant les mots « après mise en demeure », à insérer les mots « deux mois »* (p. 5359); Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article: (compléter l'article premier de la loi du 21 juin 1865 relative aux associations syndicales)* (p. 5359); *insérer les dispositions de l'article 81 de la loi du 21 juin 1865* (p. 5359); Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le pre-*

mier alinéa de l'article 9 à supprimer les mots « d'un rang au moins égal à celui de chef prospecteur » (p. 5360); après l'Art. 9 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les infractions aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application auront un caractère contraventionnel » (p. 5360); après l'Art. 10 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (La présente loi est applicable dans les départements d'outre-mer) (p. 5360); Art. 11 : Son amendement tendant à supprimer les mots « en temps que de besoin » (p. 5361);

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances : Conditions du dépôt du projet de loi; remédier aux excès des juridictions d'exception [17 décembre 1964] (p. 6177, 6178); amendement de M. Capitant; élargissement du champ d'application de la loi; son souhait relatif à une amnistie plus large; discrimination entre faits d'insurrection et faits de subversion; rôle de la chambre de contrôle de l'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat (p. 6178, 6179); magistrats composant la Cour de sûreté de l'Etat; vote du Rassemblement démocratique; son souhait relatif à une véritable loi d'amnistie ramenant l'apaisement dans le pays (p. 6179, 6180); avant l'Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant avant cet article à insérer un nouvel article C (Cas de contestation sur le droit à l'amnistie) (p. 6196); retrait de cet amendement (p. 6196);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales : Législation française sur les sociétés; loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés anonymes; loi de 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée; Traité de Rome; importance de la réforme; problème de son opportunité; acquisition de la personnalité morale étant reportée à la date d'immatriculation de la société au registre du commerce; problème des fusions; protection des actionnaires; création des sociétés en commandite par actions; rôle du président et du directeur général; problème des sanctions [1<sup>er</sup> juin 1965] (p. 1670 à 1674); Art. 8 : Ses observations sur cet article (p. 1683); Art. 36 : Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « commissaire aux comptes », les mots « commissaire aux apports » [3 juin 1965] (p. 1789, 1790); Art. 74 : Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Le Douarec, après le mot « constate », à

insérer les mots « s'il y a lieu » (p. 1800); laisser à l'Assemblée constitutive le soin de procéder à la constatation des fonctions des administrateurs, des membres des comités de direction et des commissaires (p. 1801); Art. 91 : Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Chaque administrateur doit, lors de son entrée en fonction, déposer entre les mains de la société tel cautionnement que les statuts détermineront » [8 juin 1965] (p. 1857); Art. 92 : Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots « des actions de garantie... », les mots « du cautionnement de garantie prévu par l'article 91 ci-dessus » (p. 1857); Art. 96 : Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après le mot « directeur », à insérer le mot « général » (p. 1858); après l'Art. 114 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Le Douarec tendant, dans le texte proposé par cet amendement, à substituer aux mots « la même agglomération », les mots « le même département ou les départements limitrophes » (p. 1873); Art. 116 : Son amendement tendant à insérer après le deuxième alinéa de cet article, l'alinéa suivant : « La même procédure sera suivie lorsque l'Assemblée aura voté une résolution emportant répartition des actions jusqu'alors pourvues de droits identiques en deux catégories pourvues de droits différents » (p. 1873); Art. 117 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « de justice », les mots « du juge des référés qui pourra prolonger le délai de six mois au maximum » (p. 1874); Art. 195 : Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « Elle peut également être prononcée pour de justes motifs par décision de justice » (p. 1901); Art. 200 : Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article (p. 1902); Art. 205 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux premiers alinéas de cet article (Sociétés en commandite par actions) (p. 1904); Art. 205 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux premiers alinéas de cet article (Sociétés en commandite par actions) [11 juin 1965] (p. 2013); Art. 217 : Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions : « Cette interdiction devra recevoir exception dans les deux cas suivants : a) lors de la constitution de la société ou en cours de vie sociale lorsqu'il s'agit de réunir un apport en nature dont l'évaluation s'avère difficile, tel un

brevet d'invention; b) lorsqu'en cours de la vie sociale, les actionnaires ou certains d'entre eux renoncent à tout ou partie des droits attachés aux actions dont ils étaient titulaires » (p. 2016); Art. 229 : Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots « à compter » à insérer les mots « de la notification » (p. 2019); son amendement tendant, dans la dernière phrase du dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots « de justice » les mots « du juge des référés » (p. 2019); Art. 230 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « à compter » à insérer les mots « de la notification » (p. 2020); Art. 336 : Son amendement tendant à supprimer à la fin de l'article les mots « si depuis cette formalité le délai de prescription n'a pas été interrompu à leur égard par une action en justice » (p. 2034); Art. 343 : Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, après les mots « tribunal de commerce » à insérer les mots « statuant par ordonnance sur requête présentée par tout intéressé » (p. 2035); Art. 374 : Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer les mots « le président » et les mots « ou les directeurs généraux » (p. 2038); responsabilité pénale du directeur général (p. 2038); Art. 379 : Son amendement tendant, dans cet article, après les mots « qui n'auront pas » à insérer le mot « sciemment » (p. 2039); Art. 381 : Son amendement tendant: 1° dans le premier alinéa de cet article, après le mot « auront » à insérer le mot « sciemment »; 2° dans le troisième alinéa, avant le mot « respecté » à insérer le mot « sciemment » (p. 2040); responsabilité pénale (p. 2040); Art. 393 : Son amendement tendant dans cet article, avant le mot « omis » à insérer le mot « sciemment » (p. 2042); assigner à l'infraction considérée le caractère d'un délit intentionnel » (p. 2042); Art. 313 : Son amendement tendant après les mots « présente loi » à rédiger ainsi la fin de cet article « de la violation des règles constituant la théorie générale des obligations ou des dispositions qui régissent les nullités des contrats » (p. 2062); retrait de son amendement (p. 2062); Art. 316 (suite) : Son amendement tendant à supprimer la fin de cet article à partir des mots « sauf si cette nullité est fondée » (p. 2062); distinction entre les dispositions impératives et les dispositions d'ordre public (p. 2062); En deuxième lecture, du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 4 :

Contrôle judiciaire préalable; contrôle notarié [10 juin 1966] (p. 1922); après l'Art. 4 : Ses observations sur les amendements de M. Foyer (p. 1922); Art. 75 : Son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article (p. 1932); durée du rôle des commissaires aux apports (p. 1932); Art. 111 : Son amendement tendant à compléter la deuxième phrase de cet article (Nomination de plusieurs directeurs généraux) (p. 1936); Art. 357 : Problème des sanctions; amendes civiles; défaut de convocation à l'assemblée générale du commissaire aux comptes (p. 1971);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier; Art. 8 : Maintenir hors du champ d'application de la T.V.A. la production d'eau par les services concédés [24 juin 1965] (p. 2462); Art. 40 : Son amendement tendant à compléter le paragraphe 6 de l'article 40 par la phrase suivante: « Il sera dans tous les cas tenu compte de l'ensemble de la population d'hébergement qui établit dans la commune une résidence secondaire » [25 juin 1965] (p. 2552);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : Infrastructure des départements de montagne; route étant un moyen de pénétration et de diffusion; investissements routiers; problème de la voirie; desserrement des crédits en faveur de la tranche nationale du Fonds d'investissement routier; cas du département des Basses-Alpes; syndicats à vocation multiple; subvention en faveur des opérations d'équipement menées par les groupements de communes ou les communes fusionnées; voirie départementale et vicinale des régions de montagne; problème du dépeuplement; aménagement des stations de sports d'hiver [25 octobre 1965] (p. 4082, 4083);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, Art. 3 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « dix années » les mots « quinze années »; [9 novembre 1965] (p. 4592) délai d'option pour la fonctionnarisation des greffes (p. 4592).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale, sans débat, relative à l'aménagement de la route nationale n° 551 [15 avril 1966] (p. 750, 751).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, après l'Art. 32 : *Son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Lavigne* : « Nonobstant toutes dispositions contraires, législatives ou conventionnelles, la cession, la sous-location ou l'apport du droit au bail peut être réalisé au profit d'une société civile professionnelle » [24 mai 1966] (p. 1446); *possibilité de la sous-location; application de l'article 1717 du Code civil; ne pas paralyser la création de sociétés professionnelles* (p. 1446); *ses observations sur la cession* (p. 1447); Art. 25 (suite) : *Problème de l'ancien office* (p. 1449);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (paragraphe 1<sup>er</sup>) de l'article premier, à supprimer les mots* : « et ceux qui relèvent de la Caisse nationale des barreaux français instituée par la loi n° 48-650 du 12 janvier 1948 » [9 juin 1966] (p. 1852);

— du projet de loi tendant à simplifier le paiement de l'amende forfaitaire, Article additionnel : *Transfert de la procédure de recouvrement des amendes forfaitaires au profit de l'administration; indemnisation des greffiers; évaluation des greffes* [17 juin 1966] (p. 2147);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JUSTICE : *Enfance délinquante; insuffisance du nombre des fonctionnaires de l'éducation surveillée; recrutement des magistrats; situation des greffiers des juridictions civiles et pénales; réformes des procédures; décret relatif aux baux commerciaux; fixation des loyers commerciaux; procédure d'expropriation; ses observations sur les sociétés civiles professionnelles; dualité de représentants lors d'un procès; institution de nouveaux tribunaux dans la Seine; création de nouvelles charges d'avoués de grande instance; possibilité d'arriver à une amnistie totale; cour de sûreté de l'Etat* [27 octobre 1966] (p. 4001, 4002);

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat relative aux déclarations conjointes prévues aux articles 11 (alinéa 2) 16 et 20 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux : *Notion d'intérêt de*

*la famille; problème de la consultation des enfants* [15 novembre 1966] (p. 4577).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à l'équipement des Hautes-Alpes et des Basses-Alpes : *Société d'économie mixte du canal de Provence et aménagement de la moyenne Durance; manque de crédits nécessaires aux grands aménagements régionaux et à l'hydraulique agricole; nécessité de dégager les crédits nécessaires à l'aménagement de la haute Provence* [9 décembre 1966] (p. 5420, 5421, 5422); *distribution à l'échelon régional des crédits du F.E.O.G.A.* (p. 5423).

**MATALON (M. Daniel)**, Député des Bouches-du-Rhône, 2<sup>e</sup> circonscription (S. puis N.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Cesse d'appartenir au groupe socialiste [2 avril 1965] (p. 576).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [7 avril 1965] (p. 634);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction [20 février 1963] (p. 2275).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, CONSTRUCTION : *Problème du logement des 300.000 familles de rapatriés; rythme actuel des constructions* [31 octobre 1963] (p. 6168, 6169); *intentions du Gouvernement; déclarations attendues du Gouvernement* (p. 6169, 6170).

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 7 : *Distinction entre les mots « raisonnables » et « normales »* [23 avril 1964] (p. 901).

**MAURICE-BOKANOWSKI (M. Michel),**  
*Député de la Seine, 37<sup>e</sup> circonscription*  
*(U.N.R.-U.D.T.).*

*Ministre de l'Industrie*  
*(2<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)*  
*du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Industrie [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre de l'Industrie (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Industrie (2<sup>e</sup> Cabinet Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

### Dépôts :

Son projet de loi relatif au transport des produits chimiques par canalisations, n° 1338 [27 avril 1965].

Son projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine s'appliquant aux produits industriels, n° 1573 [2 octobre 1965].

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INDUSTRIE : *Augmentation des possibilités financières du Ministère pour 1963, en particulier en ce qui concerne les crédits d'intervention; expansion économique de la France; développement de l'industrie automobile, de la radio, de la télévision et des appareils ménagers; cas particulier de l'industrie des réfrigérateurs; priorité à donner en 1963 aux investissements;*

*difficultés de l'industrie d'équipement; possibilité pour l'Etat d'assurer le relais de l'investissement privé; politique de l'énergie; équilibre actuel en matière de son approvisionnement; niveau du prix de l'énergie; relèvement de certains tarifs; nécessité de promouvoir une politique européenne commune de l'énergie; marché commun et libre-échange; question de l'artisanat; formation professionnelle de l'artisanat; besoins de crédit du secteur artisanal; encouragement à la recherche scientifique et technique; réalisation d'une infrastructure d'unité politique; transport en Europe du gaz du Sahara et les études en cours; mécontentement dans le domaine des charbonnages; perspectives des houillères de bassin; difficultés financières des Charbonnages de France; volume important des charges sociales qui touchent l'ensemble de l'industrie minière; effet cumulatif d'un endettement anormal; non-augmentation de certains tarifs; situation de Pétrofouga et de Fouga; exigence d'un minimum de vingt emplois pour l'aide de l'Etat aux usines procédant aux investissements; la corrosion des métaux et la crise de la région de Lacq et du Boucau; problème du textile dans les vallées des Vosges; application des articles 85 et 86 du Traité de Rome et le problème des exclusivités de vente; création d'une administration pour les services de l'aménagement du territoire; nécessité d'assurer une politique de plein emploi; question de la réduction de la durée du travail; application de l'accord sur les quatre semaines de vacances aux seuls secteurs de forte productivité [9 janvier 1963] (p. 418 à 422).*

Répond à une question orale, sans débat, de M. Bettencourt relative à la politique pétrolière de la France [28 juin 1963] (p. 3788 à 3790).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INDUSTRIE : *Activité de l'industrie française; son développement; taux de croissance; augmentation de la consommation d'énergie; intensification de la prospection pétrolière; situation de la sidérurgie française; industrie automobile; industrie textile; industrie de transformation; problèmes posés par la distribution [30 octobre 1963] (p. 5964, 5965); mévente du minerai lorrain sur les marchés extérieurs; demandes d'aide pour l'installation d'usines; conciliation des impératifs dans l'application de la politique du Gouvernement; problème de coordination*

*communautaire de l'énergie; politique régionale (p. 5975); stabilisation des prix (p. 5976); crédits du bureau de recherches géologiques et minières (p. 5977); tâche du bureau de recherches géologiques et minières (p. 5977); son amendement (insertion, après l'article 87 d'un nouvel article) (Taux de la taxe d'encouragement à la production textile) (p. 5978);*

Répond aux questions orales, sans débat, relatives à l'approvisionnement en charbon [8 novembre 1963] (p. 6912 et suiv.).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Catalifaud relative à la fabrication et à la mise au point d'une voiture expérimentale française [13 décembre 1963] (p. 7914, 7915 et 7916).

Répond aux questions orales sans débat relatives aux mines de fer de Lorraine: *Perspectives d'écoulement et l'implantation d'industries nouvelles sur le bassin de Lorraine* [13 décembre 1963] (p. 7916 à 7918, 7922 et 7923).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Ebrard relative aux difficultés économiques du Sud-Ouest: *Politique de décentralisation du Gouvernement; bonification dite « franc du Sud-Ouest »; pourcentage de gaz de Lacq consommé dans le Sud-Ouest; utilisation des grandes entreprises industrielles et des entreprises nationalisées comme instrument de l'expansion industrielle dans les régions à développer (SNECMA TURBOMECA); installation de rampes de lancement pour toutes les études spatiales dans la région de Biscarosse* [13 décembre 1963] (p. 7926, 7930, 7931).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Roucaute relative à la pollution atmosphérique dans le bassin des Cévennes [19 juin 1964] (p. 2062).

Répond à la question orale, sans débat, de Mme Thome-Patenôtre relative à la participation des communes aux travaux de changement de tension électrique [19 juin 1964] (p. 2063).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives à la situation de l'industrie automobile: *Fluctuations de la demande; niveau d'équilibre atteint actuellement par la production automobile; augmentation et importance des importations; nécessité pour les constructeurs de développer leur coopération et de passer des accords avec leurs rivaux européens afin de supporter le choc de la concurrence américaine;*

*problème des autoroutes; impossibilité d'isoler les questions concernant l'infrastructure ou la fiscalité de l'ensemble de la politique générale* [16 octobre 1964] (p. 3370 à 3372); *aménagement du réseau routier et création de grands parcs pour faciliter la circulation; problème de la voiture d'occasion; investissements étrangers en France; situation délicate des aciéries du Temple à Saint-Michel-de-Maurienne; politique d'exportation* (p. 3376).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INDUSTRIE: *Deux secteurs étant jugés prioritaires: l'artisanat et la recherche du développement; recherche étant liée aux activités productrices de la nation; crédits importants destinés à l'invention; problèmes de l'artisanat; répertoire des métiers étant achevé dans le courant de 1965; crédits destinés à encourager l'apprentissage; leur augmentation de plus de 30 %, leur insuffisance cependant; allègement fiscal; organisation plus rationnelle du Ministère de l'industrie; rôle du comité central des enquêtes sur le coût et le rendement des services publics; création d'un secrétariat général de l'énergie et de la délégation générale à l'aménagement du territoire* [30 octobre 1964] (p. 4316); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Derancy; mineurs n'étant pas traités comme des esclaves* (p. 4334); *effort déployé par son Ministère; débat prochain sur les problèmes de l'artisanat; critère de la rentabilité conduisant à assigner au bassin de Lorraine une production de 15 millions de tonnes par an; précisions sur la rentabilité escomptée des nouvelles centrales nucléaires; importation du gaz naturel de Groningue; importation de pétrole russe; négociations Kennedy; maintien, pour la sidérurgie, d'une protection de 14 %; opérations hydro-électriques; relance des investissements* (p. 4340, 4341); *ses observations sur la question posée par M. Schloesing, à savoir le problème du barrage de Villeneuve-sur-Lot* (p. 4341); *extraction des mines domaniales de potasse d'Alsace; expansion économique de la région; implantation d'industries chimiques autour de Mulhouse se poursuivant; décisions du nouveau gouvernement britannique; limitation de certaines importations dans le secteur automobile; problème du B.R.G.M., Bureau de recherches géologiques et minières; maintien de la dotation; problèmes de la prospection de l'eau; détermination de son Ministère d'assurer aux charbon-*



*nages un avenir digne de leur qualité; question des mineurs et des logements (p. 4341, 4342); Fonds d'assistance et de recherches minières géré par les Charbonnages de France (p. 4342); reconsidérer le problème du B.R.G.M. à partir du « repli sur la métropole »; ne pas procéder à une inflation des personnels; réadaptation du B.R.G.M. à ses nouvelles tâches; caractère préjudiciable à cet organisme de l'amendement déposé par M. Pleven (p. 4343).*

Répond à la question orale, sans débat, de M. Cattin-Bazin relative à la crise de l'industrie du tissage [7 mai 1965] (p. 1244).

Répond aux questions orales, sans débat, de M. Martel et de Mme Prin relatives à la sécurité dans les mines [7 mai 1965] (p. 1212, 1213).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Brousset relative à l'artisanat de création [7 mai 1965] (p. 1215, 1216).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Roux relative à l'arrêt de la distribution du courant électrique [7 mai 1965] (p. 1216).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Beauguitte relative au fonctionnement des centres techniques professionnels: *Statut particulier de ces centres; nécessité de développer la recherche collective; caractère obligatoire de la cotisation et solidarité professionnelle; nécessité d'encourager et de développer la recherche* [7 mai 1965] (p. 1217, 1218, 1219).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski relative aux marques de fabrique, de commerce ou de service: *Remédier à certaines imperfections de la loi du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique; articles se référant aux procédures judiciaires et aux pénalités* [20 mai 1965] (p. 1468); *marques en vigueur devant être nécessairement enregistrées le 1<sup>er</sup> août 1968* (p. 1469); Article unique: *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Houël* (p. 1470); *ses observations sur l'amendement de M. Pezé et de M. Houël* (p. 1470); *son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 27 à substituer aux mots « l'usage indispensable fait par les fabricants d'accessoires n'est pas punissable » les mots « toutefois, l'usage d'une marque fait par les fabricants d'accessoires pour indiquer la destination du produit n'est pas punissable »* (p. 1470);

— du projet de loi relatif au transport des produits chimiques par canalisations, Art. 4: *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Aizier; charges d'imposition* [20 mai 1965] (p. 1472); Art. 5: *Objet de l'amendement de M. Aizier relevant du domaine réglementaire et non législatif; intervention des services agricoles locaux* (p. 1473);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, INDUSTRIE: *Action du Ministère de l'Industrie; production industrielle; étalement de la période de vacances; progression de la consommation d'électricité; situation de l'automobile; industrie textile; problème des investissements dans la sidérurgie; capacités d'autofinancement des entreprises; emprunt d'un milliard; critères donnant droit à l'accès à cet emprunt; problème de la réforme des structures; ses observations sur la recherche; rôle d'entreprises de taille internationale; secteur de l'industrie électronique; ses observations sur l'industrie du textile et du cuir, les secteurs du pétrole et de la chimie; regroupement du Bureau de recherche du pétrole et de la Régie autonome des pétroles; réorganisation du Ministère de l'Industrie; création de la délégation à l'aménagement du territoire; centre interministériel d'information pour les opérations d'adaptation et de décentralisation industrielle; commission sur la vérification du coût et du rendement des entreprises publiques; problème des mines de fer; nécessité d'éviter le licenciement des diminués physiques; garantie de salaire de l'aide C.E.C.A.; octroi anticipé de la retraite sans condition d'âge aux mineurs comptant plus de trente ans de service; difficultés de l'industrie mécanique; production des houillères de Lorraine; nécessité d'écouler le charbon sarrois; conditions de vie des mineurs; problème du bassin de Decazeville; situation économique du Haut-Rhin; sa décision de faire une enquête à ce sujet; Office national industriel de l'azote; développement du marché de l'azote; projet de basse Seine; régime des primes de développement industriel et des primes d'adaptation industrielle; harmonisation des prix des différentes formes d'énergie; raffineries de Lorraine; ses observations sur l'artisanat d'art; rôle du B.G.R.M.; recrutement et formation des assistants techniques; promotion sociale; titularisation des contractuels* [26 octobre 1965] (p. 4161 à 4164).

Répond à la question orale, sans débat, de

M. Deschizeaux relative à la liquidation de la S.E.R.I.M.A. [5 novembre 1965] (p. 4529, 4530).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Louis Dupont relative aux mines domaniales des potasses d'Alsace [5 novembre 1965] (p. 4530, 4531).

**MAX-PETIT (M. Camille)**, Député de Seine-et-Oise, 15<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre du conseil de surveillance de la R.T.F. [17 janvier 1963] (p. 1067);

— pour représenter l'Assemblée Nationale auprès du Ministre chargé de l'Information (O.R.T.F.) [26 novembre 1964] (p. 5676);

— membre de la Commission consultative du cinéma [28 avril 1966] (p. 1055).

#### Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) (O.R.T.F.), n° 1613 [11 octobre 1965].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : Difficultés particulières de l'enseignement dans le département de Seine-et-Oise; retard accumulé en matière de constructions scolaires; besoins de la jeunesse française; utilisation de la radio, de la télévision et du cinéma; problème du « petit carré

blanc » à la télévision; nécessité de donner une âme à la jeunesse [19 janvier 1963] (p. 1265).

Son rappel au Règlement : Discussion des questions orales, avec débat, relatives au statut de la R.T.F. [7 juin 1963] (p. 3255).

Pose à M. le Ministre de l'Information une question orale avec débat, relative au statut de la R. T. F. : Instabilité administrative et financière de la R. T. F. ; multiplicité des statuts du personnel qui y règne; caractère archaïque de son administration; problème des pigistes; construction du Palais de la R.T.F.; contrôle financier et l'administration de la R.T.F.; problèmes que pose la deuxième chaîne; définition de l'objectivité de l'information; situation existant à cet égard avant le 13 mai 1958; nécessité de ne pas confondre liberté et objectivité d'information avec propagande; caractère que devrait comporter le prochain statut de la R.T.F. [14 juin 1963] (p. 3411 à 3414).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 12 : Faire sortir du marasme le théâtre, notamment le théâtre parisien [10 décembre 1963] (p. 7773); taxes parafiscales trop lourdes; accorder la licence de directeur à des personnes qualifiées; suppression des mauvais théâtres (p. 7773);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : R.T.F. devant gérer ses propres affaires; situation actuelle de la R.T.F.; nécessité de lui donner un statut; administration mérovingienne; catégories diverses utilisées pour l'information et les grands reportages; adapter la maison à la mission en lui donnant une complète autonomie administrative et financière; pouvoirs des dirigeants de l'O.R.T.F., accroître leurs responsabilités [27 mai 1964] (p. 1408 à 1410); hommage à M. Pierre Brossolette; ascendant de la R.T.F. sur l'opinion publique; rôle des ministres socialistes sous la IV<sup>e</sup> République; R.T.F. puissant moyen d'action; nécessité de permettre au Gouvernement de s'exprimer en tant que tel; confronter dans des tribunes des parlementaires, des journalistes et des spécialistes; rôle de la Commission des affaires culturelles; application de la réforme; hommes de caractère et d'autorité; O.R.T.F., instrument d'humanisme et d'humanité (p. 1410 à 1413); situation de la B.B.C. et de la radio belge; leur offre à des représentants

*des nations ou de tendance hostile à leur Gouvernement* (p. 1433); Art. 5 : *Son vote contre l'amendement rectifié de M. de Tinguy* [28 mai 1964] (p. 1498).

Fait personnel : *Accusations prononcées par certains parlementaires contre le personnel de la R.T.F.; refus d'accepter de telles accusations* [28 mai 1964] (p. 1509).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 1<sup>er</sup> : *Grand ensemble de « Massy-Antony »; création d'une grande unité d'habitation à la fois sur le plan culturel et social; intérêt général de la population* [12 juin 1964] (p. 1882); après l'Art. 35 : *Intérêt du problème soulevé par M. le Président Palewski; composition du conseil d'administration du district* (p. 1908); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Problème du grand ensemble Massy-Antony; opinions de M. Capitant; réaliser ce grand ensemble de 50.000 personnes; consultation éventuelle des habitants; éviter de partager l'ensemble entre deux départements et deux communes* [29 juin 1964] (p. 2327, 2328); *absence de lien entre le découpage d'Antony et des avantages électoraux* (p. 2329);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE (INFORMATION); *Transformation de la R.T.F. en O.R.T.F.; complexité interne de la gestion de cette Maison; volume des crédits; emprunt ne semblant pas une solution miracle; inquiétude pour les orchestres de province; politique de coproduction avec les maisons privées* [8 novembre 1964] (p. 5110, 5111);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative), Art. 6 *ter* : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 6 ter, à substituer aux mots « jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1966 », les mots « jusqu'à la date d'expiration de la troisième année à compter de la date de promulgation de la présente loi* [14 décembre 1964] (p. 6094); *appliquer les dispositions transitoires pendant trois ans à certaines catégories de futurs pen-*

*sionnés, à des fonctionnaires ayant servi outre-mer, en service sous-marin ou aérien, à certains anciens combattants et militaires et à des fonctionnaires frappés d'invalidité* (p. 6094);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - INFORMATION, en qualité de *Rapporteur pour avis: Bilan comptable et budgétaire; équipement; organisation; programmes de radio et de télévision; perspectives d'avenir; télévision en couleur; mondio-vision; budget de l'Office; impasse budgétaire; accroissement de certaines dépenses de fonctionnement; augmentation des traitements des services; implantation de la deuxième chaîne; problème des départements et territoires d'outre-mer; ses observations sur France-Inter; réorganisation des résultats de l'Office; programmes de télévision; programmes artistiques; extension du réseau de la deuxième chaîne; comparaison avec les télévisions étrangères; émissions d'actualité et d'information; conseil d'administration de l'O.R.T.F.; déficit de l'O.R.T.F.* [13 octobre 1965] (p. 3694 à 3696);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES CULTURELLES : *Schéma directeur de la région parisienne; ses observations sur les cités-dortoirs; création d'un théâtre itinérant* [27 octobre 1966] (p. 3986, 3987); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Equilibre budgétaire; problème du versement au Trésor; cas des personnes âgées et des malades; ses observations sur les services internationaux de l'O.R.T.F.; diffusion de l'information et des programmes français de télévision à l'étranger; relations entre l'O.R.T.F. et le Ministère des Affaires étrangères; problème de l'objectivité; ses observations sur les « tribunes » et l'émission « Panorama »; objectivité de la B.B.C.; programmes artistiques; liberté d'expression; services des émissions régionales* [28 octobre 1966] (p. 4048, 4049); EDUCATION NATIONALE : *Rôle de la Ve République; développement de la région sud de Paris; ses observations sur les communes d'accueil* [3 novembre 1966] (p. 4165); EQUIPEMENT. — I. — SECTION COMMUNE : *Ses observations sur le raccordement entre le grand ensemble de Massy-Antony et l'autoroute du Sud; schéma directeur de la région parisienne; problème scolaire; construction des équipements sportifs* [8 novembre 1966] (p. 4344, 4345).

**MAZIOL (M. Jacques)**, Député de Haute-Garonne, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

Ministre de la Construction  
(2<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 6 décembre 1963 au 8 janvier 1966.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de la Construction [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre de la Construction (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de la Construction (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

#### Dépôts :

Son projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, n<sup>o</sup> 909 [27 mai 1964].

Son projet de loi relatif aux zones d'aménagement différé, n<sup>o</sup> 1391 [26 mai 1965].

Son projet de loi portant extension des dispositions des articles 41 à 43 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, aux opérations d'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon, n<sup>o</sup> 1392 [26 mai 1965].

Son projet de loi relatif à la répression des infractions en matière de permis de construire, n<sup>o</sup> 1574 [2 octobre 1965].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION : Rythme des constructions défini par le IV<sup>e</sup> Plan; budget actuel, budget de transition; fin de la réparation des dommages de guerre et de la reconstruction; compressions d'effectifs du personnel; mise en place d'un ensemble électronique de gestion;

problème des statistiques en matière de construction; continuation de l'effort en matière d'H.L.M.; problèmes de productivité; spéculation foncière et l'utilisation de la procédure des Z A D; développement souhaitable de l'accès à la propriété; rôle de l'épargne privée en matière de construction; libération progressive des loyers; programme social de relogement; rapports entre le Ministère de la Construction et la délégation générale à l'aménagement du territoire; gestion des crédits du Fonds national d'aménagement du territoire; problèmes d'urbanisme rural; coordination de la construction de logements avec celle des édifices socio-éducatifs et de santé dans le cadre des Z.U.P.; répartition des crédits à cet effet à l'échelle départementale; différentes sections du fonds d'aménagement du territoire [10 janvier 1963] (p. 526 à 528); Etat B, titre III : Nomination d'inspecteurs de la construction auprès des préfets; statut des ingénieurs réviseurs; personnel affecté à l'attribution des logements H.L.M. dans la Seine (p. 529); titre IV : Poursuite de la décentralisation en matière de bourse d'échange de logements; subvention allouée à l'Institut d'aménagement de la région parisienne; cas de l'industriel exproprié pour cause d'utilité publique qui se réinstalle dans la région parisienne (p. 529); cas de l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 529, 530); Etat C, titre 7 : Cas des dommages subis par suite d'infiltrations d'eau de mer; problème de la révision des dommages de guerre; application de la loi ouest-allemande Brügg à l'Alsace-Lorraine; conservation des dossiers des sinistrés (p. 530); Art. 27 : Problème des crédits à la construction; abaissement du plafond des ressources pour les candidats aux H.L.M.; création éventuelle d'un secteur destiné aux personnes dont les revenus sont supérieurs au plafond (p. 531); amendement de la Commission (Crédits affectés aux communes rurales) : Nécessité de laisser une certaine souplesse dans l'affectation des crédits à la construction; situation née du retour des rapatriés (p. 532); Art. 33 : Retard enregistré dans certains départements en matière de primes à la construction (p. 533);

— du projet de loi relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction, Article additionnel : Amendement de M. Lolive (Affectation des sommes du 1 %) : Caractère non prioritaire des H.L.M. comme collecteurs du 1 % [21 mai 1963] (p. 3007).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Rabourdin relative aux grands ensembles d'habitation et aux groupes scolaires [21 juin 1963] (p. 3660).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Prioux relative à la préfabrication dans la construction [21 juin 1963] (p. 3660, 3661).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 25 : *Problème de la construction en France; effort accompli par le Gouvernement à ce sujet* [19 juillet 1963] (p. 4388, 4389);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction : *Ses observations sur la nécessité d'établir un équilibre contractuel dans la construction privée entre les constructeurs et les acquéreurs de logements; fixation de règlement permettant de faire appel à l'épargne d'acquéreurs de logements et de déterminer les formes et les conditions des contrats qui peuvent être proposés; établissement des bases de l'activité sains et rationnelle des promoteurs de construction; complexité apparente du texte; analyse du texte; insuffisance de la législation actuelle à l'égard des sociétés de construction; objectif de la loi (Équilibrer les contrats entre souscripteurs et constructeurs); établissement des règles de droit privé* [2 octobre 1963] (p. 4978, 4979); *coût de la construction et sa majoration éventuelle* (p. 4979); *sa réponse au rappel au règlement de M. Pleven* (p. 4980); *son opposition à l'amendement de M. Ballanger (Contrat de construction)* (p. 4981); *son sous-amendement (Garanties des souscripteurs)* (p. 4982); Art. 2 : *Son acceptation de l'amendement de la Commission présenté par M. Laurin sur la portée de la loi sur les sociétés* (p. 4982); Art. 8 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Interdiction de disposer de plus d'un tiers de voix à l'Assemblée générale du syndicat)* [3 octobre 1963] (p. 4997); après l'Art. 8 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Suppression du deuxième alinéa de cet amendement); son retrait* (p. 4998); *fonctionnement du syndicat* (p. 4998); Art. 10 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Interdiction de versement et de souscription ou d'acceptation d'effets de commerce avant le transfert de propriété); interdiction des versements et des souscriptions d'effets*

*de commerce* (p. 4999); *son sous-amendement (Dépôt des fonds à un compte spécial); retrait de ce sous-amendement* (p. 4999); Art. 11 bis : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Forme de l'acte)* (p. 5000); *nécessité que le financement soit effectif avant la conclusion du contrat* (p. 5000); *son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Responsabilité en cas de vices et délai de l'action)* (p. 5002); *protection de l'acquéreur* (p. 5002); Art. 11 quater : *Son amendement (Devoirs du cédant)* (p. 5004); *information du cessionnaire* (p. 5004); *versements effectués par le cédant et ses obligations financières dans l'opération* (p. 5004); Art. 12 : *Son amendement (Conditions de vente); retrait de cet amendement* (p. 5005); Art. 13 : *Devoirs du débiteur à l'égard des autres créanciers* (p. 5005) Art. 17 : *Son sous-amendement (Versement, souscription ou acceptation d'effets de commerce)* (p. 5007); Art. 18 : *Son sous-amendement (Majoration des sommes versées); garanties accordées au bénéficiaire de la promesse de vente* (p. 5007); après l'Art. 18 : *Son amendement (Application des promesses de vente prévues aux articles 17 et 18)* (p. 5008); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant, dans le nouveau texte proposé par la Commission, pour le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « et III »* (p. 5008); *son amendement (Souscription et acceptation d'effets de commerce avant la date à laquelle la créance est exigible)* (p. 5008); *retrait du sous-amendement* (p. 5008); Art. 21 : *Son sous-amendement sur l'obligation du promoteur de mener à bien les opérations* (p. 5009); Art. 22 : *Ses observations sur le caractère et le contenu du contrat de promoteur* (p. 5011); *coût des garanties* (p. 5011); *son amendement (Recours à l'acte notarié pour le contrat)* (p. 5011); Art. 28 : *Son sous-amendement (Responsabilités du promoteur pour les vices cachés)* (p. 5015); Art. 30 : *Son sous-amendement (Droits du promoteur)* (p. 5016); Art. 31 : *Son sous-amendement (Décisions prises par le syndicat)* (p. 5017); *préjudices portés aux droits du copropriétaire* (p. 5017); Art. 34 : *Fait que les sociétés ne peuvent avoir d'autre activité que de construire* [8 octobre 1963] (p. 5050); Art. 35 : *Son sous-amendement sur la réalisation de l'objet social de la société* (p. 5050); *nécessité de la conformité du contrat de construction conclu par la société avec le promoteur à celui prévu au titre II* (p. 5051); Art. 37 ·

*Son opposition à l'amendement de M. Laurin sur le caractère préalable à toute cession de parts; nécessité que les statuts de la société contiennent en eux-mêmes ou en annexe certains documents, notamment le devis descriptif de l'immeuble à construire (p. 5051); Art. 37 bis: Ses observations sur la proportionnalité des valeurs des lots (p. 5052); Art. 41: Conditions d'opposabilité à l'associé (p. 5054); conditions d'opposabilité d'une décision à un associé (p. 5055); son amendement tendant, après les mots « ... opposable à l'associé... », à intercaler les mots « ... auquel elle porte préjudice » (p. 5055); Art. 42: Maintien de l'approbation des modifications par révision des statuts (p. 5055); après l'Art. 42: Non-acceptation de l'amendement de M. Laurin (Recours accordé à tout associé devant le tribunal) (p. 5056); son amendement (Possibilités accordées aux associés en cas de modification des statuts) (p. 5056); droit de retrait d'un associé (p. 5056); Art. 45: Saisine du tribunal (p. 5057); Art. 46: Son amendement (Caution hypothécaire) (p. 5057); engagements des associés sur l'emprunt contracté par un cessionnaire (p. 5058); Art. 47: Son amendement sur le contrat préliminaire (p. 5058); ses observations sur le montant du dépôt de garantie (p. 5058); Art. 51: Son amendement (Date de la possibilité de la cession des parts) (p. 5060); cessions de parts (p. 5061); information des cessionnaires (p. 5061); devoirs du président du comité d'administration (p. 5062); après l'Art. 52 (Opposition à la création de la promesse de cession de parts) (p. 5063); après l'Art. 55: Son amendement sur le privilège reconnu à l'article 2102 du Code civil (p. 5065); Art. 56: Son sous-amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte de la Commission (p. 5066); conditions du retrait (p. 5066); Art. 57: Dissolution de la société (p. 5066); après l'Art. 57: Son sous-amendement à l'amendement de la Commission (p. 5067); Art. 59: Son sous-amendement (Modification du texte de l'amendement de M. Laurin) (p. 5068); après l'Art. 62 bis: Son sous-amendement (Saisine du tribunal pour la désignation d'un arbitre) (p. 5070); modalités de la clause compromissoire (p. 5070); après l'Art. 62 bis: Son amendement sur l'affichage du prix de revient prévisionnel [9 octobre 1963] (p. 5089); Art. 63: Délai maximum (p. 5090); échelonnement des versements en fonction de l'avancement des travaux (p. 5090); après*

*l'Art. 63: Champ d'application des textes fiscaux et de la présente loi (p. 5092); coût de la construction (p. 5093); création des organismes de caution mutuelle pour l'assurance des risques considérés (p. 5095); Art. 64: Omission de rembourser, après mise en demeure, les fonds (p. 5097); Art. 65: Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Substituer aux mots « avant la conclusion des contrats prévue aux articles 47 et 52 bis », les mots « avant la conclusion du contrat prévue à l'article 47 ») (p. 5097); nouvelle rédaction du dernier alinéa (6<sup>o</sup> de l'article) (p. 5098); Art. 66: Responsabilité des membres du comité d'administration (p. 5098); Art. 71: Nouvelle rédaction des trois derniers alinéas de l'article 71 (p. 5099); Art. 73: Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Nouvelle rédaction du début du texte proposé pour le troisième alinéa 2<sup>o</sup> de l'article 73) (p. 5100); après l'Art. 75: Son amendement (Inobservation des prescriptions de l'article 62 quater) (p. 5101); obligation d'affichage des prix sur le chantier (p. 5101); avant l'Art. 78: Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Interdiction des promesses d'achat) (p. 5102); Art. 78: Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Promesses de vente ou d'achat, promesses de souscription, de cession ou d'achat de parts ou d'actions) (p. 5102); après l'Art. 79: Son amendement (Application des dispositions de l'article 55 bis) (p. 5103); application aux sociétés visées par la loi du privilège mobilier institué par le Code civil (p. 5104); après l'Art. 84, article additionnel: Son amendement sur la modification de l'article 272-1-2<sup>o</sup> du Code de l'urbanisme et de l'habitation (p. 5105); en deuxième lecture: Position du Gouvernement pour le renvoi de la discussion du projet à une date ultérieure [11 décembre 1963] (p. 7833, 7834).*

Répond à la question orale, sans débat, de M. Bas relative aux habitations à loyer modéré [4 octobre 1963] (p. 5036, 5038).

Répond aux questions orales, sans débat, de MM. Rabourdin et Séramy, relatives à la redevance sur l'extension des locaux industriels [4 octobre 1963] (p. 5039, 5041).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 8: Principe de la taxe [23 octobre 1963] (p. 5397); taxe, dite de régularisation des valeurs foncières (p. 5397); nécessité de permettre

*aux collectivités d'occuper des terrains* (p. 5398); *évaluation au mètre cube* (p. 5400); *régularisation des valeurs foncières* (p. 5400); *problème du taux* (p. 5401); *cas posé par l'extension des villes* (p. 5401); *cas des pavillons* (p. 5402); *délai de paiement pour la taxe* (p. 5402); *impossibilité des exonérations* (p. 5402); *son amendement (Redevance de raccordement à l'égout)* (p. 5403); *champ d'application de la taxe de régularisation des valeurs foncières* (p. 5403); *deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, CONSTRUCTION : Dispositions prises pour associer les propriétaires à la restauration immobilière et à la rénovation urbaine; efficacité de l'aide de l'Etat; extension de la construction privée; cas des H.L.M.; unification des primes et des prêts spéciaux du Crédit foncier; aide aux familles ne dépassant pas un certain plafond de ressources; difficultés financières; problème posé par les intempéries; poursuite de l'effort* [31 octobre 1963] (p. 6172, 6173, 6174); *étude des cas spéciaux; adaptation des effectifs des délégations départementales à la nature et à l'étendue de leur activité* (p. 6174).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives à l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon [30 avril 1964] (p. 1043, 1044, 1045, 1048).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Prioux relative au développement de la construction de maisons individuelles [30 avril 1964] (p. 1049, 1050).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Mer relative au logement social dans la Seine [30 avril 1964] (p. 1050, 1051).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Davoust relative aux conditions d'octroi des primes à la construction [30 avril 1964] (p. 1052, 1053, 1055, 1056).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Michel Debré tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres ou irrécupérables, communément appelés « bidonvilles »; intérêt et nouveauté de la proposition : *Nécessité de reloger les habitants des « bidonvilles »; efforts accomplis pour la construction de logements sociaux; crédits affectés aux organismes de H.L.M. en cinq ans, de 1958 à 1963 ayant doublé et passant de 2 milliards à 4 milliards;*

*nombre de logements financés par l'ensemble des organismes de H.L.M. ayant doublé et passant de 70.000 à 140.000; mise en chantier avec le concours de la Fédération du bâtiment d'un programme de 10.000 lits pour les travailleurs étrangers* [26 juin 1964] (p. 2257); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Debré* (p. 2258); en deuxième lecture : Art. 1<sup>er</sup> : *Infractions à la réglementation sur le permis de construire; liquidation des astreintes* [12 novembre 1964] (p. 5348); Art. 2 : *Crédits affectés dans le budget de 1965 à la mise en œuvre de cette politique; crédits indicatifs* (p. 5349); *collectivité se substituant à une autre* (p. 5349); *ne pas faire figurer dans la loi des dispositions paraissant évidentes* (p. 5350);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Hausse du prix des terrains; conseil interministériel ayant décidé de consacrer 1.500 hectares du terrain de l'Etat à la construction de logements sociaux; lutte contre la hausse; nécessité d'envisager des réformes radicales; dissociation de la propriété et de l'usage du sol; construction ne s'accompagnant pas obligatoirement de l'achat du terrain; terrain étant loué par le propriétaire sous forme de « bail à construction »; sa définition dans le titre I<sup>er</sup> du projet de loi; titre II donnant au préfet les moyens de délimiter rapidement à la périphérie des villes la zone d'urbanisation future; participation à l'urbanisation des propriétaires de parcelles dans cette zone; indemnisation en cas d'expropriation; réaliser une sorte de péréquation des sols; problème de l'élargissement des exonérations fiscales; projet actuel faisant la part belle aux propriétaires; nécessité d'en finir avec la spéculation sur les terrains; accélération du rythme de la construction; application rapide du projet; définition d'une politique d'urbanisme cohérente* [29 juin 1964] (p. 2353 à 2355); Art. 1<sup>er</sup> : *Différence du bail à construction et de l'emphytéose* (p. 2356); Art. 2 : *Substitution aux mots « sur les constructions édifiées », les mots « sur les constructions existantes et sur les constructions édifiées »* (p. 2356); Art. 4 : *Acceptation par le Gouvernement de l'amendement de M. Hoguet; insertion d'un nouvel alinéa : « Sauf stipulation contraire du bail, il peut démolir, en vue de les reconstruire les bâtiments existants »* (p. 2356); Art. 5 : *Document officiel constatant la terminaison des travaux étant! déclaration en mairie* (p. 2357); *ses observations*

ur les paroles de M. de Tinguy (p. 2357); faire payer l'usage du sol par le revenu des constructions édifiées sur ce sol (p. 2358); coefficient de variation (p. 2358); Art. 10 : Propriétaire connaissant l'option dès l'établissement du programme d'urbanisation (p. 2360); période de six mois à partir de la publication du programme général d'utilisation des sols; esprit libéral du projet (p. 2360); réalisation par le propriétaire de sa part (p. 2360); Art. 17 : Equipements sociaux; terrains destinés aux écoles ou aux terrains de sport (p. 2363); programme déterminant les surfaces destinées aux équipements mais également le nombre des logements réservés à la location et à l'accession à la propriété (p. 2363); programme précisant les différentes catégories de logements (p. 2364); Art. 18 : Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Waldeck L'Huillier; problème des priorités (p. 2365); intervention du décret en Conseil d'Etat (p. 2366); opérations présentant ou non un intérêt public (p. 2367); Art. 20 : Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Peretti et à celui de M. Wagner; possibilité de désigner les propriétaires, s'ils sont constructeurs et qualifiés, comme concessionnaires [30 juin 1964] (p. 2381); intention du Gouvernement n'étant pas d'exclure systématiquement les propriétaires de l'opération (p. 2381); caractère indésirable de la prolongation du délai; programme général déterminant la rentabilité de l'opération (p. 2382); indication des surfaces minimales fixées par décret (p. 2383); Art. 23 : Acceptation par le Gouvernement de l'amendement de M. Carter (p. 2385); Art. 25 : Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. de Tinguy (p. 2387); Art. 27 : Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Lamps (p. 2390); son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 27 à substituer aux mots « d'un délai de dix ans », les mots « soit d'un délai de dix ans à compter de la constitution de la société, soit d'un délai de cinq ans à compter de l'achèvement des travaux compris dans le programme prévu à l'article 17 » (p. 2390); possibilité de restreindre ce délai de dix ans à partir de la constitution de la société (p. 2391); son amendement tendant à compléter l'article 27 par un paragraphe 4 ( Parts sociales cédées à d'autres membres de la société ) (p. 2391); exonération des plus-values constatées lors de l'apport des terrains aux sociétés civiles étant subordonnée

à la condition que les titres remis aux associés en rémunération de leur apport ne soient pas cédés avant l'expiration du délai (p. 2391); Art. 29 : Ses observations sur les paroles prononcées par M. de Tinguy, tendant à donner au Gouvernement une délégation de pouvoirs en matière fiscale (p. 2392); Art. 25 : Imposition comme revenu des immeubles donnés en paiement du prix du bail, c'est-à-dire considérés comme un loyer; dation en paiement d'un immeuble ne devant pas entraîner imposition sur le revenu (p. 2393); pourcentage de l'abattement (p. 2394); application de l'article 40 de la Constitution (p. 2394); abattement de 20 % constituant un véritable cadeau; application de l'article 40 (p. 2394); son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article 25 : « Ces revenus sont déterminés en faisant application de la déduction prévue au 4<sup>o</sup> (premier alinéa) de l'article 31 du Code général des impôts, en ce qui concerne les propriétés urbaines » (p. 2394); son amendement tendant à compléter l'article 25 par un paragraphe 2 (Situation résultant du bail assorti d'une clause prévoyant le transfert de la propriété du terrain au preneur moyennant le versement d'un supplément de loyer (p. 2395); cas de la location-vente des terrains devant être utilisée notamment en matière de construction par les offices d'habitations à loyer modéré (p. 2395); Art. 26 : Immeubles revenant en fin de bail aux propriétaires du terrain (p. 2395); son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de l'article 26, à substituer aux mots « neuf années », les mots « quatorze années » (p. 2396); en deuxième lecture : loi réalisant la péréquation de la valeur des sols et permettant au Gouvernement de poursuivre son effort en faveur de la construction; dissociation du droit de propriété et du droit d'utilisation du sol; payer la valeur du sol grâce au produit de la construction; placer les collectivités locales dans une situation plus favorable [17 novembre 1964] (p. 5423); Art. 3 : Simplification des opérations de bail à construction (p. 5424); Art. 10 : Accélérer et simplifier la procédure et la rendre efficace (p. 5428); publication du programme général d'utilisation des sols (p. 5430); Art. 18 : Collectivités publiques désignant les concessionnaires (p. 5431); ses observations sur l'amendement de M. Hoguet (p. 5432); en deuxième lecture, Art. 24 : Son amendement tendant à insérer entre le deuxième et le troisième alinéa de l'ar-



*Article 24 un alinéa nouveau* : « Les immeubles, parties d'immeubles ou titres reçus par la société civile dans les conditions définies à l'alinéa précédent ne peuvent être aliénés avant l'expiration d'un délai de dix ans. Toutefois, ils peuvent être attribués aux associés en représentation de leurs droits » [18 novembre 1964] (p. 5454); Art. 27 : *Son amendement tendant à compléter l'article 27 par un paragraphe V* : « Les actes de constitution, d'augmentation de capital, de prorogation et de partage des sociétés civiles, visées à l'article 20 ci-dessus, sont enregistrés au droit fixe de 50 francs et sont dispensés de taxe de publicité foncière. Lorsqu'ils entrent dans le champ d'application de l'article 27 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, les apports faits auxdites sociétés sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée » (p. 5456); Art. 28 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article* : « En cas d'inobservation des prescriptions du deuxième alinéa de l'article 23 et du troisième alinéa de l'article 24, la société civile est redevable d'une amende fiscale égale à 20 % du prix de cession des immeubles » (p. 5457); Art. 29 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Exonération de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 5457); *projet de loi facilitant les opérations d'urbanisation sans léser les intérêts légitimes du propriétaire* (p. 5458);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION : *Crise du logement; possibilité de développement de la construction en France, 365.000 logements ayant été construits en 1964, 400.000 en 1965; volonté de financer, par priorité, la construction de maisons individuelles; faire disparaître toutes les formalités superflues pour la délivrance du permis de construire; projet de vente des H.L.M.; construction de 385.000 logements en 1965; favoriser l'appel à l'épargne privée par l'institution d'un marché hypothécaire; aider l'industrie du bâtiment à s'industrialiser en lui assurant la continuité des programmes; liquidation des dommages de guerre et des tâches de reconstruction* [4 novembre 1964] (p. 4553 à 4555); *crédit supplémentaire permettant d'allouer 5.000 primes de plus, faisant ainsi passer le nombre des logements primés de 71.000 à 76.000* (p. 4556); *son amendement tendant à majorer les autorisations de programme de 40 millions de francs; en conséquence, à majorer à l'article 27 de la même somme les autorisations*

*de programme du titre VI* (p. 4557); Art. 41 : *Réalisation de la construction de 14.000 I.L.N. cette année* (p. 4558); Art. 59 : *Procéder à la décentralisation; ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy* (p. 4559); *ses observations sur l'amendement présenté par M. Lolive; ne pas confondre le financement et la notion de rentabilité de logements construits avec primes et prêts de l'Etat; référence aux H.L.M. n'étant pas fondée; intentions de MM. Boscher et de La Malène* (p. 4561); après l'Art. 59 : *Empêcher une certaine spéculation sur des immeubles construits avec l'aide de l'Etat; réforme de décembre 1963* (p. 4569); *opposition du Gouvernement au caractère rétroactif; question posée par M. Ballanger ayant trait à la référence au décret de décembre 1963; lutte contre la spéculation immobilière* (p. 4570); *son amendement tendant, après l'article 59, à insérer un nouvel article (Ajouter à l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962 un deuxième et un troisième alinéa; question de la durée)* (p. 4571); *uniformiser le droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité* (p. 4571); *rénovation urbaine; situation des locataires visés par les opérations de rénovation urbaine; venir en aide aux populations évincées; diminuer le préjudice imposé à ces commerçants; fonds national d'amélioration de l'habitat* (p. 4571);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Application de l'article 6 avec prudence; existence de la crise du logement pour les cadres et les familles de condition modeste; cas des communes en voie d'expansion* [17 décembre 1964] (p. 6206); *ses observations sur les paroles prononcées par M. de Grailly; application de l'article 6 commune par commune* (p. 6211).

Répond aux questions orales, sans débat, de MM. Meck et Lolive, relatives aux primes à la construction [21 avril 1965] (p. 785, 787).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Royer, relative aux logements sociaux : *Mise en chantier de 390.000 logements, grâce au budget de 1965; modalités de financement et d'attribution des logements du programme social de relogement, des H.L.M. locatifs et des H.L.M. en accession à la propriété; acquisition de leur logement par les locataires H.L.M.;*

*fixation des prix-plafonds toutes dépenses confondues et financement à 100 % de la construction des logements H.L.M.* [21 avril 1965] (p. 789, 790).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Lolive, relative aux mesures de protection en faveur des locataires d'hôtels et de meublés : *Dispositions prises en faveur des occupants d'hôtels meublée* [21 avril 1965] (p. 794).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2<sup>o</sup> de M. Henri Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Inquiétude manifestée par certains devant la proposition de loi; importance et portée sociale du droit proposé de reconnaître aux locataires d'H.L.M.; dispositions envisagées; leur caractère social; ses observations sur l'article 2; impossibilité de contraindre quelqu'un à acheter l'appartement qu'il occupe; application de la proposition facilitant le financement de nouvelles constructions H.L.M.; ses observations sur le « surloyer »; précautions prises pour empêcher que le nombre des logements H.L.M. mis en application ne diminue brusquement, un tiers au maximum du patrimoine locatif étant soumis au régime d'accession à la propriété; cas des villes où n'existe aucun immeuble H.L.M.; rémunération du personnel qui s'occupe de l'administration des H.L.M.; importance de la proposition* [29 avril 1965] (p. 982, 983); *inutilité d'accroître les délais d'examen du texte, Commission de la production n'étant pas favorable à la motion de renvoi* (p. 984); Art. 1<sup>er</sup> : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Lolive* (p. 985); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article premier, à substituer aux mots « par les organismes d'habitations à loyer modéré en vue de la location » les mots « en application de la législation sur les habitations à loyer modéré »* (p. 985); *règlement d'administration publique prévoyant un certain délai d'occupation par le locataire désirant acquérir leur logement* (p. 985); *inutilité de l'amendement de M. Denvers* (p. 986); *opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Neuwirth; collectivité locale étant représentée au sein du*

*conseil d'administration de l'Office de même que le conseil général* (p. 986); *éviter toute ambiguïté* (p. 987); *son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article premier : « Sauf motifs reconnus sérieux et légitimes, l'organisme d'habitations à loyer modéré est alors tenu de consentir à la vente »* (p. 987); *simplifier la question; faciliter l'accession à la propriété des locataires d'H.L.M.* (p. 987); *fixation d'un délai étant d'ordre réglementaire* (p. 988); *ses observations sur l'amendement de M. Dumortier et son désir de refuser l'accession à la propriété aux locataires d'H.L.M.* (p. 989); *distinction entre les familles de condition modeste et les locataires d'appartement de luxe* (p. 990); *son amendement tendant à compléter l'article premier par le nouvel alinéa suivant : « Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux logements construits en application de l'article 199 du Code de l'urbanisme et de l'habitation* (p. 991); *logements du programme social de relogement et des constructions provisoires* (p. 991); *exclusion du champ d'application de la loi des logements P.S.R. et les logements provisoires* (p. 991); Art. 2 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 996); *article 2 donnant aux organismes d'H.L.M. la possibilité de mettre les locataires dont les ressources sont supérieures d'un certain pourcentage au plafond de ressources prévu pour entrer dans les H.L.M. en demeure d'acquérir leur appartement, sous peine de se voir expulser; conserver à la proposition de loi un caractère libéral* (p. 996); Art. 4 : *Prix de vente du logement H.L.M.; sa fixation* (p. 997); *opinion de M. Cassagne* (p. 998); *faciliter l'accession à la propriété dans les H.L.M.; ne pas traduire ces acquisitions devant le juge de l'expropriation* (p. 998); *prix ne devant pas être inférieur aux charges supportées par l'office ou l'organisme d'H.L.M. pour le remboursement des prêts et l'amortissement* (p. 998); Art. 5 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « L'acquéreur acquitte le prix de vente par le versement d'un apport initial et d'annuités calculées compte tenu des ressources dont il dispose, suivant des modalités déterminées par décret. Il peut également l'acquitter au comptant »* (p. 999); *durée du crédit variant selon les ressources de l'acquéreur; sociétés de crédit immobilier* (p. 999); *modalités d'accession à la propriété* (p. 999); *son amendement après modification étant rédigé de la façon suivante : « L'acquéreur*

acquitte le prix de vente par un apport initial et des versements calculés compte tenu des ressources dont il dispose suivant des modalités déterminées par décret. Il peut également l'acquitter au comptant » (p. 1000); Art. 6 : Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les sommes perçues par les organismes en vue des ventes ainsi consenties sont affectées en priorité au remboursement des emprunts contractés pour la construction des logements vendus et pour le surplus au financement de programmes nouveaux de construction de logements locatifs dans des conditions définies par décret » (p. 1000); remboursement des emprunts (p. 1001); permettre aux organismes de financer des programmes nouveaux de constructions (p. 1001); offices pouvant exercer leur droit de rachat préférentiel en utilisant la trésorerie de leurs organismes (p. 1001); après l'Art. 6 : Application des lois sur la copropriété de droit commun (p. 1002); Art. 7 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Déclaration, pendant un délai de dix ans de l'aliénation volontaire d'un logement acheté dans les conditions de la présente loi, à l'organisme vendeur) (p. 1003); droit de rachat préférentiel (p. 1003); son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de cet article : « Toute infraction aux dispositions des alinéas précédents sera punie d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 2.000 francs à 20.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement » (p. 1004); clarté du texte (p. 1004); après l'Art. 7 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant : « Pendant un délai de dix ans à compter de l'acquisition, l'acquéreur ne peut utiliser le logement en tant que résidence secondaire » (p. 1004); Article additionnel : Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Cance (p. 1006); En seconde délibération : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article premier (Locataires de logements construits en application de la législation sur les habitations à loyer modéré et des articles 257 à 268 du Code de l'urbanisme pouvant faire offre d'acquérir le logement qu'ils occupent) (p. 1006); précision quant aux organismes auxquels s'applique le droit reconnu aux locataires de devenir propriétaires du logement qu'ils occupent (p. 1006); procédure de vote de l'amendement (p. 1007); situation des collectivités locales (p. 1007); application de la présente loi aux

locataires des immeubles appartenant aux sociétés immobilières d'économie mixte (p. 1007); cas des immeubles construits par la Caisse des dépôts et consignations selon des financements propres aux H.L.M. (p. 1007); ses observations sur les paroles de M. Schaff (p. 1008); ses observations sur les explications de vote : permettre à des familles de conditions modestes de réaliser le rêve de leur vie (p. 1009); En deuxième lecture : Ses observations sur les paroles de M. Pasquini [15 juin 1965] (p. 2130); Art. 1<sup>er</sup> : Logements construits à titre de cités d'expérience (p. 1832); son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Pasquini, à substituer aux mots « appréciées par le comité » les mots « appréciées par le préfet après avis du comité » (p. 2132); comités départementaux des H.L.M.; décision du préfet (p. 2132); cités d'expérience (p. 2133); Art. 4 : Faciliter aux locataires H.L.M. l'accession à la propriété; problème de l'intervention du juge de l'expropriation; ses observations sur les délais d'acquisition (p. 2133); Art. 6 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Affectation des sommes perçues par les organismes H.L.M. au titre des ventes ainsi consenties) (p. 2134); intérêt majeur à ce que le capital ainsi obtenu ne soit pas divisé (p. 2134); En troisième lecture : Ses observations sur les paroles de M. Pasquini [30 juin 1965] (p. 2773);

— du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement, Art. 2 : Gouvernement acceptant l'amendement de M. Halbout [15 juin 1965] (p. 2118); Art. 4 : Son amendement tendant à compléter cet article : « ainsi que dans les banques et organismes de crédit qui s'engageront par convention avec l'Etat à appliquer les règles fixées pour le fonctionnement de l'épargne-logement » (p. 2119); crédit d'épargne-logement pouvant être délivré dans diverses sortes d'établissement (p. 2119); après l'Art. 7 : Ses observations sur l'amendement de M. Grusenmeyer; dispositions relevant du domaine réglementaire; application de l'article 41 de la Constitution (p. 2120); En troisième lecture : Ses observations sur les paroles de M. André Halbout [30 juin 1965] (p. 2774);

— du projet de loi relatif aux zones d'aménagement différé : Lignes directrices d'une politique foncière; localiser les zones d'expansion ou de rénovation; guider leur aménagement; montée des prix; prêts accordés aux différentes

communes [15 juin 1965] (p. 2123); agglomérations parisienne et lyonnaise manquant de terrains suffisamment équipés; son intention à l'égard de la région parisienne; objectif envisagé; procédure de l'expropriation; mécanismes d'intention et de coordination de l'initiative privée; bail à construction; donner aux collectivités locales des moyens plus efficaces de poursuivre la politique (p. 2123, 2124); lenteurs d'obtention du permis de construire; plan d'urbanisme (p. 2125); Art. 1<sup>er</sup> : Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Lolive; ne pas donner à la collectivité le droit de préemption; préfet n'agissant qu'à titre conservatoire (p. 2126); Gouvernement acceptant l'amendement de M. Richet (p. 2126); Art. 2 : Ses observations sur l'amendement de M. Boscher; Gouvernement n'étant pas partisan de la rétroactivité des lois (p. 2126); ses observations sur les paroles de M. Boscher: importance de la spéculation (p. 2126);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, CONSTRUCTION : Chiffre de 409.000 logements terminés; caractères de la situation actuelle; ses observations sur le plan foncier, les plans techniques et financiers; politique des zones à urbaniser par priorité; Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme; loi sur le bail à construction; technique du bâtiment; nombre des usines de préfabrication; logement social; problème du financement; politique à long terme; système de financement par prêts différés du Crédit foncier; diversification de l'aide du Gouvernement; système d'allocation-logement; nombre de chantiers ouverts sans l'aide de l'Etat; accroissement du nombre de ces logements construits sans l'aide de l'Etat; création d'un véritable marché des créances hypothécaires; unification des normes des différentes catégories de logements aidés par l'Etat; financement des H.L.M.; procédure des permis de construire dans les villes [22 octobre 1965] (p. 4012 à 4014); crédits de rénovation urbaine; amélioration de la programmation des opérations de rénovation urbaine; financement des H.L.M. par la caisse centrale de financement; cotisation patronale de 1 %; application de la taxe de régularisation des valeurs foncières; projet de réforme des plans d'urbanisme; remplacer les plans actuels par d'autres documents: un schéma de structure et un plan d'utilisation des sols; difficultés rencontrées dans certaines zones ouvertes aux constructeurs de maisons

individuelles; aménagement des sites; protection des zones sensibles; nécessité d'instaurer un véritable marché des créances hypothécaires; faciliter les échanges; habitat ancien; possibilité de mieux utiliser l'épargne; épargne-logement; allongement de la durée des prêts bancaires; situation des mal-logés de Paris; cas de Clermont-Ferrand; exemple de l'Allemagne; situation des personnes âgées; création d'une société nationale d'H.L.M.; situation des offices publics d'H.L.M. de la Ville de Paris et du département de la Seine; contingent de primes attribué au département de la Moselle; durée des prêts du Crédit foncier pour l'accession à la propriété; aide de l'Etat en faveur des familles de condition modeste; réservation dans les H.L.M.; garantie de l'Etat (p. 4032 à 4035); Art. 45 : Proportion d'un cinquième des logements H.L.M. devant être construits en accession à la propriété; financement de 20.000 H.L.M. par emprunts bonifiés des caisses d'épargne; ses observations sur l'amendement de M. Denvers (p. 4037); accession à la propriété (p. 4037); Art. 60 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe 2 de cet article, à substituer aux mots « 31 décembre 1965 » les mots « 31 mars 1966 » (p. 4037); accélérer la liquidation des groupements de reconstruction; cas des travaux non achevés au 31 décembre 1965; clause de sauvegarde automatique (p. 4038); situation des villes sinistrées; cas du Havre; nouvelle formule de financement des opérations H.L.M.; logement des gendarmes et des fonctionnaires (p. 4038).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Paquet relative aux crédits à la construction de logements sociaux [29 octobre 1965] (p. 4355, 4356).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Billoux relative à la protection des copropriétaires d'une résidence à Montpellier [29 octobre 1965] (p. 4357, 4358).

Répond à la question orale, sans débat, de Mme de Hauteclocque relative aux difficultés de logement des femmes seules [29 octobre 1965] (p. 4359, 4360).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Ducolonné relative à la rénovation du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris [29 octobre 1965] (p. 4360).

Répond à la question orale sans débat de M. Escande relative aux inondations en Saône-et-Loire [29 octobre 1965] (p. 4361, 4362).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Gauthier relative à la délivrance des permis de construire [29 octobre 1965] (p. 4363, 4364).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Michel Debré, relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation, dans les départements de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane : *Nombre de cases ou d'habitations de fortune ne répondant pas aux exigences de salubrité; possibilité de taxer le terrain* [10 novembre 1965] (p. 4627); Article unique : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le texte: « Par arrêté préfectoral des infractions seront sanctionnées dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix »* (p. 4628);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions en matière de permis de construire : *Décret du 26 août 1964; plans d'urbanisme; compétence du maire pour la délivrance des permis* [10 novembre 1965] (p. 4629); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à la fin de la première phrase du texte proposé pour l'article 101 du Code de l'urbanisme et de l'habitation à substituer aux mots « par le Ministre de la Construction » les mots « par le maire ou le Ministre de la Construction, suivant l'autorité dont ils relèvent »* (p. 4630); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Peretti* (p. 4631); Art. 7 : *Montant de l'astreinte* (p. 4633); *rôle du juge* (p. 4633); *possibilité d'alléger les formalités en matière de délivrance du permis de construire; avis des services municipaux; problème des sanctions* (p. 4634).

**MECK (M. Henri)**, Député du Bas-Rhin, 5<sup>e</sup> circonscription (C.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 dé-

cembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 454 du Code de la sécurité sociale permettant aux enfants conçus et nés après l'accident du père de bénéficiaire, en cas de décès de celui-ci, d'une rente et d'une prise en charge par la Sécurité Sociale, n° 34 [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à abroger l'article 8 de la loi de finances n° 47-579 du 30 mars 1947 et à permettre aux personnels de la sûreté nationale de bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi n° 46-195 du 15 février 1946, n° 195 [21 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à une meilleure protection des salariés dont l'entreprise ou l'établissement cesse son activité, n° 261 [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à revaloriser l'indemnité journalière de l'assurance-maladie des jeunes travailleurs et apprentis, n° 564 [8 octobre 1963].

Sa proposition tendant à instituer une pension de veuve, n° 1511 [24 juin 1965].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Mesures décidées dans la période précédant le référendum et les élections; priorité à accorder aux mesures en faveur des personnes âgées; recettes encaissées au titre de la vignette; détermination exacte des ressources provenant de la vignette; propositions de la Commission Laroque; intérêt de projets concernant la construction de maisons de vieillards; revalorisation nécessaire des pensions des rentiers-viagers; accroissement de la population et politique d'allocations familiales; augmentation souhaitable des allocations militaires; abolition des zones de salaire; conséquences de celles-ci sur la décentralisation industrielle; augmentation spéculative des terrains à bâtir* [18 décembre 1962] (p. 75, 76); Art. 9 : *Tentatives antérieures pour mettre à la charge du régime général certaines prestations d'autres*

régimes; spoliation qu'elles représenteraient vis-à-vis des caisses de Sécurité sociale; conditions de la chute de M. Pinay; caractère injuste du transfert envisagé par le présent article (p. 98); En deuxième lecture: Importance des questions relatives à la législation de la Sécurité sociale; problème du transfert au régime général des charges incombant au régime agricole de Sécurité sociale; affirmations gouvernementales sur les disponibilités du Trésor; caractère de salaire différé des cotisations; regrettable affirmation du Premier Ministre sur la propriété, par les employeurs, des cotisations d'allocations familiales; projet de budget social étudié par M. Pinay, président du Conseil, en ce qui concerne la budgétisation de certaines dépenses de Sécurité sociale [20 décembre 1962] (p. 180, 181); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INDUSTRIE: Situation difficile de certaines vallées des Vosges par suite du recul de l'industrie textile; situation dans les cantons de Saales et de Villé; nécessité d'attirer vers ces régions des établissements industriels de petite ou de moyenne importance; perte de substance de l'industrie textile alsacienne [9 janvier 1963] (p. 416); TRAVAIL: Opinion du Ministre du Travail sur l'article 9 de la loi de finances prévoyant le transfert au régime général des charges incombant au régime agricole de Sécurité sociale; subventions éventuelles de l'Etat aux régimes spéciaux de Sécurité sociale; application des décisions de la Commission Laroque pour les personnes âgées; problème des abatements de zones de salaire; politique du Gouvernement en ce qui concerne la quatrième semaine de congés payés; données statistiques établies par M. Pellenc sur le revenu des travailleurs; politique entreprise depuis 1945 en matière de zones de salaire [9 janvier 1963] (p. 434 à 436); reproches adressés par le Ministre à M. Bacon (p. 443); EDUCATION NATIONALE: Insuffisance de crédits dans l'académie de Strasbourg; effort à entreprendre dans le domaine des écoles maternelles en Alsace-Lorraine; promesses faites à ce sujet par M. André Marie; question des langues dans les départements de l'Est; enseignement de l'allemand; position prise à ce sujet par le Conseil général du Bas-Rhin; nécessité d'adapter les manuels et l'enseignement aux données régionales [19 janvier 1963] (p. 1223, 1224); ANCIENS COMBATTANTS: Attribution du titre de réfractaire en Alsace-Lorraine; cas des jeunes gens ayant quitté

l'Alsace-Lorraine avant le 25 août 1942; application de la loi Dessein sur la bonification pour services militaires de guerre accordée aux fonctionnaires; dispositions de la loi Kœnig du 7 août 1957; réponse à la question écrite posée par M. Ulrich (J. O. du 16 décembre 1961) [22 janvier 1963] (p. 1458, 1459);

— du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, Commission mixte paritaire: Nécessité de prendre des mesures en faveur des personnes âgées; libéralités prévues par l'article 29 du présent texte en faveur de certaines sociétés de crédit [21 février 1963] (p. 2287); détresse des personnes âgées; nécessité de prendre des mesures en leur faveur (p. 2289).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative aux zones de salaires [17 avril 1964] (p. 818).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à la retraite complémentaire des ouvriers des forêts domaniales [22 mai 1964] (p. 1369).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au plan de stabilisation: Augmentation des allocations familiales; problème des vieux; nécessité de majorer toutes les allocations de vieillesse à l'occasion du prochain budget [24 juin 1964] (p. 2175).

Fait personnel: Evocation par M. Westphal des débats du conseil municipal de Molsheim (remboursement des emprunts) [24 juin 1964] (p. 2177).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1965: Augmentation de l'abattement à la base pour le calcul de l'impôt progressif sur le revenu; élargissement des « tranches » de revenus pour les petits salariés et les classes moyennes; utilisation des plus-values fiscales au profit des personnes âgées; conclusions de la Commission Laroque; relevement du plafond des ressources; prime à la construction devant être accordée aux ménages désirant se faire construire une maison individuelle [15 octobre 1964] (p. 3235, 3236).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à la subvention aux caisses d'accidents du travail agricole du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [4 novembre 1964] (p. 4564).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à l'allocation aux personnes âgées [27 novembre 1964] (p. 5707).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à la retraite de certaines catégories de travailleurs [27 novembre 1964] (p. 5712).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative au barème de l'impôt sur le revenu [4 décembre 1964] (p. 5851).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale, sans débat, relative aux primes à la construction (situation du département du Bas-Rhin) [21 avril 1965] (p. 784, 785, 786).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à l'échelle mobile des rentes d'accidents de travail [14 mai 1965] (p. 1352).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1966 : *Questions d'ordre social; Commission Laroque; prestations accordées aux vieux; Sécurité sociale pour les paysans de France; abattement à la base de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; nécessité de faciliter la construction individuelle; problèmes intéressant les combattants des départements d'Alsace et de la Moselle; abattement de zones de salaires* [7 octobre 1965] (p. 3378).

Décédé le 25 décembre 1966 (*J. O.* du 28 décembre 1966, p. 11599).

**MEHAIGNERIE (M. Alexis)**, Député d'Ille-et-Vilaine, 3<sup>e</sup> circonscription (C. D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843,

844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 9 : *Rachat des cotisations pour l'allocation vieillesse en matière agricole; relèvement des cotisations individuelles; sort des petits et moyens exploitants* [18 décembre 1962] (p. 102); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problème de la subvention journalière pour les maisons familiales et les centres d'apprentissage; crédits affectés à l'habitat rural; disparition éventuelle des exploitations familiales; détaxation souhaitable de l'orge* [11 janvier 1963] (p. 651);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits affectés à l'habitat rural; travaux à réaliser dans ce domaine, principalement dans l'Ouest* [4 novembre 1963] (p. 6333); BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Prestations sociales des familles paysannes; augmentation des cotisations; répartition des charges* (p. 6339).

Son rappel au règlement : *Son droit de parole lors de la déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire* [28 novembre 1963] (p. 7532).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, Art. 14 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [12 décembre 1963] (p. 7881);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits destinés à l'habitat rural, aux adductions d'eau, à la voirie rurale ne*

suffisant pas pour satisfaire les demandes; difficultés du monde paysan; importation de produits agricoles; tendance à la baisse des cours de la viande à la production; intervention du F.O.R.M.A. pour assainir le marché du porc; taux des subventions relatives à la construction des chemins ruraux [5 novembre 1964] (p. 4713); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, Art. 53: Plafond de l'exonération des cotisations au B.A.P.S.A. [5 novembre 1964] (p. 4734).

Mise au point au sujet du vote de M. Ihuel lors du projet de loi de finances rectificative [10 décembre 1964] (p. 6031).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Problème du chocolat; poudre de lait* [24 juin 1965] (p. 2469);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE, F.O. R.M.A. ET B.A.P.S.A., Art. 32 (suite) : *Régime complémentaire de retraite des exploitants agricoles; application de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959* [28 octobre 1965] (p. 4317).

Son rappel au règlement : *Discussion des questions orales sur la situation sociale; questions orales relatives aux anciens combattants et victimes de la guerre; question orale avec débat de M. Paul Coste-Floret sur la réforme du Sénat* [24 mai 1966] (p. 1441).

**MER (M. Jacques)**, Député de la Seine, 5<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 janvier 1962] (p. 1160).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires

étrangères [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 602), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 594);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 133) autorisant la ratification de la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage signée le 7 décembre 1956, n° 425 [4 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à reviser certaines rentes viagères, n° 1114 [21 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1076) autorisant la ratification du traité de commerce et de navigation entre la République française et la République populaire d'Albanie, signée à Tirana le 14 décembre 1963, n° 1223 [8 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 805) autorisant l'approbation de la convention sur les relations économiques et la protection des investissements, signée à Tunis le 9 août 1963, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, ainsi que des deux échanges de lettres s'y rapportant, n° 1539 [25 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 54-781 du 2 août 1954, en vue de faciliter les possibilités de logement des étudiants et des personnes seules, n° 1604 [7 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), affaires algériennes, n° 1609 [8 octobre 1965].

Son rapport, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet



de loi (n° 1578), autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, n° 1610 [8 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1660) rejeté par le Sénat, autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, n° 1661 [10 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, n° 1674 [17 novembre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), affaires étrangères, 3<sup>e</sup> partie : Algérie, n° 2096 [21 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification d'une convention relative à l'abolition de l'esclavage, en qualité de *Rapporteur* : *Evolution du droit international public en matière d'esclavage; son interdiction progressive; dispositions contenues à ce sujet dans l'acte final du Congrès de Vienne; abolition de l'esclavage par l'Angleterre, la France, la Tunisie; discussions à ce sujet à la Société des Nations; convention de 1926; définition de l'esclavage et de l'esclave; dispositions prises pour lutter contre la traite; article 4 de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948; texte de la convention de 1956; « institutions analogues » visées par cette convention; persistance de pratiques esclavagistes en Afrique; rôle de la France dans la lutte pour l'abolition de l'esclavage* [4 juillet 1963] (p. 3873 à 3873);

— du projet de loi autorisant l'approbation

d'accords de coopération avec la République du Mali : *Evolution des rapports franco-maliens; aide apportée aux pays africains en matière de personnel technique, en particulier dans l'enseignement; nécessité d'augmenter l'effort de la France dans ce domaine* [23 juillet 1963] (p. 4401, 4402).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative à l'application de la loi d'aide à l'enseignement privé [26 juillet 1963] (p. 4567, 4568, 4569).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, COOPÉRATION : *Etablissement d'un plan d'aide pluriannuel; création de missions d'aide et de coopération; action menée par la France pour former des cadres africains* [28 octobre 1963] (p. 5768, 5769); *planification et coordination de l'aide de la France* (p. 5769, 5770); TRAVAIL : *Rapports entre les médecins et la Sécurité sociale; révision et améliorations du régime conventionné; médecins du secteur libre; caractère des relations entre les médecins et l'administration* [5 novembre 1963] (p. 6430, 6431); EDUCATION NATIONALE : *Démocratisation de l'enseignement; admission en 6<sup>e</sup> d'élèves peu doués; programme des classes du cycle terminal; réforme des méthodes d'enseignement des langues étrangères* [6 novembre 1963] (p. 6595, 6596); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Situation des rentiers voyageurs, publics et privés; nécessité de ne pas oublier cette catégorie des personnes âgées* [8 novembre 1963] (p. 6901).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative à l'enseignement de l'allemand [29 novembre 1963] (p. 7578, 7579).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative aux classes de transition et aux classes terminales [29 novembre 1963] (p. 7580, 7581).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, avec débat, relative à la médecine conventionnée : *Arrêté du 12 juillet 1963 interdisant aux médecins non conventionnés d'exercer dans des cliniques conventionnées; nécessité de rapporter un texte dont les conséquences sont préjudiciables à des membres éminents du corps médical et aux assurés sociaux* [6 décembre 1963] (p. 7728, 7729, 7730).

Pose à M. le Ministre de la Construction une

question orale, sans débat, relative au logement social dans la Seine [30 avril 1964] (p. 1050, 1051, 1052).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à la retenue de cotisation sur pension mixte [22 mai 1964] (p. 1364, 1365).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à la définition de l'intention spéculative en matière immobilière [22 mai 1964] (p. 1365, 1366).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, sans débat, relative à l'immigration des travailleurs africains [29 mai 1964] (p. 1545, 1546).

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale, sans débat, relative aux prêts aux étudiants de l'enseignement supérieur [5 juin 1964] (p. 1684, 1685, 1686).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale, avec débat, relative à la politique de coopération avec les pays en voie de développement [10 juin 1964] (p. 1772) : *Opposition politique menée par les opposants contre le Chef de l'État et le Gouvernement de la majorité au sujet de cette aide; crédits consacrés à l'aide et à la coopération; attitude favorable du peuple de France à la coopération; raisons économiques de cette coopération; importance de notre commerce avec les pays aidés; nos devoirs de solidarité humaine; investissements du F.A.C.; mesures prises à l'égard de la Tunisie* (p. 1773, 1774, 1775).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, COOPÉRATION : *Diminution des crédits de la coopération; conséquences fâcheuses sur le développement économique des États africains; ne pas rendre ces États plus accessibles à des entreprises menées notamment par la Chine; importance de l'aide française; son caractère efficace; nécessité de la coordonner et de la situer au sein de l'effort général de l'Occident; relations entre les représentants du F.A.C. et ceux du Fonds européen; résultats de la politique française; efforts de coopération culturelle et technique ne devant marquer aucun ralentissement; résultats obtenus en matière d'enseignement; adaptation des programmes des États africains et de leurs méthodes à leurs besoins véritables; souci de l'intérêt des masses africaines; évolution de leurs moyens de vie* [22 octo-

bre 1964] (p. 3686, 3688); ÉDUCATION NATIONALE : *Importance de l'effort accompli pour faire face aux mutations démographiques et socio-économiques de la France; adaptation du contenu de l'enseignement aux nécessités de l'économie et de la vie moderne; doctrine encore flottante du Gouvernement; réformer les méthodes d'hier; prévoir deux types fondamentaux d'enseignement, l'un plus abstrait et l'autre plus concret; formation longue et formation courte; ne pas saper notre enseignement traditionnel; le doubler d'une autre série de formations plus ouvertes sur la technique et l'économie; extension systématique de l'orientation à tous les niveaux; réforme des programmes à tous les échelons; importance de la technique; coexistence dans les collèges polyvalents du premier cycle de divers types d'enseignement; formation de la plus grande partie des maîtres devant être revue dans le sens d'une simplification d'un allègement des programmes; raccourcissement de la durée des études de licence* [29 octobre 1964] (p. 4152 à 4155); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Politique de la France à l'égard des pays du tiers monde; notre pays ne cherchant pas à contrecarrer les États-Unis; vanité de l'accusation de néocolonialisme; rapport Jeanneney; cas du Cambodge et de l'Amérique du Sud; reconnaissance par la France de la République populaire de Chine; problème du Laos et du Vietnam; France proposant aux nations d'Amérique latine le renforcement des liens entre l'Europe et l'Amérique du Sud; traité franco-allemand étant un exemple de collaboration en Afrique; son succès; action de la France dans le tiers-monde; présence française au Moyen-Orient; voyage du Chef de l'État en Amérique du sud; action menée par la France à la Conférence de Genève sur les prix des matières premières* [3 novembre 1964] (p. 4451, 4453); CONSTRUCTION : *Précisions sur les critères pour la répartition des Logécos et des H.L.M.; expulsion d'office des H.L.M. des personnes dont les ressources sont nettement supérieures au maximum prévu; liste de ceux-ci établie par la Commission ad hoc avec le concours des services préfectoraux; élaborer des règles très strictes de classement à l'intérieur de ce groupe de prioritaires pour faciliter la tâche des commissions d'attribution; surloyer; loyer des immeubles anciens; acuité de cette question dans les grandes villes et agglomérations où les loyers sont plus ou moins appliqués en vertu de la loi de 1948;*

*nécessité de rétablir l'unité du marché du logement; cas des arrondissements de « bourgeois » de Paris; scandales à Paris* [4 novembre 1964] (p. 4546, 4547); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Carte des économiquement faibles; foyers des jeunes travailleurs* [7 novembre 1964] (p. 5015).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme de l'enseignement [13 novembre 1964] (p. 5399).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification du traité de commerce et de navigation entre la République française et la République populaire d'Albanie, signé à Tirana le 14 décembre 1963, en qualité de *Rapporteur: Développement des échanges commerciaux entre l'Albanie et la France; resserrer les relations entre les deux pays; tableau des échanges économiques franco-albanais; leur inexistance jusqu'en 1958; portée politique du traité* [10 décembre 1964] (p. 6041).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale, sans débat, relative aux conditions d'attribution de la carte des économiquement faibles [14 mai 1965] (p. 1348, 1349).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Programmes de seconde; conseils d'orientation devant guider les élèves à la fin de la troisième; préparation des manuels; idée de spécialisation; suppression de l'ancienne section M'; faciliter aux élèves sortis des C.E.G. l'accès à des sections littéraires; ses remarques sur les classes terminales; suppression de la section « sciences expérimentales »; création d'une section « sciences économiques et sociologiques »; enseignement du français; ses remarques sur le baccalauréat* [19 mai 1965] (p. 1424, 1425).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale, sans débat, relative aux subventions aux foyers de jeunes travailleurs [9 juin 1965] (p. 1922, 1923, 1924).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes : *Solidarité des nations du tiers monde; liens*

*économiques; crise de l'Europe; divergences entre la Russie et la Chine; échecs de la pénétration de la Chine en Afrique; danger de pénétration du tiers monde par d'autres puissances; politique du « big-stick »; incarnation de l'Occident par la France* [16 juin 1965] (p. 2188, 2189);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur les relations économiques et la protection des investissements signée à Tunis le 9 août 1963 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, ainsi que des deux échanges de lettres s'y rapportant, en qualité de *Rapporteur: Situation des conventions du 3 juin 1955; apporter aux ressortissants français des garanties et la protection indispensable; problème des investissements agricoles; opinion des représentants qualifiés de la colonie française de Tunisie* [28 juin 1965] (p. 2686, 2687);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, en qualité de *Rapporteur: Accords d'Evian; situation politique de l'Algérie; importance de la coopération; son caractère rationnel; coopération culturelle et technique; coopération universitaire; ses observations sur l'enseignement privé, les centres culturels, les maisons de l'enseignement; envoi de militaires du contingent; accords pétroliers; plan de Constantine; politique de nationalisation du Gouvernement algérien; ses conséquences; niveau de vie de l'Algérie; liens économiques entre la France et l'Algérie; attitude du nouveau Gouvernement algérien; accord franco-algérien sur les hydrocarbures; développement industriel de l'Algérie; situation de l'économie pétrolière; extraction du pétrole brut; nationalisation des terres; ses observations sur les hydrocarbures liquides; aggravation de la fiscalité; structure des sociétés concessionnaires; affaire de la S.N. Repal; originalité de l'association coopérative; Algériens devant participer à la recherche, à l'exploitation, au transport et au commerce des hydrocarbures; régime du gaz; compétitivité du pétrole saharien*

par rapport au pétrole du Moyen-Orient; problèmes énergétiques français; besoins de la France en pétrole; consommation de pétrole; climat des relations entre les deux pays, la France et l'Algérie; portée internationale de l'accord; délégation française lors de la conférence de Genève en 1964 [14 octobre 1965] (p. 3663 à 3666); EDUCATION NATIONALE : Réforme du second cycle; changements trop fréquents de programmes et de livres; rationalisation des programmes; subsistance de la tendance à l'encyclopédisme; horaires étant trop chargés; réduction des horaires hebdomadaires; enquête sur le raccourcissement des vacances; contenu des programmes; enseignement des langues vivantes; possibilité de commencer l'étude des langues vivantes plus tôt; problème du français; importance du français dans les classes terminales; question des examens; suppression de l'examen probatoire; ne pas créer un barrage entre la première et la classe terminale; pénurie des maîtres; situation des directeurs dans l'enseignement du second degré; maintenir le haut niveau de l'agrégation [18 octobre 1965] (p. 3820, 3821); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Carte sociale d'économiquement faible; foyers de jeunes travailleurs; exonération de la redevance radiophonique; réduction sur les tarifs S.N.C.F.; aide médicale gratuite; bénéfice du demi-tarif sur les transports parisiens; migrations vers les grandes villes; crise du logement; problème de la formation des cadres et des animateurs des foyers [27 octobre 1965] (p. 4182, 4183); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : Problème des rentiers viagers; plan de stabilisation; revalorisation des rentes viagères; fiscalité de ces rentes; détermination de l'assiette de l'impôt; écrêtement des traitements des hauts fonctionnaires [27 octobre 1965] (p. 4202, 4203).

— en deuxième lecture, du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, en qualité de Rapporteur: Objections élevées au Sénat; conférence afro-asiatique; conception du tiers monde; ratification des accords franco-algériens [10 novembre 1965] (p. 4624, 4625); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant

la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de la question touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, en qualité de Rapporteur: Réunion de la Commission mixte paritaire; son objet [17 novembre 1965] (p. 4716).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative aux annonces anonymes d'offres d'emploi [19 novembre 1965] (p. 4785, 4786, 4787).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative aux droits des gens de maison [29 avril 1966] (p. 1040).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme des enseignements supérieurs : Sauvegarde de l'enseignement classique; création d'enseignements de type plus concret débouchant plus directement sur la vie professionnelle; création des instituts universitaires de technologie [8 juin 1966] (p. 1797, 1798).

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale, avec débat, relative à l'aide aux étudiants [8 juin 1966] (p. 1807) : Allocation d'études; instituts universitaires de technologie; prestations d'études des autres étudiants de l'enseignement supérieur; démocratisation de l'enseignement secondaire (p. 1809, 1810).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale, avec débat, relative aux logements sociaux : Amélioration des conditions de logement des personnes âgées et les maisons de retraite; construction de logements-foyers; réservation de logements dans les H.L.M.; rénovation des vieux logements [15 juin 1966] (p. 2053, 2054, 2055).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification du décret n° 66-296 du 11 mai 1966 fixant le régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie, en qualité de Rapporteur pour avis: Aspect politique de la question; normalisation des rapports entre la France et la Tunisie; aide financière apportée à la Tunisie par la France [28 juin 1966] (p. 2430);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES :

*Emploi des cadres âgés; recrutement des cadres pour le compte des entreprises; bourse de l'emploi; fonds national de l'emploi; ses observations sur les déclarations de M. Pompidou sur l'accès des cadres âgés à la fonction publique; carte d'économiquement faible; problème du demi-tarif sur les transports; carte du Fonds national de solidarité; statut des emplois de maison [20 octobre 1966] (p. 3620, 3624); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME: Équipement hôtelier de la région parisienne; hôtel Hilton; importance de Paris pour le tourisme international; équipement en salles de congrès; ses observations sur l'affaire de Maine-Montparnasse, sur celle du Majestic et sur le grand projet de la Porte Maillot; édification d'un grand hôtel international à la gare d'Orsay [21 octobre 1966] (p. 3704); AFFAIRES CULTURELLES: Sauvegarde des quartiers historiques d'un certain nombre de villes; ses observations sur le faubourg Saint-Germain et le Marais; conséquences des classements; gardiennage des musées; possibilité d'utiliser des militaires du contingent pour le gardiennage [27 octobre 1966] (p. 3983); EDUCATION NATIONALE: Réforme des bourses accordées aux étudiants de l'enseignement supérieur; ses observations sur le baccalauréat; enseignement des mathématiques; problème de l'orientation; absence d'examen entre la classe de sixième et la classe terminale; ouverture de nouvelles sections; problème des docteurs d'Etat en fonction dans l'enseignement secondaire et supérieur et dans l'enseignement primaire; rémunérations de la fonction publique; problème de la qualité de l'enseignement [2 novembre 1966] (p. 4140, 4141); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur pour avis: Crédits affectés à la coopération économique; coopération culturelle et technique avec l'Algérie; crédits destinés à l'Afrique du Nord; hommage à la politique mise en pratique par le Secrétariat d'Etat; statut des coopérants; leur rôle en Algérie; rôle des militaires du contingent; office universitaire pour l'Algérie; distinction entre l'aide libre et l'aide liée; signature des accords sur les hydrocarbures; prestige de la France, notamment à l'O.N.U.; spoliations dont ont été victimes les intérêts français [3 novembre 1966] (p. 4184 à 4186); ECONOMIE ET FINANCES, CHARGES COMMUNES: Situation des rentiers viagers; revalorisation des rentes; principe du nominalisme des obligations; problème de la dette publique; ses questions relatives à*

*l'épargne; écrêtement des traitements des hauts fonctionnaires pour le calcul de leur retraite [4 novembre 1966] (p. 4268);*

— du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques: *Ses observations sur l'hôtel de Vaudreuil; obligations de classement; charges imposées à certains propriétaires en raison d'un classement; ses observations sur les secteurs sauvegardés; problème du faubourg Saint-Germain [8 décembre 1966] (p. 5372).*

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative aux licenciements de cadres [16 décembre 1966] (p. 5647, 5650, 5651).

### **MESSMER (M. Pierre).**

*Ministre des Armées*

(2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou)  
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

*Ministre des Armées*

(3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou)  
du 8 janvier 1966 au 1<sup>er</sup> avril 1967.

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Armées [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre des Armées (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J.O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Armées (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J.O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Ministre des Armées (3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J.O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Ministre des Armées cessent le 1<sup>er</sup> avril 1967 (*J.O.* du 1<sup>er</sup> avril 1967, p. 3187) (démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

### **Dépôts:**

Son projet de loi portant ratification du décret n° 62-1358 du 16 novembre 1962 relatif à la formation de la classe 1965, n° 26 [18 décembre 1962].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 62-1501 du 14 décembre 1962

modifiant la composition des premier et deuxième contingents 1962, n° 54 [27 décembre 1962].

Son projet de loi modifiant et complétant l'article 5 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 6 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, n° 114 [17 janvier 1963].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 63-26 du 16 janvier 1963 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité des premier et deuxième contingents 1963, n° 136 [5 février 1963].

Son projet de loi relatif à certains personnels des réserves de l'armée de mer, n° 217 [30 avril 1963].

Son projet de loi modifiant l'article 12 de l'ordonnance n° 62-718 du 30 juin 1962 relative aux tribunaux des forces armées en Algérie, n° 282 [17 mai 1963].

Son projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement du service national, n° 432 [9 juillet 1963].

Son projet de loi relatif aux changements d'arme des officiers d'active, n° 460 [16 juillet 1963].

Son projet de loi portant modification des articles 12 et 13 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, n° 542 [1<sup>er</sup> octobre 1963].

Son projet de loi modifiant l'article 43 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, n° 572 [15 octobre 1963].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 63-996 du 4 octobre 1963 relatif à la formation de la classe 1966, n° 588 [18 octobre 1963].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 63-1029 du 15 octobre 1963 relatif à la mise en congé libérale du contingent après seize mois de service actif, n° 604 [29 octobre 1963].

Son projet de loi relatif à l'emploi d'officier dans les services du Ministère de l'Éducation nationale, n° 657 [19 novembre 1963].

Son projet de loi édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers, n° 711 [4 décembre 1963].

Son projet de loi relatif aux services accomplis avant l'âge de 18 ans dans les forces françaises libres, n° 794 [2 avril 1964].

Son projet de loi relatif à la prise en compte de services accomplis dans l'armée par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française, n° 802 [2 avril 1964].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 63-26 du 16 janvier 1963 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité des premier et deuxième contingents 1963, n° 810 [2 avril 1964].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 64-150 du 18 février 1964 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité des premier et deuxième contingents 1964, n° 811 [2 avril 1964].

Son projet de loi modifiant la loi n° 61-1381 du 19 décembre 1961 autorisant des admissions sur titres dans le corps des officiers d'administration de l'armement, n° 1075 [2 octobre 1964].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 64-844 du 13 août 1964 relatif à la formation de la classe 1967, n° 1081 [2 octobre 1964].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 64-940 du 11 septembre 1964 portant modification à la composition, aux dates d'appel et aux obligations d'activité des premier et deuxième contingents 1964, n° 1086 [2 octobre 1964].

Son projet de loi de programme relatif à certains équipements militaires, n° 1155 [6 novembre 1964].

Son projet de loi relatif à la prise de rang de certains élèves de l'École polytechnique dans les services publics de l'État, n° 1159 [9 novembre 1964].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 64-1126 du 12 novembre 1964 portant modification à la composition des premier et deuxième contingents 1964, n° 1187 [24 novembre 1964].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 64-1127 du 12 novembre 1964 concernant les dates d'appel et les obligations d'activité des premiers et deuxième contingents 1965, n° 1188 [24 novembre 1964].

Son projet de loi portant fusion de l'intendance militaire métropolitaine et de l'intendance militaire des troupes de marine, n° 1198 [1<sup>er</sup> décembre 1964].

Son projet de loi relatif à la création de cadres d'officiers techniciens de l'armée de

terre et de l'armée de l'air, n° 1199 [1<sup>er</sup> décembre 1964].

Son projet de loi portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées, n° 1200 [1<sup>er</sup> décembre 1964].

Son projet de loi portant création d'un corps de pharmaciens chimistes des armées, n° 1201 [1<sup>er</sup> décembre 1964].

Son projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, n° 1345 [29 avril 1965].

Son projet de loi relatif aux corps des chefs et sous-chefs de musique de l'armée de terre et au statut des chefs et sous-chefs de musique des armées, n° 1480 [18 juin 1965].

Son projet de loi portant réorganisation de certains cadres d'officiers et de sous-officiers de l'armée de terre, n° 1495 [23 juin 1965].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 65-759 du 7 septembre 1965 relatif à la formation de la classe 1968 et du décret n° 65-835 du 1<sup>er</sup> octobre 1965 qui l'a modifié, n° 1625 [14 octobre 1965].

Son projet de loi modifiant l'article 29 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense, relatif à la durée du service militaire, n° 1626 [14 octobre 1965].

Son projet de loi portant création du corps militaire du contrôle général des armées, n° 1669 [16 novembre 1965].

Son projet de loi portant création de l'institution sociale des armées, n° 1691 [20 décembre 1965].

Son projet de loi modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, n° 1885 [2 juin 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Cour de sûreté, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de M.M. Dejean, Massot et de la Commission (Exercice des fonctions de premier président et de conseillers) : tradition judiciaire française selon laquelle le grade de juge est fonction du grade des inculpés* [4 janvier 1963] (p. 254);

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES : *Caractéristiques du présent budget militaire; part de celui-ci dans le produit national brut; diminution des effectifs; réduction de la durée du service militaire; libération des appelés musulmans et africains; effets de la réduction des effectifs sur l'encadrement; élargissement souhaitable de la culture générale et professionnelle des cadres de carrière; départs de ceux-ci; réforme nécessaire des carrières; répartition géographique des effectifs militaires dans les trois armes; étendue et la profondeur des transformations dans lesquelles est engagée l'armée française; conséquences financières de la réduction des effectifs; augmentation de certaines primes; nombre élevé de militaires séjournant dans des écoles de formation; coût moyen d'entretien d'un militaire; dépenses d'infrastructure en métropole; modernisation du domaine militaire et de casernement; recherche de terrains d'instruction; entraînement; problèmes de l'armement; contexte dans lequel a été élaborée la loi de programme; camionnette automatique de 1,5 tonne; camionnette automatique de 3 tonnes; constructions navales militaires; problème de l'aviation embarquée; achat de Crusader; sous-marin atomique; propositions faites par le Gouvernement des Etats-Unis au sujet de la vente d'un sous-marin atomique; reconversion de l'armée de l'air; nouveau matériel aérien; recherches pour disposer d'un engin balistique lancé à partir d'une plate-forme navale ou aérienne; recherches du service des poudres; achat de Polaris; arsenal atomique français; recherche dans le domaine de lancement des engins; problème de la consommation des crédits dans le délai imparti; effets des dépenses militaires sur la vie nationale; formation jeunes par l'armée; entraînement physique des militaires; réorganisation des effectifs; utilisation des appelés; importance des commandes militaires sur les secteurs d'armement, de constructions aéronautiques, d'électricité et d'électronique et de la construction navale; difficultés de la construction aéronautique; problème de la Caravelle [23 janvier 1963] (p. 1568 à 1574); utilisation de la force de frappe française dans le cas d'une attaque par missiles [24 janvier 1963] (p. 1609); politique militaire du Gouvernement; problème d'une armée de métier; protection civile; char de combat; sous-marin atomique; options nécessaires entre les différents types d'armes et de systèmes d'armes; assurances*

fournies par les Américains aux Anglais après l'accord des Bahamas; problème d'une force de frappe multilatérale; problèmes relatifs à la politique d'armement; affirmation selon laquelle le Gouvernement liquiderait progressivement les établissements militaires d'Etat; situation des arsenaux; réalisation du programme nucléaire par des organismes d'Etat; cas de l'industrie aéronautique; dépôt probable d'un prochain collectif militaire; condition militaire; nécessité de revaloriser les traitements; organisation de la carrière militaire; réforme de la préparation militaire; exigence du brevet sportif populaire du troisième degré; problèmes de la gendarmerie; installations militaires de Vincennes; camp de La Courtine; champ de tir des Landes; équipements sportifs (p. 1613, 1614); Art. 16: Amendement du Gouvernement (Augmentation des mesures nouvelles des dépenses en capital): maintien de l'activité des arsenaux maritimes (p. 1617);

— du projet de loi modifiant les Codes de justice militaire: Nécessité de préciser la compétence « ratione loci » des tribunaux de justice militaire [6 juin 1963] (p. 3202).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Dupérier relative à la situation de l'industrie aéronautique française [7 juin 1963] (p. 3240, 3241);

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement d'officiers de réserve de l'armée de mer en carrière courte: Encouragement à donner au recrutement d'officiers de réserve de l'armée de mer hautement qualifiés [11 juin 1963] (p. 3280);

— du projet de loi relatif aux tribunaux des forces armées: Contenu du présent texte [24 juillet 1963] (p. 4453);

— du projet de loi relatif aux changements d'arme des officiers d'active: Restrictions apportées par le statut des officiers aux changements d'arme; nécessité de procéder à de vastes réformes de structure dans l'armée française [24 juillet 1963] (p. 4455, 4456); Art. 1<sup>er</sup>: Amendement de la Commission (Nécessité d'étaler les mutations sur une durée de sept ans) (p. 4456); amendement de la Commission (Inconvénients qui résulteraient de l'adoption du présent amendement) (p. 4456); amendement de la Commission (Priorité donnée aux demandes de mutation volontaire) (p. 4457);

— du projet de loi relatif à certaines moda-

lités d'accomplissement du service national: Définition de l'objecteur de conscience; leur affectation; leur situation en temps de guerre [24 juillet 1963] (p. 4465); sa demande de vote bloqué au nom du Gouvernement (p. 4470); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement au nom du Gouvernement (Service des objecteurs pour un travail d'intérêt général) (p. 4472); Article additionnel: Amendement de M. Germain (Promulgation d'un R.A.P. pour déterminer les emplois auxquels ne pourront accéder les objecteurs de conscience): définition des fonctions auxquelles ne pourra accéder un objecteur de conscience (p. 4476); En deuxième lecture: Ses observations sur les trois amendements du Gouvernement [15 octobre 1963] (p. 5165); recours à l'article 44, alinéa 3 de la Constitution; vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 5166); Art. 2: Son amendement (Possibilité pour un sursitaire de demander l'application de la loi) (p. 5166); Art. 6: Son amendement (Détermination claire des compétences juridictionnelles) (p. 5167); Art. 12: Son amendement (Mise en vigueur de la présente loi) (p. 5168); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire: Rejet, par le Sénat du texte adopté deux fois par l'Assemblée; conséquences de la motion de renvoi; repousser le texte de la Commission mixte [21 novembre 1963] (p. 7366); En troisième lecture: Ses observations sur le vote favorable nécessaire à l'adoption du projet [3 décembre 1963] (p. 7596);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES: Unification de la section « Outre-Mer » et de la section « Terre » dans le budget 1964; prélude à une réforme des forces d'outre-mer; modernisation des armées et réduction des effectifs; équipements nouveaux et plus efficaces; priorité à l'armement nucléaire; pénurie de main-d'œuvre; utilisation de réserves d'emploi des obligations militaires; sa réduction; dépenses de personnel et de fonctionnement; priorité donnée à l'armée stratégique; fabrication de bombes atomiques; futures explosions nucléaires; travaux d'infrastructure; crédits consacrés à l'armement nucléaire stratégique; efforts entrepris dans le domaine de l'armement classique; entrée en service du porte-hélicoptères « La Résolue »; dotation de l'aéronavale par les « Etendard » et les « Crusader »; avions de combat rapides à décollage vertical; présérie des six appareils « Transalt »; programme d'armement; indus-



*trie aéronautique; plan de charge des arsenaux; deuxième loi de programme destinée à doter la France des armes thermonucléaires [7 novembre 1963] (p. 6232 à 6236); armement nucléaire français; opinion de M. Jules Moch en octobre 1958 sur la fabrication d'un arsenal atomique par la France (p. 6750); comparaison de la capacité respective de certains bombardiers américains et français; responsabilités de la V<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République pour la force de frappe; menace de M. Khrouchtchev au moment de Suez; bénéfice pour la recherche scientifique résultant de la fabrication d'une force de frappe; opinion du peuple français en la matière (p. 6750, 6751, 6752); armement nucléaire nécessaire à la défense de la France; conséquences dans le domaine international; armement nucléaire français, élément important de la construction politique de l'Europe; statut des ouvriers et des établissements de l'Etat; problème du recrutement; cas des sous-officiers; création du corps des officiers techniciens; réforme du système de financement des casernes de gendarmerie; problème des « Albatros » et des « Super Frelon » (p. 6775, 6776, 6777).*

Répond à la question orale, sans débat, de M. Waldeck Rochet relative aux permissions agricoles [15 novembre 1963] (p. 7278).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Bignon relative à la situation des sous-officiers [15 novembre 1963] (p. 7279, 7280).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Boscary-Monsservin relative aux incidences des périodes militaires sur certains budgets familiaux [15 novembre 1963] (p. 7281, 7282).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Boscary-Monsservin relative aux périodes militaires des exploitants agricoles [15 novembre 1963] (p. 7282, 7283).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Picquot relative à l'évacuation de certaines bases de l'O.T.A.N. [15 novembre 1963] (p. 7283, 7284).

Répond aux questions orales, avec débat, de MM. Bayou, Manceau et Gilbert Faure relatives à la durée du service militaire : *Politique de modernisation des armements; attributions de vin aux soldats; temps nécessaire pour former un pilote d'aviation ou un mécanicien électronique; durée du service militaire dans les armées étrangères [15 novembre 1963] (p. 7288, 7289).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification des articles 12 et 13 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée : *Portée du projet; maintenir les âges limites proposés par le Gouvernement s'échelonnant entre 29 et 34 ans; ne pas favoriser les naturalisés par rapport aux Français résidant à l'étranger [3 décembre 1963] (p. 7598);*

— du projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Education nationale : *Réduction des effectifs d'officiers; conséquences de la modernisation de l'armée; diminution du temps du service militaire; réduction des effectifs de la troupe [5 décembre 1963] (p. 7652, 7653); reclassement des officiers dans le secteur public et dans le secteur privé; proposer certains avantages en faveur des officiers choisissant de quitter l'armée; problème de l'enseignement en Algérie; intégration prévue dans d'autres administrations que celle de l'Education nationale; caractère des projets : intérêt pour les officiers, pour l'armée et pour la Nation (p. 7652, 7653); Art. 1<sup>er</sup> : Ses observations sur l'amendement de M. Gorce-Franklin au sujet de la qualification professionnelle des officiers (p. 7653); Art. 3 : Ses observations sur l'amendement de M. le Theule (Problème de la limite d'âge de leur grade) (p. 7655);*

— du projet de loi édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers, Art. 5 : *Problème de l'ancienneté; nécessité de l'intervention d'un règlement d'administration publique [5 décembre 1963] (p. 7658);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 4 : *Distinction entre l'industrie des moteurs et l'industrie des cellules; part des cellules dans la valeur des avions; désir d'acheter des « Breguet 941 » exprimé par plusieurs pays; dégager les crédits de paiement nécessaires au lancement de l'opération [10 décembre 1963] (p. 7765);*

— du projet de loi relatif aux services accomplis avant l'âge de 18 ans dans les Forces françaises libres : *Amélioration d'une formule; ses observations sur l'amendement de M. Karcher [12 mai 1964] (p. 1144);*

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 9 avril 1935 fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air et portant suppression de corps et cadre d'officiers, Art. 2 : *Ses observations sur*

les paroles de M. Boscher; politique d'avancement; raisons d'équité et de principes [23 juin 1964] (p. 2104); Art. 5: Ses observations sur l'amendement de M. Boscher; opposition du Gouvernement (p. 2105);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES: Examen des crédits militaires; débat d'ordre général; dépenses ordinaires; dépenses d'équipement; crédits de paiement; équilibre des dépenses de fonctionnement; réduction des effectifs affectant surtout l'armée de terre; donner aux armées un caractère objectionnel; marine nationale ayant 46,5 % de son personnel embarqué; situation des sous-officiers; nombre des engagements ayant progressé dans l'armée de terre; augmentation des primes d'engagement et de rengagement; projet de loi sur les officiers techniciens; projet de loi sur le recrutement; transformation des conditions de recrutement; réduction d'effectifs s'étant accompagnée d'une modernisation profonde des armements; loi de programme 1965-1970; crédits d'équipement allant au Commissariat à l'énergie atomique; parc aérien; avions de construction française; dépenses d'infrastructure militaire; répartition des crédits d'équipement; progrès accomplis dans le domaine nucléaire; recensement des terrains militaires sans emploi, leur aliénation; part des dépenses militaires dans le revenu national étant égal à celui de la Suède; caractères de la politique militaire du Gouvernement [6 novembre 1964] (p. 4854 à 4858); grandes options de la politique militaire française trouvant mieux sa place dans la discussion du projet de loi de programme; effectifs de la gendarmerie départementale n'étant pas touchés mais ceux de la gendarmerie mobile diminués de dix escadrons; avancement relativement lent dans la gendarmerie; prolongation de la limite d'âge; remboursement des frais de transports des gendarmes; inquiétude dans les milieux de l'industrie aéronautique; problème du « Concorde »; insuffisance des crédits d'équipement pour les recherches, telle que la « géométrie variable » et les « grandes vitesses »; statut des ouvriers des arsenaux et des établissements industriels de l'armée; bases d'essais du Pacifique; achat de matériel à l'étranger; situation des sous-officiers; personnel de la force nucléaire stratégique (p. 4884, 4885); Art. 28: Ses observations sur l'amendement de M. Le Theule: principe et opportunité de rendre aux sous-officiers ce qu'ils

considèrent être la justice; projet de loi sur les officiers techniciens; échelles de soldes (p. 4886); augmentation d'une charge publique (p. 4886); application de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 4886); ses observations sur l'amendement de M. Le Theule: Application de l'article 42 de la loi organique et de l'article 40 de la Constitution; prêts de 50 centimes n'étant pas suffisants (p. 4887); application de l'article 40 de la Constitution et de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement de M. Manceau (p. 4887); taxes payées par les armées sur leurs carburants (p. 4888); Art. 29: Application d'une loi à partir du moment où elle est votée; projet de loi de programme (p. 4889); Art. 70: Règle ancienne dans l'armée consistant, lorsque l'on passe d'un corps d'une arme à une autre ou d'une armée à l'autre, on y passe avec son grade et avec son ancienneté (p. 4892); Art. 71: Son amendement tendant à compléter le second alinéa du paragraphe premier de l'article 71, par la phrase suivante: « Dans ce dernier cas, lorsque les chapitres intéressés sont dotés d'autorisations de programme, le rattachement en crédits de paiement donnera lieu à l'ouverture d'un égal montant d'autorisations de programme » (p. 4894); ses observations sur l'amendement de M. Laurin (p. 4894);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires: Objectifs de la seconde loi de programme; développement de l'armement nucléaire stratégique; armement nucléaire tactique; prototypes avancés pour la période devant suivre 1970; armement thermo-nucléaire; usine de Pierrelatte, celle de La Hague; construction des « Mirage IV »; engins sol-sol balistiques stratégiques (S.S.B.S.) engins thermo-nucléaires mer-sol; champ de tir des Landes; essai d'explosion en Polynésie; forces classiques devant être modernisées; développement des matériels blindés; problème de la marine; part des crédits affectés à des études et à des recherches; autorisations de programmes inscrites dans la loi; aléas techniques; effectifs des armées; recherche dans le domaine des techniques; moyens navals et aéronavals; service militaire sélectif; politique nationale indépendante; maintenir la paix [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5736 à 5740); critiques faites de caractère politique et stratégique; questions

*techniques ; évaluations inscrites dans le projet étant pour certains insuffisantes ; problème de l'insuffisance de la protection civile [2 décembre 1964] (p. 5795, 5796) ; sa réponse à la question de M. Dumortier : consignes données aux préfets ; intentions du Gouvernement de respecter l'équilibre interne établi entre les différentes forces par la loi de programme ; remplacement, par un char moyen, des chars Patton ; crédits d'études destinés à l'utilisation militaire de l'espace et aux armes biologiques ; système de financement ; modalités du service militaire ; expériences faites au Sahara (p. 5796, 5797) ; Article additionnel : Application de l'article 95 du Règlement et de l'article 44 de la Constitution (p. 5805) ; en deuxième lecture : Application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du Règlement [15 décembre 1964] (p. 6126) ;*

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Gouvernement s'opposant à la constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de ce projet de loi ; ne pas retarder l'adoption du texte ; ne pas dépouiller la Commission de la défense nationale d'une partie de ses attributions ; conséquences du texte dans le domaine financier [6 mai 1965] (p. 1178) ;*

— du projet de loi portant fusion de l'intendance militaire métropolitaine et de l'intendance militaire des troupes de marine, Art. 1<sup>er</sup> et 7 : *Gouvernement acceptant les amendements de M. Voilquin [6 mai 1965] (p. 1180, 1181) ;*

— du projet de loi portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées : *Amendement de M. Voilquin aboutissant à donner accès aux cadres spéciaux de l'armée de terre à des officiers appartenant à un cadre commun aux trois armes ; avis favorable du Gouvernement à cet amendement [6 mai 1965] (p. 1182) ; Art. 7 : Gouvernement acceptant l'amendement de M. Voilquin (p. 1183) ; après l'Art. 8 : Gouvernement acceptant l'amendement de M. Voilquin (p. 1183) ; en deuxième lecture, Art. 5 : Ses observations sur l'amendement de M. Bourgund [21 juin 1965] (p. 2335) ; en troisième lecture : Cas des sous-officiers ; leur accession au corps des officiers d'administration du service de santé ; situation des élèves actuellement à l'école*

*de Cherbourg ; cas des secrétaires d'administration [28 juin 1965] (p. 2685) ;*

— du projet de loi portant création d'un corps de pharmaciens-chimistes des armées, Art. 5 : *Amendement de la Commission proposant une révision de carrière ; opposition du Gouvernement à cet amendement ; possibilité de retrait de cet amendement ; examen attentif, à l'occasion de chaque commission d'avancement, de la situation des pharmaciens inscriptibles au tableau d'avancement [6 mai 1965] (p. 1184) ; en deuxième lecture, Art. 5 : Reclassement de tous les pharmaciens appartenant aux quatre corps actuellement existants dans un corps unique en fonction de leur grade et dans chaque grade en fonction de leur ancienneté ; problème de l'équivalence de certains diplômes [21 juin 1965] (p. 2332) ;*

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Service militaire étant devenu l'une des principales institutions nationales ; motifs du projet de loi ; données du problème ; solutions possibles : leurs mérites et leurs inconvénients ; application progressive de la loi ; ajuster les ressources en hommes aux besoins et aux moyens de la défense nationale ; puissance militaire ne se mesurant plus au nombre des soldats mais à la qualité de l'armement et à l'aptitude des unités à entrer en action ; ne pas bouleverser un système auquel le pays est habitué ; service militaire court imposant des frais d'instruction élevés et rendant nécessaires dans les fonctions techniques des unités combattantes, le remplacement des appelés par des engagés ; cas des jeunes agriculteurs ; inégalités établies par la loi ou par la coutume ; institution d'un service national dont le service militaire est une forme privilégiée ; durée du service actuellement ; dispenses du service ; situation des engagés ; création de corps de défense ; services de l'aide technique et de la coopération ; cas des sursitaires [25 mai 1965] (p. 1524 à 1527) ; Gouvernement s'opposant à la question préalable (p. 1530) ; sa réponse à la question de M. Westphal : brigades de gendarmerie (p. 1541) ; avant l'Art. 1<sup>er</sup> : Gouvernement acceptant l'amendement de M. Le Theule [26 mai 1965] (p. 1574) ; Art. 1<sup>er</sup> : Service d'aide technique et de coopération devant, par sa nature, se dérouler loin de la métropole (p. 1576) ; Art. 2 : Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Le Theule*

à supprimer les mots « et du corps de défense de la protection civile » (p. 1577); unités de la protection civile (p. 1578); Art. 3 : Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Le Theule (p. 1578); service de douze mois (p. 1579); avant l'Art. 1<sup>er</sup> : Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Le Theule, à substituer aux mots « 60 ans », les mots « 50 ans » (p. 1581); cas des officiers de réserve (p. 1581); son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Le Theule, après les mots « des dispenses », à insérer les mots : « des obligations d'activité » (p. 1581); Art. 8 : Son amendement tendant à substituer au troisième alinéa de cet article, les dispositions suivantes : « A l'égard des jeunes gens reconnus aptes, le conseil : attribue la dispense prévue à l'article 15 ci-dessous; reconnaît la qualité de soutien de famille des intéressés. Cette décision est prise au cours d'une séance spéciale du conseil de révision tenue au chef-lieu de département » (p. 1583); Art. 11 : Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par M. Le Theule, après les mots « arrête chaque année », à insérer les mots « compte tenu des besoins prioritaires des armées et des besoins du service actif de défense... » (p. 1583); Art. 12 : Age d'appel (p. 1584); Art. 14 : Pourcentage d'inaptitudes médicales (p. 1585); Art. 15 : Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Sont dispensés des obligations d'activité du service national les jeunes gens dont le père, la mère, un frère ou une sœur est « mort pour la France » ou « mort en service commandé » (p. 1585); situation des soutiens de famille (p. 1586); cas des dispenses (p. 1587); après l'Art. 15 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Dispense des obligations d'activité de service national pour les jeunes gens reconnus soutiens de famille) (p. 1587); Art. 16 : Cet article n'établissant pas de dispenses (p. 1588); problème des mineurs de fond (p. 1589); Art. 17 : Conflits de législation (p. 1590); Art. 18 : Son amendement tendant dans cet article à substituer aux mots « sauf en ce qui concerne les soutiens indispensables de famille », les mots « sauf en ce qui concerne les cas sociaux graves » (p. 1590); définition du « cas social grave » (p. 1591); Art. 23 : Nécessité d'une formation nécessaire (p. 1593); Art. 26 : Son amendement tendant

à substituer dans cet article, aux mots « au cours des trois derniers mois », les mots « au cours du dernier mois » (p. 1593); durée légale du service (p. 1593); difficultés résultant de l'amendement de M. Pleven (p. 1594); Art. 30 : Ses observations sur l'amendement de M. Rémy Montagne : problème du fractionnement (p. 1595); son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article : « En outre, le Gouvernement peut libérer par anticipation après six mois de service actif les jeunes gens qui, reconnus soutiens de famille, n'ont cependant pas été dispensés de la totalité des obligations d'activité et ont été versés dans les corps de défense » (p. 1596); Art. 36 : Son amendement tendant à substituer aux mots « n'ont pas rejoint leur lieu d'affectation », les mots « n'ont pas répondu à la convocation du ministre responsable... » (p. 1597); après l'Art. 37 : Jeunes gens servant au titre de l'aide technique (p. 1597); Art. 38 : Situation des départements et territoires d'outre-mer (p. 1597, 1598); après l'Art. 43 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Le Theule et tendant dans le texte proposé à substituer aux mots « à une date antérieure au début des opérations de révision », les mots « à une date antérieure à la clôture des opérations de recensement » (p. 1598); son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Le Theule, à substituer aux mots « 29<sup>e</sup> année révolue », les mots « 30<sup>e</sup> année révolue » (p. 1598); Art. 45 : Problème de la codification des dispositions législatives et réglementaires (p. 1600); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Art. 45 : Son amendement tendant à substituer aux mots « ayant atteint l'âge de 18 ans », les mots « ayant atteint ou devant atteindre 18 ans dans l'année » [21 juin 1965] (p. 2330); délais nécessaires au recensement (p. 2330); son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de l'article 44 à supprimer le nombre « 99 » (p. 2330); ne pas abroger l'article 99 de la loi de 1928 (p. 2330); son amendement tendant à l'alinéa 7 de l'article 44 à substituer aux mots « les articles 25 (alinéas 1<sup>er</sup> et 2) », les mots « les articles 25 (alinéa 1<sup>er</sup>) » (p. 2330); en deuxième lecture du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du

service national, Art. 4 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots « ayant atteint l'âge de 18 ans », les mots « ayant atteint ou devant atteindre 18 ans dans l'année »* [23 juin 1965] (p. 2363); Art. 44 : *Son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de l'article 44 à supprimer le chiffre « 99 »* (p. 2365); *son amendement tendant au début du septième alinéa de l'article 44 à substituer aux mots « les articles 25 (alinéas 1<sup>er</sup> et 2) », les mots « les articles 25 (alinéa 1<sup>er</sup>) »* (p. 2366); en troisième et dernière lecture : *Application rapide de la loi; exemption aux fils de morts pour la France* [28 juin 1965] (p. 2681).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Longequeue relative à l'habitat de la gendarmerie [26 mai 1965] (p. 1555, 1556).

Répond aux questions orales, sans débat, de MM. Hubert Germain et Dupérier relatives à la situation de l'industrie aéronautique et spatiale [4 juin 1965] (p. 1835, 1836, 1838).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant institution d'un Code de justice militaire : *Institution d'un droit pénal militaire se justifiant par l'existence d'un ordre public particulier aux armées et lié au fondement même de la société militaire; importance de l'obéissance; institution des juridictions militaires; refonte des dispositions se rapportant au droit militaire; désignation des juges militaires; partie relative aux infractions et aux peines; classification logique des infractions; compétence et fonctionnement des tribunaux prévôtaux* [21 juin 1965] (p. 2281, 2282); Art. 3 du Code de justice militaire : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Bignon* (p. 2283); Art. 15 : *Age pour être magistrat ou juré; ses observations sur l'amendement de M. Vial-Massat* (p. 2284); Art. 364 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par le nouvel alinéa suivant: « Toute peine criminelle prononcée contre un militaire emportant la dégradation civique, entraînera notamment l'exclusion de l'armée ainsi que la privation du grade et du droit d'en porter les insignes et l'uniforme »* (p. 2309); Art. 5 : *Compétence de la Cour de sûreté de l'Etat* (p. 2320); En seconde délibération, Art. 56 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Grailly* (p. 2320);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, fixant les dispositions statutaires particulières

au corps des professeurs de l'enseignement maritime : *Ses observations sur les paroles de M. Le Goasguen* [21 juin 1965] (p. 2326);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Progression du budget par rapport au budget général; ses observations sur le titre V; stabilité des effectifs militaires; dépenses de fonctionnement; armée de terre; crédits d'entretien du matériel; autorisations de programme pour les forces nucléaires stratégiques; primes d'alimentation; évolution des prix des armements; mode de passation des marchés; objectifs des deux lois de programme; Mirage IV; effort porté sur les fusées à tête nucléaire enfouies dans des silos enterrés; sous-marins à propulsion nucléaire; sous-marin expérimental Gymnote; champ de tir des Landes; centre du Pacifique; Pierrelatte; matières fissiles; transformation du système Mirage IV-bombe A; engins mer-sol; problème des AMX; cas des AMX-VTT; construction du char moyen AMX 30; engin blindé amphibie devant remplacer l'E.B.R. Panhard; hélicoptère de manœuvre; modernisation de l'armée de terre; situation de la marine; refonte des escorteurs anti-aériens Tartar; sous-marins Narval; aviation lourde anti-sous-marine; programme franco-britannique; construction du Concorde; couverture radar de l'espace aérien national; effectifs du personnel civil; réorganisation territoriale; suppression de deux régions et de trente-neuf subdivisions militaires; problèmes du recrutement; augmentation des indices de fin de carrière des sous-officiers; formation des cadres; dépôt d'un projet de loi permettant, dans la marine, la fusion des corps d'officiers de marine et d'ingénieurs de marine; assurer aux officiers sortant des grandes écoles militaires une meilleure carrière; problème du logement; rôle du général de Gaulle* [21 octobre 1965] (p. 3940 à 3944); *problème des soldes et des indemnités; augmentation de la plupart des indices de fin de carrière des sous-officiers; réorganisation des régions militaires; projet de suppression de la dixième région militaire; cas des engins sol-sol-balistique-stratégique; ses observations sur les politiques militaires de remplacement: armement classique, opinion de M. Jules Moch, possibilité de procéder à des abattements massifs sur les crédits militaires* (p. 3963, 3964); Art. 28 : *Problème de l'exactitude de la subvention que le Ministère des Armées doit payer*

à la S.N.C.F. au titre des tarifs réduits; modification du mode de distribution des titres de paiement afin de contrôler leur importance (p. 3965); cas des convoyeuses de l'air; attribution de la solde à l'air; problème d'ordre statutaire (p. 3966); après l'Art. 59: Possibilité de rassembler et de présenter d'une nouvelle manière les dépenses consenties pour la gendarmerie; reconstruction du budget des armées autour d'un certain nombre de grandes missions fonctionnelles; problème d'un fascicule spécial; article 20 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 (p. 3968); son amendement tendant à insérer après l'article 59 le nouvel article suivant: « Le temps passé par un militaire en permission renouvelable pour exercer un mandat de membre du Parlement, avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 58-1329 du 23 décembre 1958 relative à la situation hors cadre et à la position spéciale hors cadre des personnels militaires, entre en compte comme service effectif pour la réforme et la retraite. La présente disposition a un caractère interprétatif » (p. 3968); son amendement tendant à insérer après l'article 59 le nouvel article suivant: « Les dispositions de l'article 50 de la loi de finances pour 1965 (n° 64-1279 du 23 décembre 1964) sont prorogées »; (p. 3968); cas des militaires originaires d'outre-mer, licenciés par suite de la réduction des effectifs stationnés outre-mer (p. 3968); son amendement tendant après l'article 59 à insérer un nouvel article (Possibilité d'admission, dans le corps des ingénieurs de travaux d'armement, des officiers des armes et des services de l'armée de terre; conditions requises) (p. 3969); création à Tours d'une division territoriale au moment de la suppression de la région militaire (p. 3969).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret [10 novembre 1965] (p. 4614).

Répond aux questions orales, sans débat, de MM. Beauguitte et Coste-Floret relatives à la situation de la gendarmerie [10 novembre 1965] (p. 4615, 4616).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Montalat relative à la réforme des écoles militaires préparatoires [10 novembre 1965] (p. 4616, 4617).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'article 29 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense :

âge limite des officiers de réserve ; Ses observations sur l'honorariat [10 novembre 1965] (p. 4620);

— du projet de loi portant réorganisation de certains cadres d'officiers et de sous-officiers de l'armée de terre, Art. 6 : Ses observations sur l'amendement de M. Le Theule [10 novembre 1965] (p. 4622);

— du projet de loi portant création du corps militaire du contrôle général des armées, Art. 3 : Gouvernement acceptant l'amendement de M. Le Theule; cas des fonctionnaires sortant de l'E.N.A.; anciens élèves de l'E.N.A. devant être officiers de réserve [28 avril 1966] (p. 994); après l'Art. 7 : Avancement dans le corps de contrôle (p. 995); après l'Art. 10 : Ses observations sur l'article 175 du Code pénal (p. 996); ses observations sur l'amendement de M. Manceau; cas des contrôleurs entrant dans une société nationale (p. 996); En deuxième lecture, Art. 7 : Principe de la fusion; ses observations sur les contrôleurs de la marine [16 juin 1966] (p. 2105).

Répond à la question orale, sans débat, de Mme Thome-Patenôtre relative à la cérémonie du Kelly Memorial [13 mai 1966] (p. 1262).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant création de l'institution sociale des armées : Situation financière de l'institution sociale des armées; charges imposées au foyer central d'Allemagne; regroupement des organismes [31 mai 1966] (p. 1589); Art. 4 : Statut du personnel de l'institution sociale; situation de détachement; possibilité de réintégrer l'administration centrale du Ministère des Armées (p. 1590);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant l'article 29 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense, relatif à la durée du service militaire, Art. 1<sup>er</sup> : Ses observations sur l'amendement de M. d'Aillières [31 mai 1966] (p. 1592);

— du projet de loi modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, Art. 1<sup>er</sup> : Ses observations sur les amendements de M. Emile-Pierre Halbout [16 juin 1966] (p. 2103).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives aux problèmes sociaux soulevés par

le transfert des bases américaines [22 juin 1966] (p. 2207, 2208).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Boscher relative à la situation des techniciens contractuels de la direction des poudres [14 octobre 1966] (p. 3453).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Bourgoïn relative à la standardisation de la production des armements [14 octobre 1966] (p. 3455).

Répond à la question orale avec débat de M. Péronnet relative aux dommages provoqués par les vols supersoniques : *Impossibilité de supprimer les vols supersoniques militaires au-dessus du territoire; réglementation des vols à vitesse supersonique; interdiction des vols supersoniques entre 22 heures et 7 heures du matin; réparation des dommages* [14 octobre 1966] (p. 3459, 3460, 3462, 3463).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, BUDGETS MILITAIRES : *Exécution de la loi de programme; services de documentation extérieure et de contre-espionnage; réorganisation territoriale; retrait de notre participation aux états-majors de l'O.T.A.N.; arrêt de nos expérimentations au Sahara; ses observations sur les départs volontaires d'officiers; fermeture du centre militaire d'expérimentation des oasis à In Ekker; centre inter-armées d'engins spéciaux de Colomb-Béchar et Hammaguir; centre d'essais du Pacifique; forces françaises en Allemagne; soldes militaires; indemnité pour charges militaires; solde versée aux élèves officiers des écoles militaires; réorganisation du corps du service de santé et des ingénieurs militaires; casernement des troupes; réalisation de notre force nucléaire stratégique de première génération; champ de tir des Landes; Centre de Mururoa; force de fusées mer-sol balistiques stratégiques; lancement du sous-marin « le Redoutable »; achèvement de l'usine de Pierrelatte; production du char AMX de 30 tonnes; engins antichars Milan; hélicoptères de manœuvre SA-330; sous-marin de type Narval; hélicoptères Super Frelon; Mirage III E; Jaguar; Transall; avion de combat à décollage vertical; avion à géométrie variable; armes atomiques tactiques; avion Bréguet 941; définition de la politique militaire de la France; deuxième loi de programme militaire [25 octobre 1966] (p. 3829 à 3832); ses observations sur les*

*paroles de M. Cazenave; qualification du Jaguar (p. 3833); problèmes des personnels et des armements; équilibre entre les forces stratégiques et les autres forces du système militaire; maintien des écoles de formation dans les armées; avenir des installations actuellement confiées à l'armée américaine ou à l'O.T.A.N.; distinction entre les problèmes de Châteauroux et ceux de Verdun; industrie aéronautique (p. 3851); Art. 25 : Révision du tarif du quart de place; subvention inscrite au budget des Armées pour le remboursement à la S.N.C.F.; augmentation des déplacements des militaires du contingent; possibilité de prévoir un système de titres de transport gratuit entre les lieux de la garnison et le domicile de la famille (p. 3854, 3855); indemnité pour charges militaires; amélioration de la situation de certains sous-officiers; cas des officiers et des sous-officiers marinières (p. 3855, 3856); Art. 26 : Programme du «Jaguar»; ses observations sur l'Ecat; coopération franco-britannique (p. 3857); armée de l'air; construction d'un avion de combat (p. 3858);*

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions judiciaires militaires, Art. 4 : *Cas des magistrats militaires; règlement de discipline générale des armées ne pouvant gêner l'exercice des fonctions des magistrats militaires* [15 novembre 1966] (p. 4580);

— du projet de loi réprimant le délit de fuite en cas d'accident occasionné par la navigation, Article unique : *Ses observations sur les amendements de M. Baudouin; cas des skieurs nautiques* [24 novembre 1966] (p. 4966);

— du projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du Code de justice militaire institué par la loi n° 65-542 du 8 juillet 1965, du Code de procédure pénale et du Code pénal, Art. 4 et 22 du Code de justice militaire : *Ses observations sur les amendements de M. Bignon; Art. 24 du Code de justice militaire: Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Bignon, après les mots « l'affectation », à insérer les mots « des magistrats de l'instruction et du parquet ainsi que celle... »* [24 novembre 1966] (p. 4968); Art. 97, 233, 309, 375, 379, 40, 88 et 146 du Code de justice militaire : *Ses observations sur les amendements de M. Bignon* (p. 4969, 4971, 4972 à 4975);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 30 : *Situation des salaires des ouvriers des armées; salaires de la métallurgie de la région parisienne; application du décret*

du 22 mai 1951; nécessité d'éviter le blocage des salaires des catégories les moins favorisées [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5165, 5166).

**MEUNIER (M. Lucien)**, Député des Ardennes, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie) (n° 22); Education nationale, 2<sup>e</sup> partie, constructions scolaires, n° 93 [10 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (Education nationale, 2<sup>e</sup> partie, constructions scolaires), n° 600 [28 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Education nationale, constructions scolaires, n° 1126 [27 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1967

(n° 2044), Office de radiodiffusion-télévision française, n° 2095 [21 octobre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis*: Augmentation des crédits mis à la disposition de l'Education nationale; prolongation de la scolarité; augmentation des effectifs scolaires; crédits pour la recherche scientifique et l'enseignement supérieur; nécessité de décentraliser l'enseignement supérieur; différentes options en matière de mode d'implantation de l'université dans la ville; cas d'Orléans; retard particulier de Paris en matière de constructions scolaires; création du Centre international de planification et du Centre de recherches et d'études des civilisations; difficultés des étudiants en matière de logements; problème du ramassage scolaire; difficultés de l'enseignement du premier degré en raison des déplacements de populations et du retour des Français d'Algérie; développement nécessaire du recrutement des instituteurs; retard pris par rapport aux prévisions du Plan; insuffisance des équipements sportifs et sanitaires; problème de la sous-consommation des crédits et des rapports annuels; accélération nécessaire des constructions scolaires; participation des collectivités locales aux frais de construction; procédure d'expropriation dans le cas de constructions scolaires [18 janvier 1963] (p. 1155, 1156); après l'Art. 52: Son amendement au nom de la Commission (Dépenses entraînées par l'édification des constructions scolaires du premier et du second degré) [19 janvier 1963] (p. 1275).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale: Constructions scolaires dans les différents degrés d'enseignement; lancement souhaitable d'un emprunt réservé aux constructions scolaires [20 juin 1963] (p. 3598, 3599).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics: Contenu des messages adressés par des syndicats aux députés au sujet du présent projet; notion de liberté; nécessité de réglementer le droit de grève [17 juillet 1963] (p. 4236, 4237);



— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Effort de constructions accompli dans les divers ordres d'enseignement; cas des enfants inadaptés; blocage des crédits de paiement; idée d'un emprunt national pour les constructions scolaires échelonné sur plusieurs années; insuffisance des locaux scolaires et universitaires* [6 novembre 1963] (p. 6550, 6551); SERVICES DU PREMIER MINISTRE: *Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité; mise au gabarit international de la Meuse française dans le cadre de la liaison Mer du Nord-Méditerranée* [9 novembre 1963] (p. 7097);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles: *Demandes des agriculteurs ardennais; étendre le bénéfice de la loi aux apiculteurs agriculteurs obligatoirement assurés; risques assurables* [21 avril 1964] (p. 839, 840); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement (Protection des apiculteurs par la présente loi)* [22 avril 1964] (p. 865); *retrait de son amendement* (p. 865); Art. 5: *Son amendement tendant dans l'article 5, après le mot « ouragan », à insérer les mots « trombe d'eau »* (p. 877); *risque de la trombe d'eau assuré par les compagnies d'assurance* (p. 877);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Budget représentant 16,90 % de l'ensemble budgétaire, soit le plus haut pourcentage connu depuis 1945; budget d'équipement; crédits pour les écoles normales et pour l'enfance inadaptée; enseignement technique; répartition des dotations entre les divers types d'enseignement du second degré; répartition des charges entre les communes; rythme d'engagement des crédits; emploi des classes mobiles; recherche et enseignement supérieur* [29 octobre 1964] (p. 4113, 4114).

Mise au point au sujet de son vote sur les crédits militaires [9 novembre 1964] (p. 5208).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales: *Existence de deux catégories de titulaires de greffes; base de rémunération des greffiers en chef; cas du greffier résidant dans un canton rural* [30 juin 1965] (p. 2779); Art. 2: *Son amendement tendant à rédiger comme suit la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 2:*

*« Toutefois, le montant des indemnités dues par l'Etat pourra, à la demande soit du titulaire, soit de ses ayants droit, être évalué sur la base des cinq dernières années d'exercice ayant précédé la date de la démission ou du décès de l'intéressé, soit sur le montant du rapport des cinq dernières années précédant la mise en vigueur de la présente loi »* (p. 2787); *valeur d'un greffe* (p. 2787);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: *Problèmes ardennais; disparition de la fonderie « La Carbonnière » à Deville; intérêt que présenterait l'installation dans le sud des Ardennes, d'usines de transformation de produits agricoles; créations d'emplois* [4 novembre 1965] (p. 4479);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 4: *Son amendement tendant après les mots « à la date du », à rédiger ainsi la fin de cet article: « premier acte médical dont le remboursement est demandé »* [9 juin 1966] (p. 1855); *son amendement tendant à compléter l'article 4 par de nouvelles dispositions (Cas des assujettis actuellement assurés pour le risque maladie à des mutuelles artisanales ou à des sociétés privées)* (p. 1855); *retrait de son amendement* (p. 1856); Art. 7: *Remboursement des frais afférents aux accidents; loi du 25 janvier 1961* (p. 1859); Art. 13: *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Lepage par un nouvel alinéa (Dénonciation par lettre recommandée)* (p. 1867); *possibilité de changer de caisse au bout de deux ans d'affiliation* (p. 1868);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JUSTICE: *Réforme des greffes des juridictions civiles et pénales; pénurie du nombre des greffiers; ses observations sur les tribunaux de grande instance; possibilité d'envisager un concours annuel pour la qualification des secrétaires de parquets* [27 octobre 1966] (p. 4007, 4008); Art. 50: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 4012); *ses observations sur son amendement* (p. 4013); *son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « 1<sup>er</sup> décembre », les mots « 16 septembre »* (p. 4013); *retrait de son amendement* (p. 4013); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Conditions d'intégration ou de recrutement pour les*

greffiers titulaires de charge et les employés de greffe) (p. 4013); retrait de son amendement (p. 4014); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de Rapporteur pour avis : Équilibre du budget; suppression de la taxe à l'achat; ses observations sur les émissions réalisées par l'Office; problème de l'introduction de la publicité de marques dans les programmes nationaux de télévision; recettes de l'Office; possibilité de recourir à l'emprunt; ses observations sur les exonérations de la redevance en faveur des personnes handicapées ou des communautés qui les accueillent; qualité des programmes; activité de la radiodiffusion; rôle de la télévision; relations entre les producteurs de cinéma et les directeurs de l'O.R.T.F.; problème de la liberté de l'O.R.T.F. vis-à-vis du Ministère des Finances [28 octobre 1966] (p. 4038, 4039).

**MEYNIER (M. Roch)**, Député de la Haute-Savoie (3<sup>e</sup> circonscription) (C.D.).

En remplacement de Joseph Philippe, décédé le 28 janvier 1966.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [2 avril 1966] (p. 523), [J.O. du 12 février 1966].

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1966] (p. 591).

**MICHAUD (M. Louis)** Député de la Vendée, 3<sup>e</sup> circonscription (C.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 602), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

### Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 799) autorisant la ratification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de transport de passagers par mer, adoptée à Bruxelles le 29 avril 1961, n° 1222 [8 décembre 1964].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 17 : *Situation dans la région de Noirmoutier en ce qui concerne la production d'huîtres* [25 janvier 1963] (p. 1836);

— en troisième lecture du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, ses explications de vote : *Rejet par le Gouvernement de toutes les propositions présentées par MM. Pleven et Pflimlin; conciliation entre les intérêts des services publics et l'exercice des libertés syndicales* [26 juillet 1963] (p. 4598, 4599);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Problème des transports maritimes et de la construction navale; aide au petit cabotage; problème de l'enseignement maritime; manque de personnel pour l'administration de la marine marchande; protection des fonds et du renouvellement des espèces; liaison entre les îles et les continents; problème de la navigation de plaisance* [24 octobre 1963] (p. 5490, 5491);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au domaine public maritime : *Travaux nécessaires à la protection d'une côte; constitution d'une association syndicale de propriétaires* [14 novembre 1963] (p. 7215);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE : *Régime social des marins pêcheurs; leur retard par rapport à la situation des autres salariés; problème des allocations familiales et des pensions; difficultés que connaissent les pêcheurs; ne pas laisser disparaître la pêche artisanale; professionnels n'étant pas représentés au sein du Conseil économique; leur association aux négociations de Bruxelles sur la politique commune en matière de pêche; problème de la liaison entre les îles et le continent; regroupement coopératif* [23 octobre 1964] (p. 3863, 3864);

— du projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux, Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel* : « *Le projet de loi portant ratification de la Convention européenne des droits de l'homme devra être déposé devant le Parlement avant le 1<sup>er</sup> avril 1965* » [17 novembre 1964] (p. 5417); *projet de loi déposé le 9 mai 1956 tendant à la ratification de cette Convention* (p. 5417, 5418); *réponse de M. le président Pflimlin* (p. 5418); *nécessité d'ouvrir un débat sur cette question* (p. 5419);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de transport de passagers par mer, adoptée à Bruxelles le 29 avril 1961, en qualité de *Rapporteur* : *Objet de la Convention étant de garantir les risques encourus par les passagers des lignes internationales de transports par mer; travaux ayant préparé sa conclusion à Bruxelles; analyse de ses principales dispositions; réserves formulées par la délégation française devant la conférence de Bruxelles; avantages de la Convention; Commission des affaires étrangères ayant voté à l'unanimité l'article unique du projet de loi* [10 décembre 1964] (p. 6038, 6039);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'Éducation nationale : *Ses observations sur les paroles de M. Philippe et de M. Marcenet* [10 décembre 1964] (p. 6058);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes : *Construction de l'Europe; fusion des exécutifs; défense commune; rejet de la C.E.D.; rôle de l'U.E.O.; coopération politique; application des traités; étape vers une Europe unie* [16 juin 1965] (p. 2190, 2191);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, Art. 2137 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret: accorder une protection supplémentaire à la femme dans le nouveau régime de la communauté* [26 juin 1965] (p. 2649); après l'Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Davoust* (p. 2655); *ses explications de vote: Ses observations sur le problème de l'option; projet marquant une*

*évolution méritoire dans le sens d'un progrès souhaitable* (p. 2658);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Insuffisance des crédits affectés aux travaux portuaires; autorisations d'emprunt pour les collectivités locales; travaux des ports de pêche* [11 octobre 1965] (p. 3472, 3473); MARINE MARCHANDE : *Déclin de la marine marchande; pêche maritime; diminutions de crédits; accorder aux pêcheurs une aide comparable à celle des pays voisins; diminution de leurs charges; élaboration d'un règlement poissonnier européen; apporter un encouragement aux professionnels de la pêche; exonération fiscale; situation des sardiniers* [12 octobre 1965] (p. 3515, 3516);

— du projet de loi portant modification de certaines dispositions du régime de retraites des marins : *Vote du groupe du Centre démocratique; problème des pensions des marins; décalage entre les salaires réels et les salaires forfaitaires* [10 mai 1966] (p. 1169);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT - MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur les pensions des marins; problème de l'armement au petit cabotage; crise sardinière; enseignement et apprentissage maritimes; aide à la construction navale; modicité des crédits ouverts pour le fonctionnement de l'inscription maritime; rôle du fonds régional d'organisation des marchés; cas de la pêche artisanale; problème de la détaxation du carburant; ses observations sur l'importation des conserves de poisson l'été dernier; conséquence de la fiscalité; dispositif de radio-balise; chalutage côtier; crise de la pêche; formation des marins-pêcheurs* [21 octobre 1966] (p. 3747, 3748).

**MILHAUD (M. Lucien)**, Député de l'Aude, 3<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Production du blé dur; coût élevé des exportations en raison du déficit de la France; développement de cette production; situation dans l'Aude* [5 novembre 1964] (p. 4701, 4702);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Culture du blé dur; incitation à cette culture; problème des prix; études de génétique; centre de recherche de Montpellier; cas du département de l'Aude* [28 octobre 1965] (p. 4289).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique viticole : *Motion du syndicat des vignerons de Carcassonne-Limoux tendant à différer le paiement des impôts sur les bénéfices agricoles jusqu'à l'obtention du prix plancher; modalités d'application des bénéfices viticoles établis par la commission des impôts; différences entre les revenus des viticulteurs de départements différents; nécessité de revoir les taux d'imposition et d'établir des zones d'abattement* [22 juin 1966] (p. 2241, 2242).

**MILLOT (M. Jacques)**, Député de Maine-et-Loire, 1<sup>re</sup> circonscription (App. U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'apparente au groupe Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [13 février 1963] (p. 2142).

Décédé le 21 mars 1963 [*J.O.* du 24 mars 1963] (p. 2861).

Son éloge funèbre est prononcé [30 avril 1963] (p. 2716).

**MIOSSEC (M. Gabriel)**, Député du Finistère 7<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [19 février 1963] (p. 2247).

**Dépôt :**

Sa proposition de loi tendant à définir la pêche artisanale en fonction de la jauge brute des navires utilisés, n° 779 [19 décembre 1963].

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Problème de la pêche artisanale; équipement de sauvetage; limite de jauge de 50 à 70 tonneaux* [24 octobre 1963] (p. 5493); BUDGETS MILITAIRES : *Situation des sous-officiers, officiers mariniers et retraités; nécessité de prendre des mesures d'équité* [7 novembre 1963] (p. 6764);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Dégradation de l'armement français; légitime souci de modernisation; problème naval posé par la réduction des effectifs; perspectives d'avenir étant mauvaises; remède à la situation déplorable; politique de l'armement norvégien; prix japonais de construction; aide fiscale et financière; problème de la pêche; accroissement de la production; progression des mises à terre à Boulogne, Lorient et Concarneau; consommation par habitant en France des produits de la mer étant en augmentation; maintien de l'aide à la construction navale* [23 octobre 1964] (p. 3858, 3859).

Pose à M. le Ministre de l'Education natio-

nale une question orale, sans débat, relative au ramassage scolaire [20 novembre 1964] (p. 5525).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Amélioration de la retraite des officiers et sous-officiers marinières; retard de 80 points; situation des personnels non officiers* [21 octobre 1965] (p. 3962); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Situation de Quimper; relations ferroviaires entre Quimper et Rennes; possibilité d'amélioration des relations aériennes; rôle des Nord-262 et des Viscount* [22 octobre 1965] (p. 3998, 3999); INDUSTRIE : *Ses observations sur le marché de l'énergie; réduction des prix de revient industriels; unification de la fiscalité sur le marché de l'industrie; production des houillères; département du Finistère possédant la plus belle rade d'Europe* [26 octobre 1965] (p. 4458, 4459);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT, MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur les pêches maritimes françaises, industrielles et artisanales; construction navale; commercialisation du poisson; harmonisation des coûts de production entre la France et ses partenaires du Marché commun; protection douanière; importations de poisson fin; problème de la détaxation du carburant; dépenses de travaux portuaires; déficit de notre balance commerciale; rémunération du travail des marins-pêcheurs; désaffectation de la profession* [21 octobre 1966] (p. 3751, 3752); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Montant des bourses accordées aux élèves du premier cycle de l'enseignement agricole; cas du Finistère; élevage des porcs; possibilité d'ouvrir à Quimper une classe de préparation aux concours d'entrée des écoles nationales d'agriculture* [26 octobre 1966] (p. 3926).

**MISSOFFE (M. François)**, Député de la Seine, 24<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

Ministre des Rapatriés

(2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou)  
du 6 décembre 1962 au 23 juillet 1964.

Ministre de la Jeunesse et des Sports

(3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou)  
du 8 janvier 1966 au 1<sup>er</sup> avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur [28 novembre 1962] (*J.O.* du 29 novembre 1962) (p. 11594).

Est nommé Ministre des rapatriés (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J.O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Ses fonctions de Ministre des Rapatriés cessent le 23 juillet 1964 (*J.O.* du 24 juillet 1964).

Est nommé Ministre de la Jeunesse et des Sports (3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J.O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Ministre de la Jeunesse et des Sports cessent le 1<sup>er</sup> avril 1967 (*J.O.* du 1<sup>er</sup> avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou.)

### Dépôts :

Son projet de loi instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés, n<sup>o</sup> 573 [15 octobre 1963].

Son projet de loi prorogeant certaines des dispositions de l'ordonnance n<sup>o</sup> 62-1063 du 10 septembre 1962 relative au logement des personnes rapatriées d'Algérie, n<sup>o</sup> 574 [15 octobre 1963].

### Interventions :

**En qualité de Ministre des Rapatriés :**

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, RAPATRIÉS : *Possibilité d'un collectif au cours de l'année 1963 pour parer aux dépenses imprévues; reclassement souhaitable des rapatriés dans l'ensemble de la nation; problème des harkis; reclassement des harkis venus en France dans le secteur agricole; construction de logements en leur faveur; difficultés rencontrées pour leur trouver un travail; problème de leur naturalisation; simplification des procédures en la matière; différentes catégories de Français rapatriés; caractère particulier des problèmes qu'ils posent; orientation souhaitable de nombreux non-salariés vers le salariat; octroi d'une prime de reconversion;*

cas des salariés; rôle de la bourse de l'emploi de Marseille; cas des jeunes; leur scolarisation; leur formation professionnelle; cas des personnes âgées; leur nombre élevé; leur logement; attribution possible de prêts du Crédit foncier; amélioration des conditions de financement pour la construction de préfabriqués légers; extension du nombre des prêts pour l'accession à la propriété [14 janvier 1963] (p. 785 à 788);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, RAPATRIÉS: Question des salaires et de l'emploi; subvention d'installation; versement d'un capital reconversion; nouveau système de prêts utilisant les banques; reclassement des harkis; problème du logement; aide financière de l'Etat; problèmes de l'indemnisation; situation des fonctionnaires [29 octobre 1963] (p. 5889 à 5892).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre d'André Le Troquer prononcée par M. Chaban-Delmas, Président de l'Assemblée Nationale [13 novembre 1963] (p. 7184).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi prorogeant certaines dispositions de l'ordonnance n° 62-1063 du 10 septembre 1963 relative au logement des personnes rapatriées d'Algérie: Importance des dispositions pour la prorogation; rythme du relogement des rapatriés; aide du Ministère des Rapatriés pour la remise en état; problème du logement [13 novembre 1963] (p. 7191);

— du projet de loi instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés: Caractère du présent projet; projet considéré comme une étape nécessaire; cas des rapatriés débiteurs défaillants; créances bancaires sur les rapatriés; énumération des bénéficiaires du moratoire; définition du champ d'application; domaine commercial [13 novembre 1963] (p. 7187, 7188); Art. 3: Son amendement (Suspension de l'exécution) (p. 7189); Art. 5: Son amendement tendant, après le mot « survenu », à insérer les mots « ou a paru » (p. 7189); Art. 7: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 7189).

**En qualité de Ministre de la Jeunesse et des Sports :**

Répond à la question orale, sans débat, de M. Vivien relative à l'accession des jeunes aux sports automobiles [21 octobre 1966] (p. 3713).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JEUNESSE ET SPORTS: Fonctionnement du centre sportif de Font-Romeu; institut national d'équitation; formation des cadres et des animateurs; expériences réalisées à l'étranger; méthode de travail de l'orateur; critères selon lesquels vivent les jeunes; effectif des jeunes dont l'âge est inférieur à 24 ans; dimension du monde dans lequel vivent les jeunes; information; problème de la dépolitisation de la jeunesse; conseils municipaux de jeunes; leur désir de responsabilité; leur besoin de s'évader; conséquences de l'urbanisation; sentiment d'insécurité chez les jeunes; constitution d'une bande; association des jeunes à la recherche et à la définition d'une politique les concernant; livre blanc de la jeunesse; ses observations sur les équipements, les animateurs, les foyers, les maisons, les clubs de jeunes [21 octobre 1966] (p. 3718 à 3720); rôle des instituts régionaux d'éducation physique et sportive (p. 3721); haut comité de la jeunesse; rôle des mouvements de jeunes; attribution des subventions; importance de l'animation par rapport à l'équipement; recrutement des animateurs; ses observations sur les maisons et clubs de jeunes; rôle des parents; livre blanc; colloque organisé à Marly; ses observations sur les terrains de sports et les piscines; part des collectivités locales dans le financement de certains projets; nominations d'athlètes dans l'ordre de la Légion d'honneur; problème du football; exécution de la loi de programme (p. 3733 à 3735).

**MITTERRAND (M. François), Député de la Nièvre, 3<sup>e</sup> circonscription (R.D.).**

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale char-

gée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038).

### Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 142) complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, n° 146 [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à réduire la durée du service militaire, n° 329 [7 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 45 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, modifié par l'article 9 de l'ordonnance du 6 mai 1944, relative à la répression des délits de presse, n° 522 [26 juillet 1963].

Sa proposition de loi organique tendant à modifier l'article 4 et à abroger l'article 7 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, modifiée par l'ordonnance n° 59-223 du 4 février 1959, relatifs aux obligations des membres du Conseil constitutionnel, n° 879 [6 mai 1964].

Sa proposition de loi relative à la dissolution de la Société générale aéronautique Marcel Dassault et à la création de la Régie autonome de construction des avions militaires, n° 1182 [18 novembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à abroger les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique, n° 1678 [18 novembre 1965].

Sa proposition de loi tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale, n° 2196 [30 novembre 1966].

Sa proposition de loi tendant à assurer l'égalité des chances entre les partis et groupements politiques dans la période préparatoire aux élections législatives de mars 1967 par un accès équitable à l'O.R.T.F., n° 2198 [30 novembre 1966].

Sa proposition de loi portant création de la

Société nationale de radiodiffusion et télévision française, n° 2329 [21 décembre 1966].

Sa proposition de loi relative à l'égalité de rémunération des travailleurs du sexe féminin et du sexe masculin, n° 2330 [21 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat, et du projet fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Deux conceptions françaises de la justice : justice d'origine monarchique et son évolution historique, justice d'inspiration républicaine ; conception du crime de lèse-nation ; création de la cour d'assises ; juridictions exceptionnelles depuis 1889 ; création d'une juridiction propre au crime politique ; nécessité de procéder à un débat réfléchi et approfondi sur la question ; existence et histoire des juridictions créées par la Ve République pour réprimer les atteintes à la sûreté de l'Etat ; contenu de l'article 68 de la Constitution ; opposition entre la composition parlementaire de la Cour et celle de la Cour de sûreté ; limitation du droit de recours vis-à-vis des décisions de la Cour de sûreté ; caractère exceptionnel et exorbitant du fonctionnement prévu de la Cour de sûreté ; délai de garde à vue prévu par M. Debré en 1960 ; fonctionnement du tribunal d'Etat créé par Vichy ; garde à vue et emprise policière ; crime flagrant et sa procédure de répression ; ratification des ordonnances, en particulier celle créant le haut tribunal militaire ; devoirs de la police et de la justice et leur obéissance aux ordres du Gouvernement ; principe républicain et le respect de la séparation des pouvoirs [3 janvier 1963] (p. 219 à 222). Modification du Code de procédure pénale, Art. 698 : *Son amendement (Instauration d'une Haute Cour de sûreté de l'Etat) ; composition de cette Haute Cour ; nécessité de maintenir le principe de la justice, émanation de la nation ; article 68 de la constitution actuelle ; conception républicaine de la justice (p. 232, 233) ; position des magistrats vis-à-vis des juridictions d'exception (p. 234) ;**

*amendement de la Commission (Compétence de la Cour de sûreté): portée du présent amendement; volonté de l'opposition de substituer son autorité à celle de l'Etat; nature de la portée du concept « autorité de l'Etat » (p. 236, 237); Art. 699: Son amendement de suppression (Problème des jeunes gens de 16 à 18 ans) (p. 238, 239); Cour de sûreté, Art. 45: Son amendement (Procédure de recours); mode de nomination des magistrats membres de la Cour; problème des indemnités particulières et du doublement du traitement [4 janvier 1963] (p. 283, 284); Art. 47: Son amendement de suppression: Procédure en cas d'urgence et accentuation des mesures portant atteinte aux libertés individuelles (p. 284); ses observations sur l'O.A.S.; condamnation de l'attentat du Petit-Clamart; caractère de juge du Conseil d'Etat; validation, par une loi ordinaire, d'une loi référendaire; validité de l'interprétation du Conseil d'Etat sur le plan juridique; dangers de la rétroactivité en matière juridique; événements du 13 mai, arrêt de tous les recours existant ou qui devaient survenir si force de loi est donnée aux ordonnances; Article additionnel: sous-amendement de M. Massot à l'amendement de la Commission (Usage du droit de référé par l'inculpé): défense des droits de l'inculpé; attitude de certains anciens associés de l'O.A.S.; mise à la disposition de l'inculpé de moyens de défense égaux à ceux dont dispose l'acquisition (p. 296, 297); Art. 33: Effet suspensif du pourvoi en cassation; nécessité d'assurer la protection de droit de l'inculpé (p. 297);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES ÉTRANGÈRES: Crise actuelle dans les rapports entre la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne; définition souhaitable de la politique extérieure française; absence de débat à ce sujet devant l'Assemblée Nationale; prémices de la politique étrangère du Chef de l'Etat; utilisation politique du problème économique des importations agricoles anglaises; déclarations de M. Jean Monnet au sujet de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; communiqué commun de MM. Kennedy et Fanfani; politique des dirigeants responsables allemands; travaux de la Commission Hallstein; opinion portée par le Chef de l'Etat sur le caractère insulaire de la Grande-Bretagne; impossibilité fondamentale évoquée par le chef de l'Etat de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la communauté euro-

*péenne; conflit franco-américain; prolongements des décisions prises aux Bahamas; éventualité d'une force de frappe multinationale; volonté du Gouvernement français de construire une force de frappe personnelle; problèmes de l'opportunité de l'accord franco-allemand; signification de cet accord; divergences d'opinion des gouvernements français et allemand sur les problèmes de l'intégration politique de l'Europe, de la force atomique nationale multilatérale et du Marché commun [24 janvier 1963] (p. 1648 à 1651); Titre IV: Amendement de M. Guéna (Réduction des crédits accordés au Comité français du mouvement européen): nature des organismes s'occupant du mouvement européen (p. 1667);*

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive: Ses explications de vote; nécessité d'éviter avant tout « l'adoption à l'essai »; causes d'une récente affaire; nécessité de mettre un terme à l'incertitude sentimentale dont souffrent les familles adoptives [7 février 1963] (p. 2088);

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, en qualité de Rapporteur: Application de l'article 49 de la loi créant la Cour de sûreté; renvoi devant la Cour militaire de justice des auteurs de l'attentat du Petit-Clamart; procédés dilatoires employés par les défenseurs de ceux-ci; inconvénient de la création de la cour de sûreté; carrière de la Cour militaire de justice; arrêt du Conseil d'Etat du 19 octobre 1962; voies de recours pour la Cour de sûreté et pour la Cour militaire de justice; exception d'irrecevabilité opposée au présent projet; application de l'article 29, alinéa premier de la Constitution; problème des voies de recours; caractère regrettable d'une modification d'un texte législatif avant même son entrée en application; sa démission des fonctions de rapporteur [13 février 1963] (p. 2119 à 2121).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale: Principes républicains de réforme de l'enseignement; action, vers 1920, des « Compagnons de l'Université nouvelle »; réforme Jean Zay; projet Langevin-Wallon; projet Billères; réforme de 1959 de M. Ber-



*thoin; revalorisation nécessaire de la fonction enseignante; problème des locaux et des maîtres; indépendance du Ministère de l'Education nationale vis-à-vis des Finances; ramassage scolaire; fourniture des livres; démantèlement des attributions du Ministère de l'Education nationale; problème des moyens d'enseignement audiovisuels; rôle que doit jouer la télévision en la matière; nécessité de soumettre au Parlement un statut de la R.T.F. [20 juin 1963] (p. 3623 à 3626).*

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Développement des grèves durant ces derniers mois; décret de réquisition des mineurs; déclarations de M. Missoffe sur les syndicats; contenu du présent projet; principe du droit de grève; arrêt Dehaene du Conseil d'Etat; jurisprudence ministérielle; notion de préavis des sanctions prévues par la circulaire de M. Mendès-France; distinction à établir entre les fonctionnaires en général et les fonctionnaires d'autorité et de sécurité; ses observations sur la proposition de loi déposée par MM. Queuille et Claudius-Petit; principes contenus dans les circulaires ministérielles relatives au droit de grève; extension de la notion de préavis prévue par le présent texte; manière prévisible dont s'appliquera cette notion; caractère limité ou non de la grève, dans le cadre du préavis; interdiction de fait des grèves par l'article 3 du présent projet; nature des grèves successives; interdiction de la grève par le retrait du choix du terrain et de l'heure de la décision; texte de l'amendement déposé par M. Capitant; position de celui-ci en ce qui concerne le présent texte; notion de négociation; restriction des libertés individuelles depuis l'avènement de la V<sup>e</sup> République [17 juillet 1963] (p. 4215 à 4220); ses explications de vote: caractère politique du présent projet; atteinte au droit de grève (p. 4250); Commission mixte paritaire, ses explications de vote: ses observations sur le travail parlementaire accompli à propos du présent texte; amendements déposés par MM. Capitant et Zimmermann; la notion de conciliation [25 juillet 1963] (p. 4541).*

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Rôle de M. Claudius-Petit en 1950 pour l'aménagement du territoire; situation de la France en 1985; ne pas nier l'importance*

*de l'aménagement du territoire; ne pas en faire l'affaire du seul Gouvernement; ne pas confondre aménagement du territoire et expansion économique; faire naître une nouvelle civilisation; concevoir des tranches opératoires; rattachement de la délégation générale au service du Premier Ministre; importance de l'avis donné par le Parlement sur les choix du Gouvernement; poussée urbaine; renouveau démographique; priorité absolue de la question; plans régionaux mal équilibrés entre eux; plan pour l'organisation des grandes métropoles; communes, victimes de leurs propres efforts de modernisation; liens entre conférences interdépartementales et comités d'expansion; insuffisance de l'électrification rurale; difficultés financières contraignant des communes à renoncer à leur industrialisation; lacunes de l'enseignement technique; persistance des zones de salaires; restrictions du crédit bancaire; déperdition des tarifs de la S.N.C.F.; moyen d'emprise supplémentaire du pouvoir central sur les autorités locales; plan conçu et élaboré par le pouvoir central; aménagement du territoire reposant sur une conception proprement napoléonienne de l'Etat; concilier la démocratie avec l'aménagement du territoire; consentement de l'ensemble des citoyens et de leurs représentants [26 novembre 1963] (p. 7422, à 7426).*

Pose deux questions orales, avec débat, à M. le Premier Ministre relatives aux pouvoirs respectifs du Président de la République et du Gouvernement : *Décret du 14 janvier 1964 relatif aux forces aériennes stratégiques; séparation des pouvoirs et collaboration entre celui qui vote la loi et celui qui l'exécute; déclaration de M. Prelot en 1962 au cours de laquelle il constatait que les termes de la Constitution avaient pris un sens neuf; prétendu régime parlementaire actuel; simple alibi du pouvoir personnel; rapports entre le Premier Ministre et le Président de la République; droit de contrôle reconnu au Parlement par la Constitution; règles de dévolution de l'autorité suprême de l'Etat en cas d'empêchement du Président de la République; théorie du domaine réservé [24 avril 1964] (p. 941 à 946).*

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : *Garder à l'électeur sa liberté de choix; choix idéologique et choix personnel; panachage et*

*vote préférentiel; blocage des listes; système de suppléance critiquable; obligation pour l'électeur de se soumettre aux volontés des comités clandestins; leçon des élections cantonales; difficulté d'être conseiller municipal; conseil municipal de Lyon [20 mai 1964] (p. 1278, 1279); sanctions prises à l'encontre de M. Bas (p. 1279); majorité gouvernementale, minoritaire dans le pays, voulant gouverner les municipalités en privant l'opposition de toute possibilité d'être représentée (p. 1279); caractère du projet de loi inique, injuste, déloyal; ne pas couper la France en deux; restreindre la liberté de choix des électeurs; mettre en place un système anti-démocratique; gaullisme devenu politique après avoir été mystique (p. 1280); ses observations sur le fait personnel de M. Pierre Bas: possibilité de constituer un organisme qualifié jugeant de la véracité de ses paroles (p. 1286); création d'un jury d'honneur (p. 1286, 1287); ses observations sur les paroles prononcées par M. le Ministre de l'Intérieur [21 mai 1964] (p. 1304, 1305); son rôle depuis la guerre (p. 1305); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement (Election au scrutin majoritaire plurinominal à deux tours des conseillers municipaux) (p. 1305); scrutin majoritaire dans tous les cas; élection des conseillers au scrutin plurinominal à deux tours (p. 1307); Art. 2: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 2 à supprimer les mots « et de Lyon et de Marseille » (p. 1312); Art. 3: Son amendement tendant à la suppression du troisième et dernier alinéa du texte proposé par l'amendement présenté par M. de Grailly (p. 1317).*

Pose à M. le Premier Ministre une question orale, avec débat, relative à la politique de coopération avec les pays en voie de développement [10 juin 1964] (p. 1772); *Raisons justifiant l'aide aux pays en voie de développement; analyses du rapport Jeanneney; différentes formes d'aide; répartition des crédits à l'intérieur de la zone franc; possibilité de faire entrer la France parmi les pays sous-développés dans une certaine mesure (écart entre le niveau de vie des ruraux et celui des citadins); objectifs économiques et politiques de l'aide; réemploi des bénéfices réalisés par les entreprises publiques et privées de façon à ce qu'ils profitent aux pays sous-développés; mérites respectifs de l'aide générale et de l'aide spécifique; incohérence de la politique étrangère de la France (p. 1779 à 1782);*

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Participation de l'aviation civile aux dépenses d'études et de prototypes; définition de notre politique aérienne civile; choix d'un appareil; nécessité d'informer l'Assemblée sur la question du « Galion » [23 octobre 1964] (p. 3851, 3852);*

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Débat venant trop tard après le vote du budget; sécurité du pays; choisir entre deux conceptions de la France et de sa mission dans le monde; force française n'étant pas une force de dissuasion absolue; crédits annuels pour la protection civile [2 décembre 1964] (p. 5770 à 5772); utilisation de la force de frappe française; définir les propositions du Chef de l'Etat; sécurité de la France ne dépendant pas du prestige d'un homme providentiel ni de la bombe magique (p. 5773, 5774).*

Fait personnel : *Paroles prononcées par l'orateur; réponse de M. Pasquini; maintien de la distinction entre gaullistes de légende et gaullistes de brocante; ne pas exploiter les souvenirs de la Résistance [2 décembre 1964] (p. 5786).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances : *Notions de délai; cas de certains crimes accomplis en Algérie avant le 1<sup>er</sup> juin 1958; attentat contre le chef d'état-major du général commandant en chef en Algérie [17 décembre 1964] (p. 6181, 6182);*

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Transformation du service militaire étant nécessaire; constitution d'unités solides et cohérentes pour réduire la disparité entre les besoins et les ressources; universalité d'un service égal pour tous; choix entre le service de dix-huit mois et celui de douze mois; esquisse d'une future armée de métier; opinion du général Ailleret; contradictions dans la politique du Gouvernement; opinion de M. Michel Debré; problème du régime; Gouvernement faisant songer à un théâtre de marionnettes tenues serrées par la main souveraine d'un seul inspirateur [26 mai 1965] (p. 1564 à 1567).*

— du projet de loi autorisant la ratification

du traité instituant un conseil unique et une commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes; *Méandres de la politique extérieure du Gouvernement; indépendance nationale; ses observations sur cette notion; potentiel militaire; isolement de la France; économie française face à la concurrence internationale; état des relations franco-américaines; relations avec l'Allemagne; citation d'une phrase de Machiavel: « Gouverner, c'est faire croire »; réalités et nécessité de l'époque; intérêt de la France; relations avec les Nations unies* [17 juin 1965] (p. 2207 à 2209).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement: *Problème de l'éventualité d'une session extraordinaire; questions constitutionnelles; mise en jeu de la responsabilité gouvernementale; ses observations sur l'alinéa premier de l'article 49 de la Constitution; indépendance du pouvoir exécutif à l'égard du pouvoir législatif; composition du Gouvernement; sa comparaison avec les gouvernements de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République; ses remarques sur les interviews de M. Nungesser et de M. de Chambrun; désinvolture avec laquelle est déterminée la politique extérieure de la France; inexactitude des arguments employés par M. Pompidou pour justifier sa politique devant l'opinion publique; modification du monde depuis la signature du pacte militaire de l'Atlantique Nord; nécessité d'une politique de rechange; traité franco-allemand; conférence du désarmement; caractère nationaliste de la politique extérieure; politique extérieure actuelle étant une sorte de poujadisme aux dimensions de l'univers; paix dans le Sud-Est asiatique; protocoles de la Conférence de Genève de 1954; politique économique et sociale; plan Debré; relèvement du S.M.I.G. et du S.M.A.G.; conséquences des hausses des tarifs des chemins de fer; mesures d'encouragement à la production; réforme des structures; dotations spéciales pour l'amélioration de l'élevage; prix indicatifs du lait; suppression des taux minima d'intérêt des banques; reconversion des installations industrielles; aspect social du plan; amendement Vallon - Giscard d'Estaing; droits des travailleurs; disparité entre le secteur public et le secteur privé; politique, dite de stabilisation; écrasement des salaires et des revenus agricoles; politique d'injustice fiscale; absence*

*de mesures en faveur des vieux et des handicapés; échec de l'aménagement du territoire; proportion d'origine étrangère des brevets déposés en France; affaire Ben Barka; sanctions encourues par un magistrat; liberté de l'information; décision prise par M. Yvon Bourges; lutte contre le pouvoir personnel* [14 avril 1966] (p. 672 à 677).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux élections cantonales: *Possibilité de consacrer un jour de semaine aux élections importantes pour réduire l'absentéisme; ses observations sur la situation des conseils généraux; responsabilité des conseils généraux sur le plan fiscal; institution des commissions d'équipement; leur composition; problème des conflits de compétence* [16 novembre 1966] (p. 4608, 4609);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche: *Recherche spatiale; Centre national d'exploitation des océans; centralisation des données de recherche et de communication sur les propriétés physiques et chimiques de l'océan; importance des fonds marins; création de l'Institut de recherche d'informatique et d'automatique; rôle de l'agence nationale de valorisation de la recherche; problème de la recherche étant lié à celui de l'éducation nationale; organisation du recyclage; développement de laboratoires de recherche dans les grandes écoles; protection des brevets; sommes dépensées par l'industrie française pour la recherche; mobilisation de la science et de la technique au service de l'industrie; politique des contrats; nécessité de prévoir l'institution d'un Office national pour la recherche et le développement; centres de recherche technique; formation professionnelle; problème de la régionalisation; relations entre la recherche et l'Europe; problèmes du tiers monde; objectifs du V<sup>e</sup> Plan; socialisation des risques* [30 novembre 1966] (p. 5075 à 5078);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis: *Evolution de la Communauté; ses observations sur la Guinée; dette du Congo à l'égard du Fonds central des chèques postaux d'outre-mer; intervention militaire au Japon; aide au développement; voyage du Président de la République à Djibouti; ses observations sur le référendum; fautes de l'administration française; problème de l'institution d'un scrutin à*

*un tour dans les pays d'outre-mer; attitude du pouvoir à l'égard de M. Vergès; aspect constitutionnel du projet; problème du vote bloqué; aspect politique de la question; durée d'application des ordonnances; possibilité d'envoyer dans le territoire une commission composée de sénateurs et de députés ou de prévoir une commission internationale; conséquences de l'indépendance; référence à l'indépendance guinéenne [2 décembre 1966] (p. 5217 à 5220); ses observations sur les paroles de M. Césaire; ses observations sur les paroles de M. Pompidou (p. 5231);*

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Droit à l'égalité des chances; caractère du groupe U.N.R.; ses observations sur les notions de majorité et d'opposition; rôle du conseil d'administration de l'O.R.T.F.; procédure du vote bloqué; situation des députés devenus ministres; inégalité des moyens financiers; nécessité de désigner une commission de contrôle ayant pour mission de publier le montant des masses d'argent dépensées par telle ou telle formation politique pour sa propagande électorale; ses observations sur M. Mendès-France; rôle des émissions régionales; ses observations sur « la Nation »; sa question de savoir si le temps de parole de M. le Premier Ministre sera compris dans le temps réservé à la majorité politique; problème de l'intervention du Président de la République; application de l'article 16 de la Constitution [7 décembre 1966] (p. 5319 à 5321); ses observations sur les paroles de M. Pompidou (p. 5323); Articles additionnels : Son amendement tendant à introduire un nouvel article (Création d'une Commission de contrôle des fonds employés pour la propagande électorale par les divers partis et groupements politiques) (p. 5346).*

**MOCH (M. Jules)**, Député de l'Hérault, 3<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 602), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

### Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la création de ports francs, n<sup>o</sup> 1562 [30 juin 1965].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES : *Délai d'avertissement dans le cas d'une attaque par missiles sur la France [24 janvier 1963] (p. 1609);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES : *Décision de M. Guy Mollet dans la construction d'une force atomique de dissuasion [7 novembre 1963] (p. 6745); action nucléaire déterminant toute la politique française; isolement de la France; force de frappe ruineuse, dangereuse, inefficace et inutile au progrès scientifique; caractère ruineux de la force de frappe; coût de la première « génération »; évaluation de 25 milliards; flotte aérienne, porteuse de bombes de la première « génération »; caractère dangereux de la bombe; cas d'un grand pays à population dispersée contre un pays plus petit à population dense; différentes situations pour la France, lors de l'utilisation éventuelle de la bombe atomique; caractère inutile de la force de frappe au regard du progrès scientifique; fabrication de la bombe comme la plus coûteuse des folies; rôle de l'usine de Pierrelatte pour le progrès scientifique; consultation éventuelle des Français par référendum sur ce sujet (p. 6745 à 6750); son opinion en tant que délégué au désarmement (p. 6750);*

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *Ne pas sacrifier quatre-vingt-cinq ports pour aider les six grands ports; régime proposé étant lourd et compliqué; ports dits autonomes étant érigés en établissements publics d'Etat; choix de ces six ports; situation difficile du port de Sète; sa comparaison avec le port de Bordeaux; opinion de M. Giscard d'Estaing en 1962; donner aux ports français des transports intérieurs à bon marché, notamment par voie d'eau et un régime douanier capable d'attirer le trafic international en multipliant les zones franches [8 avril 1965] (p. 673 à 675);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Résurgence d'un nationalisme étroit; solidarité*

*internationale; force de frappe; opinion de Linus Pauling; rapport de forces entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis; hypothèse de la dissuasion; négociations de Bruxelles; semi-boycottage des Nations unies; essais thermonucléaires au Pacifique; chars AMX; nécessité de consolider l'alliance atlantique; égalité devant l'impôt du sang; service national; opinion de M. Georges Picot; service de dix-huit mois; thèses jaurésiennes de l'« Armée nouvelle »; conception d'une armée triée servant à long terme; politique générale militaire; méthodes d'armement; naissance de notre petite force de frappe; montée des nationalismes; préparer la paix; resserrer nos alliances; restituer à la France sa mission traditionnelle [21 octobre 1965] (p. 3944 à 3946).*

**MOHAMED (M. Ahmed),** *Député des Comores, (App. U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 10).

S'apparente au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [27 décembre 1962] (p. 205).

#### **Interventions :**

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, **TERRITOIRES D'OUTRE-MER** : *Nécessité d'une aide financière plus importante pour les Comores; caractère modeste du plan quinquennal; promotion économique et sociale de la population [9 novembre 1963] (p. 7070, 7071); problème des bourses attribuées par la Métropole (p. 7073);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, **TERRITOIRES D'OUTRE-**

**MER** : *Ses observations sur le territoire des Comores; progression démographique; crédits du F.I.D.E.S.; amélioration des liaisons aériennes de l'archipel des Comores; prise en charge par le budget métropolitain des traitements des fonctionnaires et des agents de la métropole en service aux Comores [10 novembre 1966] (p. 4507, 4508).*

**MOLLET (M. Guy),** *Député du Pas-de-Calais, 1<sup>re</sup> circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste (11 décembre 1962] p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 602), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### **Interventions :**

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique générale : *Son élection grâce aux voix communistes; absence d'accord passé avec les dirigeants du parti communiste; décisions prises par la Fédération socialiste du Pas-de-Calais; choix opéré par les électeurs d'Arras entre un ancien partisan du régime de Vichy et lui-même [13 décembre 1962] (p. 51).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : Commission mixte paritaire : *Ses observations sur sa mise en cause par le Ministre des Finances de sa politique financière à l'époque où il était Président du Conseil; création du Fonds national de solidarité; utilisation des sommes provenant de la vignette automobile [12 juin 1963] (p. 3310);*

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération franco-allemande : *Réserves exprimées par les socialistes en juillet 1962 sur la politique extérieure française; volonté actuelle du Gouvernement de réaliser non la construction européenne mais une simple alliance continentale; données du problème allemand; absence de toute délégation de la souveraineté française dans le présent traité;*

*C.E.D.*; intégration des forces atlantiques; existence d'une force nationale française; entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe; votes émis par le R.P.F. à l'occasion de la construction européenne; règlement du contentieux franco-allemand; préambule voté par le Bundestag au présent traité; problèmes que pose l'interprétation par le Gouvernement français du présent traité; position émise à ce sujet par le groupe social-démocrate au Bundestag; discussions qui ont eu lieu à la rencontre franco-allemande de Bad-Godesberg; aspect bilatéral du traité; vote favorable du parti social-démocrate; poids des dépenses militaires dans le budget français; nécessité de ne pas laisser passer l'heure de la construction européenne [13 juin 1963] (p. 3334 à 3339); publication au Bulletin officiel du 22 mai 1963 du Gouvernement Ouest-allemand du préambule voté par le Bundestag (p. 3358); ses explications de vote : Condamnation qu'implique ce texte de l'intégration européenne; accusations portées par certains membres de la majorité contre les alliés de la France; critiques adressées à M. Spaak; opposition des membres du R.P.F. en 1951 au Traité de la C.E.C.A.; propos du général de Gaulle durant son voyage en Allemagne sur le rôle des événements militaires dans la vie franco-allemande (p. 3378);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : Véritable contenu de la proposition de loi Jaurès-Guesde de 1894; circulaire Pineau de 1950; problème de la guerre d'Indochine; ses propres déclarations en 1956 au moment du conflit algérien [17 juillet 1963] (p. 4205, 4206);

— sur la motion de censure : Ses observations sur l'interprétation de la Constitution faite par M. le Premier Ministre [27 octobre 1964] (p. 3964);

— sur la motion de censure : Politique étrangère; information à l'O.R.T.F.; création d'une force de frappe nationale; choix économique du Gouvernement; Traité de Bruxelles de 1948; Pacte de l'Atlantique de 1949; accords de Paris créant l'U.E.O. en 1954; affaire de Suez; ses observations sur le fait que le Président de la République serait le chef suprême de l'exécutif; politique du fait accompli et de la déformation constante; volonté de paix; dépassement des nations; retrait de l'O.T.A.N.; garantie la plus sérieuse de l'engagement amé-

ricain reposant sur la présence physique des Américains sur notre continent; modification de la menace sur l'Europe; maintien d'une alliance améliorée étant une garantie de détente et de paix; coexistence pacifique; réunification de l'Allemagne dépendant de l'U.R.S.S.; aide aux pays en voie de développement; désarmement général [19 avril 1966] (p. 768 à 771).

**MONDON (M. Raymond)**, Député de la Moselle, 1<sup>re</sup> circonscription (R.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 602), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742).

**Dépôts :**

Sa proposition de loi tendant à prohiber l'usage de la clause de non-concurrence postérieure au contrat de travail des représentants de commerce, n° 275 [17 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi n° 218 : 1° autorisant la ratification de la convention signée le 31 juillet 1962 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur le règlement de divers problèmes frontaliers; 2° transférant la propriété d'un immeuble, n° 299 [31 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 16 de l'ordonnance n° 62-780 du 12 juillet 1962 relative à la situation des magistrats en service en Algérie et à la limite d'âge provisoire des magistrats, n° 327 [7 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à la création d'une allocation de rentrée scolaire, n° 395 [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à instaurer, dans certaines conditions, un service militaire spécial de coopération pour les jeunes gens susceptibles d'apporter, en raison de leur compétence, une coopération efficace aux pays en voie de développement, n° 614 [29 octobre 1963].

### Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique générale : *Rôle qu'entend jouer le groupe des Républicains indépendants; nécessité d'une franche coopération entre les tenants de la majorité; déformations apportées aux textes législatifs par une réglementation trop centralisatrice; conséquences de la politique suivie en 1936 avec le front populaire; volonté du peuple français de voir mis en œuvre rapidement un certain nombre de réalisations; collaboration des pouvoirs publics avec les collectivités locales et les organisations professionnelles et syndicales; reclassement des rapatriés; rôle de la France dans l'Europe en construction; réconciliation franco-allemande, élément moteur de cette construction européenne* [13 décembre 1962] (p. 60 à 62).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat, Art. 698 : *Amendement de M. Mitterrand (Instauration d'une Haute Cour de sûreté de l'Etat): Caractère de la Haute Cour siégeant à Versailles en 1946-1947; nécessité de faire appel aux magistrats de carrière pour assurer l'impartialité des jugements; attitude des magistrats pendant la dernière guerre* [3 janvier 1963] (p. 233, 234);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Insuffisance des augmentations d'effectifs prévues; difficultés de fonctionnement des télécommunications en province, particulièrement en période de vacances; conséquences de ces difficultés sur le tourisme* [8 janvier 1963] (p. 335, 336); CONSTRUCTION : *Question du programme social de relogement; ses conséquences pour les collectivités locales; problème de la rénovation urbaine; frais de réinstallation des propriétaires d'immeubles et des commerçants appelés à déménager* [10 janvier 1963]

(p. 523); INTÉRIEUR : *Place des questions communales dans le cadre du IV<sup>e</sup> plan; report sur les collectivités locales des charges incombant à l'Etat; indemnités de logement du corps enseignant du premier degré; augmentation des centimes additionnels par les conseils généraux et les conseils municipaux; prise en charge par les collectivités locales des dépenses d'investissements relatives au logement et à la décentralisation; problème des prêts aux communes par la Caisse des prêts d'équipement; situation du personnel communal; revalorisation nécessaire de leurs traitements; dangers que présenterait la nationalisation des personnels communaux; problème de la taxe locale* [17 janvier 1963] (p. 1048 à 1050); *tenue souhaitable d'une table ronde sur le problème de la reconstruction des ponts sinistrés par la guerre* (p. 1062); EDUCATION NATIONALE : *Poussée démographique dans le Nord, la région parisienne, l'Ouest; absence de coordination en matière de construction de logements et de constructions scolaires; cas des ZUP; inscription nécessaire dans le prochain collectif de crédits en faveur des constructions scolaires; situation de l'enseignement technique; décentralisation souhaitable en matière universitaire* [19 janvier 1963] (p. 1226, 1227);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, Art. 24 bis : *Problème de la constitutionnalité du présent article adopté par le Sénat; conséquences de celui-ci sur les budgets municipaux* [19 février 1963] (p. 2234, 2235).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Problèmes relatifs à l'avenir des bassins miniers de fer et de charbon de Lorraine; nécessité d'informer mieux l'opinion publique française en ce qui concerne la situation de la trésorerie nationale; coordination de l'énergie; rôle des charbonnages; statut des mineurs; liaison Nord-Méditerranée et son importance pour la sidérurgie française; possibilités financières françaises; construction d'une force de frappe; conséquences de la politique nucléaire française sur la réalisation du Plan; nécessité d'augmenter la construction de logements et d'équipements scolaires et sanitaires; participation souhaitable des collectivités locales au plan d'aménagement du territoire* [14 mai 1963] (p. 2886 à 2888).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à une Convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en qualité de *Rapporteur* : *Règlement de divers problèmes frontaliers dans la région de Wissembourg*; *rattachement à la France d'une forêt de 600 hectares*; *rétrocession à des propriétaires privés allemands de champs et de vignes situés en territoire français*; *rétrocession à l'église évangélique d'Allemagne d'un immeuble de Paris* [6 juin 1963] (p. 3193);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération franco-allemande : *Importances pour les provinces de l'Est de la France de la réconciliation franco-allemande*; *multiplication souhaitable des échanges entre les deux jeunes*; *rôle que peuvent jouer les représentants des municipalités des deux pays*; *signification du préambule voté par le Bundestag*; *volonté de la France d'assurer le développement de la politique communautaire*; *déclaration de certains gouvernements des Six sur leur volonté de faire l'Europe et leurs achats de produits aux Etats-Unis ou en Suède* [13 juin 1963] (p. 3345 à 3347);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Possibilité pour une grève d'être limitée dans le cadre du préavis* [17 juillet 1963] (p. 4219); *principes de la réglementation de l'exercice du droit de grève*; *article 7 du préambule de la Constitution de 1946*; *différentes propositions déposées depuis 1947 sur la réglementation du droit de grève*; *jurisprudence ministérielle*; *ses observations sur son voyage en Pologne en 1956*; *problème de l'efficacité du présent texte*; *utilisation du préavis pour parvenir à une conciliation*; *importance capitale de la notion de négociation*; *relations entre les syndicats et le Gouvernement* (p. 4221 à 4223); *circonstances dans lesquelles a été discutée en 1947 la proposition de loi Queuille sur la réglementation du droit de grève*; *position des députés qui allaient fonder le groupe des républicains sociaux* (p. 4239); *Art. 2 : Ses amendements (Possibilité de grève illimitée, préavis et négociations)* (p. 4244); *Art. 4 : Son amendement (Prononcé de la rétrogradation et de la révocation dans le cadre de la procédure prévue par le statut de la fonction publique)* (p. 4246); *Commission mixte paritaire : Efforts de M. Delachenal au sein de la Commission mixte paritaire pour introduire l'idée de négociation*; *nécessité de*

*trouver un remède au malaise de la fonction publique*; *inconvenients que présenterait l'utilisation de la procédure du vote bloqué dans le cas présent*; *recherche d'un terrain d'entente entre les syndicats et le Gouvernement* [25 juillet 1963] (p. 4536);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, *INDUSTRIE* : *Problèmes posés par la « table ronde » sur les mines de fer* [30 octobre 1963] (p. 5974); *instructions données par le Gouvernement aux préfets de Metz et de Nancy* (p. 5975); *TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS* : *Liaison Mer du Nord-Méditerranée*; *réservation des terrains* [30 octobre 1963] (p. 6006); *engagements pris par le Gouvernement en juillet 1962*; *principe de la liaison Mer du Nord-Méditerranée* (p. 6009); *TRAVAIL* : *Situation des jeunes ayant travaillé dans les mines de fer avant le service militaire* [5 novembre 1963] (p. 6441); *JUSTICE* : *Nomination d'un premier Président et d'un Procureur général à Metz* (p. 6455, 6456); *INTÉRIEUR* : *Situation des communes en face des exigences de la vie moderne*; *augmentation de la part des communes dans le revenu national* (p. 6469, 6470); *EDUCATION NATIONALE* : *Blocage des crédits et lenteurs administratives*; *insuffisance de main-d'œuvre dans l'industrie du bâtiment*; *centres de formation professionnelle accélérée*; *promesses faites aux élus de la Lorraine*; *recrutement des maîtres de l'enseignement primaire*; *importance des écoles normales*; *déconcentration de l'Université* [6 novembre 1963] (p. 6571, 6572, 6573).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Conceptions de l'aménagement du territoire*; *nécessité de dégager les éléments de base de cet aménagement*; *détermination des méthodes*; *prévision des moyens*; *insérer l'aménagement du territoire dans le cadre européen*; *constitution de métropoles d'équilibre*; *distinction entre déconcentration et décentralisation*; *développement de l'équipement rural*; *remise en ordre des structures urbaines*; *opérations normales des collectivités*; *étroite collaboration entre l'Etat, les collectivités locales et les groupements économiques et sociaux régionaux*; *adaptation des besoins régionaux aux objectifs nationaux*; *moyens administratifs, techniques et financiers nouveaux*; *réforme administrative profonde*; *liaisons routières*; *nécessité de relier l'Ouest et*



1<sup>re</sup> Sud-Ouest au grand axe fluvial Mer du Nord-Méditerranée; prêts aux collectivités locales; prêts à très long terme et à taux réduit [27 novembre 1963] (p. 7463 à 7465).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : Retour au scrutin majoritaire souhaité depuis longtemps par de nombreux partis politiques; scrutin permettant de former des équipes homogènes; possibilité pour l'électeur de choisir entre différentes listes; choix des électeurs en fonction d'un programme, ce qui est préférable dans les grandes villes; rendre impossibles les manœuvres, grâce auxquelles certaines équipes furent disloquées ou décapitées; liste de coalition établie dès le premier tour; assurer la bonne administration des villes; souci d'efficacité; intérêt des municipalités; vote du projet par ses amis politiques [20 mai 1964] (p. 1282, 1283, 1284); Art. 2 : Ses observations sur l'amendement de M. Pleven [21 mai 1964] (p. 1314, 1315); sa demande d'explications; fusion des communes (p. 1315); En deuxième lecture, ses explications de vote : Vote du projet par la grande majorité des Républicains indépendants; systèmes par trop différents retenus par l'Assemblée Nationale et le Sénat; son hostilité aux coalitions opérées entre les deux tours [17 juin 1964] (p. 1977).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au plan de stabilisation : Impératifs sociaux et culturels; construction des écoles et des routes; nécessité de concilier le plan de développement et le plan de stabilisation [24 juin 1964] (p. 2173, 2174).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, Art. 25 : Ses observations sur la réserve de l'article [30 juin 1964] (p. 2387);

— sur la motion de censure, ses explications de vote : Ses observations sur les paroles prononcées par M. le Premier Ministre; élément positif; réorganisation du marché laitier; amélioration du sort des producteurs de lait; taxe de résorption sur le lait; retraite vieillesse; fixation des prix moyens européens; négociation de Bruxelles; attitude ferme pour défendre nos agriculteurs [27 octobre 1964] (p. 3965, 3966);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : Finances

des collectivités locales; situation difficile des collectivités locales; endettement des communes; leur donner des facilités pour souscrire des emprunts faisant face aux besoins de construction, d'enseignement et de dépenses sociales; création de métropoles régionales; jumelage de Metz et de Nancy avec des villes frontières allemandes; transfert d'une partie des charges des collectivités locales à l'Etat; tâches des collectivités locales en matière d'ordre social et culturel; nécessité d'un personnel compétent [28 octobre 1964] (p. 4015, 4016); EDUCATION NATIONALE : Application des décrets de novembre 1962 et décembre 1963 sur les constructions scolaires; subventions de l'Etat étant déterminées une fois pour toutes au moment de l'examen du projet sans tenir compte des difficultés rencontrées ultérieurement en cours d'exécution et sans tenir compte aussi des revalorisations de prix en matière de construction; soucis financiers des communes; inconvénients de retenir seulement la valeur des centimes additionnels et non leur nombre; calcul des subventions; questions d'administration communale [29 octobre 1964] (p. 4128);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : Politique de l'expansion dans la stabilité; régionalisation du plan; création de commissions de développement économique et régional; besoins généraux et équipements collectifs; besoins socio-culturels; problème de la journée continue et des heures de pointe; question des terrains; plafond des dépôts dans les caisses d'épargne; permettre aux collectivités locales de financer davantage d'équipements collectifs; aménagement du territoire; axe Nord-Sud [25 novembre 1964] (p. 5596 à 5598); ses explications de vote : Précisions apportées par M. le Premier Ministre; engagement pris ce soir; vote des républicains indépendants [26 novembre 1964] (p. 5674);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : Désordre dans la gestion des abattoirs municipaux pouvant advenir; ne toucher qu'avec prudence à la législation particulière en vigueur dans le département d'Alsace et de Moselle; nationalisation du corps d'inspection; unification de la législation sanitaire; rôle du maire; rapports entre un maire et un inspecteur sanitaire nommé

par le Ministre de l'Agriculture [4 mai 1965] (p. 1090 à 1092); avant l'Art. 1<sup>er</sup> : *Laisser aux communes la possibilité d'opter librement en faveur du service d'Etat* [5 mai 1965] (p. 1123, 1124); Art. 3 : *Fonctionnaires des collectivités locales; situation des agents contractuels; distinction entre la gestion administrative et financière et le contrôle sanitaire des abattoirs* (p. 1129); ses observations sur les paroles de M. Pisani (p. 1129); Art. 5 : *Discrimination entre la gestion de l'abattoir, dans son ensemble, et l'exploitation consistant à exécuter les opérations d'abattage* (p. 1132); Art. 6 : *Cas où l'organisme concessionnaire ou fermier revêt la forme d'une société c'est-à-dire d'une personne morale* (p. 1134); *usagers de l'abattoir ayant voix consultative auprès de la direction* (p. 1134);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Augmentation de 50 % des crédits; fusion des équipements sportifs, civil et scolaire; inclusion dans ce programme des communes de moins de 1.000 habitants; politique foncière; liaison avec les autres départements ministériels; déconcentration; part des collectivités locales et des autres organismes intéressés; revalorisation des coefficients d'adaptation départementale, autrement dit les C.A.D.; répartition des crédits; taux de subvention; effort fiscal des collectivités; rôle des animateurs; animation par les bénévoles; formation d'animateurs permanents; population ayant pris conscience des besoins nouveaux* [2 juin 1965] (p. 1716 à 1718);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Disparition de la taxe locale et de la taxe de prestation de service; augmentation des charges des collectivités locales; évolution de la patente et celle des salaires; nécessité de compléter le projet actuel; effort des collectivités locales en matière d'équipement collectif* [23 juin 1965] (p. 2375 à 2377); Art. 31 : *Salles de cinéma devant bénéficier d'un abattement de leurs charges* [25 juin 1965] (p. 2538); *disparition de la taxe sur les prestations de services; budget des bureaux d'aide sociale* (p. 2538); Art. 38 : *Taxe sur les salaires* (p. 2545); *conditions de l'élection des représentants des départements et des communes* (p. 2545);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises : ses explications de vote : *Taxe sur la*

*valeur ajoutée; son regret de ne pas avoir vu une plus nette amélioration du texte; dialogue entre le Gouvernement et le Parlement* [29 juin 1965] (p. 2750); *contrôle du Gouvernement* (p. 2750); *navette entre les deux assemblées* (p. 2750);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Ses observations sur « l'économie concertée »; adaptation des structures et des moyens de production; Marché commun; politique européenne de la France; taux d'expansion; volume des investissements productifs; cas de l'Allemagne; consommation des ménages; crédits scolaires; impôt foncier sur les propriétés non bâties; retard de la France dans le domaine de l'urbanisation; problème des métropoles régionales; finances des collectivités locales; diversification de nos industries; économie industrielle de la Lorraine; emprunt d'un milliard de francs; prix de l'énergie; liaison fluviale Mer du Nord-Méditerranée; retards d'exécution du IV<sup>e</sup> Plan; expansion dans la stabilité* [4 novembre 1965] (p. 4451 à 4454); ses explications de vote : *Réformes de structure; problèmes régionaux; axe Mer du Nord-Méditerranée; crédits prévus dans le cadre du V<sup>e</sup> Plan pour la branche Lorraine* [5 novembre 1965] (p. 4564).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Utilité et opportunité du débat; constitution d'un nouveau Gouvernement; position des républicains indépendants à l'intérieur de la majorité; développement économique et social; année 1965 étant une année de paix sociale et d'équilibre budgétaire; conséquences des grèves; réformes faites en 1965: institution de l'épargne-logement, réforme de la fiscalité des entreprises, caisse nationale des H.L.M., mise en place des contrats de stabilité; stabilité des prix et de la monnaie; régions de programme; problème du logement; schéma directeur de Paris; situation du Nord-Est de la France; retard pris par la sidérurgie française; emprunt de 300 millions réalisé en septembre 1965 et destiné à Sacilor et à la modernisation de la sidérurgie; négociations de Luxembourg; reprise de la négociation Kennedy; agriculture française; notion de prix communs européens; prix français du lait et de la viande; revalorisation du revenu agricole; difficultés soulevées par l'O.T.A.N.; conséquences de la décision du Gouvernement; projet de voyage du général*

*de Gaulle à Moscou; possibilité d'une rencontre ultérieure Johnson - de Gaulle; conséquences, pour certaines régions, de l'éventuelle suppression des bases américaines; évolution politique du monde depuis 1948; absence de renversement des alliances; révision des applications militaires du traité; maintien du traité de 1949; construction européenne* [14 avril 1966] (p. 677 à 680);

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : ses explications de vote : *Politique étrangère de la France; politique européenne du Gouvernement; maintien par la France de ses alliances; voyage du général de Gaulle à Moscou; fidélité de la France à l'Alliance atlantique; son opposition à la motion de censure* [20 avril 1966] (p. 820);

— en seconde délibération du projet de loi portant amnistie, après l'Art. 24 : *Amendement tendant à insérer un article 24 bis devant être retiré* [28 avril 1966] (p. 1003).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Situation financière des collectivités locales; réforme de la taxe locale et de la taxe sur la valeur ajoutée; progression des impôts locaux directs; gestion des communes; importance des dépenses de fonctionnement; situation financière actuelle des communes; communes supportant les charges qui relèvent normalement de l'Etat; problème des indemnités de logement des instituteurs; enlèvement des ordures ménagères; services des transports en commun urbains; gestion des collectivités locales; taxe sur la valeur vénale des sols; problème des centimes additionnels; charges financières des emprunts des collectivités locales; construction d'autoroutes et de voies navigables; création de la caisse de prêts et d'équipement; réforme de la fiscalité locale directe; nécessité de revaloriser la fonction communale; création de métropoles d'équilibre; conséquences de la tutelle* [17 mai 1966] (p. 1308 à 1311).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 3 : *Ses observations sur les paroles de M. Cassagne* [11 octobre 1966] (p. 3281);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 58 : *Retraite*

*des veuves de guerre* [18 octobre 1966] (p. 3501); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Débat sur les finances locales; subvention de l'Etat en faveur des collectivités locales; augmentation des emprunts souscrits par les collectivités locales; équipements collectifs; augmentation de la dette des communes et des départements; rapport de la Commission Bourrel; charges fiscales des communes et des départements; autofinancement; objectifs du V<sup>e</sup> Plan; problèmes locaux en Allemagne; transfert des charges; amortissement des emprunts; situation des fonctionnaires communaux; problèmes concernant les services de police* [24 octobre 1966] (p. 3765 à 3767); *exemple des Länder allemands; son désir de voir les communes bénéficier d'avantages fiscaux et de possibilités d'emprunts plus grandes; exécution du V<sup>e</sup> Plan* (p. 3798, 3799).

Son rappel au Règlement : *Conditions de la discussion du budget du logement* [8 novembre 1967] (p. 4397).

Prend part à la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1964 : ses explications de vote : *Ses observations sur les paroles de M. de Tinguy* [21 décembre 1966] (p. 5862).

**MONNERVILLE (M. Gaston)**, Député de la Guadeloupe, 1<sup>re</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Problème des prestations familiales dans les départements d'outre-mer; écart entre celles services en France et celles distribuées dans les D.O.M.; mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer l'habitat à la*

*Guadeloupe; faiblesse de l'équipement culturel à la Guadeloupe* [22 janvier 1963] (p. 1437, 1438);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Amélioration de la voirie et de l'habitat; ravages subis par la Guadeloupe et la Martinique; situation des écoles; densité scolaire; distribution de lait; cantines scolaires; importance des ravages causés par le cancer; vente du sucre* [8 novembre 1963] (p. 6953, 6954); *attachement des Antillais à la France* (p. 6954).

**MONTAGNE (M. Rémy)**, Député de l'Eure, 3<sup>e</sup> circonscription (C.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1966] (p. 591).

#### Dépôt :

La proposition de loi tendant au rattachement au Ministère de la Justice des tribunaux administratifs, n<sup>o</sup> 244 [17 mai 1963].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION : *Problème du logement dans les départements à forte densité rurale; répartition entre les régions des crédits dont dispose le Ministère* [9 janvier 1963] (p. 454);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, JUSTICE : *Fonctionne-*

*ment des juridictions administratives et leur indépendance; règles et fonctionnement du Conseil d'Etat; indépendance des tribunaux* [5 novembre 1963] (p. 6448, 6449); BUDGETS MILITAIRES : *Assurer la sécurité de la France par une force atomique; force de dissuasion française; amorce d'une force européenne; unité politique de l'Europe préalable nécessaire à une force nucléaire européenne; portée du vote du budget militaire* [7 novembre 1963] (p. 6744, 6745);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection, Art. 33 : *Son amendement (Ouvrage susceptible de porter atteinte à un gisement d'eau souterraine)* [14 novembre 1963] (p. 7251, 7252); *contrôle de l'établissement des forages* (p. 7252).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale, avec débat, relative à la politique de coopération avec les pays en voie de développement [10 juin 1964] (p. 1772) : *Problème de la coopération étudié sous l'angle de sa répartition géographique ou de la ventilation de son financement; applications de la coopération inattaquable dans son principe; rapport Jeanneney; inefficacité d'une aide insuffisante ou irrégulière; prise en considération des virtualités du traité de Rome; nécessité de favoriser l'aide multilatérale dans le cadre européen* (p. 1775, 1776).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES : *Force nucléaire stratégique devenant la seule réalité de notre défense; responsabilités devant l'avenir; distinction entre les choix et les intentions du Gouvernement; sacrifice des forces d'intervention et de la défense opérationnelle du territoire; construction des chars de 30 tonnes* [6 novembre 1964] (p. 4861 à 4863); *réduction des effectifs; erreur de supprimer dix unités de la gendarmerie mobile; isolement de la France; ne pas pousser l'Allemagne à vouloir se doter de sa propre force nucléaire; dissémination des petites armes nucléaires marquant la fin de l'unité européenne* (p. 4863, 4864);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Diverses formes de service national; aspects sociaux et familiaux du projet; principe de l'universalité, de l'égalité dans le service de défense nationale; attitude du contingent lors*

des événements d'Algérie [26 mai 1965] (p. 1567); favoriser l'égalité de chacun devant la loi; apparition de la force nucléaire stratégique; technicité de plus en plus poussée dans l'emploi des forces d'intervention; surabondance du contingent due à la croissance démographique; article 27 du projet de loi permettant le recrutement de volontaires pour une durée de deux ans; problème de la solde; son option pour le service d'un an obligatoire pour tous à l'exception des inaptes et des soutiens de famille; réforme du service militaire devant porter sur les méthodes d'incorporation, d'instruction, sur la pédagogie, sur le rythme de progression et sur les affectations; défendre la liberté; armée nationale du peuple; idée de la sécurité collective de l'Europe supposant l'unification de celle-ci (p. 1567 à 1569); avant l'Art. 1<sup>er</sup>: Son sous-amendement tendant à insérer dans l'amendement de M. Le Theule, le nouvel alinéa suivant: « La durée du service national est la même pour tous » (p. 1574); égalité pour tous de la durée du service national (p. 1574); ses observations sur les paroles de M. Le Theule (p. 1575); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à la suppression du quatrième alinéa de l'article premier (p. 1575); retrait de son amendement (p. 1575); son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du cinquième alinéa de cet article: « au développement des départements métropolitains et à l'équipement des territoires d'outre-mer » (p. 1576); son amendement tendant, dans l'avant-dernier alinéa de l'article premier à substituer aux mots « qui fait participer des jeunes Français au développement d'Etats... », les mots « techniques en faveur des Etats » (p. 1576); ses observations sur l'Europe et l'O.T.A.N. (p. 1579, 1580); retrait de son amendement (p. 1581); Art. 6: Conseil de revision (p. 1582); Art. 15: Définition de la qualité de soutien de famille (p. 1586); Art. 30: Son amendement tendant à la nouvelle rédaction de cet article: « La durée du service actif de défense est celle fixée par l'article 3 pour le service militaire » (p. 1595); Art. 30: Soutiens de famille (p. 1596); Art. 33: Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin de l'article 33: « au développement des départements métropolitains et à l'équipement des territoires d'outre-mer » (p. 1596); Art. 44: Loi du 31 mars 1928 (p. 1599); Article additionnel: Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant: « Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente

loi » (p. 1600); retrait de son amendement (p. 1600);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, après l'Art. 2: Son amendement tendant après cet article à insérer le nouvel article suivant: « Les subventions affectées à l'équipement des communes et des syndicats de communes devront être réparties de telle manière que les populations rurales reçoivent une aide équivalente à celle accordée aux populations urbaines » [2 juin 1965] (p. 1746); situation dans sa région et sa circonscription (p. 1746);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS: Equipement téléphonique, son insuffisance; cas des communes rurales; installation des lignes nouvelles; demandes d'abonnement téléphonique; central automatique d'Evreux [12 octobre 1965] (p. 3552); EDUCATION NATIONALE: Implantations industrielles; carte scolaire [18 octobre 1965] (p. 3804); BUDGETS MILITAIRES: Loi de programme; philosophie de la défense; dissociation européenne; dépenses destinées aux unités classiques; suppression des forces traditionnelles; diminution des crédits des forces de manœuvre; ses observations sur les questions matérielles et morales; vieillissement du matériel; situation pécuniaire du personnel; cas de la gendarmerie; augmentation des crédits destinés à la gendarmerie [21 octobre 1965] (p. 3946 à 3948);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: Importance de la liaison Seine-Moselle; cas de la région de Haute Normandie; complexe portuaire Rouen-Le Havre; exportations agricoles; liaison fluviale ouest-est [4 novembre 1965] (p. 4468).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux logements sociaux: Absence de responsabilité du Parlement dans la crise du logement; la loi sur le bail à construction; réforme du régime hypothécaire; unification du marché du logement; amélioration et extension de l'allocation-logement; logement des personnes âgées [15 juin 1966] (p. 2062, 2063, 2064).

Prend part à la discussion:

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS: Problèmes du téléphone; retards

de notre équipement; fixation des prix des communications [19 octobre 1966] (p. 3564, 3565); ses observations sur les paroles de M. Marete; dévouement du personnel (p. 3565); BUDGETS MILITAIRES : Conception de la défense du territoire; système européen de forces armées; loi de programme militaire; part de la force nucléaire stratégique dans le budget militaire; construction de chars de 30 tonnes; rampes Pluton; renouvellement du parc automobile; problèmes de la marine; Mirage III; avion à décollage vertical; fusées S.S.B.T.; forces atomiques tactiques; condition militaire [25 octobre 1966] (p. 3836 à 3838); Art. 25 : Son amendement tendant à diminuer le montant des crédits du paragraphe II de cet article de 204 millions 400.000 francs (p. 3852); tarif du quart de place accordé aux militaires du contingent; cas de la jeunesse française servant outre-Rhin (p. 3853, 3854); EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : Nombre de permis de construire; distorsion entre les logements primés et les logements H.L.M.; situation des personnes âgées [9 novembre 1966] (p. 4432, 4433);

— en troisième lecture, du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles : Ses observations sur les professions organisées; répartition des voix entre les associés pour les délibérations collectives; élaboration des règlements d'administration publique; consultation des ordres et des organisations professionnelles représentatives; rémunération des apports en capitaux; conditions de retrait d'un associé; sociétés civiles de moyens [15 novembre 1966] (p. 4573).

**MONTALAT (M. Jean)**, Député de la Corrèze, 1<sup>re</sup> circonscription (S.). Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1964] (p. 600), [2 avril 1965] (p. 572), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 594).

Préside : la séance du 12 décembre 1962 (p. 31); la 2<sup>e</sup> séance du 18 décembre 1962 (p. 81); la séance du 19 décembre 1962 (p. 160); la 2<sup>e</sup> séance du 4 janvier 1963 (p. 263); la 1<sup>re</sup> séance du 9 janvier 1963 (p. 425); la 2<sup>e</sup> séance du 11 janvier 1963 (p. 635); la 1<sup>re</sup> séance du 14 janvier 1963 (p. 755); la 1<sup>re</sup> séance du 16 janvier 1963 (p. 895); la 2<sup>e</sup> séance du 13 février 1963 (p. 2139); la 2<sup>e</sup> séance du 19 février 1963 (p. 2222); la séance du 20 février 1963 (p. 2271); la 2<sup>e</sup> séance du 29 mai 1963 (p. 3118); la séance du 5 juillet 1963 (p. 3909); la 1<sup>re</sup> séance du 10 juillet 1963 (p. 3998); la 1<sup>re</sup> séance du 19 juillet 1963 (p. 4317); la 1<sup>re</sup> séance du 24 juillet 1963 (p. 4446); la séance du 2 octobre 1963 (p. 4972); la 2<sup>e</sup> séance du 26 juillet 1963 (p. 4584); la séance du 18 octobre 1963 (p. 5261); la 2<sup>e</sup> séance du 24 octobre 1963 (p. 5502); la 1<sup>re</sup> séance du 29 octobre 1963 (p. 5841); la 3<sup>e</sup> séance du 29 octobre 1963 (p. 5873); la 2<sup>e</sup> séance du 31 octobre 1963 (p. 6158); la 2<sup>e</sup> séance du 4 novembre 1963 (p. 6287); la séance du 20 novembre 1963 (p. 7339); la 1<sup>re</sup> séance du 6 décembre 1963 (p. 7688); la 1<sup>re</sup> séance du 12 décembre 1963 (p. 7843); la séance du 16 avril 1964 (p. 787); la séance du 22 avril 1964 (p. 862); la séance du 2 juin 1964 (p. 1564); la 1<sup>re</sup> séance du 4 juin 1964 (p. 1612); la 1<sup>re</sup> séance du 18 juin 1964 (p. 2029); la 1<sup>re</sup> séance du 26 juin 1964 (p. 2253); la 1<sup>re</sup> séance du 16 octobre 1964 (p. 3330); la 2<sup>e</sup> séance du 16 octobre 1964 (p. 3361); la 2<sup>e</sup> séance du 22 octobre 1964 (p. 3697); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 23 octobre 1964 (p. 3854); la 2<sup>e</sup> séance du 23 octobre 1964 (p. 3869); la 2<sup>e</sup> séance du 29 octobre 1964 (p. 4121); la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 30 octobre 1964 (p. 4296); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 4 novembre 1964 (p. 4543); la 2<sup>e</sup> séance du 4 novembre 1964 (p. 4564); la 3<sup>e</sup> séance du 5 novembre 1964 (p. 4712); la 2<sup>e</sup> séance du 7 novembre 1964 (p. 4988); la séance du 4 décembre 1964 (p. 5851); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 16 décembre 1964 (p. 6152); la 3<sup>e</sup> séance du 17 décembre 1964 (p. 6192); la 1<sup>re</sup> séance du mardi 4 mai 1965 (p. 1067); la 2<sup>e</sup> séance du 18 mai 1965 (p. 1377); la 1<sup>re</sup> séance du 3 juin 1965

(p. 1762); la 2<sup>e</sup> séance du 3 juin 1965 (p. 1786); la 1<sup>re</sup> séance du 15 juin 1965 (p. 2106); la 1<sup>re</sup> séance du 24 juin 1965 (p. 2426); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 30 juin 1965 (p. 2772); la 3<sup>e</sup> séance du 13 octobre 1965 (p. 3611); la 1<sup>re</sup> séance du 21 octobre 1965 (p. 3927); la 4<sup>e</sup> séance du 22 octobre 1965 (p. 4023); la 2<sup>e</sup> séance du 27 octobre 1965 (p. 4195); la 1<sup>re</sup> séance du 28 octobre 1965 (p. 4259); la 3<sup>e</sup> séance du 4 novembre 1965 (p. 4469); la 2<sup>e</sup> séance du 5 novembre 1965 (p. 4529); la 3<sup>e</sup> séance du 5 novembre 1965 (p. 4533); la 1<sup>re</sup> séance du 10 novembre 1965 (p. 4613); la 2<sup>e</sup> séance du 10 novembre 1965 (p. 4619); la 1<sup>re</sup> séance du 21 décembre 1965 (p. 4989); la 1<sup>re</sup> séance du 14 avril 1966 (p. 671); la séance du 22 avril 1966 (p. 911); la 1<sup>re</sup> séance et la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 18 mai 1966 (p. 1365); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 2 juin 1966 (p. 1642); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 10 juin 1966 (p. 1962); la séance du 16 juin 1966 (p. 2100); la 1<sup>re</sup> séance du 29 juin 1966 (p. 2447); la 2<sup>e</sup> séance du 29 juin 1966 (p. 2455); la séance du 6 octobre 1966 (p. 3163); la 2<sup>e</sup> séance du 19 octobre 1966 (p. 3557); la 2<sup>e</sup> séance du 20 octobre 1966 (p. 3633); la 3<sup>e</sup> séance du 25 octobre 1966 (p. 3843); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 27 octobre 1966 (p. 3970); la 3<sup>e</sup> séance du 3 novembre 1966 (p. 4204); la 2<sup>e</sup> séance du 8 novembre 1966 (p. 4361); la 1<sup>re</sup> séance du 9 novembre 1966 (p. 4425); la séance du 29 novembre 1966 (p. 5030); la 1<sup>re</sup> séance du 30 novembre 1966 (p. 5062); la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> décembre 1966 (p. 5150); la 2<sup>e</sup> séance du 8 décembre 1966 (p. 5385).

### Interventions :

#### En qualité de Vice-président :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Defferre, Art. 48, paragr. 7 : *Situation créée par l'adoption d'une motion de renvoi en Commission* [24 juillet 1963] (p. 4466).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Defferre (ordre du jour) [25 juillet 1963] (p. 4516).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Hunault : *Vote lors du troisième scrutin sur le projet de loi concernant la réglementation du droit de grève* [26 juillet 1963] (p. 4583).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Coste-Floret : *Application de l'article 135*

*du règlement* [18 octobre 1963] (p. 5280).

Présence de M. Gerstenmaier à l'Assemblée Nationale [22 octobre 1964] (p. 3697).

Ses observations sur le rappel au règlement fait par M. Fanton : *Conférence des présidents étant chargée d'organiser le plus efficacement possible les travaux de l'Assemblée lors de la session budgétaire* [22 octobre 1964] (p. 3698).

Ses observations sur un rappel au règlement de M. La Combe, application du règlement : *Problème de la lecture des discours à la tribune* [29 octobre 1964] (p. 4121).

Ses observations sur la mise au point au sujet du vote de M. Le Lann [16 décembre 1964] (p. 6152).

Ses observations sur la mise au point du vote de M. Charpentier [16 décembre 1964] (p. 6153).

Ses observations sur la mise au point au sujet de son vote faite par M. Duvillard [17 décembre 1964] (p. 6204).

Ses observations sur la question de M. Cermolacce lors de la discussion en deuxième lecture du projet de loi sur les ports maritimes autonomes et relative à la discussion des amendements déposés sur le bureau de l'Assemblée [3 juin 1965] (p. 1766).

Ses observations sur l'application de l'article 108 du règlement relatif à la discussion des articles en seconde lecture : *Amendement déposé par le Gouvernement à l'article 46 du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers* [3 juin 1965] (p. 1779).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Bertrand Denis [30 juin 1965] (p. 2772).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Lamps : *Application de l'article 42 de la loi organique à l'amendement de l'orateur* [22 octobre 1965] (p. 4035).

Ses observations sur le temps de parole des orateurs [4 novembre 1965] (p. 4471).

Ses observations sur le temps de parole des groupes [5 novembre 1965] (p. 4533, 4537).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Clostermann [14 avril 1966] (p. 672).

Ses observations sur les amendements déposés à l'article premier du projet de loi relatif à l'installation d'antennes réceptrices de radio-diffusion [2 juin 1966] (p. 1647).

Ses observations sur les paroles de M. Jean Moulin sur la fixation de l'ordre du jour [29 juin 1966] (p. 2448).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Le Douarec [27 octobre 1966] (p. 3970).

Ses observations sur la manifestation de sympathie envers l'Italie [8 novembre 1966] (p. 4361).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Cassagne [29 novembre 1966] (p. 5031) et sur celui de M. Louis Dupont (p. 5031).

#### En qualité de député :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES : *Principes de la politique extérieure du régime gaulliste; dangers de cette politique; coût de la force de frappe; comparaison entre les forces atomiques françaises, soviétiques et américaines; remplacement de l'avion par le missile; problème de l'infrastructure et des stations de guidage; situation à Pierrelatte et dans ses différentes usines; caractéristique du Mirage IV; son rayon d'action; ravitaillement en vol; maintien en vol d'une flotte aérienne; caractère nécessairement européen d'une véritable force de frappe; participation française et allemande aux troupes de l'O.T.A.N.* [24 janvier 1963] (p. 1607 à 1610).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Affirmations de M. Delouvrier envisageant comme possible le déplacement de la population parisienne; Paris hypertrophié; ne pas sacrifier l'avenir de la capitale; veiller à ce que Paris reste une ville à l'échelle humaine; possibilité de décongestionner; cas de la Grande-Bretagne; cas de la Hollande et de la Belgique; ouverture sur la communauté européenne; moyens financiers; garantir l'efficacité de l'action; décentraliser l'administration et les grands services techniques; vertu d'entraînement présentée par la création de grands centres universitaires; équipements sociaux; nombre des emplois créés dans une région proportionnel au montant des crédits d'investissement; répartition des crédits; régionalisation du budget d'investissement; définition des tranches opératoires; procédé des locations-ventes d'usines; aide financière; réglementation assez souple pour créer des usines* [26 novembre 1963] (p. 7418 à 7422).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale, avec débat, relative à la politique de coopération avec les pays en voie de développement [10 juin 1964] (p. 1772) : *Sous-*

*équipement de la France sur bien des points (construction de logement, dépenses d'enseignement) danger créé par le prodigieux développement de la population du tiers monde; implantation de la langue et de la culture française en Afrique francophone; difficulté de connaître exactement le montant des sommes versées chaque année par la France au tiers monde; critiques de la gestion de l'aide; gaspillage existant au niveau des gouvernements des pays aidés; suppression, dans un bref délai, de toute subvention aux budgets de fonctionnement civils et militaires; avantages du prêt, base de la politique soviétique vis-à-vis des pays sous-développés; aide chinoise au tiers monde; avantages d'une aide multilatérale; création d'un office de stockage et de stabilisation des matières premières à l'échelon atlantique; importance de l'aide accordée à l'Algérie et à l'Afrique Noire; discussion, par le Parlement, de la répartition de l'aide aux pays sous-développés* (p. 1777, 1778, 1779).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES : *Dispersion des crédits ne permettant pas de connaître le coût de la force de frappe d'ici 1970; dépenses prévues pour la deuxième loi de programme devant susciter des craintes; difficultés en la matière de procéder à des économies; conséquences sur la politique étrangère; Europe ne pouvant pas se défendre sans arme nucléaire; problème du service militaire différencié; loi de programme 1965-1970; positions opposées des deux rapporteurs de la Commission de la défense nationale; conception d'une politique militaire valable* [6 novembre 1964] (p. 4851 à 4853);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Problème de savoir si la force de frappe française est efficace; Gouvernement entendant ne fabriquer qu'une force de frappe mineure pour une dissuasion proportionnelle; traité de Moscou; arrêt des essais nucléaires; vecteurs; Mirage IV; sous-marins; réseaux de l'O.T.A.N.; modernisation des forces conventionnelles; coût de l'usine de Pierrelatte* [2 décembre 1964] (p. 5766, 5767); *domaine des fusées; diminution des effectifs; qualification du personnel; programme militaire; situation du Canada; dissémination des armes atomiques; force multilatérale; France*



devant rester fidèle à l'alliance atlantique (p. 5767 à 5770).

Mise au point au sujet du vote de M. Gaston Defferre dans le scrutin sur la question préalable [25 mai 1965] (p. 1639).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Mise en vigueur de la force de dissuasion atomique nationale coïncidant avec l'arrivée de l'âge d'appel au service de classes plus nombreuses et posant le problème de l'adaptation du service militaire; argument militaire, démographique et financier; guerre reposant essentiellement sur l'arme atomique, sur la technique, sur le matériel; service sélectif; service national; conception de la défense nationale définie par le Chef de l'Etat; attachement de ses amis au Pacte atlantique; gouvernement s'orientant vers l'armée de métier; conflits locaux pouvant surgir, notre pays étant condamné à entretenir des divisions traditionnelles; armée devant être liée à la nation; notion d'universalité, d'égalité devant le service militaire; service de douze mois, universel et égal pour tous; organisation de l'armée professionnelle; méthodes des bureaux de recrutement; création par M. Jules Moch des centres de présélection; réforme de l'instruction de l'armée et sa réorganisation; réorganiser la vie dans les casernes* [26 mai 1965] (p. 1559 à 1564);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Résultats obtenus par le premier Plan; travaux des commissions spécialisées; avis du Conseil économique et social; Marché commun; désirs des paysans; excédents agricoles; négociations de Bruxelles; évolution du commerce extérieur; balance commerciale; augmentation de nos prix; politique de stabilisation; problème de l'autofinancement; dissymétrie entre le clignotant d'inflation et le clignotant de récession; ses observations sur le chômage; évolution démographique; évolution et financement des prestations sociales; équipement hospitalier; centres hospitaliers universitaires; ses observations sur l'Education nationale; débudgétisation de certains prêts; investissements productifs; impôt sur le revenu des personnes physiques; problème de la recherche; recherche militaire; philosophie des militaires américains; recherche*

*scientifique; rôle du C.N.R.S.* [4 novembre 1965] (p. 4454 à 4458).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative à la réforme des écoles militaires préparatoires [10 novembre 1965] (p. 4616).

Pose à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de l'Intérieur deux questions orales, avec débat, relatives à l'enlèvement d'une personnalité politique étrangère [6 mai 1966] (p. 1927) : *Chronologie de l'affaire Ben Barka; rôle joué par certains fonctionnaires de la police et des services secrets; rôle de la presse; rôle de Figon et circonstances étranges de son suicide* (p. 1128 à 1131); *manque de surveillance de Ben Barka, réfugié politique; délivrance des passeports à Peyré et aux responsables de l'affaire du bazooka* (p. 1147, 1148).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (1<sup>o</sup>) de l'article 2, à substituer aux mots « des délits de corruption électorale », les mots « des délits de fraude et de corruption électorale »* [10 juin 1966] (p. 1917).

**MONTEL (M. Eugène), Député de la Haute-Garonne, 4<sup>e</sup> circonscription (S.).**

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633).

Est élu juré titulaire de la Haute Cour de justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [12 juin 1963] (p. 3306).

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, COMMISSARIAT DU PLAN : *Problèmes de l'industrie aéronautique française; situation à cet*

*égard dans la région de Toulouse; poussée démographique dans le Sud-Ouest; problèmes d'équilibre régional* [25 janvier 1963] (p. 1828, 1829).

Son rappel au règlement sur les propos tenus par M. Fanton au sujet de la gestion du restaurant universitaire de Toulouse lors du débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale [20 juin 1963] (p. 3589, 3590).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Situation de l'industrie aéronautique française; diminution des effectifs; lenteur des commandes; future industrie aéro-spatiale* [31 octobre 1963] (p. 6146, 6147); *champ d'action d'Air France; résultats de la conférence internationale des ouvriers de l'aéronautique* (p. 6147);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention et du protocole additionnel entre la France et l'Espagne, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les successions signés à Madrid le 8 janvier 1963 : *Vote du groupe socialiste; sympathie adressée aux nombreux exilés espagnols* [13 novembre 1963] (p. 7192).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement, relative à l'aménagement du territoire : *Créations d'entreprises industrielles à Paris et dans sa banlieue; cas de Decazeville; canal du Midi au gabarit de 350 tonnes; conseils régionaux ayant réalisé de grands travaux, par exemple dans les côtes de Gascogne* [27 novembre 1963] (p. 7496 à 7498).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Crise dans l'industrie aéronautique toulousaine; réduction des salaires; cas des usines de Latécoère, de Potez et de Sud-Aviation; mesures prises pour aider ces sociétés; problème des grèves; fléchissement du carnet de commandes; éloge de la compagnie d'Air France* [23 octobre 1964] (p. 3849, 3850); *enthousiasme de la jeunesse pour l'aviation civile et légère* (p. 3850);

— du projet de loi portant approbation

d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Problème de l'aménagement du territoire; région toulousaine; installation d'une école d'aviation à Toulouse; élargissement du canal du Midi; décentralisation industrielle* [26 novembre 1964] (p. 5663, 5664);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Ses observations sur la « Caravelle »; cadence de production; mise en route du projet « Concorde »; création d'un avion géant; réussite de l'aérobuse en Europe; ses conséquences sur la circulation routière; coopération européenne; problème des salaires; aviation aérospatiale* [22 octobre 1965] (p. 3993, 3994);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas du Midi garonnais et pyrénéen; évolution de la conception du Plan; situation de l'O.N.I.A. à Toulouse; cité du Mirail; ses observations sur l'eau, l'énergie et les transports* [5 novembre 1965] (p. 4515).

Décédé le 21 janvier 1966 (*J.O.* du 23 janvier 1966, p. 678).

Son éloge funèbre est prononcé [2 avril 1966] (p. 516).

**MONTESQUIOU (M. Pierre de),** *Député du Gers, 2<sup>e</sup> circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [26 novembre 1963] (p. 7445).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [27 novembre 1963] (p. 7522).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 décembre 1963] (p. 7982).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [19 décembre 1963] (p. 8001),

[8 avril 1964] (p. 602), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [4 juin 1963] (p. 3179).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à organiser la garantie des agriculteurs contre les calamités agricoles, **n° 83** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à organiser un régime de prêts communaux pour l'indemnisation des agriculteurs sinistrés par les calamités atmosphériques, **n° 439** [10 juillet 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur les transports routiers, **n° 889** [13 mai 1964].

Sa proposition de loi tendant à la création de prestations d'études en faveur des étudiants de l'enseignement supérieur, **n° 1283** [18 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à organiser un contrôle technique obligatoire des véhicules automobiles de tourisme, **n° 1707** [22 décembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1908) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, relatif au statut juridique de ladite organisation sur le territoire français et de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral de la Confédération suisse relative à l'extension en territoire français du domaine de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, **n° 1972** [23 juin 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 2 : *Financement de l'arrachage des pommiers; caractère regrettable d'une taxation du whisky; mesures de rétorsion probables que prendra la Grande-Bretagne* [18 décembre 1962] (p. 88); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Situation des départe-*

*tements du Sud-Ouest en matière d'infrastructure postale et téléphonique* [8 janvier 1963] (p. 323); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Révision cadastrale en hausse intervenue dans les départements du Sud-Ouest; conséquences de cette réévaluation pour les prélèvements fiscaux et parafiscaux; problème du montant des cotisations d'assurances sociales* [10 janvier 1963] (p. 563); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Insuffisance des crédits en matière d'adduction d'eau; recherche de la parité sociale entre le monde agricole et le reste de la nation; problème de la création d'une caisse des calamités agricoles; rôle du Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles; critères de l'aménagement foncier; rôle du F.O.R.M.A. en matière d'armagnac; situation dans le domaine de l'aviculture; système de financement des stocks produits par les abattoirs modernisés; faiblesse des crédits concernant les foyers ruraux* [11 janvier 1963] (p. 646, 647); TOURISME, titre III : *Signification du tourisme social; nécessité de prévoir des crédits plus importants en sa faveur* [16 janvier 1963] (p. 931); CRÉDITS MILITAIRES : *Situation des sous-officiers; revalorisation nécessaire de leur condition* [23 janvier 1963] (p. 1574 à 1576); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Difficulté de séparer les applications civiles et militaires dans le domaine atomique; révolution industrielle que constitue l'utilisation de l'énergie nucléaire; inconvénients du développement du capitalisme d'Etat* [25 janvier 1963] (p. 1814, 1815);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne : *Incertitude concernant le projet d'Air Union; nécessité pour les compagnies aériennes de transports de se regrouper* [27 décembre 1962] (p. 201, 202).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Floret relatives à la politique viticole : *Position émise par les représentants des organismes professionnels agricoles du Sud-Ouest et la promulgation des nouvelles dispositions concernant les vins; augmentation des capacités de stockage; suppression souhaitable des prestations d'alcool vinique, situation des eaux de vie d'Armagnac* [17 mai 1963] (p. 2990);

— sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Max Petit et Nungesser relatives au

statut de la R.T.F. : *Régionalisation des émissions de radio et de télévision* [21 juin 1963] (p. 3663);

— sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin et Ballanger relatives à l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité : *Situation des exploitants agricoles* [11 octobre 1963] (p. 5154).

Est entendu sur les questions orales, sans débat, relatives aux problèmes viticoles : *Sa proposition de loi sur l'assurance contre les calamités agricoles* [18 octobre 1963] (p. 5268).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Aide de la S.I.B.E.V. à l'aviculture; protection contre les calamités agricoles; possibilités offertes par le Marché commun* [4 novembre 1963] (p. 6320, 6321).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la durée du service militaire : *Nécessité d'adapter notre défense nationale aux formes prévisibles de tout conflit éventuel; crédits consacrés à la force de frappe* [15 novembre 1963] (p. 7290, 7291).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de : 1° la convention instituant une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux signée à Londres le 29 mars 1962 et ses protocoles annexes; 2° la convention instituant une organisation européenne de recherches spatiales signée à Paris le 14 juin 1962 et ses protocoles annexes : *Lancement d'un engin spatial et de fusées; union de l'Europe pour la recherche spatiale; résultats obtenus par des savants français; entente des puissances européennes* [21 novembre 1963] (p. 7370, 7371);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, Art. 16 : *Problèmes de l'intégration économique; mainmise progressive du capital étranger; ne pas aliéner la liberté des agriculteurs* [12 décembre 1963] (p. 7882);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Garantie aux agriculteurs et non aux assureurs; indemnisation de l'agriculteur par le fonds de garantie; contrat d'assurance; encouragement à*

*l'assurance; prendre une partie des primes en charge; problème de la surtaxe; risque de ruiner les petits agriculteurs; intervention du Fonds national* [16 avril 1964] (p. 798, 799, 800); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Fonds national de développement de l'assurance contre les risques agricoles); sociétés d'assurance mutuelle agricole contre le risque de gelée* [22 avril 1964] (p. 863); *indemnisation des agriculteurs contre les dommages résultant d'éléments naturels; encouragement à l'assurance par la subvention du budget de l'Etat; problème des critères; financement des indemnisations par une contribution des agriculteurs; cas des raz de marée* (p. 863, 864); Art. 13 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [23 avril 1964] (p. 908).

Prend part au débat sur les questions orales avec débat, relatives à la politique de coopération avec les pays en voie de développement : *Principe de redistribution multilatérale des revenus par des accords internationaux; transfert à l'Afrique Noire et à l'Asie d'une partie des crédits accordés à l'Algérie; secours insuffisants apportés aux régions françaises sous-équipées* [10 juin 1964] (p. 1795).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation du Gers; Gers devenant un désert français; enrayer l'exode rural; aménagement des crédits d'équipement; problème de la parité des revenus et des prix* [5 novembre 1964] (p. 4701).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Conditions matérielles de la vie de la plupart des étudiants étant très insatisfaisantes; sa proposition de loi déposée avec M. Vivien; amélioration de cette situation; système actuel; diviser l'enseignement supérieur en trois cycles: premier cycle comprenant des jeunes gens de moins de 20 ans; second cycle ayant des étudiants plus âgés; troisième cycle ayant des étudiants diplômés; critères du revenu familial, du quotient familial, du nombre d'enfants que la famille a envoyés à l'université, du S.M.I.G.; question des ressources: économies réalisées par la suppression du système actuel des bourses d'enseignement supérieur et des œuvres universitaires, avances à long terme, institution d'une taxe parafiscale; commission d'attribution* [18 mai 1965] (p. 1386).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Distinction entre la guerre de dissuasion et la guerre marginale avec intervention sur certains territoires extérieurs, et la guerre subversive; moyens financiers; ses observations sur le service de douze mois; dispenses; sa citation d'une phrase de Royer-Collard; exemptions sacrifiant l'égalité des jeunes* [25 mai 1965] (p. 1540, 1541).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES CULTURELLES : *Restauration des « six grands croiseurs » : Versailles, Fontainebleau, Vincennes, les Invalides, Chambord et la cathédrale de Reims; coût des travaux d'urgence* [14 octobre 1965] (p. 3651).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aide aux étudiants : *Insuffisance notoire du taux des bourses; nécessité de réaliser une véritable démocratisation de l'enseignement supérieur; sa proposition de loi tendant à accorder une prestation d'études en fonction des critères sociaux et universitaires* [8 juin 1966] (p. 1816, 1817).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire relatif au statut juridique de ladite organisation sur le territoire français et de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral de la Confédération suisse relative à l'extension en territoire français du domaine de l'organisation européenne pour la recherche nucléaire, en qualité de *Rapporteur* : *Historique de la question; originalité des accords; recherche nucléaire; extension du domaine du C.E.R.N. en territoire français; avantages pour la France sur le plan économique* [28 juin 1966] (p. 2427);

— du projet de loi autorisant la ratification du protocole sur les privilèges et les immunités de l'Organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux complété par un protocole de signature, signé à Londres, le 29 juin 1964, et du protocole sur les privilèges et les immunités de l'Organisation européenne de recherches spatiales, signé à Paris le 31 octobre

1963 : *Structures du C.E.R.S.; participation financière de la Grande-Bretagne; projet Eldo* [28 juin 1966] (p. 2429);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Possibilité de donner aux agriculteurs du Gers une activité bivalente; villages de vacances; cas du village de Marsan; tourisme social* [21 octobre 1966] (p. 3707); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Vœu des viticulteurs de l'Armagnac de voir débloquer vingt hectolitres par hectare à concurrence de cinquante hectolitres; attribution des crédits pour l'adduction d'eau dans le Gers; répartition en fonction du revenu cadastral d'une partie importante des cotisations des agriculteurs au profit du budget des prestations agricoles* [26 octobre 1966] (p. 3884, 3885).

**MORISSE (M. Jean)**, Député de la Seine-Maritime, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 mai 1963] (p. 2755).

Donne sa démission de cette commission [18 juin 1963] (p. 3528).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [18 juin 1963] (p. 3528), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

**MORLEVAT (M. Robert)**, Député de la Côte-d'Or, 4<sup>e</sup> circonscription (R.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Nécessité d'augmenter le plafond des dépôts; aspect sentimental et aspect social du problème; exonération fiscale dont bénéficient les intérêts produits par les livrets; position de l'administration des finances à ce sujet; différents courants collecteurs d'épargne; aspect économique du problème* [8 janvier 1963] (p. 345, 346);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Solde créditeur en devises de la balance du tourisme; amélioration de l'équipement hôtelier* [28 octobre 1963] (p. 5730); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Mesures propres à encourager l'épargne; problèmes du taux de l'intérêt; réduction de la part des dépôts mis à la disposition des collectivités locales* [6 novembre 1963] (p. 6609, 6610);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Campagne de dénigrement systématique dirigée contre les hôteliers; classement des hôtels ne correspondant plus à la réalité; donner davantage de facilités pour la modernisation des hôtels; expérience des Logis de France; petites collectivités pouvant recevoir de très nombreux citadins pendant les vacances ou pendant les week-ends et pouvant accueillir également des retraités; pouvoirs publics, dans le cadre de l'aménagement du territoire, devant favoriser activement avec la collaboration des collectivités locales et avec les différents organismes promoteurs du tourisme la création de « stations vertes de vacances »; diversification de l'équipement réceptif notamment en ce qui concerne les possibilités d'hébergement et des installations sportives distrayantes et culturelles* [21 octobre 1964] (p. 3510); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Relèvement du plafond des dépôts sur les livrets de caisse*

*d'épargne; relèvement de la décote; apporter une compensation aux déposants contribuables en supprimant la réfaction d'intérêts, leur permettant ainsi d'augmenter leur revenu annuel non soumis à l'impôt* [21 octobre 1964] (p. 3537);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Zones de salaires; tendance à l'harmonisation des conditions de vie et de prix* [13 octobre 1965] (p. 3618); EDUCATION NATIONALE : *Formation préprofessionnelle des enfants inadaptés; financement des opérations agréées par le Ministère avant la forfaitisation et le paiement de la subvention; opérations à lancer dans le département de la Côte-d'Or; carte scolaire; lycée de Beaune et de Châtillon-sur-Seine* [19 octobre 1965] (p. 3863); CONSTRUCTION : *Crise du logement; patrimoine immobilier; objectifs du V<sup>e</sup> Plan; nombre d'appartements construits par des organismes privés; secteur social du logement; problème du prix plafond; financement de la construction des H.L.M.; subvention de l'Etat; Caisse nationale du logement; accession à la propriété; épargne-logement* [22 octobre 1965] (p. 4019, 4020); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 55 : *Avantages fiscaux des caisses d'épargne* [28 octobre 1965] (p. 4322); *caisses de crédit mutuel ayant à payer l'impôt de 25 %* (p. 4324); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 4324, 4325).

Mise au point au sujet du vote de M. de Montequiou sur les crédits du titre III du budget de l'Education nationale [20 octobre 1965] (p. 3879).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 13 : *Son sous-amendement tendant, dans le paragraphe a : 1<sup>o</sup> après les mots « dans les hôtels classés de tourisme » à ajouter les mots « gîtes, auberges, logis et autres organismes de tourisme social ayant passé convention avec l'Etat... »; 2<sup>o</sup> à compléter ce paragraphe par la phrase suivante : « Les pertes de recettes pouvant résulter de cette adjonction seront compensées par une majoration du taux normal de la T.V.A. »* [21 décembre 1965] (p. 5021); *ses observations sur les hôtels classés « de tourisme » et les villages de vacances* (p. 5021);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Budget de la caisse nationale d'épargne; loi Minjoz; possibilités d'emprunts auprès des caisses d'épargne ordinaires; livret d'épargne-logement* [19 octobre 1966] (p. 3566, 3567); *problème des relations téléphoniques* (p. 3567); AFFAIRES SOCIALES : *Suppression des zones de salaires* [20 octobre 1966] (p. 3619, 3620); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT AU TOURISME : *Prix pratiqués par les hôtels de prestige; commercialisation de notre propagande à l'étranger; possibilité de susciter la création d'associations professionnelles qui deviendraient des ambassadeurs de l'hôtellerie française; ses observations sur les Logis de France* [21 octobre 1966] (p. 3708, 3709).

**MOULIN (M. Arthur)**, Député du Nord, 21<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2755).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la

proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 281) de M. Bricout tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, n° 481 [19 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi du 19 novembre 1963 relative à la protection des animaux, n° 839 [16 avril 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 540) autorisant la ratification de la Convention entre la République française et le royaume de Belgique relative au service militaire, signée à Paris le 12 octobre 1962, n° 883 [6 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 890) modifiée par le Sénat, tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, n° 936 [29 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi (n° 281) tendant à définir les principes et les modalités du régime contractuel en agriculture, n° 1007 [23 juin 1964].

Sa proposition de loi portant réforme de l'inspection sanitaire et qualitative des denrées alimentaires d'origine animale, n° 1062 [30 juin 1964].

Sa proposition de loi portant réforme de la commercialisation des produits agricoles d'origine végétale destinés à l'alimentation des animaux, n° 1175 [18 novembre 1964].

#### Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Problèmes de l'agriculture française; malaise paysan; fixation du prix du lait; dépôt par le groupe U.N.R. d'une proposition de loi définissant l'économie contractuelle en agriculture* [14 mai 1963] (p. 2899, 2900).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, Art. 2 : *Droit de reprise partielle* [25 juillet 1963] (p. 4528, 4529);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. : *Mesures prises en matière de prophylaxie des maladies contagieuses; école de vétérinaires; recherches vétérinaires; qualité des produits; élaboration du projet concernant les installations d'abattoirs et inspection de la viande; création d'un Institut national d'hygiène alimentaire* [4 novembre 1963] (p. 6295, 6296, 6297); *rigidité excessive des programmes de recherches; volume des crédits* (p. 6329); *crédits consacrés à la recherche vétérinaire* (p. 6330); BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Niveau moyen du revenu cadastral* (p. 6344); Art. 67 : *Son vote sur l'article 67 et sur l'ensemble des mesures nouvelles; son intervention au nom de tous les élus U.N.R.-U.D.T. de la région du Nord; importance de la région du Nord et du Pas-de-Calais; proportion des impôts directs et indirects payés par cette région* [9 novembre 1963] (p. 7108);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, en qualité de Rapporteur : *Travail de la Commission; principes devant fonder tout système contractuel en agriculture; ne pas exclure une forme d'organisation existante; mise en place progressive du système; conclusions d'accords interprofessionnels à long terme; conventions de campagne et contrats types; approbation nuancée de la plupart des organisations agricoles; obligations de la Communauté européenne; nécessité de résoudre le problème de l'intégration verticale* [12 décembre 1963] (p. 7847, 7848); *ses observations sur les jugements avancés par le groupe socialiste pour demander le renvoi* (p. 7866, 7867); Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant à remplacer les mots « transformées ou conditionnées » par les mots « transformées, conditionnées et stockées »* (p. 7869); *son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Avis des organisations professionnelles compétentes pour chaque produit)*

(p. 7870); *son amendement (Accord interprofessionnel à long terme ne pouvant être conclu sans la participation des organisations représentatives de la coopération agricole)* (p. 7870); *production des exploitations familiales agricoles* (p. 7873); Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant à remplacer les mots « organismes représentatifs de producteurs » par les mots « groupements de producteurs »* (p. 7874); *ses observations sur l'amendement de M. Tourné* (p. 7875); Art. 13 : *Montant de la charge parasfiscale* (p. 7881); Art. 16 : *Son amendement tendant à la nouvelle rédaction de cet article (Contrat conclu entre un producteur agricole agissant à titre individuel et une entreprise industrielle ou commerciale)* (p. 7883); *insuffisance de l'article 16 pour lutter contre les excès de l'intégration* (p. 7883); Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter cet article (Adaptation des contrats en cours d'exécution lors de l'entrée en vigueur de la présente loi)* (p. 7886); En deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, en qualité de Rapporteur : *Commission spéciale ayant retenu la plupart des modifications de forme apportées par le Sénat; dispositions nouvelles; possibilité d'élargir le champ d'application de la loi au-delà de la commercialisation pure et simple des produits agricoles; importance des articles 9 bis et 9 ter; protection des producteurs en cas de faillite de l'entreprise industrielle; droit de préemption; notion « d'intégration »; intégration verticale apportant aux agriculteurs une sécurité illusoire tout en leur enlevant leur indépendance; système de contrats équilibrés et librement consentis* [4 juin 1964] (p. 1613, 1614); Art. 1<sup>er</sup> : *Référence à la loi d'orientation agricole* (p. 1621); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « la commercialisation des productions agricoles » à insérer les mots « et à l'approvisionnement des producteurs agricoles »* (p. 1621); *application de la présente loi aux contrats; amélioration des conditions d'approvisionnement des producteurs agricoles; réduction des coûts de production* (p. 1621); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de l'article premier « Rôle des organisations représentatives de la coopération agricole dans la rédaction des accords interprofessionnels* (p. 1621); *suppression de l'adverbe*



« éventuellement » ; qualité des signataires ; organisation représentative de la coopération (p. 1621) ; organisations représentatives de la coopération agricole ; problèmes régionaux (p. 1622) ; son amendement tendant à une nouvelle rédaction du septième alinéa de l'article premier : « Le régime des quantités excédentaires, s'il s'en présente, fera l'objet de dispositions particulières en vue notamment d'éviter les effets perturbateurs éventuels de ces excédents » (p. 1623) ; retrait de cet amendement (p. 1623) ; Art. 2 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 2 : « Il peut comporter des modalités régionales ou locales permettant d'en adapter les dispositions aux conditions particulières d'une région ou d'une localité déterminée » (p. 1623) ; modalités régionales ou locales (p. 1623) ; Art. 2 bis : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « les producteurs agricoles agissant à titre individuel » les mots « les producteurs agricoles groupés ou agissant à titre individuel » (p. 1625) ; son amendement tendant, dans le second alinéa de l'article 2 bis, à substituer aux mots « lorsqu'ils atteignent les nombres prévus à l'article 16 A » les mots « lorsque les deux tiers des producteurs agricoles liés par contrat individuel à une même entreprise industrielle ou commerciale en formulent la demande » (p. 1626) ; Art. 3 : Distinction entre disciplines de production et disciplines communes ; ses observations sur l'amendement de M. Boscary-Monsservin (p. 1626) ; définition des disciplines communes aux diverses professions intéressées (p. 1627) ; Art. 5 : Son amendement, tendant, dans le deuxième alinéa (1<sup>o</sup>) de l'article 5 à substituer aux mots « pouvant justifier » le mot « justifiant » (p. 1627) ; ses observations sur l'amendement de M. Boscary-Monsservin (p. 1628) ; son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa (4<sup>o</sup>) de l'article 5 : « Aux cotisations professionnelles destinées à couvrir les dépenses administratives découlant de l'application des accords » (p. 1628) ; son sous-amendement tendant, dans le texte proposé pour cet amendement, après les mots « 4<sup>o</sup> aux cotisations professionnelles... » à insérer les mots « proportionnelles aux quantités livrées » (p. 1628) ; dispositions permanentes devant obligatoirement figurer à l'accord interprofessionnel à long terme (p. 1628) ; règle de la proportionnalité (p. 1628, 1629) ; Art. 6 : Son amendement tendant à compléter

cet article par un nouvel alinéa : « Les dispositions prises par les producteurs en application des articles 14 à 19 de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole n<sup>o</sup> 62-933 du 8 août 1962 assurent l'exécution des accords, conventions et contrats ainsi conclus » (p. 1630) ; Art. 7 : Ses observations sur l'amendement présenté par M. Boscary-Monsservin : forme de l'enquête d'utilité publique avec consultation individuelle des producteurs agricoles (p. 1631) ; son amendement tendant, au début du deuxième alinéa de l'article 7, à substituer aux mots « à la demande des organisations signataires » les mots « à la demande de toutes les organisations signataires » (p. 1632) ; son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 7, après les mots « enquête publique » à insérer les mots « comportant en particulier la consultation individuelle des producteurs agricoles » (p. 1632), consultation des corps constitués (p. 1633) ; son amendement tendant, dans l'article 5, après les mots « 4<sup>o</sup> aux cotisations professionnelles... » à insérer les mots « proportionnelles aux quantités livrées » (p. 1633) ; son amendement tendant, au début du troisième alinéa de l'article 7 à substituer aux mots « au vu des résultats de cette enquête » les mots « au vu des résultats favorables de cette enquête » (p. 1633) ; Art. 8 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Pour les produits soumis à accord, les groupements et organisations liés par des accords professionnels à long terme homologués bénéficient des avantages et priorités prévus par l'article 14 de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole n<sup>o</sup> 62-933 du 8 août 1962 (p. 1634) ; souscription d'un accord interprofessionnel à long terme (p. 1634) ; Art. 9 : Son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de l'article 9 à remplacer les mots : « Des prévisions de production et des débouchés » par les mots « des prévisions de production et de débouchés » (p. 1634) ; Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa de l'article 9 : « Elle fixe ou adapte chaque année... » (p. 1635) ; son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les dispositions relatives à la campagne en cours devront être arrêtées ou, éventuellement, avoir fait l'objet de l'arbitrage prévu à l'article 5, troisième alinéa (2<sup>o</sup>), avant une date permettant aux producteurs d'engager le processus de production » (p. 1636) ; Art. 9 ter : Son amendement tendant à rétablir cet article

dans la nouvelle rédaction suivante : « Session partielle ou totale d'une entreprise » (p. 1636); Art. 13 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 13, après les mots « les dépenses » à insérer le mot « administratives » (p. 1637); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 13 à supprimer la fin de la deuxième phrase à partir des mots « et à la régularisation des prix pour les quantités » (p. 1637); Art. 9 ter : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article; cas de la cession partielle ou totale d'une entreprise entraînant la résiliation par le cédant des contrats (p. 1640); délai de préavis d'un an; protection des producteurs (p. 1640); Art. 14 : Son amendement tendant à la fin de l'article 14 à supprimer les mots « dans la limite des crédits spéciaux qui leur sont affectés à cet effet » (p. 1641); problème des crédits spéciaux; impossibilité de crédits spéciaux supplémentaires (p. 1641); Art. 16 : Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sans fixation préalable des crédits de ces produits ou services » (p. 1642); définition des contrats; notion de fixation préalable des prix (p. 1642); donner des garanties aux producteurs; rédaction de l'article 16 B; position du Sénat; caractéristiques du contrat d'intégration; indication de prix garantis (p. 1643); son sous-amendement tendant à ajouter, après l'expression « sans fixation préalable des prix » le mot « garantis » (p. 1643); son amendement (Contrats de fournitures de produits ou de services nécessaires à la production agricole) (p. 1643); ajouter à l'article 16 un second paragraphe concernant uniquement les contrats unilatéraux de fournitures en agriculture (p. 1643); Art. 16 B : Participation à la rédaction des contrats d'un représentant de l'organisation professionnelle la plus qualifiée; problème de faire intervenir un certain nombre de garanties en matière de prix (p. 1645); caractère présomptueux de garantir un minimum vital aux producteurs français; origine industrielle des investissements (p. 1645); Art. 16 B bis : Adaptation des contrats d'intégration aux dispositions votées (p. 1646); Art. 16 D : Son amendement tendant à substituer aux mots « accords ou contrats-types visés au présent titre » les mots « accords ou contrats d'intégration » (p. 1646); ne pas soumettre les exploitants intégrés au régime de l'impôt sur les bénéfices agricoles, les soumettre à l'impôt sur les béné-

ficiés industriels et commerciaux (p. 1646); régime fiscal (p. 1646); Art. 16 E : Ses observations sur l'amendement de M. Boscary-Monsservin : Aménager l'article 16 E en limitant l'autorisation préalable aux exploitations utilisées pour la production agricole (p. 1649); Art. 16 quater : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « peuvent bénéficier également » les mots « bénéficient également à soumission égale » (p. 1650); transformation d'une possibilité en automaticité (p. 1650); Art. 16 quinquies : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1650); Titre : Son amendement tendant à rétablir le titre adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale : « Proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités du système contractuel en agriculture » (p. 1651); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture : Unanimité de la Commission mixte paritaire pour adopter le projet de loi [23 juin 1964] (p. 2118); organisme chargé d'affecter les différentes cotisations; affectation en cas de désaccord (p. 2120); texte proposé par la Commission mixte paritaire formant un tout (p. 2121);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 7 : Assurance contre le remplacement du bétail; ne pas l'exiger de façon absolue dans les régions à vocation exclusivement herbagère [23 avril 1964] (p. 897); cas des exploitants dans les régions herbagères; entretien du bétail (p. 899); assurance des récoltes et des bâtiments d'une exploitation herbagère (p. 900);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et le Royaume de Belgique relative au service militaire, signée à Paris le 12 octobre 1962, en qualité de Rapporteur pour avis : Notion de double nationalité; souci constant des pouvoirs publics de la France de réduire au minimum les cas de double nationalité pour tous les citoyens français d'origine; cas de doubles nationaux d'origine belge choisissant le service militaire dans le pays où les obligations étaient plus légères ou moins dangereuses; position de la Chancellerie; conventions anté-

rieures ; approbation de la convention incriminée portant la signature du Ministre de la Justice [12 mai 1964] (p. 1146).

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 2 : Fixation d'une superficie minimale variant selon les conditions régionales ; régions de bocage ; conditions de chasse et de protection du gibier dans les régions herbagères [9 juin 1964] (p. 1708) ;

— de la proposition tendant à compléter les dispositions de la loi du 19 novembre 1963 relative à la protection des animaux : Rétablir l'article 2 du texte, c'est-à-dire interdire la création de gallodromes [18 juin 1964] (p. 2040, 2041) ;

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative aux prix des produits agricoles [9 octobre 1964] (p. 3077) ; conséquences des importations de viande de porc ; mesures à envisager en matière de stockage et de commercialisation ; création de deux commissions d'enquête chargées d'étudier les conditions dans lesquelles sont décidées les importations de produits agricoles et d'examiner l'usage des crédits destinés à l'agriculture (p. 3086, 3087).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : Position des députés qui ont déposé la motion de censure ; remplacement du Gouvernement en cas d'adoption de cette motion de censure ; communistes n'ayant pas été invités à signer la motion de censure ; leur vote sur cette motion ; rôle de M. Tanguy-Prigent ; rôle de M. Pisani dans les négociations avec les autres membres du Marché commun ; progrès de l'agriculture étant indéniables ; possibilité d'aller plus vite dans le cas où les Gouvernements précédents auraient fait davantage ; rôle de l'U.N.R. à l'égard des agriculteurs [27 octobre 1964] (p. 3945, 3946) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, seconde délibération, Art. 24, Etat A : Revenu cadastral plafonné à 200 nouveaux francs ; revenu cadastral ancien [9 novembre 1964] (p. 5216) ;

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : Inspection sanitaire devant porter également sur la qualité

et s'étendre à tous les produits alimentaires d'origine animale ; corps de fonctionnaires d'Etat autonome, rattaché au Ministère de l'Agriculture ; leur formation spéciale ; exemple de ce qui se passe dans la Seine et dans les trois départements de l'Est ; rôle des maires ; office de la viande ; marché de la viande de porc ; remèdes efficaces et rapides étant nécessaires ; dispositions relatives à l'alimentation du bétail [4 mai 1965] (p. 1086 à 1088) ; pourcentage des animaux de réforme [5 mai 1965] (p. 1120) ; avant l'Art. 1<sup>er</sup> : Ne pas confondre la propriété de l'établissement, la gestion de l'établissement et le contrôle des matières qui y sont traitées ; inspection sanitaire étant une affaire d'intérêt général (p. 1124) ; ses observations sur le sous-amendement de M. Wetsphal (p. 1125) ; climat relativement houleux du débat ; souci d'apaisement et d'efficacité (p. 1126) ; après l'Art. 3 : Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Kaspereit par les mots « sous l'autorité et la responsabilité du vétérinaire inspecteur d'hygiène alimentaire » (p. 1130) ; Art. 4 : Taxe de visite et de poinçonnage n'étant plus une taxe municipale (p. 1131) ; Art. 6 : Distinction entre le cas où la collectivité locale exploite en régie ou sous forme d'économie mixte, ou lorsque l'exploitant fermier ou le concessionnaire n'appartient ni à la collectivité locale ni aux professions intéressées (p. 1135) ; après l'Art. 7 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Dépôt d'un projet de loi tendant à remplacer la taxe unique de circulation sur les viandes par une taxe ad valorem dont le taux sera fixé par la loi de finances) (p. 1141) ; caractère injuste de faire peser la même taxe de circulation sur les morceaux nobles d'un prix élevé et sur les bas morceaux plus lourdement frappés proportionnellement (p. 1141) ; Art. 12 : Ses observations sur l'amendement de M. Duperier : interdiction de toute possibilité de dérogation (p. 1149) ; après l'Art. 14 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant : « Les transactions portant sur des animaux de boucherie ou sur des carcasses et fractions de carcasses seront réglés uniquement par chèque ; sont abrogées toutes les dispositions contraires et en particulier les dérogations prévues à l'article premier de la loi du 22 octobre 1940 modifiée » (p. 1153) ; modification du texte de son amendement ; ajouter après les mots « par chèque » les mots « ou par virement » (p. 1153) ; Seconde

délibération, avant l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour l'article 258 du Code rural, au quatrième alinéa (3<sup>o</sup>) après les mots « de la salubrité » à ajouter les mots « et de la qualité »* (p. 1155); *son amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour l'article 259 du Code rural à substituer aux mots « service de l'Etat » les mots « Service d'Etat d'hygiène alimentaire »; définir la mission et la structure du service créé* (p. 1155);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Art. 3 : *Son rappel au règlement Assemblée s'étant prononcée par scrutin public sur la durée du service militaire* [26 mai 1965] (p. 1579);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 19 (suite) : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par l'alinéa suivant : « Cette taxe ne sera pas perçue, dans des conditions fixées par décret, sur les livraisons dont les caractéristiques techniques, dues aux intempéries, auront entraîné une diminution sensible du prix réellement perçu »* [8 octobre 1965] (p. 3438); *situation résultant des intempéries; nécessité de rétablir l'équilibre entre les productions végétales et animales; revenu céréalier; cas de la viande et des produits laitiers* (p. 3438); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie ayant refusé la prise en charge par l'Etat de l'enseignement du second degré* [19 octobre 1965] (p. 3870); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problèmes posés par la production animale; crédits à long terme en matière d'accession à la propriété; politique agricole française s'articulant autour de trois données: le sol, l'homme et les produits; inadaptation des locaux; détaxe des carburants; action zootechnique; ses observations sur la viande bovine; réduction du coût de l'alimentation animale; prix indicatifs en matière de viande de bœuf; lutte contre la brucellose; disparition de la fièvre aphteuse; aide financière du Gouvernement; rôle du F.O.R.M.A.; texte d'application de la loi sur l'inspection des viandes; laboratoire de chirurgie expérimentale de l'école vétérinaire d'Alfort* [28 octobre 1965] (p. 4260 à 4262); *Conclusions du rapport de la Commission mixte*

*paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 : Crédits destinés au Fonds national de vulgarisation du progrès agricole; taxe de 0 franc 70 par quintal de blé ou d'orge livré* [17 novembre 1965] (p. 4719, 4720);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 31 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe: deuxième catégorie par paliers de recettes hebdomadaires: jusqu'à 1.000 F 1; au-dessus de 1.000 jusqu'à 2.000 F 6; au-dessus de 2.000 jusqu'à 3.000 F 12; au-dessus de 3.000 F 18* ». [22 décembre 1965] (p. 5048); *modification des tranches de recettes hebdomadaires des deux catégories inférieures; survie des salles de cinéma de très faible importance* (p. 5048).

Est entendu sur les questions orales, sans débat, de MM. Dupuy et Georges Germain relatives à l'interdiction de la projection d'un film (*Suzanne Simonin, La Religieuse de Diderot*) : *Son rappel au Règlement, Article 71 du Règlement (rappel à l'ordre)* [29 avril 1966] (p. 1039, 1040).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, après l'Art. 4 : *Problème des expropriations; aménagement de la forêt* [11 mai 1966] (p. 1204); Art. 7 : *Création d'un fonds de concours pour « dépenses d'intérêt public »* (p. 1206);

— du projet de loi relatif à l'indemnisation de certaines victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées avant l'entrée en vigueur de dispositions nouvelles concernant ces accidents ou maladies, ses explications de vote : *Satisfaction du groupe U.N.R.-U.D.T.; rôle de la Fédération nationale des mutilés du travail* [12 mai 1966] (p. 1230).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263) : *Organisation du marché pour certains produits (viande*

de porc, produits avicoles et laitiers) ; risques d'un courant migratoire amenant en France des agriculteurs des pays du Marché commun ; nécessité d'accorder plus de liberté aux Caisses régionales et locales de crédit agricole (p. 1276, 1277, 1287).

Son rappel au Règlement sur l'article 48 du Règlement de l'Assemblée Nationale : *Interdiction des interpellations de député à député* [24 mai 1966] (p. 1441).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs : *Son opposition à la motion de renvoi ; amélioration du statut du fermage* [3 juin 1966] (p. 1695) ; Art. 6 : *Nécessité de voter cet article* (p. 1704) ; Article additionnel : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Bertrand Denis* (p. 1705) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations contre la motion de renvoi en commission ; protection sociale des exploitants agricoles ; nombre des amendements déposés* [9 juin 1966] (p. 1849, 1850) ; ses explications de vote : *Son vote sur le projet de loi* (p. 1881) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, Art. 2 : *Cas des sociétés groupant des membres appartenant à des professions libérales différentes mais réglementées* [4 octobre 1966] (p. 3115) ; Art. 9 : *Ses observations sur les exigences possibles d'un associé âgé* (p. 3118) ; *ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 3119) ; Art. 35 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « des professions libérales », à insérer les mots « visées à l'article premier »* (p. 3125) ; *validité des sociétés de professions libérales non réglementées* (p. 3125) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Protestations des organismes des producteurs laitiers contre le prix payé à ces derniers ; problèmes sociaux ;*

*indemnité viagère de départ ; cotisations pour l'assurance maladie des exploitants agricoles ; situation des agriculteurs âgés ; problème de l'accession à la propriété ; rôle des S.A.F.E.R. ; remembrement ; amélioration des structures ; inspection des denrées alimentaires d'origine animale* [27 octobre 1966] (p. 3960, 3961) ; INDUSTRIE : *Ses observations sur l'amendement de M. Boscary-Monsservin* [7 novembre 1966] (p. 4326) ; en seconde délibération, Art. 9 : *Industrie du cinéma ; ses observations sur le barème des taxes en fonction du prix des places* [10 novembre 1966] (p. 4523) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 4 bis : *Entretien des voies conservées par les communes* [17 novembre 1966] (p. 4643) ; Art. 20 : *Ses observations sur les amendements de M. Zimmermann* (p. 4652) ;

— du projet de loi sur l'élevage : *Modalités de financement des actions collectives ; problème de l'information ; protection du cheptel ; prophylaxie des maladies contagieuses ; ses observations sur la brucellose ; centres d'insémination ; réglementation de la monte privée ; problème des sanctions ; conseil supérieur de l'élevage ; production laitière* [22 novembre 1966] (p. 4727, 4728) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à insérer après les mots « conditions d'exploitation », les mots « ainsi que la protection sanitaire »* [23 novembre 1966] (p. 4793) ; *lutte contre les maladies contagieuses* (p. 4793) ; *rôle du comité consultatif vétérinaire* (p. 4793) ; Art. 2 : *Son amendement tendant après les mots « Ministre de l'Agriculture », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « définissent les méthodes qui seront obligatoirement utilisées pour assurer »* (p. 4794) ; *définition des méthodes* (p. 4794) ; *retrait de son amendement* (p. 4794) ; Art. 5 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Cette autorisation est accordée par le Ministre de l'Agriculture après avis de la Commission nationale technique prévue à l'article 12 »* (p. 4797) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de l'article 5* (p. 4797) ; *existence de centres mixtes* (p. 4798) ; *retrait de son amendement* (p. 4800) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article* (p. 4800) ; *ses observations sur la monte privée* (p. 4800, 4801) ; Art. 11 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet*

article après les mots « animaux reproducteurs », à insérer le mot « mâles » (p. 4802); saisie en cas d'infraction (p. 4802); après l'Art. 13 : Son amendement tendant à insérer après l'article 13 un titre 1 bis intitulé : « Protection sanitaire du cheptel » (p. 4803); son amendement tendant à insérer un article 13 bis : « Une commission nationale de protection sanitaire est créée auprès du Ministre de l'Agriculture. Sa composition sera fixée par décret » (p. 4803); son amendement tendant à insérer après l'article 13 un article 13 ter : « La commission nationale de protection sanitaire élaborera et proposera au Ministre de l'Agriculture les modalités de la prophylaxie collective des maladies du cheptel » (p. 4803); son amendement tendant à insérer après l'article 13 un article 13 quater : « Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi. Des règlements d'administration publique assureront, en tant que de besoin, l'adaptation et la coordination des dispositions non abrogées » (p. 4803); rôle du comité consultatif vétérinaire; action de la commission nationale de protection sanitaire (p. 4803); Art. 14 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du premier alinéa de cet article : « Dans chaque département, groupe de départements ou région naturelle vouée à l'élevage, lorsque cette région est constituée par des fractions de plusieurs départements... » (p. 4804); après l'Art. 14 : Ses observations sur sa proposition de loi concernant le paiement du lait à la qualité (p. 4808); Art. 17 : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 4809); retrait de son amendement (p. 4809); ses explications de vote : Vote du groupe U.N.R.-U.D.T. (p. 4815); en deuxième lecture, Art. 14 : Son amendement tendant au début de cet article après les mots « groupe de départements », à insérer les mots « ou régions naturelles vouées à l'élevage » et en conséquence après les mots « chaque département », à supprimer la conjonction « ou » [15 décembre 1966] (p. 5616); attribution des établissements d'élevage (p. 5616);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, Art. 5 : Ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure [23 novembre 1966] (p. 4786); ses explications de vote : Protection sociale dans l'agriculture; coopération entre le Gouvernement et la majorité (p. 4786).

**MOULIN (M. Jean)**, Député de l'Ardèche, 3<sup>e</sup> circonscription (C.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES CULTURELLES : Isolement culturel des campagnes françaises; situation à cet égard des différentes catégories sociales intéressées : viticulteurs et céréaliers; familles habitant dans de petites exploitations polyvalentes; cas des éleveurs; raison d'être du folklore; fonctionnement des foyers ruraux et des maisons de la culture; impossibilité pour les municipalités rurales d'opérer les investissements nécessaires; nécessité d'un plan d'ensemble en la matière [18 janvier 1963] (p. 1129, 1130); folklore et la culture (p. 1137).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin et Ballanger, relatives à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité : Nécessité de rattraper le retard enregistré dans l'application des directives de la commission Laroque [11 octobre 1963] (p. 5155).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Installation des zones témoins; vulgarisation agricole [4 novembre 1963] (p. 6297); situation de la recherche libre (p. 6330); AFFAIRES CULTURELLES : Besoins culturels du monde rural; action du Ministère; nécessité de soutenir les initiatives des agriculteurs; méthodes à appliquer [9 novembre 1963] (p. 7092).

Ses observations sur son vote lors des dépenses militaires [9 novembre 1963] (p. 7083).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au régime et la répartition des eaux et à leur protection

contre la pollution, Art. 2 : *Avis des offices de tourisme et des organismes d'hygiène; création d'un office de l'eau* [14 novembre 1963] (p. 7220);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Situation des petits agriculteurs de la moitié sud de la France; charge des primes de l'assurance contre la grêle; risques assurables; cas de la production de l'exploitation et compromise à 75 %; grandes épizooties, leurs modalités de couverture; fonctionnement du fonds de garantie; solidarité de la nation* [21 avril 1964] (p. 838); en deuxième lecture, Art. 5 : *Problème posé par les dommages causés par la grêle dans certaines régions* [23 juin 1964] (p. 2128); Art. 15 bis : *Mesures bienveillantes pendant la période dite transitoire* (p. 2131);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Prophylaxie de la tuberculose; départements de la Haute-Loire et de l'Ardèche; aide spéciale en faveur des éleveurs* [5 novembre 1964] (p. 4712); *dépôt prochain d'un projet de loi relatif à l'inspection sanitaire des viandes et à la réorganisation des abattoirs* (p. 4729);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Insuffisance de la part faite à l'éducation nationale; réforme de l'enseignement; mouvements de jeunesse; construction de 470.000 logements étant insuffisante; politique financière actuelle* [26 novembre 1964] (p. 5666, 5667);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Inspection de la viande devant être normalisée; distinction entre trois sortes d'abattoirs: petits abattoirs locaux, abattoirs n'atteignant pas 4.000 tonnes et grands abattoirs; application de nouvelles normes; facilités financières nécessaires devant être accordées aux collectivités locales; qualification des viandes; implantation des grands abattoirs devant tenir compte des intérêts du marché européen* [4 mai 1965] (p. 1092, 1093); Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter l'article 9 par un nouvel alinéa: « Toutefois dans les régions montagneuses ou à faible densité de population, les abattoirs répondant à l'approvisionnement rationnel des populations qui en dépendent seront créés dans le cadre du plan d'implantation des abattoirs ou maintenus avec l'aide de l'Etat »* [5 mai 1965] (p. 1144).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Eviter une orientation trop rigide; problème des régions rurales; formation des futurs maîtres de l'enseignement primaire; enseignement audio-visuel; danger de la spécialisation à court terme dans l'enseignement supérieur; nécessité de connaissances générales avant la spécialisation; institution de deux cycles fondamentaux; répartition des bourses; ampleur des besoins; ses observations sur les paroles de M. Delorme et de M. de Montesquiou* [19 mai 1965] (p. 1423, 1424).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 4 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots « montant des salaires », à insérer les mots « par catégorie de salarié et par établissement »* [28 juin 1965] (p. 2709); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer après cet article le nouvel article suivant: « Dans le troisième alinéa du paragraphe d) de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945, après les mots « assemblée générale des actionnaires », à insérer les mots « le compte d'exploitation »* (p. 2710); Art. 5 (suite) : *Atténuer le caractère d'unilatéralité* [29 juin 1965] (p. 2729, 2730); Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « Art. 5 », à insérer les mots « et à l'art. 21 (5<sup>e</sup> alinéa) »* (p. 2738); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 9 à supprimer les mots « quand ils remplacent un titulaire »* (p. 2739); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de l'article 9, après les mots « Art. 5 », à insérer les mots « et à l'art. 21 (5<sup>e</sup> alinéa) »* (p. 2739); Art. 11 : *Son amendement tendant après les mots « comité central choisi », à rédiger ainsi la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article: « au sein du personnel de l'entreprise »* (p. 2741); Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « à l'art. 5 », à insérer les mots « et à l'art. 21 (5<sup>e</sup> alinéa) »* (p. 2742); *son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 22 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945: « en cas de faute grave, la mise à pied des délégués élus ou nommés ne peut être pro-*

noncée par le chef d'entreprise qu'après accord de l'inspecteur du travail » (p. 2742); En deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 22 février 1945 à substituer aux mots « le comité est consulté sur l'affectation », les mots « la direction de l'entreprise et le comité décident d'un commun accord de l'affectation »* [26 mai 1966] (p. 1523); *consultation du comité d'entreprise pour l'affectation de la contribution de 1 % sur les salaires à l'effort de construction; réalisation de logements dits sociaux; ordonnance du 22 février 1945* (p. 1523, 1524).

Sa mise au point au sujet de son vote [7 octobre 1965] (p. 3458).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de financements pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Tourisme social; nécessité de définir les priorités; création d'un organisme de coordination; notion du tourisme; problème de l'hébergement; hôtels familiaux* [11 octobre 1965] (p. 3497, 3498); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Gestion de l'O.R.T.F.; rôle de l'Office; son déficit; charges pesant sur l'O.R.T.F.; ses ressources; Gouvernement usant des services de l'O.R.T.F.; revalorisation des prestations dues à l'Etat; problème des investissements; équipement de l'O.R.T.F.; revalorisation des services; problème des redevances; ses observations sur le personnel de l'O.R.T.F.; rôle de l'O.R.T.F.; donner une place plus grande à la culture et à l'éducation populaire; problème de l'objectivité* [14 octobre 1965] (p. 3700, 3701);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier : *Forêt cévenole; problème des crédits; participation demandée aux intéressés et aux collectivités locales; éviter d'accélérer l'exode rural; rôle des centres de secours; campagne d'information* [10 mai 1966] (p. 1180).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative au ramassage scolaire [8 juin 1966] (p. 1784, 1786, 1787).

Prend part au débat sur les questions

orales, avec débat, relatives à l'aide aux étudiants, en qualité de suppléant de M<sup>lle</sup> Dienesch : *Eventualité du dépôt d'un projet de loi créant l'allocation d'études; organisation de l'enseignement; aide matérielle nécessaire aux familles et aux étudiants; « le travail noir » des étudiants* [8 juin 1966] (p. 1811, 1812).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Importance des décrets d'application; nombre des amendements déposés; consultation des organisations professionnelles nationales et des associations familiales* [9 juin 1966] (p. 1838); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Les aides familiaux visés au 2<sup>o</sup> de l'article premier du décret n<sup>o</sup> 63-622 du 26 juin 1963 »* (p. 1853); *cas des aides familiaux* (p. 1853); Art. 2: *Son sous-amendement à l'amendement de M. Juskiewnski tendant après les mots « en qualité d'assurées volontaires », à rédiger ainsi la fin de cet amendement: « ne pourront maintenir leur affiliation que pour les risques non couverts par la présente loi »* (p. 1854); Art. 7: *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « ainsi que pour les enfants des frais de soins et de prothèse dentaire »* (p. 1858); *son amendement tendant, dans le sixième alinéa de cet article, après les mots « aux maladies », à insérer les mots « et accidents »* (p. 1858, 1859); *couverture des frais de soins dentaires* (p. 1859); *son amendement tendant, dans le sixième alinéa de l'article 7 à substituer aux mots « de moins de 14 ans », les mots « à charge de l'assuré au sens de l'article L 285-2<sup>o</sup> du Code de sécurité sociale »* (p. 1860); *son amendement tendant après le mot « soins », à rédiger ainsi la fin du sixième alinéa de cet article: « de prothèse dentaire et d'orthodontie »* (p. 1860); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par une nouvelle phrase (Personnes dont le montant du revenu imposable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ne dépasse pas de plus de 50 % les plafonds de ressources fixés pour l'admission d'une personne seule ou d'un ménage au bénéfice de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité)* (p. 1861); *Articles additionnels: Son amendement tendant à introduire un nouvel article additionnel (Consultation des organisations professionnelles nationales)* (p. 1877).



Ses observations sur la fixation de l'ordre du jour : *Distribution du rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques ; refus d'inscription à l'ordre du jour de la question orale de M. Paul Coste-Floret sur la réforme du Sénat et sur ses incidences constitutionnelles ; rapport de M. Lavigne sur les propositions de loi de MM. Baudis et Icart tendant à l'évaluation des biens à indemniser pour les Français rapatriés d'Algérie* [29 juin 1966] (p. 2448).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Indemnité viagère de départ ; cours du marché de la viande ; cotations de la Villette ; politique concernant les zones déshéritées ; rôle du F.A.S.A.S.A. et du F.E.O.G.A.* [26 octobre 1966] (p. 3934) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION, OFFICE DE RADIO-DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Politique de l'information à l'O.R.T.F. ; importance de la télévision dans les campagnes ; problème de l'objectivité ; information civique ; aménagement du territoire ; retransmission des débats budgétaires* [28 octobre 1966] (p. 4039, 4040) ; *rôle des techniciens de l'O.R.T.F. ; question de l'objectivité* (p. 4040) ; *problème des retransmissions au moment des élections législatives ; rôle de la commission nationale de contrôle ; situation des journalistes de l'O.R.T.F. ; leur titularisation ; problème des licenciements ; cas des pigistes permanents ; nombre de stagiaires employés à l'O.R.T.F.* (p. 4040, 4041).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale, sans débat, relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4063, 4072, 4073).

Pose à M. le Ministre de l'Économie et des Finances une question orale, sans débat, relative à la situation des personnes âgées [4 novembre 1966] (p. 4263, 4664, 4265).

Prend part à la discussion du projet de loi sur l'élevage : *Fixation des races ; situation des exploitants agricoles modestes ; nécessité d'éviter les complications administratives* [22 novembre 1966] (p. 4744, 4745).

Mise au point au sujet de son vote et de celui de M. Abelin sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi sur l'amnistie générale présentée par M. Coste-Floret [14 décembre 1966] (p. 5498).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative à la suppression des abattements de zone de salaire [16 décembre 1966] (p. 5656) : *Anomalies choquantes provoquées par le maintien des abattements de zones ; injustice des abattements frappant les allocations familiales ; l'importance du coût des transports ; difficultés des industries de main-d'œuvre ; exode rural* (p. 5660, 5661).

**MOUSSA (M. Ahmed-Idriss)**, Député de la Côte française des Somalis (app. U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 10).

S'apparente au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale [6 décembre 1962] (p. 1), [30 avril 1963] (p. 2715), [2 avril 1966] (p. 516) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

Cesse d'appartenir à cette Commission [10 juin 1964] (p. 1803).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 octobre 1964] (p. 2901), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592) ;

— membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [27 décembre 1962] (p. 205).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'admission des étrangers à la Côte française des Somalis :

*Absence de toute statistique sur la population des Somalis; cas des nomades; présence de nombreux étrangers; nécessité de respecter le traité signé par le gouverneur Lagarde le 26 mars 1885; ajournement souhaitable du présent texte* [23 juillet 1963] (p. 4407, 4408);

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat, relative à la composition de l'assemblée territoriale de la Côte française des Somalis : *Ses observations sur la répartition des sièges et le nombre des inscrits dans le cercle Tadjourah-Obock; conséquences du système électoral actuel sur les perspectives d'entente entre Djibouti et la France; activité économique de ce territoire; propositions faites par M. Kamil au Sénat; modifications nécessaires de la répartition actuelle des sièges* [23 juillet 1963] (p. 4408, 4409); Art. 2 : *Son amendement (Circonscriptions électorales du territoire de la Côte française des Somalis)* (p. 4410); *son amendement (Sièges attribués aux cercles des Tadjourah-Obock)* (p. 4410);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis : *Situation en Côte française des Somalis; désir d'indépendance du peuple; voyage du général de Gaulle à Djibouti; relations actuelles de la France avec les Etats francophones; conditions du référendum; modalités et déroulement de la consultation* [2 décembre 1966] (p. 5234); Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'amendement de M. Capitant par la phrase suivante : « Ce statut ne réservera au pouvoir central que les attributions relatives à la monnaie, à la défense nationale et aux affaires étrangères »* (p. 5239); *ses observations sur le nouveau statut* (p. 5239); Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Capitant par les mots « et notamment à l'inscription sur ces listes de toutes les femmes majeures mariées à des citoyens français, sur présentation d'un extrait d'acte de mariage et de la carte d'identité de leur mari »* (p. 5240); après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Une commission composée d'un membre du Conseil constitutionnel, président, de cinq personnalités désignées par le Parlement, de cinq conseillers d'Etat, de cinq conseillers à la Cour de cassation, sera chargée de contrôler l'organisation et le déroulement de la consultation »* (p. 5241).

**MOYNET (M. André)**, *Député de Saône-et-Loire, 5<sup>e</sup> circonscription (R.I.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120).

Est élu président de cette Commission [20 novembre 1963] (p. 7350).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257).

Est élu vice-président de cette Commission [21 juin 1965] (p. 2337).

**Dépôts :**

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 432), relatif à certaines modalités d'accomplissement du service national, n° 471 [18 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 551) rejeté par le Sénat, relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement, n° 575 [15 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte, sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement, n° 659 [20 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 641) rejeté par le Sénat en deuxième lecture, relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement, n° 704 [3 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 718) rejeté par le Sénat en troisième lecture, relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement, n° 722 [10 décembre 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du règlement, au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis d'Amérique du 19 au 31 mars 1964, n° 989 [17 juin 1964].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES : Situation diplomatique et militaire actuelle ; arsenal atomique dont disposent les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ; perspectives de la Chine en la matière ; révolution intervenue dans le domaine du missile balistique ; progrès réalisés dans les systèmes de protection ; nécessité de la coexistence pacifique ; équipement atomique de l'infanterie ; utilisation de l'avion comme plate-forme volante pour le lancement des fusées défensives et offensives ; question du skybolt ; bouleversements techniques stratégiques prévisibles ; monopole atomique total des Etats-Unis de 1945 à 1954 ; mise au point par les Soviétiques de fusées à grande portée (1954-1961) ; modification de la situation stratégique des Etats-Unis ; généralisation, depuis 1960, d'armes nucléaires de petit calibre ; invulnérabilité croissante des forces respectives de la représaille ; processus dit de « l'escalade » ; affaire de Cuba ; persistance des conflits de type conventionnel ; élaboration de la politique stratégique de l'O.T.A.N. ; modi-

fications de la politique américaine ; insistance de ceux-ci à accroître les forces conventionnelles européennes ; principes de la force multinationale proposée par les Américains ; modification nécessaire du système stratégique européen ; bouleversement des notions classiques de supériorité et d'infériorité numériques ; leçon de l'affaire de Cuba ; position de la France en matière de stratégie nucléaire ; plan d'armement français et ses caractéristiques ; force de dissuasion atomique ; reproches adressés au vecteur aérien de la bombe française ; problème des fusées ; conceptions de la défense intérieure ; forces d'intervention françaises en Europe ; impératifs militaires que commande la situation actuelle [23 janvier 1963] (p. 1550 à 1556) ; rôle joué par M. Guy Mollet dans l'établissement d'une force nucléaire (p. 1577) ; utilisation éventuelle de la force de frappe française, retard du Mirage IV : vecteur de cette force [24 janvier 1963] (p. 1609) ; Art. 16 : Amendement du Gouvernement (Augmentation des mesures nouvelles des dépenses en capital) ; achat de Crusaders ; maintien de l'activité des arsenaux maritimes (p. 1617) ;

— du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement du service national, en qualité de Rapporteur : Troubles provoqués dans la conscience des combattants par le caractère meurtrier des tâches à accomplir ; obligations qui naissent de la vie en communauté ; contradiction existant entre ces deux types de problèmes ; origines des objecteurs de conscience [24 juillet 1963] (p. 4457, 4458) ; sa motion de renvoi en commission (Application de l'article 91, alinéa 5 du Règlement) ; nécessité de ne pas porter atteinte au principe de la solidarité qui naît à l'occasion de la vie communautaire (p. 4465) ; sa demande de suspension de séance au nom de la Commission (p. 4470) ; caractère disparate du présent texte ; nécessité de revenir sur la question des objecteurs de conscience (p. 4477) ; en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Avis de la Commission lors de la discussion du projet en première lecture [15 octobre 1963] (p. 5164) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de Rapporteur : Différer la solution du problème des objecteurs de conscience ; raisons morales, raisons juridiques et réforme générale du service militaire [21 novembre 1963] (p. 7364, 7365) ; élaborer un texte ; indulgence de l'Assemblée (p. 7366) ; éviter de prendre

*prématurément une position catégorique sur le fond; intervention d'une réforme d'ensemble pour régler le problème particulier des objecteurs (p. 7368);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES : *Caractère de la paix actuelle et du désarmement; définition d'une politique militaire; force atomique française; conséquences favorables des recherches atomiques sur le développement de l'industrie française [7 novembre 1963] (p. 6730, 6731, 6732); rôle du Cabinet de M. Mendès-France dans la fabrication de la bombe (p. 6745);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 4 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement: dépenses mises à la charge de l'Etat en application des contrats [10 décembre 1963] (p. 7764); importance de l'industrie aéronautique française; choix du mécanisme de financement (p. 7764, 7765);*

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 9 avril 1935 fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air et portant suppression de corps et cadre d'officiers : *Assurer la promotion à l'ancienneté au grade de commandant des officiers issus du corps des services administratifs entrant dans le corps des officiers des bases [23 juin 1964] (p. 2104); Art. 5 : Multiplicité et disparité des statuts des divers services des différentes armées (p. 2105);*

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 8 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article L 8 à insérer un nouvel alinéa (Considérer comme services effectifs pour la constitution du droit à pension ceux auxquels des dispositions particulières antérieures conféraient cette qualité) [7 octobre 1964] (p. 2989);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES : *Problème moral; erreurs commises entre 1936 et 1939; restauration du moral de l'armée; problème de l'amnistie; notre pays devant se doter de l'armement nucléaire; courses aux progrès techniques; dépôt du projet de réforme du service militaire et du projet de loi de programme [6 novembre 1964] (p. 4853, 4854); Art. 28 : Ses observations sur les paroles prononcées par M. le Ministre des Armées (p. 4886); ses observations sur l'amendement de M. Le*

*Theule: détaxation de produits livrés aux armées par le service des essences (p. 4887, 4888); amendement indicatif (p. 4888); intérêts de la Défense nationale (p. 4889); Art. 29 : Affirmer la continuité d'une action entreprise en 1960; loi de programme relative aux équipements militaires (p. 4889); amendement adopté à l'unanimité par la Commission de la défense nationale (p. 4889, 4890);*

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Motion de renvoi; son opposition; motion de renvoi du 23 novembre 1951; force nucléaire stratégique; son appel au courage pour approuver la position du Gouvernement [2 décembre 1964] (p. 5800, 5801);*

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Importance du projet; ne pas ralentir les travaux de la Commission de la défense nationale; ne pas remettre en cause les conclusions auxquelles la Commission est parvenue [6 mai 1965] (p. 1178);*

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Commission de la défense nationale ayant été saisie de la question préalable; son opposition à celle-ci; Commission de la défense nationale n'étant aucunement favorable à l'armée de métier; durée du service militaire [25 mai 1965] (p. 1530); égalité du service militaire; problème de la sélectivité; question des douze mois de service; son opposition au renvoi en commission [26 mai 1965] (p. 1572); avant l'Art. 1<sup>er</sup> : Commission ayant élaboré un texte harmonieusement structuré (p. 1575); Art. 15 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Des dispenses des obligations d'activité sont accordées aux jeunes gens dont le père, la mère, un frère ou une sœur est « mort pour la France » ou « en service commandé » (p. 1585); notion de soutien de famille (p. 1586); ses observations sur les paroles de M. Manceau (p. 1586); ses observations sur le sous-amendement de M. Emile-Pierre Halbout; Commission ayant décidé de ne pas faire de sélection et de ne pas insérer des listes de cas d'exemption (p. 1587); après l'Art. 15 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Dispense des obligations d'activité du service national pour les jeunes gens reconnus soutiens de famille) (p. 1587); Art. 16 : Ses*

*observations sur l'amendement de M. Cazenave* (p. 1589); Art. 18 : *Cas sociaux graves* (p. 1591); Art. 30 : *Fractionnement* (p. 1595);

— en deuxième lecture, du projet de loi n° 1464 portant création d'un corps de pharmaciens-chimistes des armées, Art. 5 : *Ses observations sur les paroles de M. Bignon* [21 juin 1965] (p. 2333);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Revalorisation des indices des soldes des sous-officiers; indemnités pour charges militaires concernant tous les personnels en activité; mesures concernant les tarifs préférentiels accordés par la S.N.C.F.; rappel de certains impôts; équilibre des titres III et V* [21 octobre 1965] (p. 3940);

— sur la motion de censure : *Retrait de nos troupes de l'O.T.A.N.; stabilité gouvernementale; protection radio-électrique et couverture des radars installés en Europe; moyens d'agression; différence entre le pacte de l'Atlantique et l'O.T.A.N.; relèvement général de la France; protection radio-électronique des pays d'Europe occidentale; modernisation de nos armées; problème du stationnement des forces françaises en Allemagne occidentale; fidélité française au traité politique de l'Atlantique* [19 avril 1966] (p. 778 à 780);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, BUDGETS MILITAIRES : *Revalorisation de la condition militaire; décalage entre la solde des sous-officiers et le traitement des fonctionnaires de la fonction publique; augmentation des retraites; indemnité pour charges militaires; quart de place; Jaguar; développement de la force nucléaire stratégique* [25 octobre 1966] (p. 3828, 3829).

**MULLER (M. Bernard)**, Député de la Loire, 1<sup>re</sup> circonscription (R.D.).

En remplacement d'Alexandre de Fraissinette décédé le 10 décembre 1964.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [14 décembre 1964] (p. 6078).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [17 décembre 1964] (p. 6214).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [7 avril 1965] (p. 632).

**MUSMEAUX (M. Arthur)**, Député du Nord, 19<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

### Dépôt :

Sa proposition de loi relative aux droits aux prestations des assurances maladie, maternité et décès de la Sécurité Sociale en cas de licenciement de l'assuré, n° 392 [24 juin 1963].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité; allocation aux vieux travailleurs salariés; calcul des ressources; pension alimentaire que devrait servir les enfants* [17 janvier 1963] (p. 1009);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative au droit à réparation des victimes de la silicose et de l'asbestose : *Développement des maladies professionnelles; nécessité d'opérer une révision du classement actuel en vigueur des maladies professionnelles* [4 juin 1963] (p. 3178);

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi, Art. 3 : *Cas des entreprises refusant d'engager des travailleurs de plus de 45 ans* [28 novembre 1963] (p. 7551);

— du projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de l'article premier; rôle du juge d'instance* [13 mai 1964] (p. 1178); *conditions d'alimentation, de logement ou d'hygiène défectueuses* (p. 1178);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article « Personnel de l'établissement comprenant des agents permanents et des agents temporaires »* [28 mai 1964] (p. 1504);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, après l'Art. L 49 : *Commissions d'aide sociale invoquant l'obligation alimentaire pour ne pas donner de secours aux vieux* [8 octobre 1964] (p. 3024); Art. L 54 : *Donner aux retraités la possibilité de demander la réversion de leur pension* (p. 3025);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Eventualité d'application des mesures prises en ce qui concerne le bénéfice de campagnes des cheminots; retraités des chemins de fer secondaires et des tramways* [20 octobre 1964] (p. 3436);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise,

Art. 2 : *Amélioration de la productivité* [28 juin 1965] (p. 2704, 2705); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour le c) de cet article de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945, après les mots « les conditions d'emploi de travail » à insérer les mots « les qualifications et rémunérations »* (p. 2706); *conditions d'emploi et de travail du personnel* (p. 2706); Art. 11 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin de la première phrase du texte proposé par cet article: « Choisi parmi les représentants de cette organisation aux comités d'établissement »* [29 juin 1965] (p. 2741);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Revendications de la Fédération des mutilés du travail assurés sociaux et invalides civils; aide aux ayants droit de victimes d'accidents du travail; cas de l'ouvrier atteint de silicose; situation des infirmes aveugles et des grands infirmes; reclassement des travailleurs handicapés* [20 octobre 1966] (p. 3625).

---

N

**NEGRE (M. Jean)**, Député de l'Allier, 2<sup>e</sup> circonscription (S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1964] (p. 601).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Ecart entre les crédits prévus et les besoins réels de l'enseignement; caractère dépassé des besoins évalués en 1961; sous-consommation des crédits et leur report annuel; difficultés de l'enseignement du second degré; crise de recrutement; nécessité de procéder à un reclassement indiciaire de la fonction enseignante; aggravation de la situation dans les secteurs littéraires; cas des villes de Moulins, Nogent-le-Rotrou, Lons-le-Saunier, Strasbourg, Metz; retard en matière de constructions scolaires; exemple de l'académie de Clermont-Ferrand; report sur les collectivités locales des charges incombant jusqu'à présent à l'Etat;*

*exemple du département de l'Allier; crise exceptionnelle que traverse l'enseignement français [19 janvier 1963] (p. 1231 à 1234).*

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Manque de locaux scolaires; situation à cet égard dans le département du Nord; publicité faite par la presse en février 1963 au sujet d'une prétendue augmentation des crédits pour les constructions scolaires; subordination du Ministère de l'Education nationale au Ministère des Finances; création à Issoire d'une école d'apprentis techniciens de l'armée de terre; caractères de la réforme envisagée en matière d'enseignement; problème du cycle d'orientation; cours complémentaires; établissements polyvalents; problème de directeurs de collèges d'enseignement général; position du professeur d'enseignement secondaire à l'égard des collèges polyvalents; revendications professionnelles des maîtres du second degré; absence d'équipement sportif; situation à cet égard dans l'Académie de Paris [20 juin 1963] (p. 3604 à 3608).*

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Mesures prises par le rectorat de l'Académie de Lille; insuffisance du nombre des professeurs de l'enseignement secondaire; multiplication des heures supplémentaires; problème angoissant posé par l'absence des locaux [6 novembre 1963] (p. 6570, 6571);*

— sur la motion de censure : *Relèvement du*

*prix du lait à la production* [27 octobre 1964] (p. 3950);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Caractère peu satisfaisant de la rentrée scolaire; opinion de la revue Notre République* [29 octobre 1964] (p. 4149); *situation dans l'enseignement supérieur; prochaine rentrée dans les facultés; problème du C.E.G.; politique consistant à combler les vides par des auxiliaires, par des militaires et par des contractuels d'origines très diverses* (p. 4149 à 4151); *priorité à donner à l'enseignement* (p. 4151);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Situation du second degré; problème du personnel; lycée de garçons de Montluçon; lycée de filles; lycée de Gannat; collège d'enseignement général de Nérès-les-Bains; ses observations sur les problèmes du personnel; réduction des sections; maîtres auxiliaires contractuels; nationalisation des C.E.G.; suppression de la section « Moderne prime » à l'entrée de la seconde; spécialisation des sections; étude d'une deuxième langue vivante au programme des classes de quatrième et de troisième des C.E.G.* [19 octobre 1965] (p. 3849, 3850);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Situation de l'hôpital en France; son sous-équipement; recrutement des personnels; durée du travail; équipement sanitaire; coûts de construction; augmentation du prix de journée; déséquilibre de la Sécurité Sociale; problème de l'amortissement* [20 octobre 1966] (p. 3634, 3635); *Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 : Ses observations sur l'article 11; taxe de reprise de 0,70 franc sur les blés et les orges livrés; taxe du Fonds national de vulgarisation du progrès agricole; fiscalité sur les produits agricoles* [6 décembre 1966] (p. 5258).

**NESSLER (M. Edmond)**, Député de l'Oise, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle

République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission des affaires étrangères [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725).

Est élu représentant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAIL : *Situation des chômeurs secourus; caractère insuffisant de l'allocation-chômage; son relèvement nécessaire* [9 janvier 1963] (p. 438);

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : *Interdiction du panachage; inconvénients du système dénoncé par les socialistes et les communistes; projet de loi n'interdisant pas les coalitions, mais obligeant à les constituer au grand jour avant le premier tour; caractère honnête des élections; blocage au deuxième tour; champ d'application trop restreint; son extension dans un plus grand nombre de communes* [20 mai 1964] (p. 1285, 1286); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à substituer au chiffre de 30.000 le chiffre de 25.000* [21 mai 1964] (p. 1308); *communes-dortoirs; position du Gouvernement en adoptant la référence quantitative au lieu d'une référence qualitative* (p. 1308); en deuxième lecture : *Nécessité de faire procéder à un recensement avant les élections de 1965; situation des villes se trouvant près du seuil des 30.000 habitants* [17 juin 1964] (p. 1971, 1972);



— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes; *Amitié franco-américaine; loi Mac-Mahon; entreprises américaines; refus de participation de la France aux manœuvres de l'O.T.A.N.* [16 juin 1965] (p. 2191, 2192).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement: *Affaire de Cuba; expédition de Suez; ses observations sur les règles élémentaires de la courtoisie internationale; propos de M. George Ball; politique allemande; rappel des relations franco-allemandes après la première guerre mondiale; problème de la réunification allemande; retrait de la France de l'O.T.A.N.* [14 avril 1966] (p. 702, 703).

**NEUWIRTH (M. Lucien)**, *Député de la Loire, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Questeur de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu questeur de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1964] (p. 600), [2 avril 1965] (p. 572), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1968] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

Cesse d'appartenir à cette Commission [29 avril 1964] (p. 1029).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [29 avril 1964] (p. 1029).

Cesse d'appartenir à cette Commission [20 octobre 1964] (p. 3437).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [20 octobre 1964] (p. 3437), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner sa proposition de loi (n° 1870) et celle de plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la Sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [6 décembre 1966] (p. 5288).

Est élu président de cette Commission [7 décembre 1966] (p. 5354).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1628);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte

sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 207) modifié par le Sénat, relatif à la protection des animaux, **n° 555** [3 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1382) tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux nécessaires à l'organisation des X<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver à Grenoble, en 1968, **n° 1405** [2 juin 1965].

Sa proposition de loi visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction, **n° 1825** [11 mai 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anti-conceptionnelle, **n° 1870** [1<sup>er</sup> juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anti-conceptionnelle, **n° 2203** [1<sup>er</sup> décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Retard accumulé en matière de constructions scolaires et d'échelle de traitements des enseignants; passif dont a hérité la V<sup>e</sup> République; réformes à apporter dans la structure et les méthodes du Ministère de l'Education nationale* [19 janvier 1963] (p. 1265, 1266);

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituées par l'article 698 du Code de procédure pénale, Article unique : *Amendement de M. Coste-Floret (Possibilité de recours dans le cas des arrêts rendus par la cour militaire de justice): similitude existant entre la prise de position de M. Tixier-Vignancourt et le présent amendement* [13 février 1963] (p. 2130).

Ses observations sur un fait personnel [13 février 1963] (p. 2139).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière : *Réduction du droit de mutation à titre onéreux des biens mobiliers en faveur des associations s'occupant des problèmes de rééducation et de réadaptation* [19 février 1963] (p. 2225);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 6 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Pezé (Répression de la publicité mensongère)* [29 mai 1963] (p. 3126);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative au droit à réparation des victimes de la silicose et de l'asbestose : *Accord du groupe U.N.R. sur le présent texte; menaces d'application de l'article 40 à celui-ci; nécessité de compléter la législation relative à la sidérose* [4 juin 1963] (p. 3177, 3178).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, une question orale, sans débat, relative aux problèmes du camping [18 juillet 1963] (p. 4270) : *Nécessité de faire disparaître les préventions que rencontrent les organisations de camping; développement de cette nouvelle forme de tourisme* (p. 4270); *nécessité de faire un effort particulier en faveur du camping* (p. 4276); *réalisation par les communes de projets d'équipement de terrains de camping dans le cadre de l'actuelle loi-programme d'équipement sportif* (p. 4277, 4278).

Son rappel au Règlement, Art. 49 : *Conditions difficiles dans lesquelles ont lieu les débats en cette période de fin de session; possibilités de mener jusqu'à son terme la discussion du deuxième collectif* [19 juillet 1963] (p. 4317, 4318).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture du projet de loi relatif à la protection des animaux, en qualité de *Rapporteur: Mauvais traitements exercés sur les animaux; répression; remise de l'animal à une œuvre de protection reconnue d'utilité publique* [10 octobre 1963] (p. 5127, 5128); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement au nom de la Commission (Emprisonnement et amende)* (p. 5128); *inapplication aux courses de taureaux traditionnelles* (p. 5128); *nécessité d'élaborer une loi d'ordre général* (p. 5129); *répression du doping* (p. 5129); *son amendement (Application du présent article aux D.O.M.)* (p. 5130); après l'Art. 2 : *Son amendement (non application des dispositions de l'article premier aux départements d'Outre-mer)* (p. 5130);

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de M. Tourné (Caractère prospectif des activités du Fonds national)* [28 octobre 1963] (p. 7544);

— du projet de loi relatif aux services accomplis avant l'âge de 18 ans dans les Forces françaises libres : *Période d'internement subie par certains des intéressés devant entrer en compte dans le calcul de la durée de leurs services* [12 mai 1964] (p. 1144);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Opinion de M. Gosset, député M.R.P. le 1<sup>er</sup> février 1955; respect de la liberté d'expression* [27 mai 1964] (p. 1415, 1416); *statuts étrangers; élaborer un statut qui réponde aux besoins de notre pays et de notre époque* (p. 1418);

— du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, Art. 2 : *Reven- dieations du personnel de la navigation aérienne; problème du maintien du droit de grève* [9 juin 1964] (p. 1738);

— du projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées, Art. 5 : *Assimilation du directeur de l'office au personnel municipal* [17 juin 1964] (p. 2006); *difficultés d'assimilation du directeur d'un office de tourisme à un régisseur municipal* (p. 2007);

Art. 6 : *Offices dépendant de plusieurs communes* (p. 2009).

Prend part au débat sur la question orale de M. Tomasini relative à l'amélioration du réseau routier : *Graves inconvénients des routes à trois voies; nécessité de multiplier les routes à quatre voies* [19 juin 1964] (p. 2070, 2071).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, après l'Art. 13 : *Son amendement, tendant après l'article 13, à insérer un nouvel article (Nouvelle rédaction de l'article 34 du décret 53-960 du 30 septembre 1953, nullité des clauses et de certains arrangements)* [25 juin 1964] (p. 2216); Art. 15 : *Rédaction de l'article* (p. 2219);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, Art. 5 : *Tribunaux civils étant garants de l'intérêt général; caractère dangereux de confier à un tribunal administratif le soin de juger d'une opération strictement administrative* [29 juin 1964] (p. 2358, 2359); Art. 17 : *Son amendement tendant, après la première phrase du deuxième alinéa de l'article 17, à insérer de nouvelles dispositions: « Réserver une surface à des constructions ou à des équipements de caractère social »* (p. 2362, 2363); *dévolution des terrains appartenant à l'Etat ou de surfaces équivalentes à des constructions ou équipements de caractère social* (p. 2363);

— en deuxième lecture du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, Art. 9 *ter* : *Fédérations nationales de pêche et de pisciculture écartées du comité national de l'eau; représentants des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture* [13 octobre 1964] (p. 3160).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de l'industrie automobile : *Important problème des exportations; accent mis sur les biens d'équipement par le V<sup>e</sup> Plan; faiblesse de nos réseaux de vente en Amérique du Nord* [16 octobre 1964] (p. 3376).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION : *Pari des mille logements par jour; sa mise au point de la situation actuelle; détermination des objectifs prioritaires; importance du logement social; briser la spéculation; destination du 1 % des entreprises; financement privé; garanties hypothécaires; lancement de programmes spécifiques pour les personnes âgées, les handicapés physiques, les étudiants et les jeunes travailleurs; accession à la propriété; révolution technique; garantie des plans de charge; normalisation; circulaire du 27 août 1964 devant être capable d'assurer la révolution technique; exigences d'un aménagement du territoire; lutter contre la routine administrative, le malthusianisme, la spéculation; conséquences dans le domaine de la normalisation; maîtres d'ouvrage pouvant réduire le financement complémentaire et notamment l'apport personnel en cas d'accession à la propriété; problème de la formation professionnelle dans le bâtiment [4 novembre 1964] (p. 4534, 4535);*

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Question du logement; son importance; courbe démographique; augmentation de la part faite aux H.L.M.; liaison Mer du Nord-Méditerranée [24 novembre 1964] (p. 5560);*

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : 2<sup>o</sup> de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitations à loyer à usage locatif par les locataires, en qualité de *Rapporteur pour avis: Proposition de loi constituant une innovation considérable dans la législation H.L.M.; nécessité de son adoption; raisons sociales; problème juridique; ses observations sur l'article 2; son application risquant d'enfermer le locataire dans le dilemme d'acheter ou de partir; Commission des lois ayant donné un avis favorable à la proposition [29 avril 1965] (p. 975, 976); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article premier : « L'organisme d'habitations à loyer modéré est alors tenu de consentir à la vente, sauf motifs sérieux et légitimes formulés après avis de la collectivité locale qui a parti-*

*cipé au financement de la construction » (p. 986); clarifier la rédaction de l'article premier (p. 986); ses observations sur le sous-amendement de M. Boscher (p. 988); son sous-amendement tendant à compléter comme suit le texte proposé par son amendement pour le deuxième alinéa de l'article premier : « Le défaut d'avis dans un délai de trois mois sera considéré comme un avis favorable à la vente » (p. 988); Art. 2 : Suppression de cet article étant proposée par le Gouvernement (p. 996); Art. 4 : Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Le prix de vente est fixé par l'administration des Domaines, sauf recours de l'organisme vendeur devant le juge de l'expropriation » (p. 997); crainte que les offices d'H.L.M. ne puissent pas faire face aux engagements qu'ils auraient pris antérieurement au vote de la loi (p. 997); souci de clarification de la Commission des lois (p. 998); Art. 5 : Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « L'acquéreur acquitte le prix de vente, soit au comptant, soit par annuités dans les conditions qui seront fixées par décret. La durée du crédit variera selon les ressources de l'acquéreur » (p. 999); modalités par lesquelles on peut s'acquitter du prix de vente (p. 999); après l'Art. 6 : Son amendement tendant après cet article à insérer le nouvel article suivant : « Les immeubles dans lesquels des logements auront été vendus en application de la présente loi seront soumis aux règles de droit privé en matière de copropriété, nonobstant toutes dispositions contraires » (p. 1001); cohabitation, dans un même immeuble, de copropriétaires soumis au régime général et de locataires d'un office public (p. 1002); Art. 7 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « En cas de revente d'un logement, avant l'expiration d'un délai de dix ans à compter de l'acquisition, l'organisme vendeur bénéficie, dans les conditions déterminées par décret, d'un droit de préemption au prix fixé par l'administration des domaines » (p. 1003); ses observations sur l'amendement de M. Maziol (p. 1003); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa à supprimer les mots « des alinéas 1 et 2 » (p. 1003); son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article (p. 1004); Art. 8 : Interdiction de l'intervention d'intermédiaires rémunérés (p. 1005); En seconde délibération : *Situation des collectivités locales (p. 1007);**

— du projet de loi tendant à accélérer la

mise en œuvre de travaux nécessaires à l'organisation des X<sup>e</sup> Jeux Olympiques d'hiver à Grenoble, en qualité de *Rapporteur*: *Organisation matérielle des X<sup>e</sup> Jeux Olympiques d'hiver qui se dérouleront au début de l'année 1968 à Grenoble exigeant une amélioration, tant des installations sportives existantes que de l'infrastructure générale; procédure d'acquisition de terrains nécessaires aux réalisations prévues devant être accélérée; extension au profit de Grenoble et de son arrondissement du champ d'application de l'article 58 de la loi n° 58-997 du 23 octobre 1958 qui régleme l'expropriation d'extrême urgence en matière de défense nationale en vue de l'organisation des X<sup>e</sup> Jeux Olympiques d'hiver; rapidité de la procédure; limitation de ce projet dans le temps et dans l'espace; participation financière du Gouvernement* [2 juin 1965] (p. 1705, 1706).

Est entendu sur une mise au point au sujet du vote de M. Tomasini sur la ratification du traité de fusion des exécutifs européens [18 juin 1965] (p. 2240).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 18 : *Rigueurs de l'article 40 de la Constitution; cas des artisans* [25 juin 1965] (p. 2514); En deuxième lecture, Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement par la disposition suivante: « Les opérations effectuées par les artisans remplissant les conditions prévues à l'article 1649 quater A du Code général des impôts. Le taux normal de la T.V.A. est modifié en conséquence »* [21 décembre 1965] (p. 5022, 5023); Art. 14 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'alinéa b du paragraphe 2 de l'amendement du Gouvernement: « Ainsi qu'à celles faites par les redevables inscrits au répertoire des métiers »* (p. 5024); *sort des artisans effectuant des réparations ou des travaux à façon* (p. 5024); *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement par le nouvel alinéa suivant: « Les affaires précédemment exonérées ou passibles de la taxe sur les prestations de service au taux ordinaire ou au taux réduit à l'exclusion de celles qui sont visées par l'article 13 »* (p. 5025); *ses observations sur la décote; artisans fiscaux* (p. 5025); Art. 18 : *Son amendement tendant à une nou-*

*velle rédaction du paragraphe 2 de cet article (Impôt dont le montant est supérieur à 800 francs et n'excède pas 4.000 francs)* [22 décembre 1965] (p. 5038); *problème de la décote* (p. 5039); Art. 50 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Au cours de la seconde année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le Gouvernement devra présenter au Parlement un rapport sur l'exécution de cette loi faisant apparaître notamment l'évolution de la charge fiscale supportée par chacune des catégories professionnelles intéressées »* (p. 5060); *possibilité d'apparition de déséquilibres et d'injustices* (p. 5060); *conséquences de la réforme* (p. 5060); En troisième et dernière lecture : *Prestations de services des redevables inscrits au répertoire des métiers; cas des artisans de main-d'œuvre* [23 décembre 1965] (p. 5098, 5099); — du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, avant l'Art. 1<sup>er</sup> : *Nécessité d'instaurer une véritable coopération; unité nationale* [28 juin 1965] (p. 2700, 2701); Art. 1<sup>er</sup> : *réserve du vote* (p. 2704); *son rappel au Règlement; application du paragraphe 2 de l'article 95 du Règlement* (p. 2708, 2709); Art. 5 : *Existence d'une solidarité d'entreprise; licenciements à la S.F.A.C., entreprise Schneider à Saint-Etienne; problème des licenciements par suite de concentrations* (p. 2711).

Son rappel au Règlement : *Absence de ses collègues; rapport de M. Vallon; discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires* [20 décembre 1965] (p. 4962).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Stabilité économique; évolution de l'impôt sur le revenu; modifications apportées au système d'exonération et de décote; augmentation du S.M.I.G.; efforts pour résoudre la crise du logement; problème du logement dit « social »; création d'une caisse de financement pour les H.L.M.; réalisation d'un marché hypothécaire; coût du bâtiment; problèmes posés par l'urbanisation* [13 avril 1966] (p. 626, 627).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : *Problème de la sous-traitance; rôle des prestataires de services et des réparateurs; cas des artisans; problème de la commercialisation*

[20 avril 1966] (p. 835); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à substituer aux mots « ... ou commerciales », les mots « ... commerciales ou artisanales »* [21 avril 1966] (p. 858); *faire bénéficier de l'impôt fiscal le secteur des métiers, c'est-à-dire l'artisanat, les prestataires de services et les gens qui travaillent en sous-traitance* (p. 858);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Infractions commises avant le 3 juillet 1962 en relation directe avec les événements d'Algérie étant amnistiées de plein droit)* [21 avril 1966] (p. 883); *étendre le bénéfice de l'amnistie à ceux qui se trouvent actuellement à l'étranger; retrait de son amendement* (p. 883);

— du projet de loi portant amnistie, après l'Art. 25 : *Cas des personnes âgées condamnées depuis plus de quarante ans* [27 avril 1966] (p. 972).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux pensions de Sécurité sociale : *Fixation arbitraire de l'âge de la retraite; les difficultés de reclassement des hommes de plus de 50 ans; l'application de la notion d'inaptitude au travail en raison de la nature de l'activité pénible exercée: cas des ouvrières du textile* [27 mai 1966] (p. 1569, 1570).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 5 : *Possibilité pour un groupe professionnel d'instituer une garantie particulière* [9 juin 1966] (p. 1856); Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le sixième alinéa de cet article, après les mots « aux maladies », à insérer les mots « et accidents »* (p. 1858, 1859); *son amendement tendant, dans le sixième alinéa de cet article, à substituer aux mots « de moins de 14 ans », les mots « de moins de 16 ans au sens de l'article L 285 du Code de la sécurité sociale »* (p. 1860); *problèmes de l'artisanat; durée de la scolarité* (p. 1860); *harmonisation de tous les régimes d'assurance maladie* (p. 1861); *pouvoirs de la caisse nationale; notion d'abattement* (p. 1861); Art. 8 : *Besoin d'une garantie spéciale dans une profession particulière* (p. 1862); Art. 12 : *Consultation des organisations professionnelles* (p. 1866); Art. 13 :

*Encaissement des cotisations* (p. 1868); Art. 20 : *Caisse nationale* (p. 1873).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale, avec débat, relative à la politique du logement [15 juin 1966] (p. 2067); *Notion d'habitat concerté; utilité de la création du Ministère de l'Equipement; nécessité de revoir les modalités d'attribution des logements; mise en place d'ateliers d'urbanisme* (p. 2069).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur le régime des aides, les primes de développement, les primes d'adaptation industrielle, les indemnités de décentralisation; autoroute Givors-Rive-de-Gier; construction d'un pont sur le Rhône* [18 octobre 1966] (p. 3513); AFFAIRES SOCIALES : *Situation des salariés soumis aux dispositions de l'article L 332 du Code de sécurité sociale; ses observations sur les emplois pénibles; situation des vieilles ouvrières qui ont tenu, pendant plus de trente années, un emploi pénible* [20 octobre 1966] (p. 3636, 3637); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Ses observations sur les dossiers d'indemnisation concernant les commerçants qui ont été victimes en Algérie, soit de troubles sur la voie publique, soit de plastiquage* [24 octobre 1966] (p. 3763); EDUCATION NATIONALE : *Aménagement du territoire; rôle des métropoles d'équilibre; cas de Saint-Etienne; enseignement du premier cycle; ses observations sur la nouvelle licence; collège littéraire de Saint-Etienne; nécessité de faire passer l'oral et l'écrit dans la même ville* [3 novembre 1966] (p. 4160); INDUSTRIE : *Problème de la reconversion de notre industrie charbonnière; politique de l'énergie; statut des charbonnages; sort du personnel; cas des mineurs de fond; réadaptation professionnelle; modernisation de notre potentiel industriel; ses observations sur le secteur des métiers* [7 novembre 1966] (p. 4300, 4301); *situation du bassin et des houillères de la Loire; politique de l'énergie; problèmes de la reconversion* (p. 4324); EQUIPEMENT. — IV. — AVIATION CIVILE : *Ses observations sur l'aérodrome de Saint-Etienne* [9 novembre 1966] (p. 4485);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi et sur celle de M. Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction : *Nécessité de dresser un bilan comparatif de ce qui a été fait par la présente législature et ce qui a existé auparavant* [14 décembre 1966] (p. 5539); Art. 3 : *Modalités d'application de la présente loi* (p. 5543).

**NILÈS (M. Maurice)**, Député de la Seine, 42<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à assurer aux enfants aveugles, infirmes, sourds-muets ou très déficients, les droits scolaires obligatoires pour les autres enfants, n° 90 [8 janvier 1963].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Insuffisance du présent budget; absence de véritables investissements sanitaires; augmentation récente du prix de la journée d'hospitalisation; retard de la France en matière de maisons de retraites; insuffisance en effectifs et en traitements du personnel hospitalier; nombre trop peu élevé d'écoles de formation professionnelle pour le personnel des hôpitaux; relèvement souhaitable du classement indiciaire du personnel infirmier; retard dans le domaine du personnel et des établissements pour enfants inadaptés; situation des aveugles et des grands infirmes; augmentation souhaitable de leur allocation; uniformisa-*

*tion souhaitable au niveau du S.M.I.G. du plafond des ressources au-dessus duquel les allocations sont supprimées* [14 janvier 1963] (p. 765, 766); EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des crédits prévus pour l'équipement sportif scolaire et universitaire; horaires officiels d'éducation physique et leur application pratique dans les établissements scolaires; équipements sportifs des établissements d'enseignement; insuffisance du personnel d'éducation physique; mesures prises à l'égard de certains membres de l'Institut national des sports; réforme envisagée par le Gouvernement des structures des fédérations sportives; subvention accordée à la F.S.G.T.; nécessité de développer l'équipement sportif; recrutement des cadres de l'éducation physique; intégration souhaitable dans la catégorie des professeurs adjoints* [19 janvier 1963] (p. 1258, 1259).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, une question orale, avec débat, relative au fonctionnement des fédérations sportives et à la formation des cadres : *Réforme du fonctionnement des fédérations sportives, l'atteinte portée par le Gouvernement aux libertés sportives, demande d'abrogation présentée par le comité national des sports, nécessité d'établir un dialogue entre les pouvoirs publics et les fédérations sportives, l'identité de fait entre la notion d'association et celle de fédération sportive, problème du renouvellement des dirigeants, attributions du secrétaire général de chaque fédération, mainmise de l'Etat sur les fédérations sportives, discrimination appliquée à la fédération sportive et gymnique du travail, les propositions du parti communiste en matière sportive* [18 juillet 1963] (p. 4280 à 4282); *construction de la piscine de la commune de Drancy* (p. 4286); *activité de la fédération sportive et gymnique du travail et la modicité de sa subvention* (p. 4287).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Insuffisance du budget; augmentation des besoins sanitaires; aide sociale aux adultes et aux infirmes; équipement des hôpitaux de province; promotion sociale* [24 octobre 1963] (p. 5538, 5539).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Guillon et Mer relatives à la médecine conventionnée : *Frais professionnels des médecins conventionnés et néces-*

sité d'assimiler les recettes de ces médecins à des traitements ou émoluments; problème de la notoriété [6 décembre 1963] (p. 7733 et 7734).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Crédits de 1964 pour ce Ministère ne représentant que 2,4 % du budget général; besoins sanitaires du pays; crédits votés pour l'aide sociale et l'aide médicale [10 décembre 1963] (p. 7782);

— du projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale, Art. 8 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 168-1 du Code de la famille et de l'aide sociale (Maintien de la tutelle après la majorité) [13 mai 1964] (p. 1180);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Majoration des crédits prévus pour 1965 ne suffisant pas à combler les lacunes de l'équipement sanitaire et hospitalier du pays; insuffisance de cet équipement; rapport de la Cour des comptes; efforts des collectivités locales; insuffisance numérique du personnel hospitalier; allocations trop faibles aux grands infirmes et handicapés physiques [7 novembre 1964] (p. 5009, 5010);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 51 : Crise de l'industrie aéronautique; politique de décentralisation des sociétés intéressées; transfert d'une usine de la S.N.E.C.M.A. à Corbeil [8 décembre 1964] (p. 5932).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports une question orale, avec débat, relative aux Jeux Olympiques d'hiver de 1968 : Choix de Grenoble; extension et amélioration des installations existantes; logement des athlètes; liaisons ferroviaires, routières et aériennes avec Grenoble; vœux de la commission des loisirs et du plein air présidée par Paul-Emile Victor; nécessité des additifs à la loi de finances prévoyant des crédits extraordinaires pour les investissements et les aménagements nécessaires pour les Jeux Olympiques; octroi de billets S.N.C.F. à tarif spécial pour se rendre à Grenoble au moment des Jeux Olympiques [18 décembre 1964] (p. 6250, 6253, 6254).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés : Garanties contre la fraude; répression de ceux qui vendent des produits non fabriqués par des travailleurs handicapés; situation des handicapés; montant de leurs ressources; leur droit de vivre [28 avril 1965] (p. 942);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : Pourcentage des crédits d'investissement de l'éducation nationale et leur affectation au développement de l'équipement sportif scolaire; Parlement n'ayant pas été informé du montant global de ces crédits de l'éducation nationale affectés aux réalisations du V<sup>e</sup> Plan de modernisation et d'équipement; équipement en vue des Jeux Olympiques; possibilité d'augmenter le maximum de la subvention d'Etat pour les dépenses subventionnables d'installations à usage scolaire; notion de dépense subventionnable; effort réalisé par les collectivités locales pour l'exécution de la première loi de programme; réserve de terrains pour l'aménagement des parcs de sports; donner à l'enfance et à la jeunesse des moyens de pratiquer le sport de leur choix; position du groupe communiste [2 juin 1965] (p. 1730, 1731);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : Collèges d'enseignement technique; ses observations sur la situation à Drancy et à Taverny; situation des jeunes de 14 à 17 ans et leur intégration dans l'activité économique; redistribution des responsabilités entre l'éducation nationale et la profession jugée compétente pour la formation de la main-d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée; conditions d'enseignement dans les collèges d'enseignement technique; ses observations sur le manque de maîtres qualifiés; professeurs de l'enseignement technique; nombre des auxiliaires; condamnation du budget par les démocrates [18 octobre 1965] (p. 3823, 3824);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. A : Son amendement tendant à compléter par un nouvel alinéa le texte proposé pour l'article premier de l'ordonnance du 22 février 1945 (Application de la présente ordonnance) [26 mai 1966]



(p. 1523); Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 14 de l'ordonnance du 22 février 1945 par les mots suivants « et les frais de déplacement leur seront remboursés »* (p. 1527).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale, avec débat, relative aux logements sociaux : *Les difficultés des familles ouvrières ; l'arrêt de la hausse des loyers jusqu'au rétablissement de la parité loyers-salaires 1949 ; la dégradation du rôle des H.L.M. ; le problème du prix et de l'utilisation des terrains ; le droit de préemption des collectivités publiques sur l'utilisation du sol ; le logement des personnes âgées ; la création d'un véritable fonds national H.L.M.* [15 juin 1966] (p. 2054, 2055, 2056, 2057).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article (1<sup>o</sup>) à substituer au mot « jeunes », les mots « jeunes gens et jeunes filles »* [6 octobre 1966] (p. 3169);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur les paroles de M. Missoffe : désirs de la jeunesse* [21 octobre 1966] (p. 3734);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 42 : *Suppression de 6.000 logements de type I.L.N. ; transfert des crédits correspondants à la construction de 5.000 H.L.M. en accession à la propriété ; politique de relogement social ; crise du logement ; profit des sociétés immobilières ; renouvellement du patrimoine immobilier* [1<sup>er</sup> décembre 1966] p. 5177).

**NOEL (M. Gilbert)**, *Député de la Seine (48<sup>e</sup> circonscription U.N.R.-U.D.T.)*.

En remplacement, le 9 février 1966, de M. Pierre Billotte, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [2 avril 1966] (p. 523) [*J.O.* du 26 mars 1966].

Est nommé membre de la Commission des

lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1966] (p. 592).

**NOIRET (M. Roger)**, *Député des Ardennes, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission des affaires étrangères [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problème des transports dans la région des Ardennes ; la reconstruction des ponts* [15 janvier 1963] (p. 834, 835); INTÉRIEUR : *Problème de la reconstruction des ponts de la Meuse* [17 janvier 1963] (p. 1055).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Remplacement par un quadrillage de l'actuelle toile d'araignée dessinée par les voies de communication françaises ; mettre l'accent sur l'axe Méditerranée-Mer du Nord ; suppression des goulots d'étranglement aux frontières françaises* [27 novembre 1963] (p. 7514).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Branche meusienne de la liaison fluviale Méditerranée-Mer du Nord* [11 octobre 1965] (p. 3481);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Axe Mer du Nord-Méditerranée ; goulot de Givet ; réalisation du tronçon Toul-Foug* [4 novembre 1965] (p. 4469).

**NOU (M. Joseph)**, *Député de Meurthe-et-Moselle, 7<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544);

— membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [24 janvier 1963] (p. 1668).

#### Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), finances et affaires économiques, I. — Charges communes, n° 69 [4 janvier 1963].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Nécessité d'affecter aux différents Ministères intéressés les crédits figurant dans le budget des Charges communes; majoration du taux de la cotisation d'assurance sociale pour les risques maladie et maternité de la sécurité sociale des fonctionnaires; affectation anormale des crédits pour le financement du régime de sécurité sociale étudiante dans le chapitre relatif aux prestations du personnel en retraite; majoration des rentes viagères; nature et fonctionnement du Fonds national de solidarité; amélioration de la condition des personnes âgées; allocation du Fonds national de solidarité; fonctionnement complexe du Fonds de surcompensation des prestations familiales* [17 janvier 1963] (p. 1003, 1004).

Donne sa démission de député [2 avril 1964] (p. 598).

**NOTEBART (M. Arthur)**, *Député du Nord, 5<sup>e</sup> circonscription (S.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 85 du Code de la sécurité sociale, relatif au vote par correspondance pour la désignation des administrateurs des caisses de sécurité sociale, n° 527 [26 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 63-1143 du 19 novembre 1963, relative à la protection des animaux, n° 845 [16 avril 1964].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES : *Principes de la stratégie française tels qu'ils sont exprimés par la loi de programme; nécessité d'une force atomique intégrée dans l'O.T.A.N.; poids des charges militaires sur le budget français; accord des Bahamas; conséquences de la politique militaire française actuelle; difficultés européennes; pacte atlantique; retour possible à l'isolationnisme américain; bouleversement de l'économie nationale; application de l'article 15 de l'ordonnance relative aux incompatibilités parlementaires; cas de M. Dassault; conséquences néfastes de la loi programme* [23 janvier 1963] (p. 1576, 1577); *position prise par*

*M. G. Mollet vis-à-vis d'une force nucléaire de dissuasion nationale* (p. 1577);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement de suppression; problème de la définition du service public; interdiction de la grève sans préavis faite à un certain nombre d'entreprises définie dans le présent article; volonté du Gouvernement de prendre sa revanche de la défaite subie à la suite de la grève des mineurs; propositions du colonel de La Rocque au sujet de la réglementation du droit de grève; nécessité de résoudre les problèmes qui sont à l'origine de la grève; grève, résultat de l'insuffisance des salaires* [17 juillet 1963] (p. 4241, 4242).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Situation de la région du Nord et du Pas-de-Calais; augmentation de sa population actuelle; trafic; voies de communication; diminution de ses ports; mortalité infantile; équipement scolaire; proportion de jeunes; problème de la reconversion de la région minière; création d'emplois nouveaux dans la région boulonnaise; développement et rationalisation du système des voies de communication fluviales et routières du Nord et du Pas-de-Calais; population du Nord; insuffisance des moyens pour les collectivités locales; conséquences de la priorité accordée à la force de frappe* [27 novembre 1963] (p. 7486 à 7488);

— sur la question orale de M. Chandernagor, relative aux incidences financières du voyage du Chef de l'Etat en Amérique latine [30 octobre 1964] (p. 4328).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement des questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Ses observations sur l'intervention de M. Pompidou; recul permanent de la part du Gouvernement français dans l'application des accords d'Evian; déclaration gouvernementale relative aux accords sur*

*le « cessez-le-feu » et à l'indépendance; coopération entre la France et l'Algérie; ses observations sur le problème du pétrole; accord relatif à la base de Reggane* [14 octobre 1965] (p. 3675 à 3677); *emploi de moyens de pression dans le domaine de la coopération franco-algérienne* (p. 3684);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Opposition du groupe socialiste au projet; œuvre réalisée par l'ensemble des communes de France; ses observations sur les gestions communales; cas de la région lilloise; solidarité entre les communes; existence, dans la région lilloise de quatre zones de salaires et de cinq zones pour les prestations familiales; syndicats de communes; création du syndicat intercommunal de distribution d'eau du Nord; rôle de la société d'études du marché d'intérêt national; cas de Roubaix et de Tourcoing; franchises communales; projet de loi portant atteinte aux attributions essentielles des conseils municipaux et à la démocratie* [7 octobre 1966] (p. 3234 à 3237); en deuxième lecture : *Ses observations sur les délibérations du Sénat; institution des communautés urbaines par voie législative; transferts des compétences; composition du conseil de communauté; dispositions financières; possibilité d'octroyer une subvention aux communes; constitution de métropoles; cas de Lille; situation des communes de la rive droite de la Deûle; problèmes des petites communes; cas des personnels de l'agence d'urbanisme de la métropole lilloise; répercussions financières du texte; syndicats intercommunaux de la région de Lille-Roubaix-Tourcoing* [17 novembre 1966] (p. 4632, 4633); Art. 6 : *Vote du groupe socialiste* (p. 4644); Art. 17 : *Problème des parts de marais* (p. 4651).

**NUNCESSER, (M. Roland)**, Député de la Seine, 47<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

Secrétaire d'Etat au Logement.  
(3<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 8 janvier 1966 au 1<sup>er</sup> avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964] (p. 1949);

— pour représenter l'Assemblée Nationale auprès du Ministre chargé de l'Information (O.R.T.F.) [26 novembre 1964] (p. 5676);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5752);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808);

— Secrétaire d'Etat au Logement (3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J.O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 8 février 1966, de son mandat de député (*J.O.* du 10 février 1966, p. 1162).

Ses fonctions de Secrétaire d'Etat au Logement cessent le 1<sup>er</sup> avril 1967 (*J.O.* du 1<sup>er</sup> avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou.)

**Dépôts :**

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22). Services du Premier Ministre : Section I. — Services généraux et recherche scientifique; Section III. — Journaux officiels; Section IV. — Secrétariat général de la défense nationale; Section V. — Service de documentation extérieure et de contre-espionnage;

Section VI. — Groupement des contrôles radio-électriques; Section VII. — Conseil économique et social, n° 25 (annexe n° 18) [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22). Annexe n° 20 : Services du Premier Ministre : Section II. — Information, n° 25 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22). Annexe n° 36 : Radiodiffusion-télévision française, n° 25 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549). Annexe n° 17 : Services du Premier Ministre : Section I. — Services généraux et recherche scientifique; Section III. — Journaux officiels; Section IV. — Secrétariat général de la Défense nationale; Section V. — Service de documentation extérieure et de contre-espionnage; Section VI. — Groupement des contrôles radio-électriques; Section VII. — Conseil économique et social. Annexe n° 19 : Services du Premier Ministre : II. — Information. Annexe n° 36 : Radiodiffusion-télévision française, n° 568 [9 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 853) portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française n° 902 [20 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087). Annexe n° 18 : Services du Premier Ministre : Section I. — Services généraux et recherche scientifique; Section III. — Journaux officiels; Section IV. — Secrétariat général de la défense nationale; Section V. — Service de documentation extérieure et de contre-espionnage; Section VI. — Groupements des contrôles radio-électriques; Section VII. — Conseil économique et social. Annexe n° 20 : Services du Premier Ministre : II. — Information. Annexe n° 35 : Office de radiodiffusion-télévision française, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan,

sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1377). Annexe n° 17 : Services du Premier Ministre : Section I. — Services généraux et recherche scientifique; Section III. — Journaux officiels; Section IV. — Secrétariat général de la défense nationale; Section V. — Service de documentation extérieure et de contre-espionnage; Section VI. — Groupement des contrôles radio-électriques; Section VII. — Conseil économique et social. Annexe n° 19 : II. — Information. Annexe n° 34 : Office de radiodiffusion-télévision française, n° 1588 [2 octobre 1965].

### Interventions :

#### En qualité de député :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, en qualité de *Rapporteur spécial* : après l'Art. 9 : *Problème financier que pose la R.T.F. ; son déséquilibre budgétaire ; augmentation des dépenses d'exploitation ; adjonction de crédits nouveaux pour la mise en route de la deuxième chaîne ; problèmes de fonctionnement de la R.T.F. ; application du statut du personnel ; nécessité de procéder à une réforme d'ensemble ; différentes revendications catégorielles et leurs conséquences sur le fonctionnement des programmes ; absence d'un règlement financier et comptable ; nécessité de procéder non pas à un contrôle préalable, mais à un contrôle a posteriori des opérations financières ; problèmes en matière d'équipement ; développement de la chaîne de modulation de fréquence ; retard apporté en matière de régionalisation ; lenteur de la progression de la télévision vers les zones montagneuses ; absence de décisions en matière de télévision en couleur ; problème de la deuxième chaîne ; son financement ; situation budgétaire de la R.T.F. en 1963 ; utilisation du fonds de réserve ; nécessité d'opérer des économies à terme ; lutte contre la fraude en matière de redevances radiophoniques ; ajustement nécessaire des prestations perçues pour services rendus ; nécessité de ne procéder à aucune augmentation de la redevance radiophonique ; problème de la publicité ; caractère souhaitable d'un emprunt ; la nécessité de procéder à une réforme d'ensemble de la R.T.F.* [18 décembre 1962] (p. 125 à 127) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION, en qualité de Rap-

*porteur spécial : Modicité des crédits accordés au titre III ; absence en France d'un organisme de coordination des relations publiques du Gouvernement ; discussion des crédits concernant la R.T.F. dans la première partie de la loi de finances ; relèvement général des tarifs de l'agence France-Presse ; dotation supplémentaire affectée au fonds culturel ; remise en ordre de la S.O.F.I.R.A.D. ; rapports de celle-ci avec Image et Son et Radio-Monte-Carlo et la Radio-Vallée d'Andorre ; activité de la Société nationale des entreprises de presse [10 janvier 1963] (p. 538) ; après l'Art. 57 : Son amendement (Retraite anticipée pour les fonctionnaires de la R.T.F.) ; délai accordé aux fonctionnaires de la R.T.F. pour présenter leur demande de mise à la retraite anticipée (p. 548) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de Rapporteur spécial : Augmentation des dépenses en matière de recherches spatiales ; diminution des interventions publiques afférentes à la promotion sociale ; différentes séries d'augmentations relatives aux dépenses de fonctionnement (services généraux, documentation, école nationale d'administration, institut des hautes études d'outre-mer, délégation générale à la recherche scientifique et technique, délégation générale à la promotion sociale, personnel du Centre national d'études spéciales) ; diminution des crédits de fonctionnement relatifs au secrétaire général de la Défense nationale ; développement de la recherche scientifique et technique ; problèmes relatifs à la recherche spatiale ; projets français pour 1963 ; fusées-sondes ; contribution française à l'effort européen ; création d'un champ de tir spatial [10 janvier 1963] (p. 549 à 551) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Crédits relatifs au barrage de la Marne ; financement du métro express régional ; participation du district ; charge de la taxe d'équipement pour les contribuables de la région parisienne ; augmentation souhaitable des crédits pour les ports de plaisance ; développement du sport et du tourisme nautique [15 janvier 1963] (p. 850, 851).*

Pose à M. le Ministre de l'Information une question orale avec débat relative au statut de la R.T.F. : *Les problèmes administratifs et financiers de la R.T.F. ; l'adaptation de cet établissement à sa vocation moderne ; le cloisonnement des services ; la survivance du contrôle financier préalable ; la nécessité de repenser les structures de l'établissement ; l'éparpillement des services parisiens ; le développement souhaitable*

de la régionalisation; l'absence de toute notion de prix de revient de la R.T.F., la situation financière de plus en plus délicate de la R.T.F.; le financement du programme d'équipement par les autorisations d'emprunt [14 juin 1963] (p. 3414 à 3416).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, une question orale, sans débat, relative à l'équipement sportif: *Les crédits prévus pour l'équipement scolaire et universitaire; le problème de la consommation des crédits; l'opportunité d'une certaine rationalisation des méthodes; les prévisions des grands objectifs; la seconde loi-programme, l'accroissement des besoins en espaces verts des villes; l'utilisation des maisons de jeunes et de la culture; le problème du stade olympique de 100.000 places* [18 juillet 1963] (p. 4290, 4291).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur spécial: Promotion sociale; recherche scientifique; recherche spatiale* [30 octobre 1963] (p. 6014, 6015, 6016); INFORMATION, en qualité de *Rapporteur spécial: Insuffisance des crédits de fonctionnement; budget de subventions et de concours; problèmes posés par Radio-Monte-Carlo et par l'émetteur des vallées d'Andorre; activités de la S.N.E.P., de la S.N.I.P. filiale de la S.N.E.P., de l'agence France-Presse* (p. 6023); EDUCATION NATIONALE: *Incidences sur les collectivités locales du décret du 27 novembre 1962 relatif aux constructions scolaires; problèmes particuliers de la banlieue Est de Paris* [6 novembre 1963] (p. 6602); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de *Rapporteur spécial: Gravité de la crise financière subie par la R.T.F.; causes du déficit; autorisation d'un emprunt; amortissement; plan rationnel d'équipement; réforme des structures et des méthodes; reclassement du personnel; séparation progressive de la radio et de la télévision; regroupement des chaînes de radiodiffusion; développement de la régionalisation; nécessité de mettre en place un nouveau plan comptable et un système de comptabilité analytique* [7 novembre 1963] (p. 6699, 6700, 6701); *utilité de réformer l'administration de la R.T.F.; politique financière à suivre à la R.T.F.; adoption de la ligne 123 de l'état des taxes parafiscales autorisant la perception par droit d'usage des appareils de radiodiffusion et de télévision* (p. 6715).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire: *Querelle entre Paris et la province; valorisation réciproque; vie aux régions sous-développées; organisation trop rapide; région parisienne sous-développée à bien des égards; crise de logement effroyable; système de transports de moins en moins satisfaisant; voirie vétuste; équipement hospitalier insuffisant; équipement administratif scolaire; rôle du district; conseil d'administration du district examinant un plan quadriennal d'urgence; recours à des moyens de financement exceptionnels; décentralisation ne devant pas se faire contre Paris; enrichir la province sans mutiler Paris; taxation de toute extension de locaux industriels et commerciaux; comparaisons entre Paris, Grenoble, Besançon et Caen* [27 novembre 1963] (p. 7488 à 7490); *expansion démographique et économique de la France; renoncer à des conceptions malthusiennes; mouvement général d'urbanisation; développement raisonnable de Paris* (p. 7491).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, en qualité de *Rapporteur pour avis: Accord général sur la nécessité d'une remise en ordre de la R.T.F.; caractère insuffisant du projet; statut toujours promis sans cesse différé; réformes fondamentales pour le fonctionnement de la R.T.F.; ne pas se contenter de rénover la façade, reconstruire toute la maison; structures et méthodes de la R.T.F.; radio étant une dépendance des P.T.T.; besoins du public; carcan administratif; cloisonnement des services et des directions; spécialisation abusive des membres du personnel; conséquences financières relevées par la Cour des comptes; fonctionnement défectueux de la R.T.F.; conscience et dévouement des collaborateurs; importance des effectifs du personnel, sa répartition; modifications du statut actuel; donner davantage de souplesse à la R.T.F.; affecter les agents à différentes tâches; renaissance de l'esprit d'équipe étant nécessaire; suppression du contrôle préalable; dispositions de l'article 7 relatif au contrôle financier; assouplissement apporté au régime en vigueur; suppression de l'obligation du visa préalable; rétablir le sens des responsabilités; contrôle a posteriori; application souhaitable d'une comptabilité analytique; prix de revient*

des émissions; politique d'investissements; redressement de la R.T.F.; nécessité de donner au directeur général une stabilité dans ses fonctions; durée de cinq ans souhaitable [26 mai 1964] (p. 1383 à 1386); personnel fantôme; rapport sur la R.T.F. en 1959; inventaire des collaborateurs de la R.T.F. régulièrement rémunérés par celle-ci; estimation de 7.000 agents, effectif réel de 9.297 agents, 200 agents non recensés officiellement par la R.T.F. avant l'opération vérité [27 mai 1964] (p. 1418); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à compléter l'article premier par un nouvel alinéa: « Désignation de l'Office se faisant en abrégé par le sigle R.T.F. » [28 mai 1964] (p. 1466); problème des économies; dépenses entraînées par le changement de sigle; cas du changement d'appellation du Ministère des P.T.T. (p. 1466); Art. 2: Son amendement tendant à compléter l'article 2 par le membre de phrase suivant: « Qui s'assure du respect du monopole d'émission, veille à l'observation des obligations générales découlant du caractère de service public de l'Office et contrôle l'utilisation que celui-ci fait de ses ressources » (p. 1469); modalités essentielles de l'exercice de la tutelle; respect du monopole d'émissions; observation des obligations générales découlant du caractère de service public; contrôle de l'utilisation des ressources de l'établissement (p. 1469); Art. 5: Son amendement tendant à compléter l'article 5 par un nouvel alinéa: « Diffusion ou télévision des débats des Assemblées parlementaires ne pouvant s'effectuer que sous l'autorité du bureau de chacune des Assemblées » (p. 1496); Art. 6: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 6: « Il est assisté de deux directeurs généraux adjoints nommés dans les mêmes conditions, chargés, l'un de la radiodiffusion, l'autre de la télévision » (p. 1501); objet de son amendement relevant du domaine réglementaire (p. 1501); Art. 7: Son amendement tendant à compléter l'article 7 par la phrase suivante: « Ce contrôle sera fondé notamment sur une comptabilité analytique qui devra être mise au point au sein de l'établissement dans un délai maximum d'un an à dater de la promulgation de la présente loi » (p. 1501); périodicité trimestrielle pour les réunions du comité; « Comité parlementaire de surveillance » (p. 1502); modalités du contrôle des dépenses de l'O.R.T.F. (p. 1502); après l'Art. 7: Son amendement tendant à

insérer un nouvel article « Obligation pour le ministre chargé de l'information de réunir un comité parlementaire de surveillance, sa composition (p. 1502); clarté du débat (p. 1502); Art. 8: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin de l'article 8: « Des articles 2, 3, 4, 6 et 7 de la présente loi » (p. 1504); Articles additionnels: Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant: « Les personnels fonctionnaires qui n'avaient pas exercé leur droit d'option dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959 pourront à nouveau l'exercer dans le délai de six mois à partir de la promulgation de la présente loi » (p. 1505); problème de la mise à la retraite anticipée d'un certain nombre de fonctionnaires (p. 1505); son amendement tendant à introduire un article additionnel: « Projet de loi codifiant dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi les textes concernant l'O.R.T.F. » (p. 1505, 1506);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne: Histoire de la région de Paris; son sous-équipement; district faisant face à sa mission; remédier à la sous-administration de la région parisienne; mécanismes administratifs; nécessités de la vie moderne; entité régionale; répartition des tâches entre le district et les nouveaux départements; Paris continuant à se dépeupler au profit de la banlieue; Paris constituant une collectivité à statut particulier; projet ne portant nulle atteinte aux libertés locales; laisser aux communes toute liberté d'action; conseil d'administration du district; son impartialité; projet permettant à Paris de jouer pleinement son rôle de capitale [12 juin 1964] (p. 1874 à 1876); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à substituer aux mots « des Hauts-de-Seine, de la Plaine-Saint-Denis, de Seine-et-Bièvre » les mots « de Seine-Occidentale, de Seine-Nord-Est, de Seine-Sud-Est » (p. 1877); remédier à certains inconvénients découlant des dénominations proposées pour le nouveau département; originalité; ne pas aller à l'encontre de la tradition; Plaine-Saint-Denis ne correspondant qu'à un site local très limité (p. 1877); son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « Seine-et-Bièvre » les mots « Val-de-Marne »; passage « elandestin » de la Bièvre à travers ce secteur et son aboutissement dans la Seine (p. 1878); appellation « Val-de-Marne » (p. 1879); Art. 32:

*Son amendement tendant, dans l'article 32, après les mots « de l'agglomération parisienne » à insérer les mots « et des autres communes qui, situées dans la région parisienne, comportent des résidences secondaires à raison de plus de 20 % du nombre des habitations existantes » (p. 1900); notion d'agglomération de la région parisienne; péréquation entre les communes du district de Paris; budget des petites communes rurales; budget des communes-dortoirs; taxation des résidences secondaires (p. 1901); difficultés de l'établissement de la proportion des résidences secondaires par rapport à l'ensemble des habitations; liste des communes faisant l'objet de la péréquation fixée par décret du Ministre des Finances et du Ministre de l'Intérieur (p. 1904); Art. 35: Faire une étude sur les ressources et les dépenses des trois futurs départements suburbains (p. 1907); après l'Art. 35: Son amendement tendant à insérer le chapitre III avec un nouvel intitulé: « Dispositions relatives au district de la région de Paris » (p. 1907); Art. 36: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 36 (Priorité de l'affectation des ressources fiscales du district) (p. 1910); dispositions de la loi du 2 août 1961; vocation du district d'étudier les problèmes ressortissant à l'aménagement et à l'équipement de la région de Paris (p. 1910); impossibilité pour la loi de finances de donner un caractère prioritaire aux travaux d'intérêt général qu'après plusieurs délibérations du conseil du district (p. 1911); ses observations sur l'amendement déposé par le Gouvernement (p. 1912); problème des deux délibérations préalables du conseil du district; possibilité de demander au Parlement de trancher le conflit par le biais de la loi de finances (p. 1912);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE: *Insuffisance de l'équipement téléphonique en quantité et en qualité, notamment dans la région parisienne; palliatifs du genre de l'abonnement résidentiel; réforme de la tarification téléphonique; adaptation des télécommunications aux nécessités du monde moderne en raison de l'expansion économique et de la déconcentration; district de Paris proposant de consentir à des avances sur ses fonds disponibles pour accélérer l'équipement de la région parisienne; nécessité de réaliser des progrès [21 octobre 1964] (p. 3536, 3537); SERVICES DU*

*PREMIER MINISTRE (INFORMATION), en qualité de Rapporteur spécial: Crédits inscrits pour le Fonds culturel; Ministère de l'Information n'étant pas devenu le véritable service des relations publiques de la Maison de France; activités de la S.O.F.I.R.A.D.; opérations de liquidation de la S.N.E.P.; Maison de la Radio; O.R.T.F. devant recourir en 1965 à des avances du Trésor pour assurer son fonctionnement; efforts de remise en ordre; volonté de lutter contre le gaspillage; établissement d'une comptabilité analytique; son opposition au relèvement du taux de la redevance; possibilité de lancement d'emprunts; son désir de connaître les intentions du Gouvernement sur l'introduction de la publicité à l'O.R.T.F. [8 novembre 1964] (p. 5096, 5100); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SECTIONS I, III A VII, en qualité de Rapporteur spécial: Diversité des services réunis sous l'autorité du Premier Ministre; intérêt des activités menées par la délégation générale à la promotion sociale; bilan de ses activités; réalisation du Centre national d'études spatiales; efforts entrepris par la France dans le domaine de la recherche spatiale [9 novembre 1964] (p. 5158 à 5160); CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, Article additionnel: Ses observations sur l'amendement de M. Voisin (p. 5171).*

Modification de l'ordre du jour: *Date de la discussion du budget de l'Information et de l'O.R.T.F. [3 novembre 1964] (p. 4443).*

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan: *Recherche scientifique; priorité accordée à la recherche; recherche, dite de développement; déficit de la balance des brevets et licences; effort d'équipement pour faire face au phénomène d'urbanisation; cas de la région parisienne; densification des banlieues; mettre au point les plans de développement des villes [26 novembre 1964] (p. 5639 à 5642).*

Pose à M. le Premier Ministre une question orale, avec débat, relative à l'aménagement de la région parisienne: *Développement régional; politique d'acquisition foncière par le Gouvernement, instrument de lutte contre la spéculation; nécessité de fixer les modalités de l'extension de l'agglomération de la région parisienne jusqu'à la fin du siècle; application du schéma directeur à l'ensemble des trois départements du district; principe de la*



déconcentration des équipements (hospitaliers, scolaires, commerciaux, administratifs et industriels); aménagement de la déconcentration de l'habitat; nécessité de créer dans la banlieue un réseau moderne de transports en commun et une bonne infrastructure routière [18 juin 1965] (p. 2241 à 2244).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : Développement de la navigation touristique; fabrication, en grande série, de certains modèles de bateaux; essor du tourisme et des ports nautiques; insuffisance des équipements nautiques; problèmes administratifs; travaux d'aménagement des ports de plaisance; nécessité de créer plusieurs ports fluviaux assurant une liaison entre les différents littoraux; équipement des plans d'eau naturels ou artificiels; nécessité de prévoir en Corse un ou plusieurs ensembles touristiques et sportifs; domaine de la navigation touristique et sportive; taxe sur les moteurs; réforme de la fiscalité nautique [11 octobre 1965] (p. 3495, 3496); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION, en qualité de Rapporteur spécial: Budget du Ministère de l'information; situation financière de l'O.R.T.F., service de relations publiques; remise en ordre des publications administratives de l'Etat; interventions publiques en faveur de la presse; fonds culturel; transport par avion de la presse française vers le Canada; cas de la Sofrad; participation de la Sofrad à la Société Europe-Images et Sons; utilisation de l'onde longue sur le plan intérieur; radio des vallées d'Andorre; problèmes de la Société nationale des entreprises de presse et de sa filiale, la Société nationale des entreprises d'imprimerie; déficit de l'O.R.T.F.; maison de la Radio; réformes internes entreprises par la direction générale; coordination et harmonisation des programmes; achèvement de la couverture du pays par la première chaîne de télévision; achèvement du réseau de modulation de fréquence et modernisation du matériel de radiodiffusion; mise en œuvre de la deuxième tranche d'équipement de la deuxième chaîne de télévision; construction de la cité de la télévision et des maisons de la radio et de la télévision en province; équipements de télévision dans les T.O.M. et les D.O.M.; amélioration des programmes; problème des redevances; lenteurs

apportées à l'extension de la première chaîne; recouvrement de la redevance; cas des économiquement faibles; ses observations sur les services rendus par l'O.R.T.F.; problème d'un éventuel emprunt; introduction de la publicité à l'O.R.T.F.; situation financière de l'établissement [14 octobre 1965] (p. 3690 à 3693); EDUCATION NATIONALE : Problème de la jeunesse et des sports; démarrage de la seconde loi de programme d'équipement sportif; ampleur des besoins; diminution du temps de travail hebdomadaire; généralisation probable de la journée de travail continue; importance des loisirs; comportement des citoyens; équipement de bases de plein air de caractère régional; organisation des centres de plein air; hippodrome du Tremblay; conseil national de la navigation de plaisance et des sports de l'eau; plans d'eau naturels ou artificiels; utilisation de l'équipement hôtelier de certaines régions maritimes [19 octobre 1965] (p. 3856, 3857); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de Rapporteur spécial: Dépenses en capital; dotation accordée au Centre national d'études spatiales; majoration des crédits du service de documentation extérieure et du contre-espionnage; direction de la documentation et de la diffusion; subvention à l'Ecole nationale d'administration; Institut des hautes études d'outre-mer; Haut-Comité de la jeunesse; délégation à la recherche scientifique et technique; Centre national d'études spatiales; dotations au Conseil économique et social; budget du S.D.E.C.E.; loi du 31 juillet 1959 instituant la charge de la promotion sociale en France; problème du recyclage des cadres d'âge moyen; promotion sociale; télé-enseignement; recherche scientifique et technique; autorisations de programme; Fonds de recherche scientifique et technique; centres spécialisés dans les recherches sur le cancer et la leucémie; évolution des techniques industrielles; nécessité de combler le fossé existant entre la théorie et la pratique; concurrence internationale; problème de la balance des brevets; contrats de recherche-développement; résultats obtenus depuis la création du C.N.E.S.; place de la France dans les nations spatiales du monde; lancement du D1 et du FR1; participation française au programme des organisations européennes de recherches spatiales [26 octobre 1965] (p. 4102 à 4105);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social :

*Stimulation de l'épargne; marché boursier; problème de l'autofinancement; crise actuelle de la bourse; stabilité monétaire; développement du marché des valeurs à revenu fixe; suppression de la taxe complémentaire sur le revenu des valeurs mobilières; rentabilité des titres; distribution d'actions aux salariés* [5 novembre 1965] (p. 4541 à 4543).

**En qualité de Secrétaire d'Etat au logement :**

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles : » *Importance du problème; cas des départements d'outre-mer; programme triennal de 15.000 logements; augmentation de la population des bidonvilles; Fonds d'action social; transfert des familles; gestion des équipements socio-culturels* [14 juin 1966] (p. 2007, 2008); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Desouches* (p. 2011); *Gouvernement rejetant l'amendement de M. Pasquini* (p. 2012); Art. 4 : *Ne pas exclure les sociétés d'économie mixte des opérations réalisées pour la résorption des bidonvilles; rôle de la S.O.N.A.C.O. T.R.A.* (p. 2012); *son amendement tendant dans l'amendement de M. Desouches, après les mots « aux organismes publics d'H.L.M. départementaux ou communaux à insérer les mots « ou à une société d'économie mixte »* (p. 2012); *taux des loyers dans les constructions édifiées par des sociétés d'économie mixte* (p. 2013); Art. 6 : *Nécessité d'accélérer les procédures* (p. 2013); après l'Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Desouches* (p. 2014); En seconde délibération, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article premier-I de la loi du 14 décembre 1964 à supprimer les mots « se rattachant à cette construction »* (p. 2014); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du texte proposé pour l'article 3-I : « Les terrains expropriés ne peuvent être cédés qu'à un organisme d'H.L.M. ou à une société d'économie mixte aux fins d'être utilisés »* (p. 2014); *bénéfice de l'expropriation* (p. 2015); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Relogement temporaire des intéressés)* (p. 2015);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la répression des infractions en matière de permis de construire : *Suppression du contrôle a priori; projet de réforme du permis de construire* [14 juin 1966] (p. 2016); Art. 6 : *Ses observations sur les amendements de M. Peretti* (p. 2016); Art. 7 : *Montant du plancher de l'astreinte* (p. 2017).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives aux logements sociaux : *Effort de rationalisation; accélération des procédures de notification des programmes; logement de personnes âgées; construction de logements-foyers; réforme de l'emploi de la cotisation patronale de 1 %; situation difficile des sociétés d'économie mixte; mesures tendant à la relance de l'activité des sociétés immobilières d'investissement; simplification des contrôles des normes de construction; révision des contrats de vente; développement de l'industrialisation; aide aux jeunes ménages; révision des tarifs des loyers; réadaptation de l'allocation-logement* [15 juin 1966] (p. 2058 à 2061); *avantages de la procédure des prêts différés; convention Banque de France|Crédit foncier; bail à la construction; problème des personnes âgées; construction des H.L.M. dans les zones de rénovation urbaine; réforme de l'emploi de la contribution patronale de 1 %; logements locatifs H.L.M. en Meurthe-et-Moselle; textes d'application des lois sur les ventes d'H.L.M.* (p. 2066, 2067);

Répond aux questions orales relatives à la politique du logement : *Prochaine parution de l'arrêté rétablissant les avances de démarrage; tranche spéciale des H.L.M. destinée aux jeunes ménages et aux personnes âgées; politique menée en faveur de la maison individuelle; affaire Darrasse; problème du logement dans le Nord et le Pas-de-Calais; prêts différés; ventes immobilières à tempérament; problème des sociétés d'économie mixte; critères généraux de répartition des crédits* [15 juin 1966] (p. 2082, 2083).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur deux propositions de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues et de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> dé-

cembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, Art. 3 : *Gouvernement s'opposant à l'amendement de M. Trémollières* [24 juin 1966] (p. 2342); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bas* (p. 2343); *problème de la libération des loyers dans les quatre départements d'outre-mer* (p. 2344, 2345); Article additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. Sablé* (p. 2346); *problème de la libération des loyers dans certaines communes* (p. 2346);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Politique du logement; problème de l'unité du marché; hausse des loyers des logements anciens; résorption des bidonvilles; réforme du permis de construire; relogement des personnes âgées; ses observations sur les H.L.M.; caisse des prêts aux H.L.M.; cas des personnes âgées; primes convertibles; primes non convertibles; prêts familiaux; possibilité de commencer les travaux de construction avant la notification de l'octroi des primes; ses observations sur les coopératives d'H.L.M.; aménagement du système de location-vente; transformation éventuelle en H.L.M. des I.L.N.; cotisation patronale de 1 %; vente des H.L.M.; crise du bâtiment; spéculation foncière; développement des pratiques d'opérations jumelées de crédit différé avec crédits d'anticipation; amélioration des conditions de l'habitat; système d'épargne-logement; marché hypothécaire; crédits privés à la construction; réforme de l'allocation-logement; ses observations sur les programmes pluriannuels de logements; centre scientifique et technique du bâtiment; développement de la normalisation; loyers des habitats anciens; construction de maisons familiales* [8 novembre 1966] (p. 4403 à 4407); *situation du secteur H.L.M.; logement social; accession à la propriété; ses observations sur le fichier central des mal logés du département de la Seine; caisse de financement des H.L.M.; son taux d'intérêt; résorption à Maubeuge des baraquements de la guerre 1939-1945; problèmes des bidonvilles; plan de l'urbanisme;*

*situation des travailleurs migrants dans les zones d'aménagement concerté des grandes agglomérations; fonds d'action sociale; cas des personnes âgées; financement de l'acquisition des terrains par l'office d'H.L.M. de Lunéville; occupation d'H.L.M. par des locataires dont les ressources sont supérieures au plafond fixé par les textes réglementant l'occupation des appartements de ce type; sociétés de crédit immobilier; répartition des contingents d'H.L.M. entre le secteur rural et les zones d'urbanisme concerté; problème posé aux départements ruraux par l'important déficit des primes sans prêt; mise en place de circuits de financement nouveaux; intervention des caisses de crédit agricole; réforme de la contribution patronale de 1 %; prime pour l'amélioration de l'habitat rural; problème de la construction H.L.M. et du secteur aidé dans les départements d'outre-mer; industrie du bâtiment; nombre des permis de construire; ses observations sur les logements invendus; épargne-logement; marché hypothécaire; problème du crédit; réforme de l'allocation-logement; problème des charges foncières; importance des maisons individuelles; rôle des sociétés de construction; situation de l'habitat ancien; action des mouvements de propagande et d'action contre les taudis* (p. 4453 à 4456).

Répond aux questions orales, sans débat, de MM. Barniaudy et Borocco relatives à la sécurité de la circulation [2 décembre 1966] (p. 5206, 5207, 5209).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction : *Ses observations sur les règlements de copropriété; coût des nouvelles garanties; problème des charges annexes; cas de la vente à terme; cas de la vente en l'état futur d'achèvement; effets des garanties sur la construction privée* [14 décembre 1966] (p. 5539).

## O

**ODRU (M. Louis)**, *Député de la Seine, 45<sup>e</sup> circonscription (C.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172);

— membre de la Commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des principales entreprises de l'industrie électronique française, n° 784 [19 décembre 1963].

Sa proposition de loi portant amnistie à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, n° 1287 [18 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à l'amélioration des conditions de vie et de séjour des gitans et des tziganes nomades en France, n° 2326 [21 décembre 1966].

#### Interventions :

Suppléant M. Waldeck Rochet, pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à la fermeture d'une entreprise de La Courneuve [10 janvier 1963] (p. 2848, 2849).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problème de la circulation automobile; création éventuelle d'une taxe de stationnement; charges pesant sur l'automobiliste; utilisation du Fonds spécial d'investissement routier; développement souhaitable; amélioration des transports en commun* [15 janvier 1963] (p. 841); EDUCATION NATIONALE, titre IV : *Amendement de M. Fanton (Réduction de la subvention accordée à la Ligue de l'Enseignement); activité de la Ligue de l'Enseignement; position prise par le Président de la République lors du dernier référendum* [19 janvier 1963] (p. 1272); COOPÉRATION; *Emancipation progressive des pays africains; fondements d'une véritable politique de coopération événements du Togo et la position adoptée: par les étudiants togolais en France; événements du Cameroun; rôle joué dans le Congo ex-belge par les « affreux »; départ de ceux-ci pour l'Angola* [21 janvier 1963] (p. 1360).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'éducation

nationale : *Problèmes de l'éducation physique et sportive; crédits affectés à cet usage; différentes résolutions votées par les maires; offices municipaux d'éducation physique au sujet de la loi-programme sur l'enseignement sportif; formation de cadres d'éducation physique* [20 juin 1963] (p. 3627, 3628).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 13 : *Amendement de M. Debré (Fonctionnement du fonds d'action monétaire et sociale des caisses de Sécurité sociale dans les D.O.M.); assujettissement aux représentants locaux du pouvoir des caisses de Sécurité sociale dans les D.O.M.; fonctionnement du comité de gestion spécial prévu par le présent amendement* [19 juillet 1963] (p. 4361);

— des conclusions du rapport de la Commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre M. Schmittlein : *Objet du débat; durée de la suspension des poursuites; incidences politiques* [26 juillet 1963] (p. 4579, 4580).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Thèse du parti communiste en face des accords d'Evian; problème de l'aide; avenir économique de l'Algérie; règlement du conflit algéro-marocain* [28 octobre 1963] (p. 5749, 5750); COOPÉRATION : *Présence des troupes françaises en Afrique; expérience atomique; aide financière et technique aux peuples africains et malgache* [28 octobre 1963] (p. 5768); *ses observations sur le vote du groupe communiste* [29 octobre 1963] (p. 5849);

— du projet de loi autorisant : 1° la ratification de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du protocole relatif aux importations de café vert dans les pays du Benelux; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, ses explications de vote : *Inquiétude du groupe communiste devant le développement d'un néo-colonialisme européen; ne pas paralyser la volonté d'émancipation des peuples noirs* [4 décembre 1963] (p. 7628);

— du projet de loi autorisant la ratification de divers accords et conventions signés le 10 juillet 1963 entre la République française et la République togolaise, ses explications de vote : *Ne pas porter atteinte à la souveraineté du peuple togolais; avis défavorable à la ratification des accords* [4 décembre 1963] (p. 7635).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère : *Accord récemment intervenu entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis en matière nucléaire; initiatives favorables au désarmement et à la paix; critique du tableau de la situation internationale brossé par le chef de l'Etat dans sa dernière allocution; épouvantail soviétique; force de frappe; désert radioactif; indépendance nationale; poids de la Bundeswehr; existence de la République de Chine; ne pas nier la République démocratique allemande; militarisme allemand; problème du Sud-Ouest asiatique; condamner tout recours aux armes; menaces américaines contre le Laos, le Cambodge et le Vietnam; accords de Genève; reconnaissance officielle de la République démocratique du Vietnam; rétablissement de la neutralité du Laos; maintien de la neutralité du Cambodge; neutralisation du Sud-Vietnam; politique active de désarmement; coexistence pacifique; amitié avec tous les peuples* [28 avril 1964] (p. 974 à 976).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 22 : *Etatisation de certaines catégories de personnels de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police; conditions de cette étatisation; opinion du conseil général de la Seine; inquiétude des personnels; ne pas porter atteinte aux droits acquis par ces personnels; harmonisation des droits acquis et justement conservés* [12 juin 1964] (p. 1917, 1918); Art. 27 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article; dispositions concernant les sanctions disciplinaires prévues dans le cadre du statut général des fonctionnaires; caractère exorbitant du droit commun de conférer aux préfets de Paris et aux préfets des autres départements intéressés un pouvoir disciplinaire* (p. 1918);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord et des deux protocoles portant création d'un centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes, signés le 21 mai 1962 par les représentants des

Gouvernements de l'Espagne, de la République française, du Royaume de Grèce, de la République italienne, de la République portugaise, de la République de Turquie et de la République populaire fédérative de Yougoslavie : *Portugal étant promu au rang des pays méditerranéens ; absences des pays de l'Afrique du Nord, ces pays étant des pays authentiquement méditerranéens ; opposition du groupé communiste au projet* [25 juin 1964] (p. 2191) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, COOPÉRATION : Gouvernement utilisant les crédits de la coopération à d'autres fins ; problème du néo-colonialisme ; groupe communiste préconisant une politique de coopération ; abstention de ce groupe dans le vote final [22 octobre 1964] (p. 3685, 3686) ; abstention du groupe communiste (p. 3694) ; EDUCATION NATIONALE : *Situation des communes de la Seine en expansion démographique ; décrets de 1962 et 1963 ; participation forfaitaire de l'Etat par les subventions ; hausse des prix ; situation des finances locales ; mode de financement des établissements de tous ordres de l'enseignement public ; importance pour l'Etat de remplir ses devoirs devant l'école de la Nation* [29 octobre 1964] (p. 4155) ; *première loi de programme prévoyant une subvention de 50 % de la dépense subventionnable* [30 octobre 1964] (p. 4304) ; AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Abattement important de 300 millions de francs opéré sur l'aide française à l'Algérie, essentiellement sur les crédits dits « d'aide libre » ; groupe communiste désapprouvant une telle réduction de crédits ; orientation socialiste de ce pays ; véritable coopération des intéressés devant être réalisée ; progrès accomplis par l'Algérie sur le plan économique et politique ; situation des travailleurs algériens en France ; coopération loyale* [7 novembre 1964] (p. 4974, 4975) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Gravité du sous-équipement de la région parisienne ; construction massive de logements sociaux ; transformation de la R.A.T.P. en un véritable service public ; aide aux personnes victimes d'expropriation* [26 novembre 1964] (p. 5662, 5663) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 38 : *Ses observations sur les paroles de M. Foyer* [8 décembre 1964] (p. 5918) ; TITRE IV. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES :

*Sa question de savoir si le Gouvernement a l'intention d'aider militairement le Gouvernement de M. Tschombé* (p. 5923) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Groupe communiste ayant mis en garde l'Assemblée contre le vote des articles 6 et 7 ; intérêt des locataires ; opposition du groupe communiste au nouvel article 6* [17 décembre 1964] (p. 6204).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, avec débat, relative à la propagande lors des élections municipales : *Multiples procédés illégaux utilisés par le Gouvernement et majorité pour influencer les électeurs ; emploi de l'ordinateur de Gaz de France à Clichy et accès au fichier électronique électoral de la capitale ; mandats charitables de « l'épouse du député » ; sollicitations adressées à des industriels de Montreuil en faveur d'un périodique local* [30 avril 1965] (p. 1044, 1045).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale, sans débat, relative à l'hôpital intercommunal de Montreuil [14 mai 1965] (p. 1345, 1351, 1352).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *52 % des écoliers de la Seine étant des attardés ; situation dans le département de la Seine ; problème des collectivités locales ; importance des équipements scolaires dans la dette communale ; protestations des municipalités de la Seine ; dettes de l'Etat envers les communes ; réforme de l'enseignement prévue par Langevin et Wallon* [18 mai 1965] (p. 1380, 1381).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Ses observations sur le parc départemental des sports de Choisy-le-Roi ; situation des communes de la région parisienne ; revalorisation de la dépense subventionnable étant indispensable ; indication des établissements prêteurs pour les communes ; problème de la différence entre le coût réel de l'opération et la dépense subventionnable* [2 juin 1965] (p. 1735) ;

— du projet de loi autorisant la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des

services publics de la République du Tchad, conclue le 19 mai 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad et l'approbation des accords de coopération culturelle et d'assistance militaire technique conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad : *Position du groupe communiste sur les problèmes des relations entre la France et les pays d'Afrique Noire; établissement et développement des relations politiques, économiques, culturelles et techniques sur la base de l'égalité débarrassées de tout esprit néo-colonialiste et favorables à chacun des partenaires; ses observations sur les accords dits « d'assistance militaire »; abstention du groupe communiste* [10 juin 1965] (p. 1967);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement des questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Groupe communiste votant le projet de budget; solidarité de la classe ouvrière française envers le peuple algérien* [14 octobre 1965] (p. 3677); *indépendance algérienne; conception gaulliste de la coopération; établissement entre le peuple français et le peuple algérien d'une coopération véritable; traité ne devant pas être un instrument économique et politique au service des monopoles néo-colonialistes* (p. 3677); EDUCATION NATIONALE : *Equipement sportif et socio-éducatif; installation du centre d'altitude de Font-Romeu; réalisation des ensembles du Tremblay et d'Issy-les-Moulineaux; Jeux Olympiques de Tokyo; insuffisance de recrutement de personnel qualifié; avenir de l'école nationale supérieure d'éducation physique de garçons; corps des professeurs d'éducation physique de la Seine* [18 octobre 1965] (p. 3818, 3819).

Son rappel au règlement : *Sa question orale au sujet de citoyens français arrêtés en Algérie; attitude du Secrétariat d'Etat aux Affaires algériennes* [3 novembre 1965] (p. 4397, 4398).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas des départements et*

*territoires d'outre-mer; formation professionnelle; investissements privés; son refus de voter le projet de loi* [3 novembre 1965] (p. 4412).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat, chargé des Affaires algériennes une question orale, sans débat, relative à l'arrestation de citoyens français en Algérie [19 novembre 1965] (p. 4782, 4783, 4784).

Son rappel au règlement : *Date de discussion de sa question orale, avec débat, sur la politique économique et sociale; mouvements de grève; revendications des travailleurs des secteurs publics nationalisés et privés* [28 avril 1966] (p. 992, 993).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale, avec débat, relative à l'enlèvement d'une personnalité politique étrangère [6 mai 1966] (p. 1128) : *Exceptionnelle gravité de l'affaire Ben Barka, affaire criminelle et politique; déroulement anormal de la procédure; responsabilité d'Oufkir; rôle de M. Lemarchand; comportement de certains fonctionnaires de la police; rôle de Chtouki; surveillance des membres de l'opposition marocaine par des agents des brigades spéciales de la police marocaine; la réforme des polices; indépendance de la magistrature* (p. 1132, 1133, 1134); *organisation du S.D.E.C.E.* (p. 1149).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Buts du Ve Plan; transfert de charges de l'Etat aux collectivités locales; alourdissement de la fiscalité locale; problème de l'emprunt; rôle des C.O.D.E.R.; rôle de la région; district de la région parisienne; développement des métropoles régionales; mise en place d'instituts d'urbanisme; ses observations sur les « municipalités cantonales »; syndicats intercommunaux; problèmes relatifs à la politique foncière; spéculation sur les terrains; zones d'aménagement différé; possibilité de donner aux collectivités publiques un droit de préemption; nécessité de payer au juste prix les terrains faisant l'objet d'une mesure de préemption; création d'un organisme capable de mettre à la disposition des communes les fonds nécessaires à l'exercice du droit de préemption* [18 mai 1966] (p. 1390, 1391).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant organisation de la police d'Etat : *Affaire Ben Barka; rôle national de la police; but de la police; polices*

*semi-clandestines; situation des personnels; conseil supérieur de la police; notion de l'intérêt du service; création d'une commission d'enquête sur le problème de la police* [21 juin 1966] (p. 2163, 2164); Art. 2: *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots «seront définies en fonction», à supprimer les mots «de l'intérêt du service et en tenant compte»* (p. 2174); *notion d'intérêt du service; modalités de recrutement* (p. 2174); Art. 3: *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots «ou par mesures disciplinaires»* (p. 2176); *conséquences des mutations* (p. 2176); *vote du groupe communiste contre le projet de loi* (p. 2177);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, COOPÉRATION: *Relations entre la France et les pays d'Afrique Noire et de Madagascar; égalité des droits; politique gaulliste; politique d'aide conditionnelle; réforme de la politique de coopération franco-africaine* [19 octobre 1966] (p. 3546, 3547); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER: *Crédits affectés à la sûreté nationale et au service militaire adapté; diminution de l'aide aux collectivités locales; subventions d'investissement allouées dans le cadre du F.I.D.O.M.; industrialisation; cyclone Inès; situation économique des départements d'outre-mer; productions de bananes et d'ananas; prix du sucre de canne; revalorisation du S.M.I.G.; ses observations sur les prestations familiales; politique de départementalisation; problème du déplacement arbitraire en France de fonctionnaires démocratiques; cas de M. Paul Vergès; politique de répression aux Antilles; revendication d'autonomie des Antilles et de la Réunion* [20 octobre 1966] (p. 3665, 3666); *son vote sur le titre III* (p. 3669); *ses explications de vote: Ses observations sur les problèmes politiques; revendication du statut d'autonomie par les démocrates des Antilles et de la Réunion* (p. 3669); BUDGETS MILITAIRES: *Service de documentation extérieure et de contre-espionnage; affaire Ben Barka; rôle des polices parallèles; proposition de créer une commission d'enquête parlementaire sur le fonctionnement du S.D.E.C.E., de la préfecture de police, de la sûreté nationale, du secrétariat général aux affaires africaines et malgache; rôle de Dlimi* [25 octobre 1966] (p. 3845, 3846); EDUCATION NATIONALE: *Cas du collège d'enseignement technique masculin de*

*Montreuil* [2 novembre 1966] (p. 4139); TERRITOIRES D'OUTRE-MER: *Ses observations sur les événements de Djibouti; organisation d'un référendum; situation en Côte française des Somalis à la veille du voyage du général de Gaulle; déroulement de la campagne électorale; problèmes relatifs à Tahiti; développement du centre d'expériences nucléaires; rôle de la société Le Nickel en Nouvelle-Calédonie* [10 novembre 1966] (p. 4506); *élection de Papeete* (p. 4509).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux constructions scolaires: *Exemple de Montreuil; difficultés rencontrées par les collectivités locales* [16 novembre 1966] (p. 4603).

Prend part à la discussion:

— du projet de loi relatif à la Cour de cassation: *Rôle des chambres réunies; harmonisation du statut de la magistrature avec l'organisation nouvelle de la Cour suprême; modification des organes de discipline et d'avancement; réduction des droits de la magistrature; rapport entre les juges et les justiciables* [15 décembre 1966] (p. 5586, 5587); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à substituer au dernier alinéa de cet article de nouvelles dispositions: «Les effectifs des magistrats et des greffiers, ainsi que la composition de chacune des chambres de la Cour, demeurent fixés conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi du 4 août 1956 modifiée. Les conseillers référendaires institués par le présent article viendront en surnombre dans la limite de 12 au maximum»* (p. 5588); *fonctionnement de la Cour de cassation* (p. 5588); Art. 4: *Son amendement tendant à supprimer la fin de cet article à partir des mots «ils ont voix délibérative»* (p. 5589); *rôle des conseillers référendaires* (p. 5589); Art. 11: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase de cet article (Détermination de la compétence de chacune des chambres civiles)* (p. 5591); Art. 15: *Son amendement tendant à compléter comme suit le premier alinéa de cet article: «Les parties seront appelées à présenter leurs observations dans l'intérêt de la loi»* (p. 5592); Art. 20: *Son amendement tendant à partir des mots «et notamment les titres premier et...» à supprimer la fin de cet article* (p. 5595);

— du projet de loi organique modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au



statut de la magistrature, Art. 14 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant : I. à supprimer le texte proposé pour l'article 14 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 ; II. « en conséquence, supprimer la référence de l'article 14 dans le premier alinéa de l'article premier du projet »* [15 décembre 1966] (p. 5599); Art. 17 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant : I. à supprimer le texte proposé pour l'article 17 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 ; II. « en conséquence à supprimer la référence de l'article 17 dans le premier alinéa de l'article premier du projet »* (p. 5599); Art. 18 (alinéa 2) de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant : I. à supprimer le texte proposé pour l'article 18 (alinéa 2) de l'ordonnance du 22 décembre 1958 ; II. « en conséquence à supprimer la référence de l'article 18 dans le premier alinéa de l'article premier du projet »* (p. 5599); Art. 23 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant : I. à supprimer le texte proposé pour l'article 23 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 ; II. « en conséquence à supprimer la référence de l'article 23 dans le premier alinéa de l'article premier du projet »* (p. 5600); Art. 24 (alinéa 1<sup>er</sup>) de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant : I. à supprimer le texte proposé pour l'article 24 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 ; II. « en conséquence à supprimer la référence de l'article 24 dans le premier alinéa de l'article premier du projet »* (p. 5600); Art. 28 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à substituer aux deux premières phrases du deuxième alinéa de cet article des nouvelles dispositions (Nomination des conseillers référendaires à la Cour de cassation ; durée de leur emploi)* (p. 5600); *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du texte proposé pour cet article* (p. 5601); Art. 30 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (paragraphe 1<sup>o</sup>) du texte modificatif proposé pour cet article* (p. 5602); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (paragraphe 1<sup>er</sup>) de cet article, à substituer aux mots « 8 ans », les mots « 15 ans »* (p. 5602); Art. 35 (alinéa 1<sup>er</sup>) de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé pour cet article : « Quatre magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassa-*

*tion et quatre magistrats des cours et tribunaux »* (p. 5603); Art. 60 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « d'un conseiller », les mots « de deux conseillers »* (p. 5605); Art. 77 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « L'alinéa premier de cet article est modifié de la façon suivante... »* (p. 5606); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5607).

**ORABONA (M. Jean)**, Député de la Corse (U.N.R.-U.D.T.).

En remplacement d'Antoine Serafini décédé le 28 février 1964.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1964] (p. 598).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [17 avril 1964] (p. 832).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [28 avril 1964] (p. 988), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

**ORVOEN (M. Louis)**, Député du Finistère, 8<sup>e</sup> circonscription (C.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

#### Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Evolution de l'agriculture française ; disparité entre les revenus agricoles et autres ; fixation du prix du lait ; problèmes de l'habitat rural ; cas du Finistère ; équilibre à assurer entre les différentes régions agricoles françaises* [10 mai 1963] (p. 2856, 2857).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Cas des marins artisans pêcheurs de sardines* [24 octobre 1963] (p. 5494); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Inquiétudes des agriculteurs français; conséquences des intempéries; nécessité d'assurer la stabilité des prix; insuffisance des crédits budgétaires; arrachage des pommiers; politique actuelle des prêts; organismes internationaux de distribution* [4 novembre 1963] (p. 6289, 6290);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de M. Barniaudy (Perception de taxes parafiscales)* [12 décembre 1963] (p. 7871); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 3 (Indexation des prix selon les modalités du décret du 18 septembre 1957)* (p. 7876); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du deuxième alinéa (Homologation après avis favorable des organisations les plus représentatives des producteurs)* (p. 7877); *rendre plus facile l'extension des stipulations de l'accord ainsi homologué à l'ensemble des producteurs et de la production* (p. 7877); Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de la deuxième phrase de l'article 9 (Adaptation chaque année des prix de campagne dans le cadre des dispositions prévues à l'article 3 de la présente loi)* (p. 7878); après l'Art. 9 (*Substitution d'une entreprise à celle tenue par un accord*) (p. 7878); Art. 16 : *Intégration se développant en France; sauvegarder la liberté de l'entreprise agricole* (p. 7882);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, Art. 14 : *Octroi de crédits spéciaux pour financer les programmes de commercialisation et de report* [4 juin 1964] (p. 1641); *accorder des crédits aux caisses de crédit agricole pouvant aider les industries privées* (p. 1641); Art. 16 A : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article: « Nullité de plein droit des contrats d'intégration »* (p. 1644); *contrats d'intégration plus favorables aux capitaux qu'aux producteurs agricoles; isolement des producteurs* (p. 1644); Art. 16 E : *Position du Sénat; extension ou participation opérés par une entre-*

*prise dans le domaine de la production; autorisation du Ministre de l'Agriculture* (p. 1647);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits destinés à encourager l'emploi des amendements calcaires étant en diminution de 12 %; crédits prévus pour la prophylaxie des animaux n'ayant pas été augmentés; principaux objectifs du IV<sup>e</sup> Plan dans le domaine des équipements collectifs n'ayant pas été atteints; nouvelle réglementation concernant les travaux connexes du remembrement* [5 novembre 1964] (p. 4689).

Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question orale, sans débat, relative aux cours du poisson [9 avril 1965] (p. 728, 729).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits prévus pour l'électrification rurale; subvention pour les amendements calcaires; indemnisation de l'arrachage des pommes à cidre; enseignement agricole; bourses d'études aux élèves de l'enseignement agricole privé; budget annexe des prestations sociales; cas du département de Finistère* [28 octobre 1965] (p. 4266, 4267).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263) : *Respect de la loi d'orientation agricole; charges fiscales des agriculteurs; difficultés rencontrées par les fermiers pour faire poursuivre des études à leurs enfants; exode rural; modernisation des régions les plus défavorisées grâce au fonds européen d'orientation et de garantie agricoles; lutte contre la faim dans le monde; organisation mondiale des marchés; prix réel et le prix indicatif du lait; problème de l'orge; élevage; indemnité viagère de départ* (p. 1273 à 1275).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT, MARINE MARCHANDE : *Difficultés rencontrées par les pêches maritimes de la côte atlantique; pêche artisanale, notamment de la sardine; conséquences des importations sur les prix; rôle de l'établissement national des invalides; situation des vieux pêcheurs; baisse des cours du poisson; pêche industrielle; création de sociétés coopératives; rôle de la caisse centrale de crédit coopératif* [21 octobre 1966] (p. 3751).

## P

**PALEWSKI (M. Gaston).**

*Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique  
et des Questions atomiques et spatiales*  
(2<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 6 décembre 1962 au 22 février 1965

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales (2<sup>e</sup> gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat, chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales (décret du 22 février 1965) (*J. O.* du 23 février, p. 1522);

Est nommé membre du Conseil constitutionnel en remplacement de M. Léon Noël (décision du 23 février 1965) (*J. O.* du 24 février 1965, p. 1547).

Est nommé président du Conseil constitutionnel (*J. O.* du 24 février 1965, p. 1547).

**Dépôts :**

Son rapport d'activité pour la période du 1<sup>er</sup> mars au 1<sup>er</sup> septembre 1962 (en application de l'article 6 de la loi n° 61-1382 du 19 dé-

cembre 1961 instituant un centre national d'études spatiales) [11 décembre 1962] (p. 24).

Son projet de loi autorisant la ratification de : 1° la Convention instituant une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, signée à Londres le 29 mars 1962 et ses protocoles annexes; 2° la convention, instituant une organisation européenne de recherches spatiales, signée à Paris, le 14 juin 1962, et ses protocoles annexes, n° 534 [1<sup>er</sup> octobre 1963].

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE : *Différentes catégories de recherches : recherche fondamentale, recherche technique, recherche spatiale ; priorité accordée à la recherche scientifique et technique ; développement des crédits en la matière ; cadence du progrès technique et retard à rattraper ; augmentation très sensible à prévoir pour 1964-1965 ; caractères de la recherche fondamentale ; progrès déjà réalisés ; océanographie française ; efforts dans le domaine de l'électronique, des calculatrices et de l'automatisation des entreprises, les progrès en mécanique, le retard de la France en chimie macromoléculaire ; problèmes relatifs à l'épuisement des gisements de minerai, à l'augmentation de la consommation d'eau, à la recherche de débouchés nouveaux pour l'agriculture ; modernisation dans le*

domaine des travaux publics et du bâtiment; activité et rôle du Centre national d'études spatiales; programme scientifique réalisé en 1962; participation de la France aux organismes européens équivalents; expériences en matière de fusées et de ballons-sondes; création d'un champ de tir dans les Pyrénées-Orientales; caractère spectaculaire de la recherche spatiale; participation française aux efforts européens dans le lancement des fusées; retard en matière de recherches industrielles; non-utilisation de brevets français; éventualité d'un système d'assurance-recherches; accélération des progrès techniques depuis le début du siècle; révolution des techniques [10 janvier 1963] (p. 551 à 554); création d'un champ militaire de lancement dans les Landes — sans expériences atomiques — et d'un champ à activités essentiellement civiles dans les Pyrénées-Orientales (p. 555); SERVICES DU PREMIER MINISTRE: Analyse des différents crédits inscrits au budget 1963; problèmes d'équipement; mise au point de plusieurs réacteurs; mise en service de nouvelles piles; deuxième usine d'extraction de plutonium; usine de séparation isotopique de l'uranium; résolution des problèmes liés à la diffusion gazeuse de l'uranium; production des matières premières nucléaires; plutonium; uranium enrichi; recherches fondamentales du Commissariat; découverte de nouvelles particules grâce à une chambre à bulles à hydrogène construite à Saclay; recherches sur la fusion contrôlée; utilisation des radio-éléments; production nucléaire d'électricité; ses coûts et ses perspectives; réacteurs à neutrons rapides; mise au point du prototype à terre pour réacteurs de sous-marins; impossibilité de distinguer réellement les applications civiles et les applications militaires de l'énergie atomique; conséquences des recherches nucléaires sur le progrès scientifique; croissance du Commissariat; volonté de localiser les investissements du Commissariat en fonction des exigences du développement régional; création du Comité financier, du Comité des programmes; insertion de l'industrie française dans le processus de développement de l'énergie atomique; raisons pour lesquelles le Gouvernement donne la priorité aux recherches atomiques [25 janvier 1963] (p. 1811 à 1814); problème de la participation des industries privées aux recherches atomiques; question de l'uranium enrichi; part des dépenses du budget atomique de la France consacrée à des fins mili-

taires; situation du personnel dépendant du Commissariat (p. 1816); titre IV, Amendement de M. Ribière (Diminution de crédits): Centralisation souhaitable par le Ministère des Affaires étrangères des crédits concernant les organisations internationales; caractère de recherche fondamentale des crédits destinés au Centre européen de recherches nucléaires; titre VI: Eventualité de la création d'une base spatiale à Leucate; son caractère exclusivement civil (p. 1818);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE: Intervention de l'Etat pour la recherche scientifique; part du revenu national consacré à la recherche; dimensions internationales de la recherche; association de la France aux efforts collectifs européens [30 octobre 1963] (p. 6016, 6017); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, ENERGIE ATOMIQUE: Développement de l'énergie atomique commandant l'avenir d'un pays moderne; création du Commissariat à l'énergie atomique; contrôle des crédits; création d'un Comité financier du Commissariat; importance des autorisations de programme du secteur fondamental: secteur de la recherche; principales activités du Commissariat; importance des recherches spéciales; construction de réacteurs nouveaux; production de la matière nucléaire; production de l'uranium enrichi; nécessité de ne pas dépendre indéfiniment d'un pays allié et ami; action du Commissariat dans le domaine militaire; objectifs de la première loi de programme; avantages économiques pour la France de l'effort du Commissariat; fourniture d'électricité à des prix combatifs par les centrales nucléaires; utilisation pratique des radio-éléments; incitation apportée aux industries et aux techniques; rapports entre le Commissariat et l'Euratome; participation de la France à l'effort réalisé dans le cadre européen; inspiration nationale du problème; expérience atomique française; développement de l'énergie atomique, instrument essentiel de la sécurité de la France et gage de son avenir [8 novembre 1963] (p. 6931, 6932, 6933, 6934); coût de l'uranium 235 (p. 6935); achat du plutonium britannique par la France, plutonium de Chinnon; situation des travailleurs du Commissariat; absence de discrimination policière (p. 6935); contrôle de sécurité; crédits pour le programme civil (p. 6935);

— du projet de loi autorisant la ratifica-

tion de : 1° la convention instituant une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux signée à Londres le 29 mars 1962 et ses protocoles annexes; 2° la convention instituant une organisation européenne de recherches spatiales signée à Paris le 14 juin 1962 et ses protocoles annexes : *Importance de la recherche spatiale et de la conquête de l'espace dans le domaine des télécommunications, de la météorologie et de la défense nationale; meilleure connaissance de l'univers; progrès de la science et de l'industrie; conséquences de la recherche spatiale; solidarité et coopération entre les nations; ampleur des moyens; coopération établie avec les U.S.A.; programme de ces deux organismes; leur siège à Paris* [21 novembre 1963] (p. 7371 à 7373);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention portant création d'une organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral et de son protocole financier signés à Paris le 5 octobre 1962 : *Intérêt scientifique, intérêt national permettant d'utiliser la technique française des miroirs circulaires; intérêt politique, exemple de collaboration entre les pays européens* [21 novembre 1963] (p. 7374).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Tourné, relative à la recherche anti cancéreuse : *Décision du Président de la République de proposer une action internationale concertée contre le cancer et financée par un prélèvement sur les budgets militaires; effort considérable entrepris sur le plan national; sommes affectées à la recherche anticancéreuse; accroissement du nombre des chercheurs dans tous les domaines; études en cours en matière de produits radioactifs; développement de l'appareillage électronique; progrès récents de la recherche fondamentale* [19 juin 1964] (p. 2077, 2078, 2079).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SERVICES GÉNÉRAUX, COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE : *Importance du budget soumis à l'Assemblée; recours à l'électricité d'origine nucléaire; développement des recherches; problèmes de l'armement; programme de Pierrelatte; prototype du moteur du sous-marin atomique; production d'énergie électrique*

*à un prix raisonnable apparaissant comme possible; utilisation de l'uranium naturel; signature d'un accord avec l'Espagne pour la construction en Catalogne d'une centrale de technique française; activités de l'Euratom; compétence et dévouement du personnel du commissariat; construction d'une ou de deux centrales nucléaires de 500 mégawatts* [9 novembre 1964] (p. 5154 à 5157); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Roucaute; interdépendance des fabrications militaires et civiles du commissariat; syndicats du commissariat à l'énergie atomique* (p. 5158); SECTIONS I, III à VII : *Importance de la recherche dans le monde moderne; doublement des crédits de recherche depuis 1959; résultats obtenus en biologie et en mathématiques; importance de la physique nucléaire, de la biophysique, de la biochimie et de l'électronique; problèmes des structures; coordonner les activités de divers instituts de recherches; création d'un mécanisme d'aide; concours financier donné aux entreprises exploitant les résultats de la recherche; budget des recherches spatiales; programme scientifique du C.N.E.S.; recueillir des informations sur la haute atmosphère; participation de la France aux activités du C.E.C.L.E.S. et du C.E.R.S.* (p. 5160 à 5165); *sommes affectées à l'agrandissement du centre anticancéreux* (p. 5166);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Ses observations sur les paroles de M. Montalat; usine de Pierrelatte* [2 décembre 1964] (p. 5767); *rôle de M. Guy Mollet dans la construction de l'usine de Pierrelatte* (p. 5768).

**PALEWSKI (Jean-Paul)**, Député de Seine-et-Oise, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu président de cette commission

[12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296).

Est élu vice-président de cette Commission [21 février 1963] (p. 2296).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603).

Est élu président de cette Commission [26 juillet 1963] (p. 4603).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600).

Est élu vice-président de cette Commission [3 décembre 1963] (p. 7601).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5752).

Est élu président de cette Commission [2 décembre 1964] (p. 5810).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099).

Est élu vice-président de cette Commission [15 décembre 1964] (p. 6128).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215).

Est élu vice-président de cette Commission [17 décembre 1964] (p. 6215).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600).

Est élu président de cette Commission [18 novembre 1965] (p. 4762).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725).

Est élu Président de cette Commission [17 novembre 1965] (p. 4726).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808).

Est élu président de cette Commission [19 novembre 1965] (p. 4809).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084).

Est élu vice-président de cette Commission [22 décembre 1965] (p. 5085).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468).

Est élu Président de cette Commission [30 juin 1966] (p. 2490).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113).

Est élu président de cette Commission [30 novembre 1966] (p. 5113).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à

certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624).

Est élu président de cette Commission [15 décembre 1966] (p. 5624).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à accorder la liberté des loyers pour certains immeubles présentant un caractère artistique ou historique, inscrits à l'inventaire supplémentaire ou situés dans un site classé, **n° 75** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à instituer des sociétés civiles professionnelles, **n° 76** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à réserver aux travaux de décoration un pourcentage de 1 % des crédits de construction ouverts aux administrations de l'Etat, aux départements, aux communes, ainsi qu'aux collectivités publiques dotées de l'autonomie administrative et financières, **n° 77** [8 janvier 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur les départements français d'Amérique, **n° 354** [18 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code des pensions militaires d'invalidité en faveur d'anciens militaires postulant des emplois réservés, **n° 382** [21 juin 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis du 3 au 24 septembre 1963, **n° 658** [19 novembre 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, à la suite d'une mission effectuée du 7 février au 10 mars 1964 au Mexique, en Colombie, en Equateur, au Pérou et en Bolivie, **n° 1029** [26 juin 1964].

Son rapport d'information, fait en applica-

tion de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, à la suite d'une mission effectuée en Pologne du 7 au 15 septembre 1964 **n° 1254** [16 décembre 1964].

Sa proposition de loi relative aux marques de fabrique de commerce ou de service, **n° 1329** [9 avril 1965].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan à la suite d'une mission effectuée en Iran, en Irak, en Jordanie et au Liban, du 1<sup>er</sup> au 24 mars 1966, **n° 2037** [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, après l'Art. 9 : *Amen-  
dement de M. Boinvilliers (Répression de la  
fraude sur les redevances radiophoniques)  
amélioration nécessaire des termes dans les-  
quels il est rédigé* [18 décembre 1962] (p. 133);

Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Caractère, qui doit rester exception-  
nel, des décrets d'urgence; inconvénients du  
dépôt tardif d'amendements par le Gouverne-  
ment* [8 janvier 1963] (p. 315); INDUSTRIE, après l'Art. 55 : *Amendement du Gouvernement  
(Payement des quittances de gaz et d'électricité  
par virement postal ou bancaire); difficultés  
psychologiques que rencontrerait l'application  
d'une telle mesure* [9 janvier 1963] (p. 423); CONSTRUCTION : *Problème du relais à assurer  
par l'épargne privée en matière de construction;  
nécessité de prévoir des équipements collectifs  
dans le cadre des grands ensembles; osmose  
nécessaire entre le Ministère des Affaires cultu-  
relles et le Ministère de la Construction* [10 jan-  
vier 1963] (p. 528); SERVICES DU PREMIER  
MINISTRE, INFORMATION, après l'Art. 57 : *Amendement du Gouvernement (Répression des  
fraudes commises par les commerçants pour non-  
déclaration des appareils de radio vendus);  
caractère judiciaire des sanctions envisagées* [10 janvier 1963] (p. 547); TRAVAUX PUBLICS  
ET TRANSPORTS, titre IV : *Amendement de  
M. Darchicourt (Réduction indicative de cré-  
dits); application de l'article 42 de la loi orga-  
nique relative aux lois de finances au présent*

*amendement* [15 janvier 1963] (p. 857); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Souhait d'une association plus étroite du Parlement à l'élaboration du Plan; organisation des travaux de la Commission des finances à propos du budget; temps limité dont celle-ci a disposé; examen souhaitable du budget en Commission avant le 1<sup>er</sup> octobre; nécessité d'éviter le dépôt en séance d'amendements gouvernementaux; mise en parallèle souhaitable, dans les fascicules budgétaires, des prévisions du plan des réalisations en cours et des dotations prévues; intégration du rapport économique et financier dans les comptes de la nation; présentation sous une forme plus claire des documents budgétaires; audition des ministres sur leur budget respectif; maintien de la stabilité financière et du taux élevé de l'expansion; retard en matière de postes ci télécommunications; recours souhaitable à l'épargne; développement de la construction par l'intervention de plus en plus grande de l'épargne privée; problèmes de l'enseignement; gestion par des spécialistes des problèmes administratifs de l'université; liaison université-industrie; problème des prix; éducation du consommateur; insuffisance de l'investissement en 1962; utilisation des masses monétaires disponibles; possibilité d'alléger les charges fiscales pesant sur les emprunts à moyen et à long terme; problème des prix; commerce extérieur [17 janvier 1963] (p. 1016 à 1018); CRÉDITS MILITAIRES : *Problème de la condition militaire; disparité entre les traitements civils et les traitements militaires* [23 janvier 1963] (p. 1550); Ses explications de vote : *Contraintes imposées par le délai fixé pour le vote de la loi de finances; nécessité de maintenir le dialogue engagé entre l'Assemblée et le Gouvernement; présentation plus synthétique souhaitable des documents budgétaires; problème de la stabilisation des prix; question des revenus; révision du barème de l'impôt sur le revenu; problèmes liés à l'aménagement du territoire; demandes de l'Assemblée satisfaites par le Gouvernement* [25 janvier 1963] (p. 1865, 1866);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962 : *Respect de plus en plus net des normes budgétaires fixées par la loi de finances annuelle; absence de statistiques en matière de répartition des revenus* [19 décembre 1962] (p. 161); *nécessité de ne discuter un texte en*

*séance publique qu'après dépôt d'un rapport par la Commission compétente* [19 décembre 1962] (p. 170).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Croissance économique constatée au cours de l'année 1962; développement du climat préinflationniste; causes de celui-ci; importance selon certains orateurs des investissements publics non productifs; part des dépenses militaires dans le budget national; maintien du niveau de l'impasse; gonflement de la demande par l'arrivée des rapatriés et la libération anticipée d'une partie du contingent; abondance des disponibilités monétaires due à la présence de capitaux flottants étrangers et à l'excédent de la balance des paiements; caractère de prospérité des récentes grèves; nécessité de modifier les objectifs primitivement retenus par le Plan; manque d'information à ce sujet dont souffre le Parlement; déficit des échanges extérieurs depuis novembre 1962; hausse des importations; aspect international du problème de l'inflation; conséquences du Gold Exchange Standard; mesures prises pour « encadrer » le crédit; réforme nécessaire de l'appareil de distribution; baisse anticipée des droits de douane; nécessité d'établir une politique générale des revenus; lutte à entreprendre contre les intermédiaires commerciaux; modernisation des techniques commerciales; développement des équipements collectifs commerciaux; création souhaitable d'une nouvelle formule d'emprunt à moyen terme* [14 mai 1963] (p. 2877 à 2879);

Ses observations à l'occasion du dépôt sur le Bureau de l'Assemblée Nationale du rapport établi par la Cour des comptes : *Efficacité de la collaboration entre l'Assemblée et la Cour des comptes; problème de la gestion des entreprises nationales; extension de la compétence de la Cour des comptes aux filiales indirectes des entreprises publiques; rapidité des travaux de la Cour des comptes* [28 mai 1963] (p. 3048).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 2 : *Complexité des problèmes relatifs à la concurrence déloyale* [29 mai 1963] (p. 3122); Art. 4 : *Cas des droits de propriété industrielle* (p. 3124); Commission mixte paritaire : *Augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; dispositions législatives antérieures, imposant au Gouverne men*



de desserrer les tranches du barème de l'impôt sur le revenu [12 juin 1963] (p. 3304);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1960 : *Conditions dans lesquelles se déroule la discussion du présent texte à la Commission des finances* [18 juin 1963] (p. 3487);

— du projet de loi relatif au domaine public maritime, Art. 1<sup>er</sup> : *Opposition de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Palmero relatif à la concession d'office aux collectivités locales des accroissements artificiels réalisés par celles-ci* [4 juillet 1963] (p. 3885);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Montant total des crédits contenus dans les deux collectifs; causes de cette présentation; problème des dépenses dites improductives; notion d'impasse; thèse sur l'alourdissement de la progressivité de l'impasse par le jeu de la dépression monétaire; reproches adressés au Gold Exchange Standard; politique monétaire des Etats-Unis; taux de progression des salaires et celui de l'expansion générale; manque de main-d'œuvre; moyens d'y remédier* [19 juillet 1963] (p. 4331, 4332).

Pose à M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de guerre une question orale, sans débat, relative à la commémoration du cinquantième anniversaire de la première guerre mondiale [11 octobre 1963] (p. 5143, 5144).

Ses observations sur l'ordre du jour : *Date de la discussion du budget des rapatriés* [29 octobre 1963] (p. 5842).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Problème de l'expansion budgétaire comme frein ou comme accélérateur de la conjoncture; problème de l'inflation; structure agricole; adaptation de l'agriculture au progrès; parité avec les autres secteurs économiques; structure commerciale; manque de main-d'œuvre; découvert budgétaire; disponibilités financières; politique des revenus* [22 octobre 1963] (p. 5286, 5287); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, RADIO-DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Absence de douzièmes provisoires sous la V<sup>e</sup> République; vote en temps utile du budget* [7 novembre 1963] (p. 6716); AFFAIRES CULTURELLES : *Priorité dans l'échenillage des crédits; action du Ministère* [9 novembre 1963] (p. 7086, 7087);

*avant les explications de vote: Budget voté en temps utile; pratique déplorable des douzièmes provisoires; caractère du travail de la Commission des finances; faire précéder chaque fascicule d'un exposé exclusif; porter de 70 à 75 jours le délai constitutionnel imparti au Parlement; institution d'un budget de législation; révision du barème de l'impôt sur le revenu* [9 novembre 1963] (p. 7114, 7115); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Réserve de l'article 3* [6 décembre 1963] (p. 7712); Art. 3 : *Nombre important de propriétaires de terrains dans la périphérie des grandes villes* (p. 7717, 7718); *ses observations sur l'explication de vote de M. Lionel de Tinguy: travail de la Commission mixte paritaire* (p. 7721);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, Art. 45 : *Ses observations à propos des articles 45, 46, 48 à 68 et 70 supprimés par le Sénat* [5 décembre 1963] (p. 7646);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Nécessité de régulariser la situation créée par le vote du sous-amendement de M. Moinet; proposition d'une deuxième délibération à la fin de la discussion* [10 décembre 1963] (p. 7766);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, Art. 5 : *Application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Boscary-Monsservin* [4 juin 1964] (p. 1633);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Aménagement de la région parisienne étant la véritable clé de voûte de l'aménagement du territoire; deux conceptions différentes; donner une place prépondérante au noyau central; région parisienne jouant le rôle de réservoir de main-d'œuvre, région parisienne devant équilibrer sur le plan humain Paris lui-même; afflux de la population dans la Seine-et-Oise; sous-administration; équipement administratif; constitution de trois départements nouveaux; part de la taxe locale soumise à péréquation; nécessité d'harmoniser des multiples circonscriptions administratives dans les nouveaux départements; nouveau département*

de Versailles devant être appelé département des Yvelines, Rueil devant former une commune du département des Hauts-de-Seine, Malmaison devant être une commune du département des Yvelines, Versailles, capitale du district; travaux de voirie destinés à permettre aux automobilistes d'éviter Paris; cinq représentants du Parlement devant siéger dans le conseil d'administration du district; augmenter l'effectif des sapeurs-pompiers dans les trois nouveaux départements; organisation, autour du district, d'un certain nombre de services: protection civile, service des parcs et jardins, maisons de la jeunesse et de la culture; organiser d'une manière rationnelle le développement de la construction et des moyens de transports [11 juin 1964] (p. 1835 à 1838); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article premier, à substituer aux mots « de Versailles » les mots « des Yvelines » [12 juin 1964] (p. 1880); vestiges de la forêt des Yvelines; pureté et calme des forêts et des bois encadrant l'ouest de la région parisienne (p. 1880); son amendement (Liste des communes comprises dans le département des Hauts-de-Seine et dans le département de Versailles; partie de la commune de Rueil-Malmaison comprenant le château de Malmaison) (p. 1883); après l'Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, après l'article premier à insérer un nouvel article suivant « Le siège du district est à Versailles » (p. 1884); optique du district devant être dirigée davantage vers la région parisienne que vers Paris; réaliser un équilibre entre Paris et la région parisienne » (p. 1884, 1885); après l'Art. 35: Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Le conseil d'administration du district comprend cinq membres représentant le Parlement; trois d'entre eux sont choisis au sein de l'Assemblée Nationale, deux au sein du Sénat » (p. 1908); parlementaires devant siéger au conseil d'administration du district; augmentation du nombre de ses membres; possibilité de reconnaître au Parlement la défense, au sein du conseil d'administration du district, des intérêts purement nationaux (p. 1908); Parlement n'étant pas l'arbitre du conflit éventuel entre le délégué général et les membres du conseil d'administration (p. 1908); siège du district et composition du conseil d'administration; conseil d'administration devant travailler dans une optique de région parisienne, dégagée de l'emprise de la capitale et des administrations centrales; repré-

sentation du Parlement au sein de ce Conseil en tant que mandataire des intérêts nationaux (p. 1908); après l'Art. 43: Son amendement tendant, après l'article 43 à insérer un nouvel article (Fédération départementale des chasseurs de la Seine et de la Seine-et-Oise étant autorisée à se constituer chacune en fédération interdépartementale) (p. 1926);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite: Inopposabilité de l'article 40 aux amendements déposés par MM. Seramy et Fil tendant, dans le paragraphe 4<sup>o</sup> de l'article L 1 à substituer aux mots « veuves », le mot « conjoints » [7 octobre 1964] (p. 2978).

Répond à M. le Président Pasquini sur la nomination de deux membres chargés de représenter l'Assemblée Nationale au sein du comité directeur de la Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie [14 octobre 1964] (p. 3196).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965: Distribution des documents budgétaires; droit de contrôle du rapporteur restant contesté par l'administration; stabilité renforcée et expansion; prix de détail n'ayant pas été freinés comme les prix de gros; débat sur le V<sup>e</sup> Plan inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée après la fin de la discussion budgétaire; budget moderne ne pouvant plus être un budget annuel et devant être un budget de législature comme le Plan; marasme du marché financier; avis du comité Lorain sur les sociétés d'investissement; politique de détente fiscale; encourager l'épargne en l'orientant vers des emplois productifs; exonération de l'impôt sur les sociétés; les sommes distribuées aux actionnaires et correspondant à l'intérêt statutaire; exonération de l'impôt sur le revenu, des revenus investis dans des emprunts publics ou privés et dans les augmentations de capital en numéraire effectués par les entreprises; évolution de notre balance des comptes; donner des encouragements aux exportateurs et aider les producteurs français à affronter la concurrence internationale; problème du logement; intervention des pouvoirs publics sur le marché foncier; rationalisation de l'industrie du bâtiment; investissements mis à la charge de la Caisse des dépôts; possibilités

de réduction des emprunts de collectivités locales; problème des liquidités internationales; stabilité n'étant qu'un moyen; disparition de l'« impasse »; insuffisance des centres de formation professionnelle accélérée; manque de fluidité de la main-d'œuvre entre les régions économiques; objectif de 385.000 logements; comité d'experts présidé par M. Rueff; pratique de débudgétisation; nécessité de créer, à côté des réserves or des éléments fiduciaires complémentaires non basés sur l'or [14 octobre 1964] (p. 3182 à 3186); CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 15: Application de l'article 40 de la Constitution [16 octobre 1964] (p. 3339); Art. 17: Difficultés de compréhension pour certains du libellé de l'article 17; clarté de l'équation; attitude de la Commission des finances à l'égard du texte proposé par M. Chappalain (p. 3343); engouement exceptionnel dont jouit le tiercé parmi la population (p. 3343, 3344); ses observations sur l'amendement de M. Bousseau, celui-ci ayant pour effet de limiter la rétroactivité des dispositions de l'article 17 sans en modifier l'articulation (p. 3344); partie des ressources affectée aux sociétés d'élevage (p. 3344); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: Commission des finances n'ayant pas été saisie de l'amendement de M. Darchicourt tendant à augmenter de 91.711 francs le montant des réductions de crédits inscrits au titre III; suppression du traitement du Ministre des Anciens combattants [20 octobre 1964] (p. 3405); après l'Art. 55: Application de l'article 40 de la Constitution (p. 3409); INDUSTRIE: Ses observations sur l'amendement déposé par M. Pleven [30 octobre 1964] (p. 4343); BUDGETS MILITAIRES, Art. 28: Application de l'article 42 de la loi organique [6 novembre 1964] (p. 4886); application de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 4887); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS: Application de l'article 42 [9 novembre 1964] (p. 5197); après l'Art. 67: Ses observations sur l'amendement de M. Vallon: domaine réglementaire ou législatif; application de l'article 34 de la Constitution et de l'article 42 de la loi organique (p. 5208, 5209); seconde délibération, Art. 66: Application de l'article 42 de la loi organique (p. 5219); — du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui

commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan: Discussion par l'Assemblée Nationale des choix devant guider le développement du pays pendant les cinq années à venir; stabilité des institutions; options du Plan; élaboration du document; budget annuel devant devenir la traduction exacte du Plan; budget de législation; proportion de la population active étant encore insuffisante; réduction de la durée du travail; abaissement de l'âge de la retraite; faire appel aux travailleurs des anciens pays de la Communauté; Plan devant être social et humain; problèmes financiers; question de l'autofinancement; instaurer un véritable marché hypothécaire; politique d'aménagement du territoire; intérêt porté par les pays étrangers aux méthodes françaises de planification [24 novembre 1964] (p. 5557 à 5560);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires: Critiques faites à notre politique de défense: détruire nos engagements au sein de l'O.T.A.N.; son caractère nationaliste; sauvegarde de la liberté de la nation; constitution d'une force nucléaire française étant compatible avec les engagements contractés à l'égard de l'O.T.A.N.; évolution des conceptions stratégiques; modifications des règles d'emploi de l'arme atomique; force nucléaire européenne; assurer sa propre protection et celle des autres nations; construction du char lourd prévu à la loi de programme [2 décembre 1964] (p. 5793 à 5795);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, après l'Art. 8: Application de l'article 121 du Règlement [8 décembre 1964] (p. 5889); Art. 44: Rôle de la Commission des finances (p. 5919);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur les marques de fabrique et de commerce, Art. 22: Uniformité s'imposant en matière de propriété industrielle [10 décembre 1964] (p. 6053).

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers: Opposition de la Commission au renvoi du projet de loi [11 mai 1965] (p. 1254); Art. 14: Application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de MM. Vallon et Lepage [12 mai 1965] (p. 1283); Art. 48: Réunion de la Commission (p. 1302); seconde délibération: Réunion de la Commission [13 mai 1965] (p. 1321); en deuxième lecture, Art. 23: Ses observations sur la discussion d'un amendement

de M. Vallon et de M. Pierre Bas [3 juin 1965] (p. 1775);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 2 : *Réserve de cet article* [7 octobre 1965] (p. 3385); Art. 10 : *Réserve de cet article* (p. 3395); Art. 2 (suite) : *Application de l'article 40 de la Constitution* [8 octobre 1965] (p. 3418); Art. 10 (suite) : *Application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3434); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, après l'Art. 55 : *Réserve de l'amendement du Gouvernement* [13 octobre 1965] (p. 3597); Art. 62 : *Ses observations sur les paroles de M. Vallon; problème des quotas du Fonds monétaire international* (p. 3601); AFFAIRES CULTURELLES : *Effort réalisé en matière d'éducation nationale; affaires culturelles étant le prolongement de l'éducation nationale; insuffisance des crédits; législation sur les monuments historiques; problème des parcs régionaux* [14 octobre 1965] (p. 3645, 3646); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Ses observations sur l'amendement de MM. Vallon et Vivien* [25 octobre 1965] (p. 4089); *retrait de l'amendement* (p. 4089); seconde délibération du projet de loi : *Ses observations sur cette seconde délibération* [28 octobre 1965] (p. 4329); en troisième et dernière lecture du projet de loi de finances pour 1966 : *Ses remerciements à l'égard de pour M. le Rapporteur général, ses collègues de la Commission des finances et les fonctionnaires; vote d'un budget en équilibre* [19 novembre 1965] (p. 4791, 4792);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Association du Parlement et du Gouvernement pour le V<sup>e</sup> Plan; aspect nouveau du V<sup>e</sup> Plan; importance donnée à la planification régionale; collectivités locales; problème de la productivité; ses observations sur la recherche et la formation professionnelle; problème démographique; vieillissement de la population; faculté d'épargne des individus; dimension des entreprises; possibilité d'envisager la constitution d'une Commission nationale pour élaborer un recensement des entreprises; suggérer les objectifs à atteindre; emprunt à long terme lancé par le Gouvernement* [3 novembre 1965] (p. 4380 à 4382); article additionnel : *Irrecevabilité de l'amendement de M. Becker* [5 novembre 1965] (p. 4562); en troisième et dernière lecture : *Application de l'article 45 de la Constitution* [19 novembre 1965] (p. 4807);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1965, après l'Art. 11 : *Transfert du budget du Ministère des Affaires culturelles à celui du Ministère des Travaux publics des dépenses inscrites pour le service des eaux et forêts de Versailles, Marly et Saint-Cloud* [20 décembre 1965] (p. 4971); *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4972);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Commission des finances étant contre la motion de renvoi* [21 décembre 1965] (p. 5004); Art. 4 : *Opérations réalisées par les exploitants agricoles qui valorisent leurs produits par des procédés industriels ou qui se livrent à des actes de commerce étant soumises à la taxe sur la valeur ajoutée; cas des opérations purement agricoles* (p. 5009); Art. 16 : *Problème du butoir* [22 décembre 1965] (p. 5036); Art. 18 : *Problème de la décote* (p. 5040); Art. 25 : *Ses observations sur l'amendement de M. Poudevigne* (p. 5046); Art. 31 : *Ses observations sur l'amendement de M. Arthur Moulin* (p. 5048);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : *Commission des finances étant opposée à la motion de renvoi* [21 avril 1966] (p. 856);

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles : *Caractère suranné de l'individualisme des professions libérales; situation des médecins et des architectes; sa proposition de loi tendant à autoriser la création de sociétés civiles professionnelles; création de puissants cabinets professionnels et interprofessionnels; conséquences de la création des sociétés civiles professionnelles sur le développement régional; caractère timide du projet de loi sur les sociétés interprofessionnelles; diminution de la mission actuelle de l'architecte; création de conseils juridiques; problèmes du Marché commun; ses observations sur l'organisation disciplinaire* [24 mai 1966] (p. 1423 à 1425); Art. 2 : *Eviter de créer un salariat sous une forme occulte* (p. 1429); *ses observations sur les règles disciplinaires s'appliquant aux membres de la société* (p. 1430);

— du projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de La Seyne, Art. 2 : *Ses observations sur les amendements de MM. Rieubon et Laurin* [2 juin 1966] (p. 1658);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Ses observations sur les recettes fiscales du budget général; absence d'augmentation de la pression fiscale; part de l'impôt sur les personnes physiques dans l'impôt sur les revenus; personnalisation de l'impôt; quotient familial; évasion fiscale; objectifs du Plan; caractères du budget de 1967; hausse des prix; progression des salaires; abaissement des coûts; constitution d'une épargne nationale; faiblesse de l'autofinancement des entreprises; ses observations sur le problème des structures; rentabilité des entreprises françaises; insuffisance des investissements privés; possibilité d'adopter un plan de législature et un budget de législature* [12 octobre 1966] (p. 3332 à 3334); Art. 2 : *Commission des finances retirant l'amendement* [13 octobre 1966] (p. 3406); après l'Art. 17 : *Application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3416); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Problème de la pollution des eaux, de la pollution atmosphérique et du bruit* [24 octobre 1966] (p. 3765); INDUSTRIE : *Ses observations sur les pollutions de l'air et de l'eau* [7 novembre 1966] (p. 4297); en seconde délibération, Art. 25 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [10 novembre 1966] (p. 4528);

— du projet de loi portant règlement définitif des budgets de 1961, 1962 et 1963 : *Question du délai de l'examen du projet de règlement définitif du budget; examen de la loi de règlement du budget de 1965* [24 novembre 1966] (p. 4841);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Recherche industrielle; ses observations sur la notion de facteur économique déterminant; progrès de la science au cours de la guerre; notion de productivité; recherche scientifique entraînant une sorte de processus cumulatif; insuffisance des crédits; problème de la dimension des entreprises; leur marge d'autofinancement; cas de Rhône-Poulenc et de la société Bull; problème de la coordination entre les organismes étatiques et industriels; rôle de l'Agence nationale de valorisation de la recherche; problème du recyclage; revalorisation des brevets d'invention; situation de l'inventeur; création d'un organisme public ayant la responsabilité de la détection et du choix des inventions* [30 novembre 1966] (p. 5088 à 5090);

— du projet de loi de finances rectificative

pour 1966 : *Application de l'article 119 du Règlement; compétence de la Commission des finances* [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5127); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Transfert de l'Institut géographique national à Saint-Mandé* (p. 5176); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Comparaison de la popularité du parlementarisme en 1958 avec le prestige des assemblées à l'heure actuelle; solidité des institutions françaises; budget de 1967 s'intégrant dans le Plan; ses hommages à M. Vallon; problème des prix; impasse budgétaire; situation financière de la Sécurité sociale* [15 décembre 1966] (p. 5579, 5580);

— du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : *Protection des sites; rôle des entrepreneurs et des architectes; absence de réglementations relatives à ces personnes* [8 décembre 1966] (p. 5372, 5373);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Grèce relatif au règlement de créances financières françaises signé le 14 décembre 1965 à Paris : *Visite d'une délégation du Parlement hellénique au Parlement français* [14 décembre 1966] (p. 5500);

— du projet de loi relatif aux relations financières avec l'étranger, Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy* [14 décembre 1966] (p. 5518); Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Debré* (p. 5518).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1964* [19 décembre 1966] (p. 5684).

Prend part à la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1964 : *Ses observations sur les paroles de M. de Tinguy* [21 décembre 1966] (p. 5860).

**PALMERO (M. Francis)**, Député des Alpes-Maritimes, 4<sup>e</sup> circonscription (N.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 634), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission d'étude des problèmes municipaux [19 février 1963] (p. 2247).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 15) adoptée par le Sénat, portant suppression des droits dits « de bandite », n° 139 [5 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à instituer un contrôle technique obligatoire des véhicules automobiles de tourisme, n° 191 [21 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 65 de la loi de finances pour 1961 en ce qui concerne la redevance départementale d'espaces verts, n° 336 [7 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1501), adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 175 du Code pénal, n° 1968 [23 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1071), tendant à modifier et à compléter les dispositions du Code municipal relatives au personnel communal et la proposition de loi (n° 2066) tendant à compléter les dispositions du Livre IV du Code de l'administration communale relatives aux traitements des agents communaux, n° 2238 [9 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problème des liaisons entre la France et l'Italie par le sud-est; création de nouveaux tunnels; conséquences du percement*

*du tunnel du Mont-Blanc pour le sud-est de la France; création d'un axe Londres-Nice-Palmerie; traversée de Nice; réseau routier frontalier de l'Italie à proximité de la France; électrification du réseau ferroviaire français jusqu'à la frontière italienne; difficultés de fonctionnement de la gare de Vintimille; développement du trafic dans cette région; reconstruction de la voie ferrée Nice-Coni; participation éventuelle de l'Italie à la réparation de ces dommages de guerre [15 janvier 1963] (p. 842, 843); INTÉRIEUR : Charges des collectivités locales; création de zones bleues; perte résultant de la diminution des contraventions; rôle imparti aux communes en tant que « machine enregistreuse » des charges financières dont elle ne bénéficie pas; problèmes relatifs aux personnels des collectivités locales; intégration des agents rapatriés d'Algérie; charges résultant des consultations électorales; indemnité de logement aux instituteurs; problème des voiries communales; insuffisance du crédit attribué à la protection civile; inexistance de la protection anti-atomique; nécessité d'élargir les possibilités d'emprunt des communes [17 janvier 1963] (p. 1053, 1054); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Problème des rapports franco-monégasques; évolution de ces rapports depuis la crise récente; situation des Français de Monaco; menace de crise économique à Monaco et ses répercussions sur les régions environnantes; contrôles de police et de douane aux frontières monégasques; tarifs postaux entre la France et Monaco; nécessité de régler rapidement le différend en cours [24 janvier 1963] (p. 1647, 1648);*

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat portant suppression des droits dits de bandite, en qualité de Rapporteur : *Définition des droits « de bandite »; situation existant à cet égard dans la partie est du département des Alpes-Maritimes; évolution historique du droit de bandite; ses inconvénients; contenu de la présente loi [16 mai 1963] (p. 2930, 2931); Art. 4 : Son amendement au nom de la Commission (Montant de l'indemnisation pour suppression du droit de bandite) (p. 2931); Art. 6 : Son amendement au nom de la Commission (Sort des créances résultant des droits réels grevant certains droits de bandite) : indemnisation préalable du droit réel (p. 2931);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Augmentation prévue dans le présent texte des rentes viagères; ses insuffisances;*

*question de l'indexation des rentes ; augmentation nécessaire du montant des rentes viagères* [29 mai 1963] (p. 3094, 3095).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale : *Répercussions de la poussée démographique sur l'enseignement supérieur ; situation dans l'Académie d'Aix et Marseille ; manque de locaux scolaires ; problème de l'école française de Vintimille ; difficultés financières des collèges d'enseignement général ; manque d'installations sportives dans le Var ; vie universitaire à Nice ; manque de locaux de l'enseignement supérieur* [20 juin 1963] (p. 3592 à 3594).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au domaine public maritime : *Nécessité de moderniser et d'assouplir la législation des plages ; caractère dépassé des dispositions du Code de Justinien reprises dans l'ordonnance de 1681 ; simplification des règles régissant les concessions domaniales des bords de mer octroyées aux collectivités locales ; utilisation du domaine maritime ; possibilités qu'offre le présent texte à l'égard du développement du tourisme balnéaire ; nécessité de reconnaître la profession d'exploitant de bains de mer ; réunion souhaitable des « Etats généraux des plages de France »* [4 juillet 1963] (p. 3877, 3878) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Cas des accroissements artificiels réalisés par les collectivités locales) : nécessité de concéder d'office ces accroissements aux collectivités qui les ont réalisés* (p. 3880) ; Art. 6 : *Nécessité d'établir un véritable code des droits et devoirs des exploitants de plages* (p. 3884) ; *son amendement (Priorité donnée aux collectivités locales pour les concessions d'accroissements artificiels effectués par celles-ci* (p. 3885) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention fiscale entre la France et Monaco : *Signature de la convention entre la France et Monaco ; évolution des négociations du contenu de la présente convention ; problème de Monaco « refuge » fiscal ; nombre de Français habitant Monaco ; garanties en leur faveur ; question des Français s'établissant à Monaco, mais ne venant pas de France ; marché du travail à Monaco et dans la région environnante* [24 juillet 1963] (p. 4447 à 4449) ;

— de la première partie du projet de loi

*ment tendant à supprimer, dans le septième alinéa (3<sup>o</sup> du paragraphe 2) les mots « antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1950 »* [22 octobre 1963] (p. 5322) ;

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie : *Charges sociales frappant l'exploitation hôtelière ; pourcentage d'hôteliers locataires de leur fonds de commerce* [17 juin 1964] (p. 1980) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article premier, après les mots « à l'exception des travaux d'équipement et d'améliorations », à insérer les mots « autorisés selon la législation du permis de construire »* (p. 1982) ; *respecter les règles habituelles fixées par la législation en vigueur en matière de permis de construire* (p. 1982) ; *son amendement tendant, après le septième alinéa de l'article premier, à insérer les deux nouveaux alinéas suivants : « L'aménagement des cuisines et offices ; la construction de piscines »* (p. 1983) ; *encourager la construction de piscines dans les hôtels* (p. 1983) ;

— du projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret tendant à substituer aux mots « à la demande du ou des conseils municipaux intéressés », les mots « à la demande du conseil municipal de la commune intéressée »* [17 juin 1964] (p. 2002) ; *ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 2003) ; *stations s'étendant sur plusieurs communes* (p. 2003) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 2 par les dispositions suivantes : « ... d'organisation de fêtes et de manifestations artistiques »* (p. 2004) ; *exploitation d'installations touristiques et sportives* (p. 2004) ; Art. 4 : *Stations couvrant plusieurs communes* (p. 2004) ; *son amendement tendant, dans la première phrase de l'article 4, à substituer aux mots « ... après avis du maire », les mots « ... après avis conforme du maire »* (p. 2004) ; *nomination par le préfet des membres du comité de direction de l'office de tourisme* (p. 2004) ; *son amendement tendant, dans la deuxième phrase de l'article 4, à substituer aux mots « le quart au plus », les mots « la moitié au plus »* (p. 2005) ; *éviter aux offices de tourisme le sort des chambres d'industries climatiques supprimées en 1959 ; intéresser davantage les conseillers municipaux* (p. 2005) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de*

*cet article; nomination du directeur par le président (p. 2005); nomination du directeur de l'office (p. 2005, 2006); nomination du directeur par le président du comité de direction de l'office (p. 2006); décret d'application (p. 2006, 2007); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 5: « Nomination suivant les conditions fixées par décret; assimilation au personnel visé à l'article 877, du Code de l'administration communale » (p. 2007);*

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 49: *Faire cesser la discrimination existant actuellement entre le mari fonctionnaire et la femme fonctionnaire pour l'attribution de la pension de réversion au conjoint survivant* [8 octobre 1964] (p. 3020, 3021);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME: *Nombre de touristes étrangers en France; nombre de Français allant à l'étranger; leur augmentation; évolution défavorable de la balance touristique; intensification de la propagande en faveur du tourisme français; amélioration de l'équipement hôtelier; évolution des prix; leur caractère compétitif; hôtellerie française supportant des charges fiscales très lourdes; suppression de la détaxe de l'essence; étalement des vacances; rétablissement des billets touristiques hors saison, modernisation de l'équipement; avenir du tourisme français* [24 octobre 1964] (p. 3515 à 3517);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures: *Application de la Convention de Londres; infractions difficiles à constater; ratification des amendements apportés en 1962 à la convention; cas de l'Italie; perfectionner le système de protection des eaux de mer contre les pollutions de toutes natures; répression devant aller de pair avec l'étude et la recherche; importance vitale pour l'humanité d'éviter la pollution des eaux* [10 décembre 1964] (p. 6032, 6033); ses explications de vote: *application des prescriptions de la Convention de Londres et de celles contenues dans les amendements apportés à cette convention* (p. 6037);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, Art. 2: *Désignation des juges de l'expropriation* [22 juin 1965] (p. 2350);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier: *Son jugement sur le projet de loi; ses observations sur la taxe locale; problèmes des stations touristiques; produit de l'impôt sur les salaires; problème de la réforme des finances locales* [23 juin 1965] (p. 2400 à 2402).

**PAQUET (M. Aimé)** *Député de l'Isère, 1<sup>re</sup> circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5752);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du



projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre du comité de gestion du budget annexe des prestations sociales agricoles [13 février 1963] (p. 2142);

— membre de la Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [15 février 1963] (p. 2206);

— membre du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [3 décembre 1964] (p. 5833).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 34, Budget annexe des prestations sociales agricoles, n° 25 [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à reviser le titre X de la Constitution, n° 468 [18 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à la modification de l'article 32 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux relations entre propriétaires et locataires de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 529 [26 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du

plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 34. Prestations sociales agricoles, n° 568 [9 octobre 1963].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 16 de la Constitution, n° 771 [18 décembre 1963].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 34 *in fine* de la Constitution, n° 772 [18 décembre 1963].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier le titre VII de la Constitution, n° 773 [18 décembre 1963].

Sa proposition de loi relative à l'organisation d'un système de garantie pour les agriculteurs contre les calamités agricoles, n° 788 [19 décembre 1963].

Sa proposition de loi relative au paiement d'une indemnité d'éviction à l'occasion du refus de renouvellement des baux commerciaux pour cause d'insalubrité, n° 1096 [6 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à autoriser la vente du lait supérieur contenant au minimum 34 grammes de matière grasse par litre, n° 1116 [21 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), annexe n° 33. Prestations sociales agricoles, n° 1106 [13 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à accorder un nouveau délai pour les demandes de titre ou de pécule formulées par certaines catégories d'anciens combattants ou de victimes de guerre, n° 1312 [9 avril 1965].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1106-4 du Code rural, n° 1357 [7 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), annexe n° 32. Prestations sociales agricoles, n° 1588 [2 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à organiser et à faciliter la « vente immobilière à tempérament », n° 1824 [11 mai 1966].

Son rapport fait au nom de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, en application de l'article 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, sur les opérations de l'année 1965 [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 4626).

Sa proposition de loi tendant à modifier le

décret-loi du 17 juin 1938 relatif aux « noix de Grenoble », n° 2002 [29 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Annexe n° 35, Prestations sociales agricoles, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, en qualité de *Rapporteur spécial*, Art. 9 : *Augmentation croissante du budget social agricole ; mesures en faveur des exploitants agricoles ; étapes à franchir en 1964 ; transfert des charges et ressources du régime agricole au régime général ; principe de la surcompensation ; caractère brutal de la mesure de transfert envisagée* [18 décembre 1962] (p. 95) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION, SERVICES GÉNÉRAUX, titre IV : *Problème de la formation technique des paysans* [10 janvier 1963] (p. 556) ; PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Evolution du budget social agricole depuis 1959 ; importance des crédits d'intervention ; conséquences des mesures prises récemment au sujet de l'application de la mère au foyer et de la suppression de la franchise en matière de Sécurité sociale ; rachat des cotisations des vieux agriculteurs ; application de la retraite complémentaire ; dépenses du budget du régime des salariés agricoles ; cotisations de ce régime ; participation de l'Etat ; caractère excellent du présent budget ; parité sociale que les exploitants agricoles sont en passe d'obtenir ; instauration souhaitable d'un débat sur l'harmonisation des législations sociales ; octroi de la retraite à 60 ans aux vieux agriculteurs acceptant de céder leur exploitation à de jeunes exploitants* [10 janvier 1963] (p. 559 à 561) ; après l'Art. 50 : *Amendement de M. Commenay (Paiement des cotisations par compensation sur les prestations) : Avantages de la solution consistant à prélever ces cotisations sur les prestations de retraite vieillesse* (p. 567, 568) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Plan de redressement économique et financier ; cas du plan de 1957 et 1958 ; suremploi ; défauts du système de distribution ; caractère sévère du budget ; construc-*

*tion d'autoroute ; crédits destinés aux pays sous-développés ; budget militaire* [22 octobre 1963] (p. 5307, 5308) ; *construction de l'usine de séparation des isotopes ; problèmes posés par l'usine de Pierrelatte* (p. 5308, 5309) ; *circuits de distribution ; politique des revenus* (p. 5309, 5310) ; après l'Art. 15 : *Son amendement (Budget annexe des prestations sociales agricoles)* [23 octobre 1963] (p. 5415) ; *augmentation des prestations servies aux agriculteurs* (p. 5418) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Augmentation de 5 % de la subvention de 3 fr 50 aux établissements d'enseignement agricole* [4 novembre 1963] (p. 6330) ; BUDGET ANNEXE DE PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Augmentation du budget ; diminution de la part des cotisations directes ; réintégration dans la B.A.P.S.A. des prestations servies aux salariés agricoles ; suppression des abattements de zones* (p. 6335, 6336) ; *son amendement tendant, au paragraphe 2 de l'article 24 à réduire de 20 millions les crédits proposés pour les prestations sociales agricoles* (p. 6343) ; Art. 45 : *Son amendement tendant à substituer, dans le deuxième alinéa de l'article 45, aux mots « 1<sup>er</sup> janvier 1963 », les termes « 1<sup>er</sup> juillet 1964 », report au 1<sup>er</sup> juillet de l'alignement de l'allocation de la mère au foyer* (p. 6343) ; après l'Art. 45 : *Référence du revenu cadastral* (p. 6344).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux prêts des caisses de crédit agricole [25 octobre 1963] (p. 5683, 6585, 5686).

Prend part à la discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 2 : *Son amendement (Compléter le premier alinéa par les mots « assurables et para-assurables »)* [22 avril 1964] (p. 866) ; *problème du gel et de la grêle* (p. 866) ; *impossibilité de l'assurance dans certaines régions et pour certains risques* (p. 866, 867) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 3 de l'article 4, après les mots « est assurée » à insérer les mots « sous le contrôle de la commission nationale des calamités agricoles prévue à l'article 14 »* (p. 876) ; Art. 5 : *Son amendement (Ajouter le nouvel alinéa suivant « épizooties exceptionnelles »)* (p. 878) ; Art. 7 : *Evaluation à 70 % de la proportion des exploi-*

tants qui, dans les régions de polyculture ne seront pas couverts; possibilité d'exiger que la production principale de l'exploitation soit normalement assurée; arrêtés conjoints [23 avril 1964] (p. 898); Art. 9 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Bousseau tendant à insérer après les mots « réalisée dans des conditions normales » les mots « de production et de commercialisation » (p. 903); remise en culture (p. 904); Art. 10 : Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de l'article 10 par les mots « par le préfet assisté du comité départemental d'expertise » (p. 905); évaluation des dommages étant du ressort du préfet et des comités départementaux (p. 905); Art. 13 : Crainte qu'un grand nombre d'agriculteurs ne bénéficient pas de l'aide du fonds, faute de répondre aux conditions exigées; prise en charge par le fonds; lacune du projet (p. 908); Art. 14 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Bousseau tendant à compléter la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « et le contrôle de la gestion du fonds par la Caisse centrale de réassurance » (p. 910); ses explications de vote : Fructueuse collaboration établie entre le Gouvernement et le Parlement; vote favorable de son groupe (p. 917).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : Œuvre considérable accomplie depuis plusieurs années en faveur du monde agricole; augmentation du budget d'agriculture et des crédits destinés à la protection sociale des agriculteurs; mesures pratiques qui pourraient être prises immédiatement en faveur de l'agriculture sans mettre en cause le plan de stabilisation [9 octobre 1964] (p. 3107 à 3109).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : Caractère du budget : un budget en équilibre; progression des investissements publics; tendance de la France à trop consommer et à trop peu investir; effort considérable du Gouvernement pour les autoroutes; retard pris précédemment; retard pour la construction; chiffre de 450.000 nouveaux logements par an; rechercher des conceptions nouvelles de construction; simplifier les procédures; réforme des circuits de distribution; suppression de la taxe locale; amélioration de l'infrastructure; nécessité de faire davantage en faveur de la for-

mation professionnelle accélérée; aider à l'adaptation au monde moderne; problème des plus-values fiscales; taux de progression des investissements, sa diminution en 1963-1964; démocratisation de l'épargne par l'encouragement grâce à des exonérations; garder la monnaie retrouvée, gage du progrès social et de l'indépendance nationale; politique d'austérité; politique de vérité [15 octobre 1964] (p. 3231 à 3233);

— sur la motion de censure : Circonstances et conditions du dépôt de la motion de censure; thèse des républicains indépendants; valeur des accusations; organisation des marchés intérieurs et des marchés européens; problème des prix et des revenus; effets du plan de stabilisation; griefs dépourvus de fondement; prix indicatifs de la viande; prix du blé; revenus agricoles; causes profondes du mécontentement actuel résidant dans des maladresses; insertion de notre agriculture dans le Marché commun; réalisations que le Gouvernement peut inscrire à son actif; appuis que la politique a recueillis; prix français devant être portés aux prix moyens des prix européens; V<sup>e</sup> République ayant accompli, en faveur de l'agriculture, un effort sans précédent; placer les agriculteurs français au premier rang des agriculteurs européens; caractère injuste de la censure du Gouvernement; importance du soutien des marchés et des transferts sociaux; problème de l'exode rural; comparaisons avec les statistiques étrangères; motion de censure devenant une arme mineure au service d'intérêts électoraux [27 octobre 1964] (p. 3955 à 3957); rétablir la vérité; inadaptation de nombreuses exploitations; carences du passé; orientation des prix à la baisse; problème des investissements; embarras des auteurs de la motion de censure; problème de la construction à faire pour demain; refuser la facilité (p. 3957 à 3959);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de Rapporteur spécial : Problème des dépenses du B.A.P.S.A.; celui des recettes; progression des prestations et des charges depuis cinq ans; solution possible pour améliorer le budget dès cette année et au cours des années à venir; budget du B.A.P.S.A. étant en fait en augmentation de 15 %; évolution des recettes et des dépenses; augmentation du volume des prestations servies aux exploitants agricoles; prestations familiales ayant augmenté

de 85 % depuis cinq ans; prestations d'avantages-vieillesse de 200 % et les prestations de l'Amexa de 100 %; budget social des exploitants agricoles ayant considérablement augmenté; progression des charges; part provenant des taxes sur les produits représentant actuellement 15,3 %; accroissement substantiel de l'aide apportée par la collectivité nationale; accroissement des transferts sociaux; atteindre les prix européens [5 novembre 1964] (p. 4682, 4683); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, en qualité de Rapporteur spécial: Allocation complémentaire de vieillesse pouvant être incluse dans la retraite de base; aider les exploitants agricoles dont le revenu est inférieur à 200 francs [5 novembre 1964] (p. 4732); après l'Art. 53: Son amendement tendant, après l'article 53, à insérer un nouvel article (Etat évaluatif des prestations d'assurances sociales et d'allocations familiales servies aux salariés du régime agricole) (p. 4736); dépenses et recettes du régime des salariés agricoles (p. 4736); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, seconde délibération, Art. 24: Etat A: Ses observations sur les amendements du Gouvernement; inclusion de l'allocation complémentaire dans la retraite de base; aide accrue en faveur des petits agriculteurs; revenu cadastral ancien [9 novembre 1964] (p. 5215, 5216); ses explications de vote: Collaboration s'étant instaurée entre le Gouvernement et sa majorité; allègements fiscaux proposés par le Gouvernement; mesures prises en faveur de l'agriculture; progression des investissements; budget en équilibre (p. 5222).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports une question orale avec débat, relative aux Jeux Olympiques d'hiver de 1968: Nécessité d'entreprendre sans retard un effort d'équipement considérable; amélioration des liaisons ferroviaires; aménagement des routes nationales conduisant vers l'Oisans et vers Chamrousse; autoroute Grenoble-Voreppe; transfert de l'aérodrome d'Eybens au Versoud et à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs; amélioration des routes départementales; financement des remontées mécaniques; efforts considérables consentis par la ville de Grenoble et par le département de l'Isère; liaisons routières Grenoble-Lyon et Grenoble-Chambéry; autoroute Genève-Valence [18 décembre 1964] (p. 6250, 6251, 6252).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier: Inconvénients de la taxe locale; situation des petits commerçants; investissement et modernisation des circuits commerciaux; fonctionnement du Marché commun impliquant la disparition des barrières fiscales; modalités d'exonération des petits commerçants; régimes de forfait; financement du B.A.P.S.A.; subventions pour les achats de matériel agricole; améliorer les recettes des petites communes (23 juin 1965) (p. 2393 à 2395); taxe locale ayant été condamnée par tous les groupes de l'Assemblée; neutralité de l'impôt; son caractère cumulatif et antiéconomique; ses observations sur les paroles de M. Bosson; Gouvernement ayant accepté de modifier son projet dans le sens demandé par les parlementaires; part des collectivités locales; fonds d'action locale; minimum garanti; problème de l'indexation; sort des communes touristiques; augmentation du plafond de la décote pour les forfaits; information de l'Assemblée; décision de l'association des maires; harmonisation avec la législation fiscale de nos partenaires européens; son opposition à la motion de renvoi [24 juin 1965] (p. 2437, 2438); Art. 17: Industrie pétrolière; transports routiers; taxe sur les prestations de services [25 juin 1965] (p. 2507, 2508); Art. 18: Neutralité fiscale; problèmes psychologiques et politiques de la fiscalité (p. 2510); situation des commerçants et des artisans (p. 2511, 2512); Art. 40: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa a) du paragraphe 2 à substituer au chiffre « 48 » le chiffre « 50 » (p. 2549); En deuxième lecture, Art. 4: Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'amendement du Gouvernement (Aménagement des dispositions des articles 256-II a et 279 quinquies du C.G.I.; industrie pétrolière; ordonnance du 7 janvier 1959) [21 décembre 1965] (p. 5009); Art. 14: Son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe 2 du texte proposé par l'amendement du Gouvernement par un nouvel alinéa: « à l'ensemble des opérations, autres que les ventes en l'état, réalisées par les redevables inscrits au répertoire des métiers, lorsque ces redevables sont susceptibles de bénéficier du régime prévu à l'article 18-2 bis » (p. 5025);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966: Equilibre du budget;

*ensemble des dépenses publiques étant adapté à la progression du revenu national; évolution des prix; équilibre du commerce extérieur; atonie des investissements privés; inadaptation du réseau routier; produit de la fiscalité spécifiquement routière; budget de l'agriculture; ses observations sur les constructions; nécessité de moderniser les entreprises de construction; accession à la propriété par la location-vente [7 octobre 1965] (p. 3369 à 3371); Art. 19 (suite): Ses observations sur le B.A.P.S.A.; modalités de financement; participation directe de la profession; ses observations sur la taxe de 0,70 F s'appliquant au quintal de blé et d'orge livré à la consommation; régime social de l'agriculture; participation de la collectivité nationale [8 octobre 1965] (p. 3436, 3437); Art. 20 (suite): Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3439); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de Rapporteur spécial: Dépenses et recettes du budget annexe des prestations sociales agricoles; montant des allocations familiales; dépenses concernant l'assurance-maladie des exploitants agricoles; dépenses relatives aux avantages de vieillesse; taxe de 0,70 F par quintal de blé livré; ses observations sur les classes de retraite de vieillesse agricole; porter de 35.000 à 50.000 francs le plafond de l'actif successoral au-dessus duquel le remboursement des arrérages de l'allocation supplémentaire perçus par les parents peuvent être exigés de leurs héritiers; mutualité sociale agricole; statut des médecins contrôleurs des lois sociales en agriculture; cas des agriculteurs ayant 10 hectares en polyculture [27 octobre 1965] (p. 4245 à 4247).*

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale, sans débat, relative aux crédits à la construction de logements sociaux [29 octobre 1965] (p. 4355, 4356).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: *Aménagement du territoire; ses observations sur l'agriculture et l'Europe; politique des revenus; indicateurs d'alerte à l'inflation; concentration des grandes villes; ses observations sur les villages-centres; crédits à long terme; retard dans la construction des grandes voies de communication et des autoroutes; problème de financement; asseoir l'impôt foncier sur la valeur réelle et non sur la valeur*

*agricole du terrain; possibilité d'autoriser les caisses d'épargne à ouvrir des comptes chèques; progression du revenu par exploitation agricole; orientation des productions [5 novembre 1965] (p. 4538 à 4540).*

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative aux prestations familiales des étudiants [29 avril 1966] (p. 1040, 1041).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263): *Non-respect de la date de publication du rapport sur la situation agricole; importance de l'accord intervenu à Bruxelles; effort accompli sur le plan social; nécessité d'encourager la constitution de groupements de producteurs et de comités économiques agricoles (p. 1271, 1272).*

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales: *Équipement des collectivités locales; aménagement du territoire; équilibre entre la ville et la campagne; concentration des populations excessives dans les villes; irréversibilité du mouvement d'urbanisation; nécessité de créer des activités autour des villages centres; rôle de la Caisse des dépôts et consignations; autofinancement; loi du 6 janvier 1966; problème des emprunts et des subventions; buts du V<sup>e</sup> Plan; débudgétisation du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme; nécessité de moderniser notre réseau de caisses d'épargne [18 mai 1966] (p. 1373 à 1376); choix des métropoles d'équilibre (p. 1376);*

— sur les questions orales relatives à la politique du logement: *Secteur de l'accession à la propriété privée; inconvénients du système des primes différées; réforme du régime des ventes immobilières à tempérament [15 juin 1966] (p. 2078, 2079).*

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1967: *Importance de la discussion budgétaire; rôle de la majorité; comparaison entre la situation économique de la France et celle des pays étrangers; hausse des prix; équilibre budgétaire; évolution des masses de recettes et de dépenses; Sécurité sociale; situation des entreprises publiques; réduction de la T.V.A.; développement de l'épargne; marché financier; impôt sur le revenu; équilibre du B.A.P.S.A.; impôt sur*

*les salaires* [13 octobre 1966] (p. 3385 à 3389); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial*: *Ses observations sur le B.A.P.S.A.; augmentation du nombre des bénéficiaires des retraites vieillesse; crédits pour les prestations familiales; produits des taxes sur les denrées agricoles; taxe de reprise sur les céréales; élévation de la taxe de vulgarisation* [26 octobre 1966] (p. 3879, 3880); *budget des salariés agricoles; problème des retraites complémentaires; allocation de logement; ses observations sur le plafond de 50.000 francs de l'actif successoral au-delà duquel le reversement de l'allocation supplémentaire perçue par leurs parents est réclamé aux héritiers* (p. 3880).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative aux tarifs de l'éclairage public [4 novembre 1966] (p. 4261, 4262).

**PASQUINI (M. Pierre)**, *Député des Alpes-Maritimes, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*. *Vice-Président de l'Assemblée Nationale*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1964] (p. 600), [2 avril 1965] (p. 572), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Donne sa démission de cette Commission [18 décembre 1962] (p. 147).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [19 décembre 1962] (p. 176), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

Donne sa démission de membre de cette Commission [9 juin 1964] (p. 1742).

Est nommé membre de la Commission des

lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [10 juin 1964] (p. 1803).

Donne sa démission de membre de cette Commission [2 octobre 1964] (p. 2901).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [2 octobre 1964] (p. 2901), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), tourisme, n° 57 [27 décembre 1962].

Sa proposition de loi relative à l'exercice de la médecine libre, n° 164 [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à instaurer un ordre du mérite judiciaire, n° 270 [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à interdire les mises à mort d'animaux dans les chasses à courre, n° 383 [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à apporter réparation à certains dommages subis au cours des récents événements par les Français d'Algérie, n° 389 [21 juin 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Tourisme, n° 586 [18 octobre 1963].

Sa proposition de loi relative à l'usage du titre de conseil ou de conseiller social, n° 727 [11 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à coordonner certains textes législatifs ou réglementaires antérieurement intervenus et relatifs à la situation de fermiers italiens sur le territoire national, n° 728 [11 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et

de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 943) modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, **n° 982** [16 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Tourisme, **n° 1108** [14 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur les propositions de loi : 1° (n° 1331) tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° (n° 1288) relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, **n° 1337** [27 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1435), modifiée par le Sénat, relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, **n° 1453** [15 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, **n° 1546** [29 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat dans sa deuxième lecture, relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage collectif par les locataires, **n° 1558** [30 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1564), rejetée par le Sénat en troisième lecture, relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, **n° 1566** [30 juin 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : XIII. Tourisme, **n° 1594** [5 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1854) modifiant la loi n° 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », **n° 1912** [9 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à réglementer l'exercice du droit de grève par les personnels des Compagnies de navigation assurant des liaisons régulières avec les parties non continentales du territoire métropolitain et avec les départements et territoires d'outre-mer, **n° 2003** [29 juin 1966].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : XVII : Premier Ministre (tourisme), **n° 2053** [4 octobre 1966].

#### En qualité de vice-président :

Préside la troisième séance du 9 janvier 1963 (p. 447); la troisième séance du 15 janvier 1963 (p. 846); la deuxième séance du 21 janvier 1963 (p. 1355); la troisième séance du 22 janvier 1963 (p. 1451); la séance du 14 février 1963 (p. 2173); la troisième séance du 21 février 1963 (p. 2286); la séance du 16 mai 1963 (p. 2930); la première séance du 29 mai 1963 (p. 3094); la séance du 6 juin 1963 (p. 3192); la séance du 18 juin 1963 (p. 3438); la première séance du 20 juin 1963 (p. 3585); la séance du 25 juin 1963 (p. 3700); la deuxième séance du 17 juillet 1963 (p. 4214); la deuxième séance du 23 juillet 1963 (p. 4414); la première séance du 16 octobre 1963 (p. 5179); la deuxième séance du 23 octobre 1963 (p. 5410); la deuxième séance du 28 octobre 1963 (p. 5738); la troisième séance du 28 octobre 1963 (p. 5758); la deuxième séance du 30 octobre 1963 (p. 5984); la deuxième séance du 6 novembre 1963 (p. 6563); la troisième séance du 6 novembre 1963 (p. 6583); la deuxième séance du 7 novembre 1963 (p. 6720); la première séance du 14 novembre 1963 (p. 7214); la séance du 4 décembre 1963 (p. 7618); la séance du 5 décembre 1963 (p. 7640); la séance du 18 décembre 1963 (p. 7972); la séance du 15 avril 1964 (p. 756); la séance du 29 avril 1964 (p. 1009); la séance du 5 mai 1964 (p. 1079); la séance du 20 mai 1964 (p. 1271); la deuxième partie de la séance du 26 mai 1964 (p. 1381); la séance du 3 juin 1964 (p. 1587); la première séance du 9 juin 1964 (p. 1700); la première séance du 11 juin 1964 (p. 1815); la première séance du 12 juin 1964 (p. 1866); la première séance du 23 juin 1964 (p. 2090); la première séance du 25 juin 1964 (p. 2184); la deuxième séance du 14 octobre 1964 (p. 3196); la deuxième

séance du 21 octobre 1964 (p. 3525); la première séance du 28 octobre 1964 (p. 3985); la première séance du 29 octobre 1964 (p. 4105); la troisième séance du 4 novembre 1964 (p. 4567); la séance du 18 novembre 1964 (p. 5452); la deuxième séance du 1<sup>er</sup> décembre 1964 (p. 5741); la première séance du 9 décembre 1964 (p. 5966); la deuxième séance du 9 décembre 1964 (p. 5990); la première partie de la séance du 16 décembre 1964 (p. 6142); la première séance du 5 mai 1965 (p. 1116); la première séance du 19 mai 1965 (p. 1409); la deuxième séance du 1<sup>er</sup> juin 1965 (p. 1676); la séance du 9 juin 1965 (p. 1913); la première séance du 16 juin 1965 (p. 2161); la première séance du 23 juin 1965 (p. 2362); la première séance du 29 juin 1965 (p. 2721); la deuxième séance du 29 juin 1965 (p. 2748); la séance du 6 octobre 1965 (p. 3343); la deuxième séance du 13 octobre 1965 (p. 3587); la première séance du 20 octobre 1965 (p. 3879); la deuxième séance du 20 octobre 1965 (p. 3903); la deuxième séance du 26 octobre 1965 (p. 4123); la troisième séance du 27 octobre 1965 (p. 4219); la première séance du 4 novembre 1965 (p. 4429); la deuxième séance du 17 novembre 1965 (p. 4688); la première séance du 18 novembre 1965 (p. 4740); la séance du 27 avril 1966 (p. 964); la séance du 5 mai 1966 (p. 1095); la séance du 1<sup>er</sup> juin 1966 (p. 1601); la première séance du 8 juin 1966 (p. 1784); la première partie de la séance du 22 juin 1966 (p. 2205); la séance du 4 octobre 1966 (p. 3110); la première séance du 13 octobre 1966 (p. 3377); la première séance du 20 octobre 1966 (p. 3613); la troisième séance du 20 octobre 1966 (p. 3658); la deuxième séance du 24 octobre 1966 (p. 3787); la deuxième séance du 26 octobre 1966 (p. 3889); la deuxième séance du 9 novembre 1966 (p. 4449); la troisième séance du 9 novembre 1966 (p. 4451); la première séance du 10 novembre 1966 (p. 4497); la première séance du 16 novembre 1966 (p. 4595); la deuxième séance du 16 novembre 1966 (p. 4607); la première séance du 23 novembre 1966 (p. 4764); la première séance du 1<sup>er</sup> décembre 1966 (p. 5126); la première séance du 8 décembre 1966 (p. 5366); la deuxième séance du 14 décembre 1966 (p. 5524); la deuxième séance du 15 décembre 1966 (p. 5572); la séance du 20 décembre 1966 (p. 5700).

## Interventions :

### En qualité de vice-président :

Déclare close la session extraordinaire [21 février 1963] (p. 2293).

Ses observations sur le déroulement du débat relatif à la réglementation du droit de grève dans les services publics [17 juillet 1963] (p. 4220, 4221).

Annonce à l'Assemblée Nationale l'élection de M. Louis Dupont député de la Meurthe-et-Moselle le 31 mai 1964 [3 juin 1964] (p. 1587).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Lecocq : *Fixation de l'ordre du jour* [23 juin 1964] (p. 2091).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Juskiewenski : *Problème de l'absentéisme parlementaire* [21 octobre 1964] (p. 3525).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Dumortier : *Ordre du jour* [4 novembre 1964] (p. 4568).

Ses observations sur l'interprétation de l'article 100 du Règlement de l'Assemblée Nationale [9 décembre 1964] (p. 5977).

Ses observations sur la mise au point au sujet du vote de M. de Grailly [9 décembre 1964] (p. 5990).

Ses observations sur la fixation de l'ordre du jour : *Question de M. Pleven : discussion d'un projet de loi sur l'amnistie* [9 décembre 1964] (p. 5991).

Ses observations sur la mise au point au sujet du vote de M. Le Bault de la Morinière [16 décembre 1964] (p. 6142).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Grenier : *Bureau de l'Assemblée Nationale ayant chargé du contrôle et de la surveillance de la télévision des débats une Commission spéciale présidée par M. Chamant* [19 mai 1965] (p. 1410).

Ses observations sur le temps de parole des orateurs : *Nécessité de le respecter* [26 octobre 1965] (p. 4135).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Ricubon, Abelin et Krieg [5 mai 1966] (p. 1096, 1097).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Davoust : *Procédure concernant l'organisation et la conclusion des débats auxquels une pétition peut donner lieu* [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1602, 1603).

Ses observations sur l'interdiction au public



de jeter des tracts dans la salle des séances [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1614).

Annonce le décès de Noël Barrot, questeur [8 juin 1966] (p. 1783).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Delmas [22 juin 1966] (p. 2206).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. René Laurin [4 octobre 1966] (p. 3111).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Maurice Faure et celui de M. Duffaut : *Télévision des débats de l'Assemblée Nationale* [13 octobre 1966] (p. 3389).

Ses observations sur les mises au point au sujet de leur vote de M. Delong, Mlle Dienesch et M. de Grailly; application de l'article 68 du Règlement [26 octobre 1966] (p. 3889, 3890).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Barberot au sujet de son vote [8 décembre 1966] (p. 5366).

Ses observations sur les paroles de M. Emile-Pierre Halbout sur l'ordre du jour complémentaire [14 décembre 1966] (p. 5524).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret [15 décembre 1966] (p. 5572).

#### En qualité de député :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, **TOURISME** : *Augmentation des voyages de Français à l'étranger; stabilisation du nombre des touristes étrangers en France; absence de structures hôtelières pour le tourisme; reconduction en 1963 du budget de 1962; perspectives touristiques développées dans le texte du IV<sup>e</sup> Plan; mise en valeur du potentiel d'accueil du pays; problème du réseau routier; conséquences pour l'hôtellerie de l'amélioration des vitesses de transport; insuffisance des mesures de crédit mises à la disposition de l'hôtellerie; importance des droits de succession dans l'hôtellerie; charges des salaires dans ce secteur; critiques adressées aux dirigeants du Commissariat au tourisme; nécessité de moderniser nos conceptions en la matière; utilisation de la radio; attraction exercée par les artistes; création souhaitable d'un musée d'art moderne contemporain sur la Côte d'Azur; développement souhaitable de l'initiative privée; problème des ports de plaisance; embouteillages des ports; avenir de la navigation de plaisance; détaxation souhaitable de l'essence en la matière; coordina-*

*tion des efforts des agences de tourisme; création d'un réseau mondial de points de vente et de correspondants français à l'étranger; absence d'une véritable politique de tourisme* [16 janvier 1963] (p. 912 à 922); **AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARA** : *Conflits internes en Algérie; événements consécutifs à l'indépendance; déclarations des autorités algériennes et la valeur qui doit leur être accordée; mise en pratique des accords d'Evian* [21 janvier 1963] (p. 1414).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Création du grade de directeur d'école; position exprimée à ce sujet par l'Assemblée; opinion du Syndicat national des instituteurs; situation des Alpes-Maritimes et de Nice en matière d'éducation nationale; création nécessaire d'un lycée technique à Nice; problème des arrêtés relatifs au recrutement des internes des hôpitaux* [19 juin 1963] (p. 3569, 3570).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des animaux, Art. 1<sup>er</sup> : *Actes de cruauté commis envers un animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité* [10 octobre 1963] (p. 5129);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, **SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME**, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Solde positif de la balance touristique en diminution; lancement d'une campagne nationale de propagande; amélioration de la législation fiscale applicable aux hôtels; importance de l'état du réseau routier et des transversales; détaxe sur l'essence pour les touristes étrangers* [28 octobre 1963] (p. 5719, 5720, 5721); **JUSTICE** : *Création de postes de premier juge d'instruction; nécessité de spécialiser des juges d'instruction dans les affaires économiques; relèvement des traitements des surveillants; accroissement de la délinquance parmi les travailleurs Nord-Africains; problème de l'amnistie* [5 novembre 1963] (p. 6455); **BUDGETS MILITAIRES** : *Interprétation d'une lettre adressée aux présidents des conseils généraux de France et signée par MM. Maurice Faure et Guy Mollet; présentation sous un jour inexact des travaux du Parlement; prérogatives de l'Assemblée Nationale; caractère politique de la lutte contre la force de frappe; nécessité de*

trouver un tremplin électoral; importance de l'œuvre aujourd'hui accomplie par la majorité [7 novembre 1963] (p. 6754 à 6756); précisions données sur le terme de mineur pour les assemblées départementales (p. 6757);

— du projet de loi instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés : Réparer les dommages subis par les rapatriés; préparer l'accueil et le reclassement des Français étant en Algérie; opération dite de réforme agraire; champ d'application du projet soumis à l'Assemblée Nationale; cas des rapatriés ayant emprunté auprès du Crédit foncier pour acheter un appartement ayant été nationalisé [13 novembre 1963] (p. 7185, 7186, 7187); Art. 7 : Dispense de timbre et d'enregistrement gratuits des actes visés par le présent projet (p. 7190);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, après l'Art. 7 : Ses observations sur la possibilité d'application de l'article 61 du Règlement : vérification du quorum; absentéisme parlementaire; projet spécifique à l'ensemble de la région parisienne; présidents de groupe pouvant demander la vérification du quorum, aucune délégation de pouvoir n'étant prévue en la matière [12 juin 1964] (p. 1891); observations de M. Lionel de Tinguy relatives à l'absentéisme (p. 1891);

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, en qualité de Rapporteur : Modifications des rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie; problème du tourisme constituant un des faits sociaux les plus marquants de notre siècle; mise en valeur du potentiel d'accueil et a fortiori du potentiel hôtelier d'un pays; concurrence étrangère; stimuler la modernisation de l'équipement hôtelier; mesures financières appropriées; dispositions d'ordre juridique intéressant les rapports contractuels entre bailleurs et locataires; travaux d'embellissement; hésitation du locataire; assentiment du propriétaire [17 juin 1964] (p. 1980); Art. 1<sup>er</sup> : Référence à la construction de cuisines et éventuellement de piscines (p. 1983); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article premier : « Accord du propriétaire en cas de modifications de la distribution des lieux ou d'affectation du gros œuvre de l'immeuble (p. 1984); application des principes de droit commun; consultation des commissions; impré-

cision du texte (p. 1984); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article premier; modifications, par les travaux, de la distribution des lieux (p. 1990); Art. 2 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 2 : « Un plan d'exécution et un devis descriptif et estimatif des travaux projetés sont joints à cette notification » (p. 1993); Art. 3 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'article : « Pendant une durée de dix-huit ans à compter de l'achèvement des travaux, le propriétaire ne peut prétendre... » (p. 1993); Art. 4 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Refus de renouvellement du bail. Obligation du propriétaire de rembourser au locataire quittant les lieux le coût des travaux mentionnés à l'article premier (p. 1996);

— de la proposition de loi de M. Michel Debré tendant à faciliter aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres ou irrécupérables, communément appelés « bidonvilles » : Organisation de l'accueil des travailleurs immigrés; concurrence au regard de cette main-d'œuvre étrangère entre les pays du Marché commun; adoption de la proposition de loi découlant de raisons économiques et humanitaires [26 juin 1964] (p. 2255);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite : Éviter les éléments de régression; lacunes possibles; non-application de la loi du 4 août 1956; complexité du cas des veuves; efforts réalisés par le Gouvernement; établissement de deux catégories de pensionnés selon la date de leur mise à la retraite; bénéfice de la loi s'étendant aux catégories les plus jeunes [6 octobre 1964] (p. 2957, 2958); Art. L 4 : Retraite des fonctionnaires de l'enseignement technique; proposition de loi présentée en 1961 par M.M. Chérasse et Tomasini; justifier une période d'activité dans l'industrie d'au moins cinq ans étant une condition nécessaire à la qualification des fonctionnaires de l'enseignement technique [7 octobre 1964] (p. 2982); recours à l'article 40 par M. Boulin (p. 2985);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : Compétence du Ministre des Finances; effort plus important devant être fait en faveur des personnes âgées; leur nombre:

17 % de la population ayant plus de 60 ans, 12 % ayant plus de 65 ans; revalorisation de leur pouvoir d'achat; situation n'étant pas idéale; rapport de la Commission Laroque [15 octobre 1964] (p. 3230, 3231); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME, en qualité de Rapporteur pour avis: Impossibilité de mettre en œuvre une véritable politique touristique française; problème de l'absentéisme; étrangers continuant de venir nombreux en France; leur nombre: 6 millions et demi en 1963, 7 millions cette année; diminution de la durée de leur séjour; moyenne de leur séjour à Nice; nécessité d'une politique d'ensemble en ce qui concerne les autoroutes, les prix, la propagande, la détaxe sur l'essence; regrets en ce qui concerne la détaxe sur l'essence; aménagement de la côte Languedoc-Roussillon; développement du nautisme; adaptation de l'équipement portuaire; industrie hôtelière; poids de la fiscalité; allègements fiscaux; problème des bonifications; étalement des vacances; accueil réservé aux étrangers; véritable campagne nationale d'éducation; commissariat national d'accueil où le Parlement serait représenté avec le concours de la radio, de la télévision, d'Air France et des syndicats d'initiative [21 octobre 1964] (p. 3507 à 3510); opinion de M. Fielding; donner une publicité au jugement porté par M. Fielding sur la France de 1964 [21 octobre 1964] (p. 3522); RAPATRIÉS: Problème des rapatriés étant partiellement réglé du fait de leur courage; désarroi moral; solidarité nationale; rapatriés continuant à venir en métropole; textes existant ne pouvant pas recevoir une application totale; caractère insuffisant ou incomplet de certains textes; conditions pour obtenir la prestation sociale de 1 million d'anciens francs ou de 4 millions d'anciens francs [28 octobre 1964] (p. 4035, 4036); problème des H.L.M.; remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques; question de la documentation; indemnisation devant être revue en fonction de la réalité concrète; intégration des rapatriés (p. 4036, 4037).

Fait personnel: Distinction établie par M. Mitterrand entre gaullistes de légende et gaullistes de brocante; son opposition à une telle distinction [2 décembre 1964] (p. 5785, 5786).

Prend part à la discussion:

— du projet de loi portant amnistie et

autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances: Amnistie ayant été accordée aux combattants de l'insurrection algérienne dès 1962; nécessité d'aller plus loin dans cette voie et d'en fixer les limites; qualification du projet de loi; critiques formulées à son égard; nécessité de se placer hors du terrain politique et pour les députés d'être des hommes de bonne volonté [17 décembre 1964] (p. 6175 à 6177);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi: 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, en qualité de Rapporteur: Historique de la question; portée sociale et économique du texte; son analyse; Commission ayant modifié, sur certains points, la proposition de M. Henry Rey; vente des immeubles construits depuis cinq ans; cas du locataire entré dans les lieux depuis trois ans; ses observations sur l'article 6: amendement de M. Halbout [29 avril 1965] (p. 973 à 975); Commission n'ayant pas eu connaissance de la motion de renvoi (p. 984); Art. 1<sup>er</sup>: Opposition de la Commission à l'amendement de M. Lolive (p. 985); ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth (p. 986); ses observations sur le sous-amendement de M. Duchesne (p. 987); ses observations sur le sous-amendement de M. Neuwirth (p. 988); ses observations sur l'amendement de M. Dumortier (p. 989); ses observations sur l'amendement de M. Duchesne; dispositions relevant du domaine réglementaire (p. 990); ne pas accorder un régime spécial aux fonctionnaires (p. 990); Art. 2: Problème du pourcentage (p. 996); Art. 4: Commission n'étant pas opposée au recours de l'organisme vendeur devant le juge de l'expropriation (p. 997); Art. 5: Ses observations sur la rédaction du Gouvernement (p. 1000); Art. 6: Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement par les mots « et éventuellement au rachat préférentiel exécuté en application de l'article 7 » (p. 1001); rétrocession aux collectivités locales de leurs apports; affectation des sommes au remboursement des emprunts contractés (p. 1001); après l'Art. 6: Commission s'étant prononcée pour la suppression intégrale de l'article 7 (p. 1002); Art. 7: Droit de préemption (p. 1003); Commis-

sion étant favorable à l'amendement présenté par le Gouvernement (p. 1004); Article additionnel : Opposition de la Commission à l'amendement de M. Cance (p. 1006); en seconde délibération : Application de l'article 101 du Règlement de l'Assemblée Nationale (p. 1006, 1007); en deuxième lecture : Vente à leurs occupants d'habitations à loyer modéré à usage locatif; portée sociale et économique du texte; champ d'application de la loi [15 juin 1965] (p. 2130); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Locataires de logements construits en application de la législation sur les habitations à loyer modéré et par les organismes d'habitations à loyer modéré en application des articles 257 à 268 du Code de l'urbanisme et de l'habitation peuvent demander à acquérir le logement qu'ils occupent dans des conditions fixées par un règlement d'administration publique) (p. 2131); référence aux articles 257 à 268 du Code de l'urbanisme et de l'habitation concernant les seules constructions de type H.L.M.; préoccupation exprimée par l'Union nationale des fédérations d'urbanismes d'habitations à loyer modéré (p. 2131); comité départemental des habitations à loyer modéré; ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement (p. 2132); Art. 4 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « tel qu'elle est fixée », les mots « tel qu'elle est évaluée » (p. 2133); évaluation du prix (p. 2133); son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « En cas de contestation sur le prix, le différend est porté devant la juridiction d'expropriation » (p. 2133); prix de vente (p. 2133); Art. 6 : Amendement du Gouvernement résultant d'un compromis; droit de réservation dans les logements construits à l'aide du produit des ventes (p. 2134, 2135); Art. 6 bis : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2136); Art. 7 : Son amendement tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « préalablement autorisée par », les mots « préalablement déclarée à » (p. 2136); son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article après les mots « droit de rachat », à insérer le mot « préférentiel » (p. 2136); en troisième lecture, en qualité de Rapporteur : Opinion de la Commission mixte paritaire [30 juin 1965] (p. 2773); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant, dans le

troisième alinéa de cet article à substituer aux mots « l'organisme propriétaire... », les mots « l'organisme d'habitations à loyer modéré... » (p. 2773); son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article premier à substituer aux mots « sauf motifs reconnus sérieux et légitimes, appréciés par le préfet », les mots « sauf motifs reconnus sérieux et légitimes par le préfet » (p. 2773); Art. 4 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au mot « évaluée », le mot « déterminée » (p. 2773);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 13 : Son amendement tendant à compléter le paragraphe « a » de cet article par les nouveaux alinéas suivants : « Les prestations de service fournis par les agences de voyage. Les pertes de recettes pouvant résulter des dispositions ci-dessus seront compensées par une majoration à due concurrence du taux normal de la T.V.A. » [24 juin 1965] (p. 2468); Art. 29 : Son amendement tendant à la suppression de cet article [25 juin 1965] (p. 2536);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME, en qualité de Rapporteur pour avis : Caractère dramatique de la situation du tourisme; nécessité d'une grande politique touristique; solde de la balance touristique; durée des étrangers en France; hausse du niveau de vie des Français, leur désir d'aller à l'étranger; donner aux étrangers l'envie de venir en France et d'y rester; augmentation du niveau des prix; problème de l'accueil; ses observations sur la publicité; tarif de main-d'œuvre en Espagne; caractère préoccupant de la situation de l'hôtellerie française; rétablissement de la détaxe sur l'essence; campagne d'accueil; amélioration du régime fiscal de l'hôtellerie [11 octobre 1965] (p. 3488 à 3490); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : Moyens matériels et financiers mis à la disposition des rapatriés; problèmes psychologiques; revendications des Français d'Algérie; œuvre de Maurice Viollette, de Léon Blum et du général de Gaulle; ses observations sur les prestations sociales et la situation des personnes âgées, des veuves et des victimes du terrorisme; cas des agriculteurs obligés de quitter le territoire de l'Algérie; montant des mandats que peut expédier un Algérien travaillant en France; pro-

*blème du remboursement des dommages matériels; conséquences des expropriations; ses observations sur les prêts; possibilité d'abaisser de 55 à 50 ans pour les veuves et les agriculteurs la limite d'âge à partir de laquelle ils peuvent prétendre à l'indemnité particulière; problème de l'indemnisation; amnistie; effort financier en faveur du reclassement; indemnisation par l'Etat algérien [22 octobre 1965] (p. 4055 à 4057); Gouvernement préférant l'intégration à l'indemnisation; problème du reclassement; attitude du Gouvernement en face de l'Etat algérien; augmentation du budget de 20 % (p. 4090);*

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie: *Ce qu'était l'Algérie française; officiers destitués par décision du Président de la République en application de l'article 16 de la Constitution; problème de leur réintégration dans leur droit à pension; loi de 1964; problème de la sûreté de l'Etat; auteurs d'actes abominables; cas des chefs de la subversion; situation dans les départements du Midi [21 avril 1966] (p. 877, 878); réconciliation des Français (p. 878, 879); Art. 5: Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de cet article (p. 884); procédure du vote bloqué; problème de la limitation des pouvoirs du Président de la République (p. 884); cas d'un ex-officier général (p. 885); Art. 6: Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Sont amnistiées de plein droit les sanctions administratives prononcées avant la date de la promulgation de la présente loi en relation avec les événements d'Algérie » (p. 885); situation d'un fonctionnaire frappé par une mesure de suspension de ses fonctions ou de mise en disponibilité (p. 885); fonctionnaire suspendu ou mis en disponibilité (p. 886); Art. 12: Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Cas où le présent article n'est pas applicable) (p. 887); magistrats et officiers de police ayant été l'objet de sanctions administratives en relation directe avec les événements d'Algérie; magistrats maintenus par ordre à la disposition du Ministre de la Justice (p. 887); en deuxième lecture, Art. 5: Eviter la démagogie; réconciliation nationale [26 mai 1966] (p. 1515);*

— du projet de loi portant amnistie, après l'Art. 25: *Son amendement tendant après cet*

*article à insérer un nouvel article: « Est amnistiée toute personne condamnée avant le 1<sup>er</sup> janvier 1926 pour des faits ayant entraîné une peine quelle qu'elle soit, à condition qu'elle n'ait, depuis cette date, subi aucune condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle » [27 avril 1966] (p. 972).*

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'enlèvement d'une personnalité politique étrangère: *Aabstention dans ce débat des principaux membres de l'opposition; affaire du capitaine Moureau; les répercussions possibles de l'affaire Ben Barka sur le sort des Français résidant au Maroc [6 mai 1966] (p. 1148, 1149).*

Prend part à la discussion:

— du projet de loi modifiant la loi n° 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », en qualité de *Rapporteur pour avis: Loi du 14 décembre 1964; expropriation administrative pouvant concerner d'autres terrains que ceux sur lesquels existent des bidonvilles; pouvoirs des autorités administratives [14 juin 1966] (p. 2006, 2007); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article premier de la loi du 14 décembre 1964 à substituer au mot « nécessaire », le mot « indispensable » (p. 2010); Art. 2: Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article premier-I de la loi du 14 décembre 1964, à le compléter par les mots « conçue pour la construction de ces logements » (p. 2011); son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article premier-I de la loi du 14 décembre 1964, après les mots « de construction », à insérer les mots « de logements sociaux » (p. 2011); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article premier-I de la loi du 14 décembre 1964 à substituer aux mots « dix ans », les mots « cinq ans » (p. 2012); constructions de caractère provisoire (p. 2012); Art. 6: Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 2013);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME, en qualité de *Rapporteur pour avis: Suppression*

*de la détaxation de l'essence; modification de l'assiette de l'imposition hôtelière; droits de succession dans l'hôtellerie; problème de leur réinvestissement dans des travaux de modernisation; possibilité d'utiliser les services de l'O.R.T.F. et les moyens audio-visuels pour la propagande touristique; aménagement des ports de plaisance; nécessité de créer un Ministère du Tourisme; fermeture du bureau national de renseignements touristiques; balance touristique; ses observations sur la campagne « Connaissez la France »; éducation de la presse spécialisée; conséquences de la diffusion par l'O.R.T.F. des températures nocturnes; étalement des vacances; problème du monopole du pavillon dans les relations entre le continent et la Corse; conséquences des grèves de transport pour la Corse; création en Corse d'une école hôtelière; ports de plaisance; équipements du Languedoc-Roussillon; statut des plages et des plagistes; camping; caravanning; tourisme social; tourisme de plein air; hôtel Hilton; réalisations du Club Méditerranée [21 octobre 1966] (p. 3691 à 3693).*

**PAVOT (M. Narcisse)**, Député du Nord,  
17<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

**PERETTI (M. Achille)**, Député de la Seine,  
34<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale [2 avril 1964] (p. 600), [2 avril 1965] (p. 572), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [19 juin 1963] (p. 3578).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633) [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à reviser la Constitution en vue d'instaurer un régime présidentiel, n° 640 [7 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 75 du Code civil, relatif à la célébration du mariage, n° 679 [21 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 806) autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale, n° 866 [30 avril 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, n° 1231 [9 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1574), relatif à la répression des infractions en matière de permis de construire, n° 1657 [9 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1857), modifié par le Sénat, relatif à la répression des infractions en matière de permis de construire, n° 1901 [8 juin 1966].

#### En qualité de vice-président :

Préside : la séance du 9 avril 1964 (p. 692); la séance du 6 mai 1964 (p. 1095); la séance du 12 mai 1964 (p. 1144); la séance du 19 mai 1964 (p. 1250); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 21 mai 1964 (p. 1305); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 28 mai 1964 (p. 1467); la séance du 5 juin 1964 (p. 1679); la 2<sup>e</sup> séance du 18 juin 1964 (p. 2038); la 2<sup>e</sup> séance du 26 juin 1964 (p. 2289); la 2<sup>e</sup> séance du 29 juin 1964 (p. 2340); la séance du 6 octobre 1964 (p. 2943); la 2<sup>e</sup> séance du 9 octobre 1964 (p. 3075); la 1<sup>re</sup> séance du 15 octobre 1964 (p. 3217); la 3<sup>e</sup> séance du 20 octobre 1964 (p. 3417); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 21 octobre 1964 (p. 3517); la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 30 octobre 1964 (p. 4343); la 2<sup>e</sup> séance du 5 novembre 1964 (p. 4681); la 3<sup>e</sup> séance du 6 novembre 1964 (p. 4876); la 1<sup>re</sup> séance du 9 novembre 1964 (p. 5152); la séance du 20 novembre 1964 (p. 5521); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 8 décembre 1964 (p. 5899); la séance du 14 décembre 1964 (p. 6078); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 17 décembre 1964 (p. 6183); la 1<sup>re</sup> séance du 8 avril 1965 (p. 656); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 27 avril 1965 (p. 910); la séance du 30 avril 1965 (p. 1044); la 2<sup>e</sup> séance du 5 mai 1965 (p. 1138); la 2<sup>e</sup> séance du 11 mai 1965 (p. 1245); la 2<sup>e</sup> séance du 19 mai 1965 (p. 1431); la 2<sup>e</sup> partie de la

séance du 21 mai 1965 (p. 1488); la 1<sup>re</sup> séance du 26 mai 1965 (p. 1555); la 2<sup>e</sup> séance du 26 mai 1965 (p. 1559); la séance du 4 juin 1965 (p. 1833); la 1<sup>re</sup> séance du 11 juin 1965 (p. 2013); la 2<sup>e</sup> séance du 15 juin 1965 (p. 2130); la 2<sup>e</sup> séance du 24 juin 1965 (p. 2448); la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 25 juin 1965 (p. 2534); la 4<sup>e</sup> séance du 25 juin 1965 (p. 2544); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 26 juin 1965 (p. 2615); la 3<sup>e</sup> séance du 26 juin 1965 (p. 2648); la 2<sup>e</sup> séance du 7 octobre 1965 (p. 3378); la 1<sup>re</sup> séance du 11 octobre 1965 (p. 3458); la 3<sup>e</sup> séance du 14 octobre 1965 (p. 3689); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 15 octobre 1965 (p. 3774); la 2<sup>e</sup> séance du 18 octobre 1965 (p. 3811); la 1<sup>re</sup> séance du 25 octobre 1965 (p. 4047); la 1<sup>re</sup> séance du 22 décembre 1965 (p. 5035); la 2<sup>e</sup> séance du 21 avril 1966 (p. 872); la séance du 12 mai 1966 (p. 1222); la 2<sup>e</sup> séance du 17 mai 1966 (p. 1327); la 1<sup>re</sup> séance du 24 mai 1966 (p. 1420); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 2 juin 1966 (p. 1655); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 8 juin 1966 (p. 1807); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 9 juin 1966 (p. 1867); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 10 juin 1966 (p. 1913); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 15 juin 1966 (p. 2075); la 2<sup>e</sup> séance du 21 juin 1966 (p. 2173); la 2<sup>e</sup> séance du 24 juin 1966 (p. 2365); la séance du 25 juin 1966 (p. 2367); la séance du 27 juin 1966 (p. 2377); la 2<sup>e</sup> séance du 7 octobre 1966 (p. 3233); la 2<sup>e</sup> séance du 11 octobre 1966 (p. 3276); la 4<sup>e</sup> séance du 21 octobre 1966 (p. 3739); la 2<sup>e</sup> séance du 28 octobre 1966 (p. 4059); la 3<sup>e</sup> séance du 28 octobre 1966 (p. 4078); la 2<sup>e</sup> séance du 4 novembre 1966 (p. 4261); la 3<sup>e</sup> séance du 4 novembre 1966 (p. 4267); la séance du 25 novembre 1966 (p. 4999); la 1<sup>re</sup> séance du 2 décembre 1966 (p. 5205); la 2<sup>e</sup> séance du 2 décembre 1966 (p. 5211); la 1<sup>re</sup> séance du 9 décembre 1966 (p. 5405); la 2<sup>e</sup> séance du 9 décembre 1966 (p. 5411); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 16 décembre 1966 (p. 5667).

#### Interventions :

##### En qualité de vice-président :

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Poudevigne et Fanton : *Inscription des questions orales à l'ordre du jour* [9 octobre 1964] (p. 3076).

Annnonce à l'Assemblée les décès de Louis de Fraissinette et de Léon Salagnac et que

M. Bernard Muller remplace Louis de Fraissinette [14 décembre 1964] (p. 6078).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Fernand Dupuy [19 mai 1965] (p. 1431).

Ses observations sur le rappel au Règlement de Mme Prin [19 mai 1965] (p. 1432).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Duhamel [22 décembre 1965] (p. 5061).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Carlier [12 mai 1966] (p. 1222).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Henry Rey [21 octobre 1966] (p. 3749).

#### En qualité de député :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INTÉRIEUR : *Problème de la rémunération par les communes des professeurs d'enseignements spéciaux* [17 janvier 1963] (p. 1048); *fonctionnement des commissions de contrôle des opérations immobilières; difficultés de recrutement du personnel communal; transferts sur les collectivités locales des charges incombant à l'Etat; fonctionnement du district* [17 janvier 1963] (p. 1055, 1056); EDUCATION NATIONALE : *Retard accumulé en matière d'enseignement; déclarations de certains membres de l'actuelle opposition* [19 janvier 1963] (p. 1235); *problème des enseignements spéciaux dans les écoles communales de la Seine; charges imposées aux collectivités locales à ce sujet; problème des frais occasionnés aux communes par le fonctionnement matériel des cours d'enseignement général; dispositions du décret du 27 décembre 1962 relatives aux modalités de financement de l'équipement scolaire du second degré; normes techniques et financières concernant certaines constructions scolaires* (p. 1254 à 1256); COMMISSARIAT DU PLAN : *Problème de la multiplicité des commissions de contrôle en matière d'activité économique régionale; cas de la commission de contrôle des opérations immobilières; retards qu'entraîne le fonctionnement de cette commission sur les constructions* [25 janvier 1963] (p. 1831).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière: *Mise au crédit du Gouvernement de la décision prise par la Régie Renault d'accorder une quatrième semaine de congés payés* [9 mai 1963] (p. 2816);

— sur les questions orales de MM. Rivain

et Fouchier relatives à la réforme administrative : *Désaffection croissante pour la fonction publique; insuffisance des traitements versés; simplification à opérer en matière administrative; intervention de l'administration dans les délibérations communales; la prise en charge par l'Etat des charges locales; cas des cours spéciaux du département de la Seine; le problème de la région, le cas de Paris* [7 juin 1963] (p. 3252, 3253);

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Rémunération des professeurs spéciaux dans le département de la Seine* [19 juin 1963] (p. 3575); *problème des cours spéciaux dans le département de la Seine; problème des instituteurs détachés* [20 juin 1963] (p. 3631).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 63 : *Nécessité de laisser l'administration des finances libre de décider du retrait d'une plainte contre un contribuable* [10 juillet 1963] (p. 4008);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Cas des cours spéciaux; engagements de l'Etat envers les collectivités locales* [6 novembre 1963] (p. 6592, 6593);

— du projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale en qualité de *Rapporteur*: *Projet tendant à réparer les préjudices de carrière subis par les fonctionnaires de la sûreté nationale, anciens combattants des forces françaises libres, du fait de leur entrée tardive dans l'administration; caractère du projet de loi; application au personnel de la préfecture de police et aux anciens déportés et internés de la Résistance; ne pas déroger aux règles de recrutement prévues par les statuts particuliers en faveur des gardiens de la paix, des officiers de police adjoints, des officiers de police, anciens F.F.L., pour les nommer directement au grade supérieur; répercussions financières; emplois vacants; être titulaire à la fois de la carte d'identité F.F.L. et de la carte de combattant volontaire de la Résistance; examen des capacités professionnelles ou techniques des intéressés; contrôle du Conseil d'Etat* [13 mai 1964] (p. 1181, 1182); *notion précise de la durée de trois mois qui a manqué à des F.F.L. ou à des déportés pour bénéficier des dispositions excep-*



tionnelles instaurées à la Libération (p. 1182); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Nomination directe à des emplois pour les fonctionnaires de la sûreté nationale)* (p. 1183); Art. 2 : *Son amendement (Examen des capacités professionnelles et techniques des intéressés et les conditions d'intégration et de reclassement)* (p. 1184); Titre : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le titre du projet de loi : « Projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale et de la préfecture de police »* (p. 1184);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 5 : *Ses observations sur le problème de la retransmission des débats parlementaires à la radiodiffusion-télévision française* [28 mai 1964] (p. 1497);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne : *Caractère préférable de régler le problème par la loi et non par des circulaires; position de M. Guy Mollet; persistance du droit de grève* [26 juin 1964] (p. 2263);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Réforme de structure de l'administration parisienne; impossibilité d'avoir en France deux sortes d'enseignement: un enseignement pour les départements et pour les villes riches et un enseignement pour les départements et les villes pauvres; qualité de l'enseignement du département de la Seine* [29 juin 1964] (p. 2330);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 17 par les mots « par les autorités responsables du retard »* [29 juin 1964] (p. 2365); Art. 20 : *Son amendement tendant à insérer entre les premier et deuxième alinéas de l'article 20 le nouvel alinéa suivant : « Soit demander, avec les autres propriétaires, à réaliser le programme établi par l'administration »* [30 juin 1964] (p. 2380); *intérêt porté aux propriétaires; possibilité d'exécuter sur leur terrain le programme établi par les autorités intéressées* (p. 2381); *différence entre société de gestion et société de construction* (p. 2381);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Effort accompli par le Gouvernement; adoption et exécution stricte des normes financières ou techniques calculées sans tenir un compte suffisant des différences économiques ou géographiques des régions; administration devant se soucier davantage d'une meilleure utilisation des terrains; normes techniques; modification du régime d'attribution des subventions de l'Etat pour l'équipement scolaire du premier degré; équipement du second degré; Etat devant préciser l'effort qu'il est disposé à faire ou qu'il veut faire; financement de cours spéciaux; dispositions de la loi du 10 juillet 1964; situation dans le département de la Seine et dans les communes de banlieue; durée de l'obligation faite aux communes de participer aux dépenses de personnel des enseignements spéciaux relatives aux collèges d'enseignement général; faire connaître d'une manière nette les charges financières; souci de l'efficacité* [29 octobre 1964] (p. 4136);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », Art. 1<sup>er</sup> : *Autorités locales étant démunies de moyens d'action; longueur de la procédure* [12 novembre 1964] (p. 5347, 5348); *permettre au maire, dans un délai de quinze jours, de prendre un arrêté de cessation de travaux* (p. 5348);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, et celle de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Caractère souhaitable de la venue en discussion de ce texte; application de la proposition sans restriction; difficultés d'application de la loi* [29 avril 1965] (p. 976); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, après les mots « qu'ils occupent » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa : « Cette acquisition n'est soumise à aucune condition relative à la date de construction de ces logements ou à la date d'entrée dans les lieux des locataires »* (p. 985); *étendre le champ d'application de la*

loi; éviter une discrimination entre les locataires de logement du type H.L.M. (p. 985);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif: *Intervention de l'Etat devant avoir lieu pour la différence du prix* [2 juin 1965] (p. 1710);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 179: *Laisser la société et les commissaires aux comptes discuter librement des honoraires* [8 juin 1965] (p. 1899);

— du projet de loi relatif aux zones d'aménagement différé: *Ses observations sur la spéculation foncière; spéculation sur le permis de construire; ses observations sur les promoteurs; envisager les problèmes sous un angle pratique* [15 juin 1965] (p. 2124, 2125);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif, Art. 1<sup>er</sup>: *Son sous-amendement tendant à la suppression du dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Pasquini* [15 juin 1965] (p. 2133); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, en qualité de Rapporteur suppléant: *Conditions dans lesquelles les locataires de H.L.M. pourront acquérir leur logement; importance de l'article premier; ses inquiétudes relatives au texte soumis au vote de l'Assemblée; problème de la promotion sociale* [29 juin 1965] (p. 2723);

— du projet de loi relatif à certains déclassements, classements et transferts de propriété de dépendances domaniales et de voies privées, Art. 4: *Transfert aux municipalités de voies impropres à la circulation; conditions techniques* [17 juin 1965] (p. 2218); *voies devant répondre aux normes des voies publiques* (p. 2218);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 33: *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 3 de cet article* [25 juin 1965] (p. 2539); Art. 40: *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 40 à substituer respectivement aux chiffres « 48 » et « 20 », les chiffres « 52 » et « 22 »* (p. 2549);

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE: *Subventions de l'Etat pour les dépenses de constructions scolaires du premier degré; paiement des cours spéciaux; collèges d'enseignement général; application du décret du 31 décembre 1963 relatif aux modalités d'attribution des subventions de l'Etat pour l'équipement scolaire du premier degré; application de la loi Barangé* [19 octobre 1965] (p. 3861);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions en matière de permis de construire, en qualité de Rapporteur: *Tentatives de suppression des bidonvilles; empêcher les constructions irrégulières; attributions des préfets; répression des infractions à la législation sur les permis de construire* [10 novembre 1965] (p. 4628, 4629); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant, après les mots « collectivités publiques », à rédiger comme suit la fin de la première phrase du texte proposé pour l'article 101 du Code de l'urbanisme et de l'habitation: « ... assermentés à cet effet »* (p. 4630); *constatation des infractions* (p. 4630); Art. 2: *Autorité du maire* (p. 4630); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour l'article 102 du Code de l'urbanisme et de l'habitation (Décision concernant l'interruption des travaux)* (p. 4630); *son amendement tendant, dans le texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 102 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, à supprimer les mots « ... ainsi que le représentant de l'administration et, s'il y a lieu, un expert spécialement désigné »* (p. 4630); *pouvoirs du juge d'instruction* (p. 4631); *son amendement tendant à rédiger comme suit la première phrase du texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 102 du Code de l'urbanisme et de l'habitation: « Dès qu'un procès-verbal relevant une des infractions prévues à l'article 103 a été dressé, le maire peut également, si l'autorité judiciaire... »* (p. 4631); *son amendement tendant, au début de la première phrase du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 102 du Code de l'urbanisme, après les mots « ... à la demande, soit... », à insérer les mots « ... du maire ou... »;* *son amendement tendant dans la deuxième phrase du texte proposé pour le quatrième alinéa de l'article 102, à substituer au mot « préfectoral », les mots « du maire »;* *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 102, à substituer aux mots « le préfet », les mots « le maire »;* *son amendement tendant dans*

le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 102, à substituer au mot « préfet », le mot « maire »; son amendement tendant, dans le septième alinéa du texte proposé pour l'article 102, à substituer aux mots « le préfet », les mots « le maire »; son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 102 par un nouvel alinéa (*Pouvoirs du maire*) (p. 4631); Art. 3 : Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 102-1 du Code de l'urbanisme à supprimer le mot « préfectoral » (p. 4631); Art. 6 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 104-1 du Code de l'urbanisme : « Le tribunal est saisi par le ministre public à la requête du maire ou du représentant départemental du Ministre de la Construction. Il statue au vu des observations écrites de l'auteur de la requête ou après audition de celui-ci ou de son délégué » (p. 4632); son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 104-1 du Code de l'urbanisme, après les mots « est recevable », à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « jusqu'au jour où l'action publique se serait trouvée prescrite » (p. 4632); recevabilité pendant un délai de trois ans; poursuites tendant à la démolition de l'immeuble (p. 4632); Art. 7 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 104-2 du Code de l'urbanisme, à substituer au mot « peut », le mot « doit »; rôle du tribunal (p. 4632); son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 104-2 du Code de l'urbanisme, à substituer au chiffre « 10 », le chiffre « 50 » (p. 4632); montant de l'astreinte; cas d'une astreinte de dix francs (p. 4633); son amendement tendant à supprimer la seconde phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 104-2 du Code de l'urbanisme (p. 4633); Art. 9 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 104-4 du Code de l'urbanisme à substituer aux mots « le Ministre de la Construction », les mots « le maire ou le représentant départemental du Ministre de la Construction » (p. 4633); son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 104-4 du Code de l'urbanisme, à substituer aux mots « le Ministre », les mots « le maire ou le représentant départemental du Ministre de la Construction » (p. 4633);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législa-

tion et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à modifier l'article 75 du Code civil relatif à la célébration du mariage, Article unique : *Lecture de certains textes aux futurs époux* [4 mai 1966] (p. 1083).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Transfert des charges de l'Etat sur les collectivités locales; problème des subventions; adduction des eaux du Val-de-Loire; conséquences de la réforme de l'enseignement; constructions scolaires; rôle de la Caisse des dépôts et consignations; logements sociaux; ressources des collectivités; suppression de la taxe locale sur le chiffre d'affaires; fusion des petites communes; ses observations sur l'instruction et la délivrance des permis de construire; plans d'aménagement; commission de contrôle des opérations immobilières* [17 mai 1966] (p. 1305 à 1307); *indemnités versées à certains professeurs de l'enseignement du premier degré au titre du logement; enlèvement des ordures ménagères* (p. 1307, 1308).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », Art. 2 : *Utilisation des terrains rendus vacants; mode de financement* [14 juin 1966] (p. 2011);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la répression des infractions en matière de permis de construire, en qualité de *Rapporteur*, Art. 104-1 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Faculté donnée au juge qui ordonne la démolition ou la mise en conformité avec l'autorisation accordée, de l'immeuble irrégulièrement construit, d'assortir cette condamnation d'une astreinte; projet de réforme de la réglementation du permis de construire* [14 juin 1966] (p. 2015, 2016); Art. 6 : Son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 104-1 du Code de l'urbanisme, après les mots « à la demande », à insérer les mots « du maire ou » (p. 2016); son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du texte proposé pour le troisième alinéa de l'ar-

ticle 104-1 du Code de l'urbanisme (*Possibilité de statuer au vu des observations écrites*) (p. 2016); Art. 7: *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 104-2 du Code de l'urbanisme à remplacer le chiffre « 10 » par le chiffre « 50 »; plancher de l'astreinte* (p. 2017).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux logements sociaux : *Parution des décrets d'application de la loi sur l'accession à la propriété des H.L.M.* [15 juin 1966] (p. 2066).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative au rachat de cotisations pour les salariés assujettis aux assurances sociales [5 octobre 1966] (p. 3135).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative au versement à un compte bancaire ou postal des rentes et des pensions de vieillesse de la Sécurité sociale [5 octobre 1966] (p. 3137).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 4: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Énumération des compétences que la communauté urbaine peut exercer)* [11 octobre 1966] (p. 3281); Art. 13: *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du paragraphe IV de cet article: « Les sièges attribués à chaque commune sont occupés par le maire et par les adjoints pris dans l'ordre du tableau »* (p. 3294);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE: *Problèmes de construction de locaux scolaires dans la région parisienne* [3 novembre 1966] (p. 4177);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris: autonomie communale; pouvoirs de l'assemblée régionale [15 novembre 1966] (p. 4569, 4570).

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale, avec débat, relative aux constructions scolaires : *Difficultés relatives à l'attribution d'une subvention de l'État pour l'acquisition des terrains; exemple de Neuilly; diminution du montant des subventions de l'État; injustice de l'impôt*

communal [16 novembre 1966] (p. 4600, 4601, 4606).

**PERNOCK (M. Joseph)**, *Député de la Martinique (1<sup>re</sup> circonscription) (app. S.)*.

En remplacement d'Emmanuel Véry, décédé le 19 juin 1966.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [21 juin 1966] (p. 2188).

S'apparente au groupe socialiste [3 octobre 1966] (p. 3062).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 octobre 1966] (p. 3193).

#### Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER: *Ses observations sur l'industrialisation, l'infrastructure routière et le tourisme; problèmes de la Martinique; modernisation du réseau routier; ses observations sur le produit d'une taxe sur la consommation perçue en 1951, 1952 et 1953 par les commerçants et qui n'auraient pas été encaissée par le fisc* [20 octobre 1966] (p. 3664, 3665).

**PERONNET (M. Gabriel)**, *Député de l'Allier, 4<sup>e</sup> circonscription (R.D.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TOURISME: *Date de la*

rentrée scolaire; tort porté aux intérêts des stations touristiques et thermales; rétablissement souhaitable de la date du 1<sup>er</sup> octobre; régime des cures thermales de la Sécurité sociale; problème des autoroutes; nécessité de desservir le centre de la France et le Massif central; prix de l'essence; importance des autoroutes pour le tourisme [16 janvier 1963] (p. 924, 925);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : Extension aux établissements thermaux; détaxation accordée aux restaurants de tourisme et augmentation des facilités de crédits en leur faveur; étalement des vacances [28 octobre 1963] (p. 5727); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Construction d'autoroutes, imposée par l'intensification de la circulation automobile; nécessité de mieux desservir le Massif central et le nord-ouest de la région méditerranéenne; insuffisance de l'augmentation des crédits d'entretien [30 octobre 1963] (p. 5990, 5991);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : Mise en valeur des ressources thermales françaises; développer la propagande à l'étranger; coordonner les efforts des Ministères intéressés; créer des instituts d'hydrologie; accorder des aménagements fiscaux aux établissements thermaux; faciliter leur modernisation; améliorer les conditions de remboursement des cures thermales par la Sécurité sociale; améliorer le réseau routier et l'équipement hôtelier; importance de l'ordonnance du 30 décembre 1959; axe routier nord-sud; hôtellerie saisonnière; difficultés; nombre des hôtels ayant fermé leurs portes ou étant transformés en appartements [21 octobre 1964] (p. 3511, 3512); EDUCATION NATIONALE : Victoires remportées par la France aux Jeux Olympiques de 1952; ne pas diminuer la durée des mandats des dirigeants des fédérations; représentation plus large des jeunes à tous les échelons des organisations sportives [29 octobre 1964] (p. 4142, 4143); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Manque d'autoroutes; importance des automobilistes en France; exemple des Etats-Unis, de l'Italie, de la Belgique et de la Suisse; recours à l'emprunt; possibilité d'instituer une société de financement d'économie mixte; projet du tunnel sous la Manche; question relative à certaines catégories de personnel

[4 novembre 1964] (p. 4582, 4583); dispositif d'échanges entre la route et le tunnel; liaison routière avec l'autoroute du Nord; axe routier nord-sud; importance de la technique routière française (p. 4583, 4584).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, sur les fraudes au baccalauréat : Mesures envisagées pour apaiser les esprits; publication des résultats des enquêtes menées tant sur le plan judiciaire que sur le plan administratif; conditions dans lesquelles s'étaient déroulées les épreuves à l'examen probatoire et du baccalauréat en juillet 1963; création, à l'échelon national, d'un véritable service des examens; nécessité d'instaurer une deuxième session en septembre [20 novembre 1964] (p. 5526, 5527).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : Surcharge des programmes scolaires; instruction civique; éviter un enseignement de spécialité; développement de la pratique des arts, notamment de la musique; instruction civique étant négligée; éducation civique et morale [19 octobre 1965] (p. 3840);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 13 : Son sous-amendement tendant après le paragraphe a) de l'amendement du Gouvernement à insérer un nouveau paragraphe : « Les prestations relatives aux soins prodigués par les établissements thermaux; les pertes de recettes pouvant résulter de cette adjonction seront compensées par une majoration du taux normal de la T.V.A. » [21 décembre 1965] (p. 5021); assimiler les établissements thermaux aux hôtels classés de tourisme et les faire bénéficier du taux réduit de 6 % de la taxe sur la valeur ajoutée (p. 5021, 5022).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, avec débat, relative aux dommages provoqués par les vols supersoniques : Indemnisation des victimes des déflagrations; respect et renforcement de la réglementation; procédure d'avances aux victimes [14 octobre 1966] (p. 3457, 3458, 3459).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967,

JEUNESSE ET SPORTS : *Livre blanc de la jeunesse ; insuffisance des équipements ; haut comité de la jeunesse ; conseils régionaux de la jeunesse ; enseignement de l'éducation physique, notamment de la natation ; associations des colonies de vacances ; valeur éducative des activités de plein air ; situation de la jeunesse dans les grands ensembles ; Jeux Olympiques d'hiver* [21 octobre 1966] (p. 3725) ; *ses observations sur les paroles de M. Missoffe* (p. 3735) ; EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Objectifs du V<sup>e</sup> Plan ; politique routière ; système de financement ; construction d'autoroutes ; ses observations sur le péage ; entretien et réfection des routes ; situation des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées ; cas des agents de travaux des ponts et chaussées ; tunnel sous la Manche* [8 novembre 1966] (p. 4376 à 4378).

**PERRIN (M. François)**, Député de l'Isère, 7<sup>e</sup> circonscription (R.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Manque d'autoroutes ; affectation du produit des taxes sur l'essence au fonds routier ; efforts des ponts et chaussées ; réseau des routes nationales ; réforme du permis de conduire* [30 octobre 1963] (p. 5992, 5993) ; CONSTRUCTION : *Pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie du bâtiment ; formation professionnelle des jeunes ; question des primes* [31 octobre 1963] (p. 6170, 6171).

Décédé le 18 juillet 1964 [J.O. 21 juillet 1964] (p. 6480).

Son éloge funèbre est prononcé [2 octobre 1964] (p. 2896).

**PERRIN (M. Joseph)**, Député du Haut-Rhin, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1965] (p. 573).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [6 avril 1966] (p. 591) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [7 avril 1964] (p. 633) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154).

— membre du conseil supérieur de la Sécurité sociale [19 février 1963] (p. 2247).

#### Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 79) relative à la retraite des fonctionnaires de l'enseignement technique, n° 501 [24 juillet 1963].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des crédits pour les constructions scolaires dans le département du Haut-Rhin* [19 janvier 1963] (p. 1223) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive : *Problème de l'application des dispositions du présent texte aux départements de l'Est* [7 février 1963] (p. 2081).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Part du crédit affecté à l'éducation nationale dans l'ensemble du budget; réforme nécessaire des structures du Ministère; situation du personnel de l'enseignement technique; maxima de service dans l'enseignement technique; travaux décoratifs dans les constructions scolaires; reconnaissance de l'École Freinet de Vence; réforme des écoles normales d'instituteurs; charge que représente pour les collectivités locales leur participation aux constructions scolaires; problème des écoles maternelles dans les départements d'Alsace-Lorraine; réforme du Conseil supérieur de l'enseignement* [21 juin 1963] (p. 3813, 3814).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Nombre d'écoles maternelles dans les départements d'Alsace et de Lorraine* [6 novembre 1963] (p. 6594).

Son rappel au règlement : *Proteste contre l'article de M. Jean Grandmougin dans l'Aurore relatif à l'Alsace* [6 mai 1964] (p. 1096).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 4 : *Situation des professeurs techniques adjoints chargés de l'enseignement professionnel, théorique et pratique; concours de recrutement dans l'enseignement technique; modalités du recrutement justifiées par d'évidentes raisons pédagogiques; formation professionnelle des maîtres chargés d'enseignement spécialisé dans l'enseignement technique; proposition de loi de MM. Chérasse et Tomasini* [7 octobre 1964] (p. 2982); *réponse faite le 6 juillet 1962 par M. le Ministre de l'Éducation nationale à un sénateur du Calvados; interprétation de la notion de service public* (p. 2985);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Art. 45 : *Cas des jeunes gens ayant 17 ans et un jour* [21 juin 1965] (p. 2330);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 13 : *Problème des bières; distinction entre les bières de table et les bières de luxe* [24 juin 1965] (p. 2470);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Caisses d'accident agricole d'Alsace et de Lorraine* [28 octobre 1965] (p. 4288);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Ses observations sur le regroupement à Mulhouse de certaines sections à temps réduit de l'enseignement technique; danger d'une centralisation excessive* [5 octobre 1966] (p. 3152, 3153);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Situation économique du département du Bas-Rhin et celle du sud du département du Haut-Rhin; ses observations sur les paroles de M. Grussenmeyer* [18 octobre 1966] (p. 3514);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, Art. 3 : *Situation des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle* [23 novembre 1966] (p. 4781); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Fixation par un décret pris sur la proposition du Ministre de l'Agriculture des modalités de prise en charge par les caisses d'assurance accidents agricoles des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle)* (p. 4782).

**PERROT (M. Gaston)**, Député de l'Yonne, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 janvier 1963] (p. 1160).

**PEYREFITTE (M. Alain)**, *Député de Seine-et-Marne, 4<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

*Ministre de l'Information*  
(2<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

*Ministre délégué*  
*chargé de la recherche scientifique*  
*et des questions atomiques et spatiales*  
(3<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 8 janvier 1966 au 1<sup>er</sup> avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé des rapatriés [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre de l'Information (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Information (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Ministre délégué chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales (3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

#### Dépôts :

Son projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, n° 853 [23 avril 1964].

Son projet de loi relatif à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, n° 1648 [3 novembre 1965].

Son projet de loi portant création d'organismes de recherche, n° 2162 [16 novembre 1966].

#### Interventions :

##### En qualité de Ministre de l'information :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, après l'Art. 9 : *Accroissement des dépenses de la R.T.F. ; mise en place d'une seconde chaîne de télévision ; application du nouveau statut du personnel ; recouvrement des redevances radiophoniques ; problème de la fraude ; recours à l'emprunt ; nécessité de procéder à une réforme d'ensemble de la R.T.F. ; monopole de la R.T.F. ; concurrence des stations périphériques ; R.T.F. au service de la nation tout entière ; modalités du contrôle financier tel qu'il fonctionne actuellement ; retard fréquent de la R.T.F. en matière d'information* [18 décembre 1962] (p. 130 à 132) ; Amendement de M. Boinvilliers (*Répression de la fraude sur les redevances radiophoniques*) intérêt de cet amendement, nécessité de renvoyer son examen (p. 133-134) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Caractère particulier du budget du Ministère de l'Information ; caractère coordonnateur du Ministre ; faiblesse du budget des relations publiques du Gouvernement ; préparation du statut de la R.T.F. ; développement du Fonds culturel et son action, principalement en Afrique Noire ; discrimination invoquée par M. Grenier au sujet de la presse communiste ; problème de la subvention pour la pâte à papier ; augmentation du prix des journaux ; conséquences de celle-ci ; problème de la S.O.F.I.R.A.D. et de ses relations avec Image et Son et Radio Monte-Carlo ; politique d'investissement de la R.T.F. ; différentes sources de financement possibles ; budget de la Société nationale des entreprises de presse ; transformation de ses tâches ; aide fournie aux pays africains pour la création d'imprimés et de journaux* [10 janvier 1963] (p. 544 à 546) ; après l'Art. 57 : Amendement de M. Hoguet (*Répression des fraudes commises par les commerçants pour la non déclaration de postes de radio vendus*) : *Nécessité de lutter contre les fraudes sur les redevances perçues par la R.T.F.* (p. 548).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Durbet, relative à la seconde chaîne de télévision et aux émissions en couleur [7 juin 1963] (p. 3241 à 3243).



Répond à la question orale, sans débat, de M. Baudis relative à la création d'un centre de redevance radiophonique à Rennes [7 juin 1963] (p. 3243, 3244).

Ses observations sur les appréciations portées par la Cour des comptes dans son rapport sur la R.T.F. [7 juin 1963] (p. 3255).

Répond aux questions orales, avec débat, de MM. Maurice Faure, Max-Petit et Nungesser relatives au statut de la R.T.F. : *La procédure à suivre pour adopter un nouveau statut de la R.T.F.; les arguments évoqués par M. Maurice Faure pour justifier le caractère législatif de cette réforme; l'aspect politique de la question; son aspect législatif; l'interprétation des articles 34 et 37 de la Constitution; la décision incombant en la matière au Conseil constitutionnel; l'application des dispositions de l'article 34 de la Constitution au traité de coopération franco-allemand; la non-opposition par le Gouvernement de l'irrecevabilité de la proposition de loi déposée par M. Diligent sous la précédente législature, la date de réalisation de la réforme du statut; la multiplicité des problèmes qui se posent à ce sujet; l'entrée en application du statut du personnel; les récentes grèves; les réformes de structures intervenues à la R.T.F.; la centralisation prochaine de l'ordonnancement des dépenses; la réorganisation des chaînes de radio; la coordination des programmes; le problème de la séparation technique de la radio et de la télévision; la mise au point du nouveau règlement financier de la R.T.F.; le problème budgétaire; l'objectivité des informations; les principes sur lesquels repose la récente réforme du journal télévisé; l'opinion qu'ont les Français de l'objectivité de l'information à la R.T.F.; les mutations récentes de MM. Penchenier, Péricard et Pajard, leur signification; les sondages sur la popularité des présentateurs; l'expression du point de vue de l'opposition à la R.T.F.* [14 juin 1963] (p. 3416 à 3422); *la position du Gouvernement sur le problème de la procédure à suivre pour adopter une réforme de la R.T.F.; les questions de gestion; la répartition des dépenses; les investissements; le contrôle financier; le fonctionnement du comité d'entreprise; la position majoritaire de l'Etat au sein de l'Agence Havas; la régionalisation de la R.T.F., la création de nouveaux centres d'information locale; la mise en place de la deuxième chaîne de télévision; la suppression de certaines émis-*

*sions à destination de l'étranger; le cas de Radio-Brazzaville; les émissions en langue polonaise vers les régions du Nord de la France; la suppression des émissions vers l'Angleterre et vers l'Allemagne; le maintien des émissions sur ondes courtes à destination des démocraties populaires; l'utilisation des antennes de la R.T.F. par les partis politiques; la parution du chef de l'Etat au journal télévisé; la suppression de certaines émissions pour des fins politiques; le cas de l'émission sur la bataille de Stalingrad; l'émission « Faire face » consacrée au communisme; la polémique sur le salaire des mineurs au moment de la grève de ceux-ci; le statut des journalistes de la R.T.F.; l'allusion aux récentes sanctions qui auraient été prises; le problème des mutations; « La géographie politique » des journalistes de la R.T.F.; les critiques adressées à la gestion de la R.T.F.* [24 juin 1963] (p. 3664 à 3671).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Recrutement des techniciens; crédits du fonds culturel; reclassement des journalistes d'Algérie; protection de la jeunesse en face des publications; rôle de la radio et de la télévision* [30 octobre 1963] (p. 6027, 6028, 6029); *RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : Conditions de retransmission du débat sur la défense nationale* [7 novembre 1963] (p. 6699); *recouvrement de la taxe d'usage sur les récepteurs de radio et de télévision; déficit de la R.T.F.; financement des investissements; création de la deuxième chaîne de télévision; dépenses de fonctionnement; absence de majoration du taux des redevances; servitudes imposées à la R.T.F. en tant que service public; moyens pour combler le déficit; recours à la publicité; lancement d'un emprunt pour couvrir les dépenses d'équipement; deuxième chaîne de télévision; émissions régionales; diffusion des journaux télévisés régionaux; réforme du journal télévisé; réorganisation récente des programmes de la radiodiffusion; direction commune des journaux radiodiffusés télévisés; statut de la R.T.F.; procédé français de télévision en couleurs; collaboration souhaitable du cinéma et de la télévision; « zones d'ombre » de la télévision* (p. 6709 à 6713); *critiques de la Cour des comptes à l'égard de la gestion de la R.T.F.; maison de la radio; objectivité de la radiodiffusion; critiques pré-*

sentées contre la politique du Gouvernement au cours des émissions (p. 6713, 6714); représentation de toutes les tendances de l'opinion à la télévision (p. 6717, 6718);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : Nécessité de donner à la radio et à la télévision une place digne de la démocratie et de la nation; projets ou propositions élaborés de 1947 à 1958; rôle des archives de l'Assemblée Nationale dans les recherches; déclaration de M. Raymond Poincaré en 1926; anciennes promesses des gouvernements successifs; situation actuelle ne satisfaisant personne; nécessité d'un profond changement ressenti par tous; auditeurs disparus de la R.T.F. au profit des postes périphériques de 1948 à 1963; situation de la télévision nationale; son caractère aussi peu favorable que celle de la radio; multiplication des grèves de la R.T.F.; diminution du nombre des auditeurs; malaise actuel; réforme des actualités télévisées; programmes de radio; décentralisation des émissions; institution à la télévision d'un programme minimum à diffuser en cas de grève; fonctionnement de l'établissement; problèmes des réformes fondamentales; absence d'autorité et dilution des responsabilités constituant à la R.T.F. le mal essentiel; problèmes du personnel; sa compétence; vices de structure; rigidité du statut financier; fonctionnarisation et esprit bureaucratique; formation de « clans » détenant une part importante du pouvoir réel, notamment dans le secteur artistique; R.T.F. étant le monopole de la nation; lutte contre les féodalités; politisation; nécessité de dépolitiser les problèmes de la R.T.F.; refus par le Gouvernement de reprendre en main l'établissement par des moyens autoritaires; gestion de l'établissement; caractère libéral du Gouvernement actuel; donner à la R.T.F. son autonomie; caractère de service public de la R.T.F.; doter l'établissement des attributs de l'autonomie; ordonnance de 1959, son principe; autonomie financière; tutelle exercée par le Gouvernement; objectivité des informations; conseil d'administration de l'O.R.T.F., sa composition; moitié des administrateurs représentant l'Etat; seconde moitié, composée de représentants du personnel de la presse écrite, des usagers et des personnalités éminentes; contrôle parlementaire s'exerçant sur l'office; impartialité de la radiodiffusion et de la télévision; objectivité des informations; possibilité pour le Gouvernement de se faire

entendre sur les antennes; restauration de l'autorité exercée par le Président du Conseil d'administration; le rôle du vice-président directeur général, nommant et destituant les directeurs des services; réforme amorcée en 1959; nécessité de rupture avec le passé; résoudre les contradictions internes [26 mai 1964] (p. 1376 à 1379); attitude du Gouvernement à l'égard des amendements; éviter tout procès d'intention; volonté, depuis longtemps, du Gouvernement, de soumettre le statut de l'O.R.T.F. au Parlement; mise en cause de la procédure ou du contenu du statut; respecter la séparation des pouvoirs; propositions de réforme élaborée sous la IV<sup>e</sup> République; leur enterrement [28 mai 1964] (p. 1456, 1457); volonté supposée des socialistes de procéder à une réforme; retard matériel pris par la R.T.F. sous la IV<sup>e</sup> République (p. 1457); projets de réforme déposés par les socialistes; projet du Gouvernement allant dans la voie du libéralisme; projets de M. Blum et de M. Defferre; établissement public rattaché directement au président du conseil; projet de M. Guy Mollet; placer l'établissement public sous l'autorité du ministre chargé de l'Information; nécessité d'assurer l'autonomie et l'impartialité de l'établissement (p. 1458); ses observations sur les paroles de M. Escande; projet de M. Soulié; inexistence du projet de M. Soulié, sa lettre rectificative; procès d'intention; cas de la B.B.C.; ses observations sur les paroles du Général Billotte (p. 1459); relations entre la B.B.C. et le Gouvernement britannique; indications extraites du Sunday Times du 17 mars 1964; indépendance de la télévision britannique placée sous contrôle de l'Etat; désir des travaillistes de renforcer encore la tutelle du Ministère des Postes, exemple de l'Italie; évolution dans tous les pays démocratiques; tendance de l'Etat de contrôler plus étroitement les organismes d'information; instauration de contrepoids pour éviter une tutelle trop lourde; rôle du directeur général d'assurer l'ordre dans la Maison; rôle du conseil d'administration devant veiller au respect de la liberté; émissions sur ondes courtes; but recherché; ses observations sur les paroles prononcées par M. Maurice Faure relatives à la partialité de la télévision; possibilité pour M. Paul Reynaud de présenter prochainement son livre sur la politique étrangère du gaullisme; projet de canalisation de la Moselle; temps de parole à la télévision de M. Maurice Faure (p. 1459 à

1461); participation à une tribune de M. Maurice Faure; diffusion de son discours à l'Assemblée Nationale pendant trois minutes; critiques faites par la majorité; désertion des grands débats par les orateurs de l'opposition; paroles prononcées par M. Waldeck-Rochet à la télévision; éviter de toute façon la politique du pire à celle devant servir les intérêts de la Nation; actualités régionales faisant la part à des personnalités de l'opposition; statut libéral; abus; interdiction, à partir de 1947, de la retransmission du discours du général de Gaulle; projet de M. Diligent; évolution libérale de la R.T.F.; opinion de M. Diligent (p. 1461 à 1463); différence de l'actuel projet de loi avec celui de M. Diligent (p. 1463); Art. 1<sup>er</sup>: Ses observations sur l'amendement de M. Escande (Référence à l'ordonnance du 4 février 1959 et au décret du 5 février 1959) (p. 1465); coopération de l'O.R.T.F. avec le cinéma et le théâtre allant de soi; exercer les pouvoirs de tutelle dans ce sens (p. 1466); ses observations sur l'amendement présenté par M. Nungesser tendant à désigner l'Office en abrégé par le sigle R.T.F.; rejet de cet amendement; importance de la notion d'Office (p. 1467); importance de l'abréviation; adoption du sigle par les journaux (p. 1467); Art. 2: Caractère vague de la notion de contrôle (p. 1468); substitution à l'autorité de la tutelle (p. 1469); notion de tutelle (p. 1469); Art. 3: Amendements de MM. Escande, Fréville et Grenier mettant en cause l'économie même du projet de loi; impossibilité pour le Gouvernement d'accepter que le nombre de ses représentants ne soit pas égal au moins à la moitié de celui des membres du conseil d'administration; caractère plus libéral du projet de loi par rapport à celui de la B.B.C. (p. 1471, 1472); caractère déraisonnable de multiplier à l'infini le nombre des représentants de différentes associations au sein du conseil d'administration; représentation de diverses associations; intérêts féminins et ceux de la jeunesse ne devant pas être négligés dans le comité des programmes (p. 1473); représentation des fabricants et revendeurs d'appareils récepteurs (p. 1474); représentants de l'État au sein du conseil d'administration devant être choisis parmi les plus hauts serviteurs de l'État ou les plus hauts magistrats (p. 1474); rejet par le Gouvernement de l'amendement de M. Doize (p. 1475); mode de représentation ne relevant pas du domaine législatif, mais du domaine

réglementaire; choix des représentants devant être de toute façon soumis au Conseil d'Etat (p. 1475); nécessité pour le Gouvernement de mettre en place un conseil d'administration incontesté et incontestable (p. 1475); rôle de juge et de donneur d'avis du Conseil d'Etat (p. 1475); critères de la représentabilité; cas des syndicats (p. 1476); rejet par le Gouvernement de l'amendement de M. Hostier relatif à l'élection des membres du conseil d'administration représentant les auditeurs et téléspectateurs (p. 1477); Art. 4: Ses observations sur l'amendement présenté par MM. Bertrand Denis, Van Haecke et Boscary-Monsservin ayant trait à la moralité des programmes (p. 1489); notion de moralité étant incluse dans la notion de qualité (p. 1489); ses observations sur l'amendement de M. Schmittlein tendant à limiter le nombre de films étrangers passant à la télévision française; action du Ministre de tutelle (p. 1489); son amendement tendant à compléter le second alinéa de l'article 4: « Il vérifie que les principales tendances de pensée peuvent s'exprimer par l'intermédiaire de l'Office » (p. 1490); garantie de la liberté d'expression nécessaire dans notre système démocratique; action du conseil d'administration; garantir la diversité d'expression sans nuire à l'objectivité (p. 1490); ses observations sur les amendements de MM. Grenier, Fréville et Escande tendant à la création d'un comité de contrôle; hésitation du Gouvernement, au moment de l'élaboration du projet; à distinguer les fonctions de conseil d'administration et celles de conseil d'objectivité; première conception tendant à donner au conseil d'administration une fonction purement administrative et de gestion; seconde conception tendant à tout condenser dans les mains du conseil d'administration; choix du Gouvernement pour cette seconde solution; conseil d'administration de l'Office pouvant seul assurer une garantie efficace de l'objectivité; conseil d'administration disposant de pouvoirs réels pour imposer le respect des directives (p. 1492); conseil d'administration devant être composé de hauts magistrats, de conseillers d'Etat et de journalistes; dans l'adoption de l'amendement de M. Fréville existence de deux conseils dont la composition ne serait guère différente; ne pas amoindrir les pouvoirs réels du conseil d'administration (p. 1492); ses observations sur l'amendement de M. Tourné; problème relevant du domaine réglementaire; Art. 5: Res-

pect de l'objectivité et de la pluralité des points de vue; droit de réponse n'existant pas dans la B.B.C.; impossibilité de prévoir des minutages précis dans un texte législatif; conseil d'administration statuant sur l'objectivité (p. 1496); diffusion par la télévision des débats parlementaires ayant donné lieu par le passé à des incidents regrettables; essentiel du conseil d'administration de l'Office étant de veiller à l'objectivité des informations diffusées par l'O.R.T.F.; objectivité des comptes rendus des débats parlementaires; modalités de la retransmission des débats parlementaires (p. 1497); aucune retransmission télévisée ou radiodiffusée concernant l'Assemblée ne pouvant avoir lieu sans l'autorisation du président et des questeurs de l'Assemblée; notion d'autorité (p. 1497); importance du mot « autorité » (p. 1498); importance du mot « contrôle » (p. 1498); rôles respectifs du président du conseil d'administration et du directeur général, le premier pouvant être élu, le second devant être nommé afin de respecter l'équilibre des pouvoirs; opposition du Gouvernement aux amendements de MM. Maurice Faure, d'une part, et Hostier et Escande d'autre part (p. 1500); Art. 6 : Distinction entre la radiodiffusion et la télévision; opportunité d'une répartition des compétences entre les deux directeurs adjoints (p. 1501); Art. 7 : Introduction de la comptabilité analytique dans l'établissement; calcul des prix de revient étant fondamental dans l'exercice d'un véritable contrôle du financement et des dépenses de l'établissement (p. 1502); après l'Art. 7 : Représentation du Parlement au sein du conseil de surveillance; son maintien dans les nouvelles institutions de l'Office; composition actuelle de la représentation parlementaire figurant au sein du conseil d'administration (p. 1503); ses observations sur l'amendement présenté par M. Ribadeau Dumas (problème de l'autorisation de percevoir la redevance pour droit d'usage des postes de radiodiffusion et de télévision; publicité commerciale (p. 1503, 1504); après l'Art. 8 : Champ d'application de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives; radiodiffusion-télévision étant chargée d'une mission de service public; son personnel étant doté d'un statut pris par voie réglementaire; institution d'un comité d'entreprise (p. 1504); Articles additionnels : Ses observations sur l'amendement de M. Nungesser (p. 1505); problème de la codification et de son délai (p. 1506); seconde délibération : Applica-

tion de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1506); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article premier, ainsi conçu : « La désignation de l'Office se fait en abrégé par le sigle R.T.F. »; aspect financier de la question; appréhension manifestée par certains (p. 1506); Art. 3 : Son amendement tendant, après la première phrase à rédiger comme suit la fin de l'article 3 : « Les membres du conseil d'administration sont nommés pour trois ans; toutefois, il peut être mis fin à tout moment, au mandat des membres représentant l'Etat; le conseil élit son président et son vice-président parmi ses membres » (p. 1507); nomination des représentants de l'Etat choisis parmi les grands commis de l'Etat, les hauts fonctionnaires et les hauts magistrats (p. 1507); Art. 5 : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 5 : « Faculté de s'exprimer assurée aux différentes tendances de l'opinion en tenant compte de la représentation parlementaire » (p. 1507); économie du projet assurant l'objectivité et la pluralité des points de vue au sein de l'Office (p. 1507); groupes de l'Assemblée représentant quelques-unes des principales tendances de pensée existant en France (p. 1507); ses observations sur les explications de vote; ses remerciements aux paroles de M. Bettencourt (p. 1509); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : Eviter toute confusion dans le dialogue entre Gouvernement et Parlement; esprit de conciliation ayant animé les membres de la Commission paritaire; bouleversement de l'économie du projet; possibilité pour le Gouvernement d'accepter toutes les propositions de la Commission paritaire; nouvelle rédaction de l'article premier; caractère peu cohérent du texte adopté par le Sénat; distinction entre les modifications utiles et les modifications inacceptables; caractère national de service public; approbation du budget par le Ministre de l'Information et le Ministre des Finances; esprit de conciliation animant le Gouvernement; droits de la R.T.F.; mention des « grands courants d'opinion »; modalités de perception de la redevance; impossibilité pour le Gouvernement d'accepter l'obligation de réponse des grands courants d'opinions lors des déclarations du Gouvernement; nomination du directeur général

*après avis du conseil d'administration; équilibre des pouvoirs [18 juin 1964] (p. 2031 à 2032); texte de la Commission paritaire devant être amendé afin d'aboutir à un projet logique et cohérent; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 2033, 2034); en deuxième lecture du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française: Projet adopté par le Sénat mais ne ressemblant guère à celui voté par l'Assemblée; nécessité d'assurer l'équilibre établi; désir du Gouvernement de voir l'Assemblée revenir au texte adopté en seconde lecture; directeur général de l'O.R.T.F. devant prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la conservation des bandes magnétiques; question de la publicité [23 juin 1964] (p. 2092, 2093); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article premier (Office de radiodiffusion-télévision française étant un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial assurant le service public national de la radiodiffusion et télévision) (p. 2093); Art. 2: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2 (Rôle du conseil d'administration et du directeur général) (p. 2093); Art. 3: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 3 (Composition du conseil d'administration) (p. 2093); Art. 4: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 4 (Définition des lignes générales de l'action de l'établissement par le conseil d'administration) (p. 2094); Art. 5: Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de cet article (p. 2094); Art. 6: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article (Nomination du directeur général) (p. 2094); Art. 6 bis: Son amendement tendant à la suppression de l'article 6 bis (p. 2094); application de la loi de 1881 (Conservation des archives) (p. 2095); Art. 7 bis: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Réunion auprès du Ministre chargé de l'Information d'une représentation parlementaire) (p. 2095); Art. 7 ter: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Perception de la redevance pour droit d'usage de postes de radiodiffusion et télévision) (p. 2095); en troisième et dernière lecture, du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française: Sa demande à la majorité de confirmer son précédent vote [25 juin 1964] (p. 2184).*

*Modification de l'ordre du jour: Date de*

*discussion du budget de l'Information et de l'O.R.T.F. [3 novembre 1964] (p. 4443).*

*Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION: Ses observations sur le budget de l'Information et sur celui de l'O.R.T.F.; budget du Ministère de l'Information ne comportant aucune innovation marquante par rapport à celui de 1964; interventions publiques en faveur de l'ensemble de la presse; remboursement forfaitaire des communications téléphoniques aux correspondants de presse; situation de l'O.R.T.F. plan d'ensemble; O.R.T.F. étant devenu la plus grande entreprise de journaux et de spectacles de France; radio-télévision française cessant d'être fonctionnarisée et de dépendre directement du Ministère comme un service administratif; lui donner une véritable autonomie; ouvrir cette maison au domaine des arts, des lettres et des sciences; restaurer l'autorité interne; augmenter la productivité en rationalisant le travail; radio et télévision étant des moyens d'expression très importants; O.R.T.F. étant responsable de la formation scientifique des enfants; responsabilités du conseil d'administration; Conseil d'administration récapitulant en son sein tout ce que la France compte de plus respectable et de plus respecté; composition de ce conseil; expérience de transports par avions des hebdomadaires français au Canada; bilan des réformes accomplies depuis le vote de la loi ayant institué l'O.R.T.F.; décrets d'application de la loi; dualité rigide des services artistiques et techniques ayant été supprimée; comptabilité analytique; situation financière de l'O.R.T.F.; installation de trois postes à grande puissance de portée internationale en Guyane, en Côte des Somalis et en Nouvelle-Calédonie; installation en France de la télévision en couleurs; investissements ayant augmenté [8 novembre 1964] (p. 5100 à 5103); question des orchestres de province; politique de réorganisation; souci de qualité; pouvoirs du contrôleur d'Etat de l'O.R.T.F.; question de la publicité; souci des valeurs morales et hostilité de la presse; solution précaire des économies, de l'emprunt et de l'augmentation de la redevance; publicité commerciale; progrès techniques permettant pour tous les émetteurs situés en territoire étranger de couvrir tout le territoire français; perception de la redevance d'usage des postes de radio et de télévision (p. 5111, 5113).*

Répond aux questions orales, avec débat, de MM. Ballanger, Maurice Faure et Chandernagor relatives au respect du statut de l'O.R.T.F. : *L'article 5 du statut de l'O.R.T.F. permettant au Gouvernement de faire diffuser à tout moment les déclarations jugées nécessaires par lui ; la réunion de la Commission parlementaire chargée de contrôler la manière dont l'Office s'acquitte du service public dont il est responsable ; les émissions des chaînes régionales sur les réalisations municipales ; le cas de Marseille, le monopole de l'information écrite dont jouit l'opposition dans de nombreuses régions ; la convocation du directeur régional de l'O.R.T.F. par M. Defferre ; la recherche de l'objectivité : préoccupation constante du directeur et du conseil d'administration (exemple : la retransmission des débats parlementaires) [30 avril 1965] (p. 1057 à 1061) ; la suppression de l'émission « La caméra explore le temps » ; la lutte des nouveaux dirigeants de l'O.R.T.F. pour briser les monopoles (p. 1062).*

Répond à la question orale, sans débat, de M. Fanton relative à la redevance radiophonique [25 juin 1965] (p. 2515, 2516, 2517).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Caractéristiques du budget ; service de liaison interministérielle pour l'information ; ses observations sur le fonds culturel ; « opération Canada » ; exportation de la presse française ; question de la hausse du prix des journaux ; situation économique de la presse ; statut de la presse [14 octobre 1965] (p. 3705) ; augmentation du prix de revient dans les entreprises de presse ; problème de la presse provinciale ; objectivité de la presse régionale ; crédits affectés à l'aide à l'ensemble de la presse ; communications et liaisons téléphoniques pour les journaux d'information ; subvention concernant les pâtes à papier ; déficit de l'O.R.T.F. ; infrastructure et moyens de production ; réalisation accélérée de la seconde étape du renforcement du réseau de la seconde chaîne ; zones où la télévision n'est pas reçue ; amélioration et extension des moyens de production ; maisons de la radio et de la télévision de Lyon et de Bordeaux ; télévision en couleurs ; implantation de la télévision dans les différentes régions ; problème des départements et territoires d'outre-mer ; installations d'Issoudun ; station à ondes courtes en Guyane ; émetteurs sur ondes courtes en Nouvelle-Calédonie ;*

*émetteur pour la desserte des pays du Proche et du Moyen-Orient ; ses observations sur les effectifs et le personnel ; rémunération des journalistes (p. 3706 à 3709) ; taxe à l'achat des récepteurs ; problème de l'objectivité de l'O.R.T.F. ; impartialité durant la campagne électorale ; égalité d'audience de chaque candidat ; principe de l'égalité entre les candidats et les programmes d'information ; exemple de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et des Etats-Unis ; « causerie au coin du feu » du Premier Ministre ; entretiens de M. Pompidou ; équilibre financier ; installation de la deuxième chaîne ; problème d'un éventuel emprunt (p. 3709 à 3711).*

**En qualité de Ministre délégué de la recherche scientifique et questions atomiques et spatiales :**

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE : *Importance de la recherche scientifique ; son coût ; sa rentabilité ; ses conséquences économiques ; progrès social ; déficit de notre balance des paiements pour les redevances de fabrication ; son caractère excédentaire pour les brevets ; recherche fondamentale ; recherche scientifique et technique ; objectifs du V<sup>e</sup> Plan ; institut de la santé et de la recherche médicale ; assurance recherche ; plan-calcul ; énergie atomique ; prototype EL 4 ; accord franco-soviétique ; construction à Grenoble d'un réacteur à très haut flux ; expérimentations nucléaires dans le Pacifique ; mise au point d'un moteur pour sous-marin ; conquête de l'espace ; satellite A 1 ; satellite FR 1 ; transmission de communications téléphoniques ; programme spatial ; ses observations sur le gros lanceur du C.E.C.L.E.S. ; importance de l'Eldo ; rôle de la France ; abandon du site de lancement d'Hammaguir ; base guyanaise de Kourou ; production d'électricité [28 octobre 1966] (p. 4085 à 4089) ; politique européenne ; création d'un groupe de travail pour la recherche scientifique et technique ; problème du brevet européen ; politique du Commissariat à l'énergie atomique ; ses observations sur les moteurs de sous-marins ; applications civiles des explosions atomiques ; lancement par la Chine d'une fusée à ogive nucléaire expérimentée ; explosion de Mururoa ; participation des scientifiques à la définition des objectifs de la politique française ; protection de la santé ; expériences spatiales de Kourou ;*

développement de la Guyane; ses observations sur la Comsat; rythme de l'innovation scientifique et technique (p. 4096, 4097); importance de l'océanographie; création d'un centre national d'exploitation des océans; réacteur EL 4 (p. 4098); formation des chercheurs (p. 4098);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche: Objectifs du V<sup>e</sup> Plan; politique de la recherche; progrès de la science; usine de Pierrelatte; usine marémotrice de la Rance; procédé français de télévision en couleurs; prototype de moteurs de sous-marin; expériences nucléaires dans le Pacifique; plan-calcul; conclusion d'accords de coopération scientifique entre la France et différents pays; renouvellement des techniques et des procédés de production; recherche fondamentale; action du professeur Kastler; rôle de la délégation générale à la recherche scientifique; puissance spatiale et atomique de la France; « fuite des cerveaux » vers les Etats-Unis; insuffisance de notre potentiel de recherche; efficacité de la recherche; Institut national de la santé et de la recherche médicale; recherche agricole; études sur l'urbanisation et les transports; importance de l'innovation; ses observations sur les surrégénérateurs; multiplication des ordinateurs électroniques; Centre national d'exploitation des océans; rôle de l'Agence nationale de valorisation de la recherche; Institut de recherche d'informatique et d'automatique; développement du recyclage [30 novembre 1966] (p. 5067 à 5071); ses observations sur la recherche appliquée et industrielle, l'organisation, la coopération internationale; « plan-calcul »; problème de la formation des hommes; nombre des bacheliers de mathématiques; création des instituts universitaires de technologie; problème du recyclage; recherche appliquée; recherche industrielle; partage entre l'Etat et l'industrie en matière de recherche; Office national d'aide à la recherche de développement; recherche dans le cadre des programmes militaires; dépenses de recherche atomique militaire; développement des sciences et des techniques en U.R.S.S.; organisation de la recherche; centre d'organisation des recherches appliquées au développement économique et social; création d'un centre national d'informatique et d'automatique; problèmes de la régionalisation; politique de décentralisation; métropoles d'équilibre; coopération internationale; programmes de coopération internationale du type Eldo ou Concorde; procédé S.E.C.A.M.;

coopération atomique; Centre européen de recherche nucléaire; difficultés de l'Euratom; écart technique entre les Etats-Unis et l'Europe; recherches de médecine et de biologie (p. 5101 à 5105); Art. 1<sup>er</sup>: Centre national d'exploitation des océans (p. 5106); ses observations sur les paroles de M. Thillard (p. 5107); et sur l'amendement de M. Trémollières (p. 5107); Art. 2: Rôle de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (p. 5107, 5108); Art. 3: Son amendement tendant: 1<sup>o</sup> dans la première phrase de cet article, après les mots « un établissement public », à insérer les mots « de caractère scientifique et technique »; 2<sup>o</sup> dans le deuxième alinéa, à substituer aux mots « pour tout ou partie de ses activités », les mots « compte tenu de ses activités de recherche appliquée » (p. 5108); ses observations sur son amendement (p. 5109); Articles additionnels: Problème du dépôt d'un rapport; protection des inventions (p. 5109, 5110); en deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup>, 2 et 3; Ses observations sur les divers amendements [15 décembre 1966] (p. 5609, 5610); ses observations sur la recherche fondamentale et la recherche appliquée (p. 5610); en troisième lecture, Art. 2 et 3: Ses observations sur les amendements de M. Thillard [19 décembre 1966] (p. 5692).

Ses fonctions de Ministre délégué chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales cessent le 1<sup>er</sup> avril 1967 (J.O. du 1<sup>er</sup> avril 1967, p. 3187) (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

**PEYRET (M. Claude)**, Député de la Vienne, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé:

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154);



— membre du comité de gestion du budget annexe des prestations sociales agricoles [19 février 1963] (p. 2247);

— membre du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [3 décembre 1964] (p. 5833).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1963, Budget annexe des prestations sociales agricoles, n° 66 [3 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Budget annexe des prestations sociales agricoles, n° 585 [18 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 286) adopté avec modifications par le Sénat dans sa deuxième lecture, relatif à la protection médicale du travail agricole, n° 655 [19 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 685 du Code civil de façon à préciser que la servitude disparaît lorsque l'enclave qui lui a donné naissance vient à cesser, n° 778 [19 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1017 du Code rural sur la composition des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole, n° 1073 [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à définir et à organiser des centres sanitaires et sociaux ruraux, n° 1120 [21 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) (Budget annexe des prestations sociales agricoles), n° 1138 [29 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) (Budget annexe des prestations sociales agricoles), n° 1620 [13 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1607), relatif à l'organisation des services médicaux du travail dans les départements d'outre-mer, n° 1905 [9 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier

l'article 3 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, n° 1928 [15 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1002), adopté avec modification par le Sénat en troisième lecture, relatif à la protection médicale du travail agricole, n° 2048 [3 octobre 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Budget annexe des prestations sociales agricoles, n° 2055 [5 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, relatif à la protection médicale du travail agricole, n° 2093 [20 octobre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 9 ; *Harmonisation entre le régime agricole et le régime de sécurité sociale ; problème des caisses des Mutualités sociales agricoles ; amélioration des prestations du régime agricole ; financement de ce régime ; structure du budget annexe des prestations sociales agricoles ; mécanisme du prélèvement sur le fonds des allocations familiales des assurances sociales du régime général ; gestion par les professionnels des organismes de prestations sociales en matière agricole* [18 décembre 1962] (p. 93, 94) ; *position de la Commission des affaires culturelles au sujet du transfert au régime général des charges concernant le régime agricole de sécurité sociale ; son amendement au nom de la Commission (Versement par la Caisse nationale de Sécurité sociale de 300 millions de NF aux régimes sociaux agricoles)* (p. 104) ; *son amendement au nom de la Commission (Dispositions pour 1964)* (p. 105) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur pour avis* ; *Rachat des cotisations de vieillesse ; extension du bénéfice de l'assurance maladie aux anciens exploitants, salariés ou non ; problème de l'action sanitaire et sociale ; retard dans nos campagnes en ce domaine ;*



*fusion souhaitable du Fonds d'action sanitaire et sociale des salariés agricoles avec celui prévu pour l'assurance maladie des exploitants; statut des médecins-conseils des caisses de mutualité sociale agricole; exonération accordée à certains cotisants agricoles [10 janvier 1963] (p. 561); extension de l'assurance maladie aux titulaires de la retraite des vieux travailleurs salariés (p. 568);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Fonds social et contrôle médical; rachat des cotisations d'assurance vieillesse; assurance invalidité; récupération par les héritiers des allocations [4 novembre 1963] (p. 6336, 6337);*

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole, en qualité de *Rapporteur: Extension de la médecine préventive du travail à l'agriculture; conditions spéciales du travail agricole aux particularités psychologiques du monde rural; médecine préventive générale et familiale obligatoire pour l'ensemble des travailleurs agricoles; schéma de l'organisation locale et départementale ou interdépartementale de cette médecine; modalités de financement; cotisation forfaitaire [19 novembre 1963] (p. 7307 à 7309); son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article unique à substituer aux mots « protection médicale du travail agricole », les mots « médecine préventive du travail agricole » (p. 7310); son amendement (Rendre obligatoire l'organisation des services médicaux préventifs du travail à l'égard de l'ensemble des catégories d'employeurs de salariés agricoles) (p. 7310); problème du délai (p. 7310); son amendement tendant à la nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 1000-2 du Code rural (Section de médecine préventive du travail créée au sein de chacune des caisses de mutualité sociale agricole) (p. 7311); confier le fonctionnement de ce service à une section de médecine préventive agricole; mutualité sociale agricole; frais de fonctionnement (p. 7311); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du second alinéa du texte proposé pour l'article 1000-3 du Code rural (Praticiens exerçant la médecine préventive du travail) (p. 7312); son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 1000-4 du Code rural, après les mots « services médicaux », à insérer le mot*

*« préventifs » (p. 7312); en troisième lecture, du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole, en qualité de *Rapporteur: Organisation des services médicaux du travail; rôle de la mutualité sociale agricole; champ d'action de la médecine préventive; caractères du travail agricole; minorité des salariés au sein des travailleurs agricoles; conditions de vie du petit exploitant et du salarié; surveillance de l'hygiène du travail; ses observations sur la possibilité de confier au médecin rural les fonctions de médecin du travail; organisation administrative; problème du financement; promotion du monde rural [3 octobre 1966] (p. 3056, 3057); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole, en qualité de *Rapporteur: Protection des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille; nécessité d'instituer un système de protection générale et familiale; rôle des médecins praticiens; organisation administrative des services médicaux; rôle de la mutualité agricole [9 décembre 1966] (p. 5437, 5438); Art. 2: Médecine préventive; couverture des dépenses de médecine préventive par l'assurance maladie (p. 5439); Articles additionnels: Ses observations sur l'amendement de M. Edgar Faure (p. 5439, 5440);***

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur pour avis: Difficulté de réaliser l'équilibre de ce budget; nombre des exploitants agricoles ne cessant de décroître; régime de protection sociale étant de création récente; parité entre les agriculteurs et les autres professions impliquant une aide importante de la collectivité; comptes de la Sécurité sociale des salariés agricoles devant être annexés au B.A.P.S.A.; extension aux exploitants agricoles des dispositions du décret du 20 octobre 1962; discussion de la loi sur l'assurance accident; ses observations sur le régime de la retraite des exploitants [5 novembre 1964] (p. 4683 à 4685).*

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 425: *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Les sociétés coopératives régies par la loi du 10 septembre 1947 et par le titre II de la loi du 24 juillet 1867 continueront à être régies par*

ces lois jusqu'à la promulgation du statut général de la coopération » [11 juin 1965] (p. 2048);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur pour avis*: Budget annexe des prestations sociales agricoles; problème du financement; assurance vieillesse; réduction du nombre de classes de retraite; parité sociale; Fonds social de l'Amexa; modalités d'attribution de l'assurance invalidité; assurance accident; remise en ordre des régimes de protection sociale [27 octobre 1965] (p. 4249, 4250);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis*: Assurance vieillesse agricole; financement du B.A.P.S.A.; ses observations sur le montant de l'actif successoral sur lequel peuvent être récupérés les arrérages de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité; assurance maladie des exploitants agricoles; amélioration des retraites des exploitants agricoles; possibilité d'organiser un contrôle médical commun aux différents gestionnaires de l'A.M.E.X.A.; rôle de la Commission des prestations sociales du V<sup>e</sup> Plan; conséquence de la réforme de la taxe sur la valeur ajoutée; revendications des exploitants agricoles en ce qui concerne la parité sociale avec les catégories socio-professionnelles les plus favorisées; retraite des exploitants agricoles [26 octobre 1966] (p. 3882 à 3884).

Aménagement de l'ordre du jour: *Discussion du projet de loi sur l'assurance des accidents en agriculture* [9 décembre 1966] (p. 5440).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi, instituant l'obligation d'assurance des personnes non-salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, en qualité de *Rapporteur suppléant*: ses observations sur ce texte [9 décembre 1966] (p. 5440);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, Art. 7: *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (Non-application de la présente loi aux coopératives qui se constituent sous forme de sociétés commerciales)* [13 décembre 1966] (p. 5458).

**PEZÉ (M. Edmond)**, *Député de la Seine, 35<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906).

Est élu président de cette Commission [16 mai 1963] (p. 2938).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693);

— membre du conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction [20 février 1963] (p. 2275).

### Dépôts :

Sa proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques, n° 199 [21 février 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 (n° 240) portant maintien de la stabilité économique et financière, n° 292 [28 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 135), ratifiant le décret n° 63-43 du 24 janvier 1963, instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises originaires d'Italie, n° 356 [19 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 171) relative à l'organisation de la profession comptable et tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et professions d'experts-comptables et de comptables agréés, n° 447 [10 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 825); ratifiant le décret n° 63-554 du 8 juin 1963 portant non-approbation de la délibération n° 63-5 du 18 janvier 1963 de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, relative à la modification des droits de douane sur les véhicules destinés au transport des marchandises de 1,500 kilogrammes et plus de charge utile, n° 872 [6 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 816) ratifiant le décret n° 64-233 du 14 mars 1964, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, n° 914 [27 mai 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Argentine et au Chili, du 11 février au 1<sup>er</sup> mars 1964, n° 1025 [25 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission

de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 16), adoptée par le Sénat, sur les marques de fabrique et de commerce, n° 1207 [2 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, n° 1328 [9 avril 1965].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Norvège et en Suède, n° 1730 [2 avril 1966].

Sa proposition de loi sur la répression du dumping intérieur, n° 2331 [21 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Récents arrêtés sur le blocage des marges commerciales; inflation pratiquée par la hausse des salaires supérieure à celle de la production; nécessité de freiner l'augmentation des salaires; inconvénients du blocage des marges commerciales; allusions faites par le Ministre des Finances dans son récent exposé à une circulaire attribuée par erreur à un commerçant de tissus en gros; situation dans l'industrie textile; évolution des prix du textile; caractère aberrant et inapplicable de la récente circulaire sur le blocage des marges commerciales; accusations portées à l'encontre des commerçants; poids des charges de l'Etat; fonctionnement des supermarchés; difficultés rencontrées par les petites et les moyennes entreprises pour trouver des crédits auprès des banques; nécessité de clarifier le domaine des rémunérations* [10 mai 1963] (p. 2852 à 2854).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 en qualité de *Rapporteur pour avis*; *Existence dans le présent texte de « cavaliers budgétaires » relatifs à la politique commerciale; délais trop brefs impartis à la Commission de la production pour les examiner; imprécision de certains des termes employés; interdiction de la vente à terme et les exceptions prévues; problèmes posés par la concurrence déloyale ou illicite; protection de la libre concurrence; mesures prises afin de décourager la vente à perte et la concurrence déloyale; problème de la*

publicité mensongère; nécessité de préciser certains termes employés à ce propos; réglementation des certificats de qualité; problèmes très complexes posés par l'article 10 du présent projet; contrat proposé à certains commerçants [28 mai 1963] (p. 3050 à 3052); Art. 14: Son amendement (Maintien du taux ancien pour les véhicules de moins de 6 CV): inconvénients d'une augmentation de cette taxe pour les voyageurs et les représentants [29 mai 1963] (p. 3100); Art. 20: TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS: Insuffisance des crédits demandés pour la réparation des dommages causés aux routes par le gel et l'intérêt que présenterait un emprunt pour la construction et l'entretien des routes (p. 3114); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement au nom de la Commission (Définition de la vente à perte) (p. 3119); nécessité d'inclure les frais de transport et d'approche dans la notion de prix de revient effectif (p. 3120); son amendement au nom de la Commission (Cas des usages commerciaux régionaux) (p. 3120); Art. 4: Son amendement au nom de la Commission (Distinction entre les positions dominantes et les ententes) (p. 3123); cas de l'industrie automobile et particulièrement de ses accessoires (ibid.); Art. 6: Son amendement au nom de la Commission (Répression de la publicité mensongère) (p. 3126); affaire Brandt; procès récemment intervenu à Nancy (p. 3127); Art. 8: Son amendement au nom de la Commission (Conditions d'octroi du certificat de qualité) (p. 3130, 3131); Art. 10: Son amendement de suppression au nom de la Commission: raisons pour lesquelles le présent article doit être repoussé (p. 3132);

— du projet de loi instituant une taxe complémentaire sur les réfrigérateurs importés d'Italie, en qualité de Rapporteur: Concurrence des appareils réfrigérateurs fabriqués en Italie; application du mécanisme de sauvegarde prévu par l'article 226 du Traité de Rome; création d'une taxe compensatoire; problème de la création d'une taxe semblable à la sortie d'Italie; concentration dans l'industrie du froid en France; problème du refus de vente; activité des firmes étrangères en France [4 juillet 1963] (p. 3871, 3872);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-993 du 1<sup>er</sup> octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de Rapporteur suppléant: Problème des raisins secs [9 avril 1964] (p. 695);

— du projet de loi ratifiant le décret

n° 63-554 du 8 juin 1963 portant non-approbation de la délibération n° 63-5 du 18 janvier 1963 de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française relative à la modification des droits de douane sur les véhicules destinés au transport des marchandises de 1,500 kilogrammes et plus de charge utile, en qualité de Rapporteur: Les décisions de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française; droits sur les véhicules étrangers; alignement sur la métropole des droits applicables à tous les véhicules étrangers, quelle qu'en soit l'origine [19 mai 1964] (p. 1254);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 64-233 du 14 mars 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de Rapporteur: Réduction de 30 % des droits de douane d'importation applicables aux langoustes, aux crevettes et à certains poissons de mer; produits de petite pêche [2 juin 1964] (p. 1571);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant ratification partielle du décret n° 63-1030 du 15 octobre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses, en qualité de Rapporteur suppléant: Application des décisions du Marché commun [2 juin 1964] (p. 1572); son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article: « Le décret n° 63-1030 du 15 octobre 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses est ratifié » (p. 1572); son amendement tendant à rédiger comme suit le titre du projet de loi: « Projet de loi portant ratification du décret n° 63-1030 du 15 octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses » (p. 1572);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal, Art. 18: Donner une apparence de justice aux accords amiables [9 décembre 1964] (p. 5979);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur les marques de fabrique et de com-

merce, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Ses observations sur l'article 7: responsabilité de l'administration si une marque normalement enregistrée est, par la suite, frappée d'annulation par les tribunaux* [10 décembre 1964] (p. 6046); *ses observations sur l'article 8: Travaux des experts de Bruxelles sur l'unification des procédures dans les pays membres de la Communauté économique européenne en matière de marques* (p. 6046);

— de la proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski relative aux marques de fabrique, de commerce ou de service, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Acquisition de la marque s'obtenant par le dépôt et l'obligation d'exploiter la marque déposée; problème de recherche d'antériorité de marque* [20 mai 1965] (p. 1468); Article unique: *Son amendement tendant à faire précéder le texte modificatif proposé pour l'article 25 par la nouvelle modification suivante: « Le début de cet article est ainsi rédigé: le propriétaire d'une marque est en droit de faire procéder, sur autorisation expresse du président du tribunal de grande instance territorialement compétent, par tous huissiers... »* (p. 1470);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: *Problème des investissements; cas des entreprises nationalisées; crédits d'épargne; emprunt d'un milliard de francs; situation des petites et moyennes entreprises; exemple de Louis Renault; crédit à long terme* [3 novembre 1965] (p. 4400, 4401);

— du projet de loi portant modification des dispositions de l'article 19 bis du Code des douanes relatif à la lutte contre le dumping: *Cas d'une filiale française d'une firme étrangère vendant en France à perte* [29 novembre 1966] (p. 5038).

**PEZOUT (M. Roger)**, *Député de Seine-et-Marne, 4<sup>e</sup> circonscription* (app. U.N.R.-U.D.T.).

En remplacement de M. Peyrefitte devenu ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'apparente au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [18 janvier 1962] (p. 1160); [3 mai 1963] (p. 2755); [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178).

**PFLIMLIN (M. Pierre)**, *Député du Bas-Rhin, 8<sup>e</sup> circonscription (C.D.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 octobre 1966] (p. 3063);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

**Dépôt :**

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 7 IV de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 relatif au droit de préemption accordé aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.), n° 1597 [7 octobre 1965].

**Interventions :**

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique générale: *Rapports entre la majorité et la minorité; absence*

de programme du parti actuellement majoritaire; position du groupe du Centre démocratique vis-à-vis de la situation actuelle; caractère non définitif de la césure établie dans le pays par le référendum; évolution constitutionnelle; rôle que doit jouer l'Assemblée; problème de l'équilibre des pouvoirs; test du vote du budget; promesses contenues dans le programme exposé par M. Pompidou et le doute qu'elles laissent dans les esprits; menaces planant sur le niveau de l'emploi; cadence insuffisante des investissements; établissement nécessaire d'un ordre de priorité en matière de dépenses; modernisation de l'agriculture; aménagement du territoire et action économique régionale; nécessité d'établir une véritable communauté européenne dotée d'organismes capables de concevoir et de mettre en œuvre des décisions communes; problème de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; rôle de la France dans l'affaire cubaine; nécessité de construire rapidement une Europe unie; caractère absolument nécessaire de l'Alliance atlantique; fonctionnement de l'Assemblée [13 décembre 1962] (p. 52 à 55);

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, COMMISSARIAT AU PLAN : Extension au Marché commun de la notion de planification; effort à accomplir en matière de planification régionale; impératifs du développement régional français; attention insuffisante portée par le Commissariat au plan au problème de la productivité; situation en Alsace; concept des régions [25 janvier 1963] (p. 1824 à 1826);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération franco-allemande : Importance de la réconciliation franco-allemande pour l'Alsace; déclaration du 9 mai 1950 de M. Robert Schuman, acte de naissance de l'Unité européenne; hommage à rendre au chancelier Adenauer; signification du traité relatif à la Communauté Charbon-Acier; C.E.D.; rôle des organes communautaires dans la construction européenne; différences existant entre le système communautaire et celui proposé par le présent traité; rôle que la jeunesse est appelée à jouer dans la réalisation du traité; réactions défavorables des autres gouvernements des Six à ce traité; multiplication des divergences entre la France et l'Allemagne fédérale

en ce qui concerne les échanges de produits agricoles; adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun; position prise par la Grande-Bretagne en ce qui concerne sa défense à la suite des accords de Nassau, nécessité d'éclaircir ces divergences au plus vite; signification du préambule voté par le Bundestag; valeur contraignante de ce préambule; ratification par la France de la Convention européenne des droits de l'homme; intégration des forces françaises et allemandes dans le cadre de l'Alliance atlantique; évolution du rapport des forces à l'échelle mondiale depuis dix ans; assurances données par le Gouvernement américain en ce qui concerne la protection de l'Europe occidentale; nécessité de ne pas provoquer le départ des troupes américaines d'Europe; dilemme « Washington ou Paris » auquel la politique ouest-allemande risque d'être condamnée; opposition de la France à un système de défense multilatéral; nécessité de parvenir rapidement à un stade communautaire fédéral; dangers d'une rechute dans le nationalisme allemand; amendement déposé pour affirmer la fidélité de la France aux orientations européenne et atomique; textes de la Constitution relatifs à une définition par l'Assemblée Nationale de la politique étrangère française; nature profonde du peuple allemand; déclarations du pape Jean XXIII sur la constitution d'un organisme international [13 juin 1963] (p. 3355 à 3363);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Problème du canal de la Marne au Rhin; liaison Rhin-Rhône; insuffisance des crédits d'engagement [30 octobre 1963] (p. 5988, 5989);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1<sup>er</sup> : ses explications de vote : Ses préférences pour la solution du budget annexe; réorganisation des services extérieurs de l'agriculture [9 décembre 1964] (p. 6008, 6009);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : Axe économique mer du Nord-Méditerranée; existence du Marché commun; diffusion du progrès technique; charges sociales; perspectives de l'aménagement du territoire; urbanisation linéaire; répartition des crédits en matière de voies navigables; cas de l'Alsace, sa situation géographique; rôle du Rhin; comparaison avec le pays de Bade-Wurtemberg; potentiel écono-

*mique de la France* [4 novembre 1965] (p. 4464 à 4466);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Cas des artisans; répertoires tenus par les chambres de métiers des départements du Rhin et de la Moselle; ses observations sur les activités portuaires; cas des ports rhénans; traiter de la même manière ces ports et les ports maritimes; taxe locale; problème des petites communes; cas des grandes villes, notamment de Strasbourg; système des centimes; subventions de l'Etat; taxe sur les salaires* [24 décembre 1965] (p. 4997 à 4999); *crise poujadiste; ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing; institution de la taxe locale* (p. 4999); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé pour le paragraphe 2 bis, après les mots « des navires et des transports maritimes » à insérer les mots « ou rhénans »* (p. 5012); *problème des transports rhénans* (p. 5012); Art. 18 : *Aménagement de la décote; établissement d'un taux progressif linéaire* [22 décembre 1965] (p. 5039); *cas des artisans* (p. 5041); *accession à l'artisanat étant une forme de promotion sociale pour beaucoup de salariés* (p. 5042);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement, après l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Avoir fiscal institué en faveur des entreprises inscrites au répertoire des métiers)* [21 avril 1966] (p. 861); Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « La déduction prévue à l'article premier et l'avoir fiscal institué à l'article premier bis peuvent être imputés... »* (p. 862);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Hausse du prix des terrains dans les villes-centres; ses observations sur les structures administratives actuelles; libertés communales; tendance à la centralisation; transfert des compétences; nécessité de renforcer les prérogatives communales; autonomie communale; problème de la représentation des communes associées au sein du conseil de communauté; création possible d'une sorte d'assemblée générale de tous les maires; consultation des conseils municipaux; réserves foncières; danger d'accroissement de la charge fiscale globale; transferts de compétences en matière de voirie; droits acquis*

*en matière d'emploi des fonctionnaires communaux; problème des finances communales; fédéralisme communal* [7 octobre 1966] (p. 3224 à 3226); Art. 3 : *Ses observations sur les équipements scolaires; zones d'aménagement concerté* [11 octobre 1966] (p. 3277); Art. 4 : *Ses observations sur la liste des équipements énumérés à cet article* (p. 3285); Art. 6 : *Principe de transfert obligatoire* (p. 3286); Art. 7 : *Ses observations sur les sursis éventuels aux transferts de compétences* (p. 3288); après l'Art. 15 : *Ses observations sur la présence, à la réunion des maires, de tous les membres du conseil de la communauté* (p. 3297); Art. 17 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Cassagne, pour le second alinéa de cet article, à supprimer le mot « arbitrale »* (p. 3299); *ses observations sur son sous-amendement* (p. 3299); Art. 20 : *Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann, après les mots « avancement d'échelon » à insérer les mots « et de grade »* (p. 3301); *situation des personnels transférés à la communauté* (p. 3302); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les avantages sociaux accordés aux personnels des communes transféré à la communauté seront maintenus par celles-ci »* (p. 3302); *retrait de son amendement* (p. 3302); après l'Art. 20 : *Son sous-amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte de l'amendement de M. Zimmermann par la phrase suivante : « Pour le recrutement de ces personnels, il sera fait application des règles établies par la loi du 28 avril 1952 et par les textes subséquents »* (p. 3302); *son sous-amendement tendant à faire précéder le deuxième alinéa du texte de l'amendement de M. Zimmermann par la phrase suivante : « Aucun licenciement de personnel ne pourra intervenir du fait de la création de la communauté »* (p. 3302, 3303); *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Zimmermann par la phrase suivante : « Les représentants du personnel seront choisis parmi les personnels titulaires des communes constituant la communauté »* (p. 3304), *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Zimmermann par la phrase suivante : « Une commission paritaire du personnel de la communauté sera instituée conformément aux dispositions de l'article 494 du Code de l'administration communale. Les*

représentants du personnel seront élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle » (p. 3304); retrait de son sous-amendement (p. 3304); En deuxième lecture, Art. 13 : Nombre des délégués [17 novembre 1966] (p. 4648); Art. 26 bis : Son sous-amendement tendant, dans la nouvelle rédaction proposée par l'amendement de M. Zimmermann, après les mots « dans les conditions définies » à rédiger ainsi la fin de cet article : « Aux articles 3 et 3 bis de la présente loi » (p. 4656); perception des droits dits « redevances de riverains » (p. 4656); Art. 31 : Libertés communales (p. 4657).

**PHILIBERT (M. Louis)**, Député des Bouches-du-Rhône, 9<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Situation des conducteurs de travaux publics de l'Etat et des agents de travaux des ponts et chaussées; reclassement de ces deux catégories à l'intérieur de l'échelle indiciaire [15 janvier 1963] (p. 849, 850).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative aux cours des fruits et légumes : L'effondrement des cours des fruits et légumes dans le Midi; les conséquences des importations de ces produits; la révolte des agriculteurs du Midi; la signification des récents incidents [5 juillet 1963] (p. 3915, 3916).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, RAPATRIÉS : Problème du logement; insuffisance des crédits; problème

du reclassement [29 octobre 1963] (p. 5889); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Revendications des auxiliaires (Agents de travaux et conducteurs des ponts et chaussées); situation des auxiliaires routiers [30 octobre 1963] (p. 6005);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Auxiliaires routiers; agents de travaux des ponts et chaussées; mesures intéressant le personnel d'exécution des travaux publics; principales revendications des agents des ponts et chaussées et des conducteurs de travaux de l'Etat; insuffisance des crédits; revaloriser leurs salaires [5 novembre 1964] (p. 4666);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Insuffisance des crédits prévus au budget pour satisfaire les revendications des fonctionnaires des ponts et chaussées; titularisation des auxiliaires dans le grade des agents de travaux; création du grade d'agent de travaux spécialisé; ouvriers de parcs; situation des petites catégories de personnel [11 octobre 1965] (p. 3473, 3474);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : Ses observations sur les méthodes de travail de l'Assemblée; dépôt de diverses propositions de loi; nombre des amendements déposés; sa demande de renvoi en Commission [9 juin 1966] (p. 1849);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : Problème des rapatriés; programmes d'H.L.M. destinés aux rapatriés d'Algérie; reclassement de certains fonctionnaires; revalorisation des retraites de régime général ou des caisses algériennes; prêts de réinstallation; regroupement des familles dispersées par le jeu des mutations; relèvement de la forclusion des demandes d'indemnisation quand elles sont justifiées; accélération de la procédure des prêts de réinstallation; indemnisation des biens perdus en Algérie [24 octobre 1966] (p. 3781, 3782); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Charges imposées aux collectivités locales; ressources du Fonds national d'investissement routier; augmentation de la consommation de carburant; cas du département des Bouches-du-Rhône, notamment de la ville de Marseille; revendications des petits



*personnels des ponts et chaussées; création du grade d'agent de travaux spécialisé; augmentation du nombre des auxiliaires; cas des départements montagneux des Basses-Alpes et des Hautes-Alpes [8 novembre 1966] (p. 4367, 4368).*

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, avec débat, relative à la lutte contre les incendies de forêts dans le Midi : *Problème d'intérêt national; mesures d'aménagement de la forêt; diminution des effectifs des agents techniques et des chefs de district des eaux et forêts; force d'appoint des hélicoptères et des Catalina; nécessité d'aménager des voies d'accès et des zones pare-feu et d'augmenter les effectifs des sapeurs-pompiers; centre de protection civile de Brignoles dans lequel sont casernés les objecteurs de conscience [25 novembre 1966] (p. 5007, 5008).*

**PHILIPPE (M. Joseph),** *Député de la Haute-Savoie, 3<sup>e</sup> circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INTÉRIEUR : *Réforme des finances locales; nature et fonctionnement de la T.V.A.; création souhaitable d'une péréquation; création d'une caisse nationale de prêts d'équipement [17 janvier 1963] (p. 1050, 1051);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Importance du tourisme dans l'économie française; charges fiscales; aide au développement du tourisme français [28 octobre 1963] (p. 5724, 5725);*

— du projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées :

*Servitudes des pistes de ski; indemnisation des propriétaires; parcelles à usage exclusivement agricole; pluralité des formules [17 juin 1964] (p. 1999, 2000);*

— du projet de loi autorisant la ratification des conventions entre la République française et la Confédération suisse concernant, d'une part, une rectification de la frontière franco-suisse, et d'autre part, l'aménagement hydro-électrique d'Emosson, signées à Sion le 23 août 1963 : *Inquiétude à Chamonix et dans les communes riveraines de l'Arve; opposition de la municipalité de Chamonix et du conseil général de la Haute-Savoie; modification du régime de l'Arve; risques de pollution des eaux posant de graves problèmes ainsi que la captation des eaux de certains glaciers; nécessité de prendre toutes les précautions; indemnisation des collectivités [25 juin 1964] (p. 2187);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Insuffisance de ce budget; revendications des victimes de la guerre étant parfois insatisfaites; problème du rapport constant; assimilation des anciens combattants d'Algérie à leurs camarades des deux guerres; levée des forclusions [20 octobre 1964] (p. 3389);*

— en deuxième lecture du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'Éducation nationale : *Modalités et textes concernant le passage des élèves de première en classe terminale; émotion chez les élèves, parents d'élèves et corps enseignant [10 décembre 1964] (p. 6057, 6058).*

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Sujets des examens devant être donnés par académie; épreuves écrites ne devant pas être trop courtes; grève administrative des notes; fermeture de classes ou d'écoles à faible effectif; situation dans le département de la Haute-Savoie; situation dans les zones de montagne; régime des bourses; assurer à tous les enfants d'égales possibilités d'accès à toutes les formes d'enseignement; élever le niveau général de culture dans l'ensemble du pays; problème des constructions scolaires [19 mai 1965] (p. 1433, 1434).*

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur les télécommunications; problème du*

*téléphonie; situation du personnel; rôle du téléphone; situation de la Haute-Savoie; préoccupations du personnel des P.T.T.; fusion des catégories d'agents techniques; agents spécialisés et conducteurs de chantiers; attribution d'indemnités et de primes; conséquences de la productivité* [12 octobre 1965] (p. 3557); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Bourses destinées aux jeunes ruraux; indemnités attribuées aux élèves des écoles d'agriculture; loi scolaire de 1959; indemnités journalières destinées aux élèves; ses observations sur les bourses; appréciation des revenus des agriculteurs; équivalence de diplômes* [28 octobre 1965] (p. 4274).

Décédé le 28 janvier 1966 (*J.O.* du 29 janvier 1966, p. 839).

Son éloge funèbre est prononcé [2 avril 1966] (p. 516).

**PIANTA (M. Georges)**, *Député de la Haute-Savoie, 2<sup>e</sup> circonscription (R.I.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Difficultés auxquelles se heurtent les négociations relatives à l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun; raisons économiques de la demande d'admission présentée par la Grande-Bretagne; clauses douanières du traité de Rome; nécessité d'éviter une perte de leur substance; problème des importations agricoles en provenance du Commonwealth; divisions au sein de*

*l'opinion publique anglaise au sujet du Marché commun; étude opérée par le Conseil économique et social sur les problèmes que poserait à l'économie française l'adhésion éventuelle de la Grande-Bretagne au Marché commun* [24 janvier 1963] (p. 1657, 1658);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Entrée de la Grande-Bretagne dans la communauté économique européenne; modifications intervenues dans la situation internationale; consolidation du Marché commun par l'adoption d'une politique agricole commune; reprise du plan Fouchet; élection au suffrage universel de l'Assemblée générale européenne* [29 octobre 1963] (p. 5865);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Événements des dernières semaines; construction de l'unité européenne; esprit européen; ralentissement de la construction européenne; suspension des pourparlers de Bruxelles; intervention de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; hostilité à l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne; construction de l'Europe devant dépasser l'intégration économique pour déboucher sur l'intégration politique; mise en place d'une politique économique, agricole, commerciale, sociale, des transports et de l'énergie; moyens de parvenir à l'union politique; déclaration de Bonn de juillet 1961; plan Fouchet; prolongements du traité; Europe à caractère supranational; l'Allemagne se trouvant au centre de la crise de la construction européenne* [3 novembre 1964] (p. 4442, 4443);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Notion de supra-nationalité; choix entre l'Europe des possibilités et l'Europe des illusions; Marché commun agricole; coopération entre les Gouvernements dans le domaine de la politique sociale; recherche scientifique et technique; émigration de nos chercheurs vers les États-Unis; renforcement des institutions européennes; création d'un Sénat européen composé de sénateurs choisis au second degré par les élus locaux dans le cadre de la région; association européenne de libre échange; situation de la Grande-Bretagne; conditions de l'accès du Royaume-Uni à la Communauté; plan de stabilisation de M. Wilson; politique agricole commune* [3 novembre 1966] (p. 4204 à 4206).

**PIC (M. Maurice)**, Député de la Drôme, 2<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission des affaires étrangères [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32), [3 octobre 1963] (p. 5021), [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1966] (p. 3517).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

#### Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 62-780 du 12 juillet 1962, relative à la situation des magistrats en service en Algérie et à la limite d'âge provisoire des magistrats, n° 309 [7 juin 1963].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Position de M. Guy Mollet au moment de l'affaire de Suez* [24 janvier 1963] (p. 1645);

— du projet de loi relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction : *Portée très limitée du présent texte; usage souvent abusif fait des sommes recueillies au titre du 1 %; nécessité d'assurer aux seuls organismes à caractère social et désintéressé l'utilisation de ces fonds* [21 mai 1963] (p. 3005).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Problème de l'enfance inadaptés; établissements d'enseignement pour*

*ce genre d'élèves; pluralité des organismes ministériels s'occupant de cette question; problème de la formation des maîtres spécialisés, dépistage des enfants inadaptés; leur réinsertion sociale; aspect médical du problème; nécessité de résoudre rapidement le problème de l'enfance inadaptée* [20 juin 1963] (p. 3635 à 3638).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, sans débat, relative au classement indiciaire de certains emplois communaux [12 juillet 1963] (p. 4135).

Prend part au débat sur la question orale de M. Pleven, relative aux intérêts financiers des collectivités locales : *L'accroissement des charges financières des collectivités locales par voie de simple circulaire ministérielle (modernisation de certains parquets, logement et entretien des bureaux des inspecteurs de l'enseignement primaire); critique des décrets du 27 novembre 1962 sur les constructions scolaires et du 18 avril 1961 portant extension et adaptation du régime complémentaire de retraite à certaines catégories d'agents non titulaires des collectivités locales; la réalisation des réseaux d'adduction d'eau rurale* [26 juillet 1963] (p. 4574, 4575).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INTÉRIEUR : *Personnel et matériel de la police; personnel du service des transmissions du Ministère de l'Intérieur; revendications du personnel des préfetures; situation du personnel de l'administration communal et départemental; dépenses d'aide sociale; décentralisation administrative; malaise des collectivités locales* [5 novembre 1963] (p. 6474, 6475, 6476).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme administrative : *Nécessité de communiquer aux administrateurs locaux les résultats des expériences faites dans quelques départements et dans deux régions; décret relatif aux pouvoirs des préfets et ses conséquences sur les libertés des collectivités locales; nécessité de décentraliser et d'accroître les pouvoirs des collectivités locales; diminution du pouvoir des assemblées départementales à la suite du décret relatif aux circonscriptions d'action régionales; composition des commissions de développement économique régional et la fixation de l'ordre du jour de ces commissions* [6 mai 1964] (p. 1109 à 1111).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965,

INTÉRIEUR : *Economies réalisées sur le budget de la sûreté nationale; augmentation nécessaire des effectifs et des indices; politique du Gouvernement vis-à-vis des collectivités locales; problème du personnel; fusion des petites communes; ouvrir un large débat sur les collectivités locales; problèmes relatifs au personnel communal; situation des postes de secrétaire général dans les villes importantes; diminution des subventions; augmentation des crédits du fonds routier; problème de la voirie nationale; nécessité d'un redressement* [28 octobre 1964] (p. 4018 à 4020).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, avec débat, relative aux ressources des collectivités locales [21 mai 1965] (p. 1482) : *Ordonnance du 7 janvier 1959; nécessité de la refonte générale de la fiscalité directe; les emprunts, condition des investissements des collectivités locales; relais des prêts de la caisse des dépôts par les caisses d'épargne; nécessité de relever le plafond et le taux d'intérêt de ces dépôts* (p. 1485 à 1487); *création d'une caisse de prêts et d'équipement communal* (p. 1501).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Distinction entre les crédits de fonctionnement et les crédits d'investissement; sûreté nationale; situation des personnels; traitement des officiers des C.R.S.; réduction des effectifs; situation des corps urbains; personnels des préfectures; réforme administrative; accroissement des interventions publiques; ses observations sur les bureaux du courrier; situation des rédacteurs des agents supérieurs et des chefs de bureau non intégrés; équipement des collectivités locales; problème des transferts de charges; débat sur les collectivités locales; entretien de la voirie; autorisations de programme du fonds spécial d'investissement routier (F.S.I.R.); services d'incendie et de secours; extension de la Sécurité Sociale à certains sapeurs-pompiers volontaires; crédits relatifs aux collectivités locales; problème du crédit; situation et avenir des collectivités locales* [25 octobre 1965] (p. 4060 à 4063);

— du projet de loi portant organisation de la police d'Etat : *Problème de la fusion de la sûreté nationale et de la préfecture de police; règles statutaires du personnel; loi du 28 septembre 1948; modalités de recrutement* [21 juin

1966] (p. 2161, 2162); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Les décrets d'application seront pris après avis des comités techniques paritaires étendus au personnel des services actifs de la préfecture de police, et après avis du conseil supérieur de la fonction publique »* (p. 2175); *absence de consultation des organismes représentatifs des personnels de police; décrets d'application* (p. 2175); Art. 3 : *Son amendement tendant après les mots « préfecture de police », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article: « ou de la sûreté nationale n'ayant pas d'équivalents dans la police d'Etat »* (p. 2176); *cas des corps de services actifs de la préfecture de police n'ayant pas d'équivalent dans la sûreté nationale* (p. 2176); *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de l'article 3 à supprimer les mots « ou par mesures disciplinaires »* (p. 2176); *droits acquis par les personnels de la préfecture de police* (p. 2176); *ses explications de vote: Caractère du débat; statut de la nouvelle police d'Etat; délégation de pouvoirs; avis du conseil supérieur de la fonction publique et des comités techniques paritaires; abstention du groupe socialiste lors du vote* (p. 2177);

— du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale : *Enumération des personnes ayant la qualité d'officier de police; direction des services régionaux de police judiciaire; modalités de recrutement des officiers de police; groupe socialiste votant contre le projet de loi* [21 juin 1966] (p. 2181);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Problèmes d'organisation administrative; développement urbain; équipements collectifs; agglomération pluricommunale; syndicats intercommunaux; districts; cas de la région lyonnaise; régionalisation et application du V<sup>e</sup> Plan; coordination des équipements; préparation du projet de loi; rôle du rapporteur de la commission des lois; consultation des maires et des élus locaux; création d'office de quatre communautés urbaines; périmètre des futures agglomérations; compétences des conseils municipaux; administration de la communauté; institution d'un comité consultatif; désignation des membres du conseil; ses observations sur le transfert des biens; problèmes des personnels communaux; charges et ressources de la communauté; dépôt d'une motion de renvoi* [7 octobre

1966] (p. 3226 à 3228); *cas de la région lilloise; sa question de mettre en annexe, au rapport de M. Zimmermann, le compte rendu intégral des visites du rapporteur dans diverses régions* [11 octobre 1966] (p. 3265);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Fonctionnement des services de préfecture; recrutement et rétribution des auxiliaires ou des contractuels départementaux; cas des attachés de préfecture; diminution du nombre du personnel de l'Etat dans les préfectures; surveillance des plages; secours en montagne; rôle de la police; tribunaux d'exception sur les routes; cas de l'agglomération lyonnaise; recrutement du personnel de police municipale; possibilité de transformer en police urbaine une partie des effectifs budgétaires des compagnies républicaines de sécurité; rôle des collectivités locales; fonds spécial d'investissement routier; produit des taxes intérieures de consommation sur les carburants; transferts des charges; autofinancement des collectivités locales; augmentation des charges communales; prise en charge de la voirie nationale; problèmes de l'eau et de l'assainissement; répartition des communes en communes rurales et communes urbaines; réforme des finances locales; diminution des subventions; rôle de l'emprunt* [24 octobre 1966] (p. 3769 à 3771).

**PICQUOT (M. André)**, Député de Meurthe-et-Moselle, 5<sup>e</sup> circonscription (R.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission de la production et des échanges [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172);

— membre suppléant de la Commission

mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les Territoires d'outre-mer [8 avril 1964] (p. 654);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964] (p. 1949).

### Interventions :

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative à l'évacuation de certaines bases de l'O.T.A.N. [15 novembre 1963] (p. 7283, 7284).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Sentiment de frustration par rapport aux autres catégories sociales; prix payé au producteur étant souvent inférieur au prix de revient; situation des paysans de Meurthe-et-Moselle; mécontentement des agriculteurs; collecte des céréales; production laitière; problème de la viande* [5 novembre 1964] (p. 4690, 4691);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Désertion de la terre; sinistres ayant frappé les départements de l'Est; situation difficile des producteurs français de petits fruits; concurrence étrangère* [28 octobre 1965] (p. 4289).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative aux problèmes sociaux soulevés par le transfert des bases américaines [22 juin 1966] (p. 2206, 2209, 2210).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Licenciement des personnels français employés sur les bases alliées; fonds national de l'emploi; situation des bases de la région Toul-Nancy; nécessité de créer des centres de formation professionnelle des adultes à Toul* [19 octobre 1966] (p. 3597); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits en matière de calamités agricoles; production de la viande; rôle de la S.I.B.E.V.; cas des départ-*

tements de Meurthe-et-Moselle; refonte du revenn cadastral; caisse de mutualité sociale; causes de l'alcoolisme en France [27 octobre 1966] (p. 3964, 3965).

**PIDJOT (M. Roch), Député de la Nouvelle-Calédonie (C.D.).**

L'Assemblée prend acte de son élection [18 juin 1964] (p. 2029).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [30 juin 1964] (p. 2404).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 octobre 1964] (p. 2901), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant du conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique [14 octobre 1964] (p. 3203).

**Dépôt :**

Sa proposition de loi portant amnistie dans les T.O.M., n° 1752 [13 avril 1966].

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TERRITOIRES D'OUTREMER: Aucune subvention de l'Etat n'étant accordée à la Nouvelle-Calédonie; importance des charges de l'administration reposant sur le budget local; effort du budget métropolitain; développement des forces de police; dépenses d'équipement; action du F.I.D.E.S.; endettement de la Nouvelle-Calédonie auprès de la Caisse centrale de coopération; doter ce territoire de la télévision; état de constructions scolaires; statut actuel de ce territoire [22 octobre 1964] (p. 3727, 3728);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TERRITOIRES D'OUTREMER: Nouvelle-Calédonie; insuffisance des crédits de modernisation; mauvaise répartition; jeux du Pacifique; efforts accomplis en matière d'équipements sociaux et culturels; augmenta-

tion des subventions du F.I.D.E.S.; statut des Nouvelles-Hébrides [15 octobre 1965] (p. 3745, 3746);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: Situation de la Nouvelle-Calédonie; lycée de Nouméa; rôle du F.I.D.E.S.; projet de code d'investissement; urgence des investissements privés dans les T.O.M.; ses observations sur l'agriculture, l'élevage et le tourisme; accroissement démographique; transversale côte Est-côte Ouest de Koné à Tiwaka; fonds européen de développement [3 novembre 1965] (p. 4408, 4409);

— du projet de loi portant amnistie, Art. 24: Son sous-amendement tendant, dans le dernier alinéa, 4°, du texte proposé par l'amendement de M. Capitant, à supprimer les mots « ainsi que les délits prévus par les articles 62 et 63, alinéa 1 du Code pénal » [27 avril 1966] (p. 970); exclusion de l'amnistie de certains délits commis contre les enfants et l'abandon; cas de l'ancien député de la Nouvelle-Calédonie (p. 971);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. de Grailly relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances: Consultation de la Nouvelle-Calédonie; position prise par l'assemblée territoriale; nombre des sièges; population de Nouméa; nombre des électeurs inscrits à Nouméa; répartition faite au détriment des habitants des îles et des circonscriptions rurales de la Grande-Terre [29 juin 1966] (p. 2460, 2461); Article unique: Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 2 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952 dans le tableau, colonne « nombre de conseillers à élire », à substituer aux chiffres « 16, 7, 7, 5 », respectivement les chiffres « 13, 8, 8, 6 » (p. 2461); son amendement tendant après l'article 2 du texte modificatif proposé pour la loi du 10 décembre 1952 à ajouter un article 2 bis (Ouverture des bureaux de vote à Nouméa) (p. 2462); ressources financières des autochtones de la « Grande-Terre » et des îles (p. 2462);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, TERRITOIRES D'OUTREMER: Rôle de l'assemblée territoriale de la

*Nouvelle-Calédonie; monopole minier de la société Le Nickel; conflit dans le centre minier de Thio entre les ouvriers de la société Le Nickel et la direction; situation des agriculteurs calédoniens; exportations agricoles; rôle de l'élevage; problèmes de la jeunesse; crédits du F.I.D.E.S. [10 novembre 1966] (p. 4502 à 4504).*

**PIERREBOURG (M. Olivier de),** Député de la Creuse, 1<sup>re</sup> circonscription (R.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [6 juin 1963] (p. 3206).

#### Dépôt :

La proposition de loi tendant à prévoir, en faveur des anciens transporteurs mutilés de guerre, des exceptions aux textes assurant la coordination des transports, n<sup>o</sup> 314 [7 juin 1963].

**PILLET (M. Paul),** Député de la Loire, 5<sup>e</sup> circonscription (C.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354).

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Développement ultérieur des postes et télécommunications; hypothèses retenues par le Plan* [8 janvier 1963] (p. 341); CONSTRUCTION : *Problème du logement; attention insuffisante portée à cette question; augmentation nécessaire des crédits du présent budget et du nombre des logements à construire; rapports entre le Ministère de la Construction et l'Administration de l'aménagement du territoire* [9 janvier 1963] (p. 453, 454).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Répercussions sociales de la politique économique et financière du Gouvernement; hausse des prix et diminution du pouvoir d'achat; opinions divergentes exprimées par M. Rueff et M. Chalandon au sujet du rapport existant entre l'augmentation des salaires et la hausse des prix; problème des allocations familiales et l'évolution des revenus familiaux; nécessité d'augmenter les prestations familiales; situation des vieillards et des infirmes* [9 mai 1963] (p. 2825, 2826).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 2 : *Inconvénients de la procédure du référé en matière de répression de la concurrence déloyale* [29 mai 1963] (p. 3121);

— du projet de loi relatif aux objecteurs de conscience : *Son rappel au règlement (Nécessité d'une suspension de séance afin d'étudier le nouveau texte proposé* [24 juillet 1963] (p. 4470, 4471); Article additionnel : *Amendement de M. Germain (Promulgation d'un R.A.P. pour déterminer les emplois auxquels ne pourront accéder les objecteurs de conscience); la nécessité pour le Parlement de ne pas abdiquer ses droits* (p. 4476); ses explications de vote : *Les restrictions apportées au projet par différents amendements; l'importance du problème des objecteurs* (p. 4478);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction, Art. 11 *ter* : *Les garanties données à l'acheteur* [3 octobre 1963] (p. 5003); Art. 52 : *Réduction maximum des frais* [8 octobre 1963] (p. 5062); après l'Art. 63 : *Le plafonnement du montant des*

frais résultant de la loi [9 octobre 1963] (p. 5095); après l'Art. 75 : *La responsabilité d'une personne ayant simplement participé à l'administration de la société d'acquisition ou de construction* (p. 5101);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 8 : *Codification de la redevance d'équipement* [23 octobre 1963] (p. 5397); *taux excessif* (p. 5400).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à l'approvisionnement en charbon [8 novembre 1963] (p. 6912, 6914).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30 000 habitants, Art. 3 : *Possibilité de constitution de listes nouvelles au second tour; nécessité de respecter la volonté des électeurs et d'assurer la représentation des minorités; éviter toute combinaison; éviter toute politisation excessive des conseils municipaux* [21 mai 1964] (p. 1318); Art. 7 : *Application de l'article 298 du Code électoral* (p. 1320); ses explications de vote : *Vote de son groupe; caractère funeste et inopportun du projet; crainte d'obtenir des résultats peu satisfaisants au premier tour des élections municipales; satisfaction des gaullistes pour les consultations électorales sur le plan national, leur attitude en face des élections locales* (p. 1320);

— en deuxième lecture du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, ses explications de vote : *Grande majorité du Centre démocratique votant le projet, premier élément d'une législation bien-faisante pour le monde agricole* [23 juin 1964] (p. 2133);

— de la proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, Art. 5 : *Renouvellement d'un bail commercial* [25 juin 1964] (p. 2201); Art. 11 : *Pas-de-porte devant être considéré comme supplément de loyer mais comme la contrepartie du préjudice subi par le propriétaire du fait de la conclusion du bail commercial* (p. 2203); après l'Art. 11 : *Sens profond de l'amendement du Gouvernement; éléments com-*

*merciaux des grands immeubles; révision du loyer* (p. 2215, 2216); ses explications de vote : *Collaboration établie entre le Gouvernement et l'Assemblée au cours de ce débat; vote favorable du groupe du Centre démocratique* (p. 2225);

— des propositions de loi : 1° tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation à usage professionnel; 2° tendant à proroger la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais; 3° tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, ses explications de vote : *Approbation de la proposition de loi par le groupe du centre démocratique; décisions de justice recevant leur exacte application; garanties données à l'occupant de bonne foi; leur prorogation* [29 juin 1964] (p. 2322);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, Art. 17 : *Nécessité des équipements sociaux* [29 juin 1964] (p. 2363);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION : *Objectif fixé par le IV<sup>e</sup> Plan ayant été atteint; son caractère insuffisant par rapport aux besoins supplémentaires; province n'échappant pas au phénomène d'urbanisation; H.L.M. constituant le seul vrai secteur social; lui accorder des crédits importants; augmentation des prix pour la construction des logements économiques et familiaux; spéculation foncière; constitution de réserves; prix fixés lors des expropriations; municipalisation des terrains* [4 novembre 1964] (p. 4551 à 4553);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 1<sup>er</sup> : *Logements des cités d'urgence; logements dépendant du programme social de relogement; exclusion du champ d'application de la loi les logements économiques normalisés et les logements populaires familiaux* [29 avril 1965] (p. 991); *programme social de relogement; cons-*



truction des P.S.R.; plafond de ressources actuellement exigé pour l'attribution d'un logement P.S.R. (p. 991);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 159 : *Ses observations sur les paroles de M. Foyer* [8 juin 1965] (p. 1893);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré, Art. 6 bis : *Difficultés possibles pour un office d'H.L.M.; office ou organisme d'H.L.M. ayant consenti à la vente des appartements devant être le syndic* [15 juin 1965] (p. 2136); *distinction entre une copropriété consentie d'un commun accord et l'obligation faite aux organismes d'H.L.M. de vendre une partie de leur patrimoine* (p. 2136);

— en deuxième lecture, du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, Art. 7 : *Fixation de la répartition des charges* [15 juin 1965] (p. 2138); Art. 22 : *Ses observations sur cet article* (p. 2142);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes : ses explications de vote : *Groupe du Centre démocratique votant l'article unique du projet de loi; politique étrangère du Gouvernement* [17 juin 1965] (p. 2213);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 16 : *Discussion de l'amendement de M. de Tinguy* [25 juin 1965] (p. 2506); En deuxième lecture, Art. 41 : *Tenir compte des locaux industriels dans la répartition de l'impôt foncier; évaluation foncière des locaux industriels* [22 décembre 1965] (p. 5055);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, Art. 5 (suite) : *Secrets de fabrication; problème de la limitation, par la direction, des éléments d'information* [29 juin 1965] (p. 2727);

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de coopération, Art. 22 : *Ses observations sur l'amendement de M. Spénale* [7 juin 1966] (p. 1732);

— En seconde délibération, du projet de loi modifiant la loi n° 64-1229 du 14 décembre

1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », Art. 6 : *Caractère du droit de réquisition* [14 juin 1966] (p. 2015);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 4 : *Information sur la filiation d'origine* [14 juin 1966] (p. 2030);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur onze propositions de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948* [14 juin 1966] (p. 2035).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux logements sociaux : *Les inconvénients de l'accession à la propriété; la réforme du marché immobilier; l'aménagement de l'allocation-logement; le problème des terrains* [15 juin 1966] (p. 2065, 2066).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Nombre de logements bénéficiant de l'aide de l'Etat; logements sociaux; primes sans prêt; objectifs du V<sup>e</sup> Plan; ses observations sur les H.L.M. et les I.L.N.; marché immobilier; ses observations sur les Logécos; politique foncière; prix des terrains; nécessité de donner aux collectivités locales les moyens juridiques et financiers nécessaires leur permettant une mainmise sur les terrains indispensables à la construction; cas de villages « Villagexpo »; épargne-logement; marché hypothécaire; cas de la Haute-Savoie et de la Haute-Loire; nécessité d'augmenter les crédits mis à la disposition des organismes H.L.M.* [9 novembre 1966] (p. 4429, 4430);

— du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs, Art. 496 du Code civil : *Rôle du conjoint de l'incapable; conseil de famille* [21 décembre 1966] (p. 5915).

**PIMONT (M. Louis)**, *Député de la Dordogne, 2<sup>e</sup> circonscription (app. S.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'apparente au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Intervention :

Mise au point au sujet de son vote sur les crédits du Ministère de la Justice [5 novembre 1964] (p. 4681).

**PISANI (M. Edgard)**.

*Ministre de l'Agriculture*  
(2<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

*Ministre de l'Équipement*  
(3<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 8 janvier 1966 au 1<sup>er</sup> avril 1967.

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'Agriculture [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre de l'Agriculture (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Agriculture (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Ministre de l'Équipement (3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Ministre de l'Équipement cessent le 1<sup>er</sup> avril 1967 (*J. O.* du 1<sup>er</sup> avril 1967, p. 3487). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

#### Dépôts :

Son projet de loi pour l'amélioration de la

production et de la structure foncière des forêts françaises, n° 213 [30 avril 1963].

Son projet de loi modifiant le champ d'application de l'article 37 du Code rural relatif aux échanges d'immeubles ruraux, n° 1085 [2 octobre 1964].

Son projet de loi relatif à la résiliation des contrats d'assurance maladie faisant double emploi avec la garantie du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles, n° 1186 [24 novembre 1964].

Son projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, n° 1703 [21 décembre 1965].

Son projet de loi portant modification de certaines dispositions du régime de retraites des marins, n° 1783 [2 avril 1966].

Son projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires, n° 1739 [2 avril 1966].

Son projet de loi modifiant les dispositions du régime de retraites des marins applicables à certains bénéficiaires de ce régime, n° 1795 [3 mai 1966].

Son projet de loi relatif au régime des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance, n° 1796 [3 mai 1966].

Son projet de loi relatif aux conditions de nationalité exigées du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, n° 2051 [4 octobre 1966].

Son projet de loi tendant à accélérer la mise en œuvre des travaux nécessaires à la construction de la première ligne expérimentale de véhicules guidés sur coussins d'air (aérotrains), n° 2215 [6 décembre 1966].

Son projet de loi établissant des servitudes au profit des lignes de transport public par véhicules guidés sur coussins d'air (aérotrains), n° 2216 [6 décembre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Progrès déjà réalisés ; problème de la parité ; question des bois importés ; caractère politique d'une taxation des bois tropicaux et*

ses conséquences; répercussions sur le prix du papier d'une taxation des bois de papeterie; cas des résineux; établissement de la cotisation de Sécurité sociale agricole sur la base de l'ancien revenu cadastral; problème des sucres et betteraves exportés; dépôt prochain d'un texte sur l'assurance accident en matière agricole; revalorisation des rentes et pensions des salariés agricoles; statut du médecin-conseil des caisses de la mutualité sociale [10 janvier 1963] (p. 565); après l'Art. 50: Amendement de M. Commenay (Paiement des cotisations par compensation sur les prestations): Possibilités des caisses de mutualité sociale agricole à cet égard (p. 567, 568); extension de l'assurance maladie aux titulaires de la retraite des vieux travailleurs salariés (p. 568); amendement de M. Collette (Remplacement des cotisations cadastrales par une cotisation assise sur le bénéfice agricole forfaitaire); délibérations de la Commission chargée d'étudier le mécanisme de fixation des cotisations sociales agricoles; ses conclusions en faveur du revenu cadastral (p. 569); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Réorganisation du Ministère de l'Agriculture; création d'un bureau d'études; développement du bureau d'études statistiques; rôle de la sous-direction de l'information; présentation plus claire et plus synthétique du budget de l'Agriculture pour 1964; crédit agricole; octroi de crédits aux exploitations d'une superficie minimale à celle fixée par la loi d'orientation agricole; orientation de la production; arbitrage entre la production du lait et celle de la viande; crise de l'économie laitière dans certaines régions françaises; expérience tentée pour régulariser le marché de la viande en créant un stock régulateur sur pied; problème des cépages prohibés; rôle des importations; contexte dans lequel s'inscrivent les différentes importations de produits agricoles; problème du vin algérien; aspects politiques de la question; le développement de l'Institut national de la recherche agronomique; décentralisation des moyens de recherche; position de l'Institut des vins de consommation courante à propos de la fixation du hors quantum; détermination du montant de la prime de stockage moyens de régularisation du marché viticole (contrats de stockage et stocks de sécurité); rôle du F.O.R.M.A. et celui des sociétés d'intervention; question du beurre sarrois; problème de la gemme; F.O.R.M.A produits agricoles d'outre-mer; conséquences de l'entrée éventuelle

de la Grande-Bretagne dans le Marché commun sur le plan agricole; effets de la politique agricole commune entre les six pays du Marché commun; son caractère incomplet; règlements à venir en matière de lait, de bœuf, de sucre et de riz; problèmes des produits laitiers; véritable source économique des difficultés provoquées par les négociations avec la Grande-Bretagne; système de garantie des prix britanniques; responsabilité communautaire; nécessité de maintenir à tout prix les principes de la politique agricole commune; questions relatives à la formation des maîtres de l'enseignement agricole; problème de l'enseignement privé; formation des cadres dans des centres spécialisés; fonds d'action sociale; immigration rurale à La Réunion; insuffisance des crédits d'adduction d'eau; hydraulique rurale; remembrement; S.A.F.E.R., développement du reboisement; dépôt prochain d'un projet de loi forestier [11 janvier 1963] (p. 662 à 667); Etat B, titre III: Création éventuelle de postes d'attachés agricoles à l'étranger; problème laitier dans le cadre du Marché commun (p. 668); Etat B, titre IV: Problème des Landes de Gascogne; conséquences de la suppression de la franchise sur les contrats conclus par certains agriculteurs auprès de sociétés d'assurance (p. 669); Article additionnel: Amendements du Gouvernement, de MM. Voisin, Le Bault de la Morinière, Rivain et Vallon (Exemption des frais d'enregistrement pour les preneurs de baux usant du droit de préemption): problème de la détermination de la surface souhaitable pour assurer l'équilibre d'exploitation; nécessité de procéder à cette détermination avant d'édicter l'exemption des droits d'enregistrement (p. 673); après l'Art. 65: Amendement de M. Anthonioz (Parité fiscale entre les bois français et étrangers): caractère réglementaire du présent amendement en vertu de l'article 99 de la loi de finances de 1962; application de l'article 41 de la Constitution au présent amendement (p. 677);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à des travaux d'équipement rural en matière hydraulique, Art. 1<sup>er</sup> (article 175 du Code rural): Problème des incendies de forêts dans le Midi; dépôt prochain d'un texte à ce sujet; mise au point d'un système de protection d'ensemble [5 février 1963] (p. 2034); (Article 176 du Code rural): Amendement de la Commission (Zone dans laquelle aura lieu l'enquête préalable des travaux): Aspect régle-

mentaire du présent amendement (p. 2034); amendement de M. Ruffe (*Consultation avant travaux de l'ingénieur de la région piscicole et du président de la Fédération des associations de pêche et de pisciculture: ses inconvénients* (p. 2035); Art. 5 (Article 151-1 du Code rural), Amendement de la Commission (*Nécessité d'une enquête avant travaux*): inutilité du présent amendement (p. 2036); Article additionnel, *Son amendement au nom du Gouvernement (Modification de l'article 109 du Code rural concernant les autorisations d'établissement d'ouvrages ou d'usines sur les cours d'eau non domaniaux): nécessité de tenir compte de la jurisprudence acquise en la matière* (p. 2037); Article additionnel: Amendement de la Commission: *Le cas des sociétés d'aménagement et les travaux d'hydraulique* (p. 2038); Article additionnel: *Son amendement au nom du Gouvernement (Extension des dispositions de la présente loi aux départements d'outre-mer)* (p. 2039); *application des articles 114 à 122 du Code rural à l'égard des propriétaires dans le cas de travaux hydrauliques* (p. 2039);

Répond à la question orale, sans débat, de M. Maurice Faure, relative à l'exercice du droit de préemption de la S.A.F.E.R. [17 mai 1963] (p. 2980).

Répond à la question orale sans débat de M. Tomasini, relative aux difficultés causées en agriculture par les gelées [17 mai 1963] (p. 2980-2981).

Répond à deux questions orales, avec débat, de MM. Bayou et Coste-Floret relatives à la politique viticole: *Problème des prix du vin; besoins réels de la viticulture française en importation; conséquences d'une limitation des importations dans la création d'une concurrence dangereuse; éventualité envisagée à tort d'importations de vins argentins et espagnols; libération des vins d'Algérie et les besoins de la population française en certains vins hauts en alcool; question des indemnités aux sinistrés de cet hiver; problème du stockage; perspectives pour la campagne 1963-1964 et la politique à long terme* [17 mai 1963] (p. 2986, 2987); *importance de la récolte de cette année* (p. 2988); *problème de l'importation des vins algériens; goûts manifestés par le public; différents aspects de la campagne anti-alcoolique; incidents qui ont récemment éclaté dans le Midi; problème général des accords et des échanges internatio-*

*naux en matière de vins; déblocage de 2 millions d'hectolitres de vins algériens; importation de vins sous pavillon algérien; contrôle de l'origine algérienne des vins; situation particulière existant actuellement du fait de l'excédent de la récolte française; l'ensemble du problème de la viticulture, recherche de mécanismes d'autodiscipline; modifications à apporter au système du quantum et du hors-quantum; constitution d'une commission destinée à étudier les problèmes de la viticulture française; question du gel; réparation des dommages causés aux vignes du Midi; importance de celle-ci; élaboration du nouveau statut viticole; augmentation des moyens de stockage; nécessité de doter la France d'une production viti-vinicole de bonne qualité* [21 juin 1963] (p. 3682 à 3687); *inscription à l'ordre du jour d'une communication du Gouvernement relative au problème viticole* (p. 3674).

Répond aux questions orales, avec débat, de MM. Boscary-Monsservin, Bourdelles, Commenay, Philibert et Privat relatives aux prix agricoles: *Calendrier européen en matière de prix agricoles; discussions menées à ce sujet entre la France et l'Allemagne fédérale; méthode d'approche du problème qui a été adopté; cas des céréales; différents critères de prix, discussions à ce sujet; notion de structure; problème des échanges; nécessité pour la profession agricole de se discipliner et de s'organiser, conséquences des conditions atmosphériques favorables sur la récente production de fruits et de légumes; chiffre peu élevé des importations de pommes de terre d'Algérie et les pays du Marché commun; situation en France en ce qui concerne production de pommes de terre, de tomates; transit par la France de pommes de terre étrangères; aide apportée aux exportations de pommes de terre; cas des abricots; cas de la viande de mouton, problème du lait et des éléments de son prix; politique nationale à l'égard du massif landais; politique d'importation de produits résineux; montant de l'aide à apporter comme soutien aux revenus des gemmeurs; nécessité pour les producteurs agricoles de se discipliner* [5 juillet 1963] (p. 3917 à 3923); *prime à l'exportation pour les producteurs de pommes de terre de Bretagne* (p. 3923); *non-application de la politique de rapprochement des prix au vin; exportations de vin français en direction du Marché commun en 1962* (p. 3925);

difficultés rencontrées en matière d'exportation des produits agricoles français; concurrence internationale en matière de prix agricoles (p. 3926, 3927); publication prochaine des décrets d'application de la loi complémentaire agricole (p. 3930); problème du stockage de la prochaine récolte de vin; question de la distillation; augmentation nécessaire des exportations de produits agricoles français; aide à la commercialisation des pommes de terre (p. 3933, 3934).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : Comparaison entre la situation en France et en Suède en ce qui concerne les forêts possédées par les sociétés papetières [10 juillet 1963] (p. 4026); positions de la Fédération générale des syndicats de propriétaires forestiers; administration des Eaux et Forêts; développement des besoins en bois de la France et de l'Europe; augmentation des importations de pâtes à papier; nécessité de défendre le sol contre les menaces naturelles qui pèsent sur lui; rôle du bois dans la vie moderne; nécessité d'accroître la présence de l'homme en forêt; organisation de la forêt d'Etat et celle des forêts privées; création des groupements forestiers; place des sociétés papetières; augmentation des rendements de bois à l'hectare; rôle de l'Etat en matière de forêts; choix opéré entre l'organisation proposée et la tutelle du gendarme; situation des communes forestières; activité du fonds forestier national; existence d'une politique forestière; développement des moyens mis en œuvre pour lutter contre les incendies; utilisation des « Catalina » dans la région méditerranéenne; intervention des S.A.F.E.R. et leur droit de préemption en matière de forêts; articulation des établissements publics forestiers régionaux avec les chambres d'agriculture; nature et contenu du plan de gestion; comparaison entre la forêt domaniale et la forêt privée; problème de la réforme de la gestion des forêts domaniales; coopération établie entre le génie rural et les Eaux et Forêts; dépôt par le Gouvernement d'amendements au cours de la discussion; rôle du commissaire du Gouvernement dans les centres régionaux; nature du droit de propriété [11 juillet 1963] (p. 4062 à 4069); ses observations sur la motion de renvoi en commission, déposées par M. Regaudie; nature et signification du débat parlementaire sur un texte;

nécessité de procéder rapidement à l'examen du présent projet; fonctionnement des centres régionaux (p. 4071, 4072); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de la Commission (Etablissement d'un inventaire des bois et forêts par les centres régionaux); nécessité de distinguer entre le cadastre forestier et l'inventaire forestier (p. 4078); après l'Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de la Commission (Création d'une Commission nationale professionnelle de la propriété forestière privée); refonte en cours des commissions représentant, auprès du Ministère de l'Agriculture, les intérêts de la profession (p. 4079); Art. 2 : Ses sous-amendements au nom du Gouvernement à l'amendement de la Commission (p. 4080); rôle du commissaire du Gouvernement (p. 4083); Art. 3 : Répartition des ressources affectées aux centres régionaux (p. 4084); Art. 4 : Nécessité de ne pas établir à l'intérieur de la propriété privée deux catégories de forêts (p. 4085); problème des propriétés forestières qui ne sont pas d'un seul tenant (p. 4085); son sous-amendement au nom du Gouvernement à l'amendement de la Commission (Cas d'une modification apportée au plan de gestion) (p. 4086); Art. 5 : Réglementation des coupes résineuses exécutées à blanc-estoc (p. 4089); dérogations possibles en matière de reboisement de résineux (p. 4089); Art. 6 : Son amendement au nom du Gouvernement (Répression des infractions en matière forestière); création de sanctions proportionnelles à la surface mise en cause par le délit; droit de transaction; obligation de reconstituer la forêt (p. 4090, 4091); cas limites (Propriétaires de bonne foi, propriétaires ayant opéré un acte de spéculation) (p. 4091, 4092); difficulté de définir la notion de coupe abusive; dangers que représenterait le système de la constatation des délits par les personnels des centres régionaux (p. 4092, 4093); Art. 9 : Nécessité de laisser subsister les possibilités de tirer parti de fonds incultes et morcelés (p. 4096); Art. 10 : Droit de préemption et S.A.F.E.R. dans le cas des zones à reboiser (p. 4097, 4098); Article additionnel : Amendement de la Commission (Règlement du problème des sections de communes); procédure en cours à ce sujet devant le Conseil d'Etat en vue du dépôt ultérieur d'un projet de loi sur ce problème (p. 4100, 4101); Art. 2 : Son sous-amendement au nom du Gouvernement à l'amendement de la Commission (Fixation du statut des personnels techniques des centres régionaux par voie de R.A.P.) (p. 4101);

Art. 4 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Coupes dans une propriété dont le plan de gestion n'a pas été agréé)* (p. 4101); en deuxième lecture : *Nécessité de donner à la propriété privée forestière les disciplines dont elle a besoin pour se sauver* [25 juillet 1963] (p. 4495); Art. 2 : *Amendement de M. Cazenave (Représentation professionnelle des propriétaires forestiers)* (p. 4496); *amendement de M. Radius (Rôle des conseillers techniques au sein des centres régionaux)*; *intérêt qu'il y a à distinguer chez l'ingénieur délégué les deux fonctions de conseiller technique et de représentant de la puissance publique* (p. 4497); Art. 4 : *Mise en pratique du programme d'exploitation et la notion de dépérissement* (p. 4499); *abattage en cas d'urgence* (p. 4500); Art. 5 bis : *Notion de coupe extraordinaire* (p. 4502); Art. 6 : *Répression des coupes abusives* (p. 4502, 4503); *création d'un établissement public chargé de gérer le domaine forestier de l'Etat* (p. 4505); *action contre les incendies de forêts*; *problème des sociétés forestières d'investissements*; *situation des gemmeurs* (p. 4506, 4507);

— du projet de loi adopté par le Sénat, relatif au contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole : *Préparation d'un décret d'application du présent texte* [24 juillet 1963] (p. 4452);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, Art. 1<sup>er</sup> A : *Effet du plan d'urbanisme* [25 juillet 1963] (p. 4521); *portée du terme « développement » des agglomérations existantes* (p. 4521); Art. 2 : *Action du fonds d'action sociale* (p. 4526); *son amendement (Possibilité pour le bailleur d'exercer le droit de reprise partielle)* (p. 4527); Art. 2 bis : *Son amendement (Nécessité de rapprocher le lien juridique qui existe entre le preneur et le bailleur lorsque le bailleur est l'Etat ou un établissement public)* (p. 4530); après l'Art. 2 bis : *Cas de la conversion* (p. 4530); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux :

*Réforme des prêts agricoles; position de l'A.F.S.E.A.; rapprochement entre propriétaires et exploitants* [19 novembre 1963] (p. 7305); Art. 2 : *Son amendement (Droit donné au bailleur de refuser le renouvellement du bail)* (p. 7306); *son amendement (Conditions d'âge)* (p. 7307); Art. 2 ter : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du sixième alinéa (3<sup>o</sup>) du texte proposé pour l'article 862 du Code rural et du septième alinéa (4<sup>o</sup>) du texte proposé pour l'article 862 du Code rural* (p. 7707); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de l'article 3, après le nombre « 845 », à intercaler le nombre « 845-1 »* (p. 7307).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives aux problèmes viticoles : *Politique du Gouvernement en matière d'arrachage des cépages prohibés; la question des permissions agricoles; l'emploi des harkis pour les vendanges; les importations de vins d'Afrique du Nord; l'indemnisation des sinistrés; le dépôt d'un projet de loi sur les calamités; l'assainissement du marché du vin; l'irrigation* [18 octobre 1963] (p. 5276 et suivantes).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Boscary-Monsservin, relative au prélèvement sur la viande de porc [25 octobre 1963] (p. 5672).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives aux calamités atmosphériques [25 octobre 1963] (p. 5674, 5675, 5682).

Répond aux questions orales, sans débat, de MM. Paquet, Abelin et M<sup>me</sup> Aymé de La Chevrelère, relatives aux prêts des caisses de crédit agricole [25 octobre 1963] (p. 5684, 5686, 5687).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Constitution d'une S.A.F.E.R. en Provence* [4 novembre 1963] (p. 6297); *problème des revenus agricoles; prix agricoles; rencontres entre la puissance publique et la profession; délégation de pouvoirs pour les organisations professionnelles; rôle de la puissance publique: définir et contrôler et non pas gérer directement; vulgarisation; réorganisation des services du Ministère; réformes de l'enseignement supérieur; transfert de l'Institut national agronomique; école de Rennes; part de l'enseignement économique; coopération; organisation des marchés; action du F.O.R.M.A.; intervention au niveau de la production; filiale*

du F.O.R.M.A.; marché mondial du sucre, du blé et de la viande; problèmes de l'aviculture; service des fraudes tendant à définir un service de la qualité et de la répression des fraudes; fonds d'action sociale; construction de l'école de Dijon; projet relatif aux calamités agricoles; aménagement des rivières et lutte contre la pollution des eaux; projets d'aménagements régionaux; rôle de l'espace rural et particulièrement forestier; négociations européennes; rapprochement des prix agricoles (p. 6299, 6300 à 6306); surplus du F.O.R.M.A.; problème posé par le sucre; quantum applicable à l'orge; quantité de vin à reporter; cas des céréales; liste des matériels agricoles bénéficiant de l'aide de l'Etat; crédits pour l'adduction d'eau; cas de l'agriculture de montagne; aide à l'enseignement privé (p. 6327, 6328, 6329); nécessité de coordonner les recherches scientifiques au sein de l'I.N.R.A. (p. 6329); problèmes posés par la recherche (p. 6329); autonomie de la recherche vétérinaire et de la recherche libre (p. 6330); indemnité journalière ou bourses (p. 6330); nécessité de placer à côté de chacun des préfets coordinateurs des régions de programme un fonctionnaire spécialement chargé de suivre ces questions (p. 6330, 6331); politique foncière; définition d'une exploitation rentable; crédit agricole; principe de l'équivalence; crédit à moyen terme (p. 6331, 6332); son amendement tendant à augmenter de 15 millions de francs le montant des crédits du titre IV de l'Etat B (p. 6333); son amendement tendant à majorer de 2 millions de francs les crédits du titre IV de l'Etat B (p. 6333); dotation du fonds national de la vulgarisation de progrès agricole (p. 6333); situation des marchés de fruits et légumes (p. 6334); destinée des grandes sociétés d'aménagement (p. 6334); son amendement tendant à majorer dans le titre VI de l'état C les autorisations de programme de 1 million de francs et les crédits de paiement de 1 million de francs (p. 6334); son amendement tendant, dans le titre VI de l'état C à majorer les autorisations de programme de 1 million de francs et les crédits de paiement de 1 million de francs pour l'habitat rural (p. 6334, 6335); avant l'Art. 43 : Son amendement tendant à compléter l'article 164-1 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958; nécessité d'individualiser la gestion du domaine de l'Etat (p. 6335); BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : Augmentation des charges en ma-

tière sociale; organismes de mutualité; extension de l'assurance maladie; cas des accidents de travail; application de l'A.M.E.X.A.; gestion de la mutualité sociale (p. 6342, 6343); son amendement tendant à réduire de 20 millions de francs le montant des mesures nouvelles du budget annexe de prestations sociales agricoles (p. 6343); après l'Art. 43 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Substitution du chiffre de 60 % à celui de 55 % au deuxième alinéa de l'article 1106-8-1 du Code rural » (p. 6343); nécessité d'ouvrir davantage l'éventail des possibilités d'exonération partielle des cotisations (p. 6344); après l'Art. 45 : Elaboration d'un autre système que celui du revenu cadastral (p. 6344); mesure de justice envers les requérants ayant fait donation de biens mobiliers ou immobiliers (p. 6345);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole : Discussion devant le Parlement du texte; improvisation dans le débat; élaboration d'un système de médecine préventive en milieu rural [19 novembre 1963] (p. 7309, 7310);

— du projet de loi adopté par le Sénat instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture : Retrait du projet [19 novembre 1963] (p. 7315);

— de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : Ses observations sur les amendements déposés par le Gouvernement [12 décembre 1963] (p. 7867); Art. 1<sup>er</sup> : Amélioration du statut de l'agriculture en lui permettant de mieux s'organiser et de s'assurer contre les aléas pouvant peser sur elle; accroître les débouchés par la conquête de nouveaux marchés; avantages de la coopération; éviter une intégration à partir et au profit de l'industrie; donner aux producteurs, fournisseurs d'une usine, un droit de préemption en cas de vente de cette usine; caractère collectif donné aux contrats individuels (p. 7867 à 7869); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article premier (Application du régime contractuel défini par la présente loi) (p. 7869); application de la présente proposition aux productions dont le marché est le plus facile à organiser (p. 7869); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article premier; liste des produits soumis au système contractuel par arrêté interministériel

(p. 7869); définir le domaine d'application de la proposition (p. 7869, 7870); pouvoir donné à la puissance publique et réviser les listes établies (p. 7870); institution d'un système contractuel n'ayant pas pour objet de décharger l'Etat de ses obligations, mais tendant à éviter l'apparition des excédents (p. 7871); prémunir le producteur comme l'utilisateur contre les à-coups de la production; production excédentaire; caractère non systématique de l'intervention de l'Etat (p. 7871, 7872); ne pas interdire au F.O.R.M.A. ses interventions habituelles (p. 7872); son amendement rectifié tendant, dans le dernier alinéa de l'article premier à supprimer les mots « qui nécessiteront l'appui des pouvoirs publics » (p. 7872); après l'Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement (Avis du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles pour les accords interprofessionnels à long terme) (p. 7873); rôle consultatif du F.O.R.M.A. (p. 7873); assurer aux cocontractants le maximum de liberté (p. 7874); Art. 2: Son amendement tendant à substituer aux deux premiers alinéas de l'article 2 un nouvel alinéa (Accord interprofessionnel à long terme conclu à l'échelon national pour un produit défini) (p. 7874); son amendement tendant à substituer au quatrième alinéa de l'article 2 un nouvel alinéa (Cas d'un accord interprofessionnel n'ayant pas été conclu entre organisations professionnelles à l'échelon national ou régional) (p. 7874); Art. 3: Son amendement tendant à rédiger le dernier alinéa de l'article 3 (Détermination des modes de fixation des prix) (p. 7875); référence à l'article 31 de la loi du 5 août 1960 (p. 7876); Art. 5: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa (2<sup>o</sup>) de l'article (Différentes procédures d'arbitrage) (p. 7876); son amendement tendant, dans l'avant dernier alinéa (4<sup>o</sup>) de l'article 5 à substituer aux mots « au fonctionnement administratif », les mots « à l'application des accords » (p. 7876); ouvrir les facultés d'utilisation des cotisations (p. 7877); ses observations sur l'amendement de M. Fourvel (p. 7877); Art. 7: Organisations les plus représentatives des producteurs (p. 7877); Art. 9: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase de l'article 9 (Fixation ou adaptation des prix de campagne ou des cotisations chaque année) (p. 7878); après l'Art. 9: Son amendement (Cas de cession partielle ou totale d'une entreprise assujettie à un accord interprofessionnel homologué) (p. 7878); Art. 13: Consé-

quences en cas d'homologation de la convention de campagne ou du contrat type (p. 7880); affectation au F.O.R.M.A. du produit de la taxe parafiscale (p. 7880); Art. 13: Possibilité de l'arbitrage du Ministre en cas de désaccord entre deux professions (p. 7880, 7881); Art. 14: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 14 (Décret en Conseil d'Etat fixant les conditions de participation des caisses de Crédit agricole au financement des programmes de commercialisation) (p. 7881); intervention du Crédit agricole (p. 7881); moyens complémentaires relevant du domaine réglementaire (p. 7882); Art. 15: Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 7882); Art. 16: Son amendement tendant à compléter l'article 16 par un nouvel alinéa (Entreprise de conditionnement ou transformation de produits agricoles assurant tout ou partie de son approvisionnement par des contrats individuels) (p. 7883); son sous-amendement à l'amendement de M. Moulin tendant à une nouvelle rédaction de la fin du premier alinéa du texte proposé par la Commission « contrats individuels conformes à un contrat-type établi par le Ministre de l'Agriculture » (p. 7883); son sous-amendement à l'amendement de M. Moulin tendant à modifier le texte proposé par la Commission (Substitution d'un contrat collectif au contrat individuel conclu entre des producteurs agricoles et une entreprise de conditionnement ou de transformation) (p. 7883); substituer à la diversité des contrats l'existence d'un contrat-type (p. 7883); réglementation de l'extension de la création d'entreprises de production (p. 7884); ne pas se contenter de la référence au seul travail familial (p. 7885); ses observations sur l'intervention de M. Laudrin (p. 7885); gestion de certaines coopératives (p. 7885); guerre du poulet (p. 7885, 7886). Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture, Art. 13: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux premiers alinéas de l'article 13 (Homologation d'un accord interprofessionnel à long terme) [23 juin 1964] (p. 2118); efficacité du travail parlementaire; affectation des fonds recueillis par une procédure parafiscale devant relever normalement de la puissance publique (p. 2120); gestion par les seuls professionnels,



*parties à l'accord, des fonds résultant d'un prélèvement de type parafiscal (p. 2120).*

Répond à la question orale de M. Boscher relative à l'enseignement agricole ménager en Seine-et-Oise [10 avril 1964] (p. 717, 718).

Répond à la question orale de Mme Ploux relative aux allocations logement des exploitants agricoles [10 avril 1964] (p. 719).

Répond à la question orale de M. Briot relative aux assurances sociales des bouilleurs de cru ambulants [10 avril 1964] (p. 719, 720).

Répond à la question orale de M. Christian Bonnet relative à l'assurance vieillesse agricole [10 avril 1964] (p. 720, 721).

Répond à la question orale de M. Poudevigne relative au financement des barrages de protection [10 avril 1964] (p. 721).

Répond à la question orale de M. Fourmond relative à l'élevage bovin [10 avril 1964] (p. 721, 722, 723).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Acceptation de porter à sept ans la période d'incitation et de mettre à la charge du budget la moitié et non plus un tiers du financement de fonds de garantie [16 avril 1964] (p. 792); difficultés de l'élaboration du projet; possibilité de compléter le projet; à la lumière de l'expérience; cherté de l'assurance; couvrir tous les risques; recours à un système de prêt; cas de l'agriculteur soumis constamment aux calamités; établir un système général et progressif; ne pas mettre en cause le fonds viticole; caractère dynamique du projet; inciter les agriculteurs à entrer dans l'assurance; caractère permanent du projet; système fondé sur la prévoyance individuelle; intérêts véritables; assurance obligatoire; double solidarité professionnelle et nationale; système pouvant être amélioré; ne pas rejeter le projet malgré ses imperfections [21 avril 1964] (p. 845-846); [22 avril 1964] Art. 1<sup>er</sup>. Refus des amendements constituant un contre-projet [22 avril 1964] (p. 864); Art. 2 : Addition de l'aide de l'Etat et de celle fournie par le conseil général; fonctionnement du fonds de garantie; intervention sur les primes d'assurance; effort particulier sur les primes d'assurances les plus coûteuses et les plus nouvelles (p. 866); ses observations sur l'amendement de M. Paquet (p. 866); son rejet (p. 866); son amendement tendant à substituer*

*aux mots « période de cinq ans » les mots « période de sept ans » (p. 867); arbitrage entre la durée de cinq ans et de sept ans (p. 867); maintien de l'aide des collectivités locales; addition à l'aide du fonds (p. 868); Art. 3 : Indemnisation de l'Etat par lui-même en cas de suppression de cet article (p. 869); application éventuelle de la loi aux collectivités locales subordonnée à l'assurance contractée (p. 869); Art. 2 (suite) : Son amendement tendant à ajouter à la fin du dernier paragraphe de l'article 2 la phrase : « Taux de prise en charge pouvant être majoré pour favoriser l'aide financière éventuellement consentie par les collectivités locales » (p. 869); irrecevabilité du sous-amendement de M. Commenay (Cas de l'extension de l'indemnisation à toutes les catégories de sinistres; ne pas envisager trop tôt la création d'un système vaste et complexe (p. 872, 873); ses observations sur la thèse de M. de Tinguay (p. 873); prélèvement total envisagé représentant un millième du revenu agricole (p. 873); ses observations sur la thèse soutenue par M. Boscary-Monsservin; référence sur rapport aux attentats commis par l'O.A.S. (p. 874); problème posé par les A.S.S.E.D.I.C. (p. 874); plafonnement du taux de 10 %; son opposition à fixer ce taux annuellement dans la loi de finances (p. 874, 875); nombre des exploitants payant la surprime; ne pas réduire excessivement les ressources du fonds; éviter une difficulté administrative considérable (p. 875); son amendement tendant à rédiger comme suit le cinquième alinéa de l'article 4 « subvention inscrite au budget de l'Etat et dont le montant pourra atteindre le produit de la contribution visée au a) ci-dessus (p. 875); son amendement tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa de cet article « taux de la prise en charge » (p. 876); Art. 5 : Ses observations sur l'amendement de M. Feuillard (p. 877); ses observations sur l'amendement de M. Chérasse (p. 879); amendement de définition plutôt que système d'énumération (p. 880); Art. 6 : Son sous-amendement tendant à remplacer les mots « sur propositions faites par » par les mots « après avis de » (p. 881); son sous-amendement tendant à supprimer les mots « par référence aux critères visés à l'article 675 du Code rural » (p. 881); rôle de la Commission (p. 881); Art. 5 (suite) : Son amendement (Définition de la notion de calamité) : Dommages non assurables d'importance exceptionnelle dûs à des variations anor-*

males d'intensité d'un agent naturel [23 avril 1964] (p. 894, 895); substitution à l'énumération des risques d'une définition générale (p. 895); Art. 7 : Caractère indispensable de maintenir l'exigence d'une assurance; notion des « normalement » assurés; assurance conformément aux habitudes de la région; assurance « en bon père de famille »; assurance, non pas de tout, mais de « l'un au moins des éléments principaux de l'exploitation » (p. 898, 899); aide de l'Etat accordée, d'abord pour les assurances les plus nouvelles et les plus coûteuses (p. 899); notion de normalité, son caractère technique (p. 899); notion d'assurance d'une exploitation (p. 900); son amendement (Assurance de l'un au moins des éléments principaux de l'exploitation dans des conditions raisonnables) (p. 900); ses observations sur l'amendement de M. Bousseau (Couvrir la totalité des cas); notion régionale (p. 901); sinistrés devant faire la preuve de l'assurance de l'un au moins des éléments principaux de son exploitation dans des conditions normales (p. 901); impossibilité de l'intervention du fonds en cas d'assurance couvrant un pourcentage dérisoire (p. 901); ses observations sur la thèse de M. Ruffe (p. 901); ses observations sur l'amendement de M. de Poulpiquet et de M. Bizet; caractère dangereux de l'amendement; économie contractuelle (p. 902); faculté d'atteindre le taux de 75 % (p. 902); son sous-amendement (Taux d'indemnisation variant en fonction de l'importance du dommage et pouvant tenir compte des revenus de l'exploitation) (p. 903); insuffisance de l'expertise par exploitation; possibilité de l'expertise par région (p. 904); Art. 10 : Rôle du préfet (p. 905); ses observations sur l'amendement de M. Bousseau (p. 905); Art. 11 : Ses observations sur l'amendement de M. Alduy (p. 906); Art. 13 : Nécessité d'inciter le plus grand nombre possible d'agriculteurs à s'assurer; fonds prenant en charge une partie des intérêts dans la limite de 50 % lorsque les dégâts sont de 60 % ou plus (p. 908); son amendement (Dégâts atteignant ou dépassant 60 % de la valeur du bien détruit ou endommagé) (p. 909); Art. 14 : Ses observations sur l'amendement de M. Bousseau (p. 910); après l'Art. 14 : Section viticole du Fonds national de solidarité (p. 910); trésorerie du fonds en tout état de cause; création d'un volant (p. 911); Art. 15 : Assimilation de la métropole et des D.O.M. constituant un danger; situation socialement et climatiquement diffé-

rente; application différente de la loi (p. 913); différence d'objet entre le règlement d'administration publique prévu à l'article 14 et celui prévu à l'article 15 (p. 913); Art. 4 (suite) : Application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et des articles 65 et 96 du Règlement de l'Assemblée Nationale; grandes lignes des solutions retenues; modifications apportées au cours du débat; cas où une exploitation se consacre uniquement à l'élevage; assurance du bétail exigée pour l'application de la loi; fixation du taux de la surprime chaque année par la loi de finances et ne pouvant excéder 10 %; subvention de l'Etat égale au produit de la contribution professionnelle; asseoir la cotisation sur toutes les primes d'assurances constituant une impossibilité; système de garantie protégeant les seuls agriculteurs; cas des agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 4 %; sagesse commandant d'éviter la précipitation (p. 914, 915). En deuxième lecture : Gouvernement s'employant à obtenir des primes aussi modiques que possible; diversité des us et coutumes; obligation pour le législateur de s'y référer; loi étant plus utile aux petites exploitations qu'aux grandes [23 juin 1964] (p. 2122, 2123); Art. 3 bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du paragraphe premier de cet article (Contribution additionnelle aux primes ou cotisations afférentes aux conventions d'assurance couvrant à titre exclusif ou principal les dommages aux biens visés à l'article 4 bis ci-dessous (p. 2123); ses observations sur l'amendement de M. Rivain (p. 2124); problème de la période transitoire créant un élément de rupture dans l'application de la loi; assurance incendie étant largement implantée en France; possibilité de ramener la période transitoire de deux à trois ans (p. 2124); Art. 4 bis : Inconvénients de l'amendement de M. Rivain : éviter la volonté de truquer ou de chercher une astuce (p. 2125, 2126); tenir compte des diversités régionales (p. 2126); danger représenté par la grêle étant plus ou moins grave selon les régions; valeur du critère étant un fait d'espèce (p. 2126); ses observations sur l'amendement présenté par M. Bousseau (p. 2127); Art. 5 : Problème posé par les dommages causés par la grêle dans certaines régions (p. 2128); Art. 6 bis : Délai prévu pour l'établissement de l'inventaire, temps de deux ans étant trop court (p. 2129); son sous-amendement à un amendement de M. Bousseau tendant à une nouvelle

rédaction du début de cet amendement: « A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1968 et pendant une période d'un an » (p. 2129); Art. 10: Montant des sommes allouées devant être arrêté dans la limite des crédits (p. 2129); Art. 15 bis: Impossibilité d'envisager la mise en œuvre de la loi avant l'inscription des moyens dans le budget (p. 2131); limite des moyens financiers (p. 2132); nécessité découlant d'une bonne législation (p. 2132); Art. 13 (suite): Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de l'article 13 à substituer aux mots « partiellement ou totalement détruit », le mot « sinistré » (p. 2132); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles: Ses observations sur les paroles prononcées par M. Ruffe [29 juin 1964] (p. 2336);

— du projet de loi adopté par le Sénat relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public, Article unique: Ses observations sur l'amendement de M. Commenay [14 mai 1964] (p. 1201); son sous-amendement à cet amendement (p. 1201); dérogation soumise au respect, par les industriels, des règles relatives à la pollution; cas des dérogations (p. 1202); avis des associations privées comme des fédérations départementales de pêche (p. 1203); portée du projet de loi; protection d'un droit n'existant pas; édit de Moulins; ne pas détruire les constructions existantes; ne pas supprimer de modestes maisons familiales (p. 1203, 1204);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles: Impossibilité d'adapter constamment la production et la consommation; situation d'abondance; éviter de brusques variations de prix consécutives à des circonstances purement conjoncturelles; maîtriser l'abondance sans nuire aux intérêts des consommateurs; problèmes des pommes de terre primeurs pour la Bretagne; règle des prix minima et abandon du contingentement; caractère assez faible des importations; faire face à l'actuel effondrement des cours; secteurs particulièrement sensibles: légumes, fruits, aviculture et porcs; rôle de la politique agricole européenne commune; exigence de certains pays tiers; problème des débouchés; défense des intérêts de l'Europe [4 juin 1964] (p. 1618 à

1620); Art. 1<sup>er</sup>: Référence à la loi d'orientation agricole; caractère injustifiable d'une telle référence (p. 1621); association et coopération indispensables dans la discussion d'un accord; impossibilité d'accorder un droit de veto (p. 1621); impossibilité de donner à un secteur la faculté de faire opposition à la mise en place d'un mécanisme contractuel dans une région (p. 1622); problème de la Libby's (p. 1622); contrat collectif et obligatoire; développement de la coopérative dans un certain nombre de secteurs (p. 1622, 1623); Art. 2: Nos exportations vers l'Allemagne; subvention pour les importateurs; importations de la République fédérale d'Allemagne, des pays tiers (p. 1624); contingent de 4.500 tonnes en cours de négociation avec les Etats-Unis; impossibilité d'ouvrir purement et simplement les frontières françaises aux produits américains; impossibilité de fermer hermétiquement les frontières; augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs (p. 1625); Art. 3: Ses observations sur l'amendement de M. Boscarry-Monsservin (Appréciation de la qualité de certains produits étant très difficile) (p. 1627); son amendement tendant après le septième alinéa de l'article 3 à insérer le nouvel alinéa suivant: « Définition des principes d'une répartition équitable des activités économiques entre le secteur agricole, coopératif ou non, d'une part, et le secteur industriel ou commercial, d'autre part, en prévoyant notamment les extensions et créations d'installations nouvelles justifiées par le développement des débouchés » (p. 1627); Art. 5: Application du cas de force majeure déliant les parties contractantes de leurs obligations réciproques (p. 1628); opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Boscarry-Monsservin: représentants des producteurs de pommes de terre de Bretagne; laisser au Gouvernement tous les moyens d'action pour soutenir les marchés (p. 1629); application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Boscarry-Monsservin (p. 1629); distinction entre deux types de marchés; cas des marchés du type blé ou betterave, cas des marchés du type fruits et légumes; problème de la résorption des excédents (p. 1630); Art. 7: Référence à l'article 16 de la loi complémentaire agricole; extension des règles de commercialisation (p. 1631, 1632); présentation des objections au cours de l'enquête (p. 1632); portée de l'expression « consultation individuelle de tous les agriculteurs » (p. 1633); Art. 9: Son amendement tendant à une nouvelle

rédaction du deuxième alinéa de l'article 9 : « Fixation ou adaptation des prix de campagne et des cotisations » (p. 1635); Art. 9 ter : Son amendement tendant à rétablir cet article dans la nouvelle rédaction suivante : « Cessation d'activité d'une entreprise ou refus de poursuivre l'exécution de l'accord » (p. 1636); Art. 13 : Son amendement (*Avis des organisations professionnelles soumis à l'accord*) (p. 1637); cas des fruits et légumes (p. 1637, 1638); Art. 9 ter : Son amendement tendant, après les mots « accord interprofessionnel homologué », à rédiger ainsi la fin du texte proposé par l'amendement de M. Arthur Moulin (*Problème de la résiliation*) (p. 1640); Art. 14 : Son amendement tendant à la fin de l'article 14 à supprimer les mots « dans la limite des crédits spéciaux qui leur sont affectés à cet effet » (p. 1641); définition des mécanismes propres au crédit agricole (p. 1641); modalités des prélèvements des crédits (p. 1641); Art. 16 : Définition des contrats; contrats d'intégration ne pouvant être établis sans fixation d'un prix (p. 1642); détermination, dans un contrat, de la qualité, de la quantité et du prix; fixation d'un prix garanti (p. 1643); Art. 16 A : Ses observations sur l'amendement de M. Orvoën; nullité des contrats; contrat collectif national ou régional (p. 1644); Art. 16 B : Créer au profit des producteurs un pouvoir de contestation, un pouvoir de débat; (p. 1645); Art. 16 D : Ne pas faire passer sous le régime de la fiscalité industrielle des exploitations agricoles de moyennes dimensions (p. 1647); son sous-amendement à l'amendement de M. Duhamel (*Dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi définissant le régime fiscal auquel seront soumises les firmes intégrantes et les entreprises industrielles de production agricole*) (p. 1647); Art. 16 E : Entreprises d'avant-garde grâce aux progrès techniques; ne pas faire échapper au monde agricole certaines productions comme la production avicole et la production porcine (p. 1648); son amendement (*Application de la politique agricole commune de la Communauté économique européenne pendant la période transitoire*) (p. 1649); Art. 16 quater : Groupements de producteurs étant nécessairement des coopératives, des S.I.C.A., des associations ou des syndicats (p. 1650); Art. 16 quinquies : Mécanisme d'extension relatif aux contrats; extension des disciplines (p. 1651); Art. 16 E (suite) : Son amendement tendant à une nouvelle redac-

tion de cet article (*Nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 21 de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole n° 62-933 du 8 août 1962*) (p. 1651);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 1<sup>er</sup> : Existence des fédérations départementales de chasseurs en vertu de l'article 596 du Code rural; sociétés communales de chasse; absence de problème spécifique au niveau du département pour les associations communales [9 juin 1964] (p. 1704); Art. 1<sup>er</sup> bis : Ses observations sur l'amendement de M. Max Lejeune (p. 1705); prévoir dans les textes d'application la consultation de la fédération départementale (p. 1705); retenir le pourcentage de 60 % aussi bien pour les propriétaires que pour les superficies (p. 1705); exclure, pour le calcul des surfaces, les entreprises dépassant vingt hectares (p. 1705); ses observations sur l'amendement de M. Rivain (p. 1706); Art. 2 : Objectif de la loi étant l'aménagement du territoire de chasse; établir des prévisions (p. 1706, 1707); différences de terroirs; fixation des limites; possibilité pour les autorités locales d'intervenir; donner au texte une grande souplesse (p. 1709); application de la loi du 28 novembre 1963 (p. 1709); possibilité, pour les propriétaires, de s'unir jusqu'à la constitution de la société communale; perte de cette possibilité pour six ans (p. 1709); ses observations sur l'amendement de M. Bizet (p. 1711); ses observations sur les paroles prononcées par M. Ruais : situation du vacancier ou du petit retraité (p. 1712); protection des zones construites, des habitations et des enclos (p. 1712); ses observations sur l'amendement de M. Deniau (*Opposition du Gouvernement à cet amendement*); problème du repeuplement; taxes versées à la fédération (p. 1717); application de l'article 366 du Code rural (p. 1720); son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-dernier alinéa de l'article 2 : « Possibilité d'amodier certains terrains dans les forêts domaniales » (p. 1721); amodiation à l'association communale ou intercommunale de terrains domaniaux et de forêts domaniales ainsi que la constitution de réserves (p. 1721); coexistence, dans une même commune, depuis plus de vingt ans de deux associations communales de chasse (p. 1721); Art. 3 : Ne pas exclure de la participation à l'association le fermier nouvellement installé pendant les quatre premières années de

son installation (p. 1722); ses observations sur l'amendement de M. Barniaudy (Inciter les communes de faible peuplement à constituer des sociétés intercommunales et non pas communales) (p. 1722); problème de la cotisation des chasseurs de l'extérieur (p. 1723); association régie par la loi de 1901; pourcentage d'ouverture de l'association à des personnes extérieures (p. 1723, 1724); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa: « Ils doivent prévoir également le nombre minimum de leurs adhérents et l'admission d'un pourcentage minimum de chasseurs ne rentrant dans aucune des catégories définies ci-dessus » (p. 1724); Art. 7: Rupture d'un bail antérieur à la constitution de l'association communale de chasse (p. 1725); impératifs agricoles et impératifs cynégétiques (p. 1725); après l'Art. 7: Intentions du Gouvernement de faire figurer dans le règlement d'administration publique les obligations de telles sociétés en matière d'assurance (p. 1726); en seconde délibération, Art. 2: Recevabilité de l'opposition des propriétaires ou détenteurs du droit de chasse (p. 1727); seuls particuliers suivant les types de terroirs (p. 1727); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de cet article: « Opposition faite par le propriétaire ou le détenteur du droit de chasse » (p. 1728); texte du Gouvernement adopté par le Sénat (p. 1728).

Répond aux questions orales relatives aux prix des produits agricoles: Application du plan Mansholt [9 octobre 1964] (p. 3085); son étonnement devant le manifeste que l'on avait demandé de signer à certains parlementaires; les contre-vérités contenues dans le texte de ce manifeste; l'application de la politique définie par le Gouvernement; les responsables de la grève du lait; la faiblesse de notre appareil industriel et commercial en matière laitière; la diminution du nombre des agriculteurs; le caractère excédentaire de la production française; la loi des marchés mondiaux; l'organisation des marchés; la conquête des débouchés; la protection sociale des hommes contre les risques normaux et les calamités agricoles; la réforme des structures foncières; remembrement; l'augmentation du budget du Ministère de l'Agriculture qui a doublé en peu d'années; le problème des prix européens et l'attitude de la délégation française sur le plan Mansholt; les importations de porcs et de pommes de terre; la politique des

prix; la création d'un marché agricole européen où production et consommation s'équilibrent (p. 3093 à 3097 et 3108); organisation du débat (p. 3111); le voyage qu'il entreprendra à la Réunion; l'aide du Gouvernement aux agriculteurs sinistrés; les résultats intéressants donnés par les marchés d'intérêt national; l'amélioration de la commercialisation; le paiement du lait à la qualité; la rarefaction de la viande (phénomène mondial); la servitude sociale que représente l'élevage; la valeur des diplômes de l'enseignement agricole; la réforme des conditions d'attribution des bourses; l'importance de la création de la Commission des comptes de l'agriculture; l'effort accompli dans le domaine des structures et le domaine social; la contribution de la délégation française à la mise en œuvre de la politique agricole commune: son souhait de pouvoir reprendre rapidement le dialogue avec les agriculteurs après la fin de la grève du lait (p. 3127 et 3128).

Prend part à la discussion:

— de la proposition de loi tendant à permettre l'interdiction totale de la vente de certaines espèces de gibier en voie de diminution ou menacées de disparition: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article unique (Livre III, titre 1<sup>er</sup> du Code rural étant complété par un article 371-1; rôle du Ministre de l'Agriculture et du Conseil supérieur de la chasse; nouvel alinéa inséré à l'article 372 du Code rural; quatrième alinéa complétant l'article 377 du Code rural) [13 octobre 1964] (p. 3152); ses observations sur les paroles prononcées par M. Comte-Offenbach (p. 3153);

— sur la motion de censure de l'opposition n'ayant apporté aucune proposition constructive; impossibilité d'une autre politique que celle du Gouvernement; application du décret du 22 mai 1963; mise en application des principes de l'article 8 de la loi d'orientation; action du Gouvernement pour les prêts, les sociétés d'aménagement foncier, le fonds d'aide sociale; application de l'article 31 de la loi d'orientation en ce qui concerne les prix; progression de la politique agricole; système national de fixation des prix; inexistence du système européen; impossibilité pour l'Europe d'adopter les prix agricoles allemands; situation dans les négociations du Kennedy-Round; excédents des marchandises; contrôler les hausses, notamment de la viande; mécanisme d'indexation de 1957;

auteurs de la motion de censure poursuivant avant tout un objectif politique; action des Gouvernements de la IV<sup>e</sup> République pour l'enseignement agricole [27 octobre 1964] (p. 3947, 3948); protection sociale; expansion commerciale; protection contre les calamités agricoles; réformes de structure; organisation des marchés (p. 3948, 3949); existence du F.O.R.M.A. mais absence de fonds; difficultés ayant entouré la naissance du Traité de Rome; négociations sur une politique agricole commune; réformes des marchés pour la plupart des produits; discussion sur les céréales; compensations à accorder aux agriculteurs allemands; transformation éventuelle et possible de la position de la France au sein du Marché commun; bouleversement éventuel aussi de la politique agricole nationale; augmentation de la part de l'agriculture dans le budget général; opinions émises par M. Charpentier sur la liberté des prix; leur organisation; niveau des revenus et leur diminution dans un tel cas (p. 3949, 3950); gains des grands propriétaires; débat politique autour du problème de l'agriculture (p. 3950); prix du lait; absence de motifs nouveaux pour changer la politique gouvernementale; son succès dans l'avenir (p. 3950); pourcentage de la population actuelle soviétique travaillant dans l'agriculture (p. 3951);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A.: Politique agricole du Gouvernement étant la plus efficace de toutes les politiques possibles; ne pas oublier les hommes; modification des dispositions du décret du 22 mai 1963 relatif aux prêts fonciers; taux de la détaxe du matériel agricole; crédit supplémentaire nécessaire devant être ouvert en temps utile; réforme des services extérieurs du Ministère; application d'une politique cohérente dans chaque département; création de l'Office national de la forêt devant faire l'objet d'un article de la loi de finances rectificative; problème de l'exode rural; maintenir la forêt et même l'étendre dans les régions qui se dépeuplent; disponibilités du fonds européen d'orientation et de garantie; Commission des comptes de l'agriculture; enseignement agricole; réforme de l'enseignement supérieur agricole; promotion sociale; action du F.O.R.M.A.; résultats obtenus par la Sopexa, la Cofreda et le Ceneca; projet du budget annexe des Prestations sociales agricoles marquant un progrès vers la parité réclamée par

les agriculteurs; indemnité dite de sécheresse; paiement du prix du lait à la qualité; institution de l'assurance incendie des exploitants agricoles; maintenir les courants commerciaux vers la Sarre; intervention de la S.I.B.E.V. sur le marché du porc; mise en place d'un système d'industrie agricole et alimentaire propre à régulariser le marché; problème de la viticulture; création à Bordeaux d'une place de cotation pour les vins blancs; mesures prises en faveur des régions de montagne [5 novembre 1964] (p. 4724 à 4728); son souhait de voir établir les crédits tendant à créer à Lyon un centre d'identification de la viande (p. 4729); discussion sur l'ensemble de l'organisation des circuits et des infrastructures relatifs à la viande (p. 4729, 4730); problème des grands aménagements régionaux; domaine de l'habitat rural (p. 4732); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, après l'Art. 53: Ses observations sur les paroles prononcées par M. Le Bault de la Morinière; système de l'indemnité viagère de départ; conditions d'attribution de cette indemnité; assouplissement du système (p. 4734, 4735); Gouvernement ne voulant pas inventer un nouveau système de retraite supplémentaire à la retraite complémentaire (p. 4735); son amendement tendant, après l'article 53, à insérer un nouvel article (Indemnités et prêts pouvant être accordés aux agriculteurs effectuant la conversion d'une exploitation non viable pour se rapprocher des conditions optimales) (p. 4735); après l'Art. 54: Ses observations sur l'amendement de MM. Commenay et Lalle (Application de l'article 40 de la Constitution) (p. 4736); Gouvernement entendant déposer un projet de loi relatif à l'organisation de l'ensemble du marché de la viande: ses observations sur l'amendement de M. Beauguitte (p. 4736); plan d'abattoirs élaboré en 1961, son engagement de ne rien changer au plan antérieur avant qu'ait lieu le débat sur le projet de loi (p. 4737);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964: Renvoi du débat [8 décembre 1964] (p. 5942); Art. 1<sup>er</sup>: Création de l'office national forestier; tenir compte de l'évolution et donner à l'administration les moyens qui lui font défaut; triple fonction de la forêt; fonction biologique de la protection de l'homme et de la nature; production des bois de qualité; production de masse; permettre à la forêt de mieux remplir ses trois fonctions; fonction économique; acclimater en France les espèces qui le permette sans violer

la nature; responsabilités du corps forestier; insuffisance des moyens; permettre aux forestiers de faire des prévisions à long terme; réforme de la gestion de la forêt publique; politique forestière; moyens d'incitation; coopération avec la forêt privée; transfert de gestion; création d'une entreprise nationale de scieries; création de l'office répondant au vœu des communes forestières; situation du personnel; permettre à l'administration centrale de se consacrer aux tâches de puissance publique; mieux exploiter la forêt [9 décembre 1964] (p. 5992 à 5995); ses observations sur les amendements de MM. Chaze et Duchesne (p. 5995); ses observations sur les paroles de M. Comte-Offenbach (p. 5995); énumération limitative des domaines d'activités de l'office (p. 5996); ses observations sur l'amendement de M. Pleven (Modalités de gestion ou d'affectation des forêts à l'office); problème de la substitution du budget annexe à l'office national des forêts; avantages du système gouvernemental; distinction entre les tâches de gestion et celle d'orientation et d'animation; favoriser une gestion plus positive (p. 5997); inexistence du contrôle du Parlement à l'heure actuelle sur cette question; système gouvernemental lui permettant d'avoir des renseignements précis sur la gestion de l'office (p. 5998); ses observations sur l'amendement de M. Pleven (p. 5998); son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article premier par un nouvel alinéa: « L'office national des forêts ne pourra, dans le cadre de sa mission, ni étendre ses activités d'exploitation en régie au-delà de celles qui sont actuellement assurées par l'administration des eaux et forêts, ni entreprendre une activité nouvelle, sauf autorisation expresse et préalable du Ministre de l'Agriculture » (p. 5998); définir limitativement les objectifs de l'office (p. 5998); gestion de la forêt dans certains départements de l'est de la France; ses observations sur l'amendement de M. Pleven (p. 5999); Ministre de l'Agriculture étant juge des besoins (p. 6000); son amendement rectifié tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> par le nouvel alinéa suivant: « L'office national des forêts ne pourra, dans le cadre de sa mission, ni étendre ses activités d'exploitation en régie au-delà de celles qui sont actuellement assurées par l'administration des eaux et forêts, ni entreprendre une activité nouvelle, sauf autorisation expresse et préalable du Ministre de l'Agriculture dans la

mesure où l'initiative privée ne permettrait pas de satisfaire les besoins » (p. 6000); son amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Pleven à supprimer les mots « ou opter, s'ils le préfèrent, pour le maintien de leur contrat avec le service d'Etat des eaux et forêts » (p. 6000); administration d'Etat ne participant plus à la gestion directe et n'ayant plus de service de terrain dans certaines régions; offrir aux propriétaires le choix entre l'autonomie retrouvée et le contrat avec l'office (p. 6000); contrats du fonds forestier national (p. 6000); contrats d'investissement et d'exploitation étant des contrats conclus avec le fonds forestier national (p. 6000); problème de l'extension des activités de l'office des domaines tels que l'exploitation ou la création d'entreprises; problème de la participation à différentes activités (p. 6001); ses observations sur l'amendement de M. Duchesne; application du Code forestier (p. 6002); ses observations sur l'amendement de M. Pleven; question de l'inventaire (p. 6002); notion de plan d'aménagement (p. 6002); estimation des ventes et des réalisations (p. 6002); ordonnance du 4 février 1959 prévoyant des dérogations au statut de la fonction publique (p. 6003); amendement de M. Pleven étant sans objet (p. 6003); son opposition à l'amendement de M. Fourvel; décret en Conseil d'Etat devant déterminer les conditions dans lesquelles l'office pourra recruter du personnel temporaire (p. 6004); certains ingénieurs des travaux sortant du rang sans être passés par les écoles; création d'écoles (p. 6004); son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon (Composition du conseil d'administration de l'office national des forêts) (p. 6004); divergence d'idées sur la composition idéale du conseil d'administration (p. 6005); diversité des opinions (p. 6006); volonté d'équilibrer la représentation des différents éléments intéressés (p. 6006); nombre des membres du conseil d'administration étant compris entre 12 et 24 (p. 6007); son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon tendant, dans ce texte, à supprimer le dernier alinéa du paragraphe 7; décret en Conseil d'Etat déterminant les conditions du contrôle (p. 6007); problème de donner, à l'occasion du vote de la loi de finances, un rapport de gestion déposé sur les bureaux de l'Assemblée Nationale et du Sénat (p. 6008); déroulement du débat (p. 6009); après l'Art. 21: Ses observations sur l'amendement de MM. Vendroux et Collette (p. 6010); conclusions du rapport de

la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à rétablir pour cet article le texte de l'Assemblée Nationale modifié de la façon suivante : 1. Au paragraphe I, troisième alinéa, troisième phrase, après les mots « ... de la mise en application... », rédiger ainsi « ... du présent article. L'établissement peut être chargé... » (le reste sans changement). 2. Au paragraphe III, dernier alinéa, après les mots « ... au vu des résultats d'exploitation de chaque exercice... », insérer les mots « et de l'estimation des ventes à réaliser l'année suivante... » (le reste de l'alinéa sans changement). 3. Au paragraphe VI, compléter in fine le premier alinéa par les mots « dans le domaine professionnel, technique, économique, scientifique ou social ». 4. Au paragraphe VI, deuxième alinéa, après les mots « ... facilite la gestion des forêts », remplacer le mot « communales » par le membre de phrase « ... soumises au régime forestier appartenant à des collectivités locales ou à des établissements publics... » ; service forestier demeurant individualisé ; formation des forestiers restant spécifique ; regroupement des carrières des forestiers aux carrières des autres corps ; analyse de l'amendement ; réintroduire à quatre exceptions près le texte primitivement adopté par l'Assemblée Nationale ; affectation au Trésor des ressources éventuellement excédentaires de l'office ; composition du conseil d'administration de l'office ; forêts communales visées au paragraphe 6 [17 décembre 1964] (p. 6208, 6209).*

Répond aux questions orales, sans débat, de M. Laudrin et de M. Heitz, relatives aux incidences des accords de Bruxelles [18 décembre 1964] (p. 6247 à 6250).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Distinction entre le prix au niveau de la consommation et le prix au niveau de la production [4 mai 1965] (p. 1075) ; difficultés du marché de la viande ; marché des fruits et légumes étant en cours d'organisation ; organisation du marché des céréales ; son adaptation aux conditions nouvelles de la concurrence au sein du Marché commun ; impossibilité de créer un office national de la viande ; responsabilité du Gouvernement en*

*matière de prix ; jeu de l'indexation ; rémunérations insuffisantes des producteurs en raison des servitudes et de l'incertitude qui accompagnent la production de la viande ; charte de la viande ; problèmes de l'abattoir, sa définition ; contrôle des opérations ; sa gestion ; distinction entre l'abattoir service public et l'abattoir usine à viande, c'est-à-dire outil économique ; chiffre de 4.000 tonnes pour l'exploitation d'un abattoir ; système du Gouvernement étant décentralisé ; contrôle sanitaire ; commercialisation ; organisation du marché de la viande permettant de payer aux producteurs un juste prix [5 mai 1965] (p. 1116 à 1118) ; ses observations sur les paroles de M. Juskiwenski ; son opposition à la motion de renvoi (p. 1120) ; charte de la viande ; projet concernant l'élevage ; problème complexe (p. 1120) ; avant l'Art. 1<sup>er</sup> : *Etatisation du contrôle sanitaire n'abolissant pas la compétence traditionnelle des maires en matière de police municipale ; laisser les communes adopter peu à peu le système du service d'Etat ; ne pas les contraindre (p. 1122) ; ses observations sur la question de M. Fréville, à savoir si le vétérinaire peut être le directeur de l'abattoir (p. 1123) ; distinction entre la gestion d'abattoir et le contrôle sanitaire (p. 1124) ; son opposition au sous-amendement de M. Wetsphal ; système du contrôle sanitaire pratiqué dans le département du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (p. 1126) ; principe de l'unité du service ; seconde délibération devant être demandée par le Gouvernement (p. 1126, 1127) ; après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article après l'article 2 (Etablissements d'abattage de volailles) (p. 1128) ; problème de l'aviculture (p. 1128) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Kaspereit (p. 1129) ; efficacité du service exigeant que l'agent de l'Etat soit accueilli par le maire dans les conditions les meilleures (p. 1129) ; modalités de la consultation pouvant figurer dans le décret d'application (p. 1129) ; après l'Art. 3 : *Situation des abattoirs traitant moins de 4.000 tonnes (p. 1129) ; ses observations sur le sous-amendement de M. Arthur Moulin (Matière relevant du domaine réglementaire) (p. 1130) ; Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Kaspereit ; taxe destinée pour partie à financer un service d'Etat ; taxe de visite (p. 1130) ; ses observations sur l'amendement de M. de Poulpiquet ; sa conséquence de priver un certain nombre de collectivités locales du bénéfice d'une taxe qu'elles******



perçoivent à l'arrivée des viandes foraines sur leur territoire (p. 1131); évolution de la qualité sanitaire de la carcasse en dix ou quinze jours (p. 1131); Art. 5: Hostilité du Gouvernement à l'amendement de M. Fourvel; principe de l'exploitant unique; unité de commandement; utilisation industrielle des installations (p. 1132); opposition du Gouvernement à l'amendement de M. de Poulpiquet (p. 1132); consulter l'interprofession (p. 1133); premières années de gestion pouvant être difficiles après la construction d'un abattoir (p. 1133); Art. 6: Conditions dans lesquelles un abattoir peut être concédé ou affermé (p. 1134); cas d'une société d'économie mixte (p. 1134, 1135); son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article: « Lorsque la collectivité locale ou le groupement des collectivités locales concède ou afferme son abattoir, le cahier des charges détermine les conditions dans lesquelles les professions intéressées sont représentées auprès de l'organisme gestionnaire » (p. 1139); conditions dans lesquelles les professions sont associées à la gestion des abattoirs (p. 1139); cas où l'abattoir est géré en régie par la commune ou le groupement de communes (p. 1139); marché d'intérêt national; cas de la ville de Lyon (p. 1139); Art. 7: Article 33 de la loi d'orientation du 5 août 1960; redevances pour services rendus; diversité des cas (p. 1140, 1141); après l'Art. 7: Budget des communes possédant un abattoir étant alimenté par versement direct de la taxe locale (p. 1141); édifice complexe de la fiscalité (p. 1142); Art. 8: Système proposé étant de nature à alourdir la procédure sans apporter les garanties désirables (p. 1142); Art. 9: Assurer à l'utilisateur de l'abattoir les garanties sanitaires; doter le pays d'un réseau d'abattoirs économiquement satisfaisant (p. 1142, 1143); circulaire d'octobre 1964 (p. 1143); ses observations sur l'amendement de M. Jean Moulin (p. 1144); Art. 10: Cas des communes qui, sans avoir commencé la construction d'un abattoir, ont entrepris des études ou retenu des terrains (p. 1145); après l'Art. 14: Volonté du Gouvernement de déposer le projet de loi réclamé (p. 1153); en seconde délibération, avant l'Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article A placé avant l'article premier (Modifications envisagées dans l'intérêt de la protection de la santé publique) (p. 1154, 1155); laisser aux collectivités locales le choix entre l'adoption du système étatisé et le maintien d'un système communal; principe

voté par l'Assemblée étant celui de l'étatisation (p. 1155); ses observations sur les sous-amendements de M. Arthur Moulin (p. 1155); fonctions d'inspection sanitaire étant remplies par un service d'Etat d'hygiène alimentaire (p. 1156); ses observations sur les sous-amendements de M. Kaspereit (p. 1156); Art. 3: Son amendement tendant à la nouvelle rédaction de cet article (Fonctionnaires titulaires et agents contractuels à temps complet des communes ou syndicats de communes) (p. 1156); déterminer les conditions dans lesquelles l'on passera du système présent au système définitif; problèmes de l'intégration dans le corps nouveau (p. 1156); Art. 4: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Taxe de visite et de poinçonnage) (p. 1156); Art. 15: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article; mise en ordre définitive du dispositif (p. 1157); en deuxième lecture: Elevage de volailles; prix de revient de la volaille; abattoirs; règles sanitaires; contrat passé entre les producteurs d'aliments du bétail et les agriculteurs [21 juin 1965] (p. 2270); possibilité technique d'avancer la date d'établissement du prix unique; différence de prix existant en Allemagne entre le lait de consommation et le lait de transformation; prix des céréales (p. 2270, 2271); protection extérieure commune; affectation communautaire des prélèvements (p. 2271); service sanitaire; cas d'un vétérinaire travaillant à la vacation (p. 2272); ses observations sur une cinquième année de spécialisation au terme des études vétérinaires; vétérinaires d'inspection sanitaire; vétérinaires chargés des services départementaux de prophylaxie (p. 2272); ses observations sur les paroles de M. Le Lann (p. 2272); Art. 4: Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article (p. 2273); souci financier (p. 2273); Art. 5: Ses observations sur l'exploitation par une S.I.C.A. (p. 2274); cas d'un abattoir moyen dont les utilisateurs sont des bouchers locaux (p. 2274); ses observations sur les paroles de M. Tanguy Prigent; aboutir à un remembrement des zones de ramassage et des zones d'organisation (p. 2274); Art. 9: Ses observations sur l'amendement de M. Kaspereit et de M. Bertrand Denis; son opposition (p. 2276);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A.: Priorités de sa politique: formation des hommes, politique des

structures, organisation de la production; fonctionnement de lycées et collèges agricoles; problème de la promotion sociale; formation des jeunes; enseignement des adultes; rôle de la vulgarisation; enseignement supérieur; rapprochement des niveaux de l'Institut national agronomique et des écoles nationales supérieures agronomiques de Grignon, de Montpellier et de Rennes; enseignement vétérinaire; école vétérinaire de Lyon; formation des ingénieurs des techniques; ses observations sur le domaine foncier et le remembrement; cas des régions de bocage; indemnité viagère de départ; rôle des S.A.F.E.R.; assouplissement des conditions d'attribution de l'indemnité viagère de départ; organisation de la production; rôle des groupements de producteurs et des comités économiques agricoles; ses observations sur les fruits, les légumes, l'aviculture et la viande; problème posé par les calamités; indemnisation; taxe additionnelle de 70 centimes; calamités subies par le Roussillon; problème de l'enseignement; ramassage hebdomadaire des internes des collèges agricoles; bourses des enseignements primaires techniques; subventions de fonctionnement à l'enseignement privé; problèmes de l'élevage; lutte contre la brucellose; projet de loi relatif à l'élevage; détaxe des carburants agricoles; rôle du F.O.R.M.A., ses crédits; comparaison entre les prix français et les prix étrangers; problèmes de la forêt; office des forêts; cas de la forêt méditerranéenne; évolution du revenu des agriculteurs; problème des marchés et de l'Europe; avenir de l'exploitation familiale; Communauté économique européenne [28 octobre 1965] (p. 4310 à 4315); son amendement tendant à majorer les chiffres inscrits au titre IV de l'état B de 51.256.000 francs (p. 4315); fonds de développement des adductions d'eau; répartition des crédits à l'intérieur du budget (p. 4316); Art. 32 (suite): Son amendement tendant à majorer de 56.000 francs les crédits inscrits au paragraphe 2 de l'article 32 au titre du budget annexe des prestations sociales agricoles (p. 4317); régime complémentaire de retraite des exploitants agricoles (p. 4317); établissement public national pour l'aménagement des structures agricoles; rôle du F.A.F.A. S.A. (p. 4318); ses observations sur les paroles de M. Rivain (p. 4318); son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 56, après les mots « cet établissement est chargé de mettre en œuvre » à insérer

les mots « avec le concours d'organismes professionnels conventionnés etc... » (p. 4318);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à relever de la forclusion les preneurs de baux ruraux qui ont saisi les tribunaux paritaires cantonaux dans les délais institués par l'article 841 du Code rural, Art. 1<sup>er</sup> bis: Ses observations sur l'amendement de M. Commenay [16 novembre 1965] (p. 4657); Art. 3: Ses observations sur les amendements de M. Commenay et de M. Quentier (p. 4658).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier: Incendies méditerranéens; politique de protection forestière; propriétaires privés devant faire, sur leur propre terrain, les sacrifices financiers nécessaires; gravité des incendies de forêts; participation des propriétaires à l'œuvre d'aménagement; moyens de police; pouvoirs généraux de police accordés aux préfets; création de lacs collinaires; réalisation de routes; nécessité de peupler la forêt; permis de construire; aménagement à long terme; nécessité d'une reconversion; uniformité du site forestier; règles de vie en forêt; nécessité de disposer des moyens instantanés d'intervention; rôle des « Catalina »; livraison de « Canadair »; forêt constituant un élément d'équilibre biologique [10 mai 1966] (p. 1180 à 1182); Art. 2: Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article, après les mots « dans les massifs forestiers » à insérer les mots « situés dans les circonscriptions d'action régionale « Provence, Côte d'Azur, Corse » et « Languedoc » et dans les départements limitrophes et » (p. 1183); incendies ayant ravagé la forêt méditerranéenne; distinction entre la forêt de production et la forêt de promenade (p. 1183); problème de l'expropriation; rôle des collectivités locales dans l'enquête d'utilité publique; consultation des collectivités locales (p. 1184).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Royer relative aux inondations du bassin de la Loire [15 juin 1966] (p. 2052).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives aux logements sociaux: situation de Saint-Denis [15 juin 1966] (p. 2064); mutations ayant lieu dans le secteur « propriété » (p. 2067).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives à la politique du logement : effets de la création du Ministère de l'Équipement; regroupement des services départementaux qui en relèvent (Direction départementale de l'équipement); création d'agences d'urbanisme; politique de rénovation et de restructuration urbaine; villes nouvelles et les causes de la maladie des grands ensembles; problème foncier; hausse du prix des terrains; la récupération des plus-values résultant de la création d'équipements collectifs; refonte de l'impôt foncier [15 juin 1966] (p. 2071 à 2073); bail à construction; rénovation urbaine; le taux de renouvellement du patrimoine immobilier français; impossibilité d'isoler le problème social du logement des problèmes de l'équilibre économique général; nécessité d'innover; marché du logement; insuffisance de la part des revenus consacrée au logement par les français (p. 2084).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives à la sécurité de la circulation : augmentation du taux des accidents; formation du conducteur; établissement d'un fichier national des infractions; classement définitif des routes; extension du réseau prioritaire; la question des autoroutes [15 juin 1966] (p. 2088).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — MARINE MARCHANDE : Problème des pêches; détaxation du carburant; aménagement de la profession des pêches maritimes; rôle de l'intervention de l'Etat; problème de la construction navale; situation des chantiers français; cas du département du Var et du département de la Seine-Maritime; krach de l'Intra-Bank; situation des chantiers navals de Penhoët [21 octobre 1966] (p. 3752, 3753); EQUIPEMENT. — I. — SECTION COMMUNE : Ses observations sur le déroulement du débat [7 novembre 1966] (p. 4332); ses observations sur la création d'un Ministère de l'Équipement; problèmes de l'urbanisation; développement urbain; croissance et évolution de la fonction de transport; déplacement des gisements de matières premières; problème du logement; ses observations sur le marché foncier; installation à Dunkerque d'une sidérurgie portuaire; cas de Brest; aménagement du territoire; ses observations sur le « Concorde »; importance des phénomènes d'équipement; rôle du fonds d'investissement routier et du fonds national d'aménagement

foncier et d'urbanisme; attraction de Paris; métropoles d'équilibre; différence entre l'aménagement et l'équipement; marché du logement; centre de recherches d'urbanisme; agences d'urbanisme; problèmes des collectivités locales; nécessité des responsabilités communales; schéma directeur de la région parisienne; rôle des ingénieurs; politique foncière permettant de lutter contre la spéculation; politique de la construction; politique du logement devant être fondée sur l'épargne; budget des sociétés nationales de transports; ses observations sur la coordination entre le rail et la route, la route et la voie navigable; prix du logement; qualité du logement; problèmes de rénovation urbaine projet de la Part-Dieu à Lyon; ses observations sur les villes nouvelles [8 novembre 1966] (p. 4345 à 4351); exemple de la région parisienne; aménagement des villes de la ceinture parisienne; financement des réserves foncières; exemple des zones à urbaniser par priorité; rôle du fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme (p. 4352, 4353); problème de l'agence foncière; ses observations sur les H.L.M. (p. 4353, 4354);

II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Ses observations sur les paroles de M. Catalifaud (p. 4359); conditions du déroulement du débat (p. 4360); ses observations sur le tunnel sous la Manche (p. 4377); problèmes relatifs à la route, aux ports, aux voies navigables; questions de personnel; réalisation de voies pour les cyclistes; permis A1; liaisons routières dans l'Est; axe Paris-Metz-Nancy-Strasbourg; liaison Soissons-autoroute du Nord; cas des départements de l'Est; liaisons routières entre l'Ouest et le Centre-Est; participation des collectivités locales à certaines charges de voirie (p. 4389, 4390); problème des routes à trois voies; utilisation des routes secondaires; sécurité sur les autoroutes; autoroute Metz-Sarrebruck; autoroute Metz-Nancy; code européen de la route; ses observations sur les ponts détruits par faits de guerre; autoroute Rouen-Caen; problème de la sécurité routière; liaison Paris-Nevers-Vichy; tunnel sous les Vosges; autoroute Mulhouse-Bâle; congestion de l'autoroute de l'Ouest au départ de Paris; autoroute Paris-Chartres; autoroute Calais-Saint-Omer-Arras; tunnel sous la Manche; autoroute Rive-de-Gier-Givors; axe Firminy-Givors; développement de la métropole Lyon-Saint-Etienne; tunnel sous le mont Blanc; taux de croissance des investissements routiers; équipement des ports de plai-

sance; ses observations sur la côte du Languedoc; problème des ports en eau profonde; création d'un port pétrolier en eau profonde; navigabilité de la Loire; trafic potentiel entre la Basse-Seine et l'Est de la France; liaison méditerranée-mer du Nord; aménagement du Rhône; section Metz-Frouard; section Mulhouse-Altkirch; protection contre les inondations; problème du barrage d'Eguzon; situation du personnel des ponts et chaussées; cas des ingénieurs subdivisionnaires; rôle de service public de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. (p. 4390 à 4393); ses observations sur les paroles de Mlle Dienesch; cas des chemins de fer bretons (p. 4394); problèmes posés par la Loire (p. 4396); conditions de déroulement du débat (p. 4408); III. — LOGEMENT: Politique du logement; maintien d'une aide directe de l'Etat à la construction des logements nécessaires à des ménages et à des familles; nombre des H.L.M.; rythme de la construction; prêts différés; problème des I.L.N.; problèmes fonciers; utilisation du patrimoine ancien (p. 4451 à 4453); Art. 42; Ses observations sur l'amendement de M. Defferre (p. 4458); programme d'I.L.N. et d'H.L.M.; rénovation urbaine; opération de rénovation urbaine de la Part-Dieu (p. 4459, 4460); IV. — AVIATION CIVILE: Problème de l'Airbus; importance de la sécurité; problème des aéroports; problème du supersonique; cas du « Concorde »; son importance technologique; apparition du S.S.T.; aérotrain (p. 4482, 4483); problème du bruit; implantation des radio-balises (p. 4486).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Mondon: Conditions de discussion du budget du logement [8 novembre 1966] (p. 4397).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Lainé relative à la culture du sorgho papier [9 novembre 1966] (p. 4449).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction: Sociétés de construction; réduction de l'apport personnel de l'accédant; réglementation du secteur des primes et des prêts spéciaux; notion de logement en cours de cons-

truction; situation des promoteurs-construc-teurs; loi de 1938; risques encourus par les acquéreurs; sécurité du souscripteur-acquéreur; sanctions pénales; insuffisance des garanties; création de deux formules de contrats de vente; garanties financières; cas de la vente en l'état futur; cas de la vente à terme; protection de l'acheteur contre les vices de la construction [14 décembre 1966] (p. 5537 à 5539); Art. 2: Distinction entre vice apparent et vice caché (p. 5541); Art. 3: Réception de l'ouvrage (p. 5542); résolution de contrat (p. 5542); Art. 6: Ses observations sur la distinction entre contrat de vente et marché d'entreprise (p. 5546); équilibre financier de l'opération (p. 5547); son sous-amendement tendant à substituer dans l'amendement de M. Capitain aux mots « tel qu'il a été accepté par l'établissement prêteur » les mots « au vu duquel a été prise la décision de prêt » (p. 5547); conséquences de l'octroi de prime (p. 5547);

— du projet de loi établissant des servitudes au profit des lignes de transport public par véhicules guidés sur coussins d'air (aérotrains), Art. 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5 et 6: Ses observations sur les amendements de M. Hoguet [14 décembre 1966] (p. 5553, 5554).

**PLANEIX (M. Joseph)**, Député du Puy-de-Dôme, 3<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

**PLANTAIN (M. André)**, Député du Calvados, 3<sup>e</sup> circonscription (R. I.).

En remplacement de M. Edmond Duchesne, décédé le 21 février 1966.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

S'inscrit au groupe des Républicains indé-

pendants [2 avril 1966] (p. 523) [*J. O.* 7 mars 1966].

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1966] (p. 592).

**PLEVEN (M. René)**, *Député des Côtes-du-Nord, 2<sup>e</sup> circonscription (C.D.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre titulaire des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1<sup>o</sup> du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat; 2<sup>o</sup> du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat institué par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n<sup>o</sup> 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de

loi sur les monuments historiques [19 décembre] (p. 5694);

— membre de la Commission d'études des problèmes municipaux [19 février 1963] (p. 2247).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 164 du Code de la santé publique relatif à la protection de l'enfance, n<sup>o</sup> 43 [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 juillet 1889 afin de faciliter l'adoption des enfants maltraités ou moralement abandonnés, n<sup>o</sup> 126 [23 janvier 1963].

Sa proposition de loi portant amnistie des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie, n<sup>o</sup> 337 [7 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi (n<sup>o</sup> 126) tendant à modifier la loi du 24 juillet 1889 afin de faciliter l'adoption des enfants maltraités ou moralement abandonnés, n<sup>o</sup> 485 [19 juillet 1963].

Sa proposition de résolution tendant à la création d'une Commission d'enquête sur la situation en Nouvelle-Calédonie, n<sup>o</sup> 746 [13 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 1720) portant réforme du droit des incapables majeurs, n<sup>o</sup> 1891 [2 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à ce qu'aucune dépense ne soit imposée aux départements et aux communes sinon par la loi, n<sup>o</sup> 2265 [14 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à

l'autorité de l'Etat et du projet fixant la composition, les règles du fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Nécessité pour le Gouvernement de trouver une solution permanente au problème des atteintes à la sûreté de l'Etat; difficulté de respecter à la fois les droits individuels et la protection de l'Etat; intérêt des amendements adoptés par la Commission des lois; nouvelle définition de la compétence de la Cour de sûreté; réduction de la durée de la garde à vue prévue par le texte; nécessité d'assurer l'indépendance de la Cour; problème des mineurs de 16 à 18 ans* [3 janvier 1963] (p. 222, 223); Modification du Code de procédure pénale, Art. 30 : *Son amendement (Durée de la garde à vue) : contenu de l'ordonnance du 13 février 1960 en ce qui concerne la garde à vue* (p. 230); Art. 699, *son amendement de suppression : cas des jeunes gens de 16 à 18 ans; nécessité de les renvoyer aux juges pour enfants* (p. 239); COUR DE SURETÉ, Art. 2 : *Son amendement (Durée de l'exercice des fonctions de premier président et de conseiller)* (p. 255); Art. 16 : *Son amendement (Durée de la garde à vue)* (p. 265);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, MARINE MARCHANDE : *Application de la Convention de Londres sur la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures; instructions à donner en la matière aux membres de l'O.T.A.N., et en particulier à la marine française; préservation des fonds et des faunes; programme de l'Office des pêches vis-à-vis du problème du repeuplement des espèces menacées; définition de la politique française en matière de limite des eaux territoriales; montant des pensions des veuves de marins; amélioration du régime social maritime* [16 janvier 1963] (p. 901); INTÉRIEUR : *Charges de plus en plus lourdes pesant sur les collectivités locales; révision nécessaire des rapports financiers entre l'Etat et celles-ci; poids des charges d'aide sociale; reclassement nécessaire des départements à la suite du recensement de 1962; augmentation des impositions communales et départementales; nécessité de prévoir une répartition nouvelle entre le département, les communes et l'Etat, des charges d'aide sociale; problème de la taxe locale; nécessité d'une réforme des finances locales; propos du Ministre de l'Intérieur dans une récente déclaration faite à la presse; aménagement du territoire*; [17 janvier 1963]

(p. 1041 à 1043); après l'Art. 56 : *Son amendement (Nécessité de décider par une loi de la création d'une dépense imposée aux collectivités locales et qui intéresse un Service de l'Etat)* (p. 1065); *violations opérées par certaines administrations en ce qui concerne l'article 185 du Code de l'administration communale* (p. 1065); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Crise actuelle dans la politique étrangère française; nécessité de défendre l'application des dispositions agricoles du Traité de Rome; négociations de Bruxelles; éventualité d'une reprise des négociations; objections politiques élevées à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; traité franco-allemand; réactions probables des autres pays du Marché commun à l'annonce de la ratification de ce traité; difficultés de l'Alliance atlantique; évolution des rapports de force à l'échelle mondiale et ses conséquences; force de frappe nationale et force de frappe multilatérale; accord des Bahamas* [24 janvier 1963] (p. 1655 à 1657); titre IV, *Amendement de M. Guéna (Réduction des crédits accordés au Comité français du mouvement européen) : action du Comité français du mouvement européen* (p. 1667);

— du projet de loi relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction, Article additionnel : *Amendement de M. Lolive (Affectation des sommes du 1 % par priorité aux H.L.M.) ; perception du 1 % par les organismes H.L.M.* [21 mai 1963] (p. 3007);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : après l'Art. 4 : *Son amendement (Répression du dumping régional) : pratique de prix discriminatoires suivant les régions et ses inconvénients* [29 mai 1963] (p. 3124, 3125).

Ses observations sur la nomination des membres de la Commission mixte paritaire : *Absence de tout représentant de l'opposition dans cette Commission; position adoptée à ce sujet par le Sénat* [11 juin 1963] (p. 3281).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au domaine public maritime, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de la Commission (Maintien des droits acquis dans le cas d'incorporation au domaine public maritime) : Cas des chercheurs d'amendements calcaires et des coupeurs de goémons* [4 juillet 1963] (p. 3879, 3880); *amendement de M. Palmero (Cas des accroissements artificiels réalisés par les collectivités locales) : manque de fonde-*

ment juridique d'une opposition éventuelle de l'article 40 de la Constitution au présent amendement (p. 3880, 3881); caractère nouveau de la jurisprudence ainsi établie par l'application de cet article à des recettes non encore existantes (p. 3885);

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : Intérêt que représenterait le reboisement de grandes surfaces; abus auxquels donne lieu la liberté totale existant en matière de forêt; problème de la limitation du droit de propriété; composition et le fonctionnement des centres régionaux; nécessité d'étudier plus profondément le présent projet [10 juillet 1963] (p. 4032, 4033); Art. 2 : Nature et fonctionnement des centres de gestion [11 juillet 1963] (p. 1082); Art. 3 : Inégalité des ressources dont disposeront les centres régionaux (p. 4084); après l'Art. 4 : Son amendement (Priorité dans l'attribution des prêts et subventions du fonds forestier (p. 4088);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : Ses observations sur l'utilisation de la procédure du vote bloqué dans le présent cas [17 juillet 1963] (p. 4207); nécessité pour le Gouvernement de tirer les conclusions du rapport présenté par le Comité des Sages; atteinte au droit de grève que constitue le présent texte; compensation souhaitable de l'interdiction des grèves surprises et des grèves tournantes par l'obligation faite à l'Etat d'examiner les revendications des employés des services publics; rapport Masse; difficultés de trouver un arbitre entre l'Etat et ses agents; contenu du contre-projet présenté par le groupe du Centre démocratique; idée de médiation (p. 4223, 4224); caractère insurrectionnel des grèves de 1947 dues à l'expulsion des ministres communistes du Gouvernement (p. 4238); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement (Champ d'application de la présente loi) : Nécessité de définir les termes de « personnels civils »; distinction à établir entre les divers services publics selon le principe de la continuité du fonctionnement (p. 4242); Art. 2 : Son amendement (Mise en place d'une procédure de négociation) (p. 4244); Art. 3 : Son amendement (Rapport déposé au Parlement sur l'application de la présente loi) (p. 4245); Art. 4 : Son amendement de suppression : nécessité d'insérer les sanctions dans la Convention entre organisations syndicales et administration (p. 4246); Art. 5 : Son amendement de suppression (p. 4247).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, avec débat, relative aux intérêts financiers des collectivités locales : application de la nouvelle fiscalité immobilière et la compensation financière pour les collectivités locales; problème de l'équilibre des budgets communaux et départementaux; charges de voirie; augmentation des centimes additionnels; répartition inéquitable de la taxe locale liée uniquement au développement commercial; obligation pour le Gouvernement de déposer un projet de réforme fiscale et, en particulier, des impôts locaux directs et indirects [26 juillet 1963] (p. 4570, 4571, 4572); révision de la répartition des dépenses d'aide sociale; octroi d'un emprunt à long terme; possibilité d'associer directement les départements et les communes au produit de la taxe sur l'essence (p. 4577).

Son rappel au Règlement : Nationalisation des terres en Algérie des colons français; violation des accords d'Evian; nécessité d'une déclaration du Gouvernement à ce sujet [2 octobre 1963] (p. 4980).

Ses observations sur la fixation de l'ordre du jour : Nécessité pour le Gouvernement de faire une communication sur la situation en Algérie; respect des accords d'Evian; évacuation de la base française de Bizerte [10 octobre 1963] (p. 5120); état d'inquiétude des Français d'Algérie (p. 5121).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : Suppression de la taxation; permettre aux collectivités de se procurer les terrains aux prix les plus bas [22 octobre 1963] (p. 5325); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : Exécution des objectifs du IV<sup>e</sup> plan; critère pour déterminer l'importance d'une marine marchande; obligation de transport sous pavillon national; contrepartie de l'aide française; limite des eaux territoriales; institut des pêches maritimes [24 octobre 1963] (p. 5487, 5488, 5489); SERVICES DE PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES : Confiscation des terres appartenant aux Français en Algérie; information du Parlement; violation des accords d'Evian; solidarité nationale en faveur des Français spoliés; garantis de leurs droits; application de l'article 13 des accords d'Evian; blocage d'une partie des crédits d'aide

[28 octobre 1963] (p. 5743, 5744, 5745); son amendement (*Blocage de 200 millions de francs sur les crédits ouverts au titre IV, section IX, Affaires algériennes*) (p. 5754); procédure adoptée par le Gouvernement pour le vote (p. 5754); optique du droit de la morale et de la politique pour étudier le budget; achat des récoltes; risques et dommages résultant d'une politique; coopération; respect des droits des Français garantis par l'article 13 (p. 5754, 5755); INDUSTRIE : *Insuffisance des moyens mis à la disposition du bureau de recherches géologiques et minières; prix de cession des charbons importés* [30 octobre 1963] (p. 5965); son amendement (*Suppression des autorisations de programme des crédits de paiement inscrits au titre VI*); augmentation des crédits du bureau de recherches géologiques et minières (p. 5976, 5977); licenciements opérés par le bureau de recherches géologiques et minières (p. 5977); LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Possibilité de donner la Légion d'honneur à titre posthume* [5 novembre 1963] (p. 6446); JUSTICE : *Procédure du vote bloqué; droits constitutionnels fondamentaux du Parlement* (p. 6464); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Projet de loi de programme concernant les investissements dans les zones d'entraînement* [6 décembre 1963] (p. 7703);

— de la proposition de résolution tendant à modifier les articles 41, 50, 134 et 137 du Règlement, Seconde délibération, Art. 5 : *Raisons de la seconde délibération de la proposition de résolution en discussion* [19 décembre 1963] (p. 7994); *possibilité de demander la réunion de la Commission* (p. 7994); *demande d'un scrutin* (p. 7994);

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter l'article 2 par de nouvelles dispositions (Application des articles 295 et 296 du Code électoral relatifs à la division en sections électorales demeurant en vigueur)* [21 mai 1964] (p. 1313); *ne pas abroger les articles 295 et 296 du Code électoral; obligation pour le Gouvernement de tenir les promesses faites au moment des fusions de communes* (p. 1313, 1314); *application du règlement de l'Assemblée Nationale; ses observations sur les*

*paroles de M. le Ministre de l'Intérieur* (p. 1314); *souci de clarté et de bonne technique législative; sectionnement dans les trois plus importantes communes de France* (p. 1315); après l'Art. 2 : *Son amendement (Obligation d'entériner les engagements pris au moment de la fusion dans les communes dont le territoire a été agrandi par fusion avec d'autres communes depuis le renouvellement de 1959 des conseils municipaux)* (p. 1317); *autorité administrative compétente* (p. 1317);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 11 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article [15 octobre 1964] (p. 3257); mesures de simplification; cet article entraînant en réalité une augmentation d'impôts pour un grand nombre de propriétaires, notamment pour ceux qui occupent des immeubles anciens; charge du ravalement; différence de traitement entre le propriétaire occupant un immeuble ancien dont l'entretien nécessite de nombreux travaux et celui qui occupe un immeuble neuf dont il est possible de reporter l'entretien à dix, à quinze ou peut-être même à vingt ans; dispositions de cet article s'appliquant pour la première fois pour les revenus de l'année 1964; atteinte au principe de la non-rétroactivité des lois* (p. 3257); *éviter toutes complications* (p. 3257); *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de l'article 11 à substituer aux mots « l'année 1964 », les mots « l'année 1965 »; absence d'objet de cet amendement* (p. 3259); Art. 12 : *Gouvernement ramenant uniformément à 20 % les taux actuellement en vigueur et s'élevant à 30 et 35 %; taux de la réduction forfaitaire prévue à l'article 31 L du Code des impôts pour les frais de gestion* [16 octobre 1964] (p. 3330, 3331); *régime actuel demeurant en vigueur pour les entreprises d'assurances; régime fiscal étant différent selon que la propriété bâtie appartiendra à un individu ou à une société* (p. 3331); *son amendement tendant à la suppression du paragraphe II de l'article 12* (p. 3331); *retrait de son amendement* (p. 3332); *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de l'article 12 à substituer aux mots « l'année 1964 » les mots « l'année 1965 »* (p. 3332); Art. 14 : *Situation des propriétés agricoles appartenant à des sociétés* (p. 3335); Art. 15 : *Question de l'affichage dans les campagnes; crise du tourisme français* (p. 3338);



son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 15: « Le produit de ce droit de timbre est affecté pour les trois cinquièmes aux communes et pour les deux cinquièmes aux départements sur le territoire desquels des affiches sont placées » (p. 3339); après l'Art. 15: Son amendement tendant, après l'article 15, à insérer un nouvel article (Perception sur les importations en provenance d'Algérie d'une taxe de 5 % à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1965 et dont le produit sera versé à un compte spécial; modalités d'emploi du produit de cette taxe étant déterminées par le projet de loi prévu par l'article 4 de la loi du 26 décembre 1960) (p. 3340); moyens de tenir ses engagements envers ceux qui ont supporté les conséquences de la réforme agraire en Algérie; saisir l'occasion de la loi de finances pour créer une ressource nécessaire; importations s'étant élevées en 1963 à 281.680 millions (p. 3340); recevabilité de son amendement; respect des dispositions législatives et réglementaires; opinion de M. Giscard d'Estaing (p. 3341); origine de l'aide; contribution des Français par l'impôt; problème du vin; obligation des procédures (p. 3341); son amendement rectifié (Après l'article 15, insérer un nouvel article: A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1965, il sera perçu sur les importations en provenance d'Algérie une taxe de 5 %; Gouvernement devant prévoir un montant de dépenses budgétaires équivalent au produit de cette taxe et qui sera déterminé par le projet de loi prévu par l'article 4 de la loi du 26 décembre 1961) (p. 3342); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE: Enseignement technique supérieur; Ecole nationale de la marine marchande de Paimpol; convention internationale contre la pollution; création de certaines lignes maritimes; nouvelles précisions sur la doctrine officielle en matière d'automation; rôle du Fonds national de l'emploi [23 octobre 1964] (p. 3866, 3867); INTÉRIEUR: S'engager dans la constitution d'un grand Ministère de l'Intérieur; appliquer à la réforme des finances locales et à la solution des problèmes des collectivités locales une grande énergie; réforme du barème des répartitions des dépenses d'aide sociale; expériences en cours sur la réforme de la fiscalité locale directe; réforme de la fiscalité locale indirecte; situation financière des collectivités locales; ressources nationales mises à la disposition des collectivités locales; charges,

résultant pour les communes, du réseau routier [28 octobre 1964] (p. 4009, 4010); signification du chiffre de 240.000 attribué aux commissions de développement économique régional (p. 4033); INDUSTRIE: Subvention au B.R.G.M.; nouveaux licenciements étant inévitables; approvisionnement de la France en matières stratégiques; notre dépendance de l'étranger; assistance technique de la France dans divers domaines, notamment dans celui de la recherche géologique et minière [30 octobre 1964] (p. 4342-4343); son amendement tendant à supprimer les crédits du chapitre 62-12 en vue d'inciter le Ministère des Finances à saisir l'Assemblée d'une lettre rectificative (p. 4343); AFFAIRES ÉTRANGÈRES: Préoccupation d'unité nationale; changements survenus en U.R.S.S. et en Grande-Bretagne; explosion de la bombe chinoise; sécurité de l'Europe dépendant entièrement des Etats-Unis; problème d'une Europe fédérée; nécessité de l'alliance atlantique; réaliser l'égalité avec les Etats-continentaux; spectaculaire rupture décidée lors des négociations pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; recherche de relations privilégiées avec l'Allemagne; ne pas négliger l'Europe; idée de faire de l'Europe un arbitre entre l'Est et l'Ouest; inquiétude des partenaires de la France; éventualité d'un retrait de la France de l'Alliance atlantique et du Marché commun; problème de la force multilatérale; possibilité ou impossibilité d'une politique de rechange; ratification de la Déclaration universelle des droits de l'homme; attitude des autres Etats européens [3 novembre 1964] (p. 4428 à 4431); AFFAIRES ALGÉRIENNES: Indemnisation de nos nationaux; application des accords d'Evian; spoliation dont furent victimes les agriculteurs français du fait de la politique de nationalisation du Gouvernement algérien; Gouvernement français semblant tolérer des différences de traitement selon la nature des biens spoliés; affaire du complexe de Bône; liens unissant les Français au peuple algérien; problème de l'aide « libre »; dispositions de la loi du 26 décembre 1961; sort des victimes; principes devant présider à une loi d'indemnisation; indemnisation ne pouvant jamais être équivalente à la valeur des biens; importance de la solidarité nationale [7 novembre 1964] (p. 4972, 4973); ses observations sur l'éventualité d'une augmentation de 95 millions de francs pour le montant des réductions de crédits;

distribution tardive du rapport; Gouvernement ne devant pas oublier les Français victimes de la décolonisation (p. 4979); après l'Art. 68: Son amendement tendant, après l'article 68, à insérer un nouvel article (Création d'une Commission extra parlementaire chargée d'établir pour le 1<sup>er</sup> juillet 1965 un rapport sur les problèmes de l'indemnisation des personnes visées par la loi du 21 décembre 1961) (p. 4980); constitution d'une large commission de composition tripartite (p. 4980); effort fait par le Gouvernement pour le reclassement; distinction entre la formule de reclassement et celle de l'indemnisation (p. 4981, 4982); importance de la loi du 26 décembre 1961 (p. 4982); large débat devant s'instaurer au Parlement, celui-ci étant saisi d'un rapport sur tous les aspects du problème ayant fait l'objet de la discussion (p. 4983); son amendement tel qu'il résulte d'une nouvelle rédaction: « Le Gouvernement présentera au Parlement pour son information avant le 1<sup>er</sup> juillet 1965 un rapport d'ensemble sur les divers aspects des problèmes soulevés par l'application de la loi du 26 décembre 1961 et notamment de son article 4 (p. 4983);

— sur la motion de censure, ses explications de vote: Paroles de M. le Premier Ministre n'ayant pas fourni un apaisement suffisant à la justice réclamée par les paysans français; leur perte de confiance; manifestations sur la route; discussion étant le seul moyen démocratique d'éviter les mouvements de rues; confiance dans le Parlement et dans la démocratie; rectifier la politique agricole; rechercher la parité du niveau de vie [27 octobre 1964] (p. 3966, 3967).

Mise au point au sujet de son vote: Vote sur l'article 53 du projet de loi de finances relatif au budget de l'Agriculture [6 novembre 1964] (p. 4850).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 43: Son amendement tendant à la suppression de cet article; projet de loi sur la réforme des sociétés écartant les actions à vote plural; caractère injuste de donner à une minorité le droit de garder le contrôle d'une société en ne détenant en fait que 20 % du capital [8 décembre 1964] (p. 5917); Art. 1<sup>er</sup>: Caractéristiques des forêts domaniales étant de fournir des bois dont la croissance est très longue; production n'étant qu'une des fonctions de la forêt de l'Etat; protection de la nature; satisfaction des loisirs de

l'homme; notion de rendement industriel et commercial; rupture de l'unité dans la gestion de la forêt domaniale; champ d'application du projet; meilleure utilisation du sol; caractère de service public de la forêt française; manque de personnel et d'investissements; but de l'office; rôle des ingénieurs, leurs rémunérations; contrôle de l'office; contreprojet tendant à créer un budget annexe des eaux et forêts (p. 5939 à 5942); son amendement tendant à rédiger comme suit l'article premier: « A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1966, les prévisions de recettes (ordinaires et extraordinaires), les prévisions de dépenses (de fonctionnement et d'investissement) de l'administration des eaux et forêts, feront l'objet d'un budget annexe, rattaché au budget du Ministère de l'Agriculture, et qui sera soumis, après celui-ci, à l'approbation du Parlement; un article de la loi de finances déterminera chaque année le pourcentage des recettes provenant des forêts domaniales et qui sera affecté à des investissements forestiers » [9 décembre 1964] (p. 5996); donner à l'administration les moyens supplémentaires qui lui sont nécessaires en évitant de rompre l'unité de cette administration; éviter de disloquer le service des eaux et forêts en plusieurs tronçons (p. 5996); institution de l'office privant le Parlement de tout contrôle (p. 5997); son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article premier, après les mots « dans les conditions définies par la législation et la réglementation applicables au domaine forestier de l'Etat », à insérer les mots « et dans le cadre des arrêtés d'aménagement prévus par l'article 15 du Code forestier » (p. 5998); l'office devant observer les directives fournies par les arrêtés d'aménagement prévus par l'article 15 du Code forestier (p. 5998); son amendement tendant à compléter comme suit le dernier alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article premier: « Il ne participe pas directement ou indirectement à des entreprises commerciales ou industrielles quel que soit leur objet » (p. 5999); son amendement tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article premier, entre la deuxième et la troisième phrase, à insérer la phrase suivante: « Toutefois ces propriétaires pourront résilier les contrats actuels dans le délai d'une année à compter de la mise en application de la présente loi ou opter, s'ils le préfèrent, pour le maintien de leur contrat avec le service d'Etat des eaux et forêts » (p. 6000); administration du fonds forestier national;

contrats concernant des forêts dont les propriétaires utilisent le fonds forestier national (p. 6000); aide du fonds forestier national (p. 6000); rapports d'un propriétaire avec le fonds forestier national (p. 6001); son amendement tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article premier à insérer le nouvel alinéa suivant: « Les aménagements des bois et forêts du domaine des collectivités visées à l'alinéa précédent, demeurent réglés par des arrêtés du Ministre de l'Agriculture, conformément aux dispositions des articles 15 et 84 du Code forestier » (p. 6001); son amendement tendant à compléter comme suit le dernier alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article premier: « Il ne participe pas directement ou indirectement à des entreprises commerciales ou industrielles quel que soit leur objet » (p. 6001); son amendement tendant, dans le paragraphe 3 de l'article premier, à rédiger ainsi le troisième alinéa: « Les frais de garderie et d'administration qui demeureront fixés dans les conditions prévues par l'article 93 du Code forestier et qui seront versés par les collectivités et personnes morales visés par l'article 82 du même Code et une subvention du budget général dans le cas où le montant de ces frais n'atteindrait pas la valeur réelle des dépenses de l'office résultant de ses interventions de conservation et de régie dans les forêts de ces collectivités et personnes morales » (p. 6001, 6002); garantie pour les collectivités locales (p. 6002); son amendement tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa du paragraphe 3 de l'article premier: « Une décision conjointe du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture fixera, au vu des résultats d'exploitation de chaque exercice, la part des excédents qui, après affectation des sommes nécessaires aux investissements, sera versée au budget général de l'Etat » (p. 6002); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe 4 de l'article premier à supprimer les mots « du génie rural et des services agricoles » (p. 6003); corps unique n'existant pas encore (p. 6003); son amendement tendant à compléter comme suit le troisième alinéa du paragraphe 4 de l'article premier: « Toutefois, les titulaires de certains emplois d'encadrement et de direction, dont la liste sera déterminée par décret, seront nommés par le Ministre de l'Agriculture sur proposition du directeur général de l'office » (p. 6003); son amendement tendant à compléter comme suit le

quatrième alinéa du paragraphe 4 de l'article premier: « Toutefois, les emplois d'ingénieurs et d'ingénieurs des travaux ne pourront être confiés dans la proportion des quatre cinquièmes, qu'à des titulaires du diplôme de l'école nationale des eaux et forêts de Nancy ou à d'anciens élèves de l'école des Barres » (p. 6004); son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon tendant, dans le texte proposé pour cet amendement, pour le paragraphe 7, à supprimer les mots « et sur présentation d'une liste de trois personnes établie par le conseil d'administration » (p. 6007).

Ses observations sur la fixation de l'ordre du jour: Discussion d'un projet de loi sur l'amnistie [9 décembre 1964] (p. 5991).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, avec débat, relative aux ressources des collectivités locales [21 mai 1965] (p. 1482): Aggravation des difficultés financières des départements et des communes; réforme de la fiscalité locale directe et indirecte; l'endettement des collectivités locales; les charges qui leur sont imposées par l'urbanisation; mesures envisagées par le Gouvernement; nécessité de consultations préalables avec les bureaux de l'association des maires et de l'assemblée des présidents de conseils généraux (p. 1483, 1484, 1485).

Prend part à la discussion:

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Art. 26: Son amendement tendant à insérer, après le premier alinéa de cet article, le nouvel alinéa suivant: « En temps de paix les jeunes gens affectés, autrement que sur leur demande, à plus de trois cents kilomètres de leur domicile, bénéficient d'une libération anticipée d'un mois par rapport à celle des hommes appelés en même temps qu'eux et incorporés dans un rayon de trois cents kilomètres de leur domicile. La libération est avancée de deux mois pour les jeunes gens affectés à plus de six cents kilomètres de leur domicile et à trois mois pour ceux affectés à plus de neuf cents kilomètres » [26 mai 1965] (p. 1594); amendement intéressant tous les appelés de toutes les régions de France; retrait de son amendement (p. 1594);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales: Réforme de la législation des sociétés pouvant être comparée à un travail de Pénélope; problème de la moralisation; éviter les dilapida-

tions au détriment des obligataires, des actionnaires et des tiers; ne pas alourdir le fonctionnement de l'outil de progrès économique que constituent les sociétés; souci d'équilibre; épargnants voulant suivre la marche des affaires sociales; trop grand nombre de décrets d'application; article 41 de la Constitution; loi nouvelle devant consacrer un certain nombre de décisions jurisprudentielles définitives; détermination du siège social; définition du contrat de société; « contrat de croupier »; empêcher les irrégularités de constitution; problème de l'association d'une personne morale à une société de personnes; fonctions d'administrateur; suppression de la distinction entre les sociétés de capitaux faisant publiquement appel à l'épargne et les autres; vote des actionnaires par correspondance; création de sociétés dont les statuts se rapprocheraient de ceux qui existent en droit allemand [1<sup>er</sup> juin 1965] (p. 1665 à 1668); Art. 2: Son amendement tendant à compléter cet article par les dispositions suivantes: « Le siège social doit, à peine de nullité, être indiqué dans les statuts. Les tiers peuvent se prévaloir du siège statutaire, mais celui-ci ne leur est pas opposable par la société si son siège réel est en un autre lieu. Les sociétés ayant leur siège social en France sont soumises à la loi française » (p. 1679); notion de siège social; son amendement allant dans le sens de la jurisprudence française et de la législation en vigueur chez nos partenaires du Marché commun (p. 1679); ses observations sur les paroles de M. Le Douarec (p. 1679); Art. 3: Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Le Douarec par les mots suivants: « conformément aux dispositions des articles 1372 et suivants du Code civil relatifs à la gestion d'affaires » (p. 1680); protection des personnes ayant agi de bonne foi au nom de la société (p. 1680); harmonisation avec la législation européenne (p. 1681); Art. 8: Eviter les risques de fraude; ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec (p. 1683); Art. 13: Son sous-amendement à l'amendement de M. Le Douarec tendant à compléter le texte proposé pour cet article par les dispositions suivantes: « Ils peuvent prévoir également qu'elles sont prises par consultation écrite des associés si la réunion d'une assemblée n'est pas demandée par un associé » (p. 1684); cas des associés changeant de domicile (p. 1684); Art. 15: Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les disposi-

tions suivantes: « Sauf décision contraire des associés prise à l'unanimité, le vote du gérant révoqué étant exclu » (p. 1684); révocation d'un gérant (p. 1684); Art. 18: Ses observations sur cet article (p. 1686); Art. 20: Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante: « Ils ne peuvent être que des personnes physiques » (p. 1686); Art. 32: Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Si le gérant ne procède pas à la transformation prévue à l'alinéa précédent dans le délai imparti ou s'il n'a pu obtenir des associés une décision, tout intéressé peut provoquer la nomination d'un mandataire de justice par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à l'effet de prendre les dispositions nécessaires » [3 juin 1965] (p. 1787); cas d'une société à responsabilité limitée venant à comprendre plus de cinquante associés (p. 1787); Art. 39: Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « le consentement à la cession est implicitement refusé », les mots « le consentement à la cession est considéré comme acquis » (p. 1791); demande de cession de parts présentée par un associé; prolongation du délai (p. 1791); son amendement tendant, après les mots « à un prix fixé », à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa de l'article 39: « Dans les conditions prévues à l'article 1868, alinéa 2, du Code civil. Ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande du gérant, une fois, pour un maximum de six mois » (p. 1791); Art. 64: Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article: « A peine de nullité de la société, le capital est de 250.000 francs au moins si la société fait publiquement appel à l'épargne et de 50.000 francs au moins dans le cas contraire » (p. 1796); projet de loi ayant pour objet de fixer uniformément à 100.000 francs le capital minimum des sociétés anonymes; cas des petites sociétés de province; faciliter la transformation de certaines entreprises personnelles en sociétés anonymes (p. 1797); élévation du montant global des entreprises recourant à la société par actions; sociétés fiduciaires; texte ayant une portée fiscale (p. 1797, 1798); Art. 65: Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa (paragraphe 2) de cet article par les mots suivants: « à moins qu'il s'agisse de la publicité prescrite par la loi et les règlements » (p. 1798); définition de l'appel public à l'épargne (p. 1798);

Art. 85 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Administration de la société anonyme)* (p. 1804); *nombre d'administrateurs en cas de fusion* (p. 1804, 1805); Art. 87 : *Administrateur ne pouvant pas être lié par un mandat impératif; problème de la responsabilité pénale* (p. 1805); Art. 88 : *Limitation à huit du nombre des conseils d'administration; sociétés de développement régional, d'économie mixte, d'équipement et d'aménagement* (p. 1807); *participation à plus de huit conseils d'administration; situation des filiales à l'étranger des sociétés françaises; sociétés d'économie mixte, d'aménagement et d'équipement; sociétés de développement régional* [8 juin 1965] (p. 1852); Art. 89 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Le Douarec tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé par cet amendement: « En cas de révocation de son mandat d'administrateur et de résiliation concomitante de son contrat de travail, la personne liée à la société conformément à l'alinéa précédent ne peut se prévaloir des conditions et des droits pouvant être invoqués à l'occasion de la résiliation de ce contrat »* (p. 1853); *ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 1854, 1855); Art. 90 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Le Douarec tendant, dans le texte proposé par cet amendement à substituer aux mots « dans un délai fixé par décret » les mots « dans le délai de trois mois à compter du jour où se produit la vacance »* (p. 1856); *réduire le champ d'application des décrets* (p. 1856); Art. 91 : *Son amendement tendant à la fin du troisième alinéa de cet article à substituer aux mots « dans le délai fixé par décret » les mots « dans un délai de trois mois »* (p. 1857); Art. 94 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant « Le conseil peut conférer à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers actionnaires ou non tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés »* (p. 1858); *faculté pour le conseil de procéder à des délégations* (p. 1858); Art. 98 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (Rapport spécial des commissaires aux comptes)* (p. 1859); Art. 99 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Conventions approuvées par l'assemblée; leurs effets à l'égard des tiers)* (p. 1859, 1860); Art. 106 : *Problème de la publicité des rémunérations des revenus personnels; rémunérations du président direc-*

*teur général* (p. 1862, 1863); Art. 111 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase de cet article, à substituer aux mots « dont le capital excède un montant déterminé par décret » les mots « dont le capital est au moins égal à 250.000 francs »* (p. 1864); Art. 106 (suite) : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « La rémunération globale du conseil d'administration est soumise à ratification de l'assemblée générale des actionnaires »* (p. 1865); *grandes sociétés devant être dirigées par des hommes compétents* (p. 1865); Art. 117 : *Réunir dans un titre spécial toutes les dispositions intéressant un type de société visé par les amendements de M. Capitant* (p. 1874); Art. 121 : *Son amendement tendant à remplacer le deuxième alinéa de cet article par deux nouveaux alinéas: « Pour une même assemblée, un actionnaire ne peut à la fois voter lui-même du chef d'une partie de ses actions et constituer un mandataire du chef de l'autre partie. Dans les sociétés qui ne font pas publiquement appel à l'épargne, un actionnaire ne peut constituer qu'un seul mandataire pour une même assemblée »* (p. 1876); Art. 127 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Feuille de présence tenue à chaque assemblée et étant émarginée par les actionnaires présents et les mandataires)* (p. 1877); Art. 128 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Possibilités ouvertes à tout actionnaire avant la réunion de l'assemblée générale ordinaire annuelle)* (p. 1878); *son amendement tendant à insérer entre le premier et le deuxième alinéa de cet article un nouvel alinéa: « La communication de l'inventaire ne comporte pas le droit d'en prendre copie »* (p. 1878); Art. 130 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Droit pour tout actionnaire, à toute époque, de prendre connaissance ou copie de certains documents)* (p. 1878); Art. 134 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article à substituer aux mots « 137 » les mots « 137 et 138 »* (p. 1879); *son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à substituer au mot « souscrit » les mots « qu'elles représentent »* (p. 1879); Art. 135 (suite) : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Foyer tendant après le premier alinéa du texte proposé par l'amendement, à insérer un nouvel alinéa: « Toutefois le droit de vote double est attribué, dès leur émission, aux actions nominatives repré-*

sentant une augmentation de capital par incorporation de réserves et attribuées à un actionnaire du chef d'actions anciennes lui conférant ce droit » (p. 1883); ses observations sur les paroles de M. Foyer (p. 1884); prime de fidélité; encourager la nominativité des actions (p. 1885); Art. 134 (suite): Son amendement tendant dans la première phrase de cet article à substituer aux mots « et 137 » les mots « 137 et 138 » (p. 1886); son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à substituer au mot « souscrit » les mots « qu'elles représentent » (p. 1886); Art. 147: Son amendement tendant, après les mots « à peine de nullité de la délibération » à une nouvelle rédaction de la fin de la deuxième phrase du premier alinéa de cet article (Présentation d'un rapport du conseil d'administration et d'un rapport des commissaires aux comptes) (p. 1888); détermination des indications que doivent contenir les rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes (p. 1888); Art. 148: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article: « Les actions nouvelles sont inscrites pour la nue-propriété au nom du nu-propriétaire et pour l'usufruit à celui de l'usufruitier » (p. 1889); Art. 154: Son amendement tendant à remplacer la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (Rapport tenu à la disposition des souscripteurs au moins quinze jours avant la date de l'assemblée générale extraordinaire au siège social mentionné sur le bulletin de souscription) (p. 1890); problème des apports en nature et du contrôle de leur valeur (p. 1890); Art. 155: Son amendement tendant, après le cinquième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (Incorporation de réserves ou de bénéfices au capital) (p. 1891); société devant être obligée de réserver les droits des obligataires qui opteront pour la conversion (p. 1891); Art. 159: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Société émettrice d'obligations convertibles étant admise au règlement judiciaire) (p. 1893); Art. 162: Son amendement tendant à faire précéder cet article de la phrase suivante « Les actions intégralement amorties sont dites actions de jouissance » (p. 1894); ne pas appliquer le même tarif à certaines maisons de commissaires aux comptes dont la signature signifie une amélioration considérable du crédit de la société (p. 1899); Art. 186: Rapport des commissaires aux comptes de la

société absorbante (p. 1900); Art. 216: Parts de fondateurs [11 juin 1965] (p. 2016); Art. 219: Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article suivant: « L'offre au public de valeurs mobilières par exposition, mise en vente, introduction sur le marché, doit être précédée de la publication d'une notice au bulletin des annonces légales obligatoires dans les conditions déterminées par décret » (p. 2017); Art. 228: Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « la transmission ou... » (p. 2018); transmission ou cession des actions aux tiers (p. 2018); préserver les actionnaires des « sociétés dites fermées »; expropriation pour cause d'intérêt privé (p. 2018); son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Elle ne peut être stipulée lorsque les actions de la société sont cotées en bourse. Elle est, le cas échéant, réputée non écrite à partir du jour de la cotation »; problème de la cotation (p. 2019); Art. 229: Son amendement tendant: 1<sup>o</sup> dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « la réquisition de transfert de l'héritier ou... »; 2<sup>o</sup> en conséquence dans le deuxième alinéa, supprimer les mots « le bénéficiaire de la transmission ou... » (p. 2019); Art. 254: Son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « et notamment requérir les mesures prévues par l'article 337 » (p. 2023); représentant de la masse (p. 2023); Art. 258: Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots suivants « conformément à l'article 260 » (p. 2023); Art. 261: Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer au taux de « 30 % » le taux de « 10 % »; cas d'une société détenant au moins trente parts des obligations de la société débitrice (p. 2024); Art. 269: Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « tribunal de grande instance » les mots « tribunal de commerce » (p. 2024); son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les phrases suivantes « le jugement n'est pas susceptible d'opposition. Il peut être frappé d'appel par la société ou son mandataire, par le représentant de la masse ou par tout obligataire dans la quinzaine de sa publication » (p. 2025); Art. 295: Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Dépréciation de la valeur d'actif des immobilisations) (p. 2027, 2028); guider les commissaires

aux comptes et les administrateurs des sociétés (p. 2028); travail du conseil national de la comptabilité (p. 2028); Art. 296 : Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « En l'absence des bénéfices, les amortissements et provisions doivent être comptabilisés et figurent dans le bilan sous des rubriques distinctes et spéciales. Toutefois, les amortissements peuvent, dans ce cas, figurer à la fois à l'actif et au passif du bilan sous la rubrique : Amortissements différés » (p. 2028); conciliation du crédit de la société et de celui des créanciers (p. 2028); procédure des amortissements différés (p. 2029); Art. 299 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article : La somme distribuable constituée par le bénéfice net » (p. 2029); Art. 300 : Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article, à insérer deux nouveaux alinéas (Modalités de mise en paiement des dividendes) (p. 2030); Art. 305 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « ou primes d'émission » (p. 2030); calcul des tantièmes (p. 2030); après l'Art. 312 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Associé ou actionnaire faisant obstacle à l'adoption de mesures conformes à l'intérêt social) (p. 2031); principe de l'abus du droit (p. 2031); situation résultant d'une minorité de blocage (p. 2032); son amendement tendant après l'article 312, à insérer un nouvel article (Annulation de certaines décisions) (p. 2032); son amendement tendant à insérer après l'article 312 le nouveau titre suivant : « Section 2 bis : Abus du droit » (p. 2032); ses observations sur les paroles de M. Foyer (p. 2033); après l'Art. 325 : Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Prorogation de la société par décision des associés) (p. 2033); Art. 378 : Son amendement tendant : 1<sup>o</sup> à compléter le premier alinéa de l'article 378 par les mots suivants « les documents sociaux énumérés par l'article 130 »; 2<sup>o</sup> à supprimer le dernier alinéa (4<sup>o</sup>) de cet article » (p. 2039); Art. 380 : Son amendement tendant : 1<sup>o</sup> à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa (1<sup>o</sup>) de cet article : « Et contenant les mentions prescrites à l'article 127 »; 2<sup>o</sup> en conséquence, supprimer les troisième, quatrième et cinquième alinéas (paragraphes a, b, c) » (p. 2040); Art. 400 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « les directeurs généraux » (p. 2043); sanctions concernant les

directeurs généraux; émission d'obligations dans des conditions non autorisées (p. 2043); après l'Art. 426 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Conversion des parts en actions) (p. 2048, 2049); Art. 431 : Suspension de la séance (p. 2049); Art. 4 (suite) : Son sous-amendement à l'amendement de M. Le Douarec tendant à rédiger comme suit le début du premier alinéa proposé pour l'article 4 : « Sauf en cas de constitution de société par acte authentique, l'immatriculation de la société au registre du commerce... » (p. 2051); principe du contrôle préalable de la constitution des sociétés; équivalence entre l'acte authentique et le contrôle judiciaire (p. 2051); nombre important des affaires qui devront être soumises au contrôle judiciaire (p. 2052); frais entraînés par un acte authentique (p. 2052); son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à insérer les mots « sauf en cas de constitution de sociétés par acte authentique » (p. 2053); Art. 64 (suite) : Ne pas infliger une charge supplémentaire excessive à des sociétés auxquelles le projet impose une augmentation de capital (p. 2055); Art. 135 (suite) : Son sous-amendement à l'amendement de M. Foyer et tendant après le premier alinéa du texte proposé par l'amendement à insérer un nouvel alinéa ainsi conçu : « Toutefois, le droit de vote double est attribué, dès leur émission, aux actions nominatives représentant une augmentation de capital par incorporation de réserves et attribuées à un actionnaire du chef d'actions anciennes lui conférant ce droit » (p. 2059); explications de vote demandées sur un amendement (p. 2059); Art. 136 (suite) : Vote plural étant attaché à l'action ou à l'actionnaire; ses observations sur les paroles de M. Foyer (p. 2060); après l'Art. 426 : Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Conversion des parts en actions) (p. 2063); articles de la loi de 1929 (p. 2063). En seconde délibération, Art. 148 : Ses observations sur l'amendement de M. Foyer et le sous-amendement de M. de Grailly (p. 2069); Art. 177 : Donner aux commissaires aux comptes les moyens d'exercer leur mission (p. 2072); secret professionnel (p. 2072); Art. 177 (suite) : Son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa de cet article : « Les investigations prévues aux deux alinéas qui précèdent peuvent être faites tant auprès de la société que des tiers qui ont accompli des opérations pour le compte de celle-ci sans que puisse être opposé

aux commissaires aux comptes le secret professionnel, sauf lorsqu'il s'agit d'auxiliaires de la justice » (p. 2074); En deuxième lecture, du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 36 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « commissaire aux apports » à rédiger comme suit la fin de cet alinéa : « Désigné par les associés dans les conditions prévues à l'article 52, alinéa I » [10 juin 1966] (p. 1925); monopole des commissaires aux comptes pour l'établissement des rapports sur l'évaluation des apports en nature; commissaire aux apports (p. 1925); son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de l'article 36 : « Dans les conditions prévues à l'article 52, alinéa premier et conformément aux dispositions d'un décret pris sous forme de règlement d'administration publique » (p. 1925); Art. 64 : Capital des sociétés anonymes (p. 1930); Art. 75 : Son amendement tendant après les mots « commissaires aux apports » à supprimer les mots « choisis sur la liste visée à l'article 168 » (p. 1932); distinction entre les fonctions de commissaire aux apports et de commissaire aux comptes (p. 1932); Art. 82 : Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « choisi sur la liste visée à l'article 168 » (p. 1933); Art. 113 : ses observations sur cet article (p. 1944); Art. 121 : Régularité de certaines assemblées (p. 1945); Art. 154 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « commissaires aux apports » à rédiger comme suit la fin de cet alinéa : « Sont désignés par décision de justice à la demande du président du conseil d'administration ou du comité de direction selon le cas. Ils sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article 169 » (p. 1949); Art. 177 : Son amendement tendant à remplacer les troisième et quatrième alinéas de cet article par un nouvel alinéa (Investigations prévues aux deux alinéas précédents) (p. 1953, 1954); renseignements donnés par les commissaires aux comptes (p. 1954); Art. 179 : Son amendement tendant à remplacer la deuxième phrase de cet article par deux nouveaux alinéas (Barème des honoraires étant soumis à l'homologation de la cour d'appel du ressort intéressé) (p. 1954); fixation des honoraires des commissaires aux comptes (p. 1954); après l'Art. 236 : Création d'un statut des actions privilégiées (p. 1959, 1960); permettre à certaines

entreprises de caractère familial d'augmenter leur capital; intérêt cumulatif (p. 1960); son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du nouvel article proposé par l'amendement de M. Foyer après les mots « intérêt cumulatif » à ajouter les mots « ou non » (p. 1960); Art. 260 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « dans les conditions prévues à l'article 258, alinéa 2 » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « De présenter des projets de résolution qui sont soumis par le président de séance au vote de l'assemblée » (p. 1962); ordre du jour des assemblées (p. 1962); son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de l'article 260 : « A l'exception des projets de résolution déposés par les obligataires, l'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour » (p. 1963); Art. 296 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Absence de bénéfice) (p. 1964); Art. 324-9 : Son amendement tendant à remplacer les deuxième et troisième alinéas de cet article par un nouvel alinéa (Situation des créanciers) (p. 1968); Art. 324-14 : Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « En ce cas les créanciers non obligataires de la société scindée peuvent procéder, conformément à l'article 7 de la loi du 17 mars 1909 » (p. 1969); son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de l'article 324-14 (p. 1969); Art. 376 : Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots « quarante-cinq jours » les mots « quinze jours » (p. 1974); délai d'envoi des documents (p. 1974); En seconde délibération, Art. 122 : Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Prioux à substituer aux mots « un membre du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou du directoire de cette société ou de l'une des personnes déterminées par décret » les mots « un membre d'un organe de direction, de gestion, d'administration, de surveillance ou de contrôle de cette société » (p. 1988); désignation des personnes à qui sera imposée une certaine obligation de publicité de leurs transactions (p. 1988);

— du projet de loi modifiant ou complétant les articles 1841 et 1868 du Code civil, les articles 614-15, 614-16 et 614-17 du Code de commerce et la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateurs émises par les sociétés,



après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Prorogation de la société par décision des associés)* [11 juin 1965] (p. 2077);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Titre IV : *Son amendement tendant à réduire de 71.500.000 francs le montant du crédit inscrit au Titre IV* [11 octobre 1965] (p. 3479); *déséquilibre financier de plusieurs entreprises nationales; déficit de la R.A.T.P. ayant sextuplé entre 1961 et 1965; politique de la vérité des prix* (p. 3479, 3480); *ses observations sur les paroles de M. Marc Jacquet; tentative de résorption du déficit de la R.A.T.P.; impossibilité de redresser d'un seul coup la situation de la R.A.T.P.* (p. 3480, 3481); MARINE MARCHANDE : *Recommandations de la commission Forner; nécessité de favoriser les relations entre le nord de la Bretagne et le sud de l'Angleterre; instauration d'un véritable débat sur la marine marchande* [12 octobre 1965] (p. 3512); AFFAIRES CULTURELLES : *Problème de la musique; enseignement musical; pratique instrumentale; Conservatoire de Paris; multiplier les écoles nationales de musique* [14 octobre 1965] (p. 3656); SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Situation des rapatriés; accueil et reclassement des rapatriés; valeur des propriétés immobilières françaises en Algérie; agence de défense des biens et intérêts des rapatriés; accords d'Evian; dette d'honneur contractée par l'ensemble de la nation à l'égard d'une de ses fractions; accord concernant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie; normalisation des rapports économiques et financiers entre la France et l'Algérie; contentieux franco-algérien; accord favorable à la République algérienne; avantages concédés à l'Algérie en matière d'hydrocarbures; pétrole de la Libye; nouvelles règles fiscales; provision pour reconstitution des gisements; coût de l'accord; droit à l'indemnisation; indépendance de l'Algérie* (p. 3671 à 3673); son rappel au Règlement : *Article 128 du Règlement; sa question de savoir s'il est possible d'introduire un article supplémentaire dans une loi*

*autorisant la ratification d'un traité; inviter le Conseil constitutionnel à faire connaître si l'article additionnel est recevable ou non* (p. 3685); *son amendement précisant que si les accords conclus avaient comme résultat des conséquences dommageables pour des entreprises ou des actionnaires français, il y aurait lieu à indemnité* (p. 3685); *cession des titres de la S.N. Repal* (p. 3685); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Conditions de déroulement du débat; projet « Concorde »; développement de l'aviation privée; sa question de savoir si le choix exclusif effectué par le Gouvernement au profit du « Concorde » est judicieux; problème des aérodromes, leur concentration; popularisation de l'aviation privée; révision des normes des brevets de pilotage; rôle de l'aviation intérieure; compagnie Air Inter; possibilité de discuter de ces questions lors d'une question orale* [22 octobre 1965] (p. 3997); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Ses observations sur le rapport du Gouvernement sur la régionalisation du budget de 1966; situation des collectivités; commission nationale de l'aménagement du territoire; révision du barème de répartition entre l'Etat, les départements et les communes des charges de l'aide sociale; situation financière des départements et des communes; insuffisances des crédits de fonctionnement du Ministère de l'Intérieur; problème des nouveaux départements de la région parisienne; création d'un échelon d'administration régionale; cambriolage effectué dans une sous-préfecture des Pyrénées; collectivités locales ne pouvant recruter de chauffeurs de poids lourds; système des subventions forfaitisées; fonctionnement des C.E.G. et des C.R.S.; participation des collectivités locales aux équipements collectifs; part des subventions d'équipement dans l'ensemble des dépenses en capital des collectivités; rôle du Ministère de l'Intérieur; relèvement des tarifs des services industriels* [25 octobre 1965] (p. 4067, 4068); *crédits concernant les rapatriés; problème de l'indemnisation des biens spoliés outre-mer; opinion du groupe Centre démocratique; problème du reclassement; responsabilité nationale; accords d'Evian* (p. 4090); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Service de la santé scolaire; dépistage des lésions et des tares physiques; efficacité du service de santé scolaire; son insuffisance; problème des effectifs de médecins et d'assistantes sociales; émoluments offerts aux médecins scolaires; assistantes sociales; insuffisance des*

effectifs; situation dans les campagnes de l'ouest [27 octobre 1965] (p. 4183, 4184); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 67 : Déficit du service de l'assainissement et de l'épuration; création d'une taxe parafiscale [28 octobre 1965] (p. 4327); ses observations sur les paroles de M. Boscher (p. 4328, 4329).

Son rappel au Règlement :

Ses observations sur les paroles de M. Fanton : Critique de l'attitude prise par le Gouvernement français à l'égard des institutions de Bruxelles et du Traité de Rome; ses paroles à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [25 octobre 1965] (p. 4048).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : Importance du V<sup>e</sup> Plan; problèmes de l'agriculture; hausse des prix; majoration des prix de divers produits agricoles; critiques du Conseil économique et social; prix de l'énergie; régions du littoral français; disparition, dans l'Ouest de la France, des activités industrielles basées sur le charbon; déséquilibres régionaux; développement des importations de charbon russe et polonais; modernisation des outillages; accroissement de l'épargne; problème du rétablissement du droit d'indexation; commission Lorain; installation de la Libby's en France; prêts de la Banque européenne; stimulation des régions; industrialisation de l'Ouest du territoire; rôle de M. Delouvrier; croissance de la région parisienne; transformation des produits agricoles; politique des industries alimentaires; politique de tourisme [4 novembre 1965] (p. 4439 à 4442);

— du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 345 du Code civil : Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « un an » les mots « six mois » [17 novembre 1965] (p. 4694); Art. 4 : Informations publiées par la presse étrangère (p. 4711, 4712).

Son rappel au Règlement : Problème de la convocation d'une session extraordinaire du Parlement au mois de janvier prochain; session des conseils généraux [23 décembre 1965] (p. 5106).

— Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : Régime constitutionnel

actuel de la France; dénonciation de l'O.T.A.N.; contrôle du Parlement; décision de retirer nos forces d'un commandement institué en commun; calendrier d'évacuation pour les quartiers généraux; méthode du fait accompli; inélégance du geste; enchaînement des événements depuis la dernière conférence de presse du Chef de l'Etat; but du Gouvernement : créer le plus vite possible l'irréversible, c'est-à-dire l'irréparable; conventions bilatérales et multilatérales; rapports entre l'Est et l'Ouest; question du retrait simultané des troupes soviétiques et des troupes américaines; rupture de la solidarité occidentale; affaiblissement de l'O.T.A.N.; voyage à Moscou du Président de la République; présence soviétique en France; caractère étrange de la diplomatie française; problème de la diminution de la menace soviétique; crises de Berlin et de Cuba; rôle de l'O.T.A.N. pour la détente; équilibre des deux blocs; dénonciation de l'O.T.A.N.; ses observations sur l'article 5 du traité de l'Atlantique-Nord; conflit sino-américain; souci de la souveraineté nationale des précédents gouvernements; stationnement du détachement français sur toutes les bases aériennes américaines; missions opérationnelles accomplies pour les besoins de l'O.T.A.N.; engagement pris par le Gouvernement américain de ne pas introduire d'armes non conventionnelles sur les bases ou installations mises à sa disposition en France; accord Bidault-Dulles; accord du 8 décembre 1958 sur le système de communications et de dépôts de l'armée de terre américaine; question de savoir en quoi consiste l'intégration atlantique; institution d'un commandement allié en Europe intitulé « Saceur » dépendant d'un groupe permanent; conseil de l'Atlantique-Nord; état-major de Fontainebleau; problème de la contribution allemande à la défense occidentale; accords de Paris d'octobre 1954; conséquences de la décision française sur l'U.E.O.; notre sécurité dépendant d'un système radar de détection lointaine; possibilité pour la force stratégique française de devenir aveugle et sourde; P.C. de Taverny dépendant des informations fournies par les calculateurs électroniques de l'O.T.A.N.; notre pays ayant les moyens de commencer une guerre nucléaire mais non de la finir; protection du territoire national; mentalité des militaires de carrière ou du contingent; problème allemand; modifications intervenues dans le rapport des forces entre Européens et Américains; Amérique étant devenue vulnérable

à des attaques atomiques russes; sécurité de l'Europe se posant dans des termes différents de ceux de 1949; loi Mac-Mahon pour les échanges des secrets atomiques; possibilité de communication d'informations; absence de progression de l'Europe politique et militaire; Gouvernement ayant pris une décision aventureuse qui affaiblit notre pays militairement et politiquement; danger pour la paix [14 avril 1966] (p. 683 à 689);

Prend part à la discussion sur la motion de censure: Ses observations sur les paroles de M. Pompidou [20 avril 1966] (p. 808); théorie de la dissuasion; doctrine officielle de l'O.T.A.N.; organes compétents de l'O.T.A.N.; notion du «détterrent»; lettre du général Maxwell Taylor (p. 811); ses explications de vote: Retrait de la France de l'O.T.A.N.; dissuasion reposant actuellement sur la puissance nucléaire américaine; Etats-Unis représentant le plus important potentiel de recherches électroniques; situation nucléaire de l'Angleterre; unité des pays de l'Occident; rapidité avec laquelle on disparaît en U.R.S.S.; nécessité du maintien de l'unité atlantique (p. 817);

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales: Financement des équipements collectifs; problème de l'autofinancement; nécessité de modernisation et d'équipement; emprunt; épargne-logement; débudgétisation du fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme; transformation du fonds d'emprunts unifié en une caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales; insuffisance de l'épargne nationale; prix des services d'eau; rôle de la commission présidée par M. Bourrel; cas des communes rurales; conséquence du recrutement d'auxiliaires sur les budgets départementaux; problème des emprunts; réforme des finances locales; nécessité de réaliser une péréquation des charges entre les différentes collectivités du pays; réforme de l'enseignement; problème de la voirie; nécessité de procéder à un reclassement de voirie; aide sociale; structure des communes; rapports des collectivités locales avec l'Etat [18 mai 1966] (p. 1378 à 1381).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION, OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE,: Ses observations sur les interven-

tions de M. Duhamel et de M. Fontanet lors de la discussion générale sur la loi de finances pour 1967 [28 octobre 1966] (p. 4041); RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE: Exploration de l'espace; dessalement de l'eau de mer; importance de l'océanographie; livraison de plutonium; nécessité d'arrêter «l'exportation de cerveaux»; politique européenne de recherche; coopération franco-soviétique; ses observations sur le type de sociétés européennes; autofinancement de la recherche [28 octobre 1966] (p. 4092, 4093); INDUSTRIE: Décentralisation industrielle; primes de développement industriel; problèmes de la décentralisation vers l'Ouest; ses observations sur les extensions d'usines; régime des aides aux entreprises du secteur tertiaire; mesures prises par le Gouvernement britannique; procédures d'attribution des primes; problème des délais; insuffisance numérique du personnel affecté aux directions départementales du commerce intérieur et des prix; prêt du fonds de développement économique et social; ses observations sur le secteur des industries alimentaires et agricoles; création d'emplois dans les régions de l'Ouest [7 novembre 1966] (p. 4301, 4302); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967, Art. 23: Politique du Gouvernement en matière de routes nationales; financement des opérations intéressant les routes nationales; charges des collectivités locales; budgets départementaux; aménagement du territoire; routes nationales du réseau dit «tertiaire» [6 décembre 1966] (p. 5267, 5268); principe des priorités (p. 5268).

Son rappel au Règlement: Conditions de discussion du projet de loi sur l'élevage; méthodes de travail de l'Assemblée [22 novembre 1966] (p. 4716).

Prend part à la discussion:

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, Art. 1<sup>er</sup>: Son sous-amendement tendant, dans la deuxième ligne du premier alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement, après les mots «qui excède» à insérer les mots «au moment où il est consenti» [24 novembre 1966] (p. 4831); nécessité d'éviter toute

*interprétation rétroactive de la loi* (p. 4831);

— du projet de loi modifiant le statut des agents de change : *Ses observations sur la liste des bourses de province* [24 novembre 1966] (p. 4837);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 27 : *Projet Concorde; sous-estimation des évaluations de dépenses; garanties de financement données aux deux sociétés, Sud-Aviation et S.N.E.C.M.A.* [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5158, 5159, 5161); Art. 29 : *Avances à la société des Forges et chantiers de la Méditerranée; rôle de l'Intra-Bank; prêt du F.D.E.S.* (p. 5162, 5163);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, Art. 2 : *Pluralité des oppositions en France; prestige du Président de la République; ses conséquences; difficultés de la définition de la notion de majorité; pluralité des familles politiques françaises; conséquences de l'élection du Président de la République au suffrage universel* [7 décembre 1966] (p. 5338, 5339); *son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de cet article par un nouvel alinéa: « Si, pendant la période électorale, les membres du Gouvernement prennent la parole à la radio ou à la télévision, la durée de leurs allocutions sera déduite du temps de parole attribué aux groupements et partis membres de la majorité »* (p. 5339); *interdiction faite aux membres de l'administration préfectorale de participer à des manifestations publiques pendant la campagne électorale* (p. 5339); *Articles additionnels: Son amendement tendant à compléter le projet de loi par un nouvel article (Interdiction aux candidats de faire acte de propagande pendant la durée de la période électorale à partir de stations de radio ou de télévision situées hors du territoire français)* (p. 5345); *contrôle du Gouvernement sur les stations périphériques; direction d'Europe N° 1* (p. 5345); *En deuxième lecture: Vote du groupe démocratique* [20 décembre 1966] (p. 5710);

— du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, en qualité de *Rapporteur pour avis: Respect des droits fondamentaux de la propriété; problème des crédits; nécessité de déposer un projet de loi organisant un système d'avances aux propriétaires d'immeubles appartenant au patrimoine historique de la France; extension de la période de remboursement dans les cas de réparations réalisées d'office; cession de gré à*

*gré au profit du propriétaire privé malgré l'expropriation pour cause d'utilité publique* [8 décembre 1966] (p. 5371, 5372); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 par la phrase suivante: « La mise en demeure précisera les modalités de versement de la part de l'Etat et, éventuellement, celles de la participation de tiers »* (p. 5376); *modalités du versement de la part de l'Etat* (p. 5376); *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 (Cas où le propriétaire offre à l'Etat d'acquérir son immeuble à un prix fixé à défaut d'accord amiable par le juge de l'expropriation)* (p. 5376); *situation des propriétaires qui refuseraient de coopérer avec l'Etat* (p. 5376); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du cinquième alinéa du texte proposé par l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 à supprimer les mots « comme en matière de contribution directe »* (p. 5377); *retard dans le versement d'une annuité; prêt du Crédit foncier* (p. 5377); *son amendement tendant à rédiger comme suit la fin de la deuxième phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913: « Par le Ministre des Affaires culturelles qui, sur la demande du propriétaire, les échelonnera sur une durée de cinq ans au moins et de vingt ans au plus »* (p. 5377); *situation des propriétaires de mauvaise foi* (p. 5377); *son amendement tendant à supprimer la troisième phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913* (p. 5377); *son amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913: « Les droits de l'Etat sont garantis par une hypothèque inscrite sur l'immeuble à la diligence et aux frais de l'Etat »* (p. 5378); *cessions faites à des collectivités publiques* (p. 5378); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 9-2 de la loi du 31 décembre 1913 par le nouvel alinéa suivant: « En cas de cession à une personne privée la décision ne peut être prise que par décret en Conseil d'Etat »* (p. 5378); *son amendement tendant à compléter la troisième phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 par les dispositions suivantes: « A moins que le Ministre des Affaires culturelles n'ait accepté la substitution de l'acquéreur*

*de l'immeuble dans les obligations de vendeur »* (p. 5383); *son amendement tendant à rédiger comme suit la dernière phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 du 31 décembre 1913: « Les droits de l'Etat sont garantis par une hypothèque légale inscrite sur l'immeuble à la diligence de l'Etat »* (p. 5384);

— *du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs, en qualité de Rapporteur: Originalité du texte; extension du régime de protection prévu pour les malades mentaux à toutes les personnes atteintes par une telle altération durable de leurs facultés corporelles; devoir de réparation n'étant pas lié à la notion de faute; disparition des régimes de protection traditionnelle de l'interdiction et du conseil judiciaire; disparition du régime des administrateurs provisoires; situation des enfants inadaptés [20 décembre 1966] (p. 5705 à 5707); Art. 488 du Code civil: Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel article: « Peut pareillement être protégé le majeur qui, par sa prodigalité, son intempérance ou son oisiveté, s'expose à tomber dans le besoin ou compromet l'exécution de ses obligations familiales »* (p. 5711); *conseil judiciaire (p. 5711); Art. 489-2 du Code civil: Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa et le deuxième alinéa de cet article (p. 5712); cas d'un dommage causé à autrui; notion de faute (p. 5712); Art. 490 du Code civil: Son amendement tendant au début de cet article après le mot « lorsque », à insérer les mots « il est médicalement établi que... »* (p. 5712); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « met en péril », les mots « fait obstacle à »* (p. 5712); *catégories de malades; connaissance de l'altération durable des facultés mentales (p. 5712, 5713); cas des personnes atteintes d'aphasie et de paralysie (p. 5713); Art. 490-2 du Code civil: Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots suivants « notamment dans le cas où la personne protégée est locataire de son logement aussi longtemps qu'il est possible d'assurer le paiement du loyer »* (p. 5714); *nécessité pour les malades de garder leur logement (p. 5714); loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 (p. 5714); Art. 491 du Code civil: Ses observations sur les états comateux (p. 5715); Art. 490 du Code civil: Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet*

*article par un nouvel alinéa: « L'altération des facultés mentales ou corporelles doit être médicalement établie » [21 décembre 1966] (p. 5910); Art. 491 du Code civil: Ses observations sur l'amendement de M. Chalopin; régime de sauvegarde (p. 5911); Art. 491-3 du Code civil: Son amendement tendant à substituer au troisième alinéa de cet article deux nouveaux alinéas (Remise des comptes du mandataire au juge pour approbation; Possibilité de prononcer la révocation du mandat) (p. 5911); rôle du juge des tutelles (p. 5911); Art. 491-4 du Code civil: Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article: « En l'absence de mandat, ceux qui auraient qualité pour demander l'ouverture d'une tutelle ont l'obligation... »* (p. 5912); *règles de la gestion d'affaires; exécution d'actes conservatoires (p. 5912); rôle du directeur de l'établissement de traitement (p. 5912); retrait de son amendement (p. 5912); son amendement tendant au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « faute par eux d'agir »* (p. 5912); *Art. 493 du Code civil: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots « ses frères et sœurs », à insérer les mots « le curateur »* (p. 5913); *liste des personnes ayant qualité pour demander l'ouverture de la tutelle (p. 5913); Art. 493-2 du Code civil: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article à partir des mots « ou mainlevée de la tutelle » (opposabilité en ce qui concerne tiers) (p. 5913, 5914); Art. 496 du Code civil: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article ( Désignation du tuteur par le conseil de famille) (p. 5914); rôle de l'époux (p. 5914); Art. 496-1 du Code civil: Son amendement tendant dans la première phrase de cet article à supprimer les mots « ascendants ou »* (p. 5915); *son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante: « Si la réunion du conseil de famille est impossible, le juge des tutelles pourvoira lui-même à ce remplacement »* (p. 5915); *réunion du conseil de famille (p. 5915); Art. 496-2 du Code civil: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du premier alinéa de cet article: « Mais il est toujours loisible au juge des tutelles de l'appeler à participer au conseil de famille à titre consultatif »* (p. 5916); *possibilité pour le médecin traitant de faire partie du conseil de famille (p. 5916); son amendement tendant à compléter*

comme suit la première phrase du second alinéa de cet article: « A moins qu'elle ne soit de celles qui avaient qualité pour demander l'ouverture de la tutelle » (p. 5916); impossibilité de déférer la tutelle à une personne occupant un emploi rémunéré dans un établissement de soins (p. 5916); son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer au mot « responsable » les mots « de l'établissement » (p. 5916); Art. 499 du Code civil: Son amendement tendant à partir des mots « ni conseil de famille » à rédiger ainsi la fin de cet article: « Soit un préposé de l'établissement de traitement préalablement choisi par le conseil de surveillance ou la direction dudit établissement, soit un administrateur spécial choisi dans les conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat » (p. 5917); rôle de la direction de l'établissement de soins (p. 5917); modification de son amendement (p. 5917); Art. 496-2 du Code civil: Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa, à substituer au mot « responsable » les mots « de l'établissement » (p. 5917); Art. 505 du Code civil: Son amendement tendant à supprimer le mot « futur » (p. 5918); Art. 509-4 du Code civil: Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article: « Le curateur est nommé par le juge des tutelles » (p. 5918); Art. 513 du Code civil: Son amendement tendant à compléter cet article par un deuxième alinéa: « Elle ne peut faire de donation qu'avec l'assistance de son curateur » (p. 5919); Art. 515 du Code civil: Son amendement tendant à partir des mots « le majeur » à rédiger ainsi la fin de cet article: « Visé à l'alinéa 3 de l'article 488 » (p. 5919); Art. 1304 du Code civil: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article: « Le temps ne court, à l'égard des actes faits par un mineur, que du jour de la majorité ou de l'émancipation; et à l'égard des actes faits par un majeur protégé, que du jour où il en a eu connaissance, alors qu'il était en situation de les refaire valablement » (p. 5920); détermination du délai de prescription de cinq ans (p. 5920); Art. 1399 du Code civil: Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article: « A défaut de cette assistance, l'annulation des conventions peut être poursuivie dans l'année du mariage soit par l'incapable lui-même, soit par ceux dont le consentement était

requis, soit par le tuteur ou le curateur » (p. 5920), action en nullité pour violation des formes requises pour le contrat de mariage (p. 5920); Art. L. 326-1 du Code de la santé publique: Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Chalopin à rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article: « Le directeur de l'action sanitaire et sociale transmet cet avis au procureur de la République. Cette transmission a pour effet de placer le malade sous la sauvegarde de justice, conformément aux articles 491 et suivants du Code civil » (p. 5921); Art. 352-2 du Code de la santé publique: Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Les fonctions de juge des tutelles peuvent être exercées par un juge appartenant au tribunal d'instance dans le ressort duquel la personne sous tutelle ou curatelle est hospitalisée, lors même que celle-ci a conservé son domicile dans un ressort différent de celui du lieu de traitement » (p. 5921); détermination des magistrats compétents pour être juges de tutelle (p. 5921, 5922); Art. 352-3 du Code de la santé publique: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article: « Sauf autorisation de justice, il est interdit, à peine de nullité, à toute personne qui exerce une fonction... » (p. 5922); après l'Art. 9: Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Mesures conservatoires du patrimoine prises par le Procureur de la République) (p. 5922); son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Il n'y a pas lieu pour l'application de la présente loi de distinguer selon que les personnes protégées sont traitées à leur domicile ou dans un établissement de soins public ou privé de quelque nature qu'il soit » (p. 5922, 5923); Art. 13: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas des biens des aliénés internés et non interdits; situation des administrateurs provisoires et des mandataires en fonction) (p. 5923).

**PLOUX (Mme Suzanne)**, Député du Finistère, 6<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommée :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964] (p. 1949);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694);

— membre de la Commission supérieure des allocations familiales [16 février 1963] (p. 2247).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 156) tendant à étendre le bénéfice des avantages vieillesse et sociaux aux conjoints, ascendants, descendants, ou autres parents, remplissant — ou ayant rempli — le rôle effectif de tierce personne d'un ayant droit à l'allocation ou pension servie à cet effet, n° **341** [13 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 324), tendant à modifier et à compléter les dispositions relatives à l'emploi des enfants dans le spectacle, n° **363** [20 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 473) modifiée par le Sénat, tendant à modifier et à compléter les dispositions relatives à l'emploi des enfants dans le spectacle et à réglementer l'usage des rémunérations perçues par des enfants n'ayant pas dépassé l'âge de la scolarité obligatoire, n° **477** [19 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, n° **846** [16 avril 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 676) tendant à modifier et à compléter les articles 29 et 29a du Livre premier du Code du travail en vue de renforcer la protection des femmes salariées en état de grossesse, n° **1256** [16 décembre 1964].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi (nos 156, 342) tendant à étendre le bénéfice des avantages vieillesse et sociaux aux conjoints, ascendants, descendants ou autres parents remplissant ou ayant rempli le rôle effectif de tierce personne d'un ayant droit à l'allocation ou pension servie à cet effet, et relative à l'admission à l'assurance volontaire (assurances sociales) du conjoint ou du membre de la famille du grand invalide remplissant bénévolement, auprès de ce dernier, le rôle de « tierce personne », n° **1330** [20 avril 1965].

Son deuxième rapport supplémentaire ayant le même objet, n° 1431 [9 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1403), adoptée par le Sénat, tendant à accorder aux Français exerçant ou ayant exercé à l'étranger une activité professionnelle salariée ou non salariée la faculté d'accès au régime de l'assurance volontaire vieillesse, n° 1441 [10 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1694) relatif à la garantie de l'emploi en cas de maternité, n° 1847 [26 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2228), modifié par le Sénat, relatif à la garantie de l'emploi en cas de maternité, n° 2243 [13 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions relatives à l'emploi des enfants dans le spectacle, en qualité de *Rapporteur*: *Réglementation de l'emploi des enfants dans le spectacle; apparition de nouveaux modes d'expression; cas du cinéma et de la télévision; problème de la formation scolaire des enfants du spectacle; nécessité d'ouvrir un centre d'enseignement technique; création du pécule pour les enfants; obligation de la fréquentation scolaire; nécessité d'une autorisation pour l'emploi des enfants de moins de 16 ans; dispositions relatives à l'interdiction de la publicité faite autour des enfants* [25 juin 1963] (p. 3706, 3707); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur*: *Application des dispositions de la loi aux enfants de moins de 16 ans; intervention des règlements d'administration publique* [25 juillet 1963] (p. 4511);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 14, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES: *Problème des veuves de fonctionnaires civils ou militaires, retraitées proportionnelles et ayant contracté mariage avant la mise à la retraite de leur mari* [19 juillet 1963] (p. 4370);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A.: *Avantages accordés à certaines sociétés coopératives; action du F.O.R.M.A. pour la commercialisation des pommes de terre de primeur* [4 novembre 1963] (p. 6308); EDUCATION NATIONALE: *Situation de l'enseignement dans le Finistère; emploi à mi-temps comme professeurs, de femmes mariées possédant les diplômes requis; ouverture plus large aux jeunes filles des portes de l'enseignement technique; réforme des critères retenus pour l'attribution des bourses* [6 novembre 1963] (p. 6567); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES: *Situation des veuves de fonctionnaires mariées moins de deux ans avant la retraite de leur mari; réforme du Code des pensions* [8 novembre 1963] (p. 6904).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat, relative aux allocations logement des exploitants agricoles [10 avril 1964] (p. 718, 719).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE: *Anomalies existant dans les conditions d'attribution des bourses; application de la loi Barangé; élèves des C.E.G.; remplacement dans les écoles primaires des enseignants malades par des suppléants; problème du pourcentage* [29 octobre 1964] (p. 4164);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE: *Démocratisation de l'enseignement; orientation scolaire; cas du collège littéraire universitaire de Brest; création d'une classe de préparation aux écoles d'agriculture; école de médecine de Brest devant être créée; orientation professionnelle; collèges d'enseignement technique; enseignement technique devant être adapté à l'évolution économique* [18 octobre 1965] (p. 3830, 3831);

— du projet de loi relatif à la garantie de l'emploi en cas de maternité, en qualité de *Rapporteur*: *Proposition de loi de Mme Vaillant-Couturier; protection du travail des femmes; situation des femmes enceintes; instabilité du travail des femmes; dénonciation par l'employeur du contrat de travail de la femme enceinte; sanctions; salaire de la femme en congé de maternité; prestations servies aux femmes en congé de maternité* [7 juin 1966]



(p. 1745); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le premier alinéa de l'article 29-I du Livre premier du Code du travail par les mots suivants : « et en tenant compte des dispositions du paragraphe III »* (p. 1747); *cas où le licenciement est autorisé* (p. 1747); *problème consécutif à une faute grave de la femme enceinte* (p. 1747); *ses observations sur l'amendement de M<sup>me</sup> Vaillant-Couturier* (p. 1748); *son amendement tendant, dans le paragraphe IV de l'article premier, à substituer aux mots « 8 jours », les mots « 15 jours »* (p. 1748); *désir de la femme de reprendre ou non son travail* (p. 1748); *conjoncture actuelle de l'emploi des femmes* (p. 1748); Art. 3 : *Problème des pénalités* (p. 1750); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur les modifications faites par le Sénat* [15 décembre 1966] (p. 5581);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Situation des secrétaires de mairie des communes de moins de 2.000 habitants et des communes dont le chiffre de population est compris entre 2.000 et 5.000 habitants ; leurs traitements ; cas des chefs de bureaux de grandes mairies ; désaffectation pour la carrière de secrétaire de mairie ; problèmes des communes rurales ; possibilité de laisser aux communes le versement de la taxe locale, en particulier, dans le cas de travaux d'ordre militaire ou de construction d'une centrale thermique* [24 octobre 1966] (p. 3774); BUDGETS MILITAIRES : *Problème de l'Île Longue ; sous-marins atomiques ; sort de certains agents du Service des poudres ; situation des sous-officiers et officiers marinières ; comparaison de leurs indices avec ceux des fonctionnaires civils ; corps des officiers techniciens ; laboratoires militaires ; création d'un conseil supérieur de la fonction militaire ; situation des retraités* [25 octobre 1966] (p. 3846, 3847); EDUCATION NATIONALE : *Situation des instituteurs ayant enseigné en Algérie ; création d'un C.E.S. dans la presqu'île de Crozon ; ses observations sur les classes de mer et les classes de neige* [3 novembre 1966] (p. 4161).

**POIRIER (M. Jean-Marie)**, Député de Seine-et-Oise, 16<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

Secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale [6 décembre 1962] (p. 1), [2 avril 1964] (p. 597), [5 avril 1965] (p. 570), [2 avril 1966] (p. 516);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632);

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155);

— membre de la Commission consultative du cinéma [15 février 1963] (p. 2206).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1964, Education nationale, première partie, n<sup>o</sup> **600** [28 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n<sup>o</sup> 1087), Education nationale, n<sup>o</sup> **1126** [27 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 997) relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale, n<sup>o</sup> **1171** [17 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 1218), modifié par le Sénat, relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale, n<sup>o</sup> **1242** [10 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'Education nationale, n<sup>o</sup> **1257** [16 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1246), modifié par le Sénat dans sa deuxième lecture, relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale, n° 1266 [17 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 291 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, n° 1358 [7 mai 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Education nationale, première partie, Education nationale, n° 1619 [13 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044); annexe n° 32, Légion d'honneur et Ordre de la Libération, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, en qualité de *Rapporteur pour avis* : Réparation des dommages physiques subis par certaines catégories de personnes en Algérie; maintien d'une législation différente pour l'Algérie de celles intervenues pour le Maroc, la Tunisie et la métropole; création d'une allocation viagère vieillesse pour les rapatriés rattachés à la Caisse nationale des barreaux français; validation de certaines dispositions réglementaires concernant la Caisse autonome de retraite des ingénieurs des mines; octroi d'un crédit supplémentaire pour le compte fonctionnaires de la Caisse nationale de sécurité sociale; crédits concernant le Ministère des Affaires culturelles; restauration de Trianon; soutien à l'industrie cinématographique; développement de l'école nationale de la santé publique de Rennes; création d'écoles d'éducateurs spécialisés pour l'enfance inadaptée; absence de crédits concernant la réforme hospitalière; crédits concernant l'éducation nationale; application du nouveau statut de l'administration universitaire; prise en charge par l'Etat des dépenses de fonctionnement des services académiques départementaux; application de l'accord de coopération entre la France et l'Allemagne; ajustement de crédits pour l'organisation des jeux africains de

*l'amitié; création de postes d'élèves professeurs techniques adjoints des lycées; extension des conseils d'orientation; développement des moyens audio-visuels; expérience menée dans différents centres universitaires; élévation du niveau culturel des recrues militaires; enseignement audio-visuel et les arts et métiers; crédits pour les bibliothèques de l'enseignement supérieur; problème du ramassage scolaire; absence de données précises sur ce sujet; problème des constructions scolaires pour l'enseignement secondaire et l'enseignement primaire; insuffisance des crédits; retard sur l'exécution du Plan; insuffisance des crédits de fonctionnement [19 juillet 1963] (p. 4326 à 4329); Art. 16, Education nationale : Son amendement au nom de la Commission (Réduction de crédits); transfert de crédits des bibliothèques universitaires aux bibliothèques municipales; son caractère regrettable (p. 4779, 4780);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : Difficultés éprouvées par le Ministère de l'Education nationale; priorité de ces questions; accroissement des dépenses d'équipement; modernisation du Ministère de l'Education nationale; nécessité de mettre l'accent sur les fonctions de conception; développement de la mécanisation des services; création du poste de secrétariat général; question de personnel; déblocage des crédits [6 novembre 1963] (p. 6548, 6549);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : Distribution de son rapport; rectifications de chiffres; situation dans les établissements scolaires; effort spécial pour les collèges d'enseignement technique; observations sur la gratuité des fournitures scolaires; problème de la fonction enseignante; opinion publique devant être informée de la réforme de l'enseignement et de son orientation; régime des examens; importance des besoins; problème des C.E.G.; « revalorisation » de la condition enseignante; statuts des collèges d'enseignement général; différences entre C.E.T., C.E.S. et C.E.G.; réforme de l'enseignement supérieur; constructions scolaires; comparaison entre l'évolution du budget des Forces armées et celui de l'Enseignement de 1952 à 1958 et en 1965 [29 octobre 1964] (p. 4108, 4110); son amendement tendant à réduire les crédits du titre IV de 6 millions de francs; gratuité des fournitures

*scolaires aux classes de sixième, aux collèges d'enseignement général; financement des municipalités n'étant que partiel et ne couvrant pas l'ensemble des fournitures scolaires et l'ensemble des enfants; subventions municipales; disparité de traitement [30 octobre 1964] (p. 4308); retrait de son amendement (p. 4308); faire face à l'engagement pris pour les classes de sixième des C.E.G. (p. 4309);*

— du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale, en qualité de *Rapporteur: Attributions du Conseil supérieur de l'éducation nationale comme juridiction et comme organisme consultatif; variation de sa composition; raisons en faveur d'un élargissement de ce Conseil; problème étant celui de l'activité et de l'efficacité réelle du Conseil [18 novembre 1964] (p. 5459 à 5461); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « le secrétaire général du Ministère et le recteur de l'Académie de Paris, vice-présidents », les mots « deux vice-présidents nommés par décret » (p. 5466); création du poste de secrétaire général de l'Éducation nationale répondant à une nécessité; éviter que l'ordre d'énumération puisse être interprété d'une manière trop formelle (p. 5467); son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article premier, après les mots « des membres de droit représentant », à insérer les mots « le Parlement » (p. 5468); après l'Art. 2: Ses observations sur l'amendement de M<sup>lle</sup> Diensch (p. 5468); Art. 3: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 3, après les mots « à l'exception de celles des articles », à insérer les mots « 11 (alinéa 1<sup>er</sup>) » (p. 5469); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale, en qualité de *Rapporteur: Texte proposé par la Commission mixte respectant le principe de la répartition tripartite des membres du Conseil supérieur; adoption par la Commission de ce texte [16 décembre 1964] (p. 6154); en deuxième lecture, du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale, en qualité de Rapporteur: Examen par le Sénat; attitude conciliatrice du Gouvernement [10 décembre 1964] (p. 6057); après l'Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, après l'article premier, à insérer un nouvel article (Consultation du Conseil supérieur de l'éduca-**

*tion nationale) (p. 6058); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, dans le premier alinéa, après les mots « éducation nationale, président », à insérer le mot « et »; en conséquence, après « par décret » au lieu d'un point-virgule, mettre deux-points (p. 6059); son amendement tendant dans le deuxième alinéa (paragraphe 1<sup>er</sup>) de l'article premier, après les mots « de l'éducation nationale », à insérer les mots « dont 10 au moins ont exercé des fonctions d'enseignement... » (p. 6059); son amendement tendant, dans le troisième alinéa (paragraphe II) de l'article premier, à substituer aux mots « des membres de droit », les mots « huit membres de droit au plus » et, en conséquence, après les mots « éducation nationale », à insérer un point-virgule (p. 6059); son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (paragraphe III) de l'article premier, à substituer au chiffre « 35 » le chiffre « 25 » (p. 6059); son amendement tendant à supprimer les sixième et septième alinéas de l'article premier (p. 6059); Art. 3: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 3 à supprimer les mots « 11 (alinéa premier) » (p. 6059); en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur: Adopter le texte en discussion; Sénat ayant maintenu sa propre rédaction [17 décembre 1964] (p. 6211); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Composition du Conseil supérieur de l'éducation nationale (p. 6211, 6212); en quatrième lecture, en qualité de Rapporteur: Sénat ayant confirmé son intransigeance et repoussant le texte de la majorité des membres de la Commission mixte paritaire; définition du Conseil supérieur de l'éducation nationale; modifications réclamées par le Sénat; Sénat désirant augmenter de cinq le nombre des membres élus du corps enseignant; esprit de conciliation [18 décembre 1964] (p. 6266, 6267).**

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale: *Réorganisation générale de l'enseignement étant nécessaire; éducation nationale traversant une période de bouleversements profonds; climat de malaise; crise de l'éducation nationale résultant du conflit entre l'évolution nécessaire et la tradition; démocratisation de l'enseignement; collèges d'enseignement secondaire; rigidité des structures; problème de l'orientation; responsabilité des*

professeurs ; implantation des C.E.S. ; ses questions relatives au deuxième cycle de l'enseignement court ; second cycle long menant au baccalauréat ; problèmes de l'enseignement technique ; spécialisation des élèves des classes de première et terminale de l'enseignement secondaire ; importance de la philosophie ; disparition de la classe de sciences expérimentales ; création d'une section de mathématiques pratiques ; instituts de formation technique supérieure ; effort nouveau et déspecialisation étant indispensables du moins pour la classe de première ; structure d'ensemble du projet étant satisfaisante [19 mai 1965] (p. 1412 à 1415).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative aux ressources des collectivités locales [21 mai 1965] (p. 1483) ; distorsion croissante entre les besoins d'investissements des collectivités locales, leurs dépenses et leurs recettes ; difficultés rencontrées par les communes pour obtenir de la caisse des dépôts les prêts dont elles ont besoin ; réforme nécessaire de la taxe locale ; mesures envisagées par le Gouvernement pour doter les collectivités locales d'une fiscalité moderne et efficace (p. 1489 à 1491).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE, en qualité de Rapporteur pour avis : Hommage rendu aux médecins français qui viennent de recevoir le prix Nobel ; réforme de l'enseignement ; accroissement démographique ; priorités retenues dans le V<sup>e</sup> Plan ; effort de modernisation ; développement du service central de statistiques ; renforcement du personnel d'inspection, du personnel d'administration universitaire et des établissements scolaires et d'orientation professionnelle ; mise en place de commissions médico-pédagogiques de circonscription pour l'enfance inadaptée ; organismes d'information et d'orientation ; ses observations sur le bureau universitaire des statistiques (B.U.S.) ; institut pédagogique national ; enseignement maternel ; taux d'encadrement ; collèges d'enseignement technique ; problème de la modernisation de l'enseignement technique ; collèges d'enseignement général ; situation des agrégés ; décroissance des promotions d'agrégation ; problème indiciaire des agrégés ; enseignement supérieur ; promotions d'I.P.E.S. ; instituts nationaux de sciences appliquées ; réduction des crédits de

thèse ; recherche scientifique ; rythme des créations de postes ; rôle du C.N.R.S. ; information et orientation scolaires [18 octobre 1965] (p. 3792 à 3796) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris : Pouvoirs du district de la région de Paris ; importance du texte en discussion ; élévation du nombre des représentants des départements et des communes au conseil d'administration du district ; élargissement du champ d'action du district ; vocation du district ; autonomie des collectivités territoriales élues ; politique foncière du Gouvernement ; schéma directeur ; cas de la commune de Villiers-sur-Marne ; création d'une université dans la zone industrielle de Bonneuil ; limitation des expropriations [23 juin 1966] (p. 2293 à 2295) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de Rapporteur spécial : Ses observations sur les travaux de regroupement et d'aménagement des maisons d'éducation ; secours versés aux médaillers militaires et aux légionnaires ; effectifs des élèves des maisons d'éducation ; problème du parc de Saint-Denis ; possibilité de réduire de 5 à 4 le nombre des titres de guerre nécessaires aux anciens combattants de la guerre de 1914-1918 pour être nommés chevaliers de la Légion d'honneur ; principe du non-cumul du traitement de la Légion d'honneur avec celui de la Médaille militaire [27 octobre 1966] (p. 3992 à 3994) ; EQUIPEMENT. — IV. — AVIATION CIVILE : Problème du bruit ; exemple des législations anti-bruit en Allemagne, aux Etats-Unis et en Angleterre ; protection des riverains des aéroports ; insonorisation des édifices publics ; indemnisation des riverains ; utilisation des réducteurs de bruit ; limitation de la croissance d'Orly ; urbanisme de la région parisienne ; politique du silence ; ses observations sur le « bang » supersonique des avions militaires [9 novembre 1966] (p. 4474, 4475) ; ses observations sur les paroles de M. Bettencourt (p. 4484) ; son amendement tendant à réduire le montant des autorisations de programme de 741.000 francs (p. 4485) ; problème du bruit (p. 4485, 4486) ; retrait de son amendement (p. 4486) ;

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : Problèmes des sciences humaines ; rôle des comités d'action concertée ; centre de coordination et d'orientation des

*recherches sur le développement économique et social; dispersion des chercheurs et des centres de recherche; insuffisance des qualifications mathématiques et statistiques; rôle du Centre d'organisation des recherches appliquées au développement économique et social; développement des sciences de l'homme* [30 novembre 1966] (p. 5099, 5100).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative aux licenciements de cadres [16 décembre 1966] (p. 5647).

### POMPIDOU (M. Georges).

#### *Premier Ministre*

du 28 novembre 1962 au 8 janvier 1966.  
du 8 janvier 1966 au 1<sup>er</sup> Avril 1966.

Il est mis fin à ses fonctions de Premier Ministre [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Premier Ministre (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11595).

Il est mis fin à ses fonctions de Premier Ministre (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Premier Ministre (3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* 9 janvier 1966, p. 267).

Donne sa démission de Premier Ministre [1<sup>er</sup> avril 1967] (*J. O.* du 1<sup>er</sup> avril 1967, p. 3187).

#### Dépôts :

Rapport sur le programme d'équipement militaire (en application de la loi de programme n° 60-1305 du 8 décembre 1960 relative à certains équipements militaires) [18 décembre 1962] (p. 146).

Projet de loi, avec déclaration d'urgence, relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat à moyen ou long terme, n° 224 [7 mai 1963] (p. 2770).

Projet de loi organique modifiant les articles 3 et 39, alinéa 2, de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, n° 229 [10 mai 1963].

Projet de loi de finances rectificative pour 1963, portant maintien de la stabilité économique et financière, adopté par l'Assemblée Nationale, le 29 mai 1963, et qui a fait l'objet d'un vote de rejet en première lecture par le Sénat au cours de sa séance du 6 juin 1963, n° 306 [7 juin 1963].

Projet de loi de finances rectificative pour 1963, portant maintien de la stabilité économique et financière, adopté en nouvelle lecture par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 18 juin 1963, et qui a fait l'objet d'un vote de rejet en deuxième lecture par le Sénat dans sa séance du 19 juin 1963, n° 359 [19 juin 1963].

Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au bail à ferme dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, n° 431 [9 juillet 1963].

Projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics, n° 433 [10 juillet 1963].

Projet de loi adopté par le Sénat complétant l'article 775 du Code de procédure pénale, n° 583 [17 octobre 1963].

Rapport sur le programme d'équipement militaire (en application de la loi de programme n° 60-1305 du 8 décembre 1960 relative à certains équipements militaires) [17 octobre 1963] (p. 5226).

Rapport d'activité du Centre national d'études spatiales pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 1962 au 1<sup>er</sup> septembre 1963 (en application de l'article 6 de la loi n° 61-1382 du 19 décembre 1961) [25 octobre 1963] (p. 5699).

Projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, n° 943 [3 juin 1964].

Projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées, n° 945 [3 juin 1964].

Projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques, n° 965 [11 juin 1964].

Rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques [19 juin 1964] (p. 2081).

Rapport, sur la mise en œuvre du Plan d'équipement sportif et socio-éducatif (année 1964), en application de l'article 3 de la loi de programme n° 61-806 du 28 juillet 1961 [2 octobre 1964] (p. 2899).

Rapport, sur l'exécution de l'ensemble du programme d'investissements (en applica-

tion de la loi de programme n° 62-901 du 4 août 1962, relative à la création et au développement des établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles, (année 1964) [13 octobre 1964] (p. 3167).

Rapport, sur le programme d'équipement militaire (en application de la loi de programme n° 60-1305 du 8 décembre 1960 relative à certains équipements militaires) [13 octobre 1964] (p. 3168).

Rapport d'activité du Centre national d'études spatiales pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1963 au 1<sup>er</sup> juillet 1964 (fait en application de l'article 6 de la loi n° 61-1382 du 19 décembre 1961) [16 octobre 1964] (p. 3377).

Rapport, [sur l'exécution de ces lois (en application de l'article 9 de la loi n° 63-1333 du 30 décembre 1963 édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs d'officiers par départ volontaire et de l'article 5 de la loi n° 63-1334 du 30 décembre 1963 relative à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Éducation nationale)] [21 octobre 1964] (p. 3543).

Rapport, sur la régionalisation du budget d'équipement pour l'année 1965 et sur la coordination des investissements publics au regard des objectifs de l'aménagement du territoire (en application de l'article 3 de la loi n° 62-900 du 4 août 1962) [30 octobre 1964] (p. 4358).

Projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan, n° 1154 [5 novembre 1964].

Rapport, sur l'exécution du budget annexe des prestations sociales agricoles (exercice 1962) en application de l'article L 1003-7 du Code rural [2 avril 1965] (p. 575).

Rapports, sur la situation de l'agriculture en 1962 et 1963 et leurs annexes (en application de l'article 6 de la loi n° 60-808 d'orientation agricole du 5 août 1960) [2 avril 1965] (p. 575).

Rapport, sur la situation de l'emploi, sur les activités du Fonds national de l'emploi, sur l'orientation générale et les programmes d'investissements de la formation professionnelle des adultes (en application de l'article 4 de la loi n° 63-1240 du 18 décembre 1963 relative au Fonds national de l'emploi) [22 juin 1965] (p. 2355).

Rapport sur l'évolution de l'économie

et des finances publiques (en application de l'article 38, troisième alinéa, de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959, portant loi organique relative aux lois de finances) [26 juin 1965] (p. 2659).

Rapport, sur la situation de l'agriculture en 1964, (en application de l'article 6 de la loi d'orientation agricole, n° 60-808 du 5 août 1960) [2 octobre 1965] (p. 3279).

Rapport, sur l'activité du Centre national d'études spatiales pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1964 au 1<sup>er</sup> juillet 1965 (en application de l'article 6 de la loi n° 61-1382 du 19 décembre 1961) [2 octobre 1965] (p. 3279).

Rapport sur l'activité de la Bourse d'échange de logements (année 1964) (en application de l'article 13 de la loi n° 60-1354 du 11 décembre 1960) [2 octobre 1965] (p. 3279).

Compte-rendu sur le programme d'équipement militaire (en application de l'article 4 de la loi n° 64-1270 du 23 décembre 1964) [2 octobre 1965] (p. 3280).

Rapport d'ensemble sur les divers aspects des problèmes soulevés par l'application de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 (accueil et réinstallation des Français d'outre-mer) (en application de l'article 72 de la loi de finances pour 1965, n° 64-1279 du 23 décembre 1964) [2 octobre 1965] (p. 3280).

Projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social, n° 1617 [11 octobre 1965].

Rapport sur les investissements en matière d'établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (en application de l'article premier de la loi-programme n° 62-901 du 4 août 1962) [14 octobre 1965] (p. 3711).

Rapport sur la réduction des effectifs d'officiers par départ volontaire et sur l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Éducation nationale (en application de l'article 9 de la loi n° 63-1334 du 30 décembre 1963) [14 octobre 1965] (p. 3711).

Lettre apportant des rectifications à la rédaction du Plan de développement économique et social annexé au projet de loi n° 1617, n° 1656 [5 novembre 1965].

Lettre apportant une rectification à la rédaction du Plan de développement économique et social annexé au projet de loi n° 1617, n° 1685 [19 novembre 1965].

Rapport sur les opérations de liquidation de l'ancien office des changes (en application de l'article 19 de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964) [2 avril 1966] (p. 524).

Rapport, fait en application de l'article 38, troisième alinéa, de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques [23 juin 1966] (p. 2302).

Projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, n° 2047 [3 octobre 1966].

Rapport, sur la mise en œuvre du premier plan d'équipement sportif et socio-éducatif et sur la préparation de la mise en œuvre du second plan d'équipement sportif et socio-éducatif (en application des lois-programmes n° 64-806 du 28 juillet 1961 et n° 65-517 du 2 juillet 1965) [3 octobre 1966] (p. 3060).

Rapport de gestion de l'Office national des forêts pour l'année 1966 (application de l'article premier (alinéa 8) de la loi de finances rectificative pour 1964 (n° 64-1278) [3 octobre 1966] (p. 3060).

Rapport sur la situation de l'agriculture en 1965 (en application de l'article 6 de la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960) [3 octobre 1966] (p. 3060).

Compte rendu sur le programme d'équipement militaire (en application de l'article 4 de la loi n° 64-1270 du 23 décembre 1964) [5 octobre 1966] (p. 3154).

Rapport sur la situation de l'emploi, les activités du Fonds national de l'emploi, l'orientation générale et les programmes d'investissements de la formation professionnelle des adultes (en application de l'article 4 de la loi n° 63-1240 du 18 décembre 1963) [13 octobre 1966] (p. 3430).

Rapport sur l'activité du Centre national d'études spatiales, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1965 au 1<sup>er</sup> juillet 1966 (en application de l'article 6 de la loi n° 61-1382 du 19 décembre 1961) [20 octobre 1966] (p. 3669).

### Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Importance de l'année 1962 dans l'histoire de la France (fin du drame algérien, problème de*

*l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, réconciliation franco-allemande, crise de Cuba, conflit sino-indien); nécessité de tirer les conséquences de la fin de la guerre d'Algérie; reconversion de l'armée française; constitution d'une force de frappe; transformation industrielle de la France; place de la France dans l'Europe; amitié franco-allemande, base nécessaire de l'Europe nouvelle; entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; fidélité de la France à l'Alliance atlantique; véritable rôle de l'O.N.U.; aide à apporter au tiers monde; coopération franco-algérienne; intégration nécessaire des rapatriés au sein de la Communauté française; éventualité d'une amnistie; développement économique de la France; caractères généraux du budget de 1963; réforme nécessaire des circuits de distribution; maintien de la stabilité monétaire; hausses de salaires en 1962; nécessité de rechercher des marchés extérieurs; problèmes de l'agriculture française dans le cadre du Marché commun; souci du Gouvernement de déterminer une politique d'aménagement du territoire; décentralisation industrielle, culturelle et universitaire; développement des communications intérieures; aide à apporter aux familles et aux personnes âgées; condition des agriculteurs; amélioration nécessaire des conditions de vie des paysans; élévation du salaire minimum agricole garanti; problèmes que pose la condition ouvrière; relèvement du S.M.I.G.; réduction des écarts de zones de salaires; priorité à donner aux familles modestes en matière de construction; éventuelle modification de la durée du travail; création d'un fonds national de l'emploi; politique de discussion avec les syndicats; association du monde du travail à la conduite de l'activité économique; transformation profonde à opérer dans les rapports entre l'Etat, patronats et les représentants ouvriers; problèmes de l'éducation nationale; souplesse à apporter aux programmes et à l'organisation de l'éducation nationale; nature du régime politique français actuel; rôle déterminant du Président de la République; existence au sein de l'Assemblée d'une majorité unie et cohérente [13 décembre 1962] (p. 41 à 45); intention prêtée au Gouvernement d'imputer les libertés communales; (p. 52); problème du financement des constructions scolaires par les collectivités locales; rôle de la France dans la crise de Cuba; choix à opérer en matière budgétaire; nécessité de maintenir l'expansion*

à un rythme satisfaisant; nécessité de prendre des mesures en faveur des catégories sociales les plus défavorisées; application du plan Laroque; volonté du Gouvernement d'augmenter le rythme des constructions; problèmes soulevés par l'application du Plan; création du statut de la R.T.F. (p. 62 à 64).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 9 : Effort du Gouvernement en faveur des familles; excédent des cotisations par rapport aux prestations en matière d'allocations familiales; absence de cloisons entre les différents régimes de Sécurité sociale; transfert de revenus entre le monde rural et le monde urbain; nécessité d'une réforme d'ensemble à envisager en matière de Sécurité sociale; recherche de la parité des agriculteurs avec les autres catégories sociales; principe de l'annuité du budget social de la nation [18 décembre 1962] (p. 107, 108). Deuxième partie du projet de loi pour 1963, COMMISSARIAT DU PLAN : Compétence de la délégation à l'aménagement du territoire; problèmes de l'industrie de l'armement [25 janvier 1963] (p. 1831);

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : Procédés dilatoires utilisés par les défenseurs de l'attentat du Petit-Clamart; nécessité de voter le présent texte [13 février 1963] (p. 2128, 2129).

Ses observations sur les travaux de la session extraordinaire : Vote des textes concernant la cour de sûreté de l'Etat; ses remerciements à la majorité; préparation par le Gouvernement des travaux de la prochaine session [21 février 1963] (p. 2284).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : Problème du danger inflationniste; détermination de ses causes et de ses effets; situation du commerce extérieur de la France; progression des exportations et des importations; différents éléments constituant les caisses de l'Etat; situation favorable de la trésorerie; évolution des conceptions relatives à la notion de budget; problème de l'impôt; situation des réserves de devises; importance des dépenses productives, en particulier les logements, dans

le IV<sup>e</sup> Plan; problème de la spéculation sur les terrains à construire; construction d'autoroutes; crédits relatifs à l'éducation nationale et la recherche scientifique; nécessité pour la France de maintenir sa politique nucléaire actuelle; conséquences sur le développement scientifique des recherches en ce domaine; modernisation nécessaire de l'armée à la suite de la fin de la guerre d'Algérie; comparaison entre les différents pays occidentaux en ce qui concerne la part des dépenses militaires dans le budget national; situation en matière de prix; production industrielle française; comparaison entre les objectifs et les réalisations du Plan; principes de la politique économique française; maintien de l'expansion dans la stabilité; manque de main-d'œuvre qualifiée; politique des revenus; nécessité de développer les moyens d'information économique; nature des prochains impôts; l'élévation du S.M.I.G. au 1<sup>er</sup> juillet; fixation du prix du lait; sort des personnes âgées; principe des tables rondes réunissant les syndicats et les administrations; position du Gouvernement vis-à-vis des syndicats; signification de la récente grève des mineurs [14 mai 1963] (p. 2888 à 2895).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération franco-allemande : Critiques adressées au présent traité; objection selon laquelle ce traité serait une manifestation de la politique anti-européenne du Gouvernement; caractère ouvert du traité; absence d'éléments pour une réalisation actuelle du principe de la Fédération européenne; difficultés dans le domaine de la C.E.C.A.; problème de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; position prise par la Grande-Bretagne en ce qui concerne sa défense; place de la France dans l'Alliance atlantique; divergences d'intérêts existant entre la France et les Etats-Unis en matière économique et en matière de défense; évolution du rapport des forces à l'échelle mondiale depuis 1950; perte du monopole atomique par les Etats-Unis; développement des pays d'Europe occidentale; progrès militaires réalisés par l'Union soviétique; leçon à tirer de l'affaire de Cuba; engagements pris par l'Allemagne fédérale dans le cadre des accords de Paris en ce qui concerne l'armement atomique; position très nettement proeuropéenne de la France en matière économique; appui donné par la France aux Etats-Unis lors de l'affaire de Cuba; impor-



*tance de la réconciliation franco-allemande* [13 juin 1963] (p. 3347 à 3351); *divergences sur le plan économique entre la France et la Grande-Bretagne en ce qui concerne l'adhésion de celle-ci au Marché commun et les accords de Nassau en matière militaire* (p. 3357); *politique militaire française dans le cadre nouveau qu'implique à l'échelle mondiale l'évolution des rapports de force* (p. 3360); *volonté exprimée par certains de voir l'Assemblée Nationale définir la politique étrangère française* (p. 3363).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Objectifs à atteindre dans le domaine de l'éducation nationale; démocratisation nécessaire de l'enseignement; retard que subissent, du fait de leur domicile, les enfants d'origine rurale; harmonie à établir entre l'enseignement et les besoins de la nation; système de l'orientation instauré en 1959; extension de cette orientation au long du premier cycle; maintien de la tradition française de culture générale; prolongation de la scolarité; qualité des maîtres; système actuel de l'enseignement français; enseignement primaire; premier cycle d'enseignement général et des lycées; classes techniques; second cycle; lycées techniques; classes terminales; enseignement supérieur; répercussions sur l'enseignement supérieur de la poussée démographique de l'après-guerre; augmentation du nombre des maîtres; généralisation des moyens audio-visuels; augmentation des crédits affectés à l'éducation nationale* [20 juin 1963] (p. 3602 à 3604).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : COMMISSION MIXTE PARITAIRE : *Affirmation, dans la Constitution, du principe du droit de grève; caractère limité de la présente réglementation; interdiction des grèves tournantes; notion de préavis; conflits entre la notion de service public et celle de négociation; négociations durant la grève des mineurs; réglementation à Air France et à la S.N.C.F.; notion d'arbitrage dans le cas de service public; sa demande de vote bloqué* [25 juillet 1963] (p. 4537 à 4539);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, COMMISSION MIXTE PARITAIRE, Art. 10 : *Ses observations sur une discussion avec le parti communiste au sujet de la liberté d'information* [26 juillet 1963] (p. 4592);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Coopération, élément essentiel de la politique du Gouvernement; devoir, pour les nations industrialisées du monde libre, d'aider les autres; problème spécifique de la coopération franco-algérienne; bénéfice moral pour la France; préservation des intérêts économiques, linguistiques et militaires de la France en Algérie; coopération technique et culturelle; « aide-liée »; « aide-libre »* [28 octobre 1963] (p. 5747, 5748); *Après la seconde délibération : Ses remerciements à l'Assemblée pour l'effort fourni; conditions de travail de l'Assemblée Nationale; vote tardif du budget de 1963; établissement du plan de stabilisation; travail des rapporteurs; critiques constructives de la majorité; stabilité financière; stabilité politique et grandeur du pays* [9 novembre 1963] (p. 7419).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Importance particulière du débat; aménagement du territoire, élément essentiel de la politique économique et sociale; orientations à fixer; nécessité de modeler une France plus homogène, donner à chaque région les moyens de subsistance* [26 novembre 1963] (p. 7411, 7412); *création d'un ministère; abandon de cette idée; formule de la délégation générale; solution légère et souple, donc plus efficace; rôle du délégué général; action du F.I.A.T.; structures régionales; non-substitution de la région au département; entité économique et non politique; renforcer le rôle du préfet coordinateur; possibilités d'intervention des professionnels et des élus locaux; développement de l'agglomération parisienne; population de la région suburbaine; problème des transports; aménagement du territoire à l'échelon européen; métropoles d'équilibre faisant contre poids à Paris pour servir de centres d'attraction régionaux; complexe lorrain, du Nord, lyonnais, marseillais; modifications des procédures d'aide financière de l'Etat; Régie Renault à Flins et à Billancourt; décentralisation scolaire et universitaire; raisons sociales justifiant le rapprochement de l'enseignement des élèves; création de centres universitaires régionaux; formation professionnelle accélérée; électrification rurale; aspect politique du problème; rôle des élus locaux dans les comités d'expansion; collaboration avec*

le préfet coordinateur ; rôle des parlementaires ; consultation du Parlement ; orientation du V<sup>e</sup> Plan ; vote du budget ; tradition républicaine ; rôle du Parlement et du Gouvernement [27 novembre 1963] (p. 7480 à 7483).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre prononcé par M. Chaban-Delmas à la mémoire de M. Serafini [2 avril 1964] (p. 598).

Répond aux questions orales de M. Mitterrand relatives aux pouvoirs respectifs du Président de la République et du Gouvernement : Délégation conforme à la Constitution grâce à laquelle il a présidé un conseil des Ministres à la place du Président de la République empêché [24 avril 1964] (p. 946) ; décret du 14 janvier 1964 précisant l'organisation des forces aériennes ; nécessité du conseil de défense ; pouvoirs respectifs du Président de la République et du Premier Ministre ; amenuisement de la fonction présidentielle sous la III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> République ; importants pouvoirs conférés au Président de la République par la Constitution ; confirmation des pouvoirs dont dispose le Président de la République par le référendum d'octobre 1962 ; importance du rôle du Premier Ministre ; cohésion indispensable entre le Chef de l'Etat et le Premier Ministre (p. 948 à 951).

Répond aux questions orales, avec débat, de MM. Demalle, Mer, Rémy, Montagne, Montalat, Mitterrand relatives à la politique de coopération avec les pays en voie de développement : Importance capitale de la coopération dans l'évolution du monde ; motifs économiques et culturels de l'aide accordée ; importance du rayonnement culturel de la France ; montant de l'aide publique de la France ; importance de l'effort consenti pour développement de la langue française ; nombre d'enfants « scolarisés en français », en Afrique du Nord et en Afrique Noire ; coopération : suite de la décolonisation, la réduction considérable de nos dépenses militaires, la place de plus en plus importante accordée aux investissements productifs et à la coopération technique ; utilisation des militaires du contingent pour les tâches d'assistance technique ; extension de notre coopération hors des limites de l'ancien empire français ; niveau que l'aide doit atteindre afin de devenir efficace ; avantages et inconvénients de l'aide multilatérale ; lutte d'influence entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. dans les pays du tiers

monde ; aide multilatérale et conclusion d'un accord international sur les matières premières ; la réforme des structures gouvernementales et administratives chargée de s'occuper de l'aide aux pays sous-développés (Secrétariat général à la Communauté, Ministère de la Coopération, Ministre des Affaires étrangères, Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères) ; fossé creusé entre les peuples par la révolution industrielle [10 juin 1964] (p. 1782 à 1787).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : Permettre aux amis des agriculteurs de se compter ; liste des députés étant signataires de la motion de censure et ayant voté la loi d'orientation dont ils réclament l'application ; politique du Gouvernement en matière agricole ayant trois lignes de force : réalisation du Marché commun, réforme des structures, réalisation des marchés agricoles ; problème des débouchés ; intérêts de la France n'allant pas dans le même sens que ceux de ses partenaires du Marché commun, ces derniers étant importateurs ; institution du marché européen unique ; négociations Kennedy ; charges éventuelles pour l'industrie française ; Marché commun agricole étant lié au Marché commun industriel ; nombreux problèmes à résoudre ; transactions nécessaires au prix de transferts sociaux importants ; problème des prix ; difficultés des agriculteurs les plus intéressants, c'est-à-dire les petits exploitants ; augmentation des prix ne devant profiter qu'aux gros agriculteurs ; origine de l'agitation récente ; réorganisation des marchés devant se poursuivre sans attendre le Marché commun européen ; climat de stabilité ; élargir les activités de l'agriculture ; opération de transformation et de distribution alourdissant souvent les prix agricoles ; marché du lait ; mécanisme de la prime de ramassage du lait ; plan de réorganisation du marché laitier ; production de la viande ; mesures concernant les fruits et les légumes, le sucre et le blé ; conduire les agriculteurs à la parité du niveau de vie avec les citadins ; rôle du Ministre de l'Agriculture à Bruxelles ; hommage rendu à son œuvre ; principes ayant guidé les auteurs de la motion de censure ; sauvegarder la dignité du Parlement, députés ne devant pas être les porte-parole des intérêts privés ; pression des organisations professionnelles ; sagesse des agriculteurs ; violence de certains d'entre eux ; motion de censure ne devant traduire qu'une opposition fondamentale et globale ; constitution et politique d'un éventuel Gouvernement de

*rechange* [27 octobre 1964] (p. 3961 à 3964); *interprétation de la Constitution; opposition n'étant d'accord ni sur un programme ni sur des hommes; coalition de fortune* (p. 3964, 3965); *paroles prononcées par M. Pleven; lettre adressée aux Ministres des Finances et de l'Agriculture avant le dépôt de la motion de censure; poursuite de l'œuvre du Gouvernement avec la volonté de ne pas fermer les yeux sur la réalité; développer la justice sociale; souci de l'homme; souci de la prospérité et de l'égalité des Français* (p. 3470).

Répond à la question orale avec débat, de M. Chandernagor relative aux incidences financières du voyage du Chef de l'Etat en Amérique latine : *rapport Jeanneney rédigé à la demande du Gouvernement; coût du voyage en Amérique latine et sa répartition entre trois postes principaux; déplacement du Colbert; l'augmentation de 20 % du budget de la Présidence de la République et de 92 % des dépenses ordinaires des services civils; portée historique du voyage du Président de la République; présence de la France en Amérique latine (Situation de la langue française, coopération de son industrie)* [30 octobre 1964] (p. 4326 à 4328).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Parlement discutant pour la première fois du Plan dans sa phase préparatoire; collaboration fondamentale entre l'exécutif et le législatif; évolution des structures industrielles, commerciales et agricoles; rythme de l'expansion compatible avec la stabilisation; répartir les ressources disponibles: investissements productifs, consommation des ménages, emplois généraux; favoriser les investissements productifs; efforts en matière de logements et d'équipements collectifs; revalorisation du revenu agricole; impulsion donnée à la recherche, au logement, à l'éducation nationale, aux transports et aux télécommunications, à l'équipement sanitaire et social; nécessité de faire des choix; progrès; définir les bases d'une véritable politique des revenus* [24 novembre 1964] (p. 5538 à 5541); *dialogue fécond entre le Gouvernement et le Parlement; fixation du taux; problème des dépenses militaires; leur importance par rapport aux autres pays et aux responsabilités de la France; priorité donnée*

*à l'enseignement; développer l'enseignement technique et la recherche; effort pour le logement; objectif de 470.000 logements par an; progression des revenus agricoles; aménagement des structures; développement de la formation professionnelle; réforme de la T.V.A.; aménagement de l'axe mer du Nord-Méditerranée; développement de la région de l'Ouest; financement du programme de logements; construction de logements sociaux; développement des départements d'outre-mer; nécessité de la prudence* [26 novembre 1964] (p. 5654 à 5657);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Notre pays désirant la paix; nécessité d'assurer sa défense; retentissement dans le monde de l'explosion de la première bombe chinoise; France devant avoir une force nationale qui puisse garantir l'Europe; système du double veto; création d'une force nucléaire européenne; force nucléaire française étant nationale et européenne; Alliance atlantique* [2 décembre 1964] (p. 5779 à 5781); *son opposition à la motion de renvoi; armes thermo-nucléaires étant nécessaires; détermination des Américains de défendre l'Europe; politique étrangère; nécessité de la loi de programme* (p. 5799, 5800); Art. 1<sup>er</sup> : *[Application de l'article 52 de la Constitution réservant au Président de la République et au Gouvernement l'initiative en matière de négociations internationales; proposition de résolution; application de l'article 95 du Règlement* (p. 5803, 5804).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de MM. Le Gallo et Guillon prononcé par le Président de l'Assemblée Nationale [2 avril 1965] (p. 571).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Situation avant 1958; résultats satisfaisants atteints en 1964; collèges techniques; mesures prises pour développer le recrutement des maîtres; caractère nécessaire de la réforme de l'enseignement; capacité d'accueil de nos universités; réforme amorcée en 1958 et parachevée en 1963 concernant le premier cycle de l'enseignement secondaire; volonté de démocratiser l'enseignement; crédits destinés aux bourses d'enseignement représentant plus de trois fois le montant de 1958 et deux fois et demie en francs constants; inadaptation de l'enseignement du second degré au*

*monde moderne; évolution nécessaire de l'enseignement du secondaire; évolution du baccalauréat; problème de la propédeutique; possibilité d'une orientation souple; maintien du premier cycle secondaire; réorganisation du baccalauréat; rétablissement de la session d'octobre; importance des sciences dans les sections; problèmes du technique; enseignement supérieur; ses observations sur la maîtrise, l'agrégation et le doctorat; recrutement des maîtres de l'enseignement supérieur; réforme éventuelle du doctorat; cohérence des solutions; éviter l'immobilisme en matière de culture [19 mai 1965] (p. 1418 à 1421).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Raisons du dépôt du projet de loi; procédures employées; collaboration avec la Commission de la défense nationale; gravité et caractère fondamental de la question; texte élaboré représentant un équilibre qui doit être souple; conciliation de la conception du service militaire long et de la conception du service militaire court; problème des dispenses; critères de caractère familial; critères sociaux; durée du service; durée minimale de quinze mois étant nécessaire pour permettre de former des soldats; question de l'armée de métier; son opposition au renvoi en commission [26 mai 1965] (p. 1572 à 1574); Art. 6 : Conseil de révision ayant le pouvoir de décider (p. 1582); Art. 15 : Détermination de la qualité de soutien de famille (p. 1585, 1586).*

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une Commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes : *Ses observations sur les paroles de M. Mitterrand; ses observations sur l'idée d'une colonisation de la France par les capitaux américains [17 juin 1965] (p. 2207); unification de l'Europe; conditions d'une fédération; intérêts essentiels de la France; intégration politique; rôle d'une Europe unie; ses observations sur l'O.T.A.N.; attitude de la France à l'égard de Saint-Domingue et du Viet-nam; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; nécessité de la paix; relations avec les pays de l'Est; citation d'une phrase d'Aristide Briand (p. 2211, 2212).*

Répond aux questions orales, avec débat, de MM. Nungesser, R. Barbet et Feix

relatives à l'aménagement de la région parisienne : *choix du Gouvernement entre les diverses solutions concevables; ampleur des problèmes; données démographiques; la prévision d'une population de 14 millions d'habitants dans la région parisienne au début du siècle prochain; nécessité de freiner la concentration parisienne; perspectives envisagées pour les grandes métropoles régionales et les villes de moyenne importance; nécessité de dresser pour les grandes villes des schémas directeurs analogues à celui mis au point pour Paris; rénovation des structures anciennes de Paris et de sa banlieue; création de nouvelles structures d'accueil sous forme d'ensembles urbains répartis selon des axes naturels; création d'emplois sur place afin d'éviter la création de cités-dortoirs; taxes supportées par les industriels de la région parisienne; volonté du Gouvernement de contrôler l'évolution [18 juin 1965] (p. 2249 à 2252).*

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de Raphaël Touret prononcé par M. Chaban-Delmas [22 juin 1965] (p. 2346).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre d'André Lathière prononcé par M. Chaban-Delmas [7 octobre 1965] (p. 3356).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Intérêts des rapatriés; intérêts des porteurs d'actions; situation de l'Algérie et de la France; accords d'Evian; présence de la langue et de la culture française en Algérie; nombre d'assistants techniques en Algérie; relations aériennes entre la France et l'Algérie; possibilité de continuer à utiliser les sites du Sahara pour les expériences; population de l'Algérie; approvisionnement en pétrole; cas des rapatriés d'Algérie [14 octobre 1965] (p. 3674, 3675); ÉDUCATION NATIONALE : Effort budgétaire de la nation en matière d'éducation nationale; importance des besoins; nécessité des choix; crédits de la recherche scientifique; multiplication des chercheurs; problème des investissements; choix entre différentes sortes*

*d'enseignement; effort en matière d'enseignement technique; enseignement supérieur; création de maîtres; possibilité d'arriver à un enseignement diversifié; démocratisation de l'enseignement; collèges d'enseignement secondaire; adaptation de l'enseignement à la vie moderne; instituts universitaires de technologie; épanouissement de la jeunesse [19 octobre 1965] (p. 3844 à 3846); BUDGETS MILITAIRES: Ses observations sur les paroles de M. Jules Moch; coopération de la France avec les pays sous développés; coopération avec l'Algérie [21 octobre 1965] (p. 3946);*

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social; *Economie française au lendemain de la guerre; avenir du pays dépendant du progrès technique et de l'organisation industrielle; importance du secteur nationalisé; rénovation des structures financières et techniques de notre industrie; structures de notre agriculture; importance des choix; rôle du Plan; information économique; élaboration du Plan; son élaboration dans le cadre d'une politique d'ensemble; ses observations sur le dispositif des éducateurs d'alerte; plan étant envisagé dans le contexte de la compétition internationale; taux d'expansion; diminution de la consommation par suite des investissements; problème du logement; prestations sociales; répartition prévue entre les investissements collectifs; durée du travail; question du Marché commun; libéralisation des échanges; politique d'orientation de notre agriculture; adaptation de l'agriculture au marché international [3 novembre 1965] (p. 4382 à 4386); pression fiscale globale dans les différents pays; ses observations sur les paroles de M. Montalat [4 novembre 1965] (p. 4457); ses observations sur les paroles de M. Maurice Faure; V<sup>e</sup> République étant le régime de l'unité nationale et de l'intérêt national; impôts payés par les habitants de Cahors et de Cajarc [4 novembre 1965] (p. 4462); ses observations sur les paroles de M. Ihuel; établissement, dans le Plan, de tranches régionales correspondant à l'établissement de lois de programme [5 novembre 1965] (p. 4537); problèmes liés à la concentration urbaine et aux perspectives d'augmentation de cette population; cas de la région parisienne; villes nouvelles; métropole de Nantes-Saint-Nazaire; capitales régionales; décentralisation universitaire; structures industrielles; nécessité d'effectuer des investissements; dimension finan-*

*cière des entreprises; moyens fiscaux et juridiques dont dispose l'Etat; politique de la recherche; décentralisation industrielle; agriculture; Marché commun; niveau des exportations; aspects régionaux du Plan; cas de l'Ouest; problème de la pêche; cas de la région de l'Est; axe mer du Nord-Méditerranée; problème du Rhône; cas de l'Alsace; canalisation de la Moselle jusqu'à Neuves-Maisons; cas des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer; déperéquatation des tarifs de la S.N.C.F.; réorganisation de l'armée; concentration des entreprises pétrolières nationales; Fonds national de l'emploi [5 novembre 1965] (p. 4551 à 4555); Article unique: Ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy; impossibilité de modifier par voie d'amendement le Plan (p. 4562); Article additionnel: Irrecevabilité de l'amendement de M. Becker (p. 4562); ses observations sur les paroles de M. Defferre (p. 4564); ses observations sur les explications de vote des différents orateurs; situation des entreprises nationales, notamment de la S.N.C.F.; absence de contre-plan de l'opposition (p. 4566).*

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement: *Remaniement ministériel; problème de la convocation du Parlement en session extraordinaire; suppression du débat d'investiture par la Constitution de 1958; Gouvernement procédant du chef de l'Etat; rôle de l'Assemblée Nationale; motion de censure; élection présidentielle; attributions du chef de l'Etat; moyenne d'âge du Gouvernement; réforme des structures gouvernementales; suppression du secrétariat d'Etat aux Affaires algériennes; création d'un Ministère de l'Équipement et d'un Ministère des Affaires sociales; retour de M. Michel Debré au Gouvernement; départ de M. Giscard d'Estaing; politique financière et économique; indépendance nationale dans un monde en concurrence pacifique; justice sociale dans une France libre et prospère; maintien d'une monnaie forte et stable; rénovation de notre appareil de production; reconversion et modernisation des secteurs industriels; effort de travail; projet de loi ramenant le maximum autorisé de durée de travail hebdomadaire au niveau prévu par le V<sup>e</sup> Plan; augmentation volontaire du S.M.I.G.; écart des zones en matière de salaires et d'allocations familiales; augmentation des allocations vieillesse; majoration des allocations familiales; politique d'amé-*

nagement du territoire; évolution technique en matière d'énergie; revalorisation du revenu agricole; politique des revenus; centre d'études des revenus et des coûts de production présidé par M. Bacon; amendement de M. Louis Vallon; autofinancement des entreprises; participation des travailleurs aux profits non distribués; projet d'amnistie; réconciliation allemande; relations de la France avec l'Europe de l'Est; amitié avec les Etats-Unis d'Amérique; accord de Luxembourg ayant mis fin à la crise ouverte le 30 juin à Bruxelles; négociation dite « Kennedy »; instauration du Marché commun agricole; acceptation, par le Président de la République de l'invitation que lui a adressée le Gouvernement de l'Union soviétique; décision prise par la France de se retirer de l'O.T.A.N.; modalités d'application; évolution de la situation internationale depuis cinquante ans; rapport des forces entre la Russie et les Etats-Unis; stratégie dite « flexible »; forces conventionnelles de l'alliance; possibilité pour la France d'être entraînée dans une guerre; relations de la France avec la République fédérale d'Allemagne; traité de janvier 1963; défense nationale ayant pour but de rendre la guerre impossible [13 avril 1966] (p. 620 à 624); ses observations sur les paroles de M. Abelin (p. 629); ses observations sur les paroles de M. Pleven [14 avril 1966] (p. 684 et 687); ses observations sur les paroles de M. Gosnat (p. 698); motion de censure; texte d'application du Code des pensions; situation des officiers marinières; problème des logements sociaux; emploi dans différentes régions; problème économique de la Lorraine; expansion dans les régions insuffisamment développées; problème des bases américaines; crise des mines de fer et du minerai de fer lorrain; évolution de notre sidérurgie; rôle des industries de transformation; emprunt d'un million de francs; aménagement du territoire; situation des chantiers navals; cas des chantiers de La Seyne et de Port-de-Bouc (p. 704, 705).

Prend part à la discussion sur la motion de censure: Critiques formelles adressées au Gouvernement; question de savoir pourquoi le Gouvernement n'engageait pas sa responsabilité; lettre et esprit de la Constitution; historique des différentes présentations du Gouvernement devant le Parlement; retrait de nos forces de l'O.T.A.N.; conseil de défense réuni à l'Élysée [20 avril 1966] (p. 808); décision prise ayant été approuvée par le Conseil des ministres; protocole du

28 août 1952 concernant le statut des quartiers généraux; situation au Viet-nam; nécessité d'être un allié valable et indépendant; désir du Gouvernement de voir commencer les conversations sur l'avenir de l'alliance quand tout serait réglé avec ses partenaires; alliance ne jouant pas seulement qu'à notre profit; crises de Berlin, de Corée, de Cuba, du Viet-Nam; appel adressé par M. Paul Reynaud en 1940 au président Roosevelt; voyage du Président de la République à Moscou; général de Gaulle étant peut-être un partenaire difficile, mais un allié loyal; aspect militaire du problème; thèse de M. Pleven selon laquelle les accords de l'O.T.A.N. n'aliénaient pas la souveraineté de la France; problème des vols vers le Congo; question de savoir si le commandement suprême reçoit ses ordres du conseil de l'Atlantique Nord; problème de la standardisation des armes; « concept stratégique »; position de M. Mac Namara; système d'alerte O.T.A.N.; ne pas confondre l'alliance et l'organisation; existence d'un système d'alerte proprement américain situé pour l'essentiel hors d'Europe; France devant rester dans l'alliance; stratégie de dissuasion américaine reposant sur la « contre-frappe »; utilité de notre force de frappe actuelle; guerre nucléaire (p. 808 à 811); forces du pacte de Varsovie; situation géographique de l'Amérique; ses conséquences pour sa doctrine stratégique; troisième guerre en Europe devant être nucléaire; armement nucléaire n'étant pas fait pour gagner la guerre, mais pour l'empêcher; Etats-Unis ayant maintenu 95 % de l'effort nucléaire en dehors de l'O.T.A.N. affaire de Cuba; possibilité pour l'Europe d'être une cible pour les bombes atomiques; problème de l'alternance des commandements, tantôt américain, tantôt européen; conséquences d'une organisation intégrée atlantique; Etats-Unis gardant, hors de l'O.T.A.N., l'essentiel de leurs forces de défense et le contrôle de la totalité de leurs forces atomiques; éviter de mettre notre force de dissuasion à la discrétion des Etats-Unis; discussion du concept stratégique de l'O.T.A.N.; impossibilité d'une politique de rechange; obligations de l'alliance; reconversion de nos entreprises; situation de la Lorraine; augmentation du S.M.I.G.; mouvements sociaux; procédure dite « Toutée »; évolution du coût de la vie en 1965; caractère des grèves; importance de l'alliance (p. 811 à 814).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'enlèvement d'une personnalité

politique étrangère : *Organisation du S.D.E.C.E.; rôle des agents du S.D.E.C.E. dans l'affaire Ben Barka* [6 mai 1966] (p. 1141, 1142).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis : *Voyage du Président de la République à Djibouti; consultation de la population de la Côte française des Somalis sur sa volonté de rester dans l'ensemble français; modalités de la consultation; sa justification au regard de l'esprit de la Constitution; question de savoir si le projet de statut aurait dû être annexé au projet de loi en discussion; problème de la délégation de pouvoir; ses observations sur le statut renouvelé; responsabilité de la France; composition de la population de la Côte française des Somalis; durée du séjour dans le territoire pour pouvoir participer à la consultation* [2 décembre 1966] (p. 5223 à 5225);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Ses observations sur les paroles de M. Abelin* [7 décembre 1966] (p. 5315); *ses observations sur les paroles de M. Mitterrand* (p. 5319); *utilisation des moyens offerts par la télévision et la radiodiffusion lors des élections législatives; conditions du maintien des candidats au second tour; ses observations sur le système de la représentation proportionnelle; fonctionnement de nos institutions; nécessité d'éviter les candidats de diversion; propagande audiovisuelle; ses apparitions à la télévision; ses interventions dans le cadre du temps réservé à la majorité; notion d'opposition; question du contrat de législature; attributions du conseil constitutionnel* (p. 5324 à 5324).

**PONCELET (M. Christian)**, Député des Vosges, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R., U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964]

(p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricoat et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [20 février 1963] (p. 2275).

### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Industrie, n° 57 [27 décembre 1962].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Industrie, n° 586 [18 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 801) ratifiant le décret n° 64-71 du 27 janvier 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicable à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui a institué des droits de douane différentiels sur certaines importations de ces produits, n° 858 [29 avril 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 807) ratifiant le décret n° 64-129 du 12 février 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicable à diverses fontes relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, n° 859 [29 avril 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 818) ratifiant le décret n° 64-294 du 4 avril 1964, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicable à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, n° 860 [29 avril 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet

de loi (n° 945) relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées, n° 963 [11 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1031), modifié par le Sénat, relatif à la création d'offices du tourisme dans les stations classées, n° 1040 [29 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Industrie, n° 1108 [14 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1964 (n° 1190), Industrie, n° 1205 [2 décembre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), X. Industrie, n° 1594 [5 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), XIV. Industrie, n° 2053 [4 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur pour avis*: Augmentation de ce budget, en particulier en ce qui concerne les interventions et les subventions; problème d'une baisse du prix de l'essence; prêts accordés aux Charbonnages de France, à l'Electricité de France et au Gaz de France; nécessité d'un véritable débat sur les problèmes des Houillères de France; article 67 de la loi de finances de 1962; augmentation éventuelle des tarifs d'électricité de France; situation en ce qui concerne le transport du gaz naturel provenant de Hassi R'Mel-France; subvention accordée à l'Institut national de la recherche chimique appliquée; encouragement à l'artisanat et à la réorganisation de ce secteur; encouragement aux recherches textiles; problème des achats de brevets à l'étranger; questions relatives à la reconversion et à la décentralisation [9 janvier 1963] (p. 411, 412);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement (*Cas des entreprises dont une petite partie du personnel serait consacrée à la*

*gestion d'un service public*) [17 juillet 1963] (p. 4242, 4243); Art. 4: Son amendement (*Révocation et rétrogradation dans le cadre de la procédure disciplinaire normale*) (p. 4246);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964: *Insuffisance des effectifs; problème des préposés ruraux; techniciens des télécommunications* [23 octobre 1963] (p. 5441, 5442); INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Moyens dont dispose le service des poids et mesures; problèmes se posant aux charbonnages; approvisionnement de la France en gaz et en pétrole; avenir des mines de fer de Lorraine; protection douanière de l'industrie française; politique d'aménagement du territoire* [30 octobre 1963] (p. 5962, 5963, 5964); EDUCATION NATIONALE: *Développement des constructions scolaires; lancement d'un grand emprunt; assouplissement de la gestion des crédits* [6 novembre 1963] (p. 6602, 6603);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 64-71 du 27 janvier 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui a institué des droits de douane différentiels sur certaines importations de ces produits, en qualité de *Rapporteur*: *Protection insuffisante des sidérurgies de la C.E.C.A.; droits d'entrée sur les produits sidérurgiques étant harmonisés sur le tarif le plus bas, en l'occurrence celui du Benelux; concurrence désordonnée; aligner les tarifs à l'égard des pays tiers sur le taux italien le plus élevé de la communauté; négociation de Genève portant sur les produits sidérurgiques, exemple des Britanniques; soutien effectif devant être apporté à la sidérurgie* [19 mai 1964] (p. 1250, 1251);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 64-129 du 12 février 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à diverses fontes relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, en qualité de *Rapporteur*: *Hausse de 1 % du droit de douane sur les fontes de moulage réalisée par la haute autorité de la C.E.C.A.; production stationnaire des fontes de moulage dans la Communauté; situation des entreprises françaises; stabilité compromise de l'emploi; droits de douane fixes de dix dollars la tonne; droits ad valorem* [19 mai 1964] (p. 1252, 1253);



— du projet de loi ratifiant le décret n° 64-294 du 4 avril 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, en qualité de *Rapporteur*: *Nécessité d'importer, en quantité toujours plus croissante, ces produits; cas de la fonte hématite et des ébauches en rouleaux pour tôles; ne pas aggraver les droits sur ces produits pour ne pas pénaliser les utilisateurs français; réduction des coûts des produits finis; ne pas envisager une réduction des droits sur les fontes, sauf en faveur des faibles contingents de fontes spéciales* [19 mai 1964] (p. 1253);

— du projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées, en qualité de *Rapporteur*: *Création facultative d'offices du tourisme dans les communes préalablement érigées en « stations classées »; syndicat d'initiative placé sous l'autorité de l'office créé; offices départementaux ou régionaux de tourisme; gestion de ces offices de tourisme; stations classées s'étendant sur plusieurs communes; composition du comité de direction; imprécision du texte* [17 juin 1964] (p. 1998, 1999); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à substituer aux mots « à la demande du ou des conseils municipaux intéressés », les mots « à la demande du conseil municipal intéressé »* (p. 2002); *stations classées s'étendant sur les territoires de plusieurs communes* (p. 2002); *offices créés à la demande du conseil municipal* (p. 2003); Art. 2: *Consultation de l'office sur les projets d'équipements collectifs d'intérêt touristique* (p. 2003); Art. 4: *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase de l'article 4, après les mots « les conseillers municipaux », à insérer les mots « désignés par le conseil municipal »; composition du comité de direction* (p. 2004); *ses observations sur l'amendement de M. Palmero* (p. 2005); Art. 5: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article: « Il est nommé par le préfet sur proposition du maire après avis conforme du comité de direction »* (p. 2005); *ne pas laisser entièrement au Gouvernement le soin de nommer le directeur* (p. 2006); Art. 8: *Son amendement tendant à modifier le début de la deuxième phrase de cet article: « Adaptation de cette loi aux stations dont le ressort s'étend sur plusieurs communes ou fractions de commune; consultation préalable des conseils municipaux intéressés* (p. 2009);

en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur*: *Attributions de l'office de tourisme; possibilités pour l'office de déléguer aux organisations en place les problèmes de l'accueil et de l'information; représentants des professions ou associations intéressées au tourisme pouvant être nommés membres du comité de direction sur proposition des associations ou organisations professionnelles « locales » intéressées; problème des ressources de l'office de tourisme; organisation de fêtes et de manifestations artistiques; possibilités offertes au conseil municipal de disposer de la totalité des ressources; produit de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux* [29 juin 1964] (p. 2316, 2317); Art. 6: *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots « une fraction égale à tout ou partie du produit... », les mots « une fraction au plus égale à 50 % du produit... »* (p. 2318).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles: *grève du lait; nécessité de faire aboutir la politique commune de l'Europe des Six; proposition de M. Godefroy tendant à fixer le prix du lait en fonction de sa qualité biologique* [9 octobre 1964] (p. 3121, 3122).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *« Points noirs » de notre industrie; légère augmentation des autorisations de programme; faible niveau des carnets de commandes dans les industries d'équipement; retard en matière d'investissements; faible taux des investissements; fiscalité devant être un moyen efficace pour orienter les investissements et encourager l'autofinancement des entreprises; retard dans la sidérurgie; industrie automobile; évolution de la balance commerciale étant préoccupante; effort accompli pour redresser la situation; conditions d'aide à l'exportation; problème des pays du tiers monde; situation du marché pétrolier; commercialisation du gaz; situation des charbonnages; besoins de la France dans le domaine de l'électricité; investissements hydroélectriques; rôle du F.D.E.S.; délai de la commercialisation de l'énergie nucléaire; problèmes de l'artisanat; promotion sociale dans l'artisanat; son insuffisance* [30 octobre 1964] (p. 4314 à 4316); CONSTRUCTION: *Difficultés de ceux qui veulent accéder à la*

propriété; situation dans les départements des Vosges et de la Meuse; répartition des logements locatifs; pourcentage de leur population respective; nombre de logements terminés; programme départemental annuel des Vosges [4 novembre 1964] (p. 4550, 4551); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Crédits affectés à la vulgarisation, à la détaxation du matériel aux équipements collectifs restant encore insuffisants; problème de la sylviculture; situation du département des Vosges [5 novembre 1964] (p. 4720, 4721);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, en qualité de Rapporteur pour avis, Art. 14 : Modalités d'encaissement des factures présentées aux abonnés de l'électricité et du gaz de France; souci d'économie inspirant le Gouvernement; dépenses occasionnées par l'actuel système de perception des quittances; système proposé [8 décembre 1964] (p. 5893); son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 5893); Art. 1<sup>er</sup> : Son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon (Composition du conseil d'administration de l'office national des forêts) [9 décembre 1964] (p. 6004); office devant être créé dans la plus totale clarté; répartition équitable des parties intéressées à la gestion du patrimoine forestier dans la composition du conseil d'administration de l'office (p. 6005);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « La taxe d'encouragement à la production textile inscrite à l'article 292 quinquies du Code général des impôts sera supprimée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966. Le taux normal sera relevé à due concurrence de la perte de recettes provoquée par cette suppression » [24 juin 1965] (p. 2453); taxe d'encouragement à la production textile; amélioration des structures de l'industrie textile (p. 2453); Art. 40 : Son amendement tendant : I. Au début du deuxième alinéa a) du paragraphe 3 de cet article à substituer aux mots « revenu brut annuel », les mots « revenu net annuel »; II. En conséquence, à la fin de cet alinéa, substituer aux mots « revenu brut », les mots « revenu net » [25 juin 1965] (p. 2549); ressources des communes forestières; revenus tirés des coupes extraordinaires forestières (p. 2549); problème de la gestion des communes forestières (p. 2550); son amendement tendant après le paragraphe 5

de cet article à insérer le nouveau paragraphe suivant : « En aucun cas une commune ne pourra recevoir une attribution inférieure à celle définie à l'alinéa 2 (a) corrigée chaque année dans la même proportion que la variation du produit de la part locale de la taxe sur les salaires, l'année 1966 servant de référence » (p. 2551); situation des petites communes; patrimoine forestier (p. 2551); retrait de son amendement (p. 2552);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 14 : Taxe d'encouragement à la production textile; taxe parafiscale affectée à la recherche textile [8 octobre 1965] (p. 3421); son amendement tendant à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant : « II. — Il est créé une taxe parafiscale; assise sur le chiffre d'affaires des entreprises industrielles du textile. Le taux en sera fixé par décret, dans la limite de 0,12 % du chiffre d'affaires des assujettis. Cette taxe cessera d'être perçue le 31 décembre 1970 » (p. 3422); restructuration de l'industrie textile (p. 3422, 3423); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : Cas des télécommunications; plan de modernisation et d'équipement; hausse moyenne du trafic; difficultés rencontrées dans la gestion des postes et télécommunications; avantages limités du personnel; attribution d'une prime de rendement; organisation actuelle des services; absence d'une vue à long terme; système Cross-bar; problème de l'automatique; domaine des transmissions; mise en place d'une infrastructure de câbles coaxiaux et de faisceaux hertziens; valeur des techniciens; inadaptation des structures fonctionnelles; sommes versées au Trésor par les chèques postaux; effort des collectivités locales; conseil général des Vosges [12 octobre 1965] (p. 3555, 3556); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement des questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : Société de textiles étant actuellement montée en Algérie [14 octobre 1965] (p. 3679); exportation en France de vins algériens et importation en Algérie de tissus de coton (p. 3679); CONSTRUCTION : Formalités administratives; prix-plafonds; coordination des exigences; intervention du Crédit

foncier en faveur des collectivités locales; accroître la productivité technique et le rendement financier; aide du Crédit foncier aux communes; aménagement des terrains; répartition des crédits; constructions scolaires [22 octobre 1965] (p. 4030, 4031); INDUSTRIE, en qualité de Rapporteur pour avis: Montant des crédits du Ministère de l'Industrie; alignement du prix des pâtes françaises sur celui des pâtes importées pour la fabrication du papier de journal; subventions aux recherches techniques; modernisation des houillères nationales; rôle du F.D.E.S.; amélioration du climat économique; industrie textile; situation pour le peignage de laine et la bonneterie; accélération des commandes administratives et militaires; contingents d'importation d'articles textiles; invitation aux banques d'accorder plus libéralement des crédits aux entreprises textiles; expiration prochaine de l'accord de Genève sur les textiles de coton; industrie automobile; resserrement du crédit à la consommation; résultats de nos exportations de véhicules utilitaires vers les pays étrangers; situation des industries mécaniques; industrie des matériaux de voirie; matériaux d'origine portugaise, notamment de bordures de granit; rythme des investissements; nécessité de constituer quelques firmes dominantes de dimension internationale; concentration technique et financière de l'industrie française; effort sur le plan de la productivité; atténuation de l'impôt sur les sociétés; réformes structurelles; crainte d'une reprise de l'inflation; investissements étrangers; investissements américains en France; équilibre de notre balance des échanges extérieurs; diversification de notre approvisionnement en pétrole; reconversions dans les bassins ferrifères et houillers et dans les régions textiles; problème du statut de l'artisanat; réforme des services du Ministère de l'Industrie [26 octobre 1965] (p. 4148 à 4150);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: Problèmes de la décentralisation; croissance de la région parisienne; modification des structures urbaines de la France; conséquences de la concentration technique; ses observations sur la métropole Metz-Nancy-Thionville et sur le triangle Lille-Genève-Strasbourg; cas de la région des Vosges; réseau de télécommunications; réseau routier; amélioration de l'axe Benelux-Bâle [3 novembre 1965] (p. 4404 à 4406).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales: Débudgétisation de certains investissements de l'Etat; objectifs fixés par le V<sup>e</sup> Plan; problèmes d'équipement; explosion démographique; évolution des techniques; mutations des populations; aménagement des zones d'accueil; adduction d'eau potable; électrification; emprunts des collectivités locales; cas des communes forestières; cahier des charges des adjudications des coupes de bois; subventions de l'Etat; équipements scolaires; distinction entre les équipements locaux selon leur rentabilité; problèmes de la voirie; garantie de prêts aux collectivités; autofinancement [17 mai 1966] (p. 1329 à 1331).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967: ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: Situation des anciens militaires ayant servi en Afrique du Nord de 1952 à 1962; situation des prisonniers de guerre qui ne furent pas rendus par les autorités algériennes à la fin du conflit; revendications des anciens combattants d'Afrique du Nord [10 octobre 1966] (p. 3493); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS: Attribution de la prime de rendement aux agents des petites catégories; équipement téléphonique; programme d'investissement; autofinancement; sommes mises à la disposition du Trésor par les chèques postaux; situation du personnel; cas des contrôleurs des installations électromécaniques; formation professionnelle; caractère du service des P.T.T. [19 octobre 1966] (p. 3567, 3568); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A.: Exode des populations des montagnes; économie montagnarde; détermination des zones déshéritées; ses observations sur le plan de ruralisme; indemnité viagère de départ; réglementation sur les boisements abusifs; possibilité de doter les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural d'un fonds spécial leur permettant de faire des réserves de terre; prix-fermages du lait [27 octobre 1966] (p. 3949, 3950); SERVICES DU PREMIER MINISTRE: INFORMATION, OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE: Télévision en couleurs; procédé S.E.C.A.M.; ses observations sur la redevance; direction régionale de Nancy; possibilité d'assouplir les règles de participation financière des villes et des communes de moins de 10.000 habitants; création d'un régime spécial de perception des redevances pour les hospices et les foyers de personnes âgées [28 octobre 1966] (p. 4045,

4046); INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Accident de Feyzin; problème de la compétitivité de l'industrie française; dégradation de la situation relative des industries de la mécanique et de la transformation des métaux; promotion de l'esprit exportateur; industrie textile; industrie de la construction électrique et électronique; insuffisance du marché intérieur; industrie chimique; importance de la recherche dans la compétition internationale; centre d'études techniques des industries mécaniques; Fonds national de la recherche; « plan-calcul »; entreprise de recherches et d'activités pétrolières; rôle de la S.O.F.R.E.P.; inquiétudes dans les régions de mono-industrie; industries de sidérurgie; difficultés économiques de Béziers en raison de la fermeture des anciennes usines Fougà; création d'une banque de participation industrielle; cas des forges d'Hennebont; problèmes de reconversion; primes de développement et d'adaptation industrielle; industrie textile*

[7 novembre 1966] (p. 4295 à 4297); EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT: *Constructions en milieu rural ou semi-rural; participation des employeurs à l'effort de construction réalisé par les offices d'H.L.M.; accession à la propriété; rôle des sociétés de crédit immobilier et des sociétés coopératives; réalisation de travaux d'infrastructure nécessaires à la viabilisation des terrains* [9 novembre 1966] (p. 4440, 4441).

**PONSEILLÉ (M. Etienne)**, *Député de l'Hérault, 1<sup>re</sup> circonscription (R. D.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 813) autorisant l'approbation de l'accord et des deux protocoles portant création du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes, signés le 21 mai 1962 par les représentants des gouvernements de l'Espagne, de la République française, du Royaume de Grèce, de la République italienne, de la République portugaise, de la République de Turquie, et de la République populaire fédérative de Yougoslavie, n° 1014 [24 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter les articles 528 et 529 du Code de l'administration communale, n° 1101 [6 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier le décret n° 63-1001 du 4 octobre 1963 relatif au régime des vins importés, n° 1560 [30 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à réglementer la commercialisation des vins importés, n° 2007 [29 juin 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Textes concernant l'organisation de la campagne viticole 1962-1963; maintien des importations de vins étrangers; conditions de stockage des vins du hors-quantum; insuffisance des possibilités de stockage; abaissement de la garantie de la Banque de France accordée aux organismes de crédit viticoles; nécessité d'augmenter les possibilités d'intervention du F.O.R.M.A.* [11 janvier 1963] (p. 638, 639).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Floret relatives à la politique viticole : *situation des sinistrés de 1956; le problème du volant compensateur;*

*augmentation souhaitable des capacités de stockage; conséquences des importations de vins étrangers; allègement fiscal existant en Italie en faveur des vins* [17 mai 1963] (p. 2990); *problème du stockage* [21 juin 1963] (p. 3686).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux problèmes viticoles : *Importation de vins de consommation courante en provenance d'Algérie* [18 octobre 1963] (p. 5262, 5270).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Organisation actuelle du débat; mesures prises en faveur des viticulteurs sinistrés; difficultés rencontrées par les viticulteurs des régions méridionales; importation des vins d'Algérie* [4 novembre 1963] (p. 6290, 6291).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Projets d'aménagement du territoire Languedoc-Roussillon; aménagement de l'intérieur de la région; constitution de métropoles; amélioration de l'agriculture et de la viticulture; implantation d'industries nouvelles et développement des moyens de communication* [27 novembre 1963] (p. 7467); *aménagement d'ensemble du Languedoc-Roussillon* (p. 7468).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Couverture des risques par l'Etat; politique des prix; mode de financement du fonds de garantie; montant des indemnités; solidarité nationale; vigilance de l'Etat* [21 avril 1964] (p. 843, 844);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord et des deux protocoles portant création d'un Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes, signés le 21 mai 1962 par les représentants des gouvernements de l'Espagne, de la République française, du Royaume de Grèce, de la République italienne, de la République portugaise, de la République de Turquie et de la République populaire fédérative de Yougoslavie, en qualité de *Rapporteur pour avis: Recherche, enseignement et vulgarisation agricoles étant peu développés dans ces pays; développement économique dépendant tout autant des investissements intellectuels que des investissements matériels; formation de chercheurs, d'ingénieurs*

*et de techniciens compétents; problèmes susceptibles de faire l'objet de recherches ou d'un enseignement commun; étudier les caractéristiques géographiques communes; rechercher les moyens d'accroître les possibilités des productions les plus typiques de la région; réforme agraire réalisée dans certains pays* [25 juin 1964] (p. 2189, 2190);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Ligne Montpellier-Paris* [23 octobre 1964] (p. 3854); RAPATRIÉS : *Reclassement des catégories de rapatriés; difficultés d'ordre administratif et financier; souscription d'emprunts considérables; poids des charges; réduction des crédits; aider les rapatriés à vaincre leurs difficultés* [28 octobre 1964] (p. 4042, 4043); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Importance des sommes rapportées à l'Etat par la perception des droits sur la circulation des vins; accroissement des frais d'exploitation supportés par les viticulteurs; importation de vins étrangers; blocage d'une partie de la production; situation des viticulteurs sinistrés; donner davantage de crédits pour la viticulture* [5 novembre 1964] (p. 4694, 4695);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement des questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Problème viticole; sa question de savoir si, à la suite des accords sur les hydro-carbures l'on ne risque pas de voir les volumes des exportations de vin augmenter* [14 octobre 1965] (p. 3679); *ses observations sur des opérations d'importations de textiles; nécessité de rassurer les populations viticoles* (p. 3679); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Liaisons provinciales d'Air Inter; cas du Languedoc et de Montpellier; ligne Paris-Montpellier; aéroport de Nîmes-Garons; desserte de la basse Provence; manque d'appareils pour Air Inter; absence de ligne aérienne aboutissant à Montpellier* [22 octobre 1965] (p. 3993); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Problèmes soulevés par l'application de la loi du 26 décembre 1961 concernant l'accueil des Français rapatriés; rapport du Gouvernement;*

*problème du reclassement; principe de l'indemnisation; accords d'Evian; liquidation du contentieux; attitude du Gouvernement algérien; obligation morale et légale; possibilité d'étaler le paiement sur dix ans; ses observations sur le reclassement et les prêts de réinstallation [25 octobre 1965] (p. 4077, 4078); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Problèmes viticoles; caractère pléthorique de la récolte; ses observations sur les prix; prestations d'alcool vinique; importations de vin; problème du stockage [28 octobre 1965] (p. 4285).*

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la politique viticole [22 juin 1966] (p. 2216); *crise chronique de la viticulture; suppression des importations de vins étrangers; garantie de bonne fin; application de l'article 231 du Code du vin relatif aux importations de vins étrangers; problème du coupage; politique de la qualité; importations de vins algériens (p. 2231, 2232, 2233).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 63-1218 du 11 décembre 1963 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés : *Obtention de sursis de paiement; prêts de reclassement par l'intermédiaire de banques ou du Crédit foncier [24 juin 1966] (p. 2338); Art. 1<sup>er</sup> : Absence d'intervention sur cet article du Ministre de l'Intérieur (p. 2338);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur les allocations aux vieux travailleurs; Commission Laroque; âge de la retraite; situation des femmes qui accomplissent des travaux pénibles; problèmes du travail; droit à la santé; discussion des conventions; cas des handicapés et des inadaptés; mortalité infantile; instituts d'éducation surveillée; instituts médico-pédagogiques spécialisés pour les caractériels; aide donnée aux mères célibataires [19 octobre 1966] (p. 3591 à 3593); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Situation des rapatriés; prêts du crédit foncier et du crédit hôtelier; problème du remboursement; éventualité d'un allongement de l'amortissement; rapatriés pouvant disposer d'avoirs dans les banques algériennes; problème de la caisse de retraites complémentaires des mines et industries minières d'Algérie; proposition de loi tendant à faciliter l'indemnisation**

*des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer [24 octobre 1966] (p. 3781); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème viticole; indemnisation des dommages causés aux exploitations agricoles par les calamités non assurables; problèmes consécutifs aux inondations des régions biterroise et minervoise; Caisse régionale de crédit agricole du Midi; ses observations sur les vins dits de consommation courante sélectionnés; situation des petits viticulteurs; coupage des vins étrangers importés [26 octobre 1966] (p. 3918, 3919); ses observations sur sa proposition de loi relative à l'application aux vins étrangers importés de mesures d'assainissement quantitative du marché plus sévères que celles qui peuvent être appliquées aux vins produits en France (p. 3919).**

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la campagne viticole : *situation actuelle du marché; importations = menace permanente pour l'équilibre quantitatif du marché pour la politique de qualité; importations algériennes; statut spécial des vins étrangers; importations de vins tunisiens; nécessité pour le Gouvernement de faire connaître les grandes lignes de la position viticole qu'il compte défendre au sein de la Commission internationale; sinistrés [9 décembre 1966] (p. 5423, 5424, 5425).*

**POUDEVIGNE (M. Jean),** Député du Gard, 2<sup>e</sup> circonscription.

L'Assemblée prend acte de son élection [14 mai 1963] (p. 2877).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [7 avril 1965] (p. 634), [6 avril 1966] (p. 592).

#### Dépôt :

Sa proposition de loi portant amnistie pleine et entière de toutes les infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie, n° 1229 [9 décembre 1964].

#### Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Floret relatives à la

politique viticole : *Caractère alarmant de la situation viticole dans le Gard; évolution de la politique gouvernementale en matière d'importation de vins étrangers; arguments invoqués par le Gouvernement pour justifier l'entrée de vins algériens; élévation du degré du vin; les aspects politiques de la partie des accords d'Evian consacrés aux vins algériens; encouragements gouvernementaux donnés aux viticulteurs français d'Algérie* [21 juin 1963] (p. 3674 à 3678).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des animaux, Art. 1<sup>er</sup> : *La tradition locale ininterrompue* [10 octobre 1963] (p. 5128, 5129).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux problèmes viticoles : *Importation de vins en provenance d'Afrique du Nord; vins placés hors quantum* [18 octobre 1963] (p. 5262, 5272, 5273).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Cas de la viticulture; problème du riz; fixation des prix de campagne; niveau des prix agricoles; problème des groupements de producteurs; organisation et commercialisation des produits* [4 novembre 1963] (p. 6314, 6315); *réalité du canal du Bas-Rhône-Languedoc* (p. 6334); INTÉRIEUR : *Suppression de la compagnie républicaine de sécurité républicaine 162 à Uzès* [5 novembre 1963] (p. 6483); Art. 67 : *Transfert de charges du fonds des assurances sociales au fond des prestations familiales* [9 novembre 1963] (p. 7106);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection, Art. 33 : *Soumettre tout forage à une autorisation préalable; cas de la zone rizicole et viticole* [14 novembre 1963] (p. 7252);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, TRAVAUX PUBLICS : *Situation dans les départements de l'Ardèche, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales; cas du département du Gard; importance des dégâts* [10 décembre 1963] (p. 7787).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative au financement des barrages de protection : *Situation*

*catastrophique des riverains du Vidourle, du Gardon et de la Cèze* [10 avril 1964] (p. 721).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 11 : *Subrogation de l'Etat pouvant mettre les collectivités locales en difficulté; application de l'article dépendant d'un règlement d'administration publique; référence à l'article 675 du Code rural; aide accordée par le fonds; prise en charge par le fonds des premières annuités de prêts* [23 avril 1964] (p. 906); *prêts ne devant pas être considérés comme des indemnités* (p. 907);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 1<sup>er</sup> : *Monopole de la R.T.F. consacré par l'article premier; principes de la liberté; désaffectation des spectateurs; importance de l'actuel projet de loi; problème du monopole* [28 mai 1964] (p. 1463, 1464).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, relative au ramassage scolaire : *Nécessité de généraliser, d'unifier et de codifier ce ramassage; suppression de la distinction entre services spéciaux et services réguliers; ramassage à l'intérieur du périmètre urbain; nécessité d'étoffer le noyau central du Ministère et d'organiser le ramassage à l'échelon départemental* [5 juin 1964] (p. 1687 à 1690).

Son rappel au règlement : *Inscription à l'ordre du jour de sa question orale, avec débat, ayant trait à la politique agricole du Gouvernement* [9 octobre 1964] (p. 3075-3076).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Prix rémunérateurs demandés par les paysans; diminution du revenu des riziculteurs et des viticulteurs* [9 octobre 1964] (p. 3109, 3110).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 11 : *Son amendement tendant, au paragraphe II de l'article 11 à substituer au mot « cinq », le mot « vingt » et au chiffre « 1500 » le chiffre « 6000 »* [15 octobre 1964] (p. 3258); *durée pendant laquelle l'intérêt des emprunts peut être amorti; porter ce délai de dix à vingt ans; durée des emprunts consentis par le Crédit foncier* (p. 3258); *son amendement tendant, après le paragraphe III de l'article 11,*

à insérer un nouveau paragraphe (*Propriétaires visés au paragraphe premier conservant la faculté d'opter pour le maintien à leur profit de la législation en vigueur au 31 décembre 1963 en ce qui concerne les revenus fonciers de ces logements*) (p. 3259); son amendement tendant à compléter le dernier alinéa (IV) de l'article 11: « Elles ne sont toutefois pas applicables en ce qui concerne la déduction des intérêts des prêts contractés antérieurement à la promulgation de la présente loi » (p. 3259); raisons invoquées par M. le Ministre des Finances; endettement possible de certains propriétaires pour acquérir leur appartement (p. 3259); ses observations sur les paroles prononcées par M. Giscard d'Estaing (p. 3260); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, RAPATRIÉS: *Charge des intérêts des rapatriés; mesures en faveur des rapatriés ayant des créances à recouvrer en Algérie ou y possédant des liquidités; interpréter les textes avec le maximum de libéralisme; prévoir, dans les programmes de construction de logements, un contingent spécial pour les rapatriés; problème de l'indemnisation* [28 octobre 1964] (p. 4042, 4043); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS. Seconde délibération, Art. 15: *Débarrasser les routes françaises de la publicité; rechercher le résultat par un moyen fiscal n'étant pas de bonne méthode* [9 novembre 1964] (p. 5213); son amendement tendant à compléter l'article 15 par un nouvel alinéa: « Pour les affiches qui ont fait l'objet d'un contrat de bail et ayant acquis date certaine antérieurement au 9 novembre 1964, les dispositions du présent article deviendront applicables à l'expiration de ce contrat et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1968 » (p. 5214).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à l'allocation aux personnes âgées [27 novembre 1964] (p. 5707, 5708).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale, sans débat, relative à la récupération des pensions d'aide sociale [18 décembre 1964] (p. 6243, 6244).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 13: *Problème des facilités accordées pour l'incorporation de réserves de réévaluation; entreprises de presse* [8 octobre 1965] (p. 3419); Deuxième partie

du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE: *Problème de l'amnistie; caractère partiel et limité du texte voté* [12 octobre 1965] (p. 3536); *acte humain de générosité; drame algérien; réconciliation des Français* (p. 3536); après l'Art. 55: *Problème des panneaux d'affichage; tenir compte des situations acquises* [13 octobre 1965] (p. 3597); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement des questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie: ses explications de vote: *Distinction entre les permis de recherche et les permis d'exploitation* [14 octobre 1965] (p. 3685); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE: *Aérodrome de Nîmes-Garons; situation de Nîmes: Possibilité d'une desserte par une liaison d'hélicoptères et une liaison autoroutière* [22 octobre 1965] (p. 3998); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS: *Section de compagnie républicaine de sécurité d'Uzès; possibilités d'emprunt des collectivités locales; indemnisation des rapatriés; situation des détenteurs de créances sur l'Etat algérien ou l'Etat français* [25 octobre 1965] (p. 4080, 4081); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION: *Problème des foyers de jeunes travailleurs; cas de la région Languedoc-Roussillon; ses observations sur l'enfance inadaptée; cas des déficients sensoriels, des déficients mentaux, des débiles moyens et des débiles profonds semi-éducables; centres destinés aux enfants inadaptés; rôle des associations privées; Sécurité sociale devant prendre en charge les enfants handicapés au-delà de l'âge de 20 ans* [27 octobre 1965] (p. 4178, 4179); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 67, son sous-amendement tendant, dans le paragraphe 3 du texte proposé par l'amendement du Gouvernement à substituer aux mots « un décret en Conseil d'Etat » les mots « une loi » [28 octobre 1965] (p. 4328); *ses observations sur son sous-amendement* (p. 4328);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 8: *Œuvres sans but lucratif et à caractère social; cas des foyers de jeunes travailleurs et des foyers de travailleurs étrangers*



[21 décembre 1965] (p. 5014); Art. 9 : *Ses observations sur les produits pétroliers ; fait générateur* (p. 5019); Art. 13 : *Consommation des jus de fruits et des jus de légumes* (p. 5022); Art. 21 : *Situation des entreprises de travaux immobiliers ; prix mentionnés sur les mémoires* [22 décembre 1965] (p. 5044); Art. 25 : *Son sous-amendement tendant à supprimer dans l'amendement du Gouvernement les mots « ou du label » « vins délimités de qualité supérieure »* (p. 5046); *fiscalité pesant sur les produits viticoles ; cas des producteurs de vin ordinaire* (p. 5046); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 5047);

— du projet de loi portant amnistie, Art. 2 : *Position du Conseil d'Etat en matière de fraude électorale* [26 avril 1966] (p. 932).

Prend part au débat sur les questions orales de M. Tourné et de Mme Launay sur l'enfance inadaptée : *Extension de l'allocation spécialisée ; prorogation de la minorité légale au-delà de 20 ans ; ramassage et gratuité du transport pour les parents accompagnant des enfants inadaptés ; statut du personnel des établissements d'enfants inadaptés ; création d'ateliers protégés et d'ateliers d'aide par le travail* [29 avril 1966] (p. 1045, 1046, 1047).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1262); *Nécessité d'un rattrapage du revenu agricole ; parité du revenu agricole et des autres revenus ; problème des prix ; impossibilité de dissocier le revenu viticole du revenu agricole* (p. 1263 à 1265).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la politique viticole [22 juin 1966] (p. 2216) ; *dégradation du revenu viticole ; importations de caractère politique ; faveurs exorbitantes dont bénéficient les vins du Maghreb dans le cadre du Marché commun ; fixation du prix de campagne ; garantie du contrat de bonne fin ; politique de qualité et définition des goûts des consommateurs ; droits et autorisations de plantation ; transferts de droits ; propagande anti-vin et indemnisation des viticulteurs sinistrés* (p. 2218 à 2220).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 18 : *Son amendement*

*tendant à supprimer cet article* [6 octobre 1966] (p. 3189); *conséquences de la création d'une fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises* [6 octobre 1966] (p. 3189); *retrait de son amendement* (p. 3189); En deuxième lecture, du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 4 bis : *Rôle des entreprises en matière de formation professionnelle ; problème des exonérations* [18 novembre 1966] (p. 4701).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale, sans débat, relative au réseau téléphonique [14 octobre 1966] (p. 3449, 3450, 3451).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Zones de salaires ; zones d'abattement du S.M.I.G. ; indemnité de résidence ; abattements de zones appliqués aux allocations familiales ; exemple de la cité industrielle de Vergèze ; éducation des enfants* [20 octobre 1966] (p. 3629); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Ses observations sur les rapatriés ; prestations servies aux rapatriés ; coordination entre les divers régimes de retraite ; ses observations sur « les créanciers sur l'Algérie » ; problème du logement ; subvention prévue pour les propriétaires aménageant des logements en vue de les louer à des rapatriés ; contingent spécial de 10 % d'H.L.M. au bénéfice des rapatriés ; ses observations sur les camps d'hébergement de Lascours et de Saint-Maurice-l'Ardoise ; cas des agriculteurs ; problème de l'indemnisation* [24 octobre 1966] (p. 3773);

— du projet de loi portant modification des dispositions de l'article 19 bis du Code des douanes, relatif à la lutte contre le dumping. Article unique : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel : « Il est ajouté à l'article 426 du Code des douanes un paragraphe 6° ainsi rédigé : « Les fausses déclarations, le fait d'établir ou de faire établir, de procurer ou d'utiliser une facture ou tous documents entachés de faux et ayant pour but ou pour effet de faire échec aux dispositions de l'article 19 bis »* [29 novembre 1966] (p. 5040); *perception d'un droit compensateur anti-dumping ; application de certaines pénalités ; retrait de son amendement* (p. 5040);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Ses observations sur les rapatriés*

*d'Algérie; sort des agriculteurs rapatriés d'Algérie; subventions de réinstallation; rôle de la fédération nationale du crédit agricole; relogement des rapatriés* [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5131, 5132); Art. 18 : *Institut national de la consommation; ses observations sur l'émission télévisée « Téléx-consommateurs »; fonctionnement de cet institut; son financement; consultation des intéressés* (p. 5151); *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 5152); en seconde délibération, Art. 18 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Debré par le nouvel alinéa suivant: « Le conseil d'administration comprendra des représentants, des consommateurs, des producteurs et des distributeurs désignés par les organisations les plus représentatives »* [6 décembre 1966] (p. 5280); *rôle de l'institut national de la consommation; composition du conseil d'administration* (p. 5280); *retrait de son sous-amendement* (p. 5281).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative à l'aide à l'habitat rural (cuveries de stockage) [9 décembre 1966] (p. 5411, 5412).

**POULPIQUET (M. Gabriel de)**, *Député du Finistère, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1964] (p. 600).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission des affaires étrangères [7 avril 1965] (p. 632).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 juin 1965] (p. 2224).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [17 juin 1965] (p. 2224), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre du comité supérieur consultatif d'aménagement foncier [20 février 1963] (p. 2275);

— membre titulaire du conseil supérieur de l'aménagement rural [20 novembre 1964] (p. 5534).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problèmes relatifs à l'enseignement agricole; faiblesse des subventions aux établissements privés; augmentation des effectifs des établissements d'apprentissage; critères utilisés pour la répartition des crédits d'adduction d'eau; nécessité d'une publication rapide des mesures d'application concernant la suppression des droits d'enregistrement dans le cas d'usage du droit de préemption; problème des textes d'application concernant la reconnaissance des groupements de producteurs ou des comités économiques* [11 janvier 1963] (p. 647, 648); INTÉRIEUR : *Situation critique de certaines collectivités locales; réforme souhaitable des finances locales; injustice de la taxe locale comme moyen de financement des budgets communaux; augmentation souhaitable de la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [17 janvier 1963] (p. 1057, 1058); EDUCATION NATIONALE : *Application de la loi sur l'enseignement privé; paiement des rémunérations des maîtres de l'enseignement privé agréé; rajustement indiciaire nécessaire des différentes catégories de professeurs des divers enseignements; nécessité d'une application urgente de la loi*

*ci-dessus ; problème de la répartition des crédits pour les constructions scolaires ; exemple du Finistère ; cas des zones à urbaniser en priorité ; mauvais état des établissements scolaires du Finistère ; critères d'attribution des bourses ; cas particulier des fils de paysans [19 janvier 1963] (p. 1228, 1229) ; CRÉDITS MILITAIRES : Problème du dégageant des cadres d'un certain nombre de sous-officiers non qualifiés ; revalorisation nécessaire des traitements militaires ; pensions des veuves et orphelins de militaires ; traitement et solde des sous-officiers et des techniciens des arsenaux [24 janvier 1963] (p. 1612, 1613) ;*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 19 : *Inconvénients que présente la réduction envisagée des crédits affectés à l'industrie chevaline et mulassière et au fonds commun de l'élevage et des courses [29 mai 1963] (p. 3111, 3112) ; Art. 20, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Nécessité de prévoir des crédits pour les routes départementales et communales qui ont souffert du gel (p. 3114).*

Son rappel au règlement : *Ses observations sur la manière dont se déroule les débats sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin, Bourdelles, Commenay, Philibert et Privat, relatives aux prix agricoles [5 juillet 1963] (p. 3927).*

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin, Bourdelles, Commenay, Philibert et Privat relatives aux prix agricoles : *Organisation souhaitable de la profession par les producteurs agricoles ; nécessité de faire paraître au plus tôt les décrets d'application de la loi complémentaire agricole en ce qui concerne l'organisation des marchés [5 juillet 1963] (p. 3930).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 13 : *Exonération fiscale en faveur des intérêts d'emprunts communaux [19 juillet 1963] (p. 4359) ; Art. 25 : Importance vitale du problème de la construction ; insuffisance des crédits ; leur mode de répartition ; cas du Finistère (p. 4385, 4386) ;*

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, Art. 2 : *Cas du bailleur désirant*

*reprandre une partie de l'exploitation [25 juillet 1963] (p. 4528) ;*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INDUSTRIE : *Découverte d'une mine d'étain en Bretagne [30 octobre 1963] (p. 5977) ; CONSTRUCTION : Eléments de la politique du Gouvernement ; nécessité d'aider davantage la construction dans les régions rurales [31 octobre 1963] (p. 6171) ; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Représentation du Parlement au F.O.R.M.A. ; maintien des cours de la pomme de terre et du chou-fleur ; coordination de l'action des Chambres d'agriculture, celle du F.O.R.M.A. et celle du Ministère [4 novembre 1963] (p. 6284) ; son amendement tendant à réduire les crédits des autorisations de programme au titre VI de l'état C de 81 millions 500.000 francs ; production de fruits et de légumes (p. 6333, 6334) ; BUDGETS MILITAIRES : Situation des ouvriers et techniciens des arsenaux de province ; réévaluation des salaires ; reclassement de certains techniciens ; moyens affectés aux œuvres sociales [7 novembre 1963] (p. 6771) ;*

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 4 : *Calamités ne nuisant pas qu'aux agriculteurs, mais atteignant directement ou indirectement toute l'activité économique de la région [22 avril 1964] (p. 872) ; Art. 5 : Son amendement tendant à compléter l'article 5 en visant les pluies persistantes, les épizooties virulentes et imprévisibles sur les bovins et les porcins (p. 878) ; sécheresse constituant une calamité ; vaccination des animaux contre certains virus (p. 878) ; Art. 6 : Critiques de la définition de la zone sinistrée par arrêté (p. 880) ; Art. 7 : Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 7 : « Octroi de l'indemnité refusée en tout état de cause aux élevages industriels » [23 avril 1964] (p. 902) ; cas des exploitations familiales ; ne pas allouer de grosses indemnités à ceux qui pratiquent l'élevage sur un plan industriel (p. 902) ;*

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-1319 du 27 décembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation : *Décisions concernant les tarifs douaniers ou les licences d'importation ; les prendre après mûre réflexion ; ne pas décourager les producteurs de viande bovine [2 juin 1964] (p. 1566).*

Prend part au débat sur la question orale de M. Poudevigne, relative au ramassage scolaire [5 juin 1964] (p. 1691).

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 2 : *Son amendement (Recevabilité de l'opposition des propriétaires ou détenteurs de droit de chasse)* [9 juin 1964] (p. 1707); *porter la surface en plaine à 30 hectares au lieu de 20 et l'abaisser au contraire à 15 hectares pour les terrains boisés; supprimer la possibilité de laisser à un arrêté préfectoral le soin de doubler les surfaces prévues par la loi* (p. 1708); *son amendement tendant à compléter le cinquième alinéa de l'article 2 par la phrase suivante: « Les fédérations départementales sont tenues, sur la demande des propriétaires, d'en assurer le gardiennage »* (p. 1718); *problème de gardiennage* (p. 1718); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 2: « Territoires dépendant des propriétés limitrophes »* (p. 1721); *territoires appartenant à un même propriétaire mais dépendant de plusieurs communes limitrophes* (p. 1721); Art. 3 : *Son amendement tendant à la suppression du quatrième alinéa de l'article 3* (p. 1722); *possibilité pour le propriétaire de réserver son droit de chasse* (p. 1722); Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 7 par les mots suivants: « sauf clause contraire passée entre les parties »* (p. 1725); *propriétaire donnant son terrain à une société de chasse* (p. 1725); *son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de l'article 7 à substituer aux mots « avec un préavis de deux ans », les mots « avec un préavis de dix-huit mois »* (p. 1725); *terrains pouvant être mis en vente et changer de propriétaire dans un délai de dix-huit mois* (p. 1725); *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de l'article 7 par la phrase suivante: « Des avantages spéciaux seront prévus pour les associations intercommunales »* (p. 1725); *financement des sociétés communales* (p. 1725).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Le malaise des milliers d'exploitations familiales de l'Ouest; la situation particulièrement difficile de nombreux aviculteurs; la nécessité d'un effort financier en faveur de l'habitat rural* [9 octobre 1964] (p. 3099, 3100).

Son rappel au règlement : *Temps de parole des orateurs dans les débats relatifs aux questions orales* [9 octobre 1964] (p. 3100).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des crédits pour les bourses; leur mauvaise répartition entre les départements; assouplissement des conditions de l'examen auquel les maîtres de l'enseignement privé du premier degré, candidats au C.A.P. sont soumis; inquiétude des professeurs du second degré* [29 octobre 1964] (p. 4157); AGRICULTURE, PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, après l'Art. 53 : *Critères d'attribution fondés sur la surface des exploitations; permettre à un nombre plus grand d'exploitants de bénéficier de la retraite viagère du fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles* [5 novembre 1964] (p. 4735);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Cette taxe sera placée à un seul stade et égale sur l'ensemble du territoire »* [5 mai 1965] (p. 1130); *éviter les cascades de taxes* (p. 1130); *ne pas désavantager les abattoirs se trouvant en secteurs ruraux* (p. 1131); Art. 5 : *Son amendement tendant à préserver la libre entreprise et à éviter tout monopole* (p. 1132); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Les charges concernant les redevances d'utilisation de l'abattoir devront être unifiées par les péréquations départementales ou nationales »* (p. 1133); Art. 8 : *Nouvelles normes étant fixées pour les futurs abattoirs; cas de certains départements disposant d'un réseau d'abattoirs complètement terminés ou sur le point de l'être* (p. 1142); Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « après avis des collectivités locales, des chambres de commerce et des chambres d'agriculture, et si aucune collectivité n'accepte de prendre en main l'équipement conforme dudit abattoir »* (p. 1143); Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter comme suit le premier alinéa de cet article: « La modernisation sera cependant autorisée si nécessaire »* (p. 1149); *son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de cet article* (p. 1149); Art. 13 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1151); *vendeurs patentés et acheteurs patentés devant pouvoir se présenter sur un marché* (p. 1151);

en deuxième lecture, Art. 6 : *Exploitant de l'abattoir ne pouvant pas se livrer à la commercialisation des denrées alimentaires d'origine animale* [21 juin 1965] (p. 2275).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux ressources des collectivités locales : *L'urgence d'une réforme des finances locales* [21 mai 1965] (p. 1504).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative aux mesures fiscales en faveur des aviculteurs et des agriculteurs des régions d'élevage [9 juin 1965] (p. 1916, 1917).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 15 : *Disparition d'un certain nombre de tracteurs à essence chaque année; plaintes des marins-pêcheurs; leur accorder un plus grand contingent d'essence détaxée* [8 octobre 1965] (p. 3423); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Attribution des bourses scolaires, leur répartition; bourses d'enseignement secondaire et technique; modification de la composition de la commission départementale; situation des enfants de petits fermiers exploitant dix hectares de terres en polyculture; application de la loi du 31 décembre 1959; conditions d'agrément des maîtres; transports d'écoliers; commissions départementales d'équipement* [19 octobre 1965] (p. 3857, 3858); BUDGETS MILITAIRES, Art. 28 : *Permettre la revalorisation des traitements des sous-officiers* [21 octobre 1965] (p. 3964); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Cas de l'extrême Ouest de la France; vocation de région d'élevage; construction d'un silo portuaire à Brest; production du Finistère en aliments du bétail; constitution d'une S.I.C.A.; crédits pour l'électrification* [28 octobre 1965] (p. 4296, 4297).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale, sans débat, relative à la sécurité de la circulation routière [15 avril 1966] (p. 751).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Difficultés financières des collectivités locales; situation des communes rurales; ses observations sur les impositions foncières frappant les immeubles vétustes; charges financières concernant la voirie; nécessité de réformer la patente avicole; ses observations sur le déclassement des communes urbaines et leur classement parmi les communes rurales* [18 mai 1966] (p. 1392).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au régime de pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance : *Ses observations sur les propositions de réforme de la loi du 12 avril 1941; disparité entre le salaire réel moyen des marins et le salaire forfaitaire; commission Forner* [7 juin 1966] (p. 1751, 1752);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Niveau du revenu des personnes âgées; cas du Finistère; projet de construction de l'hôpital psychiatrique prévu dans le nord du Finistère* [20 octobre 1966] (p. 3622); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Détaxation des ventes de mobilier et de cheptel; ses observations sur la détaxation de moitié accordée en matière de droits de soultes sur l'attribution préférentielle; problème de la patente avicole; conditions d'attribution de l'indemnité viagère de départ; possibilité de permettre aux veuves d'avoir l'indemnité viagère de départ; problème de l'enseignement agricole* [26 octobre 1966] (p. 3930, 3934); EQUIPEMENT, III. — LOGEMENT : *Répartition des crédits et des primes à la construction; primes convertibles avec prêt différé; cas du Finistère; prêt du Crédit foncier; construction sociale; amélioration de l'habitat rural* [9 novembre 1966] (p. 4440); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967, ses explications de vote : *Problème de savoir si le Gouvernement entend maintenir la taxe de 14 % sur les cessions de cheptel et objets mobiliers dépendant d'une exploitation agricole lors d'une cession de père à fils* [6 décembre 1966] (p. 5276).

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale, sans débat, relative aux bourses d'enseignement [16 novembre 1966] (p. 4596, 4598).

Prend part à la discussion du projet de loi sur l'élevage : *Création d'un établissement de l'élevage; rôle des syndicats d'élevage et des sociétés d'agriculteurs; importance des organismes locaux; problème de l'information; moyens de prophylaxie contre certaines épizooties* [22 novembre 1966] (p. 4740, 4741); Art. 14 : *Composition des établissements départementaux* [23 novembre 1966] (p. 4806); Art. 18 : *Finan-*

*cement de la modernisation des étables* (p. 4809); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par la phrase suivante: « Les seuls critères à retenir pour l'attribution des subventions seront le respect des normes en ce qui concerne les dimensions, les capacités et les qualités des constructions »* (p. 4810); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Les crédits d'encouragement prévus ci-dessus seront attribués en priorité aux exploitations familiales »* (p. 4812); *retrait de son amendement* (p. 4812); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Le pourcentage du montant des subventions sera égal pour le même type d'encouragement dans l'ensemble des départements français »* (p. 4813); *financement des constructions nécessaires au développement de l'élevage* (p. 4813); *retrait de son amendement* (p. 4814).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative à la construction d'habitations neuve en zone rurale [9 décembre 1966] (p. 5413, 5414).

**POUYADE (M. Pierre)**, *Député de la Corrèze, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

En remplacement, le 9 février 1966, de M. Jean Charbonnel, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [2 avril 1966] (p. 523) [*J.O.* du 17 février 1966].

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1966] (p. 591).

**PREAUMONT (M. Jean-Franck de)**, *Député de la Seine, 23<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

Cesse d'appartenir à cette Commission [26 mai 1964] (p. 1386).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [27 mai 1964] (p. 1443).

Donne sa démission de cette Commission [24 novembre 1964] (p. 5571).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [24 novembre 1964] (p. 5571), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038).

Cesse d'appartenir à cette Commission [16 juin 1966] (p. 2117).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises

en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

### Dépôts :

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Tunisie, n° 353 [18 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1580) autorisant l'approbation de l'accord de siège, signé à Paris le 11 janvier 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Bureau international des expositions, n° 1653 [4 novembre 1965].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Moyens dans le domaine des affaires culturelles et de la coopération technique; ampleur de la coopération technique; formation des cadres; diversité des organismes compétents; développement de l'information; définition d'un plan d'investissements; simplification de la procédure* [29 octobre 1963] (p. 5855, 5856);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne: *Importance de l'agglomération parisienne; système établi en 1790; institution du district; réforme des structures départementales; son caractère indispensable; principe de la départementalisation; unité régionale; réforme administrative de Paris; donner aux Parisiens de meilleures conditions d'existence* [12 juin 1964] (p. 1866 à 1868); Art. 37: *Son sous-amendement à l'amendement de M. Capitant tendant, dans le texte proposé par la Commission, pour le premier alinéa de l'article 37, à substituer aux mots « à l'exception des services correspondant à une mission d'intérêt local », les mots « dont l'activité est liée à titre principal à l'exercice de la police active »* (p. 1921); *définir les missions de façon positive* (p. 1921); après l'Art. 43: *Chambre de commerce de Corbeil-Etampes* (p. 1926);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, après l'Art. 44: *Son amendement tendant après l'article 44 à insérer un nouvel article (Application des dispositions de l'article 58 modifié de l'ordonnance du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique à l'acquisition, par l'Etat, des immeubles destinés à l'implantation dans les départements visés à l'article premier du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne, des cités administratives nécessaires au fonctionnement des administrations civiles de l'Etat, des préfectures et de leurs annexes)* [8 décembre 1964] (p. 5922);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 11 janvier 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Bureau international des expositions, en qualité de *Rapporteur*: *Distinction entre les expositions et les foires internationales; convention signée à Paris le 22 novembre 1928* [9 novembre 1965] (p. 4583);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES CULTURELLES: *Avènement de la musique mécanique; création d'un orchestre symphonique; rôle de la Société des concerts du Conservatoire* [27 octobre 1966] (p. 3981).

**PRIGENT (M. Tanguy)**, Député du Finistère, 3<sup>e</sup> circonscription (N.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, après l'Art. 65: *Amen- dement du Gouvernement (Répartition du produit de la taxe locale à la suite de la création d'un marché d'intérêt national dans la région parisienne); abrogation souhaitable du décret du 7 janvier 1959 portant suppression de la péréquation de la taxe locale* [25 janvier 1963] (p. 1856);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, Art. 5: *Interdiction faite récemment de prononcer des allocutions hostiles au présent projet;*

atteinte portée au droit de grève par le présent texte [17 juillet 1963] (p. 4247).

Son rappel au règlement : *Application de l'article 150 du Règlement concernant la motion de censure ; fixation de l'ordre du jour* [2 octobre 1964] (p. 2898).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles [9 octobre 1964] (p. 3096, 3097) ;

— sur les questions orales relatives à la situation de l'industrie automobile : *Prix de vente des 2 CV et des DS* [16 octobre 1964] (p. 3368).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Attaques portées contre les dirigeants des organisations agricoles librement élus ; attitude à l'égard des communes rurales ; amenuisement de leurs ressources ; accélération de l'exode rural ; politique générale du Gouvernement ; intérêt national* [27 octobre 1964] (p. 3969, 3970) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux conditions nécessaires à la modernisation du marché de la viande, Art. 5 : *Situation du Finistère ; monopoles de fait* [21 juin 1965] (p. 2274) ;

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing ; décret du 7 janvier 1959* [23 juin 1965] (p. 2366) ; Art. 38 : *Absence de critères de répartition ; attribution de subventions aux budgets locaux* [25 juin 1965] (p. 2546) ; communes rurales (p. 2546) ; Art. 40 : *Distinction entre les crédits de fonctionnement et les crédits d'investissement* (p. 2553) ; Art. 51 : *Situation réglementaire d'un député isolé* (p. 2565) ; en troisième et dernière lecture : ses explications de vote : *Budget de la nation ; situation financière des communes ; cas des betteraviers industriels* [23 décembre 1965] (p. 5105) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, Art. 1<sup>er</sup> : *Place d'un député non inscrit ; problème de classe ; rôle du paternalisme* [28 juin 1965] (p. 2701) ;

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social :

*Ses observations sur les paroles de M. Pompidou ; cas des villes de Rennes et du Mans* [5 novembre 1965] (p. 4554) ; Article unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 4556 à 4560) ; *contre-projet ; conception de la grandeur de la France ; ses observations sur le texte du Gouvernement ; aménagement d'un port de plaisance dans la région de l'Ouest ; cas de l'extrême-Ouest ; pouvoirs de l'Assemblée ; son désaccord avec le Gouvernement ; fiscalité des grandes sociétés* [5 novembre 1965] (p. 4560, 4561) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la tutelle aux prestations sociales : *Nécessité d'assurer une sécurité sociale intégrale aux agriculteurs* [3 octobre 1966] (p. 3058) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 45 : *Absence de pouvoir législatif réel pour l'Assemblée Nationale ; stabilité politique ; ses observations sur les maladies mentales ; transfert de l'usine Simca de Nanterre à Poissy et de l'usine Citroën du quai de Javel au Bourget ; caractère des débats budgétaires* [10 novembre 1966] (p. 4517, 4518).

**PRIN (Mme Jeannette)**, Député du Pas-de-Calais, 11<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommée :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [15 juin 1966] (p. 2090) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à cer-



tains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à accorder, au titre de l'assurance maternité, aux femmes salariées du secteur privé, le paiement pendant seize semaines d'indemnités journalières de repos d'un montant égal à leur salaire, n° 674 [21 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à l'octroi des indemnités journalières à l'assurée sociale du secteur privé lorsqu'elle est contrainte de suspendre son travail pour soigner son enfant mineur, n° 675 [21 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les femmes salariées d'une réduction de l'âge d'ouverture du droit à la pension de retraite de l'assurance vieillesse à raison d'un an par enfant légitime, naturel, reconnu, adoptif ou issu d'un premier mariage du mari et élevé pendant sa minorité, n° 1179 [18 novembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à accorder aux femmes salariées deux jours de repos hebdomadaire sans réduction de leur rémunération, n° 1408 [2 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à modifier le titre IX du Code civil, ses articles 373, 374, 383, 384, 389, 477, à abroger ses articles 391, 392 et 394 et instituant l'autorité parentale n° 1711 [22 décembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi n° 272 tendant à la nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie, n° 1970 [23 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à donner à toutes les jeunes filles et aux femmes travailleuses une formation professionnelle leur permettant d'accéder aux emplois qualifiés, n° 2057 [6 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 7 : *Son amendement de suppression, taxe sur les corps gras alimentaires; augmentation du prix de la margarine* [18 décembre 1962] (p. 92, 93). Deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Excédent de recettes prévu par le présent budget; recettes réelles, compte tenu des services rendus non remboursés et de la faiblesse de l'intérêt payé par le Trésor; possibilité de satisfaire les revendications du personnel; secteur téléphonique et nombre des demandes en instance; problème de l'automatique rural et du report sur les collectivités locales des charges qui lui sont afférentes; retard de la France en matière de téléphone; scandales concernant le matériel dont fait état le rapport de M. Pellenc; difficultés rencontrées dans les P. et T.; augmentation considérable du trafic et le chiffre peu élevé des créations d'emplois; revalorisation nécessaire de tous les traitements; problèmes des catégories C et D; augmentation du nombre des accidents du travail, en particulier des maladies nerveuses; situation des auxiliaires; insuffisances soulignées par le rapporteur du budget et le vote favorable qu'il a recommandé* [8 janvier 1963] (p. 332, 333).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à l'hygiène et à la sécurité dans les entreprises utilisant la main-d'œuvre féminine [10 mai 1963] (p. 2849, 2850).

### Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Augmentation du coût de la vie et la diminution du pouvoir d'achat; affirmations du Gouvernement relatives à un excès de consommation; misère mise à jour par les récentes grèves des mineurs; solidarité exprimée par la population française à l'égard des mineurs en grève; émissions de radio et de télévision réalisées par le Gouvernement à l'intention des consommateurs et la diversion qu'elles constituent à l'encontre des petits commerçants; retard des prestations familiales; augmentation des impôts indirects sur les produits alimentaires* [10 mai 1963] (p. 2861, 2862);

— sur les questions orales de M. Séramy, Mme Thome-Patenôtre et M. Cassagne relatives à l'aménagement des horaires de travail : *Intensité du travail féminin; problème de la journée continue; réduction souhaitable des temps de travail; insuffisance des crèches dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais; réduction du temps de travail; difficultés que procurerait le système du travail à temps*

*partiel en ce qui concerne le développement de la qualification; signification des prestations familiales et du salaire unique [28 juin 1963] (p. 3802, 3803).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Atteinte au droit de grève que constitue le présent texte; répression par le Gouvernement des manifestations de paysans; causes réelles des grèves; cas des P.T.T.; augmentation des cadences de travail dans ce secteur; insuffisance reconnue par le Gouvernement des rétributions des employés des P.T.T.; retard de la France en matière de télécommunications; procédés utilisés dans les P.T.T. pour briser les grèves; cas des ambulants; volonté des travailleurs de faire obstacle à l'application du présent texte [17 juillet 1963] (p. 4225, 4226);*

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 1<sup>er</sup> : *Impôts indirects, source de vie chère [22 octobre 1963] (p. 5310, 5311); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, Mouvement revendicatif dans le personnel des P.T.T.; problèmes du téléphone [23 octobre 1963] (p. 5437, 5438); problème des rémunérations; augmentation des effectifs (p. 5438); INDUSTRIE : Crise des mines de fer; problèmes posés par les monopoles [30 octobre 1963] (p. 5971, 5972); cas des licenciés (p. 5972); TRAVAIL : Insuffisance des allocations familiales au regard du coût de la vie; caractère de la politique sociale du Gouvernement; financement de la Sécurité sociale [5 novembre 1963] (p. 6427, 6428).*

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Problèmes posés dans les départements du Pas-de-Calais; aggravation du chômage; situation du point de vue social, scolaire, médical; plan charbonnier; politique de la France pauvre en matières premières énergétiques; revendications des mineurs; moyens d'y parvenir; situation en matière scolaire; développement de la production houillère; revalorisation de la profession minière [27 novembre 1963] (p. 7506 à 7508).*

Pose à M. le Ministre de l'Industrie deux questions orales, sans débat, relatives aux mines de fer de Lorraine : *Nécessité d'empêcher le licenciement des mineurs du puit de*

*Sancy à Trieux; développement de l'activité de l'ensemble du bassin ferrifère de Lorraine avec garantie de l'emploi pour les mineurs de fer [13 décembre 1963] (p. 7916, 7918 et 7919).*

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale, sans débat, relative au lycée Condorcet de Lens [10 avril 1964] (p. 717).

Prend part à la discussion du projet de loi ratifiant le décret n° 64-71 du 27 janvier 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui a institué des droits de douane différentiels sur certaines importations de ces produits : *Vote du groupe communiste; son opposition à ce projet; opposition au développement des importations de combustibles sidérurgiques; politique du Gouvernement conçue dans l'intérêt des maîtres de forge et au détriment des salariés menacés de licenciement ou de déplacement; nécessité de réaliser la nationalisation des chemins de fer et de la sidérurgie [19 mai 1964] (p. 1251, 1252).*

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles [9 octobre 1964] (p. 3097); *les graves conséquences de la grève du lait pour les habitants des centres urbains; la nécessité d'accorder aux paysans un prix rémunérateur; les énormes profits des trusts laitiers (p. 3116-3117).*

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Insuffisance des effectifs; conditions de travail devenant de plus en plus pénibles; diminution du temps de travail; aménagement des horaires; équipement téléphonique; son amélioration; insuffisance des crédits; utilisation des dotations budgétaires; crédits pour le personnel ne permettant pas de satisfaire leurs justes revendications; opposition du groupe communiste à ce budget [21 octobre 1964] (p. 3534 et 3535); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : Situation de la région minière du Pas-de-Calais; avenir pour les jeunes; insuffisance de débouchés; dangers du métier de mineur; manque de main-d'œuvre dans les houillères [28 octobre 1964] (p. 3987, 3988);*

— du projet de loi portant approbation

d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Consommation énergétique de la France ; politique malthusienne des monopoles ; cas du charbon ; sort des mineurs et de leur santé ; problème de l'électricité ; équipement hydro-électrique du pays ; centrales thermiques ; exploitation du gaz de Lacq ; centrales nucléaires* [25 novembre 1964] (p. 5609, 5610) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, INDUSTRIE : *Problèmes du bassin charbonnier des Cévennes ; gravité de la situation sociale* [8 décembre 1964] (p. 5927, 5928) ; *possibilité d'augmenter la consommation locale ; débouchés de l'agriculture ; situation des ouvriers mineurs réclamant du travail, la garantie de l'emploi et le maintien de l'exploitation des puits et l'arrêt des licenciements* (p. 5928) ;

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, Art. 7 : *Problème des charges fiscales ; leur caractère excessif ; causes de la hausse des prix ; plan de stabilisation ; enquête à Lens ; diminution de la consommation de viande dans les classes laborieuses ; stagnation de la production* [5 mai 1965] (p. 1140).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à la sécurité dans les mines [7 mai 1965] (p. 1212, 1213, 1214).

Son rappel au Règlement : *Fixation de l'ordre du jour ; date de discussion de sa question orale sur la situation des ouvrières du textile* [19 mai 1965] (p. 1432).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Pression des taxes indirectes sur les denrées alimentaires de première nécessité ; pouvoir d'achat des familles ouvrières et paysannes ; coût de la vie ; injustice de la politique fiscale* [23 juin 1965] (p. 2406) ; En deuxième lecture, Art. 8 : *Imposition des denrées de première nécessité ; ses observations sur les huiles et la viande* [21 décembre 1965] (p. 5016).

Son rappel au Règlement : *Méthodes parlementaires : discussion du projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux* [26 juin 1965] (p. 2584).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat,

portant réforme des régimes matrimoniaux, Art. 1<sup>er</sup>, avant l'Art. 214 du Code civil : *Rôle de la femme dans la direction de la famille ; égalité de l'homme et de la femme* [26 juin 1965] (p. 2606) ; Art. 214 du Code civil : *Chaque époux devant contribuer aux charges du ménage à proportion de ses facultés* (p. 2607) ; Art. 215 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi les deux premiers alinéas du texte proposé pour l'article 215 du Code civil : « Le choix de la résidence de la famille appartient aux deux époux. En cas de désaccord sur le choix de cette résidence mettant en péril les intérêts de la famille, l'un des époux peut, par exception, être autorisé à avoir pour lui et ses enfants une autre résidence que fixe le juge »* (p. 2608) ; *droit de choisir la résidence de la famille ; crise du logement* (p. 2608) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Coste-Floret pour le deuxième alinéa de l'article 215 du Code civil, par le nouvel alinéa suivant : « Toutefois, cette décision sera caduque, si dans le délai d'un an, non renouvelable, l'un des époux n'a pas introduit une procédure régulière de divorce ou de séparation de corps »* (p. 2608) ; Art. 1393 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1393 du Code civil : « A défaut de contrat de mariage les époux peuvent déclarer qu'ils entendent se marier soit, sous le régime de la communauté légale prévue par la première partie du chapitre 2, soit sous ce régime modifié par l'article 1503 instituant la clause de main commune »* (p. 2616) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1397 du Code civil* (p. 2620) ; *problème du changement de régime matrimonial* (p. 2620) ; Art. 1403 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article à supprimer le deuxième alinéa* (p. 2622) ; *fruits des biens propres qui n'ont pas été consommés tombant en communauté* (p. 2622) ; Art. 1406 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par le nouvel alinéa suivant : « Demeurent également propres les fruits et revenus des propres sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les fruits perçus et consommés et les fruits perçus et non consommés »* (p. 2622) ; Art. 1413 du Code civil : *Ses observations sur cet article* (p. 2623) ; Art. 1421 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte*

proposé pour cet article (*Administration conjointe de la communauté*) (p. 2624); Art. 1423 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter comme suit le premier alinéa du texte proposé pour l'article 1423 du Code civil*: « *Le legs fait par chacun des époux ne peut excéder sa part dans la communauté* » (p. 2625); Art. 224 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots « d'une profession séparée de celle de son mari » à insérer les mots « et les économies réalisées sur ses gains et salaires »* (p. 2628); *retrait de son amendement* (p. 2629); Art. 1425 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 2629); Art. 1471 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2635); Art. 1472 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le texte proposé pour l'article 1472 du Code civil*: « *Chacun des époux, en cas d'insuffisance de la communauté peut exercer ses reprises sur les biens personnels de son conjoint. Ce dernier peut toutefois se libérer par un paiement en argent* » (p. 2635); Art. 1503 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 2638); *retrait de son amendement* (p. 2638); ses explications de vote : *Projet de loi représentant un progrès par rapport aux textes actuellement en vigueur; administration par la femme de ses biens propres; projet ne donnant pas à la femme l'égalité complète dans le mariage; famille étant une association confiante et équilibrée* (p. 2657, 2658);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article*: « *Le dernier alinéa de l'article 11 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 est remplacé par les dispositions suivantes*: « *Tout membre du comité d'entreprise peut être révoqué en cours de mandat par l'organisation syndicale qui l'a présenté* » [29 juin 1965] (p. 2735);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 14 : *Suppression de la taxe d'encouragement à la production textile; crise qui sévit dans les textiles; situation difficile des ouvriers du textile; pouvoir d'achat des familles* [8 octobre 1965] (p. 3421); Art. 16 :

*Montant des impôts indirects dits « de consommation »; taxe frappant les pauvres; cas des pensionnés et des foyers ouvriers; situation des paysans payant des impôts indirects; nécessité d'une amélioration du pouvoir d'achat* (p. 3424, 3425); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Accroissement du trafic; problèmes du personnel; nombre de créations d'emplois; caractère inhumain de certaines conditions de travail; services téléphoniques; crédits pour améliorer le fonctionnement, la modernisation et l'extension du téléphone; favoriser au maximum l'introduction et le développement des industries privées; retard de l'équipement téléphonique; charges de services publics imposées aux P.T.T.; franchise postale; tarif de presse; contrôle des marchés avec la participation des organisations syndicales; question des revendications du personnel; personnel de la distribution et des services techniques; ses observations sur les indemnités; centres d'examen de santé; œuvres sociales dans les P.T.T.; son opposition au budget* [12 octobre 1965] (p. 3549 à 3551); INDUSTRIE : *Cadre dans lequel vivent la majorité des mineurs et leurs familles; conséquences des corons noirs; problème de l'entretien des maisons; nombre de logements neufs; nécessité de vendre le charbon à son prix réel aux sociétés capitalistes; accorder aux houillères la possibilité d'obtenir des prêts à la construction du Crédit foncier* [26 octobre 1965] (p. 4158).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative aux conditions de travail des jeunes [15 octobre 1965] (p. 3747, 3748, 3749).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 345-1 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article*: « *L'existence d'enfants légitimes, naturels ou adoptés, ne fait pas obstacle à l'adoption* » [17 novembre 1965] (p. 4694); Art. 348-3 : *Son amendement tendant à substituer aux deuxième et troisième alinéas de cet article des nouveaux alinéas (Caractère définitif du consentement)* (p. 4697, 4698); *garantie de procédure* (p. 4698); Art. 350 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article, avant les mots « Peuvent être déclarés abandonnés par le tribunal de grande instance » à insérer les mots « et les pupilles de l'Etat »* (p. 4699); *procédure contradictoire* (p. 4700);

Art. 50 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe 2<sup>o</sup> de cet article* (p. 4707); ses explications de vote : *Enfance abandonnée; rapport du conseil général du département du Pas-de-Calais; cas des enfants accueillis au service de l'aide sociale; son vote sur ce projet de loi* (p. 4713, 4714).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, sur la situation des ouvrières du Pas-de-Calais [19 novembre 1965] (p. 4784, 4785).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la durée du travail et modifiant l'article 3 de la loi n° 46-283 du 25 février 1946 : ses explications de vote : *Réduction du temps du travail; pourcentage de femmes salariées; accroissement de la productivité; difficultés de logement; vote du groupe communiste sur le projet de loi* [25 mai 1966] (p. 1494, 1495);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises : *Retraite à 50 ans pour les femmes et à 55 ans pour les hommes* [26 mai 1966] (p. 1520); Art. 1<sup>er</sup> : *Travail des femmes; absence de formation professionnelle et technique; augmentation du nombre des femmes dans tous les secteurs; salaires féminins* (p. 1524);

— du projet de loi relatif à la garantie de l'emploi en cas de maternité, ses explications de vote : *Durée du congé de maternité; problème du paiement intégral du salaire; octroi de congés spéciaux aux mères pour soigner un enfant malade; garantie de réemploi; vote du groupe communiste* [7 juin 1966] (p. 1750, 1751); En deuxième lecture : *Garantie de l'emploi; mesures destinées à empêcher le licenciement de toute femme enceinte; conditions de travail des ouvrières; travail de nuit pour les femmes; principe du salaire égal à travail égal* [15 décembre 1966] (p. 5581, 5582);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 345-1 du Code civil : *Adoption pouvant s'effectuer malgré la présente d'enfants légitimes* [14 juin 1966] (p. 2025); *vote du groupe communiste* (p. 2026); ses explications de vote : *Nombre d'enfants sans foyer devant diminuer; protection mater-*

*nelle et de l'enfance; insuffisance des maisons maternelles et des crèches* (p. 2031).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique du logement : *Le problème du logement dans le Nord; la réalisation du plan de modernisation des cités minières* [15 juin 1966] (p. 2077, 2078).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Budget d'austérité pour le personnel; ses observations sur les tarifs préférentiels et les franchises postales accordés par les P.T.T.; pensions civiles; situation des receveurs et celle des agents des petits et moyens bureaux; travail du personnel; demandes d'installation du téléphone; saturation des centraux téléphoniques; système dit des avances remboursables; recours aux emprunts; centres de chèques postaux; nécessité de constituer une commission d'enquête sur les prix abusifs; revendications du personnel; traitements et salaires; situation des préposés; titularisation des auxiliaires; taux de la prime de rendement; nomination de certains personnels à Paris* [19 octobre 1966] (p. 3557 à 3559); AFFAIRES SOCIALES : *Principe de l'égalité des salaires masculins et féminins; conditions de travail des ouvrières; proposition de Mme Vaillant-Couturier tendant à l'application effective du principe: « A travail égal, salaire égal »; sa proposition de loi* [20 octobre 1966] (p. 3622); EDUCATION NATIONALE : *Cas de la région du Nord; taux de scolarisation en classe de sixième; recommandations du V<sup>e</sup> Plan; formation professionnelle* [2 novembre 1966] (p. 4147); INDUSTRIE : *Nationalisation de la sidérurgie; situation du bassin minier; imprévoyance du Gouvernement; problèmes concernant la jeunesse; création d'une zone industrielle dans la région de Douvrin, Billy-Berclau, Wingles* [7 novembre 1966] (p. 4311, 4312); *vote du groupe communiste sur le titre IV de l'état B* (p. 4326).

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale, sans débat, relative à la situation des écoles normales du Pas-de-Calais [16 novembre 1966] (p. 4595, 4596).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 18 : *Institut national de la consommation; ses observations sur les émissions télévisées « Jeanne achète » et « Télé-*

*consommateurs*»; coût de la vie; allocation-logement; allocations familiales [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5151); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Ses observations sur les paroles de M. Rivain* [15 décembre 1966] (p. 5573);

— du projet de loi organique modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, Art. 14 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Modalités de la formation des magistrats* [15 décembre 1966] (p. 5599); Art. 17, 18 et 23 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Ses observations sur les amendements de M. Odru* (p. 5599, 5600); Art. 28 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Conséquence de la nomination de conseillers référendaires sur l'avancement des magistrats* (p. 5600); Art. 30 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Ses observations sur l'obligation de sept ans de carrière pour passer du premier groupe au deuxième groupe du deuxième grade* (p. 5602); Art. 35 (alinéa 1<sup>er</sup>) et Art. 60 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Ses observations sur les amendements de M. Odru* (p. 5603, 5605); Art. 77 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Octroi de l'honorariat du grade supérieur* (p. 5606).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative à la suppression des abattements de zone de salaire [16 décembre 1966] (p. 5656); *cas des fonctionnaires; répercussion fâcheuse des abattements de zone sur le taux des allocations familiales; problème des jeunes sans travail* (p. 5657, 5658).

**PRIoux (M. Gérard)**, Député de Seine-et-Oise, 18<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan (12 décembre

1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [11 décembre 1964] (p. 5752);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre de la commission centrale de contrôle des opérations immobilières [15 février 1963] (p. 2206);

— membre du comité directeur de la caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie [22 octobre 1964] (p. 3735).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22). Annexe n° 1 : Affaires algériennes et Sahara; Annexe n° 22 : Rapatriés, n° 25 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549). Annexe n° 21 : Services du Premier Ministre : IX. Affaires algériennes; Annexe n° 23 : Rapatriés, n° 568 [9 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à créer une taxe sur le prix de vente des sables et graviers

extraits à l'intérieur des limites du district de la région parisienne, n° 836 [16 avril 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 25 ventôse an XI concernant l'organisation du notariat, modifié par le décret n° 64-27 du 9 janvier 1964, n° 882 [6 mai 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 13 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'assistantes ou d'auxiliaires du service social et d'infirmières ou d'infirmiers, n° 1099 [6 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087); Annexe n° 12 : Finances et Affaires économiques : I. — Charges communes; Annexe n° 16 : Rapatriés; Annexe n° 22 : Services du Premier Ministre : IX. — Affaires algériennes, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577); Annexe n° 12 : Finances et Affaires économiques : I. — Charges communes; Annexe n° 21 : Services du Premier Ministre : IX. — Affaires algériennes, n° 1588 [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044); Annexe n° 25 : Services du Premier Ministre, Recherche scientifique, atomique et spatiale, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial*: Exode des Français d'Algérie; ses causes; nombre des réfugiés; effort d'adaptation et d'improvisation auquel a eu à faire face l'administration chargée des rapatriés; sommes prévues en faveur de ceux-ci; écart entre les prévisions et les réalités en ce qui concerne le nombre des rapatriés; caractère prévisionnel du présent crédit; différentes prestations à assurer aux rapatriés: prestations de retour, prestations de subsistance; cas des harkis; bourses; différentes prestations sociales; situation particulière des personnes âgées;

*dépenses relatives au reclassement et au logement; attribution aux rapatriés de subventions et indemnités; remise en état des locaux qu'ils habitent; affectation aux rapatriés de logements locatifs dans les H.L.M. et dans le secteur locatif privé; prêts pour l'accession à la propriété; retard en matière de logements pour les rapatriés; problèmes relatifs au reclassement professionnel et géographique; création de la bourse de l'emploi; développement de la formation professionnelle; subventions d'installation; situation particulière des non-salariés; résultats difficilement appréciables de l'action déjà menée dans ces différents domaines; remontée des rapatriés vers le Nord et leur classement dans le Sud-Ouest [14 janvier 1963] (p. 774 à 776); AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARA, en qualité de *Rapporteur spécial*: Caractère nouveau de la présentation du présent budget; reclassement des fonctionnaires d'Algérie en France; représentation diplomatique française en Algérie; activité de l'Office universitaire et culturel; coopération dans le domaine culturel; coopération technique et économique; subventions accordées à l'Algérie; biens français demeurés en Algérie; échanges commerciaux entre la France et l'Algérie; investissements pétroliers; mise en valeur du sous-sol saharien; activité de la Caisse d'équipement; absence de représentation parlementaire dans l'organisme directeur de cette Caisse; garanties fixées par les accords d'Evian; recensement et gestion des biens des Français rentrés d'Algérie; événements consécutifs à l'indépendance de l'Algérie [21 janvier 1963] (p. 1366 à 1368); représentation parlementaire au sein de la Caisse d'équipement de l'Algérie (p. 1418); COMMISSARIAT DU PLAN: Problème de la Basse-Normandie; autoroute de Deauville; problème du logement; pratique de la politique de décentralisation; nécessité d'appliquer les plans de développement régional [25 janvier 1963] (p. 1829 à 1831);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 14: *Son amendement (Taxe annuelle de 900 francs pour les véhicules de plus de 7 CV; nécessité de conserver le taux ancien pour les véhicules de petite puissance)* [29 mai 1963] (p. 3100); Art. 17: *Diminution du montant des enjeux que provoquerait la majoration du taux du prélèvement* [29 mai 1963] (p. 3820).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale, sans débat, relative à la

préfabrication dans la construction [21 juin 1963] (p. 3660, 3661).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Nécessité d'éviter les solutions extrêmes; ménager les sentiments du contribuable français; cas des Français d'Algérie; problème de leurs biens; importance considérable des échanges commerciaux avec l'Algérie; problèmes du pétrole; éviter l'aide à fonds perdus; effort de coopération technique et culturel; contrôle de l'aide* [28 octobre 1963] (p. 5738, 5739, 5740); RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Nombre des rapatriés d'Algérie; problèmes du logement; rôle de l'Agence de défense des biens et intérêts des Rapatriés; action du Ministère des rapatriés* [29 octobre 1963] (p. 5883, 5884, 5885); CONSTRUCTION: *Aspect économique de la construction; encouragement pour le logement individuel; lenteur des procédures administratives; majoration des crédits accordés aux organismes de recherche technique; problème financier* [31 octobre 1963] (p. 6166, 6167);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 6: *Son sous-amendement (Application des coefficients d'anticipation)* [10 décembre 1963] (p. 7778); *situation des rapatriés d'Algérie alignée sur celle des métropolitains; solidarité nationale et équité; souci d'organisation; cas des rapatriés âgés de 60 à 65 ans* (p. 7779).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative aux zones de salaires [17 avril 1964] (p. 818, 819).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale, sans débat, relative au développement de la construction de maisons individuelles [30 avril 1964] (p. 1048, 1049).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne: *Création du district n'ayant pas supprimé les difficultés de l'administration quotidienne; préfecture de la Seine-et-Oise étant incapable d'assurer ses tâches; tenir compte des réalités géographiques de la Seine-et-Oise; respecter la personnalité du Val-de-Seine, futur grand axe économique de l'Europe; rattachement de Magny-en-Vexin à Pon-*

*toise; limites des circonscriptions administratives des différents ministères; organisation judiciaire; adaptation des communes de la région parisienne aux exigences de la vie moderne; coexistence des communes d'ortoirs et des communes rurales; rééquilibrer le peuplement de la région; suppression des zones de salaires et d'allocations familiales; application de l'article 36; faire bénéficier les collectivités d'une péréquation plus réelle des charges et des ressources* [11 juin 1964] (p. 1845, 1846);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Diminution des crédits concernant les rapatriés; hommage rendu à l'ancien ministre; reclassement des familles dans la communauté nationale; leur relogement; leur donner des moyens d'existence; cas des rapatriés âgés; situation des rapatriés non salariés; problème des agriculteurs; Etat s'employant à reclasser les rapatriés sans exception sur le territoire métropolitain dans des conditions de vie convenables* [28 octobre 1964] (p. 4033, 4034); CONSTRUCTION: *Construction de mille logements par jour et de 365.000 logements terminés en 1964; surmonter les difficultés administratives et les problèmes fonciers; rôle de l'Agence foncière de la région parisienne; obstacle technique et financier; faire appel à l'épargne en rapprochant prêteur et emprunteur par un système de lettre de gage; doter le pays de l'instrument nécessaire pour résoudre ce grand problème* [4 novembre 1964] (p. 4544, 4545); Art. 59: *Convergence vers Paris de toute la population et de toutes les activités économiques; loi du 2 août 1960 ayant institué un régime original; texte de l'article 59; caractère intéressant de cette politique* (p. 4558); AFFAIRES ALGÉRIENNES, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Situation en Algérie; difficultés de ce pays; problème du pétrole; désorganisation; intérêts moraux à long terme de la France; importance de l'aide accordée à l'Algérie les années précédentes; diminution du montant des crédits; dépenses du secrétariat en 1965; crédits d'aide et de coopération constituant la partie la plus importante du budget de l'Algérie; composition du Comité directeur de la C.E.D.A.; action éducative et culturelle; autres pays manifestant de l'intérêt à l'Algérie; permettre à l'Algérie de vivre au régime du minimum garanti; examen objectif de la situation présente de l'Algérie* [7 novembre 1964] (p. 4968, 4969);



*problème de l'aide « libre » et de l'aide « liée » ; équilibre proposé par le Gouvernement méritant d'être retenu (p. 4978) ; ses observations sur les paroles prononcées par M. Pleven (p. 4979) ; budget de l'an dernier (p. 4979) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, en qualité de Rapporteur spécial : Regroupement de diverses activités dans ce budget ; problème des pensions ; rétablissement des bonifications d'ancienneté en faveur des fonctionnaires anciens combattants et de ceux qui ont servi outre-mer ; interventions de l'Etat dans le domaine international et en matière économique ; allocations familiales ; aide aux vieillards et aux économiquement faibles [9 novembre 1964] (p. 5180, 5181).*

Prend part au débat sur la question orale de M. Chandernagor, relative aux incidences financières du voyage du Chef de l'Etat en Amérique latine : *Discussion, sans objection socialiste, du budget de la Présidence de la République en Commission des finances [30 octobre 1964] (p. 4331).*

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative), Art. 6 ter : *Son amendement, tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « 1<sup>er</sup> décembre 1966 », les mots « 1<sup>er</sup> décembre 1967 » [14 décembre 1964] (p. 6094) ; son amendement tendant à une nouvelle rédaction des alinéas 1, 2 et 3 de l'article 6 ter (Cas des fonctionnaires ayant servi hors d'Europe, des fonctionnaires ayant exécuté un service aérien ou sous-marin et des fonctionnaires anciens combattants) (p. 6094) ; effort de clarification ; ne pas allonger exagérément la période transitoire (p. 6094) ;*

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, après l'Art. 45 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Ajouter à l'article 221 du Code général des impôts un paragraphe 5) : inciter à un certain étalement des dates d'exercice des entreprises [12 mai 1965] (p. 1300) ; ses observations sur l'amendement de M. Pierre Bas (Délai accordé aux entreprises pour le dépôt des déclarations fiscales) (p. 1301) ;*

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service natio-

nal, Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement [26 mai 1965] (p. 1589) ;*

— du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES, et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, en qualité de Rapporteur spécial : *Budget étant caractérisé par la normalisation et la déflation ; crédits concernant l'emploi des personnels diplomatiques étant transférés au Ministère des Affaires étrangères ; rationalisation ; situation économique ; problèmes du pétrole et du gaz ; stabilité des relations commerciales avec la France [14 octobre 1965] (p. 3662, 3663) ; EDUCATION NATIONALE : Enseignement de l'éducation physique ; recrutement par les communes rurales de maîtres intercommunaux d'éducation physique ; éducation physique dans les écoles primaires des zones rurales [19 octobre 1965] (p. 3839) ; CONSTRUCTION : Ses observations sur les zones en voie d'urbanisation rapide ; construction de 480.000 logements en 1970 ; nombre d'H.L.M. et d'I.L.N. ; cas de l'Allemagne ; problèmes financiers ; aspect foncier ; nécessité de tenir compte de la création des nouvelles préfectures ; services d'aménagement de la région parisienne ; possibilité d'accélérer la délivrance des permis de construire ; aspect technique de la question ; problème de la main-d'œuvre ; action en faveur de l'épargne ; création des primes convertibles avec promesse de prêts différés ; élargissement du marché hypothécaire [22 octobre 1965] (p. 4015 à 4017) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES, en qualité de Rapporteur spécial : *Stabilisation de la dette publique ; réduction des charges ; crédits concernant la fonction publique ; situation du personnel en activité ; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base servant au calcul de la retraite ; situation des fonctionnaires rapatriés d'outre-mer ; variété des interventions de l'Etat ; action économique de l'Etat ; subvention pour les céréales ; prise en charge par l'Etat des intérêts de certains emprunts du Crédit agricole ; subvention allouée au fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles ; construction de matériel aéronautique ; aménagement du territoire ; action sociale d'assistance et de solidarité de l'Etat ; problème du**

logement; système d'épargne-logement [27 octobre 1965] (p. 4200 à 4202);

— en deuxième lecture, du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 122 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Négociation ayant pour objet des actions émises par la société)* [10 juin 1966] (p. 1946); Art. 167 : *Ses observations sur cet article* (p. 1951); en seconde délibération, Art. 122 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Transaction sur des actions appartenant à un membre du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou du directoire de la société)* (p. 1988); *contrôle sur la négociation des actions d'une société* (p. 1988);

— du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris : *Rôle du district; travaux nécessaires dans la région parisienne; cas de la région mantaise; aménagement des communes rurales* [23 juin 1966] (p. 2295, 2296).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative au droit des apprentis aux allocations familiales [5 octobre 1966] (p. 3136).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Ses observations sur la sûreté nationale; traitements des personnels titulaire de la sûreté nationale; personnels des cadres d'Etat de la préfecture de la Seine; rôle de la SONACOTRA; logement des travailleurs algériens; ses observations sur la dénomination de département pauvre; régime de la taxe locale; situation des rapatriés âgés; possibilité de créer une prime d'humanisation pour les services des rapatriés* [24 octobre 1966] (p. 3783), *ses observations sur les paroles de M. Maurice Schumann* (p. 3784); *modification de la fiscalité directe locale* (p. 3799); SERVICE DU PREMIER MINISTRE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE, en qualité de *Rapporteur spécial: Recherche scientifique, atomique et spatiale; avenir de la France* [28 octobre 1966] (p. 4089); EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Crédits affectés aux H.L.M.; diminution de primes et de prêts spéciaux; manque de terrains à construire; importance de la maison individuelle; rôle des Z.U.P. et des Z.A.D.; cas de « Villagexpo »* [9 novembre 1966] (p. 4441, 4442).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, sans débat, relative au comité interprofessionnel du miel [4 novembre 1966] (p. 4262).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction, en qualité de *Rapporteur pour avis: Conséquences financières du texte; coût de la construction; protection des épargnants; taxation des plus-values foncières; vente à terme; vente en l'état futur d'achèvement; rôle de la maison individuelle; problème posé par les ensembles qui comportent une copropriété des voies et des espaces communs* [14 décembre 1966] (p. 5504, 5505); Art. 2 : *Son amendement tendant dans le texte proposé pour l'article 1642-1 du Code civil à supprimer les mots « ni avant la réception définitive des travaux, ni »* (p. 5540); *son amendement tendant dans le texte proposé pour l'article 1642-1 du Code civil à remplacer les mots « d'un mois » par les mots « de trois mois »* (p. 5540, 5541); Art. 3 : *Son amendement tendant dans les deuxième et troisième alinéas de cet article à substituer aux mots « de la réception définitive des travaux », les mots « de l'expiration d'un délai de trois mois après la prise de possession par l'acheteur »* (p. 5541); *réception définitive des travaux* (p. 5541); Art. 1779 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte modificatif proposé pour le paragraphe 3° de cet article* (p. 5543); *retrait de ces amendements* (p. 5543); Art. 1792 et 2270 du Code civil : *Ses amendements tendant, dans le texte proposé pour ces articles à supprimer les mots « et autres techniciens »* (p. 5543); *retrait de ses amendements* (p. 5543); Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter cet article: « Ces dispositions ne sont pas applicables aux constructions d'immeubles sur un terrain ne supportant aucune copropriété autre que celle des voies et espaces communs »* (p. 5550).

**PRIVAT (M. Charles)**, Député des Bouches-du-Rhône, 11<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 29).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission des affaires étrangères [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [22 mai 1963] (p. 3034).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [22 mai 1963] (p. 3034), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, n° 397 [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à créer une Commission chargée d'apprécier la situation des militaires de carrière et marins retraités, n° 1712 [22 décembre 1965].

### Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Etat de détresse dans lequel se trouve plongée l'Université française; insuffisance des crédits qui lui sont affectés; manque de locaux et de maîtres; signification de la création proposée d'établissements polyvalents du premier cycle; détachement du Ministère de l'Education nationale des constructions scolaires de la jeunesse et des sports; prolongation de la scolarité; manque de fils d'ouvriers et de paysans dans les universités; développement de la civilisation des loisirs; insuffisance des traitements accordés aux maîtres; son hommage au personnel de l'Education nationale* [19 juin 1963] (p. 3560 à 3562).

Son rappel au règlement : *Présence du Ministre de l'Agriculture lors de la discussion des questions orales relatives à la crise agricole* [4 juillet 1963] (p. 3871).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une

question orale, avec débat, relative aux cours des primeurs et des fruits : *Signification des récents incidents survenus dans le Midi; conséquences des importations de tomates; effondrement des cours de ces produits; déclarations du Président de la République à ce sujet; augmentation nécessaire des capacités de stockage et de transport* [5 juillet 1963] (p. 3916, 3917); *passage à la frontière le 28 juin de wagons de pommes de terre* (p. 3920).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, une question orale, avec débat, relative aux problèmes du camping [18 juillet 1963] (p. 4272).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Historique de la question; classement des rivières et des fleuves et régénération de leurs eaux; lutte contre la pollution; répartition des eaux; réglementation de la mise en vente ou de la diffusion de certains produits; élaboration des décrets en Conseil d'Etat; usine à eau de la ville d'Arles; usine Progil à Pont-de-Claix dans le département de l'Isère; projet de déversement en Méditerranée, dans la baie de Cassis, des boues résiduelles d'alumine en provenance des usines de Gardanne, la Barasse et des Ayalades; rôle des pêcheurs à la ligne; crainte que le classement en différentes catégories entraîne pour certains la transformation fâcheuse des rivières en égouts; caractère trop systématique du recours à des décrets en Conseil d'Etat; contrôle des établissements du Commissariat à l'énergie atomique; protection de la santé publique; position du Gouvernement quant au financement de nouvelles adductions en eau potable; processus constant de dégradation des collectivités locales; valeur du texte* [16 octobre 1963] (p. 5185, 5186, 5187, 5188); Art. 4 : *Son amendement (Interdiction de tout déversement ou écoulement de matières susceptibles de produire le dichlorophénol); population du Bas-Rhin, du Languedoc et de la Provence* [14 novembre 1963] (p. 7229, 7230); *déversement depuis 1948, dans le Drac, d'eaux résiduelles contenant du dichlorophénol* (p. 7230); Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 9 (Cas d'une région où existe une solidarité effective d'intérêts entre des personnes publiques et privées)* (p. 7241); Art. 11 : *Son amendement tendant à modifier*

la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 11; représentation des communes et des départements (p. 7242); rôle primordial de l'organisme directeur (p. 7242); son amendement (Détermination du taux sur la proposition du service auquel incombe le contrôle d'Etat de l'établissement public administratif intéressé et après avis de l'organisme directeur) (p. 7243); ses explications de vote: Abstention du groupe communiste (p. 7257); en deuxième lecture: Amélioration du texte; caractère dynamique de nombreuses dispositions nouvelles; protection des eaux douces et des eaux de mer; droits des collectivités locales; problème de « l'étatisation » de l'eau; absence de moyens de financement; classement catégoriel [13 octobre 1964] (p. 3146, 3147); Art. 1<sup>er</sup> bis: Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann tendant, dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé, après les mots « est interdit le déversement... », à insérer les mots « dans les eaux superficielles et les eaux souterraines » (p. 3148); interdiction dans les eaux souterraines et dans les eaux superficielles des déversements (p. 3148); savoir si certaines dispositions sont du domaine réglementaire; pollution des eaux du Rhône datant de 1949 par les usines Progil à Pont-de-Claix; interdictions réglementaires; lettre adressée à l'orateur par M. le Préfet des Bouches-du-Rhône (p. 3150); Art. 9 ter: Ne pas créer un petit Parlement, cinq catégories au lieu de trois (p. 3160); abstention du groupe socialiste lors du vote (p. 3167);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION: Insuffisance des crédits d'investissement pour l'équipement des hôpitaux; crédits de paiement pour les investissements; enfance inadaptée; exécution du plan quadriennal; mauvaise répartition des dépenses d'aide sociale; insuffisance du personnel hospitalier [24 octobre 1963] (p. 5540, 5541, 5542); Art. 66: Participation de l'Etat aux dépenses de prophylaxie (p. 5556); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A.: Mévente des pommes de terre de primeur; nécessité de surveiller les importations et de favoriser les exportations; succession des prix de campagne pour le riz; malaise de l'agriculture [4 novembre 1963] (p. 6306); EDUCATION NATIONALE: Insuffisance des crédits; niveau des autorisations de programme pour 1964; problèmes posés par la poussée démographique [6 novembre 1963] (p. 6561); recours

aux classes préfabriquées; reproche possible d'imprévoyance et de négligence; caractère général de la politique du Gouvernement; intentions du Gouvernement actuel (p. 6561, 6562); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES: Importance de la récente grève des agents de la fonction publique; nécessité pour le Gouvernement de tenir ses promesses; revendications des agents de la fonction publique; rattrapage du retard sur les salaires du secteur nationalisé; augmentation générale des rémunérations pour compenser la hausse du coût de la vie; participation aux avantages de l'expansion et des progrès de la productivité; suppression des zones de salaires [8 novembre 1963] (p. 6900, 6901).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative au service du ramassage scolaire [29 novembre 1963] (p. 7581, 7582).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Education nationale, Art. 3: Vote du groupe communiste [18 décembre 1963] (p. 7973).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, sans débat, relative à l'approvisionnement en eau de la ville d'Arles [29 mai 1964] (p. 1547).

Est entendu sur la question orale, sans débat, de M. Spénale relative aux offres d'emploi par voie d'annonce, en qualité de suppléant [29 mai 1964] (p. 1548).

Pose à M. le Ministre des Travaux publics une question orale, sans débat, relative à la construction d'un pont à Arles [19 juin 1964] (p. 2064, 2065).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE: Objectifs du plan étant dépassés par l'ampleur des besoins et ne pouvant ainsi être atteints; prévisions des effectifs; course entre les moyens et les besoins; recrutement des instituteurs; variations des prix; radio et télévision vantant les réalisations de la V<sup>e</sup> République; 40 % d'élèves ayant été refusés dans les lycées techniques; pénurie dramatique de maîtres et de professeurs dans tous les ordres d'enseignement; urgence du recrutement; insuffisance des crédits; règle du sixième [29 octobre 1964] (p. 4128 à 4130); garantie d'objectivité apportée dans la répartition des crédits; situation

*lamentable de l'enseignement; priorité absolue devant être donnée à l'enseignement (p. 4130); son amendement tendant à réduire les crédits du titre IV de 6 millions de francs [30 octobre 1964] (p. 4308); budget ne comportant pas de crédits suffisants pour faire face à l'engagement pris par le Gouvernement (p. 4309); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : Situation des fonctionnaires; rémunération du secteur privé et du secteur public; harmonisation de leurs traitements; secteur nationalisé; participation équitable aux avantages de l'expansion et de la productivité; aménager les taux de la surtaxe progressive en fonction de la hausse des prix; catégories C et D et des auxiliaires [9 novembre 1964] (p. 5183 à 5185).*

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale, avec débat, sur les fraudes au baccalauréat [20 novembre 1964] (p. 5526).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale, sans débat relative à l'aide aux myopathes [18 décembre 1964] (p. 6244, 6245).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : Créations d'emplois; dépenses en capital; insuffisance par rapport aux besoins; réalisation du IV<sup>e</sup> Plan; économies faites sur le B.U.S.; les crédits pour l'impression des thèses et la gratuité des livres aux élèves de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup>; création de postes de professeurs agrégés dans les lycées; recrutement des élèves-maîtres; écoles maternelles et élémentaires; politique de décongestion des effectifs primaires; établissements de l'enseignement technique; caractère anti-social, discriminatoire de la politique scolaire du Gouvernement; développement de la recherche; force de frappe; autorisations de programme [18 octobre 1965] (p. 3809, 3810); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : Situation des agents de la fonction publique; hausse des prix; rapport de M. Toutée; rattrapage du secteur nationalisé; augmentation du coût de la vie; majoration de certains tarifs de la S.N.C.F.; ses observations sur la situation des cadres C et D; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue; suppression des zones de salaires; caractère discriminatoire du système fiscal français; mécanisme fiscal pénalisant les salariés; diffi-

*cultés d'existence des petits fonctionnaires [27 octobre 1965] (p. 4203, 4204); ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing; participation des fonctionnaires aux fruits de l'expansion économique (p. 4208).*

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique du logement : Nécéssité d'aider les sociétés d'économie mixte [15 juin 1966] (p. 2079, 2080).

Son rappel au règlement : Temps de parole [15 juin 1966] (p. 2080).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : Budget des rapatriés; leur indemnisation; droit à l'indemnisation des Français; proposition de loi du groupe socialiste; modalités de l'indemnisation; problème du logement; personnel du service des rapatriés; prêts consentis par le crédit hôtelier; reclassement des fonctionnaires français rapatriés d'Afrique du Nord; problème des pensions et des régimes de retraites; recherche des disparus; liste des prisonniers français encore détenus en Algérie; ses observations sur l'amnistie [24 octobre 1966] (p. 3775, 3776); ECONOMIE ET FINANCES, CHARGES COMMUNES : Multiplication des arrêts de travail; revendications des fonctionnaires; augmentation du salaire de base étant nécessaire pour compenser la hausse des prix; problème du pouvoir d'achat réel; décalage entre le secteur privé et le secteur public; rémunérations des cadres C et D; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue; situation des auxiliaires; problème des zones de salaires; revendications du personnel des P.T.T.; cas des employés des préfetures et sous-préfetures; problème des effectifs de la police; rémunération des agents communaux; conditions de travail dans la fonction publique; pression fiscale [4 novembre 1966] (p. 4256 à 4258).

**PRUNAYRE (M. Jean)**, Député de la Haute-Loire, 1<sup>re</sup> circonscription (C. D.).

En remplacement de Noël Barrot, décédé le 8 juin 1966.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 juin 1966] (p. 1819).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [16 juin 1966] (p. 2117).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [17 juin 1966] (p. 2451);

— membre de la Commission spéciale char-

gée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2457) [2 décembre 1966] (p. 5245).

---

## Q

**QUENTIER (M. René)**, *Député de l'Oise, 4<sup>e</sup> circonscription (U.N.R. - U.D.T.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1965] (p. 573).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

Donne sa démission de membre de cette commission [28 avril 1964] (p. 988).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [29 avril 1964] (p. 1029).

Donne sa démission de membre de cette Commission [9 juin 1964] (p. 1742).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [10 juin 1964] (p. 1803);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale char-

gée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1628);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la Région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction, Art. 52 : *Ses observations sur les frais notariés* [8 octobre 1963] (p. 5062);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, après le troisième alinéa de l'article premier, à insérer le nouvel alinéa suivant: « La composition de la région parisienne ainsi définie annule et remplace celle instituée à l'article 2 de la loi du 14 mai 1932 »* [12 juin 1964] (p. 1880); *composition territoriale; faire concorder et cadrer tous les textes concernant la région parisienne; exclusion de la région parisienne les cinq cantons sud de l'Oise prévus par la loi du 14 mai 1932; district de Paris* (p. 1880); *sa proposition pouvant être prise par voie réglementaire en vertu de l'article 44 in fine du projet de loi* (p. 1881); Art. 44 : *Sort des cinq cantons sud de l'Oise relevant du domaine réglementaire* (p. 1926);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 67 : *Ne pas confondre l'investissement, c'est-à-dire la construction du réseau d'assainissement et le fonctionnement; taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères; taux de déversement à l'égoût* [28 octobre 1965] (p. 4326); *ses observations sur les paroles de M. Bertrand Denis* (p. 4326); *latitude laissée aux syndicats intercommunaux; coût de certaines stations d'épuration* (p. 4327); *ses observations sur le sous-amendement de M. Zimmermann* (p. 4327); *fixation du prix de revient* (p. 4328);

— en deuxième lecture, de la proposition

de loi tendant à relever de la forclusion les preneurs de baux ruraux qui ont saisi les tribunaux paritaires cantonaux dans les délais institués par l'article 841 du Code rural; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte voté par l'Assemblée (Cas des preneurs occupant matériellement les lieux et ayant encouru la forclusion)* (16 novembre 1965] (p. 4657, 4658); Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte voté par l'Assemblée Nationale: « Les dispositions de l'article 3 de la présente loi sont applicables aux instances en cours »* (p. 4658);

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, Art. 25 : *Cas d'une société interprofessionnelle comprenant un notaire; problème posé par la disparition du notaire* [24 mai 1966] (p. 1445);

— en deuxième lecture, du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de celles constituées par acte authentique qui jouissent de cette personnalité à compter du jour de leur constitution »* [10 juin 1966] (p. 1920); *constitution de la société par acte authentique; inscription au registre du commerce* (p. 1920);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 1760 de M. Thoraille tendant à modifier l'article 1007 du Code civil relatif au testament olographe, Article unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Dépôt du testament olographe entre les mains d'un notaire)* [13 décembre 1966] (p. 5461); *expédition des documents au greffe* (p. 5461);

— En deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à permettre la suppression du régime juridique auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « parts de marais » ou « parts ménagères », en qualité de *Rapporteur suppléant: Ses observations sur le cas particulier des parts de marais ou parts ménagères sur lesquelles les titulaires ou occupants ont érigé des constructions; fixation des indemnités* [21 décembre 1966] (p. 5924, 5925); Art. 1<sup>er</sup> et Art. 5 : *Ses observations sur les amendements de M. Fry* (p. 5925, 5926).



## R

**RABOURDIN (M. Guy)**, *Député de Seine-et-Marne, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1964] (p. 600).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [7 mai 1963] (p. 2775).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et

de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer [8 avril 1964] (p. 654);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742);

— membre de la Commission consultative des assurances sociales agricoles [19 février 1963] (p. 2247).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

Donne sa démission de représentant suppléant de la France à cette assemblée [17 mai 1966] (p. 1302).

**Dépôts :**

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire les assurances incendie pour tous les logements, n<sup>o</sup> 565 [8 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à associer à l'obtention définitive du permis de construire les grands ensembles la décision de construction d'un groupe scolaire, n<sup>o</sup> 566 [8 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à autoriser la prise de possession des terrains non bâtis ou jugés tels, nécessaires à la réalisation des programmes d'équipement scolaire des collectivités locales, n° 622 [30 octobre 1963].

Sa proposition de loi portant réglementation du crédit à la consommation des particuliers par l'institution de « ratios d'engagements » et la possession d'une carte personnelle de crédit, n° 830 [16 avril 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite de la mission effectuée du 14 au 25 janvier 1964 au Maroc, par une délégation de la Commission chargée d'étudier les relations culturelles franco-marocaines, n° 986 [17 juin 1964].

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE, titre VI : *Développement des communes dites « dortoirs » ; difficultés particulières des constructions scolaires du premier degré dans ces collectivités locales* [19 janvier 1963] (p. 1274).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative aux prestations de maladie au profit des personnes âgées de plus de 70 ans [10 mai 1963] (p. 2850).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative aux honoraires de médecins dans certaines communes de Seine-et-Marne [21 mai 1963] (p. 3030).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale, sans débat, relative aux grands ensembles d'habitation et aux groupes scolaires [21 juin 1963] (p. 3660).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale, sans débat, relative à la redevance sur l'extension des locaux industriels [4 octobre 1963] (p. 5038, 5039).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative au préfinancement des constructions scolaires [11 octobre 1963] (p. 5145, 5146).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à la taxe sur les véhicules de

tourisme des sociétés (*Régime d'exonération pour les entreprises mettant à la disposition de leur V.R.P. des voitures de tourisme*) [11 octobre 1963] (p. 5146, 5147).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAIL, Art. 68 : *Problème du remboursement des honoraires médicaux ; détermination du tarif d'autorité* [5 novembre 1963] (p. 6442); *informations de l'opinion publique* (p. 6443); *reclassement des communes de la région parisienne* (p. 6443); EDUCATION NATIONALE : *Responsabilité des Gouvernements ayant été au pouvoir de 1950 à 1958 ; réforme des structures et des méthodes ; constructions des établissements scolaires* [6 novembre 1963] (p. 6594).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, sans débat, relative à la recrudescence de la délinquance juvénile [29 novembre 1963] (p. 7573, 7574).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale, sans débat, relative à la zone est de Paris [13 décembre 1963] (p. 7914).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative aux maîtres auxiliaires d'enseignement général [10 avril 1964] (p. 715, 716).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale relative aux zones de salaires [17 avril 1964] (p. 818).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Communes de Seine-et-Marne exclues des avantages du district ; ensemble du département supportant les charges ; substituer à l'article 32 le mot « région » au mot « agglomération » ; éviter toute discrimination en matière de Sécurité sociale et de transports* [12 juin 1964] (p. 1871, 1872);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Problème posé par la rupture, dans la Seine-et-Marne, de la convention signée aux termes du décret du 12 mai 1960 ; effets du décret d'août 1964 ; caractère dramatique de la situation ; abstention de l'orateur lors du vote* [20 octobre 1964] (p. 3428, 3429); EDUCATION NATIONALE : *Financement des constructions scolaires du premier degré dont les commerces ont la charge ; fonds de la Caisse des dépôts ; réforme du décret du 31 décembre 1963 relatif aux subventions pour les constructions scolaires du premier degré ;*

*fixation d'un prix plafond pour les constructions ; réalisation, par les collectivités locales, du programme de constructions scolaires dont elles ont la charge* [30 octobre 1964] (p. 4297, 4298); CONSTRUCTION, Art. 59 : *Ses deux articles additionnels soumis à la Commission des finances ; application de l'article 40 de la Constitution, de l'article 42 de la loi organique (Propriétaires de locaux à usage de bureaux et à usage industriel, contraints par l'administration de se déplacer à la suite d'opérations d'expropriations ; locataires ou occupants d'immeubles à usage de bureaux et à usage industriel)* [4 novembre 1964] (p. 4558-4559).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à l'annulation de l'augmentation des pensions de retraite de la S.N.C.F. [9 juin 1965] (p. 1914).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, en qualité de *Rapporteur suppléant* : Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée, c'est-à-dire supprimer le second alinéa de l'article 2 ; amendement voté par le Sénat ayant pour objet de parer la hausse éventuelle des prix susceptible de porter préjudice à l'exécution de la loi de programme ; Commission des affaires culturelles prévoyant une procédure souple ; cas d'augmentation minime des prix* [24 juin 1965] (p. 2427) ;

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 40 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 6 de cet article par les dispositions suivantes : « Dans tous les cas, le chiffre de la population dont il sera tenu compte devra comprendre l'ensemble de la population élisant domicile dans la commune y compris celle qui y est établie au titre de résidence secondaire »* [25 juin 1965] (p. 2552) ; *cas du département de Seine-et-Marne ; notion de résidence secondaire ; retrait de son amendement* (p. 2552).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative aux constructions scolaires [6 octobre 1965] (p. 3347, 3348).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Suppression des offices départementaux d'anciens combattants ; modicité du budget ; diminution du nombre des pensionnés de toutes catégories ; budget relatif aux pensions* [26 octobre 1965] (p. 4142) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Situation des personnes âgées ; cas des mères de famille ; fonctionnement de la Sécurité sociale ; conventions médicales ; cas de la Seine-et-Marne ; situation créée par la dénonciation des conventions ; égalité devant la loi* [19 octobre 1966] (p. 3590, 3591) ; INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Situation des communes dites dortoirs ; leurs recettes fiscales ; problème de la patente ; ses observations sur la taxe de 50 francs à 200 francs le mètre carré sur la construction d'usines ou de bureaux ; possibilité d'installer des petites usines encombrant certains quartiers de Paris à proximité de la capitale ; présence, dans les communes dortoirs, d'une population d'origine étrangère, le plus souvent nord-africaine ; ses conséquences ; allocations médicales gratuites ; gratuité des cantines ; problèmes des bidonvilles* [24 octobre 1966] (p. 3767) ; EDUCATION NATIONALE : *Constructions scolaires ; enseignement du premier degré ; capacité financière des communes ; cas des communes-dortoirs ; prix d'une classe scolaire* [2 novembre 1966] (p. 4132, 4133).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, relative aux constructions scolaires [16 novembre 1966] (p. 4600) ; *inquiétude des collectivités locales particulièrement des communes-dortoirs ; différence entre le prix d'acquisition d'une classe commandée à un entrepreneur et le prix estimé par l'Administration* (p. 4601, 4602).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, sans débat, relative à la situation des Algériens sans emploi vivant en France [25 novembre 1966] (p. 5004, 5005).

**RADIUS (M. René)**, Député du Bas-Rhin, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 594);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

Est élu président de cette Commission [16 mai 1963] (p. 2938).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier de certaines mesures sociales les déportés et internés de la Résistance et les déportés et internés politiques, n° 250 [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à préciser les dispositions de l'article 27 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à l'extension du monopole des tabacs en Alsace et en Lorraine, n° 384 [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'emploi de verres trempés dans la fabrication d'objets susceptibles de provoquer des accidents, n° 385 [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à autoriser certains titulaires de diplômes allemands, ayant servi la France dans la guerre ou dans la Résistance, à exercer en France les professions de médecin et de dentiste, n° 386 [21 juin 1963].

Sa proposition de loi relative aux conditions de location des immeubles en construction, n° 387 [21 juin 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 534) autorisant la ratification de : 1° la

Convention instituant une organisation européenne pour la mise au point et la construction des lanceurs d'engins spatiaux, signée à Londres le 29 mars 1962, et ses protocoles annexes; 2° la Convention instituant une organisation européenne de recherches spatiales, signée à Paris le 14 juin 1962, et ses protocoles annexes, n° 621 [29 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, autorisant l'approbation de la convention portant création d'une Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral et de son protocole financier, signés à Paris le 5 octobre 1962, n° 652 [14 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à permettre à certaines personnes ayant perdu la nationalité française de réclamer, par déclaration, la qualité de Français, n° 1230 [9 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1303) autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 1<sup>er</sup> septembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de métrologie légale, n° 1596 [26 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1929) autorisant la ratification du protocole sur les privilèges et les immunités de l'organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, complété par un protocole de signature, signé à Londres le 29 juin 1964, et du protocole sur les privilèges et les immunités de l'organisation européenne de recherches spatiales, signé à Paris le 31 octobre 1963, n° 1991 [28 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2071) autorisant l'approbation de l'accord de siège, signé à Paris le 5 juillet 1966 entre le Gouvernement de la République française et l'Institut international du froid, n° 2179 [24 novembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Exercice des travaux*

de nettoyage par les gendarmes [23 janvier 1963] (p. 1610);

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération franco-allemande : *Importance des échanges entre les deux jeunesses française et allemande; organismes existant déjà en matière d'échange et de jumelage; problème des relations franco-allemandes et les déclarations faites par M. Winston Churchill en 1946 ainsi que les entretiens Jefferson-Caffery en 1947; importance de la réconciliation franco-allemande pour Strasbourg* [13 juin 1963] (p. 3365, 3366);

— du projet de loi relatif aux forêts françaises, Art. 2 : *Nature; rôle du Commissaire du Gouvernement ou ingénieur délégué* [11 juillet 1963] (p. 4083); En deuxième lecture, Art. 2 : *Son amendement (Rôle des conseillers techniques au sein des centres régionaux)* [25 juillet 1963] (p. 4496, 4497); Art. 4 : *Mécanisme d'application du programme d'exploitation* (p. 4499); Art. 6 : *Problème de la répression des coupes abusives* (p. 4503);

— du projet de loi autorisant la ratification de : 1° la Convention instituant une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux signée à Londres le 29 mars 1962 et ses protocoles annexes; 2° la Convention instituant une organisation européenne de recherches spatiales, signée à Paris le 14 juin 1962 et ses protocoles annexes : *Intérêt politique de la recherche scientifique; insuffisance des ressources nationales; nécessité d'une collaboration entre les Etats; impossibilité de rivaliser avec les Etats-Unis et l'U.R.S.S.; fonctionnement du C.E.C.L.E.S. et du C.E.R.S.; siège de ces organismes à Paris* [21 novembre 1963] (p. 7369, 7370);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention portant création d'une organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral et de son protocole financier signés à Paris le 5 octobre 1962, en qualité de *Rapporteur* : *Création d'une organisation européenne pour la recherche astronomique dans l'hémisphère austral; siège à Paris; son objet; construction et fonctionnement d'un observatoire astronomique dans l'hémisphère austral; répartition des dépenses entre les pays signataires; contribution française figurant à l'avenir dans le budget des Affaires étrangères et non plus dans celui de*

*l'Education nationale* [21 novembre 1963] (p. 7373).

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Problèmes de l'aménagement du territoire discutés au sein du Conseil de l'Europe; conférence européenne des pouvoirs locaux; création d'un Conseil européen de l'aménagement du territoire; association des populations à cet aménagement; sa réalisation; liaison mer du Nord-Méditerranée* [24 novembre 1964] (p. 5569, 5570).

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1<sup>er</sup> : *Défense des communes forestières; création d'un Office national des forêts; ses observations sur ses ressources; son organisation, le personnel de l'office; importance du rôle des ingénieurs des eaux et forêts, des ingénieurs de travaux, des chefs de district et des agents; amélioration de leur statut* [8 décembre 1964] (p. 5939); *méfiance envers l'exploitation en régie* (p. 6000); *son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon (Composition du conseil d'administration de l'Office national des forêts)* (p. 6004); *multiplicité des solutions quantitatives et qualitatives; souci des communes forestières* (p. 6005); *représentation des collectivités locales* (p. 6006); *gestion des forêts* (p. 6007);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la forêt communale; vente des bois; rôle de l'office; taxe dite forestière; vente de coupes domaniales et communales; conseil d'administration de l'office* [28 octobre 1965] (p. 4307, 4308);

— du projet de loi autorisant la ratification du protocole sur les privilèges et les immunités de l'Organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux complété par un protocole de signature, signé à Londres, le 29 juin 1964, et du protocole sur les privilèges et les immunités de l'Organisation européenne de recherches spatiales, signé à Paris le 31 octobre 1963, en qualité de *Rapporteur* : *Construction de lanceurs d'engins spatiaux; quote-parts attribuées aux trois pays principaux; immunité juridictionnelle; régime fiscal et douanier des deux organismes* [28 juin 1966] (p. 2428, 2429);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 13 : *Préoccupation du Conseil*

de l'Europe et de sa commission des pouvoirs locaux; travail de la Conférence européenne des pouvoirs locaux [11 octobre 1966] (p. 3291); après l'Art. 15 : Ses observations sur les paroles de M. Pflimlin (p. 3297);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : Ses observations sur les forêts communales françaises; rôle des agents de l'office des forêts; cas de la Moselle; mévente des bois; bois importés; problème des sciures de résineux; fonds européen d'intervention et de garantie agricole; taxe de reboisement; propagande en faveur de l'utilisation du bois [26 octobre 1966] (p. 3914, 3915); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Objectifs des communautés européennes; résultats du Conseil de l'Europe; réalisation d'une union étroite entre les Etats membres; coopération inter gouvernementale; contribution européenne à l'œuvre des Nations Unies; rôle de l'O.C.D.E. et de l'U.E.O.; ses observations sur l'U.N.E.S.C.O. et l'Association européenne de libre échange; rôle de la ville de Strasbourg [3 novembre 1966] (p. 4210, 4211);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord du siège signé à Paris le 5 juillet 1966 entre le Gouvernement de la République française et l'Institut international du froid, en qualité de Rapporteur : Fonctionnement de cet institut; nationalité du directeur de l'institut; immunités et privilèges du personnel [29 novembre 1966] (p. 5032);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, avant l'Art. 1<sup>er</sup> : Application des dispositions de l'ancien Code électoral à des épouses qui désirent se faire inscrire au même endroit que leur mari [7 décembre 1966] (p. 5341).

**RAFFIER (M. Marcel)**, Député de la Haute-Loire, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission de la production et des échanges [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3832), [18 octobre 1966] (p. 3517);

— membre de la Commission supérieure des allocations familiales agricoles [19 février 1963] (p. 2247).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Application de la loi du 2 août 1960 sur l'enseignement agricole; aide à l'enseignement privé; cas des éleveurs du Massif central et de la Haute-Loire; prophylaxie de la tuberculose bovine [4 novembre 1963] (p. 6290);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Mesures propres à intensifier la lutte contre la tuberculose des bovins; organisation rationnelle du ramassage du lait; perfectionnement des règles appliquées en matière de transformation des structures [5 novembre 1964] (p. 4718, 4719);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : Agriculture des régions de montagne; tuberculose bovine; prix des productions animales; fonds d'action sociale; indemnité de départ; cas des départements d'Auvergne; fréquentation des collèges d'enseignement général et des collèges agricoles; cantons pilotes d'aménagement rural [28 octobre 1965] (p. 4307);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : Cas du département de la Haute-Loire; crédits réservés aux aménagements d'étables [27 octobre 1966] (p. 3964); prix du lait payé aux producteurs; frais généraux de l'industrie laitière locale; investissements agricoles (p. 3964).

**RAMETTE (M. Arthur)**, Député du Nord, 15<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591).

### Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à instituer des comités d'entreprise dans les exploitations houillères nationalisées ainsi que dans toutes les exploitations minières et carrières quelle que soit la nature des minéraux extraits, n° 559 [8 octobre 1963].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INDUSTRIE : *Liquidation des houillères nationales et le manque de charbon domestique; importation de charbons étrangers; condamnation à mort des bassins houillers français; application de l'article 67 de la loi de finances pour 1962* [9 janvier 1963] (p. 412, 413); AFFAIRES CULTURELLES : *Difficultés des théâtres de province; cas des théâtres de Lille; insuffisance des crédits qui leur sont attribués; théâtre populaire des Flandres* [18 janvier 1963] (p. 1133);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière, COMMISSION MIXTE PARITAIRE : *Augmentation de la charge fiscale pesant sur les travailleurs; récentes augmentations du tabac et des chemins de fer; développement des investissements non productifs; élimination des artisans et des petits commerçants; réduction du pouvoir d'achat des masses; discussions de la table ronde relatives à l'avenir des houillères et des mines de fer* [12 juin 1963] (p. 3304).

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Situation économique actuelle; retard pris durant les premiers mois de l'année;*

*opinion émise à ce sujet par M. Dumontier au Conseil économique et social; déficit de la balance du commerce extérieur; hausse des prix de détail; poids des charges fiscales et des dépenses improductives; augmentation du degré d'exploitation des travailleurs; contenu du présent projet; insuffisance des crédits pour l'éducation nationale; cas du département du Nord; problème du logement des étudiants de l'université de Lille; place de la France en matière de construction sur le plan international; activité de l'office municipal H.L.M. de Lille; situation du logement dans le Nord; relais des dépenses de l'Etat par les capitaux privés en matière de construction et ses conséquences* [19 juillet 1963] (p. 4337 à 4339);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer, Art. 1<sup>er</sup> : *Vote du groupe communiste* [26 juillet 1963] (p. 4599);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Son amendement (Reverser aux collectivités locales le produit du prélèvement opéré sur les plus-values); laisser aux collectivités locales la majeure partie des recettes de l'article 3* [22 octobre 1963] (p. 5317, 5318); *mettre un terme aux spéculations; destination des fonds* [23 octobre 1963] (p. 5387); Art. 8 : *Pénurie de terrain; problème de la hausse de la construction; simplification des procédures d'expropriation* (p. 5398); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INDUSTRIE : *Augmentation de la consommation de charbon; demande de l'ouverture d'un large débat sur la politique énergétique du Gouvernement* [30 octobre 1963] (p. 5972); TRAVAIL : *Insuffisance des mesures de sécurité dans les mines; surmenage imposé aux mineurs; revendications des délégués mineurs* [5 novembre 1963] (p. 6428, 6429);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Prévisions de dépenses à l'Éducation nationale; politique charbonnière désastreuse du Gouvernement; crédits pour des importations supplémentaires de charbon; intérêts des monopoles sidérurgiques et pétroliers; consommation de houille en hausse ainsi que les besoins énergétiques; importations à bon prix de charbon américain; compenser l'insuffisance de charbon par une consommation accrue de pétrole; exploiter à fond les ressources charbonnières de la France; récession de la*

région du Nord; déficit des charbonnages de France; extraction insuffisante; ventes à des prix préférentiels; pénurie de main-d'œuvre; ouverture d'un large débat sur la politique énergétique [10 décembre 1963] (p. 7757 à 7759);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE: *Insuffisance des crédits affectés à l'équipement de la faculté de Lille; construction de la nouvelle cité universitaire* [29 octobre 1964] (p. 4159); INDUSTRIE: *Mauvais entretien de la plupart des logements attribués aux ouvriers mineurs; règles les plus élémentaires de l'hygiène n'étant pas observées; opinion de la direction des houillères sur l'insuffisance du personnel d'entretien; entretenir le capital immobilier; respect de la personne humaine* [30 octobre 1964] (p. 4335, 4336);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan: *Sacrifice des intérêts des travailleurs; équilibre de la balance commerciale et des investissements productifs; pouvoir d'achat des salariés ayant baissé depuis 1957; productivité ayant doublé; majoration des tarifs des services publics; durée du travail; âge de la retraite* [25 novembre 1964] (p. 5614, 5615).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à la situation de l'emploi à Douai [27 novembre 1964] (p. 5710, 5711).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 14: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [8 décembre 1964] (p. 5893); *problème de l'encaissement à domicile; ne pas faire supporter aux travailleurs les plus modestes des dépenses nouvelles* (p. 5894); Art. 19: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 19: « Les dispositions de l'article 1473 du Code général des impôts ne sont pas applicables aux sociétés coopératives de consommation »* (p. 5898); *problèmes des sociétés coopératives de consommation* (p. 5898); Art. 44: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5918); *article paraissant porter atteinte au système du tiers-payant et au droit des assurés sociaux mutualistes* (p. 5918, 5919); après l'Art. 44: *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement du Gouvernement par le nouvel alinéa suivant:*

*« L'allégement des charges résultant de l'application de ces dispositions sera accordé aux exploitants pour la partie de leur production inférieure à cent tonnes de betteraves »* (p. 5920); *apporter une aide efficace aux petits producteurs de betteraves* (p. 5920);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers: *Projet de loi favorisant les fusions et les regroupements d'entreprises; situation dans le Nord; recul économique, notamment dans les secteurs des mines, du textile, de la métallurgie; projet actuel devant entraîner de nouvelles fermetures d'usines; rôle des banques; importance des industries de transformation; expansion économique dépendant du pouvoir d'achat des travailleurs* [11 mai 1965] (p. 1248, 1249); Art. 5: *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 5, à remplacer le taux de « 12 % » par le taux de « 25 % »* [12 mai 1965] (p. 1275); *administrateur bénéficiant de nombreuses prébendes singulièrement en émergeant très largement aux frais généraux et aux sources de revenus les plus diverses; taxation des tantièmes* (p. 1275); Art. 12: *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article* [13 mai 1965] (p. 1319); *droit d'apport* (p. 1320); *supprimer un droit de 0,80 % sur l'actif net des sociétés* (p. 1320); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 1329);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 8: *Son amendement tendant, dans le paragraphe 2, deuxième alinéa de l'article 8, à supprimer les chiffres « 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> »* [24 juin 1965] (p. 2460); *exonération de la T.V.A. sur la vente du pain et du lait; coût de la vie; départements miniers* (p. 2460); *son amendement tendant à l'article 8, dans le paragraphe 2, deuxième alinéa, à supprimer le chiffre « 9 »* (p. 2461); *texte en discussion introduisant la presse dans le champ d'application de la T.V.A.* (p. 2461); *presse devant être maintenue en dehors du champ d'application de la T.V.A.; son amendement tendant à l'article 8, dans le paragraphe 2, deuxième alinéa, à supprimer le chiffre « 30<sup>o</sup> »* (p. 2463); en deuxième lecture, Art. 8: *Son sous-amendement tendant, dans le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'amendement du Gouvernement, après l'alinéa 9<sup>o</sup> à insérer de nouvelles dispositions (pain de consommation courante; laits livrés pour l'alimentation)* [21 dé-



cembre 1965] (p. 5016); son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour le paragraphe 2, après les mots « Article 271 », à supprimer les références « 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> » (p. 5017);

— en troisième et dernière lecture, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Groupe communiste votant contre le projet* [28 juin 1965] (p. 2684);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise : *Application de la loi instituant des comités d'entreprise aux entreprises du secteur public et nationalisé; cas des houillères nationales; substitution aux comités de groupe des commissions d'entreprise de groupe; arrêt du Conseil d'Etat du 2 mai 1959; situation à Air France* [28 juin 1965] (p. 2691, 2692); avant l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant avant l'article premier à insérer le nouvel article suivant: « Au début du premier alinéa de l'article premier de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 après les mots « entreprises industrielles et commerciales », à insérer les mots « dans les établissements du secteur public et nationalisé »* (p. 2698); *rôle d'un conseil d'administration chargé d'assurer la gestion d'une entreprise; rôle du comité d'entreprise; représentation des syndicats dans les comités d'entreprise* (p. 2700); *extension du champ d'application de la loi aux entreprises nationalisées* (p. 2700);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 17 : *Accorder une aide plus large aux petits et moyens planteurs de betterave; problème de la résorption de la totalité des excédents; récolte de 1966-1967; possibilités d'exportation; exonération des planteurs de toute charge de résorption jusqu'aux 200 premières tonnes; ne pas imposer un contingent ni une réduction de superficie pour les planteurs exploitant moins de 5 hectares* [8 octobre 1965] (p. 3425); Art. 19 (suite) : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3427); *taxe de 0,70 francs par quintal de blé livré annihilant l'augmentation du prix d'intervention minimum; intempéries de l'été; abaissement des rendements; cas des petits et moyens producteurs de blé sinistrés; possibilité d'accorder une exonération de toute charge de résorption pour les 150 premiers quintaux livrés* (p. 4338);

*son amendement tendant, dans le paragraphe I de cet article à substituer aux mots « portant sur toutes les quantités de blé tendre et d'orge reçues... », les mots « portant sur les quantités de blé tendre et d'orge supérieures à 150 quintaux reçus »* (p. 3438); *exonérer de la taxe les 150 premiers quintaux livrés par le producteur* (p. 3438);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : ses explications de vote : *Aménagement de la rémunération du travail; problème financier des collectivités locales; niveau de vie des Français; revendications des travailleurs; abandon de l'exploitation des ressources minières essentielles, en particulier houille et minerai de fer; recul économique du Nord et du Pas-de-Calais; groupe communiste votant contre le projet* [5 novembre 1965] (p. 4562, 4563).

**RAULET (M. Roger)**, Député de la Marne, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32), [3 octobre 1963] (p. 5021), [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3832), [18 octobre 1966] (p. 3517);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468);

— membre du conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction [13 février 1963] (p. 2442).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087); Annexe n° 34: Rapport sur les comptes spéciaux du Trésor, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577); Annexe n° 33: Rapport sur les comptes spéciaux du Trésor, n° 1588 [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044); Annexe n° 36: Rapport sur les comptes spéciaux du Trésor, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, en qualité de *Rapporteur spécial*, après l'Art. 9: *Différentes taxes parafiscales; importance de la taxe sur les appareils de radio et de télévision; augmentation escomptée d'après l'accroissement des chiffres d'affaires; suppressions intervenues par rapport*

*à 1962 (Taxe sur la commercialisation du blé, taxe de résorption du seigle); taxes nouvellement créées (Taxes concernant le marché et la conservation de certains légumes, petits pois et champignons; taxe sur l'industrie horlogère; taxe sur les primes d'assurance); taxe additionnelle au droit de timbre sur les cartes grises; droit de timbre sur les connaissements; parafiscalisation de certains droits (Polices d'assurance maritime, consommation de produits pétroliers, navigation côtière et de plaisance); redevance sur les rhums contingentés et importés [18 décembre 1962] (p. 110); problème de la redevance sur les importations de rhums contingentés (p. 125); amendement de la Commission (Suppression du droit de timbre sur les connaissements): perception de ce droit par les contributions indirectes (p. 132);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, en qualité de *Rapporteur spécial*, Art. 35: *Perception des taxes fiscales énumérées à l'Etat E; ensemble des sommes perçues au titre des taxes parafiscales; comité interprofessionnel du rhum [24 octobre 1963] (p. 5516); INTÉRIEUR: Augmentation des ressources communales; inégalité entre les communes; réforme des finances locales [5 novembre 1963] (p. 6485); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964, Art. 35: Son amendement tendant à rédiger le deuxième alinéa de l'article 35 (Perception des taxes prévues aux lignes 80 et 107 autorisée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1954) [6 décembre 1963] (p. 7719); défendre les planteurs de nos départements d'outre-mer (p. 7719);*

— en deuxième lecture, du projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, Art. 9: *Son amendement tendant, à la fin du quatrième alinéa de cet article à substituer aux mots « ils sont sans appel et ne peuvent être attaqués que par voie de cassation », les mots « il peut être fait appel devant la Cour d'appel » [5 décembre 1963] (p. 7642); problème de la création d'un troisième degré de juridiction (p. 7642); Art. 76 bis: Possibilité pour le contribuable de se faire assister de deux conseils (p. 7647).*

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans

débat, relative à la revision du plafond de forfaits [22 mai 1964] (p. 1363, 1364).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Reports de crédits ou de débits en début d'exercice modifiant l'aspect habituel que consacre l'annuité de la plupart des crédits des budgets; augmentation des comptes spéciaux; insuffisance des ressources du fonds national pour le développement des adductions d'eau et du fonds forestier national; expansion démographique; consommation d'eau accrue par tête d'habitant; nouvelles adductions mises en service chaque année; insuffisance de la prévision de vingt millions supplémentaires; réalisation, pour les communes, de leur programme d'adduction d'eau; allocation aux familles d'enfants recevant l'enseignement du premier degré; problème de la loterie nationale; fonds de soutien aux hydrocarbures; soutien financier de l'industrie cinématographique; nombre des spectateurs étant stationnaire; relèvement de la taxe additionnelle au prix des places; produit du fonds spécial d'investissement routier; ancien fonds national pour l'aménagement du territoire; comptes d'avances aux départements, aux communes et aux établissements; organismes d'H.L.M.; opérations du F.D.E.S. [28 octobre 1964] (p. 3986, 3987); TAXES PARAFISCALES, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Produit de l'ensemble des taxes parafiscales; leur augmentation; tâches financées par les taxes parafiscales servant non seulement les intérêts professionnels mais aussi l'intérêt général; taxes sur les prix de revient; éviter toute surcharge aux entreprises; procéder à un examen approfondi de l'utilité de ces taxes* (p. 3990); INTÉRIEUR: *Intervention d'une réforme de la fiscalité des collectivités locales; situation des personnels de police; augmentation de la dotation en carburant pour les rondes préventives* (p. 4023, 4024); CONSTRUCTION: *Donner plus de facilités aux propriétaires de surélever les immeubles anciens; frais trop élevés des actes hypothécaires; prix actuel des terrains* [4 novembre 1964] (p. 4551);*

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 28: *Eviter au maximum le contentieux inutile* [12 mai 1965] (p. 1290); Art. 35: *Son amendement tendant à la suppres-*

*sion du paragraphe 3 de cet article; dispositions de l'ordonnance n° 59-248 du 4 février 1959 permettant la création, après agrément, de sociétés conventionnées* (p. 1296); *distinguer entre le régime fiscal des sociétés de personnes et l'article 5 de l'ordonnance de 1959* (p. 1296, 1297);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier: *Situation de certaines catégories de petites et moyennes entreprises; entreprises artisanales; possibilité de hausse de prix; collectivités locales; nécessité de la justice fiscale; impôt des ménages* [23 juin 1965] (p. 2403, 2404); Art. 4: *Consultation des professions intéressées* [24 juin 1965] (p. 2456); Art. 12: *Taux de la taxe sur la T.V.A.* (p. 2466); Art. 18: *Activités des petites entreprises soumises à la décote; commerces de distribution; déduction des consommations énergétiques* [25 juin 1965] (p. 2510); *décote pour les commerçants* (p. 2512); Art. 19: *Régime du forfait* (p. 2521); *forfaits pouvant être dénoncés par le contribuable* (p. 2523); Art. 25: *Renforcement de la réglementation* (p. 2539); *comptabilité-matières* (p. 2539); *son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de l'article 35, après les mots « taxe sur la valeur ajoutée », à insérer les mots « non forfaitaire »* (p. 2540); *retrait de son amendement* (p. 2540); en deuxième lecture, Art. 16: *Commerce des grosses entreprises; problème du dumping* [22 décembre 1965] (p. 5036); *ses observations sur le commerce et les petites entreprises; déduction de taxes sur la construction d'immeubles* (p. 5038); Art. 18: *Taux de la décote; situation des petites et moyennes entreprises* (p. 5043); *cas des petites et moyennes entreprises se trouvant au-dessus du plafond de la décote* (p. 5043);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 4: *Exonérer de la taxe complémentaire les contribuables considérés comme artisans pour l'application de la législation fiscale; appréciation du petit revenu inférieur à un certain plafond; notion d'égalité fiscale* [7 octobre 1965] (p. 3386); *exemption de la taxe complémentaire à l'ensemble des petits revenus* (p. 3386); Art. 8: *Encouragement à l'épargne étant indispensable en France; nécessité de ne pas transgresser la notion d'égalité devant l'impôt* (p. 3390); *notion de l'équité fiscale; suppression de cet article* (p. 3390).

Prend part au débat sur la déclaration du

Gouvernement sur les collectivités locales : *Solidarité entre les collectivités ; rendement de la fiscalité locale directe ; ses observations sur les patentes ; l'impôt sur le foncier bâti, la contribution mobilière ; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires ; disparité des prix en matière de distribution d'eau potable* [17 mai 1966] (p. 1335, 1336).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, TAXES PARAFISCALES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Redevance de la radiotélévision ; taxe pour le centre technique de l'industrie du décolletage ; exportation du cognac ; centre d'études et de recherche de l'industrie du béton manufacturé ; cotisation sur les noix de Grenoble ; cotisation destinée à la formation professionnelle dans la réparation de l'automobile et du cycle ; taxe perçue au profit du comité professionnel de la montre* [4 novembre 1966] (p. 4231, 4232) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Evolution de la dette ; fonds de développement économique et social ; prêts aux H.L.M. et au fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme ; caisse des prêts aux H.L.M. ; fonds national pour le développement des adductions d'eau ; fonds forestier national ; situation résultant de la fusion des communes ; taxe d'assainissement assise sur la consommation d'eau ; possibilité de remettre au Ministère de l'Équipement le soin d'étudier et de réaliser les adductions d'eau ; distinction entre communes rurales et urbaines ; ses observations sur la loterie nationale ; problème du tiercé ; fonds de soutien aux hydrocarbures ; création de l'entreprise de recherche et d'activités pétrolières ; société française de recherche et d'exploration pétrolière ; soutien financier de l'industrie cinématographique ; dégradation du marché cinématographique ; subventions à la production de films ; fonds spécial d'investissement routier ; produit de la taxe intérieure sur les produits routiers ; fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme ; financement des zones à urbaniser en priorité ; assistance financière à la Turquie ; prêts du fonds de développement économique et social ; aide au Maroc ; accords pétroliers avec l'Algérie ; problème de la fixation d'un prix national de l'eau ; montant des allocations viagères ; diminution de la charge nette des comptes spéciaux* (p. 4246 à 4249) ; *problèmes des fusions de communes et des créations de syndicats intercommunaux* (p. 4252).

**RAUST (M. André)**, *Député du Tarn, 1<sup>re</sup> circonscription (S.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Caractère insuffisant du présent budget ; exemple de l'enfance inadaptée ; retard de la France en matière d'équipement hospitalier et d'aide sociale ; insuffisance du personnel et des traitements dans les hôpitaux ; création d'un enseignement spécialisé pour enfants déficients ; obligation faite aux maires d'assurer l'internement des aliénés ; priorité donnée par le Gouvernement aux dépenses militaires ; insuffisance des crédits de la Santé publique* [14 janvier 1963] (p. 764, 765).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Max Petit et Nungesser, relatives au statut de la R.T.F. : *Présentation fallacieuse des chiffres des salaires des mineurs au moment de la récente grève* [21 juin 1963] (p. 3669) ;

Suppléant M. Cassagne, pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative au problème de l'emploi posé par la reconversion d'entreprises [28 juin 1963] (p. 3790, 3791).

Suppléant M. Cassagne, pose à M. le Ministre du Travail une question orale, avec débat, relative à l'aménagement des horaires de travail : *Problèmes posés par le travail de la femme ; nécessité de concilier l'équilibre du foyer avec le travail féminin ; aménagement*

*souhaitable des horaires de travail ; extension du bénéfice de la quatrième semaine de congés payés ; abaissement de la mise à la retraite pour les femmes [28 juin 1963] (p. 3794) ; généralisation du système des quatre semaines de congés payés ; silence observé par le Ministère du Travail dans la conjoncture actuelle (p. 3804).*

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Application des accords d'Evian ; modalités de l'octroi de l'aide à l'Algérie ; crédits « d'aide-liée » et « d'aide-libre » ; essais atomiques [28 octobre 1963] (p. 5748, 5749).*

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Objectif de grandeur ; effacer le souvenir de Yalta ; division du monde en deux blocs ; Europe confédérale à Six ; intégration de l'Europe ; situation de la Grande-Bretagne par rapport à l'Europe ; construction européenne ; entente avec l'Allemagne ; relations de l'Europe avec les Etats-Unis ; prééminence de la France ; problème du tiers monde ; crédits ; ne pas sacrifier le développement intérieur de la France ; politique d'hégémonie ; proposition de M. Pineau au sujet de l'aide au tiers monde ; démocratiser les institutions dans la Communauté des Six ; appliquer les idées de M. Defferre sur l'Alliance atlantique ; éviter la dissémination des armes nucléaires ; travailler à l'union de l'Europe ; politique française déterminée par un seul homme ; rester fidèle à nos alliés ; éviter l'isolatisme [28 avril 1964] (p. 982 à 984).*

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discours prononcé par M. le Ministre des Affaires étrangères en avril 1964 ; son optimisme, ultimatum public adressé à l'Allemagne à propos du prix des céréales ; date de juillet 1964 initialement prévue pour l'unification des céréales n'ayant pas été écartée par le Gouvernement français en raison du plan de stabilisation ; partage des responsabilités ; traité franco-allemand ; France pouvant quitter éventuellement le Marché commun et l'Alliance atlantique ; Gouvernement s'étant tourné vers le tiers monde ; reconnaissance de la Chine de Pékin ; problème de la « troisième force » ; solitude de la France ; réveil du nationalisme en Allemagne [3 novembre 1964] (p. 4440, 4442) ; saisine de la*

*Cour de Justice (p. 4455) ; AFFAIRES ALGÉRIENNES : Ses observations sur la présentation confuse du budget ; importance trop grande de l'aide « libre » ; faiblesse du Gouvernement français en face des violations des accords d'Evian ; relations franco-algériennes n'étant pas normalisées, certaines importations algériennes étant nuisibles à l'économie française [7 novembre 1964] (p. 4974) ; ses observations sur les paroles prononcées par M. de Broglie (p. 4976) ;*

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes : ses explications de vote : *Groupe socialiste votant l'article unique, vote ne signifiant pas l'approbation de la politique étrangère du Gouvernement ; ses insuffisances [17 juin 1965] (p. 2213) ;*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, COOPÉRATION : *Importance excessive des dépenses militaires dans le budget de la coopération ; diminution des crédits pour l'aide économique ; aider les jeunes Etats à se doter des cadres techniques nécessaires à leur expansion ; aider les jeunes économies à trouver un équilibre indispensable ; aider les populations à élever leur niveau de vie [13 octobre 1965] (p. 3579) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Echec des projets du Gouvernement ; directoire atlantique à trois ; traité franco-allemand ; absence de caractère de la politique étrangère du Gouvernement ; exercice d'un pouvoir personnel ; mise en cause du traité de Rome ; propositions de la Commission exécutive de la Communauté [20 octobre 1965] (p. 3908, 3909) ; ne pas donner libre cours aux intérêts égoïstes de chaque partenaire ; nécessité d'une progression d'une Europe unie ; motion de censure possible de l'Assemblée ; pouvoirs budgétaires du Parlement européen ; Parlement français n'ayant qu'un rôle consultatif ; traité de Rome étant antérieur à la Constitution ; avenir du Marché commun ; règlement financier ; éviter tout chantage entre les partenaires ; nécessité de reprendre les négociations ; esprit du traité de Rome (p. 3909, 3910).*

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à la sécurité dans les mines d'Aquitaine [22 avril 1966] (p. 913, 914).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, *AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Objectifs du Gouvernement ; ses observations sur les objectifs d'indépendance et de grandeur ; accord franco-allemand ; office franco-allemand de la jeunesse ; éventualité d'une réunification de l'Allemagne ; relations de la France avec l'Afrique, l'Amérique latine, le tiers monde, l'Asie et l'Est ; déclaration franco-cambodgienne du 2 septembre 1966 ; guerre d'Algérie ; alliance atlantique ; Union de l'Europe occidentale ; construction européenne ; méfiance à l'égard de la commission exécutive du Marché commun ; régime constitutionnel de la France ; nationalisme ; définition de l'orientation générale* [3 novembre 1966] (p. 4202 à 4204); *ses observations sur les paroles de M. Couve de Murville* (p. 4213).

**REGAUDIE (M. René)**, Député de la Haute-Vienne, 1<sup>re</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricoat et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle) [14 juin 1966] (p. 2038).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faciliter la gestion, la mise en valeur et le regroupement des biens appartenant aux sections communes, n° 159 [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à apporter certains aménagements aux liquidations des pensions des agents des réseaux secondaires des chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways, tributaires de la loi du 22 juillet 1922 créant la caisse autonome mutuelle des retraites, n° 160 [13 février 1963].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Problème du fonds d'investissement routier et l'utilisation de ces crédits* [25 janvier 1963] (p. 1833);

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Cas des communes ayant demandé à faire des boisements* [11 juillet 1963] (p. 4066); *sa motion de renvoi en commission ; hâte avec laquelle le présent texte vient en discussion ; caractère trop général des dispositions proposées ; incertitude des modes de financement prévu ; insuffisance du présent texte ; nécessité de procéder à une nouvelle étude en Commission* (p. 4069, 4070); avant l'art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de la Commission (Nécessité de définir les droits des propriétaires forestiers)*; Art. 4 : *Cas des incendies et de la demande de modification du plan de gestion* (p. 4086); Art. 5 : *Formalités concernant le permis de boiser* (p. 4089); Article additionnel : *Amendement de la Commission (Règlement du problème des sections de communes)*; *transfert éventuel de la gestion des terrains aux conseils municipaux* (p. 4101);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Problèmes des personnels des collectivités locales ; émission d'un emprunt jouissant de privilèges fiscaux ; création d'un centre de formation professionnelle accélérée à la Réunion ; manque de crédits pour les enfants inadaptés ; subventions à Air France ; rénovation de Trianon ; manque de personnel dans les services des P.T.T. ; inflation actuelle ; ses causes* [19 juillet 1963] (p. 4346, 4347).

Prend part au débat sur la question orale de M. Tomasini relative à l'amélioration du

réseau routier : *Développement de l'infrastructure routière; l'emploi des ressources du fonds routier; insuffisance du programme de construction des autoroutes; nécessité de supprimer les routes à trois voies* [19 juin 1964] (p. 2071, 2072);

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Pasquini en ce qui concerne l'absentéisme parlementaire* [21 octobre 1964] (p. 3508); *faire davantage pour le tourisme; amélioration de la propagande; organiser l'accueil; problème des prix de la construction; prendre des mesures fiscales en faveur de l'hôtellerie; aménagement de l'étalement des vacances en organisant les congés par roulement; équiper les régions qui ont une vocation touristique; assurer la conservation des sites; aider la formation du personnel hôtelier; redresser une situation critique; organiser des vacances d'hiver* (p. 3512, 3513); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problème de la coordination des transports; menaces de récession pesant sur les transports routiers* [5 novembre 1964] (p. 4665); *poids de ces mesures prises en faveur des rapatriés d'Algérie; son souhait qu'elle ne porte pas exclusivement sur une profession; éviter les ruptures de charges entre transports routiers et ferroviaires; collectivités locales ne disposant pas de ressources suffisantes pour contribuer à l'entretien du réseau routier; charges supplémentaires qu'on prétend leur imposer; majoration des crédits affectés aux routes* (p. 4665, 4666);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 21 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les nouvelles dispositions suivantes: « L'exonération de la contribution foncière des terrainsensemencés ou plantés ne pourra être accordée que si le boisement a fait l'objet d'une autorisation préalable accordée par le préfet après avis du directeur des services agricoles. L'attribution de subventions par les eaux et forêts ou le fonds forestier ne pourra être accordée que dans les mêmes conditions »* [8 décembre 1964] (p. 5902); Art. 1<sup>er</sup> : ses explications de vote : *Groupe socialiste votant l'article premier du projet de loi de finances rectificative; garanties obtenues pour le personnel; réforme des services extérieurs*

*de l'agriculture* [9 décembre 1964] (p. 6008); — mise au point au sujet des votes de MM. Darchicourt, Vals, Béchard, Montel, Dumortier, Pavot, Lamarque-Cando, Notebart, Gernez, Moch et Lacoste sur l'article premier de la loi de finances rectificative [10 décembre 1964] (p. 6031).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE : *Augmentation des crédits de la délégation générale à la recherche scientifique et technique; affectation de certaines sommes à la biologie et à la médecine; recherche médicale; cosmobiologie; recherche contre le cancer* [28 octobre 1966] (p. 4092); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 : *Situation financière; absence d'équilibre; ses observations sur les hôpitaux, le logement, la recherche scientifique; insuffisance des réalisations pour le réseau routier; transfert des dépenses des collectivités locales à l'Etat* [6 décembre 1966] (p. 5256, 5257).

**RENOUARD (M. Isidore)**, Député d'Ille-et-Vilaine, 4<sup>e</sup> circonscription (App. R. I. puis R. I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'apparente au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Cesse d'être apparenté au groupe des Républicains indépendants [2 avril 1964] (p. 605).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [2 avril 1964] (p. 605).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Départe-

ments et territoires d'outre-mer, n° 57 [27 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 214) ratifiant le décret n° 62-1484 du 7 décembre 1962 portant non-approbation de la délibération n° 3 du 8 juin 1962 de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, relative à l'exonération des droits de douane sur le matériel, les pièces de rechange, le ciment et les produits hydrocarbonés nécessaires à l'exécution de la route territoriale n° 1 (section Nouméa-Tontouta), n° 413 [28 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 431), adopté par le Sénat, relatif au bail à ferme dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, n° 552 [2 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Départements et territoires d'outre-mer, n° 586 [18 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087); départements et territoires d'outre-mer, n° 1108 [14 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : IV. — Départements d'outre-mer, V. — Territoires d'outre-mer, n° 1594 [5 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : III. — Départements d'outre-mer; IV. — Territoires d'outre-mer, n° 2244 [4 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 2104) tendant à la création d'un fonds de garantie en vue de contribuer à la réparation des dommages causés à la production bananière française par les calamités naturelles, n° 2244 [13 décembre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OU-

TRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Productions essentielles des départements d'outre-mer ; marché de la canne à sucre ; diminution de la consommation des rhums ; production de la banane ; celle de l'ananas ; réforme agraire ; effort accompli par le F.I.D.O.M. ; développement du tourisme* [22 janvier 1963] (p. 1427, 1428);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 62-1484 du 7 décembre 1962 portant non-approbation de la délibération n° 3 du 8 juin 1962 de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie relative à l'exonération des droits de douane sur le matériel, les pièces de rechange, le ciment et les produits hydrocarbonés nécessaires à l'exécution de la route territoriale n° 1 (section Nouméa-Tontouta), en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur le décret n° 62-1484 du 7 décembre 1962 portant non-approbation de la délibération douanière du 8 juin 1962 de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie* [10 octobre 1963] (p. 5124);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au bail à ferme dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, en qualité de *Rapporteur* : *Ravages que viennent de connaître les Antilles françaises ; distribution aux sinistrés d'un crédit de 40 millions de francs à titre de secours ; réforme de l'économie agraire des départements d'outre-mer ; promotion sociale consécutive au régime du bail à ferme ; encouragement de l'implantation ou de l'extension du fermage* [10 octobre 1963] (p. 5122, 5123); Art. 2 : *Constitution de commissions consultatives départementales de baux ruraux* (p. 5123); Art. 5 : *Son amendement tendant, à la fin du cinquième alinéa (3° de cet article) à ajouter les mots « sous réserve de ce qui est dit à l'article 7 » ; diverses dérogations au principe de l'exploitation directe* (p. 5123); Art. 5 : *Son amendement (le préjudice)* (p. 5123); *indemnité d'éviction* (p. 5124); Art. 10 : *Son amendement (Activité principale de l'exploitant agricole) ; caractériser une exploitation permanente* (p. 5124); après l'Art. 10 : *Son amendement au nom de la Commission sur la reprise du fonds* (p. 5125); *application dans les départements d'outre-mer des dispositions de l'article 846 du Code rural* (p. 5125); Art. 26 : *Son amendement au nom de la Commission (droit au renouvellement du bail)* (p. 5126);



— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Mesures pour améliorer la productivité dans les secteurs agricoles insuffisamment développés; situation des agriculteurs défavorisés; problème du crédit [4 novembre 1963] (p. 6319, 6320); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de Rapporteur pour avis : Secours aux victimes lors des deux cyclones ayant ravagé la Guadeloupe et la Martinique; problème démographique; émigration; industrialisation; mise en valeur des terres [8 novembre 1963] (p. 6942); modalités d'application de la réforme foncière de 1961; état de sous-développement économique des départements d'outre-mer; création de sociétés de développement régional; moyens mis à la disposition du Ministère des Départements d'outre-mer (p. 6942, 6943); niveau du S.M.I.G.; étroitesse du marché conditionnant le développement industriel; marché des Etats-Unis; programme d'industrialisation; complexité des problèmes posés par les Départements d'outre-mer (p. 6943); TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de Rapporteur pour avis : Opérations du F.I.D.E.S.; échelonnement des travaux sur de longues années; maintien d'une base permanente à l'île des Pétrés; recherche scientifique; existence de multiples rubriques dans les dépenses en capital pour les Territoires d'outre-mer; construction d'aéroports en Polynésie [9 novembre 1963] (p. 7068, 7069).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : Situation difficile des communes rurales; installation de petites unités industrielles; développement du tourisme social; amélioration de la capacité et de la qualité d'accueil de l'hôtellerie [26 novembre 1963] (p. 7444).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Politique définie par la loi d'orientation; zones spéciales d'action rurale; leur donner des crédits suffisants; faciliter l'installation d'artisans et d'industriels tout en développant l'équipement touristique [5 novembre 1964] (p. 4697, 4698); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de Rapporteur pour avis : Expansion démographique spectaculaire des départements d'outre-mer; empêcher la dégradation du niveau de vie

dans ces départements; effort financier; amputation des crédits cette année; service militaire adapté; plan Nemo; travaux au service des collectivités locales et action de formation professionnelle; montant des crédits de fonctionnement; bureau d'études de la Réunion; subvention aux collectivités locales; crédits de l'action sociale; création d'emplois dans l'industrie; développement de la formation professionnelle; problème agricole; réforme foncière ayant fait l'objet de la loi du 31 juillet 1962; mobilisation des terres incultes, mais cultivables; limitation de la superficie des terres gérées en faire valoir direct; lotissement dans d'autres domaines; limitation des superficies exploitées en faire valoir direct; société d'assistance technique: S.A.T.E.C. procédant à des achats de terrains en vue de leur lotissement; loi du 17 décembre 1961 fixant les statuts du bail à ferme dans les départements d'outre-mer; extension du F.O.R.M.A.; marché mondial du sucre et de la banane; écoulement de la production sur le marché intérieur; équipement hôtelier aux Antilles; intensification du mouvement de migration [22 octobre 1964] (p. 3700, 3701); TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de Rapporteur pour avis : Opérations de transfert; niveau de vie dans les Territoires d'outre-mer; augmentation de 13 % du budget des territoires d'outre-mer; insuffisance des crédits ouverts pour les bourses, l'aide sociale; stagnation des dépenses en capital; permettre à ces territoires de sortir de leur sous-développement; cas de la Nouvelle-Calédonie; rôle de la société des nickels; situation de la Polynésie; implantation du centre d'expériences atomiques; ses répercussions; problème de Saint-Pierre-et-Miquelon; diversification de son économie; action du B.D.P.A.; situation des Comores, cas de Wallis et Futuna; des terres australes et antarctiques; recherches scientifiques; cas des Somalis; agrandissement du port de Djibouti; niveau de vie étant très bas dans ces territoires [22 octobre 1964] (p. 3725, 3726).

Mise au point au sujet de son vote sur la loi de programme relative à certains équipements militaires [3 décembre 1964] (p. 5820).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : Développement d'équipements sportifs devant être lié à l'aménagement du territoire; doter les

chefs-lieux de canton ou les communes importantes d'équipements sportifs et socio-éducatifs [2 juin 1965] (p. 1746);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de Rapporteur pour avis: Augmentation des interventions publiques; cas des Comores; disproportion entre l'effort consenti par le budget en faveur du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon et celui dont bénéficient d'autres territoires; ses observations sur Wallis et Futuna, les Nouvelles-Hébrides, les Comores, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie, les Terres australes et antarctiques; crédits du F.I.D.E.S.; aquarium de Nouméa; organisation de l'enseignement agricole en Polynésie; office de la recherche scientifique et technique outre-mer; situation économique des territoires d'outre-mer; rôle de la société d'équipement et de développement de la Nouvelle-Calédonie; développement du tourisme; centre d'expérimentation du Pacifique; société immobilière et touristique d'outre-mer (S.I.T.O.); bourses accordées aux étudiants des territoires d'outre-mer [15 octobre 1965] (p. 3743 à 3745); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de Rapporteur pour avis: Amélioration sensible du niveau de vie moyen des départements d'outre-mer: problème de l'accélération de l'assimilation sur le plan de la législation; intégration sur le plan administratif; examen des crédits; situation économique des départements d'outre-mer; caractère inévitable de la mécanisation; discrimination entre les catégories de sucres nationaux; écoulement des sucres excédentaires; ses observations sur le marché du rhum, la banane, le marché des ananas, la culture du tabac; ressource essentielle de la Guyane étant le bois; équipement de l'estuaire de Mahury et du Roura (p. 3762 à 3764); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A.: Aménagement des grandes régions agricoles; cas des marais de l'Ouest, de la baie de l'Aiguillon et de la vallée de la Vilaine; crédits inscrits au chapitre des prêts pour la vulgarisation des zones témoins [28 octobre 1965] (p. 4316); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966: Cas des établissements d'enseignement privé bénéficiant de crédits au titre de la loi Barangé [17 novembre 1965] (p. 4718);

— de la deuxième partie du projet de loi de

finances pour 1967, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de Rapporteur pour avis: Situation du département de la Guadeloupe; cyclone Inès; accord de Bruxelles sur l'organisation commune du marché du sucre; rôle de la section de garantie du F.E.O.G.A.; politique de migrations; formation professionnelle; activités des militaires servant dans le service militaire adapté; installation du champ de tir spatial du C.N.E.S.; structure démographique et économique de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion; produit intérieur brut des trois départements insulaires; équipements culturels et sociaux de la Guyane; conséquences de la politique spatiale [20 octobre 1966] (p. 3648, 3649); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME: Développement du tourisme dans les régions rurales; construction de résidences dites secondaires; importance de la maison de fin de semaine et de vacances [21 octobre 1966] (p. 3708); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A.: Développement de l'agriculture; problèmes des zones témoins; groupements de productivité agricole; fonds national de la vulgarisation du progrès agricole; remembrement; lutte contre la brucellose [26 octobre 1966] (p. 3909); TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de Rapporteur pour avis: Ses observations sur Wallis et Futuna; amélioration de la situation sanitaire de ce territoire; exploitation du nickel en Nouvelle-Calédonie; conséquences de l'implantation du centre d'expérimentation du Pacifique; développement du tourisme; recherche scientifique dans les Terres australes et antarctiques; ses observations sur les Comores, Saint-Pierre-et-Miquelon, Djibouti [9 novembre 1966] (p. 4488, 4489); Art. 46: Cas des sinistrés d'Ille-et-Vilaine; construction du barrage d'Arzal [10 novembre 1966] (p. 4518, 4519).

**RETHORÉ (M. Raymond)**, Député de la Charente, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des

affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

### Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique générale : *Déclarations d'un journal de Moscou sur l'élection de M. Defferre grâce aux voix communistes* [13 décembre 1962] (p. 50);

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère : *Reconnaissance de la Chine populaire; unité du bloc communiste; fiction d'une Chine réduite à Formose; rupture du monde communiste; conceptions nationalistes; Soviétisme reprenant les vœux de la Russie des tsars sur la Sibirie; héritage matériel et spirituel des tsars; péril chinois* [28 avril 1964] (p. 972 à 974).

**REY (M. André)**, Député de la Haute-Garonne, 1<sup>re</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

### Dépôt :

Sa proposition de loi réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, n° 251 [17 mai 1963]; la retire [28 mai 1963] (p. 3062).

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des moyens dont dispose l'Education nationale; problème du recrutement, en particulier dans l'enseignement supérieur; fuite vers le secteur*

*privé; répartition des crédits concernant la recherche; faiblesse de la part attribuée à la recherche universitaire; activité de la Direction des recherches et des moyens d'essai du Ministère des Armées; principe et méthodes de la recherche universitaire; retard des investissements dans les académies de Montpellier et de Toulouse; menaces pesant sur la culture scientifique française* [19 janvier 1963] (p. 1240).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement, relative aux problèmes de l'Education nationale : *Situation dramatique de l'enseignement supérieur en ce qui concerne les locaux et les maîtres; insuffisance des chaires; non création d'un troisième cycle d'études médicales; insuffisance des crédits affectés à la recherche scientifique; nécessité de concevoir une politique de ressources pour la science; rattachement envisagé des facultés de médecine et de pharmacie au Ministère de la Santé publique; subventions accordées à l'enseignement supérieur privé; répercussions dans l'enseignement supérieur de la poussée démographique d'après guerre* [20 juin 1963] (p. 3628, 3629).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INDUSTRIE : *Déséquilibre croissant entre les régions riches et les régions pauvres de France; aménagement d'un grand axe navigable Rhône-Atlantique* [30 octobre 1963] (p. 5968); EDUCATION NATIONALE : *Rentrée de l'enseignement supérieur et ses difficultés; respect des objectifs du IV<sup>e</sup> Plan; augmentation des crédits compensant à peine la hausse des prix des travaux; évaluations de la commission Le Gorgeu; manque de place dans les salles de cours et dans les bibliothèques; cas des logements et des restaurants des étudiants; démantèlement du Ministère de l'Education nationale au profit d'autres départements; sacrifices de la recherche scientifique; caractère de l'Université* [6 novembre 1963] (p. 6585, 6586); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Problèmes de l'Education nationale; insuffisance des crédits; procédure du vote bloqué; récentes manifestations; suppression de la cogestion universitaire; rattachement au Ministère de la Santé publique des services d'hygiène scolaire; difficultés pour les étudiants de se loger; construction des chambres en cités universitaires; allocation de loyer; nombre des*

*Ministres de l'Education nationale sous la V<sup>e</sup> République* [6 décembre 1963] (p. 7692, 7693, 7694); *nécessité de continuer l'effort des gouvernements précédents; construction d'une école en un an et d'un lycée en trois ans* (p. 1694); *besoins en 1956; inquiétudes* (p. 7694).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative au paiement des heures supplémentaires des professeurs [29 novembre 1963] (p. 7581).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Education nationale : *Intérêt de l'Education nationale; intérêt des officiers eux-mêmes; climat actuel de l'armée; excédent des cadres; préjudice moral et matériel; nécessité de retrouver une carrière stable; cas des officiers ayant connu outre-mer des postes d'autorité* [5 décembre 1963] (p. 7651);

— du projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélique obligatoire et à la répression des infractions à certaines dispositions du Code de la santé publique : *Vote du groupe communiste; son abstention* [15 avril 1964] (p. 762).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère : *Méthodes permettant la révision du Pacte atlantique* [29 avril 1964] (p. 1015).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Situation de l'université étant critique; malaise de l'université étant ressenti par le pays entier; retard dans les constructions scolaires; délais d'expropriation trop longs et procédure trop complexe; crédits pour l'enseignement supérieur; achat de matériel scientifique; donner la priorité aux dépenses de l'Education nationale; rayonnement de la France dans le monde* [29 octobre 1964] (p. 4158, 4159); INDUSTRIE : *Politique industrielle française; nécessité de relancer le mouvement de modernisation des entreprises; problème des investissements; concurrence étrangère; canal latéral à la Garonne; canal du Midi; fermeture des chantiers hydro-électriques de la Durance* [30 octobre 1964] (p. 4336).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, relative à la réforme de l'enseignement [13 novembre 1964] (p. 5384) : *Malaise de l'université et le désarroi des maîtres et des parents depuis*

*1958; insuffisance des lycées et des collèges d'enseignement technique construits par suite du manque de crédits; création des instituts techniques de formation supérieure; création d'indemnités scolaires et d'allocations d'études; formation des maîtres; nécessité de s'inspirer du projet Langevin-Wallon* (p. 5389 à 5392); *nécessité de dégager les crédits suffisants pour l'application de la réforme* (p. 5403).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Préparation de la réforme; ses conditions; effectifs d'étudiants devant augmenter de 90 % vers 1970 en lettres et en droit et doubler pour les sciences, la médecine et la pharmacie; parvenir à une promotion supérieure des élites; assurer, dans l'intérêt de tous, la revanche de la justice sur le destin; réforme devant viser les structures, les programmes et l'esprit de l'enseignement supérieur; allocation d'études; gestion des organismes universitaires; formation des maîtres étant indispensable; réforme devant postuler avec la prolongation de la scolarité et l'amélioration de la rémunération des maîtres; avenir de l'agrégation et du C.A.P.E.S.; formation des maîtres de l'enseignement supérieur; problème du doctorat; importance des crédits pour réaliser les programmes; crédits inscrits au V<sup>e</sup> Plan* [19 mai 1965] (p. 1415 à 1417).

Est entendu sur la question orale, sans débat, de M. Delmas, relative à l'éducation civique des jeunes Français, en qualité de suppléant [6 octobre 1965] (p. 3346).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Effort réalisé; poussée démographique; ses observations sur les constructions, l'équipement et le recrutement de maîtres; prévisions de la commission de l'équipement scolaire, universitaire et sportif; taux d'exécution du IV<sup>e</sup> Plan; réduction des superficies de constructions; insuffisance de l'encadrement des étudiants; groupes de travaux pratiques; rentrée scolaire; cas de Toulouse; complexe scientifique de Toulouse-Rangueil devant disposer d'un institut universitaire de technologie; urgence du problème du recrutement des maîtres; enseignement supérieur; extension du régime des bourses* [19 octobre 1965] (p. 3837, 3838); INDUSTRIE : *Légère augmentation de la part des investissements dans la production nationale; comparaison avec l'aug-*

mentation constatée dans les pays voisins de la France; problème de l'épargne; taux d'investissements productifs; secteurs de la sidérurgie et des industries mécaniques et électriques; richesse énergétique du gaz de Lacq n'ayant pas profité au Midi Aquitain; développement de l'axe économique Atlantique-Méditerranée; situation de la région Aquitaine-Midi-Pyrénées; cas de Toulouse; problème de l'office national de l'industrie de l'azote; usine du Grand-Quevilly; ensemble Péchincy-Saint-Gobain; construction d'un atelier de fixation de l'ammoniaque permettant d'utiliser les productions d'ammoniaque et d'engrais de l'usine de l'office national industriel de Toulouse; prévoir à Toulouse une raffinerie de gaz naturel amené par pipe-line à travers la Méditerranée, du Sahara ou de Lybie [26 octobre 1965] (p. 4157, 4158).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263); *Compensations exigées par l'Allemagne; transformations exigées par l'ouverture des barrières douanières; négociation Kennedy; entrée de la Grande-Bretagne aux côtés des Six* (p. 1272 et 1273).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, relative à la réforme des enseignements supérieurs: *Inadaptation croissante de notre université à la société contemporaine; préparation de la prochaine rentrée; versement direct aux étudiants d'une allocation d'études; instituts universitaires de technologie; amélioration de la rémunération des maîtres* [8 juin 1966] (p. 1787, 1789, 1790).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la politique viticole [22 juin 1966] (p. 2216): *Situation de la viticulture des côtes de la Garonne; problème des importations de vins étrangers; assainissement du marché par la distillation des vins médiocres; perspectives de la campagne de 1966; nécessité d'assouplir les dispositions du décret du 24 mai 1964 relatif aux transferts des aires d'appellation d'origine des vins délimités de qualité supérieure; campagne anti-vin* (p. 2222, 2223).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE: *Bilan de la V<sup>e</sup> République; nombre des étudiants; objectifs du IV<sup>e</sup> et du V<sup>e</sup> Plan; enseignement préscolaire;*

*enseignement élémentaire; administration universitaire; majoration des prix des constructions; démocratisation de l'enseignement; recherche scientifique et technique; recherche fondamentale; centre national de recherche scientifique; école pratique des hautes études; préparation aux enseignements du second degré; C.A.P.E.S.; recrutement des maîtres qualifiés; avenir du baccalauréat; situation des élèves exclus de l'enseignement secondaire public; scolarité obligatoire; enseignement supérieur; réalisation de l'ensemble scientifique de Rangueil; pénurie d'enseignants et d'assistants; faculté des lettres de Toulouse [2 novembre 1966] (p. 4134, 4135); INDUSTRIE: Situation de la région Midi-Pyrénées; déséquilibres entre les régions de France; problèmes concernant la Loire; découverte du gaz de Lacq; modernisation des canaux; rôle de l'Office national de l'industrie de l'azote [7 novembre 1966] (p. 4307, 4308); vote du groupe socialiste sur le titre IV de l'état B (p. 4326); EQUIPEMENT. — IV. — AVIATION CIVILE: Ses observations sur le Concorde; avenir de l'aéronautique; chances commerciales du Concorde; projet Airbus; situation de la S.N.E.C.M.A.; insuffisance des effectifs de personnel de la navigation aérienne; augmentation du trafic; aéroport de Paris-Nord; situation des ateliers de construction Louis Breguet à Toulouse-Colomiers; ses observations sur l'Atlantic 1150, le Jaguar, le B 124; commande faite par l'Etat de Bréguet Stol-941; avenir de la société Potez; valeur de l'avion de transport quadri-turbopropulseur, P 840; projet de Bi-Astazon [9 novembre 1966] (p. 4475 à 4477); vote du groupe socialiste sur les titres II et IV de l'état B (p. 4485).*

Prend part au débat sur les questions orales, relatives à la campagne viticole: *Importations de vins étrangers; nécessité d'établir en France des certificats de qualité des vins et des moûts importés; application du tarif douanier extérieur commun aux vins provenant d'Afrique du Nord* [9 décembre 1966] (p. 5432).

**REY (M. Henry).** Député de la Loire-Atlantique, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle

République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 mai 1963] (p. 2755).

Donne sa démission de cette Commission [21 mai 1963] (p. 3010).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [21 mai 1963] (p. 3011).

Donne sa démission de cette Commission [20 juin 1963] (p. 3640).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [24 juin 1963] (p. 3690).

Cesse d'appartenir à cette Commission [10 octobre 1963] (p. 5132).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32), [3 octobre 1963] (p. 5021), [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3832), [18 octobre 1966] (p. 3517);

— membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [19 février 1963] (p. 2247).

#### Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à modifier les articles 41, 50, 134 et 137 du règlement, n° 733 [11 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, n° 1017 [24 juin 1964].

Sa proposition de résolution tendant à modifier les articles 41, 50, 60, 134 et 137 du règlement, n° 1032 [26 juin 1964].

Sa proposition de loi prorogeant la loi n° 60-1371 du 21 décembre 1960 étendant

l'ordonnance n° 59-24 du 3 janvier 1959 instituant en matière de loyers, diverses mesures de protection en faveur des fonctionnaires affectés ou détachés hors du territoire européen de la France, en application de la loi n° 57-871 du 1<sup>er</sup> août 1957 et de certains militaires, n° 1060 [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à permettre l'adoption ou la légitimation adoptive en présence d'enfants légitimes, majeurs, y consentant, n° 1098 [6 octobre 1964].

Sa proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, n° 1288 [18 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, n° 1761 [13 avril 1966].

Sa proposition de loi organique tendant à modifier l'article L O 137 du Code électoral, relatif au cumul des mandats de député et de sénateur, n° 2011 [29 juin 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE, titre V : *Position du groupe de l'U.N.R.-U.D.T. vis-à-vis du présent budget de l'Éducation nationale* [19 janvier 1963] (p. 1274);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, ses explications de vote : *Caractère modéré du présent projet; respect du droit au travail des fonctionnaires et des agents des services publics* [17 juillet 1963] (p. 4250);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963. après l'Art. 10 : *Son amendement (Extension des ordonnances sur les rapatriés d'Algérie aux rapatriés d'autres territoires)* [19 juillet 1963] (p. 4357, 4358); *son amendement (Programme spécial de logements en faveur des rapatriés)* (p. 4358).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux problèmes viticoles : *Aide aux producteurs sinistrés; importation de vins d'Algérie; soutien des prix à la production* [18 octobre 1963] (p. 5262, 5274).

Prend part à la discussion de la deuxième

partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Problème des biens des Français d'Algérie; problème de l'aide libre* [28 octobre 1963] (p. 5754); ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Conformité aux directives du plan; réussite du plan de stabilisation* [9 novembre 1963] (p. 7117).

Est entendu sur la question orale, sans débat, de M. Sanglier, relative aux déclarations fiscales, en qualité de suppléant [13 décembre 1963] (p. 7911).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ALGÉRIENNES, après l'Art. 68 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven* [7 novembre 1964] (p. 4983).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à l'allocation aux personnes âgées [27 novembre 1964] (p. 5707).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances, ses explications de vote : *U.N.R. pensant qu'une amnistie immédiate est nécessaire; accomplissement d'un premier pas; nécessité de voter ce texte* [17 décembre 1964] (p. 6200);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes, Art. 9 : *Parité entre Nantes et Saint-Nazaire; problème de la représentation des collectivités locales* [9 avril 1965] (p. 740);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, ses explications de vote : *Equilibre du budget de 1966; résultats de la politique de stabilisation; progression des dépenses; autorisations de programme des autoroutes; relèvement de la France depuis sept ans; justification de la politique suivie par la V<sup>e</sup> République* [28 octobre 1965] (p. 4334);

— en seconde délibération, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, ses explications de vote : *Améliorations acceptées par le Gouvernement; son vote favorable sur le projet de loi* [22 décembre 1965] (p. 5074).

Son rappel au règlement : *Ses observations sur le temps de parole du groupe U.N.R.; groupe U.N.R. mettant à la disposition des orateurs de l'opposition son temps de parole inutilisé* [21 octobre 1966] (p. 3749).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ports de plaisance et de pêche; création d'un nouveau port sur la côte du Languedoc-Roussillon* [8 novembre 1966] (p. 4389); ses explications de vote sur l'ensemble : *Dialogue entre le Gouvernement et la majorité; indice de pension attribué aux veuves de guerre; primes individuelles à la construction; allègements fiscaux; absence de participation d'un membre du contre-Gouvernement lors de la discussion du budget* [10 novembre 1966] (p. 4536);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Escande* [7 décembre 1966] (p. 5335); *ses observations sur les ressources de l'U.N.R.* (p. 5347);

— du projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires : *Ses observations sur les Vauriens; contrôle douanier sur certains bateaux très légers* [14 décembre 1966] (p. 5535).

**RIBADEAU DUMAS (M. Roger)**, Député de la Drôme, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains

travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964] (p. 1949);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366);

— membre de la Commission consultative du cinéma [15 février 1963] (p. 2206), [28 avril 1966] (p. 1005).

### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie) (n° 22), Cinéma, n° **109** [16 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Cinéma, n° **594** [23 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Services du Premier Ministre : I. — Services généraux, Promotion sociale, n° **603** [28 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 853) portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, n° **898** [15 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 853) portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, n° **984** [17 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 970) modifié par le Sénat, portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, n° **1005** [23 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 970) modifié par le Sénat en deuxième lecture, portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, n° **1019** [24 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Cinéma, n° **1143** [3 novembre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1345), relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, n° **1387** [25 mai 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1420), portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, n° **1490** [23 juin 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Cinéma, n° **1615** [11 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention générale de Sécurité sociale et des trois protocoles annexes, signés le 11 mars 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali, n° **1702** [21 décembre 1965].

Sa proposition de loi relative aux conditions d'engagement des artistes du spectacle, n° **1759** [13 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1742) autorisant l'approbation de la convention générale de Sécurité sociale et des trois protocoles annexes, signés le 17 décembre 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, n° **1816** [11 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales



sur le projet de loi (n° 1697) autorisant l'approbation de la convention générale de Sécurité sociale et des trois protocoles annexes, signés le 9 juillet 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc, n° 1832 [18 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1698) autorisant l'approbation de la convention générale de Sécurité sociale et des trois protocoles annexes, signés le 22 juillet 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, n° 1841 [25 mai 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1967, Cinéma, n° 2089 [19 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Crise de l'industrie cinématographique française; diminution de la fréquentation des salles; libération du prix des places; augmentation du prix des films; diminution du nombre des films produits en France; concurrence de la télévision; nécessité de définir une politique cinématographique; détaxation du droit de timbre de la taxe sur les spectacles; élargissement du soutien financier accordé au cinéma; clauses contenues à ce sujet dans le traité de Rome; position prise par le Gouvernement italien à ce propos; diffusion des films français à l'étranger; situation actuelle de la C.O.F.R.A.M.; nécessité d'une collaboration entre la télévision et le cinéma; interdiction éventuelle de projeter des films datant de plus de cinq ans* [18 janvier 1963] (p. 1127, 1128);

— de la proposition de loi relative à l'emploi des enfants dans le spectacle, Art. 5: *Son sous-amendement à l'amendement de M. Guillon (Sanctions prévues dans le cas d'une publicité concernant les enfants employés dans le spectacle); autorisation de publicité donnée par la Commission autorisant l'emploi des enfants dans le spectacle* [25 juin 1963] (p. 3709);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SERVICES GÉNÉRAUX, en qualité de

*Rapporteur pour avis*: *Centres de promotion sociale; information des chefs d'entreprise; nombre insuffisant des organismes; harmonisation de l'action des divers Ministères; comité spécialisé pour étudier les aides à la promotion sociale; recours plus large au télé-enseignement; intensification des actions de décentralisation et de coordination* [30 octobre 1963] (p. 6017, 6018); AFFAIRES CULTURELLES: *Importance culturelle du cinéma; situation de l'industrie cinématographique française; politique fiscale à l'égard du cinéma; conséquences de la télévision* [9 novembre 1963] (p. 7078, 7079);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, en qualité de *Rapporteur*: *Importance de la radio et de la télévision; insuffisance culturelle des émissions; manque d'objectivité des informations; différentes formes de statut pouvant être conçues; refus de considérer la radio-télévision comme une entreprise privée ou une entreprise d'Etat placée sous l'autorité du Gouvernement; situation de la radio et de la télévision depuis 1959 constituant un service d'Etat sous l'autorité du Gouvernement; décrets du 4 février et du 7 octobre 1960; statut du personnel et des journalistes; rôle des comités; contrôle financier paralysant toute initiative; autorité du directeur général battue en brèche par les comités prétendant imposer leur avis; colonisation de la R.T.F.; problème de l'objectivité; analyse du projet du statut de l'O.R.T.F.; sa portée; ses limites; remise en ordre de l'entreprise; reprise en main du personnel; compétence de l'exécutif; caractère souhaitable de l'installation d'une comptabilité analytique; caractère consultatif des comités; modification du décret du 4 février 1960; qualification des personnalités devant assumer les postes de direction; analyse des amendements* [26 mai 1964] (p. 1379 à 1381); *opinion de M. Gérard Jacquet, alors secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de l'information le 7 décembre 1956* [27 mai 1964] (p. 1421); *nomination des membres du conseil d'administration par le Gouvernement; « gouverneur » de la B.B.C.* (p. 1433); Art. 1<sup>er</sup>: *Ses observations sur l'amendement de M. Fréville à l'article premier; rejet de cet amendement par la Commission; caractère précis de la rédaction proposée par le Gouvernement* [28 mai 1964] (p. 1464); *rejet par la Commission de l'amendement de M. Escande à l'article premier; impossibilité de distinction entre l'Etat et la*

Nation (p. 1465); référence à l'article 10 de l'ordonnance du 4 février 1959; référence à l'article 5 du décret du 5 février 1959 (p. 1465); son amendement tendant à compléter l'article premier par le membre de phrase suivant: « en vue de satisfaire les besoins d'information, de culture et de loisir du public » (p. 1466); caractère de service public de la radiodiffusion-télévision française (p. 1466); Art. 2: Information étant un droit; impossibilité de retirer la tutelle au Ministre de l'Information; arguments invoqués hier par M. le Ministre des P. et T. (p. 1469); Art. 3: Rejet par la Commission des amendements de MM. Escande, Fréville et Grenier (p. 1471); son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de l'article 3, après les mots « la presse écrite », à insérer les mots « les associations familiales des professions du spectacle »; représentation au conseil d'administration; radiodiffusion-télévision comportant deux branches: l'information et le spectacle (p. 1473); représentation des intérêts moraux et des intérêts matériels et financiers (p. 1474); composition de différents représentants de l'Etat au conseil d'administration (p. 1474); rejet par la Commission de l'amendement de M. Doize (p. 1475); rejet par la Commission de l'amendement de M. Hostier, relatif à la représentation des auditeurs et téléspectateurs (p. 1477); Art. 4: Son amendement tendant, dans le second alinéa de l'article 4, après les mots « de la qualité », à insérer les mots « et de la moralité » (p. 1488); ses observations sur l'amendement déposé par M. Bertrand Denis tendant à préciser que le conseil d'administration assure la moralité autant que la qualité des programmes (p. 1489); souci légitime de défense de la culture française; nombre trop considérable de films étrangers passant à la télévision; leur possibilité de nuire à la culture française (p. 1489); son amendement tendant à compléter le second alinéa de l'article 4 par de nouvelles dispositions: « Garantir la liberté d'expression des différentes tendances de la culture et de l'opinion » (p. 1490); garantir la liberté d'expression des différentes tendances de la culture et de l'opinion (p. 1490); après l'Art. 4: Ses observations sur les amendements présentés par MM. Escande, d'une part, Fréville, d'autre part et enfin M. Grenier, tendant à la création d'un comité de contrôle; le rejet de ces amendements par la commission (p. 1492); conseil d'administration étant conçu dans le

projet comme la clé de voûte; ne pas diminuer son autorité pour la confier à des comités (p. 1492); ses observations sur l'amendement de M. Tourné (Position de la Commission sur cet amendement); son rejet; problème devant être réglé par un décret (p. 1493); Art. 5: Ses observations sur l'amendement de M. Chandernagor; rejet par la Commission de cet amendement; ses observations sur l'amendement de M. Denis (p. 1496); position de la Commission des affaires culturelles sur le problème de la retransmission des débats parlementaires (p. 1497); problème de la dualité des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général (p. 1500); Art. 6: Ses observations sur l'amendement de M. Nungesser tendant à créer deux directeurs généraux adjoints, l'un pour la radiodiffusion, l'autre pour la télévision (p. 1501); après l'Art. 7: Son amendement (Obligation pour le Ministre chargé de l'Information de réunir une représentation du Parlement) (p. 1502); rétablir le contrôle parlementaire sur l'O.R.T.F.; conseil de surveillance (p. 1506); son amendement tendant, après l'article 7, à insérer un nouvel article « Autorisation de percevoir la redevance pour droits d'usage des postes de radiodiffusion et de télévision » (p. 1503); contrôle parlementaire sur les finances de la R.T.F. (p. 1503); Art. 8: Modalités du contrôle financier (p. 1504); Art. 9: Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article « Sont abrogés: l'article 7 bis de l'Ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959, l'article 70 de la loi n° 61-1396 du 21 décembre 1961, le décret n° 58-1160 du 3 décembre 1958, les articles 3 et 4 du décret n° 59-277 du 5 février 1959 et le décret n° 57-886 du 20 juillet 1959 ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi » (p. 1504); Articles additionnels: Son amendement tendant à introduire un article additionnel (procéder à la qualification des textes législatifs et réglementaires concernant l'O.R.T.F. dans un délai d'un an à dater de la publication de la présente loi) (p. 1505); codification demandant plus de trois mois (p. 1506); En seconde délibération: Art. 1<sup>er</sup>: rejet par la Commission de l'amendement rectifié de M. Nungesser (p. 1506); Art. 5: Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du dernier alinéa de l'article 5: « La radiodiffusion ou la télévision des débats » (p. 1507); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dis-

positions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, en qualité de *Rapporteur* : *Commission mixte paritaire s'étant mise d'accord sur un nouveau texte; propositions du Sénat sur l'article premier; représentants des auditeurs et des téléspectateurs; désir du Sénat de voir le nombre des membres du Conseil d'administration fixé à vingt et un avec une répartition différente; problème de l'article 4 relatif à l'expression des principales tendances de pensées pouvant s'exprimer par l'intermédiaire de l'Office; importance du directeur général; sa nomination; rôle du président et du vice-président du conseil d'administration* [18 juin 1964] (p. 2030, 2031). En deuxième lecture du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, en qualité de *Rapporteur* : *Possibilité de rétablir les dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée et amendées par la Commission mixte paritaire; faculté d'expression des principales tendances de pensée et des grands courants d'opinion; nomination du directeur général par décret pris en Conseil des Ministres après avis du conseil d'administration; problème du droit de réponse à la radiodiffusion et à la télévision; droit de surveillance du Parlement* [23 juin 1964] (p. 2291); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article premier (Office de radiodiffusion-télévision française étant un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial assurant le service public national de la radiodiffusion et télévision)* (p. 2093); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2 (Rôle du conseil d'administration et du directeur général)* (p. 2093); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 3 (Composition de 14 à 28 membres du conseil d'administration)* (p. 2093); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 4 (Expression des principales tendances de pensée et des grands courants d'opinion)* (p. 2094); Art. 5 : *Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de l'article 5* (p. 2094); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 6 (Nomination du directeur général par décret pris en conseil des ministres)* (p. 2094); Art. 6 bis : *Son amendement tendant à la suppression de l'article 6 bis* : (p. 2094); Art. 7 bis : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 7 bis (Supprimer les*

*mots « et en tout état de cause à la demande de la majorité de ses membres »* (p. 2095); Art. 7 ter : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 7 ter (Perception de la redevance pour droit d'usage des postes de radiodiffusion et de télévision)* (p. 2095, 2096); En troisième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Application de l'article 45 de la Constitution et de l'article 115 du Règlement de l'Assemblée Nationale, faisant obligation à l'Assemblée de se prononcer en troisième lecture, soit sur le texte élaboré par la Commission mixte paritaire, soit sur le dernier texte voté par l'Assemblée; renouveler le vote émis par l'Assemblée sur ce texte en deuxième lecture* [25 juin 1964] (p. 2184);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, *AFFAIRES CULTURELLES*, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Concurrence de la télévision ne devant pas empêcher le cinéma de retrouver son équilibre; exemple américain; ampleur de la crise actuelle du cinéma; difficultés des industries techniques; indépendance de la production nationale; effort de la profession sur elle-même; réforme du financement; charges fiscales pesant sur le cinéma; nécessité d'harmoniser les régimes d'aide au sein du Marché commun; hommage rendu au Centre national de la cinématographie* [7 novembre 1964] (p. 4990, 4991);

— du projet de loi sur l'assurance maladie, maternité et décès des artistes peintres, sculpteurs et graveurs, *Articles additionnels* : *Son amendement tendant à insérer après l'article unique un nouvel article (Cas des artistes des arts graphiques et plastiques)* [18 novembre 1964] (p. 5475); *étendre l'application du projet de loi à une nouvelle catégorie de bénéficiaires* (p. 5475);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Principe de l'universalité; cas des Etats-Unis, de l'U.R.S.S., de l'Angleterre, de l'Allemagne; limiter au maximum le reproche d'arbitraire; rechercher si les dispenses proposées par le Gouvernement ont été judicieusement choisies; notion de soutien de famille; notion de soutien moral; loi permettant de faciliter la transition entre l'armée d'hier et l'armée de demain* [25 mai 1965] (p. 1523, 1524); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du cinquième alinéa de cet article: « Au développe-*

ment des départements métropolitains et d'outre-mer ainsi que des territoires d'outre-mer » [26 mai 1965] (p. 1576); Art. 8 : Conseil de révision (p. 1583); Art. 14 : Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « Pour des motifs médicalement déterminés » (p. 1584); Art. 15 : Ne pas donner à l'article relatif aux dispenses un caractère vague, ceci afin d'éviter l'arbitraire (p. 1587); Art. 16 : Son amendement tendant, au début du premier alinéa de cet article, à supprimer le mot « exceptionnellement » (p. 1588); son amendement tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots « ainsi qu'aux soutiens indispensables d'entreprises patronales, commerciales ou d'exploitations familiales agricoles » (p. 1588); son amendement tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots « ainsi qu'aux soutiens indispensables d'exploitations familiales agricoles ou artisanales » (p. 1588); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 16, après les mots « sont fixés » à insérer les mots « chaque année » (p. 1589); Art. 33 : Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin de l'article 33 : « Au développement des départements métropolitains et d'outre-mer ainsi qu'aux territoires d'outre-mer » (p. 1596);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, en qualité de Rapporteur pour avis : Problème des produits pharmaceutiques; cas des livres; problème des spectacles; taux de la T.V.A. pour le cinéma; charges nouvelles ne devant pas peser sur la presse [23 juin 1965] (p. 2374, 2375); Art. 8 : Situation de la presse (p. 2461); son amendement tendant, à l'article 8, dans le paragraphe 2, deuxième alinéa, à supprimer le chiffre « 10<sup>0</sup> » (p. 2462); son amendement, tendant à l'article 8, dans le paragraphe 2, deuxième alinéa, à supprimer le chiffre « 30<sup>0</sup> » (p. 2463); Art. 13 : Son amendement tendant, après le premier alinéa du paragraphe « b » de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « — livres » (p. 2468); ne pas pénaliser les livres (p. 2468, 2469); son amendement tendant à la suppression du paragraphe c de cet article [24 juin 1965] (p. 2471); exonération des entreprises de presse (p. 2471); Art. 14 : Son amendement tendant à supprimer le septième alinéa du paragraphe de cet article : « Livres » [25 juin 1965] (p. 2499); son amendement tendant, après le septième alinéa de cet

article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Production et distribution de films » (p. 2500); industrie cinématographique (p. 2500); son amendement tendant, dans le troisième alinéa b du paragraphe 2 de l'article 14 après les mots : « caractère social » à insérer le mot « culturel » (p. 2502); Art. 31 : Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, à insérer le nouveau paragraphe suivant : « Les conseils municipaux peuvent décider une diminution des tarifs d'imposition des spectacles théâtraux prévus au paragraphe A de la première catégorie » (p. 2538); fonctionnement des salles de spectacles cinématographiques; utilité de conserver un théâtre à la France (p. 2538); Art. 49 : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du paragraphe 3 de cet article (p. 2562); problème de la presse (p. 2562);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise : Solidarité actuelle entre le capital et le travail; rôle social du propriétaire des moyens de production; projet de loi devant permettre aux comités d'entreprise d'être mieux informés; importance du rôle des syndicats dans le dialogue entre le patronat et les travailleurs; problème de la coopération [28 juin 1965] (p. 2696, 2697); Art. 5 (suite) : Caractère confidentiel de l'information donnée par le chef d'entreprise [29 juin 1965] (p. 2729);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : Budget du Ministère du Travail ne représentant pas à lui seul la totalité du budget social; augmentation du nombre des emplois; crédits destinés à la promotion sociale; nécessité de les accroître; suppression des abattements de zones; travailleurs âgés de plus de 45 ans; sort des jeunes gens; soumettre les non-salariés non agricoles à l'obligation de s'affilier à la Sécurité sociale; cas des artisans; revalorisation de la dotation aux personnes âgées [13 octobre 1965] (p. 3612, 3613); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : Suppression de la taxe radiophonique pour les personnes âgées; habitants des vallées du Diois comme de celles des Vosges, se plaignant de ne pas recevoir les émissions de télévision; déficit de la télévision; question de la publicité à la télévision [14 octobre 1965] (p. 3702); AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de Rapporteur pour avis : Crise du cinéma; structure défectueuse de l'industrie cinématogra-

phique; ses méthodes de financement; rôle de l'Etat; rapport Reverdy; prix trop élevé des places en exclusivité; nécessité d'élaborer une politique des salles; rétablir un certain soutien financier en faveur des propriétaires de salles pour leur permettre de perfectionner leurs équipements; ses observations sur les films de qualité; rôle du cinéma en tant qu'instrument de culture [14 octobre 1965] (p. 3644, 3645);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention générale de sécurité sociale et des trois protocoles annexes, signés le 11 mars 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali, en qualité de *Rapporteur*: Nombre des ressortissants maliens travaillant dans notre pays et nombre de Français étant au Mali; Fonds national de solidarité; Code de sécurité sociale; accord de réciprocité accordant aux travailleurs ressortissants de chacun des pays contractants, le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés; assurance vieillesse; régime d'assurances sociales des étudiants; octroi de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, aux ressortissants maliens résidant en France [5 mai 1966] (p. 1097);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention générale de sécurité sociale et des trois protocoles annexes, signés le 17 décembre 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, en qualité de *Rapporteur*: Nombre de Français domiciliés en Tunisie et de Tunisiens résidant en France; transfert de fonds entre la Tunisie et la France; rapports internationaux en matière de Sécurité sociale; ouverture du droit aux prestations de l'assurance-maladie; protection sociale accordée aux membres de la famille restés dans le pays d'origine du travailleur; accidents du travail; maladies professionnelles; allocations aux vieux travailleurs salariés; assurances sociales des étudiants; coordination des régimes de Sécurité sociale français et tunisien; clauses financières de la Convention franco-tunisienne [25 mai 1966] (p. 1495, 1496);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention générale de sécurité sociale et des trois protocoles annexes, signés le 9 juillet 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc, en qualité de *Rapporteur*: Inégal développement des législations de Sécurité

rité sociale dans les pays d'Afrique du Nord; protocole marocain ne distinguant pas entre les opérations courantes et les rachats de cotisations; délais de transfert de l'arriéré; cas des Français du Maroc venant passer des vacances en France; coordination des régimes français et marocains de Sécurité sociale [25 mai 1966] (p. 1496, 1497);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, ses explications de vote: *Rôle du général de Gaulle et du groupe de l'U.N.R.* [26 mai 1966] (p. 1527).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, sans débat, relative à la fiscalité des industries du cinéma [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1603, 1605).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention générale de sécurité sociale et des trois protocoles annexes, signés le 22 juillet 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, en qualité de *Rapporteur*: Faible développement des institutions de protection sociale en Mauritanie [7 juin 1966] (p. 1738);

— du projet de loi relatif à la garantie de l'emploi en cas de maternité, Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le paragraphe II de l'article 29 du Livre premier du Code du travail par un nouvel alinéa (Cas où l'accouchement a lieu avant la date présumée)* [7 juin 1966] (p. 1747); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le paragraphe II de l'article 29 du Livre premier du Code du travail par un nouvel alinéa (Cas où l'accouchement a lieu après la date présumée)* (p. 1748); *son amendement tendant, dans le texte proposé pour le paragraphe VI de l'article 29 du Livre premier du Code du travail, après les mots « la protection prévue aux I, II, III » à insérer les mots « ainsi que le régime des sanctions à l'encontre de l'employeur qui aura méconnu les dispositions du présent article... »* (p. 1749); *pénalités à l'encontre des employeurs* (p. 1749); *son amendement tendant, dans le texte proposé pour le paragraphe VI de l'article 29 du Livre premier du Code du travail, à substituer au mot « sont » le mot « seront » et à compléter in fine ce texte par les mots qui*

devra intervenir dans les trois mois suivant la promulgation de la loi » (p. 1749); *parution des décrets* (p. 1749);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 13 : *Son amendement tendant, après les mots « la présente loi » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « soit à des sociétés, unions ou fédérations mutualistes, soit à des organismes régis par le décret du 14 juin 1938 habilités à cet effet dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat »* [9 juin 1966] (p. 1867); *rôle des caisses régionales* (p. 1867); Art. 33 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « et de la Caisse nationale des barreaux français » à ajouter les mots « où lorsqu'elle aura été instituée après avis de la Caisse nationale visée à l'article 14 »* (p. 1876); *Articles additionnels : Son amendement tendant à introduire un nouvel article additionnel (Modification du paragraphe c) de l'article L-570 du Code de la Sécurité Sociale* (p. 1879); *financement des assurances sociales des étudiants* (p. 1879);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, *AFFAIRES CULTURELLES*, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur le cinéma ; crise du cinéma ; amortissement des films ; rôle de la télévision ; possibilité de détaxer l'industrie et les spectacles cinématographiques ; taxe sur les spectacles ; fonds de soutien à l'industrie cinématographique ; taux de la taxe parafiscale ; aide aux salles de spectacle* [27 octobre 1966] (p. 3973, 3974).

**RIBIÈRE (M. René)**, *Député de Seine-et-Oise, 12<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Donne sa démission de cette Commission [11 juin 1963] (p. 3283).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 juin 1963] (p. 3319).

Donne sa démission de cette Commission [21 juin 1963] (p. 3690).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [25 juin 1963] (p. 3711), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22) (2<sup>e</sup> partie), I. Affaires étrangères, **n° 119** [18 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (1<sup>re</sup> partie), Affaires étrangères, **n° 596** [24 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 809) autorisant la ratification des conventions entre la République française et la Confédération suisse concernant, d'une part, une rectification de la frontière franco-suisse et, d'autre part, l'aménagement hydro-électrique d'Emosson, signées à Sion le 23 août 1963, **n° 993** [18 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087). (Affaires étrangères : 1<sup>re</sup> partie), **n° 1131** [27 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1037) relatif à l'intégration dans les cadres du Ministère des Affaires étrangères de sous-préfets et administrateurs des services civils d'Algérie exerçant actuellement en Algérie des fonctions consulaires, **n° 1166** [12 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1379) autorisant la ratification des amendements aux articles 23, 27 et 61 de la Charte des Nations Unies relatifs à la composition du Conseil de Sécurité et à celle du Conseil économique et social, adoptés le 17 décembre 1963 par l'Assemblée générale des Nations Unies, n° 1423 [4 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à réparer les dommages résultant des servitudes *non ædificandi* frappant des terrains situés en bordure des routes et des autoroutes, n° 1514 [24 juin 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1377), première partie : Affaires étrangères, n° 1627 [14 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à supprimer le quatrième alinéa de l'article 24 de la loi du 31 mars 1931 relatif à l'affectation des redevances perçues par les communes sur le produit des jeux dans les casinos des stations thermales légalement reconnues, situées à moins de cent kilomètres de Paris, n° 1677 [18 novembre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Affaires étrangères : 1<sup>re</sup> partie, Affaires étrangères, n° 2096 [21 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INTÉRIEUR : *Félicitations adressées au Ministre pour sa lutte contre l'O.A.S. ; augmentation des crédits en faveur des collectivités locales ; création d'une caisse d'équipement des départements et des communes ; rôle de la Caisse des dépôts et consignations dans l'octroi de prêts aux communes ; situation du corps préfectoral ; recherche de débouchés et la création de nouveaux postes préfectoraux ; problème des personnels de préfecture, rémunération de ceux-ci ; reclassement des fonctionnaires rapatriés des collectivités locales ; situation des sapeurs-pompiers, des personnels de la police ; modernisation des locaux de police ; situation des officiers et officiers de police adjoints, anciens combattants des F.F.L. recrutés après leur démo-*

*bilisation ; insuffisance des effectifs de police dans les communes en expansion ; problème du logement des nouveaux agents ; création auprès du Premier Ministre d'un fonds d'orientation pour l'aménagement du territoire ; réforme des structures de la région parisienne ; problème du district [17 janvier 1963] (p. 1051 à 1053) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur pour avis : Relations avec les pays africains et malgache ; mise à la disposition des chefs de postes à l'étranger de voitures de service ; fusion comptable des crédits relatifs au Cameroun et au Togo ; attributions des différents services s'occupant des relations avec les pays africains ; leur regroupement souhaitable ; problème des émissions radiophoniques et télévisées à destination de l'étranger ; cas de celles à destination de la Grande-Bretagne ; difficultés de recrutement ; accélération souhaitable du départ des agents qui ne sont plus adaptés à une diplomatie moderne ; projet de statut du personnel des affaires étrangères ; problème des frais de représentation des agents chefs de poste ; statut du personnel auxiliaire ; Sécurité Sociale des agents en poste à l'étranger ; nomination dans les pays de l'Est de membres du personnel de sécurité de nationalité française ; situation des fonctionnaires du cadre local des anciens établissements français de l'Inde ; participations françaises à caractère obligatoire à des dépenses internationales (Cas du Centre européen de recherches nucléaires, Groupe français de l'union interparlementaire, Commission de contrôle du cessez-le-feu en Indochine) [24 janvier 1963] (p. 1623 à 1625) ; Titre IV : Son amendement au nom de la Commission (Réduction de crédits) ; problème de la participation de la France aux dépenses des commissions internationales de contrôle du cessez-le-feu en Indochine (p. 1666) ; amendement de M. Guéna (Réduction des crédits accordés au Comité français du mouvement européen) ; nécessité de procéder à une nouvelle répartition des crédits en faveur des deux principaux mouvements européens (Union paneuropéenne et Fondation européenne pour les échanges internationaux) (p. 1667) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE, titre IV : Son amendement au nom de la Commission (Diminution de crédits) ; nécessité de replacer la contribution au Centre européen de recherches nucléaires dans le budget du Ministère des Affaires étrangères [25 janvier 1963] (p. 1816, 1817) ; critiques formulées par la Cour des*

comptes dans son référé du 24 février 1961 (p. 1817);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, en qualité de *Rapporteur pour avis: Politique du personnel et du recrutement du Ministère des Affaires étrangères; nécessité de recourir au système du congé spécial; personnel auxiliaire du Ministère en poste à l'étranger; insuffisance des crédits pour le personnel de sécurité; situation des fonctionnaires du cadre local des anciens établissements français de l'Inde; nécessité de déposer rapidement un projet de loi à ce sujet; participation de la France à des dépenses internationales; cas du Centre international de l'enfance; groupe français de l'Union interparlementaire; fondation européenne pour les échanges internationaux; amélioration souhaitable de la présentation des crédits relatifs à l'action à l'étranger, par la radio et la télévision* [19 juillet 1963] (p. 4329, 4330);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis; Insuffisance des moyens du Ministère pour son action à l'étranger; action des services de presse et d'information; éventuelle autonomie de gestion pour la direction des services de presse; question du personnel et du recrutement; développement de l'action de la radio et de la télévision vers l'étranger* [29 octobre 1963] (p. 5851, 5852, 5853); INTÉRIEUR: *Extension éventuelle de la réforme de l'administration départementale; projet de réforme de la région parisienne; réforme cantonale; finances locales; personnel des préfectures et personnel communal; revalorisation des indemnités des maires et des adjoints; construction de logements pour les agents de la sûreté nationale; situation de certains fonctionnaires de police, anciens combattants des F.F.L.* [5 novembre 1963] (p. 6471, 6472).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère: *Théâtre principal de la guerre froide; attente en Asie; détérioration de la position du monde libre; suggestion française de neutraliser le Vietnam; reconnaissance de la Chine populaire par la France; rétablissement de la paix dans le Sud-Est asiatique; informer de la décision du Gouvernement français tous les membres de l'O.T.A.S.E.* [28 avril 1964] (p. 984, 985).

Prend part à la discussion du projet de loi

autorisant la ratification des conventions entre la République française et la Confédération suisse, concernant d'une part, une rectification de la frontière franco-suisse, et d'autre part, l'aménagement hydroélectrique d'Emosson, signées à Sion le 23 août 1963, en qualité de *Rapporteur pour avis: Avis favorable donné par la Commission des affaires étrangères à l'adoption du projet; importance de l'utilisation de la force motrice d'eaux captées en France et en Suisse; modification de frontière; acte politique cédant le pas aux accords de caractère technique* [25 juin 1964] (p. 2186, 2187).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Tanguy-Prigent relatif à l'application de l'article 150 du Règlement [2 octobre 1964] (p. 2898).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Pourcentage de progression des crédits du budget du Ministère des Affaires étrangères par rapport à 1964 s'élevant à 5,2 %; comparaison avec les années précédentes; fonctionnement du Centre d'état civil des Français à l'étranger; sécurité des postes à l'étranger; question des frais de représentation aux agents non chefs de poste; crédits d'investissements consacrés à l'équipement immobilier des postes; domaine des contributions internationales obligatoires; engagement international souscrit par le Gouvernement français pour le financement du programme de sauvegarde des monuments de Nubie; nécessaire adaptation du montant de la participation française à l'accroissement du rôle joué par la France dans la réalisation des actions mises au point par le Fonds spécial des Nations Unies pour l'aide aux pays insuffisamment développés; apport annuel de l'École nationale d'administration au corps des secrétaires des affaires étrangères; procédure de congé spécial institué par l'ordonnance du 26 janvier 1962; caractère opportun d'un certain nombre de mesures* [3 novembre 1964] (p. 4411 à 4413); *dotation budgétaire consacrée l'an prochain à l'action de la France par la voie de la presse à l'étranger; action d'information à l'étranger par la radio et la télévision; crédits alloués à l'O.R.T.F. pour assurer certaines diffusions* (p. 4413); *explosion de la première bombe atomique chinoise; Chine devant pousser ses avantages en*



*Asie du Sud-Est; proposition de neutralisation du Viet-Nam; impossibilité de se résigner à voir passer sous la férule communiste chinoise des hommes pour qui la France est encore une seconde patrie; nécessité de trouver une solution vietnamienne conforme aux aspirations de ce peuple épris de liberté; situation au Laos; France étant toujours membre de l'O.T.A.S.E.; problème posé par la Malaisie* [p. 4449 à 4451];

— du projet de loi relatif à l'intégration dans les cadres du Ministère des Affaires étrangères de sous-préfets et administrateurs des services civils d'Algérie exerçant actuellement en Algérie des fonctions consulaires, en qualité de *Rapporteur pour avis: Texte d'exception; texte restrictif; avis de la Commission des affaires étrangères; son amendement* [18 novembre 1964] (p. 5470); Art. 2 : *Hostilité de la Commission des affaires étrangères à l'amendement de M. Brousset* (p. 5471, 5472);

— du projet de loi autorisant la ratification des amendements aux articles 23, 27 et 61 de la Charte des Nations Unies relatifs à la composition du Conseil de sécurité et à celle du Conseil économique et social, adoptés le 17 décembre 1963 pour l'Assemblée générale des Nations Unies, en qualité de *Rapporteur: Composition du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social; répartition des voix; privilège du « droit de veto »; nécessité de l'entente entre les Grands; veto soviétique; état actuel du monde étant caractérisé par le désaccord des grandes puissances* [10 juin 1965] (p. 1960, 1961);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur les îles Wallis et Futuna; nécessité de rattraper le retard économique; possibilités économiques locales; développement de l'infrastructure routière, maritime et aérienne; aménagement du wharf de Mata-Utu; assemblée territoriale de Nouméa; création de l'enseignement technique post primaire; amélioration des conditions de vie et d'habitat* [15 octobre 1965] (p. 3751, 3752); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Rémunérations servies à l'étranger; administration des affaires étrangères pour les frais de service, les dépenses de matériel, d'entretien des immeubles à l'étranger; sort des personnels contractuels; développement de la surveillance médicale des agents des affaires étran-*

*gères en poste à l'étranger; postes consulaires en Allemagne et aux Etats-Unis; doter les chefs de postes diplomatiques de voitures de service; coopération technique; subvention versée au groupe français de l'Union interparlementaire; situation des corps de fonctionnaires rattachés au Ministère des Affaires étrangères; direction du personnel; problèmes concernant la presse et l'information; efforts entrepris au bénéfice des actions de presse et d'information à l'étranger; réseau radio télétypes d'information; opération « Rose des Vents »; problème des attachés de presse; action à l'étranger par la radio et la télévision; émission d'Allouis-Issoudun* [20 octobre 1965] (p. 3882, 3883); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Problème des sous-préfets; sous-préfets constituant l'armature solide de l'administration; nominations extérieures; décret d'octobre 1959; modification des statuts de fonctionnaires; rôle du préfet économiste; recrutement de sous-préfets par l'Ecole nationale d'administration* [25 octobre 1965] (p. 4068 à 4070);

— du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris : *Agence foncière et technique de la région parisienne; opérations immobilières d'acquisitions réalisées par le district; rôle d'animation et de coordination du district; taxe d'équipement spécifique de la région parisienne; amenuisement des pouvoirs des préfets départementaux; cas du département du Val-d'Oise; extension des pouvoirs du district* [23 juin 1966] (p. 2284, 2285);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Formation de la jeunesse; écoles maternelles; nombre de postes de professeurs de dessin; caractère des programmes scolaires; manque de locaux* [2 novembre 1966] (p. 4146); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Ses observations sur le personnel du Ministère des Affaires étrangères; traitements de base des personnels en service à l'étranger; indemnités de résidence; ses observations sur les rémunérations de congé; situation des agents contractuels; acquisitions de logements de fonction à l'étranger; indemnités pour frais de représentation des chefs de postes consulaires; question de la mise à la disposition des chefs de mission diplomatique d'un véhicule officiel; problèmes de personnel et de recrutement; recrutement par l'E.N.A.; effectifs des corps*

*des conseillers et secrétaires; sécurité des représentations de la France à l'étranger; questions de presse et d'information; possibilité de rétablir les émissions en yiddish; moyens d'émission vers l'étranger; rôle du centre émetteur d'Al-louis-Issoudun; importance des ondes courtes possibilité de créer une agence française de télévision dont les éléments constitutifs seraient l'Agence France-Presse et l'O.R.T.F.; fonctionnement de l'agence France-Presse* [3 novembre 1966] (p. 4186 à 4188);

— du projet de loi relatif aux élections cantonales, Art. 1<sup>er</sup> : *Existence de nouveaux départements de la région parisienne; ses observations sur les finances départementales; problème de la préparation des budgets* [16 novembre 1966] (p. 4610).

**RICHARD (M. Lucien)**, *Député de la Loire-Atlantique, 8<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652) [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission consultative des assurances sociales agricoles [19 février 1963] (p. 2247).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Durbet (n° 127) tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable, n° 288 [22 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter les articles 809 et 811 du Code rural permettant l'établissement de baux ruraux d'au moins dix-huit ans, n° 326 [7 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

sur la proposition de loi (n° 472) modifiée par le Sénat, tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable, n° 476 [19 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 510), adoptée avec modifications par le Sénat dans sa deuxième lecture, tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable, n° 511 [26 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 368) tendant à accorder aux titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et de l'allocation aux mères de famille le bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie du régime général de Sécurité sociale, n° 547 [1<sup>er</sup> octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 616) tendant à permettre aux femmes assurées sociales de bénéficier de la retraite normale dès l'âge de 60 ans, n° 947 [4 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 1106-8 du Code rural relatif au calcul des cotisations en matière d'assurance des exploitants agricoles, n° 1708 [22 décembre 1965].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable, en qualité de *Rapporteur: Etat actuel de la jurisprudence en la matière, en particulier l'arrêt de la Cour de cassation du 27 juin 1962; pénalisation de fait du salarié accidenté par un camarade; raisons invoquées par la jurisprudence pour justifier cette position; assimilation de l'accident de trajet à l'accident de travail; cas de l'accident causé par l'employeur ou ses préposés; impossibilité de recourir à l'article 40 du Code civil; nécessité de déterminer par un texte de loi l'assimilation de l'accident de trajet à l'accident de travail* [6 juin 1963] (p. 3196, 3197); Article unique : *Amendement du Gouvernement (Application à l'employeur responsable des dispositions des articles L 470 et L 471 du Code de la sécurité*

*sociale*); avantages du présent amendement (p. 3198); amendement de M. Denvers (*Cas des assujettis au régime agricole*); nécessité d'accorder aux travailleurs agricoles les mêmes avantages qu'aux travailleurs du régime général (p. 3199); en troisième lecture, en qualité de Rapporteur: *Caractère interprétatif du nouveau texte* [26 juillet 1963] (p. 4597);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAIL: *Abattements de zones* [5 novembre 1963] (p. 6422).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question orale, sans débat, relative à l'emprunt en faveur de l'agriculture [22 mai 1964] (p. 1368).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite: *Efforts de simplification et d'équité accomplis par le Gouvernement; suppression de l'abattement du sixième; distinction entre pension d'ancienneté et pension proportionnelle; régime des pensions de réversion demeurant complexe; budget de 1965 donnant le début de réalisation d'octroi de la double campagne aux cheminots anciens combattants; situation des veuves dans l'obligation de travailler après le décès de leur mari; souci de justice et de simplicité* [6 octobre 1964] (p. 2958, 2959);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL: *Circulaire du 3 août 1964 sur l'interprétation de l'article 286 du Code de sécurité sociale; limitation par la Sécurité sociale depuis 1955 de ses remboursements à 100 % à quatre maladies: tuberculose, cancer, poliomyélite et maladies mentales; arrêt du Conseil d'Etat du 10 mars 1961 et du 26 novembre 1963; incidences sur le budget de la Sécurité sociale; maladie de longue durée exigeant une hospitalisation; Ministère devant donner un sens plus large à l'article 286* [20 octobre 1964] (p. 3432); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A.: *Problème des structures des exploitations et celui des groupements d'exploitations agricoles en commun; comparaison des résultats et des besoins; statuts types prévus à l'article 6 de la loi du 8 août 1962; possibilité de grouper les exploitations à moindres frais* [5 novembre 1964] (p. 4706, 4707);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan:

*Problème de l'émigration; accélération du remembrement; accroissement des moyens des S.A.F.E.R.; amélioration des logements ruraux; relance de l'industrialisation régionale* [25 novembre 1964] (p. 5616, 5617);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux: *Philosophie du projet; problème des preneurs à bail; article 845 du Code rural* [26 juin 1965] (p. 2595, 2596);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL: *Suppression des zones de salaires; utilité du service des aides familiales; financer les interventions des travailleuses familiales au moyen de prestations légales* [13 octobre 1965] (p. 3622, 3623); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A.: *Complexité des problèmes posés par l'agriculture; politique sociale; taux des cotisations de l'assurance maladie des exploitants agricoles; cotisations des veuves d'exploitants modestes; assurance accident obligatoire* [28 octobre 1965] (p. 4295);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: *Cas des régions agricoles; industrialisation de l'Ouest; amélioration du niveau de vie des habitants; problèmes de l'agriculture* [5 novembre 1965] (p. 4512, 4513);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A.: *Problème des baux ruraux à long terme; statut du fermage* [26 octobre 1966] (p. 3922); *ses observations sur la plantation anticipée de la vigne; exportation de vins courants de bonne qualité; respect des engagements d'arrachage; loi sur les calamités agricoles; taxe complémentaire* (p. 3922, 3923).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale, sans débat, relative aux passages à niveau non gardés [28 octobre 1966] (p. 4059, 4060).

**RICHARDS (M. Arthur)**, Député de la Gironde, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.), Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1965] (p. 573).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [19 décembre 1962] (p. 176), [3 octobre 1963] (p. 5021), [23 octobre 1964] (p. 3878).

Cesse d'appartenir à cette Commission [8 avril 1965] (p. 692).

Est nommé membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184), [3 octobre 1963] (p. 5021).

**RICHEL (M. Robert)**, *Député des Côtes-du-Nord, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R., U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [19 février 1963] (p. 2247).

#### Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Constructions scolaires, n° 57 [27 décembre 1962].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 62) relatif au domaine public maritime, n° 419 [4 juillet 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Constructions scolaires, n° 586 [18 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Constructions scolaires, n° 1108 [14 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1391), relatif aux zones d'aménagement différé, n° 1440 [10 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1524), relatif aux zones d'aménagement différé, n° 1533 [25 juillet 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577). VI. — Constructions scolaires, n° 1594 [5 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044). V. — Constructions scolaires, n° 2053 [4 octobre 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 55 de la loi du 12 avril 1944, modifiée par l'article 14 de la loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, n° 2098 [24 octobre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Problème des constructions scolaires; sous-consommation des crédits et leur report annuel; différentes mesures prises pour y remédier; renforcement du pouvoir des autorités locales en ce qui concerne l'établissement de la carte scolaire; mesures de décentralisation prises; simplification des règles de financement des constructions du premier degré; multiplication des marchés de longue durée; normalisation des constructions scolaires;*

*constructions préfabriquées; système du concours conception-construction; attribution à chaque collectivité locale de la qualité de maître d'ouvrage, système des adjudications; règlement des travaux; problème des écoles de hameaux; ramassage scolaire; réalisation par chaque établissement important d'annexes situées dans des régions au climat vivifiant; mesures à prendre pour éviter les reports de crédits [18 janvier 1963] (p. 1158, 1159);*

— du projet de loi relatif au domaine public maritime, en qualité de *Rapporteur pour avis: Nécessité de définir avec précision les limites de la mer territoriale; question de l'incorporation des lais et des relais de la mer dans le domaine public maritime; création de réserves [4 juillet 1963] (p. 3876, 3877); Art. 3: Son amendement de suppression au nom de la Commission; problème de l'incorporation des lais et relais de la mer dans le domaine public (p. 3882); Art. 4: Son amendement au nom de la Commission (Effet et valeur des arrêtés autorisant la création de réserves) (p. 3882, 3883);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS: *Augmentation des crédits de subvention aux communes pour les ports de plaisance [30 octobre 1963] (p. 6013); EDUCATION NATIONALE, en qualité de Rapporteur pour avis: Conditions administratives et techniques de réalisation des constructions; rythme des constructions; extension des commandes groupées; retard dans les règlements définitifs des entreprises; situation de travaux présentée par l'entrepreneur [6 novembre 1963] (p. 6551, 6552);*

— du projet de loi relatif aux zones d'aménagement différé: *Législation concernant les zones à urbaniser en priorité et les zones d'aménagement différé; loi du 26 juillet 1962 ayant créé le régime des zones d'aménagement différé permettant l'exercice du droit de préemption pour lutter contre la spéculation; prix d'acquisition; dispositions fiscales; montant des indemnités; projet de loi contribuant à renforcer l'efficacité de la lutte contre la spéculation foncière [15 juin 1965] (p. 2120, 2121); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 11 bis de la loi du 26 juillet 1962 à substituer aux mots « le préfet prend », les mots « le préfet peut prendre » (p. 2126); pouvoir d'appréciation du préfet; arrêté délimitant le périmètre provisoire de la Z.A.D.; son*

*pouvoir d'appréciation quant à l'opportunité de cette mesure (p. 2126); Art. 2: Commission n'ayant pas examiné l'amendement de M. Boscher (p. 2126); en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur: Garantie pour les propriétaires; création d'un périmètre provisoire; éviter la paralysie des transactions immobilières [29 juin 1965] (p. 2752);*

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier: *Production de pommes des régions de l'Ouest; fabrication de concentré de jus de pomme; application de l'article 40 de la Constitution à l'un de ses amendements; boissons à base de jus de pomme [23 juin 1965] (p. 2409);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Constructions scolaires; budget de l'équipement de l'Education nationale; crédits de paiement du budget de l'Education nationale; construction de logements nouveaux; amélioration des procédés industrialisés de construction; procédure d'adjudication; création d'un fonds de pré-financement des adjudications prévues; logement des étudiants [18 octobre 1965] (p. 3790, 3791); CONSTRUCTION: Situation des vieillards; favoriser la construction d'habitations personnelles adaptées au troisième âge; effort dans la région de Saint-Brieuc-Plédran et de Pléneuf-Val André; esprit social [22 octobre 1965] (p. 4031);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT, MARINE MARCHANDE: *Situation des marchands bretons; développement du cabotage en Bretagne; cas du port Le Légué à Saint-Brieuc; rôle de la caisse de prévoyance; déficit de la Sécurité sociale; situation des vieux marins; niveau du salaire moyen d'un marin de la quatrième catégorie; commission Forner [21 octobre 1966] (p. 3750, 3751); EDUCATION NATIONALE, en qualité de Rapporteur pour avis: Suppression des écoles à faible effectif; cantines scolaires; ramassage scolaire; constructions dans le second degré; enseignement technique; instituts universitaires de technologie; universités de province; industrialisation des constructions scolaires; caisse nationale des marchés de l'Etat; rôle du F.D.E.S.; politique de suppression des classes de faible effectif [2 novembre 1966] (p. 4108, 4109).*

**RICKERT (M. Ernest)**, *Député du Bas-Rhin, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

En remplacement, le 9 février 1966, de M. André Bord, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [2 avril 1966] (p. 523) [*J.O.* du 17 février 1966].

Est nommé :

— secrétaire d'âge [2 avril 1966] (p. 516);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1966] (p. 591).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Exemple de la ville de Strasbourg; adaptation des structures communales traditionnelles; extension des communes-centre; problèmes posés par les terrains de construction; autonomie locale* [7 octobre 1966] (p. 3240, 3241);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JEUNESSE ET SPORTS : *Installations sportives et socio-éducatives; résultats obtenus par nos footballeurs lors de la dernière coupe du monde; nécessité de procéder à une réforme de structure dans le cadre de la fédération française du football; amélioration des équipements; problème de l'animation; fiscalité grevant les petites sociétés; organisation de jeux européens en France, par exemple à Strasbourg* [21 octobre 1966] (p. 3727, 3728).

**RIEUBON (M. René)**, *Député des Bouches-du-Rhône, 10<sup>e</sup> circonscription (C.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963]

(p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 594).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, ses explications de vote : *Propos contenus, dans le message, à l'Assemblée Nationale, du Président de la République, du 11 décembre 1962; critiques adressées par les rapporteurs à l'égard de la politique financière du Gouvernement; insuffisance des crédits dans le domaine de l'Education nationale, de la construction, de la santé publique, des anciens combattants, du travail; politique gouvernementale en matière de revenus; position du groupe U.N.R.-U.D.T. à ce sujet; charges pesant sur les salariés de classes moyennes; détérioration de la situation des travailleurs; abondance des crédits prévus pour la force de frappe; vote hostile du groupe communiste au présent budget* [25 janvier 1963] (p. 1866 à 1868);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, portant maintien de la stabilité économique et financière, Art. 16 : *Amendement de M. Ballanger (Augmentation du taux des rentes viagères); nécessité d'appliquer la majoration prévue aux rentes viagères entre particuliers nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 1<sup>er</sup> janvier 1960* [29 mai 1963] (p. 3103).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin, Bourdellès, Commenay, Philibert et Privat relatives aux prix agricoles : *Signification des récents incidents survenus dans le Midi; conséquences des importations de produits agricoles étrangers; cas des tomates et des pêches; nécessité d'augmenter la consommation intérieure française* [5 juillet 1963] (p. 3930 à 3932).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Absence regrettable de crédits en faveur de la construction navale; situation dans ce secteur; causes de la crise; licenciements et leurs conséquences sociales; problème du reclassement; mise en œuvre d'une politique de défense de l'industrie navale* [19 juillet 1963] (p. 4349, 4350);

— du projet de loi modifiant la taxe intérieure de consommation applicable à l'essence ordinaire : *Insuffisance du réseau routier; dé-*

*tournements de recettes destinées au fonds routier; problème des péages; insuffisances du texte; problème du supercarburant [17 octobre 1963] (p. 5225);*

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 8 : *Son amendement (Réduction des taux de moitié) [23 octobre 1963] (p. 5401); son amendement (Application de la taxe) (p. 5402); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, RAPATRIÉS : Difficultés pour les rapatriés de se loger et de trouver du travail; indemnisation totale; nécessité de donner satisfaction aux justes revendications des rapatriés [29 octobre 1963] (p. 5887, 5888);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, MARINE MARCHANDE : *Crédits pour la marine marchande; aide à la construction navale; importance de la marine marchande ne venant qu'au huitième rang dans le monde; situation des chantiers navals condamnés à disparaître, notamment ceux de Port-de-Bouc; politique menée par l'Italie [10 décembre 1963] (p. 7787, 7788);*

— du projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale : *Désir du groupe communiste de déposer des amendements pour rendre moins restrictives les dispositions de la loi [13 mai 1964] (p. 1182, 1183).*

Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question orale relative à la situation des chantiers de Port-de-Bouc [19 juin 1964] (p. 2066, 2067).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 3 : *Cet article ramenant de 6 à 3 % le taux de la taxe complémentaire pour les bénéficiaires réalisés par les artisans dits fiscaux, c'est-à-dire travaillant seuls avec les membres de leur famille et avec le concours d'un compagnon et celui d'un apprenti de moins de vingt ans; taxe complémentaire instituée à titre provisoire par la loi du 28 décembre 1959 étant toujours en vigueur; groupe communiste ayant demandé la suppression de cette taxe; mesures proposées étant incomplètes; autres catégories de contribuables frappés de cette taxe par exemple, des commerçants détaillants [15 octobre 1964] (p. 3252); Art. 8 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3254); cet article tendant à**

*diminuer un impôt qui n'est pas excessif par rapport aux bénéficiaires réalisés sur les opérations de bourse (p. 3254); Art. 9 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3255); Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux premiers alinéas du paragraphe I de l'article 15 (Possibilité de soumettre à un droit de timbre les affiches visibles d'une voie publique et établies au moyen de portatifs spéciaux installés sur des terrains ou des constructions édifiées à cet effet [16 octobre 1964] (p. 3339); Art. 21 : *Politique du Gouvernement à l'égard du fonds routier; importance de la tranche communale; sa diminution; estimations des recettes de la taxe sur les produits pétroliers; programmes financés par le Fonds; usagers et collectivités locales supportant le contrecoup de cette politique (p. 3345); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE : *Rôle de la marine marchande étant primordial pour la prospérité et l'indépendance économique d'un pays; augmentation du trafic maritime mondial de 8 % par an; position de la marine marchande française, passée du cinquième rang des marines mondiales en 1957 au dixième rang en 1963; rapport sur le IV<sup>e</sup> Plan; insuffisance de la part prise par le pavillon français dans le trafic des marchandises diverses avec l'étranger; fermeture de chantiers; licenciements; modernisation de l'armement; accords commerciaux avec l'Union soviétique; situation des chantiers de la Méditerranée; nationalisation de la marine marchande et de la construction navale; intervention de l'Etat dans l'attribution du marché pour le paquebot de la compagnie mixte aux deux chantiers de la Seyne et de Port-de-Bouc; imposer sa volonté à la compagnie du nickel [23 octobre 1964] (p. 3867, 3868); RAPATRIÉS : *Problème de principe posé par l'accueil des rapatriés; leur implantation dans les régions méridionales; problème du logement; suppression du contingent spécial d'H.L.M.; lutter contre la spéculation; prévoir un crédit spécial important pour le logement des rapatriés [28 octobre 1964] (p. 4039); CONSTRUCTION, Art. 41 : *Prêts aux organismes d'H.L.M. connaissant une augmentation globale de 200 millions de francs et se traduisant par une prévision de 5.000 logements supplémentaires; droit au logement étant avant tout la satisfaction d'une revendication sociale et humaine; importance du système des H.L.M.;*******

*affaire des marchands de sommeil; nécessité d'atteindre les 500.000 logements par an* [4 novembre 1964] (p. 4557);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan: *Situation difficile des chantiers français de construction navale; nationalisation de la marine marchande; développement du commerce avec les pays de l'Est* [25 novembre 1964] (p. 5616);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 10: *Son amendement tendant à la fin de l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 3 de l'article 10 à substituer aux mots « demeure fixé dans les limites raisonnables », les nouvelles dispositions suivantes: « soit conforme à la législation des loyers d'habitation et ne permette pas au locataire principal de réaliser un bénéfice par rapport au loyer qu'il paye au bailleur »* [8 décembre 1964] (p. 5891); Art. 19: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5897); *cet article abrogeant l'article 1473 du Code général des impôts; régime applicable aux maisons à succursales multiples; situation des petits commerçants* (p. 5897);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 13: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [12 mai 1965] (p. 1281, 1282); Art. 28: *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe I à supprimer les mots « lorsque ces frais excèdent des chiffres fixés par arrêté du Ministre des Finances »* (p. 1290); *obtenir la sincérité des bilans des entreprises* (p. 1290); Art. 30: *Ses observations sur cet article* (p. 1293); Art. 41: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1299); Art. 12: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [13 mai 1965] (p. 1319); *cet article tendant à octroyer aux sociétés des privilèges fiscaux importants; mesure discriminatoire prise à l'encontre des personnes physiques et des entreprises non soumises à l'impôt sur les sociétés* (p. 1319).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale: *Difficultés des divers ordres d'enseignement; exemple de Marseille; faiblesse des crédits alloués à l'académie d'Aix-Marseille; problème des écoles maternelles; suppression du second cycle à Corte et à*

*Sartène; enseignement technique* [19 mai 1965] (p. 1434).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif: *Valeur éducative du sport; nécessité des installations modernes; formation d'un corps d'éducateurs en nombre suffisant; crédits de subvention accordés à la ville de Grenoble; caractère restrictif et insuffisant pour une grande nation moderne et démocratique du projet de loi de programme* [2 juin 1965] (p. 1734);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « 15° La taxe unique sur les viandes »* [24 juin 1965] (p. 2452); Art. 13: *Son amendement tendant à compléter le paragraphe a par les mots suivants: « et dans les restaurants »* (p. 2468);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 1<sup>er</sup>: *Caractère du budget de 1966; imposition des Galeries Lafayette; nombre des personnes imposées sur le revenu; abattement devant être porté à 500.000 anciens francs* [7 octobre 1965] (p. 3382); Art. 4: *Etendre aux commerçants bénéficiaires du forfait, l'exonération accordée aux « artisans fiscaux »* (p. 3386); Art. 13: *Atteinte à la liberté et à l'indépendance d'expression* [8 octobre 1965] (p. 3420); Art. 22: *Produit de la taxe frappant les carburants; insuffisance du réseau routier; son inadaptation; rétablissement du taux de 22 % au profit du fonds spécial d'investissement; améliorer les réseaux communaux et départementaux; construction d'autoroutes* (p. 3428);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: *Liaison mer du Nord-Méditerranée; aménagement du port de Fos; europort de Rotterdam; canalisation de la Moselle; aménagement du Pô; implantation d'entreprises sidérurgiques dans le golfe de Fos* [4 novembre 1965] (p. 4444).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement: *Situation des travailleurs des chantiers navals de Port-de-Bouc, de la Seyne, du Havre; problèmes de l'expansion économique; objectifs fixés par le V<sup>e</sup> Plan; Port-de-Bouc étant devenu le symbole du fiasco de la reconver-*



*sion et de l'improvisation gouvernementale en matière de construction industrielle; industrialisation du golfe de Fos; puissance économique et industriel du bassin rhénan; axe fluvial Mer du Nord-Méditerranée; complexe portuaire et industriel du golfe de Fos; Français étant devenus des « gréviculteurs » [14 avril 1966] (p. 700, 701).*

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement, ses explications de vote : *Avoir fiscal; impôt sur le revenu des personnes physiques; concentration industrielle et bancaire; relance des investissements productifs; nécessité d'augmenter le pouvoir d'achat des masses; problème de la marine marchande et des chantiers navals; possibilité de commencer les travaux routiers autour du golfe de Fos; liaison fluviale Mer du Nord-Méditerranée [21 avril 1966] (p. 863).*

Son rappel au règlement : *Inscription à l'ordre du jour de la question orale sur le développement économique de la France ayant été refusée; date du débat sur les anciens combattants; problèmes des chantiers navals de La Seyne; revendications de la fonction publique [5 mai 1966] (p. 1096).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de La Seyne : *Crise des chantiers de La Seyne; réorganisation de notre industrie navale; problème de la fusion des trois chantiers de la Méditerranée; élimination de Port-de-Bouc; attitude de la Compagnie française du nickel; concurrence japonaise; absence d'une véritable politique de la marine marchande; rôle de la société Herlicq; problème des licenciements [2 juin 1966] (p. 1653, 1654); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ce concours financier sur fonds publics entraîne l'obligation pour la société bénéficiaire de ne procéder à aucun licenciement et de ne prendre aucune mesure tendant à réduire les droits et avantages sociaux de son personnel » (p. 1657); Art. 2 : Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article après les mots « des salariés », à insérer les mots « et notamment de tous ceux qui étaient employés à la date du 11 mai 1966, des préretraités » (p. 1657);*

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au régime des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance : *Application de l'article 40 de la Constitution; principe de la non-rétroactivité des lois [30 juin 1966] (p. 2482, 2483);*

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale, Art. 4 : *Vote du groupe communiste contre le projet de loi [30 juin 1966] (p. 2485);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Situation économique de la région provençale; ses observations sur la situation économique à Port-de-Bouc, à La Seyne, à la Ciotat; krack de l'intra-Bank; fermeture de l'huilerie Astra-Calvé; aménagement industriel du golfe de Fos; autoroute Marseille-Fos [18 octobre 1966] (p. 3512, 3513); opposition du groupe communiste sur le titre III et sur le titre IV (p. 3516); ses explications de vote sur l'ensemble : Disproportion entre le budget militaire et les budgets d'équipements économiques et sociaux; suppression des zones de salaires; limites de la décote; relèvement de l'allocation minimum aux personnes âgées; situation des anciens combattants; augmentation des impôts sur la consommation; insuffisance des crédits d'équipement; problème du logement; nombre de chômeurs; son vote sur le budget [10 novembre 1966] (p. 4534, 4535);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Problème de l'impasse; augmentation des rémunérations de la fonction publique; équipement de l'éducation nationale; subventions à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P.; avances à la Sécurité sociale; sous-évaluation des recettes fiscales; modification du régime des primes versées à la caisse nationale de réassurance; création d'instituts d'émissions pour certains territoires d'outre-mer; ses observations sur les sociétés capitalistes; problème de la prise en charge d'un franc prévue par la S.N.C.F. sur le prix des billets [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5131);*

— du projet de loi relatif aux conditions de nationalité exigées du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile : *Reven-*

*dications du personnel navigant professionnel de l'aviation civile; nécessité de créer des écoles et des centres d'instruction* [20 décembre 1966] (p. 5703).

**RISBOURG (M. Jean)**, *Député de l'Aisne, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Briecout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659);

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [20 février 1963] (p. 2274);

— membre suppléant du Conseil supérieur de l'aménagement rural [20 novembre 1964] (p. 5534).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'organisation politique et administrative des régions, **n° 319** [7 juin 1963].

Son rapport d'information fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Roumanie et en Bulgarie, **n° 1268** [17 décembre 1964].

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Part du revenu paysan dans le revenu national; politique de transfert des revenus; augmentation du prix du lait; augmentation des crédits pour l'équipement rural, notamment pour les adductions d'eau et l'habitat; financement des investissements agricoles; idée d'un « emprunt vert »* [4 novembre 1963] (p. 6324, 6325).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative aux prêts indexés à la construction [22 mai 1964] (p. 1367).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Malaise consécutif à l'insuffisance de trésorerie dans la classe paysanne; urgence de la reprise du dialogue entre le Gouvernement et les agriculteurs* [9 octobre 1964] (p. 3126, 3127).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation préoccupante de l'agriculture dans la conjoncture actuelle; perspectives de débouchés d'une production excédentaire; budget annexe des prestations sociales agricoles; fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles; taxe de reprise annulant l'augmentation consentie sur le prix de blé; production céréalière; rôle du F.O.R.M.A.; possibilité d'interdiction de l'abattage des veaux d'un poids inférieur à cent kilogrammes; mise en place de contrats collectifs à l'échelon des usines de transformation; difficultés de la production betteravière* [28 octobre 1965] (p. 4303, 4304);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Intégration de*

*l'économie agricole dans l'économie nationale et européenne; diversité des structures; indemnité viagère de départ; difficultés d'installation des jeunes agriculteurs; problèmes concernant la fiscalité; système forfaitaire de l'impôt sur le revenu des exploitants agricoles; cas des producteurs de lait du Nord et de Picardie; loi sur la formation professionnelle [27 octobre 1966] (p. 3961, 3962); problèmes concernant l'hydraulique; aménagement des grandes régions agricoles; inondations de l'Oise; problèmes de la transformation des marais et des terres incultes (p. 3967);*

— du projet de loi sur l'élevage, Art. 18 : *Ses observations sur l'élevage porcin [23 novembre 1966] (p. 4813).*

**RITTER (M. Georges)**, *Député du Bas-Rhin, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

**RIVAIN (M. Philippe)**, *Député de Maine-et-Loire, 4<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5752);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474).

Est élu président de cette Commission [29 juin 1965] (p. 2765).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 5, Agriculture, n° 25 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 4, Agriculture, n° 568 [9 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 721) organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, n° 826 [15 avril 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 721), modifié par le Sénat, organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, n° 1010 [23 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du

plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), annexe n° 4, Agriculture, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), annexe n° 4 : Agriculture, n° 1588 [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1530) tendant à la création de sociétés d'investissement forestier, n° 1666 [16 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 1724) relatif à l'indemnisation des accidents corporels de chasse, n° 1915 [10 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1724), modifié par le Sénat, relatif à l'indemnisation des accidents corporels de chasse, n° 2032 [30 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 204), annexe n° 6 : Agriculture, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 9 : *Rachat des cotisations par les anciens exploitants agricoles de plus de 65 ans* [18 décembre 1962] (p. 97, 98).  
Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Problème de l'augmentation du plafond des dépôts; utilisation de l'épargne détenue par les possesseurs des livrets ayant déjà fait le plein; écart existant entre le taux d'intérêt servi par la Caisse nationale et celui servi par les caisses ordinaires* [8 janvier 1963] (p. 346); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur spécial: Variété des interventions publiques ou semi-publiques en matière d'agriculture; effort social entrepris en faveur du monde rural; suppression définitive de la franchise au titre de l'assurance maladie des exploitants agricoles; droit de rachat des cotisations pour les anciens exploitants; budget propre du Ministère de*

*l'Agriculture; réorganisation de celui-ci; augmentation des crédits affectés à la direction des études et affaires générales; crédits de la direction de la production et des marchés; absence de statistiques convenables en matière agricole; situation du service des haras; forte augmentation des dotations concernant la prophylaxie des animaux; indemnisation pour arrachage de pommiers; dépenses de la direction de l'enseignement, des affaires professionnelles et sociales; recrutement du personnel d'enseignement; retard dans l'attribution des subventions de fonctionnement aux établissements privés; frais de fonctionnement des commissions départementales et régionales de structures agricoles; crédits pour la formation professionnelle des adultes; problème des migrations d'agriculteurs; crédits de la direction du génie rural et de l'hydraulique agricole; crédits de la direction des eaux et forêts; taxation des produits forestiers; développement des autorisations de programme; problèmes d'enseignement; équipements collectifs; retard apporté à la publication du décret supprimant les droits d'enregistrement sur les transactions entre propriétaires et fermiers; insuffisance des crédits en matière d'adductions d'eau; crédits destinés à la valorisation des produits; plan d'implantation des abattoirs; problème des marchés d'intérêt national; transfert des halles centrales de Paris; nécessité de parvenir à une nomenclature du budget claire et logique; problème du Fonds d'action sociale pour l'aménagement de structures agricoles (F.A.S.A.S.A.); cas des exploitations ayant une superficie inférieure aux normes prévues; nécessité de développer les équipements collectifs ruraux [11 janvier 1963] (p. 618 à 621); Etat B, titre III : *Problème des postes d'attachés agricoles* [11 janvier 1963] (p. 668); Etat B, titre IV : *Remboursements sur les achats de matériels agricoles* (p. 668); titre VI : *Formation des conseillers spécialisés dans les problèmes d'association des exploitations; retard en matière d'adduction d'eau et en matière d'électrification des campagnes; problème du remembrement; insuffisance des prêts à long terme pour l'habitat rural; diminution des crédits concernant les migrations rurales; problème du système de la garantie hypothécaire en matière de prêts à long terme* (p. 669, 670);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité

économique et financière : *Problème de l'industrie chevaline et de l'élevage national; amendement proposé par M. Chapalain tendant à accroître le prélèvement de l'Etat sur les sommes mises en jeu par les parieurs; importance des exportations françaises de chevaux; encouragement donné aux sociétés de courses de province; nécessité d'assurer le fonctionnement du pari mutuel* [29 mai 1963] (p. 3095).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative une question orale avec débat relative à la réforme administrative : *Rôle et signification des structures administratives actuelles; problème de la gestion des tranches opérationnelles du Plan; département et région en matière économique; rôle des collectivités locales; dépenses d'équipement des communes; affectation au budget des communes du produit de la vente des cartes grises; projet de réforme de la T.V.A. et de suppression de la taxe locale* [7 juin 1963] (p. 3246, 3247).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 45 : *Nécessité de procéder à une refonte des taxes locales; situation des collecteurs d'impôts que sont les artisans et les commerçants* [10 juillet 1963] (p. 4000);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 13 : *Son amendement (Construction d'autoroutes à travers des exploitations agricoles)* [19 juillet 1963] (p. 4362);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Avantages accordés pour permettre aux transactions de reprendre* [22 octobre 1963] (p. 5322); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur spécial* : *Augmentation des autorisations de dépenses; regroupement des services de la recherche agronomique; dépenses de capital; problème de l'hydro-électricité; action des S.A.V.E.R.; insuffisance des crédits pour la vulgarisation, les adductions d'eau; loi de programme pour l'habitat rural; réforme des structures foncières; Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (F.A.S.A.S.A.); conditions d'attribution des indemnités viagères de cession; insuffisance de l'aide du Crédit agricole* [4 novembre 1963] (p. 6274, 6275, 6276); *son amendement tendant à réduire de 1 million 700.000 francs les crédits*

du titre III (p. 6329); son amendement tendant à réduire de 5 millions de francs le montant du crédit inscrit au titre IV (p. 6331); indemnités viagères; application du décret de mai 1963 sur le Crédit agricole; crédit à moyen terme (p. 6331); rétablissement des prêts à moyen terme (p. 6332); effort pour individualiser le budget des eaux et forêts (p. 6335); SERVICES DU PREMIER MINISTRE: Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité; sous-équipement du bassin de la Loire; programme établi par l'association nationale pour l'étude de la communauté de la Loire et de ses affluents; solidarité entre les régions [9 novembre 1963] (p. 7098); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964: Importance de l'article 3: réserves prévues par l'Assemblée Nationale; diversité des situations selon les régions; supprimer la rétention des terrains préjudiciable à l'intérêt général [6 décembre 1963] (p. 7700, 7701);

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi, Art. 1<sup>er</sup>: Application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Casagne [28 novembre 1963] (p. 7542);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963: Charges fiscales des exploitants agricoles et forestiers en hausse [10 décembre 1963] (p. 7761); Art. 6: Problème de l'injustice (p. 7777); consentir par décret des avances de trésorerie (p. 7777, 7778); En deuxième lecture: Revision du revenu cadastral risquant d'entraîner pour de nombreux propriétaires une sérieuse aggravation des charges; intentions du Gouvernement [17 décembre 1963] (p. 7940);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles: Incidence financière de l'Etat sur les budgets; maintien des formules traditionnelles d'aide aux victimes des calamités; contribution additionnelle aux primes actuellement payées; principe de la solidarité nationale à l'égard des victimes des calamités [16 avril 1964] (p. 790); Art. 1<sup>er</sup>: Etablissements d'ostréiculture et de mytiliculture considérés comme des exploitations agricoles [22 avril 1964] (p. 864); Art. 2: Gouvernement devant indiquer les risques pris en charge par l'Etat (p. 866); ses observations sur l'amendement de M. Bousseau (Prise en charge dégressive des cotisations et des primes d'assurances devant être assurée compte non tenu de l'aide

financière actuellement consentie par les collectivités locales) (p. 868); Art. 4: Ses observations sur l'amendement de M. Voisin (Position de la Commission des finances); engagement pris par le Ministre de l'Agriculture de porter le délai d'incitation de cinq à sept ans; promesse donnée de porter la contribution de l'Etat au montant de la surprime; maintien des systèmes anciens d'indemnisation des calamités agricoles (p. 871); assiette complexe de la taxe pour les dommages causés par l'O.A.S. supprimée à compter du 1<sup>er</sup> juillet par la loi de finances (p. 872); son amendement tendant à rédiger le quatrième alinéa de l'article 4 (Fixation du taux annuellement par la loi de finances et ne pouvant être supérieur à 10 %) (p. 874); Art. 6: Arrêté conjoint des Ministres des Finances, de l'intérieur et de l'Agriculture pour reconnaître le caractère de calamités aux dommages subis par une zone ou une période déterminée (p. 881); Art. 7: Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article 7 à substituer aux mots « faisaient l'objet d'un contrat d'assurance les couvrant » les mots « faisaient partie d'une exploitation couverte par un contrat d'assurance » [23 avril 1964] (p. 899); notion d'assurance du bien sinistré; notion d'assurance de l'exploitation (p. 899, 900); retrait de son amendement (p. 900); après l'Art. 14: Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Possibilité pendant les cinq premières années pour le Fonds national de garantie de recevoir des avances de la Caisse de crédit mutuel agricole pour permettre éventuellement le règlement des indemnités aux sinistrés) (p. 910); ses observations sur l'amendement de M. Spénale (Distinction entre certitude et obligation) (p. 912); Art. 15: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 912); application de plein droit aux D.O.M. (p. 912, 913); En deuxième lecture, en qualité de Rapporteur pour avis: Art. 3 bis: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du paragraphe premier de cet article (Contribution additionnelle aux primes ou cotisations afférentes aux conventions d'assurance couvrant à titre exclusif ou principal les dommages aux biens visés à l'article 4 bis ci-dessous) [23 juin 1964] (p. 2123; exclure du champs d'application de la contribution additionnelle les cotisations d'assurances accidents de responsabilité civile (p. 2123, 2124).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère : *Amitié franco-américaine; réception chaleureuse d'une délégation de la commission des finances par le Sénat des Etats-Unis; part prise par les Etats-Unis dans la libération de la France; mieux faire connaître en France le véritable visage des Etats-Unis; interventions de certaines puissances financières; attachement légitime à l'indépendance; sens de la solidarité humaine; attitude présente du Gouvernement français au sujet de l'alliance atlantique* [29 avril 1964] (p. 1019, 1020).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé de la réforme administrative, une question orale relative à la réforme administrative : *Autorité confiée au préfet afin qu'il rationalise l'administration départementale; mesures transitoires envisagées pour sauvegarder les intérêts légitimes de carrière des fonctionnaires dont les services vont être fusionnés* [6 mai 1964] (p. 1100, 1105, 1106).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article (Prendre en considération les seuls terrains pour lesquels la contribution foncière des propriétés non bâties est exigée dans les communes où doit être créée une association communale de chasse)* [9 juin 1964] (p. 1706); *cas d'un propriétaire possédant des parcelles d'une superficie inférieure à 20 hectares* (p. 1706); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 2 « possibilité pour les préfets de donner l'agrément à deux associations d'une même commune »* (p. 1721); *impossibilité de pratiquer la chasse dans certaines régions en raison d'une mauvaise organisation; apaiser les inquiétudes des sociétés* (p. 1721);

— du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, Art. 1<sup>er</sup> : *Application de l'article 40 de la Constitution* [9 juin 1964] (p. 1735);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 5, Art. L 14, Art. L 15, après l'Art. 22 Art. L 27 : *Application de l'article 40 de la Constitution* [7 octobre 1964] (p. 2987, 2995, 2997, 2999, 3003); Art. L 39,

Art. L 40, Art. L 49, après l'Art. L 49, Art. L 51, Art. L 87, après l'Art. 2 : *application de l'article 40 de la Constitution* [8 octobre 1964] (p. 3016, 3022, 3024, 3036, 3040);

— de la première partie de la loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 14 : *Poursuite des « faux cultivateurs de l'avenue Foch »; fausse propriété rurale; dissimulation de bénéfices réalisés dans d'autres secteurs d'activité; procédé discriminatoire; sa non conformité à la politique agricole en empêchant les citoyens d'investir à la campagne* [16 octobre 1964] (p. 3334); *rapport entre cet article et le problème des exploitations familiales; son amendement à ce sujet; se référer à l'article 7 de la loi d'orientation agricole; nécessité de lutter contre les abus; modification du mécanisme fiscal proposé* (p. 3335); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 14: « Toutefois cette disposition ne sera pas applicable lorsque l'exploitation répondra aux exigences de l'article 7 de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 »* (p. 3336); *ne pas décourager un capitaliste de placer son argent dans l'agriculture; investissements pouvant avoir une valeur économique réelle; personnes ayant entrepris dans leur exploitation des travaux importants reconnus valables par la loi d'orientation* (p. 3336); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Situation des ascendants des sapeurs-pompiers volontaires décédés en service commandé* [28 octobre 1964] (p. 4024); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de Rapporteur spécial : *Budget de ce Département étant en fait en augmentation de 12,8 %; crédits affectés au paiement des prestations sociales, au Fonds national de garantie contre les calamités agricoles, à l'enseignement agricole et à l'aménagement des structures; action du F.A.S.A.S.A.; résultat obtenu par les S.A.F.E.R. étant limité; investissement collectif ayant été réalisé dans des régions très peu peuplées en négligeant les régions plus peuplées; répartition des crédits; état d'abandon des logements ruraux; mise en garde contre les inconvénients d'une réglementation excessive; régime de la ristourne sur le prix des machines agricoles* [5 novembre 1964] (p. 4675, 4676); *bien-fondé de l'insistance française dans les négociations européennes* (p. 4729); *son amendement tendant à réduire de 978.912 francs les*

crédits inscrits au titre III; suppression des crédits prévus pour la formation des identificateurs de viande; réglementation des abattoirs (p. 4729); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES: *Inquiétudes de la Commission des finances* (p. 4732); après l'Art. 54: *Application de l'article 40 de la Constitution* (p. 4736);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan: *Situation de l'Ouest de la France* représentant 56 % du territoire national, 37 % de la population, 24 % du revenu national; nécessité de rattraper le retard; industrialisation de la région de l'Ouest; développement des industries pétrochimiques, des industries de transformation des produits d'outre-mer et de la sidérurgie; complexe sidérurgique; problème hydraulique; régularisation du régime des cours d'eau [26 novembre 1964] (p. 5647 à 5649);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 21: *Création d'un Office national des forêts; perspectives de la réforme; contribution foncière pour le reboisement; difficultés des groupements forestiers, ceux-ci étant des organismes uniquement civils et non des groupements professionnels; application du régime de protection sociale; favoriser le reboisement* [8 décembre 1964] (p. 5901); Art. 1<sup>er</sup>: *problème du dépôt du rapport de gestion déposé sur les bureaux des assemblées parlementaires; ses observations sur les paroles prononcées par M. le Ministre de l'Agriculture* [9 décembre 1964] (p. 6008);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers: *Problème des investissements productifs; son importance pour assurer le plein emploi; bienfaits de la politique de stabilisation; renaissance de l'épargne; taux de progression des investissements productifs étant insuffisant; Gouvernement devant tenir compte des incitations de la majorité; règle d'or d'un Gouvernement de majorité* [11 mai 1965] (p. 1235, 1236); Art. 20: *Ses observations sur l'amendement de M. Ruais* [12 mai 1965] (p. 1285, 1286);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 1<sup>er</sup>: *Application de l'article 40 de la Constitution* [24 juin 1965] (p. 2453); *problème de la recevabilité*

(p. 2453); Art. 8: *Recevabilité de l'amendement de M. Collette* (p. 2459); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2463); Art. 17: *Application de l'article 40 de la Constitution* [25 juin 1965] (p. 2509); Art. 18: *Extension de la taxe sur la valeur ajoutée aux petits commerçants et aux artisans; vulgarisation faite par le Gouvernement; exonération* (p. 2510); Art. 19: *Application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2523); Art. 27: *Application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2535); En deuxième lecture: *Harmonisation européenne de la fiscalité; renouveau de l'artisanat; régime fiscal de l'artisanat; modalités de la décote* [21 décembre 1965] (p. 4996, 4997); Art. 8: *Son sous-amendement tendant, après l'alinéa 9<sup>o</sup> du paragraphe premier de l'amendement du Gouvernement à insérer le nouvel alinéa suivant: « Les produits de l'exploitation des marchés d'intérêt national lorsqu'ils sont acquittés par les agriculteurs, le taux de la T.V.A. étant majoré en conséquence »* (p. 5017); *problème fiscal des marchés d'intérêt national; marchés municipaux* (p. 5017);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement: *Emotion des caisses d'épargne; problème de l'éventuelle extension de la loi à l'ensemble du système bancaire* [29 juin 1965] (p. 2725, 2726);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, Art. 5: *Article 40 de la Constitution n'étant pas opposable* [30 juin 1965] (p. 2791);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur spécial: Parité entre le monde rural et le monde des villes; aménagement du terroir; amélioration de la qualité des produits; charges sociales de l'agriculture; prestations sociales; cotisations cadastrales pour la vieillesse; prix des matériels destinés à l'agriculture; crédits de soutien aux produits; dispositions concernant l'élevage; ses observations sur l'équipement collectif et la vulgarisation; financement des dépenses en capital; ressources du crédit agricole; problème de la prophylaxie; insuffisance de la production de viande; crédits de voirie rurale; crédits d'électrification; crédits d'adduction d'eau; compagnie des Landes de Gascogne; investissements en*



*Corse et en Provence; crédits pour la vulgarisation; aide aux amendements calcaires; fonctionnement des S.A.F.E.R.; Institut national de recherches agronomiques; problèmes concernant la forêt* [27 octobre 1965] (p. 4240, 4241); *ses observations sur les paroles de M. Collette; position de la Commission des finances sur l'article 19* (p. 4279); *B.A.P.S.A.: Incendies de forêts* [28 octobre 1965] (p. 4309, 4310); *Art. 56: Rôle du F.A.S.A.S.A. en ce qui concerne les migrations rurales et la restructuration du sol français; création d'un établissement public* (p. 4317, 4318); *établissement public national pour l'aménagement des structures agricoles* (p. 4318); *concours des organismes professionnels conventionnés* (p. 4318); *Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966: Problèmes du monde rural; régime de Sécurité sociale pour les agriculteurs; Fonds de vulgarisation agricole* [17 novembre 1965] (p. 4717);

— *du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: Développement de l'Ouest de la France; amélioration des structures agricoles; problème de l'eau et les réseaux de communication; mobilité de la main-d'œuvre; préparation technique des jeunes; région de Nantes et de Saint-Nazaire; aménagement des voies côtières avec le cabotage et des voies transversales* [4 novembre 1965] (p. 4429, 4430);

— *du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles: Régime volontaire d'assurance; frais de gestion; diversité des professions en cause* [9 juin 1966] (p. 1829); *Art. 4: Ses observations sur les paroles de M. Jeanneney* (p. 1855); *Art. 5: Application de l'article 40 de la Constitution* (p. 1856); *Art. 7: Ses observations sur le sous-amendement de M. Boisdé* (p. 1858); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 1859, 1860, 1861); *décision du 20 janvier 1961 du Conseil constitutionnel; rôle du président de la Commission des finances* (p. 1862);

— *du projet de loi relatif à l'indemnisation des accidents corporels de chasse, en qualité de Rapporteur: Proposition de M. Bricout; notion d'acte de chasse* [27 juin 1966] (p. 2404, 2405); *Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant au début de cet article, à substituer aux mots « la*

*loi n° 55-1524 du 28 novembre 1955 est complétée par un article 3 ainsi conçu: « Art. 3 », les mots « le Code rural est complété par un article 366 ter ainsi conçu: « Art. 366 ter » (p. 2403); son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 3 de la loi n° 55-1524 du 28 novembre 1955 à substituer aux mots « Un acte de chasse lorsque le responsable des dommages demeure inconnu ou lorsqu'il est » les mots « tous actes de chasse ou de destruction des animaux nuisibles, même si ces actes ne sont pas compris dans l'obligation d'assurance instituée par l'article 366 bis du Code rural, dès lors qu'ils sont le fait d'un auteur soit demeuré inconnu, soit » (p. 2406); définition plus large de l'acte de chasse (p. 2406); son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 3 de la loi n° 55-1524 du 28 novembre 1955 (Majoration de 50 % des amendes) (p. 2406); Art. 2: Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article: « Les dispositions de l'article 366 ter du Code rural sont applicables » (p. 2406); Fonds de garantie des accidents d'automobile (p. 2406); En deuxième lecture: Ses observations sur les modifications faites par le Sénat* [30 juin 1966] (p. 2487);

— *du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 9: Application de l'article 40 de la Constitution* [6 octobre 1966] (p. 3183);

— *de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 15: Prélèvement spécial sur les rapports du tiers; situation des sociétés de courses de province* [13 octobre 1966] (p. 3414); *Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de Rapporteur spécial: Mécanismes financiers mis en place par les accords de juillet 1966; augmentation du budget de l'agriculture; budget annexe des prestations sociales agricoles; dépenses en capital; problème de la vulgarisation; régime fiscal des céréales; politique des abattoirs et des marchés d'intérêt national; investissements pour l'élevage; diversité du monde rural français; crédit agricole; problème de la brucellose; abattoirs de volailles; travaux d'assainissement dans les communes rurales* [26 octobre 1966] (p. 3874, 3875); *ses observations sur les amendements du Gouvernement* [27 octobre 1966] (p. 3966); *AFFAIRES CULTURELLES: Ses observations sur l'amendement de la Commission des finances*

[27 octobre 1966] (p. 3991); *retrait de cet amendement* (p. 3991); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Consolidation des levées de la Loire; problème de la circulation sur la route de Tours à Angers; régularisation du cours de la Loire* [8 novembre 1966] (p. 4396); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967, en qualité de *Rapporteur suppléant*: *Règles du calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; projet de réforme de l'imposition des revenus des personnes physiques; déduction pour le revenu imposable des primes afférentes à certains contrats individuels d'assurance; possibilité de faire participer les assurés aux bénéfices techniques et financiers réalisés par les sociétés d'assurance sur la vie; régime fiscal applicable aux cessions de cheptel; ressources affectées au soutien de l'industrie cinématographique; majoration du taux de la taxe spéciale additionnelle; fiscalité des céréales; fonds national de la vulgarisation du progrès agricole; prélèvement sur le pari mutuel; relèvement de la retraite mutualiste des combattants; équipement des collectivités; possibilité de demander une enquête de la Cour des comptes sur l'utilisation de ces dotations; problème des taxes parafiscales; fonctionnement du fonds social agricole; ses observations sur le service des chèques postaux* [6 décembre 1966] (p. 5254, 5255); Art. 2 bis: *ses observations sur l'amendement de M. Debré* (p. 5265); Art. 11 : *Crédits de vulgarisation; loi sur l'élevage* (p. 5266); Art. 50 : *Ses observations sur les paroles de M. Debré* (p. 5269);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur le plafond de 18 %; nécessité d'informer le public des moyens mis à sa disposition pour échapper à l'usure; rôle des caisses d'allocations familiales et des caisses de crédit municipal* [24 novembre 1966] (p. 4826, 4827);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Mise au point des réacteurs nucléaires surrégénérateurs; développement de l'énergie; mise en exploitation de la technique des réacteurs à eau lourde; mise en construction d'un régénérateur d'essai: le Rapso-die; ses observations sur le prototype Phélix; programme Concorde; applications civiles et*

*militaires du plutonium* [30 novembre 1966] (p. 5092, 5093);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 33 : *Problème des abattoirs; courants traditionnels de l'élevage; compensation financière; déficit des abattoirs; produit d'une surtaxe sur les abattoirs traditionnels* [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5168); en seconde délibération, Art. 33 : *Disparition des abattoirs dits vétustes; augmentation des prix* [6 décembre 1966] (p. 5283); *son sous-amendement tendant, dans le texte du troisième alinéa de l'amendement de M. Debré à supprimer les mots « ont été inscrits au plan d'équipement et... »* (p. 5286); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Ses observations sur les dépenses d'assainissement dans les communes rurales; développement des équipements ruraux* [15 décembre 1966] (p. 5573).

**RIVES-HENRÏS (M. André)**, *Député de la Seine, 29<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1<sup>o</sup> du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat; 2<sup>o</sup> du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1628);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669).

**RIVIÈRE (M. Joseph)**, *Député du Rhône, 9<sup>e</sup> circonscription (C.D. puis app. C.D.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

S'apparente à ce groupe [18 décembre 1962] (p. 147).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

#### Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Cas du département du Rhône; crédits d'équipement; aider activement les chefs-lieux de canton; développement excessif des grandes capitales en cercle concentrique; multiplication des pôles d'attraction secondaires avec le concours du F.D.E.S. en liaison avec les élus locaux* [27 novembre 1963] (p. 7470).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 13 : *Regroupement des communes; cas de la communauté de Lyon; problème des limites départementales* [17 novembre 1966] (p. 4646); *son sous-amendement tendant à compléter la nouvelle rédaction proposée pour cet article par l'amendement de M. Zimmermann: « Le conseil général du Rhône désignera un de ses membres pour faire partie du conseil de la communauté urbaine de Lyon »* (p. 4647, 4648).

**RIVIÈRE (Paul)**, *Député de la Loire, 6<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale

[7. décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 janvier 1963] (p. 1160).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [18 janvier 1963] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257).

**ROCCA (Mme Gilberte)**, *Député du Gard*, 2<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil Constitutionnel du 12 février 1963 [14 février 1963] (p. 2172).

Est nommée membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32).

#### Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Parité entre les prestations sociales servies aux ouvriers agricoles et celles servies aux ouvriers de l'industrie; augmentation sensible des cotisations cadastrales pour le financement des prestations familiales; charges retombant sur les petits et moyens exploitants; conditions d'attribution des allocations familiales; amélioration récente des prestations; majoration souhaitable des cotisations des gros exploitants; établissement d'un*

*taux dégressif pour les petits et les moyens agriculteurs; retraite à 60 ans pour les paysans; calcul du rachat des cotisations par les exploitants agricoles* [10 janvier 1963] (p. 563, 564).

**ROCCA SERRA (M. Jean-Paul de)**, *Député de la Corse*, 3<sup>e</sup> circonscription (N.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel du 5 mars 1963 [30 avril 1963] (p. 2717).

Est proclamé député le 12 mai 1963 [16 mai 1963] (p. 2930).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [11 décembre 1963] (p. 7835);

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [7 avril 1965] (p. 634), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Retard en matière d'aménagement de certaines régions; lenteur de l'équipement hydraulique corse; insuffisance des débouchés dans l'île* [11 janvier 1963] (p. 670);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Insuffisance des crédits affectés aux grands aménagements régionaux; situation économique de la Corse* [5 novembre 1964]

(p. 4731, 4732); *problèmes de l'électricité* (p. 4732);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, après l'Art. 24 : *Particularisme de la Corse; éviter une aggravation de la fiscalité* [25 juin 1965] (p. 2528);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Insuffisance des crédits d'habitat rural et d'aménagement des villages; programmes d'adduction d'eau et d'électrification; action de la Société de mise en valeur agricole de la Corse (S.O.M.I.V.A.C.); mesures attendues par les viticulteurs; reconstitution de la forêt méditerranéenne; lutte contre l'incendie; acquisition de nouveaux Catalina* [28 octobre 1965] (p. 4309);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas du département de la Corse; problème touristique; implantation des rapatriés; dégradation de l'économie insulaire; exploitation des richesses touristiques, forestières ou agricoles de la Corse; modernisation du réseau routier; région Provence-Côte d'Azur-Corse* [5 novembre 1965] (p. 4549, 4550).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique viticole : *Vocation viticole de la Corse; retards apportés à l'attribution des prêts pour la plantation de vignes; nécessité d'accorder des crédits permettant l'augmentation de la capacité de cuverie des caves coopératives* [22 juin 1966] (p. 2248).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 1<sup>er</sup> : *Anarchie fiscale qui règne en Corse; disparités entre la Corse et certaines régions* [13 octobre 1966] (p. 3398); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT, MARINE MARCHANDE : *Problème de la desserte maritime de la Corse; modernisation de la flotte* [21 octobre 1966] (p. 3755); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Aide accordés à l'élevage; revenu moyen des agriculteurs; politique agricole commune; équipements collectifs; exode rural; forêt méditerranéenne; lutte contre l'incendie; problèmes concernant la viticulture; déblocage d'un contingent annuel de droits de plantation; ses observations sur les problèmes concernant la conserverie de fruits et de légumes; commercialisation de la production fruitière* [27 octobre 1966] (p. 3965).

**ROCHE-DEFRANCE (M. Louis)**, Député de l'Ardèche, 2<sup>e</sup> circonscription (R.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366).

#### Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INTÉRIEUR : *Situation de l'Ardèche en raison des calamités atmosphériques; aide financière de l'Etat* [5 novembre 1963] (p. 6481, 6482).

**ROCHER (M. Bernard)**, Député de la Seine, 17<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

En remplacement de M. Marette devenu Ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale char-

gée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 ((art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle) [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 689 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336).

### Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 212) portant modification des articles L 115, L 116 et L 123 du Code des postes et télécommunications, n° 458 [12 juillet 1963].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification du Code des postes et télécommunications, en

qualité de *Rapporteur* : *Problème de l'apurement de la comptabilité et de la conservation des archives en matière de chèques postaux ; distinction à établir entre mandat-carte et mandat-lettre ; alignement du délai de recevabilité des réclamations sur le délai de conservation des archives (deux ans)* [16 juillet 1963] (p. 4164, 4165);

— de la proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, après l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à insérer après l'article premier, un nouvel article (Baux de locaux ou d'immeubles accessoires à l'exploitation du fonds de commerce)* [25 juin 1964] (p. 2198); *ses observations sur : l'article premier de la loi du 5 janvier 1957 et la loi du 30 juillet 1960 ; respecter l'esprit de cette loi dans un souci de clarté* (p. 2198);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION : *Délivrance du permis de construire devant être accélérée ; solliciter les avis techniques de diverses administrations ; problème des délais pour la constitution d'un dossier et son aboutissement* [4 novembre 1964] (p. 4548, 4549); *processus d'acheminement d'un dossier soumis à l'avis des Ponts et Chaussées ; examen du dossier par le Comité d'aménagement de la région parisienne, C.A.R.P.* (p. 4549).

**ROCHET (M. Waldeck)**, Député de la Seine, 41<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1961] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 63, 65 et 71 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 en vue : 1° de ramener

l'âge du droit à pension à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et pour les assurés sociaux ayant exercé une activité particulièrement pénible; 2° de fixer le taux de pension à 50 % du salaire moyen des dix meilleures années; 3° de fixer le taux minimum de la pension de vieillesse à 50 % du salaire minimum garanti, toutes primes comprises, sans abattements de zone, n° 93 [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier certains articles du Code rural, en vue d'améliorer le statut des baux ruraux, n° 192 [21 février 1963].

Sa proposition de loi tendant : 1° à instituer un prélèvement annuel sur la capitalisation boursière des sociétés; 2° à assurer aux personnes âgées un revenu minimum égal à 60 % du salaire minimum interprofessionnel garanti, n° 265 [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à accorder deux permissions agricoles de vingt jours chacune au cours des périodes de grands travaux survenant pendant la durée du service militaire des jeunes agriculteurs, n° 335 [7 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant : 1° à la nationalisation des entreprises privées de construction aéronautique; 2° à la nationalisation du transport aérien français; 3° au développement : a) des programmes civils d'études et de fabrications aéronautiques; b) du transport aérien français, n° 672 [24 novembre 1963].

Sa proposition de loi relative aux règlements effectués par chèques et virements en paiement des traitements ou salaires dans les établissements industriels et commerciaux, n° 1315 [9 avril 1965].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAIL : *Question du relèvement des allocations vieillesse; déclarations du 13 décembre 1962 du Premier Ministre à ce sujet; absence de crédits dans le présent budget; situation actuelle des personnes âgées; avancement de l'âge de la retraite; développement du progrès technique; fatigues nerveuses dues à l'intensification du travail; institution nécessaire d'une quatrième semaine de congés payés; proposition de loi*

*déposée par le groupe communiste à cet effet [9 janvier 1963] (p. 436, 437); COMMISSARIAT DU PLAN : Conséquences de la politique dite de décentralisation industrielle de la région parisienne; fermetures d'usines et les licenciements de travailleurs; véritables buts de cette politique; démantèlement de l'industrie aéronautique française, cas de l'usine de Sud-Aviation à La Courneuve [25 janvier 1962] (p. 1826, 1827).*

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Proclamations prometteuses faites lors du dernier référendum et des élections; inflation actuelle et ses causes d'après le Gouvernement; augmentation de la production; retard pris en matière de niveau de vie; augmentation des profits obtenus par les grandes sociétés capitalistes; dépenses improductives de l'Etat; augmentation des bénéficiaires déclarés depuis 1958; augmentation des dépenses militaires; position du groupe communiste vis-à-vis de la nationalisation des grands monopoles, des banques et des compagnies d'assurance; propositions déposées par ce groupe en ce qui concerne les congés payés et l'âge de la retraite; problème du logement et l'insuffisance des crédits prévus; absence de locaux scolaires; nécessité de procéder à une véritable réforme de l'enseignement; faiblesse des crédits alloués à la Santé publique; dangers que représente la construction d'une force de frappe [9 mai 1963] (p. 2821 à 2823).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 19 : *Inconvénients que présenterait l'adoption des économies proposées; non-utilisation des crédits par le Ministère de l'Education nationale; insuffisances de l'équipement sanitaire français; développement des dépenses militaires; insuffisance des prestations en faveur des travailleurs retraités [29 mai 1963] (p. 3412);*

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Portée du présent texte; interdiction de certaines formes de grève; cas de l'administration des postes et télécommunications; atteinte portée au droit de grève; propos tenus à ce sujet par M. Debré dans son récent livre; extension de la durée du préavis au secteur privé; leçons de la récente grève des mineurs; problème de la grève en Union soviétique; activité des syndicats dans ce pays; contenu de la proposition de loi de*

*M. Clermontel sous la dernière législature; déclarations de MM. Missoffe et Fanton sur la volonté du Gouvernement de briser les syndicats; restriction des libertés communales; lutte des syndicats pour les quatre semaines de congé payé; semaine de quarante heures; abaissement de l'âge de la retraite; augmentation de l'opposition dans le pays; volonté d'action unitaire des trois grandes centrales syndicales* [17 juillet 1963] (p. 4207 à 4210);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963: *Situation de l'industrie française de l'aviation; insuffisance des crédits; position de M. Dassault à l'égard de l'article 15 de l'ordonnance du 24 octobre 1958 sur les incompatibilités parlementaires; liquidation de l'usine Sud-Aviation de La Courneuve; ses conséquences; liquidation généralisée de la fabrication des moteurs français* [19 juillet 1963] (p. 4351, 4352);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964: *Problème du blocage des salaires et des traitements; surconsommation; dépenses improductives; cas de l'Education nationale; crise du logement; arrêt des essais nucléaires; baisse des investissements privés et publics* [22 octobre 1963] (p. 5296, 5297, 5298).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative aux permissions agricoles [15 novembre 1963] (p. 7277, 7278).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, avec débat, relative aux problèmes de la mutualité: *Atteintes portées à la mutualité par les projets de décrets; règlement type des pharmacies mutualistes; consommation abusive des médicaments; suppression du cumul des remboursements; mise en œuvre du tiers payant total; la diminution du prix des produits pharmaceutiques; réduction des profits réalisés par l'industrie des produits pharmaceutiques; réduction ou la suppression de la taxe sur la valeur ajoutée frappant la consommation des médicaments* [17 avril 1964] (p. 824, 825, 826).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à la situation des médecins conventionnés [22 mai 1964] (p. 1370).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, avec débat, relative au plan de stabilisation: *Difficultés des classes laborieuses; dépenses*

*improductives; scandaleux profits des sociétés capitalistes; réduction des impôts et des taxes pesant sur les prix* [24 juin 1964] (p. 2150, 2156, 2157).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan: *Accélération de la concentration de la production au profit des monopoles dans tous les secteurs; soutenir la concurrence dans le Marché commun et sur le marché international; consommation des masses populaires; objectifs du Gouvernement; armement nucléaire; compression des salaires et traitements; charges fiscales locales; réduction du temps de travail; abaissement de l'âge de la retraite; enseignement; recherche scientifique; logement; construction d'H.L.M.; aménagement du territoire; nationalisation des secteurs industriels de base; gestion démocratique des entreprises nationales; réforme fiscale démocratique; augmenter le budget de l'Education nationale* [25 novembre 1964] (p. 5599 à 5601);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers: *Impôt étant réparti d'une façon absolument injuste, petits et moyens contribuables étant les plus frappés alors que les sociétés capitalistes sont épargnées; résultat après six ans de pouvoir gaulliste; augmentation de la charge fiscale de 117 %; augmentation des impôts indirects; augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; groupe communiste opposant la question préalable; prendre des mesures en faveur des travailleurs assujettis à l'impôt sur les personnes physiques* [11 mai 1965] (p. 1233 à 1235); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 1236);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: *Concentration des entreprises au bénéfice d'un petit nombre; moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs du Plan; conséquences du chômage; pression fiscale; impôts locaux; déficit de la S.N.C.F.; ses observations sur les logements; équipement sanitaire; investissements civils; équipement scolaire; plan étant anti-social; réduction du temps de travail; possibilité d'étendre la nationalisation aux branches clés de l'économie ainsi qu'aux grandes banques d'affaires; reconversion du potentiel affecté à la*



*force de frappe au profit d'industries pacifiques* [4 novembre 1965] (p. 4462 à 4464).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale avec débat relative aux pensions de Sécurité sociale : *Nécessité de majorer les pensions de vieillesse proportionnellement à chaque année d'assurance accomplie au delà de la trentième année; avancement de l'âge de la retraite et du relèvement des pensions de retraite; nécessité d'exonérer de l'impôt sur le revenu les retraites ne dépassant pas un certain plafond; fixation du minimum garanti à 300.000 anciens francs par an* [27 mai 1966] (p. 1567); *revendications des assurés sociaux; l'avancement de l'âge de la retraite; relèvement des pensions de la Sécurité sociale et des allocations vieillesse* (p. 1574).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, après l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Eléments qui n'entrent pas en déduction du bénéfice imposable pour le calcul de l'impôt sur les sociétés)* [13 octobre 1966] (p. 3398).

**ROQUES (M. Ferdinand)**, Député du Cher, 3<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694).

**ROSSI (M. André)**, Député de l'Aisne, 5<sup>e</sup> circonscription (R.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [17 décembre 1964] (p. 6168).

### Dépôt :

Sa proposition de loi fixant la date des élections du Parlement européen au suffrage universel direct, n° 391 [21 juin 1963].

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Contradiction existant entre les besoins de ce service à caractère industriel et commercial et les freinages budgétaires; problèmes du personnel; situation des auxiliaires; état de la réforme du cadre C et D; découragements du personnel et difficultés de recrutement; prime de résultat d'exploitation et nécessité de l'indexer sur les recettes; question du tarif de nuit et revendications des employés; insuffisance des recrutements prévus; questions relatives aux investissements; insuffisance de la motorisation; nombre élevé des demandes de téléphone en instance; erreurs commises lors de la fixation des objectifs du IV<sup>e</sup> Plan en la matière; recours à l'emprunt; faiblesse du taux d'intérêts servis par le trésor; taxes existant en matière de chèques postaux* [8 janvier 1963] (p. 325, 326).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, sans débat, relative aux résidences secondaires dans les communes rurales [12 juillet 1963] (p. 4134).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Contradiction entre le caractère industriel et commercial des P.T.T. et les règles budgétaires classiques; problèmes du personnel; fusion des caisses d'épargne avec les chèques postaux; définition d'une plus large autonomie aux P.T.T.* [23 octobre 1963] (p. 5436, 5437);

AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Importance des événements internationaux en 1963; traité franco-allemand; rapports Est-Ouest; sécurité européenne; accord de Moscou; responsabilité nucléaire de l'Europe; idée d'une force de frappe nationale; effort de défense européenne; constitution d'un exécutif politique; compétence de l'Assemblée parlementaire européenne; élection au suffrage universel d'une nouvelle assemblée; construction de la véritable Europe* [29 octobre 1963] (p. 5873 à 5876).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques des questions orales, sans débat, relatives à la situation du personnel technique des eaux et forêts [22 novembre 1963] (p. 7396, 7397).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à la médaille d'honneur du travail [6 décembre 1963] (p. 7727).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative aux licenciements dans une entreprise de Saint-Quentin [22 mai 1964] (p. 1366, 1367).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES CULTURELLES : *Administration des monuments historiques; gestion de ces monuments; dégager les ressources nécessaires; utilisation des crédits; intervention des services financiers de contrôle; interventions du Ministère auprès des autres Ministères* [7 novembre 1964] (p. 4996, 4997);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes : *Ratification du traité unifiant les exécutifs européens; fusion des communautés; élection du Parlement au suffrage universel; règlement financier européen; ses observations sur le produit des prélèvements et les droits de douane; proposition Halstein; relance politique européenne* [16 juin 1965] (p. 2178 à 2180);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Contradiction entre un service industriel et commercial et la souplesse de gestion, d'une part, et des règles budgétaires et des freinages budgétaires d'autre part; investisse-*

*ments; dégradation du service; problème des fonds nécessaires pour les avances que doivent faire les collectivités locales; ses observations sur les effectifs; aménagement de la carrière de receveur; réforme des catégories C et D* [12 octobre 1965] (p. 3546, 3547);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Politique régionale; aménagement du territoire; accroissement de la région parisienne; cas de la région de Picardie; création de métropoles d'équilibre; ses observations sur les logements; situation du triangle allant de la Manche au Hainaut belge et au sud à la Brie champenoise* [3 novembre 1965] (p. 4398, 4399);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problèmes du personnel et des investissements; insuffisance des effectifs; conditions de travail; problème des carrières; ses observations sur les auxiliaires des P.T.T. et les agents des installations; prime de résultat de technicité, de risque, de rendement; taux d'autofinancement; crise du téléphone; exemple du département de l'Aisne; cas de Château-Thierry* [19 octobre 1966] (p. 3560, 3561); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les petites écoles rurales; ramassage intercommunal; établissements du premier cycle du second degré; C.E.G.; C.E.S.; établissements préscolaires; problème des bourses; possibilité d'envisager un grand emprunt pour accélérer les investissements* [2 novembre 1966] (p. 4140); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Liaison fluviale Basse-Seine-Est de la France; autoroute du Nord* [8 novembre 1966] (p. 4387, 4388).

**ROUCAUTE (M. Roger)**, Député du Gard, 3<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Mécontentement des petits exploitants des régions cévenoles et le décret du 21 juin 1962 relatif à l'arrachage obligatoire de certains cépages; politique gouvernementale de lutte contre les petites exploitations familiales* [11 janvier 1963] (p. 643); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Part des dépenses militaires dans le budget national; revendications du personnel du Commissariat à l'Énergie atomique* [25 janvier 1963] (p. 1815, 1816);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Insuffisance des crédits en matière d'éducation nationale; manque de locaux et de maîtres; exemple du Gard; création de collèges polyvalents* [19 juillet 1963] (p. 4350, 4351);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Lien entre l'objectif du texte et les moyens préconisés; classement en quatre catégories d'après le degré de pollution des eaux; problème des riverains de la rivière l'Auzonnet; obstruction des rejets des eaux provenant d'anciennes mines; canalisation par pipe-lines des eaux chargées en matières minérales; établissement de barrages destinés à régulariser le débit de la rivière; problème du financement; incidences agricoles; responsabilité du Commissariat à l'énergie atomique* [16 octobre 1963] (p. 5188, 5189); après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à interdire le déversement et l'immersion des déchets radioactifs* [14 novembre 1963] (p. 7228); Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 4 « et en particulier tout fait visé aux deux articles précédents »* (p. 7229).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux problèmes viticoles : *Cas des petits et moyens viticulteurs du Midi sinistrés en 1963* [18 octobre 1963] (p. 5262, 5270, 5271).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à l'approvisionnement en charbon [8 novembre 1963] (p. 6912).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, TRAVAUX PUBLICS : *Dégâts causés*

*aux routes nationales de trois départements du Midi par les inondations de 1963; routes du Gard en très mauvais état* [10 décembre 1963] (p. 7785); *importance de la route entre la Grand-Combe et Alès* (p. 7785); *hommage rendu au personnel des Ponts et chaussées; insuffisance des crédits affectés à la réparation des routes* (p. 7785, 7786);

— en quatrième et dernière lecture, du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement : *Abstention du groupe communiste* [11 décembre 1963] (p. 7827)

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes : *Projet de ratification pouvant être déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale ou du Sénat; impossibilité d'accorder au Gouvernement le droit de légiférer par ordonnance en matière douanière* [11 décembre 1963] (p. 7831); Art. 4 : *Abstention du groupe communiste* (p. 7833); En troisième lecture, du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes, Art. A : *Vote du groupe communiste* [18 décembre 1963] (p. 7975);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 62-1573 du 22 décembre 1962 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation : *Reconduction en 1963 de mesures prises en 1962 et applicables à des produits ou à des industries insuffisamment développés en France; vote du groupe communiste* [18 décembre 1963] (p. 7975);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-594 du 19 juin 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation : *Vote du groupe communiste* [18 décembre 1963] (p. 7976);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-273 du 20 mars 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation : *Vote du groupe communiste* [18 décembre 1963] (p. 7977);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-299 du 23 mars 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation : *Vote du groupe communiste* [18 décembre 1963] (p. 7978);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des

droits de douane d'importation : *Vote du groupe communiste* [18 décembre 1963] (p. 7979);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-929 du 9 septembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation : *Vote du groupe communiste* [18 décembre 1963] (p. 7980);

— du projet de loi portant ratification du décret n° 63-936 du 12 septembre 1963 portant modification du tarif des droits de douane d'importation : *Vote du groupe communiste* [18 décembre 1963] (p. 7980);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 2 : *Délai de cinq ans* [22 avril 1964] (p. 867); Art. 15 : *Situation des D.O.M.; suppression de l'article 15* [23 avril 1964] (p. 912);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-1319 du 27 décembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation : *Réduction des droits de douane sur de nombreux produits en application des décisions prises par les instances des communautés européennes; divers aménagements d'initiative nationale; abstention du groupe sur le vote d'ensemble* [2 juin 1964] (p. 1566);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 64-233 du 14 mars 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation : *Abstention du groupe communiste* [2 juin 1964] (p. 1571).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à la pollution atmosphérique dans le bassin des Cévennes [19 juin 1964] (p. 2062).

Prend part à la discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann tendant à compléter le texte proposé par l'amendement par un nouvel alinéa (Interdiction de déversement ou d'immersion dans les eaux superficielles et les eaux souterraines des matières de toute nature, en particulier des déchets industriels et atomiques)* [13 octobre 1964] (p. 3148); *13 % de la population urbaine en France ayant des eaux usées épurées; pollution étant dans une proportion de plus de 70 % d'origine industrielle; pollution d'une proportion de plus de*

*60 % d'origine industrielle; empêcher toute pollution supplémentaire* (p. 3149).

Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale, sans débat, relative au taux des pensions des victimes de guerre [23 octobre 1964] (p. 3869).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Situation des personnels des Ponts et Chaussées; fiscalité spécifique de la circulation routière; taxe sur les carburants; institution d'une prime de rendement en faveur du personnel conducteur des travaux publics de l'Etat; retards de paiement et nombreux non-paiements des frais de déplacement et indemnités pour usage de véhicules personnels; ouvriers des parcs automobiles et des ateliers d'entretien; situation du personnel de bureau et des techniciens des Ponts et Chaussées* [4 novembre 1964] (p. 4587, 4588); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Vétusté et inconfort des logements ruraux; remise en état des chemins ruraux; exode rural; disparition des petites et moyennes exploitations* [5 novembre 1964] (p. 4698, 4699); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SERVICES GÉNÉRAUX, COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE : *Revendications du personnel du Commissariat; conclusion nécessaire d'une véritable convention collective; énergie atomique devant être mise en service du bien-être des hommes* [9 novembre 1964] (p. 5157, 5158).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative au calcul de la retraite minière [27 novembre 1964] (p. 5712).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale, sans débat, relative à la pollution des eaux de l'Auzonnet [21 mai 1965] (p. 1479, 1480).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Ses observations sur la région des Cévennes; avenir du bassin minier; ses observations sur la zone de montagne; orientation de la politique charbonnière française; problème du recrutement de la main-d'œuvre jeune; implantation de nouvelles industries dans la région cévenole; aménagement du littoral Languedoc-Roussillon; restauration de l'habitat rural; reboisement de grands ensembles; protection contre les incendies de forêts; ses observations sur le tourisme* [3 novembre 1965] (p. 4403, 4404).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une

question orale, sans débat, relative aux lignes S. N.C.F. du Gard [15 avril 1966] (p. 749, 750).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant* : « Les collectivités locales (communes et départements) bénéficieront de ces cessions en priorité » [11 mai 1966] (p. 1205);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT : II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations sur les paroles de M. Pisani* [8 novembre 1966] (p. 4390); III. — LOGEMENT, Art. 42 : *Ses observations sur les H.L.M. locatives; mesures nécessaires pour mettre à la disposition des familles inscrites sur les listes de demandes de logements H.L.M. les logements neufs construits pour la vente avec l'aide de l'Etat et qui sont inoccupés depuis plus d'un an; importance de logements vacants dans les villes; prix des loyers; cas de l'Office public d'H.L.M. de la ville d'Alès; rôle de la caisse de prêts aux organismes d'H.L.M.* [9 novembre 1966] (p. 4457);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction, Art. 2270 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer aux mots « après un an pour les menus ouvrages », les mots « après trois ans pour les menus ouvrages »* [14 décembre 1966] (p. 5544); Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (Cas où l'état des travaux justifie le non-paiement du versement réclamé)* (p. 5548); Art. 10 : *Son amendement tendant dans la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article après les mots « fait apparaître une différence », à rédiger ainsi la fin de cette phrase : « quelle qu'elle soit, par rapport aux clauses du contrat préliminaire »* (p. 5549).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales deux questions orales, avec débat, relatives

à la suppression des abattements de zones de salaires : *Exemple des agents de la S.N.C.F.; cas du Gard* [16 décembre 1966] (p. 5655, 5656, 5657).

**ROUSSELOT (M. René)**, *Député de la Meuse, 1<sup>re</sup> circonscription (app. U.N.R.-U.D.T.)*.

En remplacement de M. Louis Jacquinot devenu Ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'apparente au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Nécessité de soutenir le marché*

des céréales et celui des produits laitiers; problème de la fixation d'une superficie minimale; attribution de crédits aux exploitations agricoles; réduction des crédits pour le remembrement; situation difficile des géomètres; circonstances atmosphériques et le calcul de l'impôt sur les bénéfices agricoles; non-parution des textes concernant la suppression des droits d'enregistrement dans le cas d'usage du droit de préemption [11 janvier 1963] (p. 648); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS: Reconstruction des ouvrages d'art détruits au cours de la dernière guerre dans le département de la Meuse; ponts de Saint-Mihiel, de Pagny-sur-Meuse et de Sampigny; résultats pour le réseau routier de la Meuse du trafic des troupes américaines; conséquences du gel sur les routes de cette région [15 janvier 1963] (p. 843, 844); EDUCATION NATIONALE: Insuffisance du présent budget par rapport au retard accumulé; difficultés administratives relatives aux constructions scolaires; problème du ramassage scolaire; attribution des bourses; recrutement de maîtres et de professeurs; revalorisation de leurs traitements; retard particulièrement important du département de la Meuse dans le domaine des constructions scolaires [19 janvier 1963] (p. 1252); — du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux donations entre époux: Cas des époux qui se sont fait mutuellement donation de leur patrimoine jusqu'au dernier survivant [16 mai 1963] (p. 2933, 2934); — du projet de loi ratifiant le décret portant modification des droits de douane d'importation des endives, en qualité de Rapporteur suppléant: Problème du prix de l'endive; fixation de prix plafond en janvier 1963; insuffisances de la production nationale d'endives; importations d'endives belges; production, consommation et importations d'endives; nécessité d'encourager la culture des endives dans les régions où elles peuvent s'implanter; supériorité des endives produites de façon naturelle avec emploi du fumier animal [6 juin 1963] (p. 3200, 3201).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale: Importance du problème de l'Education nationale; situation dans le département de la Meuse; préjudice que subissent, du fait de leur situation rurale, les populations des campagnes; nombreuses mutations

d'enseignants du premier degré; rôle de l'internat dans les campagnes; système d'attribution des bourses [21 juin 1963] (p. 3809, 3810).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics: Nécessité pour les syndicalistes de s'organiser dans l'ordre et la discipline; caractère regrettable des méthodes de grève dites surprises; protestations des usagers du métro; nécessité de ne déclarer une grève que lorsqu'elle entraîne l'adhésion de l'opinion publique; devoir du Gouvernement d'assurer le fonctionnement des services publics [17 juillet 1963] (p. 4226, 4227);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A.: Exode rural; nombre des retraités; taxation de la viande et de certains produits laitiers; prix agricoles; soutien et protection des familles paysannes [4 novembre 1963] (p. 6285, 6286); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964: Application de l'article 8 de la loi de finances pour 1963; diminution des droits sur les huiles de palmier [6 décembre 1963] (p. 7699);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-1080 du 30 octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de Rapporteur suppléant: Abaissement des droits sur les oranges, les mandarines, les clémentines, en vue de favoriser l'entrée en France des agrumes algériens; crainte d'une diminution des importations pour la campagne 1963-1964 et l'augmentation des cours appliquée aux pays tiers; tarif extérieur commun, réaliser un meilleur approvisionnement des consommateurs [19 mai 1964] (p. 1254, 1255).

Mise au point au sujet d'un vote: Son vote sur l'amendement de M. Sabatier [23 juin 1964] (p. 2118).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles: Erreur commise par le Gouvernement en ne majorant pas le prix du lait et le prix du blé [9 octobre 1964] (p. 3116).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure: Augmentation du prix du lait; aménagement de la taxe de

*résorption; assainissement du marché de la viande; situation résultant d'un renversement éventuel du Gouvernement* [27 octobre 1964] (p. 3960);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Dispersion des patrimoines familiaux dans le monde agricole; dispositions prises au sujet du lait* [5 novembre 1964] (p. 4710);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Accélération de l'exode rural; problème social et humain; diminution de la durée du travail dans l'industrie* [26 novembre 1964] (p. 5659, 5660).

Ses observations sur les votes par la machine électronique [16 décembre 1964] (p. 6152).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, après l'Art. 14 : *Location de logements; lettre reçue du directeur d'un office d'H.L.M.* [22 avril 1965] (p. 831);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, Art. 13 : *Assimilation des ventes aux enchères d'animaux de boucherie aux autres formes de transactions; lait destiné à la transformation étant actuellement payé aux producteurs moins cher que l'an dernier à pareille époque malgré les charges et un prix de revient accru* [5 mai 1965] (p. 1150).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique en matière d'éducation nationale : *Enseignement secondaire étant largement ouvert à tous les enfants aptes à le suivre; implantation des établissements secondaires; enfants des ruraux; soutenir les initiatives prises en faveur des enfants inadaptés; associations de parents d'enfants diminués mentaux; problème des constructions scolaires en milieu rural* [19 mai 1965] (p. 1432, 1433).

Mise au point au sujet de son vote sur plusieurs amendements à l'article 4 du projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux; *vote de Mme Ploux et de M. Cherasse* [28 juin 1965] (p. 2672).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966 : *Vignette automobile;*

*taxe sur la radiodiffusion et la télévision; suppression de la taxe à l'achat* [7 octobre 1965] (p. 3378, 3379); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Part du budget de l'Education nationale dans le budget de la nation; concentration scolaire; ramassage des élèves; fermetures d'école ne pouvant être décidée sans l'avis des familles et des municipalités intéressées; ses observations sur les constructions scolaires; cas du département de la Meuse* [18 octobre 1965] (p. 3822, 3823); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Excédents de la production agricole française; parité des prix des produits; mécontentement des agriculteurs; renforcement de la lutte contre la brucellose; indemnisation des dégâts causés par les calamités agricoles; rôle du F.O.R.M.A.; ses observations sur le B.A.P.S.A.; taxe sur les corps gras d'importation* [28 octobre 1965] (p. 4267, 4268);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 8 : *Cas des aides familiales et des aides sociales* [21 décembre 1965] (p. 5015);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Taxe de résorption sur le blé; bases d'imposition sur les bénéficiaires agricoles; production de la viande de bœuf; calamités agricoles; différence entre la situation des assurés sociaux agricoles et celle de ceux qui dépendent du régime général; situation des jeunes ruraux* [26 octobre 1966] (p. 3935); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION, OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Cas du département de la Meuse; situation des téléspectateurs des émissions régionales de Radio-Lorraine-Nancy* [28 octobre 1966] (p. 4050); EDUCATION NATIONALE : *Son vote sur le budget; fermeture des écoles primaires dans les communes rurales; possibilité de maintenir une école primaire en raison de la présence de dix élèves dans les communes rurales; développement de la démographie; construction et aménagement d'établissements médico-scolaires destinés à recevoir les enfants attardés* [2 novembre 1966] (p. 4145); Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (Construction d'une école primaire nouvelle dans un canton où existe un bâtiment scolaire inutilisé depuis deux ans au moins)* [3 novembre 1966] (p. 4178); *nécessité de main-*

*tenir dans les campagnes le plus possible d'écoles; cas des départements montagneux* (p. 4178); *retrait de son amendement* (p. 4178);

— du projet de loi sur l'élevage : *Ses observations sur l'élevage chevalin; consultation des organismes professionnels; centres d'insémination; lutte contre la brucellose* [22 novembre 1966] (p. 4741); En deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase de cet article, à substituer aux mots « à d'autres espèces animales » les mots « à l'avi-culture »* [15 décembre 1966] (p. 5613).

**ROUX (M. Claude)**, *Député de la Seine, 19<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 594);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32), [3 octobre 1963] (p. 5021), [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3832), [18 octobre 1966] (p. 3517);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances

pour 1965 restant en discussion [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5752);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre suppléant du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [27 décembre 1962] (p. 205);

— membre du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [21 janvier 1963] (p. 1369).

#### Dépôts :

Ses rapports, faits au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Annexe n° 37, Crédits du Ministère des Armées : Exposé d'ensemble sur les crédits militaires; crédits de la section commune, Annexe n° 40, Section guerre, n° 25 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Annexe n° 37, Ministère des Armées : I. — Exposé d'ensemble sur les crédits militaires; II. — Crédits de la section commune, n° 568 [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Annexe n° 39, Ministère des Armées, Section forces terrestres et outre-mer : I. — Forces terrestres, n° 568 [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 3 : Affaires étran-



gères, Relations culturelles, n° 1160 [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1340) autorisant l'approbation de l'accord de coopération économique et financière entre la France et le Cambodge signé à Paris le 4 juillet 1964, n° 1427 [8 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577). Annexe n° 3 : Affaires étrangères, Relations culturelles, n° 1588 [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044); Annexe n° 3 : Affaires étrangères (Relations culturelles et coopération technique); Annexe n° 31, Imprimerie nationale, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962 en qualité de *Rapporteur spécial*: *Hommage rendu aux précédents rapporteurs spéciaux pour les crédits militaires; rôle du rapporteur spécial pour les crédits militaires; problèmes de l'armée française; annulation de certains crédits militaires et réajustements nécessaires à la suite de la fin de la guerre d'Algérie; crédits nécessaires concernant le secteur de la force de frappe; problème de la fiscalité sur les matériels de guerre* [19 décembre 1962] (p. 161, 162);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Conséquences de la fin de la guerre d'Algérie sur le plan budgétaire; importance de l'effort d'équipement actuel en matière militaire; part des dépenses militaires dans les dépenses publiques en comparaison avec d'autres pays étrangers; augmentation des crédits d'équipement; exécution de la loi de programme; sous-évaluation de nombreuses réalisations; absorption par de nouvelles dépenses d'équipement des économies réalisées par l'arrêt des opérations en Algérie; diminution des effectifs sous les drapeaux; insuffisance de l'effort d'équipement par rapport aux besoins; problème des chars de combat; équipement des*

*réserves stratégiques; problème du casernement; défense opérationnelle du territoire et la force d'intervention inter-arme; plan des charges des chantiers navals et des usines aéronautiques; conséquences sur l'économie nationale de l'effort d'équipement militaire; coût élevé de la formation des spécialistes; mise en ligne des premiers éléments opérationnels de la force de frappe; coopération franco-britannique pour la Super-Caravelle; coopération franco-allemande pour le cargo aérien Transall; crédits affectés à la section commune; progrès réalisés dans le domaine des engins; réalisation du champ de tir des Landes; crédits affectés à la gendarmerie, à la justice militaire et au service de santé; équipement de l'usine de Pierrelatte; diminution relative des dépenses de l'armée de terre; diminution des effectifs; problème du recrutement des sous-officiers; dépenses d'équipement de l'armée de terre; insuffisance des camions; effort à accomplir pour les hélicoptères et pour les engins Gillois* [23 janvier 1963] (p. 1538 à 1542); Art. 15 : *Amendement de M. Clostermann (Création d'un poste de directeur): Caractère irrecevable de cet amendement* [24 janvier 1963] (p. 1615);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, en qualité de *Rapporteur spécial* (*Crédits militaires*): *Différents crédits militaires inscrits au présent projet; réajustement des prévisions antérieures; réévaluation économique de programmes; aide à l'industrie aéronautique; situation de cette branche de l'économie; utilité économique des crédits militaires; argument selon lequel la majoration des autorisations de programme doit entraîner automatiquement l'augmentation des crédits de paiement correspondants; modernisation souhaitable de l'armée de terre* [19 juillet 1963] (p. 4321, 4322); après l'Art. 13 : *Amendement de M. Le Theule (Inscription au budget du Premier Ministre des crédits militaires virés au Commissariat à l'énergie atomique): Inscription souhaitable des crédits atomiques au budget de la défense nationale* (p. 4363); Art. 18 : *Nécessité de supprimer la subvention accordée à l'association cotravaux* (p. 4382);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Diminution des dépenses militaires; réduction des effectifs en raison de la fin des hostilités en Algérie:*

montant des crédits de fonctionnement; réalisations dans le domaine des armes atomiques; coût de l'usine de Pierrelatte; effort accompli pour l'armée de terre; problème des chars et de l'aéronavale; dépenses de la force nucléaire; éventuelle attaque soviétique [7 novembre 1963] (p. 6720, 6721, 6722, 6723); structures de l'armée française; construction de la force de frappe; aider l'Europe à s'unir pour la sauvegarde de la paix (p. 6723); Art. 20 : Insuffisance des crédits pour l'infrastructure de la gendarmerie; réduction de la dotation d'un chapitre intéressant la S.N.C.F. (p. 6777).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de l'industrie automobile, en qualité de suppléant de M. Krieg : Réductions d'horaires; difficultés de la régie Renault; mesures récentes prises par le Gouvernement italien; nécessité pour les sociétés de s'adapter aux besoins de la clientèle qui s'est tournée en partie vers les véhicules étrangers [16 octobre 1964] (p. 3365, 3366).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur spécial; importance de ce budget; instrument essentiel de la présence de la France dans le monde; crédits mis à la disposition du Ministère des Affaires étrangères pour les Affaires culturelles et l'Aide technique; importance de l'Afrique dans la distribution des crédits de l'aide culturelle et technique; recommandations du rapport Jeanneney conseillant de procéder à une certaine redistribution géographique des crédits, notamment en faveur des pays d'Amérique latine; insuffisance des crédits par rapport au Plan; problème de la diffusion de livres français; coopération technique; accueil des stagiaires; envoi de missions techniques; participation aux actions internationales; problème des bourses; suggestions de la Commission présidée par M. André Chamson; rôle de l'association pour l'accueil des stagiaires étrangers en France et de l'association pour l'organisation de missions de coopération technique; A.S.T.E.F. et A.S.M.I.C.; montant de leurs crédits; coopération technique constituant pour la France un moyen de développer son rôle dans le monde; importance du rayonnement de la France [3 novembre 1964] (p. 4413 à 4416).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à la dis-

tribution du courant électrique [7 mai 1965] (p. 1216, 1217).

Prend part à la discussion du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : Effort accompli pour doter le pays d'un équipement sportif et socio-éducatif; situation de la région parisienne; nombre de salles de sports; nombre de piscines; ses observations sur le Tremblay et le terrain de la place Balard; problème de l'héliport d'Issy-les-Moulineaux; création d'un centre omnisports; création de deux centres omnisports du Tremblay et de Paris-15<sup>e</sup> [2 juin 1965] (p. 1735, 1736).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé des Affaires culturelles, une question orale sans débat, relative à la fermeture hebdomadaire des musées nationaux [4 juin 1965] (p. 1833, 1834).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération économique et financière entre la France et le Cambodge, signé à Paris le 4 juillet 1964, en qualité de Rapporteur : Accord de coopération prévoyant des facilités financières, en particulier un don de 20 millions de francs, destinées à la réalisation de trois grandes opérations : l'extension du port de Sihanoukville, la construction et l'achèvement de la ligne de chemin de fer de Phnom-Penh à ce nouveau port de Sihanoukville, et en troisième urgence, la construction d'un barrage hydroélectrique sur le Bas-Mékong près de Prek-Thnot; importance de l'aide française au Cambodge, à la Tunisie et au Maroc; impulsion donnée par le prince Norodom Sihanouk [10 juin 1965] (p. 1962, 1963);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 14 : Répercussions de la réforme sur les activités du livre [25 juin 1965] (p. 2498);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur spécial : Crédits pour les relations culturelles; traitement des personnels; frais de mission; bourses d'études; échanges culturels; prestige de la langue française dans les organisations internationales; nécessité de redéployer notre aide; professeurs qualifiés; envisager des formules de participa-

*tion accrue pour les étrangers bénéficiaires de notre enseignement; entreprises françaises installées à l'étranger devant participer au financement de notre action culturelle; aide aux pays francophones; Gouvernement devant coordonner davantage son aide culturelle et technique avec nos échanges commerciaux* [20 octobre 1965] (p. 3883, 3884);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial: Ses observations sur les relations culturelles et la coopération technique; regroupement des services de coopération sous l'autorité du Ministère des Affaires étrangères; définition d'une politique de coopération; son redéploiement géographique; rôle des Alliances françaises; accords culturels avec les pays de l'Est; importance de la francophonie; nécessité d'aider les originaires de l'île Maurice et de l'île de France; cas des lycées à l'étranger; politique immobilière de la France; ses observations sur le lycée Razzi; problème de la formation professionnelle; connaissances des civilisations étrangères; rôle de la majorité* [3 novembre 1966] (p. 4188 à 4190); IMPRIMERIE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial: Recettes de l'imprimerie nationale; travaux exécutés par cette imprimerie pour les particuliers; signature d'une convention collective applicable au personnel; modernisation du matériel; construction de nouveaux bâtiments* [4 novembre 1966] (p. 4230).

**ROYER (M. Jean)**, Député d'Indre-et-Loire, 1<sup>re</sup> circonscription (N. I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 634), [6 avril 1966] (p. 592).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Construction, n° 57 [27 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission

de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 53) adopté par le Sénat, relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction, n° 234 [16 mai 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 (n° 449), n° 463 [18 juillet 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (Construction), n° 536 [18 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) : Construction, n° 1103 [14 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1964 (n° 1190) : Construction, logement, n° 1205 [2 décembre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : II. — Construction, n° 1591 [5 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044); VIII. — Equipement (logement), n° 2053 [4 octobre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION : en qualité de *Rapporteur pour avis: Crédits de fonctionnement du Ministère; souci d'étoffer ses moyens d'information; création d'un ensemble électronique de gestion; refonte du corps des inspecteurs généraux; formation de spécialistes de l'urbanisme; recherches en matière d'industrialisation du bâtiment; crédits d'investissement; stagnation de la politique du logement; primes accordées aux décentralisations; dotation du Fonds d'aménagement du territoire; crédits H.L.M.; leur insuffisance par rapport aux besoins; prêts spéciaux du Crédit foncier; situation actuelle du parc immobilier français; besoins urgents de logements; retour des rapatriés; possibilités de l'industrie du bâtiment; nécessité de relever le plafond des crédits H.L.M. et le plafond des crédits à*

la construction; inscription souhaitable au prochain collectif de crédits pour la construction; nécessité de drainer l'épargne privée vers la construction; problème de la garantie des emprunts par les collectivités locales; élévation du taux d'intérêt des caisses d'épargne; sociétés d'investissement; crédits du Ministère des Finances en ce qui concerne l'extension du placement des capitaux du Crédit foncier; nécessité de rendre identiques la périodicité du Plan et des programmes de construction [9 janvier 1963] (p. 447 à 450); Art. 27: Amendement de la Commission (Crédits affectés aux communes rurales): Nécessité de faire refléter dans le budget de 1963 les comptes de la loi de programme déjà votés; fixation de la population rurale par l'octroi de crédits spéciaux [10 janvier 1963] (p. 532); après l'Art. 52: Amendement du Gouvernement (Suppression de la taxe spéciale au profit du Fonds national de l'habitat): Situation des propriétaires effectuant des locations à des prix libres (p. 533);

— du projet de loi relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction, en qualité de Rapporteur: Fonctionnement actuel de la perception du 1 % patronal destiné à la construction; nombre des assujettis; conditions d'assujettissement; versements des organismes collecteurs; investissements directs; nombre élevé des collecteurs; virements interdépartementaux; modifications proposées par le présent texte; élargissement du champ d'assujettissement; date en vigueur des nouvelles dispositions; portée limitée de ce texte; nécessité d'opérer un contrôle sévère sur les fonds ainsi recueillis; diminution souhaitable du nombre des organismes collecteurs; nécessité d'assurer à ceux-ci un caractère non lucratif [24 mai 1963] (p. 3003, 3004); Art. 2: Son amendement au nom de la Commission (Date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions) (p. 3006); Article additionnel: Amendement de M. Lolive (Affectation des sommes du 1 % par priorité aux H.L.M.): existence d'autres organismes sociaux que les H.L.M. comme collecteurs du 1 % (p. 3007);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, en qualité de RAPPORTEUR POUR AVIS: Crédits prévus pour les H.L.M.; cas des logements financés; hausse constante du coût de la construction; difficulté de lancer les adjudications; retard avec lequel les dotations sont inscrites au budget; impossibilité de réaliser le lancement des 20.000 H.L.M. prévus; insuffi-

sance de la construction en France; situation dans le domaine des logements primés par l'Etat; développement de l'activité de la construction après la période de froid; ralentissement de l'octroi des primes et des prêts spéciaux du Crédit foncier; distorsion entre le taux d'accroissement du financement théorique et le taux d'accroissement réel de l'en-cours des emprunts effectivement encaissés par les offices; retard avec lequel sont accordées les dotations; discussions au niveau de chaque département pour la ventilation des crédits; nécessité de standardiser et de rationner le travail en matière de construction; élévation souhaitable des prix-plafonds; augmentation nécessaire des dotations globales; transformation des liquidités se plaçant à court terme en investissements à long terme; dépôt souhaitable par le Gouvernement d'une lettre rectificative augmentant les crédits affectés à la construction [19 juillet 1963] (p. 4324 à 4326); Art. 25: Insuffisance des crédits prévus pour la construction (p. 4385); statistiques publiées par le Ministère de la Construction (p. 4389);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, CONSTRUCTION, en qualité de Rapporteur pour avis: Diminution de l'aide de l'Etat à la décentralisation industrielle de la région parisienne; crédits alloués au Fonds national d'aménagement urbain et foncier; développement des Z.U.P.; financement par le lancement d'un grand emprunt; développement de la normalisation de la construction de bâtiments [31 octobre 1963] EDUCATION NATIONALE: Qualité de l'enseignement; formation des maîtres dans les écoles normales; réforme des procédures utilisées pour le financement de constructions scolaires du premier degré; établissement de l'enseignement technique; réorganisation de l'enseignement supérieur; logement des étudiants [6 novembre 1963] (p. 6565, 6566).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire: Etablir l'équilibre entre les diverses régions de France entre Paris et la province, entre les villes et les campagnes; programme établi de façon réaliste; possibilité de donner aux villes de lancer des emprunts obligataires; rôle des préfets régionaux placés à la tête des régions d'action économique; liaison entre les conférences interdépartementales et les comités d'expansion économique [26 novembre 1963] (p. 7430 à 7432).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : ses observations sur les écoles publiques; cycle court de l'enseignement du second degré; construction de locaux scolaires; recrutement de personnel; migrations internes dans les villes; aide financière du F.D.E.S. et de la Caisse des dépôts et consignations; suppression des écoles de village accentuant l'exode rural; promotion des écoles normales primaires; importance du rôle dévolu aux collèges d'enseignement général; exécution du programme de construction des collèges d'enseignement technique; établissement préalable d'une carte scolaire [29 octobre 1964] (p. 4133 à 4135); CONSTRUCTION, en qualité de Rapporteur pour avis: Problème du logement étant le premier problème social à notre pays; analyse du budget de la construction pour 1965; méthodes de travail de l'Assemblée Nationale; instauration de réunions de travail préparatoire dans le cadre de la Commission de la production et des échanges entre les fonctionnaires du Ministère et les députés particulièrement spécialisés en matière de construction; acceptation d'un débat par le Gouvernement sur les principaux problèmes intéressant la construction et devant intéresser le problème foncier et le problème financier; présent budget étant un budget de reconstruction plus qu'un budget de relance; causes de freinage dans la construction; méthodes nouvelles pouvant être dégagées; doublement du nombre des programmes sociaux de relogement, ceux-ci passant de 2.000 à 4.000; urgence des demandes des couches les plus modestes de la population; primes et prêts à la construction; crédits nécessaires au Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme (F.N.A.F.U.); tentatives de l'Etat d'alléger les charges du Trésor; importance des besoins; nécessité de construire environ 500.000 logements par an avant ou en 1970; cette année le chiffre étant de 385.000 y compris les 50.000 logements du secteur privé; possibilité d'accroître le nombre de logements construits; causes de freinage dans l'essor nécessaire de la construction; complexité du problème de la construction; organisation actuelle de l'industrie du bâtiment laissant une place prépondérante à la main-d'œuvre; engager le centre scientifique et technique du bâtiment dans la voie de la recherche et augmenter les crédits de fonctionnement qui lui sont attribués; augmen-

ter la durée des programmes pluriannuels; problème du financement; dotations faites par l'Etat; investissements de l'Etat; simplification de l'emploi des fonds d'Etat; élever les prêts consentis par la Caisse des dépôts; problème de l'épargne privée; son importance si l'on veut atteindre le rythme de 470.000 logements en 1970; drainer l'épargne privée; reconsidérer les lois de l'expropriation; procéder à l'évaluation des terrains; inciter les communes à constituer de larges réserves foncières [4 novembre 1964] (p. 4530 à 4532); BUDGETS MILITAIRES: Organisation de l'armée; organisation des régions militaires; problème des logements; dissolution d'un certain nombre d'escadrons de gendarmerie [6 novembre 1964] (p. 4879, 4880); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION: Financement des centres hospitalo-universitaires; augmentation des rémunérations du personnel; construction de logements pour les infirmiers [7 novembre 1964] (p. 5014, 5015);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, en qualité de Rapporteur pour avis: Art. 6: Politique des loyers; ses observations sur les paroles de M. Krieg; application de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948; intervention du Gouvernement; liberté des loyers [8 décembre 1964] (p. 5873, 5874); son amendement tendant au début du texte proposé pour compléter le dernier alinéa de l'article premier de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, après le mot « également » à insérer les mots « après avis favorable du conseil municipal des communes intéressées » (p. 5875); apporter une certaine prudence dans l'application des mesures prévues par le Gouvernement; consultation des représentants de la population (p. 5875); son amendement tendant à compléter le texte modificatif proposé pour l'article premier de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 par le nouvel alinéa suivant: « Ces types de locaux ne pourront être d'une catégorie inférieure à la catégorie A prévue par l'annexe 1 du décret n° 48-1881 du 10 décembre 1948 » (p. 5876); analyse des diverses catégories de locaux auxquels pourrait s'appliquer l'article 6 (p. 5876); logements de la catégorie 3; intervention des conseils municipaux (p. 5877); ses observations sur l'amendement du Gouvernement (p. 5877); Art. 7: Portée de cet article; état matériel des logements (p. 5878); trouver une solution de conciliation et d'efficacité; ses observations sur le sous-amendement de M. Duffaut; donner aux propriétaires un rapport

*convenable de leurs placements fonciers et immobiliers* (p. 5880, 5881); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964: *Nouvelle rédaction de l'article 6; son caractère trop vague et imprécis; substitution du nouveau texte à celui de la première lecture; importance de cet article; caractère dramatique de la crise du logement dans les villes de France, même de moyenne importance* [17 décembre 1964] (p. 6205).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale, avec débat, relative aux logements sociaux: *Nécessité de mieux adapter l'effort de l'Etat pour assurer le développement de la construction sociale en France; amélioration de la valeur qualitative de la construction; aide nécessaire du Ministre de l'Intérieur aux collectivités; accession à la propriété dans le cadre de la réglementation H. L. M.; nécessité d'envisager un nouveau système de financement pour les H. L. M.; ouverture d'un large débat sur le financement de la construction en France; transformation du programme social de relogement en programme social de logement* [21 avril 1965] (p. 787, 788, 789).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale: *Donner aux étudiants et aux élèves une bonne formation humaine et sociale; enseignement devant permettre de former des hommes capables d'être situés rapidement dans l'échelle professionnelle; réforme devant aboutir à une préparation méthodique des élites de la nation; s'assurer du concours des éducateurs et des parents d'élèves; valeur de l'orientation; organisation des classes de sixième; son importance; prévoir des classes de rattrapage entre les différentes sections des C.E.S. et entre les sections anciennes des C.E.G. et les sections nouvelles, classiques ou modernes, des C.E.S.; problème de la formation; étude des mathématiques; problème des locaux; création de nouveaux établissements; question des programmes; allègement des horaires; importance de l'histoire, de la géographie, de la philosophie et des langues; formation des centres; création d'écoles normales; maintien de l'agrégation; suppression de la propédeutique* [18 mai 1965] (p. 1381 à 1383).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes: *Intérêts de la France; consolider la paix; intervention de la France en Amérique du Sud; rayonnement de la langue française; place des produits de l'industrie française à l'étranger; sphères d'influence; ne pas opposer le sentiment national de la supranationalité; politique d'enseignement pratique des langues; création d'une université européenne; réunification de l'Allemagne; ses observations sur la politique vis-à-vis de la Chine et le Vietnam; sa définition sur la politique du Ministre des Affaires étrangères* [17 juin 1965] (p. 2209 à 2211);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE: *Difficultés d'équipement et de fonctionnement des établissements scolaires dans les zones en expansion; nécessité de changer les méthodes de formation des professeurs; migrations de population; possibilité d'établir une carte représentant les investissements à réaliser au cours des prochaines années; liste des urgences; rôle des collectivités locales; situation de Tours; enseignement technique; rendre aux jeunes le goût des métiers manuels; collèges techniques; crédits de fonctionnement; rénovation des méthodes d'éducation; enseignement ayant pour but de donner à la personne humaine toutes ses possibilités de développement et d'enrichissement; nécessité d'une éducation totale; éducation morale, civique, artistique, linguistique; ses observations sur les classes à mi-temps et les classes à horaires aménagés; classes de Vanves; possibilité de créer des groupes scolaires fonctionnant avec les classes à mi-temps; maisons de la culture en France; écoles normales primaires; formation des maîtres* [18 octobre 1965] (p. 3812, 3813); BUDGETS MILITAIRES: *Ses observations, en sa qualité de maire de Tours: X<sup>e</sup> région militaire; suppression de cette région; ses observations sur les problèmes humains et psycho-politiques; article du général Ailleret dans la revue de « Défense nationale »; nécessité de décentraliser la défense de la région parisienne vers Tours* [21 octobre 1965] (p. 3954, 3955); après l'art. 59: *Son amendement tendant à insérer après cet article le nouvel article suivant: « Les économies que se*

propose de réaliser le Gouvernement sur les chapitres des crédits de fonctionnement de l'armée de terre seront réparties sur l'ensemble des régions militaires du territoire » (p. 3969); répartir les économies sur l'ensemble des régions françaises (p. 3969); retrait de son amendement (p. 3969); CONSTRUCTION, en qualité de Rapporteur pour avis: Ampleur des besoins; moyens de construction; problèmes budgétaires; métropoles d'équilibre; caractère dramatique de la crise; nombre de logements surpeuplés; nombre de pièces dont disposent les Français par milliers d'habitants; demandes formulées par les jeunes ménages; urgence des besoins; rythme fixé par le plan; moyens budgétaires; crédits de fonctionnement et d'investissement; nécessité de combattre la pollution de l'air; décentralisation industrielle; crédits inscrits en faveur du développement de l'effort de curage et de rénovation; énumération des investissements principaux; moyens administratifs et fonciers; réserves foncières des collectivités locales; prix plafonds des H.L.M.; possibilité d'assurer des crédits de relais [22 octobre 1965] (p. 4009 à 4012);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: Logements sociaux en France; nombre de logements surpeuplés; construction de Logécos; emprunt du Crédit foncier de France; son vote pour le projet de loi [5 novembre 1965] (p. 4549).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales: Objectifs d'intervention des collectivités locales; rôle des collectivités dans le fonctionnement des services d'intérêt public; nombre des communes ne disposant pas de l'assise territoriale suffisante; districts urbains; fusions de communes; possibilité d'organiser un référendum local sur ce problème; problème de l'assise foncière; inefficacité du bail à la construction; taxe sur les plus-values foncières; rôle de la Caisse des dépôts et consignations et du Crédit foncier; moyens financiers des communes; charges d'investissement et de fonctionnement des collectivités; budget des personnels des collectivités; problèmes de l'emprunt et de l'autofinancement; suppression de la taxe locale; progression des centimes additionnels; répartition de l'impôt entre l'Etat et les collectivités; méthodes de pré-financement; sociétés d'économie mixte d'aménagement; nécessité de réviser la répartition des

charges; possibilité de concentrer l'aide de l'Etat [17 mai 1966] (p. 1314 à 1317).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale, sans débat, relative aux inondations du bassin de la Loire [15 juin 1966] (p. 2052, 2053).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux logements sociaux: Accession à la propriété H.L.M.; régime des prêts; dépôt d'un projet de loi foncière [15 juin 1966] (p. 2061, 2062).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale, avec débat, relative à la politique du logement: Difficultés présentées par les opérations de rénovation urbaine; insuffisance des crédits de subvention; allègement des procédures (expropriations); difficultés de financement; rôle du F.N.A.F.U.; programmes sociaux de relogement [15 juin 1966] (p. 2067, 2068, 2069).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967: SERVICES DU PREMIER MINISTRE: COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE: Problème de l'emploi pour les ouvriers des camps américains de la région du Centre, notamment ceux de Chinon, de Châteauroux et de la région d'Orléans; exemple de Tours; aménagement du bassin parisien; schéma directeur de ce bassin; création de villes nouvelles [18 octobre 1966] (p. 3511, 3512); AFFAIRES SOCIALES: Financement des nouveaux hôpitaux; investissements des collectivités locales; augmentation du prix de journée des hôpitaux; accélération des mesures préparatoires à l'établissement des dossiers; subventions du Ministère des Affaires sociales; nécessité d'organiser une coordination entre la direction du Vésinet et les services du Ministère des Affaires sociales; fonctionnement des centres hospitaliers universitaires [19 octobre 1966] (p. 3601, 3602); AFFAIRES CULTURELLES: Décentralisation de l'enseignement dispensé dans les écoles d'architecture; effort d'industrialisation de la construction; ses observations sur les sites protégés; enseignement de la musique; qualité des orchestres; théâtres lyriques de province [27 octobre 1966] (p. 3980, 3981); EDUCATION NATIONALE: Application des réformes; ses observations sur le budget; établissements du premier degré; problème des migrations internes de populations;

création d'établissements scolaires; construction des C.E.S.; localisation des établissements; problème de la récupération d'un certain nombre de classes des premiers cycles du second degré pour les affecter aux C.E.S.; enseignement supérieur; instituts universitaires de technologie; construction de logements; coefficient intellectuel des élèves; enseignement moderne court; formation des maîtres et des professeurs; écoles normales; ses observations sur les I.P.E.S.; maîtrise; agrégation; rémunération des maîtres [2 novembre 1966] (p. 4127 à 4129); EQUIPEMENT : I. — SECTION COMMUNE : Son amendement tendant à réduire le montant des autorisations de programme de 60 millions de francs [8 novembre 1966] (p. 4351); politique des réserves foncières; spéculation; nécessité de relancer l'industrie du bâtiment; schéma directeur de la région parisienne; problèmes financiers; fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme; exemple de l'Angleterre; primes à la construction; rôle de l'agence foncière (p. 4351, 4352); exemple des réserves foncières; construction des H.L.M.; marché financier; logements sociaux (p. 4353); Article additionnel: Son amendement tendant à introduire un nouvel article: « Il est créé un établissement public doté de l'autonomie financière chargé de préfinancer les achats de terrains destinés à la construction de logements, notamment dans les zones choisies pour l'édification de villes nouvelles » (p. 4354); application de l'article 40 de la Constitution (p. 4354); II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Financement de la S.N.C.F.; traitements du personnel; nécessité de relever les plus faibles traitements (p. 4371); III. — LOGEMENT, en qualité de Rapporteur pour avis: Crise du logement; surpeuplement des habitations; objectifs du Ve Plan; nombre de logements bénéficiant d'une aide de l'Etat; nombre de permis de construire; construction privée; réalisation de réserves foncières; nombre des primes non convertibles; relance de la construction à terme; ses observations sur les logements primés avec prêt différé; mévente de logements déjà construits; épargne-logement; crédit hypothécaire; prêts de la caisse des H.L.M.; problème du logement à Tours [8 novembre 1966] (p. 4399 à 4401); Art. 42: Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « En tout état de cause, le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que les crédits non utilisés au 1<sup>er</sup> octobre

1967 pour le financement des I.L.N. soient affectés à la réalisation d'un programme supplémentaire d'H.L.M. et de logements du programme social de relogement » [9 novembre 1966] (p. 4459); crise du logement; ses observations sur le nombre des primes convertibles en bonifications d'intérêt; importance des programmes de constructions sociales (p. 4459); retrait de son amendement (p. 4459); création de 5.000 H.L.M. supplémentaires en accession à la propriété (p. 4461).

**RUAIS (M. Pierre)**, Député de la Seine, 28<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 653), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie: Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);



— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5752);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624);

— membre de la commission de gestion du Fonds spécial d'investissement routier [25 janvier 1963] (p. 1873);

— membre de la commission supérieure des caisses d'épargne [15 février 1963] (p. 2206);

— membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [15 février 1963] (p. 2206).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22). Annexe n° 25 : Travaux publics et transports, n° 25 [18 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549). Annexe n° 26 : Travaux publics et

transports. I. — Travaux publics et transports, n° 568 [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087). Annexe n° 26 : Travaux publics et transports, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1080), sur les ports maritimes autonomes, n° 1308 [2 avril 1965] (p. 575).

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, n° 1548 [29 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577). Annexe n° 25 : Travaux publics et transports, n° 1588 [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044). Annexe n° 15 : Equipement, I. — Section commune; Annexe n° 16 : II. — Travaux publics et transports, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 1<sup>er</sup> : *Problème de la taxe sur les plus-values dans le cas d'appartements en copropriété* [18 décembre 1962] (p. 87); deuxième partie du projet de loi pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Augmentation des crédits par rapport à 1962; faiblesse des crédits d'entretien pour les routes, les ports et les voies navigables; pression des dépenses d'exploitation sur les recettes; coordination tarifaire; augmentation éventuelle des tarifs de la S.N.C.F.; prédominance de l'effort d'investissements à l'est et au nord d'une ligne Caen-Nîmes; réduction du personnel dans les Ponts et Chaussées; différentes augmentations de traitements intervenues dans la S.N.C.F.; problème des bonifications de campagne pour les cheminots et du minimum de pension aux retraités de la S.N.C.F.; gravité des problèmes*

de personnel à la R.A.T.P.; nécessité de refondre complètement le système des rémunérations de ce personnel; financement de la construction d'autoroutes; insuffisance des crédits d'entretien pour le réseau routier; nécessité d'assurer une continuité des transports routiers; problème des barrières de dégel; insuffisance des crédits pour assurer un revêtement moderne sur toutes les routes de France; caractère minimal du plan d'aménagement des routes françaises; effort entrepris pour la construction d'autoroutes; problème du péage; rémunération des capitaux empruntés; situation de la S.N.C.F.; réforme de ses tarifs; problème de la Bretagne; liaison existant entre les problèmes routiers et la réforme tarifaire de la S.N.C.F.; travaux d'électrification en cours; financement des grands travaux de la R.A.T.P.; amélioration des voies navigables; réalisation du complexe Seine-canal du Nord et du complexe Rhin-canal de la Moselle; problème de la liaison Rhin-Rhône; augmentation éventuelle des tarifs de la batellerie; modernisation souhaitable des moyens d'exploitation de la batellerie; projet de réforme portuaire; modifications de statut qu'il entraînerait pour certains ports; différents crédits prévus pour la modernisation des installations portuaires; cas particulier de La Pallice; généralisation du régime de l'autonomie portuaire; modification du régime du financement des travaux dans les ports; augmentation nécessaire des crédits d'investissement en matière de transports; débat souhaitable sur la politique tarifaire; coordination entre le réseau routier et les autoroutes; dépôt du projet de loi sur la réforme portuaire; fixation des modalités de financement des grands travaux destinés à doter la région parisienne d'un réseau express [15 janvier 1963] (p. 818 à 822); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. — CHARGES COMMUNES, Art. 53 : Amendement de la Commission (réglementation des cumuls); différentes situations possibles en la matière; situations acquises; cas des fonctionnaires à la retraite qui n'ont pas repris une position d'activité; cas des fonctionnaires sur le point d'être à la retraite et qui n'ont pas repris une position d'activité [17 janvier 1963] (p. 1034); après l'Art. 55 : Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Validation des dispositions relatives aux conditions de rémunération des personnels militaires et civils en service en Allemagne fédérale); problème de l'intégration dans le corps

des administrateurs civils du Ministère des Travaux publics de huit agents supérieurs de l'administration centrale (p. 1035);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : Son amendement (Cas de réparation ou de rénovation d'un immeuble à usage courant) [22 octobre 1963] (p. 5326); Art. 4 : Détermination du prélèvement [23 octobre 1963] (p. 5389); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 79 : Relations entre transports publics et transports privés [24 octobre 1963] (p. 5528); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Promotion du personnel (p. 5554); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de Rapporteur spécial : Corps autonome des travaux publics; bonifications de campagne des cheminots; autoroutes; bureaux d'études; voies navigables et ports; problème de la R.A.T.P.; coordination des transports routiers en zone longue [30 octobre 1963] (p. 5983, 5984, 5985); absence de désaccord entre les thèses de M. le Ministre des Travaux publics et Transports et la Commission; importance considérable des routes; problème des autoroutes; emprunts (p. 5988); projet de réforme tarifaire de la batellerie (p. 6007); ses observations sur l'amendement de M. Dumortier tendant à réduire de 32 millions de francs le crédit inscrit au titre IV (p. 6012); INTÉRIEUR : Entretien de la voirie départementale; pourcentage fixé pour les parts départementales du fonds routier [5 novembre 1963] (p. 6483); EDUCATION NATIONALE : Section technique et économique de l'enseignement secondaire; épreuves du baccalauréat; assistance médicale scolaire; participation des collectivités locales à la construction de collèges d'enseignement technique [6 novembre 1963] (p. 6598, 6599);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au domaine public maritime : Possibilité pour l'Etat de créer une nouvelle réserve [14 novembre 1963] (p. 7214, 7215);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution, Art. 1<sup>er</sup> : Classement des cours d'eau; lutte contre la pollution [14 novembre 1963] (p. 7217).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : Deux écoles de pensée s'affrontant à propos de la liaison Rhin-Rhône; vues à long terme; problème de la rentabilité; critères d'un

*minimum de revenu moyen par habitant; crédits pour la voirie en diminution constante; tarification différentielle pour tous les services; importance du problème portuaire pour les régions de l'Ouest; comité d'expansion doté de moyens nécessaires [27 novembre 1963] (p. 7498, 7499).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Deniau (Préserver l'intérêt des chasseurs); maintien des droits fondamentaux des chasseurs propriétaires ou détenteurs de droit de chasse; concilier le souci légitime des chasseurs et l'intérêt de tous les plaisanciers [9 juin 1964] (p. 1711, 1712); son amendement tendant, dans le septième alinéa de l'article 2, à substituer aux mots « 120 mètres » les mots « 250 mètres » (p. 1718); considération de sécurité (p. 1718); son amendement tendant, après le dixième alinéa de l'article 2 à insérer un nouvel alinéa : « Dont les propriétaires renoncent à exercer ou faire exercer leurs droits de chasse pour y substituer d'autres activités de loisir incompatibles avec la chasse » (p. 1720); retrait de cet amendement (p. 1720);*

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel (Possibilité pour le préfet, à titre transitoire, de désigner un fonctionnaire pour le représenter localement et lui déléguer tout ou partie de ses pouvoirs) [12 juin 1964] (p. 1926); problème de la sous-administration de la région parisienne (p. 1926).*

Prend part au débat sur la question orale de M. Tomasini relative à l'amélioration du réseau routier : *Distorsion grandissante entre la progression des travaux et l'augmentation du nombre des véhicules; multiples problèmes posés par l'amélioration de l'infrastructure routière; recours à l'emprunt [19 juin 1964] (p. 2073, 2074).*

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Accroissement des investissements permettant seul de faire face aux effets de la vague démographique; rapatriement d'Afrique du Nord; augmentation des investis-*

*sements productifs étant de 5,4 % au lieu de 6,4 % prévue par le Plan; encourager des épargnants; limiter les frais généraux; alléger la fiscalité; donner des facilités d'amortissement; dépôt d'un projet de réforme de la fiscalité des entreprises [15 octobre 1964] (p. 3236, 3237);* CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 2 : *Contribuables divorcés recevant de leur conjoint une pension alimentaire pour les enfants étant restés à sa charge et ne bénéficiant pas de la réduction d'impôt de 5 % [15 octobre 1964] (p. 3249); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION : Rénovation urbaine; dispositions du décret du 30 avril 1955 faisant obligation aux propriétaires de locaux, créés ou aménagés avec le concours du Fonds national de l'habitat, d'acquitter une taxe pendant vingt ans; effets de l'impôt sur les plus-values [4 novembre 1964] (p. 4556); Gouvernement devant faire un arbitrage en faveur des propriétaires ou copropriétaires qui n'ont pas acheté pour revendre; problème de la situation des locataires de condition modeste; situation des petits commerçants (p. 4556); coût de la rénovation urbaine, son caractère indispensable (p. 4556); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de Rapporteur spécial : Résultat de l'action d'un Gouvernement stable et homogène; effort de M. Jacquet; doublement des crédits des Travaux publics; leur insuffisance cependant en ce qui concerne l'infrastructure des routes et de la S.N.C.F.; crédits d'entretien; leur insuffisance; accroissement du déficit de la S.N.C.F.; augmentation de ses tarifs; ses observations sur le régime portuaire; doléances sur le laboratoire central des Ponts et Chaussées et sur le Corps autonome des travaux publics [4 novembre 1964] (p. 4572 à 4574);*

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Influence de la montée des jeunes sur le Ve Plan; concilier les besoins des jeunes avec les intérêts des autres; problème de la construction; logements locatifs [25 novembre 1964] (p. 5604);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 11 : *Taxe sur l'amélioration de l'habitat [8 décembre 1964] (p. 5891); après l'Art. 44 : Son amendement tendant à insérer après l'article 44 un nouvel article (Compléter le paragraphe 2 de l'article 231 du Code général des impôts; versement forfaitaire de 3 % mis*

à la charge du débiteur pour les pensions alimentaires versées en vertu d'une décision de justice) (p. 5921); protéger les femmes privées de leur soutien naturel; réforme fiscale de 1959; soumettre au versement forfaitaire les pensions servies par un ex-conjoint; faire profiter le bénéficiaire de la pension du crédit d'impôt; alléger sa charge fiscale (p. 5921, 5922);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes, en qualité de *Rapporteur pour avis*: Coût élevé des ports français; urgence d'un effort de modernisation; aspects financiers du projet; développement des travaux; Etat assumant à 80 % la charge des travaux relatifs aux infrastructures de base des accès; infrastructures de base présentant un double caractère: technique et économique; réforme de la fiscalité portuaire étant nécessaire pour permettre aux ports français de rattraper le retard; problème des droits de quai [8 avril 1965] (p. 659 à 661); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « en Conseil d'Etat », à ajouter les mots « après enquête » (p. 686); son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de l'article premier: « Dans le cadre de la politique générale et d'aménagement du territoire du Gouvernement, au moindre coût de revient pour la nation et en vue d'une harmonisation des charges des établissements maritimes du Marché commun » (p. 687); retrait de son amendement (p. 687); Art. 3: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « services organisés », à insérer les mots « au sens de l'article 27 du Code des ports maritimes » (p. 689); Art. 4: Son amendement tendant à compléter ainsi la première phrase du premier alinéa de l'article 4: « ainsi que les dépenses résultant, pour ces catégories d'ouvrages, des travaux rendus nécessaires par une insuffisance de leur entretien » (p. 689); *Ministre des Travaux publics et des Transports et Ministre des Finances* étant chargés d'arrêter le programme et le montant des dépenses d'entretien et de travaux neufs (p. 689); *Etat* pouvant, en ce qui concerne le domaine fluvial ou les routes, les réparer en assumant intégralement la restauration (p. 690); Art. 5: Application de l'article 40 de la Constitution [9 avril 1965] (p. 732); après l'Art. 7: Application de l'article 40 de la Constitution; son ralliement à la position du Gouvernement (p. 734); situation résultant des circonstances exceptionnelles (p. 734); explica-

tions présentées par *M. le Ministre des Travaux publics* (p. 734); Art. 13: Son amendement tendant à faire précéder le dernier alinéa de l'article 13 par le membre de phrase suivant: « après constitution des réserves et provisions » (p. 743); Art. 14: Ses observations sur l'article 14: projet de réforme fiscale portuaire (p. 744);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 64 (suite): Application de l'article 40 de la Constitution [11 juin 1965] (p. 2055);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier: Principe du paiement lors des encaissements de la T.V.A. sur les travaux immobiliers [24 juin 1965] (p. 2464); Art. 13: Vente d'eau; uniformisation de la taxe (p. 2468); Art. 14: Principe de neutralité fiscale; système du fermage; prix des transports voyageurs; prix du courant électrique à basse tension; hausse du prix de revient des transports de voyageurs et des taxis [25 juin 1965] (p. 2497); son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article à supprimer l'alinéa e) (p. 2502); opérations sur les perles et les pierres précieuses (p. 2502); son amendement tendant à compléter l'alinéa f) du paragraphe 2 de cet article par le nouvel alinéa suivant: « Des réseaux divers assurant la desserte desdits immeubles » (p. 2504); ses observations sur l'expression de « réseaux divers » (p. 2504); en deuxième lecture, Art. 6: Problème des transports; régime des transports à l'exportation [21 décembre 1965] (p. 5014);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, en qualité de *Rapporteur*: Article 28 étant relatif au relevé détaillé des différentes catégories de frais généraux [29 juin 1965] (p. 2724);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur spécial*: Question des ports; domaine des voies navigables; problème de la S.N.C.F.; ses observations sur les autoroutes; augmentation du montant des autorisations de programme; réalisation de l'axe Calais-Méditerranée; réalisation prioritaire des autoroutes de dégagement; crédits d'intervention;

*subvention d'équilibre à allouer à la S.N.C.F.; politique de stabilisation; problème de la R.A.T.P.; réseau express régional; ses remarques sur les ports, les voies navigables; mise en eau du barrage Seine; opération mer du Nord-Méditerranée [11 octobre 1965] (p. 3458 à 3460); Titre IV: Ses observations sur l'amendement de M. Pleven; situation financière de la R.A.T.P. (p. 3480);*

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: *Expansion urbaine; augmentation de la population; politique sociale du Gouvernement; ses observations sur les cités satellites; problème de la rénovation urbaine; logements sociaux [4 novembre 1965] (p. 4471, 4472);*

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 20: *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Boisdé, à substituer aux mots « Banque de France » les mots « Caisse des dépôts et consignations » [9 juin 1966] (p. 1873); centralisation des produits des cotisations (p. 1873);*

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 2: *Relèvement du plafond de l'imposition au tiers provisionnel [13 octobre 1966] (p. 3405); Art. 3: Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de cet article par les mots « ... pour les propriétaires qui demanderont le bénéfice du paragraphe I précédent » (p. 3408); ses observations sur son amendement (p. 3408); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT, I. — SECTION COMMUNE, en qualité de Rapporteur spécial: *Création d'un grand Ministère de l'Équipement; aménagement du territoire; urbanisation; ses observations sur l'aviation et la marine marchande; problème de l'économie des transports; subventions données aux grandes entreprises nationales de transport; politique urbaine et foncière; affectation des sols en zones urbaines; création d'ateliers d'aire métropolitaine à l'échelon de la région et celle d'agences d'agglomération à l'échelon du département et des villes principales; ses observations sur les grands ensembles; financement des collectivités locales; prix du terrain; ses conséquences pour la construction; évaluation des besoins en logements; politique du logement; circulation automobile; réalisation d'autoroutes de dégagement; problème des îlots de rénovation**

*[7 novembre 1966] (p. 4326 à 4329); ses observations sur l'amendement de M. Royer; caisse d'équipement des collectivités locales; caisse de financement des H.L.M.; exemple de la région parisienne [8 novembre 1966] (p. 4353); Article additionnel: Application de l'article 40 de la Constitution (p. 4354); EQUIPEMENT, II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de Rapporteur spécial: *Réforme du Service des ponts et chaussées; cas des adjoints techniques de l'Institut géographique national; problème des routes et de leur entretien; rôle du fonds spécial d'investissement routier; possibilité de recourir à l'emprunt; problème des voies navigables; canalisations du Rhône; prolongement du canal de la Moselle de Metz à Nancy; aménagement d'un ascenseur à bateaux de haute chute sur le canal de la Marne au Rhin, à Arzwiller; situation des ports maritimes; aménagement du territoire; cas de l'écluse d'Ouistreham; question des ports de plaisance; ses observations sur la région touristique Languedoc-Roussillon; ses observations sur la S.N.C.F. et son programme d'électrification; suppression éventuelle de lignes secondaires; charges imposées à la S.N.C.F.; situation d'Air France et de la R.A.T.P. (p. 4355 à 4357).**

**RUFFE (M. Hubert)**, Député de Lot-et-Garonne, 2<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Briçout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'écono-

mie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283).

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à des travaux d'équipement rural en matière d'hydraulique : *Elargissement du champ d'action de l'Etat en matière d'aménagement hydraulique; insuffisance des moyens financiers prévus à cet effet; importance des problèmes d'irrigation pour les exploitations familiales; élimination, à la suite de la politique gouvernementale, des petites et des moyennes exploitations; remise en état des eaux du domaine privé; consultation nécessaire de l'ingénieur de la région piscicole et du président de la fédération des associations de pêche et de pisciculture* [5 février 1963] (p. 2031 à 2033); Art. 1<sup>er</sup> (article 176 du Code rural) : *Son amendement (Consultation avant les travaux de l'ingénieur de la région piscicole et du président de la fédération des associations de pêche et de pisciculture)* (p. 2034); *nécessité de consulter les représentants des pêcheurs; aspect démocratique de l'amendement proposé* (p. 2035); ses explications de vote : *Application des articles 114 à 122 du Code rural à l'égard des propriétaires dans le cas de travaux d'hydraulique* (p. 2309).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary-Mousservin, Bourdellès, Commenay, Philibert et Privat relatives aux prix agricoles : *Revendications des gemmeurs; problème posé par l'harmonisation des prix agricoles européens; véritable signification de la politique agricole commune en matière de prix; cas du blé, de la viande; des et pêches; augmentation des importations; offres allemandes de produits agricoles non français; impossibilité de parvenir à une véritable harmonisation des prix; résorption des excédents agricoles par une augmentation de la consommation intérieure en France* [5 juillet 1963] (p. 3925, 3926).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, Art. 1<sup>er</sup> : *Stabilité de l'exploitant*

*effectif* [25 juillet 1963] (p. 4519); *son amendement (Caractère personnel du droit de reprise triennale)* (p. 4520); Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Lecornu (Justification de l'absence de toute autre profession)* (p. 4525); *abus manifeste du droit de reprise* (p. 4525); Art. 3 : *Réserves formulées contre le texte* (p. 4534);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, en troisième et dernière lecture : *Rapidité avec laquelle le présent texte vient en discussion; nécessité de procéder rapidement à la promulgation de la loi sur les baux ruraux* [26 juillet 1963] (p. 4598).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux calamités atmosphériques [25 octobre 1963] (p. 5673, 5678, 5679).

Est entendu sur les questions orales, sans débat, relatives aux prêts des caisses de crédit agricole [25 octobre 1963] (p. 5687).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits pour l'aide aux victimes des calamités agricoles; cas des sinistrés du Sud-Ouest* [4 novembre 1963] (p. 6287, 6288); *sinistrés du Lot-et-Garonne et du Tarn-et-Garonne* (p. 6314);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : *Politique suivie par le Gouvernement en 1937; idée de conventions entre agriculteurs et industriels ou commerçants; position du groupe communiste; nécessité d'atténuer les inconvénients de la proposition actuellement discutée; intérêt d'une lutte commune des paysans travailleurs et des ouvriers pour imposer un Gouvernement de large union démocratique* [12 décembre 1963] (p. 7852 à 7855); Art. 3 : *Son amendement tendant dans le dernier alinéa de cet article à substituer aux mots « à un niveau au moins égal à celui du... » les mots « à partir du »* (p. 7875);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 2 : *Aide déjà accordée par des conseils généraux; déduction ou addition avec celle de l'Etat; problème de la complémentarité de la participation*

de l'Etat [22 avril 1964] (p. 865); Art. 4 : *Hantise des exploitants familiaux à toute perspective de charges nouvelles; possibilité de leur accorder des abattements au-dessous d'un certain revenu cadastral; cas des ouragans survenus en août 1963* (p. 870); *nécessité d'alléger les charges des petits exploitants; ne pas soustraire à cette contribution additionnelle un nombre d'exploitants important; aggravation de la situation de certaines régions par rapport à d'autres; situation du Sud-Ouest particulièrement touchée par la grêle* (p. 875); Art. 6 : *Critiques de la procédure consistant à indiquer la zone sinistrée par arrêté; apprécier le caractère de calamités par référence aux critères visés à l'article 675 du Code rural* (p. 880); Art. 5 (suite) : *Texte énumératif des calamités; interférence des articles 5 et 8; faute ou négligence de l'exploitant* (23 avril 1964) (p. 895); Art. 7 : *Suppression d'un alinéa constituant une menace contre les exploitants* (p. 904); En deuxième lecture, Art. 4 bis : *Son amendement tendant à substituer dans le deuxième alinéa de l'article 4 bis aux mots « que les éléments principaux de l'exploitation étaient assurés... », les mots « l'un au moins des éléments principaux de l'exploitation était assuré... »* [23 juin 1964] (p. 2125); *modifications apportées par le Sénat apparaissant utiles; ordonnancement de la disposition des articles; problème des régions où l'on pratique la polyculture* (p. 2125); *prévoyance des paysans; exploitations agricoles du département de l'Orateur* (p. 2125); *ne pas confondre les deux notions: risques et élément principal* (p. 2127); Art. 10 : *Limite des crédits* (p. 2129); Art. 13 : *Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 675-2 du Code général* (p. 2130); *prêts spéciaux consentis par le Crédit agricole* (p. 2130); *Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, ses explications de vote: Améliorations apportées par le Sénat au projet; réserves du groupe communiste; texte insuffisant* [29 juin 1964] (p. 2336).

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, Art. 7 : *Accord*

*interprofessionnel homologué faisant l'objet d'une consultation individuelle de tous les agriculteurs; son caractère obligatoire* [4 juin 1964] (p. 1631); *accord comportant la consultation individuelle des producteurs intéressés* (p. 1632); *principe de l'enquête préalable pour cause d'utilité publique* (p. 1633); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 7, après les mots « avec la participation des Chambres d'agriculture » à insérer les mots « des fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles et des chambres... »* (p. 1633); *consultation individuelle des producteurs; ampleur de l'enquête* (p. 1633); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 7, après les mots « qui sont rendus publics » à insérer les mots « et doivent comporter l'approbation des deux tiers au moins des agriculteurs intéressés »* (p. 1634); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de l'article 7, à insérer les mots « à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles »* (p. 1634); *ses explications de vote: Position de son groupe lors de la première lecture; améliorations de forme apportées au texte; contexte antidémocratique et de régression; situation des exploitants familiaux et des paysans travailleurs* (p. 1652, 1653);

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Sort des sinistrés du Lot-et-Garonne; travaux d'irrigation nécessaires; insuffisance du crédit destiné à venir en aide aux producteurs de maïs* [9 octobre 1964] (p. 3122, 3123).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Position du groupe communiste sur la motion de censure* [27 octobre 1964] (p. 3950); *progrès extraordinaires de l'U.R.S.S.; opinion de M. Palewski; importance de l'agriculture française; niveau inférieur des prix agricoles français au regard des prix industriels; ne pas sacrifier les petites et moyennes exploitations familiales; décrets de mai 1963; loi d'orientation agricole; opposition des communistes à la loi d'orientation agricole; Gouvernement voulant favoriser la concentration agraire au profit de la grande propriété foncière capitaliste; protection des exploitations familiales; nécessité de faire passer le facteur humain avant le souci de la rentabilité; Gouvernement dirigé par un représentant de la*

haute banque; nécessité d'un Gouvernement vraiment démocratique (p. 3950 à 3952);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problème de l'adduction d'eau et de l'irrigation; insuffisance des crédits; assurer la desserte en eau potable de toute la population rurale du Lot-et-Garonne; solution de ce problème demandant une quinzaine d'années* [5 novembre 1964] (p. 4689, 4690); *malaise pesant sur le monde agricole; demande de scrutin par le groupe communiste sur le titre III* [5 novembre 1964] (p. 4730);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, II. — SERVICES FINANCIERS, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Adductions d'eau* [27 octobre 1965] (p. 4238); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits d'aménagement foncier; concentration agraire; problème de l'eau; aménagement des terres agricoles; crédits concernant l'hydraulique du département du Lot-et-Garonne; rôle des collectivités locales et des syndicats intercommunaux; recours aux établissements de crédit privé et aux compagnies d'assurance; électrification rurale; prêts à long terme et à faible intérêt* [28 octobre 1965] (p. 4269, 4270).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263) : *Problème du salaire des gemmeurs* (p. 1285);

— sur les questions orales relatives à la réforme des enseignements supérieurs : *Mutation d'office de Mme Augé-Orcie au lycée de Montauban* [8 juin 1966] (p. 1797);

— sur les questions orales relatives à la politique viticole : *Situation des viticulteurs du Lot-et-Garonne; contrats spéciaux de stockage des vins libres avec prime de conservation et garantie de bonne fin; situation angoissante des viticulteurs familiaux; nécessité d'autoriser les coopératives de vinification à devenir en même temps coopératives de stockage; l'encépagement; instauration d'un régime de plantations anticipées* [22 juin 1966] (p. 2239, 2240, 2248).

Pose à M. le Ministre de l'Économie et des Finances une question orale, sans débat, relative au prix et au marché européen du tabac [29 juin 1966] (p. 2448, 2451, 2452).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la loi sur les calamités agricoles; cas du département de Lot-et-Garonne; gravité des inondations; rôle des comités départementaux d'expertise; détermination des zones sinistrées; Fonds national de garantie de crédits; situation des gemmeurs* [26 octobre 1966] (p. 3907, 3908).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale, sans débat, relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4062, 4067, 4068).



## S

**SABATIER (M. Guy)**, *Député de l'Aisne, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à

compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [7 février 1963] (p. 2090);

Est nommé membre du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [22 juin 1965] (p. 2356).

**Dépôts :**

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du

plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Annexe n° 17 : Justice, n° 25 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Annexe n° 16, Justice, n° 568 [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 17 : Justice, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : Annexe n° 16, Justice, n° 1588 [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : Annexe n° 23, Justice, n° 2050 [3 octobre 1966].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 25 du Code de la route relatif au retrait de la circulation de certains véhicules, n° 2153 [16 novembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant la composition, des règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Art. 33 : *Son amendement (Mesures frappant un avocat dans l'exercice de ses fonctions) ; conséquences, pour un inculpé, de la perte de son avocat ; nécessité de prévoir des peines efficaces contre les avocats frappés de peine disciplinaire* [4 janvier 1963] (p. 298, 299) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, JUSTICE, en qualité de Rapporteur spécial : *Caractère modéré et dynamique du budget de la Justice ; volonté de moderniser certains des mécanismes de fonctionnement de la justice ; problème de l'enfance délinquante et de sa recrudescence ; problème des prisons ; construction de nouveaux établissements pénitentiaires ; manque de cellules ; innovation que constitue le sursis avec mise à l'épreuve ; création de l'inspection des services judiciaires ; lenteurs de la justice ; nécessité de*

*revoir les modalités d'avancement des magistrats ; grades des juges et substituts de la Seine* [21 janvier 1963] (p. 1232, 1233) ;

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Nécessité de voir enfin jugés les auteurs de l'attentat du Petit-Clamart ; obstruction pratiquée par les défenseurs de ceux-ci ; respect des droits de la défense devant la Cour militaire de justice ; problème du recours en cassation ; absence de voie de recours pour la Haute Cour constitutionnelle* [13 février 1963] (p. 2123, 2124) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 6 : *Précisions à apporter en ce qui concerne la répression de la publicité mensongère* [29 mai 1963] (p. 3127, 3128) ;

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Portée de la circulaire de M. Christian Pineau* [17 juillet 1963] (p. 4217) ; *déclarations de M. Robert Lacoste lors de la grève des mineurs de 1948 ; droit de grève, principe fondamental à respecter ; problème des grèves déclenchées au moment du putsch d'Alger ; déclarations de MM. Jules Moch et Ramadier en 1949 sur la procédure de conciliation ; circulaires de MM. Christian Pineau et Guy Mollet ; problème des grèves surprises et des grèves tournantes ; attitude changeante du parti socialiste à ce sujet, selon qu'il est au pouvoir ou non ; contenu de la proposition de loi signée par M. Pleven en juin 1947 ; règlement par la force des grèves de 1947* (p. 4237 à 4239) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, JUSTICE, en qualité de Rapporteur spécial : *Situation des magistrats ; travaux de la Cour de sûreté de l'Etat ; mesures progressives de clémence ; autonomie financière accordée au Conseil d'Etat* [5 novembre 1963] (p. 6446, 6447) ; BUDGETS MILITAIRES : *Opinion de M. Léon Blum à l'égard de l'armée de choc préconisée alors par le lieutenant-colonel de Gaulle ; véritable sécurité d'un pays résidant dans le désarmement ; opinion de M. Léon Blum dans ses mémoires ; comparaisons entre la bombe atomique de 1963 et le char de combat de 1935* [7 novembre 1963] (p. 6760, 6761) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 6 : *Son sous-amendement à*

*l'amendement de M. Vallon (Charges résultant de l'application du présent article) [10 décembre 1963] (p. 7776); caisse nationale des barreaux français (p. 7776);*

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française: *Rôle des partis de l'opposition s'étant unis pour déposer un contre-projet; ne pas mettre l'Etat en minorité dans le conseil d'administration; prééminence de l'Etat; projet ayant une conception d'avenir [27 mai 1964] (p. 1419);*

— en deuxième lecture du projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, Art. 3: *Son amendement tendant à la suppression de l'article [23 juin 1964] (p. 2110);*

— de la proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, Art. 11: *Refonte de la législation concernant la reprise des locaux reconstruits; souci d'équité à l'égard des commerçants; ne porter préjudice à personne; ne pas retirer un avantage au propriétaire; préjudice aux locataires preneurs de locaux commerciaux [25 juin 1964] (p. 2202); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 11, après les mots « toute somme versée », à insérer les mots « après la signature du bail » (p. 2202); son amendement se plaçant sur le plan pratique (p. 2204); Art. 12: *Discussion du texte en fonction du rapport (p. 2214);**

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 12: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article: « La déduction forfaitaire prévue à l'article 31, 4° du Code général des impôts est ramenée à 20 % du revenu brut dans les cas où il y a lieu à application de l'alinéa précédent » [16 octobre 1964] (p. 3332); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, seconde délibérations, ses explications de vote: *Caractère du budget étant raisonnable, dynamique et original; impératifs de la stabilisation; augmentations sur les postes essentiels: Education nationale, autoroutes, aide aux personnes âgées, agriculture; budget en équilibre [9 novembre**

*1964] (p. 5220, 5221); JUSTICE, en qualité de Rapporteur spécial: *Caractère progressif du budget de la justice; budget de la justice représentant 0,67 % du budget général; son caractère: tourné vers l'avenir; réorganisation de l'administration centrale; évolution des effectifs de la Cour de sûreté; programme de construction d'établissements pénitentiaires; problèmes du centre national des études judiciaires; sort trop modeste réservé par la société à ses magistrats; critique de la dualité des fonctions d'avoué et d'avocat; son caractère anachronique; fusion des deux professions; modernisation de l'organisation et des métiers de la justice, un seul intermédiaire judiciaire pouvant être efficace et suffisant; suppression des cloisonnements d'études [30 octobre 1964] (p. 4345, 4346); ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret (p. 4357); réduction de crédit qu'entraînerait l'adoption de l'amendement; manœuvre politique (p. 4357);**

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, après l'Art. 44: *Suspension de la taxe perçue sur le sucre exporté; situation du département de l'Aisne [8 décembre 1964] (p. 5921); défense des intérêts légitimes des agriculteurs (p. 5921);*

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, Art. 3: *Ses observations sur l'amendement de M. Hubert Germain [28 avril 1965] (p. 959);*

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, ses explications de vote: *Nation ayant besoin d'une armée pour la défendre; solution proposée en dehors de la solution gouvernementale devant entraîner des dépenses très importantes; projet évitant les inégalités choquantes; égalité étant différenciée et personnalisée [26 mai 1965] (p. 1602);*

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 8: *Tarifs actuels des transports [24 juin 1965] (p. 2459); Art. 18: *Problème de la décote [25 juin 1965] (p. 2511);**

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, en qualité de Rapporteur pour avis: *Importance du greffe pour la justice; situation des greffiers; inadaptation de l'organisation actuelle des greffes; période transitoire de quinze ans;*

garantie donnée aux greffiers quant à leur indemnisation [30 juin 1965] (p. 2776); Art. 2 : Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du premier alinéa de cet amendement : « Ce coefficient pourra toutefois être exceptionnellement fixé à un chiffre inférieur, mais supérieur à 5 pour les greffes dont le produit demi-net moyen annuel est supérieur à 200.000 francs » (p. 2783); son sous-amendement tendant : 1° à la fin du cinquième alinéa du texte proposé par cet amendement, supprimer les mots « et cinq »; 2° dans le sixième alinéa du texte proposé par cet amendement à supprimer les mots « et cinq » (deux fois) (p. 2784); son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 2 par la phrase suivante : « En ce qui concerne les indemnités dues par l'Etat le montant est calculé en appliquant un coefficient compris entre 7 et 9 à la moyenne des produits nets, à l'exclusion de toute dérogation pour cas exceptionnel, et sera réglé en espèces et en totalité à la date à laquelle le greffier cesse ses fonctions d'officier public » (p. 2784); prix de cession des offices; ses observations sur les greffes de Paris; jeu du coefficient (p. 2784); ses observations sur ces amendements (p. 2786); cas de cession amiable (p. 2787); Art. 3 : Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « dix années », les mots « quinze années » (p. 2787); durée de la période transitoire (p. 2787, 2788); après l'Art. 3 : Intervention des décrets d'application (p. 2790);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE, en qualité de Rapporteur spécial : Justice étant rendue dans des bâtiments vétustes; ses observations sur les salles d'audience; magistrats; caractère croissant des besoins de la justice; rajeunissement de la population pénale; problème de rénovation et de construction d'immeubles pénitentiaires; ses observations sur le nombre de cellules et le nombre de gardiens; diminution des candidats à la magistrature; situation des magistrats sur le plan matériel; réforme de 1958; possibilité de prévoir le détachement systématique des magistrats; réforme des greffes; constitution de sociétés civiles professionnelles; dualité des professions d'avocat et d'avoué; simplification de notre procédure [12 octobre 1965] (p. 3525, 3526);

— du projet de loi portant approbation du

Plan de développement économique et social : Incertitudes concernant le Marché commun et le niveau des prix; financement de l'expansion; ses observations sur l'opposition; balance commerciale; adhésion populaire étant nécessaire pour le succès du V<sup>e</sup> Plan [5 novembre 1965] (p. 4550, 4551);

— du projet de loi portant amnistie, seconde délibération, Art. 14 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Contestations relatives au bénéfice de l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles devant être portées devant une Commission spéciale) [28 avril 1966] (p. 999); retrait de son amendement (p. 999);

— du projet de loi relatif aux entreprises pratiquant le crédit-bail : Potentiel d'emprunt des sociétés de crédit-bail; faculté de réescompte [17 juin 1966] (p. 2139); Art. 1<sup>er</sup> : Jurisprudence des tribunaux en matière de location-vente (p. 2142);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JUSTICE, en qualité de Rapporteur spécial : Rénovation du système judiciaire français; situation du magistrat français; création de postes hiérarchiques; problèmes concernant les auxiliaires; sanctions prononcées par une juridiction pénale; ses observations sur les deux régimes de la libération conditionnelle et de la semi-liberté [27 octobre 1966] (p. 3995, 3996); Art. 50 : Ses observations sur les amendements de M. Chandernagor et Meunier (p. 4013); situation des greffiers (p. 4013); ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy (p. 4014); en seconde délibération, Art. 23 : Ses observations sur l'amendement du Gouvernement; dotation du fonds national de vulgarisation du progrès agricole; aménagement des structures agricoles; bourses en matières de ramassage scolaire [10 novembre 1966] (p. 4525); Art. 50 : Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement du Gouvernement par un nouvel alinéa (Situation des greffiers titulaires de charges qui formulent une demande d'intégration en application des dispositions de l'article 4 de la loi du 30 novembre 1965) (p. 4530); intégration dans le corps des fonctionnaires (p. 4531);

— en troisième lecture, du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, Art. 15 : Son amendement tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « Mais

doivent être approuvés, en ce qui concerne les professions d'avocat et d'avoué, par les organismes professionnels exerçant à leur égard le pouvoir disciplinaire » [15 novembre 1966] (p. 4574); ses observations sur la profession d'avocat (p. 4574); rôle de l'association nationale des avocats (p. 4574); ses observations sur les paroles de M. Foyer (p. 4575).

**SABLÉ (M. Victor)**, Député de la Martinique, 3<sup>e</sup> circonscription (R.D. puis N.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Cesse d'appartenir au groupe du Rassemblement démocratique [16 novembre 1965] (p. 4664).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 novembre 1965] (p. 4725).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172);

— membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [19 janvier 1963] (p. 1275).

Est élu juré suppléant de la Haute Cour de justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [18 juin 1963] (p. 3527).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : Loi-programme sur les départements d'outre-mer; article 8 de la loi du 21 décembre 1960 portant réforme fiscale; recherche d'une

parité sociale entre les D.O.M. et la Métropole; prix du sucre; subventions souhaitables; cas de la banane; intervention du F.O.R.M.A.; extension aux Antilles de la loi d'orientation agricole; création souhaitable de sociétés de développement régionales [22 janvier 1963] (p. 1433 à 1435);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : Solidarité à l'égard de la Martinique; modestie des crédits du F.I.D.O.M.; nécessité de l'industrialisation; constitution éventuelle d'une société d'aménagement régional [8 novembre 1963] (p. 6952); projet de loi complémentaire à la réforme fiscale; extension aux D.O.M. de la loi d'orientation agricole; progrès dans le domaine de l'aide sociale (p. 6952, 6953);

— en deuxième lecture du projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, Art. 3 : Ordonnance du 15 octobre 1960; hommage à la Commission des lois constitutionnelles; situation des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer; application de l'ordonnance de 1960 liée aux événements d'Algérie; situation aux Antilles [23 juin 1964] (p. 2109, 2110);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : Prendre conscience des problèmes antillais; conserver l'équilibre de l'économie antillaise et la développer; manque de précisions dans l'affectation des crédits du F.I.D.O.M.; réunion du comité directeur du F.I.D.O.M.; modification des statuts de la S.A.T.E.C.; aide du Fonds européen d'organisation et de garantie agricole; revalorisation de la subvention au sucre des D.O.M.; production de bananes; taxation sur le marché français; agriculteurs antillais pouvant bénéficier de la loi sur les calamités agricoles; industrialisation; développement du tourisme et de la pêche; développement du potentiel économique [22 octobre 1964] (p. 3705 à 3707);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : Régime des congés administratifs des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer; Fédération nationale des agents d'assurances; réseau téléphonique; démographie galopante des Antilles; rôle du F.I.D.O.M.; industrie du tourisme; modes de financement; industrie de la pêche; société d'assistance tech

nique et de crédit; canne à sucre; programme de diversification des cultures; surproduction de la banane; accord de Yaoundé; son désir de voir la banane française connaître le même traitement que l'orange italienne [15 octobre 1965] (p. 3770, 3771);

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal particulier des tabacs consommés dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion: *Inconvénients résultant de la disparité des réglementations et des taux des droits et des taxes en vigueur dans les départements d'outre-mer; cas de la Martinique; ressources budgétaires des départements et des communes d'outre-mer provenant de l'importation des tabacs* [23 juin 1966] (p. 2263);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur deux propositions de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues et de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, Art. 4: *Possibilité de demander au Gouvernement de déposer, avant le 31 décembre 1966, un projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 et l'adaptant aux départements d'outre-mer* [24 juin 1966] (p. 2344); Article additionnel: *Son amendement tendant à introduire un article additionnel (Dépôt par le Gouvernement du projet de loi étendant aux départements d'outre-mer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948)* (p. 2345, 2346);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER: *Élévation du niveau de vie; accélération du rythme des migrations; création d'une association pour le développement des musées d'outre-mer; cas du petit musée des Trois-Ilets; situation de la maison de la culture à Fort-de-France; niveau des investissements productifs; production sucrière des départements d'outre-mer* [20 octobre 1966] (p. 3666, 3667); *rôle du F.E.O.G.A.; problèmes des bananes; marché de l'ananas; équilibre économique de la Martinique; production sucrière martiniquaise* (p. 3667, 3668);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis: *Diversité entre les pays de l'ancienne Communauté; superficie de la Côte française*

*des Somalis; conséquences de la perte de l'Algérie; conférence panaméricaine de Bogota; ses observations sur les relations entre le statut politique et l'indépendance économique; application de l'article 73 de la Constitution* [2 décembre 1966] (p. 5235).

**SAGETTE (M. Jean)**, *Député du Cantal, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [14 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 janvier 1962] (p. 1160).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [17 mai 1963] (p. 2994).

Est élu juré suppléant de la Haute Cour de justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [12 juin 1963] (p. 3306).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 5: *Son amendement tendant à compléter l'article 5*

par le nouvel alinéa suivant: « Abat de grêle dans les régions habituellement exemptes de cette calamité » [22 avril 1964] (p. 879);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 2: *Ses observations sur l'amendement de M. Deniau (Conséquences d'une clôture)* [9 juin 1964] (p. 1720); *ses observations sur le problème de l'amodiation à l'association communale ou intercommunale de terrains domaniaux et de forêts domaniales* (p. 1721); Art. 3: *Situation dans le Massif Central* (p. 1724); Art. 7: *Possibilité pour les propriétaires de terrains importants d'adhérer à une association communale* (p. 1725);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A.: *Mesures de sauvegarde devant être prises par le Gouvernement en faveur des producteurs français de fromage de garde; coopération de la subvention versée par la construction des gîtes ruraux et communaux; crédits versés aux sociétés communales de chasse; rôle du F.O.R.M.A.* [5 novembre 1964] (p. 4692);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1<sup>er</sup>: *Eviter toute ambiguïté dans l'application de la loi au sujet de certains contrats passés jusqu'à ce jour par l'Administration des eaux et forêts; dévolution à l'Office national des forêts d'attributions et de compétence exercées par l'Etat* [9 décembre 1964] (p. 6001);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A.: *Application de la loi du 29 juin 1964 sur les sociétés communales de chasse; situation des régions d'élevage; cas des régions de montagne; arrêt des exportations de jeunes bovins d'embouche sur les pays du Marché commun; règlement sanitaire; marché des animaux d'élevage; information des agriculteurs* [28 octobre 1965] (p. 4302).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263): *Problèmes posés par l'économie montagnarde; prix plancher du lait; assouplissement des structures et du crédit agricole; développement de l'enseignement agricole* (p. 1277).

Son rappel au règlement: *Absence de membres de l'opposition* [13 mai 1966] (p. 1291).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A.: *Rôle de la société interprofessionnelle du bétail et des viandes; problème des viandes de deuxième catégorie; marché de La Villette; exportation vers les pays du Marché commun; règlement sanitaire adopté à Bruxelles; problèmes de l'élevage et de la viande; possibilité de créer une banque spécialisée chargée de financer les installations des marchands de viande; rôle des chevillards* [26 octobre 1966] (p. 3917, 3918).

**SAÏD IBRAHIM (M. Adeham)**, Député des Comores (app. U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 10).

S'apparente au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TERRITOIRES D'OUTRE-MER: *Problème des Comores; besoins économiques de ce territoire; mission parlementaire envoyée aux Comores; ensemble des mesures à prendre susceptibles de permettre un avenir constructif; insuffisance des crédits attribués aux Comores* [9 novembre 1963] (p. 7071).

**SAINTENY (M. Jean)**, Député de la Seine, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

*Ministre des Anciens combattants  
et Victimes de guerre.*

(2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou.)  
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle

République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J.O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J.O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

### Dépôt :

Son projet de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires et agents féminins anciennes infirmières pendant les guerres de 1914-1918 et 1939-1945 et les campagnes d'Indochine et de Corée, des dispositions du Code des pensions civiles et militaires de retraite concernant les fonctionnaires anciens combattants, **n° 1145** [3 novembre 1964].

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, ANCIENS COMBATTANTS : *Effort accompli par le Gouvernement en faveur des anciens combattants ; problème du rapport constant ; augmentation du taux des pensions ; crédits de fonctionnement du Ministère des Anciens combattants ; amélioration des délais d'instruction des dossiers ; problème du contentieux ; différentes augmentations de crédit de ce budget pour les services centraux et pour les services extérieurs ; problème de la forclusion ; situation des très grands invalides et de leurs veuves ; pécule de prisonnier de guerre 1914-1918 ; pensions d'ascendant ; problème du rapport constant ; retard dans le contentieux des pensions ; indemnisation des victimes civiles en Algérie ; recherche des disparus en Algérie ; réparation par l'Allemagne des dommages subis par les ressortissants français du fait de la guerre ; paiement des indemnités aux anciens déportés ; cas des anciens déportés de Rawa Ruska et de Koberzyn ; problème des infirmités résultant de maladies exotiques contractées en Afrique du Nord* [23 janvier 1963] (p. 1528 à 1532).

Répond à la question orale, sans débat, de

M. Jean-Paul Palewski relative à la commémoration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la première guerre mondiale [11 octobre 1963] (p. 5144).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Juskiwenski relative au dédommagement des préjudices causés aux victimes du nazisme [11 octobre 1963] (p. 5144).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Comparaison du budget actuel des Anciens combattants avec le précédent ; mesures intéressant les pensions ; problème du personnel ; transfert du budget de l'Office national à celui de l'administration centrale ; contribution aux frais de fonctionnement de certains offices africains et malgaches ; œuvres sociales ; diminution des dépenses de matériel et de fonctionnement ; activité de l'Institut national des invalides ; problème des services extérieurs ; contentieux des pensions ; Office national des anciens combattants et victimes de la guerre ; problème du rapport constant ; mesures nouvelles relatives aux pensions et accessoires de pensions ; majoration des indices de pension des ascendants âgés de plus de 65 ans ; allocation spéciale aux veuves des grands invalides bénéficiaires de l'article L 18 du Code des pensions ; progressivité du montant de l'allocation spéciale n° 5 aux grands invalides ; crédits du Ministère en augmentation ; volonté du Gouvernement de ne pas cristalliser les droits des anciens combattants* [25 octobre 1963] (p. 5687 à 5691) ; *nombre des pensionnés ; école de rééducation ; indemnisation des victimes du nazisme ; définition du reliquat ; problème des Alsaciens et Mosellans* (p. 5692, 5693).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Beauguitte relative au pécule des anciens prisonniers de la guerre de 1914-1918 [19 juin 1964] (p. 2062).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Roucaute relative au taux des pensions des victimes de guerre [23 octobre 1964] (p. 3869, 3870).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Gilbert Faure relative à la discrimination entre anciens combattants de la première et de la seconde guerre mondiale [23 octobre 1964] (p. 3870, 3871).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Drouot-L'Hermine relative au rôle du Ministère des Anciens combattants dans l'effort



de promotion sociale [23 octobre 1964] (p. 3872).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Achever la création d'une nécropole à Bac-Ninh; politique de regroupement des tombes dans les nécropoles nationales nouvelles; travaux du cimetière de Sigolsheim; variation des crédits de personnel; adaptation à la situation actuelle; crédits de matériel; contribution du budget du Ministère des Anciens combattants aux frais de fonctionnement de l'Office national; prestations en faveur des ressortissants; intervention publique et administrative; augmentation des crédits de 5,2 % de 1964 à 1965; augmentation du budget général de la nation étant de 6,9 %; majoration des traitements de la fonction publique; provision destinée à financer les augmentations du taux des pensions; évolution du montant des pensions d'invalidité; retraite du combattant; pensions d'invalidité et allocations rattachées à la pension des ayants cause; diminution du nombre des parties prenantes; majoration des pensions de veuves ou orphelins; majoration de l'allocation spéciale en faveur des enfants atteints d'une infirmité incurable; augmentation de la majoration attribuée aux ascendants ayant perdu plusieurs enfants; droit à pension des victimes civiles des événements d'Algérie; 8 mai étant un jour férié et chômé; mission confiée au commissaire général aux monuments commémoratifs; survie et bon état de conservation des monuments destinés à perpétuer le souvenir d'événements de guerre; culte du souvenir entrant dans les attributions du Ministère des Anciens combattants; problème des Alsaciens et Mosellans; intervention de M. Laurent au sujet du remboursement des marks dus aux divers rapatriés de 1945; prisonniers de guerre; personnes contraintes au travail en pays ennemi; transfert au budget; discuter du crédit afférent à l'indemnité allouée à un commissaire général aux monuments commémoratifs des guerres et de la Résistance [20 octobre 1964] (p. 3400 à 3405); ses observations sur l'amendement de M. Darchicourt et les paroles prononcées par M. Palewski (p. 3405); permettre aux représentants des anciens combattants de donner leur avis (p. 3409);*

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1966, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Volume des crédits du Ministère des Anciens combattants; augmentations de la valeur des pensions; budget tendant à obtenir un meilleur rendement des services; dépenses de personnel; bureaux chargés de la délivrance des cartes afférentes à certains statuts de victimes de guerre; dépenses de matériel; fermeture du foyer de Kouba en Algérie; création d'un poste d'infirmier-moniteur; réalisation de la piscine de balnéothérapie de l'institution nationale des invalides; problème du contentieux; relèvement des honoraires des experts médicaux; montant des abattements pour diminution du nombre des parties prenantes; calcul des crédits; taux de mortalité des pensionnés; évolution du montant des crédits consommés; automatisme des réévaluations; taux de l'allocation complémentaire instituée en faveur de certaines veuves de la guerre 1914-1918; ordonnance du 15 juin 1945; majoration de l'allocation n° 8 en faveur des aveugles et de certains amputés et impotents; majoration de l'allocation spéciale n° 5 aux grands invalides à partir du deuxième degré de surpension; augmentation de l'allocation spéciale aux enfants majeurs, infirmes des veuves de guerre; cas des aveugles de la Résistance; admission des anciens déportés et internés au bénéfice de la retraite de la Sécurité sociale au taux de 40 % dès l'âge de 60 ans; crédits destinés à l'appareillage des mutilés; manifestations du souvenir; majoration de crédits pour les fêtes nationales et cérémonies publiques; cas des victimes de guerre alsaciens et mosellans; situation et avenir de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre; compressions de personnel de l'Office; subventions aux associations d'anciens combattants; fonctionnement des foyers et des écoles de rééducation; régression du nombre des pupilles; économies sur les dépenses de fonctionnement; désir d'ajuster le montant des crédits au niveau des besoins réels [26 octobre 1965] (p. 4126 à 4130); office national des anciens combattants; ressortissants de cet office; répartition des subventions attribuées par l'office aux associations d'anciens combattants; établissement de Ribécourt; problème des Alsaciens et Mosellans anciens combattants et victimes de guerre; réductions de tarifs de chemin de fer consenties aux invalides de guerre; réductions en première classe pour les invalides à plus de 50 %; allocation n° 9 dite « aux inclassables »; alignement*

*des droits à pension des déportés politiques sur ceux des déportés résistants; problème des anciens d'Algérie; droit à pension des anciens combattants d'un certain nombre d'Etats africains devenus indépendants; procès du septennat; question du divorce entre le monde des anciens combattants et le Gouvernement; organisation des cérémonies; Gouvernement décidant de retirer les titres III et IV qui seront présentés au cours d'une seconde délibération; économies réalisées sur le chapitre 36-51: « Fonctionnement de l'office » [26 octobre 1965] (p. 4146, 4147).*

**SAINTOUT (M. Marc).** *Député de la Seine, 30<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366);

— membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [19 février 1963] (p. 2247).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 196) tendant à modifier les dispositions de l'article L 577 du Code de la sécurité sociale concernant l'affiliation aux assurances sociales des grands invalides de guerre et veuves de guerre non remariées, n° 450 [11 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 342 à 349 du Code de l'urbanisme, relatifs aux réquisitions de logements, n° 843 [16 avril 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 236), modifiée par le Sénat, relative au régime social des ostréiculteurs, mytilculteurs et pisciculteurs inscrits maritimes, n° 2214 [6 décembre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 18 : *Problème de la solde des officiers et sous-officiers marinières; nécessité d'améliorer la situation du personnel subalterne de l'armée* [19 juillet 1963] (p. 4384);

— du projet de loi portant réorganisation du conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie : *Renvoi en commission* [10 décembre 1963] (p. 7803);

— des propositions de loi : 1° de M. Lolive et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation à usage professionnel; 2° de M. Dejean et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais; 3° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, après l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, après l'article premier, à insérer un nouvel article; rôle du juge des référés* [29 juin 1964] (p. 2321); *son amendement tendant, après l'article premier, à insérer un nouvel article (Suspension des délais limites fixés par les articles 342 et 347 du Code de l'urbanisme jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1966)* (p. 2321); des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur deux propositions de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues et de M. Dejean et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à remplacer la date du « 1<sup>er</sup> juille*

1968 » par celle du « 1<sup>er</sup> juillet 1970 » [24 juin 1966] (p. 2342); Art. 4: *Son amendement tendant, à la fin de cet article, à remplacer la date du « 1<sup>er</sup> juillet 1968 » par celle du « 1<sup>er</sup> juillet 1970 »* (p. 2346);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION: *Dispositions de la loi du 8 juillet 1964 modifiant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et prorogeant diverses dispositions transitoires prises à raison de la crise du logement; situation d'une famille composée du père, de la mère et d'un enfant de 9 ans; ordonnance du 21 juillet 1964* [4 novembre 1964] (p. 4550); BUDGETS MILITAIRES: *Diminution des crédits affectés à l'instruction des officiers de réserve* [6 novembre 1964] (p. 4880).

Mise au point au sujet de son vote lors de la discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [12 mai 1965] (p. 1302).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national: *Esprit militaire se qualifiant d'abord par l'esprit d'équipe; intérêt civique du passage sous les drapeaux; éviter la tendance de l'armée d'autrefois à demeurer un milieu fermé; défense nationale* [25 mai 1965] (p. 1543);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: *Commémoration des batailles de Verdun et de la Somme; comité du Relais sacré n'étant pas en mesure le 10 novembre prochain d'organiser la manifestation de la flamme; transmission des flambeaux à divers points de la capitale; problème de la forclusion; reconnaissance de la qualité d'ancien combattant aux militaires ayant combattu en Algérie; ses observations sur les combats hors d'Europe d'avant la guerre de 1914-1918; circulaire du 17 juin 1931 invitant les militaires des troupes coloniales désirant obtenir le bénéfice de la carte du combattant à en adresser la demande* [26 octobre 1965] (p. 4144, 4145);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi modifiée par le Sénat, relative au régime social des ostréiculteurs, mytilliculteurs et pisciculteurs inscrits maritimes, en qualité de Rapporteur: *Affiliation au régime des retraites; situation des conchyliculteurs inscrits maritimes; champ d'application du régime d'assurance*

*vieillesse agricole des personnes non salariées; problème de la double affiliation; critère de l'activité principale; ses observations sur les amendements du Gouvernement* [9 décembre 1966] (p. 5441, 5442); Art. 1<sup>er</sup>, Art. 1<sup>er</sup> bis et Art. 2: *Ses observations sur les amendements du Gouvernement* (p. 5442, 5443).

**SALAGNAC (M. Léon)**, Député de la Seine, 55<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale de Coopération pour la sécurité de la navigation aérienne: *Caractère fragmentaire de la convention qui ne vise que les pays d'Europe occidentale; problème des redevances qu'auront à payer les usagers de l'organisation; augmentation des prix en matière de transports aériens; absence de précisions dans le texte en discussion au sujet du futur statut du personnel* [27 décembre 1962] (p. 202); *absence de réponse de la part du Gouvernement en ce qui concerne le montant de redevance à payer pour les usagers; absence de garanties pour le statut futur du personnel* (p. 204);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION: *Nombre d'escroqueries réalisées en matière de construction; scandale du C.N.L.; problème de l'Immobilière Lambert; motion votée à ce sujet par le Conseil général de la Seine; affaire de l'Elysée II; augmentation des loyers; politique du Gouvernement en la matière; droit de suite pour les offices d'H.L.M.* [9 janvier 1963] (p. 455, 456);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 25: *Insuffisance des crédits pour la reconstruction; différentes promesses ministérielles faites à ce sujet; diminution du*

*nombre des constructions; cas du département de la Seine; responsabilités des députés U.N.R. de la Seine à ce sujet; réforme envisagée par le Gouvernement des conseils d'administration des offices H.L.M.; solutions proposées par le parti communiste pour résoudre le problème du logement* [19 juillet 1963] (p. 4386, 4387);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, *CONSTRUCTION: Augmentation des loyers; opérations scandaleuses de certains promoteurs; réforme des conseils d'administration* [31 octobre 1963] (p. 6164, 6165).

Est entendu sur la question orale, sans débat, de M. Roucaute relative à l'approvisionnement en charbon, en qualité de suppléant [8 novembre 1963] (p. 6913).

Est entendu sur la question orale, sans débat, de M. Waldeck Rochet relative à la situation des médecins conventionnés, en qualité de suppléant [22 mai 1964] (p. 1371).

Décédé le 11 décembre 1964 [*J.O.* 13 décembre 1964] (p. 11121).

Son éloge funèbre est prononcé [15 décembre 1964] (p. 6111).

**SALARDAINE (M. André)**, *Député de la Charente-Maritime, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [19 février 1963] (p. 2247).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales tendant à l'abrogation de l'article 31 de la loi n° 53-285 du 4 avril 1953 interdisant le

cumul d'une pension militaire proportionnelle avec un traitement aux anciens militaires inscrits au registre de l'aéronautique civile, n° 424 [4 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 440) modifiant l'article 4 de la loi du 12 avril 1941 sur le régime des pensions de retraite des marins, n° 873 [6 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1738) portant modifications de certaines dispositions du régime de retraites des marins, n° 1802 [5 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1795) modifiant les dispositions du régime de retraites des marins applicables à certains bénéficiaires de ce régime, n° 1878 [1<sup>er</sup> juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1796) relatif au régime des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance, n° 1879 [1<sup>er</sup> juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1960), modifié par le Sénat, relatif au régime des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance, n° 1980 [25 juin 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, *MARINE MARCHANDE: Taxe sur les carburants maritimes; conséquences pour les exploitations des plages; augmentation des charges qui en résultent pour celles-ci; suppression souhaitable de cette taxe; régime de retraites applicable à la conchyliculture* [16 janvier 1963] (p. 905).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire: *Ranimer la vie économique de la Charente-Maritime; lenteur de l'étude des dossiers; problème posé aux Rochelais sans emploi; aménagement du port de La Pallice; construction d'un grand axe routier Océan-Suisse* [27 novembre 1963] (p. 7501, 7502).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Max Lejeune ; situation pour les lais de mer* [9 juin 1964] (p. 1708) ;

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *Etouffement de certains ports consécutif au projet ; cas de La Rochelle-La Pallice ; participation de l'Etat aux dépenses d'infrastructure et d'entretien ; risque de monopolisation du trafic ; nécessité de donner aux ports moyens des avantages équivalents à ceux que l'on donne aux six grands ports ; possibilités du port de La Rochelle-La Pallice ; son développement étant nécessaire à l'essor de toute la région de l'Ouest* [8 avril 1965] (p. 671 à 672) ;

— du projet de loi portant modification de certaines dispositions du régime de retraites des marins, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur la loi du 12 avril 1941 qui détermine le régime des pensions de retraites des marins français ; problème de la prescription quinquennale des pensions civiles et militaires ; prescription des arrérages ; possibilité d'aligner dans les deux domaines de la prescription du droit à pension et de la prescription des arrérages de la pension, le régime des pensions de marins sur celui des pensions civiles et militaires de retraites* [10 mai 1966] (p. 1168) ;

— du projet de loi modifiant les dispositions du régime de retraite des marins applicables à certains bénéficiaires de ce régime, en qualité de *Rapporteur* : *Application du texte ; distinction entre marins âgés de plus de 30 ans et marins âgés de moins de 30 ans ; situation des conchyliculteurs* [7 juin 1966] (p. 1740) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 1742) ; Art. 2 et 3 : *Son amendement tendant à supprimer ces articles* (p. 1742) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « Projet de loi modifiant le régime de retraite des marins pour ce qui concerne l'entrée en jouissance des pensions servies aux conchyliculteurs et aux marins naviguant en amont de la limite de la mer »* (p. 1742) ;

— du projet de loi relatif au régime de pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur les carrières courtes ; pension des fonctionnaires ;*

*reconversion de certains marins dans les activités industrielles ; licenciements effectués par les compagnies de navigation* [7 juin 1966] (p. 1751) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « loi du 12 avril 1941 », à substituer aux mots « modifié » le mot « modifiée »* (p. 1757) ; *énumération des personnes exclues du bénéfice de la pension spéciale* (p. 1758) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de l'article premier, au paragraphe b du texte proposé pour l'article 5 de la loi du 12 avril 1941 modifiée, à substituer aux mots « ou par un régime de sécurité sociale », les mots « la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, le régime général de la Sécurité sociale ou un régime spécial de Sécurité sociale »* (p. 1758) ; *son amendement tendant, dans le huitième alinéa de l'article premier à substituer aux mots « ou par un régime de Sécurité sociale », les mots « la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, le régime général de la Sécurité sociale ou un régime spécial de Sécurité sociale »* (p. 1758) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « premier de la présente loi », les mots « 5 de la loi du 12 avril 1941 modifiée »* (p. 1758) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 2 à substituer aux mots « ou par un régime de Sécurité sociale », les mots « ou la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ou une pension de réversion ou de veuve, servie par le régime général de la Sécurité sociale ou par un régime spécial de Sécurité sociale »* (p. 1758) ; *situation des veuves* (p. 1759) ; *son amendement tendant, à la fin du troisième alinéa de l'article 2 à substituer aux mots « sauf s'il existe un enfant issu du mariage », les mots « sauf si un ou plusieurs enfants sont issus du mariage »* (p. 1759) ; après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Cas des orphelins des marins)* (p. 1759) ; *pension de réversion pour les veuves et les orphelins* (p. 1759) ; *Code des pensions civiles et militaires de retraite* (p. 1759) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article : « Le 13<sup>o</sup> de l'article 9 de la loi du 12 avril 1941 modifiée est remplacé par les dispositions suivantes »* (p. 1759) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à la fin de cet article après les mots « du 12 avril*

1941 » à ajouter le mot « modifiée » (p. 1759); Art. 5 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (*Arrérages des pensions spéciales ne pouvant être servis qu'à compter de la date de la promulgation de la présente loi*) (p. 1760); situation des marins qui ont dû quitter la marine (p. 1760); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer au mot « modifié », le mot « modifiée » (p. 1760); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 5, après les mots « du 12 avril 1941 modifié », à insérer les mots « lorsqu'elles sont plus favorables » (p. 1760); son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 5, après les mots « du 12 avril 1941 », à ajouter le mot « modifiée » (p. 1760); Article additionnel : Son amendement tendant à introduire un article additionnel (*Codification des dispositions de caractère législatif déterminant le régime des pensions de retraite des marins français, du commerce de pêche ou de plaisance*) (p. 1760); Titre : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi (p. 1760); — du projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires : *Problème de la navigation de plaisance; tourisme nautique* [14 décembre 1966] (p. 5534).

**SALLÉ (M. Louis)**, Député du Loiret, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 594);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte

sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire [15 février 1963] (p. 2206).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 30 : Imprimerie nationale, n° 25 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 29 : Imprimerie Nationale, n° 568 [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), annexe n° 23 : Services du Premier Ministre, X. — Tourisme; annexe n° 29 : Imprimerie Nationale, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), annexe n° 22 : Services du Premier Ministre, X. — Tourisme; annexe n° 28 : Imprimerie Nationale, n° 1588 [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), annexe n° 28 : Services du Premier Ministre, V. — Tourisme, n° 2050 [3 octobre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, IMPRIMERIE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Reconduction des crédits prévus pour 1962; développement de l'activité industrielle de l'Imprimerie nationale; amélioration des traitements des employés de celle-ci; problème des heures supplémentaires; régime fiscal de l'Imprimerie nationale; privilège dont elle jouit à l'égard des commandes de l'administration; niveau élevé*

des salaires versés à ce personnel [18 janvier 1963] (p. 1145, 1146);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement secondaire à Orléans; construction de lycées* [6 novembre 1963] (p. 6598); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Réforme du régime des retraites des fonctionnaires; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement* [8 novembre 1963] (p. 6903); IMPRIMERIE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Augmentation des dépenses de matériel de l'Imprimerie nationale; retard apporté à la construction d'un restaurant destiné au personnel; versement de la taxe d'apprentissage; création de la commission des imprimeries administratives; rationalisation des travaux d'imprimerie* [9 novembre 1963] (p. 7074, 7075);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Avantages incontestables donnés par le projet; discussion du budget de 1964 sur les charges communes; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis aux retenues représentant une charge importante pour le budget de l'Etat; droit à une harmonisation des salaires du secteur national et du secteur privé et à une harmonisation de la retraite; permettre aux veuves la jouissance de la plénitude de leurs droits à pension* [6 octobre 1964] (p. 2959);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Rigueur de la politique financière du Gouvernement; augmentation des crédits représentant moins de 1 % par rapport à l'an dernier; simple budget de reconduction; dotation du F.D.E.S. pour les prêts hôteliers; aménagement de la côte du Roussillon-Languedoc; ne pas faire supporter aux professionnels des responsabilités ne dépendant pas d'eux; développer la propagande touristique à l'étranger; améliorer et moderniser l'accueil réservé au tourisme; accroître l'équipement hôtelier; moyens financiers du F.D.E.S.; ressources propres aux hôteliers étant insuffisantes; problème des détaxes et des facilités de crédits; nécessité d'étaler les vacances; services s'occupant du tourisme devant être regroupés sous une direction unique et disposant de moyens*

*suffisants en hommes et en crédits; problème de la fiscalité hôtelière; souhaits en ce qui concerne le Ve Plan* [21 octobre 1964] (p. 3506, 3507); IMPRIMERIE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Orientations de ce budget; analyse de certaines dépenses; autorisations de programme; crédits de paiement; délais retardant l'agrandissement du restaurant de l'Imprimerie nationale; action entreprise par la commission pour la planification des travaux; ses résultats* [23 octobre 1964] (p. 3842, 3843);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Problème des loisirs; orientation du Ve Plan; extension des congés; détérioration du solde de nos échanges touristiques; tourisme de masse; aménagement de plans d'eau; création de parcs nationaux ou de villages de vacances; absence de liaisons routières et fluviales entre l'Ouest et l'Est de la France; intérêt d'une grande transversale* [26 novembre 1964] (p. 5651, 5652);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 4 comme suit: « ainsi que les terrains et boisements employés à un usage commercial ou industriel visés au 1° de l'article 1382 dudit Code »* [8 décembre 1964] (p. 5908);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Crédits inscrits au projet de budget du tourisme; rôle du F.I.D.E.S.; subvention pour la détaxe des carburants au profit des touristes étrangers; infrastructure hôtelière de la capitale et de la région parisienne; problème de la construction d'un grand hôtel à Paris; crédits en faveur des ports de plaisance; navigation de plaisance; aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon; saison touristique actuelle; étalement des vacances; campagne nationale de l'accueil et de l'amabilité; aménagement du crédit et de la fiscalité dans le domaine de l'hôtellerie; mesures concernant le tourisme social; villages de vacances; déficit touristique* [11 octobre 1965] (p. 3486 à 3488); EDUCATION NATIONALE : *Problème des personnels; situation des directeurs et des directrices des collèges d'enseignement technique; statut devant leur permettre d'accéder au grade de principal de collège d'enseignement secondaire et de censeur; problème du logement*

[19 octobre 1965] (p. 3840); IMPRIMERIE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial*: analyse des recettes et des dépenses de ce budget; vente des impressions exécutées pour le compte des ministères et des administrations publiques; dépenses d'exploitation et de personnel; charges sociales; augmentation de la consommation des papiers et matières de fabrication; problème des investissements; agrandissement du restaurant; aménagement d'une salle annexe du restaurant [22 octobre 1965] (p. 3985, 3986);

INDUSTRIE: Centre scientifique et technique du bureau de recherches géologiques et minières d'Orléans-la-Source; inquiétude des responsables du B.R.G.M. [26 octobre 1965] (p. 4160, 4161);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: Situation du tourisme français; politique d'équipement dans les régions de vacances; part de l'autofinancement; rentabilité de l'hôtel saisonnier; tourisme dit social; financement des maisons familiales; terrains de camping; villages de vacances; développement du nautisme; littoral Languedoc-Roussillon [5 novembre 1965] (p. 4522, 4523);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967: SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME, en qualité de *Rapporteur spécial*: Balance touristique de la France; majoration des crédits; dépenses ordinaires; fonds de développement économique et social; équipement touristique collectif; situation des ports de plaisance; crédits pour l'aménagement touristique de la région Languedoc-Roussillon; vacances des Français à l'étranger; ses observations sur la propagande, l'accueil, les moyens d'hébergement et les prix; réforme de nos réseaux de bureaux à l'étranger; création et modernisation des chambres d'hôtels; situation des élèves sortant de l'école hôtelière [24 octobre 1966] (p. 3690, 3691); ses observations sur les paroles de M. Balmigère (p. 3703); ECONOMIE ET FINANCES, CHARGES COMMUNES: Revendications présentées par les retraités de la fonction publique; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour le calcul de la pension; ses observations sur les indemnités dites de « sujétion »; situation des fonctionnaires; retraités tributaires des anciennes caisses locales d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et de la France d'outre-mer; suppression de l'abattement du sixième [4 novembre 1966] (p. 4272, 4273).

**SALLENAVE (M. Pierre)**, *Député des Basses-Pyrénées, 1<sup>re</sup> circonscription (C.D.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452).

#### Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à apporter à la législation d'aide sociale certaines modifications en faveur des aveugles et grands infirmes, n° 148 [13 février 1963].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION: Dispositions du nouveau Code de la Légion d'honneur au sujet de la diminution des effectifs; problème des critères qui seront utilisés pour l'attribution de cette décoration; cas des magistrats municipaux [8 janvier 1963] (p. 320); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION: Propositions de loi, déposées sous la précédente législature, en vue de l'attribution de l'aide sociale aux aveugles et grands infirmes; opposition faite à ces propositions de l'article 40 de la Constitution; dépôt annoncé d'un projet de loi sur la question; objections avancées par le Ministre de la Santé publique et de la Population; mise sur pied d'un service contentieux de récupération de la dette alimentaire; frais probables de l'opération



[14 janvier 1963] (p. 764); RAPATRIÉS : *Différentes discussions parlementaires relatives au problème des rapatriés; discussion de la loi relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer; prévisions du IV<sup>e</sup> Plan en matière de rapatriés; développement de l'administration chargée de ces problèmes; multiplicité des démarches administratives que doit accomplir le rapatrié; cas des fonctionnaires rapatriés; leur reclassement; cas des cheminots, retraités ou non de la S.N.C.F.A.; versement de la retraite du combattant aux anciens combattants revenus d'Algérie; lenteurs de la procédure en matière de prêts de réinstallation; situation des victimes civiles des événements d'Afrique du Nord; cas des Musulmans rapatriés et particulièrement des harkis* [14 janvier 1963] (p. 780, 781).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale : *Charges incombant aux collectivités locales du fait des constructions scolaires; conséquences à cet égard du décret du 27 novembre 1962* [20 juin 1963] (p. 3818, 3819).

Son rappel au règlement : *Organisation des débats* [23 octobre 1963] (p. 5410).

Ses observations sur l'ordre du jour : *Date de la discussion du budget des rapatriés* [29 octobre 1963] (p. 5842).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, RAPATRIÉS : *Problèmes du reclassement et du droit à l'indemnisation; obstacles administratifs; délais de procédure pour l'octroi des prêts; droits des rapatriés à l'indemnisation; insuffisance de crédits* [29 octobre 1963] (p. 5885, 5886); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Transporteurs publics de voyageurs; détaxation du carburant ou des prêts* [30 octobre 1963] (p. 6007); BUDGETS MILITAIRES : *Cas des militaires de carrière titulaires d'une pension d'invalidité* [7 novembre 1963] (p. 6766, 6767).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Ne pas négliger un pouce du territoire national; création dans les campagnes d'une vie rurale de style moderne; exode rural; politique d'équipement approprié* [27 novembre 1963] (p. 7499, 7500);

— sur la question orale de M. Ebrard relative aux difficultés économiques du Sud-

Ouest : *Ascension démographique de cette région due à la croissance naturelle et à l'immigration; nécessité d'une politique industrielle génératrice d'emplois; promesses d'implantation industrielle; zone industrielle de Pau-Ouest* [13 décembre 1963] (p. 7927, 7928).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Application rigide du principe de la non-rétroactivité des lois au sujet des droits à pension acquis avant la promulgation de la loi; suppression des avantages acquis édictés à divers articles* [6 octobre 1964] (p. 2955, 2956);

— de la proposition de loi de M. Comte-Offenbach tendant à permettre l'interdiction totale de la vente de certaines espèces de gibier en voie de diminution ou menacées de disparition : *Intentions des auteurs de la proposition; caractère plus ou moins nécessaire de celle-ci dans tous les départements; situation des Basses-Pyrénées; effort de protection et de reconstitution du gibier étant plus ou moins important selon les régions* [13 octobre 1964] (p. 3152);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Raccordement des nouveaux abonnés; répartition des crédits entre les départements proportionnellement au nombre de demandes; réforme du système actuel des avances pour installation* [21 octobre 1964] (p. 3538); RAPATRIÉS : *Suppression du Ministère; conditions trop rigoureuses des délais; adaptation de ceux-ci; ne pas déplacer les fonctionnaires rapatriés; action en recouvrement contre les Etats spoliateurs; laisser le Parlement voter l'amnistie* [28 octobre 1964] (p. 4037, 4038);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Problème de l'urbanisation; exode rural; inconvénients de l'existence de grandes concentrations urbaines; problème de l'équilibre; renforcement de l'armature urbaine; réévaluation du nombre des logements* [24 novembre 1964] (p. 5565, 5566);

— du projet de loi portant prise en charge et revalorisation des droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie : *Apaisements donnés aux rapatriés d'Algérie; extension possible à tous les rapatriés;*

*espect des droits acquis des intéressés; possibilité de faire entrer la loi en vigueur le plus rapidement possible; vote du groupe du centre démocratique* [9 décembre 1964] (p. 5981, 5982).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Ses observations sur l'orientation; renouvellement des structures; carte scolaire; faire entrer des élus locaux à la commission académique de la carte scolaire; conséquences de la réforme à l'égard des collectivités locales; procédure de financement pour les constructions envisagées; problème du ramassage scolaire* [19 mai 1965] (p. 1429, 1430).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Art. 20 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « En outre, et sauf en cas de motif contraire d'ordre médical, les jeunes gens exemptés ou dispensés peuvent être appelés à donner de leur sang, pendant une période de durée égale à celle du service militaire actif »* [26 mai 1965] (p. 1592);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Problèmes posés par les personnels de police; réduction des effectifs des compagnies républicaines de sécurité; octroi aux officiers des C.R.S. de la compétence d'officier de police judiciaire; situation des agents contractuels de la police recrutés en Algérie; problème des rapatriés; rapport présenté par le Gouvernement en application de l'article 72 de la loi de finances pour 1965; constitution d'une Commission ad hoc chargée de l'examen de la proposition de M. Baudis montrant la volonté de faire progresser la cause de l'indemnisation; dépôt du rapport du Gouvernement; nombre des rapatriements prévus pour 1966; problème du logement et du reclassement des non-salariés; opinion du professeur Duverger; garantie de l'Etat devant jouer en cas de défaillance de l'Etat algérien; opinion des professeurs Suzanne Bastid, Dupuy, Eisenmann et de Laubadère; consultation accordée par le doyen Vedel et le bâtonnier Thorp; garanties contenues dans les accords d'Evian; choix entre la politique de l'indemnisation et celle du reclassement; importance de la question* [25 octobre 1965] (p. 4057 à 4059); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Notion d'assistance*

*étant dépassée par celle de sécurité; concours financier de l'Etat aux collectivités locales en matière d'aide sociale; désir des infirmes civils; cas des auxiliaires sociales recrutées pendant la guerre pour exercer les fonctions d'assistante sociale* [27 octobre 1965] (p. 4185, 4186);

— du projet de loi portant amnistie, Art. 12 : *Question de savoir si l'amnistie doit s'étendre aux décisions judiciaires prononçant des suspensions de permis de conduire; exclusion des « chauffards » coupables d'infractions alors qu'ils étaient en état d'ivresse* [27 avril 1966] (p. 965);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Conséquences de l'implantation d'usines susceptibles de provoquer une pollution atmosphérique; exemple du département des Basses-Pyrénées; rôle de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine* [18 octobre 1966] (p. 3513, 3514); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Insuffisance des effectifs de police; aspirations des personnels de préfecture; ses observations sur les rapatriés; problème du logement; contingent de 10 % sur les programmes normaux d'H.L.M. réservé aux rapatriés; élaboration d'un nouveau programme spécial pour les rapatriés; prêts de réinstallation; sort des rapatriés âgés; situation des retraités affiliés à des régimes algériens; cas des rapatriés d'Afrique du Nord qui ont élu domicile dans des territoires d'outre-mer; sort de nos compatriotes expulsés du Congo belge; problèmes concernant les policiers rapatriés; préparation d'un projet de loi-cadre de l'indemnisation; principe de l'indemnisation* [24 octobre 1966] (p. 3771, 3772); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Fonds spécial d'investissement routier; problèmes de la voirie rurale; travaux connexes au remembrement* [26 octobre 1966] (p. 3921, 3922); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Développement de nos relations économiques avec l'Espagne; problème des rapports entre l'Espagne et le Marché commun; possibilité d'admettre l'Espagne comme Etat associé du Marché commun; attitude de l'Italie; progression des échanges entre l'Espagne et les pays du Marché commun* [3 novembre 1966] (p. 4209, 4210); ECONOMIE ET FINANCES, CHARGES COMMUNES : *Ses obser-*

*vations sur les agents de la fonction publique; insuffisance de l'augmentation des rémunérations; reclassement des catégories C et D; titularisation des auxiliaires; suppression des zones de salaires; cas des retraités; intégration de l'indemnité de résidence dans le calcul de la pension; représentation des retraités de l'Etat au Conseil économique et social ou au Conseil supérieur de la fonction publique; pensions d'invalidité* [4 novembre 1966] (p. 4258);  
**INDUSTRIE** : *Rôle de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine; régime social du personnel; création d'une nouvelle usine de la S.N.P.A. dans la plaine de Nay* [7 novembre 1966] (p. 4310).

**SANGLIER (M. Jacques)**, *Député de la Seine, 23<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32), [3 octobre 1963] (p. 5021), [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3832), [18 octobre 1966] (p. 3517);

— membre du conseil de surveillance de la R.T.F. [17 janvier 1963] (p. 1067);

— membre du conseil d'administration du bureau universitaire de statistique [19 février 1963] (p. 2247);

— pour représenter l'Assemblée Nationale auprès du Ministre chargé de l'Information (O.R.T.F.) [26 novembre 1964] (p. 5676);

— membre de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [5 mai 1965] (p. 1157).

### Intervention :

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans

débat, relative aux déclarations fiscales : *Obligation d'adresser aux contribuables un récépissé de leur déclaration d'impôt sur le revenu* [13 décembre 1963] (p. 7911).

**SANGUINETTI (M. Alexandre)**, *Député de la Seine, 25<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

*Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre*

(3<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou).  
 de 8 janvier 1966 au 1<sup>er</sup> avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [5 avril 1965] (p. 632).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635).

Est nommé :

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172);

— membre de la Commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120);

— membre de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte pour

le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257);

— Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre (3<sup>e</sup> Cabinet Pompidou) [8 janvier 1966] (*J.O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 8 février 1966, de son mandat de député (*J.O.* du 10 février 1966, p. 1162).

Ses fonctions de Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre cessent le 1<sup>er</sup> avril 1967 (*J.O.* du 1<sup>er</sup> avril 1967, p. 3187) (démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1965 (n<sup>o</sup> 1087). Crédits du Ministère des Armées, Tome II. — Les dépenses d'équipement (titre V), n<sup>o</sup> 1121 [21 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de programme (n<sup>o</sup> 1155), relative à certains équipements militaires, n<sup>o</sup> 1192 [26 novembre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n<sup>o</sup> 1577). Crédits du Ministère des Armées : I. — Considérations générales, Tome II. — Les dépenses d'équipements (titre V), n<sup>o</sup> 1621 [13 octobre 1965].

### Interventions :

#### En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES : *Difficultés provoquées par la conciliation recherchée entre l'armée classique et l'armée atomique; réduction considérable des effectifs; développement des études et des recherches; avantages de la solution d'une armée professionnelle* [23 janvier 1963] (p. 1579, 1580);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération franco-allemande :

*Sommes dépensées dans les guerres coloniales et le financement de la force de frappe* [13 juin 1963] (p. 3343);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES : *Son intervention lors du grand débat sur la défense nationale devant intervenir lors de la prochaine session* [7 novembre 1963] (p. 6774);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Pourcentage du budget des trois armes ayant diminué depuis 1960 par rapport au budget général et au produit national brut; comparaison avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne; ne pas oublier les dépenses militaires permettant de réaliser des progrès technologiques dont profite toute la nation entière; caractéristiques du budget militaire pour 1965, étant l'égalité entre les dépenses ordinaires et les dépenses d'équipement; budget d'équipement permettant d'achever les opérations de la première loi de programme; force nucléaire stratégique; arme nucléaire étant la base évidente de toute défense nationale* [6 novembre 1964] (p. 4845, 4846); Art. 29: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article: « Sous réserve de l'adoption par le Parlement avant le 1<sup>er</sup> janvier 1965, d'une loi de programme relative aux équipements militaires pour la période s'étendant de 1965 à 1970 inclus, il est ouvert au Ministre des Armées... »* (p. 4889);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Assurer la défense du pays étant le devoir de tout Gouvernement; défense de l'Europe devant être européenne* [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5729, 5730); *nécessité de se garantir contre le nationalisme des géants de la planète; conserver à l'Europe de demain toutes ses chances; construction d'une armée européenne à partir d'une nation européenne; autorisations de programme; première génération de la force de dissuasion; Mirage IV; engins sol-sol; troisième génération engins mer-sol; modernisation des forces classiques; forces conventionnelles allemandes et italiennes; accord de désarmement* (p. 5730 à 5733); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Mitterrand; opinion du maréchal soviétique Sokolowski* [2 décembre 1964] (p. 5773); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Position de la Commission de la*

défense nationale et des forces armées [15 décembre 1964] (p. 6126);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Texte constituant un compromis entre les nécessités militaires et les réalités démographiques, sociologiques, psychologiques et financières; texte de transition; principe de l'égalité absolue; loi de programme militaire votée en 1961 et en 1964; nombre des sursitaires; nombre des professionnels et d'engagés dans les forces armées; spécialisation et technicité de l'armée; problème de la gendarmerie; système temporaire et transitoire proposé par le projet de loi* [26 mai 1965] (p. 1561 à 1564); *ses observations sur les paroles de M. Montagne* (p. 1567); Art. 3 : *Ses observations sur la position du Centre démocratique et du Rassemblement démocratique* (p. 1579); *conséquences de la supranationalité* (p. 1580); après l'Art. 3 : *Remise en ordre des effectifs et des unités* (p. 1582); Art. 26 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 1594);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Rôle de l'O.T.A.N.; réforme de l'O.T.A.N.; défense de l'Europe appartenant aux Européens; extraordinaire transformation du monde depuis la signature de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord; explosion atomique russe; puissance américaine dans le monde; intégration militaire des forces des puissances signataires de l'O.T.A.N.; notion de supranationalité européenne* [20 octobre 1965] (p. 3900, 3901); BUDGETS MILITAIRES, en qualité de Rapporteur pour avis : *Ses observations sur les problèmes financiers; comparaison de notre budget avec celui de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne; maintien de l'équilibre entre les titres III et V (fonctionnement et équipement); problème psychologique pour les personnels; effort nucléaire stratégique; programme de production des matières fissiles; plateformes sous-marines; situation des forces conventionnelles; crédits de l'armée de terre; ralentissement de la fabrication de chars de combat; retard dans la fabrication de la mitrailleuse de vingt millimètres; report de la commande de 15 Alouette III; matériel de transmission d'infanterie; hélicoptère de manœuvre; situation de l'armée de l'air; avion à géométrie variable; situation de la marine; aviation navale; crédits d'équipement* [21 octobre 1965] (p. 3934 à 3936); *ses observations sur les paroles de M. Montagne; coût*

*de reconstitution de 12 divisions dans la République fédérale allemande* (p. 3947).

**En qualité de Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre :**

Répond aux questions orales, avec débat, relatives à la politique à l'égard des anciens combattants : *Rapport constant; pensions des déportés politiques et des déportés résistants; mission de l'Office national des anciens combattants; foyers ou maisons de retraite d'invalides ou d'anciens combattants; difficile problème de la carte du combattant aux anciens d'Algérie; droit à réparation et à assistance; le chapitre des soins gratuits* [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1615 à 1618); *cas des malades, invalides, veuves et orphelins de la guerre d'Algérie* (p. 1619, 1622); *relèvement du taux de la pension des déportés politiques; comparaison de l'action des pouvoirs publics en faveur des anciens combattants en France et à l'étranger* (p. 1626).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Application du rapport constant; situation des veuves de guerre; budget de l'Office national des anciens combattants* [18 octobre 1966] (p. 3475); *principe de l'organisation d'un « face à face » à la télévision sur les problèmes des anciens combattants* (p. 3479, 3480); *conséquences de l'augmentation du produit national brut; ses observations sur les paroles de M. Tourné* (p. 3483, 3483); *budget étant un compromis entre des ressources et des besoins; intérêts légitimes des anciens combattants; contentieux des anciens combattants; possibilité d'organiser une émission à la radio ou à la télévision sur ces problèmes; cas des militaires ayant servi en Algérie; carte du combattant; guerre d'Algérie étant devenue guerre civile; possibilité d'accorder aux anciens d'Algérie l'accès de l'office pour les prêts et secours ainsi que le droit de cotiser aux mutuelles de combattants; comparaison des crédits ouverts et des dépenses réelles en matière de pensions; pension des veuves; différence entre la retraite des combattants de 1939-1945 et celle des combattants de 1914-1918; levée des forclusions; cas des déportés; problème de la carte du combattant volontaire de la Résistance; question de l'alignement des droits à pension des déportés politiques sur les droits à pension des déportés résistants; contentieux des anciens combattants alsaciens et mosellans; rembour-*

*sement des marks déposés par les prisonniers à leur retour en 1945; extension de la Sécurité sociale aux ascendants; question des rentes mutualistes de retraite en faveur des anciens combattants; délais d'instruction des dossiers de pension; rapport constant; problèmes posés par les camps d'internement du type Ravaruska [18 octobre 1966] (p. 3496 à 3501); Art. 58: Possibilité d'accorder des majorations aux pensions des veuves de guerre à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1967 (p. 3502).*

**SANSON (M. René)**, *Député de la Seine, 13<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283).

Est élu président de cette Commission [12 juin 1963] (p. 3320).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre suppléant de la Commission

mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669);

— membre du comité de coordination des enquêtes statistiques [15 février 1963] (p. 2206).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Annexe n° 14 : Finances et Affaires économiques, Services financiers, **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Annexe n° 13 : Finances et Affaires économiques, II. — Services financiers, **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 13 : Finances et Affaires économiques, II. — Services financiers, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1447), adopté par le Sénat, portant aménagement de certaines dispositions des titres IV et V du décret du 14 juin 1938, unifiant le contrôle de l'Etat sur

les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, n° 1517 [24 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Annexe n° 13 : Finances et Affaires économiques, II. — Services financiers, n° 1588 [2 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à compléter les obligations des propriétaires envers les concierges à l'occasion des congés annuels, n° 1876 [1<sup>er</sup> juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à assimiler au bris de scellés tout détournement d'objet figurant à l'inventaire d'objets mis sous scellés par décision judiciaire, n° 2012 [29 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Annexe n° 12 : Economie et Finances, II. — Services financiers, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. — CHARGES COMMUNES : *Problème des prix; situation dans le secteur agricole, dans le secteur tertiaire et dans le secteur industriel; remplacement de l'autofinancement par le recours au marché financier; dangers en matière de prix; équilibre du commerce extérieur; développement des exportations de biens d'équipement; réserve de devises en France; possibilités d'exportation vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine* [17 janvier 1963] (p. 1024, 1022); Art. 53 : *Amendement de la Commission (Réglementation des cumuls); mécanisme d'application de la réglementation à la date de la promulgation de la présente loi* [17 janvier 1963] (p. 1034); II. — SERVICES FINANCIERS, en qualité de Rapporteur spécial : *Suppression du Secrétariat d'Etat aux Affaires économiques; dotations relevant des services financiers; création d'emplois; mise en place d'installations mécanographiques et électroniques; suppression d'emploi de trésorier d'outremer; accélération des travaux de rénovation cadastrale; insuffisance des effectifs de la Direc-*

*tion générale des impôts et des services extérieurs du Trésor; augmentation du nombre des redevables assujettis à l'impôt sur le revenu; multiplication des agents temporaires; manque de personnel de la catégorie A de la Direction générale des impôts; difficultés de recrutement rencontrées; activités du quai Branly; direction du commerce intérieur; progression des crédits de modernisation; participation française à l'expérience internationale de Seattle; expansion française en matière d'exportation de biens d'équipement; récentes propositions américaines en matière tarifaire; concurrence américaine; postes de l'expansion économique française à l'étranger; Centre national du commerce extérieur; Comité des foires; différents crédits attribués à ces organismes; situation économique française; problème de la hausse des prix; maintien de l'équilibre de la balance commerciale et de la balance des comptes* [18 janvier 1963] (p. 1139 à 1141);

— du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat : *Caractéristiques du présent emprunt; avantages fiscaux dont bénéficieront les tranches de revenus situées en haut de l'échelle de la surtaxe progressive; menaces d'inflation qui planent sur l'économie française; blocage des salaires recommandé par M. Debré; retard des salaires du secteur public par rapport au secteur privé; caractère de disparité des grèves; l'excès de la consommation actuelle* [8 mai 1963] (p. 2797, 2798);

— du projet de loi de finances rectificatif pour 1963, Art. 2 : *Application des dispositions prévues dans le présent article aux procédures en cours* [29 mai 1963] (p. 3121); Art. 6 : *Son amendement (Répression de la publicité mensongère)* (p. 3127); Art. 7 : *Son amendement (Répression des fraudes relatives à la publicité mensongère)* (p. 3128);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, en qualité de Rapporteur spécial : *Répartition des crédits; développement de la mécanisation et de l'équipement des services; problème du recrutement; limitation du plan d'équipement en raison de la politique de stabilisation; année 1964, année de palier; crédits de l'Institut national des statistiques et des études économiques; indice des prix reflétant exactement le coût de la vie; activité de la direction des affaires commerciales; perspectives en matière de commerce*

extérieur; effort de commercialisation vers les marchés à l'étranger; facilités de crédit aux exportateurs [8 novembre 1963] (p. 6915, 6917);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, ses explications de vote: *Mérites du projet; remédier à des lacunes et à des insuffisances reconnues depuis longtemps; rôle de la majorité; application du texte; application de l'article 36; vote du groupe U.N.R.-U.D.T.* [12 juin 1964] (p. 1927);

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux et loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal: *Equilibre idéal entre les intérêts du locataire et ceux du propriétaire; assouplir le système en vigueur; assurer aux propriétaires une rémunération plus équitable; dispositions relatives à la déspecialisation et à la durée du bail donnant aux locataires une sécurité plus grande* [25 juin 1964] (p. 2197);

— du projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse, en qualité de *Rapporteur suppléant: Projet donnant satisfaction à une demande présentée depuis plus de deux ans par les organisations représentatives des chasseurs ne pouvant rémunérer normalement les gardes ni faire face aux dépenses du repeuplement en gibier; augmentation de la part de l'Etat* [26 juin 1964] (p. 2289, 2290);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur spécial: Personnel et matériel de la rue de Rivoli et du quai Branly; limites à la mécanisation; nécessité de poursuivre la simplification du système fiscal; stagnation des crédits destinés à la direction des prix et à la direction des affaires commerciales; réforme des circuits de distribution; causes de déséquilibre de notre commerce extérieur; importance de la recherche* [9 novembre 1964] (p. 5188 à 5190); *ses observations sur l'amendement de M. Lalle; augmentation du nombre des attachés agricoles* (p. 5196, 5197);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan: *Accent mis par le V<sup>e</sup> Plan sur les équipements*

*collectifs; aménagement de l'infrastructure routière; principe de la nonaffectation des recettes aux dépenses; conception de la contrepartie du service rendu aux utilisateurs* [26 novembre 1964] (p. 5667, 5668);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal, Art. 18: *Son sous-amendement tendant, après les mots « antérieurement applicables », à rédiger la fin du premier alinéa de l'amendement déposé par M. Hoguet comme suit: « à moins qu'à cette date ce prix n'ait effet depuis moins de trois ans en vertu d'une décision judiciaire ou d'une transaction intervenue en cours d'instance »* [9 décembre 1964] (p. 5979); *amendement transactionnel* (p. 5979);

— de la proposition de loi de MM. Paul Coste-Floret et Schmittlen, tendant à rendre non prescriptibles le génocide et les crimes contre l'humanité: *Nécessité de l'adoption de cette proposition de loi; articles de la convention sur le génocide* [16 décembre 1964] (p. 6146);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers: *Intérêt d'une loi fiscale résidant dans sa philosophie; paradoxe résultant de la coexistence d'un volume excessif de disponibilités monétaires et d'un marché financier incapable de répondre aux besoins des entreprises; montant global des émissions de valeurs mobilières; commission Lorain; caractère exceptionnel des bilans consolidés en France; actionnaires français se désintéressant de la gestion; opinion de M. Bloch-Lainé; constitution d'un corps de commissaires aux comptes* [11 mai 1965] (p. 1245, 1246); Art. 14: *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 5 par le nouvel alinéa suivant: « Toutefois, toujours par dérogation aux dispositions précédant le présent paragraphe 5, et sous réserve de l'agrément du Ministre des Finances, les sociétés participant à une fusion se verront laisser, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1971, le droit d'opter entre les dispositions de l'article 210 et celles de l'article 219 du Code général des impôts »* [12 mai 1965] (p. 1283); *son amendement tendant à donner une option supplémentaire* (p. 1283, 1284); *retrait de son amendement* (p. 1284); Art. 35: *Regroupement des petites et moyennes entreprises* (p. 1297).



Prend part au débat sur la question orale de Mme Thome-Patenôtre, relative à la protection de l'enfance martyre [4 juin 1965] (p. 1843).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, ses explications de vote : *Sérénité et élévation des débats; droits nouveaux de la femme* [26 juin 1965] (p. 2658);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, Art. 5 (suite) : *Philosophie du texte* [29 juin 1965] (p. 2730); *problème des secrets de fabrication et des perspectives économiques* (p. 2730);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de certaines dispositions des titres IV et V du décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, en qualité de *Rapporteur* : *Unification du contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances; régime des obligations civiles et commerciales; sanctions pénales* [29 juin 1965] (p. 2757, 2758); Art. 4 : *Son amendement tendant dans le texte proposé pour le dernier alinéa de l'article 37 du décret du 14 juin 1938 à supprimer les mots « et des décrets pris pour leur application »* (p. 2758);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 8 : *Cas de retrait des sommes précédemment exonérées* [7 octobre 1965] (p. 3391); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Revalorisation du cadre « B » des P.T.T.; prime dite de technicité* [12 octobre 1965] (p. 3558); EDUCATION NATIONALE : *Parité de l'enseignement technique avec les autres enseignements; cas des directeurs de collèges et des inspecteurs de l'enseignement technique; administration d'un établissement technique; statut des directeurs; calcul de la retraite* [19 octobre 1965] (p. 3841); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, II. — SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Financement de l'Exposition universelle de Montréal en 1967; réforme de la taxe sur la valeur ajoutée; ses observations sur les douanes; suppression de la direction générale des finances*

*extérieures; création d'une direction de la prévision; progression des échanges; problème des investissements; structure incomplète de notre appareil industriel; insuffisance de nos techniques; Centre national du commerce extérieur; comité permanent des foires et manifestations économiques à l'étranger; notion fiscale de bénéfice mondial; ses observations sur les problèmes publicitaires, les semaines commerciales; exposition textile au Liban; semaine commerciale de Los Angeles* [27 octobre 1965] (p. 4210 à 4212); après l'Art. 61 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4223).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à la retraite complémentaire des cadres [29 octobre 1965] (p. 4354, 4355).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Tableau rétrospectif de la France avant 1958; mesures prises en 1958; équilibre budgétaire et celui de la balance des paiements; augmentation du pouvoir d'achat de l'ouvrier français de 1958 à 1965; stimulation des investissements pour relancer l'économie; déduction fiscale pour les investissements; problème actuel du logement; réconciliation du capital et du travail; augmentation de nos exportations; dimension de nos entreprises; problème de l'implantation sur les marchés extérieurs; mauvaise répartition de nos exportations; déficit de la « balance des cerveaux »; construction de l'Europe; retrait de la France de l'O.T.A.N.; vulnérabilité des Etats-Unis; problème de la défense de l'Europe; intégrité territoriale de l'Allemagne fédérale; amitié franco-américaine* [13 avril 1966] (p. 634 à 636).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Situation des directeurs de collèges et des inspecteurs de l'enseignement technique; problème des débouchés; traitements; recrutement des professeurs de musique et de dessin* [3 novembre 1966] (p. 4165); ECONOMIE ET FINANCES, SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Commerce extérieur; financement de l'Exposition de Montréal; proportion de contribuables soumis à l'impôt sur le revenu; progression des revenus; accroissement de la population active; direction générale du commerce intérieur et des prix; ses observations sur l'urbanisme commercial;*

*instauration d'une politique de crédit à long terme en faveur des équipements commerciaux; action de la direction générale des douanes; augmentation des importations; importation des biens de consommation; problèmes du secteur de l'automobile; répartition géographique de nos échanges; importance de la coordination entre différentes directions du Ministère des Finances* [4 novembre 1966] (p. 4275 à 4277); *Exposition de Montréal* (p. 4279, 4280);

— du projet de loi modifiant le statut des agents de change : *Exemple des courtiers en valeurs mobilières; application de la loi sur les baux commerciaux* [24 novembre 1966] (p. 4838);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 21 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Possibilité, pour l'officier ministériel chargé de procéder au partage et à la liquidation des biens des époux, d'obtenir des renseignements sur la situation fiscale en cas de dissolution du régime matrimonial)* [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5153);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à assimiler au bris de scellés tout détournement d'objets figurant à l'inventaire d'objets mis sous scellés par décision judiciaire, Article unique : *Nécessité de cette proposition* [8 décembre 1966] (p. 5383);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi tendant à compléter les obligations des propriétaires envers les concierges à l'occasion des congés annuels : *Différence entre les prestations perçues par le concierge et la somme qu'il doit verser à son remplaçant* [15 décembre 1966] (p. 5583); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de M. Jeanneney* (p. 5583).

**SAUZEDDE (M. Fernand)**, Député du Puy-de-Dôme, 4<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

### Interventions :

Suppléant M. Privat, pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, une question orale, avec débat, relative aux problèmes du camping : *Développement du camping et du caravaning; préjugés entretenus à l'égard du camping; hostilité de certains hôteliers; développement des camps; formation de leur personnel; promotion touristique des régions de France peu connues; problème du ski; manque d'équipement de la région parisienne en matière de camping; ses conséquences sur le séjour des touristes étrangers* [18 juillet 1963] (p. 4272 à 4274).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Suppression de la détaxation de l'essence; développement des grands itinéraires routiers du nord au sud* [28 octobre 1963] (p. 5728, 5729); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Etablissement d'un axe routier traversant le Massif central; doublement des voies existantes* [30 octobre 1963] (p. 6001); CONSTRUCTION : *Ampleur des besoins; organismes d'H.L.M.* [31 octobre 1963] (p. 6159);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION : *Aménagement du territoire; situation dramatique dans le secteur H.L.M.; objectifs insuffisants pour 1965; augmentation du nombre de centres d'apprentissage et de formation professionnelle; relance des Z.U.P.; municipalisation des sols; augmentation des crédits; nécessité d'efforts financiers importants* [4 novembre 1964] (p. 4542, 4543);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, CONSTRUCTION : *Place de la France par rapport aux autres nations pour le nombre moyen de pièces occupées pour mille habitants; objectifs du V<sup>e</sup> Plan; nombre de logements financés; accroissement du volume des travaux; importance du problème des terrains à bâtir; agence foncière et technique de*

la région parisienne; zones à urbaniser en priorité; réserves foncières; conditions d'aménagement des petits lotissements privés; cas des H.L.M.; contrôle des prix de revient des entrepreneurs; fiscalité immobilière; délais et conditions de délivrance du permis de construire; région de programme « Auvergne »; objectif de 600.000 et de 700.000 logements; situation des zones rurales [22 octobre 1965] (p. 4026, 4027);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: Ses observations sur les équipements et les investissements collectifs; problème du financement; investissements des collectivités; équipement urbain; budgets locaux des collectivités; fiscalité locale; problèmes sociaux; sélectivité des prêts; problème foncier; municipalisation des sols; financement des équipements [3 novembre 1965] (p. 4410 à 4412);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE: COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE: Ses observations sur le régime des aides au développement industriel; conséquences de la récession due au plan de stabilisation; problèmes de Thiers, Courpière et Saint-Rémy-sur-Durolle; allègements fiscaux; industrialisation de la vallée de la Dore; aménagement de la route nationale n° 106 [18 octobre 1966] (p. 3510, 3511); EQUIPEMENT, III. — LOGEMENT: Augmentation des besoins de logements et des coûts de construction; objectifs du V<sup>e</sup> Plan; règles de délivrance du permis de construire [9 novembre 1966] (p. 4433, 4434).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement une question orale, sans débat, relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4063, 4071, 4072).

**SCHAFF (M. Joseph)**, Député de la Moselle, 2<sup>e</sup> circonscription (C.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962]

(p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 10 du Code des caisses d'épargne en vue de relever le maximum des dépôts autorisés sur les livrets de caisse d'épargne, n° 150 [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à accorder certains avantages de carrière aux magistrats fonctionnaires et agents des services publics et de la S.N.C.F., en fonctions au 1<sup>er</sup> septembre 1939, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, expulsés ou repliés en raison de l'annexion de fait, revenus exercer dans ces départements entre la date de la libération du territoire et le 31 décembre 1945, n° 151 [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à la déclaration de tout changement de résidence et à l'institution d'un fichier domiciliaire dans chaque commune, n° 978 [16 juin 1964].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION: Insuffisance du chiffre de 350.000 logements par an; problème des délais de construction; nécessité de définir une fois pour toutes une véritable politique de construction; départ vers l'Allemagne des travailleurs du bâtiment d'Alsace-Lorraine; augmentation du coût des logécos; besoins en logements du département de la Moselle [9 janvier 1963] (p. 452, 453); Etat B, titre III: Création d'inspecteurs généraux de la construction; statut des ingénieurs et réviseurs [10 janvier 1963] (p. 528); titre IV: Création souhaitable d'agences régionales pour la bourse d'échange de logements; assimilation des rapatriés d'Algérie à la législation sur les dommages de guerre (p. 529); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. — CHARGES COMMUNES, titre III: Versement de l'indemnité de « diffi-

*cultés administratives* » pour les employés de la S.N.C.F. dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [17 janvier 1963] (p. 1027); EDUCATION NATIONALE : *Gravité de la situation de l'enseignement dans le département de la Moselle; cas de l'enseignement technique; construction d'urgence de nouvelles écoles normales* [19 janvier 1963] (p. 1224, 1225); ANCIENS COMBATTANTS, titre III : *Cas des magistrats, fonctionnaires et cheminots expulsés d'Alsace-Lorraine par les Allemands* [23 janvier 1963] (p. 1532);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Problème des crédits pour la construction; retard en ce domaine; manque de main-d'œuvre dans ce secteur; problème des prix plafonds; diversité architecturale selon les régions; suppression éventuelle du secteur Logéco* [19 juillet 1963] (p. 4345, 4346); COMMISSION MIXTE PARITAIRE : *Problème du déblocage des crédits pour la construction; nécessité d'augmenter ceux-ci* [26 juillet 1963] (p. 4587);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Cas de l'enfance inadaptée; construction des centres hospitaliers* [24 octobre 1963] (p. 5554, 5555); INDUSTRIE : *Problèmes posés par le bassin de Briey* [30 octobre 1963] (p. 5969); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Victimes de la catastrophe ferroviaire de Vitry-le-François; crédits nécessaires pour la reconstruction définitive d'ouvrages d'art détruits par fait de guerre* (p. 5995); CONSTRUCTION : *Priorité donnée à la construction individuelle; meilleure répartition de l'effort de construction entre les régions; pénurie de main-d'œuvre* [31 octobre 1963] (p. 6158, 6159); TRAVAIL : *Suppression des abattements de zones* [5 novembre 1963] (p. 6427); INTÉRIEUR : *Reconstruction des ouvrages d'art détruits par faits de guerre* (p. 6481).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative aux mesures envisagées par le Gouvernement pour assurer le plein emploi dans les mines de fer de Lorraine [13 décembre 1963] (p. 7916, 7920, 7921).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Dispositions de l'ar-*

*ticle L 1 ne semblant pas viser les fonctionnaires auxquels le statut local d'Alsace et de Lorraine demeure applicable; cas des anciens agents des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine; permettre aux intéressés d'opter pour le régime qui leur est le plus favorable; délai d'option restant à déterminer par le Gouvernement* [7 octobre 1964] (p. 2978);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Harmonisation de la législation en vigueur dans les départements d'Alsace-Lorraine avec la législation en vigueur sur le reste du territoire; reconstruction des ouvrages d'art détruits par faits de guerre; création d'un fichier domiciliaire des communes; consignation de tous les changements de résidence; réduction des crédits concernant l'aide à la lutte contre l'incendie et la protection civile; intérêt des collectivités départementales et communales; exercice du type O.R.S.E.C.* [28 octobre 1964] (p. 4012, 4013); EDUCATION NATIONALE : *Opportunité de la création d'un institut pédagogique à Metz; circulaire du 29 mai 1964 relative au classement des matières en fonction dans les établissements privés sous contrat* [29 octobre 1964] (p. 4149); CONSTRUCTION : *Notification, dès le début de l'année, des crédits et du nombre de logements attribués; assouplissement de la circulaire relative à la passation des marchés; taxe de régularisation des plus-values foncières instituée par l'article 8 de la loi de finances pour 1964; délimitation des nouvelles zones fiscales à créer* [4 novembre 1964] (p. 4545, 4546); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Reconstruction des ouvrages d'art détruits par faits de guerre; suppression des passages à niveau sur les lignes de la S.N.C.F.; « passages à niveau meurtriers »; réforme des structures des services des Ponts et Chaussées* [4 novembre 1964] (p. 4587); BUDGETS MILITAIRES : *Diminution des crédits de fonctionnement de la gendarmerie nationale; corps d'élite étant doté d'effectifs insuffisants et imparfaitement équipés; arrêt brutal de l'avancement; mesures édictées par la loi du 30 décembre 1963* [6 novembre 1964] (p. 4868, 4869).

Est entendu, en qualité de suppléant, sur la question orale, sans débat, de M. Meck, relative à la subvention aux caisses d'accidents du travail agricole du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [4 novembre 1964] (p. 4564, 4565).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2<sup>o</sup> de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Dualité de régime étant introduite dans les H.L.M.; cohabitation dans le même immeuble des locataires et des propriétaires; répartition des charges* [29 avril 1965] (p. 976); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur la notion du délai de forclusion* (p. 988); Art. 2 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 996); Art. 6 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant, dans la première phrase proposée pour cet article, après le mot « remboursement », à insérer le mot « anticipé »* (p. 1000); *remboursement des emprunts par anticipation* (p. 1001); après l'Art. 6 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant : « Jusqu'au moment où l'immeuble aura été entièrement vendu en copropriété, les organismes d'habitations à loyer modéré assument, sans modification de leurs statuts, la fonction de syndic dudit immeuble vendu dans les conditions de la présente loi »* (p. 1002); après l'Art. 6 : *Maintenir la gestion entre les mains de l'Office* (p. 1002); en seconde délibération : *Cas des locataires d'immeubles construits par la Caisse des dépôts et consignations* (p. 1007); *ses observations sur les paroles de M. Maziol* (p. 1008).

Est entendu sur la question orale, sans débat, de M. Meck relative à l'échelle mobile des rentes d'accident de travail, en qualité de suppléant [14 mai 1965] (p. 1353).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise : *Absence de comités d'entreprise dans les Charbonnages de France; ententes locales; étendre aux Charbonnages de France le bénéfice des dispositions applicables aux entreprises industrielles et commerciales du secteur privé* [28 juin 1965] (p. 2697);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations sur le personnel*

*des Ponts et Chaussées; problème des routes; situation des voies navigables; rémunération des auxiliaires routiers à temps complet; pénurie de certains personnels des Ponts et Chaussées; difficultés de recrutement de cadres moyens; crédits d'entretien des routes; parc automobile de la France; aménagement des voies navigables; poursuite du financement de la canalisation de la Moselle; craintes de la sidérurgie française; axe fluvial mer du Nord-Méditerranée; sa nécessité* [11 octobre 1965] (p. 3466, 3467); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Campagne d'accueil en France; recul du tourisme international dans notre pays; suppression des chèques d'essence; interdiction pour les autocars de franchir la frontière entre 22 heures et 6 heures; fiscalité de l'hôtellerie* [11 octobre 1965] (p. 3498, 3499); CONSTRUCTION : *Insuffisances de l'habitat; importance et intérêt de la mobilisation des capitaux privés au profit du secteur libre du logement; programmes sociaux de relogement; progression annuelle du nombre de logements construits; taux d'endettement élevé des entreprises; ses observations sur la préfabrication; cas de la région de l'Est; problème relatif aux promoteurs; déblocage des fonds; crédits de relais; délivrance du permis de construire; problème du financement et de l'ouverture du chantier; examen des plans directeurs* [22 octobre 1965] (p. 4019);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Situation économique de la Lorraine; problème du plein emploi; expansion démographique de cette région; absence d'industries de transformation en Lorraine; fermeture progressive des mines de fer; stabilisation des effectifs dans la sidérurgie; formation professionnelle des jeunes; introduction dans la tarification générale des transports par terre d'un tarif spécial unique pour l'ensemble des pondéreux transportés entre la France et l'Allemagne* [3 novembre 1965] (p. 4399, 4400).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Insuffisance des ressources mises à la disposition des agglomérations; ampleur du sous-équipement; lenteur des procédures administratives; difficultés rencontrées par les collectivités pour la réalisation de leurs emprunts; création de régions de programme et de métropoles régio-*

nales; rôle des comités de développement économique régional; taxe de régularisation foncière; indemnités de logement servies au personnel de l'enseignement primaire; taux des subventions consenties par l'Etat pour travaux d'équipements communaux; financement des programmes non subventionnés; conséquences, pour les collectivités, des demandes d'enquête des administrations de l'Etat et des régies financières; augmentation des servitudes extra-municipales; perspectives financières des communes; centimes additionnels; objectifs fixés par le V<sup>e</sup> Plan; nécessité d'une réforme des finances locales [17 mai 1966] (p. 1336, 1337).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale, avec débat, relative à la politique du logement [15 juin 1966] (p. 2067): *Elaboration d'un véritable plan à long terme de construction de logements sociaux; crise du bâtiment; aide financière aux jeunes ménages*<sup>1</sup>; conditions de remboursement des prêts aux fonctionnaires (p. 2070, 2071).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale, sans débat, relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4061, 4064, 4065).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur le contentieux alsacien-lorrain sur cette question* [18 octobre 1966] (p. 3486); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Principe de la création d'un parc naturel dans les Vosges du Nord fusionnant avec celui du Palatinat* [27 octobre 1966] (p. 3951); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Situation des fonctionnaires sarrois retraités de nationalité française; problème de la péréquation des pensions; indemnisation des ressortissants français dépossédés par le Gouvernement marocain de leurs terres et de leurs exploitations agricoles* [3 novembre 1966] (p. 4210); INDUSTRIE : *Modernisation de l'industrie du bassin lorrain; problème de l'emploi; insuffisance de la structure de l'économie lorraine; ses observations sur le « triangle lourd »: Lorraine, Luxembourg, Sarre; libre établissement dans tous les pays du Marché commun; implantation d'industries de transformation* [7 novembre 1966] (p. 4317, 4318); EQUIPEMENT, II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Pourcentage des accidents sur le réseau routier;*

*prolongement de l'autoroute Thionville-Metz jusqu'à Nancy; situation des personnels des Ponts et Chaussées et de la S.N.C.F.; possibilité de classer certaines voies départementales à forte circulation dans la voirie nationale et de déclasser des routes nationales dans la voirie départementale; situation des retraités et des veuves de retraités; cas des auxiliaires; réforme des Ponts et Chaussées* [8 novembre 1966] (p. 4368, 4369); III. — LOGEMENT : *Remboursement des prêts aux fonctionnaires; primes non convertibles; cas de la Moselle; délivrance du permis de construire* [9 novembre 1966] (p. 4436, 4437);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini, visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction : *Conséquences de la proposition de loi sur les charges financières; protection des candidats à l'accession à la propriété; prêts à long terme* [14 décembre 1966] (p. 5507); conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction, Art. 5 : *Son amendement tendant après les mots « à usage professionnel », à insérer les mots « et à usage mixte, commercial et d'habitation »* [14 décembre 1966] (p. 5544).

**SCHAFFNER (M. Ernest)**, Député du Pas-de-Calais, 13<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Décédé le 23 septembre 1966 (*J.O.* du 24 septembre 1966, p. 8406).

Son éloge funèbre est prononcé le 3 octobre 1966 (p. 3054).

**SCHLOESING (M. Edouard)**, *Député du Lot-et-Garonne, 3<sup>e</sup> circonscription (R.D.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à assurer le rétablissement d'un revenu équitable pour les producteurs agricoles, n° 193 [21 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 63-1218 du 11 décembre 1963 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés, modifiée par la loi n° 66-485 du 6 juillet 1966, n° 2191 [30 novembre 1966].

#### Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture, une question orale, sans débat, relative aux calamités atmosphériques [25 octobre 1963] (p. 5673, 5674, 5680, 5681).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Endettement des exploitants agricoles français; les millions gaspillés dans les pays sous-développés; nécessité d'équiper et de moderniser l'agriculture française; ses craintes devant les options du V<sup>e</sup> Plan; rapprochement des prix agricoles français des prix européens* [9 octobre 1964] (p. 3118).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, RAPATRIÉS : *Suppression de plusieurs millions de crédits; cas des personnes âgées et des victimes du terrorisme;*

*agriculteurs ayant été réinstallés sur des terres médiocres; remboursement des frais de crédit agricole; système de compensation entre les dettes et les créances; inventaire des biens perdus par les Français d'Algérie; modalités de l'indemnisation; application des accords d'Evian* [28 octobre 1964] (p. 4038, 4039); INDUSTRIE : *Effort d'équipement; investissements des industries françaises; recommandations du V<sup>e</sup> Plan; austérité budgétaire ayant fait différer de nombreux travaux d'équipement; ralentissement de l'activité sur les chantiers en cours des grands barrages; situation sur les chantiers hydrauliques de Gerstheim, de Vouglans, Vinon et de Morge; installations de Saint-Estève-Janson, celles d'Oraison* [30 octobre 1964] (p. 4319); *barrage de Villeneuve-sur-Lot* (p. 4341);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Abandon de l'indexation ayant brisé l'essor de la production de viande; régression de l'élevage entre 1961 et 1964; prix d'orientation; spéculations végétales; diminution de la production de la viande en France; caractères du projet* [4 mai 1965] (p. 1079, 1080);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Développement du sport; revalorisation du montant des subventions; rôle des maires, ceux-ci ayant voulu améliorer la qualité et l'importance des équipements; collectivités locales connaissant les besoins des clubs sportifs; son souhait d'avoir un plan plus ambitieux; nécessité du sport; caractère étriqué du projet de loi de programme; rapport de M. Martial devant le conseil économique et social; place faite à la généralisation du mi-temps pédagogique et sportif comme mode d'enseignement nouveau appelé à remplacer progressivement l'enseignement traditionnel; importance et rôle des éducateurs* [2 juin 1965] (p. 1722, 1723);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE : *Progression du nombre des détenus; rendre à l'Algérie ses ressortissants condamnés de droit commun; crise de recrutement de l'administration pénitentiaire; insuffisance des rémunérations; désaffection à l'égard de la carrière judiciaire; suppression de la Cour d'appel d'Agen; politique d'aménagement du territoire* [12 octobre 1965] (p. 3536, 3537); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Crise du téléphone; demandes de raccordement télé-*

phonique; augmentation des besoins (p. 3557, 3558); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Mesures prises en faveur des rapatriés; décret du 10 mars 1962; subventions accordées aux rapatriés; remboursement des prêts au crédit agricole* [25 octobre 1965] (p. 4079);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Primes de résultat; rémunération du personnel; situation de la région d'Aquitaine; cas du département de Lot-et-Garonne* [19 octobre 1966] (p. 3562); JEUNESSE ET SPORTS : *Retard en matière d'équipement sportif; loi d'équipement sportif et socio-éducatif; préparation des Jeux olympiques; construction de la piscine de Sainte-Livrade* [21 octobre 1966] (p. 3732, 3733); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Installation des rapatriés; politique de reclassement poursuivie par le Gouvernement; possibilité de faire une enquête sur la situation des agriculteurs rapatriés dans le Sud-Ouest; exonération des droits d'enregistrement* [24 octobre 1966] (p. 3787, 3788); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Revenu agricole; problèmes concernant le maïs; culture du tabac; développement de l'irrigation; objectifs du V<sup>e</sup> Plan; aménagement des villages; cas du département du Lot-et-Garonne; ses observations sur le pruneau d' Agen; rôle du F.O.R.M.A.* [27 octobre 1966] (p. 3963);

— du projet de loi sur l'élevage : *Insémination artificielle; développement des opérations de testage; ses observations sur la race « blonde d'Aquitaine »; situation des exploitations familiales; prix de la viande* [22 novembre 1966] (p. 4739, 4740).

**SCHMITTEIN (M. Raymond)**, *Député du Territoire de Belfort, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.), Vice-président de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1964] (p. 600).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

**En qualité de vice-président :**

Préside : la 3<sup>e</sup> séance du 4 janvier 1963 (p. 289); la 3<sup>e</sup> séance du 11 janvier 1963 (p. 654); la 1<sup>re</sup> séance du 18 janvier 1963 (p. 1124); la 2<sup>e</sup> séance du 19 janvier 1963 (p. 1237); la 2<sup>e</sup> séance du 25 janvier 1963 (p. 1819); la séance du 7 février 1963 (p. 2076); la 1<sup>re</sup> séance du 21 février 1963 (p. 2281); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 21 février 1963 (p. 2283); la séance du 9 mai 1963 (p. 2809); la séance du 17 mai 1963 (p. 2977); la séance du 31 mai 1963 (p. 3149); la 2<sup>e</sup> séance du 19 juin 1963 (p. 3563); la séance du 28 juin 1963 (p. 3787); la 2<sup>e</sup> séance du 11 juillet 1963 (p. 4076); la 3<sup>e</sup> séance du 25 juillet 1963 (p. 4533); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 19 juillet 1963 (p. 4359); la séance du 8 octobre 1963 (p. 5049); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 9 octobre 1963 (p. 5105); la 3<sup>e</sup> séance du 24 octobre 1963 (p. 5544); la 1<sup>re</sup> séance du 31 octobre 1963 (p. 6144); la 1<sup>re</sup> séance du 5 novembre 1963 (p. 6418); la 2<sup>e</sup> séance du 8 novembre 1963 (p. 6911); la 1<sup>re</sup> séance du 9 novembre 1963 (p. 7065); la séance du 29 novembre 1963 (p. 7570); la 2<sup>e</sup> séance du 10 décembre 1963 (p. 7770); la séance du 13 décembre 1963 (p. 7908); la séance du 8 avril 1964 (p. 651); la séance du 23 avril 1964 (p. 894); la séance du 13 mai 1964 (p. 1176); la 2<sup>e</sup> séance du 28 mai 1964 (p. 1488); la séance du 29 mai 1964 (p. 1543); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 10 juin 1964 (p. 1791); la 2<sup>e</sup> séance du 12 juin 1964 (p. 1898); la séance du 16 juin 1964 (p. 1938); la 2<sup>e</sup> séance du 23 juin 1964 (p. 2118); la 2<sup>e</sup> séance du 27 juin 1964 (p. 2304); la 2<sup>e</sup> séance du 8 octobre 1964 (p. 3044); la 2<sup>e</sup> séance du 9 octobre 1964 (p. 3099); la 3<sup>e</sup> séance du 22 octobre 1964 (p. 3723); la 2<sup>e</sup> séance du 28 octobre 1964 (p. 4004); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 30 octobre 1964 (p. 4312); la 2<sup>e</sup> séance du 30 octobre 1964 (p. 4323); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 30 octobre 1964 (p. 4333); la 3<sup>e</sup> séance du 3 novembre 1964 (p. 4439); la 2<sup>e</sup> séance du 9 novembre 1964 (p. 5173); la séance du 12 novembre 1964 (p. 5344); la 2<sup>e</sup> séance du 24 novembre 1964 (p. 5553); la 2<sup>e</sup> séance du



25 novembre 1964 (p. 5599); la 1<sup>re</sup> séance du 2 décembre 1964 (p. 5765); la séance du 10 décembre 1964 (p. 6031); la 1<sup>re</sup> séance du 18 décembre 1964 (p. 6230).

### Interventions :

#### En qualité de vice-président :

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Ballanger (article 84) : *Distinction entre les propositions et les textes d'initiative gouvernementale* [4 janvier 1963] (p. 296).

Sa réponse à M. Souchal sur l'organisation de la discussion des différents crédits ministériels [18 janvier 1963] (p. 1139).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Bayou, Coste-Floret et Tourné (article 134) : *Poursuite, le 14 juin, du débat engagé le 17 mai sur les questions viticoles* [31 mai 1963] (p. 3150, 3151).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Lamps relatif au déroulement de la discussion du collectif [19 juillet 1963] (p. 4366).

Ses observations sur le temps de parole [9 novembre 1964] (p. 5186); ses observations sur les paroles prononcées par M. Chandernagor; respecter le calendrier établi par la Conférence des présidents (p. 5186).

Ses observations sur la mise au point au sujet des votes de MM. de Grailly et Ihuel et sur la remarque faite par M. Regaudie [10 décembre 1964] (p. 6031).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Collette : *Application de l'article 66 du Règlement* [10 décembre 1964] (p. 6045).

#### En qualité de député :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération franco-allemande : *Non-fonctionnement de la pile atomique de Chinon* [13 juin 1963] (p. 3344).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale : *Lancement souhaitable d'un emprunt destiné à subventionner les constructions scolaires; rôle de direction que doit retrouver l'administration centrale de l'Education nationale; évolution des principes de l'enseignement depuis le Moyen-Age; substitution progressive du principe de la promotion*

*populaire au système de la sélection; élévation croissante du rôle joué par les techniciens dans la vie économique; comparaison entre les résultats de l'enseignement en France, aux Etats-Unis et en U.R.S.S.; abaissement du niveau des études dans le second degré; réforme nécessaire de l'enseignement primaire; nécessité de maintenir les principes de lecture, d'écriture et de calcul dans l'enseignement primaire; problème du cycle d'orientation; multiplication et incohérence des textes réglementaires en matière de programmes et d'examens; réforme du baccalauréat; nécessité de définir exactement la nature du baccalauréat; ambiguïté de certains sujets; « perles » glanées dans des copies de baccalauréat; division de cet examen en deux parties; passage souhaitable de tous les agrégés dans l'enseignement supérieur; problèmes de l'utilisation de la télévision; insuffisance des moyens dont dispose l'Ecole nationale des langues orientales; problèmes du service de santé scolaire et universitaire* [20 juin 1963] (p. 3616 à 3623).

#### Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le second alinéa de l'article 4, après les mots « des programmes », à insérer les mots « et de la primauté des émissions consacrées à la culture française ainsi que du nombre majoritaire de films français diffusés dans les émissions cinématographiques »* [28 mai 1964] (p. 1489);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Progrès réalisés depuis 1958; politique de décentralisation; titre de directeur d'école primaire; difficultés découlant de fermetures d'écoles rurales ayant moins de 16 élèves; éviter les fatigues supplémentaires imposées aux élèves; situation dans les écoles maternelles* [29 octobre 1964] (p. 4162 à 4164);

— de sa proposition de loi et de celle de M. Coste-Floret tendant à rendre non prescriptibles le génocide et les crimes contre l'humanité : *Raisons de haute moralité; crimes de lèse-humanité; preuves de ces crimes; hommage aux victimes; avertissement aux criminels de guerre* [16 décembre 1964] (p. 6144, 6145).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en

matière d'éducation nationale : *Modification des structures ; réforme de l'enseignement étant nécessaire ; adaptation de l'esprit de l'enseignement à l'évolution sociale de la Nation ; caractère périmé d'un enseignement d'élite ; organisation de la promotion scolaire ; mesures prises en 1959 ; problème de la sélection ; exemple de l'Allemagne ; défauts du baccalauréat ; suppression de l'examen probatoire ; rétablissement de la session de septembre ; esprit humaniste de l'enseignement secondaire* [19 mai 1965] (p. 1438, 1439, 1440).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Promotion populaire ; élévation générale du niveau culturel des élèves ; création d'un enseignement moyen ; problèmes du baccalauréat ; sa définition ; rôle des C.E.S. ; ses observations sur les différences de correction ; niveau des études de l'enseignement supérieur ; problème de la session de septembre ; exemples étrangers ; suppression de l'enseignement de la propédeutique ; situation des agrégés* [2 novembre 1966] (p. 4115, 4116).

**SCHNEBELEN (M. Maurice)**, *Député de la Moselle, 4<sup>e</sup> circonscription (R.I.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle) [14 juin 1966] (p. 2038) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie) (n° 22), Anciens combattants et victimes de guerre, n° 110 [16 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), anciens combattants et victimes de guerre, n° 587 [18 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1363) modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946, relative à l'organisation des services médicaux du travail, n° 1531 [25 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1456), relatif à l'exercice illégal des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de pharmacien, et à la répression de la propagande et de la publicité tendant à favoriser l'exercice illégal de ces professions, n° 1649 [3 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1806), modifié par le Sénat, modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946, relative à l'organisation des services médicaux du travail, n° 1836 [18 mai 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, ANCIENS COMBATTANTS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Retraite du combattant et différenciation établie entre les*

*combattants des deux guerres; fonctionnement des commissions de réforme; cas des personnes astreintes au port de l'étoile jaune et celui des patriotes-résistants d'Alsace-Lorraine enrôlés dans l'armée allemande et disparus en U.R.S.S.; amendements adoptés par la Commission des finances* [22 janvier 1963] (p. 1454, 1455); Art. 46 : *Son amendement au nom de la Commission (Retraite des anciens combattants de la guerre 1939-1945)* [23 janvier 1963] (p. 1535);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Gestion du Ministère; office national des anciens combattants; problème du rapport constant; indemnisation des Alsaciens et des Lorrains déportés par les nazis; avis favorable à l'adoption du budget des anciens combattants pour 1964* [25 octobre 1963] (p. 5656, 5657); Art. 48 : *Son amendement (En vue de l'unification des retraites des combattants de la guerre de 1914-1918 et celles des combattants de la guerre 1939-1945)* (p. 5696); Art. 50 : *Son amendement (Application des art. 630, 654, 679, 689 du Code de la sécurité sociale)* (p. 5697); après l'Art. 51 : *Son amendement (Conditions de résidence en France ou à l'étranger)* (p. 5697);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Nécessité d'élever le montant maximal de la rente mutualiste que peuvent se constituer les anciens combattants et victimes de guerre de 900 francs à 1.200 francs; opposition de la Commission des finances à son amendement en application de l'article 4<sup>o</sup> de la Constitution; loi du 4 août 1923 ayant encouragé les anciens combattants, les veuves, les orphelins et les ascendants à cotiser en vue de se constituer une retraite mutualiste* [20 octobre 1964] (p. 3433);

— du projet de loi modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, en qualité de *Rapporteur: Extension prise par la médecine du travail depuis 1946; utilité de ces services médicaux; renforcement des sanctions à l'égard des chefs d'entreprise qui ne respectent pas la réglementation des services médicaux du travail; service médical interentreprises* [5 octobre 1965] (p. 3325); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Régime de la protection médicale du travail; sanctions aux infractions; limitation du champ d'action de la procédure de mise en*

*demeure; responsabilité des services interentreprises; peines applicables en cas de récidive; responsabilité des comités interentreprises* [25 mai 1966] (p. 1497);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Axe Mer du Nord-Méditerranée; prévisions du Plan et la réalité; raccordement du port de Chalon-sur-Saône au Rhône* [11 octobre 1965] (p. 3467); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problèmes mosellans; conditions conférant la carte et la qualité de combattant; conséquence des accords d'Evian; pécule des anciens combattants de 1914-1918; absence de solution pour le problème des fonctionnaires d'Alsace-Lorraine des « malgré-nous » et des patriotes résistants déportés* [26 octobre 1965] (p. 4136);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 6 : *Son sous-amendement tendant, dans le paragraphe 2 bis de l'article 6 après les mots « transports maritimes », à insérer les mots « rhénans et mosellans »* [21 décembre 1965] (p. 5012);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 12 : *Son sous-amendement tendant à substituer au mot « professions » les mots « catégories de personnes affiliées »* [9 juin 1966] (p. 1865); Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Fagot par un nouvel alinéa (Election des représentants)* (p. 1869); *retrait de son sous-amendement* (p. 1869); Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés)* (p. 1869); Art. 14 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « caisses mutuelles », à insérer les mots « compte tenu des assurés relevant des trois groupes de professions visés à l'article 11 »* (p. 1870); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Division du conseil d'administration en sections)* (p. 1871); *retrait de son amendement* (p. 1871); Art. 16 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « organismes prévus par la présente loi », les mots « caisses mutuelles régionales et à la caisse nationale »* (p. 1871); Art. 20 : *Son amendement*

tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots « la morbidité » (p. 1873); son amendement tendant, à la fin de la première phrase du troisième alinéa de cet article à substituer aux mots « du Trésor public » les mots « des établissements de dépôts agréés et des caisses de sécurité sociale » (p. 1873); Articles additionnels : Son amendement tendant à introduire un nouvel article additionnel (*Avis du conseil d'administration de la caisse nationale*) (p. 1877);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur le taux des pensions d'invalidité comprises entre 60 et 80 %; situation des veuves de guerre; rapport constant; problème des anciens combattants d'Algérie* [18 octobre 1966] (p. 3481, 3482).

**SCHUMANN (M. Maurice)**, Député du Nord, 10<sup>e</sup> circonscription (C.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L 331 et L 332 du Code de la sécurité sociale afin de ramener de 65 à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes l'âge à partir duquel l'assuré a droit à une pension égale à 40 % du salaire annuel moyen de base, n° 37 [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à conserver aux femmes françaises la nationalité française dans les mêmes conditions que prescrit pour les hommes, la loi n° 54-395 du 9 avril 1954, n° 1115 [21 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à permettre la suppression du régime juridique auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « parts de marais » ou « parts ménagères », n° 1925 [15 juin 1966].

Son rapport d'information fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis, n° 2028 [30 juin 1966].

Son rapport d'information fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Roumanie, en Pologne et en Tchécoslovaquie, n° 2029 [30 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2276) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'abornement et l'entretien de la frontière, signé à Paris le 10 mars 1965, n° 2287 [16 décembre 1966].

Sa proposition de loi prohibant le démarchage des compagnies d'assurance auprès des victimes d'accidents, n° 2328 [21 décembre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problème de la liaison fluviale Bauvin-Marquette-lez-Lille; activité du port fluvial de Lille* [15 janvier 1963] (p. 828); COOPÉRATION : *Représentation de la Commission des affaires étrangères au sein du comité directeur du F.A.C.* [21 janvier 1963] (p. 1354); après l'Art. 57 : *Son amendement au nom de la Commission (Représentation parlementaire au sein du comité directeur du F.A.C.); nécessité de coordonner la répartition de la représentation parlementaire au sein du comité directeur du F.A.C.; représentation des Commissions de la production, des finances et des affaires étrangères* (p. 1366);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération franco-allemande : *Son rappel au règlement* (art. 128); *examen de la demande d'ajournement présentée par certains députés* [13 juin 1963] (p. 3347); *sur la demande*

d'ajournement de *M. Maurice Faure*: aspect réglementaire du problème; nécessité de réaliser la réconciliation franco-allemande; question du préambule voté par le Bundestag; discours du Chancelier Adenauer en juillet 1961; son hommage aux soldats belges morts durant la guerre; signification de la présente motion d'ajournement; danger du rapprochement germano-soviétique; jugement porté par *M. Willy Brandt* sur le présent traité; différence existant entre celui-ci et le traité de la Sainte-Alliance (p. 3375 à 3377);

— du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention fiscale entre la France et Monaco: *Précédent dangereux que constitue cette convention*; principe de la non-rétroactivité de la loi sur les obligations aggravantes; régime fiscal des Français résidant à Monaco; réouverture souhaitable des négociations [24 juillet 1963] (p. 4449, 4450);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES: *Utilisation des crédits d'aide et de coopération* [28 octobre 1963] (p. 5753); COOPÉRATION: *Remerciements à M. le Ministre de la Coopération pour ses précisions sur le recrutement du comité directeur du F.A.C.* [29 octobre 1963] (p. 5847); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964: *Insérer après l'article 45 un article additionnel faisant jouer jusqu'à un certain plafond le recours au revenu cadastral moyen pour le calcul des cotisations de sécurité sociale agricole* [6 décembre 1963] (p. 7697, 7698); *importance de l'article 45 bis* (p. 7704);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 12: *Substitution d'un système d'assiette équitable à un système profondément injuste* [10 décembre 1963] (p. 7775).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère: *Retrait des officiers de marine française des organismes atlantiques*; *donner plus de poids à la France au sein de l'alliance Atlantique*; *crise laotienne*; *reconnaissance de la Chine*; *plan français relatif au commerce mondial offrant une voie de salut aux pays du tiers monde*; *problème européen*; *création d'un pouvoir fédéral*; *opinion de Robert Schuman*; *Europe de la coopération*;

*élections britanniques*; *éventuelle association de la force de frappe anglaise avec celle de la France*; *impossibilité pour l'alliance Atlantique de demeurer ce qu'elle est*; *décisions atomiques ne devant plus être prises par les Etats-Unis seuls* [29 avril 1964] (p. 1012 à 1013).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, COOPÉRATION: *Représentation parlementaire au comité directeur du Fonds d'aide et de coopération*; *retenir cette suggestion* [22 octobre 1964] (p. 3691); AFFAIRES ALGÉRIENNES, après l'Art. 68: *Vote de la loi du 26 décembre 1961*; *Assemblée ayant préféré le reclassement à l'indemnisation intégrale*; *application de l'article 4* [7 novembre 1964] (p. 4982); AFFAIRES CULTURELLES: *Projet à l'étude et relatif aux associations de concerts*; *émotion provoquée dans le monde musical par les mesures annoncées en ce qui concerne les orchestres de province*; *suppression de certains orchestres*; *réorganisation interne de ceux qui sont maintenus* (p. 5003); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION: *Projets de la direction de l'O.R.T.F.*; *réorganisation des orchestres de la radiodiffusion nationale*; *ses conséquences redoutables* [8 novembre 1964] (p. 5111); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965: *Ses observations sur l'article 7*; *développement des investissements régionaux*; *charges nouvelles imposées aux sociétés de développement régional*; *création d'activités de reconversion* [3 décembre 1964] (p. 5823, 5824);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes: *Son approbation quant aux intentions générales du projet*; *importance des crédits*; *donner une base suffisante aux ports dans le plan futur*; *nécessité de faire une loi programme complémentaire du projet actuel*; *régime de l'autonomie des ports* [8 avril 1965] (p. 666, 667); *notion de surclassement*; *rendre les ports français compétitifs, ceci ne pouvant être réalisé que par la pratique de tarifs analogues à ceux des ports étrangers*; *frais d'escale*; *infrastructure pouvant être financée en totalité par l'Etat* (p. 667, 668);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier: *Crise de l'industrie*

*textile; taxe d'encouragement* [24 juin 1965] (p. 2453, 2454); Art. 10 : *Crise traversée par l'industrie textile; problème de la laine; articles destinés à l'exportation; régime de l'admission temporaire* (p. 2465); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 2466);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur les paroles de M. Maurice Faure: traité de Rome et l'agriculture* [20 octobre 1965] (p. 3893); *ses observations sur les paroles de M. Bosson; France ayant parrainé les Etats africains à l'O.N.U.* (p. 3915);

— sur la motion de censure : *Crise de Suez; réponse à l'aide-mémoire du 29 mars; mission envoyée aux Etats-Unis par la Commission des affaires étrangères; règlement financier de la politique agricole commune; maintien des troupes françaises en Allemagne; dégel européen; distinction entre l'alliance et l'Organisation; fin des empires coloniaux, de l'invulnérabilité du territoire américain, du monolithisme du monde communiste; impossibilité d'une guerre sino-américaine; système radar de détection lointaine; ses conséquences sur la force stratégique française; schisme russo-chinois; possibilité pour un pays d'affirmer sa valeur en la mettant au service du rapprochement entre les peuples; mémorandum de septembre 1958; décision du 7 mars 1966; directoire à l'intérieur de l'alliance; inégalité de traitement entre la France et l'Angleterre; affaire de Saint-Pierre-et-Miquelon en 1941; accord Darlan-Clarke; politique agricole commune; Kennedy round; éventuelle renaissance du nationalisme allemand; mémorial Kelly* [19 avril 1966] (p. 771 à 774);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : *Ses observations sur les régions textiles; système de suramortissement pratiqué en Angleterre et en Hollande; nécessité d'un matériel ultra-moderne pour l'industrie textile; ses observations sur les paroles de M. Dusseaulx: respect des engagements pris; nécessité de ne pas pénaliser le dynamisme; création d'un fonds de modernisation et de restructuration de l'industrie textile; possibilité prévue pour l'industrie lainière d'un amortissement accéléré; coût de l'opération envisagée* [20 avril 1966] (p. 825, 826); Art. 1<sup>er</sup> : *Coût de l'opération proposée; amortissement ne pouvant porter ultérieurement que sur la valeur d'achat du matériel diminuée du montant de*

*l'avoir fiscal; industrie textile* [21 avril 1966] (p. 857, 858);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 2 : *Nécessité d'une politique familiale; ses observations sur le quotient familial; allocation de logement; situation des contribuables modestes* [13 octobre 1966] (p. 3403); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Enfance inadaptée; allocation de logement; rapport Bordaz* [19 octobre 1966] (p. 3597); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Ses observations sur le rapport de M. Lavigne tendant à l'indemnisation des rapatriés* [24 octobre 1966] (p. 3784);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'abornement et l'entretien de la frontière, signé à Paris le 10 mars 1965, en qualité de *Rapporteur: Examen du projet de loi vingt mois après la conclusion de l'accord* [20 décembre 1966] (p. 5700).

**SCHWARTZ (M. Julien)**, *Député de la Moselle, 5<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32).

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes, Art. 2 : *Situation difficile de l'industrie française des plastiques en raison de l'insuffisance des droits de douane; lutter contre le dumping pour réaliser des investissements importants* [11 décembre 1963] (p. 7832, 7833);

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1965, *INDUSTRIE : Action du Ministère en faveur des houillères de Lorraine; secteur de l'industrie chimique de la houille; problèmes de la carbochimie; industries de la houille de Carling devant suivre le rythme de l'expansion de l'industrie chimique; diversification de la production des houillères du bassin de Lorraine; activités des cokeries; compétitivité de la sidérurgie; alléger éventuellement les charges sociales des houillères de Lorraine; accord franco-allemand sur la reconversion du Warndt; association des houillères du bassin de Lorraine aux raffineries de la Sarre* [30 octobre 1964] (p. 4318, 4319);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, *INDUSTRIE : Houillères du bassin de Lorraine; accords franco-sarrois sur la Warndt; accroissement de la production; rendement des houillères; problème de la carbonisation; expansion des houillères du bassin de Lorraine; ses observations sur les problèmes miniers, les infrastructures et la formation professionnelle; création de centrales thermiques par Electricité de France; situation financière des houillères du bassin de Lorraine; coopération avec la raffinerie de Furstenhausen; plate-forme chimique de Carling; nécessité d'obtenir la création de l'unité d'éthylène-propylène de 150.000 tonnes; implantation d'industries nouvelles dans la région des houillères du bassin de Lorraine; coût de l'énergie; installation d'une raffinerie sur la Moselle; réalisation de la voie d'eau Voelklingen; centres de formation professionnelle pour adultes avec l'aide du Gouvernement et de la C.E.C.A.* [26 octobre 1965] (p. 4152, 4153);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, *INDUSTRIE : Problèmes du bassin houiller de Lorraine; ses observations sur les zones industrielles de Saint-Avold et de Creutzwald; financement de l'infrastructure de ces deux zones; progression de la productivité; menace de chômage et de récession; sidérurgie lorraine; prix du charbon lorrain; incidence du coût des transports sur la compétitivité du charbon lorrain* [7 novembre 1966] (p. 4306, 4307).

**SECHEER (M. Fernand)**, *Député des Landes (S.)*.

En remplacement de Camille Dussarhou, décédé:

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [28 octobre 1965] (p. 4338).

S'inscrit au groupe socialiste [3 novembre 1965] (p. 4417).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1966] (p. 592).

#### **Intervention :**

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263): *Vote du groupe socialiste sur le projet de loi instituant un régime contre les calamités agricoles; l'agriculture landaise* (p. 1285).

**SERAFINI (M. Antoine)**, *Député de la Corse, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel du 5 février 1963 [13 février 1963] (p. 2116).

A été proclamé député le 1<sup>er</sup> avril 1963 [30 avril 1963] (p. 2717).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [30 avril 1963] (p. 2721).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Est élu juré titulaire de la Haute Cour de justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [12 juin 1963] (p. 3306).

#### **Intervention :**

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction, Art. 11 *ter*: *Rôles du promoteur*;

*problème des garanties* [3 octobre 1963] (p. 5003).

Décédé le 28 février 1964 [*J.O.* du 1<sup>er</sup> mars 1964] (p. 2043).

Son éloge funèbre est prononcé [2 avril 1964] (p. 598).

**SERAMY (M. Paul)**, *Député de Seine-et-Marne, 5<sup>e</sup> circonscription (R.D.), Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1964] (p. 601), [2 avril 1965] (p. 573), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi relative aux rentes viagères constituées entre particuliers, n° 252 [17 mai 1963].

Sa proposition de loi portant création d'un conseil supérieur des retraites civiles et militaires, n° 407. 21 juin 1963].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963;

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Nécessité de l'équipement routier; développement de l'infrastructure routière; problème du péage; distinction entre la voie de dégagement et l'autoroute de liaison; cas de l'autoroute du Sud* [15 janvier 1963] (p. 841, 842); EDUCATION NATIONALE : *Difficultés du département de Seine-et-Marne dans le domaine des constructions scolaires; problème du ramassage des enfants; établissement d'enseignements polyvalents; démocratisation de l'enseignement; rationalisation des circuits de ramassage* [19 janvier 1963] (p. 1256, 1257).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale : *Problèmes de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur; retard de la France du point de vue international en matière de taux de scolarisation; déconcentration nécessaire; incohérence des dernières réformes du baccalauréat; nécessité de démocratiser l'enseignement; problème de la formation des maîtres de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire; caractère complémentaire et non essentiel des moyens d'enseignement audiovisuels; rémunération des enseignants; nécessité d'établir sur une base rationnelle la carte des établissements scolaires; ramassage scolaire* [20 juin 1963] (p. 3631 à 3634).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, avec débat, relative à l'aménagement des horaires de travail : *Données, actuelles du problème en ce qui concerne le travail féminin; nécessité d'un aménagement des conditions de travail féminin; Retard en ce qui concerne l'organisation du travail à temps partiel; objections présentées; position des syndicats; difficultés du point de vue législatif et réglementaire; principes à respecter dans le cas d'une généralisation du travail à temps partiel; signification de l'allocation de salaire unique* [28 juin 1963] (p. 3796 à 3798).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale, sans débat, relative à la redevance sur l'extension des locaux industriels (ses conséquences pour le département de la Seine-et-Marne) [4 octobre 1963] (p. 5038, 5039, 5040).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Ecart croissant entre l'échéancier fixé par le Plan et la réalité des travaux; remboursement par l'Etat aux collec-*



*tivités locales des avances précédemment consenties; nécessité d'associer les élus locaux à l'établissement de la carte scolaire; regroupement du personnel; démocratisation de l'enseignement; établissement des programmes [6 novembre 1963] (p. 6587, 6588); Art. 67: Son amendement tendant à la suppression de l'article 67 [9 novembre 1963] (p. 7106); mettre un frein à la politique de facilité; transferts d'un régime à l'autre au gré des nécessités financières du moment; niveau de vie des familles (p. 7106).*

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale, sans débat, relative à l'aide sociale aux personnes âgées [22 novembre 1963] (p. 7394, 7395).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963, AFFAIRES ÉTRANGÈRES: *Elèves de l'Alliance française; institut européen d'administration des affaires [10 décembre 1963] (p. 7784).*

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale, une question orale, sans débat, relative à l'aménagement des horaires scolaires [5 juin 1964] (p. 1686, 1687).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite: *Étude d'une façon plus approfondie de ce problème complexe étant souhaitable; éléments positifs du projet; suppression de l'abattement du sixième par exemple; question du niveau général des pensions; amélioration globale offerte aux retraités étant très faible; prise en compte de l'indemnité de résidence dans les calculs des retraites; augmentation du taux de reversion à 60 % de la pension principale; suppression de certains avantages acquis [6 octobre 1964] (p. 2252, 2253); Art. L 1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite: Son amendement tendant, dans le paragraphe 4<sup>o</sup> de l'article L 1 à substituer au mot « veuves » le mot « conjoints » [7 octobre 1964] (p. 2978); faire cesser la discrimination existant actuellement entre mari fonctionnaire et femme fonctionnaire pour l'attribution de la pension de reversion au conjoint survivant; discrimination relative aux pensions de reversion; évolution des conceptions de vie (p. 2978); son amendement tendant à compléter l'article L 1 par un nouveau paragraphe: « 5<sup>o</sup> Les agents des collectivités locales et les titulaires de pensions garanties » (p. 2979); objet du texte étant*

*d'uniformiser et d'harmoniser toutes les dispositions relatives aux pensions; assimiler les fonctionnaires communaux aux fonctionnaires de l'Etat (p. 2979); Art. L 2 du Code des pensions civiles et militaires de retraite: Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants: « la mise à la retraite d'office ne pouvant avoir lieu qu'en application du statut général de la fonction publique » (p. 2979); Art. L 3: Son amendement tendant à compléter le paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article (Modalités d'anticipation de départ à la retraite prévues au bénéfice des femmes ayant des enfants et des anciens combattants) (p. 2980); caractère inéluctable des dispositions transitoires; problème des droits acquis (p. 2981); Art. L 15: Son amendement tendant à compléter l'article 15 par un nouvel alinéa (Ne pas remettre en cause la carrière des intéressés) (p. 2996); principe de l'adaptation automatique des pensions aux traitements et soldes d'activité (p. 2996, 2997); Art. L 49: Son amendement tendant à la suppression de la fin du premier alinéa de l'article L 49 à partir des mots « et il est justifié » [8 octobre 1964] (p. 3021); attribution de la pension subordonnée à une justification de maladie ou d'invalidité; restrictions apportées aux conditions d'attribution d'une pension de reversion au conjoint survivant d'une femme fonctionnaire ou d'une femme appartenant au personnel militaire féminin (p. 3021); Art. L 62: Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Prélèvement de la retenue effectué sur les traitements ou soldes ne rémunérant pas de services susceptibles d'être pris en compte pour la constitution du droit ou pour la liquidation de la pension) (p. 3031); rétablir une erreur de l'administration (p. 3031); Art. L 74: Son amendement tendant à substituer aux mots « au jour de l'acceptation de son mandat », les mots « au jour de sa demande d'admission à la retraite » (p. 3033); Art. L 87: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article L 87: « La pension et la rente viagère d'invalidité sont payées mensuellement et d'avance dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique » (p. 3035); paiement mensuel des pensions et les rentes viagères d'invalidité (p. 3035); Art. 2: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2 (Dispositions du Code annexé à la présente loi étant applicables à tous les fonctionnaires et*

militaires et à leur ayants cause) (p. 3038); principe de la non rétroactivité des lois étant en cause (p. 3039); après l'Art. 10 : Son amendement tendant, après l'article 10 à insérer un nouvel article (Création d'un conseil supérieur des retraités civils et militaires; compétence, composition, modalités et désignation des membres; organisation et fonctionnement du conseil supérieur des retraités civils et militaires) (p. 3054); ne pas faire perdre aux retraités un moyen de défense (p. 3054); ses explications de vote : insatisfaction de nombreuses revendications des retraités; effort d'unification caractérisant le nouveau code; effort de simplification (p. 3060); en deuxième lecture, Art. L 11 : Son amendement tendant à compléter l'article 11 par un nouveau paragraphe ainsi conçu : « i) Bonifications prévues par des lois d'exception, en particulier par les lois de dégage- ment des cadres » [14 décembre 1964] (p. 6087); liquidation devant être opérée conformément à ces dispositions; tribulations des retraités à la suite de la loi du 20 septembre 1948 (p. 6087); Art. L 45 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 6090); Art. L 54 : Son amendement tendant à remplacer les trois premiers alinéas de l'article L 54 par les dispositions suivantes : « La pension ou la rente viagère d'invalidité peut être révisée ou supprimée à tout moment si la concession en a été faite dans des conditions contraires aux prescriptions du présent Code, les droits concédés et non contrastés dans les six mois suivant la date de leur notification étant réputés acquis définitivement » (p. 6090); préserver les droits acquis des pensionnés; Administration ne pouvant être soupçonnée d'ignorer les textes (p. 6091); Art. 3 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 3, avant la référence « L 8 » à insérer la référence « L 7 » (p. 6092); Assemblée Nationale et Sénat s'étant attachés au maintien d'un certain nombre d'avantages que la législation actuellement en vigueur reconnaît à des catégories particulières de fonctionnaires, tout au moins quant à l'âge d'entrée en jouissance de la pension; possibilité pour les femmes fonctionnaires d'obtenir que la liquidation de leurs droits à pension soit avancée d'une année pour chacun des enfants qu'elles ont eus; bénéficiaires d'une retraite anticipée (p. 6092, 6093); son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 3 après la référence « L 97 », à insérer les références « L 98, L 99 » (p. 6093); Sénat ayant

obtenu qu'une période transitoire soit ménagée afin de ne pas rompre brutalement, dès le 1<sup>er</sup> décembre 1964, avec les règles en vigueur (p. 6093); Art. 10 : Son amendement tendant à compléter l'article 10 par le nouvel alinéa suivant : « De même, les retraités pourront faire valoir leurs droits pendant la durée d'un an à compter de la date de promulgation de la présente loi, nonobstant la forclusion qu'ils ont encourue » (p. 6095); ses explications de vote : Protestation du groupe du Rassemblement démocratique et du Centre démocratique sur la manière dont s'est déroulé le débat; application de l'article 40 de la Constitution (p. 6098);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : Progression étant plus apparente que réelle; augmentation du nombre des professeurs selon une progression arithmétique au regard d'une progression géométrique concernant les effectifs; exécution du IV<sup>e</sup> Plan en matière d'équipement; crédits pour l'enfance inadaptée; dotations budgétaires réservées à l'enseignement technique; mode de financement des collèges d'enseignement général; recrutement et formation des maîtres; importance du rôle des écoles normales; réformes successives du baccalauréat; études de médecine avec P.C.B., puis sans P.C.B., puis de nouveau avec P.C.B.; problème des alternances [29 octobre 1964] (p. 4117 à 4120);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1<sup>er</sup> : Création d'un office national des forêts; réforme des services extérieurs de l'agriculture; création d'un établissement à caractère industriel et commercial; problèmes posés par la fusion des personnels des eaux et forêts, du génie rural et des services agricoles en un seul grand corps; intérêt des agriculteurs; réorganisation de l'enseignement agricole [8 décembre 1964] (p. 5934, 5935).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : Enseignement secondaire étant inadapté au monde contemporain; « primarisation » du secondaire; éventualité d'un enseignement du second cycle spécialisé; caractère complexe du système; suppression de l'examen probatoire; caractère arbitraire de l'orientation à l'entrée en faculté [19 mai 1965] (p. 1427, 1428).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement : *Développer l'épargne individuelle; nécessité d'une refonte totale des mécanismes de financement de la construction et du financement privé pour apporter une solution à la crise permanente; prêts spéciaux; absence de marché financier organisé entraînant une diminution constante de la demande solvable; résultats du IV<sup>e</sup> Plan; structure de la demande actuelle dans le domaine de la construction privée; stagnation du volume des constructions s'opposant à toute la politique du Gouvernement de décentralisation urbaine et d'aménagement du territoire; aménagement rationnel du territoire; crise possible de surproduction sur le marché privé de la construction; ses observations sur le secteur social; aboutir à une personnalisation plus poussée du prêt; politique d'investissements privés sur une grande échelle* [15 juin 1965] (p. 2113, 2114);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Absence de maître dans certaines classes; dépenses d'investissement; pourcentage d'augmentation des crédits de paiement; présentation du budget; ses observations sur la recherche et les investissements sportifs; problèmes du premier degré; dotation actuelle en maîtres et en locaux; effectifs du second degré: collègues d'enseignement secondaire; collèges d'enseignement technique; problèmes de l'enseignement supérieur; institut de technologie universitaire; insuffisance des dotations pour l'enseignement supérieur; crédits destinés à l'institut pédagogique national; rôle des documentalistes; promotion des I.P.E.S.; nombre d'emplois nouveaux* [18 octobre 1965] (p. 3805 à 3807); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. — CHARGES COMMUNES : *Problème de la fonction publique; politique des revenus; ralentissement de l'effort consenti en faveur des fonctionnaires; rémunérations du secteur privé; ses observations sur les œuvres sociales; problème de la promotion; emplois dans les services extérieurs du Trésor; création d'un foyer d'accueil; organisation d'une garderie pour les enfants; développement des régimes complémentaires; règle de calcul des pensions; indemnité de résidence; cas des retraités ayant accepté leurs fonctions au Maroc, en Tunisie, en Algérie et dans les territoires d'outre-mer* [27 octobre 1965] (p. 4209, 4210);

— des conclusions du rapport de la Com-

mission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie : *Amenagement de M. le Sénateur Bruyneel; nécessité de faire échapper à l'amnistie tout récidiviste ayant commis des délits de chasse; cheptel du massif bellifontain* [10 juin 1966] (p. 1914); ses explications de vote : *Situation des braconniers* (p. 1919).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative aux problèmes sociaux soulevés par le transfert des bases américaines [22 juin 1966] (p. 2206, 2213).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE : *Histoire de la recherche en France; objectifs du IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Plan; problème du financement; organisation de la recherche; rôle des instituts universitaires de technologie; centre national de la recherche scientifique; plan-calcul; contrats de développement; exécution du V<sup>e</sup> Plan; association européenne pour l'administration de la recherche industrielle* [28 octobre 1966] (p. 4090, 4092); EDUCATION NATIONALE : *Financement des constructions scolaires; formation des maîtres; orientation des élèves; taux de la subvention; classes mobiles; C.E.S.; suppression de la propédeutique; statut des enseignements spéciaux; cas des directeurs d'établissements spéciaux du premier degré; situation des documentalistes; reconversion de l'institut pédagogique national et du bureau universitaire de statistique; démocratisation de l'enseignement; importance des conseillers d'orientation* [2 novembre 1966] (p. 4133, 4134); ECONOMIE ET FINANCES, CHARGES COMMUNES : *Définition de la fonction publique; diversité des situations; augmentation des traitements; pouvoir d'achat; salaires du secteur privé; politique des revenus; conseil supérieur de la fonction publique; projet d'intégration de certains cadres privés sans emploi dans la fonction publique; insuffisance des rémunérations des fonctionnaires; pensions de retraite; modalités de calcul de la pension; prise en considération de l'indemnité de résidence pour le calcul des pensions; pensions de reversion* [7 novembre 1966] (p. 4255, 4256).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives aux

constructions scolaires : *Importance des écarts entre le taux théorique et le taux réel de la subvention; exemple de la commune d'Avon; inconvénients de la standardisation des constructions scolaires* [16 novembre 1966] (p. 4603, 4604);

— sur les questions orales relatives à la suppression des abattements de zones de salaire : *Exemple du département de Seine-et-Marne; nécessité d'entreprendre la révision de la carte des zones de salaires en tenant compte du phénomène particulier d'urbanisme de la région parisienne* [16 décembre 1966] (p. 5665).

**SERS (M. Henry)**, Député de la Réunion, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

En remplacement, le 9 février 1966, de M. Michel Debré, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [2 avril 1966] (p. 523) (*J.O.* du 1<sup>er</sup> avril 1966).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1966] (p. 592).

**SERVAN-SCHREIBER (M. Jean-Claude)**, Député de la Seine (U.N.R.-U.D.T.).

En remplacement, le 20 octobre 1965, de M. Roger Frey, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [20 octobre 1965] (p. 3917).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [20 octobre 1965] (p. 3917).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [28 octobre 1965] (p. 4338);

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870)

de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle) [14 juin 1966] (p. 2038).

#### Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Cloisonnement de la recherche scientifique; méthodes d'enseignement; transistors étant un produit de la recherche spatiale; problèmes de la recherche médicale; taille des entreprises* [30 novembre 1966] (p. 5098); *problèmes des petites et moyennes entreprises* (p. 5098).

**SESMAISONS (M. Olivier de)**, Député de la Loire-Atlantique, 4<sup>e</sup> circonscription (R.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633);

— membre du conseil supérieur de la coopération [13 février 1963] (p. 2142).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Revalorisation des traitements des instituteurs; cas des retraités* [19 janvier 1963] (p. 1264); titre IV : *Amendement de M. Fanton (Réduction de la subvention accordée à la Ligue de l'enseignement); nécessité de ne pas troubler l'entente nationale; retrait souhaitable de l'amendement* (p. 1272); ANCIENS COMBATTANTS : *Situation des anciens prisonniers de guerre 1914-1918; cas des disparus, guerre et hors guerre; personnes qui ont été contraintes de travailler en Allemagne; attribution du titre de déporté* [22 janvier 1963] (p. 1462);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 14 : *Nécessité d'appliquer un traitement différent aux voitures de service des sociétés selon la catégorie de l'entreprise concernée et la puissance du véhicule* [29 mai 1963] (p. 3099, 3100); Art. 16 : *Cas des débirentiers cultivant du blé* (p. 3104);

— du projet de loi relatif au domaine public maritime, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Palmero (Cas des accroissements artificiels réalisés par les collectivités locales); cas d'augmentation du domaine agricole par prélèvement de terrains sur la mer* [4 juillet 1963] (p. 3880, 3881); Art. 4 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Acquisition par l'Etat de l'immeuble réservé); situation des personnes possédant en bordure de la mer une habitation* (p. 3883);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Lecornu (Refus du renouvellement du bail)* [25 juillet 1963] (p. 4528); Art. 1<sup>er</sup> bis (suite) : *Comparaison du bailleur et du preneur* (p. 4529); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Propriété, condition de la liberté de la famille; aide aux preneurs voulant demander la conversion; limite des possibilités de conversion; moyen de financer le remboursement par le preneur* [19 novembre 1963] (p. 7704, 7705);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Sort du personnel en tenue de la sûreté* [28 octobre 1964] (p. 4024);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, avant l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Le Theule tendant, dans le premier alinéa de l'article nouveau proposé par cet amendement, à substituer aux mots « de 18 à 60 ans », les mots « de 18 à 50 ans, sauf limite d'âge afférente au grade en vigueur au 29 avril 1965 »* [26 mai 1965] (p. 1581); *situation des anciens officiers de réserve* (p. 1581);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M<sup>me</sup> Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliora-

tions pouvant être apportées par les preneurs : *Nécessité d'assurer la stabilité de la famille paysanne; prêts du Crédit agricole; amendement de M. Lalle; intervention du Crédit agricole pour le paiement de l'indemnité; intérêt du bailleur* [3 juin 1966] (p. 1693, 1694).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la suppression des abattements des zones de salaire : *Exemple d'une route séparant une certaine zone d'allocations familiales d'une autre zone à taux plus élevé; possibilité de permettre aux travailleurs de choisir les allocations familiales de son lieu de résidence ou de son lieu de travail* [16 décembre 1966] (p. 5666).

Décédé le 15 janvier 1967 (*J.O.* du 18 janvier 1967, p. 745).

**SOUCHAL (M. Roger)**, Député de Meurthe-et-Moselle, 1<sup>re</sup> circonscription (*U.N.R.-U.D.T.*).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [21 mai 1963] (p. 3011).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [21 juin 1963] (p. 3690), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 594);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);

— membre suppléant de la Commission

mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5752);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire [15 février 1963] (p. 2206);

— membre de la Commission centrale des débits de tabac [15 février 1963] (p. 2206);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre suppléant de la Commission

mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Annexe n° 33 : Budget annexe des Postes et Télécommunications, n° 25 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Annexe n° 32 : Budget annexe des Postes et Télécommunications, n° 568 [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 32 : Rapport sur le budget annexe des Postes et Télécommunications, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Annexe n° 31 : Rapport sur le budget annexe des Postes et Télécommunications, n° 1588 [2 octobre 1965].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Annexe n° 34 : Budget annexe des Postes et Télécommunications, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique générale : *Présence de membres de la minorité parmi les rapporteurs spéciaux de la Commission des finances* [13 décembre 1962] (p. 51).

Sa mise au point au sujet de son vote concernant les projets de loi relatifs à la Cour de sûreté de l'Etat [8 janvier 1963] (p. 314).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur spécial : Problèmes de cette administration ; résultats définitifs de l'exer-*

vice 1961 caractérisés par un excédent de recettes; chiffres du budget 1963; disproportion existant entre l'augmentation des effectifs et l'augmentation du trafic; activités de la poste; problème du tarif préférentiel pour les transports de presse non routés; augmentation considérable du trafic postal; exode rural et décentralisation industrielle; motorisation des tournées; modernisation des bureaux de poste; insuffisance du recrutement prévu; activité des services financiers, en particulier des chèques postaux; déficit de cette branche; faiblesse du taux d'intérêt payé par le Trésor pour l'utilisation des sommes déposées dans les centres de chèques postaux; taxe d'ouverture de compte et ses effets négatifs; solutions à envisager, en particulier augmentation du taux d'intérêt payé par le Trésor; activité des télécommunications et augmentation du trafic postal télégraphique et télex; nécessité de prévoir des augmentations d'emplois en début d'année et non en cours d'année; disproportion entre les augmentations de personnel et les augmentations de trafic; nécessité d'opérer une réforme complète de la catégorie B; revalorisation de l'indemnité pour travail de nuit, pour travail matinal, pour travail des dimanches et jours fériés; relèvement de la prime d'exploitation; insuffisance des investissements prévus et le caractère regrettable du nombre élevé de demandes d'installation téléphonique en souffrance; problème de la décentralisation en la matière; mise à la charge des collectivités locales des dépenses d'investissement en matière de téléphone; nécessité de revoir la question; problème du matériel téléphonique; éventualité d'une loi programme en matière d'équipement des télécommunications; utilisation pour les seules dépenses d'investissements des excédents de recettes de 1963 [8 janvier 1963] (p. 324 à 324); nombre d'emplois nouveaux créés par le collectif voté dans le courant de 1962 (p. 331).

Son rappel au règlement: *Organisation de la discussion des différents budgets ministériels* [18 janvier 1963] (p. 1138, 1139); *EDUCATION NATIONALE: Position du groupe U.N.R.-U.D.T. vis-à-vis du présent budget; insuffisance de celui-ci; nécessité de prévoir un collectif; recours éventuel à l'emprunt* [19 janvier 1963] (p. 1266); *Titre V: Nécessité de chiffrer avec précision l'effort financier à prévoir en matière d'enseignement; engagements que doit prendre le Gouvernement à ce sujet* (p. 1273); *JUSTICE: Abaissement de la limite d'âge des magistrats*

*à 67 ans; conséquences pour les résistants incorporés dans la magistrature après la libération; correspondance adressée par certains avocats aux membres de l'Assemblée Nationale* [21 janvier 1963] (p. 1340); *ANCIENS COMBATTANTS: Titre de déporté; cas des Français contraints d'aller travailler en Allemagne et attribution de titre de déporté* [22 janvier 1963] (p. 1462); *raisons pour lesquelles on doit réserver le titre de déporté à une catégorie particulière de résistants* (p. 1464, 1465).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition des règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Article unique: *Amendement de M. Coste-Floret (Possibilité de recours dans le cas des arrêts rendus par la cour militaire de justice); procédés dilatoires utilisés par les défenseurs des auteurs de l'attentat du Petit-Clamart; utilisation de la procédure du vote bloqué; irrecevabilité du présent amendement; conséquences de la création d'une voie de recours en cassation; utilisation du procès du Petit-Clamart par l'O.A.S.; menaces adressées par celle-ci à certains parlementaires* [13 février 1963] (p. 2131, 2132);

— du projet de loi relatif au domaine public maritime, Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Palmero (Priorité donnée aux collectivités locales pour les concessions d'accroissements artificiels effectués par celles-ci); cas des accroissements artificiels réalisés par un organisme privé* [4 juillet 1963] (p. 3886);

— du projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 45: *Problème de l'amnistie en matière fiscale* [10 juillet 1963] (p. 4001);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 13: *Problème de l'exonération fiscale pour les intérêts d'emprunts d'Etat* [19 juillet 1963] (p. 4359); après l'Art. 13: *Son amendement (Droits perçus sur les rhums et les spiritueux au profit des D.O.M.)* (p. 4363, 4364); Art. 22: *Manque de personnel dans les P.T.T.* (p. 4384);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, Commission mixte paritaire: *Ses observations sur la*

*représentativité des sénateurs* [25 juillet 1963] (p. 4534);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des animaux, Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Neuwirth (En cas de récidive, les peines en découlant)* [10 octobre 1963] (p. 5130);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Son amendement (Cas de non-imposition des plus-values)* [22 octobre 1963] (p. 5323); deuxième partie, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Caractère équilibré du budget; augmentation des tarifs; problème de la poste; services financiers; problème du personnel; cas des télécommunications; investissements* [23 octobre 1963] (p. 5431, 5432, 5433); INDUSTRIE : *Situation des mines de fer; coordination des mines; problème des tarifs douaniers; intervention du Gouvernement auprès du Gouvernement belge au sujet des tarifs ferroviaires* [30 octobre 1963] (p. 5973); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Reconnaissance par le Gouvernement des droits des cheminots anciens combattants* (p. 6013); BUDGETS MILITAIRES : *Problème posé par la création d'une force européenne; uranium enrichi produit par les usines atomiques américaines utilisé par le secteur civil; isolement de la France; construction de l'Europe unie* [7 novembre 1963] (p. 6774, 6775); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Situation anormale pour la société R.E.P.-France par rapport aux sociétés C.O.F.I.R.E.P. et F.I.N.A.R.E.P. depuis 1957; redonner confiance aux épargnants* [8 novembre 1963] (p. 6926); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Renvoi de la discussion du débat* (p. 6935, 6936); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 3 de l'article 3 à substituer au chiffre de « 30.000 F » le chiffre de « 50.000 F »* [6 décembre 1963] (p. 7715); *maintenir le principe posé à l'article 3 en excluant du champ d'application de cet article les petites et les moyennes propriétés* (p. 7715); *ne pas faire échapper à l'impôt les plus-values spéculatives* (p. 7716); ses explications de vote : *Travail de la Commission mixte paritaire; rétablissement des crédits pour l'Algérie; crédits pour la force de frappe; rôle de la majorité* (p. 7723);

— de la proposition de résolution de

MM. Henry Rey, Defferre, René Pleven, Waldeck Rochet, Maurice Faure et Mondon, tendant à modifier les articles 41, 50, 134 et 137 du Règlement, seconde délibération, Art. 5 : *Raisons de l'absentéisme parlementaire* [19 décembre 1963] (p. 7993).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé de la réforme administrative, une question orale, avec débat, relative à la réforme administrative : *Danger de choisir Metz comme « métropole régionale » alors que Nancy est le véritable centre géographique de la Lorraine* [6 mai 1964] (p. 1099, 1100, 1102, 1103).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Cas particulier des administrateurs des postes et télécommunications; dérogations au statut général prévu pour les administrateurs civils* [3 juin 1964] (p. 1592);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 2 : *Comparaison des nouveaux barèmes de l'impôt français et des barèmes appliqués dans les autres Etats d'Europe, étant favorable au barème français; mesures en faveur des petits contribuables; décote pouvant être relevée; situation des ménages sans enfants; allègements pour les contribuables âgés de 75 ans* [15 octobre 1964] (p. 3248, 3249); Art. 11 : *Souci de simplification de la législation fiscale; alinéa premier de l'article 11 permettant à toute personne habitant un appartement ou un immeuble dont elle est propriétaire de ne plus faire la déclaration de « la feuille bleue », de ne plus déclarer par conséquent les revenus fictifs que cet appartement lui rapporterait* (p. 3256); *élévation du montant des intérêts déductibles faisant l'objet d'un amendement* (p. 3259); Art. 17 : *Ne pas empêcher le développement des sociétés de courses; évolution actuelle des paris* [16 octobre 1964] (p. 3344); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Augmentation des dépenses de 21,7 % et des recettes du budget de 23 %; compte d'exploitation de la Caisse nationale d'épargne; augmentation des recettes des P. et T. de 9 % et des dépenses de 11,1 %; augmentation légère du personnel mais*



dans une proportion insuffisante pour faire face à l'accroissement du trafic; problème de la mécanisation; augmentation d'effectif de 17 % en comparaison d'une augmentation de trafic de 70 %; domaine des télécommunications: majoration des crédits d'investissement; demandes de plus en plus nombreuses et insatisfaites d'installations du téléphone; classer les investissements dans la catégorie des investissements productifs; modification du taux de l'intérêt porté pour les dépôts dans les caisses d'épargne; versement d'indemnités compensatrices pour les sujétions imposées par l'Etat au budget des P.T.T.; instrument de développement économique; revendications du personnel; fusion des deux budgets annexes [21 octobre 1964] (p. 3526 à 3528); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, seconde délibération, Art. 15: Répression des abus de l'affichage et de la publicité routière [9 novembre 1964] (p. 5212, 5213); maintien de son amendement (p. 5214); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965: Ses observations sur les paroles prononcées par M. de Tinguay; déroulement des travaux de l'Assemblée; question du vote séparé sur l'article 59 [3 décembre 1964] (p. 5825); Etat C: Amendement adopté à l'unanimité (p. 5831);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 4: Son amendement tombé sous le coup de l'article 40 de la Constitution [8 décembre 1964] (p. 5872); Art. 4 (suite): Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 4 comme suit: « Ainsi que les terrains et emplacements employés à un usage commercial ou industriel visés au 1<sup>o</sup> de l'article 1382 dudit code » [8 décembre 1964] (p. 5908); objet de la taxe de revalorisation des valeurs foncières; opinions de MM. Vallon et Maziol; interprétation du deuxième alinéa du texte voté dans la loi de finances pour 1964; institution de cette taxe (p. 5908); son rappel au Règlement: Problème de l'avis de la Commission des lois et éventuellement de la Commission des finances saisie au fond (p. 5916); TITRE IV. — AGRICULTURE: Mesures prises en faveur des personnes âgées; possibilité d'avancer la date du 1<sup>er</sup> janvier 1965 au 1<sup>er</sup> octobre 1964 (p. 5923); Art. 1<sup>er</sup>: Maintien de l'activité de l'école nationale forestière; ses activités (p. 5942); Ses observations sur l'amendement de M. Pleven

[9 décembre 1964] (p. 5996, 5997); en seconde délibération, en qualité de Rapporteur suppléant, Art. 6 et 7: Son opposition à la seconde délibération étant remaniée en fonction des situations locales [9 décembre 1964] (p. 6011);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 20: Abaisser le montant des participations fixé à 25 millions de francs dans cet article [12 mai 1965] (p. 1286); en seconde délibération, Art. 33: Composition des commissions départementales des impôts directs [13 mai 1965] (p. 1327);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 29: Ses observations sur cet article [25 juin 1965] (p. 2536); ses explications de vote: Aide en faveur des petites communes; relèvement du minimum garanti; opinion du docteur Falk, directeur du Ministère fédéral des Finances (p. 2568, 2569); en deuxième lecture: Motion de renvoi; Commission mixte paritaire; ressources des collectivités locales; problème de l'artisanat; report au 1<sup>er</sup> janvier 1968 de l'application du texte; substitution à la notion de contrôleur des contributions, la notion de conseiller fiscal [21 décembre 1965] (p. 5004); Art. 18: Ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth [22 décembre 1965] (p. 5039); ses observations sur les paroles de M. de Tinguay (p. 5040, 5041); Art. 38: Problème des finances locales; fonds d'action locale (p. 5049, 5050); Art. 50: Date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi; partie du projet concernant les finances locales (p. 5058); en troisième et dernière lecture: Agencement des magasins; problème de savoir à partir de quelle date les déductions sur les investissements importants opérés antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1968 seront admises dans la détaxation de 1968 et des années suivantes [23 décembre 1965] (p. 5099);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, ses explications de vote: Groupe U.N.R.-U.D.T. votant le projet présenté par le Gouvernement [29 juin 1965] (p. 2750);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 3: Effort au point de vue fiscal en faveur des personnes âgées; personnes ayant atteint l'âge de 70 ans; mutations à titre gratuit entre collatéraux [7 octobre

1965] (p. 3385); Art. 5 : *Droits de mutation à titre gratuit entre collatéraux* (p. 3387); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur spécial: Résultats provisoires de 1965; problème des reclassements; non augmentation de la prime de résultat d'exploitation; évolution du trafic; augmentation nécessaire des effectifs; mécanisation; substitution pour l'aviation postale des DC 4 aux DC 3; bureaux muets; bureaux de poste mobiles; tournées motorisées; problème des investissements; ses observations sur les services financiers; bénéfices d'exploitation de la Caisse nationale d'épargne; chèques postaux; exploitation du téléphone, sa crise; nombre des raccordements; problème des télécommunications; téléphone constituant le baromètre de l'économie* [12 octobre 1965] (p. 3542 à 3544); attribution de logements (p. 3561); Art. 62 : *Coopération financière ou monétaire sur le plan international; réforme monétaire; groupe U.N.R.-U.D.T. votant l'article 62* [13 octobre 1965] (p. 3601);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : *Loi du 12 juillet 1965 ayant prévu l'avoir fiscal concernant les bénéfices distribués; souscription d'actions nouvelles; relance des investissements; avoir fiscal; cas des bâtiments et des installations immobilières des entreprises; gouvernement s'étant engagé dans un processus de relance des investissements; politique des revenus; cas de la sidérurgie; problème de la possibilité d'imputer les 10 % sur le précompte institué par la loi du 12 juillet 1965* [20 avril 1966] (p. 834); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy; éviter un saupoudrage des crédits; problème de la décentralisation; avoir fiscal* [21 avril 1966] (p. 860, 861);

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, après l'Art. 32 : *Ses observations sur l'amendement de M. Berger* [24 mai 1966] (p. 1448);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, ses explications de vote : *Vote du groupe U.N.R.-U.D.T.; désir des rapatriés* [26 mai 1966] (p. 1518);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Problème de la réforme de l'impôt général sur le revenu; possibilité de relever la limite de l'exonération de 180 à*

*190 francs et le seuil de la décote de 540 à 570 francs* [13 octobre 1966] (p. 3396); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur spécial: Possibilités d'emprunts offertes aux P.T.T.; autofinancement; ses observations sur la poste, les services financiers, le personnel, les télécommunications; révision des tarifs de la poste; réaménagement de l'horaire aérien Paris-Lille; amélioration des liaisons auto-postales; transversale Strasbourg-Lyon; renouvellement de la flotte aérienne; mécanisation des centres de tri; motorisation de la distribution; tarif pour les services de presse, les services électoraux et les abonnements; exploitation de la Caisse nationale d'épargne* [19 octobre 1966] (p. 3548, 3549); *équilibre financier pour les services financiers; taux de l'intérêt versé pour la rémunération des fonds libres des chèques postaux mis à la disposition du Trésor; problèmes du personnel; revalorisation de l'indemnité de gérance et de responsabilité; ses observations sur les autorisations de programme et les crédits de paiement; revendications du personnel; estimation sur la normalisation des bâtiments faite par le comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics; organisation et structure des bureaux de poste; création d'une cellule d'architecture au Ministère des Postes et Télécommunications; problème des matériels en matière de télécommunications; création d'une usine nationale des télécommunications; fusion des sociétés françaises; création d'un service central de contrôle des prix; problème des matériels de commutation et de transmission; département de l'informatique* (p. 3549, 3550); SERVICES DU PREMIER MINISTRE — RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE, en qualité de suppléant du *Rapporteur spécial; Crédits concernant la recherche scientifique et technique et la recherche spatiale; commissariat à l'énergie atomique; centre national d'études spatiales; recherche atomique* [28 octobre 1966] (p. 4085); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 : *Ses observations sur les paroles de M. Charpentier* [6 décembre 1966] (p. 5258);

— du projet de loi relatif aux élections cantonales, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à la fin de la première phrase de cet article à substituer aux mots « Octobre 1967 », les mots*

« *Avril 1967* » [16 novembre 1966] (p. 4610); *possibilité de procéder à toutes les consultations électorales au printemps* (p. 4610); *ses observations sur le découpage des cantons* (p. 4610); *retrait de son amendement* (p. 4610).

**SOURBET (M. Jean)**, Député de la Gironde, 8<sup>e</sup> circonscription (app. R.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'apparente au groupe du rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

Décédé le 21 décembre 1962 [21 décembre 1962] (p. 192).

Son éloge funèbre est prononcé [27 décembre 1962] (p. 198).

**SPÉNALE (M. Georges)**, Député du Tarn, 3<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633).

Cesse d'appartenir à cette Commission [29 juin 1965] (p. 2765).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [29 juin 1965] (p. 2765);

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bri-cout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283).

Est élu représentant de la France au Parlement Européen [17 décembre 1964] (p. 6168).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, COOPÉRATION : *Conception « cartériste » des rapports entre la Métropole et ses anciennes colonies; discussions instaurées à ce sujet; association des pays d'outre-mer à l'Europe; développement de l'Afrique et ses conséquences politiques* [21 janvier 1963] (p. 1358 à 1360); en seconde délibération, Art. 48 bis : *Politique suivie par le parti socialiste lorsqu'il était au pouvoir* [25 janvier 1963] (p. 1865);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1960, Art. 1<sup>er</sup> : *Signification du vote du présent texte; difficultés rencontrées par la Cour des comptes dans le contrôle des opérations financières des affaires étrangères; situation à la R.T.F., à la Santé publique, à la Construction, à l'Education nationale; pratique de non consommation des crédits; situation scolaire dans le département du Tarn; nécessité de mettre un terme à la non consommation des crédits en matière de constructions scolaires* [18 juin 1963] (p. 3488, 3489).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin, Bourdelles, Commenay, Philibert et Privat relatives aux prix agricoles : *Problème du logement de la future récolte viticole; nécessité d'augmenter les capacités de stockage; distillation envisagée d'une quantité de vin correspondant au volume de vin algérien débloqué* [5 juillet 1963] (p. 3932, 3933).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale, sans débat, relative au réseau téléphonique du Tarn [4 octobre 1963] (p. 5034, 5035).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Destination des recettes fiscales ; municipalisation des terrains à bâtir* [23 octobre 1963] (p. 5386); après l'Art. 15 : *Sécurité sociale agricole* (p. 5417); *égalité des taux des prestations familiales pour les familles de plus de trois enfants ; problème posé par l'exode rural* (p. 5417); *répartition des charges sociales agricoles* (p. 5419); deuxième partie de la loi de finances pour 1964, COOPÉRATION : *Stabilité du budget de la coopération ; signature d'accords de coopération avec la Guinée et le Togo ; bas niveau de vie de la masse ; absence de classe moyenne ; conflit de génération dans les pays africains ; promotion des classes les moins favorisées ; politique d'assistance de la France ; situation des fonctionnaires des anciens cadres coloniaux* [28 octobre 1963] (p. 5762, 5763, 5764); RAPATRIÉS : *Observations sur la demande de scrutin public présentée par le groupe U.N.R.* [29 octobre 1963] (p. 5892); BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Son amendement tendant à supprimer l'article 44* [4 novembre 1963] (p. 6343); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964, ses explications de vote : *Causes de l'inflation ; critiques de la pression fiscale ; augmentation du revenu national et du budget ; crédit trop faible pour les dépenses civiles ; accroissement des dépenses militaires ; refus des socialistes de s'associer à cette politique générale* [6 décembre 1963] (p. 7722, 7723);

— du projet de loi autorisant : 1° la ratification de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du protocole relatif aux importations de café vert dans les pays de Benelux; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté : *Problèmes de la colonisation ; politique prévoyante amorcée avec la loi-cadre de M. Defferre ; application de cette politique ; échanges commerciaux ; économie de fonds ; caractère de la coopération sur le plan financier et technique ; aide de la Communauté*

*européenne à l'Afrique ; son insuffisance ; faible relèvement du niveau de vie des populations ; institutions envisagées ; institutionnalisation d'une relation avec les pays d'outre-mer devenus indépendants ; nécessité de réussir l'Europe, de réussir l'Afrique, de faire une Eurafrique s'interposant entre les deux grandes masses de l'Est et de l'Ouest* [4 décembre 1963] (p. 7623 à 7625);

— du projet de loi portant réorganisation du conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie : *Loi Defferre de 1956 ; décret de 1957 ; composition du conseil de Gouvernement ; référendum de 1958 ; réforme des institutions ; maintien des libertés ; maintenir l'amitié des populations* [10 décembre 1963] (p. 7798, 7799);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 2 : *Contenu des arrêtés conjoints visés à l'article 2 ; importance de la prise en charge par l'Etat* [22 avril 1964] (p. 865, 866); Art. 7 : *Risques « normalement » assurés* [23 avril 1964] (p. 898); *incitation jouant pour tous les risques réputés « normalement » assurés* (p. 899); après l'Art. 14 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Rivain tendant à substituer aux mots « pendant les cinq premières années », les mots « pendant les sept premières années »* (p. 911); *avance demandée au Trésor* (p. 911); *équilibre du fonds ; incitation à l'assurance ; augmentation des recettes* (p. 911); *assurer l'équilibre du fonds au bout d'un certain temps* (p. 911, 912).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative aux offres d'emploi par voie d'annonce [29 mai 1964] (p. 1548).

Prend part au débat sur les questions orales avec débat, relatives à la politique de coopération avec les pays en voie de développement : *Association de nos partenaires du Marché commun à notre aide aux pays sous-développés* [10 juin 1964] (p. 1801).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture du projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, Art. 2 : *Membres des corps recrutés par l'École nationale de la France d'outre-mer ; parité des administrateurs issus de cette école avec les cadres issus de l'E.N.A. ; assurer le bénéfice de l'intégration et de la parité à des fonctionnaires connaissant des difficultés ; réussite de la décolonisation ;*

*réveil de l'Afrique; sécurité de leurs propres intérêts matériels [23 juin 1964] (p. 2106 à 2108); situation des corps recrutés par l'Ecole nationale de la France d'outre-mer; application de la parité par rapport aux cadres recrutés par l'E.N.A. (p. 2108);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, COOPÉRATION : *Budget de la Coopération étant en diminution malgré un virement de crédits du Ministère des Armées; stabilité de la politique française de coopération et d'assistance; problème de sa définition et de sa structure; formation donnée au personnel de l'assistance technique et des entreprises privées; leur formation africaine; aide au tiers monde; autorités internationales pouvant opérer une redistribution des biens; France ne pouvant plus augmenter son aide globale; inciter les autres Etats à accéder au niveau atteint par la France; rattachement des personnels d'assistance technique militaire; compression des crédits de paiement pour les dépenses « programmées »; article du Gouverneur Paul Masson; influence culturelle, linguistique et morale de la France [22 octobre 1964] (p. 3683 à 3685);*

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Exode rural; mutation du monde agricole; politique des structures; politique de soutien des revenus agricoles; structures foncières de la France; décentralisation industrielle devant anticiper sur l'exode; modernisation de l'agriculture et du monde rural; nécessité de l'adhésion de la population [25 novembre 1964] (p. 5607 à 5609);*

— en troisième lecture, du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Education nationale, Art. 1<sup>er</sup> : *Vote du groupe socialiste [17 décembre 1964] (p. 6212); vote du groupe socialiste sur l'ensemble du texte; opposition de ce groupe (p. 6212);*

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Procédure suivie par le Gouvernement; ses observations sur les articles 2 et 3, ceux-ci constituant une incursion dans le domaine réglementaire; ses observations sur l'article premier; procédure suivie par le Gouvernement [27 avril 1965] (p. 911); dérogation au droit statutaire; ne pas détacher l'avancement de la carrière; amendements déposés par le groupe socialiste; conséquences du*

*projet; portée du vote de l'article 2; texte rétroactif pouvant mettre en péril les garanties légales des fonctionnaires; sauvegarder l'intérêt des fonctionnaires, de l'administration et de la nation (p. 912, 913, 914); Art. 1<sup>er</sup> : Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant à une nouvelle rédaction des alinéas 2 à 6 du texte modificatif proposé pour l'article 28 de l'ordonnance du 4 février 1959 (Avancement de grade ayant lieu au choix) [28 avril 1965] (p. 948); limiter les pouvoirs du gouvernement; avancement par voie d'examen ou de concours devant demeurer l'exception; dérogation ne devant jouer que pour les corps techniques (p. 948, 949); projet du gouvernement ne donnant pas aux fonctionnaires les garanties nécessaires; esprit de son sous-amendement; situation de certains personnels des P.T.T. (p. 951); son sous-amendement tendant, dans le texte modificatif proposé par l'amendement du Gouvernement, pour l'article 28 de l'ordonnance du 4 février 1959, à supprimer le cinquième alinéa, troisième partie; modification de son sous-amendement (p. 952); son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du gouvernement, pour le sixième alinéa de l'article 28 de l'ordonnance du 4 février 1959, après les mots « après avis » à insérer les mots « conforme du Conseil d'Etat rendu après avis » (p. 955); son sous-amendement tendant, dans le texte proposé pour le sixième alinéa de l'article 28 de l'ordonnance du 4 février 1959, après les mots « après avis » à insérer le mot « conforme » (p. 955); garantie fondamentale pour les fonctionnaires; notes devant jouer un rôle dans l'avancement (p. 955); Art. 2 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 956); nécessité d'une validation par rapport à un certain nombre de situations acquises; retrait de son amendement (p. 956); son sous-amendement à l'amendement de M. de Grailly tendant à compléter comme suit le deuxième alinéa du texte proposé par cet amendement : « A l'exception du concours organisé en application de l'arrêté annulé par arrêt du Conseil d'Etat en date du 27 novembre 1964 » (p. 957); caractère généreux du concours; sous-amendement présenté par M. Coste-Floret (p. 957); concours de 1964 (p. 958); Art. 3 : Son amendement tendant, au début de l'article 3, après les mots « à titre exceptionnel et transitoire » à insérer le mot « tous » (p. 959); rétablir l'égalité des conditions d'examen entre tous les*

membres du corps des attachés d'administration centrale (p. 959);

— du projet de loi validant les statuts particuliers de la fonction publique dérogeant aux articles 26 et 28 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, Art. 1<sup>er</sup> : *Réforme importante du statut de la fonction publique; plan des principes; question d'opportunité; avancement indépendante de la notation et de l'appréciation paritaire; fonctionnaires recrutés par concours externe* [24 juin 1965] (p. 2441); *avis du conseil supérieur de la fonction publique; suppression du quatrième alinéa du texte proposé par l'amendement* (p. 2441, 2442); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 2443); Art. 3 : *Retrait de l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 2443);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 10 : *Problème de la laine* [24 juin 1965] (p. 2465); Art. 13 : *Son amendement tendant, après le paragraphe c de cet article à insérer le nouveau paragraphe suivant: « d) les opérations effectuées par les artisans remplissant les conditions prévues à l'article 1649 quater A du Code général des impôts »* (p. 2471); *cas des entreprises artisanales modestes* (p. 2471); Art. 25 : *Droits de circulation sur les vins* [25 juin 1965] (p. 2529);

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de coopération, Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du premier alinéa de cet article: « La pension est liquidée sur la base du taux prévu pour le soldat »* [7 juin 1966] (p. 1730); *critères du recrutement des jeunes gens au titre de la coopération; cas des jeunes sortant des écoles d'agriculture et des écoles techniques; problème des risques particuliers* (p. 1730); *caractère sélectif du critère; règle de l'égalité* (p. 1730); Art. 22 : *Son amendement tendant à remplacer dans cet article le mot « individu » par les mots « jeune homme »* (p. 1732);

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de l'aide technique, Art. 10 : *Ses observations sur cet article* [7 juin 1966] (p. 1734);

— du projet de loi modifiant la loi n° 64-1231 du 14 décembre 1964 relative à l'application de certains traités internationaux :

ses explications de vote : *Cas des agents d'administration générale; doctrine juridique du Gouvernement et de la majorité* [7 juin 1966] (p. 1737);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, après l'Art. 1<sup>er</sup> : *Assurance volontaire contre des risques* [9 juin 1966] (p. 1853); Art. 10 : *Cas des intéressés qui refusent d'entrer dans le cadre du régime général* (p. 1863); Art. 12 : *Représentants élus des personnes affiliées* (p. 1866); Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Gaudin* (p. 1869).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique viticole : *Gxation des prix en relation avec la fiscalité; replantation* [22 juin 1966] (p. 2240, 2241).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris, Art. 1<sup>er</sup> (*suite*) : *Ses observations sur les paroles de M. Boscher* [23 juin 1966] (p. 2299);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur deux propositions de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues et de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, ses explications de vote : *Niveau des loyers dans les territoires d'outre-mer; expulsions intervenues à Graulhet; exode rural* [24 juin 1966] (p. 2346);

— du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité : *Etablissements de crédit social; caisses municipales de crédit; fixation d'un taux-plafond absolu; indication du plafond de 18 %; krach de la S.D.A.* [27 juin 1966] (p. 2386 à 2388); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur les charges fiscales* (p. 2389); *son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de cet article: « Soit, dans tous les cas, 18 % »* (p. 2389); *taux de 18 %* (p. 2390); *fixation d'un taux-plafond* (p. 2392, 2393); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter la dernière phrase de cet article par les mots « ou à 12 % par an »* (p. 2393); *règles du Conseil*

*national du crédit* (p. 2393) ; en deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : *Rôle du crédit social ; ses observations sur le taux de 18 % ; taux de rendement moyen des obligations* [24 novembre 1966] (p. 4827) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement* : « *En tout état de cause, est usuraire tout prêt dont le taux effectif global dépasse 18 %* » (p. 4831) ; *évolution des taux* (p. 4831).

Prend part au débat sur la question orale de M. Peronnet relative aux dommages causés par les vols supersoniques : *Détérioration des habitations et des vieux édifices du Tarn ; réparation des dommages causés* [14 octobre 1966] (p. 3462).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967. Seconde délibération, Art. 23 : *Rôle du F.A.S.A.S.A. ; problème du ramassage scolaire* [10 novembre 1966] (p. 4526) ; Art. 50 : *Situation des greffiers ; application du vote bloqué* (p. 4531, 4532).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la campagne viticole : *Problèmes posés à la viticulture à l'approche du Marché commun agricole ; progression des vins d'appellation contrôlée d'origine ; la concurrence de la viticulture italienne ; pénétration commerciale ; les problèmes de cuverie ; nécessité d'adapter la fiscalité française aux fiscalités européennes ; amélioration de l'encépagement* [9 décembre 1966] (p. 5430, 5431).

---

## T

**TAITTINGER (M. Jean)**, *Député de la Marne, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre du conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction [13 février 1963] (p. 2142).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 8, Construction, n° 25 [18 décembre 1962].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1964

(n° 549), Annexe n° 7 : Construction et articles 33, 34 et 40, n° 568 [9 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 909) instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, n° 1027 [25 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 7 : Construction, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Annexe n° 7 : Construction, n° 1598 [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Annexe n° 17 : Equipement, III. — Logement. n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Hommage à son prédécesseur*; *persistance du problème du logement pour nombre de Français*; *caractéristiques principales du présent budget*; *poursuite de la liquidation des dommages de guerre*; *diminution des effectifs de l'administration s'occupant de*



ce problème; réorganisation de l'administration centrale; transfert au Ministère de l'Intérieur du personnel de déminage; création d'un centre électronique de gestion; problème des attributions de la direction de l'urbanisme par rapport à l'administration chargée de l'aménagement du territoire; crédits de subvention aux organismes procédant à des recherches en matière d'urbanisme; bourse d'échanges du logement; Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne; diminution du nombre des coopératives et associations syndicales de reconstruction; encouragement à la décentralisation industrielle et commerciale de la région parisienne; logements destinés aux fonctionnaires; primes à la construction; crédits pour l'aménagement des lotissements défectueux; création d'espaces verts; application des mesures concernant les Z.U.P. et les Z.A.D.; question des grands ensembles; problème des équipements scolaires, socio-culturels, sportifs; effort du Ministère en ce qui concerne l'amélioration des techniques; rythme de la construction et hypothèses formulées par le Plan; pénurie actuelle de logements; nécessité de mettre un terme à cette pénurie avant 1967; décalage des réalisations par rapport aux besoins [9 janvier 1963] (p. 444 à 446);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, CONSTRUCTION, en qualité de Rapporteur spécial: Modifications prévues dans le fonctionnement des services; dépenses d'intervention publique; diminution du nombre de logements achevés; progression accélérée de celui des logements mis en chantier; aide à la construction; appel à la profession du bâtiment [31 octobre 1963] (p. 6153, 6154, 6155);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, en qualité de Rapporteur pour avis: Problème du logement; ses observations sur le titre premier, titre II, titre III; intentions du Gouvernement; cadre juridique du bail à construction proprement dit; opérations d'urbanisme; caractère fondamental de l'article 20 du titre II; possibilités pour le propriétaire d'un terrain compris dans le périmètre d'une opération d'urbanisation; possibilités pour les propriétaires d'apporter leurs biens à la société civile; caractère onéreux de l'expropriation; choix du concessionnaire revêtant une extrême importance; initiatives des collectivités expropriantes et la

société civile; paiement de la cession; Problème de l'exonération des apports à une société civile à l'égard de la taxation des profits immobiliers; impossibilité pour le propriétaire ayant choisi l'expropriation de demander les bénéfices des plus-values [29 juin 1964] (p. 2344 à 2346); ses observations sur l'éventuel recours à l'article 88 du règlement (p. 2355); Art. 5: Définition de la date d'achèvement des travaux; choix entre celle de la réception provisoire et celle de la réception définitive (p. 2357); Art. 10: Ses observations sur l'amendement de M. Denvers (p. 2360); Art. 20: Son amendement tendant, au début du deuxième alinéa de l'article 20, à substituer aux mots « soit faire apport », les mots « soit s'engager à faire apport » [30 juin 1964] (p. 2381); choix pour un propriétaire entre l'expropriation et l'apport en société (p. 2381); son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 20 par les mots suivants: « à l'initiative des propriétaires ou de l'Etat, de la collectivité territoriale ou de l'établissement public expropriant » (p. 2382); constitution de la société civile (p. 2382); son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du sixième alinéa de l'article 20 « totalisent au moins 20 % de la surface totale de l'opération » (p. 2382); définition du rôle de la société civile et des conditions essentielles de sa constitution (p. 2383); Art. 22: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article: « L'Etat, la collectivité ou l'établissement public doit: » (p. 2384); Art. 25: Non-application de l'article 40 de la Constitution (p. 2386); Art. 27: Inaccessibilité des titres de la société civile (p. 2391); Art. 29: Ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy (p. 2392); préoccupation exprimée par M. de Tinguy (p. 2392); en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur pour avis: Gouvernement devant adopter des dispositions fiscales plus avantageuses [17 novembre 1964] (p. 5420);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 13: Cet article tendant à exclure les cadeaux d'entreprise et les frais au-delà de 35 francs des charges déductibles des entreprises; conséquences de ces dispositions; mesures de moralisation; remise de cadeaux d'entreprises étant illicite et immorale et dans ce cas, nécessité de l'interdire ou bien la considérer comme une pratique courante, voire nécessaire [16 octobre 1964] (p. 3332);

Art. 17: *Retrait aux collectivités locales des recettes importantes provenant de la taxe sur les spectacles* (p. 3345); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Causes de la crise du logement; effort déjà accompli; attitude du Gouvernement devant ce problème; ne pas exploiter la misère des mal-logés; nécessité de procéder d'urgence à de profondes réformes; augmentation du nombre de logements achevés en 1963 et en 1964; en 1963 le nombre des permis de construire demandés et accordés s'élevant à 525.000 logements, nombre de logements terminés pour la même période étant de 336.000; écart entre l'offre et la demande; hausse de prix considérable et difficile à contrôler; augmentation des prix de revient; coût des terrains; politique de réserve foncière; crédits d'équipements affectés aux Z.U.P.; confusion entre le marché et la construction; amener les ménages à consacrer une partie suffisante de leurs revenus à leur logement; réserver une part importante des crédits au secteur social; intensification d'une action gouvernementale* [4 novembre 1964] (p. 4528 à 4530); après l'Art. 59: *Ses observations sur l'amendement de M. Boscher* (p. 4563); *application de l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances; modification de l'amendement de M. Boscher; remboursement des frais spéciaux; répétition des primes ou bonifications d'intérêt* (p. 4569); *équipement des zones à urbaniser en priorité; crédits d'équipement devant accompagner les Z.U.P.* (p. 4571); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, seconde délibération, Art. 7: *Paragraphe 2 de l'article 7 de la loi de finances prévoyant la suppression, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1965, de certaines exemptions de la taxe dite de retenue à la source sur le produit des emprunts obligataires; sociétés de développement régional* [9 novembre 1964] (p. 5210, 5211);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan: *Nécessité de l'expansion et de l'élévation du niveau de vie; mettre sur pied une loi d'orientation industrielle; regroupement des entreprises; décentralisation; abaissement des prix de revient; amélioration des moyens de transport; crise du logement* [24 novembre 1964] (p. 5567, 5568);

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1966, CONSTRUCTION, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Crédits du Ministère de la Construction; accroissement des moyens financiers; aide de l'Etat aux habitations à loyer modéré; création d'une caisse de prêts aux organismes d'H.L.M.; subvention de l'Etat aux coopératives et associations syndicales de reconstruction; taxation des plus-values foncières; prêts spéciaux forfaitaires du Crédit foncier; épargne-logement; réforme des circuits bancaires; réforme du crédit hypothécaire; délai entre le moment où un logement est autorisé et celui où il est achevé; insuffisance du chiffre de 480.000 logements; nécessité d'atteindre 600.000 logements; possibilités techniques et financières; zones d'aménagement concerté; objectifs du V<sup>e</sup> Plan* [22 octobre 1965] (p. 4007 à 4009); Art. 45: *Cet article fixant le programme de construction des H.L.M. au nombre de 150.000 pour 1966 ainsi que le programme triennal à engager au cours de la même année; ses observations sur l'amendement de M. Denvers* (p. 4037); Art. 60: *Modification de la date limite à laquelle les adhérents d'un groupement de reconstruction sont radiés de ce groupe lorsque les travaux que celui-ci avait mission d'exécuter n'ont pas été entrepris* (p. 4037, 4038); *retrait de son amendement* (p. 4038); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, II. — SERVICES FINANCIERS. — TAXES PARAFISCALES, en qualité de *Rapporteur suppléant*: *Notion de parafiscalité; taxes perçues au profit d'organismes à vocation économique; O.R.T.F.; centre technique des industries mécaniques; utilité des taxes existantes* [27 octobre 1965] (p. 4223); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur spécial suppléant*: *Diversité des comptes spéciaux du Trésor; « compte Barangé » cessant de fonctionner; création de l'Office national des forêts; compte concernant le lancement de certains matériels aéronautiques; autorisations de programme concernant les adductions d'eau; équipement routier; prêts d'équipement; prêts du F.D.E.S.; prêts extérieurs; Office national interprofessionnel des céréales; montant des prêts consentis aux trois pays du Maghreb* (p. 4236, 4237);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT, III. — LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Programme de logements sociaux; création du Ministère de l'Équipement; primes à la construction et aux subventions pour le financement*

*des habitations à loyer modéré; caisse de prêts aux organismes d'H.L.M.; nombre de logements H.L.M. financés; épargne-logement; nombre de logements terminés; ralentissement des demandes de permis de construire; niveau des prix; développement du marché de la construction; nécessité d'arrêter la spéculation; insuffisance des terrains à bâtir; régime des prêts différés; unité du marché du logement; rénovation de l'habitat ancien [8 novembre 1966] (p. 4397 à 4399); Art. 42: Construction des habitations à loyer modéré [9 novembre 1966] (p. 4458); programme de logements aidés par l'Etat (p. 4459).*

**TEARIKI (M. Jhon),** *Député de Polynésie française (app. C. D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962].

S'apparente au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962].

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 594).

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Extension à la Polynésie française du régime de l'inscription maritime* [24 octobre 1963] (p. 5496); BUDGETS MILITAIRES : *Expériences atomiques sur l'atoll de Moruroa aux îles Tuamotu; conditions de la sécurité; création d'une commission d'enquête* [7 novembre 1963] (p. 6769, 6770); *problème économique pour l'avenir de la Polynésie* (p. 6770).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère : *Minorité chinoise en Polynésie française; son inquiétude au sujet de la reconnaissance de la Chine communiste par la France; assimilation de ces Chinois; assemblée territoriale ayant émis le vœu que lui soit accordée la nationalité française; fusion ethnique et cohésion sociale; précautions nécessaires; statut transitoire assu-*

*rant leur assimilation dans des meilleures conditions* [29 avril 1964] (p. 1020, 1021).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES : *Installation du centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique; explosions nucléaires pouvant avoir de fâcheuses conséquences sur les populations; mesures de protection; son désir de voir le Gouvernement renoncer à ses projets* [6 novembre 1964] (p. 4870 à 4872);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Conséquences des explosions atomiques expérimentales en Polynésie; opinion du docteur Schweitzer; crédits de la loi de programme* [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5748, 5749);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Situation des Polynésiens; effets de la radioactivité; opinion de M. Jean Rostand; menaces pesant sur les Polynésiens; opinion du professeur Perrin; Polynésie française étant devenue un vaste camp militaire; propagande officielle; manque d'hommes pour l'agriculture et la pêche locales; développement de la prostitution et de la délinquance juvénile* [21 octobre 1965] (p. 3955 à 3957);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Rattachement du plan quinquennal 1966-1970 de la Polynésie française au V<sup>e</sup> Plan; équipement aérien et météorologique; piste de Hao; plan d'urbanisme de Papeete; Centre d'expérimentation du Pacifique* [3 novembre 1965] (p. 4412);

— sur la motion de censure : *Répercussions de la décision prise par le Gouvernement de retirer les forces françaises de l'O.T.A.N. dans le Pacifique; problèmes du Sud-Est asiatique; Gouvernement voulant doter les îles du Pacifique d'installations aéronavales; Polynésie française ayant une valeur stratégique; nécessité de ne pas écouter l'orgueil national* [19 avril 1966] (p. 786);

— du projet de loi portant amnistie : *Situation dans les territoires d'outre-mer; mesures ayant frappé le député de la Nouvelle-Calédonie et celui de la Polynésie; loi-cadre de 1956; cas de M. Pouvanaa a Oopa; arrestation du député; suspension du conseil de Gouvernement dont M. Pouvanaa a Oopa était vice-*

président; rôle d'un certain Maruhi; presse locale en Polynésie française [26 avril 1966] (p. 926, 927); après l'Art. 2: *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Amnistie pour destructions et dégradations)* (p. 934);

— du projet de loi étendant au territoire de la Polynésie française les dispositions de caractère législatif déterminant le régime de pensions de retraite des marins français de commerce, de pêche ou de plaisance et des agents du service général à bord des navires et relatif à la codification de ces dispositions: *Ses observations sur les dispositions de l'article 2; travaux d'agrandissement du port de Papeete; Centre d'expérimentation du Pacifique; problèmes posés par la construction de l'hôpital général* [7 juin 1966] (p. 1739).

**TERRÉ (M. Henri)**, Député de l'Aube, 2<sup>e</sup> circonscription (R. I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

Donne sa démission de membre de cette Commission [15 avril 1964] (p. 763).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [16 avril 1964] (p. 803), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 594);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354).

Est élu président de cette Commission [9 janvier 1963] (p. 460).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à

l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154).

### Interventions :

Sa mise au point au sujet de son vote sur les projets de loi relatifs à la Cour de sûreté de l'Etat [15 janvier 1963] (p. 755).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Éducation nationale: *Insuffisance des locaux et du nombre des maîtres; situation à cet égard dans la circonscription d'action régionale Champagne; décentralisation universitaire de l'émigration rurale; insuffisance des crédits et problème de la non-consommation des crédits; conséquences du décret du 27 novembre 1962 sur les charges des collectivités locales en matière de constructions scolaires* [21 juin 1963] (p. 3819 à 3824).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, CONSTRUCTION: *Réduction des crédits affectés à la réparation des dommages de guerre; objectifs du plan; difficultés pour les collectivités locales* [31 octobre 1963] (p. 6161, 6162);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction: *Examen du projet renvoyé à une date ultérieure; informations complémentaires* [11 décembre 1963] (p. 7833);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION: *Programmes sociaux de relogement; difficultés de leur financement; nécessité de viabiliser les terrains et de les rendre constructibles; bonifications d'intérêts; ses observations sur les programmes de rénovation urbaine et le financement des Z.U.P.; situation de la ville de Troyes; tâches de la société d'économie mixte de l'Aube; difficultés des villes anciennes, mises à part les zones à rénover; financement de la rénovation* [4 novembre 1964] (p. 4541); *financement des*

*Z.U.P. et des Z.A.D.; déconcentration des décisions à l'échelon du préfet; possibilité d'un large débat sur la construction* (p. 4541, 4542); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE, SERVICES GÉNÉRAUX : *Comité d'expansion et commissions de développement économique et régional; effectifs du personnel; problèmes de la décentralisation; opinion de M. Delouvrier* [9 novembre 1964] (p. 5177); — en deuxième lecture, du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Projet touchant à deux domaines différents; bail à la construction intéressant les propriétaires privés; dispositions concernant les opérations d'urbanisation donnant à l'autorité publique des moyens d'agir; modifications apportées au projet par le Sénat; pouvoirs de l'administration dans les opérations d'urbanisation; règlement d'administration publique devant être rédigé afin de préserver les droits légitimes des intéressés* [17 novembre 1964] (p. 5420, 5421);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, CONSTRUCTION : *Objectifs du V<sup>e</sup> Plan; possibilité de construire 400.000 logements; programme des H.L.M.; prolifération des zones à urbaniser par priorité et des zones d'aménagement différé; politique de réserve foncière; prix de revient des immeubles; ses observations sur l'arrêté du 15 octobre 1963; cas de l'Office départemental de l'Aube; limitation des prêts forfaitaires; prêts complémentaires; programmes ruraux; opérations de construction de pavillons individuels ou jumelés; sociétés coopératives d'H.L.M.; sociétés civiles immobilières locatives; problème des loyers; Crédit foncier de France; opérations réalisées en préfabrication lourde; primes à la construction; programmes d'immeubles à loyers normaux (I.L.N.); cas des travailleurs retraités; création de foyers; programmes sociaux de relogement* [22 octobre 1965] (p. 4020 à 4022);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Problème de la construction d'hôpitaux neufs* [20 octobre 1966] (p. 3639, 3640); EQUIPEMENT, III. — LOGEMENT : *Crise du logement; logements bon marché réservés aux catégories sociales modestes; problème des moyens de financement; insuffisance des dotations H.L.M.;*

*caisse de financement des H.L.M.; allocation logement; problèmes des Z.U.P.; rénovation des taudis* [8 novembre 1966] (p. 4407, 4408).

**TERRENOIRE (M. Louis)**, *Député de l'Orne, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 234) autorisant la ratification du traité du 22 janvier 1963 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération franco-allemande, n° 307 [7 juin 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Yougoslavie, n° 765 [18 décembre 1963].

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération franco-allemande, en qualité de *Rapporteur* : *Consécration historique de la réconciliation franco-allemande; évolution historique des rapports franco-allemands depuis le traité de Verdun; persistance à travers cette période des échanges culturels; tentatives de rapprochement entre les deux guerres; position exprimée à ce sujet par le général de Gaulle en octobre 1945; naissance du Conseil de l'Europe; signature du traité de l'Atlantique Nord; aspect bilatéral du traité instituant le pool charbon-acier; rencontres*

entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer; mécanisme essentiel du traité fondé sur les consultations réciproques; contenu du traité; déclaration commune; agenda des consultations bipartites; création d'une commission interministérielle dans chaque pays chargée de proposer l'extension des dispositions des consultations à de nouveaux domaines; consultations relatives aux affaires étrangères; aide aux pays en voie de développement; objectifs en matière de défense; éducation et jeunesse; difficultés résultant en ce domaine du caractère fédéral de la République ouest-allemande; développement de l'enseignement des langues; caractère ouvert de la coopération établie par le présent traité; clause « berlinoise » en matière culturelle; objections qu'a soulevées ce traité; préambule voté par le Parlement allemand; problème de la division de l'Allemagne; maintien des engagements contractés dans le cadre de l'Alliance atlantique; solidarité existant entre la France et l'Allemagne en matière de défense; problème de l'adhésion de l'Angleterre au Marché commun et du désarmement douanier; intentions exprimées dans les interventions des députés socio-démocrates allemands lors de la ratification du traité; propos du chancelier Adenauer à ce sujet; aspect ouvert et non bilatéral fermé de ce traité; accusation d'agressivité adressée par l'Union soviétique au traité [12 juin 1963] (p. 3311 à 3317); non-publication dans le Bulletin de Presse de la République fédérale d'Allemagne du 18 juin 1963 du préambule voté par le Bundestag [13 juin 1963] (p. 3337); recommandation faite en juillet 1961 à Bonn par les chefs de Gouvernement des Six d'instaurer un système de rencontres gouvernementales régulières (p. 3342); non-publication au Bulletin officiel ouest-allemand du préambule voté par le Bundestag (p. 3358); sur la demande d'ajournement de M. Maurice Faure: la position émise à ce propos par la Commission des affaires étrangères; nécessité de ratifier le présent traité (p. 3375).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale: Situation particulière des enfants de paysans; problème de la carte scolaire; problème du ramassage; insuffisance de crédits [21 juin 1963] (p. 3815, 3816);

— sur la déclaration du Gouvernement sur

sa politique étrangère: Vocation universelle de la France; alliance Atlantique; reconnaissance de la Chine communiste; problème de Formose; impossibilité d'encourager les espoirs formosans de reconquête de la Chine continentale; problème de Cuba; question de Pologne; libéralisation du régime; relations de la France et de la Yougoslavie; amitié cordiale; importance de l'accord culturel en préparation [28 avril 1964] (p. 980 à 982).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME: Cas d'achat de certains hôtels par des organismes divers dans certaines stations thermales; démocratisation des cures thermales; sa question écrite; reconversion des stations; valeur thérapeutique du thermalisme [11 octobre 1965] (p. 3499);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: Modernisation des structures; formation professionnelle; orientation de la production vers l'élevage et la viande; détérioration du revenu agricole; poursuite de la parité; statut du fermage; politique agricole commune; indemnité viagère de départ; remembrement; rôle du F.O.R.M.A.; cas de la Basse-Normandie [3 novembre 1965] (p. 4390 à 4392).

**THILLARD (M. Paul)**, Député des Hautes-Pyrénées, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).  
Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1965] (p. 573).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'adminis-

tration générale de la République [7 avril 1965] (p. 633);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693);

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [20 février 1963] (p. 2274).

Est élu juré suppléant de la Haute Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [12 juin 1963] (p. 3306).

#### Dépôts :

Sen rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la structure et l'implantation des industries mécaniques en France, n° 503 [24 juillet 1963].

Sen rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2162) portant création d'organisme de recherche, n° 2182 [25 novembre 1966].

Sen rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2272), modifié par le Sénat, portant création d'organismes de recherche, n° 2273 [15 décembre 1966].

Sen rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en République populaire de Pologne du 19 au 28 avril 1966, n° 2279 [15 décembre 1966].

Sen rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche, n° 2294 [19 décembre 1966].

Sen rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2288) portant création d'organismes de recherche, modifié par le Sénat en deuxième lecture, n° 2297 [19 décembre 1966].

Sen rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat, en troisième lecture, portant création d'organismes de recherches, n° 2319 [21 décembre 1966].

#### Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Migrations de populations provoquées par les différences de salaires et par l'insuffisance de logements; corriger les inconvénients du réseau routier et du réseau ferroviaire français; tarif des transports identique pour toutes les régions; problème de l'énergie; aider les entreprises se décentralisant par l'accord d'avantages fiscaux et de commandes en appliquant le système de l'aide liée aux nations sous-développées; formule des « conventions d'implantation »* [26 novembre 1963] (p. 7439 à 7441).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale, sans débat, relative à la profession d'infirmière [30 avril 1964] (p. 1040, 1042, 1043).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Exploitations familiales des côtes et des vallées de montagne ayant un rôle appréciable à jouer dans l'assiette de l'économie nationale; compléter les mesures actuelles; assouplissement de l'octroi de la rente viagère de départ* [5 novembre 1964] (p. 4720); BUDGETS MILITAIRES : *Commandes de matériel par l'armée devant favoriser systématiquement la décentralisation industrielle; cas des Hautes-Pyrénées; vocation de ce département; effectifs de la gendarmerie dans les départements* [6 novembre 1964] (p. 4883);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Planification adoucissant les conséquences des transferts de population; développement du revenu agricole; ses réserves en ce qui concerne la recherche; financement des investissements; autofinancement des entreprises; sens de l'association « capital-travail »* [24 novembre 1964] (p. 5563, 5564);

— du projet de loi de finances pour 1966, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Situation*

des personnes âgées dont les revenus sont inférieurs à 3.200 francs et qui ont besoin de soins hospitaliers longs; financement des écoles d'infirmières; avenir de ces écoles; rôle de l'infirmière; modernisation de la thérapeutique; école des cadres organisée par la Croix-Rouge française [27 octobre 1965] (p. 4191, 4192);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: Régionalisation du Plan de développement; vulgarisation des techniques modernes; développement du tourisme d'été et d'hiver; cas de la région Midi-Pyrénées; exode rural; effort d'équipement et de renforcement des villes moyennes; axe routier Villeneuve-sur-Lot-Auch-Tarbes - Lourdes - Ordesa - Saragosse; cas du port de Bordeaux [4 novembre 1965] (p. 4475, 4476);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles: Complexité des techniques médicales; prix de leur application; autonomie de gestion; loi-cadre; financement de l'assurance obligatoire maladie-maternité; couverture du « gros risque »; protection des enfants jusqu'à l'adolescence [9 juin 1966] (p. 1841, 1842);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A.: Niveau de vie des paysans; rôle du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles; problèmes de la commercialisation des produits agricoles; nécessité d'envisager une loi de programme relative aux produits alimentaires et à leur distribution; équipement national des industries de transformation des produits agricoles [26 octobre 1966] (p. 3908, 3909); EDUCATION NATIONALE: Rôle des gouvernements de la V<sup>e</sup> République; problèmes de l'Education nationale en zone rurale; ses observations sur les C.E.S.; bourses affectées à des ruraux [2 novembre 1966] (p. 4135, 4136); EQUIPEMENT, II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS: Equipements des métropoles régionales; équilibre entre les métropoles régionales et les villes moyennes; réalisation des liaisons routières du Sud-Ouest [8 novembre 1966] (p. 4383, 4384); IV. — AVIATION CIVILE: Infrastructure des aéroports français; cas de la région de Bordeaux; insuffisance du système radar; aéroport international de Tarbes-Ossun-Lourdes; rôle de la compagnie Air Inter; problème des horaires de vol dans le Sud-Ouest;

aviation de tourisme et d'affaires; situation de Sud-Aviation [9 novembre 1966] (p. 4480, 4481);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche, en qualité de Rapporteur: Conséquences des travaux des savants français sur notre indépendance économique, notre progrès social et notre liberté; ses observations sur la recherche fondamentale, la recherche appliquée, la recherche de développement; objectifs du V<sup>e</sup> Plan; Centre national d'exploitation des océans; création de l'Agence nationale de valorisation de la recherche; protection des inventions; rôle du C.N.R.S.; création d'un institut de recherche d'informatique et d'automatique; situation des chercheurs; équipement national en ordinateurs et en calculatrices; création de cinq ou six grands centres de calcul; Ecole nationale supérieure d'électrotechnique, d'électronique et d'hydraulique de Toulouse [30 novembre 1966] (p. 5063 à 5065); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article, après les mots « centre national » à insérer les mots « d'étude et... » (p. 5106); son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article après le mot « exploitation » à supprimer le mot « industrielle » (p. 5106); connaissances en matière océanographique (p. 5106); son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « ressources contenues » à insérer les mots « à leur surface » (p. 5106); son sous-amendement tendant dans l'amendement de M. Berger à supprimer le mot « spécialisés » (p. 5106); contrats de recherche passés par la direction de la recherche militaire; contrats de développement; contrats de recherche passés par les laboratoires de l'éducation nationale (p. 5107); Art. 2: Son amendement tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article après les mots « recherches scientifique et technique effectuées... » à substituer aux mots « notamment dans les laboratoires dépendant de l'Université et du C.N.R.S. » les dispositions suivantes: « Par les entreprises et services publics et notamment par les laboratoires dépendant de l'Université et du C.N.R.S.; il pourra, sur leur demande, apporter le même concours aux entreprises du secteur privé et aux chercheurs isolés » (p. 5107); rôle de l'A.N.V.A.R. (p. 5107); son amendement tendant à rédiger ainsi le début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article: « A cette fin il prospecte les inventions, en assure la mise au point et la



protection nationale et internationale, notamment par le dépôt de brevets correspondants... » (p. 5107, 5108); mission de l'A.N.V.A.R. (p. 5108); Article s additionnels : Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Le Gouvernement présentera chaque année au Parlement, à l'appui du projet de loi de finances, un rapport précisant l'ensemble des programmes de recherches en cours et des moyens qui leur sont consacrés, et justifiant, par l'indication des résultats obtenus ou escomptés, les actions et interventions proposées dans le projet de loi de finances » (p. 5109); information du Parlement (p. 5109); son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Le Gouvernement déposera avant le 1<sup>er</sup> mai 1967 un projet de loi tendant à améliorer la protection des inventions (p. 5109, 5110); En deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Gestion de l'I.R.I.A. [15 décembre 1966] (p. 5608, 5609); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant, au début du quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots « il gère les programmes généraux, notamment en finançant leur exécution » les mots « il assure l'exécution des programmes généraux, notamment en les finançant » (p. 5609); son amendement tendant, à la fin du quatrième alinéa de cet article à substituer aux mots « et en assure l'harmonisation » les mots « et les harmonise » (p. 5609); Art. 3 : Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article après les mots « un établissement public » à insérer les mots « de caractère scientifique et technique » (p. 5609); Art. 5 : Son amendement tendant à substituer aux mots « ainsi créés » les mots « créés par la présente loi » (p. 5610); En troisième lecture, en qualité de Rapporteur : Rôle de la Commission mixte paritaire [19 décembre 1966] (p. 5691); Art. 2 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots « recherche scientifique » à supprimer les mots « et placé sous la même autorité » (p. 5692); Art. 3 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « établissement public » à insérer les mots « de caractère scientifique et technique » (p. 5692); Institut de recherche d'informatique et d'automatique (p. 5692); son amendement tendant à substituer aux mots « pour tout ou partie de ses activités » les mots « compte tenu de ses activités de recherche appliquée » (p. 5692); En quatrième et dernière lecture : Ses observations sur ce texte [21 décembre 1966] (p. 5735).

### THOME-PATENÔTRE (Mme Jacqueline),

Député de Seine-et-Oise, 17<sup>e</sup> circonscription (R. D.). Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élue vice-président de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1965] (p. 572).

Est nommée :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [7 avril 1965] (p. 632);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038).

### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à permettre la liberté de l'information en ce qui concerne les problèmes de contraception et la prévention de l'avortement, n° 1680 [18 novembre 1965].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 378 du Code pénal en vue de la défense de l'enfant martyr, n° 1770 [13 avril 1966].

### En qualité de vice-présidente :

Préside la 1<sup>re</sup> séance du 18 décembre 1962 (p. 81); la séance du 20 décembre 1962 (p. 180); la 1<sup>re</sup> séance du 11 janvier 1963 (p. 617); la 3<sup>e</sup> séance du 17 janvier 1963 (p. 1027); la séance du 22 mai 1963 (p. 3025); la séance du 11 juin 1963 (p. 3279); la séance du 3 juillet

let 1963 (p. 3841); la 2<sup>e</sup> séance du 10 juillet 1963 (p. 4021); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 18 juillet 1963 (p. 4289); la 2<sup>e</sup> séance du 24 juillet 1963 (p. 4470); la séance du 11 octobre 1963 (p. 5143); la 1<sup>re</sup> séance du 26 juillet 1963 (p. 4565); la 1<sup>re</sup> séance du 23 octobre 1963 (p. 5382); la 3<sup>e</sup> séance du 4 novembre 1963 (p. 6310); la 1<sup>re</sup> séance du 7 novembre 1963 (p. 6719); la 3<sup>e</sup> séance du 7 novembre 1963 (p. 6744); la séance du 22 novembre 1963 (p. 7393); la séance du 28 novembre 1963 (p. 7532); la 2<sup>e</sup> séance du 6 décembre 1963 (p. 7727); la 1<sup>re</sup> séance du 10 décembre 1963 (p. 7750); la séance du 17 décembre 1963 (p. 7940); la 2<sup>e</sup> séance du 22 avril 1965 (p. 824); la séance du 6 mai 1965 (p. 1178); la séance du 14 mai 1965 (p. 1347); la séance du 20 mai 1965 (p. 1464); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 21 mai 1965 (p. 1480); la 1<sup>re</sup> séance du 2 juin 1965 (p. 1705); la 2<sup>e</sup> séance du 10 juin 1965 (p. 1970); la 2<sup>e</sup> séance du 18 juin 1965 (p. 2255); la 1<sup>re</sup> séance du 25 juin 1965 (p. 2496); la 1<sup>re</sup> séance du 12 octobre 1965 (p. 3508); la 1<sup>re</sup> séance du 15 octobre 1965 (p. 3729); la 2<sup>e</sup> séance du 19 octobre 1965 (p. 3855); la 1<sup>re</sup> séance du 26 octobre 1965 (p. 4100); la 2<sup>e</sup> séance du 4 novembre 1965 (p. 4445); la 1<sup>re</sup> séance du 19 novembre 1965 (p. 4779); la 1<sup>re</sup> séance du 23 décembre 1965 (p. 5097).

### Interventions :

#### En qualité de vice-présidente :

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Abelin (fixation de l'ordre du jour) [28 novembre 1963] (p. 7532).

Ses observations sur le rappel au Règlement de Mlle Dienesch (son vote) [28 novembre 1963] (p. 7532).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Méhaignerie (son droit de parole lors de la déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire) [28 novembre 1963] (p. 7532).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Boscary-Monsservin sur son vote [25 juin 1965] (p. 2496).

#### En qualité de député :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, ÉDUCATION NATIONALE : *Insuffisance du*

*nombre d'enseignants dans le département de Seine-et-Oise* [19 janvier 1963] (p. 1231).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale, sans débat, relative à la situation du réseau téléphonique de Seine-et-Oise [14 juin 1963] (p. 3407, 3408).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, avec débat, relative à l'aménagement des horaires de travail : *Travaux effectués par le Comité national pour l'aménagement des temps de travail et des temps de loisirs; la désynchronisation souhaitable des heures de sortie des salariés par tranches professionnelles; la pratique de la journée continue, celle de la semaine continue; les avantages que présente la solution de la journée continue dans la région parisienne; l'importance du temps passé dans les transports; la formule du chèque-restaurant; les modifications d'horaires souhaitables d'un certain nombre d'organismes* [28 juin 1963] (p. 3795).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à l'approvisionnement en charbon [8 novembre 1963] (p. 6912, 6914).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Suppression des zones de salaires; décentralisation industrielle; importance de la population des trois départements de la région parisienne; importance de l'équipement; accélération économique et démographique; progrès social et humain; rationalisation* [27 novembre 1963] (p. 7475).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, sans débat, relative à la circulation dans le bois de Boulogne [13 décembre 1963] (p. 7911, 7912).

Pose à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, une question orale, sans débat, relative à la réforme des régimes matrimoniaux [22 mai 1964] (p. 1360, 1361).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à la réversibilité de la retraite de la femme fonctionnaire [22 mai 1964] (p. 1361, 1362).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ajouter, dans la liste des cantons, des communes comprises dans le département de Versailles, Dourdan-*

*Nord et Dourdan-Sud* [12 juin 1964] (p. 1883); *communes ayant demandé leur maintien dans le département de Versailles* (p. 1884).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à la participation des communes aux travaux de changement de tension électrique [19 juin 1964] (p. 2063, 2064).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Pension de reversion au mari d'une femme fonctionnaire décédée; cas des veuves dont le mari est mort avant la promulgation de la loi; augmentation des allocations annuelles* [7 octobre 1964] (p. 2976); Art. L 39 : *Intérêts des orphelins infirmes âgés de plus de 21 ans; montant de la pension; avantages cumulés accordés à un enfant infirme orphelin de père et de mère* [8 octobre 1964] (p. 3015); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article, à supprimer les mots « et ne peut être supérieure au traitement brut afférent à l'indice 100 prévu par l'article premier du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 et les textes subséquents »* (p. 3015); Art. L 49 : *Reversibilité de la pension de la femme fonctionnaire décédée, chacun des époux devant subvenir, dans la mesure de ses moyens, aux frais du ménage* (p. 3021); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de l'article 4 (Allocations complémentaires instituées par les articles 42 de la loi du 30 mars 1929 et 76 de la loi du 30 décembre 1928 étant transformées en pension)* (p. 3049); En deuxième lecture, Art. I. 45 : *Cas de la veuve ou de la femme divorcée ou vivant en concubinage notoire et contractant un nouveau mariage* [14 décembre 1964] (p. 6089, 6090);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Mauvaise qualité et lenteur des communications téléphoniques obtenues à partir de communes suburbaines de la région parisienne; demandes d'abonnement au téléphone en instance dans la Seine-et-Oise; automatisation du réseau téléphonique de la région parisienne* [21 octobre 1964] (p. 3531, 3532);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service natio-

nal, Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Possibilité de dispense d'obligations d'activité du service)* [26 mai 1965] (p. 1585).

Pose à M. le Garde des Sceaux une question orale, avec débat, relative à la protection de l'enfance martyre : *Transformations et améliorations nécessaires de notre appareil juridique, sanitaire et social; causes de l'enfance martyre; alcoolisme (Progression rapide de l'alcoolisme féminin); taudis; problème de la planification familiale; dépistage systématique des situations dramatiques; interprétation erronée du secret professionnel; création d'un corps de magistrats spécialisés; dépistage des enfants martyrisés et surveillance accrue des parents « douteux »; nécessité de multiplier les moyens des services sociaux en équipement et en personnel; application de l'ordonnance du 23 décembre 1958, devenue l'article 357 nouveau du Code pénal; application du décret de 1959 instituant les conseils départementaux de protection de l'enfance* [4 juin 1965] (p. 1838, 1839, 1840).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aménagement de la région parisienne : *Taxes supportées par les industries de la région parisienne; problème des parkings et de la circulation dans la banlieue et la grande banlieue; meilleure coordination du rail et de la route* [18 juin 1965] (p. 2252, 2253).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux; *Evolution sociale et économique de la France; choix de la résidence; puissance paternelle; administration des biens; insuffisance des droits reconnus à la femme; vente des immeubles; exploitation d'un fonds de commerce; valeurs mobilières; erreurs de la part du mari; notion de faute lourde; inscription de l'hypothèque; choix du contrat de mariage* [26 juin 1965] (p. 2590 à 2592); *question du choix ne se posant pas au moment de la célébration du mariage; possibilité de remettre une notice sur les différents régimes matrimoniaux* (p. 2592); *sa préférence comme régime légal: celui de la participation aux acquêts* (p. 2593); Art. 1<sup>er</sup> : *avant l'Art. 214 du Code civil: Son amendement tendant: « I - Après le premier alinéa de*

l'article premier, à insérer le nouvel alinéa suivant: « Art. 213 - La direction de la famille est assurée d'un commun accord par les deux époux. II - En conséquence, dans le premier alinéa, substituer au chiffre « 214 », le chiffre « 213 » (p. 2606); rôle de la femme dans la direction de la famille (p. 2606); Art. 215 du Code civil: Son amendement tendant à rédiger ainsi les deux premiers alinéas du texte proposé pour l'article 215 du Code civil: « Le lieu de résidence de la famille est choisi d'un commun accord par les deux époux. En cas de désaccord mettant en péril les intérêts de la famille, ce lieu sera déterminé par le président du tribunal de grande instance en référé » (p. 2608); choix de la résidence (p. 2608); Art. 216 du Code civil: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Pleine capacité de droit de chacun des époux) (p. 2609); option entre le régime moderne de la participation aux acquêts et celui proposé par le Gouvernement (p. 2609); Art. 223 du Code civil: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Exercice d'une profession) (p. 2612); Art. 224 du Code civil: Retrait de son amendement (p. 2613); Art. 2, Art. 1387 du Code civil: Option entre deux régimes légaux; régime de la communauté et régime de la participation aux acquêts (p. 2615); Art. 1394 du Code civil: Son amendement tendant à substituer aux troisième et quatrième alinéas du texte proposé pour l'article 1394 du Code civil de nouveaux alinéas (Option entre les différents régimes) (p. 2617); adapter la notion d'option à l'article 1394 du Code civil (p. 2617); Art. 1400 du Code civil: Son amendement tendant à rédiger ainsi le texte proposé pour cet article du Code civil: « Le régime de communauté pour lequel les époux ont la faculté d'opter est soumis aux règles expliquées dans les trois sections qui suivent » (p. 2621); Art. 1401 du Code civil: Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1401 du Code civil: « Les biens réservés de la femme sont soumis à une gestion distincte en vertu de l'article 224, ne sont compris dans l'actif à partager que si la femme ne renonce pas à la communauté » (p. 2621); cas des biens réservés (p. 2621); Art. 1421 du Code civil: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Administration de la communauté) (p. 2624); son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du

premier alinéa du texte proposé pour l'article 1421 du Code civil: « Sauf à répondre des fautes qu'ils auraient commises dans sa gestion » (p. 2625); responsabilité du mari (p. 2625); son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 1421 du Code civil par les dispositions suivantes: « La femme administre, pour le compte de la communauté, ses biens réservés, ainsi que les biens provenant des économies qu'elle réalise sur les revenus tant de ses biens propres que de ses biens réservés. Elle a sur ces biens, les mêmes pouvoirs que le mari sur les autres biens communs » (p. 2625); biens acquis par la femme avec ses gains et salaires étant réservés à son administration (p. 2625); Art. 1424 du Code civil: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Aliénation de droits réels sur les immeubles, fonds de commerce et exploitations dépendant de la communauté) (p. 2626); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour cet article (Mari ne pouvant, sans le consentement de la femme, aliéner ou grever de droits réels les immeubles, fonds de commerce et exploitations dépendant de la communauté) (p. 2626); place des valeurs mobilières dans le patrimoine (p. 2626); Art. 224 du Code civil: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots « une profession séparée de celle de son mari » à insérer les mots « ainsi que les économies en provenant » (p. 2628); retrait de son amendement (p. 2629); Art. 1570 du Code civil: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article (Preuve de la consistance du patrimoine originaire) (p. 2641, 2642); retrait de son amendement (p. 2642); Art. 1571 du Code civil: Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après la première phrase à insérer la nouvelle phrase suivante: « Cet état est présumé, sauf preuve contraire par tous moyens, tel que celui porté sur le document prouvant son appropriation, être celui où il se trouve au jour de la dissolution du régime matrimonial » (p. 2642); Art. 2135 du Code civil: Son amendement tendant à la suppression du texte proposé pour cet article (p. 2648); hypothèque légale de la femme mariée (p. 2648); son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, à insérer avant le premier alinéa le nouvel alinéa suivant:

« *Quand les époux ont opté, lors de la célébration du mariage pour le régime de communauté légale ou celui de la participation aux acquêts, l'option confère de plein droit à l'un et à l'autre la faculté d'inscrire l'hypothèque légale pour la sûreté de leurs créances éventuelles* » (p. 2648); *retrait de son amendement* (p. 2649); Art. 2136 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour l'article 2136* (p. 2649); Art. 2137 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 2649); *retrait de cet amendement* (p. 2649); ses explications de vote : *Son souhait de voir réaliser une véritable égalité des époux dans la direction de la famille et dans la gestion du patrimoine commun; projet comportant des améliorations notoires; administration des biens propres par la femme; mutabilité des régimes; possibilité pour la femme de se faire ouvrir un compte en banque; exigence de la signature des deux conjoints pour les actes importants* (p. 2568);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Mécontentement de la population de la région parisienne; saturation des circuits; crise du téléphone; demandes d'abonnement; téléphone étant un service public* [12 octobre 1965] (p. 3553); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Enfance martyre; planning familial; répression des actes commis par des parents indignes; nombre de parents indignes étant débiles mentaux ou alcooliques à hérédité chargée; problème de l'avortement; problème de la prévention; diffusion des informations sur le planning familial; position du Concile à ce sujet* [27 octobre 1965] (p. 4176);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Launay, tendant à compléter l'article 11 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux; *émancipation de la femme mariée; texte ne donnant pas une autonomie suffisante à la femme* [10 novembre 1965] (p. 4635).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative à la cérémonie du Kelly Memorial [13 mai 1966] (p. 1262).

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale, avec débat, relative

à l'aide aux étudiants [8 juin 1966] (p. 1808); *Démocratisation de l'enseignement supérieur; inadaptation du système de bourses; solution du présalaire; versement d'une prestation d'études en fonction de critères sociaux et de critères universitaires* (p. 1812).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 20 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots « dans les écritures du Trésor public » les mots : à la Banque de France* » [9 juin 1966] (p. 1873);

— du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris : *Pouvoirs du district; financement de l'infrastructure des moyens de communications dans la région parisienne; aménagement du territoire; cas de Sarcelles et de Massy; saturation des deux autoroutes du Sud et de l'Ouest; relations ferroviaires; taxes de redevance industrielle; transformation des villes suburbaines en villes-dortoirs; coût de la vie* [23 juin 1966] (p. 2289, 2290);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à compléter la première phrase de cet article par les mots : « à l'égard des hommes et des femmes, des jeunes et des adultes sans discrimination »* [6 octobre 1966] (p. 3166); *principe de la non-discrimination à l'égard des femmes qui travaillent; retrait de son amendement* (p. 3166); Art. 15 : *Possibilités offertes aux femmes de profiter des allocations de conversion* (p. 3185, 3186);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Situation inquiétante en matière de téléphone dans la région périphérique; saturation des centres automatiques de la grande banlieue; discrimination des salaires au sein de la catégorie des préposés des P.T.T.* [19 octobre 1966] (p. 3564); AFFAIRES SOCIALES : *Abattements de zone; indemnités de résidence des fonctionnaires; difficultés de recrutement dans la région parisienne du personnel hospitalier, notamment des infirmières; ses observations sur l'accident survenu à l'hôpital de Grenoble; problèmes des hôpitaux publics; organisation*

du travail à mi-temps; enfance inadaptée [19 octobre 1966] (p. 3600, 3601); EQUIPEMENT, II - TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Crédits relatifs aux investissements routiers; liaisons routières entre l'Ouest de la France, la banlieue Ouest et Paris; construction de Parly-II; ses observations sur la déviation du Perray-en-Yvelines [8 novembre 1966] (p. 4381, 4382);

— du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs : Ses observations sur le degré d'altération des facultés mentales [20 décembre 1966] (p. 5709).

**THORAILLER (M. Edmond)**, Député d'Eure-et-Loir, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32); [3 mai 1963] (p. 2755); [8 avril 1964] (p. 652); [7 avril 1965] (p. 632); [6 avril 1966] (p. 591).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer le crédit privé à l'élevage bovin et chevalin, n° 403 [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1007 du Code civil relatif au testament olographe, n° 1760 [13 avril 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, ANCIENS COMBATTANTS : Fondement légal et la nature de la retraite du combattant; discriminations établies entre les combattants des deux guerres; remboursement des marks aux rapatriés [23 janvier 1963] (p. 1524, 1525);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux donations entre époux, en qualité de Rapporteur, après l'Art. 2 : Son amendement (Indexation des rentes viagères de nature alimentaire) [16 mai 1963] (p. 2936);

— du projet portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 3 : Composition du conseil d'administration devant comprendre les représentants des auditeurs télespectateurs et ceux de la presse écrite; cas des fabricants et revendeurs d'appareils récepteurs de radiodiffusion [28 mai 1964] (p. 1474);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Foyers des jeunes travailleurs; formation des responsables; financement complémentaire à la construction des foyers de jeunes travailleurs [7 novembre 1964] (p. 5018);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Problème des anciens combattants d'Algérie; pensions des veuves de guerre; retraite du combattant; discrimination entre les anciens combattants de 1914-1918 et ceux de 1939-1945 [18 octobre 1966] (p. 3485, 3486); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : Ses observations sur la subvention accordée aux associations de jardins ouvriers; groupements agricoles d'exploitation en commun (G.A.E.C.) [27 octobre 1966] (p. 3952);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité; Art. 5 : Son amendement tendant, au premier alinéa de cet article, à 1<sup>o</sup> supprimer le mot « sciemment »; 2<sup>o</sup> substituer aux mots « ou à l'octroi d'un prêt usuraire », les mots « ou à l'octroi d'un prêt qu'il sait usuraire » [24 novembre 1966] (p. 4833); responsabilité du notaire; retrait de son amendement (p. 4833); Art. 10 : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Prescriptions imposées aux notaires) (p. 4834).

**THOREZ (M. Maurice)**, Député de la Seine, 5<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la construction d'immeubles à usage d'habitation, n° 86 [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée du congé annuel payé dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture, **n° 91** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à rendre effective l'application de la loi du 21 juin 1936 instituant la semaine de 40 heures dans les établissements industriels et commerciaux et fixant la durée du travail dans les mines souterraines, sans qu'il puisse en résulter une diminution de salaire des ouvriers et employés, **n° 92** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à préciser les conditions d'application de l'article 22 *bis* de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, relatif au droit de reprise, **n° 122** [23 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation de la recherche, de la production, des opérations d'approvisionnement, de transport, de transformation, de stockage et de distribution des produits pétroliers en France, **n° 263** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation de l'industrie chimique et de l'industrie de l'aluminium, **n° 264** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à abroger la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris, **n° 405** [21 juin 1963].

Décédé le 11 juillet 1964 [*J. O.* 16 juillet 1954] (p. 6310).

Son éloge funèbre est prononcé [2 octobre 1964] (p. 2895).

**TINGUY (M. Lionel de)**, *Député de la Vendée, 1<sup>re</sup> circonscription (C. D.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32); [3 mai 1963] (p. 2755); [8 avril 1964] (p. 652); [7 avril 1965] (p. 633); [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habi-

tation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296).

### Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des finances; de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Annexe n° 42 : Budgets annexes des essences et poudres, **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Annexe n° 41 : Essences et poudres, **n° 568** [9 octobre 1963].

Sa proposition de résolution à modifier l'article 65 du Règlement, **n° 1033** [26 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 38 : sur les budgets annexes des essences et des poudres, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Annexe n° 37 : Budgets annexes des essences et poudres, **n° 1538** [2 octobre 1965].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Faculté de rachat des cotisations par les vieux exploitants agricoles; nécessité d'étudier profondément la question de la réforme des régimes de Sécurité sociale; procédure adoptée pour la discussion en cours* [18 décembre 1962] (p. 109); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963; Edu-

CATION NATIONALE, titre IV : *Inscription des crédits concernant les constructions scolaires dans le prochain collectif* [19 janvier 1963] (p. 1275); ANCIENS COMBATTANTS : *Amélioration de l'organisation du Ministère des Anciens Combattants; délais pour obtenir une pension de veuve ou de mutilé; retards pour le paiement des pensions; complication des textes relatifs aux pensions militaires; inégalité en matière d'attribution de la retraite du combattant; pécule du prisonnier de guerre 1914-1918; situation de certaines catégories de veuves de guerre; problème du rapport constant; application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962; non respect par le Gouvernement des dispositions de cet article; effort accompli en faveur des anciens combattants et victimes de guerre* [22 janvier 1963] (p. 1455, 1456); titre IV : *Application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962* [23 janvier 1963] (p. 1552); CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de Rapporteur spécial : *Caractéristiques du budget des essences et des poudres; diminution des effectifs; rapport de la Cour des comptes* [23 janvier 1963] (p. 1550); après l'Art. 48 : *Son amendement (Application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962) : Nécessité de prévoir le dépôt prochain d'un plan quadriennal relatif aux anciens combattants et victimes de guerre* [25 janvier 1963] (p. 1842); *problème du pécule aux prisonniers de guerre 1914-1918* (p. 1843); après l'Art. 55 : *Sous-amendement de la Commission à l'amendement du Gouvernement (Réforme de la comptabilité publique) : Problème de la prise en charge des débats par les communes* (p. 1845); *cas des organismes qui ne sont pas des collectivités locales* (p. 1846); après l'Art. 65 : *Amendement du Gouvernement (Droit de timbre sur les exploitations cinématographiques et les séances de télévision) : Nécessité de maintenir le niveau actuel des recettes des finances locales* (p. 1855); *son amendement (Appellation d'origine contrôlée pour le cépage de clairette)* (p. 1857); En seconde délibération, Art. 48 bis : *Nécessité pour le Gouvernement d'appliquer les mesures prévues en faveur des anciens combattants* (p. 1865); Commission mixte paritaire : *Composition de la Commission mixte paritaire; dépôt tardif des amendements par le Gouvernement; mesures en faveur de l'épargne; crédits affectés à la cour de sûreté de l'Etat; situation des rapatriés dans les communes rurales; attribution de crédits rendue*

*nécessaire par la situation atmosphérique* [14 février 1963] (p. 2173, 2174); *procédure du vote bloqué* (p. 2175, 2176); *crédits en faveur des sinistrés du gel* (p. 2177);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière : *Problème du privilège fiscal des artisans; taxe sur la valeur ajoutée et les maisons individuelles construites par des personnes physiques pour leur propre usage et par leurs mandataires; relais des capitaux publics par les capitaux privés dans les constructions de logements; réalisation de constructions immobilières d'investissements; annulation des taxations des mutations d'immeubles d'habitation* [19 février 1963] (p. 2223, 2224); Art. 24 : *Cas des artisans procédant à des opérations de construction* (p. 2230, 2231);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1959 : *Application des dispositions de contrôle concernant les lois de règlement; infractions évoquées par la Cour des comptes; renvoi en Commission du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1960; rôle de la Commission d'enquête créée par le Gouvernement à la suite du rapport de la Cour des comptes* [18 juin 1963] (p. 3445, 3446); *caractère nouveau pris par la loi de Règlement à la suite de la diminution du contrôle budgétaire préalable; rôle de chambre d'enregistrement que certains essaient de faire jouer à l'Assemblée Nationale; questions particulières que pose le Règlement du budget de 1960* [18 juin 1963] (p. 3447);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1960 : *Nécessité de procéder à une étude approfondie des documents détenus par la Commission des finances au sujet du présent texte; nécessité d'opérer un renvoi en commission* [18 juin 1963] (p. 3487); *rapidité de la discussion du présent texte à la Commission des finances* (p. 3487);

— du projet de loi portant modification du contentieux fiscal : *Caractère brusqué de la présente discussion; nécessité de parvenir à l'unification réelle du contentieux fiscal; correctionnalisation de toute infraction fiscale; nécessité de modérer certaines dispositions trop sévères en matière de répression de la fraude fiscale* [9 juillet 1963] (p. 3944, 3945); après l'Art. 8 : *Amendement de la Commission (Exonération en faveur des recours devant les juridictions administratives); conséquences ré-*



grettables de la charge pesant sur les contribuables en conflit judiciaire avec l'administration des finances (p. 3953); Art. 10 : Possibilité de remise gracieuse dans le cas des différentes catégories d'impôts (p. 3955); Art. 17 : Doublement de fait des délais de prescription qu'entraînerait l'adoption du présent article (p. 3964, 3965); Art. 40 : Dispositions de l'article 244 du Code général des impôts; nécessité de ne pas porter atteinte au fonctionnement de la Commission prévue par cet article (p. 3976); Art. 78 : Dispositions du Code du commerce relatives à la conservation des documents comptables [10 juillet 1963] (p. 4013); Art. 80 : Son amendement (Abrogation des dispositions du Code général des impôts contraire au présent projet) (p. 4013);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : Fréquence regrettable du dépôt de collectifs; système des décrets d'avance; insuffisance de crédits pour le ramassage scolaire; hausse des crédits militaires; réduction des crédits sur la dotation inscrite pour les pensions des ascendants et des ayants cause (Anciens combattants); insuffisance des crédits en matière d'agriculture, d'éducation nationale, de travaux publics, de formation professionnelle accélérée; déséquilibre en faveur des crédits militaires; insuffisance des crédits pour la construction; caractère regrettable de certains crédits prévus (Restauration de Trianon, voitures de course) [19 juillet 1963] (p. 4332 à 4334); Art. 6 : Nécessité de ne pas étendre outre mesure le champ d'action de la cour de discipline budgétaire (p. 4356); Art. 7 : Son amendement (Redevances perçues dans la région parisienne pour la création d'établissements industriels nouveaux); délai de prescription pour les redevances non perçues (p. 4356, 4357); Art. 14 : Services du Premier Ministre (Information): son amendement (Réduction de crédits); création de 12 postes de conseillers techniques à l'Information (p. 4372);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction : Ses observations sur l'élaboration du texte; possibilité de ventes sur plan, de ventes d'appartements simplement projetés; insuffisance des crédits pour les H.L.M. et pour les constructions avec primes; nécessité de faire appel aux fonds privés; caractère onéreux de certaines dispositions du texte; caractère pénal de certains articles

[2 octobre 1963] (p. 4975, 4976); Art. 7 : Son amendement sur le syndicat de co-propriétaires (p. 4984); rôle du syndicat de co-propriétaires (p. 4985); Art. 10 : Garanties déterminées par un règlement d'administration publique [3 octobre 1963] (p. 4999, 5000); Art. 11 bis : Recours à des prêts (p. 5000); Art. 11 quater : Indications fournies par le cessionnaire (p. 5004); Art. 22 : Réduction des frais au minimum (p. 5004); honoraires des notaires (p. 5011); Art. 31 : Libero veto (p. 5017, 5018); Art. 34 : Ses observations sur le travail parlementaire lors de ce débat [8 octobre 1963] (p. 5050); Art. 37 : Information du souscripteur (p. 5051); distinction entre société d'études et société de réalisation (p. 5052); réglementation des contrats de cession de parts (p. 5052); Art. 41 : Application des principes généraux du droit (p. 5054); après l'Art. 42 : Conséquences du retrait d'un sociétaire (p. 5056); Art. 51 : Caractère du texte (p. 5061); Art. 51 : Information des acquéreurs (p. 5061); garanties du cessionnaire (p. 5061); après l'Art. 63 : Son amendement (Ventes à terme, ventes en l'état futur d'achèvement, promesses de vente) [9 octobre 1963] (p. 5091); harmonisation de la loi fiscale et de la loi civile élaborée (p. 5091); son amendement (Coût de la construction dans le cas de construction sans prêt spécial) (p. 5092); coût de la construction (p. 5093);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : Son amendement tendant à insérer au début du paragraphe 1 les mots « à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1963 »; limitation de la rétroactivité de l'impôt [22 octobre 1963] (p. 5319); son amendement tendant à la fin de la première phrase du paragraphe V de l'article 3 à substituer aux mots « 1<sup>er</sup> janvier », les mots « 1<sup>er</sup> septembre 1963 » (p. 5327); Art. 3 : Lutte contre la spéculation foncière [23 octobre 1963] (p. 5385); définition du prélèvement; rétroactivité du texte (p. 5385, 5386); Art. 4 : Nécessité de passer par des intermédiaires (p. 5390); principe de la non rétroactivité des lois (p. 5395); fixation d'un taux maximum au mètre carré et au mètre cube (p. 5399); Art. 8 : Dégrèvement pour les œuvres charitables et les établissements d'enseignement construits par des organisations professionnelles (p. 5400); après l'Art. 15 : Les charges des agriculteurs (p. 5416); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 79 : Taxation des transports [24 octobre 1963]

(p. 5528); Art. 85 : *Son amendement (Problème de l'allocation pour les sociétés, gérant des immeubles en co-propriété)* (p. 5530); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème des veuves des grands invalides ; fonctionnement du tribunal des pensions ; différenciation dans la retraite du combattant* [25 octobre 1963] (p. 5657, 5658); *établissement d'un plan quadriennal amorçant un règlement d'ensemble des questions* (p. 5558); *réduction d'un milliard du crédit pour les pensions des veuves* (p. 5692); avant l'Art. 46 : *Son amendement (Date d'application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962)* (p. 5695); *application loyale du rapport constant aux pensions de veuves et d'orphelins* (p. 5695); CONSTRUCTION : *Réforme du système des primes et des prêts* [31 octobre 1963] (p. 6174); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits pour l'enseignement agricole ; crédits d'investissements* [4 novembre 1963] (p. 6330); BUDGETS MILITAIRES : *Intérêt des recherches effectuées par le service des poudres ; activité du service des essences ; fourniture des explosifs ; activité de recherche et spécialement de l'activité de guerre N.B.C. (nucléaire, biologique et chimique)* [7 novembre 1963] (p. 6727, 6728); ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Importance du travail pour les parlementaires de dépouiller des kilos de documents ; nécessité d'alléger le délai constitutionnel ; meilleure présentation des fascicules ; rejet de l'idée du budget de législation ; dialogue véritable entre les Ministres et les députés ; décentralisation apparente des parlementaires ; fait pour les Ministres de sembler plus soucieux de s'adresser au pays par-dessus le Parlement par le canal de la télévision ; placer les opérateurs de la télévision sous l'autorité du président de l'Assemblée ; son vote pour le budget ; maintenir la continuité des services publics et de l'Etat* [9 novembre 1963] (p. 7115, 7116); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Rétroactivité normale à partir d'un certain chiffre et anormale au-dessous* [6 décembre 1963] (p. 7689); Art. 4 : *Politique des grands ensembles* (p. 7714); Art. 3 : *Ses idées défendues lors de la première lecture ; amendement de M. Boisdé ayant une portée insuffisante* (p. 7716); ses explications de vote : *Procédure suivie pour la discussion du budget ; débat véritable et libre entre les deux Assemblées ;*

*composition de la Commission mixte paritaire ; examen du projet par l'Assemblée Nationale ; ses réserves, notamment sur l'article 3 ; ralentissement de la construction* (p. 7720); *conséquences de l'article 3 entraînant une hausse des prix et un freinage de travaux ; lien entre l'inflation et l'industrie du bâtiment ; fausse interprétation donnée du vote favorable de son groupe en première lecture* (p. 7721);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, Art. 40 : *Ses observations en faveur de l'amendement du Gouvernement tendant à rendre inopposables à l'administration les actes recouvrant les dissimulations définies au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article ; cet amendement constituant un compromis raisonnable* [5 décembre 1963] (p. 7645); Art. 76 bis : *Ses observations pour défendre l'amendement de M. Chauvet tendant à substituer au quatrième alinéa (3<sup>o</sup>) de cet article 76 bis un nouvel alinéa : « Possibilité pour le contribuable de se faire assister par deux conseils de son choix devant la Commission départementale »* (p. 7646); Art. 78 : *Obligations légales préexistantes ; problème de leur extension ; délai de prescription* (p. 7647);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 3 : *Sanctions pécuniaires à la discrétion de la juridiction ; ses inconvénients* [10 décembre 1963] (p. 7763); Art. 6 : *Portée du sous-amendement du Gouvernement ; coût des nouvelles retraites* (p. 7776);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 4 : *Système proposé par le sous-amendement de M. Commenay ; son caractère simple et précis* [22 avril 1964] (p. 872); *contestations sur l'irrecevabilité du sous-amendement de M. Commenay ; non modification de la loi de finances* (p. 873); *prérogatives du Parlement de voter l'impôt* (p. 875);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de M. Nungesser tendant à désigner l'Office en abrégé par le sigle R.T.F. ; problème des économies* [28 mai 1964] (p. 1467); *désignation des délégués par des organisations représentatives* (p. 1475, 1476); Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Nungesser tendant à compléter l'article 5 par un nouvel alinéa : « Diffusion ou télévision des débats des Assemblées parlementaires ne*

*pouvant s'effectuer que sous l'autorité du Bureau de chacune des Assemblées* ; position de la Commission des finances sur cette question ; caractère normal de cette solution (p. 1497) ; question concernant les rapports du Gouvernement et de l'Assemblée étant de compétence législative ; problème de la retransmission des débats (p. 1497) ; différence entre le mot « contrôle » et le mot « autorité » (p. 1498) ; Art. 8 : Modalités de l'organisation du contrôle financier (p. 1504) ; seconde délibération, Art. 1<sup>er</sup> : Problème d'économies ; sigle désignant l'Office (p. 1506) ;

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : Problème soulevé par le projet ; questions juridiques, questions fiscales ; création d'une Commission spéciale ; représentation de la Commission des finances [11 juin 1964] (p. 1816) ;

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 1<sup>er</sup> : Ses observations sur le rattachement des communes [12 juin 1964] (p. 1884) ; après l'Art. 7 : Discussion actuelle d'un texte très important pour les parlementaires de la région parisienne et pour les parlementaires de province ; ne pas passionner le débat ; obligations des parlementaires de province ; ne pas exiger que le débat prenne fin cette nuit ; nécessité d'un travail sérieux ; problème de l'absentéisme ; possibilité d'appliquer les dispositions de l'article 61 du Règlement prévoyant, avant tout scrutin, la possibilité de faire vérifier le quorum (p. 1890, 1891) ; nombre des députés de la région parisienne présents ; interprétation faite par M. le Président Pasquini de l'article 61 du Règlement (p. 1891) ; Art. 32 : Insuffisance de la péréquation ; situation de la Seine-et-Marne ; ses observations sur l'amendement de M. Boscher (p. 1904) ; élection des membres des assemblées des collectivités locales chargés de la gestion du fonds (p. 1905) ; Art. 35 : Représentants des conseils généraux devant être élus par les assemblées (p. 1907) ; Art. 22 : Etatisation des personnels de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police ; situation des administrateurs, agents supérieurs et attachés d'administration employés par l'Assistance publique de Paris (p. 1918) ; ses explications de vote : Caractère regrettable de la non consultation des assemblées locales ; absence de nombreux députés ; amélioration du texte par le Sénat ; abstention de ses amis politiques (p. 1927, 1928) ;

Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, ses explications de vote : Discussion hâtive du texte ; conséquences considérables découlant de ce texte ; problème financier ; opposition des membres du rassemblement démocratique et du centre démocratique [29 juin 1964] (p. 2335) ;

— en deuxième lecture du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne : Méthodes parlementaires imposées à la fin de la session étant déplorable ; assiduité parlementaire ; proposition de modification du Règlement ayant pour objet de rendre possible, sur la demande soit du Président de la Commission intéressée, soit du Gouvernement, soit d'un président de groupe, le report au mardi suivant des scrutins intervenus en fin de semaine et présentant une réelle importance [27 juin 1964] (p. 2300, 2301) ;

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : Distribution du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [29 juin 1964] (p. 2323) ; distribution du rapport de la Commission mixte paritaire sur la réorganisation administrative de la région parisienne (p. 2325) ; application de l'article 88 du Règlement pour l'examen des amendements en commission avant leur discussion en séance publique [29 juin 1964] (p. 2355) ; Art. 5 : Son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de l'article 5, après les mots « revenu brut des immeubles », à supprimer les mots « déduction faite des impôts et taxes qui grèvent la propriété » (p. 2357) ; indexation prévue à cet article ayant pour base le revenu brut des immeubles, déduction faite des impôts et taxes (p. 2357) ; indexation sur des ressources allant en diminuant semblant peu favorable au propriétaire du terrain ; son désir d'attendre un revenu fixe ; nature même de l'impôt foncier (p. 2357) ; Art. 12 : Son amendement tendant à compléter l'article 12 par un nouvel alinéa (Date de l'évaluation exacte des droits du propriétaire) (p. 2361) ; prise de possession se substituant à l'expropriation ; éviter toute injustice ; cas de locations provisoires ; question de principe (p. 2361) ; procédure d'occupation temporaire (p. 2361) ; Art. 20 :

*Constitution d'une société civile exigeant des formalités relativement longues; propriétaire suivant, à l'issue d'un délai d'un an, le sort général* [30 juin 1964] (p. 2382); Art. 25 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « Les loyers et avantages en nature, à l'exclusion des remises d'immeubles ou de titres prévus aux articles 2 et 5 ont le caractère... »* (p. 2386); *non-application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2387); Art. 29 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Mise en harmonie des dispositions ci-dessus avec celles de la loi du 15 mars 1963)* (p. 2392); *point délicat de la fiscalité immobilière; substitution, par la loi du 15 mars 1963, de la taxe sur la valeur ajoutée au droit d'enregistrement* (p. 2392); Art. 25 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de l'article 25: « Les loyers et avantages en nature, à l'exclusion des remises d'immeubles ou de titres prévus aux articles 2 et 5 ont le caractère... »* (p. 2393); *spéculation devant être frappée par l'impôt sur les plus-values; opérations de construction durant, en moyenne, trois, quatre ou cinq ans* (p. 2393, 2394); *inapplication de l'article 40 de la Constitution* (p. 2394); Art. 26 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2395); *problème de la taxation prévue à l'article 26; régime fiscal applicable à la remise* (p. 2395); *hypothèse d'une remise d'immeubles en paiement d'une partie du loyer* (p. 2395); *laisser une certaine souplesse à l'application du texte* (p. 2397); *son sous-amendement tendant à remplacer les mots « trente ans » par les mots « vingt-cinq ans »* (p. 2397);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 4 par un nouvel alinéa (Cas des fonctionnaires ou militaires retraités ou leurs ayants cause relevant également du Code des pensions militaires d'invalidité et victimes de guerre pour faits imputables à un événement de guerre)* [8 octobre 1964] (p. 3049);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 2 : *Cet article ne contenant pas les élargissements souhaités par l'unanimité de l'Assemblée; ne pas accorder trop d'importance à des problèmes secondaires;*

*solution transactionnelle proposée par M. Baudis* [15 octobre 1964] (p. 3251); Art. 7 : *Formule compliquée pour la suppression des exonérations; Gouvernement se proposant de majorer le taux des émissions d'emprunt des collectivités locales, du crédit agricole; désir de simplification; collectivités locales souffrant déjà de cruelles difficultés financières* (p. 3253, 3254); *situation des porteurs étrangers* (p. 3254); Art. 11 : *Ne pas négliger la logique interne de l'impôt; différences entre l'amendement de la Commission et l'amendement du Gouvernement* (p. 3259); *deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: Plan pour l'amélioration du sort des anciens combattants et victimes de guerre; vote sur l'amendement de M. Darchicourt; adhésion du groupe du centre démocratique à cet amendement; insuffisance des mesures inscrites au budget; situation des veuves; cas des orphelins mineurs* [20 octobre 1964] (p. 3398, 3399); *ne pas multiplier les recours abusifs en matière de pension; régler le problème du cheminot, ancien combattant; mettre fin à la discrimination entre les combattants de 1939-1945 et ceux de 1914-1918* (p. 3399); après l'Art. 55 : *Son amendement tendant, après l'article 55, à insérer un nouvel article suivant: « Par application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962, le Parlement devra être saisi, dans le cadre du plan quadriennal des dispositions relatives à l'ensemble des questions concernant les anciens combattants et victimes de la guerre* (p. 3406); *application d'une loi ayant reçu une approbation générale; vote du texte de la loi de finances de 1962; objection fondée sur l'article 40 de la Constitution; argument de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959* (p. 3406); *ses observations sur la thèse de M. Darchicourt; Gouvernement refusant le dialogue avec l'Assemblée et les anciens combattants; inapplication de l'article 40, les amendements n'imposant aucune dépense précise* (p. 3408); *notion de quadriennalité* (p. 3409); *sort différent fait à deux textes identiques; suspension de séance ayant pour résultat de faire déclarer recevable un amendement parce qu'il comporterait un signataire de plus* (p. 3409); ÉDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur l'amendement de M. Privat; transferts de charges aux dépens des collectivités locales; réduction des crédits destinés à l'enseignement privé* [30 octobre 1964] (p. 4309); Art. 60 : *Texte précis devant être préféré aux*

*incertitudes d'un décret* (p. 4312); CONSTRUCTION, Art. 59 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Versement du produit de la redevance définie à l'article 3 ci-dessus)* [4 novembre 1964] (p. 4559); *loi du 2 août 1960 ayant fixé des taux de pénalisation; déclarations du délégué général à l'aménagement du territoire; rattacher le produit de cette redevance par la voie de fonds de concours au budget de la construction* (p. 4559); après l'Art. 59 : *Ses observations sur l'argumentation de M. Boscher* (p. 4562); *application de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances* (p. 4562); *ses observations sur les paroles prononcées à son égard par M. Boscher; constatation qu'il n'a jamais défendu aucun intérêt privé ni un intérêt personnel* (p. 4563); BUDGETS MILITAIRES, Art. 29 : *Position prise par M. Laurin; divulgation des secrets militaires* [6 novembre 1964] (p. 4891); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, seconde délibération, Art. 7 : *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 2 de l'article 7* [9 novembre 1964] (p. 5210); *ne pas gêner l'activité des sociétés de développement régional et des collectivités locales et du crédit agricole* (p. 5210); *suppression des avantages acquis; attention à l'égard des collectivités locales* (p. 5211); Art. 66 : *Son amendement tendant à insérer entre les paragraphes 5 et 6 de l'article 66 un nouveau paragraphe (Rentes servies en réparation d'un accident par les compagnies d'assurances à leurs propres assurés)* (p. 5219); *majoration des rentes servies en réparation d'un accident par les compagnies d'assurances à leurs propres assurés* (p. 5219); *objet de l'article 66* (p. 5219); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965 : *Conditions du déroulement du débat; ses observations sur l'article 59 tendant à faciliter les installations d'industries et de bureaux dans la région parisienne; son désir de voir le Parlement voter librement sur l'article 59* [3 décembre 1964] (p. 5824);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 3 : *Ses observations sur son amendement; procédure des dommages de guerre* [8 décembre 1964] (p. 5872); Art. 5 : *Ses observations sur son amendement; ventes de terrains dépendant de lotissements; remboursement des avances* (p. 5873); esprit du sous-

*amendement du Gouvernement* (p. 5873); Art. 10 : *Situation des étudiants* [8 décembre 1964] (p. 5891); Art. 15 : *Application du principe de la non-rétroactivité des lois* (p. 5895); Art. 17 : *Ses observations sur son amendement; institution d'une procédure spéciale pour liquider l'office des changes* (p. 5896); après l'Art. 17 : *Application de la loi du 21 décembre 1963; substituer au budget des charges communes d'un compte spécial du commerce pour le lancement de « certains matériels aéronautiques »* (p. 5897); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 5897); Art. 20 : *Caractère regrettable de prévoir des décisions de justice annulées par la loi; problème de fond des réévaluations foncières; ne pas majorer l'impôt sur les bénéfices agricoles autant qu'il l'aurait été si l'on avait tenu compte de la réévaluation du revenu des propriétés non bâties; sauvegarde des intérêts des contribuables* (p. 5899, 5900); Art. 44 : *Ses observations sur la question soulevée par M. de Grailly; attitude des pouvoirs publics* (p. 5920); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Titre IV : *Annulation de crédits destinés aux anciens combattants* (p. 5926, 5927); Art. 1<sup>er</sup> : *Contrôle économique et financier* [9 décembre 1964] (p. 6007); après l'Art. 21 : *Problème des marais et des canaux ne concernant pas seulement la région du Nord* (p. 6009); *ne pas répartir différemment les charges sociales* (p. 6010); *répartition différente des charges sociales; dégrèvement de certains exploitants* (p. 6010); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [17 décembre 1964] (p. 6209); en deuxième lecture du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Procédure du vote bloqué; problème posé par la création de l'Office des forêts* [18 décembre 1964] (p. 6262);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers : *Principaux traits de la situation économique actuelle; superéquilibre du budget; balance des comptes étant favorable; stabilité des prix; stagnation de la production; cas de l'Ouest; difficultés dans certains secteurs: le cuir, le caoutchouc, l'automobile; ralentissement des investissements; politique des revenus se faisant attendre; problème de*

*l'allègement de la surtaxe progressive ; taxation des plus-values ; projet devant profiter aux grandes sociétés plus qu'aux petites et moyennes entreprises ; mesures prises pour encourager la distribution d'actions aux salariés étant timides ; ralentissement des investissements ; complexité du projet ; notion de plus-value à court terme et de plus-value à long terme ; caractère décevant de ce projet [11 mai 1965] (p. 1236 à 1240) ; Art. 11 : Ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; ses conséquences regrettables ; texte ayant pour objet de rapprocher la situation fiscale de ce qu'elle est dans le droit commercial [12 mai 1965] (p. 1279) ; Art. 24 : Ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing (p. 1288) ; Art. 28 : Portée de ce texte ; Commission départementale des impôts fixant la charge de la preuve (p. 1292) ; Art. 33 : Ne pas déposer les chambres de commerce d'une attribution traditionnelle ; rôle des chambres de commerce (p. 1294, 1295) ; Art. 34 : Participation du personnel des entreprises au capital dans des conditions avantageuses ; obstacles psychologiques ; avantage concédé étant relativement faible (p. 1295) ; Art. 39 : Procédure de l'agrément (p. 1298) ; ne pas donner une sorte de monopole au bénéfice du Ministre des Finances (p. 1299) ; Art. 12 : Ses observations sur l'amendement de M. Chauvet : éviter la surcharge qu'impose le texte en discussion lorsqu'il s'agit de créer une société nouvelle ; transformation en société d'une entreprise à caractère personnel [13 mai 1965] (p. 1319) ; en deuxième lecture, Art. 12 : Son opposition lors du vote [3 juin 1965] (p. 1772) ; Art. 15 : Maintenir la consultation du commissariat au plan ; impérialisme du Ministère des Finances (p. 1773) ; exemple de 4.000 dossiers à étudier par an (p. 1774) ; Art. 45 : Avantages à la construction consentis par une loi de 1963 ; opérations faites par les sociétés d'investissement immobilier (p. 1778).*

Est entendu sur les questions orales, avec débat, relatives aux ressources des collectivités locales : *Se réserve de reprendre la parole quand les bancs de la majorité seront plus garnis [21 mai 1965] (p. 1497).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les*

*subventions accordées conformément au présent article sont fixées en pourcentage du montant des travaux et doivent être réévaluées en cas des hausses des prix de revient d'au moins 5 % [2 juin 1965] (p. 1745) ; part subventionnable du montant des travaux ; ne pas distinguer trois catégories de subventions ; tenir compte des variations de prix (p. 1745) ; ses observations se plaçant sur le terrain constitutionnel (p. 1745) ; ses observations se plaçant sur le terrain pratique et financier ; subventions dues aux communes (p. 1746) ;*

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Ses observations sur les grandes lignes de la réforme ; conditions de la discussion du débat ; problème des déductions ; ses observations sur l'agriculture ; mesures prises en Allemagne pour les agriculteurs ; produits pétroliers ; taxe sur la viande ; dispositions relatives à la presse [23 juin 1965] (p. 2379 à 2381) ; incidences possibles de la réforme sur la situation des artisans et de certaines professions libérales ; situation des collectivités locales ; impôt sur les ménages (p. 2381, 2382) ; Art. 1<sup>er</sup> : Taxe sur la margarine [24 juin 1965] (p. 2451) ; consommation du beurre (p. 2451, 2452) ; agriculteurs français (p. 2452) ; son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « 15<sup>o</sup> La taxe unique de circulation sur les viandes » (p. 2452) ; suppression des taxes uniques (p. 2452, 2453) ; son rappel au Règlement : Application de l'article 40 de la Constitution (p. 2453) ; après l'Art. 3 : Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Application de la T.V.A. ; agriculteurs) (p. 2454) ; différenciation entre l'agriculture industrialisée et l'agriculture à caractère familial ; engagements pris à Bruxelles (p. 2454) ; agriculteurs payant la T.V.A. (p. 2455) ; Art. 4 : Limiter les taxations sur les opérations que les redevables réalisent pour eux-mêmes aux livraisons et non pas aux prestations (p. 2456) ; ratification du Parlement pour les décrets en Conseil d'Etat portant sur des matières législatives (p. 2457) ; Art. 8 : Secteur de l'automobile (p. 2460) ; Art. 9 : Son amendement tendant à rédiger ainsi l'alinéa b du paragraphe 1 de cet article : « Pour les biens que les redevables se livrent à eux-mêmes par la première utilisation » (p. 2464) ; Art. 16 : Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa c du paragraphe 2 de cet article [25 juin*

1965] (p. 2506); Art. 30 : *Son amendement tendant à substituer aux paragraphes 1 à 6 de cet article, des nouveaux paragraphes (Opérations se rattachant aux activités bancaires)* (p. 2536); Art. 38 : *Porter de 3 % à 5 % la fraction de la part locale de la taxe locale sur les salaires alimentant le fonds d'action locale* (p. 2546, 2547); après l'Art. 41 : *Indexation devant être faite sur la progression de la masse totale de l'impôt local* (p. 2548); Art. 47 : *Retard de recouvrement* (p. 2560); *modalités de calcul de l'article 40* (p. 2561); *délai de paiement* (p. 2561); En seconde délibération, Art. 8 : *Véhicules automobiles d'occasion* (p. 2567); En deuxième lecture : *Finances des collectivités locales; situation de l'agriculture et des artisans; problème dit du « butoir »; prix de la vente des produits agricoles; unification des législations européennes; justice fiscale; situation des collectivités locales; transfert de charges de l'Etat aux collectivités locales; vote sur la motion de renvoi* [21 décembre 1965] (p. 4992, 4993); Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Cas où l'agriculteur n'est pas lui-même assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 5007); *Gouvernement demandant de refuser à l'ensemble des agriculteurs français la possibilité de déduire la taxe sur la valeur ajoutée payée par eux sur les machines et les engrais; industrialisation de l'agriculture; ses observations sur les produits de la terre et de la mer; équilibre entre l'agriculture et les autres secteurs économiques* (p. 5007); *agriculteurs ne bénéficiant pas de l'exonération; mécanisme de la taxe mise en place par nos partenaires allemands* (p. 5008); Art. 4 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Paquet; taxation de l'énergie* (p. 5009, 5010); Art. 9 : *Taxe sur la valeur ajoutée appliquée aux produits pétroliers* (p. 5018); *ses observations sur les produits pétroliers; équilibre des prix; solution du Sénat* (p. 5019); Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement du Gouvernement par un paragraphe c rédigé comme suit: « c) I - Les opérations effectuées par les artisans visés à l'article 1649 quater A du Code général des impôts. II - Les pertes de recettes, pouvant résulter du paragraphe premier ci-dessus seront compensées par une majoration du taux normal de la T.V.A. »* (p. 5022); *cas des artisans fiscaux* (p. 5022); Art. 14 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'alinéa b du paragraphe 2*

*de l'amendement du Gouvernement par de nouvelles dispositions: « ...ainsi qu'à celles faites par les redevables inscrits au répertoire des métiers, exception faite de celles visées à l'article 13. Les pertes de recettes pouvant résulter des dispositions ci-dessus seront compensées par une majoration du taux normal de la T.V.A. »* (p. 5024); *son sous-amendement tendant, dans le paragraphe 2 de l'amendement du Gouvernement à insérer un alinéa b bis): I - « Aux activités ou aux prestations de services, qui, dans le régime antérieur, étaient assujetties à la taxe sur les prestations de services (T.P.S.) et dont l'activité de prestations de services est prépondérante ». II - Les pertes de recettes pouvant résulter du paragraphe ci-dessus seront compensées par une majoration du taux normal de la T.V.A. »* (p. 5024); *son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de l'amendement du Gouvernement: I « Aux opérations effectuées par les artisans visés à l'article 1649 quater A du Code général des impôts. II - Les pertes de recettes pouvant résulter du paragraphe I ci-dessus seront compensées par une majoration du taux normal de la T.V.A. »* (p. 5024); *situation des artisans* (p. 5024, 5025); Art. 16 : *Règle du butoir; cas de l'Allemagne* [22 décembre 1965] (p. 5036); Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de cet article (Impôt dont le montant est supérieur à 800 francs et n'excède pas 4.000 francs)* (p. 5038); *ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth* (p. 5039); *position de M. Neuwirth en première lecture* (p. 5040); *cas des artisans* (p. 5040); *procédure consistant à traiter différemment les députés en fonction du vote qu'ils peuvent émettre à telle occasion* (p. 5040); *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour le paragraphe 2 bis de l'article 18 à supprimer les mots suivants: « Au titre de leur activité principale »* (p. 5041, 5042); *son amendement tendant à compléter l'article 18 par un paragraphe 5 (Cas des redevables nouvellement inscrits au répertoire des métiers)* (p. 5042); *son amendement tendant à compléter l'article 18 par un nouveau paragraphe (Cas des entreprises inscrites au répertoire des métiers et qui créent un emploi nouveau; maintien de cet emploi pendant une durée minimum de cinq ans)* (p. 5042); Art. 31 : *Problème des football de table et des autres appareils automatiques*

(p. 5048); ressources des communes; appareils à sous (p. 5048); Art. 38 : Part du Fonds d'action sociale (p. 5049); son sous-amendement tendant à supprimer le dernier alinéa proposé par l'amendement de M. Vallon pour le paragraphe 4 de l'article 38 (p. 5050); fonctionnement du comité de gestion du fonds d'action locale; fonds d'investissement routier; situation financière des communes (p. 5050); retrait de son sous-amendement (p. 5051); Art. 41 : Son sous-amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa proposé par l'amendement de M. Vallon pour le paragraphe 4 (p. 5054); impôt foncier sur les propriétés bâties (p. 5054); Art. 41 bis : Minimum garanti indexé (p. 5055); En seconde délibération : Art. 3 : Problème d'équilibre entre la taxation des agriculteurs français et celle des agriculteurs étrangers; situation financière des fabricants d'engrais; exemple du pain; exemple des bovins (p. 5070); vente du bétail; prix de la viande (p. 5071); En troisième et dernière lecture : Régime de décote linéaire [23 décembre 1965] (p. 5099);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, Art. 214 du Code civil : Ses observations sur l'impossibilité, pour la femme, de cumuler les différents moyens de s'acquitter de sa contribution [26 juin 1965] (p. 2607); Art. 1437 du Code civil : Problème des dépréciations monétaires faussant le calcul des récompenses (p. 2633); retrait de l'amendement de M. Davoust (p. 2633);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers; Art. 33 : Administration n'étant pas seule juge de l'affaire; contrôle juridictionnel [29 juin 1965] (p. 2725);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, Art. 2 : Problème de l'indemnisation; son caractère juste et préalable [30 juin 1965] (p. 2785); Art. 3 : Période transitoire; préciser que les greffiers pourront continuer l'exercice de leurs fonctions jusqu'à un âge à déterminer (p. 2788); son amendement tendant à rédiger comme suit le début de la dernière phrase du premier alinéa de l'article 3 : « Toutefois, ils ont la faculté de continuer l'exercice de leurs fonctions jusqu'à l'âge... » (p. 2788); En deuxième lecture,

Art. 3 : Situation des greffiers âgés; situation découlant de la fonctionnarisation de certains greffiers [9 novembre 1965] (p. 4592); son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 3 par les dispositions suivantes : « De plus, pendant les quatre années qui suivront la date de mise en application de la réforme, l'âge limite sera porté à soixante-treize ans » (p. 4593); Art. 4 bis : Indemnités accordées aux greffiers (p. 4597); taxe sur les plus-values (p. 4597); Article additionnel : Problème de la taxation des plus-values (p. 4598, 4599);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : Installation pour des expropriés de la région parisienne; problème du personnel et des investissements; création d'un certain nombre d'emplois; situation désespérante du logement [12 octobre 1965] (p. 3560, 3561); ses observations sur les paroles de M. Maretté (p. 3561); Art. 51 : Révision des évaluations pour le calcul de l'impôt sur les propriétés bâties; importance pour les collectivités locales; portée de l'article (p. 3593); après l'Art. 55 : son rappel au Règlement : Nécessité de savoir sur quoi l'on vote; amendement de M. Chauvet; amendement du Gouvernement (p. 3595); protection des routes de France; ne pas dessaisir la Commission des finances; situation des communes de plus de 10.000 habitants (p. 3597); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : Ses observations sur les finances des collectivités locales; aide de l'Etat en matière de travaux publics; effort en matière d'autoroutes; problème des postes et télécommunications; ses observations sur l'électrification et l'eau; inégalité des ressources et des besoins des collectivités; critère retenu pour la répartition de la taxe locale [15 octobre 1965] (p. 3735); rétablissement de l'équilibre entre l'Ouest et l'Est; problème des « pays de Loire »; appellation « Loire-Maine-Vendée » traduisant seule la vérité d'une région; déséquilibre à l'intérieur même de la région; effort consenti en faveur du littoral du Rousillon; aménagement des marais de l'Ouest et notamment de la baie de l'Aiguillon; effort supplémentaire devant être consenti en faveur des pays de faible revenu (p. 3736); BUDGETS



MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Budget annexe des essences; budget annexe des poudres; secteur civil des poudres et des recherches; situation du personnel; rémunération des techniciens des essences et des poudres; problème des poudres; problème de la gendarmerie* [21 octobre 1965] (p. 3939); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS: *Ses observations sur son temps de parole* [25 octobre 1965] (p. 4068); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: *Inquiétudes des anciens combattants; péréquation des pensions; discrimination opérée entre les combattants des différentes guerres; cas des anciens combattants d'Algérie; lenteur des tribunaux; suppression de 600 emplois à l'Office des anciens combattants; suppression d'une école d'horticulture; position du conseil général du département des Deux-Sèvres; protestation émise par le président Cassin; crédits de pension; crédits de la retraite du combattant* [26 octobre 1965] (p. 4130 à 4132); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., après l'Art. 55: *Impérialisme du Ministère des Finances* [28 octobre 1965] (p. 4302); ses explications de vote: *Budget des anciens combattants; cas des rapatriés; orientation générale de la politique financière; déficit des entreprises nationalisées; déficit de la S.N.C.F.; remise en ordre de la Sécurité Sociale* [28 octobre 1965] (p. 4332, 4333); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966: *Cas des mutations à titre gratuit; critique du prélèvement de 0 fr. 70 %; situation de l'agriculture* [17 novembre 1965] (p. 4718); *Fonds d'investissement routier; problème de la voirie locale* (p. 4724);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social, Article unique: *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants: « Etant entendu que sera intensifiée la politique d'action régionale tendant à diminuer le déséquilibre économique des régions »* [5 novembre 1965] (p. 4561); *cas des régions classées « Ouest » par le Plan; politique d'action régionale* (p. 4561, 4562); *ses observations sur les paroles de M. Pompidou* (p. 4562); *ses explications de vote: Objectifs du Plan; problème du plein emploi; production nationale; majoration de certains tarifs; productivité de la S.N.C.F.; taxe sur l'énergie; politique de l'énergie; insuf-*

*finances du Plan; ses observations sur le problème de la Sécurité sociale et sur celui de la Communauté économique européenne* (p. 4565); En troisième et dernière lecture: *Evolution des relations européennes; menace de chômage; problème de l'artisanat; dangers pour l'agriculture* [19 novembre 1965] (p. 4807);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de la question touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie: *Son opposition lors du vote* [17 novembre 1965] (p. 4716);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1965, Art. 7: *Cession à titre gratuit de biens du domaine privé de l'Etat à la Guyane; limitation des cessions consenties à des tiers par le Centre national d'études spatiales* [20 décembre 1965] (p. 4968); *contrôle prévu pour les cessions de biens appartenant à l'Etat* (p. 4968); après l'Art. 11: *Epuration des eaux industrielles; épuration des eaux usées municipales* (p. 4969); *assainissement des rivières de France ne pouvant être réalisé si les égouts continuent à leur déverser les eaux sales* (p. 4970); *modification possible du statut des fonctionnaires, application de la Constitution; cas du directeur de l'école de tir* (p. 4972); Etat A, Intérieur: *Crédits destinés à des subventions de caractère facultatif* (p. 4974); *diminution des subventions de caractère obligatoire; cas du ramassage scolaire* (p. 4975);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement: *Conséquences du plan de stabilisation; rigueur budgétaire étant portée à l'état de culte officiel; plus-values fiscales; hausse des prix; augmentation du poids de l'impôt direct; cas des collectivités locales; ses observations sur les problèmes de l'agriculture; collecte de l'épargne; autofinancement des entreprises américaines et anglaises; avoir fiscal; choix de certains investissements au détriment d'autres; cas des entreprises textiles; problème des investissements par construction de bâtiments; distinctions faites dans le choix du matériel; sa question de savoir pourquoi on encourage l'utilisation des camions de 6 à 12 tonnes; absence de la neutralité de l'impôt; système de la déduction fiscale; système de l'aide*

par l'impôt aboutissant à l'inégalité fiscale; réévaluation des bilans; spéculation contre la monnaie; manque de crédits freinant essentiellement les investissements des entreprises; politique économique pratiquée par la Grande-Bretagne; système des subventions; problème de la révision de notre système bancaire; nécessité de faire renaître à l'échelon local un financement adapté; cas des régions défavorisées [20 avril 1966] (p. 827 à 830); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement ainsi rédigé: « I - Compléter l'alinéa 2 de l'article premier par la phrase suivante: « Elle est également de 10 % du montant des installations industrielles ou artisanales réalisées dans les régions où l'activité économique doit être spécialement encouragée. II - En conséquence, dans le troisième alinéa, après les mots « matériel mis en place », insérer les mots « ou des installations réalisées » [21 avril 1966] (p. 858); donner une impulsion aux investissements; problème des régions peu développées; orienter les crédits disponibles vers une véritable décentralisation; aspect humain de la question (p. 859); gouvernement anglais accordant des subventions et des assouplissements fiscaux (p. 860); Art. 2: Son amendement tendant à compléter cet article par le paragraphe suivant: « c) Des installations industrielles ou artisanales visées par l'article premier qui auront fait l'objet d'une demande de permis de construire avant le 1<sup>er</sup> janvier 1967 » (p. 862); retrait de son amendement (p. 862).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales: Difficulté d'équilibre des budgets communaux; problème des finances locales; transfert des charges; dépenses de fonctionnement; indemnités de logement pour les maîtres des collèges d'enseignement général; réduction des subventions de fonctionnement; ramassage scolaire; dépenses d'investissements; nécessité de plusieurs années pour aligner les impôts locaux sur les loyers; taxe sur les automobiles; majoration des redevances pour services rendus; problème des emprunts; possibilité d'associer les élus locaux à la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations; buts du V<sup>e</sup> Plan; subventions de l'Etat; participation des collectivités locales à l'effort d'investissement; structures communales; rôle de la Commission Bourrel; préexistence de la commune par rapport à l'Etat [17 mai 1966] (p. 1311 à 1313).

Prend part à la discussion du projet de loi portant création de l'institution sociale des armées: Sa question de savoir combien coûte actuellement le service social des armées; ressources dont disposera l'établissement; cas du foyer central des forces françaises en Allemagne; nécessité de contrôle; démembrement de l'Etat [31 mai 1966] (p. 1588, 1589); Art. 4: Statut du personnel: Ses observations sur l'amendement de M. Voilquin (p. 1590); statut actuel des personnels employés; situation de détachement (p. 1590).

Pose à M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre une question orale, avec débat, relative à la politique à l'égard des anciens combattants [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1607); Rapport constant; indexation des pensions; idée fondamentale de la parité sociale du pensionné et du fonctionnaire; augmentation des pensions des veuves; inégalité des retraites entre les combattants de 14-18 et ceux de 39-45; cas de forclusion; problème des combattants d'Algérie; remboursement des marks aux anciens prisonniers; problème du démembrement du Ministère et de l'Office des Anciens Combattants [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1610 à 1612, 1625).

Prend part à la discussion:

— du projet de loi relatif aux entreprises pratiquant le crédit-bail: Objectifs du V<sup>e</sup> Plan; entreprises de leasing étant sous la dépendance des banques; ses observations sur les locations de wagons; compétence du Parlement; Conseil national du crédit [17 juin 1966] (p. 2139, 2140); ses explications de vote: Ses observations sur les opérations, dites de renting, c'est-à-dire de location (p. 2143);

— du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées, Article additionnel: Ses observations sur l'amendement de M. Jaillon [23 juin 1966] (p. 2268);

— du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, Art. 1<sup>er</sup>: Intérêts pouvant avoir un taux supérieur à 18%; fixation d'un taux maximum étant de la compétence législative [27 juin 1966] (p. 2391); après l'Art. 15: Compétence du Ministre des Finances (p. 2398); son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Vallon par un nouvel alinéa: « Les modifications ulté-

rieures seront publiées en la même forme » (p. 2398);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 1<sup>er</sup> : *Obligation nationale créée par la loi* [6 octobre 1966] (p. 3167); après l'Art. 2 : *Rôle des représentants des Chambres de Métiers et des Chambres de Commerce* (p. 3171); *retrait de l'amendement de M. Vallon* (p. 3171); Art. 4 : *Ses observations sur la loi Astier* (p. 3172); *ses observations sur les paroles de M. Michel Debré* (p. 3176); *retrait de l'amendement de M. Vallon* (p. 3176); Art. 5 : *Participation des syndicats, des professions et des organisations à la formation professionnelle* (p. 3178); Art. 8 : *Contrôle pédagogique ne devant pas faire obstacle à l'utilisation de nouvelles méthodes d'enseignement* (p. 3180, 3181);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Ses observations sur les paroles de M. Michel Debré; emprunts gagés par des ressources locales* [13 octobre 1966] (p. 3395); Art. 3 : *Avantages accordés aux propriétaires d'immeubles anciens qui désirent améliorer leurs biens* (p. 3407); *ses observations sur cet article qui propose de ramener à 25 % la déduction forfaitaire appliquée au revenu brut pour déterminer le revenu imposable; problème des locaux anciens* (p. 3407, 3408); *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du paragraphe II de cet article par les nouvelles dispositions suivantes: « Pendant dix ans à compter de l'achèvement des travaux d'amélioration afférents aux locaux d'habitation dont le coût est entré en déduction du revenu imposable de l'immeuble »* (p. 3408); *ses observations sur son amendement* (p. 3408, 3409); Art. 11 : *Ses observations sur la taxe établie au bénéfice du B.A.P.S.A.* (p. 3411, 3412); Art. 14 : *Réduction des contingents de carburants détaxés au profit des agriculteurs* (p. 3414); Art. 17 : *Majoration de la cotisation vieillesse; aménagement des modalités du remboursement effectué au titre de la détaxation des matériels agricoles* (p. 3415); *ses observations sur les paroles de M. Anthonioz* (p. 3415); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Office national des anciens combattants; situation des veuves; plan quadriennal; retraite du combattant; rapport constant; ses observations sur l'article II de la loi de 1948; nécessité de présenter un tableau pour*

*les pensions en général et non pour la seule catégorie qui a bénéficié d'une revalorisation; évolution de la situation sociale des pensionnés; problème de l'indexation; ses observations sur les marks de camp; taux de remboursement des marks; problème des anciens combattants d'Algérie; ses observations sur les déportés politiques et internés de la Résistance* [18 octobre 1966] (p. 3476 à 3478); après l'Art. 58 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « L'article 55 de la loi de finances pour 1962 recevra application avant le 1<sup>er</sup> juillet 1967 »* [18 octobre 1966] (p. 3502); *cas des pensionnés de 60 à 80 %* (p. 3502, 3503); JUSTICE : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Vallon, après les mots « En ce qui concerne les greffiers titulaires de charge qui... » à insérer les mots « ayant atteint l'âge de 53 ans avant le 1<sup>er</sup> septembre 1967 »* [27 octobre 1966] (p. 4013); *fonctionnarisation des greffiers* (p. 4014); *retrait de son sous-amendement* (p. 4014); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « L'alinéa 7 de l'article 2 de la loi n° 65-1002 du 30 novembre 1965 est complété par les dispositions suivantes: « Ce décret devra être pris dans un délai de trois mois au plus après l'évaluation de l'indemnité par les commissions compétentes »* (p. 4014); *indemnisation des greffiers* (p. 4014); *son amendement tendant à compléter l'article 50 par le nouvel alinéa suivant: « A l'alinéa 1 de l'article 3 de la loi n° 65-1002 du 30 novembre 1965, les mots « dix années » sont remplacés par « quinze années »* (p. 4014); *existence de plusieurs catégories de greffiers* (p. 4014); *problème de l'amnistie* (p. 4015); Art. 58 : *Problème du remboursement des marks; rapport constant* [10 novembre 1966] (p. 4521); *son amendement tendant à insérer après l'article 58 un nouvel article: « L'article 55 de la loi de finances pour 1962 recevra application avant le 1<sup>er</sup> juillet 1967 »* (p. 4522); En seconde délibération, Art. 23 : *Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles; ramassage scolaire* (p. 4525); *réduction des crédits de renouvellement du matériel et du mobilier scolaire dans les établissements non gérés par l'Etat* (p. 4527); Art. 50 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Debré par l'alinéa suivant: « L'alinéa 7 de l'article 2 de la loi n° 65-1002 du 30 novembre 1965 est complété par les dispositions suivantes: « Ce décret devra être pris dans un délai de trois mois*

au plus après l'évaluation de l'indemnité par les Commissions compétentes » (p. 4530); problème de l'indemnisation des greffiers (p. 4530); ses explications de vote sur l'ensemble : *Politique de la construction; investissements de la S.N.C.F.; contrôle des dépenses publiques; fonctionnement des institutions démocratiques; son vote sur le budget* (p. 4536); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 : *Relèvement des chiffres pour la décade; taxation sur les jeunes ménages; quotient familial; question des billets à ordre du Crédit foncier; nécessité d'exonérer les primes d'assurance-vie* [6 décembre 1966] (p. 5257, 5258); Art. 50 : *Ses observations sur la réforme des greffes* (p. 5269); ses explications de vote : *Problème des cessions de père à fils; installation des jeunes agriculteurs; procédure du vote bloqué* (p. 5276, 5277);

— en deuxième lecture du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Ses observations sur les modifications faites par le Sénat; nécessité de représenter toutes les municipalités dans l'organisme en cours de création; transferts de compétences; système financier; caractère autoritaire de la création des communautés dans quatre agglomérations; inégalités de patentes à l'intérieur des communautés* [17 novembre 1966] (p. 4631); En troisième lecture, Art. 7 : *Rôle du conseil de communauté* [13 décembre 1966] (p. 5470); Art. 20 : *Problème du dégauchement des personnels* (p. 5472);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Réapparition du découvert; ses observations sur les débudgétisations; chèque-restaurant; absentéisme parlementaire; transfert des halles* [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5130, 5131); Art. 11 : *Droit des commerçants installés dans le quartier des Halles de Paris; son vote sur le sous-amendement de M. Barbet* (p. 5144); Art. 12 : *Ressources des banques; problème du monopole des banques* (p. 5145); En seconde délibération, Art. 12 : *Rôle du Crédit foncier; ses observations sur les établissements bancaires* [6 décembre 1966] (p. 5279); Art. 18 : *Création de l'Institut national de la consommation; représentation des producteurs* (p. 5280, 5281); *retrait du sous-amendement qu'il avait déposé avec M. Vallon* (p. 5281); Art. 33 : *Nécessité d'établir en France un réseau d'abattoirs modernes; inscription des abattoirs à un plan;*

*problème du mécanisme financier; augmentation du coût de la vie* (p. 5283); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Conséquences de la procédure de la Commission mixte paritaire* [15 décembre 1966] (p. 5579);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Fanton* [7 décembre 1966] (p. 5336).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux poursuites en matière d'assurances sociales [9 décembre 1966] (p. 5414).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux relations financières avec l'étranger : *Libération des changes; ses observations sur les Etats soumis au régime du franc C.F.A.; ses observations sur la nature des délits* [14 décembre 1966] (p. 5516, 5517); Art. 3 : *Son amendement tendant au début de cet article après les mots « le Gouvernement peut », à insérer les mots « pour une durée de six mois et... »* (p. 5517); *pouvoirs donnés au Gouvernement par ce projet* (p. 5518); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Toutefois les décrets prévus au présent article ne sauraient créer pour la circulation des capitaux, de limitations plus grandes que celles découlant des dispositions abrogées par l'article 2 »* (p. 5518); Art. 5 : *Son sous-amendement tendant dans le texte de l'amendement de M. Debré à supprimer les mots « ou les formalités exigées »* (p. 5518);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1961 : *Ses observations sur les dépenses débudgétisées* [21 décembre 1966] (p. 5735); *procédure parlementaire* (p. 5736);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1964 : *Motion de renvoi en commission; rapport de la Cour des comptes; opérations d'Algérie; problème de la détermination des 25 milliards pour opérations non identifiées; renvoi à la Commission des finances* [21 décembre 1966] (p. 5859, 5860); *rôle des rapporteurs spéciaux* (p. 5860); *nécessité d'une enquête* (p. 5861).

**TIREFORT (M. Antonin)**, *Député du Tarn, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

**TOMASINI (M. René)**, *Député de l'Eure, 4<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 janvier 1962] (p. 1160).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [11 juin 1963] (p. 3283).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 juin 1963] (p. 3319).

Cesse d'appartenir à cette Commission [25 juin 1963] (p. 3711).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [26 juin 1963] (p. 3736), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 mai 1963] (p. 2994).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038).

Cesse d'appartenir à cette Commission [16 juin 1966] (p. 2117).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à incorporer des appelés dans les régiments des sapeurs-pompiers de Paris, n° 84 [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les droits successoraux du conjoint survivant, n° 317 [7 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à la création d'une médaille en faveur des réfractaires au service du travail obligatoire, n° 318 [7 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à sanctionner le dumping commercial sur le plan interne en conformité des dispositions du Traité de Rome, n° 443 [10 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 1577-III du Code général des impôts relatif au minimum garanti de la taxe locale, n° 530 [26 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 58-208 du 27 février 1958, instituant une obligation d'assurance en matière de circulation des véhicules terrestres à moteur, n° 1097 [6 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à réglementer l'exploitation des carrières et sablières, n° 1323 [9 avril 1965].

Sa proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales des jeunes Français atteignant l'âge de 21 ans, n° 1715 [22 décembre 1965].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, ANCIENS COMBATTANTS, Art. 45 : *Importance pour les aveugles de guerre des troubles secondaires résultant de troubles oculaires* [23 janvier 1963] (p. 1535); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Titre IV : *Nécessité d'augmenter les crédits prévus pour la dotation du fonds culturel* [24 janvier 1963] (p. 1666).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture, une question orale, sans débat, relative aux difficultés causées en agriculture par les gelées [17 mai 1963] (p. 2980, 2981).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux calamités atmosphériques [25 octobre 1963] (p. 5673, 5676, 5677).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, avec débat, relative au classement du diabète parmi les maladies de longue durée [17 avril 1964] (p. 831).

Prend part au débat sur les questions orales, avec débat, relatives à la politique de coopération avec les pays en voie de développement : *Le développement de l'aide privée et le problème de la garantie à accorder aux investissements privés* [10 juin 1964] (p. 1795, 1796).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi n° 56-782 du 4 août 1956, relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de la Tunisie : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 9 de la loi modifiée n° 56-782 du 4 août 1956 à substituer aux mots « neuf ans », les mots « dix ans »* [18 juin 1964] (p. 2039).

Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question orale, avec débat, relative à l'amélioration du réseau routier : *Insuffisance des autoroutes existantes et des programmes de construction du réseau routier ; nécessité d'élargir à quatre voies les*

*routes nationales à grande circulation* [19 juin 1964] (p. 2067, 2068).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Insuffisance du réseau routier français ; développement de la circulation automobile ; élargissement à quatre voies des routes à grande circulation ; aménagement des « points noirs » réduisant le nombre des accidents ; coût de cette opération ; relèvement des crédits d'entretien ; rétablissement des tranches locales du fonds routier* [4 novembre 1964] (p. 4580, 4581).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative à la suppression des abattements de zone de salaire [16 décembre 1966] (p. 5656).

**TONDUT (M. Paul)**, Député du Gard, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

En remplacement de M. Gamel, décédé le 28 mars 1966.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [2 avril 1966] (p. 523) [J.O. du 1<sup>er</sup> avril 1966].

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1966] (p. 591).

#### Interventions :

Est entendu sur une mise au point au sujet d'un vote [22 avril 1966] (p. 916).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la politique viticole [22 juin 1966] (p. 2216) : *L'amélioration des moyens de stockage* (p. 2230, 2231).

**TOURET (M. Raphaël)**, Député de la Seine, 11<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

En remplacement de M. Roger Frey devenu Ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 janvier 1963] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632).

Décédé le 17 juin 1965 [*J.O.* 22 juin 1965] (p. 5165).

Son éloge funèbre est prononcé [22 juin 1965] (p. 2346).

**TOURNÉ (M. André)**, *Député des Pyrénées-Orientales, 2<sup>e</sup> circonscription (C.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 51), complétant l'article 107 *a*, du Livre I<sup>er</sup> du Code de travail, n° 237 [17 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 34), tendant à compléter les dispositions de l'article 454 du Code de la sécurité sociale permettant aux enfants conçus, et nés après l'accident du père, de bénéficier, en cas de décès de celui-ci, d'une rente et d'une prise en charge par la Sécurité Sociale, n° 344 [13 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 39), tendant à modifier l'article L 8 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 346 [13 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1089), relatif au contrôle sanitaire aux frontières terrestres, maritimes et aériennes, n° 1362 [12 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1408), tendant à accorder aux femmes salariées deux jours de repos hebdomadaire sans déduction de leur rémunération, n° 1974 [23 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à proroger au-delà de vingt ans la prise en charge par la Sécurité Sociale des enfants déficients physiques et mentaux ou atteints de maladie chronique et, en conséquence : 1° à modifier l'article L 285 du Code de la sécurité sociale; 2° à modifier l'article 1106-1 du Code rural relatif aux assurances sociales des non salariés dans l'agriculture, n° 2056 [6 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1718), tendant à modifier l'article L 351 du Code de sécurité sociale relatif au droit à pension de reversion du conjoint, n° 2217 [7 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2063), tendant à rétablir dans leurs droits les assurés sociaux titulaires de pensions, rentes, allocations, etc. pour l'abrogation des mesures édictées par le décret n° 65-342 du 26 avril 1965 et les textes subséquents, n° 2234 [8 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 148) tendant à apporter à la législation d'aide sociale certaines modifications en faveur des aveugles et grands infirmes, n° 2269 [14 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, après l'Art. 9 : *Caractère abusif de la fiscalité frappant les vins doux*

*naturels; augmentation des droits perçus depuis 1958; fiscalité concernant les vins de consommation courante; effondrement des cours à la production [18 décembre 1962] (p. 124); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, ANCIENS COMBATTANTS: Caractéristiques du présent budget; son insuffisance; cas des ascendants âgés de plus de 65 ans, des veuves de guerre et sourds de guerre; application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962; silence du présent budget à l'égard du problème du rapport constant; données de ce problème; discrimination établie entre les combattants de 1914 et ceux de 1939; attribution de la carte de combattant aux soldats du contingent de la guerre d'Algérie; question des forclusions; cas des cheminots anciens combattants; nécessité de faire du 8 mai une journée de fête nationale fériée et chômée; révisions opérées par la Commission consultative médicale; lenteur avec laquelle les pourvois sont instruits dans les tribunaux de pensions; manifestations des anciens combattants [22 janvier 1963] (p. 1463, 1464); Titre IV: Nécessité de prévoir des mesures rapides en matière de mainlevée des délais de forclusion; problème du rapport constant; mortalité des invalides de guerre comparée à celle de la population française en général [23 janvier 1963] (p. 1532, 1533); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, Titre VI: Conséquences de la création d'une base spatiale au bord de l'étang de Leucate [25 janvier 1963] (p. 1817, 1818); Art. 43: Problème du relèvement des pensions militaires; situation des ascendants pensionnés de guerre 1914-1918 [25 janvier 1963] (p. 1841); diminution progressive du nombre des bénéficiaires des pensions attribuées au titre d'ascendants de morts pour la France durant la guerre 1914-1918 (p. 1841, 1842); après l'Art. 65: Amendements de la Commission de MM. de Tinguy et Alduy (Appellation d'origine contrôlée pour la clairette et la clairette du Languedoc); situation du marché des vins doux naturels; avenir de la production des vins doux de la région du Roussillon; chiffres réels de production en la matière; nécessité d'accorder à la clairette du Languedoc le bénéfice de vin de liqueur à appellation contrôlée (p. 1859, 1860);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962, Art. 1<sup>er</sup>, titre A, ANCIENS COMBATTANTS: Attribution d'une prime aux anciens combattants et victimes de guerre, par analogie

*avec les dispositions prises en faveur des retraités de l'Etat; article 55 de la loi de finances pour 1962 et le plan quadriennal de réajustement des pensions; rapport « constant » en matière de pensions et la situation des invalides de guerre [19 décembre 1962] (p. 169, 170).*

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Florct, relatives à la politique viticole: *La résistance des prix en 1931, 1932 et 1933 en présence d'une très forte récolte; conséquences de la fiscalité frappant les vins; effondrement des cours à la production; situation des vins doux naturels; indemnisation des sinistrés du gel [17 mai 1963] (p. 2987, 2988); importance de la fiscalité qui frappe les vins de consommation courante; élaboration du statut agricole après la première guerre mondiale; résorption des excédents [24 juin 1963] (p. 3686).*

Son rappel au Règlement (art. 134): *Nécessité de poursuivre le débat sur les questions viticoles entamé le 17 mai; inquiétude qui règne dans les exploitations familiales viticoles; problème des importations étrangères; explications que doit apporter le Gouvernement sur sa politique en matière de vin [31 mai 1963] (p. 3150).*

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi relative aux accidents de trajet: *Nécessité de réparer les dommages subis par les victimes d'accidents de trajet; extension aux assujettis au régime agricole [6 juin 1963] (p. 3198); En deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup>: Nécessité pour la Sécurité sociale de disposer d'un droit de recours [25 juillet 1963] (p. 4513).*

Son rappel au Règlement: *Problème de la discussion des questions orales avec débat relatives au statut de la R.T.F. [7 juin 1963] (p. 3255);*

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin, Bourdelles, Commenay, Philibert et Privat relatives aux prix agricoles: *Disparité existant entre le prix des pêches, des abricots et des tomates à la production et à la vente du détail; importance prévisible dès le mois d'avril de la récolte de pommes de terre; importation regrettable de pommes de terre durant ces derniers mois; cas des abricots; augmentation de la T.V.A. sur le jus d'abricot; utilisation industrielle des abricots [5 juillet 1963] (p. 3928, 3930).*



Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 14, Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Problème des veuves remariées avec des retraités bénéficiant d'une retraite proportionnelle; aménagement de la côte du Roussillon; consultation des autorités locales; nécessité de tenir compte de l'arrière-pays* [19 juillet 1963] (p. 4374); SANTÉ PUBLIQUE : *Problème de l'enfance inadaptée; nécessité d'augmenter les crédits en faveur de celle-ci* (p. 4373); Art. 15, Etat B, ANCIENS COMBATTANTS : *Manque de crédits en faveur des anciens combattants et victimes de la guerre; récentes discussions entre les associations d'anciens combattants et les pouvoirs publics; nécessité d'appliquer le rapport constant* (p. 4375);

— En deuxième lecture, du projet de loi instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée : *Ne pas limiter le financement de l'allocation d'éducation spécialisée au prorata des crédits prévus d'avance; locaux d'études adaptés à l'infirmité; nécessité de donner la possibilité aux enfants qui ont un coefficient intellectuel diminué d'apprendre dans les meilleures conditions* [25 juillet 1963] (p. 4514).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux problèmes viticoles : *Logement normal de la future vendange; importations abusives; organisation du débat* [18 octobre 1963] (p. 5262, 5268, 5269, 5270).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret relatif au déroulement du débat sur les questions orales relatives aux problèmes viticoles [18 octobre 1963] (p. 5280).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Enfance inadaptée; rééducation des enfants déficients; cas des débiles mentaux, des infirmes moteurs, des infirmes sensoriels* [24 octobre 1963] (p. 5547, 5548); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Doublément du budget en neuf ans; nombre des pensionnés* [25 octobre 1963] (p. 5661, 5662); *problème des veuves de la guerre de 1939-1945, notamment celles des déportés* (p. 5691); *nomination d'une commission d'enquête* (p. 5691); après l'Art. 51 : *Nombre des parties prenantes; réalisation des économies en raison de la dimi-*

*nution des parties prenantes; nomination d'une commission d'enquête* (p. 5697, 5698); AGRICULTURE ET P.O.R.M.A. : *Conséquences des inondations dans les Pyrénées-Orientales; aide aux coopératives* [4 novembre 1963] (p. 6326); BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Situation du B.A.P.S.A.; aménagement de l'allocation de la mère au foyer; mode d'établissement des cotisations calculées sur le revenu cadastral; dégrèvement de cotisation pour les petits exploitants; portée de la législation sur l'invalidité* (p. 6340, 6341); *vote communiste contre l'amendement du Gouvernement (tendant à réduire de 20 millions de francs le montant des mesures nouvelles du budget annexe des prestations sociales agricoles)* (p. 6343); Art. 45 : *Vote du groupe communiste contre l'amendement de M. Paquet tendant à reporter au 1<sup>er</sup> juillet l'alignement de l'allocation de la mère au foyer* (p. 6343); EDUCATION NATIONALE : *Conditions de retransmission de la présente séance par la télévision* [6 novembre 1963] (p. 6585); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Aménagement touristique de la région Languedoc-Roussillon* [8 novembre 1963] (p. 6909); TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Vote du groupe socialiste contre le titre III* [9 novembre 1963] (p. 7074); *Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : Observations et protestations émises au Sénat et à l'Assemblée Nationale en ce qui concerne le budget des Anciens combattants; rapport constant; abrogation des dispositions des décrets de 1962* [6 décembre 1963] (p. 7700); *amélioration de la situation des anciens combattants, de leurs veuves et de leurs ayants-droit* (p. 7700); Art. 18 : *Suppression par le Sénat des crédits; démantèlement du Ministère de l'Education Nationale; suppression des commissions cantonales d'aide sociale* (p. 7719);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole : *Caractère urgent pour l'institution d'une médecine préventive, efficace en agriculture; rentabilité de la médecine préventive; cotisation des agriculteurs; exonérations pour les agriculteurs âgés* [19 novembre 1963] (p. 7310, 7311); *éviter les doubles emplois pour ne pas créer une double dépense; participation des adhérents* (p. 7311);

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article premier, à supprimer les mots « à caractère consultatif »* [28 novembre 1963] (p. 7543); *constitution d'un comité consulté par le Ministre du travail* (p. 7543, 7544); Art. 2 : *Ses observations tendant à défendre l'amendement de M. Hostier: Amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 2, après les mots « des travailleurs salariés privés d'emploi » à insérer les mots « et des jeunes gens libérés des obligations militaires d'activité »* (p. 7546); *extension des dispositions de l'article aux jeunes gens libérés des obligations militaires sans recourir à un décret* (p. 7546); *dispositions particulières avec un règlement d'administration publique* (p. 7546); Art. 3 : *Son amendement, tendant, dans le premier alinéa de l'article 3, après les mots « le Ministre du Travail » à insérer les mots « après avis du Comité supérieur de l'emploi institué à l'article premier de la présente loi »* (p. 7548); *ses explications de vote : Améliorer le projet du Gouvernement en collaboration avec l'ensemble de la Commission; problème du financement à résoudre; importance du règlement d'administration publique* (p. 7553);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, AGRICULTURE : *Réparation des dégâts causés par les crues de 1962-1963 dans les Pyrénées-Orientales; travaux d'extrême urgence; donner au Ministère de l'Agriculture les 855 millions d'anciens francs nécessaires; porter les crédits de paiement à 350 millions au minimum* [10 décembre 1963] (p. 7784); TRAVAUX PUBLICS : *Catastrophe dans les Pyrénées-Orientales; autorisations de programme; crédits de paiement; situation de Villelongue-de-la-Salanque; loi du 9 novembre 1942; déclaration du département victime de calamités publiques* (p. 7786); *fonte des neiges printanières* (p. 7787).

Fait personnel : *Son différend avec M. Vivien; mise au point* [10 décembre 1963] (p. 7806, 7807).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : *Ancienneté et anpleur du mouvement coopératif agricole en France; ne pas laisser de puissantes sociétés*

*industrielles et commerciales imposer leur volonté; cas de la société Libbys; coopératives de conserveries* [12 décembre 1963] (p. 7861 à 7863); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 2 (Orientation de la production et lui assurer des débouchés qualitatifs et quantitatifs nationaux et internationaux); adapter la production aux débouchés* (p. 7875); Art. 14 : *Octroi de moyens complémentaires au Crédit agricole* (p. 7882);

— du projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la répression des infractions à certaines dispositions du Code de la santé publique : *Caractère gratuit de la vaccination; précisions sur les contre-indications; réparation intégrale des dommages* [15 avril 1964] (p. 759); *vote du groupe communiste; son abstention; son explication de vote: nécessité de la vaccination obligatoire, mais application de la loi sans brutalité* (p. 762); En deuxième lecture, ses observations sur l'article 2 bis (nouveau) et la nouvelle rédaction de l'article L 7-1 du Code de la santé : *Suppression de l'article 5; multiplication des centres agréés; assurer un effort de persuasion; intérêt général* [16 juin 1964] (p. 1946);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 1<sup>er</sup> : *Cas des Pyrénées-Orientales particulièrement exposées aux calamités agricoles; problème des cultures fruitières; impossibilité de lutter contre les intempéries; intérêt du Roussillon pour la discussion de ce projet; nécessité de réparer les rives des rivières, torrents et canaux emportés par les inondations; pluies diluviennes; dégâts d'une extrême gravité; financement par l'Etat du Fonds de garantie; projet représentant une première étape; nécessité d'obtenir une amélioration* [22 avril 1964] (p. 862, 863).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale, sans débat, relative à l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon [30 avril 1964] (p. 1043, 1045, 1046).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale, Art. 1<sup>er</sup> : *Œuvre de justice sociale; procéder à l'enquête; conditions de logement décentes; ses observations sur l'amende-*

ment déposé par MM. Dupuy et Cance tendant à modifier le quatrième alinéa de l'article premier et tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa [13 mai 1964] (p. 1178); possibilités d'une campagne de dénigrement contre les prestations sociales (p. 1179); conditions de logement (p. 1179); vote du groupe communiste (p. 1181);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : Raisons du rejet par le rapporteur de l'amendement de M. Doize [28 mai 1964] (p. 1475); après l'Art. 4 : Son amendement tendant, après l'article 4 à insérer un nouvel article « conseil d'administration assisté de conseils consultatifs pour l'étude de questions déterminées : horaire des émissions, élaboration, contenu, choix des programmes (p. 1493); desiderata des millions d'auditeurs et de téléspectateurs; désignation des membres de ces comités par le conseil d'administration (p. 1493); cas d'une speakerine animant l'émission Télé-Dimanche; les reproches faits qu'elle était trop à la mode (p. 1493, 1494).

Prend part au débat sur la question orale de M. Boscardy-Monsservin relative à la rééducation de certains enfants et adolescents handicapés physiques : Lenteur apportée à l'application de la loi du 23 novembre 1957; application de cette loi au secteur public; nécessité de créer des établissements appropriés à la rééducation des enfants handicapés et de former des éducateurs spécialisés; institution d'un véritable service national pour la rééducation fonctionnelle et pour la rééducation des enfants inadaptés; l'insuffisance des initiatives privées malgré les réussites semblables à celle des « Hironnelles » à Perpignan [29 mai 1964] (p. 1552, 1553, 1554).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, Art. 1<sup>er</sup> : Exemple fourni par la Libby's, société américaine installant actuellement une conserverie à Vauvert, dans le département du Gard; rôle des coopératives-conserveries [4 juin 1964] (p. 1622); Art. 2 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du sixième alinéa de l'article 2 : « ... afin de l'adapter aux débouchés quantitatifs et qualitatifs nationaux et internationaux... » (p. 1623); futures importations américaines;

baisse du pouvoir d'achat des consommateurs; fiscalité abusive (p. 1623, 1624); limitation d'une production déterminée; production des fruits et légumes; envisager la production en tenant compte des débouchés existant dans le monde entier (p. 1624, 1625); Art. 16 f quater; Extension aux groupements de producteurs, notamment les coopératives (p. 1650);

Prend part au débat sur la question orale de M. Poudevigne relative au ramassage scolaire : Le risque de fermeture des écoles rurales; la prise en charge du ramassage par l'Etat [5 juin 1964] (p. 1693).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé de la recherche scientifique, une question orale, avec débat, relative à la recherche anti-cancéreuse : Les progrès thérapeutiques accomplis par les chercheurs français; l'insuffisance des crédits qui leur sont alloués; comparaison entre les prix de revient d'un Mirage IV, des bombes au cobalt, des microscopes électroniques; la production de produits radio-actifs artificiels; la constitution dans chaque faculté de médecine de laboratoires de recherche anti-cancéreuse; l'octroi de crédits indispensable pour l'agrandissement du laboratoire de Nogent-sur-Marne [19 juin 1964] (p. 2075, 2076, 2077).

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux professions d'orthophoniste et d'aide orthoptiste : Portée humaine du projet; rôle essentiel du langage dans les rapports sociaux; nombre important de sujets atteints de troubles du langage; leur évaluation à 500.000; nombre nécessaire des orthophonistes; vocation des orthophonistes; leur spécialisation; expérience acquise par certains spécialistes autodidactes; ne pas leur interdire d'exercer plus longtemps leur profession; création d'établissements spécialisés; instruction des enfants en internats; formation professionnelle des adultes; création de sections spéciales dans les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices; mise en place d'une organisation étant indispensable [23 juin 1964] (p. 2097 à 2099); Art. 504-6 (Dispenses envisagées par l'amendement présenté par M. Le Gall) (p. 2099).

Son rappel au Règlement : Réunion d'une nouvelle conférence des présidents; discussion des droits des anciens combattants et victimes de guerre [30 juin 1964] (p. 2389).

Son rappel au Règlement : Demande un débat sur les divers problèmes des anciens combattants [2 octobre 1964] (p. 2898).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 11 : *Ses observations sur les paroles de M. Dupuy* [7 octobre 1964] (p. 2992); *son amendement tendant à compléter l'article L 11 par un nouveau paragraphe* : « Bonifications accordées aux fonctionnaires restés à leur poste en zone interdite ou dans les localités soumises à des bombardements répétés au cours de la guerre 1939-1945 » (p. 2992); *plusieurs catégories de fonctionnaires pouvant bénéficier de bonifications; crainte que la proposition faite n'englobe tous les fonctionnaires de l'ensemble du territoire français; fonctionnaires ayant vécu au cours de la guerre 1939-1945 dans les localités ayant subi des bombardements répétés* (p. 2992, 2993); *portée de l'amendement déposé* (p. 2993); Art. L 17 : *Son amendement tendant, dans l'article L 17, après les mots « adoptifs » à insérer les mots « recueillis parce qu'orphelins de père et de mère ou nés d'un premier lit du mari pour la femme fonctionnaire »* (p. 2997); Art. L 37 : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Boulin* [8 octobre 1964] (p. 3013); Art. L 45 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article L 45 (Veuve remariée ou vivant en état de concubinage notoire)* (p. 3018); *veuve d'un fonctionnaire se remariant et percevant sa pension de reversion; sollicitude pour le deuxième mari* (p. 3018, 3019); *problème humain; accepter de maintenir les dispositions de l'ancien article L 62* (p. 3019); après l'Art. L 49 : *Elaboration de la loi du 20 septembre 1948; situation des retraités civils et militaires; vérification de la situation des familles de fonctionnaires; problème des ascendants; cas des pilotes aviateurs; cas des marins du commerce, des douaniers; cas des journalistes et des reporters de la télévision et de la radio* (p. 3023); Art. 3 : *Ancien article L 5 intéressant les anciens combattants et leur permettant de partir en retraite au moins deux années avant l'âge normal* (p. 3045); *ses explications de vote: Temps matériel imparti à l'Assemblée pour préparer correctement la discussion d'un projet de loi aussi important; élimination des propositions d'origine parlementaire; suppression de certains droits acquis sous prétexte de simplification; application du principe de la non rétroactivité; caractère incomplet du texte* (p. 3059, 3060).

Prend part au débat sur les questions

orales relatives aux prix des produits agricoles [9 octobre 1964] (p. 3097).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Augmentation du nombre des décès ayant permis d'économiser quinze milliards sur les retraites et pensions des victimes de la guerre; revendications des anciens combattants; leur donner satisfaction; âge des ressortissants de la guerre 1914-1918; catégories d'âge des pensionnés* [20 octobre 1964] (p. 3393, 3394); Art. 55 : *Son amendement n'ayant pas été pris en considération; problème du reliquat; donner satisfaction aux anciens combattants; nombre des pensionnés de la guerre 1914-1918 diminuant officiellement de 5,3 % par an* (p. 3406); *décret de mai 1962* (p. 3407); EDUCATION NATIONALE : *Cas du lycée de Prades dans les Pyrénées-Orientales* [20 octobre 1964] (p. 4310); *lycées climatiques; fous solaires d'Odeillo-Font-Romeu* (p. 4310); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Domages importants subis par les arboriculteurs et les viticulteurs des Pyrénées-Orientales; leur permettre de contracter des emprunts à moyen terme et à faible intérêt* [5 novembre 1964] (p. 4704, 4705); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Gravité du problème de l'enfance inadaptée; statut de l'enfance inadaptée* [7 novembre 1964] (p. 5023); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, Sections I, III à VII : *lutte contre le cancer; difficultés rencontrées par l'établissement de Nogent-sur-Marne; subvention attendue par le Centre de recherche pour son agrandissement* [9 novembre 1964] (p. 5165, 5166); COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE - SERVICES GÉNÉRAUX : *Aménagement du littoral Languedoc-Roussillon; consultation des collectivités locales avant toute opération; faire appel aux urbanistes et aux architectes locaux; développement du tourisme familial et populaire; ne pas oublier les travaux d'adduction d'eau et la modernisation du réseau routier* (p. 5177, 5178);

— du projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques : *Région du Languedoc-Roussillon; participation de l'Etat aux frais des opérations de démoustication; emploi d'insecti-*

*cides à base de D.D.T., ses dangers ; destruction des gîtes larvaires ; assèchement des marais ; aménagement des égouts ; travaux de génie sanitaire ; recourir au fuel ; recourir aux gambusias ; coopération de tous les intéressés* [12 novembre 1964] (p. 5355, 5356).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative au respect de la législation du travail dans l'entreprise « Bella » à Perpignan [27 novembre 1964] (p. 5716, 5717, 5718).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Titre IV. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Son amendement tendant à supprimer l'annulation de crédit de 10.800.000 francs inscrite au titre IV de l'Etat B pour le Ministère des anciens combattants et victimes de guerre* [8 décembre 1964] (p. 5926) ; *inutilisation de dizaines de milliards d'anciens francs chaque année au budget des anciens combattants par suite du décès de très nombreux bénéficiaires, notamment des anciens combattants et des victimes de la guerre de 1914-1918 ; annulation du crédit au moment où les anciens combattants de France sont très mécontents ; situation des combattants de la guerre 1939-1945* (p. 5926) ; *budget des anciens combattants ; mortalité des bénéficiaires ; surestimation des crédits évaluatifs* (p. 5927).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives aux Jeux Olympiques d'hiver de 1968 : *L'importance du problème de la préparation des athlètes français aux Jeux Olympiques de Mexico ; la création d'un centre d'entraînement olympique d'altitude à Font-Romeu* [18 décembre 1964] (p. 6258) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Problème des enfants inadaptés ; 1 million 587.000 enfants inadaptés ayant été recensés officiellement ; leur scolarisation ; mettre au point les statuts de l'enfance inadaptée ; nécessité de créer 100.000 places d'internat et 200.000 place de semi-internat supplémentaires ; formation de 30.000 maîtres spécialisés ; objectifs du V<sup>e</sup> Plan* [18 mai 1965] (p. 1386, 1387) ; *ses observations sur le problème de l'enfance inadaptée ; cas de Birkenwerder* [19 mai 1965] (p. 1445).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au contrôle sanitaire aux frontières terrestres, maritimes et aériennes, en qualité de *Rapporteur* : *dispositions des règlements sanitaires pris par l'organisation mondiale de la santé ; abroger une législation compliquée ; loi du 3 mars 1822 ; progrès techniques et scientifiques ; hommage rendu aux médecins et spécialistes français attachés au contrôle sanitaire des frontières* [20 mai 1965] (p. 1464 à 1466) ;

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Nécessité de préparer nos athlètes appelés à participer aux Jeux Olympiques de Mexico ; situation de Font-Romeu ; aménagement du village pré-olympique de Font-Romeu ; lycée climatique ; sa réalisation ; financement des bassins de natation et piscines dans le département des Pyrénées-Orientales* [2 juin 1965] (p. 1739, 1740).

Prend part au débat sur une question orale de M. Lecocq relative aux mesures prévues dans le V<sup>e</sup> Plan en faveur des handicapés : *L'œuvre des organismes privés et les propositions de la commission spécialisée ; la prolongation de la minorité des jeunes infirmes ; la nécessité de doter les handicapés d'un statut et de créer des ateliers protégés* [9 juin 1965] (p. 1930, 1931, 1932).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 13 : *Ses observations sur le vin de consommation courante, le vin délimité de qualité supérieure et le vin bénéficiant d'une appellation contrôlée comme le vin doux naturel ; fiscalité abusive ; vins doux naturels du Roussillon ; nécessité de diminuer les impôts supportés par les vins de consommation courante* [24 juin 1965] (p. 2467, 2468) ; Art. 14 : *Fiscalité supportée par les vins de consommation courante : vins délimités de qualité supérieure* [25 juin 1965] (p. 2501) ; Art. 25 : *Problème des départements du Lot-et-Garonne et des départements du Sud-Ouest ; pratique consistant à commercialiser par l'intermédiaire des caves coopératives* (p. 2528, 2529) ; *son amendement tendant à supprimer l'article 25* (p. 2529) ; *crise viticole ; ne pas alourdir la fiscalité frappant les vins de consommation cou-*

rante (p. 2529); *Fonds de solidarité viticole* (p. 2529); Art. 26 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant, dans le paragraphe premier du texte proposé pour cet article, à supprimer le mot « 530 frs » et « 625 frs »* (p. 2530); *son amendement tendant, dans l'article 26, à supprimer les mots « 530 frs » et « 600 frs »* (p. 2530); *commercialisation des vins doux* (p. 2530, 2531); Art. 14. 25 et 26 (suite) : *Droits sur les alcools de mutage* (p. 2534); Art. 29 : *Suppression de cet article* (p. 2536);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 3 : *Cas des usines des poupées « Bella »* [28 juin 1965] (p. 2708); Art. 5 (suite) : *Exemple de la firme Chrysler qui a absorbé Simca; informations des comités d'entreprises* [29 juin 1965] (p. 2727); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour l'article 5 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 : « Le comité d'entreprise comprend le chef d'entreprise ou son représentant et une délégation du personnel composée comme suit : de 50 à 75 salariés, trois titulaires et trois suppléants; de 76 à 100 salariés, quatre titulaires et quatre suppléants; de 101 à 500 salariés, sept titulaires et sept suppléants; de 501 à 1.000 salariés, huit titulaires et huit suppléants; de 1.001 à 2.000 salariés, neuf titulaires et neuf suppléants; de 2.001 à 4.000 salariés, onze titulaires et onze suppléants; de 4.001 à 7.000 salariés, douze titulaires et douze suppléants; de 7.001 à 10.000 salariés, treize titulaires et treize suppléants; plus de 10.000 salariés, un siège supplémentaire par tranche de 5.000 »* (p. 2731); *augmentation du nombre des délégués du personnel dans les comités d'entreprises; opération Chrysler-Simca* (p. 2731);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE : *Problème de la minorité prorogée pour les enfants inadaptés déficients mentaux; loi de 1838 sur les aliénés* [12 octobre 1965] (p. 3537); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Aménagement du littoral Languedoc-Roussillon; problèmes consécutifs aux torrents et aux rivières du littoral du Roussillon; situation des récoltes;*

*dramas causés par le Ganganeil; travaux d'aménagement du Barcarès; évacuation vers la mer des eaux boueuses de l'Agly* [15 octobre 1965] (p. 3737, 3738); EDUCATION NATIONALE : *Postes d'enseignants destinés à l'enfance inadaptée; application du IV<sup>e</sup> Plan; ses observations sur les déficients visuels, les mal-entendants, les caractériels; carte scolaire; multiplication des bourses; nécessité de prévoir un matériel spécial* [19 octobre 1965] (p. 3861, 3862); INTÉRIEUR-RAPATRIÉS : *Protection civile; dégâts causés au Roussillon par les inondations; situation des récoltes; problèmes causés par l'Agly; situation à Rivesaltes; application de la loi du 10 juillet 1964 instituant un régime de garantie contre les calamités agricoles; équipement du littoral du Roussillon; nécessité de consolider les berges des rivières* [25 octobre 1965] (p. 4084); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Contentieux opposant les anciens combattants au Gouvernement; politique d'austérité; nombre des décès; âge moyen des combattants de la guerre 1914-1918; taux de mortalité des Français anciens combattants; ascendants de la guerre 1914-1918 ayant pratiquement disparus; combattants de la guerre de 1939-1945; taux de mortalité; budget évaluatif* [26 octobre 1965] (p. 4132, 4133); *examen des titres III et IV* (p. 4148); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Problème de l'enfance inadaptée; importance de ce problème; rôle primordial de la prévention; cas des enfants à la fois débiles mentaux et déficients sensoriels; carte scolaire; inventaire des enfants déficients; écoles maternelles devant comporter moins d'enfants; nécessité d'internats et de semi-internats; création de tels établissements à l'échelon cantonal; création d'un statut de l'enfance inadaptée; problème de la minorité prorogée; vaccination anti-poliomyélitique* [27 octobre 1965] (p. 4190, 4191);

— en troisième et dernière lecture du projet de loi de finances pour 1966 : *Budget des anciens combattants; contentieux opposant les anciens combattants et le Gouvernement* [19 novembre 1965] (p. 4792);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Westphal tendant à compléter l'article L 328 du Code de la sécurité sociale, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [9 novembre 1965] (p. 4585); *ses explications de vote : Son*

*approbation sur cette loi; cas des veuves des salariés agricoles* (p. 4585, 4586);

— en troisième lecture, du projet de loi modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés : *Répression de l'usage abusif des labels; reclassement des handicapés physiques; cas des ateliers protégés; possibilité d'exonération d'impôts pour les matières premières destinées aux ateliers protégés; application de la loi du 23 novembre 1957; extension de la loi de 1957 à la fonction publique et aux services publics* [9 novembre 1965] (p. 4587).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire soumis à la décision de l'Assemblée : *Discussion de sa question orale, avec débat, sur le contentieux qui existe entre le Gouvernement et les anciens combattants; rapport constant; égalité des droits; questions concernant les veuves, les orphelins et les offices* [6 avril 1966] (p. 590); *ses observations sur les paroles de M. Dumas, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des relations avec le Parlement* (p. 590).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative à l'enfance inadaptée : *Opération « Perce-Neige »; nécessité de reclasser les enfants inadaptés dans la vie sociale et professionnelle; création d'un Office nationale de l'enfance inadaptée; plan Langevin-Wallon; handicapés mentaux; délinquance juvénile* [29 avril 1966] (p. 1041, 1042, 1043); *nécessité d'attacher un médecin psychiatre aux centres médicaux-pédagogiques* (p. 1047).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation de certaines victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées avant l'entrée en vigueur de dispositions nouvelles concernant ces accidents ou maladies : *Rôle de la fédération nationale des mutilés du travail; invalides assurés sociaux et ayants droit; rôle de Marquet; loi du 30 octobre 1946; cas des « avant-loi »; problème du droit à l'appareillage; cas des mutilés et ayants droit relevant d'un régime agricole; problème de l'entrée en vigueur de la loi* [12 mai 1966] (p. 1225, 1226); ses explications de vote : *Vote du groupe communiste; décrets d'application; préoccupations des victimes d'accidents du travail; coût de la vie;*

*prévention des accidents du travail; notion de rentabilité des plus-values; catastrophes de Carmaux et de Feyzin; cas des donneurs de greffons* (p. 1230).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263) : *Statut viticole du questeur Barthe* (p. 1281).

Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre une question orale, avec débat, relative à la politique à l'égard des anciens combattants : *Charte des anciens combattants; article L 8 bis du Code des pensions; rattrapage par étapes; problème des forclusions frappant les anciens résistants; différence intolérable existant entre la retraite du combattant de 14-18 et celle du combattant de 39-45; non-application de l'article 55 de la loi de finances votée à l'unanimité par le Parlement en 1962; augmentation des pensions des veuves de guerre, des ascendants et des orphelins* [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1608 à 1610, 1617).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Organisation publique de la prévention sociale; rôle des mutuelles; pouvoir d'achat des artisans et des commerçants; propositions de loi du groupe communiste; ses observations sur le « petit risque »; base de couverture; durée d'hospitalisation; assurance contre l'invalidité; protection pour les jeunes de plus de 14 ans; contrôle des assujettis; possibilité de prévoir des cotisations progressives* [9 juin 1966] (p. 1836, 1837); Art. 11 : *Situation de l'artisan, du commerçant ou du membre d'une profession libérale qui est assujetti à l'heure actuelle au régime général de la Sécurité sociale en temps qu'invalidé de guerre, titulaire d'une pension égale ou supérieure à 85 %* (p. 1864); ses explications de vote : *Application de l'article 40 de la Constitution; son abstention* (p. 1880, 1881).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la politique viticole [22 juin 1966] (p. 2216) : *crise viticole; statut viticole voté à la demande de M. Edouard Barthe; augmentation du prix de transport du vin; importations de vins; la détérioration des prix à la production; garantie de bonne fin; fixation du prix de*

*campagne; retour au statut viticole; défense des vins doux naturels sur le Marché commun; propagande antivin* (p. 2233, 2334, 2335).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, ses explications de vote: *Rôle des décrets; organisation sociale de la France; son abstention* [28 juin 1966] (p. 2426);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 2: *Situation des travailleurs handicapés physiques adultes, leur nombre en France; office national des combattants; possibilité de signer des conventions avec l'office national des combattants* [6 octobre 1966] (p. 3167, 3168); *cas de l'enfance inadaptée; exemple de sourds-muets et d'aveugles* (p. 3168); Art. 16: *Scolarisation dans le département des Pyrénées-Orientales; enseignement agricole; création d'une école d'agriculture à Rivesaltes; production vinicole; aménagement du littoral du Roussillon; création des écoles hôtelières* (p. 3187);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: *Egalité des droits entre déportés résistants et politiques; situation des veuves de guerre; possibilité d'organiser à la télévision un « face à face » sur les problèmes des anciens combattants; caractère du budget; rapport constant; levée des forclusions; attributions aux combattants d'Algérie de la carte du combattant; situation des déportés et internés; nombre des parties prenantes au budget; droits des anciens combattants* [18 octobre 1966] (p. 3482 à 3484); *ses observations sur les paroles de M. Sanguinetti; moyenne d'âge des ressortissants de la guerre de 1914-1918* [18 octobre 1966] (p. 3498); *retrait de sa demande de scrutin public* (p. 3501); après l'Art. 58: *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « L'article 55 de la loi de finances pour 1962 recevra application avant le 1<sup>er</sup> juillet 1967 »* (p. 3502); *situation des veuves de guerre* (p. 3503); *promesse ministérielle* (p. 3503); AFFAIRES SOCIALES: *Problèmes de l'enfance inadaptée et de l'enfance handicapée physique;*

*mortalité infantile; ses observations sur les infirmes moteurs, les déficients mentaux, les débiles profonds; pénurie des médecins de psychiatrie infantile; équipement du sanatorium d'Osséja* [20 octobre 1966] (p. 3635, 3636); EDUCATION NATIONALE: *Ses observations sur l'enfance inadaptée et l'enfance physiquement handicapée; cas des enfants déficients handicapés mentaux; détention préventive* [3 novembre 1966] (p. 4162, 4163); Art. 58: *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article: « L'article 55 de la loi de finances pour 1962 recevra application avant le 1<sup>er</sup> juillet 1967 »* [10 novembre 1966] (p. 4522); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967, Art. 21: *Situation des anciens combattants; problème du rapport constant entre les pensions d'invalidité et le traitement des fonctionnaires; situation des soldats ayant fait la guerre d'Algérie* [6 décembre 1966] (p. 5266, 5267).

**TOURY (M. Jean)**, Député de l'Indre, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

#### Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 597) autorisant la ratification de la convention portant révision du traité instituant la Communauté économique européenne en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la IV<sup>e</sup> partie de ce traité, n° 691 [28 novembre 1963].



**Interventions :**

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Quantum de l'orge; action de la S.I.B.E.V. pour la viande de bœuf* [4 novembre 1963] (p. 6321, 6322).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Disparités régionales devant disparaître; régions du Centre, de l'Ouest, du Sud-Ouest; problème de l'énergie et des moyens de communication* [27 novembre 1963] (p. 7515, 7516).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention portant révision du traité instituant la Communauté économique européenne en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la quatrième partie de ce traité, en qualité de *Rapporteur pour avis: Définition de l'origine des produits raffinés du pétrole; procédure de révision du traité; négociations relatives aux règles d'origine; introduction en franchise d'un produit non originaire de la communauté; politique énergétique commune; politique commerciale; définition commune de l'origine n'ayant pas été arrêtée; adoption du projet* [4 décembre 1963] (p. 7619);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Rôle du F.A.S.A.S.A.; amélioration des structures agricoles; normes des superficies fixées pour l'octroi de l'aide* [5 novembre 1964] (p. 4716).

**TRÉMOLLIÈRES (M. Robert)**, *Député de la Seine, 24<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

En remplacement de M. Missoffe devenu ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'adminis-

tração générale de la République [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633),

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694);

— membre de la Commission d'études des problèmes municipaux [19 février 1963 (p. 2247)];

— membre du Conseil national des services publics, départementaux et communaux [19 février 1963] (p. 2247).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 573) instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés, n° 642 [8 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 574) prorogeant certaines des dispositions de l'ordonnance n° 62-1063 du 10 septembre 1962 relative au logement des personnes rapatriées d'Algérie, n° 643 [8 novembre 1963].

Sa proposition de loi relative au recrutement des attachés d'administration centrale et des attachés d'administration du département de la Seine et de la Ville de Paris, n° 786 [19 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 535) sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur, n° 847 [24 avril 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 786) relative au recrutement des attachés d'administration centrale et des attachés d'administration du département de la Seine et de la Ville de Paris, n° 946 [3 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : 1° la proposition de loi (n° 841) tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée, en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel; 2° la proposition de loi (n° 924) tendant à proroger la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée,

interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais; 3° la proposition de loi (n° 1017) tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires, prises en raison de la crise du logement, n° 1036 [27 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1038) modifié par le Sénat sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur, n° 1048 [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 72 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 1318 [9 avril 1965].

Sa proposition de loi tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 1319 [9 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1079) modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés, n° 1339 [27 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1402) relatif à la francisation des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou se font reconnaître la nationalité française, n° 1450 [11 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1415) complétant l'article 85 du Code de commerce en ce qui concerne les courtiers d'assurances maritimes, n° 1518 [24 juin 1965] (p. 2473).

Son rapport, fait au nom de la Commission

des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1505) modifié par le Sénat, modifiant et complétant l'article 56 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés, n° **1528** [25 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1645), modifié par le Sénat en deuxième lecture, modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés, n° **1651** [4 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2124) modifiant l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse, et l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947, relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, n° **2187** [30 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse et l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, n° **2396** [19 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, CONSTRUCTION : *Etat du marché du logement à Paris; établissement de programmes à long terme; problème des terrains à bâtir; relogement en banlieue des mal-logés de Paris; esprit d'initiative* [31 octobre 1963] (p. 6160);

— du projet de loi instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés, en qualité de *Rapporteur* : *Mesures prises en faveur des rapatriés; moratoires allant jusqu'à trois ans pour les dettes tant commerciales que civiles* [13 novembre 1963] (p. 7185); Art. 2 : *Son amendement*

*(Possibilité pour les juges d'accorder des délais de paiement)* (p. 7188); *son amendement tendant à accorder la mainlevée totale ou partielle de toutes mesures conservatoires et de toutes saisies* (p. 7188); *son amendement (Rôle du juge des référés)* (p. 7188); Art. 3 : *Son amendement (Suspension de l'application)* (p. 7189); Art. 4 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « en matière fiscale » les mots « la matière fiscale »* (p. 7189); Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer les mots « sous réserve des dispositions de l'article 2 »* (p. 7189); Art. 7 : *Dispense de timbre et d'enregistrement gratis des actes visés par le présent projet* (p. 7189);

— du projet de loi prorogeant certaines dispositions de l'ordonnance n° 62-1063 du 10 septembre 1963 relative au logement des personnes rapatriées d'Algérie, en qualité de *Rapporteur* : *Application de certaines des mesures prises par l'ordonnance du 10 décembre 1962 en faveur du logement des rapatriés; prorogation jusqu'au 31 décembre 1965* [13 novembre 1963] (p. 7190); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « et 16 »* (p. 7191); Article additionnel : *Son amendement (Substitution de la date du 31 décembre 1965 à la date du 1<sup>er</sup> juin 1964 de l'article 16 de l'ordonnance n° 62-1063 du 10 septembre 1962)* (p. 7191);

— du projet de loi sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur, en qualité de *Rapporteur* : *Développement des échanges culturels entre la France et l'étranger; accroissement de 10 % de nos exportations de livres; protection du droit d'auteur; compléter le principe de la protection inconditionnelle de la propriété intellectuelle par celui de la réciprocité* [12 mai 1964] (p. 1147); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Ne pas porter atteinte aux droits antérieurement acquis par des ayants cause français sur les œuvres dont les titres ont été déposés antérieurement à la promulgation de la présente loi dans un état visé à l'article premier; soumettre les contrats en cours à une mesure d'inscription* [30 juin 1964] (p. 2389);

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif du troisième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959, après les mots « de l'Ecole*

*nationale d'administration* » à insérer les mots « du corps des administrateurs des administrations parisiennes »; donner aux différents corps d'administrateurs civils l'unité et la mobilité nécessaires pour améliorer la fonction des services publics et leur apporter l'efficacité indispensable [3 juin 1964] (p. 1594);

— de sa proposition de loi et de celle de MM. Pierre Bas et Mor relative au recrutement des attachés d'administration centrale et des attachés d'administration du département de la Seine et de la Ville de Paris, en qualité de *Rapporteur*: Éviter toute contestation juridique au sujet des arrêtés organisant le concours pour le recrutement des attachés d'administration centrale et des administrations de la Ville de Paris; arrêté commun du préfet de la Seine et du préfet de police ayant créé le 22 juin 1956 un corps des attachés d'administration du département de la Seine et de la Ville de Paris; Conseil d'Etat ayant jugé qu'un texte unique ne pouvait définir simultanément le statut des attachés d'administration de l'Etat et celui des attachés d'administration de la Ville de Paris; mesures de validation législative [4 juin 1964] (p. 1613);

— des propositions de loi : 1° de M. Lolive et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation à usage professionnel; 2° de M. Dejean et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais; 3° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, en qualité de *Rapporteur*: Prorogation des dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1951 permettant au juge des référés d'accorder aux expulsés des délais renouvelables excédant une année en cas d'impossibilité de relogement des intéressés dans des conditions normales; élargir le domaine d'application de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1951 aux occupants de locaux construits après le 1<sup>er</sup> septembre 1948; application de l'article 1244 du Code civil; article 342 du Code de l'urbanisme habilitant le préfet à

procéder aux réquisitions de locaux vacants jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1964 pour reloger les familles ayant fait l'objet d'une décision judiciaire définitive d'expulsion; article 347 du Code de l'urbanisme [29 juin 1964] (p. 2319, 2320); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur*: Prorogation des délais en matière de réquisition; pouvoir de réquisition du préfet; amendes applicables en vertu du Code de l'urbanisme; cas des territoires d'outre-mer [30 juin 1964] (p. 2399);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION : Efforts du Ministère ayant permis la construction de 365.000 logements en 1964, soit une augmentation du double par rapport à 1952; croissance démographique et économique de notre pays; financement de l'Etat s'égarant parfois sur les constructions de luxe; augmentation du prix de la construction et du prix des terrains; nombre des spécialistes du bâtiment; simplification de la réglementation; accession à la propriété; ses observations sur le livret épargne-construction; caractère excessif des loyers libres; réserver tous les prêts du Crédit foncier aux constructeurs acceptant un loyer d'un montant limité; financement des immeubles de luxe; rénovation de l'habitat devant permettre de retirer du marché une partie des demandes en offrant aux vieillards une subvention d'installation dans le Midi; accroître l'offre en confiant ces logements ainsi libérés du fichier des mal-logés; Fonds national de l'habitat prêtant aux propriétaires qui louent leur logement; rénovation de notre capital immobilier avec l'aide des artisans; prêt complémentaire pour les jeunes; manque de terrains; problème de la main-d'œuvre [4 novembre 1964] (p. 4549, 4550); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Regroupement à Paris, sous la même direction sanitaire et sociale, de tous les services non hospitaliers [7 novembre 1964] (p. 5022); donner plus de pouvoirs aux directeurs des hôpitaux (p. 5022, 5023);

— du projet de loi modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés, en qualité de *Rapporteur*: Modification de l'article 36 de la loi du 23 novembre 1957 relative à la protection des travailleurs handicapés par le moyen du label qui garantit l'origine des articles fabriqués; article 36 énumérant les sanctions applicables en l'absence de label; ses insuffisances; nécessité de remédier à

*cette situation; aggravation des sanctions; extension de celles-ci à l'échelon de la vente, y compris la vente au porte à porte; cas des démarcheurs libres [28 avril 1965] (p. 941, 942); Article unique : Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 par un nouvel alinéa (Problème de la Commission perçue) (p. 943); Commission n'ayant pas suivi M. Davoust dans sa proposition d'amendement (p. 943); en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Vente des articles dépourvus de label; cas d'entreprises sans label fonctionnant au bénéfice des handicapés; distinction établie par l'Assemblée Nationale; vente à domicile selon la pratique du porte à porte [29 juin 1965] (p. 2753); Art. A : Son amendement tendant à la suppression de cet article; consultation des associations de handicapés (p. 2753, 2754); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer au mot « précipitée », les mots « sur le reclassement des travailleurs handicapés » (p. 2754); son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du texte proposé pour le troisième alinéa (2°) de l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 : « ... par une publicité quelconque que cet objet a été fabriqué ou conditionné par un ou des travailleurs handicapés ou aura donné faussement à croire que le produit de la vente bénéficie à des travailleurs handicapés » (p. 2754); son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 par les deux nouveaux alinéas suivants : 3° Qui-conque, à l'occasion de la vente au détail et à domicile d'un objet sur lequel est apposé l'un des labels institués à l'article 25, aura accordé ou perçu une commission proportionnelle au montant des ventes réalisées. Cette interdiction ne s'applique pas aux personnes titulaires de la carte d'identité professionnelle des représentants instituée par la loi du 8 octobre 1919 modifiée, si ces personnes se bornent à prendre à domicile et à transmettre les commandes pour des ventes au détail. » (p. 2754); En troisième lecture, en qualité de Rapporteur : Objet et limites du projet; protection par le moyen des labels, de la vente des articles fabriqués par les handicapés; problème du démarchage à domicile [9 novembre 1965] (p. 4586);*

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur

les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à compléter cet article par les deux nouveaux alinéas suivants : « Les fonctionnaires qui occupent un logement de fonctions sont admis cinq ans au maximum avant leur mise à la retraite à se porter acquéreurs d'un logement H.L.M. qu'ils devront occuper pendant cinq ans au moins après leur mise à la retraite. Leur candidature ne pourra porter que sur des logements dont le locataire occupant les lieux n'aura pas accepté de procéder à l'achat » (29 avril 1965) (p. 990); proposition de loi présentant l'avantage d'être favorable aux locataires désirant acheter et aux sociétés voulant vendre leurs H.L.M.; extension maximale de part et d'autre (p. 990); son amendement tendant à compléter l'article premier par le nouvel alinéa suivant : « Les inscrits au fichier des mal-logés, dont les ressources sont inférieures au plafond légal, sont admis à se porter acquéreurs d'un logement H.L.M. lorsque le locataire dont les ressources dépassent le plafond légal, n'aura pas accepté de procéder à l'achat » (p. 990); son amendement tendant à compléter l'article premier par le nouvel alinéa suivant : « La présente loi s'applique également aux locataires des immeubles appartenant aux sociétés immobilières d'économie mixte » (p. 991); En deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : Permettre aux occupants de bonne foi des cités d'expérience de bénéficier des dispositions de l'article premier; convention d'occupation [15 juin 1965] (p. 2132); permettre une plus large extension du texte soumis au Parlement (p. 2133);*

— du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement : *Projet de loi étant une satisfaction apportée aux salariés; cas de l'Allemagne; avantages fiscaux existant en Allemagne et étant remplacés chez nous par des primes d'épargne; caisses d'épargnes allemandes jouant le rôle de conseils immobiliers; Fonds national de l'habitat; problème de l'échange de logements; ses observations sur la hausse du prix des logements; la spéculation en France; rôle des collectivités et du Gouvernement pour les terrains; attribution des H.L.M.; aménagement foncier de la côte du Languedoc; agence foncière; problème des terrains; alloca-*

tion de loyer aux vieillards; modification de l'allocation de logement [15 juin 1965] (p. 2116, 2117);

— du projet de loi relatif à la francisation des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou se font reconnaître la nationalité française, en qualité de *Rapporteur*: *Déro-gation au principe de la fixité des noms; intégration des étrangers; loi du 3 avril 1950; loi du 28 juillet 1960 portant création des Etats d'Afrique noire et de Madagascar; loi du 21 juillet 1962 concernant l'Algérie; changement du nom et des prénoms* [15 juin 1965] (p. 2144); après l'Art. 9: *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article: « Les dispositions de la présente loi sont applicables aux personnes ayant acquis la nationalité française par naturalisation ou par déclaration antérieurement à la promulgation de la présente loi et qui en feront la demande dans le délai de six mois suivant cette promul-gation »* (p. 2145);

— du projet de loi adopté par le Sénat, complétant l'article 85 du Code de commerce en ce qui concerne les courtiers d'assurances maritimes, en qualité de *Rapporteur*: *Compléter l'article 85 du Code de commerce relatif aux courtiers d'assurances maritimes en vue de les autoriser à participer à des entreprises de courtage et d'assurance distinctes de leur office; fonctions et utilité des courtiers jurés maritimes; nécessité de certaines transformations* [29 juin 1965] (p. 2757);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL: *Plein emploi des salariés; information des salariés; détermination d'un organisme officiel pour connaître les offres de travail* [13 octobre 1965] (p. 3620); *documentation des étudiants sur les professions en expansion; coordination nécessaire entre l'éducation nationale et le travail* (p. 3620); CONSTRUCTION: *Nombre de logements construits par an; accroissement du chiffre de la population et de son mouvement vers les villes; entretien de l'habitat ancien; son degré d'occupation; organismes spécialisés de « propagande et action contre le taudis » (P.A.C.T.); nécessité de moderniser 200.000 logements; rôle du Fonds national de l'habitat; législation des loyers s'opposant le plus souvent aux échanges; nécessité de les faciliter; indemnité de déménagement; fixation du plafond de l'allocation-loyer des personnes âgées; attribution de l'allo-*

*cation-logement; mise en vigueur des réformes; relogement des expulsés et des mal-logés de Paris* [22 octobre 1965] (p. 4027, 4028);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur onze propositions de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, de MM. Maurice Thorez, Hersant, Edouard Charret, Neuwirth, de Grailly, Lecocq, Krieg, Trémollières, Lolive, Georges Germain et Dubuis, ses explications de vote: *Problème des handicapés; nécessité de protéger les aveugles contre toute menace d'expulsion* [16 juin 1966] (p. 2111);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur deux propositions de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues et de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement: *Crise du logement; réquisitions* [24 juin 1966] (p. 2341); Art. 3: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Durée de validité des titres d'attribution d'office de logement)* (p. 2342); *notification individuelle prorogeant la durée de validité de plein droit* (p. 2342); *pouvoirs du préfet* (p. 2342); après l'Art. 3: *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article: « Le préfet peut, à tout moment, mettre fin à l'attribution de logement pendant cette période de prorogation »* (p. 2342); *cas où la réquisition est individuelle* (p. 2342);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT: *Prix de vente de la construction; emploi de la préfabrication; exemple de « Villagexpo »; crise du logement à Paris; épargne-logement; départ des retraités en province; organisation départementale du service du logement; accession à la propriété* [9 novembre 1966] (p. 4444);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche: *Crédits du C.N.R.S.;*

*exploitation des océans; industrie des calculateurs; valorisation de la recherche; fabrication des protéines en partant du pétrole; création d'un « service de contrôle des brevets négociés »; négociation de la vente des licences; diffusion des publications scientifiques françaises; contrats de recherche-développement avec l'industrie; création des laboratoires de groupes ou de professions [30 novembre 1966] (p. 5096, 5097); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, après le troisième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant: « Il développe la formation, l'information et le perfectionnement des personnels, rassemble et diffuse toute documentation française et étrangère » (p. 5107); Art. 2: Son amendement tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa de cet article par les dispositions suivantes: « et dans les laboratoires privés liés à l'Etat par des contrats de recherche-développement » (p. 5107);*

— du projet de loi modifiant l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949, sur les publications destinées à la jeunesse, et l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, en qualité de *Rapporteur*: *Assouplissement de la législation; publicité faite par la radio ou par la télévision; fonctionnement de la Commission de surveillance et de contrôle; conséquence de l'arrêté d'interdiction; dépôt préalable [6 décembre 1966] (p. 5271, 5272); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, après le troisième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949 à insérer un nouvel alinéa suivant: « D'effectuer de la publicité en faveur de ces publications par le moyen d'émissions sur les ondes de la radiodiffusion et de la télévision » (p. 5272); son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de cet article: « de ne prononcer que l'une ou plusieurs de ces interdictions » (p. 5272); retrait de son amendement (p. 5273); après l'Art. 2: Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Conséquences pénales sur ceux qui tentent d'é luder l'application des interdictions) (p. 5273); Art. 3: Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « ... des prohibitions prévues au deuxième, troisième et quatrième alinéa... » les mots « de deux des prohibitions prévues aux alinéas deux, trois et*

*quatre » (p. 5273); après l'Art. 3: Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article: « Le début du neuvième alinéa du même article est remplacé par les dispositions suivantes: « A l'égard des infractions prévues par les huitième, dixième, onzième et douzième alinéas du présent article, le directeur de publication ou l'éditeur sera poursuivi en qualité d'auteur principal » (p. 5273); Art. 4: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « l'interdiction de vente aux mineurs de 18 ans prévue par... » les mots « deux des interdictions prévues aux alinéas deux, trois et quatre de... » (p. 5273); exclusion du journal de la coopérative de distribution (p. 5274); ses observations sur les paroles de M. Foyer (p. 5274); Art. 5: Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article: « Les dispositions de la présente loi, à l'exception de celles figurant à l'article 4, sont applicables dans les territoires d'outre-mer » (p. 5274); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur*: *Extension des pouvoirs du Ministre de l'Intérieur; exclusion de la société coopérative [20 décembre 1966] (p. 5704).**

**TRIBOULET (M. Raymond)**, *Député du Calvados, 4<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

*Ministre délégué, chargé de la Coopération*  
(2<sup>e</sup> Gouvernement POMPIDOU)  
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre délégué, chargé de la Coopération (2<sup>e</sup> Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre délégué chargé de la Coopération (2<sup>e</sup> Cabinet Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

**En qualité de ministre délégué chargé de la Coopération :**

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, COOPÉRATION : *Chiffre peu élevé des effectifs des personnels du Ministère de la Coopération; rôle de la délégation de Marseille; crédits prévus pour permettre l'équilibre des budgets des Républiques africaines; opinion de la Cour des comptes sur ces subventions d'équilibre; difficultés des négociations entre la France et les jeunes Etats africains; problème de l'élaboration d'une loi-programme pour la coopération; assistance technique; problème des bourses; action culturelle; évolution de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer; représentation parlementaire au sein du F.A.C.; problème de l'aide bilatérale liée; garanties à accorder aux investissements privés; crédits alloués à l'O.C.R.S.; financement du port de Cotonou; encouragement à apporter aux pays africains pour effectuer une planification de leur économie; rapports entre les pays africains et le Fonds européen de la Communauté économique européenne; propos émis par Napoléon I<sup>er</sup> en 1816 sur l'émancipation des colonies; problème de l'existence de plusieurs organismes chargés en France de la coopération; coopération et néo-colonialisme [21 janvier 1963] (p. 1361 à 1365); activité sociale de la délégation de Bordeaux (p. 1365);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, COOPÉRATION : *Ses observations sur la suite du débat [28 octobre 1963] (p. 5771); coopération avec l'Afrique Noire et Madagascar; exportations de ces pays vers la France; accord international sur la stabilisation des cours des grands produits spéciaux; stabilité du budget de la coopération; crédits pour les moyens de service et la Coopération culturelle; cas des anciens administrateurs de la France d'outre-mer; problème de la réintégration des fonctionnaires supérieurs des anciens territoires; examens des cadres subalternes; doctrine générale de la coopération et du développement; coopération culturelle; recherche scientifique; centre pédagogique; action sanitaire et sociale; respect de l'indépendance des Etats; plan pour l'assistance technique, les*

*différents procédés; formation de fonctionnaires spécialisés; comité directeur du F.A.C. [29 octobre 1963] (p. 5842 à 5847); utilisation des crédits du F.A.C.; renforcement de la cohésion de l'Union africaine et malgache; caractère positif du bilan de la coopération; aspect de véritable « mission » (p. 5847, 5848, 5849).*

Ses observations sur l'ordre du jour : *Date de la discussion du budget des Rapatriés [29 octobre 1963] (p. 5841).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant : 1<sup>o</sup> la ratification de la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du protocole relatif aux importations de café vert dans les pays du Benelux; 2<sup>o</sup> l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté : *Importance de la politique de la convention d'association soumise à la ratification de l'Assemblée; rôle déterminant de la France; première dotation de 580 millions de dollars accordés au Fonds européen de développement, 200 millions correspondant à des marchés effectivement passés; améliorations et modalités nouvelles des crédits; étendue de l'effort consenti par les autres membres de la Communauté; politique commerciale; aide de la France; système régional [4 décembre 1963] (p. 7625 à 7627);*

— du projet de loi autorisant la ratification de divers accords et conventions signés le 10 juillet 1963 entre la République française et la République togolaise : *Importance des accords; cas des produits originaires des pays tiers; problèmes monétaires; renouveau de la coopération monétaire; rôle de la banque centrale des Etats africains de l'Ouest [4 décembre 1963] (p. 7634, 7635); modification de l'ordre du jour : ses observations sur la discussion du projet de loi relatif à l'harmonisation des procédures fiscales (p. 7635).*

Répond aux questions orales relatives à la politique de coopération avec les pays en voie de développement : *contrôle exercé sur le budget par le Parlement; progrès des Etats africains francophones; structure et*



*principes de notre politique de coopération; proposition de M. Achille-Fould tendant à remplacer le Ministère de la Coopération par une grande compagnie d'assurance internationale; les risques de tomber dans le néo-colonialisme; intervention politique au Gabon; volonté du Gouvernement de renforcer l'indépendance économique des pays aidés; développement agricole; renaissance de l'artisanat et le commencement de l'industrialisation de ces pays; choix des Français pour l'aide bilatérale; association avec nos partenaires du Marché commun et effort déjà demandé lors du traité de Rome; organisation des marchés des produits tropicaux [10 juin 1964] (p. 1798 à 1802).*

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, COOPÉRATION : *Budget de stabilisation; poursuivre l'action entreprise par la France; renoncer aux subventions d'équilibre et à certaines subventions d'équipement; réformer l'assistance militaire; réduire les crédits d'investissement; préparation d'un corps unique d'administrateurs formé, de nouveau, de fonctionnaires français qui connaissent l'Afrique; donner aux administrateurs de la France d'outre-mer une option; échanges artistiques; subventions de certains organismes mutuels; maintenir notre effort de recherche scientifique; recherches faites par le Sénégal en matière forestière; études sur les cultures vivrières en Côte-d'Ivoire, les textiles en Haute-Volta et l'élevage au Niger; dotation en livres des centres culturels; diffusion d'ouvrages destinés aux instituteurs et aux petits cadres des fonctionnaires noirs vivant en brousse; problème des bourses; principes du Gouvernement; crédits pour l'action pédagogique; définir des méthodes d'enseignement plus appropriées; cas des « volontaires du progrès »; problème des subventions; subventions d'équipement ayant été réduites; problèmes militaires; accords conclus avec Madagascar; organisation de stages sur ce territoire; orientation de l'assistance technique militaire; problème de la représentation au comité directeur du F.A.O. [22 octobre 1964] (p. 3688, 3691); crédits de paiement; faire face aux échéances de 1965; crédits de report; simplification et accélération des crédits de paiement; choix des pays; coopération avec le Mali; sort d'anciens députés français: Sissoko et Dicko*

*(p. 3691, 3692); coopération devant reposer sur l'amitié et l'estime; efforts entrepris au Congo-Léopoldville et au Ruanda; les capitaux privés devant être encouragés à prendre la relève des investissements publics; poursuite du dialogue; poursuite de l'effort par le V<sup>e</sup> Plan; opinion de M. Massé; augmentation des productions et des exportations; action du Ministère de la Coopération (p. 3692 à 3694);*

— du projet de loi autorisant la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Tchad, conclue le 19 mai 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad et l'approbation des accords de coopération culturelle et d'assistance militaire technique conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad : *Ses observations sur les paroles de M. Odru; réduction des effectifs des troupes françaises; maintien des troupes françaises sur le territoire de la République du Tchad; accord d'assistance technique; politique de dialogue [10 juin 1965] (p. 1967, 1968);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, COOPÉRATION : *Importance des crédits de la coopération; aide de la France aux Etats africains et malgache; dotation du Ministère en personnel; encouragement apporté à la recherche scientifique au centre culturel et à la radiodiffusion; institut de recherche spécialisée; Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (O.R.S. T.O.M.); développement de la Côte-d'Ivoire; fonctionnement des centres culturels; subvention accordée à l'Office de coopération radiophonique (O.C.O.R.A.); crédits destinés à l'assistance technique; aide financière; fonctionnaires d'encadrement; crédits destinés à l'enseignement et à l'action sanitaire; mise sur pied d'universités africaines; volontaires du contingent; volontaires du progrès; aide financière apportée aux Etats; subvention d'équilibre; subventions d'équipement; conseils d'ordre financier et budgétaire; crédits de paiement du F.A.C.; domaine des autorisations de programme; intervention du F.A.C.; ses observations sur la règle de l'annuité budgétaire; variation du cours des produits; revenu national des pays africains et malgache; réussite de la coopération, son souci d'efficacité [13 octobre 1965] (p. 3580 à 3585).*

**TRICON (M. Emile)**, *Député de la Seine, 37<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

En remplacement de M. Michel Maurice-Bokanowski devenu Ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755).

Donne sa démission de cette Commission [9 octobre 1963] (p. 5107).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [10 octobre

1963] (p. 5132), [9 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 octobre 1963] (p. 5021), [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3852), [18 octobre 1966] (p. 3517);

— membre du conseil national des services publics, départementaux et communaux [19 février 1963] (p. 2247).

#### **Intervention :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. 5 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Bignon et tendant, dans le texte proposé par cet amendement, après les mots « entre la date de promulgation de la présente loi », à insérer les mots « ou au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 1964 »* [8 octobre 1964] (p. 3050).

## V

**VAILLANT-COUTURIER (Mme Marie-Claude)**, *Député de la Seine, 52<sup>e</sup> circonscription (C.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel du 5 février 1963 [13 février 1963] (p. 2116).

Est proclamée député le 5 mai 1963 [7 mai 1963] (p. 2775).

S'inscrit au groupe communiste [7 mai 1963] (p. 2775).

Est nommée :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [15 juin 1966] (p. 2090).

**Dépôts :**

Sa proposition de loi tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité électorale, **n° 328** [7 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter les articles 29 et 29 a) du livre premier du Code du travail en vue de renforcer la protection des femmes salariées en état de grossesse, **n° 676** [21 novembre 1963].

Sa proposition de loi modifiant les articles 54 b et 54 d du livre II du Code du travail afin d'aménager le temps de repos de certaines mères de famille et de stimuler la création de crèches à l'intérieur des entreprises privées, **n° 677** [21 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 14 et 76 du livre II du Code du travail afin d'améliorer les conditions de travail des femmes salariées, **n° 678** [21 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à constater l'imprescriptibilité du génocide et des crimes contre l'humanité, **n° 1279** [18 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à instituer dans le secteur privé une contribution patronale obligatoire à titre de participation au financement de la construction et du fonctionnement de crèches, **n° 1872** [1<sup>er</sup> juin 1966].

Sa proposition de loi relative à l'application du principe de non discrimination du travail féminin, **n° 2010** [29 juin 1966].

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement de la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Art. 165 : *Expérience de la police de Vichy; légalisation du prolongement du délai de garde à vue* [4 janvier 1963] (p. 267);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Problème du cancer; insuffisance des crédits consacrés au développement de la recherche cancérologique; élévation de l'indice de la morbidité mentale; nombre insuffisant des lits dans les hôpitaux psychiatriques; traitements insuffisants du personnel de ces hôpitaux* [14 janvier 1963] (p. 768); *priorité accordée par le Gouvernement aux crédits militaires* (p. 773); ANCIENS COMBATTANTS : *Remboursement des marks déposés par les rapatriés en 1945; cas des femmes anciennes déportées; situation des Alsaciens-Lorrains résistants à l'occupation; attribution des cartes de déportés; délais de forclusion* [23 janvier 1963] (p. 1523, 1524);

— du projet de loi relatif à une convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne : *Présence, dans la convention en discussion, d'une clause la rendant applicable à Berlin-Ouest; situation juridique de Berlin-Ouest telle qu'elle résulte des accords de 1945; encouragement donné par le Gouvernement français aux autres revendications territoriales de Bonn* [6 juin 1963] (p. 3193);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, COMMISSION MIXTE PARITAIRE, ses explications de vote : *Caractère d'unanimité que revêt l'opposition au présent projet; notion de préavis; loi Taft-Hartley; représentativité des députés de la majorité* [25 juillet 1963] (p. 4540);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, COMMISSION MIXTE PARITAIRE : *Situation tragique du logement locatif pour familles à revenus modestes; insuffisance des crédits prévus, le logement des étudiants* [26 juillet 1963] (p. 4585);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Demandes de logements déposées par les postiers* [23 octobre 1963] (p. 5441);

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Crédits pour les hôpitaux; humanisation des hôpitaux; corps des assistantes sociales* [24 octobre 1963] (p. 5545, 5546).

Prend part au débat sur les questions orales, avec débat, relatives à la politique de coopération avec les pays en voie de développement : *nécessité de fonder la politique de la France à l'égard des pays en voie de développement sur le respect de l'indépendance; envoi de parachutistes pour rétablir l'ordre au Gabon; la dénonciation de l'accord commercial franco-tunisien après la nationalisation des terres coloniales; nécessité d'intervenir auprès du Gouvernement de l'Union africaine du Sud en faveur des neuf inculpés du procès de Pretoria* [10 juin 1964] (p. 1792, 1793).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Problème de l'absentéisme* [11 juin 1964] (p. 1846);

— des propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Lolive et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi n<sup>o</sup> 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation à usage professionnel; 2<sup>o</sup> de M. Dejean et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais; 3<sup>o</sup> de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n<sup>o</sup> 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement : *Situation des clients des hôtels, pensions de famille et meublés n'ayant plus droit au maintien dans les lieux; cas des victimes d'opérations spéculatives; nécessité d'adopter rapidement les propositions de loi* [29 juin 1964] (p. 2320);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Aggravation des contradictions entre les principales puissances occidentales; désaccords apparaissant de plus en plus ouvertement à l'O.T.A.N. et dans les organismes européens; tutelle américaine étant acceptée plus difficilement en raison du relèvement économique des pays capitalistes; politique extérieure du Gouvernement tendant à défendre les monopoles français; politique fran-*

çaise au Sud-Est asiatique; déclarations en faveur de la neutralisation du Sud-Vietnam; application des accords de Genève; Marché commun n'améliorant pas les conditions de vie des travailleurs; instrument aux mains des monopoles allemands et américains; alliance franco-allemande; réarmement de l'Allemagne; force et importance de l'armée allemande; force de frappe dite « nationale »; dispersion des armes nucléaires; accords de Moscou sur les expériences nucléaires; reconnaissance officielle de la frontière actuelle de l'Allemagne; déclarations de M. J.-P. Palewski au cours d'un voyage en Pologne; intangibilité de la frontière Oder-Neisse; reconnaissance de la République démocratique allemande; aboutir à la signature d'un traité de paix avec les deux Etats allemands; règlement du statut de Berlin-Ouest [3 novembre 1964] (p. 4434 à 4436);

— du projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux: *Opposition des communistes à ce texte; délégation de pouvoirs au Gouvernement* [17 novembre 1964] (p. 5416);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan: *Santé publique, équipement sanitaire et social; hôpitaux publics; protection maternelle et infantile; donner des locaux nécessaires* [26 novembre 1964] (p. 5650, 5651);

— de la proposition de loi de MM. Paul Coste-Floret et Schmittlein, tendant à rendre non prescriptibles le génocide et les crimes contre l'humanité: *Groupe communiste ayant déposé une proposition de loi allant dans le même sens que celle de MM. Paul Coste-Floret et Schmittlein; imprescriptibilité des crimes contre l'humanité; Gouvernement français devant intervenir auprès du Gouvernement de la République fédérale pour que celui-ci n'applique pas la prescription aux crimes des nazis* [16 décembre 1964] (p. 6145, 6146); *retrait de son amendement* (p. 6147);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, Art. 1<sup>er</sup>, avant l'Art. 214 du Code civil: *Son amendement tendant, après le premier alinéa de l'article premier, à insérer le nouvel alinéa suivant: « Article 213 du Code civil. Les époux exercent conjointement la direction de la famille ». En conséquence, dans le premier alinéa, substituer au chiffre « 214 » le chiffre « 213 »* [26 juin

1965] (p. 2606); Art. 214 du Code civil: *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 214 du Code civil, à supprimer le deuxième alinéa* (p. 2607); Art. 223 du Code civil: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 223 du Code civil (Exercice d'une profession sans le consentement de l'autre conjoint)* (p. 2612); Art. 1413 du Code civil: *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un troisième alinéa (Cas où la femme renonce à la communauté)* (p. 2623); Art. 1422 du Code civil: *Son amendement tendant à la suppression du texte proposé pour l'article 1422 du Code civil* (p. 2625); Art. 1424 du Code civil: *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 2626); Art. 224 du Code civil: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 224 du Code civil (Biens acquis par la femme par ses gains et salaires dans l'exercice d'une profession séparée de celle de son mari)* (p. 2628);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, COOPÉRATION: *Nécessité de s'orienter vers une coopération technique; éviter le néo-colonialisme; but de l'assistance technique; crédits d'investissement; question des garanties de l'Etat aux crédits privés; groupe communiste votant le budget de la coopération; mettre fin à toute pratique de néo-colonialisme* [13 octobre 1965] (p. 3577, 3578); EDUCATION NATIONALE: *Problème des retardés scolaires; création de classe de perfectionnement; région nord-ouest du Val-de-Marne; ville d'Arcueil; collèges techniques de Cachan et de Bagneux; résidence d'Antony; augmentation de la subvention de fonctionnement de la résidence; incidents récents d'Antony* [19 octobre 1965] (p. 3846);

— du projet de loi portant réforme de l'adoption: *Sa proposition de loi tendant à faciliter et à étendre l'adoption et la légitimation adoptive, notamment par l'abaissement de l'âge pour les adoptants; intérêt de l'enfant; problème relatif à l'abandon; places dans les crèches; courage d'une mère célibataire; proposition du ministre Croizat; nombre des homes d'enfants; nombre des assistantes sociales; présence d'enfants légitimes n'interdisant pas l'adoption* [17 novembre 1965] (p. 4692, 4693); Art. 343 du Code civil: *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant:*

« Seule la condition de durée du mariage sera nécessaire dans le cas de stérilité d'un des époux médicalement constatée » (p. 4693); Art. 345-1 : Existence d'enfants légitimes, naturels ou adoptés ne faisant pas obstacle à l'adoption (p. 4694, 4695); Art. 348-5 : Son amendement tendant après les mots « sous réserve d'un lien de parenté jusqu'au sixième degré inclus entre l'adoptant et l'adopté », à insérer les mots « ou d'une autorisation du juge d'instance » (p. 4699); rôle du service de l'aide sociale à l'enfance et des œuvres d'adoption privée (p. 4699); Art. 350 : Son amendement tendant après le quatrième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (Caractère contradictoire de la procédure) (p. 4701); Art. 50 du Code de la famille et de l'aide sociale : Son amendement tendant, dans le paragraphe 3<sup>o</sup> de cet article à substituer aux mots « qui n'ayant pas d'ascendant auquel on puisse recourir », les mots « qui n'ayant pas de proche ou d'ami pouvant le recueillir » (p. 4708); Art. 55 du Code de la famille et de l'aide sociale : Son amendement tendant dans le paragraphe 4<sup>o</sup> de cet article à substituer aux mots « trois mois » les mots « six mois à compter du consentement à l'adoption » (p. 4708, 4709); Art. 64 : Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Dans le cas du refus du tuteur, le réclamant peut saisir le tribunal de grande instance qui statuera » (p. 4709, 4710); en troisième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à supprimer l'article 348-6 du Code civil [27 juin 1966] (p. 2400); son amendement tendant à reprendre, pour le dernier alinéa de l'article 350 du Code civil le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture, c'est-à-dire après les mots « qu'en cas » à insérer les mots « de force majeure » (p. 2401).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative à la situation des hôpitaux publics : Nécessité de tenir compte des thérapeutiques modernes; l'incroyable surpeuplement des hôpitaux psychiatriques; hôpital moderne de La Verrière; les conditions de vie inacceptables des personnes âgées dans les hospices; la pénurie de personnel; la nécessité de former d'urgence des infirmières et des agents spécialisés; reclassement de la fonction hospitalière; insuffisance des crédits pour les crèches [29 avril 1966] (p. 1048, 1049, 1050, 1054).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative au recrutement du personnel infirmier [27 mai 1966] (p. 1561, 1562).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique à l'égard des anciens combattants : Revendications particulières des anciens déportés et internés et de leurs familles; parité des droits à la réparation matérielle des préjudices subis par les déportés résistants ou politiques [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1620, 1621, 1624).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la garantie de l'emploi en cas de maternité : Fonction sociale de la femme; propositions de loi du groupe communiste; durée du congé de maternité; problème de la garantie de l'emploi [7 juin 1966] (p. 1746); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant après le premier alinéa du texte proposé pour l'article 29-1 du livre premier du Code du travail à insérer deux nouveaux alinéas (Cas où le licenciement est possible) (p. 1747); son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 29-1 du livre premier du Code du travail par les mots « et dans les formes énoncées audit alinéa » (p. 1747); son amendement tendant à la fin de la première phrase du texte proposé pour l'article 29-II du livre premier du Code du travail à substituer aux mots « 8 semaines » les mots « 10 semaines » (p. 1747); son amendement tendant à la fin de la deuxième phrase du texte proposé pour l'article 29-II du livre premier du Code du travail à substituer aux mots « douze semaines » les mots « quatorze semaines » (p. 1747); son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 29-II du livre premier du Code du travail par un nouvel alinéa (Possibilité pour la femme d'obtenir une affectation à un travail moins pénible) (p. 1748); son amendement tendant au début du texte proposé pour l'article 29-IV du livre premier du Code du travail à substituer respectivement aux mots « 8 semaines » et « 12 semaines », les mots « 10 semaines » et « 14 semaines » (p. 1748); son amendement tendant, dans la dernière phrase du texte proposé pour l'article 29-IV du livre premier du Code du travail à supprimer les mots « par priorité » et « en cas de réemploi » (p. 1748); garantie du réemploi (p. 1748); droit de priorité accordé à la femme; rôle du comité d'entreprise (p. 1749); son amendement tendant à insérer après le

deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 29-V du livre premier du Code du travail un nouvel alinéa (*Cas où le licenciement est nul*) (p. 1749); conséquence d'un licenciement abusif (p. 1749); Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer en tête de cet article un nouvel alinéa (Emprisonnement; amende)* (p. 1750); *sanctions pénales* (p. 1750).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives à la réforme des enseignements supérieurs : *préparation à l'agrégation dans les mêmes conditions pour les élèves de l'école normale supérieure d'enseignement technique et les élèves des autres écoles normales supérieures; cas des professeurs techniques adjoints; construction d'une maison d'examens à Arcueil; façon dont a été reçue une délégation du comité d'action laïque accompagnée de parents d'élèves* [8 juin 1966] (p. 1796);

— sur les questions orales relatives aux logements sociaux : *Obstacles techniques et financiers auxquels se heurtent les Offices d'H.L.M.; exemples de Gentilly, d'Arcueil...* [15 juin 1966] (p. 2064).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 1<sup>er</sup> : *Politique antisociale du Gouvernement; recettes fiscales des impôts indirects de consommation; situation des familles modestes* [13 octobre 1966] (p. 3397); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur la situation faite aux déportés politiques et aux internés politiques et résistants; nécessité d'accorder la parité entre anciens déportés résistants et politiques* [18 octobre 1966] (p. 3478); *ses observations sur les paroles de M. Sanguinetti* [18 octobre 1966] (p. 3499); AFFAIRES SOCIALES : *Participation de l'Etat en matière d'équipement; majoration des autorisations de programme; stagnation de l'équipement hospitalier; autorisations de programme pour les centres hospitaliers universitaires; nombre des bourses d'infirmières; problème du logement et de la garde des enfants; conditions de travail; protection maternelle et infantile; construction des crèches; établissements pour les personnes âgées; service de la médecine scolaire; insuffisance des effectifs de médecins et d'assistantes sociales; centre hospi-*

*talier universitaire de Saint-Antoine* [20 octobre 1966] (p. 3629, 3630); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION, OFFICE DE RADIO-DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Possibilité d'exonérer de la redevance de télévision et de la taxe de radio les grands infirmes et les personnes âgées* [28 octobre 1966] (p. 4050);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 13 mai 1966 entre le Gouvernement de la République française et la Banque interaméricaine de développement, Article unique : *Rôle de l'organisation des Etats américains* [29 novembre 1966] (p. 5034);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 34 : *Besoins de la population parisienne en moyens de transports en commun; prolongation des horaires de toutes les lignes; arrêt du service à 21 heures; suppression de certaines lignes le dimanche; aggravation des conditions de voyage; déficit de la R.A.T.P.; possibilité de rétablir la taxe payée par les entreprises industrielles commerciales* [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5170, 5171).

**VALENET (M. Raymond)**, *Député de Seine-et-Oise, 11<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer [8 avril 1964] (p. 654);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964] (p. 1949);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154);

— membre de la Commission sociale centrale des rapatriés [24 janvier 1963] (p. 1668).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 303) réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, n° 364 [20 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 488) modifié par le Sénat, réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, n° 498 [24 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 250) tendant à faire bénéficier de certaines mesures sociales les déportés et internés de la Résistance et les déportés et internés politiques, n° 693 [28 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 519) tendant à modifier l'âge de la retraite pour les chauffeurs routiers, n° 694 [28 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 388) tendant à créer une carte nationale de priorité en faveur des personnes âgées, n° 702 [29 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1043) adopté par le Sénat, étendant aux contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre les dispositions des

articles 178 et 179 du Livre II du Code du travail, n° 1346 [29 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1051) relative à la validation des services accomplis par les assistantes sociales de l'« Œuvre du service social à l'hôpital » ayant leur intégration dans l'administration générale de l'assistance publique à Paris, n° 1550 [29 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1741) autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale et du protocole annexe, signés le 17 décembre 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat d'Israël, n° 1920 [15 juin 1966].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) (Education nationale, 2<sup>e</sup> partie : Equipement), n° 2083 [14 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi tendant à compléter l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi du 27 février 1948 relatif aux droits des ascendants des victimes de guerre, n° 2109 [26 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1763) tendant à modifier l'article L 45 du Code des pensions civiles et militaires, relatif au partage de la pension de réversion, n° 2131 [9 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1316) tendant à l'extension aux employés de maison du bénéfice de la loi n° 42-2195 du 11 octobre 1946 sur l'organisation de la médecine du travail, n° 2133 [9 novembre 1966].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales à la suite de la mission effectuée en Israël du 7 au 18 mars 1966, n° 2268 [14 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2275) autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale



de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérale de Yougoslavie du 5 janvier 1950, ensemble le protocole relatif aux soins de santé garantis aux étudiants et l'échange de lettres relatif aux allocations familiales, signés à Belgrade le 8 février 1966, n° 2293 [19 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, en qualité de *Rapporteur* : *Absence actuelle de toute réglementation de la profession d'éducateur physique; textes relatifs aux guides de montagne, aux maîtres nageurs sauveteurs, à l'enseignement du judo, aux maîtres d'armes, aux moniteurs de natation sportive, aux instructeurs de plein air; nécessité de mettre un terme aux lacunes existant en ce domaine* [27 juin 1963] (p. 3758); Art. 2 : *Son amendement au nom de la Commission (Substitution du Conseil de l'éducation populaire et des sports au Conseil supérieur de l'éducation nationale dans le contrôle de la profession d'éducateur physique ou sportif)* (p. 3762); Art. 4 : *Son amendement au nom de la Commission (Obligations pesant sur les exploitants de salles)* (p. 3762); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Adoption de l'amendement du Sénat relatif à l'article premier (diplômes étrangers) et de l'amendement du Gouvernement à l'article 4* [25 juillet 1963] (p. 4510, 4514);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Multiplication des classes pour enfants inadaptés; cas des C.E.G.; statut pour le personnel spécialisé des centres d'orientation; procédure appliquée pour le versement des subventions aux communes* [6 novembre 1963] (p. 6597, 6598).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative au reclassement indiciaire des fonctionnaires communaux [15 mai 1964] (p. 1239, 1240).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE :

*Difficultés rencontrées par les communes, notamment en Seine-et-Oise; financement des constructions scolaires; retard dans l'aide versée par l'Etat; conditions du Crédit Foncier et de la Caisse des dépôts et consignations; procès engagés par les communes* [29 octobre 1964] (p. 4141); INDUSTRIE : *Ses observations sur le chapitre 45-12 (Subventions destinées à la reconversion et à la modernisation des houillères nationales); différence entre houillères françaises et houillères nationales; deux houillères n'étant pas encore nationalisées; problème de leur fermeture* [30 octobre 1964] (p. 4342); CONSTRUCTION : *Utilisation des crédits du Ministère de la Construction destinés à la réalisation des programmes d'opérations de rénovation urbaine ou d'équipement de zones d'habitation dans le cadre du plan de stabilisation financière; ses réserves; crédits distribués par l'intermédiaire du comité de gestion du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme; problème financier des communes urbaines; perspectives de logements décents; dossiers de demandes de financement déposés à la direction départementale du Ministère de la Construction; ennuis financiers; solution prévue par le Gouvernement* [4 novembre 1964] (p. 4546);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1<sup>er</sup> : *Problèmes forestiers propres aux régions de montagne; malaise du personnel des eaux et forêts* [8 décembre 1964] (p. 5938, 5939);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, étendant aux contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre les dispositions des articles 178 et 179 du Livre II du Code du travail, en qualité de *Rapporteur* : *contrôleurs placés sous l'autorité des inspecteurs du travail et étant chargés de les assister dans leurs contrôles, leurs enquêtes, leurs missions et la gestion des services de la main-d'œuvre; caractère logique du texte* [6 mai 1965] (p. 1185);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Besoins de la Nation; buts de la première loi de programme votée dans le cadre du IV<sup>e</sup> Plan de modernisation et d'équipement; fusion des équipements civils et scolaires; recherche du plein emploi des installations; moyens financiers; nécessité de lier les lois de programme à une stricte réglementation des projets départementaux et communaux* [2 juin 1965] (p. 1739);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les classes maternelles et les classes primaires ; situation des directeurs d'enseignement technique ; agrandissement du lycée Clemenceau de Villemomble ; programmes d'équipement scolaire du premier degré* [18 octobre 1965] (p. 3829, 3830) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, INTÉRIEUR — RAPATRIÉS : *Situation financière des collectivités locales ; leurs possibilités d'emprunts ; attitude de la finance privée à l'égard des collectivités locales ; recherche des financements complémentaires par les maires ; problème des taux ; agrément des programmes ; aide aux rapatriés ; main-d'œuvre nord-africaine en France* [25 octobre 1965] (p. 4078) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Vingtième anniversaire de la libération des camps ; problème de la retraite anticipée et des forclusions ; cas des déportés et internés politiques ; suppression d'emplois dans les offices départementaux des anciens combattants et victimes de guerre ; mise en place des offices dans les nouveaux départements créés autour de Paris* [26 octobre 1965] (p. 4144).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Charges frappant les contribuables du fait des travaux d'équipement ; problème des emprunts ; création d'une caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ; ses observations sur les villes de banlieue, les villes-dortoirs et les villes en pleine expansion ; réformes intervenues en matière de taxe locale ; cas des communes de la région parisienne dont une partie du territoire est réservée en zones d'aménagement différé ; création de l'agence foncière ; construction des H.L.M.* [18 mai 1966] (p. 1394, 1395).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du Code de la santé publique concernant l'ordre des pharmaciens, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Modification de l'article L 538 du Code de la santé publique ; rôle du Conseil national de l'ordre* [16 juin 1966] (p. 2112) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention de sécurité sociale et du protocole annexe, signés le 17 décembre 1965 entre le Gouvernement de la République fran-

çaise et le Gouvernement de l'Etat d'Israël, en qualité de *Rapporteur* : *Egalité de traitement au regard des droits et obligations prévus par les législations de sécurité sociale en France et en Israël ; conservation des droits acquis ; question du droit de s'inscrire à la Koupath Holim* [16 juin 1966] (p. 2112, 2113) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Exécution des travaux de construction ; recours aux procédés de constructions dites industrialisées ; équipement scolaire et universitaire ; objectifs du V<sup>e</sup> Plan ; collèges d'enseignement secondaire ; crédits pour l'enfance inadaptée ; enseignement du premier degré ; financement des constructions universitaires ; cas du département de Seine-et-Oise* [2 novembre 1966] (p. 4109, 4110) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Chamant tendant à compléter l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi du 27 février 1948 relatif au droit des ascendants des victimes de guerre, en qualité de *Rapporteur* : *Possibilité d'étendre aux fonctionnaires ayant élevé un ou plusieurs enfants morts pour la France et qui n'étaient pas les leurs, le bénéfice de la prolongation d'activité accordé aux fonctionnaires ascendants d'enfants morts pour la France* [8 décembre 1966] (p. 5383) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Capitant tendant à modifier l'article L 45 du Code des pensions civiles et militaires relatif au partage de la pension de réversion, en qualité de *Rapporteur* : *Conciliation entre la règle de la proportionnalité et celle du partage ; cas où la veuve ne remplit pas les conditions d'ouverture du droit à pension ; conflit d'intérêts entre une femme divorcée et une veuve* [19 décembre 1966] (p. 5688) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la Convention générale de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie du 5 janvier 1950, ensemble le protocole relatif aux soins de santé garantis aux étudiants et l'échange de lettres relatif aux allocations familiales, signés à Belgrade le

8 février 1966, en qualité de *Rapporteur* : *Reprise du courant d'immigration yougoslave vers la France* [20 décembre 1966] (p. 5700, 5701).

**VALENTIN (M. Jean)**, *Député de la Charente*,  
3<sup>e</sup> circonscription (N.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1966] (p. 592).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Problème posé par les revendications sociales ; dépenses de l'Etat, adhésion de la Nation ; objectif fixé* [22 octobre 1963] (p. 5306, 5307); Art. 3 : *Son amendement (Cas de la division d'un héritage entre exploitation agricole et terrain réputé à bâtir) ; répartition de la plus-value imposable* (p. 5323, 5324); Art. 5 : *Son amendement (Opérations d'équipement)* [23 octobre 1963] (p. 5392); *modernisation des entreprises* (p. 5392); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Distinction entre l'agriculteur riche et l'agriculteur pauvre ; développement de l'enseignement ; vulgarisation ; groupement de productivité agricole* [4 novembre 1963] (p. 6311, 6312); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS : *Problème de la distribution ; aspects financiers fiscaux ; crédits et financement des investissements ; constitution d'un groupe de sociologues chargés de prévoir le comportement des ménagères dans la société de demain ; création d'un groupe de parlementaires pour les problèmes de distribution* [8 novembre 1963] (p. 6920);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers : *Politique actuelle étant inspirée par des technocrates ; aspect humain des problèmes ; dispositions fiscales proposées devant s'appliquer bientôt à l'agriculture ; critique du « laisser-faire » et du dirigisme aveugle ; nécessité de régulariser le marché par un jeu de contrats de*

*production, d'engagements de livraisons conclus avec les industries, les commerces et les coopératives intéressés ; nécessité de l'intégration* [11 mai 1965] (p. 1252, 1253);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique et l'article 4 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963, Art. 3 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [10 juin 1965] (p. 1985); Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe premier du texte modificatif proposé par l'amendement de M. Hoguet pour l'article 39 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1965 par le nouvel alinéa suivant : « Les infractions aux articles 33 et 34 de l'ordonnance n° 45-1483 relative aux prix sont punies comme contraventions de simple police »* (p. 1989); Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter le texte modificatif proposé pour l'article 40 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 par les mots suivants : « à l'exception des infractions à l'article 37, paragraphe premier, alinéas b et c et paragraphe 5 de l'ordonnance n° 45-1482 du 30 juin 1945 relative aux prix, qui sont punies comme contraventions de simple police »* (p. 1990);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement des questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Temps de parole infime étant laissé aux non-inscrits* [14 octobre 1965] (p. 3679);

— sur la motion de censure : *Français étant fatigués de la guerre étrangère et de la guerre civile ; nécessité pour le Gouvernement de disposer d'une majorité cohérente, ce qui ne veut pas dire monophyte ; relations économiques intra et extra-européenne avant 1914 ; Gouvernement devant gouverner avec l'opposition* [19 avril 1966] (p. 785, 786);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les adductions d'eau, l'électrification, les aménagements fonciers ; situation des exploitations familiales qui se consacrent à l'élevage ;*

*nécessité de protéger les marchés de Lyon et de Saint-Etienne; cas du marché des veaux dits de Lyon et de Saint-Etienne; problèmes de la vulgarisation; réforme de la T.V.A.* [26 octobre 1966] (p. 3908).

**VALLON (M. Louis)**, *Député de Seine-et-Oise, 10<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu rapporteur général de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1<sup>er</sup> décembre 1964] (p. 5752);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage

et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444);  
— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1962, **n° 24** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22) (première partie), **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (1<sup>re</sup> partie. — Conditions générales de l'équilibre financier), modifié par le Sénat, **n° 50** [20 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération monétaire conclu le 12 mai 1962 entre le Gouvernement de la République, d'une part, et les gouvernements respectifs des Républiques membres de l'Union monétaire ouest-africaine, d'autre part, **n° 141** [7 février 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions, restant en discussion, du projet de loi de finances pour 1963, **n° 172** [14 février 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, **n° 178** [19 février 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement du timbre et de la fiscalité immobilière, **n° 184** [21 février 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 224) relatif à

l'émission d'un emprunt d'Etat à moyen ou long terme, **n° 225** [8 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 (n° 240) portant maintien de la stabilité économique et financière, **n° 290** [22 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963, portant maintien de la stabilité économique et financière, **n° 340** [12 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 (n° 306), portant maintien de la stabilité économique et financière, rejeté par le Sénat, **n° 345** [13 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 222) autorisant l'approbation de la Convention et du Protocole signés à Tananarive le 29 septembre 1962 entre la France et Madagascar, en vue d'éliminer les doubles impositions et d'établir une assistance mutuelle administrative en matière fiscale, **n° 348** [14 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 115) autorisant la ratification de la Convention signée le 24 juillet 1962 entre la France et le Liban, en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir une assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur les revenus et d'impôts sur les successions, **n° 349** [14 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 105), portant règlement définitif du budget de 1959, **n° 350** [14 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 143) portant règlement définitif du budget de 1960, **n° 351** [14 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances, rectificative pour 1963, portant maintien de la stabi-

lité économique et financière, rejeté par le Sénat dans sa deuxième lecture, **n° 360** [20 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, **n° 420** [4 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 (n° 449), **n° 466** [17 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 453) autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre la France et la Principauté de Monaco signée à Paris, le 18 mai 1963, complétée par un Protocole ainsi que de l'échange de lettres se rapportant à cette Convention, **n° 491** [23 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963, **n° 507** [26 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 578) modifiant la taxe intérieure de consommation applicable à l'essence ordinaire, **n° 579** [16 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 302) autorisant la ratification de la Convention et du Protocole additionnel entre la France et l'Espagne, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les successions, signés à Madrid le 8 janvier 1963, **n° 648** [13 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 601) modifié par le Sénat portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, **n° 660** [20 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964, **n° 707** [4 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963, (n° 680) **n° 708** [4 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 (n° 743), modifié par le Sénat, **n° 749** [17 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 812) autorisant l'approbation de la Convention signée à Paris, le 21 juin 1963, entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions, **n° 886** [13 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 591) autorisant la ratification de l'avenant signé à Paris le 1<sup>er</sup> juillet 1963 à la Convention du 24 décembre 1936 entre la France et la Suède, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions, **n° 887** [13 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 544) relatif au regroupement des actions non cotées, **n° 888** [13 mai 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 953) portant réorganisation de la région parisienne, **n° 953** [9 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 862) autorisant l'approbation de la Convention, signée à Paris, le 20 août 1963, entre la France et Israël, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu, **n° 1000** [19 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 973) portant fixation du prix du permis de chasse, **n° 1001** [19 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), **n° 1106** [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1154) portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan, **n° 1184** [24 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965, **n° 1203** [2 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1964 (n° 1190), **n° 1211** [3 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1135) autorisant la ratification de la Convention, signée à Athènes le 21 août 1963 entre la France et la Grèce, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu, **n° 1225** [9 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1134) autorisant la ratification de la Convention, signée à Bruxelles le 10 mars 1964 entre la France et la Belgique, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, **n° 1226** [9 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964, **n° 1260** [17 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectifica-

tive pour 1964 (n° 1250), modifié par le Sénat, **n° 1277** [18 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1964, rejeté par le Sénat dans sa deuxième lecture, **n° 1296** [18 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1309) modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, **n° 1349** [30 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1393), modifié par le Sénat, modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, **n° 1417** [2 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1420) portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, **n° 1459** [16 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1477), modifié par le Sénat en deuxième lecture, modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, **n° 1488** [22 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1436) autorisant l'approbation de la Convention, signée à Paris, le 27 novembre 1964, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, **n° 1545** [29 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), **n° 1588** [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1592) autorisant l'approbation des amendements aux statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Société

financière internationale, n° **1592** [5 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1617) portant approbation du Plan de développement économique et social, n° **1638** [21 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966, n° **1673** [17 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1670), modifié par le Sénat, n° **1676** [18 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1683), rejeté par le Sénat dans sa deuxième lecture, n° **1684** [19 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du Ve Plan, n° **1686** [19 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1675) portant approbation du Plan de développement économique et social, rejeté par le Sénat, n° **1687** [19 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1688) portant approbation du Plan de développement économique et social, rejeté par le Sénat dans sa deuxième lecture, n° **1689** [19 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, n° **1693** [20 décembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, n° **1699** [20 décembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1965, n° **1700** [20 décembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965, n° **1706** [22 décembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1721) portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, rejeté par le Sénat dans sa deuxième lecture, n° **1722** [23 décembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1740) tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement, n° **1746** [13 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1809), modifié par le Sénat, tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement, n° **1827** [12 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1723) autorisant l'approbation de la Convention signée à Paris le 10 juillet 1965 entre la France et le Cameroun, en vue d'éliminer les doubles impositions et d'établir une assistance mutuelle administrative en matière fiscale, n° **1849** (26 mai 1966).

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1732) autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Niamey le 1<sup>er</sup> juin 1965, n° **1850** [26 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1777) portant modification de l'article 5 du décret du 25 août 1937 réglementant les bons de caisse, n° **1851** [26 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du



plan, sur le projet de loi (n° 1797) relatif à l'utilisation des termes « établissement financier », n° **1852** [26 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1865) relatif aux entreprises pratiquant le crédit-bail, n° **1921** [15 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1938) tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées, n° **1958** [22 juin 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1840) relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, n° **1959** [22 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées, n° **2019** [30 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), n° **2050** [3 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi d'orientation et de programme (n° 2047) sur la formation professionnelle, n° **2052** [4 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2047), modifié par le Sénat, d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, n° **2150** [15 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2145) modifiant le statut des agents de change, n° **2171** [22 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 995) portant règlement définitif du budget de 1961, n° **2172** [22 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du

plan, sur le projet de loi (n° 1951) portant règlement définitif du budget de 1962, n° **2173** [22 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2097) portant règlement définitif du budget de 1963, n° **2174** [22 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1966 (n° 2164), n° **2184** [29 novembre 1966].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967, n° **2200** [30 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2086), autorisant la ratification de l'avenant à la convention du 29 octobre 1958, entre la France et l'Italie, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts directs sur les revenus et la fortune, ensemble le protocole joint, signés à Paris le 6 décembre 1965, n° **2218** [7 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2139) autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune ensemble le protocole additionnel joint, signés à Paris le 9 septembre 1966, n° **2219** [7 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2141) autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République voltaïque, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Ouagadougou le 11 août 1965, n° **2220** [7 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2147) autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et

le Gouvernement de la République du Dahomey, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Cotonou le 21 octobre 1965, n° 2221 [7 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2148), autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Dakar le 3 mai 1965, n° 2222 [7 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2231) autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Grèce, relatif au règlement de créances financières françaises, signé le 14 décembre 1965 à Paris, n° 2252 [13 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2183) relatif aux relations financières avec l'étranger, n° 2253 [13 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966, n° 2270 [15 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2285) portant règlement définitif du budget de 1964, n° 2308 [20 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2312), rejeté par le Sénat, portant règlement définitif du budget de 1961, n° 2315 [21 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2313), rejeté par le Sénat, portant règlement définitif du budget de 1962, n° 2316 [21 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2314), rejeté par le Sénat, portant règlement définitif du budget de 1963, n° 2317 [21 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, en qualité de *Rapporteur général*: *Conditions dans lesquelles s'engage la présente discussion; problème des délais; vote de la première partie de la loi de finances; situation économique et financière actuelle: accroissement de la production nationale, excédent de la balance commerciale, hausse des prix, rémunérations salariales et revenus non salariaux, le développement souhaitable de l'épargne et du marché financier; grandes lignes du budget de 1963: maintien de l'impôt à un niveau inférieur à celui de 1962, accroissement des rémunérations de la fonction publique, des crédits affectés à l'Education nationale, à la recherche scientifique, à l'agriculture, accroissement des dépenses militaires; budget de 1963, budget d'action sur le plan des investissements et sur le plan social; plus-values des recettes encaissées pour 1962; problème des rapatriés et de leur logement; affectation au régime de Sécurité Sociale des charges concernant le régime agricole; charges financières que représentera la mise en œuvre, en année pleine, des réformes sociales prévues: enfants inadaptés, avantages à la vieillesse, réduction des zones de salaires, fonds national de l'emploi; transformations de la société française; planification; critères d'efficacité et critères de légitimité parlementaire* [18 décembre 1962] (p. 70, 71); Art. 2: *Son amendement au nom de la Commission (Extension des dispositions de l'article aux alcools produits par distillation de céréales)* (p. 88); Art. 6: *Son amendement au nom de la Commission (Maintien du droit de timbre sur les connaissements)* (p. 92); Art. 9: *Son amendement au nom de la Commission (Respect des droits de gestion des caisses de mutualité sociale agricole)* (p. 105); après l'Art. 9: *Son amendement au nom de la Commission (Suppression de la redevance sur les importations de rhums contingentés); son amendement au nom de la Commission (Suppression du droit de timbre sur les connaissements)* (p. 132); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, en qualité de *Rapporteur général*: *Objet de la deuxième partie de la loi de finances; différents éléments du budget; services votés; mesures nouvelles et leur analyse chapitre par*

chapitre et article par article; ses observations sur les neuf budgets annexes; comptes spéciaux du Trésor et les différentes dispositions diverses; initiative parlementaire en matière de discussion de loi de finances; règles imposées par la Constitution; loi organique et règlement de l'Assemblée; délais fixés pour l'examen de cette deuxième partie (jusqu'au 24 février); caractère regrettable du dépôt tardif par le Gouvernement d'amendements [8 janvier 1963] (p. 315, 316); CONSTRUCTION, Art. 27: Son amendement au nom de la Commission (Crédits affectés aux communes rurales) [10 janvier 1963] (p. 531); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION, après l'Art. 57: Son amendement au nom de la Commission (Retraite anticipée pour les fonctionnaires de la R.T.F.) [10 janvier 1963] (p. 548); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., Article additionnel: Son amendement au nom de la Commission (Exemption des frais d'enregistrement pour les preneurs de baux usant du droit de préemption) [11 janvier 1963] (p. 672); MARINE MARCHANDE, Art. 36: Son amendement au nom de la Commission (Aide à la construction navale pour les navires de moins de cinquante tonneaux) [16 janvier 1963] (p. 915); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. — CHARGES COMMUNES: Mesures tendant à améliorer la condition ouvrière; réduction de la durée hebdomadaire du travail; augmentation de la durée des congés payés; avancement de l'âge de la retraite; prolongation de la scolarité; conséquences de ces différentes options; place de la France par rapport aux partenaires du Marché commun en matière d'avantages accordés aux familles; retard dans le domaine des prestations familiales; fonctionnement du Fonds national de solidarité; développement du régime complémentaire des retraites; création de l'U.N.E.D.I.C. et de l'A.S.S.E.D.I.C.; nécessité de relever les minima résultant de la législation sur le Fonds national de solidarité; taux de l'allocation complémentaire; conséquences graves de l'avancement de l'âge de la retraite; création nécessaire d'emplois nouveaux; incidences des mesures sociales sur les prix; conclusions de la Commission Laroque; nécessité de prévoir des crédits nouveaux dans le prochain collectif en faveur des personnes âgées [17 janvier 1963] (p. 1018 à 1020); Art. 53: Son amendement au nom de la Commission (Réglementation des cumuls et droits acquis) (p. 1029); Son amendement au

nom de la Commission (Réglementation des cumuls) (p. 1030); INTÉRIEUR, titre III, amendement de M. Boscher (Réduction de crédits): publication souhaitable du décret portant réforme statutaire et indicière du personnel des transmissions [17 janvier 1963] (p. 1063); Art. 55: Son amendement au nom de la Commission (Dispositions relatives aux documents comptables des entreprises titulaires de marchés conclus avec l'Etat) [25 janvier 1963] (p. 1843, 1844); après l'Art. 55: Son sous-amendement au nom de la Commission à l'amendement du Gouvernement (Réforme des règles de la comptabilité publique); problème de la prise en charge des débits par les communes (p. 1845); Art. 60: Son amendement au nom de la Commission (Dégrèvement d'impôts dans le cas des personnes âgées) (p. 1851); après l'Art. 65: Son sous-amendement au nom de la Commission à l'amendement du Gouvernement (Droit de timbre sur les exploitations cinématographiques et les séances de télévision); perte de recettes résultant pour les seules collectivités locales de l'abaissement des tarifs de la taxe (p. 1853); son amendement au nom de la Commission (Appellation d'origine contrôlée pour le cépage de clairette) (p. 1857); en seconde délibération: Problème du rôle de la délégation à l'aménagement du territoire; différents amendements déposés par le Gouvernement pour rétablir des crédits supprimés en première délibération (p. 1862, 1863); Art. 48 bis: Nécessité pour le Gouvernement d'appliquer les mesures prévues en faveur des anciens combattants 1914-1918 (p. 1865);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962, en qualité de Rapporteur général: Caractère strictement budgétaire du présent texte; nombre peu élevé de crédits nouveaux qu'il prévoit; respect de l'équilibre d'ensemble établi par la loi de finances pour 1962; crédits d'avance; maintien du découvert du Trésor au niveau prévu; annulations de crédits envisagées; caractère regrettable de certaines d'entre elles (Education nationale) [19 décembre 1962] (p. 161); en deuxième lecture, Art. 2: Financement de l'arrachage des pommiers à cidre et la taxation du whisky [20 décembre 1962] (p. 181); Art. 8: Taxation des corps gras alimentaires et financement du B.A.P.S.A.; adoption par le Sénat du texte frappant les huiles; inconvénients de cette disposition; problème de la margarine (p. 181, 182); Art. 9 bis:

*Parafiscalisation des taxes destinées à financer l'Établissement national des invalides de la Marine; position adoptée par le Sénat en la matière; nécessité de reprendre dans son ensemble le problème technique du financement dudit établissement (p. 182, 183);*

— du projet de loi relatif à l'accord de coopération monétaire avec les Gouvernements ouest-africains, en qualité de *Rapporteur général: Fonctionnement de l'institut d'émission de l'A.O.F. et du Togo; sa transformation en banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest; création d'une union monétaire de l'Afrique de l'Ouest; différents accords intervenus le 12 mai 1962 à ce sujet; composition du nouveau conseil d'administration; maintien du franc (communauté financière africaine); rôle du conseil d'administration de la banque; possibilités de recours des trésors locaux aux avances de la banque; compte d'opérations de cette banque auprès du Trésor français; convertibilité totale des francs C.F.A. en francs français [7 février 1963] (p. 2076, 2077); Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur: Retour opéré par la Commission mixte sur les positions adoptées en première lecture par l'Assemblée Nationale; budget d'équipement de l'agriculture; crédits destinés au remembrement; programmes de constructions navales dans les dépenses militaires; fonds spécial d'investissement routier; priorité accordée aux crédits pour les H.L.M. et aux primes pour les communes rurales; adductions d'eau; anciens combattants; présentation annuelle des efforts accomplis dans le cadre de la coopération; application des dispositions relatives à l'allocation vieillesse des non-salariés dans les D.O.M.; taxes fiscales frappant les spectacles cinématographiques; régime fiscal des bois importés [14 février 1963] (p. 2173);**

— en deuxième lecture du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, en qualité de *Rapporteur général: Désaccords subsistant entre les deux Assemblées au sujet de 14 articles du présent texte [19 février 1963] (p. 2222); après l'Art. 7: Son amendement au nom de la Commission (Application de la nullité résultant de l'article 704, alinéa 2 du Code général des impôts dans le cas d'actes en cours d'instance) (p. 2227); Art. 20 quater: Son amendement au nom de la Commission (Suppression de la valeur accordée à l'inventaire après décès)*

*(p. 2229); Art. 22: Son amendement au nom de la Commission (Application de la présomption prévue par l'article 767 du Code général des impôts aux actions et obligations) (p. 2229); Art. 24: Son amendement au nom de la Commission (Non application de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations effectuées par les organismes d'habitations à loyer modéré) (p. 2231); son amendement au nom de la Commission (Paiement de la taxe sur la valeur ajoutée par le vendeur, l'auteur de l'apport ou le bénéficiaire de l'indemnité) (p. 2232); son amendement au nom de la Commission (Cas des terrains destinés à recevoir des habitations individuelles) (p. 2232); son amendement au nom de la Commission (Cas de revente d'immeubles acquis à l'amiable par l'Etat et les collectivités locales) (p. 2233); son amendement au nom de la Commission (Suppression de certains dégrèvements fiscaux accordés aux sociétés immobilières d'investissement) (p. 2241); Art. 44: Son amendement au nom de la Commission (Réduction des droits de mutation pour les acquisitions susceptibles d'améliorer la rentabilité des exploitations agricoles) (p. 2243); Art. 47 bis: Son amendement au nom de la Commission (Opérations de lotissement des grands hôtels déclassés) (p. 2243); Commission mixte paritaire: Dispositions adoptées par la Commission mixte paritaire; cession des yachts à moteurs et à voiles; cas de cession à un héritier de valeurs mobilières dans l'année précédant le décès; assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des opérations de constructions immobilières; régime des sociétés immobilières d'investissement; problème des primes à la construction [21 février 1963] (p. 2286, 2287);*

— du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat, en qualité de *Rapporteur général: Autorisation d'émettre des emprunts contenue dans l'article 13 de la loi de finances pour 1963; exonération fiscale prévue par le présent projet; grands emprunts réalisés par le Gouvernement en 1949, 1952, 1956, 1958; montant de la dette proportionnelle à long et à moyen terme; liquidités en circulation; nécessités techniques auxquelles répond le présent emprunt [8 mai 1963] (p. 2796);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963: *Tendances contradictoires de la conjoncture actuelle; accroissement des disponibilités monétaires actuelles et déclin du taux de progression des investissements privés; augmen-*

tations de prix; existence d'un phénomène semblable dans d'autres pays; balance des paiements des Etats-Unis; récentes décisions prises à propos des bons du Trésor en France; rôle joué par le système du gold exchange standard; nécessité de réorganiser le marché financier [28 mai 1963] (p. 3052, 3053); amendements de M. Didier, repris par M. Degraeve (Responsabilité des régimes d'assurance vieillisse des non-salariés à l'égard des rapatriés): déclare opposable l'article 40 de la constitution [29 mai 1963] (p. 3102); Art. 16: Amendement de M. Ballanger (Augmentation du taux des rentes viagères): nécessité de ne pas élaborer un droit spécial pour les rentes conclues entre particuliers [29 mai 1963] (p. 3103); son amendement au nom de la Commission (Majoration du prélèvement sur le pari mutuel, maintien du demi-décime pour les revenus supérieurs à 10.000 francs par an): insuffisance du prélèvement proposé par l'amendement de M. Drouot-L'Hermine sur les recettes de la Loterie Nationale; augmentation à un taux raisonnable du prélèvement sur le pari mutuel (p. 3107, 3108); conséquences d'une majoration du prélèvement de l'Etat sur les recettes de la Loterie nationale (p. 3109); Art. 18: Amendement de M. Ballanger (Prélèvement de 2 % sur les réserves des sociétés): réduction des capacités d'investissement des entreprises qu'entraînerait l'adoption du présent amendement (p. 3110); son amendement au nom de la Commission (Date à laquelle doit avoir lieu le paiement du prélèvement de 1,5 % sur les réserves des sociétés) (p. 3110); Art. 19: Amendement de M. Georges Bonnet (Augmentation des économies proposées par le Gouvernement (p. 3112); Art. 1<sup>er</sup>: Amendements de MM. Baudis et Pezé (Définition de la vente à perte): difficultés existant pour cerner la notion de prix de revient réel (p. 3119); Art. 4: Nécessité d'harmoniser la législation française avec l'article 186 du traité de Rome; rôle de la Commission des ententes (p. 3123); Art. 6: Diverses modifications proposées par la Commission de la production au texte du Gouvernement (p. 3126, 3127); Art. 8: Son amendement au nom de la Commission (Conditions d'octroi du certificat de qualité) (p. 3130, 3131); Art. 10: Son amendement de suppression au nom de la Commission (p. 3132); Commission mixte paritaire: Rejet de l'ensemble du projet par le Sénat; position adoptée par la Commission

mixte paritaire sur les différents articles; définition de la notion de prix d'achat effectif; cessation des actes de concurrence déloyale ou illicite; publication des décisions des juridictions en la matière; protection de la libre concurrence; dumping régional; sanctions prévues pour les infractions aux dispositions énoncées ci-dessus; interdiction de la publicité mensongère; réglementation des certificats de qualité; régime des contrats de distribution; majoration du droit d'apport sur les incorporations de réserves au capital; attribution d'une allocation aux rapatriés âgés; majoration des rentes viagères; capital minimum et la valeur nominale des parts dans les sociétés à responsabilité limitée; rétablissement du demi-décime; institution d'un prélèvement spécial sur les gains du tiercé; économies prévues [12 juin 1963] (p. 3302, 3303); en deuxième lecture: Rejet par le Sénat du texte de la Commission paritaire; application dans ces conditions du texte de l'article 45, alinéa 4 de la Constitution; nouvelle lecture par les deux assemblées; décision définitive incombant à l'Assemblée Nationale; reprise des articles dans le texte de la Commission mixte paritaire amendé par le Gouvernement; répression de la publicité mensongère; question du demi-décime [18 juin 1963] (p. 3438, 3439); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement au nom de la Commission (Définition du prix d'achat effectif) (p. 3440); Art. 2: Ses amendements au nom de la Commission (Procédure de répression des actes de concurrence déloyale ou illicite) (p. 3440); Art. 4 bis: Son amendement de suppression au sujet de la répression du dumping régional (p. 3441); Art. 5: Son amendement au nom de la Commission (Répression des infractions aux pratiques de prix illicites) (p. 3441); Art. 6: Son amendement au nom de la Commission (Répression de la publicité mensongère) (p. 3441); Art. 7: Son amendement au nom de la Commission (Répression de la publicité mensongère) (p. 3441); Art. 8: Son amendement au nom de la Commission (Procédure de délivrance du certificat de qualité) (p. 3442); Art. 10: Son amendement au nom de la Commission (Pénalités en cas de non-application du contrat de distribution prévu par le présent article) (p. 3442); après l'Art. 16: Son amendement au nom de la Commission (Date d'application du second alinéa de l'article premier de la loi n° 57-867) (p. 3443); en troisième lecture: Rejet par le Sénat du texte adopté en deuxième

lecture par l'Assemblée; décision définitive qui incombe à l'Assemblée; reprise du texte voté en deuxième lecture) (p. 3585, 3586);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1959, en qualité de *Rapporteur général*: *Objet d'une loi de règlement; respect des délais prévus par l'ordonnance du 2 janvier 1959; mécanisme d'examen de ces lois de règlement; possibilités de contrôle du Parlement; diminution de l'impôt en 1959; abus de virements et transferts de crédits; retards dans la consommation des crédits d'équipement; sous-estimation de certaines dépenses (Fonds de concours et rétablissements de crédits)* [18 juin 1963] (p. 3444, 3445); *distinction à établir entre les rapports de la Cour des comptes annexés au projet de loi de règlement et les rapports annuels adressés au Président de la République; rôle de la Commission d'enquête instituée par le Gouvernement à la suite du dernier rapport annuel* (p. 3446);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1960, en qualité de *Rapporteur général*: *Adoption souhaitable du présent texte* [18 juin 1963] (p. 3487);

— du projet de loi portant ratification d'une convention entre la France et Madagascar en vue d'éliminer les doubles impositions, en qualité de *Rapporteur général*: *Nécessité de voter le présent texte* [18 juin 1963] (p. 3527);

— du projet de loi portant ratification d'une convention entre la France et le Liban en vue d'éliminer les doubles impositions, en qualité de *Rapporteur général*: *Nécessité de voter le présent texte* [18 juin 1963] (p. 3527);

— du projet de loi portant modification du contentieux fiscal, en qualité de *Rapporteur général*: *Différentes instances compétentes en matière de contentieux fiscal (impôts indirects, droits d'enregistrement et droits de douane pour les tribunaux judiciaires; impôts directs et taxe sur le chiffre d'affaires pour les tribunaux administratifs); contenu du présent projet; unification des procédures au stade antérieur à la saisine du tribunal compétent; extension à l'ensemble des impôts de la procédure de taxation d'office; unification, dans le domaine des sanctions correctionnelles et des sanctions financières; définition de la fraude; timidité de sa présente tentative d'organisation des forfaits; nécessité de pousser plus avant la fusion pratique des régies financières; assimilation proposée*

*par le Gouvernement en ce qui concerne certains délits fiscaux* [9 juillet 1963] (p. 3942, 3943); Art. 2: *Son amendement au nom de la Commission (Délai d'engagement des poursuites après notification d'une mise en demeure du contribuable)* (p. 3950); Art. 4: *Son amendement au nom de la Commission (Délai pendant lequel le droit à réclamation du contribuable est ouvert)* (p. 3951); *son amendement au nom de la Commission (Délai de réponse du contribuable faisant l'objet d'une procédure de reprise ou de redressement)* (p. 3951); Art. 5: *Son amendement au nom de la Commission (Pièces annexées par le contribuable à sa réclamation)* (p. 3951); *son amendement au nom de la Commission (Récépissé pour toute réclamation faite par un contribuable)* (p. 3951); Art. 7: *Son amendement au nom de la Commission (Délai laissé à l'administration pour statuer sur les réclamations): cas où l'administration ne répond pas au contribuable* (p. 3952); *son amendement au nom de la Commission (Nécessité de motiver le rejet de la réclamation)* (p. 3952); *son amendement au nom de la Commission (Nombre de copies de requêtes contre les décisions des directeurs)* (p. 3952); après l'Art. 8: *Son amendement au nom de la Commission (Exonération en faveur des recours devant les juridictions administratives)* (p. 3952); Art. 9: *Son amendement au nom de la Commission (Possibilités, en matière fiscale, de faire appel des décisions des tribunaux de grande instance devant les cours d'appel)* (p. 3953); Art. 10: *Son amendement au nom de la Commission (Possibilités d'étendre à l'ensemble des impôts le système de remise gracieuse)* (p. 3954); *son amendement au nom de la Commission (Conditions dans lesquelles se déroulent les transactions entre le contribuable et l'inspecteur des impôts)* (p. 3954); *son amendement au nom de la Commission (Conditions de la transaction entre l'administration et le contribuable)* (p. 3956); après l'Art. 10: *Son amendement au nom de la Commission (Création d'un comité spécial chargé d'examiner les demandes de remises d'impôts formulées par des entreprises ayant exécuté des marchés pour le compte de l'Etat)* (p. 3958); Art. 11: *Son amendement de suppression au nom de la Commission (Limitation dans le temps de la faculté dont dispose le directeur des impôts de dégrever d'office un contribuable)* (p. 3960); Art. 14: *Son amendement au nom de la Commission (Délai de*

répétition en matière de taxe sur le chiffre d'affaires) (p. 3961); son amendement au nom de la Commission (Droits de l'administration au regard des crédits d'impôts) (p. 3962); Art. 15 et 16 : Ses amendements au nom de la Commission (Délai de répétition en matière de droits d'enregistrement) (p. 3963); Art. 17 : Son amendement de suppression au nom de la Commission (Doublement des délais de répétition à l'égard des contribuables ayant commis des agissements frauduleux) (p. 3963); Art. 19 : Son amendement au nom de la Commission (Limitation des possibilités de redressements fiscaux aux impôts et taxes perçus au profit de l'Etat) (p. 3965); Art. 22 : Son amendement au nom de la Commission (Délais de prescription pour les amendes fiscales en matière d'impôts directs) (p. 3966); Art. 24 : Son amendement au nom de la Commission (Procédure spéciale pour l'emploi de la transaction) (p. 3966, 3967); Art. 26 : Son amendement au nom de la Commission (Présidence de la Commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) (p. 3967); après l'Art. 27 : Son amendement au nom de la Commission (Modalités d'évaluation des immeubles soumis à la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 3968); après l'Art. 28 : Son amendement au nom de la Commission (Dépôt dans le projet de loi de finances pour 1964 des dispositions concernant la réforme du régime des forfaits) : nécessité de procéder à une unification en matière de détermination des forfaits (p. 3968, 3969); Art. 30 : Son amendement au nom de la Commission (Cas du forfait devenu caduc) (p. 3969); Art. 31 : Son amendement au nom de la Commission (Limitation à trois mois de la vérification sur place) (p. 3970); Art. 32 : Son amendement au nom de la Commission (Possibilités pour le contribuable d'opter en faveur de la procédure de redressement simplifiée) (p. 3970); Art. 33, 34 et 35 : Ses amendements au nom de la Commission (Taux des amendes fiscales) (p. 3971 et 3972); Art. 36 : Son amendement au nom de la Commission (Mode de calcul de l'indemnité de retard pour insuffisance ou inexactitude de déclaration dans le cas des sociétés) (p. 3972); Art. 37 : Son amendement au nom de la Commission (Pénalités applicables aux contribuables dont la bonne foi ne peut être admise) (p. 3973); Art. 39 : Son amendement au nom de la Commission (Taux de pénalité identique pour les impôts directs

ou les autres impôts) (p. 3975); Art. 40 (Sanction de la fraude consistant à dénaturer la portée d'un contrat) (p. 3976); Art. 41 : Son amendement au nom de la Commission (Unification des règles applicables en matière de taxation d'office) (p. 3976); Art. 44 : Son amendement au nom de la Commission (Impossibilité de procéder à des poursuites pénales contre le propriétaire ou le dépositaire de l'objet en litige lorsque l'infraction a été commise contre son gré) (p. 3977); Art. 45 : Exclusion du champ des pénalités prévues de la qualification d'abus de confiance [10 juillet 1963] (p. 4000, 4001); Art. 46 : Son amendement au nom de la Commission (Exclusion de la qualification de vol du champ des infractions fiscales) (p. 4002); son amendement au nom de la Commission (Fonctionnement des pénalités) (p. 4002); Art. 63 : Son amendement au nom de la Commission (Poursuite du contribuable par l'administration avant que celui-ci ne soit mis en demeure de régulariser sa situation) (p. 4005); Art. 65 : Son amendement au nom de la Commission (Pénalité en cas de récidive) (p. 4009); Art. 69 : Son amendement de suppression au nom de la Commission (Contrainte par corps) (p. 4010); Art. 71 : Ses amendements au nom de la Commission (Récépissé délivré au contribuable ayant déposé une réclamation) (p. 4011); Art. 72 : Son amendement au nom de la Commission (Délai dont dispose le directeur départemental pour statuer sur les réclamations) (p. 4011); après l'Art. 75 : Son amendement au nom de la Commission (Application des dispositions de la présente loi aux taxes sur le chiffre d'affaires) (p. 4012); après l'Art. 76 : Son amendement au nom de la Commission (Composition de la Commission départementale des impôts directs) (p. 4012); Art. 77 : Son amendement au nom de la Commission (Appréciation du caractère frauduleux des infractions relevées à l'encontre des entreprises bénéficiant d'un agrément administratif) (p. 4012); Art. 78 : Son amendement au nom de la Commission (Délai pendant lequel les documents comptables doivent être conservés) (p. 4013); Art. 17 : Son amendement de suppression au nom de la Commission (Délai de prescription pour l'action de l'administration) (p. 4014); Art. 24 : Son amendement au nom de la Commission (Modalités de transaction) (p. 4015); Art. 26 : Cas des contribuables inscrits au répertoire des métiers et au registre du commerce (p. 4015);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, en qualité de *Rapporteur général*: Contenu du présent texte; extension des compétences de la Cour de discipline budgétaire et financière; extension de la publicité donnée aux arrêts de cette Cour; exonération fiscale de nouveaux emprunts; problème politique que pose le principe de l'exonération; remboursement souhaitable des bons du Trésor exonérés de l'impôt sur le revenu; poids que constitue le remboursement de la dette publique; suppression, par la Commission, des crédits prévus pour les H.L.M. et pour les capacités de stockage des vins [19 juillet 1963] (p. 4318, 4319); après l'Art. 4: Son amendement au nom de la Commission (Responsabilités des agents des collectivités locales à l'égard de la Cour des comptes) (p. 4355); Art. 6: Son amendement de suppression au nom de la Commission: répression des fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et diverses collectivités locales (p. 4356); après l'Art. 6: Son amendement au nom de la Commission (Publication au J. O. des condamnations prononcées par la cour de discipline budgétaire) (p. 4356); Art. 13: Problème de la date d'émission d'un nouvel emprunt comportant exonération fiscale; son amendement au nom de la Commission (Date limite d'émission d'un emprunt portant exonération fiscale) (p. 4361); après l'Art. 13: Son amendement au nom de la Commission (Validation de nominations d'inspecteur général dans les postes et télécommunications (p. 4362); son amendement au nom de la Commission (Construction d'autoroutes à travers des exploitations agricoles) (p. 4362); Art. 14, Etat A, AGRICULTURE: Virement de crédit du F.O.R.M.A. au profit du F.A.S.A.S.A., les crédits en faveur de l'enseignement agricole (p. 4366, 4367); Art. 18 et 19: Son amendement au nom de la Commission (Suppression de la subvention accordée à l'association Cotravaux) (p. 4382); Art. 25: Son amendement de suppression au nom de la Commission (Insuffisance des crédits prévus pour la construction) (p. 4387, 4388); Commission mixte paritaire: Dispositions adoptées par la Commission mixte paritaire sur les différents articles du projet de loi [26 juillet 1963] (p. 4583 à 4585);

— du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention fiscale entre la France et la Principauté de Monaco, en qualité de *Rapporteur général*: Contenu de la récente convention

fiscale signée le 18 mai 1963; situation des entreprises installées à Monaco; création d'un impôt monégasque sur les bénéficiaires; régime fiscal des Français résidant à Monaco; mesures destinées à éviter les doubles impositions [24 juillet 1963] (p. 4446, 4447);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, en qualité de *Rapporteur général*: Ses observations sur le rapport de la notion d'impasse ou de découvert; certains aspects du plan de stabilisation; diminution des charges temporaires; réduction à 32 % du découvert; problème de l'émission des bons du Trésor; lutte contre l'inflation; fonctionnement du marché financier; amélioration des modalités de placement à long terme; nécessité d'une expansion aussi vive mais saine [17 octobre 1963] (p. 5216, 5217, 5218); avant l'Art. 3: Opposition de la Commission à l'amendement de M. Fanton (Taux de revalorisation des valeurs foncières) [22 octobre 1963] (p. 5312); Art. 3: Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe 1-2 de l'article 3 par « ce chiffre ne pourra excéder 15 % » (p. 5320); son amendement tendant à substituer aux mots « état de vétusté » les mots « état d'ancienneté et d'entretien » (p. 5320); son amendement complétant le troisième alinéa du paragraphe 1-2 par « ce chiffre ne pourra excéder 30 % » (p. 5320, 5321); son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe 1-3 de cet article par « ou lorsque la preuve contraire est apportée par l'acquéreur » (p. 5321); son amendement (Prix des terrains supportant des immeubles à usage d'habitation) (p. 5321); son amendement (Portée du présent article) (p. 5321); son amendement (Valeur retenue pour l'assiette des droits de mutation à titre gratuit) (p. 5322); son amendement au nom de la Commission tendant, dans le paragraphe 3-2 de l'article 3, après les mots « en France » à substituer au mot « elle » le mot « plus-value » (p. 5324); son amendement (Suppression du 3<sup>o</sup> du paragraphe 4) (p. 5324); son amendement (Plus-values réalisées à l'occasion de la session à titre onéreux) (p. 5324); Art. 4: Son amendement (Evaluation du bénéfice) [23 octobre 1963] (p. 5389); terrains mis en lotissements (p. 5390); son amendement (Diminution du profit imposable) (p. 5391); Art. 5: Son amendement (Sommes réinvesties) (p. 5392); Art. 4: Son sous-amendement (Substitution, dans le paragraphe 4, aux mots



« 1<sup>er</sup> janvier 1963 » les mots « 1<sup>er</sup> septembre 1963 » (p. 5394); son sous-amendement (*Étalement des impositions*) (p. 5395); son amendement (*Opérations de construction*) (p. 5396); Art. 8 : Rapport entre la plus-value des terrains et l'abondance des équipements généraux des collectivités locales (p. 5401); délai de paiement pour la taxe (p. 5402); son amendement (*Cas d'une procédure d'expropriation en cours*) (p. 5402); Art. 10 : Son amendement (*Allocation individuelle de carburant*) (p. 5413); après l'Art. 15 : Son amendement au nom de la Commission (*Budget annexe des prestations sociales agricoles*) (p. 5415); ses observations sur la loi organique divisant la loi de finances (p. 5419); Art. 16 : Amendement (*Budget annexe des prestations agricoles*) (p. 5430); Art. 35 : Son amendement tendant à la suppression de la ligne 107; « Redevance sur les importations de rhum contingenté »; fonctionnement du comité interprofessionnel du rhum [24 octobre 1963] (p. 5517); Art. 42 : Ses observations sur le rappel au règlement de M. de Tinguy (p. 5521); Art. 43 : Mise en cause du secret médical (p. 5222); Art. 53 : Problème des collèges d'enseignement général, des collèges techniques et des collèges polyvalents (p. 5523); Art. 58 : Suppression de l'article 58 (p. 5524); Art. 73 : Son amendement tendant à porter de 60 à 61 ans la limite d'âge pour les généraux de division (p. 5526); Art. 76 : Régime applicable aux contribuables ayant à leur charge des enfants infirmes (p. 5527); Art. 79 : Son amendement (*Application de la surtaxe en zone longue*) (p. 5528); Art. 67 : Adoption par la Commission de l'article 67; rejet des amendements tendant à sa suppression [9 novembre 1963] (p. 7106); En seconde délibération, en qualité de Rapporteur général: Objet des amendements déposés par le Gouvernement tendant à des réductions de crédits destinés à compenser la majoration des charges résultant du relèvement des traitements des fonctionnaires et à majorer les crédits du budget des charges communes; modification des crédits à peine votés; abattement du sixième; bénéfice de la double campagne pour les chemins; amélioration des débuts de carrière pour les agents du cadre A (p. 7110); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964, en qualité de Rapporteur

général: Résultats des conclusions de la Commission mixte parvenue à rapprocher de façon satisfaisante les textes votés en première lecture par l'Assemblée Nationale et le Sénat; modifications peu nombreuses apportées au texte primitif; rétablissement de la totalité des crédits supprimés par le Sénat, sauf sur deux points; modifications aux « dispositions diverses »; fiscalité immobilière; discussion du texte de l'article 3 voté par l'Assemblée et supprimé par le Sénat; nécessité d'adopter l'ensemble de ces articles concernant la législation immobilière pour lutter contre la spéculation; modifications souhaitables en ce qui concerne la rétroactivité [6 décembre 1963] (p. 7688, 7689); loi sur la fiscalité immobilière; inexactitudes en ce qui concerne une hausse éventuelle des prix des terrains (p. 7689, 7690);

— du projet de loi modifiant la taxe intérieure de consommation applicable à l'essence ordinaire, en qualité de Rapporteur général: Réduction de deux centimes par litre de la taxe applicable à l'essence ordinaire; problème du tourisme [17 octobre 1963] (p. 5224);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention et du protocole additionnel entre la France et l'Espagne, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les successions signés à Madrid le 8 janvier 1963, en qualité de Rapporteur général: Ratification des accords soumis à l'Assemblée [13 novembre 1963] (p. 7191, 7192);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, en qualité de Rapporteur général: Proposition du Sénat retenues par la Commission des finances pour tous les articles, sauf cinq; élaboration d'une réforme souhaitable; application souhaitable de la première partie [5 décembre 1963] (p. 7641); Art. 8 bis: Son amendement (*Exonérations applicables depuis l'entrée en vigueur des articles 6 et 7 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963*) (p. 7644); Art. 26 bis: Ses observations en faveur de l'amendement du Gouvernement tendant à la suppression de cet article (p. 7644); Art. 40: Son amendement tendant à reprendre pour le paragraphe 2 de cet article, le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale: « L'article 244 du

*Code général des impôts est abrogé* » (p. 7644); *ses observations sur l'amendement du Gouvernement à l'article 40* (p. 7645); Art. 78 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale et à remplacer les mots « pendant un délai de dix ans » par les mots « pendant un délai de cinq ans »* (p. 7647);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, en qualité de *Rapporteur général*: *Analyse du projet se caractérisant par trois traits essentiels: absence de dépenses militaires nouvelles, limitation à un montant relativement faible des dépenses nettes supplémentaires, effort pour réduire le découvert du Trésor; observations sur l'article 6 relatif aux retraites complémentaires des Français ayant acquis des droits auprès d'institutions algériennes; trop grand nombre de collectifs présentés en 1963; portée du blocage de crédits d'équipement; suggestions sur la politique à entreprendre pour reconstituer un véritable marché monétaire* [10 décembre 1963] (p. 7750 à 7753); Art. 2 : *Son amendement (Publication du relevé dans les quatre mois suivant la clôture de chaque exercice)* (p. 7752); *assurer la publicité détaillée des portefeuilles de valeurs mobilières détenus par les sociétés d'assurances et les organismes de retraites* (p. 7762); Art. 3 : *Rôle des juridictions; ses observations sur le sous-amendement de M. Hubert Germain* (p. 7766); Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 10 (Objet de la Société nationale des entreprises de presse)* (p. 7770); Art. 6 : *Son amendement (Charges résultant de l'application du présent article)* (p. 7776); *principe des régimes complémentaires excluant toute idée de compensation; lien entre les recettes procurées par les cotisations des rapatriés et les pensions versées aux retraités* (p. 7777); *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du paragraphe 4 de l'article 6 (Problème du montant)* (p. 7778); *Seconde délibération: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 4 bis (Présentation en temps utile de matériel aéronautique; possibilité de conclure des contrats accordant des avances remboursables au fur et à mesure des ventes)* (p. 7789, 7790); *En deuxième lecture: Lancement d'emprunts d'un montant maximum de deux milliards à émettre d'ici le 10 mai 1944; extension à des sociétés pétrolières sises en dehors de la zone franc de*

*certaines avantages concédés jusqu'ici à des sociétés pétrolières à l'intérieur de la zone franc* [17 décembre 1963] (p. 7940); Art. 6 : *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 2 de l'article 6* (p. 7941); après l'Art. 12 septies: *(Autorisation donnée au Gouvernement de procéder à une émission d'emprunt à long terme); nature du financement du découvert du Trésor* (p. 7943); *nécessité d'arriver à une sincérité complète en matière de taux d'emprunt* (p. 7945); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, titre VI : *Subventions d'investissement accordées par l'Etat; ses observations sur l'amendement de M. Deniau tendant à réduire le montant des autorisations de programme de 1 million de francs et des crédits de paiement de 75.000 francs* (p. 7946);

— du projet de loi autorisant la ratification de l'avenant, signé à Paris le 1<sup>er</sup> juillet 1963, à la Convention du 24 décembre 1936 entre la France et la Suède tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions, en qualité de *Rapporteur général*: *Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la Convention du 24 décembre 1936* [14 mai 1964] (p. 1204);

— son projet de loi autorisant l'approbation à la Convention signée à Paris le 21 juin 1963 entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions, en qualité de *Rapporteur général*: *Doubles impositions en matière d'impôts sur les successions; signature d'une convention entre la France et la Grande-Bretagne* [14 mai 1964] (p. 1204);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Evolution de l'écoute globale de la radio et de la télévision; perte, par la R.T.F., des auditeurs au profit des postes périphériques; multiplication des postes de télévision, moins vite en France qu'en Allemagne et en Angleterre; donner plus de satisfaction aux Français par la R.T.F.; gestion financière de la R.T.F.; contrôle a priori; lutte contre la perte de pouvoir; procès d'intention; faire connaître au Parlement les règlements pris en application de la loi; mettre en œuvre des sondages d'opinions; écoute des différentes émissions; précautions prises pour assurer l'objectivité des informations; résultats* [27 mai 1964] (p. 1436 à 1438);

— du projet de loi relatif au regroupement des actions non cotées, en qualité de *Rapporteur général*: *Conditions de regroupement des actions cotées et des obligations d'un montant nominal trop faible; regrouper les actions non cotées de valeur minimum afin de faciliter la gestion des banques et des entreprises; obligation pour certains actionnaires d'acheter ou de vendre des titres pour disposer d'un nombre entier d'actions nouvelles; fixation d'un terme aux opérations de regroupement; préciser les modalités d'indemnisation des porteurs d'actions anciennes; actions ayant une valeur nominale antérieure ou égale à 25 francs pouvant être groupées; rachat ou vente des demandes tendant à compléter le nombre des titres appartenant à chacun des actionnaires intéressés; dispositions applicables aux actions cotées; fixation à 50 francs pour la valeur maxima des actions regroupées; porter cette valeur à 100 francs; assurer une large publicité de la loi* [2 juin 1964] (p. 1564); caractère peu répandu des actions non cotées (p. 1565); Art. 2: *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « 50 francs » le chiffre de « 100 francs »* (p. 1565);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Fiscalité locale reposant sur la taxation combinée de l'adaptation des activités économiques et les dépenses de consommation; communes-dortoirs de la région parisienne; péréquation de la taxe locale; création d'un fonds d'égalisation des charges des communes de l'agglomération parisienne; organisation d'un système de péréquation pour les départements; répartition des ressources à 75 % au prorata de la population; prélèvement de 25 % sur les ressources des collectivités au profit du district; importance et intérêt national des opérations financées par le district; possibilité pour le district de reverser une partie de ses ressources aux collectivités sous forme de subventions d'équipement* [11 juin 1964] (p. 1825 à 1827); Art. 32: *Discussion de l'amendement de M. Capitant* [12 juin 1964] (p. 1900); problème des finances locales; caractère souhaitable d'une réforme en cette matière (p. 1900); possibilité de modifier par arrêté la définition de l'agglomération parisienne (p. 1901); dispositions concernant le marché de Rungis (p. 1904);

— du projet de loi autorisant l'approbation

de la Convention signée à Paris, le 20 août 1963, entre la France et Israël, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et réciproque en matière d'impôts sur les revenus: *Convention comblant une lacune des législations actuellement en vigueur; distribution du rapport correspondant* [25 juin 1964] (p. 2188, 2189);

— du projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse, en qualité de *Rapporteur général*: *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour le troisième alinéa de l'article 968 du Code général des impôts à substituer aux mots « à 40 francs, dont 14 francs sont versés à l'Etat » les mots « à 36 francs dont 10 francs sont versés à l'Etat »* [26 juin 1964] (p. 2290);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation: *Eventualité de l'article 40 de la Constitution* [30 juin 1964] (p. 2394).

Fixation de l'ordre du jour: *L'Assemblée tenant séance un vendredi matin de 10 heures à midi ou 12 h. 30, mais ne siégeant pas samedi* [14 octobre 1964] (p. 3197).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, en qualité de *Rapporteur général*: *Bilan de l'expérience du plan de stabilisation; ralentissement de la hausse des prix; chiffre de 2 % semblant encore trop élevé; distorsions dangereuses s'étant manifestées; application des méthodes quantitatives; mécanismes du marché; préoccupations dérivant de la monnaie et du crédit; tensions inflationnistes apparues au printemps dernier, au mois de mai; revendications des fonctionnaires et des salariés; problème du crédit; faire renaître le marché financier; critique de l'autofinancement des entreprises; donner des encouragements aux entreprises pour qu'elles reprennent leur place sur le marché financier; rigidité du marché monétaire; problème du logement n'étant pas résolu; possibilité d'abaisser le prix de revient de la construction et de faciliter le financement de celle-ci; complexité des textes réglementaires sur la construction; importance des charges d'amortissement de la dette; cas des emprunts de 1952 à 1958; action devant s'attaquer plutôt aux causes qu'aux effets en utilisant*

les phénomènes de marché; solidité des institutions monétaires; réforme des usages monétaires et des pratiques bancaires; maintien de la tradition d'un budget équilibré; progrès du bien-être pouvant conduire à la reconstitution d'une épargne longue des ménages; opérations de bourse et dividendes distribués pouvant être détaxés plutôt que les amortissements ou les réserves; large secteur social du logement devant être financé par la voie budgétaire; allocation de logement; risques à proposer des innovations; citation d'une phrase de Machiavel [14 octobre 1964] (p. 3179 à 3182). CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER: Ses observations sur les amendements déposés par M. Catalifaud; souci de M. Catalifaud étant compréhensible; opposition de la Commission des finances, si elle en avait été saisie; leur inacceptabilité [15 octobre 1964] (p. 3245); Art. 2: Ses observations sur l'amendement de M. Baudis; cet amendement étant sans objet (p. 3251); Art. 5: Ses observations sur l'amendement de M. Lamps (p. 3253); Art. 6: Son opposition à l'amendement de M. Lamps (p. 3253); Art. 7: Son amendement tendant à la suppression du paragraphe II de cet article (p. 3253); après l'Art. 10: Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Gouvernement déposant sur le Bureau de l'Assemblée, avant la fin de la présente session, deux projets de loi, l'un, sur l'organisation du marché financier, l'autre, sur la fiscalité des entreprises) (p. 3255); Art. 11: Ses observations sur l'amendement de M. Pleven (p. 3257); son amendement tendant, dans le paragraphe II de l'article à substituer au mot « cinq », le mot « dix » et au chiffre « 1.500 », le chiffre « 6.000 » (p. 3258); chiffre de 5.000 francs proposé par M. le Ministre des Finances (p. 3258); son amendement tendant, après le paragraphe III de l'article 11, à insérer un nouveau paragraphe (Faculté d'option pour les propriétaires visés au paragraphe premier) (p. 3258); Art. 12: Opposition de la Commission des finances à l'amendement déposé par M. Pleven tendant à supprimer le paragraphe II de l'article 12 [16 octobre 1964] (p. 3331); son amendement tendant, après le paragraphe II de l'article 12, à insérer un nouveau paragraphe (Possibilité d'option pour le bénéficiaire de revenus fonciers; notification de son choix à l'inspecteur des contributions directes en souscrivant la déclaration des revenus) (p. 3332); retrait de

son amendement (p. 3332); Art. 13: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3333); ses observations sur l'amendement de la Commission des finances; sévérité excessive des dispositions de l'article 13; reporter son application au 1<sup>er</sup> juillet 1965 (p. 3333); Art. 14: Son amendement tendant à la suppression de l'article 14 (p. 3334); administration fiscale ayant toujours la possibilité de constater les déficits jugés par elle injustifiables (p. 3334); ses observations sur l'amendement de M. Achille-Fould (p. 3337); Art. 15: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3335); après l'Art. 15: Application de l'article 25 de l'ordonnance portant loi organique; recevabilité de l'amendement de M. Pleven (p. 3341); Art. 17: Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de l'article 17 par les mots suivants « et du Ministre de l'Agriculture » (p. 3344); son amendement tendant à compléter l'article 17 par un nouveau paragraphe: « Une part égale au cinquième sera attribuée aux collectivités locales suivant les modalités de répartition de la taxe locale » (p. 3344); Art. 20: Son amendement tendant, à la fin de l'article 20, à substituer aux mots « est prorogée en 1965 », les mots « cessera au 31 décembre 1965 » (p. 3345); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION, Art. 59: Ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy [4 novembre 1964] (p. 4559); après l'Art. 59: Lecture de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances (p. 4562); possibilité de son application (p. 4562); après l'Art. 59: Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Taux des loyers des logements économiques et familiaux construits sous le régime antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 1964) (p. 4569); AGRICULTURE, PRESTATIONS AGRICOLES: Son amendement tendant à introduire, après la rubrique « tous les services » la rubrique suivante: « Agriculture. Chapitre 44-72 »; remboursement au titre de la baisse de 10 % sur les prix des matériels destinés par nature à l'usage de l'agriculture [5 novembre 1964] (p. 4732); suppression dans l'état G de la rubrique « Agriculture » du chapitre 44-72 (p. 4732); BUDGETS MILITAIRES, Art. 71: Son amendement tendant à compléter le second alinéa du paragraphe premier de cet article par la phrase suivante: « Dans ce dernier cas le rétablissement en crédits de paiement entraînera l'ouverture d'un montant égal d'au-

torisations de programme » [6 novembre 1964] (p. 4893); SERVICES DU PREMIER MINISTRE (INFORMATION); *Déficit de l'O.R.T.F.; sacrifice des investissements; poursuivre l'effort; solution de l'emprunt; trouver des sources nouvelles de financement en majorant la redevance ou en admettant la publicité commerciale; s'entourer de garanties si l'on adopte cette solution; doter l'O.R.T.F. de ressources* [8 novembre 1964] (p. 5106, 5107); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Services financiers: *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement; crédits relatifs au remboursement effectué au titre de la baisse de 10 % sur le prix des matériels agricoles* [9 novembre 1964] (p. 5202); Art. 66: *Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de l'article 66 par l'alinéa suivant: « A 25 % pour celles qui ont pris naissance entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 1<sup>er</sup> janvier 1959, à l'exception des rentes dites du secteur public »* (p. 5204); après l'Art. 67: *Son amendement tendant, après l'article 67, à insérer un nouvel article (Commission de vérification des comptes des entreprises publiques)* (p. 5208); *assujettir au contrôle de la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques la Banque de France et les établissements bancaires nationalisés; étendre ce contrôle à la Caisse des dépôts et consignations dans la mesure où cet établissement joue un rôle essentiel sur le plan bancaire; fixer un délai pour la mise en application de ce texte de manière à éviter un enlisement de la réforme* (p. 5208); Art. 7: *Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de l'article 7, à supprimer: « 143 bis »*; Art. 15: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 15 (Application du droit de timbre institué à l'article 949 bis du Code général des impôts)* (p. 5212); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965, en qualité de Rapporteur: *Commission mixte paritaire étant parvenue à un accord sur le texte soumis à l'Assemblée; Gouvernement pouvant faire une déclaration sur sa politique algérienne; primes à la construction données aux sociétés immobilières d'investissement; ressources du fonds routier; majoration des dotations des tranches départementales et communales* [3 décembre 1964] (p. 5822, 5823); Etat C: *Ses observations sur les amendements déposés par*

*M. Giscard d'Estaing* (p. 5831); *interprétation de l'article 60 bis* (p. 5831);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 14: *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article* [7 octobre 1964] (p. 2995); Art. L 23: *Son amendement tendant, après le deuxième alinéa (1<sup>o</sup>) de l'article L 23 à insérer de nouvelles dispositions: Possibilité de réduire l'âge de 60 ans ou de 55 ans* (p. 3000); Art. L 45: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [8 octobre 1964] (p. 3018); Art. L 49: *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article L 49 à supprimer les mots « au décès de sa femme »* (p. 3024); Art. 9: *Son amendement tendant dans cet article, après les mots « Art. L 38 » à insérer les mots « au quatrième alinéa de l'article L 39 »* (p. 3052);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan: *Progression de la consommation étant de 3,5 %; implications sociales de cet accroissement; programmation en valeur; politique des revenus; équilibre de la balance commerciale; progression dangereuse des importations dans la Communauté économique européenne; accroissement des investissements américains; monnaie européenne; V<sup>e</sup> Plan devant prolonger l'effort du budget de 1965 par des investissements scolaires importants* [24 novembre 1964] (p. 5546 à 5548); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Duhamel* [26 novembre 1964] (p. 5626);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964: *Projet de loi de finances rectificative prévoyant des crédits de 2 milliards de francs; importance du projet de loi; sous-évaluation de certaines dépenses; Sécurité sociale des fonctionnaires; découvert du Trésor; plus-values budgétaires; intérêt du collectif* [8 décembre 1964] (p. 5864); Art. 3: *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 3 à supprimer les mots « à partir de cette date » et à rédiger comme suit le début du deuxième alinéa: « A l'expiration d'un délai de six mois à partir d'une nouvelle notification aux sinistrés en cause »* (p. 5872); Art. 4: *Ses observations sur l'amendement de M. Souchal* (p. 5872); Art. 5: *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Cette disposition n'est plus applicable au cas où le*

vendeur ou ses auteurs ont utilisé l'immeuble vendu pendant cinq ans au moins pour leur usage personnel ou familial » (p. 5873); Art. 6 : Ses observations sur les amendements de MM. Denvers et Lamps; Commission ayant accepté l'article 6 (p. 5874); paroles prononcées par M. Krieg: Réduction de la portée de l'article 6; loyer des locaux de catégorie exceptionnelle (p. 5875); Commission étant favorable à l'article 6 (p. 5875); Art. 7 : Amendement de M. Krieg; ne pas diminuer la portée de cet article (p. 5880); Art. 8 : Amendement de M. Delachenal (p. 5887); son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 14 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 par la phrase suivante: « Sauf accord avec les occupants, les frais de réfection des logements où ont eu lieu des travaux soit pour l'amélioration de leur confort soit pour le passage des canalisations, sont à la charge du propriétaire » (p. 5888); après l'Art. 8 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Propriétaire devant obtenir l'autorisation du juge des référés de faire certains travaux en cas du refus du locataire) (p. 5888, 5889); cas des locaux à usage industriel et commercial (p. 5889); Art. 9 : Ses observations sur l'amendement de M. Ebrard (p. 5889); ses observations sur l'amendement de M. Krieg (p. 5890); après l'Art. 12 : Ses observations sur l'amendement du Gouvernement (p. 5893); Art. 14 : Son amendement tendant après les mots « postal ou bancaire » à une nouvelle rédaction de la fin de l'article 14: « Cas des usagers non titulaires d'un compte de caisse et n'étant pas en mesure de se déplacer par suite d'infirmité ou de vieillesse » (p. 5894); Art. 15 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de l'article 15: « A compter de la date de la promulgation de la présente loi, toute cession... » (p. 5895); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de l'article 15 (Non-application des dispositions du présent article aux cessions entre deux sociétés lorsque l'une d'elles possède au moins 15 % du capital de l'autre ou lorsque le capital de chacune d'elles est possédé dans la même proportion par une troisième société, ni aux cessions constatées par acte notarié, ni à celles...) (p. 5895); ses observations sur l'amendement de M. Giscard d'Estaing (p. 5895); maintien de son amendement (p. 5896); amendement de M. Collette (p. 5896); Art. 17 : Son amendement tendant

à compléter l'article 17 par un nouvel alinéa suivant: « Le Gouvernement fournira au Parlement, avant le 31 décembre 1965, un rapport sur les opérations de liquidation de l'ancien office des changes (p. 5896); Art. 19 : Application de ces mesures lors de la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires des finances locales (p. 5898); son amendement, tendant dans le paragraphe 2 de l'article 19 à remplacer les mots « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1965, que si ce décret intervient avant le 1<sup>er</sup> juillet 1965 » par les mots « qu'après la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et des finances locales » (p. 5899); Art. 20 : Opposition de la Commission des finances à l'amendement de suppression de M. Chaze (p. 5899); opposition de la Commission des finances à l'amendement de M. Cazenave (p. 5900); ses observations sur l'amendement de M. Le Bault de la Morinière et de M. Denis; éviter que la révision en hausse des évaluations foncières des propriétés non bâties n'entraîne une modification des critères d'attribution des subventions à l'amélioration de l'habitat rural ou une augmentation des cotisations d'assurance-maladie des exploitants agricoles (p. 5901); Art. 21 : Ses observations sur l'amendement de MM. Regaudie et Duffaut: ne pas alourdir considérablement la procédure prévue à l'article 21: Subventions ou prêts accordés aux planteurs faisant toujours l'objet d'un examen sérieux de la part de l'administration des eaux et forêts (p. 5902); Art. 22 : Opposition de la Commission à l'amendement de suppression de M. Lamps (p. 5903); Art. 23 : Ses observations relatives à l'introduction en bourse des actions des sociétés immobilières d'investissement (p. 5904); question de la date limite (p. 5904); Art. 25 : Ses observations sur l'amendement du Gouvernement (p. 5905); Art. 29 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 5905); ses observations sur son amendement (p. 5906); ses observations sur l'amendement de M. Grenier (p. 5907); Art. 4 (suite): Ses observations sur l'amendement de MM. Salle et Souchal (p. 5908); Art. 42 : Son amendement tendant à la suppression de cet article; adoption de l'article 42 entraînant pour les associations aériennes un accroissement de leurs charges spécialement au titre des primes d'assurances (p. 5916); Art. 43 : son amendement tendant à la suppression de cet article; opinion du comité Lorain; inconvénients du rétablissement des actions à vote plural; dimi-

nution des droits des nouvelles actions qu'émettrait une société; maintenir entre les mains de ceux qui la dirigent actuellement, des pouvoirs suffisants pour en conserver le contrôle; affaire Bull (p. 5916, 5917); opinion du comité Lorain; main-mise étrangère sur l'économie nationale; modifications du régime de la loi de 1867 (p. 5917, 5918); après l'Art. 43: Ses observations sur l'amendement du Gouvernement (p. 5918); Art. 44: Amendement de M. Ramette tendant à la suppression de cet article (p. 5919); après l'Art. 44: Amendement de M. de Préaumont; favoriser l'implantation des cités administratives dans les nouveaux départements (p. 5922); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement, tendant à compléter l'article premier par des nouveaux paragraphes (Composition du conseil d'administration de l'Office national des forêts) [9 décembre 1964] (p. 6004); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 en qualité de Rapporteur: Commission paritaire ayant réussi à se mettre d'accord sur les dispositions votées dans les rédactions différentes par les deux Assemblées hormis l'article premier relatif à l'Office des forêts; articles 6 et 7 relatifs aux loyers [17 décembre 1964] (p. 6201); Art. 1<sup>er</sup>: Ses observations sur l'amendement du Gouvernement (p. 6209); Deuxième lecture du projet de loi de finances rectificative pour 1964: Sénat n'ayant pas voté le texte élaboré par la Commission mixte paritaire; adopter le texte de la Commission mixte paritaire complétée par un amendement du Gouvernement [18 décembre 1964] (p. 6262); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à rétablir le texte de l'Assemblée Nationale modifié de la façon suivante: « 1 — Au paragraphe I, troisième alinéa, troisième phrase, après les mots « ... de la mise en application... », rédiger ainsi: « ... du présent article. L'établissement peut être chargé... » (le reste sans changement). 2 — Au paragraphe III, dernier alinéa, après les mots « ... au vu des résultats d'exploitation de chaque exercice... », insérer les mots « ... et de l'estimation des ventes à réaliser l'année suivante... » (Le reste sans changement). 3 — Au paragraphe VI, compléter in fine le premier alinéa par les mots « dans le domaine professionnel, technique, économique, scientifique ou social ». 4 — Au paragraphe VI, deuxième alinéa, après les mots « ... facilite la

gestion des forêts », remplacer le mot « communales » par le membre de phrase: « ... soumises au régime forestier appartenant à des collectivités locales ou à des établissements publics... » (le reste sans changement). (p. 6263); Art. 4: Son amendement tendant, au deuxième alinéa du 1<sup>o</sup> de cet article, à compléter le texte modificatif proposé pour l'article 8 de la loi de finances pour 1964 par les mots « ... dans des conditions et des limites qui seront fixées par décret »; Art. 6: Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Le dernier alinéa de l'article premier de la loi n<sup>o</sup> 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 est remplacé par les dispositions suivantes: « Des décrets pris sur le rapport du Ministre de la Construction détermineront les communes dans lesquelles la présente législation cessera d'être appliquée soit totalement, soit partiellement ou pourra, dans les mêmes conditions, être rendue applicable »; Art. 7: Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Il est ajouté à la loi n<sup>o</sup> 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 un article 3 quinquies ainsi conçu: Art. 3 quinquies. Dans les communes qui ne sont pas visées par le premier alinéa de l'article 3 bis et qui n'ont pas fait l'objet d'un décret pris en vertu du 2<sup>o</sup> de l'alinéa 2 du même article, la location des locaux effectivement vacants autres que ceux libérés depuis moins de cinq ans par l'exercice d'un des droits de reprise prévus aux articles 18, 19, 20, 20 bis, 24 et 25 ci-après, n'est pas soumise aux dispositions du présent titre. Les dispositions du présent titre demeureront applicables aux personnes qui entreront dans les lieux en vertu d'un échange conclu conformément aux dispositions de l'article 79 ou d'un relogement effectué en application des articles 18 et 19 ci-après. Des décrets pris sur le rapport du Ministre de la Construction fixeront les conditions auxquelles devront satisfaire les locaux et les contrats. Des décrets pris sur le rapport du Ministre de la Construction et du Ministre des Finances et des Affaires économiques pourront exclure temporairement certaines communes du champ d'application du présent article, après consultation du conseil municipal » (p. 6263); Art. 12 bis: Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Jusqu'au 31 décembre 1967, dans des zones définies par arrêté du Ministre de la Construction, toute offre de location d'un logement économique et familial bénéficiant d'un prêt

spécial à la construction accordé sous le régime antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 1964, à l'exception des cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 11 janvier 1960, ne pourra être supérieure à un maximum fixé par arrêté conjoint du Ministre de la Construction et du Ministre des Finances et des Affaires économiques. Est assimilé à une location nouvelle pour l'application des dispositions ci-dessus tout contrat de location en cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et pour lequel une augmentation du prix en vigueur n'a pas été acceptée avant le 1<sup>er</sup> novembre 1964. Toute personne qui, de mauvaise foi, à l'aide soit d'une dissimulation soit de tout autre moyen frauduleux, imposera ou tentera d'imposer sous quelque forme que ce soit, pour les locaux visés par le présent article, un loyer dépassant le prix licite, sera punie d'une amende pouvant atteindre cent fois le montant de la majoration imposée » (p. 6264); Art. 14: Son amendement tendant à remplacer la dernière phrase de cet article par les dispositions suivantes: « Toutefois, les organismes distributeurs devront continuer à assurer le recouvrement à domicile, si la demande leur en est faite par les usagers non titulaires d'un compte de caisse qui ne sont pas en mesure de se déplacer par suite d'infirmité ou de vieillesse ou qui habitent au-delà d'un rayon de 3 kilomètres à partir d'une caisse habilitée à recevoir des paiements ou à émettre des mandats. Des arrêtés du Ministre de l'Industrie fixeront en tant que de besoin les conditions d'application du présent article » (p. 6264); Art. 15 bis: Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Les dispositions de l'article précédent ne sont applicables ni aux cessions entre une personne morale autre qu'une société et une société lorsque la personne morale possède au moins 20 % du capital de la société, ni aux cessions entre sociétés d'assurances appartenant au même groupe, ni aux cessions entre personnes morales et organismes de retraite ou de prévoyance dont elles assurent la gestion » (p. 6264); Art. 44 septies: Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 6265); Etat C: Son amendement ainsi rédigé: « Finances et affaires économiques. I. — Charges communes: Titre VI: Subventions d'investissement accordées par l'Etat: 1<sup>o</sup> Reprendre les chiffres votés par l'Assemblée Nationale en première lecture, soit: autorisation de programme accordée: 25 millions de francs; crédit de paiement ouvert:

10 millions de francs; 2<sup>o</sup> Et modifier, en conséquence, l'article 47 » (p. 6266);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Bruxelles le 10 mars 1964 entre la France et la Belgique, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, en qualité de Rapporteur général: Conditions dans lesquelles la convention du 10 mars 1964 a été signée; son intérêt [10 décembre 1964] (p. 6044, 6045);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Athènes le 21 août 1963 entre la France et la Grèce, tendant à éviter les doubles impositions et à établir les règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur les revenus, en qualité de Rapporteur général: Accord devant entrer en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification [10 décembre 1964] (p. 6045);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers: Attrait du régime des sociétés de capitaux; projet de loi tendant à rendre la fiscalité plus juste; assurer une plus grande mobilité des biens de production par une modification du régime des plus-values en capital; modification du régime des frais généraux; législation sur la déductibilité des frais généraux; ses observations sur l'article 34 concernant l'attribution d'actions gratuites ou de parts sociales au personnel des entreprises; attendre du projet de loi une action conjoncturelle; étape nécessaire dans l'évolution de nos institutions fiscales [11 mai 1965] (p. 1228, 1229); Art. 1<sup>er</sup>: Commission ayant adopté l'article premier [12 mai 1965] (p. 1272); méthode du crédit d'impôt (p. 1273); Art. 7: Son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de cet article à substituer aux mots « les sommes correspondantes » les mots « les sommes correspondant à la retenue » (p. 1275); préciser que la restitution de la retenue à la source sera effectuée au profit de la société étrangère (p. 1275); Art. 9: Ses observations sur le sous-amendement de M. Duffaut (p. 1276); Art. 11: Son amendement tendant à compléter le paragraphe 1 de cet article par le nouvel alinéa suivant: « Toutefois, ce montant net n'est pas imposable lorsqu'il est utilisé à compenser le déficit d'exploitation de l'exercice. Le déficit



ainsi annulé ne peut plus être reporté sur les bénéfices des exercices ultérieurs » (p. 1277); lever l'interdiction faite aux sociétés d'utiliser les plus-values à long terme pour compenser des déficits d'exploitation (p. 1277); ses observations sur l'amendement de M. Chauvet (p. 1278); son amendement tendant à la fin du paragraphe 2 de cet article à substituer aux mots « cinq exercices » les mots « dix exercices » (p. 1279); accorder l'exonération à toutes les cessions pour cause d'utilité publique (p. 1280); son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Beauguitte: 1° à substituer aux mots « résulte d'une expropriation » les mots « résulte d'une cession pour cause d'utilité publique » 2° à substituer aux mots « si l'indemnité d'expropriation est réemployée » les mots « si l'indemnité d'expropriation ou le prix de la cession est réemployé » (p. 1280); son amendement tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa du paragraphe 3 de l'article 11: « En cas d'imputation de pertes sur la réserve spéciale; les pertes ainsi annulées cessent d'être reportables » (p. 1280); amendement de M. Charret tendant à différer l'imposition des plus-values résultant de l'apport pur et simple d'éléments d'actif (p. 1281); Art. 14: Son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe 5 de cet article, à supprimer les mots « à long terme » (p. 1283); objet de la réforme étant de simplifier (p. 1284); Art. 20: Son amendement tendant à compléter comme suit le paragraphe 4 de cet article: « Sauf en ce qui concerne les opérations des groupements d'emprunt professionnels créés pour faciliter le financement des investissements dans certains secteurs de l'économie » (p. 1285); opérations de groupements d'emprunt professionnels (p. 1285); Art. 22: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1286); caractère excessif de l'évaluation des stocks au cours du jour (p. 1286); Art. 23: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 1287); Art. 24: Son amendement tendant à la suppression de cet article; ne pas amortir de façon différente les sommes qu'une entreprise verse à un locataire pour reprendre la libre disposition d'un local et les sommes qu'un locataire verse au bailleur pour entrer en jouissance d'un local à usage industriel ou commercial (p. 1287); Art. 25: Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « La possibilité de reporter sans limitation au-delà du délai

fixé par l'article 209-1, deuxième alinéa, du Code général des impôts, les amortissements régulièrement comptabilisés mais réputés différés en période déficitaire est maintenue » (p. 1288); cas des entreprises traversant une période de résultats déficitaires; faculté de report des amortissements réputés différés en période déficitaire (p. 1288); Art. 27: Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Les dispositions du présent article ne sont pas applicables en cas de bail à construction passé dans les conditions de la loi n° 64-1247 du 16 décembre 1964 » (p. 1289); Art. 28: Opposition de la Commission à l'amendement de M. Rieubon (p. 1290); son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe 1 de cet article par les mots « pris après consultation des professions intéressées » (p. 1290); son amendement tendant, avant le dernier alinéa du paragraphe 1 de l'article 28 à insérer le nouvel alinéa suivant: « Ce relevé sera communiqué à l'assemblée des actionnaires en même temps que le bilan » (p. 1290); ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing (p. 1291); Art. 30: Opposition de la Commission à l'amendement de M. Lamps (p. 1293); Art. 33: Son amendement tendant à une nouvelle réduction de cet article: « Les différends concernant l'application des articles 30 et 32 de la présente loi sont soumis à l'avis de la commission départementale des impôts » (p. 1294); Art. 34: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article à substituer aux mots « cinq ans » les mots « dix ans » (p. 1295); son amendement tendant à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant: « Le Gouvernement déposera avant le 1<sup>er</sup> mai 1966 un projet de loi définissant les modalités selon lesquelles seront reconnus et garantis les droits des salariés sur l'accroissement des valeurs d'actif des entreprises dû à l'autofinancement (p. 1295); ses observations sur les paroles de M. Ballanger (p. 1296); Art. 35: Ses observations sur l'amendement de M. Raulet (p. 1296); son amendement tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa (paragraphe 3) de l'article 35: « La date du 1<sup>er</sup> janvier 1971 est substituée à celle du 1<sup>er</sup> janvier 1966 qui figure à l'article 239 bis A du Code général des impôts. Les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-248 du 4 février 1959 sont abrogées » (p. 1297); Art. 36: Son amendement tendant à

une nouvelle rédaction du paragraphe 3 de cet article (Bénéfice des dispositions étant réservé à certains cas) (p. 1297, 1298); Art. 41 : Commission ayant rejeté l'amendement de M. Rieubon (p. 1299); Art. 12 : Son amendement tendant à la suppression de cet article [13 mai 1965] (p. 1319); plusieurs sociétés anonymes ayant dans un proche avenir 99 ans; terme purement arbitraire de 99 ans (p. 1320); en seconde délibération : Nouvel examen de l'article 33 : préciser que le commerçant ou l'industriel appelé à siéger à la commission départementale des impôts sera, comme les deux dirigeants de sociétés, désigné par la chambre de commerce; salarié, membre de la commission désigné par l'organisation nationale la plus représentative des ingénieurs et des cadres supérieurs (p. 1325, 1326); Art. 33 : Son sous-amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 33 à substituer aux mots « de sociétés » le mot « d'entreprises » (p. 1326); ses observations sur les paroles de M. Lamps (p. 1326); en deuxième lecture : Décisions prises par la Commission des finances [3 juin 1965] (p. 1769); Art. 6 : Commission des finances proposant à l'Assemblée d'adopter l'article 6 amendé par le Sénat (p. 1769); Art. 11 : Éviter d'appliquer un régime fiscal discriminatoire à des sociétés d'outre-mer (p. 1770); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 4 de cet article : « Sauf option contraire, ces dispositions ne sont pas applicables aux sociétés détenant des participations dans des filiales exerçant à titre principal leurs activités ou ayant leur siège social dans un Etat autre que la France métropolitaine appartenant ou ayant appartenu à la Communauté, ainsi que dans les territoires d'outre-mer, les anciens départements français et pays de protectorat » (p. 1770); Art. 12 : Commission des finances proposant l'adoption de l'amendement du Gouvernement (p. 1771); Art. 14 : Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant à compléter le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale par un nouveau paragraphe (Fusions constatées par acte enregistré avant le 1<sup>er</sup> janvier 1971) (p. 1772, 1773); retrait de son amendement (p. 1773); Art. 15 : Procédure d'agrément des opérations de scissions et d'apports; procéder à une déconcentration pour permettre d'accélérer les délais d'étude des dossiers (p. 1774); Art. 23 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction

du troisième alinéa de cet article (Sociétés détenant des participations dans les filiales exerçant à titre principal leur activité ou ayant leur siège social dans un Etat autre que la France métropolitaine appartenant ou ayant appartenu à la communauté, ainsi que dans les territoires d'outre-mer, les anciens départements français et pays de protectorat) (p. 1775); Art. 28 : Son amendement tendant : I. Après le septième alinéa (f) du paragraphe 1<sup>er</sup>, à prendre le huitième alinéa du texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture ainsi rédigé : « Ce relevé sera communiqué à l'Assemblée des actionnaires en même temps que le bilan »; II. En conséquence, supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa du paragraphe 2; problème des frais généraux (p. 1776); ses observations sur l'amendement de M. Danel (p. 1776); Art. 33 : Son amendement tendant : I. Au troisième alinéa de cet article à substituer aux mots « industriel désigné » les mots « un industriel ainsi que deux dirigeants d'entreprise désignés »; II. En conséquence, supprimer le cinquième alinéa (p. 1777); ne pas dessaisir les chambres de commerce d'un rôle qui doit être le leur dans la désignation des représentants des contribuables au sein de la commission départementale des impôts (p. 1777); Art. 34 : Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article (p. 1777); Sénat ayant adopté une disposition limitant la réduction d'impôt; ne pas empêcher la société de faire participer le personnel à son enrichissement par la distribution d'actions gratuites (p. 1777); Art. 45 : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe : « Les impôts et taxes payés par les sociétés ayant leurs exploitations dans les territoires d'outre-mer au profit des budgets de ces territoires ouvrent droit au crédit d'impôt prévu à l'article premier de la présente loi. Des décrets pris, territoire par territoire, fixeront la nature des impôts et taxes perçus par les territoires à prendre en considération pour l'application du présent article » (p. 1778); en troisième lecture, Art. 28 : Son amendement tendant à reprendre, pour cet article, le texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée Nationale (Relevé des frais généraux) [22 juin 1965] (p. 2353); communication du relevé relatif aux frais généraux à l'assemblée générale des actionnaires (p. 2353); Art. 33 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte

*voté en deuxième lecture par l'Assemblée Nationale (Commission départementale des impôts; sa composition) (p. 2354); examen des litiges relatifs aux frais généraux des entreprises (p. 2354); Art. 34: Son amendement tendant à reprendre, pour cet article, le texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée Nationale (Attribution gratuite au personnel de diverses actions ou parts sociales du capital; réduction de l'impôt sur les sociétés) (p. 2354); société ayant mis en application une politique sociale active en faveur de son personnel (p. 2354); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers; Art. 33: Ses observations sur l'article 33; principe de la communication sous certaines conditions restrictives du relevé des frais généraux à l'assemblée générale [29 juin 1965] (p. 2724); son sous-amendement à l'amendement de M. Giscard d'Estaing tendant à insérer, après le septième alinéa du texte proposé, pour le paragraphe 1 de cet article, un nouvel alinéa: « Lorsque l'administration a décidé qu'il y a lieu à application du premier ou du deuxième alinéa du paragraphe 2 du présent article, les chiffres globaux correspondant à chacune des catégories de dépenses visées dans le relevé afférent à l'exercice en cause sont communiqués à la plus proche assemblée générale des actionnaires sous la responsabilité des commissaires aux comptes » (p. 2724); ses observations sur la proposition de M. Giscard d'Estaing (p. 2725);*

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier: *Intérêt de la réforme; causes de la complexité du système fiscal; avantages de la réforme; régime des déductions; extension des forfaits; problème des opérations financières; suppression de la taxe locale; système de financement du fonds d'action locale [23 juin 1965] (p. 2370, 2371); Art. 1<sup>er</sup>: Suppression de la taxe unique sur les boissons; frais de transport de ces produits [24 juin 1965] (p. 2449); suppression de la taxe forestière perçue au profit du B.A.P.S.A. (p. 2450); son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa (14<sup>o</sup>) de l'article premier (p. 2451); après l'Art. 3: Commission des finances ayant rejeté l'amendement de M. de Tinguy (p. 2454);*

*Art. 4: Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa (3<sup>o</sup>) du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article par les dispositions suivantes: « Cette disposition n'est toutefois pas applicable aux opérations des architectes et des bureaux d'études ayant pour objet la construction des immeubles pour le compte de maîtres d'ouvrages non assujettis à la T.V.A. » (p. 2455); taxe sur les livraisons (p. 2455); son amendement tendant à rédiger comme suit le sixième alinéa (5<sup>o</sup>) du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 4: « 5<sup>o</sup> Les livraisons que les redevables effectuent pour leurs besoins ou pour ceux de leurs exploitations » (p. 2455); son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 4 par les mots suivants: « pris après avis des professions intéressées » (p. 2456); son amendement tendant, dans le paragraphe 2 du dernier alinéa à l'article 4, après les mots « un décret en Conseil d'Etat » à insérer les mots « pris après avis des professions intéressées » (p. 2456); son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 4 par le nouvel alinéa suivant: « Ces décrets en Conseil d'Etat devront être soumis à la ratification du Parlement » (p. 2455); Art. 6: Ses observations sur les transports (p. 2457, 2458); son amendement tendant, à la fin du premier alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 6 à substituer aux mots « territoire national » les mots « territoire métropolitain » (p. 2458); exclusion des départements d'outre-mer (p. 2458); son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 6 à substituer aux mots « territoire national » les mots « territoire métropolitain » (p. 2458); transports effectués dans les ports (p. 2458); Art. 8: Son amendement tendant, dans le paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article à compléter le septième alinéa (6<sup>o</sup>) par les mots suivants: « ainsi que les opérations de vente, de commission et de courtage portant sur les véhicules automobiles d'occasion » (p. 2460); produits de consommation courante (p. 2460, 2461); imposition des affaires de transport (p. 2463); Art. 9: Son amendement tendant à rédiger comme suit l'alinéa c) du paragraphe 1 de cet article: « Pour les travaux immobiliers, par l'encaissement des acomptes ou du montant des mémoires ou factures. Toutefois, les redevables peuvent opter pour le paiement de la T.V.A. lors de la livraison des ouvrages » (p. 2464); son amendement tendant à supprimer l'alinéa b) du paragraphe 2 de cet article (p. 2464); son amen-*

dement tendant à supprimer l'alinéa c) du paragraphe 2 de cet article (p. 2464); Art. 10 : Ses observations sur l'amendement de M. Georges (p. 2465); Art. 12 : Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, à substituer aux mots « dans la limite d'un point », les mots « et ultérieurement à tout moment... » (p. 2466); Art. 13 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa « a » de cet article : « Les prestations relatives à la fourniture du logement, de la restauration et à l'ensemble des ventes à consommer sur place dans les hôtels et dans les restaurants classés de tourisme » (p. 2468); son amendement tendant à insérer, après le premier alinéa du paragraphe « b » de l'article 13, le nouvel alinéa suivant : « — eau » (p. 2468); fiscalité appliquée aux livres (p. 2469); son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa du paragraphe « b » de l'article 13 : « — Lait livré pour l'alimentation soit à l'état naturel, pasteurisé ou homogénéisé, soit à l'état concentré, sucré ou non sucré, soit en poudre, sucré ou non sucré, laits aromatisés ou fermentés ou les deux à la fois, yaourts ou yoghourts, crème de lait, beurres et fromages » (p. 2469); notion de la pasteurisation et de l'homogénéisation (p. 2469); son amendement tendant à compléter le cinquième alinéa du paragraphe « b » de l'article 13, par les mots « et semoules de blé dur » (p. 2469); chocolat à croquer et à cuire en tablettes (p. 2469); nourriture du bétail et des animaux de basse-cour (p. 2470); son amendement tendant à compléter le paragraphe b) de l'article 13 par le nouvel alinéa suivant : « Filets de poisson frais » (p. 2470); son amendement tendant à compléter le paragraphe b) de l'article 13 par les nouveaux alinéas suivants : « Jus de fruits et de légumes; jus de raisin légèrement fermentés; cidres, poirés et hydromels; vins non mousseux autres que les vins doux naturels et que les vins bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée, de l'appellation « vin nature de la Champagne » ou du label « vins délimités de qualité supérieure » (p. 2470); son amendement tendant après le paragraphe b) de l'article 13 à insérer le nouveau paragraphe suivant (b bis) : « Ventes à consommer sur place; fournitures de logement en meublé ou en garni; prestations de services de caractère social ou qui répondent, en raison de leur nature ou de leur prix, à des besoins courants dont la liste sera fixée par décret » (p. 2471); Art. 14 : Son amendement tendant,

dans le deuxième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article, à supprimer le mot « eau » [25 juin 1965] (p. 2498); son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article par les mots « bois bruts de sciage » (p. 2499); retrait de son amendement (p. 2499); son amendement tendant à substituer aux six derniers alinéas du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article l'alinéa suivant : « Toutefois sont soumis au taux de 12 % les vins non soumis au taux de 6 % » (p. 2500); ses observations sur les boissons, les jus de fruits et de légumes (p. 2500); son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de l'article 14 à supprimer l'alinéa b) (p. 2502); opérations sur les pierres précieuses et les perles (p. 2502); son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, à supprimer l'alinéa d) (p. 2503); son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de l'article 14 à supprimer l'alinéa e) (p. 2503); son amendement tendant, dans l'alinéa f) du paragraphe 2 de l'article 14, après les mots « à la réparation » à insérer les mots « à l'assainissement, à l'éclairage » (p. 2503); son amendement tendant à compléter l'alinéa f) du paragraphe 2 de l'article 14 par le nouvel alinéa suivant : « De bâtiments destinés à abriter les services des ensembles d'immeubles lorsque les trois quarts au moins de la superficie desdits immeubles sont affectés à l'habitation » (p. 2503); travaux immobiliers (p. 2503); son amendement tendant à compléter l'article 14 par le nouveau paragraphe suivant : « Le taux de 12 % est applicable aux rémunérations provenant des transactions portant sur les biens immobiliers » (p. 2505); Art. 15 : Son amendement tendant à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant : « Le taux majoré fixé au paragraphe 1 ci-dessus n'est pas applicable aux prestations de services fournies pour l'installation ou la réparation du produit passible de ce taux majoré » (p. 2505); ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy (p. 2506); Art. 17 : Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, après les mots « soit pour certains biens », à insérer les mots « à l'exception des immeubles à usage exclusivement commercial et des moyens de transport » (p. 2508); son amendement tendant à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant : « Les dispositions des décrets fixant des exclusions ou restrictions en vertu du paragraphe 2, sont soumises à la ratification du Parlement » (p. 2509); avis donné par le Parle-

ment (p. 2509); Art. 18 : Son amendement tendant, après le paragraphe 2 de cet article, à insérer le nouveau paragraphe suivant : « Le chiffre supérieur prévu ci-dessus est porté à 8.000 francs pour les redevables qui justifient que la rémunération de leur travail (et de celui des personnes qu'ils emploient) représente plus des trois cinquièmes du prix des biens et des prestations qu'ils fournissent (p. 2511); après l'Art. 18 : Définition de l'artisan fiscal (p. 2520); Art. 19 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article à substituer aux chiffres « 500.000 et 125.000 F » les chiffres « 600.000 et 150.000 francs » (p. 2521); plafond retenu pour l'application des forfaits de bénéfices et de chiffre d'affaires (p. 2521); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 19 à substituer aux chiffres « 500.000 et 125.000 francs » les chiffres « 600.000 et 150.000 francs » (p. 2523); son amendement tendant après le paragraphe 6 de l'article 19 à insérer un nouveau paragraphe (Application du forfait) (p. 2523); présentation des factures d'achat (p. 2523); son amendement tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe 7 de l'article 19 à substituer aux mots « pendant les trois premiers mois des mêmes années » les mots « pendant le premier mois des mêmes années » (p. 2523); Art. 21 : Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article (p. 2524); son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (Revision d'échéance forfaitaire) (p. 2525); problème des terrains (p. 2525); Art. 24 : Entreprises hôtelières des départements d'outre-mer (p. 2527); situation de la Guyane (p. 2527); après l'Art. 24 : Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Département de la Corse) (p. 2527); Art. 27 : Taxe sur la viande (p. 2535); Art. 28 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2535); Art. 30 : Taxe spéciale sur les activités financières (p. 2537); Art. 35 : Ses observations sur l'amendement de M. Danel (p. 2539); Art. 37 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2540); Art. 38 : Opposition de la Commission des finances à l'amendement de M. L'Huillier (p. 2545); montant de la ressource affectée aux collectivités locales; comité de gestion du fonds d'action locale (p. 2545); Art. 38 : Fraction de la part locale de la taxe sur les salaires affectée

au fonds d'action locale (p. 2546); augmentation du fonds d'action locale (p. 2546); après l'Art. 41 : Ses observations sur l'amendement de M. Voisin (p. 2548); notion de revenu brut (p. 2549); Art. 40 : Ses observations sur les amendements de MM. Lemaire et Durlot (p. 2550); efficacité du système de répartition (p. 2550); ses observations sur la proposition de M. Boscary-Monsservin (p. 2551); notion de résidence secondaire (p. 2552); attribution de garantie (p. 2553); Art. 41 : Calcul de la subvention (p. 2554); ses observations sur l'amendement de M. Anthonioz (p. 2556); impôt sur les ménages; critères de répartition (p. 2556); existence d'établissements industriels dans des communes (p. 2556); après l'Art. 44 : Problème des subventions d'équipement aux collectivités locales (p. 2559); Art. 46 : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2559); ses observations sur l'amendement du Gouvernement (p. 2560); après l'Art. 46 : Son amendement tendant après l'article 46 à insérer le nouvel article suivant : « Le Gouvernement déposera avant le 2 avril 1966 un projet de loi complétant et modifiant en tant que de besoin les dispositions de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 en vue d'assurer une exacte évaluation des bases d'imposition de la fiscalité directe locale » (p. 2560); réforme de financement des budgets locaux; impôts prélevés sur les ménages (p. 2560); Art. 47 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer à la date du 31 décembre 1966 celle du 31 mars 1967 (p. 2560); reporter au 31 mars 1967 la date à partir de laquelle les perceptions opérées au titre des impôts supprimés seront affectées au budget de l'Etat (p. 2560); Art. 48 : Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, à supprimer les mots « obligations et... » (p. 2561); formalités imposées aux redevables (p. 2561); Art. 49 : Son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article à supprimer les mots « et 1618 quinquies » (p. 2562); taxe spéciale sur les huiles végétales (p. 2562); Art. 50 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de cet article (Entreprise assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée; problème de la déductibilité) (p. 2563); problème de crédit privé bancaire; ses observations sur l'amendement de M. Bailly (p. 2564); en seconde délibération : Ses observations sur les paroles

de M. Giscard d'Estaing (p. 2566); en deuxième lecture : *Effort de rajeunissement de notre système fiscal; impôt sur le revenu des personnes physiques; création de la taxe à la production; taxe sur la valeur ajoutée pour les opérations de production; taxe sur les prestations de services; taxe frappant les commerçants détaillants et les artisans; suppression de ces deux dernières taxes; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires étant une affaire européenne; financement des investissements des collectivités locales; sort des communes rurales; taxe sur la valeur ajoutée applicable aux produits industriels nécessaires à l'exploitation agricole, en particulier aux engrais* [21 décembre 1965] (p. 4990, 4991); Art. 6 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant, après le quatrième alinéa du texte proposé par cet amendement, pour le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 6, à supprimer les mots « effectués par des véhicules immatriculés à l'étranger »* (p. 5011); *son sous-amendement tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement par la phrase suivante : « Des dispositions identiques pourront être prises par décret pour les transports par route »* (p. 5011); Art. 8 : *Son sous-amendement tendant, dans le paragraphe 6<sup>o</sup> b) de l'amendement du Gouvernement à supprimer les mots « jusqu'au 31 décembre 1967 »* (p. 5016); Art. 9 : *Commission acceptant l'amendement du Gouvernement* (p. 5019); Art. 11 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin de l'alinéa e) bis du paragraphe 1 : « S'entremettent, cette disposition ne s'appliquant pas aux produits d'occasion »* (p. 5020); Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 1 de cet article à substituer au taux de « 17 % » celui de « 16, 2/3 »* (p. 5020); *son amendement tendant à rédiger comme suit le paragraphe 2 de cet article : « Il pourra être baissé, par un décret pris en conseil des Ministres, après avis du Conseil d'Etat, si le rendement de cette taxe est supérieur aux prévisions »* (p. 5020); Art. 13 : *Son sous-amendement tendant, dans l'alinéa a) de cet article après le mot « logement » à ajouter les mots « à la pension et à la demi-pension »* (p. 5021); *Son sous-amendement tendant dans le paragraphe b) de l'amendement du Gouvernement, après le onzième alinéa, à insérer le nouvel alinéa suivant : « bois de chauffage »* (p. 5022); *statut de l'artisan fiscal* (p. 5023); Art. 14 : *Son sous-amendement tendant, à la fin du troisième alinéa du para-*

*graphe 1<sup>er</sup> de l'amendement du Gouvernement à supprimer les mots « bois de chauffage »* (p. 5024); *son sous-amendement tendant à supprimer le douzième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'amendement du Gouvernement* (p. 5024); Art. 16 : *Ses observations sur les paroles de M. Voisin* [22 décembre 1965] (p. 5037); Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth* (p. 5039); *majoration du taux normal de la T.V.A.* (p. 5039); *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour le paragraphe 2 bis de cet article, après les mots « inscrits au répertoire des métiers » à ajouter les mots « et au répertoire tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle »* (p. 5041); *retrait de son amendement* (p. 5041); Art. 19 : *Son amendement tendant, après le paragraphe 11 de cet article à insérer un paragraphe 11 bis (Situation des forfaitaires)* (p. 5043); Art. 38 : *Son amendement tendant, à la fin du première alinéa du paragraphe 3 de cet article à substituer aux mots « 7/10<sup>e</sup> » les mots « 2/10<sup>e</sup> »* (p. 5049); *prélèvement institué par le Sénat sur l'ensemble des ressources affectées aux collectivités locales; impôt sur les ménages* (p. 5049); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 4 de l'article 38 (Part locale de la taxe sur les salaires)* (p. 5050); *répartition des ressources entre les collectivités; fonds d'action locale* (p. 5050); Art. 40 : *Ses observations sur l'amendement de M. Duhamel* (p. 5051); *date d'entrée en vigueur de la réforme* (p. 5052); *son amendement tendant à rédiger comme suit la fin de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 40 : « La ressource définie à l'article 38-2 »* (p. 5052); *son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa du paragraphe 4 de cet article deux nouveaux alinéas (Dépôt d'un rapport sur le financement des budgets locaux par la taxe sur les salaires à l'expiration de la quatrième année d'application de la loi)* (p. 5053); *modification de la loi au cours des années* (p. 5053); *son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe 5 de cet article, à substituer aux mots « aux 2 a et 2 b du présent article... » les mots « au 2 a du présent article »* (p. 5053); *son amendement tendant à supprimer le paragraphe 7 de cet article* (p. 5053); Art. 41 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Part de la taxe sur les salaires; cas des impôts et taxes assimilés encaissés au*

titre des propriétés bâties affectées à des usages autres que l'habitation ou la profession hôtelière (p. 5053, 5054); impôt sur les propriétés bâties affectées à l'usage d'habitation; contribution foncière des propriétés bâties (p. 5054); Art. 41 bis: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe 1 de cet article à substituer aux mots « au taux de progression » les mots « à la moitié du taux de progression » (p. 5055); indexation de la garantie (p. 5055); cas des communes pauvres (p. 5055); son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du paragraphe 4 de l'article 41 bis: « Prévu à l'article 38-3 » (p. 5056); Art. 41 ter: Son amendement tendant à remplacer le paragraphe 1 de cet article par deux nouveaux paragraphes (Cas des communes touristiques ou thermales) (p. 5056); aménagement de l'ordre du jour: conséquences de la suspension de séance (p. 5061);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention, signée à Paris le 27 novembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu; examen par la Commission des finances des problèmes posés par la Convention [29 juin 1965] (p. 2722);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 5: Ses observations sur les paroles de M. Lathière [29 juin 1965] (p. 2727);

— du projet de loi autorisant l'approbation des amendements aux statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Société financière internationale: Accords de Bretton Woods; prêts de la B.I.R.D. étant accordés surtout au secteur public; rôle de la Société financière internationale; permettre à la B.I.R.D. de consentir des prêts à la Société financière ou de garantir les emprunts qu'elle émet; financement de l'équipement dans les pays insuffisamment développés [5 octobre 1965] (p. 3326); désirs de M. J.-P. Palewski: Part plus grande devant être faite à la langue française dans les conventions financières ou monétaires (p. 3327);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, en qualité de Rapporteur général: Equilibre du budget de 1965; plein emploi; maintien de la stabilité; moder-

nisation des structures; recommandations du comité Rueff-Armand; problème de la réforme de l'entreprise et réduction du taux de l'impôt sur les sociétés; fonctionnement du marché financier; nécessité de restaurer l'épargne; fonctionnement des circuits financiers; relèvement des quotas du Fonds monétaire international; problème du commerce extérieur; Centre national du commerce extérieur [7 octobre 1965] (p. 3356 à 3358); Art. 2: Son amendement tendant à compléter l'article 2 par le nouveau paragraphe suivant: « V — Au cas où, d'une année à l'autre, intervient une hausse supérieure à 5 % de l'indice général des taux de salaire horaire, tel qu'il est calculé par l'I.N.S.E.E. pour la France entière et pour toutes les activités, le Parlement est saisi de propositions tendant à aménager les tranches du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques » (p. 3384); Art. 4: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « considérés comme artisans pour l'application de la législation fiscale » les mots « dont le revenu est inférieur à un plafond fixé par arrêté du Ministre des Finances » (p. 3386); son amendement tendant, dans le paragraphe II de l'article 4 à substituer au mot « intéressés » le mot « artisans » (p. 3386); Art. 5: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3387); intérêt social (p. 3387); Art. 8: Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 3390); Art. 10: Son amendement tendant à insérer le nouveau paragraphe suivant: « V bis — Les intérêts des sommes inscrites sur les livrets des caisses de crédit mutuel soumises à l'article 5 modifié de l'ordonnance n° 58-966 du 16 octobre 1958 ont un régime fiscal identique à celui des intérêts des sommes inscrites sur les livrets des caisses d'épargne » (p. 3393); Art. 2 (suite): Son amendement tendant à compléter l'article 2 par un nouveau paragraphe [8 octobre 1965] (p. 3418); ses observations sur l'amendement de M. Ballanger (p. 3419); Art. 13: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3420); ne pas prolonger indéfiniment des régimes fiscaux d'exception; privilège fiscal accordé aux entreprises de presse (p. 3420); retrait de son amendement (p. 3420); Art. 14: Ses observations sur l'amendement de M. Lalle (p. 3422); Art. 10 (suite): Son amendement tendant après le paragraphe 5 de cet article à insérer un nouveau paragraphe: « V bis: Les intérêts des sommes inscrites sur

les livrets des caisses de crédit mutuel soumises à l'article 5 modifié de l'ordonnance n° 58-966 du 16 octobre 1958 ont un régime fiscal identique à celui des intérêts des sommes inscrites sur les livrets des caisses d'épargne » (p. 3434); Art. 19 (suite): Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3437); Art. 20 (suite): son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3439); Art. 24: Son amendement: « I — Etat A — I — Budget général: Mutations à titre gratuit: Ligne 14: Entre vifs (donations): majorer le chiffre inscrit à cette ligne de 1.000. Ligne 15: Par décès: Majorer le chiffre inscrit à cette ligne de 19.000. II — En conséquence, dans le tableau de cet article: A — Opérations à caractère définitif: majorer les ressources du budget général de: 20 millions » (p. 3451); son amendement: I — Etat A — II: Budgets annexes: Prestations sociales agricoles: supprimer la ligne 8: taxe additionnelle à la cotisation de résorption. II — En conséquence, dans le tableau de cet article: A — Opérations à caractère définitif: diminuer les ressources du budget annexe des prestations sociales agricoles de: 99 millions » (p. 3451); son amendement: I — Etat A — II: Budgets annexes: Prestations sociales agricoles: Ligne 2 — Cotisations individuelles (Art. 1123-1<sup>o</sup> a et 1003-8<sup>o</sup> du Code rural): réduire le chiffre inscrit à cette ligne de 14.500.000 — II — En conséquence, dans le tableau de cet article: A — Opérations à caractère définitif: diminuer les ressources du budget annexe des prestations sociales agricoles de 15 millions » (p. 3451); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 54: Ses observations sur l'amendement de M. Bas [13 octobre 1965] (p. 3594); après l'Art. 55: Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant (Affaires effectuées par les institutions ou les établissements fondés par des associations sous le régime de la loi de 1901 et par des groupements mutualistes ou des fondations ayant un but médical ou sanitaire) (p. 3596); son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant: « L'article 18 de la loi n° 61-1393 du 20 décembre 1961 est modifié comme suit: Les personnes qui louent, d'une façon saisonnière, à titre de gîte rural, des locaux meublés faisant partie de leur habitation principale ou situés dans la même commune que celle-ci, et ne présentant pas un degré de confort susceptible d'être considéré

comme luxueux dans la région, sont exonérées, sauf avis contraire du conseil général, dans les conditions fixées par décret (p. 3596); Art. 62: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3597); problème du relèvement de 25 % de la quote-part de la France au fonds monétaire international; modalités de ce versement; masse des liquidités internationales; restriction des services de capitaux américains; accords de Bretton Woods; déficit des paiements courants; investissements américains en France; soutien de la livre (p. 3597, 3598); état d'esprit de solidarité internationale; problèmes des liquidités internationales; crise du système monétaire international (p. 3600); Commission des finances ayant procédé à une seconde lecture de l'article 62; rejet de cet article (p. 3601); BUDGETS MILITAIRES, Art. 28: Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article à substituer aux mots « est augmenté au titre des mesures nouvelles de 140.673.090 francs » les mots « est diminué au titre des mesures nouvelles de 70.326.910 francs » [21 octobre 1965] (p. 3964); CONSTRUCTION, Art. 45: Son amendement tendant à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant: « IV — Le nombre de logements destinés à l'accession à la propriété sera au moins égal au cinquième du total des logements locatifs H.L.M., à l'exception de ceux financés sur emprunts bonifiés » [22 octobre 1965] (p. 4036); Art. 60: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « 31 décembre 1965 » les mots « 30 juin 1966 » (p. 4037); INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS: Son amendement tendant, pour le titre V de l'état C à réduire le montant des autorisations de programme de 1.170.000 francs [25 octobre 1965] (p. 4089); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., Art. 56: Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa à substituer aux mots « établissement public national » les mots « conseil national ». En conséquence: dans la deuxième phrase du premier alinéa, substituer aux mots « cet établissement » les mots « le conseil national »; à la fin du deuxième alinéa, substituer aux mots « du nouvel établissement public » les mots « du nouveau conseil national » [28 octobre 1965] (p. 4317); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 55: Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant à supprimer le paragraphe 1 du texte proposé (p. 4320)



politique de l'affichage (p. 4320); ses observations sur l'amendement du Gouvernement (p. 4324); ses observations sur le sous-amendement de M. Grussenmeyer (p. 4322); après l'Art. 67 : Exploitation des réseaux d'assainissement et des installations d'épuration des collectivités locales (p. 4325); son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le paragraphe I du texte proposé par l'amendement du Gouvernement : « Les réseaux d'assainissement et les installations d'épuration des collectivités locales ou de leurs groupements sont financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial dont les charges et les produits doivent être équilibrés » (p. 4326); gestion des réseaux d'assainissement (p. 4326); principe d'une gestion équilibrée des réseaux d'assainissement (p. 4327); son sous-amendement tendant, dans le paragraphe III du texte proposé par l'amendement du Gouvernement après le mot « lesquelles » à insérer les mots « est réalisé l'équilibre des services visés au paragraphe I et les modalités selon lesquelles... » (p. 4328); affectation des redevances; établissement d'un prix de revient des services industriels et commerciaux (p. 4328); ses observations sur les paroles de M. Quantier (p. 4328); En seconde délibération du projet de loi : Ses observations sur les amendements du Gouvernement (p. 4329); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966, en qualité de Rapporteur : Objet de l'article 2 ayant trait à l'aménagement du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; allégement des droits de mutation à titre gratuit entre collatéraux; engagements d'épargne à long terme; exonérations fiscales; taxe de 70 centimes par quintal de blé et d'orge livré; budget des anciens combattants; budget des rapatriés; Secrétariat d'Etat à l'Information; taxes parafiscales; revenus mobiliers; caisse de crédit mutuel; locations saisonnières en meublé; compte spécial retraçant l'aide consentie par le Gouvernement français aux pays du Maghreb [17 novembre 1965] (p. 4716, 4717). En deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1966 : Rétablissement du texte voté précédemment [18 novembre 1965] (p. 4741); Art. 2 : Son amendement tendant à remplacer le chiffre de « 80.000 francs » par « 50.000 francs » (p. 4741); son amendement tendant à supprimer

le paragraphe 5 de l'article 2 (p. 4741); Art. 5 : Son amendement tendant à supprimer le second alinéa du paragraphe I de cet article (p. 4741); Art. 8 : Son amendement tendant, pour cet article, à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture en modifiant les paragraphes IV et V (p. 4742); Art. 19 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture (p. 4742); Art. 22 : Son amendement tendant, pour cet article, à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture (p. 4742); Art. 24, Etat A : Son amendement tendant à reprendre pour l'article 24 et pour l'Etat A les textes votés par l'Assemblée Nationale en première lecture (p. 4744); son amendement tendant à reprendre pour le titre III de l'Etat B concernant le Ministère des Affaires étrangères le chiffre voté par l'Assemblée Nationale en première lecture, soit 31.094.425 francs (p. 4754); son amendement tendant à reprendre pour le titre IV de l'Etat B concernant le Ministère des Affaires étrangères le chiffre voté en première lecture, soit plus 129.099.795 francs (p. 4754); son amendement tendant, pour le titre IV de l'état B concernant le Ministère de l'Agriculture à reprendre le chiffre voté par l'Assemblée Nationale en première lecture, soit plus 333.610.321 francs; son amendement tendant à reprendre pour le titre III de l'Etat B concernant le Ministère des Anciens Combattants le chiffre voté par l'Assemblée Nationale en première lecture, soit moins 6.289.475 francs (p. 4754); Art. 26 : Son amendement tendant à reprendre, pour le titre IV concernant le Ministère des Anciens Combattants, le chiffre voté par l'Assemblée Nationale en première lecture, soit plus 87.550.000 francs (p. 4754); son amendement tendant à reprendre, pour le titre III de l'Etat B concernant le Ministère de l'Intérieur (rapatriés), le chiffre voté par l'Assemblée Nationale en première lecture, soit moins 5.333.395 francs; son amendement tendant à reprendre le chiffre voté par l'Assemblée Nationale en première lecture, soit plus 3.391.336 francs pour les services du Premier Ministre, section II, Information (p. 4754); Art. 27 : Son amendement tendant à reprendre les chiffres votés en première lecture par l'Assemblée Nationale pour le titre V concernant le Ministère des Affaires étrangères : « Autorisation de programme, 41.730.000 francs ; crédits de paiement,

9.500.000 francs » (p. 4755); son amendement tendant à reprendre les chiffres votés en première lecture par l'Assemblée Nationale pour le titre VI concernant le Ministère des Affaires étrangères : « Autorisation de programme, 50.270.000 francs ; crédits de paiement, 2.200.000 francs » (p. 4755); Art. 28, 29, 34, 41, 57, 58, 59, 63 : Ses différents amendements tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture (p. 4755, 4756, 4757, 4758); Art. 55 quinquies : Son amendement tendant à ajouter un nouveau paragraphe (p. 4757); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 8 de l'article 55 quinquies (Exonération de taxe complémentaire prévue au paragraphe VI) (p. 4757); Art. 55 sexies : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe IV de cet article (Production de renseignements inexacts à l'administration chargée du classement; meubles de tourisme) (p. 4757); Art. 60 bis et 69 bis : Ses amendements tendant à supprimer ces articles (p. 4758); En troisième et dernière lecture du projet de loi de finances pour 1966 : Application de l'article 45 de la Constitution [19 novembre 1965] (p. 4791);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social, en qualité de Rapporteur général : Hausse annuelle des prix; croissance annuelle de 4,5 % prévue pour 1966; lutte contre les groupes de pression; recommandations du rapport Rueff-Armand; revendications salariales; politique monétaire; possibilité de réunir un conseil périodiquement pour se prononcer sur la comptabilité des équilibres monétaires et des équilibres économiques inscrits au Plan; consommation individuelle; réforme des structures industrielles du secteur privé; ses observations sur le profit d'innovation; inégalités de notre fiscalité; réforme de la taxe sur la valeur ajoutée [3 novembre 1965] (p. 4374, 4375); En deuxième lecture : Ses observations sur la construction d'une voie navigable à grand gabarit entre Mulhouse et Altkirch [19 novembre 1965] (p. 4791);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1965 : Dépôt d'un seul projet de loi de finances rectificative; progrès par rapport à l'année dernière; équilibre budgétaire; cas de la S.N.C.F.; plus-values fiscales; recettes attendues de la T.V.A.; restauration du marché financier; Fonds de développement économique

et social [20 décembre 1965] (p. 4963, 4964); après l'Art. 11 : Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Droit de préemption des S.A.F.E.R.) (p. 4970); droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural; (p. 4970) ses observations sur les paroles de M. Emile-Pierre Halbout (p. 4970, 4971); son amendement tendant, après cet article à insérer un nouvel article (Suppression des corps des inspecteurs principaux, inspecteurs et sous-inspecteurs du service des eaux et fontaines de Versailles, Marly et Saint-Cloud) (p. 4971); règles normales de nomination dans le corps des commissaires de police (p. 4971); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 : Ses observations sur l'intégration, dans le corps de l'administration universitaire, des personnels administratifs supérieurs de l'Institut de France; possibilité de permettre l'intégration dans les corps des ingénieurs et des techniciens des travaux publics de l'Etat des cadres techniques supérieurs de certains services des eaux; intégration du chef de centre de tir de la sûreté nationale dans le corps des commissaires de police; enseignement public du second degré, technique et professionnel en Nouvelle-Calédonie; rôle de la Commission mixte paritaire [22 décembre 1965] (p. 5081, 5082);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : Amortissement des biens d'équipement des entreprises; financement des équipements nouveaux; système des amortissements dégressifs; fiscalité applicable aux plus-values réalisées sur les éléments de l'actif immobilisé; loi du 12 juillet 1965 ayant supprimé la suspension d'impôt en cas de emploi; distinction entre les gains à court terme et les gains à long terme; augmentations du capital [20 avril 1966] (p. 824); question préalable ayant été repoussée par la Commission des finances (p. 826); Art. 1<sup>er</sup> : Cas des entreprises artisanales [21 avril 1966] (p. 858); précompte imposé aux sociétés (p. 858); encouragement à la décentralisation industrielle (p. 859); après l'Art. 1<sup>er</sup> : Cas des artisans inscrits au répertoire des métiers; avoir fiscal (p. 861); art. 3 : Son amendement tendant, dans le second alinéa de cet article, à substituer aux mots « trois années », les mots « cinq années » (p. 862); délai pendant lequel pourra s'exercer

*l'imputation de la déduction pour investissement* (p. 862); En deuxième lecture : *Ses observations sur l'article 2 du projet de loi; conditions dans lesquelles le bénéfice de la déduction pour investissement est accordé aux entreprises* [12 mai 1966] (p. 1230);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention, signée à Paris le 10 juillet 1965, entre la France et le Cameroun, en vue d'éliminer les doubles impositions et d'établir une assistance mutuelle administrative en matière fiscale, en qualité de *Rapporteur général: Absence de convention en matière fiscale entre la France et le Cameroun; développement de la coopération entre ces deux Etats* [31 mai 1966] (p. 1593);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Niamey le 1<sup>er</sup> juin 1965, en qualité de *Rapporteur général: Relations fiscales entre la France et le Niger; Convention signée les 31 janvier et 20 mars 1956 entre le Gouvernement français et le Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française* [31 mai 1966] (p. 1593);

— du projet de loi portant modification de l'article 5 du décret du 25 août 1937 réglementant les bons de caisse, en qualité de *Rapporteur général: Ses observations sur ce texte* [31 mai 1966] (p. 1594);

— du projet de loi relatif à l'utilisation des termes « établissement financier », en qualité de *Rapporteur général: Réglementation bancaire; loi du 14 juin 1941; conséquences de l'utilisation abusive du terme « établissement financier »* [31 mai 1966] (p. 1594, 1595);

— du projet de loi relatif aux entreprises pratiquant le crédit-bail : *Société financière louant un certain matériel; crédit-bail ou leasing; problème du contrôle des sociétés* [17 juin 1966] (p. 2138); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant après les mots « spécialement achetés en vue de cette location » à insérer les mots « par des entreprises qui en demeurent propriétaires »* (p. 2142); *son amendement tendant après les mots « moyennant un prix convenu tenant compte... » à insérer les mots « au moins pour partie »* (p. 2143);

— du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées :

*Décision de fusion appartenant aux assemblées communales; problème de la fiscalité locale; compétence de la Commission communale des impôts directs* [23 juin 1966] (p. 2267); Article additionnel : *Rôle de l'autorité de tutelle* (p. 2268); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : *Modifications apportées par le Sénat au projet de loi; texte de circonstance; alignement fiscal après la fusion* [30 juin 1966] (p. 2480, 2481);

— du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité : *Ses observations sur les officines de prêts; définition du taux effectif du prêt; complication du système de référence instituée par le projet de loi; crédit à la consommation; modalités de remboursement du capital; fixation d'un taux-plafond unique, applicable à toutes les opérations de prêts; délit d'usure; crédit à la construction; publication au J. O. des décisions du conseil national du crédit relatives aux conditions de banque* [27 juin 1966] (p. 2385, 2386); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « taux effectif global » à ajouter les mots « toutes charges comprises »* (p. 2388, 2389); *retrait de son amendement* (p. 2389); *son amendement tendant à remplacer les trois derniers alinéas de l'article premier par un nouvel alinéa (Taux effectif global ne pouvant excéder 18 % par an)* (p. 2389); *définition du taux usuraire* (p. 2389, 2390); *projet de loi de programme sur la politique foncière de l'Etat* (p. 2392); *publicité des taux effectifs moyens pratiqués par les banques et les établissements financiers enregistrés par le Conseil national du crédit; crédit immobilier; crédit à la consommation* (p. 2393); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2396); *banques étrangères pouvant proposer aux épargnants des conditions de rémunérations avantageuses* (p. 2396); après l'Art. 9 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Zimmermann, à supprimer les mots « par dérogation aux dispositions de l'article 9 de la présente loi »* (p. 2396); Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « Art. 7, 8 et 9 » les mots « Art. 7 et 8 »* (p. 2396); *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article* (p. 2396); Art. 14 : *Son amende-*

ment tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « Art. 7, 8 et 9 » les mots « Art. 7 et 8 » (p. 2397); après l'Art. 15 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (*Publication des décisions du Conseil national du crédit*) (p. 2397); rectification de son amendement (p. 2398); publication des taux (p. 2398); après l'Art. 15 (suite) : Rectification de son amendement (p. 2399); En deuxième lecture : Ses observations sur ce texte [24 novembre 1966] (p. 4826); Art. 1<sup>er</sup> : Taux moyen de rendement des obligations (p. 4830); Art. 3 : Son amendement tendant à compléter cet article par un troisième alinéa : « Les perceptions forfaitaires visées au troisième alinéa de l'article premier ne sont pas prises en compte pour la détermination du taux effectif global ainsi défini » (p. 4833); retrait de son amendement (p. 4833); En quatrième et dernière lecture : Principe de la non-rétroactivité [19 décembre 1966] (p. 5689)

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : Ses observations sur l'enseignement technique court, l'enseignement technique agricole et la formation professionnelle des adultes; aspect financier du projet; taux de la taxe d'apprentissage; fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale; création d'instituts régionaux [5 octobre 1966] (p. 3142, 3143); Art. 1<sup>er</sup> : Rôle de l'Etat dans la formation professionnelle et la promotion sociale [6 octobre 1966] (p. 3166); ses observations sur l'amendement de M<sup>me</sup> Thome-Patenôtre (p. 3166); son amendement tendant à compléter la première phrase de l'article premier par les mots suivants : « en vue de permettre le libre développement des personnalités dans le cadre de l'activité professionnelle et de favoriser le progrès économique et social » (p. 3166); retrait de son amendement (p. 3166); après l'Art. 2 : Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du texte de l'amendement après les mots « coordonnée et concertée », à insérer les mots « avec l'ensemble des catégories de personnes qui concourent à l'assurer » (p. 3170); élaboration de la politique de l'Etat (p. 3170); Art. 4 : Son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux alinéas (*Conséquence de la participation des entreprises aux dépenses de construction et de fonctionnement d'organismes poursuivant un des buts de formation professionnelle*) (p. 3172); Art. 5 : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (*Administration*

du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale) (p. 3177); répartition des crédits destinés à la promotion sociale (p. 3178); Art. 7 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « soit pour donner », à insérer les mots « aux apprentis et... » (p. 3179); apprentissage étant un mode de formation professionnelle (p. 3179); consultation du comité d'entreprise (p. 3180); en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur général : Modifications faites par le Sénat [18 novembre 1966] (p. 4697, 4698);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Equilibre du budget; couverture des opérations temporaires; dotation du F.D.E.S.; émission possible d'un emprunt public au cours du second semestre de l'année 1967; budget économique de la nation; budget de l'Etat; problèmes fiscaux; impôt sur le revenu des personnes physiques; taux de la taxe sur la valeur ajoutée; fiscalité immobilière; fiscalité des dividendes; succès de la déduction pour investissements; budget d'expansion par l'équipement; reprise économique* [12 octobre 1966] (p. 3330 à 3332); son opposition à la motion de renvoi [13 octobre 1966] (p. 3396); Art. 2 : Ses observations sur l'amendement de M. Debré [13 octobre 1966] (p. 3405); son amendement tendant à insérer un nouveau paragraphe : « II bis. Dans le premier alinéa de l'article 1664 du C.G.I., les mots « un minimum fixé par arrêté du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre du Budget... » sont remplacés par les mots « 300 francs » (p. 3405); son sous-amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé par l'amendement de M. Debré pour le paragraphe IV de l'article 2 à supprimer les mots « et des années suivantes » (p. 3406); son amendement tendant à compléter l'article 2 par un nouveau paragraphe : « Une réforme complète de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sera proposée au Parlement avant l'adoption ou dans le cadre de la loi de finances pour 1968 » (p. 3406); Art. 3 : Ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy (p. 3408); Art. 9 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2<sup>o</sup> du paragraphe II de cet article (*Perception de la taxe spéciale destinée à l'industrie cinématographique*) (p. 3410); Art. 12 : Ses observations sur l'amendement de M. Debré (p. 3413); Art. 15 : Son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article à

*rédiger ainsi le début du texte proposé pour l'avant-dernier alinéa de l'article unique de la loi du 26 juillet 1957: « Pour l'année 1967, les bénéfices... »* (p. 3414); *son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article, dans le texte proposé pour l'avant-dernier alinéa de l'article unique de la loi du 26 juillet 1957, après les mots « bénéfices sur centimes résultant... », à insérer les mots « pour les sociétés de courses parisiennes »* (p. 3414); *Etat A: Son amendement tendant à modifier les chiffres indiqués pour les budgets annexes, prestations sociales agricoles* (p. 3428); *son amendement tendant à modifier les chiffres indiqués aux comptes d'affectation spéciale (Soutien financier de l'industrie cinématographique)* (p. 3428, 3429); *deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A.: Ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure; ses observations sur les résultats comparés des statistiques fiscales et des données de la comptabilité nationale pour les années 1964 et 1965* [26 octobre 1966] (p. 3906); *JUSTICE, Art. 50: Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Possibilité d'intégration pour les greffiers titulaires de charge qui en formuleront une demande)* [27 octobre 1966] (p. 4013); *ECONOMIE ET FINANCES, SERVICES FINANCIERS: Problème de la fraude; ses observations sur les réformes fiscales* [4 novembre 1966] (p. 4287); *EQUIPEMENT, III. — LOGEMENT, Art. 42: Son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de cet article par un deuxième alinéa: « Un cinquième des crédits financés par la caisse des prêts aux organismes d'H.L.M. pour la réalisation de 140.000 logements, est affecté aux opérations d'accession à la propriété »* [9 novembre 1966] (p. 4458); *Art. 52: Ses observations sur la proposition de M. de la Malène: suppression de l'article 52* [10 novembre 1966] (p. 4519); *Seconde délibération, Art. 9: Commission des finances repoussant l'amendement du Gouvernement* (p. 4523); *Art. 21: Son sous-amendement tendant à supprimer les deux premiers alinéas (paragraphe I) de l'amendement du Gouvernement (Soutien financier de l'industrie cinématographique)* (p. 4524); *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le début du troisième alinéa (paragraphe II) de l'amendement du Gouvernement: « Majorer de 57.500.000 francs le plafond des charges... »*

(p. 4524); *Art. 25: Ses observations sur l'amendement de M. Debré* (p. 4529); *Art. 50: Ses observations sur les paroles de M. Debré: réforme des greffes* (p. 4530); *conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967, Art. 52: Ses observations sur l'amendement de M. Pierre Bas* [6 décembre 1967] (p. 5269, 5276);

— *du projet de loi modifiant le statut des agents de change: Situation des bourses de province; dissolution des compagnies d'agents de change et des chambres syndicales existantes; rôle de la compagnie nationale; responsabilité de la chambre nationale; répartition des charges des agents de change; fusion de leurs offices; gestion de portefeuilles de valeurs mobilières* [24 novembre 1966] (p. 4835); *Art. 2: Ses observations sur l'amendement de M. Edouard Charret* (p. 4837); *après l'Art. 3: Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant: « L'article 62 de la loi de finances n° 61-1396 du 21 décembre 1961 est applicable aux agents de change qui fusionneront en vertu de la présente loi avant le 31 décembre 1967 »* (p. 4838); *exemple des courtiers en valeurs mobilières* (p. 4838);

— *du projet de loi portant règlement définitif des budgets de 1961, 1962 et 1963: Délais d'examen des lois de règlement; montant définitif des recettes et des dépenses; ses observations sur la dette publique à moyen et à long terme; comptes d'exécution; conséquences des opérations d'ordre; quota de la France au fonds monétaire international; fonds de stabilisation des changes; découvert général du Trésor en 1962 et en 1963; opérations effectuées en Algérie; conséquences du fractionnement des programmes d'équipement; recours aux décrets d'avances, aux virements et aux transferts* [24 novembre 1966] (p. 4839 à 4841); *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 4842); *en deuxième lecture: Rapport de la Cour des comptes* [21 décembre 1966] (p. 5735); *Parlement ayant été saisi au cours de la présente législature de six projets de loi de règlement* (p. 5735, 5736, p. 5778, p. 5817);

— *du projet de loi de finances rectificative pour 1966: Equilibre comptable du budget de l'Etat; débudgétisation des investissements; problème du découvert; ses observations sur les*

virements et les transferts excessifs; rapport de la Cour des comptes; relogement des services de l'institut géographique national [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5126, 5127); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (*Représentation des enfants décédés du donateur en cas de donation; application de l'abattement prévu à l'article 774-I du Code général des impôts*) (p. 5136); après l'Art. 2: *Tickets-restaurant* (p. 5136, 5137); Art. 11: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 1 de cet article (*Indemnisation en cas de transfert sur un marché d'intérêt national; remboursement du montant du droit de première accession*) (p. 5141); principe de l'indemnisation en nature (p. 5143); Art. 12: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « par des établissements prêteurs » (p. 5144); possibilité d'autoriser le Crédit foncier de France à acheter les billets à ordre visant à mobiliser les créances hypothécaires (p. 5144); ses observations sur les paroles de M. de Tinguy (p. 5145); Art. 18: Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 5151); ses observations sur les paroles de M. Boulin (p. 5152); Art. 19: Son amendement tendant dans le dernier alinéa de cet article à supprimer le mot « établissements » (p. 5153); marché hypothécaire (p. 5153); Art. 21: Son amendement tendant dans le texte de cet article à substituer au mot « avoué » les mots « officier ministériel » (p. 5153); son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (*Possibilité pour la femme mariée poursuivie sur ses biens propres pour le paiement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques établi au nom du mari de demander des renseignements sur la situation fiscale du foyer*) (p. 5153); ses observations sur les paroles de M. Gosnat; rôle de la S.N.E.P. (p. 5155, 5156); Art. 25: *Etatisation de la fonction publique polynésienne* (p. 5158); Art. 32: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (*Attributions conférées au directeur départemental des postes et télécommunications*) (p. 5166); recouvrement et contentieux du recouvrement des recettes propres au budget annexe des postes et télécommunications (p. 5166, 5167); Art. 33: Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 5168); après l'Art. 33: Ses observations sur l'amendement de M. Boulin (p. 5169); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS :

Son amendement tendant au titre V du Ministère des Travaux publics et Transports (*I. — Travaux publics et transports*), à supprimer « en autorisation de programme, 2 millions de francs; en crédit de paiement, 2 millions de francs » (p. 5175); Art. 36: Son amendement tendant à réduire le montant des crédits de cet article de 40 millions de francs (p. 5176); ses observations sur son amendement; retrait de son amendement (p. 5176); en seconde délibération, Art. 5: *Ressources des chambres de métiers* [6 décembre 1966] (p. 5278); Art. 12: Ses observations sur les paroles de M. Michel Debré (p. 5279); Art. 18: Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Debré par le nouvel alinéa suivant: « Le conseil d'administration devra être composé en majorité des représentants des consommateurs désignés par les organismes les plus représentatifs » (p. 5280); composition du conseil d'administration (p. 5280); Art. 33: Ses observations sur l'amendement de M. Debré (p. 5282); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966: *Ressources des chambres de métiers; centres de formation professionnelle conventionnés; produit des décimes additionnels; transfert des Halles; institut national de la consommation; titularisation des agents contractuels de l'institut national de la statistique et des études économiques; société nationale des entreprises de presse; institut d'émission pour les territoires français du Pacifique* [15 décembre 1966] (p. 5573); ses observations sur les paroles de M. Debré (p. 5579);

— du projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention du 29 octobre 1958 entre la France et l'Italie, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts directs sur les revenus et sur la fortune, ensemble le protocole joint, signés à Paris, le 6 décembre 1965: Ses observations sur le régime d'imposition [8 décembre 1966] (p. 5379);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune, ensemble le proto-

cole additionnel joint signés à Paris le 9 septembre 1966 : *Nécessité d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune; ses observations sur les « sociétés de base », les sociétés de domicile et les sociétés dites « auxiliaires »* [8 décembre 1966] (p. 5379, 5380);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République voltaïque, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Ouagadougou le 11 août 1965; du projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomey, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Cotonou le 21 octobre 1965; du projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Dakar, le 3 mars 1965 : *Relations fiscales entre la France et le Dahomey, le Sénégal et la Haute-Volta; impôt sur le revenu de capitaux mobiliers; suppression des doubles impositions; encouragement donné aux investissements français dans les Etats africains d'expression française* [8 décembre 1966] (p. 5380);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Grèce relatif au règlement de créances financières françaises, signé le 14 décembre 1965 à Paris : *Remboursement des emprunts grecs* [14 décembre 1966] (p. 5499);

— du projet de loi relatif aux relations financières avec l'étranger : *Contrôle des changes; retour à la convertibilité intégrale de notre monnaie; cas des résidents étrangers; situation économique et financière de la France* [14 décembre 1966] (p. 5513); *open market; niveau des réserves; sanctions pénales* (p. 5513); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy* (p. 5518);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1964 : *Application de l'article 144 du décret du 24 décembre 1962; montant des virements, transferts et répartitions* [21 décembre 1966] (p. 5869); *problème algérien* (p. 5860).

**VALS (M. Francis)**, *Député de l'Aude, 2<sup>e</sup> circonscription (S.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [17 décembre 1964] (p. 6168).

#### Intervention :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Handicap de la région languedocienne pour profiter de l'expansion due au Marché commun; pourcentage le plus élevé de chômeurs urbains; fréquence de la plus grande fermeture d'usines; problème des jeunes; économie rurale, tributaire du vin; problème des industries locales; matières premières non traitées sur place; impossibilité de décentraliser que par les décisions autoritaires du Gouvernement appuyant les initiatives des collectivités locales; modicité des crédits affectés à la construction de logements; problème du tourisme sur la côte du Languedoc-Roussillon; importance de la publicité* [26 novembre 1963] (p. 7444, 7442).

**VAN HAECKE (M. Louis)**, *Député de l'Eure, 1<sup>re</sup> circonscription (R.I.)*.

En remplacement de M. Jean de Broglie devenu Secrétaire d'Etat.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [9 janvier 1963] (p. 460).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [10 janvier 1963] (p. 570), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964]

(p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964] (p. 1949).

### Dépôts :

Sa proposition de loi relative au paiement des allocations logement aux organismes constructeurs, n° 517 [26 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à réprimer les provocations racistes, n° 1709 [22 décembre 1965].

Sa proposition de loi tendant à modifier les conditions d'ouverture du droit aux prestations d'assurances sociales en cas d'affection de longue durée, n° 1923 [15 juin 1966].

Sa proposition de loi relative à l'équilibre des âges dans l'entreprise, n° 2332 [21 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 4 : *Son amendement, déposé avec M. Bertrand Denis tendant à assurer la qualité et la moralité des programmes, l'objectivité et l'exactitude des informations diffusées par l'Office; place suffisante à réserver à la diffusion de la pensée; souci de moralité; déterminer les bases et les principes d'une morale admissible par tous* [28 mai 1964] (p. 1488, 1489).

Mise au point au sujet des votes de MM. Weber et d'Aillières sur des articles du projet de loi de finances pour 1965 [7 novembre 1964] (p. 4988).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Associations*

*des parents d'élèves ayant dû être invitées à participer à l'élaboration de la réforme; inquiétude concernant la période transitoire de la réorganisation du baccalauréat; orientation générale de la réforme; spécialisation; accorder une place aux valeurs humaines et à la formation du goût et de la sensibilité* [18 mai 1965] (p. 1385, 1386).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Art. 20 : *Sens du devoir civique et de la solidarité nationale* [26 mai 1965] (p. 1592);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Effort réalisé; prévisions du V<sup>e</sup> Plan; importance du budget de l'Education nationale; démocratisation et orientation de l'enseignement; son adaptation aux exigences de la culture moderne; formation culturelle et professionnelle des Français; enseignement du premier cycle; collèges d'enseignement supérieur; situation des docteurs professeurs de l'enseignement du second degré; problème de la recherche; instituts universitaires de technologie; collèges d'enseignement technique; aide à l'enseignement privé; enseignement civique; effort déployé par la prévention routière; maisons des jeunes et de la culture* [19 octobre 1965] (p. 3847 à 3849).

**VANIER (M. Jean)**, Député de l'Isère, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de



loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906).

### Dépôts :

Son rapport d'information fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite de la mission effectuée du 1<sup>er</sup> au 14 mars 1963 en Israël et en Grèce par une délégation de la Commission chargée d'étudier le rayonnement culturel de la France, n° 230 [10 mai 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite d'une mission effectuée en Inde et à Ceylan, n° 851 [22 avril 1964].

Sa proposition de loi tendant à assurer le maintien provisoire dans les lieux des locaux de locaux d'habitation, édifiés dans les communes où s'applique la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 lorsque ces locaux, construits après la date de cette loi, l'ont été avec la participation financière de l'Etat, n° 925 [28 mai 1964].

Sa proposition de loi tendant à favoriser l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, n° 1102 [6 octobre 1964].

Sa proposition de loi visant à étendre la loi n° 50-399 du 3 avril 1950 sur la francisation du nom patronymique et du prénom à certaines personnes déjà naturalisées, n° 1327 [9 avril 1965].

### Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Absence, dans le récent discours du Ministre des Finances, de dispositions concernant les personnes âgées et les familles; nécessité d'augmenter les revenus des personnes âgées; détérioration du pouvoir d'achat des familles; publication souhaitable du rapport de la Commission Prigent; réduction des abattements de zones; conséquences de la dénonciation des conventions conclues entre la Sécurité sociale et les syndicats médicaux* [14 mai 1963] (p. 2880, 2881).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la priorité de l'emploi des réformés, en qualité de *Rapporteur suppléant; Octroi aux inspecteurs du travail et aux inspecteurs des lois sociales en agriculture de pouvoirs pour contrôler l'emploi des « réformés temporaires »* [4 juin 1963] (p. 3176);

— du projet de loi instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée pour les mineurs infirmes : *Cas des familles qui ne peuvent faire admettre leurs enfants dans des établissements spécialisés* [27 juin 1963] (p. 3752);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Rôle du syndicalisme; exemple de la Suède; nécessité d'établir une collaboration entre les pouvoirs publics et les syndicats* [17 juillet 1963] (p. 4229, 4230);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 67 : *Niveau des prestations familiales; ne pas lier leur montant aux disponibilités existant dans un compte financier; étude des besoins des familles; importance de la politique des revenus; conclusions de la commission Laroque et du livre de M. Laroque: « Réflexions sur les prestations familiales »* [9 novembre 1963] (p. 7104, 7105).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports une question orale, avec débat, relative aux Jeux Olympiques d'hiver de 1968 [18 décembre 1964] (p. 6250) : *Importance que revêt pour la France la désignation de Grenoble par le Comité olympique international de janvier 1964; aménagement des installations ferroviaires de l'agglomération grenobloise; amélioration des accès à Grenoble et notamment des grands axes Grenoble-Chambéry et Grenoble-Lyon* (p. 6252, 6253, 6258).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Nécessité d'un débat sur les problèmes posés par le déficit de la Sécurité sociale; charges qui pèsent sur le régime général; accroissement des dépenses de l'assurance maladie; nécessité d'une information complète* [13 octobre 1965] (p. 3623, 3624); CONSTRUCTION : *Conditions d'une politique de l'habitat; situation pour les personnes seules aux ressources modestes; mettre un terme*

aux opérations spéculatives dans les immeubles construits après 1948 avec l'aide de l'Etat; réservation d'appartements à des fonctionnaires civils ou militaires; contingent pour la collectivité locale qui garantit les emprunts; relogement de ceux qui sont touchés ou expropriés à la suite des opérations de rénovation ou d'urbanisation; retards accumulés depuis quarante ans; cas de Grenoble [22 octobre 1965] (p. 4029, 4030);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT, III. — LOGEMENT: *Problème du logement social; conditions d'attribution des logements H.L.M.; situation des administrateurs des offices; application de la tutelle à l'allocation logement; problème du surloyer* [9 novembre 1966] (p. 4438).

**VAR (M. François)**, Député de la Corrèze, 3<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

#### Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, n° 310 [7 juin 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1151) relatif à l'affiliation de certaines catégories d'avocats à la caisse nationale des barreaux français, n° 1217 [3 décembre 1964].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION : *Situa-*

*tion du logement en Corrèze; insuffisance des crédits alloués à ce département* [10 janvier 1963] (p. 523, 524); TRAVAUX PUBLICS : *Problème des axes de communication est-ouest; traversée du Massif Central* [15 janvier 1963] (p. 850); JUSTICE : *Crise du recrutement des magistrats; conséquences de la réforme de 1958; manque de tribunaux dans certaines régions; frais entraînés par l'éloignement créé entre la justice et le justiciable* [21 janvier 1963] (p. 1339); CRÉDITS MILITAIRES : *Utilisation du camp de La Courtine; caractéristiques de ce camp* [24 janvier 1963] (p. 1610, 1611);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection, Art. 11 : *Son amendement (Détermination du taux sur la proposition du service auquel incombe le contrôle d'Etat de l'établissement public administratif intéressé et après avis de l'organisme directeur* [14 novembre 1963] (p. 7243);

— du projet de loi relatif à l'affiliation de certaines catégories d'avocats à la caisse nationale des barreaux français, en qualité de *Rapporteur pour avis: Avis favorable de la Commission à l'adoption du projet modifié par un amendement; question du paiement des arrérages de leurs pensions aux avocats tributaires de la caisse des barreaux algériens* [9 décembre 1964] (p. 5985).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux ressources des collectivités locales : *Grande misère des collectivités locales; exemple d'Ussel; cas de la Haute-Corrèze* [21 mai 1965] (p. 1499, 1500).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation : *Principe de l'évaluation de la valeur des terrains en fonction de leur usage; proposition de loi de M. Denvers; fixation des indemnités d'expropriation; problème de la collégialité; chambre d'expropriation chargée de fixer les indemnités; options du V<sup>e</sup> Plan* [22 juin 1965] (p. 2348);

— du projet de loi portant amnistie, seconde délibération, Art. 2 : *Vote de son groupe en Commission* [28 avril 1966] (p. 997).

Sa mise au point au sujet de son vote sur l'amendement présenté par M. Coste-Floret, tendant à modifier le délai de garde à vue lors

de la discussion du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale [23 juin 1966] (p. 2261).

**VAUTHIER (M. Marcel)**, *Député de la Réunion, 2<sup>e</sup> circonscription (C.D. puis N.I.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel en date du 19 février 1963 [21 février 1963] (p. 2281).

Est proclamé député le 5 mai 1963 [14 mai 1963] (p. 2877).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [7 avril 1965] (p. 634);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Problèmes de la Réunion; démographie galopante de ce département; problème de l'eau* [22 janvier 1963] (p. 1422, 1423);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive : *Ses explications de vote: conséquences douloureuses d'une affaire récente; problème de la réduction du délai pour la tierce opposition; définition de l'abandon; libération des fonctionnaires de l'administration de l'aide sociale à l'enfance du secret professionnel à l'égard du tribunal* [7 février 1963] (p. 2088);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Piste pour quadriréacteur à la Réunion* [31 octobre 1963] (p. 6149); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Cré-*

*aits du F.I.D.O.M.; situation de La Réunion; absence d'eau; cas des Ponts et Chaussées; effectifs de gardiens de la paix; politique commune du sucre; Caisse centrale de coopération économique* [8 novembre 1963] (p. 6945 à 6947).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la propagande lors des élections municipales : *Théorie de la neutralité de l'administration en matière électorale et son application à la Réunion; moyens utilisés par le préfet pour soutenir les candidatures ayant l'agrément de l'administration; attitude de ce préfet lors de l'élection de M. Michel Debré* [30 avril 1965] (p. 1053, 1054).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Son désir de voir s'instaurer un grand débat sur les départements d'outre-mer; cas de la Réunion; composition du conseil général; création de la sous-préfecture de Saint-Pierre; projet de découpage de la grande commune de Saint-Paul; monoculture; ses observations sur le franc C.F.A.; réclamations des usiniers exportateurs de sucre; question sociale; démographie galopante; migration en métropole; infrastructure devant être mise en place à la Réunion; rôle du préfet* [15 octobre 1965] (p. 3772 à 3775);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas du département d'outre-mer de la Réunion; menace de l'autonomie; industrialisation; problème de l'eau; ses observations sur l'urbanisme et l'hôtellerie; rôle du F.I.D.O.M.* [3 novembre 1965] (p. 4416);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Michel Debré, relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation, dans les départements de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane : *Montant des loyers; arrêtés du préfet* [10 novembre 1965] (p. 4627);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Situation du service de santé scolaire du département de la Réunion; rôle des directeurs départementaux de l'action sanitaire; création d'une*

*sous-direction de la protection maternelle et infantile et de la santé scolaire* [20 octobre 1966] (p. 3639).

**VENDROUX (M. Jacques)**, *Député du Pas-de-Calais, 7<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 598) autorisant : 1° la ratification : de la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, de l'Accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du protocole relatif aux importations du café vert dans les pays du Benelux; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, n° 681 [22 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 646) autorisant la ratification de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, n° 682 [22 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, autorisant l'approbation de l'accord relatif au protocole financier annexé à l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, n° 683 [22 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi

(n° 597) autorisant la ratification de la Convention portant révision du traité instituant la Communauté économique européenne en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la quatrième partie de ce traité, n° 684 [22 novembre 1963].

Son rapport, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Israël, n° 1046 [29 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1398) autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes, n° 1446 [10 juin 1965].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problème du tourisme; tourisme étranger; situation du réseau routier français; création de voies rapides reliant le Nord au Sud-Est de la France; problème du pont ou du tunnel sous la Manche* [15 janvier 1963] (p. 384); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussions relatives à la constitution de l'Europe au cours de l'année 1962; entretiens qui ont eu lieu entre certains membres de l'opposition et des hommes d'Etat étrangers pour envisager l'éventualité du départ du Général de Gaulle; négociations entre la Grande-Bretagne et le Marché commun; respect du Traité de Rome; problème des prix agricoles; position adoptée à ce sujet par le Gouvernement américain* [24 janvier 1963] (p. 1635 à 1637);

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération franco-allemande : ses explications de vote : *Approbation donnée par le groupe de l'U.N.R.-U.D.T. au présent texte; caractère de foi et de raison de ce traité; sa signification et son importance* [13 juin 1963] (p. 3377, 3378);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention portant révision du traité instituant la Communauté économique européenne en vue de rendre applicable aux Antilles

néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la quatrième partie de ce traité, en qualité de *Rapporteur*: *Adoption du projet; cas du Surinam et des Antilles néerlandaises; conclusions d'une convention prévoyant l'adjonction au Traité de Rome d'un protocole relatif aux importations dans la Communauté économique européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises; avantages tarifaires; produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises; clause de sauvegarde; avantages économiques et sociaux de la politique d'association à la C.E.E.* [4 décembre 1963] (p. 7618);

— du projet de loi autorisant : 1° la ratification de la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du protocole relatif aux importations de café vert dans les pays du Benelux; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, en qualité de *Rapporteur*: *Expiration du délai de cinq ans; sauvegarder les liens privilégiés existant entre les dix-huit pays d'outre-mer et la métropole; examen du traité; dispositions commerciales, financières et politiques; problème de la réciprocité; contribution de la France; dispositions institutionnelles; conseil d'association; comité permanent; évolution vers une union politique* [4 décembre 1963] (p. 7620, 7621, 7622);

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, en qualité de *Rapporteur*: *Historique des négociations; controverses opposant le Parlement européen et le Conseil des Ministres; contenu de l'accord; intérêts économiques; interprétation juridique donnée par le Parlement européen compromise entre les deux tendances; désarmement douanier progressif; aide financière à la Turquie; contingents tarifaires; établissement d'une union douanière; dispositions d'ordre institutionnel; conseil d'association; procédure d'arbitrage ou juridictionnelle; demandes de financement* [4 décembre 1963] (p. 7268 à 7630);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Revenu*

*cadastral retenu pour le calcul des cotisations sociales agricoles des exploitations soumises à la législation des waterings)* [8 décembre 1964] (p. 5902); *son amendement tendant à insérer, après l'article 21, un nouvel article (Revenu cadastral moyen départemental à l'hectare retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles)* (p. 5902); après l'Art. 21 (suite): *Son amendement (Revenu cadastral retenu pour le calcul des cotisations sociales agricoles)* [9 décembre 1964] (p. 6009); *son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant: « A titre transitoire et jusqu'à la date d'entrée en vigueur du projet de loi prévu à l'article 9 de la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961, le revenu cadastral moyen départemental à l'hectare retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles ne sera pris en compte que dans la limite d'un plafond égal à 25 francs. Les dispositions de l'article 19 de la loi de finances rectificative pour 1963 n° 63-1293 du 21 décembre 1963 sont abrogées »* (p. 6009);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, en qualité de *Rapporteur*: *Problèmes de la politique européenne; dix-huit mois ayant été nécessaires pour aboutir à un accord; difficultés rencontrées pour l'élaboration d'une politique énergétique et industrielle; nécessité de coordonner l'action des trois organisations européennes; décision en ce qui concerne la fusion; fusion complète des communautés; signification politique du projet; nécessité de poursuivre la construction européenne* [16 juin 1965] (p. 2161 à 2164).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Effort financier consenti par l'Etat en faveur de l'ensemble des communes françaises; notion d'autonomie et de tutelle; problème des subventions; importance des investissements pour les collectivités locales; inégalité des revenus des villes; réforme de la taxe locale; classement des différentes villes; emprunts des collectivités; possibilité d'instaurer une subvention proportionnelle à l'échelle du revenu moyen de la population des communes* [17 mai 1966] (p. 1317, 1318).

**VER (M. Antonin)**, Député du Tarn-et-Garonne, 2<sup>e</sup> circonscription (R.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Nombre des agriculteurs ; situation du Tarn-et-Garonne ; disparité des prix agricoles et des prix industriels ; indexation des prix ; aide aux sinistrés* [4 novembre 1963] (p. 6314).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Réaction du monde paysan ; problème du remembrement ; succès des marchés d'intérêt national* [5 novembre 1964] (p. 4707, 4708) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Rentabilité des marchés d'intérêt national ; avenir des marchés de production ; disparité entre les marchés de province et ceux de la région parisienne ; rôle des S.I.C.A. ; position des marchés-gares vis-à-vis de la S.N.C.F.* [28 octobre 1965] (p. 4288, 4289) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE — F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la population du Tarn-et-Garonne ; causes de l'exode agricole ; exode rural ; régionalisation de l'économie* [26 octobre 1966] (p. 3924).

**VÉRY (M. Emmanuel)**, Député de la Martinique, 1<sup>re</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Gravité de la situation dans les Antilles ; urgence des mesures à prendre ; manque d'investissements ; volonté de certains à la Martinique de mettre fin au statut actuel ; inégalité des prestations sociales servies dans les D.O.M. et en métropole ; situation financière difficile des collectivités locales de ce département ; extension aux D.O.M. des dispositions du F.O.R.M.A. ; détaxe de distance pour les sucres ; nécessité de pratiquer d'une manière complète la politique de l'assimilation* [22 janvier 1963] (p. 1424 à 1426).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer une question orale, avec débat, relative à la propagande lors des élections municipales [30 avril 1965] (p. 1044) ; *Pressions multiples et variées exercées sur les électeurs de la Martinique lors des élections municipales du 14 mars 1965 ; interventions du préfet* (p. 1050 à 1051).

Décédé le 19 juin 1966 [J. O. du 22 juin] (p. 5113).

Son éloge funèbre est prononcé le 28 juin 1966 (p. 2416).

**VIAL-MASSAT (M. Théodore)**, Député de la Loire, 4<sup>e</sup> circonscription (C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

**Interventions :**

Suppléant M. Fajon, pose à M. le Secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports une question orale, sans débat, relative à l'équipement sportif : *Application des circulaires Billères et Bordeneuve sur les crédits d'équipement sportif; dépôt d'une loi-programme décennale d'équipement sportif, scolaire et universitaire, octroi d'un crédit de cinq francs par élève, par an, en matière d'éducation physique; création de postes d'agents de service affectés au fonctionnement des installations d'éducation physique* [18 juillet 1963] (p. 4289).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, Commission mixte paritaire : *Mouvement de protestation contre le présent projet qui s'est manifesté parmi les travailleurs; interdiction faite par le préfet d'utiliser une partie de la Bourse du travail; minorité dans le préavis que représente la majorité de députés ayant voté le texte en première lecture; opposition du Sénat; volonté des travailleurs de ne pas tenir compte du présent projet; échec de l'ordre de réquisition des mineurs; mouvement unitaire qui se développe dans le pays; opposition du groupe communiste au présent texte* [25 juillet 1963] (p. 4534 à 4536);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Candidature de Lyon pour les Jeux olympiques de 1968; isolement diplomatique de la France; insuffisance des crédits affectés à l'éducation physique et aux sports; aide à l'enseignement confessionnel; manque d'équipement; poids de la force de frappe* [6 novembre 1963] (p. 6584, 6585).

Prend part au débat sur les questions orales de M. Mitterrand relatives aux pouvoirs respectifs du Président de la République et du Gouvernement : *Critique du décret du 14 janvier pris en violation de l'article 34 de la Constitution afin d'éviter un débat sur la force de frappe; nécessité d'une politique indépendante orientée vers le désarmement* [24 avril 1964] (p. 955).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES :

*Investissements dans la force de frappe; augmentation des crédits d'investissements étant de 25 % contre 7 % pour les besoins de l'Education nationale; dissimulation d'un certain nombre de dépenses militaires* [6 novembre 1964] (p. 4865); *rôle du Gouvernement; prévision des dépenses ayant été largement dépassée; coût de la force de frappe dépassant 70 milliards* (p. 4865, 4866); *lutter pour obtenir un désarmement général; signer l'accord de Moscou sur l'arrêt partiel des expériences atomiques; affecter l'usine de Pierrelatte aux recherches scientifiques; contribution au développement de la science et à l'intérêt de la paix* (p. 4866, 4867);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Politique du Gouvernement aggravant la situation internationale; pertes de l'U.R.S.S. lors de la seconde guerre mondiale; force de frappe étant inutile et inefficace; importance des logements, des écoles, des piscines et des meilleurs salaires; dissémination des armes atomiques; caractère ruineux pour la France; programmes à long terme d'armement étant appréciés par les monopoles; freinage du développement de la science et de la technique française; nécessité d'une politique active de paix et de désarmement; renonciation à toute force de frappe; nationalisation des industries atomiques et aéronautiques* [2 décembre 1964] (p. 5781 à 5785); En deuxième lecture, ses explications de vote : *Opposition du groupe communiste lors du vote* [15 décembre 1964] (p. 6127); *vote de M. Ducloné; opposition de M. Ducloné au projet de loi* (p. 6127);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant institution d'un code de justice militaire : Art. 15 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à supprimer les mots : « Sans qu'il puisse être toutefois d'un grade inférieur à celui de sous-officier »* [21 juin 1965] (p. 2284); *portée de son amendement* (p. 2284); ses explications de vote : *Groupe communiste ne pouvant approuver les principes du projet de loi; dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959; armée devant être subordonnée au pouvoir civil* (p. 2321);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Cadre des mutilés du travail; leur nombre; leurs revendications; indemnisation des donneurs de gref-*

fonds; cas des conjoints invalides ou âgés de plus de 60 ans; niveau des rentes d'accident du travail (13 octobre 1965) (p. 3623); Art. 29 : Groupe communiste votant contre les crédits militaires prévus dans la loi de finances pour 1966; conceptions de fausse grandeur; prestige de la France; essais nucléaires [21 octobre 1966] (p. 3966);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : Valeur des promesses gaullistes; revenu des salariés; conditions de travail pour les travailleurs; insuffisance de logements; durée du travail; licenciements; avantages présentés par la constitution d'une armée de chômeurs; cas du département de la Loire et plus particulièrement de la vallée de l'Ondaine; collège d'enseignement technique du Chambon-Feugerolles; semaine de quarante heures [4 novembre 1965] (p. 4435, 4436).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique du logement : Situation dans la Loire (Saint-Etienne, Vallée de l'Ondaine et du Gier) [15 juin 1966] (p. 2080, 2081).

**VIGNAUX (M. Paul)**, Député du Gers, 1<sup>re</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : Effort accru en faveur de l'équipement sportif; aide de l'Etat aux collectivités locales; prêts de la Caisse des dépôts et consignations étant insuffisants; rôle de la France aux Jeux olympiques [29 octobre 1964] (p. 4162).

Prend part au débat sur la question orale de M. Chandernagor relative aux incidences

financières du voyage du Chef de l'Etat en Amérique latine [30 octobre 1964] (p. 4330).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Adaptation des structures agricoles du Sud-Ouest; mise en sommeil du Marché commun; vente des surplus; possibilité de transformer sur place le plus de produits agricoles possible; ses observations sur les cas de « calamités exceptionnelles »; viticulteurs producteurs de l'eau-de-vie d'Armagnac; écoles d'agriculture; alimentation en eau potable; rôle des exploitations familiales [28 octobre 1965] (p. 4286, 4287).

**VITTER (M. Pierre)**, Député de la Haute-Saône, 1<sup>re</sup> circonscription (R.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

**VIVIEN (M. Robert)**, Député de la Seine, 46<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues



tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [16 juin 1966] (p. 2117);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22); annexe n° 12 : Education nationale : jeunesse et sports, n° 25 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 11 : Education nationale : jeunesse et sports, n° 568 [19 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à étendre aux

villes de plus de 25.000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation, n° 607 [29 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à assurer le relogement des personnes âgées expropriées dans le cadre de diverses opérations d'urbanisme, n° 1069 [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à fixer à 19 ans l'âge de la majorité électorale et de la majorité civile, n° 1100 [6 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087). Annexe n° 11 : Education nationale. Tome 3. Jeunesse et sports, n° 1106 [13 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à favoriser la décoration artistique des espaces publics des grands ensembles et des constructions effectuées dans les Z.U.P., n° 1227 [9 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de programme (n° 1372), relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, n° 1401 [1<sup>er</sup> juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de programme (n° 1487) modifiée par le Sénat, relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, n° 1502 [24 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Annexe n° 11, Education nationale, Tome 3, Jeunesse et sports, n° 1588 [2 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à assurer l'inscription des femmes mariées sur les listes électorales, n° 2070 [6 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044); Annexe n° 8 : Anciens combattants et victimes de guerre; Annexe n° 26 : Services du Premier Ministre. — II. Information; Annexe n° 37 : Office de radiodiffusion-télévision française, n° 2050 [3 octobre 1966].

Sa proposition de loi visant à soumettre à

des mesures de stérilisation les parents ayant commis des crimes ou des délits à l'égard de leurs enfants, n° 2264 [14 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Modifications intervenues dans les activités physiques et sportives; évolution des secteurs traditionnels de la société française; rôle que l'Etat a à jouer en la matière; motifs de la création du Haut-Commissariat à la Jeunesse et aux Sports; crédits inscrits dans le budget de l'Education nationale pour la Jeunesse et les Sports; coordination des services de la jeunesse et des sports au sein de l'Education nationale; création d'emplois nouveaux pour l'encadrement et l'administration du personnel enseignant et de la jeunesse en dehors du milieu scolaire; nécessité de développer l'éducation physique dans l'enseignement supérieur; rapports entre le Haut-Commissariat et les milieux de la jeunesse non scolarisés; éducation populaire; sports; colonies de vacances; attribution de congés non rémunérés aux travailleurs désireux d'acquérir une formation dans le domaine du sport et de la jeunesse; création de maisons de jeunes; nécessité d'aider les jeunes à passer la période allant de 14 à 20 ans; création dans la région parisienne d'un parc d'attractions; crédits destinés à maintenir des liens étroits avec les pays de l'ex-Communauté; subventions accordées à un certain nombre d'associations; état actuel des réalisations de la loi programme sur les équipements socio-éducatifs de juillet 1961; construction du stade de 100.000 places; regroupement souhaitable des crédits prévus pour l'éducation physique; réforme des structures des fédérations sportives [18 janvier 1963] (p. 1152, 1153); ANCIENS COMBATTANTS : *Cas des veuves d'invalides bénéficiaires de l'article 18 concernant l'assistance d'une tierce personne* [23 janvier 1963] (p. 1528); CRÉDITS MILITAIRES : *Evacuation des installations militaires encore implantées dans le bois de Vincennes; problème des pensions d'invalidité des militaires de l'armée active retraités; discordance existant entre certaines situations à cet égard* [24 janvier 1963] (p. 1611, 1612);*

— du projet de loi complétant l'article 51

de la loi n° 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Nécessité de voter le présent texte; menaces adressées par l'O.A.S. à un certain nombre de parlementaires U.N.R.* [13 février 1963] (p. 2128).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Max Petit et Nungesser, relatives au statut de la R.T.F. : *Régime financier et comptable de la R.T.F.; remarques faites à ce sujet par la Cour des Comptes; absence de règles de fonctionnement strictes* [21 juin 1963] (p. 3663, 3664).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 63 : *Son amendement (Possibilité pour l'administration d'engager des poursuites contre un contribuable un mois seulement après réception par l'intéressé d'une mise en demeure d'avoir à régulariser sa situation)* [10 juillet 1963] (p. 4006).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports une question orale, sans débat, sur la situation sportive de la France à un an des Jeux olympiques [18 juillet 1963] (p. 4297).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 13 : *Son amendement (Validation de nominations d'administrateurs civils)* [19 juillet 1963] (p. 4362);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Transformation du Haut Commissariat à la Jeunesse en un Secrétariat d'Etat; définition d'une véritable politique de la jeunesse; exécution de la loi de programme; part faite au sport dans les crédits d'équipement scolaire; moyens financiers accordés au Secrétariat d'Etat* [6 novembre 1963] (p. 6552, 6553); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Contrat signé avec une société de droit brésilien; service central d'ordonnancement; mission de la R.T.F.; solutions nécessaires* [7 novembre 1963] (p. 6709); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ampleur de l'aide donnée aux sinistrés Antillais* [8 novembre 1963] (p. 6954); *action entreprise dans le domaine de l'éducation physique et du sport dans les D.O.M.* (p. 6962).

Fait personnel : *Son différend avec M. Tourne* [10 décembre 1963] (p. 7806).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale : *Anciens F.F.L., agents P. 2; ses observations sur l'intervention de M. Commenay* [13 mai 1964] (p. 1182);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Personnel de la R.T.F.; direction générale ne devant pas être privée des avis des comités paritaires; problème de l'intérêt général, le faire prévaloir sur les intérêts particuliers; caractère excessif de certaines rémunérations et des heures supplémentaires; effectifs pléthoriques; remettre de l'ordre dans la maison* [27 mai 1964] (p. 1413 à 1415); Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Nungesser: nomination de deux directeurs généraux, l'un pour la radiodiffusion, l'autre pour la télévision* [28 mai 1964] (p. 1501); Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant: « Les personnels fonctionnaires qui n'avaient pas exercé leur droit d'option dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959 pourront à nouveau l'exercer dans le délai de six mois à partir de la promulgation de la présente loi »* (p. 1505); *ses observations sur l'ordonnance du 4 février 1959; nombre d'environ 1.500 fonctionnaires ayant manifesté à cette époque le désir de conserver leur qualité* (p. 1505).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports une question orale, sans débat, relative à la situation sportive de la France à quelques mois des Jeux olympiques [5 juin 1964] (p. 1681, 1682, 1683).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Appréhensions de son groupe sur le projet de loi au conseil général de la Seine; interruptions subies par l'orateur* [11 juin 1964] (p. 1846); *méthodes de travail du conseil général de la Seine; améliorations des structures administratives; donner de meilleures conditions d'existence aux parisiens; ses observations sur l'attitude de M. Dardel* [12 juin 1964] (p. 1870, 1871); *ses observations sur la motion de renvoi; son inutilité; M.R.P. étant représenté au conseil général et au conseil municipal de Paris*

(p. 1876); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article premier, à substituer aux mots « de Seine-et-Bièvre », les mots « de Vincennes »* (p. 1879); *Bièvre étant une rivière peu connue des habitants de cette région, appellation de Vincennes étant plus évocatrice; raisons historiques* (p. 1879); *termes militaires* (p. 1884); Art. 32 : *Nécessité de la réforme des finances locales; transfert des Halles; implantation du marché d'intérêt national à Rungis* (p. 1905).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, relative au plan de stabilisation : *tabilisation des prix; modification de la politique du crédit afin d'encourager les épargnants aux investissements à long terme; proposition judicieuse du comité Lorain; difficultés des petites et moyennes entreprises et de l'agriculture; mesures envisagées par le Gouvernement afin d'articuler un plan de stabilisation durable et un plan d'expansion dynamique* [24 juin 1964] (p. 2150, 2159 à 2161).

Son rappel au règlement : *Réponse du Ministre à sa question orale, avec débat, relative au plan de stabilisation* [24 juin 1964] (p. 2166).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE, en qualité de Rapporteur spécial : *Résultats obtenus par la France aux Jeux Olympiques; commentaires à cet égard; insuffisances persistantes; réduction des crédits de fonctionnement et d'équipement; manque de professeurs d'éducation physique et d'installations sportives; problème de l'équipement; résultats obtenus à Tokyo; efforts déployés depuis 1958* [29 octobre 1964] (p. 4114); *développement de l'équipement dans l'enseignement primaire; réalisation du stade de Vincennes; faire tomber les préjugés qui s'opposent aux pratiques sportives* (p. 4114, 4115); *son amendement tendant à réduire de 5 millions de francs les crédits du titre IV* [30 octobre 1964] (p. 4309); *préparer dès maintenant l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver de Grenoble qui auront lieu en 1968; leur affecter des crédits particuliers, ceux-ci ne devant pas être prélevés sur l'équipement général du pays; préparation matérielle de ces jeux* (p. 4309); *retrait de son amendement* (p. 4309); AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Régime des importations de semoule algérienne; régime particu-*

lièrement favorable [7 novembre 1964] (p. 4974); AFFAIRES CULTURELLES : *Situation de la musique en France; crise de l'industrie cinématographique* [7 novembre 1964] (p. 5002); SERVICES DU PREMIER MINISTRE (INFORMATION) : *Statut ayant modifié l'O.R.T.F.; réforme de structures; statut du personnel; autorité du directeur; pouvoir du contrôleur financier; rentabilité des émissions de publicité; question des « Tables rondes »; exonération de la redevance pour les personnes âgées et économiquement faibles* [8 novembre 1964] (p. 5108 à 5110);

— du projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue) : *Position de son groupe au Conseil général; rôle de l'Assemblée Nationale* [19 novembre 1964] (p. 5486);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Problèmes de la jeunesse* [26 novembre 1964] (p. 5669);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Mesures prises en faveur de l'équipement sportif devant se traduire aussi par des crédits de paiement; création d'une taxe sur les licences dont le produit devait servir à verser des indemnités aux débitants tombant sous le coup des dispositions du texte; ordonnance du 29 novembre 1960 portant modification du Code des débits de boissons* [8 décembre 1964] (p. 5930);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, en qualité de Rapporteur : *Sport étant l'une des découvertes majeures des temps modernes; effort concentré sur la création d'une infrastructure; équipement sportif; équipement socio-éducatif; respect des libertés communales; participation des intéressés; mesures de déconcentration; principe de l'existence et du plein emploi des installations sportives scolaires; permettre l'amélioration des conditions de financement des équipements sportifs; crédits d'équipement afférents aux jeux de Grenoble; animation des réalisations socio-éducatives* [2 juin 1965] (p. 1712 à 1714); *ses observations sur les paroles de M. Darchicourt; irrecevabilité de son amendement* (p. 1721), Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Icart; comité départemental du tourisme* (p. 1745); *ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy; cet amendement ne tendant pas à augmenter l'enveloppe financière* (p. 1745);

après l'Art. 2 : *Crédits proportionnels au nombre d'habitants des populations rurales et des populations urbaines* (p. 1746); En deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : *Ses observations sur le principe de la non revision des subventions; enveloppe financière globale; cadre du vote annuel du budget* [24 juin 1965] (p. 2426); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire, supprimer le second alinéa de l'article 2* (p. 2427);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 21 : *Cas des commerçants et industriels non sédentaires passibles de la T.V.A.* [25 juin 1965] (p. 2525); *retrait de son amendement* (p. 2525);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Réalisations administratives et techniques mises en œuvre par l'O.R.T.F.; politique financière de l'établissement; ses observations sur le personnel; émissions de Jacques Sallebert; contrats d'engagement des journalistes; problème de l'amélioration de la rémunération des journalistes; reporters des postes périphériques; revision du montant de la redevance; problème de la publicité; réduction des « personnels abusifs »* [14 octobre 1965] (p. 3701, 3702); EDUCATION NATIONALE, en qualité de Rapporteur spécial : *Journée pré-olympique de Mexico; comportement en altitude des athlètes dans les diverses disciplines sportives; stage de Font-Romeu; ses observations sur les besoins en personnel; dépenses en capital; doter notre pays d'un appareil sportif et socio-éducatif à la mesure de ses besoins; école nationale de voile; école de ski et d'alpinisme; brevet de moniteur de voile; promotion sportive de la voile en France; activités sportives dans les grandes agglomérations; rareté des terrains; ramassage sportif; problèmes de la concentration urbaine; mise en œuvre d'une grande politique de la jeunesse et du sport; nécessité de développer l'éducation physique au sein de l'enseignement primaire; donner sa place à l'initiation civique* [18 octobre 1965] (p. 3796, 3797); *polyclinique sportive* [19 octobre 1965] (p. 3869); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Préfecture de police ayant la responsabilité du maintien de l'ordre sur l'ensemble du territoire du département; unification des services de la police municipale de*

*Paris et de la police des communes suburbaines de la Seine; construction de commissariats de banlieue; insuffisance des crédits de subvention; incidences de la loi du 10 juillet 1964 [25 octobre 1965] (p. 4089); ses observations sur les paroles de M. Frey (p. 4089);*

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: *Pénurie de logements; lutte contre la spéculation foncière; amélioration de la productivité; allongement de la durée des prêts d'acquisition; marché hypothécaire; système de prêt à long terme; dégrèvement partiel des revenus tirés de la location d'appartements; aménagement de la région parisienne [4 novembre 1965] (p. 4434, 4435);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1965, après l'Art. 11: *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Imposition de certaines plus-values immobilières); cas des apports de terrains à bâtir ou d'immeubles assimilés faits à des sociétés civiles de construction [20 décembre 1965] (p. 4972, 4973); bénéfices retirés des opérations de construction; cas du propriétaire d'un terrain apportant celui-ci à une société pour participer en temps qu'associé à l'opération de construction (p. 4973); retrait de son amendement (p. 4973);*

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie: *Cas de ceux qui ont été assassinés dans des conditions atroces [21 avril 1966] (p. 880, 881).*

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales: *Ses observations sur les paroles de M. Peretti; situation des communes de la Seine [17 mai 1966] (p. 1307).*

Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre une question orale, avec débat, relative à la politique à l'égard des anciens combattants [1<sup>er</sup> juin 1966] (p. 1608): *Son désir de voir le Gouvernement faire un exposé comparatif de l'action des pouvoirs publics en faveur des anciens combattants en France et à l'étranger; organisation d'un face à face à la télévision entre le Ministre, les Associations d'anciens combattants et les journalistes; forclusions (p. 1614, 1615); remboursement des marks déposés par les prisonniers; alignement de la retraite des combattants de 39-45 sur celle des combattants*

*de 14-18; la revalorisation du montant de la pension des veuves de guerre (p. 1625, 1626).*

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aide aux étudiants: *Sa proposition de loi tendant à accorder une prestation d'études en fonction de critères sociaux et universitaires; création d'un groupe de travail au sein de la Commission des affaires culturelles; l'attribution de l'allocation d'études aux étudiants du troisième cycle [8 juin 1966] (p. 1817, 1818).*

Prend part à la discussion:

— du projet de loi portant organisation de la police d'Etat: *Situation des commissaires adjoints de la préfecture de police; absence de statut [21 juin 1966] (p. 2166, 2167); ses observations sur les paroles de M. Frey (p. 2172); Art. 4: Situation des commissaires adjoints de la préfecture de police (p. 2176, 2177);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de Rapporteur spécial: *Historique du budget; évaluation des abattements des crédits prévisibles par suite de la diminution du nombre des parties prenantes; suppression de certains emplois à l'office national des anciens combattants; crédits d'aide sociale de l'office; problème du remboursement des marks déposés par les prisonniers et les victimes de la dernière guerre; exemple des législations étrangères; éducation des pupilles de la nation; crédits d'aide sociale; majoration des indices de pension des veuves; dépenses d'entretien des sépultures, de regroupement des corps et d'aménagement des cimetières; aménagement du musée de la Résistance et de la deuxième guerre mondiale; corps des médecins contrôleurs des soins gratuits [18 octobre 1966] (p. 3472 à 3474); ses observations sur les paroles de M. de Tinguy (p. 3476); loi de règlement du budget de 1959 (p. 3477); ses observations sur les paroles de M. Darchicourt (p. 3479); ses observations sur les paroles de M. Sanguinetti; nombre des pensions ayant cessé d'être payées pour cause de décès en 1964 [18 octobre 1966] (p. 3498, 3499); JEUNESSE ET SPORTS: Ses observations sur les paroles de M. Fernand Grenier [21 octobre 1966] (p. 3730); ses observations sur les deux lois de programme; rôle de la V<sup>e</sup> République (p. 3733); BUDGETS MILITAIRES: Efforts réalisés en vue de dégager au profit des collectivités les terrains appartenan*

à l'armée; exemple du Fort-Neuf de Vincennes; cas du fort de Nogent sur le territoire de Fontenay-sous-Bois; situation des militaires de l'armée d'active atteints d'invalidité [25 octobre 1966] (p. 3847); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION, OFFICE DE RADIO-DIFFUSION TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de Rapporteur spécial: Rôle du Secrétariat d'Etat à l'Information; fonds culturel; exposition de Montréal; aide à la presse; subvention à la S.N.C.F.; contrôle des entreprises nationales du secteur de l'information; activités de la S.N.E.P., de la Softrad et de l'A.F.P.; constitution d'un Ministère de l'Information; regroupement des tâches de documentation et d'information; problèmes artistiques de l'O.R.T.F.; équilibre du budget de l'O.R.T.F.; ses recettes d'exploitation; rythme des ventes de postes récepteurs; développement de la télévision en couleurs; amélioration des programmes; introduction de la publicité; éventualité d'un emprunt; conditions d'exemption de la redevance; réformes des structures internes; rôle du contrôleur d'Etat [28 octobre 1966] (p. 4034 à 4037); retransmission des débats de l'Assemblée Nationale; informations sur les travaux de l'Assemblée (p. 4040, 4041); ses observations sur les paroles de M. Escande (p. 4043, 4044); gestion financière de l'O.R.T.F.; ses observations sur la gestion du contrôleur d'Etat; statut financier de l'Office (p. 4051, 4052); EDUCATION NATIONALE : Pré-salaire des étudiants; problème de la suppression de la différence qui existe entre les pensions réclamées aux parents d'élèves aveugles selon que ces élèves fréquentent un institut départemental ou un institut national [3 novembre 1966] (p. 4166); EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : Problèmes des expropriations; cas de la commune de Fontenay-sous-Bois; problème du logement des jeunes ménages de cadres; situation des personnes âgées et des jeunes ménages; prêts du Crédit foncier; politique des I.L.N.; accession à la propriété; allongement de la durée des prêts; diminution des taux d'intérêt; système de location-vente; libération des loyers [9 novembre 1966] (p. 4445, 4446); En seconde délibération, Art. 23 : Revalorisation des rentes viagères; rentes du secteur privé [10 novembre 1966] (p. 4524); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour

1967 : Situation des rentiers viagers [6 décembre 1966] (p. 5256); Art. 21 : Ses observations sur les paroles de M. Tourne (p. 5267).

Pose à M. le Ministre de la Jeunesse et des Sports une question orale, sans débat, relative à l'accession des jeunes aux sports automobiles [21 octobre 1966] (p. 3713, 3714).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 24 : Rôle de la S.N.E.P.; ses observations sur les paroles de M. Gosnat [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5156, 5157); après l'Art. 33 : Fonds d'amortissement des charges d'électrification; retrait de l'amendement qu'il avait déposé avec M. Voisin (p. 5170); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Transfert de l'institut géographique national à Saint-Mandé (p. 5175); ses observations sur les paroles de M. Palewski (p. 5176);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, avant l'Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'article L 11 du Code électoral est complété par le nouvel alinéa suivant : Tout électeur ou toute électrice peut, à sa demande, être inscrit sur la même liste que son conjoint » [7 décembre 1966] (p. 5341).

**VOILQUIN (M. Albert)**, Député des Vosges, 4<sup>e</sup> circonscription (R.I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32), [3 octobre 1963] (p. 5021), [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3832), [18 octobre 1966] (p. 3517).

Est élu vice-président de cette Commission [13 décembre 1962] (p. 64), [9 octobre 1963] (p. 5107), [29 octobre 1964] (p. 4165), [20 octobre 1965] (p. 3917), [19 octobre 1966] (p. 3603).

Est élu juré titulaire de la Haute Cour de justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 [12 juin 1963] (p. 3306).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie) (n° 22). II. — Section commune; services communs, n° **111** [17 janvier 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi de M. Chandernagor (n° 246), tendant à modifier la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948 accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, n° **365** [20 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à l'organisation de l'expertise judiciaire, n° **406** [21 juin 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Budget des armées. — II. — Section commune, n° **606** [29 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à réglementer le dispositif de fermeture des flacons contenant des boissons hygiéniques et des liquides alimentaires, n° **1053** [30 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Crédits du Ministère des Armées, II. — Examen des crédits des différentes sections, tome 1<sup>er</sup>, Section commune, n° **1121** [21 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1201) portant création d'un corps de pharmaciens chimistes des armées, n° **1341** [27 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1200) portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées, n° **1342** [28 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi portant fusion de l'inten-

dance militaire métropolitaine et de l'intendance militaire des troupes de marine, n° **1347** [29 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1462), modifié par le Sénat, portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées, n° **1483** [21 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1464) portant création d'un corps de pharmaciens chimistes des armées, n° **1484** [21 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1529), modifié par le Sénat dans sa deuxième lecture, portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées, n° **1541** [28 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1519), modifié par le Sénat dans sa deuxième lecture, portant création d'un corps de pharmaciens chimistes des armées, n° **1542** [28 juin 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Crédits du Ministère des Armées, II. — Examen des crédits des différentes sections, tome 1<sup>er</sup>, Section commune, n° **1621** [13 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1691) portant création de l'institution sociale des armées, n° **1846** [26 mai 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1967 (Crédits du Ministère des Armées, II. — Examen des crédits des différentes sections, tome 1<sup>er</sup>, Section commune), n° **2076** [12 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Caractère conforme à son objet du présent*

collectif; nécessité de livrer aux parlementaires les documents servant de base à la discussion dans des délais raisonnables; réajustement en matière de crédits militaires; erreurs de prévisions en matière de recherches et d'essais; problème de la taxation douanière du matériel importé; poursuite des réalisations des sites Micke en Allemagne; annulation des crédits relatifs aux barrages en Algérie; augmentation du crédit de paiement pour les constructions neuves de la flotte [19 décembre 1962] (p. 162, 163);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES, Art. 53: Son amendement au nom de la Commission (Réglementation des cumuls): cas de certaines catégories de fonctionnaires militaires pouvant prétendre à une pension de retraite avant l'âge de 60 ans [17 janvier 1963] (p. 1029, 1030); son amendement au nom de la Commission (Cas des gendarmes et des sous-officiers) (p. 1030); après l'Art. 55: Amendement du Gouvernement (Validation des dispositions relatives aux conditions de rémunération des personnels militaires et civils en service en Allemagne Fédérale): fin du statut d'occupation en Allemagne et ses conséquences sur le régime de rémunération des personnels français travaillant en Allemagne Fédérale; cessation du versement des contributions en D.M. du Gouvernement allemand; recours introduits par les syndicats de ces personnels auprès du Conseil d'Etat; nécessité de parvenir à une solution équitable en la matière; reprise souhaitable des pourparlers entre le Ministère des Armées et les représentants du personnel (p. 1034, 1035); CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de Rapporteur pour avis: Crédits relatifs à la force de dissuasion; leur augmentation; crédits relatifs aux services communs; situation de la gendarmerie; services de santé; parution nécessaire du statut des infirmières militaires; reconstruction des hôpitaux; services biologiques et vétérinaires; logement des militaires; participation des collectivités locales; revalorisation de la condition militaire; situation morale des officiers; mise en place d'officiers de relations publiques; problème des sous-officiers [23 janvier 1963] (p. 1562, 1563);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de Rapporteur pour avis: Crédits

inscrits pour la force de dissuasion; besoins de la gendarmerie; manque de personnel; insuffisance des moyens matériels; intérêt de l'opération « Val de Grâce-Begin »; situation des personnels des forces françaises en Allemagne; accroissement des remboursements à la S.N.C.F.; construction de logements militaires; revalorisation de la condition militaire [7 novembre 1963] (p. 6736 à 6738); Art. 20: Son amendement tendant à substituer, dans le paragraphe 2 de l'article 20, au chiffre de 533.430.883 francs le chiffre de 545.431.883 francs; indemnité compensatrice versée à la S.N.C.F. (p. 6777); retrait de son amendement (p. 6777); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES: Problèmes de la fonction publique; services financiers; nécessité de pousser plus loin la mécanisation; situation des services extérieurs du Trésor [8 novembre 1963] (p. 6902, 6903);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, en qualité de Rapporteur pour avis: Augmentations des crédits inscrits aux titres III et V; déblocage des marchés de construction des casernements; création d'un fonds d'avances au profit des exportations de l'industrie aéronautique [10 décembre 1963] (p. 7755);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite: ses explications de vote: Qualités du nouveau Code; ce texte étant une étape vers une amélioration, vote du groupe des Républicains indépendants [8 octobre 1964] (p. 3060);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de Rapporteur pour avis: Suppression de dix escadrons de la gendarmerie mobile; gendarmerie départementale continuant à connaître de grandes difficultés; ses tâches; importance du service de santé; crédits de paiement pour le matériel et pour l'infrastructure; amélioration de la condition militaire; construction de logements nécessaires au personnel; notion de prêt au soldat; principe d'un service militaire sélectif [6 novembre 1964] (p. 4846, 4847);

— du projet de loi portant fusion de l'intendance militaire métropolitaine et de l'intendance militaire des troupes de marine, en qualité de Rapporteur: Politique de regroupement des personnels poursuivie par le Ministre des Armées; fusion de l'intendance militaire métropolitaine et de l'intendance militaire des troupes de marine; sauvegarder les intérêts des



*personnels en cause; statut des personnels* [6 mai 1965] (p. 1180); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « le corps de l'intendance militaire », les mots: « les fonctionnaires de l'intendance »* (p. 1180); Art. 7: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « Les sous-officiers de l'intendance militaire de l'armée de terre sont régis, en ce qui concerne l'avancement, par les dispositions du titre IV de la loi du 30 mars 1928 relative au statut des sous-officiers de carrière »* (p. 1181);

— du projet de loi portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées, en qualité de *Rapporteur: Souci de rationalisation et d'efficacité; regroupement en un seul corps du cadre des officiers d'administration du service de santé de l'armée de terre, du cadre des officiers d'administration du service de santé des troupes de marine et du corps des officiers d'administration de la marine, branche « commissariat et santé » et branche « comptables des matières »; règles statutaires fondamentales; modalités d'intégration; hiérarchie du corps issu de la fusion; dispositions transitoires* [6 mai 1965] (p. 1181, 1182); après l'Art. 5: *Son amendement tendant à insérer après cet article le nouvel article suivant: « Les officiers d'administration du service de santé pourront, quelle que soit leur origine, être admis dans les cadres spéciaux de l'armée de terre, au même titre que les officiers des autres armes ou services qui y ont déjà accès »* (p. 1182); Art. 7: *Son amendement tendant dans le quatrième alinéa de cet article, après les mots « branche » « commissariat et santé », à insérer les mots « et branche « comptables des matières »* (p. 1183); après l'Art. 8: *Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant: « Un décret fixera les modalités d'admission des officiers d'administration du service de santé dans les cadres spéciaux de l'armée de terre »* (p. 1183);

— du projet de loi portant création d'un corps de pharmaciens chimistes des armées, en qualité de *Rapporteur; projet de loi tendant à regrouper en corps unique de pharmaciens-chimistes les pharmaciens actuellement répartis en quatre corps distincts: ceux des pharmaciens militaires de l'armée de terre, de l'armée de l'air et des troupes de marine et celui des pharmaciens-chimistes de la marine; unification des services de santé; admission dans les écoles de*

*Lyon et de Bordeaux; prise en considération de la possession de certificats d'études supérieures pour déterminer les conditions de reclassement des intéressés dans leur nouveau corps* [6 mai 1965] (p. 1183, 1184); Art. 5: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Problèmes du reclassement; Commission ad hoc)* (p. 1184); *déséquilibre existant entre les corps pour les grades de pharmacien-colonel, pharmacien-lieutenant-colonel et pharmacien-commandant* (p. 1184); Art. 7: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Fixation des conditions d'application de la présente loi)* (p. 1185);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national: *Effectifs et crédits de l'armée; nécessité de conserver au service national son caractère universel et égalitaire, au moins dans l'immédiat; proposition de M. Cherasse tendant à l'intégration des jeunes engagés temporaires dans la gendarmerie; sa préférence de voir la gendarmerie garder son caractère essentiel de corps recruté uniquement parmi les militaires de carrière* [25 mai 1965] (p. 1543, 1544);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS: *Personnel des P.T.T.; sort des agents d'exploitation; situation des commis; construction de certains bureaux de poste; bureaux mobiles; bureau se transformant en agence postale; installations téléphoniques* [12 octobre 1965] (p. 3556); BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Diminution des autorisations de programme; cas de la gendarmerie; réduction des effectifs; problème de l'infrastructure; ses observations sur les matériels électriques et les communications, les services de santé; cas des infirmières; service biologique et vétérinaire; organisation de la justice militaire; service interarmées d'entraînement physique et des sports; service d'information, d'études et de cinématographie; service de l'action sociale; suppression de deux régions militaires; prime de qualification allouée à un nombre restreint d'officiers; situation des sous-officiers; problème des logements; remplacement du quart de place; centre d'essais du Pacifique* [21 octobre 1965] (p. 3936, 3937); Art. 28: *Composition de la Commission chargée de déterminer le montant des indemnités compensatrices réclamé par la S.N.C.F. au Ministère des armées* (p. 3964); *problème du « quart de*

place » (p. 3965); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre; circulaire du 1<sup>er</sup> octobre 1965 du Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative; nécessité de liquider les dossiers en instance; levée de la forclusion* [26 octobre 1965] (p. 4144); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — II. — SERVICES FINANCIERS : *Ses observations sur les inspecteurs centraux du Trésor; problème de la constitution d'un comité technique paritaire chargé d'étudier ou d'instituer des méthodes de travail et un plan d'adaptation des structures; direction générale des impôts; modernisation de l'équipement électronique; tâches accomplies par les administrations financières; nombre des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu; service des douanes* [27 octobre 1965] (p. 4216, 4217); En seconde délibération, Art. 28 : *Subvention à la S.N.C.F., ses observations sur le quart de tarif en première classe* [28 octobre 1965] (p. 4331, 4332);

— du projet de loi relatif aux corps des chefs et sous-chefs de musique de l'armée de terre et au statut des chefs et sous-chefs de musique des armées, Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « l'emploi considéré » les mots « en qualité de chef de musique »* (p. 4624); *promotion à la première classe* [10 novembre 1965] (p. 4624);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1965 : *Examen des dépenses militaires; collectif ayant été le seul texte rectificatif pour l'année 1965; obligation, pour les collectivités locales, de faire face, soit à des constructions de logements militaires, soit à l'édification de gendarmerie; administration des domaines* [20 décembre 1965] (p. 4964);

— du projet de loi portant création de l'institution sociale des armées, en qualité de Rapporteur : *But de l'institution sociale des armées; gestion des divers établissements sociaux et médico-sociaux dépendant du Ministère des Armées; action sociale du ministère; description des institutions actuelles; leur insuffisance; service de l'action sociale des armées; foyer central des forces françaises en Allemagne; colonies de vacances; mise en cause par la Cour des comptes et le Conseil d'Etat de la légalité des décrets portant création des centres d'accueil; ses observations sur les associations de soutien et la Caisse des offrandes nationales; gestion de*

*l'institution; sa souplesse, ses garanties; unicité de l'institution; conditions de travail du personnel d'exécution* [31 mai 1966] (p. 1586 à 1588); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « institution sociale des armées » les mots « institution de gestion sociale des armées »* (p. 1589); *ses observations sur son amendement* (p. 1589); Art. 3 : *Son amendement tendant dans la première phrase de cet article, à remplacer le mot « nommé » par les mots « assisté d'un administrateur adjoint, nommés »* (p. 1589); *rôle de l'administrateur adjoint* (p. 1589); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « à l'exception de l'administrateur » à insérer les mots « et de l'administrateur adjoint »* (p. 1590); *son amendement tendant à compléter l'article 4 par un nouvel alinéa (Possibilité de détachement de fonctionnaires auprès de l'institution)* (p. 1590); *administrateur et administrateur-adjoint ayant la qualité de fonctionnaire* (p. 1590); Art. 7 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots « institution sociale des armées » les mots « institution de gestion sociale des armées »* (p. 1591); Titre : *Son amendement tendant dans le titre du projet de loi à substituer aux mots « institution sociale des armées » les mots « institution de gestion sociale des armées »* (p. 1591);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Conditions de travail dans les P.T.T.; logement du personnel; degré d'automatisation; augmentation du trafic; conditions de travail; titularisation des auxiliaires; carrière des contrôleurs et des contrôleurs des installations; création de bureaux mobiles; revalorisation de la prime de risque; cas des préposés stagiaires* [19 octobre 1966] (p. 3567); BUDGETS MILITAIRES, en qualité de Rapporteur pour avis : *Service de documentation extérieure et de contre-espionnage; diminution des dépenses d'entretien du matériel et de fonctionnement des armées; projet de réforme territoriale; diminution des effectifs à Mers-el-Kébir; suppression de l'escadron de sécurité du S.H.A.P.E.; indemnité d'habillement des sous-officiers de gendarmerie; problème de la suppression de l'échelon après vingt-trois ans et de l'échelon exceptionnel portant à vingt-trois ans au lieu de vingt et un ans la durée des services pour atteindre le maximum de la solde; insuffisance des hélicoptères;*

*besoins de la gendarmerie départementale en matériel de transmission; état des casernes; effectifs du service de santé; personnels féminins du service de santé; médecins militaires; service de documentation extérieure et de contre-espionnage; préparation des Jeux de Mexico; construction de logements militaires; indemnité pour charges militaires; situation des sous-officiers; problème du quart de place* [25 octobre 1966] (p. 3820 à 3822); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Importance de l'information; télévision en couleurs; cas du département des Vosges; investissements; journal télévisé* [28 octobre 1966] (p. 4045); EDUCATION NATIONALE : *Répartition des instituteurs dans les campagnes; problème des regroupements et des suppressions d'écoles; ramassage scolaire; durée de la scolarité; situation des petites communes de montagne; enseignement technique; collèges d'enseignement général* [3 novembre 1966] (p. 4159, 4160); ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS : *Services extérieurs du Trésor; traitements des membres de la fonction publique; intégration éventuelle de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue; frais de déplacement des fonctionnaires* [4 novembre 1966] (p. 4283); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Suppression par la S.N.C.F. de certaines voies ferrées secondaires; comparaison entre les accidents ferroviaires et les accidents routiers; déficit des voies secondaires; ramassage des écoliers; importance de la notion de service public* [8 novembre 1966] (p. 4366, 4367).

**VOISIN (M. André)**, Député d'Indre-et-Loire, 4<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle république, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 a  
vril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 : (2<sup>e</sup> partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624);

— membre suppléant du Comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [27 décembre 1962] (p. 205);

— membre du Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération [22 janvier 1963] (p. 1465).

### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Annexe n° 9, Coopération, n° 25 [18 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à organiser la préparation des élections extrapolitiques et à instituer pour ces élections le vote par correspondance, n° 273 [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à organiser la préparation des élections extrapolitiques et à instituer pour ces élections le vote par correspondance, n° 390 [21 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1964

(n° 549), Annexe n° 8, Coopération, n° 568 [9 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine Vouvray, n° 789 [19 décembre 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan à la suite d'une mission effectuée au Tchad et en République Centrafricaine du 22 février au 8 mars 1964, n° 951 [5 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087). Annexe n° 8 : Coopération, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577). Annexe n° 8 : Coopération, n° 1588 [2 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à éviter que l'exercice du droit de grève par les personnels de l'E.D.F. paralyse la vie économique de la nation, n° 1871 [1<sup>er</sup> juin 1966].

Son rapport, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Annexe n° 9 : Coopération, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 9 : *Son amendement (Cotisations des exploitants agricoles) : Problème du rachat des cotisations par les vieux exploitants* [18 décembre 1962] (p. 106). En deuxième lecture, Art. 8 : *Institution d'une taxe sur les corps gras et le financement du B.A.P.S.A.* [20 décembre 1962] (p. 182); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., Etat B, Titre III : *Amélioration de l'organisation du F.O.R.M.A.; différentes mesures à prendre pour faciliter le dégagement, sur le marché intérieur, des excédents alimentaires; distribution aux économiquement faibles de beurre au prix de la margarine; teneur en matière grasse du lait en France; problème laitier dans le cadre du Marché commun* [11 jan-

vier 1963] (p. 668); article additionnel : *Son amendement (Exemption des frais d'enregistrement pour les preneurs de baux usant du droit de préemption)* (p. 672); *inscription au budget des crédits prévus pour les fermiers et les S.A.F.E.R.* (p. 674); COOPÉRATION : en qualité de *Rapporteur spécial: Aide française en faveur des pays sous-développés de la Communauté; différentes dépenses inscrites au présent budget; assistance technique accordée par la France; création de l'Office des étudiants d'outre-mer; nécessité d'accentuer l'effort dans le domaine de l'action culturelle et de l'information; installation de petites chaînes de télévision dans certains pays africains (Sénégal, Côte d'Ivoire); importance grandissante des instituts de recherche; réforme souhaitable de la structure de l'Office de la recherche scientifique et technique d'Outre-mer; subventions allouées à Madagascar et au Cameroun; nécessité d'aboutir assez rapidement à la suppression des subventions d'équilibre; élaboration souhaitable d'une loi de programme en matière de coopération; financement des projets de la Miferma, de Taiba, du chemin de fer transcamerounais, du port de Cotonou; subvention en faveur de l'O.C.R.S.; sommes payées par les sociétés pétrolières* [21 janvier 1963] (p. 1348 à 1350); *présence dans le budget de la coopération des dépenses relatives au stationnement des forces françaises outre-mer* (p. 1361); *attribution d'une voiture à la délégation supprimée de Bordeaux* (p. 1365); *représentation de la Commission de la production au sein du comité directeur du F.A.C.* (p. 1366);

— du projet de loi relatif à l'accord de coopération monétaire avec les Gouvernements Ouest-Africains, en qualité de *Rapporteur spécial: Problèmes posés par l'accession des Etats de l'Afrique de l'Ouest à l'indépendance; unité monétaire à assurer par l'institut d'émission de ces pays; maintien de la garantie du Trésor français; création de l'union monétaire entre les états ouest-africains; association de la France à cette union; rôle de la banque centrale ainsi créée; importance du présent projet* [7 février 1963] (p. 2077, 2078); Commission mixte paritaire : *Problème des barrières de dégel; majoration des crédits du fonds routier* [14 février 1963] (p. 2174);

— du projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 14 : *Son amendement (Délai de répétition en matière d'impôts)* [9 juillet 1963] (p. 3961);

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Evolution de la forêt dans l'histoire de la France; manque de bois et d'espaces verts; histoire du corps des eaux et forêts; inadaptation de la forêt française aux conditions économiques du XX<sup>e</sup> siècle; nécessité d'augmenter le rendement des forêts; protection des droits de propriété; rôle des centres régionaux* [10 juillet 1963] (p. 4022, 4023); *composition du centre régional et son fonctionnement* [11 juillet 1963] (p. 4067); Art. 2 : *Ses sous-amendements à l'amendement de la commission (Composition et fonctionnement des centres régionaux)* (p. 4080); Art. 4 : *Son amendement (Critère servant à l'établissement du plan de gestion)* (p. 4085); *ses sous-amendements à l'amendement de la Commission; agrément du plan de gestion* (p. 4087); Art. 6 : *Caractère injuste de la sanction proportionnelle à l'hectare en cas de coupes non autorisées* (p. 4092); Art. 10 : *Droit de préemption et les S.A.F.E.R. en matière forestière* (p. 4098);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 25 : *Son amendement de suppression : insuffisance des crédits prévus pour la construction* [19 juillet 1963] (p. 4387); Commission mixte paritaire : *Insuffisance des crédits prévus pour la construction; problème de l'habitat rural; relancement souhaitable par le Gouvernement du marché concernant les logements de rapatriés* [26 juillet 1963] (p. 4585);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Exclusion des terrains agricoles* [22 octobre 1963] (p. 5321); *son amendement (Non application des dispositions du présent article au terrain grevé d'une servitude non aedificandi)* (p. 5322); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Stabilité du budget de la coopération; reprise des rapports de la France avec la Guinée et avec le Congo; crédits d'assistance technique en augmentation; planification nécessaire dans les pays Africains et Malgaches; effort de solidarité* [28 octobre 1963] (p. 5758, 5759, 5760); EDUCATION NATIONALE : *Blocage des crédits; assouplissement des procédures de règlement financier; adaptation des horaires de sortie des pensionnaires aux conditions de vie actuelle* [6 novembre 1963] (p. 6582);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 4 : *Caractère excessif de la part de finance-*

*ment mise à la charge des agriculteurs; caractère inopportun de la surprime de 10 %; possibilité de remplacement de la cotisation additionnelle sur les assurances des cultivateurs par une surprime de 0,2 % sur l'ensemble des risques assurés en France et dans les départements d'outre-mer; solidarité nationale; cas de la surprime, dite de l'O.A.S. actuellement payée; majoration des primes* [22 avril 1964] (p. 870, 871); *son amendement (Contribution additionnelle aux primes actuellement payées sur l'ensemble des risques assurés en France et dans les départements d'outre-mer ne pouvant être inférieure à 10 % des cotisations versées pour la couverture des risques agricoles)* (p. 871); *cotisation minimum; examen des modalités d'une assurance contre les calamités au niveau national; solidarité devant être exprimée par le budget* (p. 874); après l'Art. 14 (*Reliquat du fonds d'indemnisation des victimes de l'O.A.S. versé au fonds*) [23 avril 1964] (p. 912);

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Malaise existant dans le corps des administrateurs des affaires d'outre-mer; option jadis donnée aux anciens administrateurs de la France d'outre-mer; nécessité de sa réouverture en faveur de ses membres les plus jeunes* [3 juin 1964] (p. 1593, 1594).

Son rappel au Règlement : *Inscription à l'ordre du jour de sa question orale relative au problème agricole* [2 octobre 1964] (p. 2898).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *lutte menée par le Ministre de l'Agriculture en faveur des prix communs européens; nécessité de rajuster immédiatement le prix du blé et le prix du lait* [9 octobre 1964] (p. 3117, 3118).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Ce budget étant caractérisé par un souci d'économie dans tous les domaines où des abattements étaient possibles; report sur les années ultérieures et échéances importantes; transfert au budget de la Coopération des crédits du Ministère des Armées concernant l'entretien des personnels d'assistance technique et militaire; dépenses en capital; diminution des crédits de paiement; réunions du F.A.O.; valeur du personnel de la coopéra-*

tion; administrateurs des affaires d'outre-mer n'ayant pas opté pour l'intégration dans le cadre métropolitain; importance des subventions; politique de coopération économique [22 octobre 1964] (p. 3678 à 3680); option laissée aux administrateurs d'outre-mer; opinion de M. Joxe décision de M. le Ministre des Finances (p. 3694); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Majoration des crédits relatifs aux logements ruraux; électrification rurale; prime accordée aux producteurs de maïs [5 novembre 1964] (p. 4723); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, Article additionnel : Son amendement tendant à introduire un article additionnel (Fonctionnaire du corps autonome des administrateurs des affaires d'outre-mer) [9 novembre 1964] (p. 5170); intégration des anciens administrateurs des affaires d'outre-mer dans le corps des fonctionnaires de l'Etat ou des établissements publics (p. 5170, 5174);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : Inconvénients de la taxe locale; système de décote; situation des petites entreprises; uniformisation de la législation; ses observations sur la taxation de l'eau, le vin, les produits laitiers, le bois; suppression souhaitable de la taxe forestière perçue au profit du B.A.P.S.A.; finances locales [24 juin 1965] (p. 2429, 2430); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant, après l'alinéa 13<sup>o</sup> de cet article, à insérer le nouveau paragraphe suivant : « 13 bis. La taxe perçue, au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, sur les produits des exploitations forestières ou les produits de scierie. La perte de recettes résultant de l'application de l'alinéa précédent sera compensée par une majoration du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée » (p. 2450); rôle de la forêt; maintien du fonds forestier; produits bruts de scierie (p. 2450); particularités des taxes forestières (p. 2451); Art. 14 : Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article par les mots « bois bruts de scierie et produits des exploitations forestières » [25 juin 1965] (p. 2499); soumettre les produits forestiers aux règles du Code général des impôts; bois bruts de sciage; produits des exploitations forestières (p. 2499); Art. 17 : Son amendement tendant à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant : « La date retenue pour les déductions de taxes acquittées

sera celle de la fin du mois d'émission des factures » (p. 2508); imputation des taxes (p. 2509); Art. 25 : Problème des viticulteurs (p. 2529); Art. 37 : Délai de répétition laissé à l'administration pour exercer le contrôle des comptabilités (p. 2540); Art. 38 : Son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa du paragraphe 3 du texte proposé par l'amendement du Gouvernement : « Un fonds d'action locale reçoit une fraction de la part locale de la taxe sur les salaires. Cette fraction, fixée à 3 % pour l'année 1967 augmente d'un dixième de point par année pendant vingt ans » (p. 2546); indexation en faveur des communes pauvres; produit de la part locale de l'impôt sur les salaires (p. 2546); fraction accordée au fonds d'action locale (p. 2547); après l'Art. 41 : Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Indice de revalorisation) (p. 2548); revalorisation du minimum garanti correspondant à la moyenne du pourcentage d'augmentation de l'impôt sur les salaires (p. 2548); son sous-amendement tendant à insérer, après le paragraphe 2 de son amendement : « la même garantie est accordée aux départements en partant de la somme de 21 francs » (p. 2548); Art. 40 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 5 de cet article (Croissance de la masse affectée aux attributions de garantie) (p. 2551); Art. 49 : Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article après l'article « 1594 » à insérer l'article « 1618 bis » (p. 2562); En deuxième lecture, Art. 13 : Ses observations sur le bois de chauffage [21 décembre 1965] (p. 5022); Art. 16 : Syndicat de l'électrification; ouvrages d'électrification rurale établis par les collectivités locales et concédés à Electricité de France [22 décembre 1965] (p. 5037);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 19 (suite) : Monde agricole ayant été éprouvé par les conditions climatiques; récolte des blés; accord de Bruxelles; décision du conseil des Ministres ayant institué une reprise de 0,70 francs par quintal livré sur les recettes des producteurs céréaliers [8 octobre 1965] (p. 3437, 3438); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, COOPÉRATION, en qualité de Rapporteur spécial : Crédits du Ministère de la Coopération; situation en Afrique Noire et à Madagascar; dépenses de l'assistance technique; subventions aux budgets

*des Etats; crédits d'assistance technique; effort d'adaptation du Ministère; ses observations sur l'O.C.O.R.A.; dotation supérieure du F.A.C.; nécessité d'utiliser au maximum les militaires du contingent; secteur de l'enseignement dans l'assistance classique; corps des volontaires du progrès; développement économique de certains Etats; cas de la Côte d'Ivoire; dépenses en capital; détermination des objectifs; évaluation des possibilités de financement; F.A.C. devant être considéré comme un organisme dispensateur de crédits [13 octobre 1965] (p. 3572 à 3574); après l'Art. 55: Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Vallon, à substituer aux mots « et à leurs établissements de soins », les mots « et les services assurés par leurs établissements de soins et de diagnostic n'assurant pas l'hébergement... » (p. 3596); recettes provenant des actes médicaux effectués dans les établissements de soins à but non lucratif; éviter une extension de l'exonération (p. 3596); BUDGETS MILITAIRES: Etablissement du matériel du génie de Nouatre; dévolution des biens du génie; créations d'emplois au service des transmissions; réorganisation territoriale; suppression de deux régions militaires; réduction du personnel; défense opérationnelle du territoire; charges incombant au Gouverneur militaire de Paris [21 octobre 1965] (p. 3954); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A.: Crédits visant les équipements collectifs et en particulier les cours d'eau domaniaux; électrification rurale; implantation de logements pour personnes âgées dans les communes rurales [28 octobre 1965] (p. 4299, 4300);*

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de coopération: *Aide de la France aux Etats Africains et Malgache: expérience des volontaires du progrès; possibilité de recruter des jeunes gens sortant d'écoles techniques et de formation professionnelle, en particulier des écoles d'agriculture [7 juin 1966] (p. 1726, 1727).*

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique viticole: *Demandes de plantation d'appellation d'origine contrôlée [22 juin 1966] (p. 2247).*

Prend part à la discussion:

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE: COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN

D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE: *Problèmes posés par l'évacuation par les Américains des bases françaises; aménagement du territoire; implantation d'établissements industriels; exemple de Châteauroux [18 octobre 1966] (p. 3509, 3510); ses observations sur la fixation de l'heure de la prochaine séance (p. 3516); COOPÉRATION, en qualité de Rapporteur spécial: Augmentation des traitements et des salaires; rôle de l'office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer; situation des anciens administrateurs de la France d'outre-mer; problème de la délégation de Marseille; stabilité des effectifs de la santé; nombre des appelés du contingent; volontaires du progrès; stage de Linas-Monthéry; évolution de l'assistance technique; africanisation des cadres; formation des cadres locaux; subventions d'équilibre; situation économique de certains états africains; dotation du F.A.C.; problème du rattachement des services de la coopération au Ministère des Affaires étrangères [19 octobre 1966] (p. 3536 à 3538); garantie des entreprises privées qui vont s'installer en Afrique francophone (p. 3543); EQUIPEMENT, III. — LOGEMENT: Crise du bâtiment; primes convertibles; constructions individuelles en zone rurale [9 novembre 1966] (p. 4443, 4444);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, après l'Art. 33: *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Versement au fonds d'amortissement des charges d'électrification) [1<sup>er</sup> décembre 1966] (p. 5170); en seconde délibération, Art. 33: Suppression de certains abattoirs; rôle du conseil général [6 décembre 1966] (p. 5285).*

**VOYER (M. Ernest)**, Député de l'Orne, 2<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

## W

**WAGNER (M. Albert)**, *Député de Seine-et-Oise, 6<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354).

Est élu vice-président de cette Commission [9 janvier 1963] (p. 460).

**Dépôts :**

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), postes et télécommunications, n° 57 [27 décembre 1962].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (postes et télécommunications), n° 586 [18 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), postes et télécommunications, n° 1108 [14 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1078) complétant le Code des postes et télécommunications en ce qui concerne le délai de recevabilité des réclamations relatives aux envois postaux, n° 1310 [7 avril 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), XVIII. — Postes et télécommunications, n° 1594 [5 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1772) relatif aux conditions d'octroi des autorisations pour l'utilisation des stations radio-électriques privées, à la détention et à la cession des appareils radio-électriques d'émission, n° 1906 [9 juin 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1883) modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris, n° 1931 [15 juin 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), XVIII. — P.T.T., n° 2053 [4 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet



de loi (n° 2105) modifiant l'article L 15 du Code des postes et télécommunications relatif aux correspondances adressées « poste restante » à des mineurs, n° 2165 [17 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1825), visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction, n° 2237 [9 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 2299), modifiée par le Sénat, relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, n° 2301 [20 décembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Insuffisance des crédits; faiblesse du taux d'intérêts servis par le Trésor; problème du tarif préférentiel pour le transport des journaux; réalisation du IV<sup>e</sup> Plan et le secteur des postes et télécommunications; multiplicité des catégories d'agents au sein de cette administration; révision du statut administratif et financier de celle-ci; coordination à assurer entre les Ministères et les industries livrant le matériel téléphonique; problème de l'installation de l'automatique rural; possibilités de multiplication des cabines publiques; intéressement du personnel des postes à la gestion des services; retard pris par la France en matière de postes et télécommunications; nécessité de revoir le problème dans son ensemble* [8 janvier 1963] (p. 223, 224);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Retard en matière de téléphone; distribution du courrier; problème des locaux* [23 octobre 1963] (p. 5433);

— de la proposition de loi de M. Raymond Boisé tendant à garantir aux garagistes, subrogés à l'administration, la récupération des impôts et taxes sur les produits pétroliers payés pour le compte d'un débiteur failli :

*Garagistes distributeurs et exploitants de stations-service; exploitants de stations-service; détaillants en carburant* [19 mai 1964] (p. 1256); *son sous-amendement (détaillants en carburant)* (p. 1256, 1257);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, Art. 20 : *Son amendement tendant à insérer entre le premier et le deuxième alinéa le nouvel alinéa suivant* : « Soit réaliser lui-même l'opération en conformité avec le programme prévu par l'administration, s'il est qualifié pour une telle réalisation » [30 juin 1964] (p. 2380);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Reclassement des fonctionnaires; décentralisation et aménagement du territoire dépendant en grande partie des liaisons téléphoniques avec les grands centres et Paris; lancement d'un grand emprunt pour financer les investissements indispensables* [21 octobre 1964] (p. 3528); BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur la marine; recherches océanographiques; assurer la sécurité de la navigation des sous-marins; développer la science océanographique; création d'un office national de l'océanographie* [6 novembre 1964] (p. 4878, 4879);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Personnel des P.T.T.; grands axes de télécommunications ne correspondant pas aux régions économiques; problème du téléphone; câbles interurbains; problème du télex* [12 octobre 1965] (p. 3544);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier : *Application des neuf premiers articles du projet de loi aux forêts du Midi méditerranéen; cas des forêts des Maures et de l'Estérel; rôle du district de la région de Paris pour l'aménagement des forêts de la région parisienne; protection des forêts de la région parisienne contre les dépôts d'ordures* [10 mai 1966] (p. 1172);

— du projet de loi relatif aux conditions d'octroi des autorisations pour l'utilisation des stations radio-électriques privées, à la détention et à la cession des appareils radio-élec-

triques d'émission, en qualité de *Rapporteur*: *Simplification des formalités imposées aux détenteurs ou acquéreurs d'appareils radio-émetteurs; champ d'application de la loi; ses observations sur les jouets téléguisés* [16 juin 1966] (p. 2106);

— du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Ses observations sur la suppression de l'article 2; rôle du district; transformation du district en établissement prêteur; agence foncière pour les acquisitions de terrains* [23 juin 1966] (p. 2283, 2284); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (paragraphe 2°) du texte proposé pour l'article 3 de la loi n° 61-845 du 2 août 1961 à substituer aux mots « d'aides financières », les mots « de subventions ou d'autres formes d'aides »* (p. 2296); Art. 2: *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2296, 2297); Art. 1<sup>er</sup> (suite): *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 3 de la loi n° 61-845 du 2 août 1961, après les mots « des collectivités et établissements publics », à ajouter le mot « intéressés »* (p. 2297); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 3 de la loi n° 61-845 du 2 août 1961, après les mots « prises en charge par le district », à insérer les mots « sur avis conforme du conseil d'administration »* (p. 2297); *son sous-amendement tendant, dans son amendement à substituer aux mots « avis conforme », le mot « décision »* (p. 2297); *directives données par le Gouvernement à l'agence foncière dans le cas où des acquisitions de terrains seraient refusées par le district* (p. 2299);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Ses observations sur les télécommunications et le téléphone; travail des agents du Ministère; crédits destinés au logement du personnel; caisses régionales de crédit agricole; laboratoires de recherches à Lannion; marché noir des lignes téléphoniques* [19 octobre 1966] (p. 3550, 3551);

— du projet de loi modifiant l'article L 15 du Code des postes et télécommunications relatif aux correspondances adressées « poste restante » à des mineurs, en qualité de *Rapporteur*: *Nécessité d'accorder aux mineurs non émancipés âgés de moins de 18 ans la possibilité*

*de retirer les correspondances ordinaires* [29 novembre 1966] (p. 5037);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction, en qualité de *Rapporteur*: *Dispositions relatives aux prêts de construction; contrat de construction; contrat de location-vente; nécessité de relancer la location-vente; obligation pour le vendeur de donner des garanties financières* [14 décembre 1966] (p. 5503, 5504); Art. 2: *Problème du délai pour déceler un vice apparent* (p. 5541); *garanties données à l'acquéreur contre les vices cachés pour les menus ouvrages* (p. 5542); *problème du délai* (p. 5543); Art. 5: *Ses observations sur l'amendement de M. Schaff; application des nouvelles dispositions aux immeubles à usage d'habitation à usage commercial et à usage mixte commercial et d'habitation* (p. 5544); Art. 6: *Nécessité de prendre certaines dispositions contre les publicités mensongères* (p. 5544); *modalités de passation des marchés* (p. 5545); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du sixième alinéa (d) de cet article (Garanties de l'achèvement des travaux)* (p. 5546);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, en qualité de *Rapporteur*: *Prêts destinés au financement de la construction* [21 décembre 1966] (p. 5907).

**WAPLER (M. Dominique)**, *Député de la Seine, 25<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

En remplacement, le 9 février 1966, de M. Alexandre Sanguinetti, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République-Union démocratique du Travail [2 avril 1966] (p. 523) [*J. O.* du 17 février 1966].

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1966] (p. 594).

**WEBER (M. Pierre)**, Député de Meurthe-et-Moselle, 3<sup>e</sup> circonscription (R. I.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains Indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22) (2<sup>e</sup> partie), Affaires étrangères, relations culturelles, n° 108 [15 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), affaires étrangères (relations culturelles), n° 1125 [23 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) (affaires étrangères, relations culturelles), n° 1589 [2 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) (affaires étrangères, relations culturelles), n° 2080 [14 octobre 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Etablissement de liaisons aériennes entre les métropoles régionales françaises et les métropoles européennes; concurrence faite à l'axe routier Benelux-Bâle par le réseau d'autoroutes allemandes; augmentation souhai-*

*table du réseau routier français; utilisation à cet effet des jeunes gens effectuant leur service militaire; retard considérable de la France en matière de voies navigables; aménagement du réseau existant et sa mise à un gabarit suffisant; éventualité d'une liaison Nord-Méditerranée; financement de la construction de parking; position des collectivités municipales; présence de feux de signalisation, trop puissants installés sur certaines voies ferrées longeant les grandes routes [15 janvier 1963] (p. 848, 849); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : En qualité de Rapporteur pour avis; rôle culturel de la France; extension de l'enseignement de la langue française; activité de l'Alliance française et des congrégations religieuses; ventes de livres français à l'étranger; utilisation du cinéma, de la radio, de la télévision; octroi de bourses à des étudiants étrangers; crédits relatifs aux dépenses de fonctionnement des services, aux bourses; nombre d'étudiants étrangers fréquentant les établissements d'enseignement en France; missions d'information organisées par le Ministère des Affaires étrangères; résultats du voyage fait par une délégation de la Commission des affaires culturelles en Grèce, Turquie, Lyban, Syrie, Iran; insuffisance de l'aide apportée aux initiatives des collectivités locales en matière de relations culturelles avec l'étranger: exemple de Nancy; élaboration souhaitable d'un plan de développement culturel; augmentation souhaitable des crédits attachés au fonds culturel libre; harmonisation des rémunérations des diverses catégories de fonctionnaires en service à l'étranger; utilisation du crédit bloqué en Turquie; augmentation du nombre des bourses pour les étudiants étrangers; problème du Centre européen universitaire; octroi de diplômes reconnus dans tous les pays du Marché commun [24 janvier 1963] (p. 1627 à 1629);*

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962, Art. 6 : *Son amendement (Charge de la preuve pour l'annonceur): abus en matière de slogans publicitaires; nombreux exemples existant en la matière; campagne des ménagères lorraines [29 mai 1963] (p. 3128, 3129);*

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération franco-allemande : *Importance de la réconciliation franco-allemande; absence de tout caractère anti-européen de ce traité; étape qu'il représente dans la construction européenne; signification de la politique menée par Jean XXIII; importance de ce*

*traité pour les populations lorraines* [13 juin 1963] (p. 3366, 3367).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Éducation nationale : *Retard en France, sur le plan international, en ce qui concerne la part du budget affectée aux dépenses de l'enseignement; insuffisance des locaux et des effectifs des maîtres; collaboration entre l'administration de l'Éducation nationale et les parents d'élèves; idée de promotion sociale; décentralisation nécessaire des services de contrôle; problème des constructions scolaires* [20 juin 1963] (p. 3593, 3594).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Problème de l'autorisation donnée à la Sécurité Sociale de rembourser les frais exposés pour obtenir les services des travailleuses familiales; création d'un organisme spécialisé qui contrôlerait les publicités abusives; lutte contre l'alcoolisme* [24 octobre 1963] (p. 5539); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur pour avis : *Absence de réponse aux questions posées dans son précédent rapport; problème du jumelage des villes; affectation de 260 recrues comme assistants techniques outremer; augmentation des crédits pour les relations culturelles et à la coopération technique* [29 octobre 1963] (p. 5857, 5858);

— en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1963, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, titre VI : *Subventions d'investissement accordées par l'État; Nécessité de respecter le contrôle parlementaire* [17 décembre 1963] (p. 7947).

Prend part au débat sur les questions orales, relatives à la réforme administrative : *Son désir de voir le préfet de la région déchargé de l'administration d'un département; Collaboration fructueuse nécessaire entre Metz et Nancy* [6 mai 1964] (p. 1114).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur pour avis : *Avis favorable de la Commission aux propositions budgétaires; ne pas freiner l'envoi de jeunes du contingent comme professeurs à l'étranger; ne pas disperser ses efforts; aider les initiatives*

*des municipalités lors des jumelages; action de l'Office franco-allemand de la Jeunesse; déception de l'orateur devant cette expérience; importance de l'unité d'action; dépendance du Centre européen universitaire de Nancy; coordination de l'action de la France et des autres nations de l'Europe au profit d'autres pays* [3 novembre 1964] (p. 4419, 4420);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, COOPÉRATION, en qualité de Rapporteur pour avis : *Connaissance et développement de la langue et de la culture françaises; philosophie de l'action du Ministère; accession à l'indépendance en 1961 dans une quinzaine d'États africains utilisant la langue française; enseignants métropolitains expatriés; assistants techniques; accroissement du nombre des jeunes du contingent qui jouent le rôle d'assistants techniques; ses observations sur l'œuvre entreprise par les alliances françaises et les missions confessionnelles; centres culturels; bourses de stage* [13 octobre 1965] (p. 3574); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur pour avis : *Diffusion de la langue et de la pensée française; direction générale des affaires culturelles et techniques; deuxième plan quinquennal d'expansion culturelle; dépenses en capital; création de postes nouveaux d'enseignement; situation de la langue française dans le monde; appel aux militaires du contingent; « volontariat du progrès »; rémunération du personnel; fonctionnement des services; ses observations sur les bourses; jumelages entre villes de divers pays* [20 octobre 1965] (p. 3884 à 3886);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Stabilisation dans les secteurs de base: houillères, mines de fer, textile et agriculture; création de nouveaux types d'industries à haute qualification; problème des équipements d'infrastructure; liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée; Ecole nationale des eaux et forêts* [4 novembre 1965] (p. 4430, 4431).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Problèmes économiques, sociaux et humains de la Lorraine; monolithisme de l'industrie lorraine; nombre des employés français travaillant dans les camps américains; augmentation de la population; répartition des crédits de voirie urbaine du Fonds spécial d'investissement routier; ses*

*observations sur les problèmes universitaires; place de la Lorraine dans le Marché commun* [13 avril 1966] (p. 633, 634).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative aux problèmes sociaux soulevés par le transfert des bases américaines [22 juin 1966] (p. 2206, 2210, 2211).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Ses observations sur le deuxième plan d'expansion culturelle de la France; importance des bourses; initiatives françaises en direction du Canada, de l'Europe centrale et de l'Europe orientale; situation des instituts et des centres culturels; augmentation du nombre des jeunes du contingent appelés à contribuer à l'action culturelle et technique; politique de rapprochement de communes étrangères et de communes françaises; politique de jumelage; rôle de la ville de Nancy; action de M. Basdevant; Office franco-allemand de la jeunesse* [3 novembre 1966] (p. 4190, 4191).

**WEINMAN (M. Jacques)**, *Député du Doubs, 1<sup>re</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1966] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [20 février 1963] (p. 2274).

#### Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22) Annexe n° 12 : Education nationale, constructions scolaires, n° 25 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Annexe n° 11 : Education nationale, constructions scolaires, n° 568 [9 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) : Annexe n° 11 : Education nationale, tome 2, Constructions scolaires, n° 1106 [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577). Annexe n° 11 : Education nationale, tome 2, Constructions scolaires, n° 1588 [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan,

sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044); Annexe n° 14 : Constructions scolaires, n° 2050 [3 octobre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Problème des constructions scolaires; non-utilisation des crédits et leur report annuel; montant des crédits à affecter aux constructions scolaires à l'intérieur du budget de l'éducation nationale; retard pris par rapport aux prévisions du Plan; situation à cet égard dans les différents ordres d'enseignement; retard particulièrement grave de l'enseignement supérieur et du second degré; réformes prises pour éviter les reports de crédits; mesures qui devraient être envisagées (Assouplissement des règles de l'annualité budgétaire, industrialisation de la construction scolaire); nécessité d'inscrire dans le prochain collectif un crédit supplémentaire pour l'équipement de l'enseignement* [18 janvier 1963] (p. 1150, 1151); CRÉDITS MILITAIRES : *Dispositions du présent texte relatives aux cumuls de pensions de retraites et de traitements; application de ces dispositions; nécessité de les modifier* [24 janvier 1963] (p. 1611);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 16, Etat C, EDUCATION NATIONALE : *Problème des constructions scolaires; rentrée de 1963* [19 juillet 1963] (p. 4379);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Problèmes des constructions; réformes de l'enseignement; développement de la scolarisation et avenir de l'enseignement supérieur; étude de l'évolution des crédits; utilisation des crédits; contrôle des dépenses engagées* [6 novembre 1963] (p. 6549, 6550);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 87, Art. 4, après l'Art. 7, après l'Art. 10 : *Application de l'article 40 de la Constitution* [8 octobre 1964] (p. 3044, 3045, 3049, 3050, 3052, 3054).

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 14 : *Caractère regrettable de proposer à l'adoption de l'Assemblée un texte à effet rétroactif; sévérité de cet*

*article* [16 octobre 1964] (p. 3334); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Remise en cause de certains progrès réalisés; taux d'accroissement des crédits; consommation des crédits s'étant améliorée en 1962 et 1964; crédits affectés à l'enseignement supérieur représentant une augmentation de 10,2 %; crédits pour l'enseignement secondaire, l'enseignement primaire, la recherche; méthodes de financement des constructions scolaires; rôle de la Caisse des dépôts; industrialisation des procédés de construction; comparaison des réalisations avec les prévisions du Plan; expérience concernant la création de cinquante C.E.S. et C.E.T. en constructions métalliques; enseignement maternel* [29 octobre 1964] (p. 4110 à 4112);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Réalisation des installations nécessaires dans le domaine des télécommunications; situation des agents d'exploitation; installation des télécommunications dans les régions en expansion* [12 octobre 1965] (p. 3559); EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial*: *Autorisations de programme; dépenses d'investissements; ses observations sur les enseignements du premier degré, les collèges d'enseignement général et les collèges d'enseignement secondaire; problèmes de l'enseignement supérieur; écoles maternelles et élémentaires; dotations pour la recherche; problème de l'enfance inadaptée; caractéristiques de la rentrée scolaire; nombre des classes terminées* [18 octobre 1965] (p. 3789, 3790); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Reconstruction des ponts de la voirie départementale détruits par faits de guerre; situation des officiers de police; cas des veuves par suite de faits de guerre en Algérie* [25 octobre 1965] (p. 4083, 4084).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de ratification de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures [18 octobre 1965] (p. 3787).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au régime de pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance, Art. 5 : *Application de l'article 40 de la Constitution* [7 juin 1966] (p. 1760);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travail-

leurs non salariés des professions non agricoles, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant*: *Caisses autonomes chargées de gérer le risque vieillesse* [9 juin 1966] (p. 1867); Art. 13: *Coexistence de plusieurs organismes gestionnaires dans le ressort d'une caisse régionale* (p. 1868); *élection des représentants des assurés* (p. 1869); Art. 20: *Ses observations sur les paroles de M. Neuwirth* (p. 1873); Articles additionnels: *Déduction des sommes passibles de l'impôt sur le revenu des cotisations destinées à couvrir les prestations obligatoires* (p. 1878);

— du projet de loi relatif à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, Art. 3: *Application de l'article 40 de la Constitution* [23 juin 1966] (p. 2280);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, après l'Art. 20: *Application de l'article 40 de la Constitution* [11 octobre 1966] (p. 3303);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial*; *Constructions scolaires; accroissement des effectifs scolaires et universitaires; développement de l'enseignement préscolaire; prolongation de la scolarité; cùés et restaurants universitaires; classes maternelles et élémentaires; enseignements supérieurs; recherche; instituts universitaires de technologie* [2 novembre 1966] (p. 4105, 4106).

**WESTPHAL (M. Alfred)**, *Député du Bas-Rhin, 6<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652). [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

#### Dépôt :

Sa proposition de la loi tendant à compléter l'article L. 328 du Code de la sécurité sociale, n° 1176 [18 novembre 1964].

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAIL: *Action menée avant 1962 par les représentants du M.R.P. au Gouvernement en ce qui concerne les abattements de zones de salaire* [9 janvier 1963] (p. 435, 436).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère: *Répercussions d'une fusion des exécutifs des trois communautés européennes, C.E.C.A., C.E.E. et EURATOM; cas de la ville de Strasbourg; éventuel transfert du Parlement européen de Strasbourg à Luxembourg; opinion de parlementaires allemands* [29 avril 1964] (p. 1010);

— sur les questions orales relatives au plan de stabilisation: *Observations de la Commission des comptes de la Nation concernant l'année 1963; déclaration de M. Meck au conseil municipal de Molsheim concernant le remboursement des emprunts* [24 juin 1964] (p. 2175, 2176);

— sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles: *Résultats obtenus par les paysans dans le domaine social; relèvement du prix du lait; nécessité d'atteindre la parité entre les prix agricoles et les prix industriels; critères employés par le F.O.R.M.A. dans le calcul de ses subventions à l'exportation vers les différents pays* [9 octobre 1964] (p. 3110, 3111);

— sur les questions orales relatives à la situation de l'industrie automobile: *Automobile étant un instrument de travail indispensable pour le médecin omnipraticien de campagne; augmentation du nombre des voitures importées; charges fiscales pesant sur les constructeurs français et les automobilistes; suppression de la vignette et de la surtaxe instituée sur l'essence lors de l'affaire de Suez* [16 octobre 1964] (p. 3372, 3373).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL: *Raisons pour lesquelles les médecins dénoncent les conventions; insuffisante simplification de la fiscalité à leur égard; intérêt des malades; absence de solution pour un certain nombre de problèmes sociaux; décret du 12 mai 1960; situation des enfants inadaptés et infirmes; suppression des zones de salaires pour la fin de la législature* [20 octobre 1964] (p. 3432, 3433); EDUCATION NATIONALE: *Importance*

des constructions scolaires ; Université de Strasbourg ; effort supplémentaire pour le logement des étudiants ; Parlement ne devant pas refuser les crédits nécessaires [29 octobre 1964] (p. 4159, 4160) ; situation de la délégation française aux Jeux olympiques ; financement de la construction des stades et piscines étant indispensable [30 octobre 1964] (p. 4305) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Remerciements de l'orateur pour la défense de Strasbourg comme siège des institutions européennes ; importance de Strasbourg [3 novembre 1964] (p. 4449) ; CONSTRUCTION : Avenir de la construction ; examen de certaines déclarations gouvernementales et des rapports officiels ; arrêté draconien visant à réglementer l'octroi de primes à la construction privée ; accumulation des dossiers dans les services ; statistiques officielles restant optimistes ; situation dans le département du Bas-Rhin ; renflouer l'industrie du bâtiment de ce département [4 novembre 1964] (p. 4543) ; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : Sa question de savoir si le F.O.R.M.A. cessera de subventionner les exportations de produits laitiers ; réglementation concernant les exportations françaises sur le marché sarrois ; rôle de la corporation agricole dans le département du Bas-Rhin [5 novembre 1964] (p. 4706).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative au certificat fiscal en cas de vente d'immeubles [4 novembre 1964] (p. 4565).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, avant l'Art. 1<sup>er</sup> : Son sous-amendement tendant à substituer au premier alinéa du texte proposé pour l'article 262 du Code rural de nouvelles dispositions (Loi locale du 3 juin 1900 relative à l'inspection des animaux et de la viande de boucherie demeurant applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) [5 mai 1965] (p. 1124) ; existence dans les départements de l'Est de plusieurs lois locales ; ses observations sur les paroles de M. Mondon (p. 1124, 1125) ; intérêt de son sous-amendement (p. 1126).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : Projet Langevin-Wallon ; qualité de la réforme envisagée ; formation des élèves des collèges d'enseignement secondaire ; situation des fils de cultivateurs et

celle des jeunes ouvriers ; formation technique dans les C.E.G. et les C.E.S. ; problème de l'apprentissage artisanal ; enseignement de la musique ; importance de l'éducation physique et des sports ; résultats des athlètes français aux derniers Jeux olympiques de Tokyo ; importance du problème des locaux [19 mai 1965] (p. 1422, 1423) ;

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : Son ralliement au projet de loi ; organisation et surveillance interne du territoire ; importance et nombre des brigades de gendarmerie ; renforcement de ces brigades [25 mai 1965] (p. 1541) ;

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : Défauts de la taxe locale ; possibilité pour les communes de perdre une partie de leur indépendance ; augmentation possible des impôts communaux ; ses observations sur le Fonds national d'investissement routier [23 juin 1965] (p. 2398 à 2400) ; Art. 28 : Son amendement tendant à la suppression de cet article [25 juin 1965] (p. 2535) ; nécessité de relancer l'industrie automobile (p. 2535) ; en deuxième lecture, Art. 40 : Date d'application de la réforme ; perception de la taxe locale [22 décembre 1965] (p. 5052) ; Art. 50 : Date d'application de la loi ; cas de l'Allemagne fédérale (p. 5059, 5060) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 10 : Caisses mutuelles de dépôts et de prêts ; dépôts dans les caisses d'épargne et dans les caisses de crédit mutuel [7 octobre 1965] (p. 3393) ; Art. 15 : Détaxation de l'essence en faveur des cultivateurs ; favoriser l'élevage [8 octobre 1965] (p. 3423) ; Art. 22 : Fonds spécial d'investissement routier ; calcul du prélèvement ; dotations affectées aux réseaux locaux ; nécessité de financer la construction de nouvelles autoroutes (p. 3428) ; Art. 19 (suite) : Subvention du B.A.P.S.A. ; imposition supplémentaire de 0,70 francs au quintal de blé et d'orge livré à la consommation ; récolte de 1965 ; problème des rendements ; surtaxe perçue sur les apéritifs à base d'alcool (p. 3436) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Elaboration d'un cadé européen de la route ; ses observations sur



*certaines trains mis en circulation par la S.N.C.F.; cas des trains réservés uniquement aux voyageurs de 1<sup>re</sup> classe; possibilité d'une fiscalité spécifique; aménagement du réseau routier; liaison fluviale à gabarit européen Rhin-Méditerranée* [11 octobre 1965] (p. 3474 à 3776); TRAVAIL : *Maintien du régime spécial de Sécurité sociale actuellement en vigueur en Alsace et en Moselle; droit d'option; cas des assurés atteignant l'âge de 60 ans; problèmes des pensions de vieillesse et d'invalidité; coefficient de revalorisation des pensions; fonctionnement des conventions entre les organismes de sécurité sociale et les syndicaux médicaux* [13 octobre 1965] (p. 3625, 3626); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la construction de nouveaux locaux scolaires rendus nécessaires par la réforme de l'enseignement; collègues d'enseignement technique; charges imposées aux communes; industrialisation de la construction; création de syndicats intercommunaux; construction d'écoles maternelles; service de ramassage des élèves; situation du personnel enseignant; statut des personnels des C.E.G.; disparité entre la dotation théorique attribuée au Bas-Rhin et l'attribution réelle* [18 octobre 1965] (p. 3825, 3826); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Vaccination antipoliomyélitique; vaccination antivariolique; effectifs du corps médical; densité médicale de la France par rapport à celle de la Communauté économique européenne; possibilité d'inciter les jeunes médecins à s'installer à la campagne; équivalence des diplômes et de l'harmonisation des codes de déontologie; recherche scientifique; situation de Strasbourg; installation d'une unité de recherche* [27 octobre 1965] (p. 4189, 4190); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur l'horticulture; cas de l'arrondissement de Saverne; dégradation du revenu des agriculteurs; problème de la Communauté économique européenne; ses observations sur les produits laitiers; rôle du F.O.R.M.A.; centrale beurrière de Drüligen; traité franco-allemand sur la Sarre; loi du 27 juillet 1930 ayant étendu le bénéfice de la majoration des rentes d'accidents du travail instituée par la loi du 15 août 1929 aux membres de la profession agricole; problème du financement; régime accidents agricoles d'Alsace-Moselle; caisse d'assurance accidents agricoles; ses observations sur le B.A.P.S.A.* [28 octobre 1965] (p. 4290 à 4292);

— du projet de loi portant approbation

du Plan de développement économique et social: *Situation économique de la région d'Alsace; problèmes relatifs au Marché commun; comparaison avec le pays de Bade-Wurtemberg; implantation de raffineries en Alsace; industrie pétro-chimique; liaison fluviale Rhin-Rhône; construction d'autoroutes; investissements dans les centres hospitaliers universitaires* [4 novembre 1965] (p. 4486, 4487);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi, tendant à compléter l'article L 328 du Code de la sécurité sociale: *Caractère nécessaire du texte* [9 novembre 1965] (p. 4584); Art. 1<sup>er</sup>: *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4585).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement: *Problèmes de l'Alsace; situation économique des départements de l'Est; niveau de l'emploi; augmentation du nombre des ouvriers migrants des zones frontalières; classement des deux cantons du Bas-Rhin; Marché commun agricole; Alliance atlantique; notion de partnership* [13 avril 1966] (p. 641, 642).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles: *Couverture des risques devant être aussi large que possible pour les assurés; affiliation à la Sécurité sociale; régime de l'A.M.E.X.A.; problème du gros et du petit risque* [9 juin 1966] (p. 1847, 1848);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle: *Ses observations sur le statut local applicable aux départements du Rhin et de la Moselle; problème de la législation réglementant la perception et l'utilisation de la taxe d'apprentissage; ses observations sur la loi Astier du 25 juillet 1919; rôle des instituts universitaires de technologie* [5 octobre 1966] (p. 3149);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967: *Priorité donnée aux investissements; formation professionnelle; crédits pour la construction; confiance de l'épargnant dans la monnaie; problèmes de la balance touristique; déficit de la Sécurité sociale; diminution des revenus; nécessité d'augmenter*

le salaire de base; disparition du demi-décime; suppression des zones de salaires; logement social; investissements; réserve en or et en devises de la France; dégradation des valeurs en Bourse; blocage des prix [12 octobre 1966] (p. 3357, 3358); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Situation des invalides dont le taux d'invalidité est compris entre 60 et 80 %; application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962; droit à la carte du combattant aux combattants d'Algérie; situation des prisonniers de guerre internés en Suisse; problèmes posés aux départements de l'Est [18 octobre 1966] (p. 3482); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : Cas des départements de l'Est; problème du lait; situation des cultivateurs des arrondissements de Saverne et de Sarrebourg; production de fromage; rôle du F.O.R.M.A.; subvention au lait écrémé en poudre; centrales laitières de Drülingen et de Sarrebourg; régime local d'assurance accidents agricoles des exploitants non salariés; caisses d'assurances accidents agricoles du régime obligatoire en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle; détaxation sur le prix des marchés agricoles;

problème des travaux d'assainissement [26 octobre 1966] (p. 3920, 3921); couverture du risque accidents du travail en agriculture; rôle des caisses locales d'assurance [27 octobre 1966] (p. 3966); EDUCATION NATIONALE : Fonctionnement des C.E.G. et des C.E.S.; statut du personnel d'enseignement des C.E.G.; charges des communes; instituts universitaires de technologie; revendications des chefs d'établissements des collèges d'enseignement technique; indemnités de charges administratives [2 novembre 1966] (p. 4147); EQUIPEMENT, II. — SERVICES PUBLICS ET TRANSPORTS : Nombre des accidents de circulation; problème de l'infrastructure; fonds spécial d'investissement routier; possibilité de créer une caisse autonome alimentée par les taxes légales sur les carburants; coût des cartes d'abonnement mensuel des ouvriers et employés [8 novembre 1966] (p. 4372, 4373);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, Art. 4 : Cas des départements alsaciens et mosellans; rôle des caisses du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle [23 novembre 1966] (p. 4782).

## Y

**YVON (M. Gérard)**, Député de Loir-et-Cher,  
3<sup>e</sup> circonscription (S.).

L'Assemblée prend acte de son élection  
[6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre  
1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des  
affaires culturelles, familiales et sociales [12 dé-  
cembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755),  
[8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632),  
[6 avril 1966] (p. 594).

### Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième  
partie du projet de loi de finances pour 1965,  
SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Retard de  
l'équipement hospitalier; insuffisance des sub-  
ventions et de l'équipement des hôpitaux pour  
les soins d'urgence; augmentation des accidents;  
problème de l'enfance inadaptée; allocation de  
tierce personne; nécessité de dépistage des jeunes  
infirmes* [7 novembre 1964] (p. 5015 à 5017).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une  
question orale, sans débat, relative à la Com-  
mission chargée de l'étude des problèmes  
municipaux [21 mai 1965] (p. 1481, 1482).

Prend part à la discussion de la deuxième  
partie du projet de loi de finances pour 1966,  
SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Ses obser-*

*vations sur le budget de fonctionnement et le  
budget d'investissements; montant des travaux  
retenus dans le domaine sanitaire et social;  
problème du personnel; situation des fonction-  
naires de l'inspection de l'action sanitaire et  
sociale; réforme des services extérieurs de la  
santé publique; disparité entre la situation des  
inspecteurs des impôts et celle des inspecteurs de  
l'action sanitaire et sociale; situation des cadres  
hospitaliers supérieurs; augmentation de la  
consommation médicale et hospitalière; désaf-  
fection actuelle pour la carrière hospitalière;  
pénurie d'infirmières et d'infirmiers; cas des  
aveugles et des grands infirmes; projet de Code  
de l'invalidité; cas des débiles mentaux; attri-  
bution de l'aide sociale; insuffisance de l'équi-  
pement des hôpitaux; possibilité d'amélioration  
des secours d'urgence sur la route; adoption  
éventuelle d'un numéro d'appel unique pour  
l'ensemble du pays; problème de la prophylaxie  
anticonceptionnelle; avortement; attribution du  
prix Nobel de médecine à trois Français;  
travaux sur la régulation cellulaire présentant  
pour la biologie une importance capitale; valeur  
économique de la santé* [27 octobre 1965]  
(p. 4180 à 4182).

Prend part au débat sur les questions orales  
relatives à la politique viticole : *Exploita-  
tions familiales de la région des coteaux du Loir;  
l'encépagement; replantations anticipées*  
[22 juin 1966] (p. 2242, 2243).

Prend part à la discussion de la deuxième  
partie du projet de loi de finances pour 1967;

AFFAIRES SOCIALES : *Exécution du plan sanitaire et social; centres hospitaliers universitaires; situation des personnels de l'action sanitaire et sociale; problèmes concernant les infirmières; attribution de bourses; leurs conditions de travail; situation du service de santé scolaire; rôle de la sous-direction de la protection maternelle et infantile et de la santé scolaire; aide sociale aux personnes âgées et aux grands infirmes; problème de la majoration spéciale pour aide constante d'une tierce personne; reclassement des diminués physiques; différenciation entre les personnes âgées bénéficiaires du Fonds national de solidarité et les aveugles et grands infirmes [20 octobre 1966] (p. 3618, 3619).*

---

## Z

**ZILLER (M. Pierre)**, *Député des Alpes-Maritimes, 6<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949).

#### Dépôts :

Son projet de loi (n° 116) modifiant diverses dispositions du Code des douanes, **n° 338** [11 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 602), modifié par le Sénat, modifiant diverses dispositions du Code des douanes, **n° 706** [3 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet

de loi (n° 543), ratifiant le décret n° 63-929, du 9 septembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 736** [12 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 546) portant ratification du décret n° 63-936 du 12 septembre 1963, portant modification du tarif des droits de douane d'importation, **n° 737** [12 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 653) ratifiant le décret n° 63-1131 du 15 novembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 738** [12 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 687) ratifiant le décret n° 63-1163 du 23 novembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 739** [12 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 745) modifiant diverses dispositions du Code des douanes, **n° 759** [18 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 745) modifié par le Sénat dans sa deuxième lecture, modifiant certaines dispositions du Code des douanes, **n° 761** [18 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur un projet de loi (n° 774) modifié par le Sénat dans sa troisième lecture, modifiant certaines dispositions du Code des douanes, n° 775 [19 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 796) ratifiant le décret n° 63-1319 du 27 décembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, n° 894 [13 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 804) ratifiant le décret n° 64-115 du 7 février 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, n° 895 [13 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 824) modifié par le Sénat, portant ratification partielle du décret n° 63-929 du 9 septembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, n° 910 [27 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 803) ratifiant le décret n° 64-110 du 5 février 1964 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation, n° 913 [27 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1300) modifiant certaines dispositions du Code des douanes, n° 1367 [14 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2045) portant modification de diverses dispositions du Code des douanes, n° 2128 [9 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2123) portant modification des dispositions de l'article 19 bis du Code des douanes relatif à la lutte contre le dumping, n° 2167 [18 novembre 1966].

### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, ANCIENS COMBATTANTS :

*Indemnisation des pertes en biens subies par les déportés de la résistance* [22 janvier 1963] (p. 1462, 1463);

— du projet de loi modifiant le Code des douanes, en qualité de *Rapporteur* : *Expansion des échanges extérieurs depuis quelques années; abaissement progressif des barrières douanières; uniformisation probable des législations fiscales indirectes dans le Marché commun; mesures concernant le dédouanement; réforme de l'administration des douanes; installation de bureaux intérieurs; dispositions tarifaires du présent texte; réforme du régime de l'admission temporaire; possibilité de compensation à l'équivalent; fixation du délai de réexportation; réforme du régime général des acquits à caution; réforme de l'expertise douanière; création d'une commission d'expertise; aspect confus de certaines dispositions du présent texte; harmonisation des dispositions du Code des douanes avec les règles imposées par le traité de Rome; procédure de poursuite par l'Administration des douanes* (26 juin 1963) (p. 3731 à 3733); Art. 1<sup>er</sup> (article 27 bis du Code des douanes) : *Son amendement au nom de la Commission (Remboursement des taxes à l'importation)* (p. 3763); Art. 5 (article 173 sexiès du Code des douanes) : *Son amendement au nom de la Commission (Revalorisation des comptes d'admission temporaire)* [27 juin 1963] (p. 3765); En deuxième lecture, du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes, en qualité de *Rapporteur* : *Expertise douanière; position du Sénat n'ayant apporté qu'une seule modification aux dispositions techniques du projet adopté par l'Assemblée Nationale; article 23 du projet de loi introduisant dans le Code des douanes un article 341 bis prévoyant la valeur des procès-verbaux des douanes; modification de la qualification des actes juridiques par lesquels le Gouvernement intervient en matière de modification des droits de douane; permettre le dépôt des projets de loi de ratification aussi bien sur le bureau de l'Assemblée Nationale que sur celui du Sénat; mettre en harmonie le Code des douanes avec les nouvelles dispositions constitutionnelles; impossibilité de déléguer d'une manière permanente au Gouvernement le pouvoir d'agir dans un domaine essentiellement législatif; réexaminer les procédures de ratification des décisions douanières en fonction du traité de Rome; informations du Parlement* [11 décembre 1963]

(p. 7827, 7828); Art. 4: *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 7833); en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur*: *Repousser la disposition adoptée par le Sénat dans sa seconde lecture tendant à permettre le dépôt des projets de loi de ratification des décrets douaniers, soit sur le bureau de l'Assemblée Nationale, soit sur celui du Sénat* [18 décembre 1963] (p. 7974); Art. A: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 7975); en quatrième lecture, en qualité de *Rapporteur*: *Opposition de la Commission à l'adoption de l'amendement voté par le Sénat* [19 décembre 1963] (p. 7997);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE: *Création d'une académie ayant son siège à Nice* [6 novembre 1963] (p. 6601);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-929 du 9 septembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation: *Produits chimiques utilisés principalement par l'industrie pharmaceutique ou par l'industrie des matières plastiques artificielles pour la fabrication du caoutchouc synthétique* [18 décembre 1963] (p. 7980);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-936 du 12 septembre 1963 portant ratification du tarif des droits de douane d'importation: *Baisse des droits de douane intracommunautaires portant sur certains produits et accélération du rapprochement du tarif national avec le tarif commun de la C.E.E.; conformité avec l'article 24 du traité de Rome* [18 décembre 1963] (p. 7980);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-1131 du 15 novembre 1963 qui a modifié des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur*: *Mesures intéressant des produits de consommation (poissons, harengs, etc.); baisse atteignant 25 ou 30 % du droit en vigueur pour les produits alimentaires* [9 avril 1964] (p. 694);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-1163 du 23 novembre 1963 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur*: *Mesures intéressant certaines matières premières et certains demi-produits (plomb brut, zinc brut, etc.)* [9 avril 1964] (p. 695);

— du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes, en qualité

de *Rapporteur*: *Réformer les régimes douaniers suspensifs de l'entrepôt du transit; définir les magasins et aires de dédouanement et leurs conditions d'exploitation; permettre au Gouvernement de prendre des mesures de rétorsion contre les pratiques discriminatoires maritimes; désirs des chambres de commerce; donner aux entreprises françaises des facilités au moins analogues à celles qui sont accordées chez nos partenaires du Marché commun; création d'entrepôts d'exportation; entrepôts industriels; efficacité de la réforme dépendant des mesures d'application; donner une impulsion au commerce d'exportation; ses observations sur les mesures discriminatoires en matière de commerce maritime; souci de libéralisation des échanges; simplification des formalités douanières* [10 juin 1965] (p. 1971, 1972); Art. 151: *Ses observations sur l'amendement de M. Georges* (p. 1976); Art. 82 bis: *Incidence de cet article; exploitants des hangars, magasins et cales mettant souvent des locaux et des bureaux à la disposition des services de visite et de surveillance; création de magasins de douane* (p. 1979); Art. 82 ter: *Responsabilités de l'exploitant étant sanctionnées par le cautionnement* (p. 1980); Art. 82 quater: *Réglementation douanière devant être identique sur toute l'étendue du territoire* (p. 1980); *éviter les abus pouvant découler de la création de magasins de douane* (p. 1980);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier: *Situation de certains commerçants; problème des communes; ses observations sur les communes touristiques; nouveau système défavorisant les stations classées de tourisme* [23 juin 1965] (p. 2383, 2384);

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code des douanes, en qualité de *Rapporteur*: *Ses observations sur les produits pétroliers; développement de l'industrie du pétrole; mise en place du tarif extérieur commun; prix dit de reprise en raffinerie; capacité de raffinage française; place des produits pétroliers dans le commerce extérieur français* [18 novembre 1966] (p. 4687); Art. 164 du Code des douanes: *Son amendement tendant dans le texte modificatif proposé pour cet article à substituer aux mots « du gaz de pétrole naturel », les mots « des gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux »* (p. 4689); *ses observations sur son amendement* (p. 4689, 4690);

Art. 165 du Code des douanes : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa (1°) du paragraphe I du texte modificatif proposé pour cet article à substituer aux mots « gaz de pétrole naturel », les mots « des gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux »* (p. 4690); Art. 165 A du Code des douanes : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (1° du paragraphe I) du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « au gaz de pétrole naturel », les mots « aux gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux »* (p. 4690); Art. 11 : *Redevances encaissées par les chambres de commerce pour l'amélioration des aérodromes et l'entretien des ports* (p. 4696);

— du projet de loi portant modification des dispositions de l'article 19 bis du Code des douanes relatif à la lutte contre le dumping, en qualité de *Rapporteur: Développement des exportations françaises; bases du calcul du droit compensateur; dumping occulte; règlement anti-dumping à l'échelon de la communauté économique européenne et du G.A.T.T.* [29 novembre 1966] (p. 5037, 5038); Article unique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe III du texte modificatif proposé pour l'article 19 bis du Code des douanes à substituer aux mots « par un importateur », les mots « après importation »* (p. 5039); *son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa (b) du paragraphe III du texte modificatif proposé pour l'article 19 bis du Code des douanes: « Le revendeur reçoit une compensation quelconque pour la perte subie, ou le revendeur et l'exporteur sont associés en affaires »* (p. 5039); *son amendement tendant à compléter le paragraphe IV du texte modificatif proposé pour l'article 19 bis du Code des douanes: « Quand il est fait application du paragraphe 3 du présent article, le revendeur qu'il soit ou non l'importateur, est redevable des droits exigibles ou passible des pénalités encourues »* (p. 5039); *responsabilité de l'importateur* (p. 5040); *son amendement tendant à introduire un article additionnel: « Il est ajouté à l'article 426 du Code des douanes un nouvel alinéa: « Les fausses déclarations ou manœuvres et, d'une manière générale, tout acte ayant pour but ou pour effet de faire échec aux dispositions de l'article 19 bis ci-dessus »* (p. 5040); *son amendement tendant à rédiger comme suit le titre du projet de loi: « Projet de loi modifiant les articles 19 bis et 426 du Code des douanes »* (p. 5040).

**ZIMMERMANN (M. Gaston)**, *Député du Haut-Rhin, 4<sup>e</sup> circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre titulaire des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1° du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat; 2° du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120);



— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964];

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691).

Est élu président de cette Commission [28 avril 1965] (p. 962).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444);

— membre de la Commission d'études des problèmes municipaux [19 février 1963] (p. 2247);

— membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [16 juin 1965] (p. 2493).

#### Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1963 (2<sup>e</sup> partie) (n° 22), Intérieur, n° 104 [14 janvier 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission

des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive, les articles 17 et 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés et l'article 81 du Code de la famille et de l'aide sociale, n° 140 [7 février 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat dans sa deuxième lecture, tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive, les articles 17 et 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, et l'article 81 du Code de la famille et de l'aide sociale, n° 182 [20 février 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 432) relatif à certaines modalités d'accomplissement du service national, n° 493 [23 juillet 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Intérieur, n° 629 [31 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 853) portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française, n° 907 [26 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 905), modifié par le Sénat, relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, n° 1104 [8 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) (Intérieur et rapatriés), n° 1122 [22 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission

des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1213) adopté par le Sénat, réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, **n° 1216** [3 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1074) fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, **n° 1311** [8 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1172) modifiant l'article 23 du Code pénal, **n° 1333** [22 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 685) relatif à la répression des infractions à la réglementation des sociétés d'investissement, **n° 1360** [7 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 151), tendant à accorder certains avantages de carrière aux magistrats, fonctionnaires et agents des services publics et de la S.N.C.F. en fonction au 1<sup>er</sup> septembre 1939, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, expulsés ou repliés en raison de l'annexion de fait, revenus exercer dans ces départements entre la date de la libération du territoire et le 31 décembre 1945, **n° 1416** [2 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 195), tendant à abroger l'article 8 de la loi de finances n° 47-579 du 30 mars 1947 et à permettre aux personnels de la Sûreté nationale de bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi n° 46-195 du 15 février 1946, **n° 1418** [2 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1437) modifié par le Sénat, fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, **n° 1454** [15 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission

des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1498), modifié par le Sénat dans sa deuxième lecture, fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, **n° 1521** [24 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1582) autorisant la ratification : 1° de la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, signée à Paris le 29 juillet 1960 et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964 ; 2° de la Convention complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960, signée à Bruxelles le 31 janvier 1963, et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964, **n° 1590** [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1583) sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires, **n° 1591** [2 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Intérieur et rapatriés, **n° 1633** [21 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1624) instituant à titre transitoire un régime spécial de responsabilité en ce qui concerne les accidents d'origine nucléaire, **n° 1635** [21 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1630) portant réforme de l'adoption, **n° 1665** [16 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1729) étendant aux territoires d'outre-mer l'application des dispositions de l'article 23 du Code pénal, **n° 1788** [28 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

sur le projet de loi (n° 1585) modifiant la loi du 21 avril 1832 et la loi du 19 mars 1934 et relatif aux juridictions compétentes pour la navigation du Rhin, **n° 1789** [28 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1586) déterminant, en application de la Convention franco-germano-luxembourgeoise du 27 octobre 1956, les juridictions compétentes pour la navigation de la Moselle, **n° 1790** [28 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1890), modifié par le Sénat, portant réforme de l'adoption, **n° 1904** [9 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1840) relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, **n° 1952** [21 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1961), modifié par le Sénat en deuxième lecture, portant réforme de l'adoption, **n° 1976** [23 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi n° 1946 relatif aux « communautés urbaines », **n° 2054** [5 octobre 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1967 (Intérieur et rapatriés), **n° 2092** [20 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2140), modifié par le Sénat, relatif aux communautés urbaines, **n° 2152** [16 novembre 1966].

Sa proposition de loi tendant à abroger l'article 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, **n° 2159** [16 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission

des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2033), modifié par le Sénat, relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, **n° 2176** [23 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines, **n° 2230** [9 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2159) tendant à abroger l'article 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, **n° 2245** [13 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, **n° 2247** [13 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2208) modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif aux communautés urbaines, **n° 2251** [13 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2226), modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, **n° 2258** [14 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat dans sa troisième lecture, relatif aux communautés urbaines, **n° 2291** [19 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2290) modifié par le Sénat en troisième lecture, relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, **n° 2295** [19 décembre 1966].

**Interventions :**

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat, Art. 698 : *Amendement de la Commission (Compétence de la Cour de sûreté) : définition de la compétence de la Cour de sûreté ; problème général du délit politique ; sa définition objective d'après l'intérêt de l'Etat ; sa définition subjective du point de vue du mobile ; rattachement au délit de droit commun d'actes connexes au délit politique ; nécessité d'assurer le respect des libertés individuelles [3 janvier 1963] (p. 235, 236) ; caractère nouveau des atteintes portées à la sûreté de l'Etat ; nécessité d'étendre les crimes et délits de droit commun énumérés à l'article 698 du Code de procédure pénale (p. 237) ; Cour de sûreté, Art. 16 : Son amendement (Durée de la garde à vue) : nécessité de trouver une conciliation entre les intérêts de l'Etat et le respect des libertés individuelles [4 janvier 1963] (p. 266, 267) ; la distinction entre l'état normal et l'état d'urgence (p. 290) ; Code de procédure pénale, Art. 30 : Son amendement (Délai de garde à vue) (p. 302) ;*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INTÉRIEUR, en qualité de Rapporteur pour avis : *Problèmes posés par le rapatriement et l'intégration des fonctionnaires servant en Algérie ; cas des personnels de police ; logement des fonctionnaires rapatriés ; intégration dans les collectivités locales métropolitaines des agents communaux d'Algérie ; mise en place de sous-préfets chargés de questions économiques ; création dans les départements d'un poste de sous-préfet chargé de l'administration de l'arrondissement chef-lieu ; carrière des membres des tribunaux administratifs ; situation du personnel de préfecture ; très grande proportion d'auxiliaires dans les préfectures ; rétablissement souhaitable du grade de contrôleur général de la sûreté nationale ; problème de la protection civile ; insuffisance des mesures en faveur des collectivités locales ; situation des personnels communaux ; revalorisation de leurs traitements ; attribution d'une prime de rendement [17 janvier 1963] (p. 1039 à 1041) ;*

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation

adoptive, en qualité de Rapporteur : *Nécessité de mettre un terme à certaines difficultés surgies à l'occasion d'affaires judiciaires récentes ; divergences subsistant entre les textes de l'Assemblée Nationale et ceux du Sénat ; maintien d'un délai de recueil de l'enfant adopté ; facilités accordées à la mère naturelle pour l'adoption de son enfant ; extension de la réglementation adoptive en faveur d'une nouvelle catégorie d'enfants abandonnés ; sauvegarde du secret de l'assistance publique ; publicité à donner aux jugements par adoption en marge des actes de l'état civil ; faculté donnée au tribunal de maintenir l'adoption lors d'une instance en tierce opposition ; législation en vigueur dans les départements de l'Est [7 février 1963] (p. 2080, 2081) ; Art. A : Son amendement au nom de la Commission (Délai pour l'adoption) (p. 2083) ; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement au nom de la Commission (Adoption d'un enfant naturel par sa mère âgée de 25 ans au moins) (p. 2083) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : Son amendement au nom de la Commission (Prononcé de l'adoption dans le cas de refus abusif de consentement) (p. 2084) ; après l'Art. 1<sup>er</sup> bis : Son amendement au nom de la Commission (Protection du secret de l'abandon et du secret des renseignements recueillis par les services d'aide sociale à l'enfance) (p. 2084) ; Art. 2 : Son amendement au nom de la Commission (Délai pour la tierce opposition) (p. 2085) ; Art. 3 : Son amendement au nom de la Commission (Mention de l'adoption en marge de l'acte de naissance de l'adopté) (p. 2085) ; Art. 5 : Son amendement au nom de la Commission (Possibilité de légitimation adoptive pour les enfants abandonnés) (p. 2085) ; Art. 10 : Son amendement au nom de la Commission (Protection du secret des opérations du service de l'aide sociale à l'enfance) (p. 2086, 2087) ; En troisième lecture : Travail effectué en collaboration avec les membres de la Commission des lois ; dispositions retenues par le Sénat en deuxième lecture [21 février 1963] (p. 2272).*

Prend part au débat sur la question orale, de M. Debré relative à la définition d'une politique démographique française : *Rapports existant entre l'ascension démographique et l'expansion économique ; cas du Haut-Rhin ; situation économique dans ce département ; emplois à trouver pour les jeunes arrivant sur le marché du travail [12 juillet 1963] (p. 4143, 4144).*

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Caractéristiques et conséquences de l'exercice du droit de grève dans les services publics; jurisprudence du Conseil d'Etat en la matière; arrêts Lepouse, Hublin et leur contenu juridique; reconnaissance du droit de grève sur le plan législatif par l'adoption du présent texte; assouplissement de la réglementation par rapport à la jurisprudence antérieure; application de la règle du trentième; satisfaction par le Gouvernement et le Parlement de certaines revendications professionnelles; nécessités de s'attaquer aux causes économiques de certaines revendications légitimes* [17 juillet 1963] (p. 4227, 4228); Art. 3 : *Son amendement (Définition des grèves tournantes et des grèves partielles)* (p. 4245, 4246);

— du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement du service national, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Difficulté de donner une définition de l'objection de conscience; respect de la conscience d'autrui; décisions prises par le Comité de salut public de la Convention au sujet des anabaptistes de France, objecteurs de conscience; position des théologiens au sujet de ce problème; différents textes déposés depuis 1946; situation dans différents pays étrangers; dispositions légales existant en France; données statistiques sur le nombre des objecteurs de conscience à l'étranger; contenu du présent texte* [24 juillet 1963] (p. 4458 à 4461); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement au nom de la Commission (Définition des objecteurs par leur conviction religieuse ou philosophique)* (p. 4471); Art. 5 : *Son amendement au nom de la Commission (Examen de la demande des objecteurs)* (p. 4473); Art. 8 : *Son amendement au nom de la Commission (Durée du service pour les objecteurs de conscience)* (p. 4474); En deuxième lecture, du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Actualité du débat; possibilité pour un citoyen de satisfaire à la loi commune dans l'égalité du sacrifice et du danger sans appartenir à une formation militaire; place du militaire à côté de la place du civil; contrôle sévère de la valeur de l'objection; caractère onéreux du service au regard du service militaire; objections au présent texte; sacrifices passés; augmenta-*

*tion du nombre des objecteurs de conscience; possibilité de bénéficier du service; durée du service civil maintenu au double de la durée légale du service militaire* [15 octobre 1963] (p. 5164, 5165); Art. 11 : *Son amendement (Interdiction de toute propagande)* (p. 5168); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Impossibilité de se déjuger; doctrine des objecteurs de conscience; nécessité de supprimer un faux problème* [21 novembre 1963] (p. 7365); En troisième lecture : *Avis favorable à l'adoption du projet* [3 décembre 1963] (p. 7596); En quatrième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Rejet du texte de la Commission mixte* [11 décembre 1963] (p. 7826);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Réunion de la Commission* [16 octobre 1963] (p. 5200); *classement des eaux par catégorie; caractère dynamique du classement; cours d'eau mixtes; financement des travaux; effluents radioactifs; suppression de l'article 51* (p. 5202, 5203); en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Refus d'accepter le renvoi en commission* [14 novembre 1963] (p. 7215); Art. 1<sup>er</sup> : *Nature juridique de l'organisme pollueur* (p. 7217); *son amendement (Altération temporaire des eaux provoquée par les déversements des exploitations agricoles)* (p. 7219); *restitutions d'eaux par les lâchures des installations hydroélectriques* (p. 7219); Art. 2 : *Classement des cours d'eau; constitution du Conseil supérieur de l'eau; législation étrangère* (p. 7222) *son amendement (Détermination par des décrets des catégories de classement des eaux)* (p. 7223); *définition de la procédure pour fixer les catégories de l'eau* (p. 7223); *détermination du délai (Compte tenu de l'aménagement du territoire)* (p. 7223); *problème du délai* (p. 7223); *son amendement tendant à compléter l'article 2 par le nouvel alinéa « Consultation des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et d'industrie, des conseils généraux, des conseils municipaux intéressés au classement d'une eau déterminée »* (p. 7224); *son amendement (Consultation de la Commission de l'eau rattachée au commissariat au Plan)* (p. 7224); Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer dans le premier alinéa aux mots « pendant ce délai » les mots « pendant le délai visé au deuxième alinéa de l'article 2 »* (p. 7225); *ses observations sur l'amendement de M. du Halgouët (Nécessité de*

ne pas impartir un délai) (p. 7225); son amendement (fixation par décret pris en Conseil d'Etat de l'aide financière pour les propriétaires des installations existantes) (p. 7225); son amendement (Prises d'eau établies postérieurement à la mesure de classement) (p. 7226); donner à la loi toute son efficacité, concrétiser son caractère dynamique (p. 7226); après l'Art. 3 : Ses observations sur l'interdiction de réalisations d'installations nouvelles ayant pour objet de déverser des déchets nocifs (p. 7227); son amendement tendant, après l'article 3, à insérer un nouvel article précisant les conditions dans lesquelles le préfet peut accorder l'autorisation de prélèvement et de déversement des installations nouvelles (p. 7228); Art. 4 : Son amendement tendant à rédiger le début de l'article : « Des décrets pris, en Conseil d'Etat après avis du Conseil économique et social déterminent... » (p. 7229); caractère obligatoire de l'avis du Conseil économique (p. 7229); opposition à l'amendement de M. Privat (Interdiction de déversement susceptible de produire du dichlorophénol) (p. 7230); son amendement (Mesures provisoires immédiatement exécutoires) (p. 7231); Art. 4 : Ne pas laisser à un décret le soin de déterminer les infractions susceptibles d'une poursuite (p. 7239); Art. 5 : Son amendement (Nouvelle rédaction de l'article 1-20 du Code de la santé publique (p. 7239); fixation des limitations des interdictions de certaines activités par la loi (p. 7239); après l'Art. 7 : Son amendement (Agents faisant les contrôles visés à l'article 4, paragraphe 3) (p. 7240); permettre une application appropriée des dispositions du texte en discussion (p. 7240); Art. 9 : Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa après le premier alinéa de l'article 9; absence de constitution des syndicats mixtes et des sociétés d'économie mixte dans le délai de six mois (p. 7240); Art. 11 : Son amendement (Représentation suffisante des intérêts ruraux) (p. 7242); son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 11 à substituer aux mots « à concurrence de la moitié au moins », les mots « en majorité » (p. 7242); représentants des personnes publiques disposant de la majorité des trois cinquièmes au sein de l'organisme directeur de l'établissement public (p. 7242); ses observations sur l'amendement de M. Caznave (Détermination de la représentation des personnes privées) (p. 7242); son amendement (fixation du taux des redevances sur proposition

du service du contrôle et après avis de l'organisme directeur de l'établissement public) (p. 7243); caractère réglementaire des modalités de la fixation du taux (p. 7243); Art. 12 : Son amendement (Cas où l'intérêt général est en jeu) (p. 7243); après l'Art. 17 : Son amendement (Permettre le financement des investissements imposés par la lutte contre la pollution) (p. 7244); Art. 19 : Son amendement (Détermination du débit) (p. 7245); garantie des riverains (p. 7246); Art. 22 : Son amendement tendant à réserver tous les droits des riverains (p. 7246); détermination des indemnités dues (p. 7247); Art. 29 : Assujettissement des riverains à aucune redevance domaniale (p. 7248); Art. 30 : Caractère proportionnel des avantages tirés par les usagers ou les riverains (p. 7248); charge des curages; redressement et élargissement pour les riverains (p. 7248); Art. 31 : Son amendement (Indemnités pouvant être dues) (p. 7249); droits régulièrement exercés (p. 7250); après l'Art. 42 : Son amendement (Prescriptions prises par le préfet pour éviter les gaspillages des eaux destinées aux consommations domestiques) (p. 7253); Art. 43 : Son amendement tendant, après le premier alinéa de l'article 43 à insérer un nouvel alinéa (détermination des formes de l'enquête publique par un règlement d'administration publique) (p. 7254); mesures de sauvegarde destinées à permettre la protection de certaines eaux souterraines (p. 7254); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 43 à substituer aux mots « deux ans », les mots « un an » (p. 7254); Art. 45 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa, après les mots « entraînent des dommages », à supprimer les mots « portant atteinte à des droits légalement exercés » (p. 7254); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 45; cas de modification ou de suppression des droits à l'usage de l'eau pour un utilisateur (p. 7254); son amendement tendant à la suppression de la première phrase du troisième alinéa de l'article 45 (p. 7255); son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 45 (Montant des indemnités compensatrices) (p. 7255); Art. 51 : Son amendement tendant à compléter l'article 51 (Application de la présente loi) (p. 7256); En deuxième lecture du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, en qualité de Rapporteur; modifications apportées par le Sénat:

Substitution à un classement des eaux en catégories d'après leur qualité et leur destination; institution d'un inventaire des eaux superficielles destiné à établir le degré de pollution des eaux; donner à l'inventaire un caractère dynamique et non pas seulement conservatoire; inventaire s'inscrivant dans un plan d'amélioration des eaux; création d'agences financières de bassin chargées de faciliter administrativement et financièrement toutes les opérations d'intérêt commun; interdiction de déversement dans les eaux de mer des déchets industriels atomiques; sauvegarder un élément essentiel du patrimoine national; législations comparées de tous les pays d'Europe [13 octobre 1964] (p. 3141 à 3143); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, après le deuxième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa suivant: « De l'agriculture, de l'industrie, des transports et de toutes autres activités humaines d'intérêt général » et « en conséquence, supprimer le quatrième alinéa de cet article » (p. 3147); alimentation en eau potable des populations; problème de la santé publique; importance de ces questions (p. 3147); son amendement tendant, au début du dernier alinéa de l'article premier, après les mots « dépôts directs ou indirects de matières », à insérer les mots « de toute nature » (p. 3147); portée générale de la loi: déversements, écoulements, rejets dépôts directs ou indirects de matières de toute nature (p. 3147); Art. 1<sup>er</sup> bis: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Interdiction de déversement ou d'immersion dans les eaux de la mer de matières de toute nature, en particulier de déchets industriels atomiques susceptibles de porter atteinte à la santé publique à la faune et à la flore sous-marines) (p. 3148); portée de l'interdiction du déversement et de l'immersion de matières dangereuses dans les eaux de la mer; modalités d'application de cette disposition; extension de la protection accordée par le texte du Sénat; modifications de forme; problèmes des boues « rouges » (p. 3148); son avis personnel sur l'amendement déposé par M. le Ministre des Travaux publics; enquête publique de commodo et incommodo; sous-amendement de MM. Privat et Roucaute; Commission ayant été sensible à l'accord donné par le Gouvernement: article premier présentant un caractère inusité pouvant, sous certains aspects, empiéter sur le domaine réglementaire (p. 3150); Art. 2: Son amendement tendant dans le premier alinéa de

l'article 2 à substituer au mot « font », le mot « feront » (p. 3153); amendement de pure forme (p. 3153); son amendement tendant à rédiger comme suit la deuxième phrase du quatrième alinéa de l'article 2: « ... il sera pris après consultation obligatoire du comité national de l'eau prévu à l'article 9 ter (nouveau) »; texte du Sénat prévoyant la consultation obligatoire de représentants sur le plan national des chambres d'agriculture, de commerce et d'industrie (p. 3153); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de l'article 2 (Décrets fixant les spécifications techniques et les critères physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques des cours d'eau) (p. 3154); institution d'un inventaire général établissant le degré de pollution des eaux; conséquences pratiques de cette substitution aux catégories de l'inventaire; insuffisance du texte du Sénat (p. 3154); son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa de l'article 2 (p. 3154); inutilité de l'inventaire provisoire institué par le Sénat (p. 3154); son amendement tendant à compléter l'article 2 par un nouvel alinéa (Documents ayant servi à l'établissement de l'inventaire général devant être portés à la connaissance des agences financières de bassin) (p. 3154); tâche des agences financières de bassin devant être facilitée au maximum (p. 3154); Art. 3: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article (Obligations des propriétaires d'installations de déversement existant antérieurement à la publication du décret prévu à l'article 2, alinéa 5 (p. 3154, 3155); amélioration du milieu récepteur; aspect dynamique de la lutte contre la pollution (p. 3155); Art. 3 bis: Son amendement tendant à rétablir cet article dans une nouvelle rédaction (Prélèvements et déversements par des installations nouvelles érigées postérieurement au décret d'inventaire étant subordonnés à diverses obligations) (p. 3155); souci d'empêcher l'installation d'industries pouvant polluer les eaux sans que soient mis en place auparavant, ou concomitamment les dispositifs d'épuration convenables) (p. 3155); Art. 4: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du troisième alinéa (2<sup>o</sup>) de cet article (Conditions dans lesquelles peuvent être réglementées la mise en vente et la diffusion de certains produits susceptibles de donner naissance à des déversements) (p. 3155); son amendement tendant, dans le dernier alinéa de l'article 4, à supprimer les

mots « directs ou indirects »; droit des tiers à l'égard des auteurs de pollutions (p. 3156); Art. 7 : Son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « du service de l'inscription maritime », les mots « des services extérieurs de la marine marchande et de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes » (p. 3156); mettre à jour la liste des administrations dont les agents sont habilités à procéder aux contrôles et à la constatation des infractions (p. 3156); son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de l'article 7 par les mots suivants « et à l'article 4 de la loi n° 61-842 du 2 août 1961 » (p. 3156); son amendement tendant à insérer, après le cinquième alinéa de l'article 7 un nouvel alinéa ainsi conçu : « Les agents des douanes » (p. 3156); Art. 9A : Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 3157); Art. 9 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Départements, communes, groupements de collectivités et syndicats mixtes pouvant entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux d'utilité publique nécessaires à la lutte contre la pollution des eaux) (p. 3157); rôle des sociétés d'économie mixte; comité interministériel permanent pour les problèmes d'aménagement du territoire déterminant, le cas échéant, la zone d'activité respective de ces collectivités; groupements et organismes dont l'intervention est soumise à son accord préalable (p. 3157); après l'Art. 9 : Son amendement, tendant après l'article 9, à insérer un nouvel article (Collectivités et leurs groupements pouvant percevoir les redevances pour les aménagements dont ils assurent l'exécution) (p. 3158); modalités de perception des redevances pour les collectivités et leurs groupements; texte réglementaire fixant les bases de répartition (p. 3158); son amendement tendant, après l'article 9 à insérer un nouvel article 9 bis B (Comité de bassin créé au niveau de chaque bassin ou groupement de bassins) (p. 3158); reprise des dispositions votées par le Sénat; composition et compétence du comité de bassin (p. 3158); son amendement tendant, après l'article 9, à insérer un nouvel article 9 bis C (Création d'une agence financière de bassin au niveau de chaque bassin ou groupements de bassins); établissement public administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière (p. 3158); Art. 9 ter : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article

(Création auprès du Premier Ministre d'un comité national de l'eau; sa composition) (p. 3159); comité représentatif de tous les intérêts que suscite l'examen des problèmes de l'eau; modifications apportées par la Commission ayant trait à la désignation des représentants devant siéger au sein de cet organisme (p. 3159); catégories d'usagers appelées à siéger au comité national de l'eau devant comprendre les représentants des chambres d'agriculture, de commerce et d'industrie et les représentants des fédérations nationales de pêche et de pisciculture ainsi que les représentants d'associations d'industriels riverains (p. 3160); après l'Art. 9 (suite) : Son amendement tendant, après cet article à insérer un nouvel article 9 bis B (Comité de bassin créé au niveau de chaque bassin; groupement de bassins; sa composition) (p. 3161); Art. 11 : Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article à substituer au mot « proportionnelle », le mot « correspondant » (p. 3161); Art. 19 A : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article (Interdiction de la circulation des bateaux à moteur sur les cours d'eau non domaniaux) (p. 3162); assurer la protection de la pêche dans les cours d'eau non domaniaux (p. 3162); Art. 31 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du deuxième alinéa de cet article (Classement n'emportant transfert à l'Etat du droit à l'usage de l'eau que sous réserve des droits exercés ou non exercés lors du classement) (p. 3164); Art. 44 : Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de cet article (p. 3166); Art. 46 : Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article à substituer aux mots « décrets de l'article 39 », les mots « décrets prévus à l'article 39 » (p. 3166); seconde délibération du projet de loi en deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup> bis : Consultation du conseil général (p. 3167);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, RAPATRIÉS : Emploi pour les ménages fonctionnaires rapatriés; conditions de logements faites aux fonctionnaires [29 octobre 1963] (p. 5888); INDUSTRIE : Situation difficile de l'industrie textile; cas du Haut-Rhin; industrie chimique dans la région de Mulhouse; industrie mécanique [30 octobre 1963] (p. 5968, 5969); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Construction d'une écluse à grand gabarit à Kembs-Niffer; situation des



*agents de la S.N.C.F. en service dans les départements d'Alsace et de la Moselle* (p. 6005, 6006); TRAVAIL : *Aide familiale; situation des organisations d'aide aux mères de famille; précarité de cette situation* [5 novembre 1963] (p. 6430); JUSTICE : *Indemnité de fonction des magistrats* [5 novembre 1963] (p. 6454, 6455); *conditions difficiles de travail pour le personnel pénitentiaire* (p. 6455); INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur pour avis: Transfert des charges des collectivités locales au budget de l'Etat; nécessité d'accroissement quant aux moyens de financement des travaux des collectivités locales; problème des personnels des préfectures et des communes; situation de certaines catégories de la police* (p. 6468, 6469); EDUCATION NATIONALE : *Situation de l'enseignement technique; enseignement secondaire dans le Haut-Rhin; politique des constructions scolaires; revalorisation de la fonction enseignante; amélioration des conditions de travail des enseignants; adoption d'un statut des agents de service et du personnel de laboratoire; regroupement à Mulhouse des établissements d'enseignement textile* [6 novembre 1963] (p. 6577, 6578);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au domaine public maritime : *Adoption du projet dans le texte voté par le Sénat* [14 novembre 1963] (p. 7214);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, en qualité de *Rapporteur pour avis: R.T.F. constituant un établissement public; impossibilité de la confier à une initiative privée; divergences sur les conditions de gestion, de direction et de contrôle de l'établissement; régimes en vigueur en Grande-Bretagne et en Allemagne Occidentale; solution d'un service public doté d'une autonomie juridique et financière; avis de la commission favorable à l'adoption du projet; libéralisation appréciable de la situation actuelle; souhait que l'O.R.T.F. devienne un grand service digne de la nation et de la République* [26 mai 1964] (p. 1381 à 1383); Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin de l'article 8: « des articles 2, 3, 4, 6 et 7 de la présente loi »* [28 mai 1964] (p. 1504);

— du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'amendement de M. Lavigne: instructeurs enseignant à l'école nationale de l'aviation civile* [9 juin 1964] (p. 1735);

— de la proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux et loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal : *Complexité de la réglementation actuelle des baux commerciaux; caractère heureux de la déspecialisation des magasins; permettre à des petits commerçants d'améliorer leur situation; durée des baux et révision des loyers; possibilité d'éviter de nombreux procès; loi fondamentale du 30 juin 1926; décret du 30 septembre 1953; rôle du législateur en matière de prix des loyers* [25 juin 1964] (p. 2196, 2197); Art. 12 : *Révision automatique dans les trois ans de la législation en vigueur; indice du coût de la construction* (p. 2214, 2215); Art. 15 : *Décret du 30 septembre 1953; ne pas réduire la portée de l'article 35-1 en supprimant les termes « établissement industriel » ou « fonds d'industrie »* (p. 2218); Art. 19 : *Suppression du seuil de 15 %; demandes en révision remontant à moins de trois ans étant encore possibles* (p. 2223); En troisième lecture, Art. 10 *quater*: *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [18 décembre 1964] (p. 6237); Art. 10 *bis*, Art. 10 *ter* et Art. 10 *quinquies*: *Ses amendements tendant à la suppression de ces articles* (p. 6237); Art. 18 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du paragraphe II de l'article 18: « II. — Les dispositions de l'article 15 de la présente loi... »* (p. 6239); seconde délibération : *Son amendement tendant à la suppression de l'article 14* (p. 6240);

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation : *Son désaccord sur les critiques adressées par le rapporteur au régime en vigueur dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle; Gouvernement ayant prévu l'inapplicabilité des dispositions; précisions sur certains points de ce statut local; conditions permettant aux représentants des trois départements de demander l'application immédiate de la plupart des dispositions du projet* [26 juin 1964] (p. 2269 à 2270); Art. 395 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 395 du Code civil, après les mots « leur réclamer des éclaircissements », à insérer les mots « ou demander un compte rendu de gestion »* (p. 2273);

après l'Art. 406 du Code civil : *Son amendement tendant après le texte proposé pour l'article 406 du Code civil à insérer un nouvel article* : « Le juge des tutelles délivrera au tuteur une lettre d'investiture » (p. 2275); Art. 451 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 451 du Code civil* : « Expédition de cet inventaire sera transmise au juge des tutelles » (p. 2279); Art. 454 du Code civil : *Caractère regrettable de la suppression de l'alinéa 3 de l'article 454 proposée par la Commission* : *gestion normale des valeurs mobilières du mineur* (p. 2280);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Augmentation des chiffres du budget de l'Intérieur*; *montant des dépenses ordinaires et des dépenses en capital*; *augmentation des autorisations de programme*; *subventions aux communes*; *problème posé par la gestion des fonctionnaires et agents du Ministère*; *effectifs de la sûreté nationale*; *situation du personnel des préfectures et des communes*; *réforme du statut du personnel des transmissions*; *réserve soulevée par la publication du décret du 14 mars 1964 portant réorganisation des services d'Etat dans les départements et les circonscriptions d'action régionale*; *Commission de développement économique régional*; *création du service d'information des maires et des conseillers généraux*; *institution d'un conseil supérieur des collectivités locales* [28 octobre 1964] (p. 4007 à 4009); RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Diminution des crédits*; *œuvre accomplie en faveur des rapatriés dans le domaine du logement et des maisons de retraite*; *reclassement professionnel*; *reclassement des agriculteurs*; *installation d'une centaine d'agriculteurs en Argentine*; *reclassement des Français musulmans*; *indemnisation patrimoniale des rapatriés*; *rôle de l'agence des biens et intérêts des rapatriés*; *inventaire des droits*; *continuation de l'œuvre de M. Missoffe* [28 octobre 1964] (p. 4034, 4035); INDUSTRIE : *Difficultés des industries de la région de Mulhouse*; *diminution des investissements*; *réduction des horaires de travail*; *licenciement dans l'industrie automobile*; *réalisation du projet de création d'une usine d'engrais comportant l'association d'une fabrique d'ammoniaque*; *faire face aux conséquences des récentes mesures protectionnistes du*

*nouveau Gouvernement britannique* [30 octobre 1964] (p. 4338, 4339); JUSTICE : *Problème de l'éducation surveillée*; *délinquance juvénile*; *coût de la construction du nouveau complexe pénitentiaire de Fleury-Merogis*; *réadaptation sociale des prisonniers*; *expérience étrangère*; *procéder à une réforme pour répondre à l'unification des législations européennes*; *réforme du Code de procédure civile* [30 octobre 1964] (p. 4352);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> Plan : *Industrialisation des régions de l'ouest*; *cas de l'Alsace*; *sa situation géographique*; *influence de ses voisins allemands et suisses*; *axe fluvial mer du Nord-Méditerranée* [25 novembre 1964] (p. 5610, 5611);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, en qualité de *Rapporteur* : *Origines et dangers de la pollution*; *moyens techniques de la prévention*; *dispositions de la convention de Londres du 12 mai 1954*; *économie du projet adopté par le Sénat* [10 décembre 1964] (p. 6032); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 6036); *son amendement tendant à compléter l'article premier par le nouvel alinéa suivant* : « Tout propriétaire ou exploitant d'un navire qui n'aura pas donné au capitaine l'ordre exprès de se conformer aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 3 de la convention de Londres pourra être retenu comme complice de l'infraction prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article » (p. 6037);

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances, Art. 9 : *Condamnations prononcées pour faits d'évasion punis des peines de l'article 245 du Code pénal* [17 décembre 1964] (p. 6199);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Position de la Commission des lois relative à l'article 6*; *portée de la nouvelle rédaction*; *application de l'article dans des communes assez importantes*; *son opposition à la thèse exprimée par M. de Grailly* [17 décembre 1964] (p. 6203); *recours à l'article 3 ter par certains employeurs*; *interprétation du texte*

*extrêmement complexe; errements suivis jusqu'à présent; décret du 27 janvier 1962 concernant 7.000 communes (p. 6203, 6204);*

— en deuxième lecture, de la proposition de loi sur les marques de fabrique, de commerce ou de service, en qualité de *Rapporteur suppléant: Sénat ayant adopté en deuxième lecture la proposition de loi; modifications aux articles premier, 2, 11 et 13 [18 décembre 1964] (p. 6240);*

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, en qualité de *Rapporteur: Origines du régime de la copropriété; loi du 28 juin 1938; extension prise par la formule de la copropriété depuis 1950; existence d'un certain malaise; politique de construction dynamique; réforme de structure souhaitée par les spécialistes; modifications introduites par le projet de loi; aménagements apportés à la règle traditionnelle de l'unanimité; règlement d'administration publique apportant diverses précisions pour organiser rationnellement le fonctionnement du syndicat; respect du droit de propriété; orienter l'évolution de la copropriété dans un sens plus social et plus conforme aux réalités présentes; démocratiser la propriété [22 avril 1965] (p. 818 à 820); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant dans le premier alinéa, après les mots « immeuble bâti » à insérer les mots « ou groupe d'immeubles bâtis ». En conséquence, à la fin de cet alinéa, supprimer les mots « même lorsque ledit immeuble comprend plusieurs bâtiments » (p. 821); son amendement tendant, après les mots « ensembles immobiliers » à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article: « ... qui outre des terrains, des aménagements et des services communs, comportent des parcelles, bâties ou non, faisant l'objet de droits de propriété privés » (p. 821); son amendement tendant à la suppression du troisième alinéa de cet article (p. 821); projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition et de construction (p. 821); Art. 2: Son amendement tendant à substituer aux deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas de cet article, l'alinéa suivant: « Les parties privatives sont la propriété exclusive de chaque copropriétaire » (p. 822); après l'Art. 2: Son amendement tendant, après cet article à insérer un nouvel article (*Parties de bâtiments et des terrains communes, affectées à l'usage ou à l'utilité de**

*tous les copropriétaires*) (p. 822); ses observations sur le sous-amendement de M. Collette rejeté par la Commission des lois; vérité d'évidence; sous-amendement ne mentionnant pas toutes les hypothèses dans lesquelles des parties communes pourraient appartenir à un copropriétaire ou à un syndicat (p. 822); ses observations sur le sous-amendement de M. Collette (p. 823); Art. 3: Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Les parties communes sont l'objet d'une propriété indivise entre l'ensemble des copropriétaires; leur administration et leur jouissance sont organisées conformément aux dispositions de la présente loi » (p. 823); amendement de regroupement et d'ordre (p. 823); après l'Art. 3: Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article: « Dans le silence ou la contradiction des titres, les quotes-parts des parties communes sont proportionnelles aux valeurs relatives des parties privatives, telles que ces valeurs résultent, lors de l'établissement de la copropriété, de la consistance, de la superficie et de la situation des lots, sans égard à leur utilisation » (p. 823); son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article suivant: « Les parties communes ne peuvent faire l'objet séparément des parties privatives, d'une action en partage ni d'une licitation forcée » (p. 824); son amendement tendant après cet article à insérer le nouvel article suivant: « Les cloisons ou murs, séparant des parties privatives et non comprises dans le gros œuvre, sont présumés mitoyens entre les locaux qu'ils séparent » (p. 824); Art. 4: Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article: « Règlement conventionnel des copropriétés incluant ou non l'état descriptif de division, détermine... » (p. 824); donner au règlement de copropriété une origine très générale en insistant sur le caractère conventionnel du règlement (p. 824); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 4: « Le règlement de copropriété ne peut imposer aucune restriction aux droits des copropriétaires en dehors de celles qui seraient justifiées par la définition de l'immeuble, telle qu'elle est définie aux actes, par ses caractères ou sa situation » (p. 825); Art. 5: Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Chaque copropriétaire dispose de parties privatives comprises dans son lot; il use et jouit librement des parties privatives et des parties

communes sous la condition de ne porter atteinte, ni aux droits des autres copropriétaires, ni à la destination de l'immeuble » (p. 825); Art. 6 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Copropriétaires étant tenus de participer aux charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement commun en fonction de leur utilité) (p. 825); système de répartition des charges (p. 825); ses observations sur l'amendement du Gouvernement et le sous-amendement de M. Doize (p. 826); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 7, à substituer aux mots « à compter de », les mots « à partir de » (p. 826); Art. 9 : Commission ayant accepté l'amendement du Gouvernement (p. 826) ; Art. 11 : Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant, après les mots « pour acquérir » à insérer les mots « à titre onéreux ou gratuit » (p. 827); son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « Il peut les aliéner dans les conditions prévues à l'alinéa précédent » (p. 827); donner au syndicat la faculté d'acquérir, non seulement à titre onéreux, mais également à titre gratuit (p. 827); Art. 12 : Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article : « ... à la ratification de cette première assemblée générale » (p. 827); son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots suivants : « saisi de la requête d'un ou de plusieurs copropriétaires » (p. 827); son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Dans le cas où l'administration de la copropriété est confiée à un syndicat coopératif, la constitution d'un conseil syndical est obligatoire et le syndic est élu par les membres de ce conseil et choisi parmi ceux-ci » (p. 827); Art. 13 : Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Seul responsable de sa gestion, il ne peut se faire substituer. L'assemblée générale peut seule autoriser, à la majorité de l'article 19 une délégation de pouvoir à une fin déterminée » (p. 828); son amendement, après une deuxième rectification : après le premier alinéa de l'article 13, insérer le nouvel alinéa suivant : « Seul responsable de sa gestion, il ne peut se faire substituer. L'assemblée générale peut seule autoriser à la majorité prévue par l'article 19 une délégation de pouvoir

à une fin déterminée » (p. 828); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 13, après les mots « soit nécessaire », à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « les actes d'acquisition immobilière et des dispositions des parties communes ou des parties privatives acquises conformément au dernier alinéa de l'article 9 ci-dessus » (p. 828); actes passés par le syndic au nom du syndicat (p. 828); son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa de cet article : « Le règlement de copropriété détermine les règles applicables en cas de carence du syndic à exercer les droits et actions du syndicat. A défaut de stipulation du règlement de copropriété, un administrateur provisoire peut être désigné dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 12 » (p. 828); ses observations sur les paroles de M. Foyer, Garde des Sceaux (p. 828); modifications de son amendement en remplaçant in fine les mots « dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 12 » par les mots « par une ordonnance de référé » (p. 828, 829); Art. 14 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « dépenses de toute nature », à insérer les mots « et notamment au remboursement par chaque copropriétaire de la part des travaux et indemnités prévus à l'alinéa premier de l'article 27 et à l'article 30 ci-après » (p. 829); paiement, par chaque copropriétaire, de sa participation aux dépenses de toute nature (p. 829); son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de l'article 14, à substituer au mot « liquides » le mot « exigibles » (p. 829); après l'Art. 14 : Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Acte constatant le transfert total ou partiel d'un lot ou d'une quelconque partie privative) (p. 829); ses observations sur l'amendement de M. Collette (p. 830); droit d'opposition (p. 830); son amendement tendant à insérer après l'article 14 un nouvel article (Copropriétaire ne remplissant pas ses obligations) (p. 830); Art. 15 : Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article trois nouveaux alinéas (Désignation du conseil syndical) (p. 831); Art. 16 : Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après les mots « le syndic », à insérer les mots « son conjoint » (p. 831); Art. 17 : Son amendement tendant, en tête de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Lorsque plusieurs lots sont attribués à des personnes qui ont constitué une société propriétaire de ces lots,

chaque associé participe néanmoins à l'assemblée et y dispose d'un nombre de voix égal à la quote-part dans les parties communes correspondant à son lot. » (p. 831); problèmes découlant de la coexistence d'un syndicat et d'une société de construction conformément à la loi du 28 juin 1938 (p. 831); modification de son amendement (p. 832); son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 17: « En cas d'indivision ou d'usufruit d'un lot, les intéressés doivent, sauf stipulation contraire du règlement de copropriété, être représentés par un mandataire commun qui sera, à défaut d'accord, désigné par le président du tribunal de grande instance à la requête de l'un d'entre eux ou du syndic » (p. 832); Art. 18: Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Règlement de copropriété mettant à la charge de certains copropriétaires seulement des dépenses d'entretien d'une partie de l'immeuble) (p. 832); son amendement tendant, après le sixième alinéa, à insérer le nouvel alinéa suivant: « La modification de la répartition des charges, rendue nécessaire par un changement de l'usage d'une ou plusieurs parties privatives » (p. 833); transformation de locaux réservés à l'usage d'habitation en locaux à usage commercial ou professionnel (p. 833); Art. 20: Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article: « Sont prises à la majorité des membres du syndicat représentant au moins les trois quarts des voix les décisions concernant » (p. 833); ses observations sur l'amendement de M. Fosse (p. 834); ses observations sur l'amendement de M. Collette (p. 834); Art. 21: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 834); Art. 24: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après le mot « avantages » à insérer les mots « effectifs et directs » (p. 835); lien existant entre la répartition du coût des travaux et les avantages effectifs et directs en résultant pour les copropriétaires (p. 835); commission n'ayant pas adopté l'amendement de M. Bas et ayant retenu celui du Gouvernement; ne pas laisser la porte ouverte à un certain arbitraire de copropriétaires minoritaires; possibilité d'un recours judiciaire (p. 837); Art. 25: Son amendement tendant, après les mots « parties privatives » à rédiger ainsi la fin de cet article: « de travaux régulièrement et expressément décidés par l'assemblée générale en vertu de l'article 24 ci-dessus » (p. 838); Art. 27: Son amendement tendant,

dans le premier alinéa de cet article: 1° après les mots « des travaux » à insérer les mots « des charges financières y afférentes »; 2° à supprimer les mots « révisées proportionnellement à la variation de l'indice du coût de la construction » (p. 839); son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables lorsqu'il s'agit de travaux imposés par le respect d'obligations légales ou réglementaires » (p. 839); possibilité donnée aux copropriétaires de différer le paiement de la part du coût des travaux et des indemnités leur incombant (p. 839); Art. 28: Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article: « La décision prévue à l'article 24 n'est pas opposable » (p. 840); Art. 29: Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article: « La décision d'aliéner aux mêmes fins le droit de surélever un bâtiment existant exige la même unanimité. En conséquence, supprimer le dernier alinéa de cet article » (p. 840); Art. 31: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « Art. 3 », les mots « Art. 2 bis » (p. 840); Art. 36: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « quatre mois », les mots « deux mois » (p. 841); contestation des décisions des assemblées générales de copropriétaires (p. 841); Art. 37: Commission ayant adopté l'amendement du Gouvernement (p. 841); après l'Art. 37: Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article: « Les associations syndicales existantes sont autorisées à se transformer en unions de syndicats coopératifs définies à l'article 23 bis ci-dessus sans que cette opération entraîne création d'une nouvelle personne morale » (p. 842); Art. 39: Amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article: « Un règlement d'administration publique fixera dans le délai de six mois, suivant la promulgation de la loi, les conditions de son application » (p. 842); en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur: Statut de la copropriété des immeubles bâtis modifié par le Sénat; ses observations sur les dispositions relatives à la répartition des charges; ses observations sur la possibilité donnée à chaque copropriétaire de poursuivre en justice la révision de la répartition des charges; Commission des lois faisant siennes les modifications votées par le Sénat [15 juin 1965] (p. 2137); Art. 5: Son amendement

tendant à la suppression du deuxième alinéa de cet article; exécution de travaux de nature à mettre en cause les parties communes; avis du syndic (p. 2137); Art. 6: Son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article (p. 2138); après l'Art. 6: Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Modification de la répartition des charges) (p. 2138); son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa (Saisine du tribunal de grande instance) (p. 2138); Art. 7: Son amendement tendant à reprendre, pour le premier alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Possibilité pour chaque propriétaire de poursuivre en justice la révision de la répartition des charges dans les cinq ans de la publication du régime de copropriété au fichier immobilier) (p. 2138); son amendement tendant à la fin du texte proposé par cet amendement à substituer aux mots « du premier alinéa de l'article précédent », les mots « de l'article 6 » (p. 2138); ses observations sur les paroles de M. Foyer (p. 2138); son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant (alinéa 2 de l'article 7 du texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture): « Pour les copropriétés antérieures à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, l'action prévue par le présent article est ouverte pendant un délai de deux ans à partir de cette entrée en vigueur » (p. 2139); dispositions concernant les délais (p. 2139); son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article: « Cette action peut également être exercée par le propriétaire d'un lot avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la première mutation à titre onéreux de ce lot intervenue depuis la publication du règlement de copropriété au fichier immobilier » (p. 2139); Sénat ayant pris une disposition nouvelle (p. 2139); Art. 8: Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée en première lecture: « Le règlement de copropriété et les modifications qui peuvent lui être apportées ne sont opposables aux ayants cause à titre particulier des copropriétaires qu'à dater de leur publication au fichier immobilier » (p. 2139); Art. 13: Son amendement tendant, après le quatrième alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant: « D'assurer l'exécution des missions qui seront définies par le règlement d'administration pu-

blique prévu à l'article 39 ci-dessous » (p. 2140); on amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article (Cas d'empêchement du syndic) (p. 2140); Art. 14 bis: Son amendement tendant à rédiger comme suit la deuxième phrase de cet article: « Avant l'expiration du délai de huit jours à compter de la réception de cet avis, le syndic peut former, au domicile élu, par acte extrajudiciaire, opposition au versement des fonds pour obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire ou l'emprunteur » (p. 2140, 2141); Art. 19: Son amendement tendant après le sixième alinéa de cet article à insérer l'alinéa suivant, adopté par l'Assemblée en première lecture: « La modification de la répartition des charges rendue nécessaire par un changement de l'usage d'une ou plusieurs parties privatives » (p. 2141); son sous-amendement tendant, dans le texte proposé pour cet alinéa, après le mot « charges », à insérer les mots « visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 6 ci-dessus » (p. 2141); Art. 22: Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Représentation des membres du syndicat secondaire) (p. 2141); Art. 24: Son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée en première lecture (Transformation d'un ou plusieurs éléments d'équipement existants; adjonction d'éléments nouveaux; aménagement de locaux affectés à l'usage commun ou à la création de tels locaux) (p. 2142); son amendement tendant à la suppression du quatrième alinéa de cet article (p. 2142); saisine du tribunal de grande instance en cas de contestation par un copropriétaire des répartitions votées par l'Assemblée générale (p. 2142); son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du dernier alinéa de cet article: « Le tribunal fixe, en outre, les conditions dans lesquelles les autres copropriétaires pourront utiliser les installations ainsi réalisées » (p. 2142); Art. 27: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Part du coût des travaux et des charges financières y afférentes) (p. 2143); Art. 36: Son amendement tendant à faire précéder le deuxième alinéa de cet article du membre de phrase suivant: « Toutefois et sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-dessus » (p. 2143); son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de l'article 36 (p. 2143); Art. 37 ter: Son amendement tendant à la suppression de cet article (p. 2143); son

amendement tendant à rédiger comme suit l'article 37 ter : « Pour les copropriétés antérieures à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, l'action en révision de la répartition des charges prévues à l'article 7 ci-dessus est ouverte pendant un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi » (p. 2143); en seconde délibération, Art. 36 : Son amendement tendant à compléter ce texte par un nouvel alinéa (Modification par l'Assemblée générale des bases de répartition des charges) (p. 2144); en troisième lecture, en qualité de Rapporteur : Statut de la copropriété des immeubles bâtis; Assemblée Nationale ayant admis en deuxième lecture les modifications votées par le Sénat; collaboration entre le Gouvernement et les hauts fonctionnaires des services [26 juin 1965] (p. 2602, 2603);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation des sociétés d'investissement, en qualité de Rapporteur : Sociétés constituées sous forme de sociétés anonymes ayant pour objet la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières; sociétés d'investissement; ordonnance du 2 novembre 1945; projet de loi ayant pour objet d'étendre la liste des dirigeants de sociétés passibles de poursuites lorsqu'ils ont contrevenu à l'ensemble des dispositions de l'ordonnance; extension des sources de pénalisation; décision du Conseil constitutionnel du 19 février 1963; domaine respectif de la loi et du Règlement; Commission n'ayant pas voulu que des dispositions réglementaires futures modifient les incriminations pénales et soient assorties des peines correctionnelles édictées aujourd'hui [13 mai 1965] (p. 1322, 1323); Article unique : Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 16 de l'ordonnance n° 45-2710 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux sociétés d'investissement, Titre IV. — Dispositions pénales, à substituer aux mots « aux dispositions législatives ou réglementaires relatives aux sociétés d'investissement », les mots « aux dispositions de la présente ordonnance » (p. 1323); but recherché par la Commission; problème de savoir si les peines édictées par le législateur s'appliqueront aux modifications apportées aux dites dispositions prises par voie réglementaire (p. 1324).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : Formation du personnel indispensable à l'industrie textile;

problème de formation d'un personnel qualifié; regroupement des établissements textiles; son caractère urgent; rôle des instituts de formation technique supérieure [19 mai 1965] (p. 1441, 1442).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 88 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Le Douarec tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé par l'amendement, après les mots « des sociétés de développement régional », à ajouter les mots « ou des sociétés d'économie mixte, d'équipement et d'aménagement » [3 juin 1965] (p. 1806); Art. 135 (suite) : Réserve de l'article [8 juin 1965] (p. 1885);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux : Qualité technique du projet; problème de l'immuabilité des conventions matrimoniales; faculté reconnue dans le Code civil à la femme mariée de renoncer à la communauté obérée par les dettes du mari; publicité du registre matrimonial dans les départements du ressort de la cour d'appel de Colmar [26 juin 1965] (p. 2604, 2605); Art. 1397 du Code civil : Régime matrimonial existant pouvant s'avérer contraire aux intérêts de la famille; comparaisons avec les législations étrangères; mutabilité des conventions matrimoniales (p. 2618, 2619);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales : Eviter que la réforme ne vienne jeter la perturbation dans le fonctionnement des services judiciaires; problème du personnel d'un service public; rémunération; formation professionnelle, inquiétude des greffiers en chef et des greffiers du ressort de la cour d'appel de Colmar [30 juin 1965] (p. 2780);

— du projet de loi autorisant la ratification : 1° de la convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire signée à Paris le 19 juillet 1960 et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964; 2° de la convention complémentaire à la convention de Paris du 29 juillet 1960, signée à Bruxelles le 31 janvier 1963 et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964, en qualité de Rapporteur : Dangers résultant de l'emploi de l'énergie nucléaire dans l'industrie privée; accidents dus à l'emploi de l'énergie nucléaire; cas de la Belgique et des

*Etats-Unis; substitution au principe de la responsabilité fondée sur la faute du principe de la responsabilité fondée sur le risque; limitation de la responsabilité; obligation d'assurance faite à l'exploitant de l'industrie nucléaire; portée des conventions internationales; création dans la vallée de la Meuse d'une centrale nucléaire franco-belge, dite centrale des Ardennes, amélioration du droit de la responsabilité civile en matière nucléaire [5 octobre 1965] (p. 3328, 3329);*

— du projet de loi sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires, en qualité de *Rapporteur*; *arrivée prochaine dans l'un des ports atlantique du cargo mixte américain « Savannah »; responsabilité de l'exploitant du navire; réparation des dommages subis en cas de catastrophe ou d'accident très grave; incertitude concernant la date d'entrée en vigueur de la convention de Bruxelles; insuffisances du droit commun; développement du secteur nucléaire privé; objectivation de la responsabilité; réparation des dommages; intervention subsidiaire de l'Etat; développement de l'utilisation commerciale des bateaux à propulsion nucléaire [5 octobre 1965] (p. 3331, 3332); Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à insérer l'alinéa suivant: « Est exploitant la personne autorisée à exploiter un navire nucléaire ou l'Etat qui exploite un tel navire » (p. 3332, 3333); son amendement tendant à faire des deuxième et troisième phrases de l'article premier, des alinéas séparés (p. 3333); Art. 6: Son amendement tendant à supprimer les virgules se trouvant avant et après les mots « dans les conditions de la présente loi »; cas où le dommage nucléaire est imputable à un acte de guerre civile ou étrangère ou à une insurrection (p. 3333); Art. 9: Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de la première phrase du premier alinéa de cet article: « La responsabilité de l'exploitant, en ce qui concerne un navire nucléaire, est limitée à un montant de 500 millions de francs par accident nucléaire... » (p. 3334); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « un même accident », les mots « un seul accident » (p. 3334); Art. 15: Son amendement tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots « par la juridiction compétente » (p. 3335); évaluation des dommages et attribution des indemnités aux victimes (p. 3335); Art. 24: Son amendement*

*tendant à insérer le mot « premier » entre le mot « articles » et le chiffre « 10 » (p. 3336); fixation par décret des définitions supplémentaires qui paraîtraient nécessaires (p. 3336);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE: *Amélioration des conditions de vie, de carrière et de rémunération de l'ensemble des personnels des services extérieurs de l'administration pénitentiaire; ses observations sur le personnel de surveillance; situation morale des personnels pénitentiaires; problème de la non-rétroactivité des loyers; cas des juges du livre foncier, du ressort de la cour de Colmar; réforme des greffes [12 octobre 1965] (p. 3532); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS: Austérité du budget des P.T.T.; diminution de la qualité du service public; revendications du personnel; non paiement des indemnités de panier; problèmes de gestion de personnel (p. 3553); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur pour avis: Personnels de la police et de la sûreté nationale; suppression de 600 emplois dans les C.R.S.; école nationale supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or; école nationale supérieure de police; école pratique de Sens; problème des traitements; retour de personnels de police précédemment en service en Afrique du Nord et outre-mer; cas des officiers de police adjoints; aide de l'Etat aux collectivités locales; calcul de la participation de l'Etat; règlement des allocations que l'Etat verse aux communes pour compenser les pertes de recettes résultant de certaines exonérations fiscales dont bénéficient les constructions nouvelles; octroi de subventions; transfert de charges; taux de croissance prévu pour l'équipement urbain; fiscalité communale; réforme de la fiscalité; dotations relatives aux rapatriés [22 octobre 1965] (p. 4053 à 4055); INDUSTRIE: Problème de l'expansion de chaque région; cas du Haut-Rhin; nombre des entreprises qui y ont cessé leur activité; situation de l'emploi; région mulhousienne; consommation d'énergie électrique des entreprises; tonnage S.N.C.F. chargé au départ des gares du Haut-Rhin; produit de la taxe sur la valeur ajoutée étant en diminution constante; situation de l'industrie mécanique; ralentissement de l'activité du bâtiment; nécessité de l'usine d'ammoniaque d'Ottmarsheim; création indispensable d'une industrie d'engrais nitrocarboniques; création des industries annexes électrolytiques [26 octobre 1965] (p. 4156, 4157); MOYENS DES SERVICES ET**



DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 67 : Son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe I du texte proposé par l'amendement du Gouvernement par les mots suivants « dont les recettes et les dépenses doivent être équilibrées » [28 octobre 1965] (p. 4326); son amendement tendant à compléter le paragraphe I du texte proposé par l'amendement du Gouvernement par le nouvel alinéa suivant: « Cet équilibre devra être intervenu dans un délai maximum de quatre ans porté à huit ans pour les collectivités locales qui possèdent une station d'épuration » (p. 4327); son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de la fin du texte modificatif proposé pour l'article L 35-5 du Code de la santé publique: « ... qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau et qui pourra être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 % » (p. 4327); son sous-amendement tendant, dans le paragraphe III du texte proposé par l'amendement du Gouvernement après le mot « lesquelles » à insérer les mots « est établi le prix de revient des services industriels et commerciaux visés au paragraphe I du présent article et... » (p. 4328);

— du projet de loi instituant à titre transitoire un régime spécial de responsabilité en ce qui concerne les accidents d'origine nucléaire en qualité de Rapporteur: Article unique: Réparation des dommages pouvant résulter de l'utilisation de l'énergie nucléaire; introduire par la procédure législative normale, dans le droit interne français, des règles particulières concernant la responsabilité encourue par des exploitants de navires à propulsion nucléaire; ses observations sur les installations nucléaires terrestres; mise en état de marche de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz dans les Ardennes [26 octobre 1965] (p. 4100); son amendement: « Article A - Jusqu'à la mise en vigueur sur le territoire français des dispositions: 1<sup>o</sup> de la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire signée à Paris le 29 juillet 1960 et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964; 2<sup>o</sup> de la Convention complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960, signée à Bruxelles le 31 janvier 1963 et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964, les dispositions ci-après sont applicables en cas d'accident nucléaire (p. 4101); après l'Article unique: Son amendement: « Article B: L'ex-

ploitant d'une installation nucléaire est responsable de plein droit et à l'exclusion de toute autre personne, des dommages qui résultent d'un accident nucléaire survenu dans son installation ou au cours d'un transport effectué pour son compte » (p. 4101); son amendement tendant après l'article unique, à insérer le nouvel article suivant: « Article C: Au sens des dispositions de la présente loi, sont considérées comme exploitants les personnes physiques ou morales, publiques ou privées qui exploitent une installation nucléaire, civile, entrant dans le champ d'application de la Convention signée à Paris le 29 juillet 1960 et qui sont désignées ou reconnues comme exploitants en vertu des décrets pris en application de l'article 8 de la loi n<sup>o</sup> 61-842 du 2 août 1961 » (p. 4101); critère de l'installation nucléaire; insertion du texte des conventions en annexe de la loi (p. 4101); son amendement tendant, après l'article unique, à insérer le nouvel article suivant: « Article D: Est un accident nucléaire tout fait ou succession de faits de même origine ayant causé des dommages dès lors que ce fait ou ces faits ou certains des dommages causés proviennent ou résultent des propriétés radioactives, ou à la fois des propriétés radioactives et des propriétés toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses des combustibles nucléaires ou produits ou déchets radioactifs » (p. 4101); son amendement tendant, après l'article unique, à insérer le nouvel article suivant: « Article E: L'exploitant n'est pas responsable des dommages causés par un accident nucléaire si cet accident est dû directement à des actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile, d'insurrection ou à des cataclysmes naturels de caractère exceptionnel » (p. 4101); son amendement tendant, après l'article unique, à insérer le nouvel article suivant: « Article F: L'exploitant qui établit que le dommage nucléaire est dû à la faute intentionnelle de la victime est exonéré de toute responsabilité envers cette victime » (p. 4102); son amendement tendant, après l'article unique, à insérer le nouvel article suivant: « Article G: Le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant est fixé à 50 millions de francs pour un même accident; au-delà du montant de la responsabilité de l'exploitant, les victimes sont indemnisées par l'Etat sans que le montant total des indemnités puisse dépasser 600 millions de francs par accident » (p. 4102); son amendement tendant après l'article unique à insérer un nouvel

article (*Cas où les sommes maximales disponibles en application de la présente loi s'avèrent insuffisantes pour réparer l'ensemble des dommages subis par les victimes*) (p. 4102); son amendement tendant, après l'article unique, à insérer le nouvel article suivant: « Article 1<sup>er</sup>: L'exploitant n'a un droit de recours que: a) si le dommage résulte d'un acte ou d'une omission procédant de l'intention de causer un dommage, contre la personne physique auteur de l'acte ou de l'omission intentionnelle; b) si et dans la mesure où le recours est prévu expressément par contrat » (p. 4102); son amendement tendant après l'article unique à insérer un nouvel article (*Présente loi ne dérogeant pas aux règles établies par les législations relatives aux assurances sociales et à la réparation des accidents du travail*) (p. 4102); son amendement tendant, après l'article unique, à insérer le nouvel article suivant: « Article K: Un décret en Conseil d'Etat fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi » (p. 4102);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: *Difficultés du département du Haut-Rhin; problèmes de l'Alsace; sa position économique et géographique; achèvement du tronçon alsacien Niffer-Mulhouse; axe mer du Nord-Méditerranée; prolongement du canal Rhône-Rhin jusqu'à Altkirch; autoroute Strasbourg-Bâle; liaisons aériennes; problèmes des équipements sociaux et urbains; expansion industrielle; avenir du bassin potassique d'Alsace* [4 novembre 1965] (p. 4485, 4486);

— du projet de loi portant réforme de l'adoption: *Ses observations sur l'adoption plénière et l'adoption simple; dispositions du Code civil concernant la légitimation adoptive; origines de l'adoption; problème de l'enfance abandonnée et de l'enfance malheureuse; nombre des adoptants; diminution du nombre des enfants trouvés; délaissement d'enfant nouveau-né; délai de rétractation; service de l'aide sociale à l'enfance; donner davantage de facilités aux mères seules; sécurité des familles adoptives; authenticité des actes de l'état civil; problème de la révélation à l'enfant de sa filiation adoptive; adoption malgré la présence de descendants légitimes* [17 novembre 1965] (p. 4689 à 4691); Art. 343 du Code civil: Son amendement tendant à rédiger comme suit l'intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> du titre VIII: « De l'adoption plénière » (p. 4693); son amendement tendant à

rédiger comme suit l'intitulé de la section I du chapitre 1<sup>er</sup> du titre VIII: « Des conditions requises pour l'adoption plénière » (p. 4693); Art. 345 I: *Adoption en présence de descendants légitimes* (p. 4695); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article (*Possibilité d'adopter un enfant malgré la présence de descendants légitimes*) (p. 4695); ses observations sur l'amendement de M<sup>me</sup> Vailant-Couturier, *conception moderne de la famille* (p. 4695); après l'Art. 348-1: *Délai de trois mois* (p. 4697); Art. 348-3: *Délai de rétractation de six mois* (p. 4698); son amendement tendant, dans la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « vaut également rétractation », les mots « vaut également preuve de la rétractation » (p. 4698); Art. 348-4: *Choix de l'adoptant* (p. 4699); Art. 350: *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les dispositions suivantes: « A moins qu'un membre de la famille n'ait demandé dans les mêmes délais à en assumer la charge »* (p. 4700); *décision du tribunal de grande instance* (p. 4700); *conditions dans lesquelles doit être donné l'avertissement* (p. 4701); son amendement tendant à supprimer la première phrase du deuxième alinéa de cet article (p. 4701); *pouvoirs des tribunaux* (p. 4701); Art. 351: *Son amendement tendant à rédiger comme suit l'intitulé de la section II du chapitre 1<sup>er</sup> du titre VIII: « Du placement en vue de l'adoption plénière et du jugement d'adoption plénière »* (p. 4702); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (*Placement en vue de l'adoption*) (p. 4702); son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « sur cette demande », les mots « sur le bien-fondé de cette demande à la requête de la partie la plus diligente » (p. 4702); *restitution de l'enfant* (p. 4702); Art. 353: *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « par son conjoint ou l'un de ses héritiers », les mots « par le conjoint survivant ou l'un des héritiers de l'adoptant »* (p. 4702); Art. 354: *Son amendement tendant à substituer aux deux premiers alinéas de cet article des nouveaux alinéas (Transcription de l'adoption)* (p. 4703); Art. 355: *Son amendement tendant à rédiger comme suit l'intitulé de la section III du chapitre 1<sup>er</sup> du titre VIII: « Des effets de l'adoption plénière »* (p. 4704); Art. 357:

Adoption plénière devant être irrévocable (p. 4704); Art. 360 : Son amendement tendant à rédiger comme suit l'intitulé du chapitre II du titre VIII : « De l'adoption simple » (p. 4705); son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « l'adoption sans rupture des liens avec la famille d'origine », les mots « l'adoption simple qui ne rompt pas les liens avec la famille d'origine » (p. 4705); Art. 361 : Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « sans rupture des liens avec la famille d'origine », le mot « simple » (p. 4705); Art. 362 : Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Dans les quinze jours de la décision prononçant l'adoption simple, celle-ci est mentionnée ou transcrite sur les registres de l'état civil à la requête du procureur de la République » (p. 4705); Art. 363 : Son amendement tendant à rédiger comme suit l'intitulé de la section II du chapitre II du titre VIII : « Des effets de l'adoption simple » (p. 4705); son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « sans rupture des liens », le mot « simple » (p. 4705); Art. 368-1 : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « le surplus des biens de l'adopté se divise », les mots « les biens de l'adopté, ou le cas échéant, le surplus de ces biens après exercice du droit de retour visé à l'alinéa précédent se divisent... » (p. 4706); Art. 50 du Code de la famille et de l'aide sociale : Ses observations sur cet article et sur l'amendement de M<sup>me</sup> Prin et de M<sup>me</sup> Vaillant-Couturier (p. 4707); son amendement tendant, dans le troisième alinéa (2<sup>o</sup>) à insérer le mot « expressément » avant le mot « abandonné » (p. 4707); son amendement tendant, dans le paragraphe 2<sup>o</sup> de cet article, à substituer aux mots « la personne qui avait qualité », les mots « les personnes qui avaient qualité » (p. 4708); notion de « proches » (p. 4708); Art. 55 : Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots suivants : « tant verbalement que par la remise d'une notice écrite contre signature sur un registre prévu à cet effet » (p. 4708); garantie supplémentaire donnée à la mère qui consent à l'adoption (p. 4708); son amendement tendant dans le huitième alinéa de l'article 55 du Code de la famille et de l'aide sociale à substituer aux mots « elle remet à l'intéressé une notice précisant », les mots « la notice prévue au deuxième

alinéa du présent article précisera en outre » (p. 4709); Art. 64 du Code de la famille et de l'aide sociale : Son amendement tendant, dans l'amendement de M<sup>me</sup> Vaillant-Couturier, après les mots « dans le cas de refus du tuteur », à insérer les mots « et lorsque l'enfant n'a pas été placé en vue de l'adoption » (p. 4710); restitution d'un enfant; rôle du tribunal de grande instance (p. 4710); recours contre le refus du tuteur (p. 4710); après l'Art. 76 du Code de la famille et de l'aide sociale : Son amendement tendant après cet article à insérer une nouvelle disposition (Cas des pupilles de l'Etat) (p. 4710); son amendement (Rôle des associations qui, à titre personnel ou accessoire, place en vue de leur adoption des mineurs de 15 ans) (p. 4711); contrôle des œuvres d'adoption (p. 4711); son sous-amendement tendant à insérer dans son amendement, après les mots « des mineurs de 15 ans », les mots « ou sert d'intermédiaire pour leur adoption ou leur placement en vue de leur adoption » (p. 4711); Art. 4 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 39 quater de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, à substituer aux mots « relative à » le mot « révélant » (p. 4711); délai de moins de trente ans après la mort de l'adopté (p. 4711); son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 39 quater de la loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la presse à substituer aux mots « pleine et entière », le mot « plénière » (p. 4712); Art. 5 : Son amendement tendant au début de l'article 35 du Code de la nationalité à substituer aux mots « pleine et entière », le mot « plénière » (p. 4712); son amendement tendant, dans l'article 36 du Code de la nationalité, à substituer aux mots « adopté sans rupture de liens avec sa famille d'origine », les mots « qui a fait l'objet d'une adoption simple » (p. 4712); son amendement tendant, dans l'article 55 du Code de la nationalité à substituer aux mots « adopté sans rupture de liens avec sa famille d'origine », les mots « qui a fait l'objet d'une adoption simple » (p. 4712); son amendement tendant dans l'article 64 du Code de la nationalité (paragraphe 6) à substituer aux mots « adopté sans rupture des liens avec sa famille d'origine », les mots « qui a fait l'objet d'une adoption simple » (p. 4712); Art. 8 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « pleine et entière », le mot « plénière » (p. 4712); Art. 9 : Son amen-

dement tendant, dans la première phrase de cet article, après les mots « présente loi », à insérer les mots « prennent effet du jour du jugement ou de l'arrêté ayant prononcé l'adoption, mais... » (p. 4713); Art. 10 : Son amendement tendant à substituer aux mots « pleine et entière », le mot « plénière » (p. 4713); Art. 11 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « sans rupture des liens avec la famille d'origine », le mot « simple » (p. 4713); En deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'adoption, en qualité de Rapporteur : Transformation de l'adoption simple en adoption plénière; condition de l'enfance malheureuse ou abandonnée; cas des enfants pupilles de l'Etat; adoption plénière réalisant une assimilation parfaite entre la filiation adoptive et la filiation légitime; problème posé par la filiation naturelle [14 juin 1966] (p. 2022, 2023); Art. 343 du Code civil : Son amendement tendant pour cet article à rétablir dans la rédaction suivante le deuxième alinéa supprimé par le Sénat : « Lorsque les époux sont âgés tous deux de plus de 40 ans, le délai de cinq ans prévu à l'alinéa précédent, est ramené à deux ans » (p. 2023); ne pas favoriser l'adoption par des personnes d'un certain âge (p. 2023); Art. 345 du Code civil : Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « au jour du jugement » (p. 2024); point de départ du délai de six mois (p. 2024); son amendement tendant : I. Dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « pour adopter », à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article : « ou s'il a fait l'objet d'une adoption simple avant d'avoir atteint cet âge, l'adoption plénière pourra être demandée, si les conditions en sont remplies, quel que soit l'âge de l'enfant »; II. Dans le troisième alinéa de cet article, à supprimer les deux premières phrases jusqu'aux mots « consentements prescrits inclus » (p. 2024); cas de recueil de l'enfant avant l'âge de 15 ans (p. 2024); Art. 345-1 du Code civil : Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article deux nouveaux alinéas (Dispense donnée par le Président de la République) (p. 2024, 2025); permettre à la mère naturelle d'adopter son enfant lorsqu'elle se marie avec un homme autre que le père de cet enfant (p. 2025); modalités des dispenses (p. 2025); notion de dispense par le Président de la République (p. 2026); Art. 345-2 du Code

civil : Son amendement tendant à supprimer cet article nouveau introduit par le Sénat (p. 2026); situation des étrangers jouissant en France de tous les droits (p. 2026); Art. 348-6 du Code civil : Son amendement tendant à supprimer cet article introduit par le Sénat (p. 2026, 2027); Art. 349 du Code civil : Son amendement tendant à rétablir cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Pupilles de l'Etat dont les parents n'ont pas consenti à l'adoption) (p. 2027); Art. 350 du Code civil : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Déclaration d'abandon concernant un enfant légitime) (p. 2027); son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de cet article, après les mots « en cas », à insérer les mots « de force majeure » (p. 2027); Art. 352 du Code civil : Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « ou si l'adoption n'a pas été prononcée », les mots « sans que l'adoption ait été prononcée » (p. 2027); résolution des effets du placement (p. 2027); liaison entre placement et adoption (p. 2028); Art. 354 du Code civil : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Transcription du dispositif de la décision définitive) (p. 2028); Art. 356 du Code civil : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article (p. 2028); assimilation entre la filiation adoptive et la filiation légitime; cas où l'adopté est l'enfant naturel du conjoint de l'adoptant (p. 2028); Art. 362 du Code civil : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Transcription de la décision définitive sur les registres de l'état civil) (p. 2029); Art. 368-1 du Code civil : Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « sur l'ensemble de la succession » (p. 2029); possibilité de préserver les droits du conjoint (p. 2029); Art. 55 du Code de la famille et de l'aide sociale : Son amendement tendant à supprimer la fin du sixième alinéa « 4° » de cet article à partir du mot « toutefois » (p. 2030); Art. 4 : Son amendement tendant dans le texte du premier alinéa proposé pour l'article 39 quater de la loi du 29 juillet 1881 à substituer aux mots « relative à », les mots « susceptible de révéler » (p. 2030); exercice de certaines poursuites en cas de publicité abusive (p. 2030); en troisième lecture, en qualité de Rapporteur : Situation des époux âgés de plus de 40 ans; possibilité

d'autoriser le tribunal à passer outre au refus de consentement des parents qui s'opposeraient abusivement à l'adoption de leur enfant; délai entre le jugement déclaratif d'abandon et le jugement prononçant l'adoption; conséquences fiscales de l'adoption en matière de droits de mutation à titre gratuit [27 juin 1966] (p. 2399, 2400); Art. 1<sup>er</sup>: Ses observations sur l'amendement de M<sup>me</sup> Vaillant-Couturier (p. 2400); délai entre le jugement déclaratif d'abandon et le jugement prononçant l'adoption (p. 2401).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement: *Relations franco-allemandes; retrait de la France de l'O.T.A.N.; position de Strasbourg par rapport à l'Allemagne de l'Est et aux postes avancés de l'armée soviétique; problème de la paix; éviter tout désaccord franco-allemand; présence de troupes françaises en Allemagne; frontière Oder-Neisse; mur de Berlin; « miracle économique allemand »; voyage du Général de Gaulle à Moscou; rapprochement de l'Europe de l'Ouest de l'Europe de l'Est; politique atlantique étant inséparable de la politique européenne* [14 avril 1966] (p. 701, 702).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer l'application des dispositions de l'article 23 du Code pénal, en qualité de Rapporteur: *Permettre au condamné qui fait l'objet d'une mesure de grâce ou d'une libération conditionnelle un dimanche ou un jour de fête légale d'être libéré dès le jour ouvrable précédent; mesure de bienveillance; réadaptation sociale du condamné; aide des comités d'assistance aux libérés* [3 mai 1966] (p. 1066);

— du projet de loi modifiant la loi du 21 avril 1832 et la loi du 19 mars 1934 et relatif aux juridictions compétentes pour la navigation du Rhin, en qualité de Rapporteur: *Organisation judiciaire de la navigation sur le Rhin; ses observations sur la loi du 21 avril 1832, la Convention de Mannheim, la loi du 25 juillet 1923 et la loi du 19 mars 1934; objet du projet de loi étant de transférer à la Cour d'appel de Colmar pour les Chambres siégeant à Colmar les attributions du tribunal de grande instance de Strasbourg; Convention sur la canalisation de la Moselle* [4 mai 1966] (p. 1080);

— du projet de loi déterminant, en appli-

cation de la Convention franco-germano-luxembourgeoise du 27 octobre 1956, les juridictions compétentes pour la navigation de la Moselle, en qualité de Rapporteur: *Convention sur la canalisation de la Moselle du 27 octobre 1956; uniformisation des règles de compétence et de procédure applicables tant à la navigation du Rhin qu'à la navigation de la Moselle; Convention de Mannheim; Cour de Colmar; nécessité d'une réforme d'ensemble d'une institution judiciaire non adaptée aux conditions économiques actuelles* [4 mai 1966] (p. 1081).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales: *Problème du regroupement des communes; conséquences de la fusion de communes sur la fiscalité communale; lutte contre la pollution des eaux; buts du V<sup>e</sup> Plan; programmes financés par les départements* [18 mai 1966] (p. 1389, 1390).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 64-1231 du 14 décembre 1964 relative à l'application de certains traités internationaux, en qualité de Rapporteur suppléant: *Liberté d'établissement des ressortissants d'un Etat membre dans les territoires d'un autre Etat membre; délégation de pouvoir législatif* [7 juin 1966] (p. 1736, 1737); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Possibilité pour le Gouvernement de prendre par ordonnance des mesures nécessaires pour assurer l'application des directives du Conseil de la Communauté Economique Européenne en vue de réaliser progressivement la liberté d'établissement et des prestations de service à l'intérieur de cette communauté)* (p. 1737); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « Les projets de loi portant ratification des ordonnances prises en vertu de l'article premier devront être déposés devant le Parlement avant le 1<sup>er</sup> avril 1970 »* (p. 1737); Titre: *Son amendement tendant à rédiger comme suit le titre: « Projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux »* (p. 1737);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur 11 propositions de loi

tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement de MM. Maurice Thorez, Hersant, Edouard Charret, Neuwirth, de Grailly, Lecocq, Krieg, Trémollières, Lolive, Georges Germain et Dubuis, Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « baux et »* [16 juin 1966] (p. 2108);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. de Grailly, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, en qualité de *vice-président de la Commission: composition et formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie; retrait de l'ordre du jour de cette proposition de loi* [23 juin 1966] (p. 2281);

— du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur la loi du 3 septembre 1807 et la loi du 12 janvier 1886; choix entre le système de référence ou la limitation judiciaire; calcul du taux effectif d'intérêt; décret-loi du 8 août 1935; cas des prêteurs de bonne foi; modalités d'amortissement des prêts à intérêt; définition du prêt usuraire; répression de l'usure* [27 juin 1966] (p. 2384, 2385); Art. 1<sup>er</sup> : *Publicité des taux de référence* (p. 2389); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Soit en tout état de cause un taux de 18 %, tant en matière civile que commerciale »* (p. 2389); *réglementation effectuée par le Conseil national du Crédit* (p. 2390); *son amendement tendant, au début du deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots « en tout état de cause »* (p. 2390); *ses observations sur les paroles de M. Lamps* (p. 2390); *rectification de son amendement* (p. 2390); *son sous-amendement tendant à la fin du nouvel alinéa proposé pour l'article premier par l'amendement du Gouvernement à substituer aux mots « à l'alinéa précédent » les mots « aux articles premier et 3 de la présente loi »* (p. 2393); *publication des décisions du Conseil national* (p. 2393); Art. 3 : *Son amen-*

*dement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « En outre, pour les prêts qui font l'objet d'un amortissement échelonné, le taux effectif global doit être calculé en tenant compte des modalités d'amortissement de la créance »* (p. 2393, 2394); après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Le taux effectif global déterminé comme il est dit ci-dessus doit être obligatoirement mentionné dans tout contrat de prêt visé par la présente loi »* (p. 2394); *emprunteur devant connaître le taux effectif de son emprunt* (p. 2394); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le deuxième paragraphe de cet article, à substituer aux mots « l'un des dirigeants » les mots « un dirigeant »* (p. 2395); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: (Prescription de l'action publique »* (p. 2395); avant l'Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le titre de la section II par les mots « et financements de ventes à tempérament »* (p. 2395); après l'Art. 9 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Situation des auxiliaires des professions bancaires)* (p. 2396); Art. 10 : *Son amendement tendant, dans la dernière phrase du premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « en ce qui concerne les informations adressées à leurs membres »* (p. 2397); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2397); Art. 15 : *Son amendement tendant, dans le début du premier alinéa de cet article, après les mots « aux dispositions » à insérer les mots « de l'article 3 bis et... »* (p. 2397); Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants: « le décret du 14 octobre 1935 relatif à la répression de l'usure dans les colonies »* (p. 2399); après l'Art. 16 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article: « La présente loi est applicable dans les Territoires d'outre-mer »* (p. 2399); En deuxième lecture : *Pratiques abusives de certaines officines; lacunes du décret du 8 août 1935; ses observations sur le taux-plafond fixé à 18 %; crédit à la consommation; son importance économique; crédit social; rôle des fédérations de crédit mutuel; crédit à l'équipement familial* [24 novembre 1966] (p. 4825, 4826); Art. 1<sup>er</sup> : *Taux du rendement à l'émission des emprunts obligataires d'un montant supérieur à 10 millions de francs; ses observations sur le taux de 18 %* (p. 4830); *ses observations sur le sous-amen-*

dement de M. Pleven (p. 4831); crédit à la consommation (p. 4832); son sous-amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement, à substituer aux mots « au cours de l'année précédente, éventuellement majoré », les mots « au cours du semestre précédent. Ce taux plafond peut être majoré... » (p. 4832); problème du aux plafond (p. 4832); son sous-amendement tendant dans le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement, à substituer aux mots « par le Conseil national du crédit », les mots « par le Ministre de l'Economie et des finances après avis du Conseil national du crédit » (p. 4832); détermination des catégories d'opérations qui peuvent donner lieu à des perceptions forfaitaires (p. 4832); Art. 2 : Son amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase de cet article : « Le prêt est usuraire si son taux effectif global excède de 80 % le taux moyen de rendement effectif défini au troisième alinéa de l'article premier » (p. 4832); Art. 10 : Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement, après les mots « la loi du 13 mars 1917 », à insérer les mots « ni aux sociétés de crédit mutuel » (p. 4834); retrait de son sous-amendement (p. 4834); son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement par les mots « d'une société de crédit mutuel » (p. 4834); retrait de son sous-amendement (p. 4834); son amendement tendant à compléter l'article 10 par le troisième alinéa suivant : « En ce qui concerne les notaires, les dispositions de l'article 7 ne dérogent pas aux dispositions de l'article 13 du décret du 29 septembre 1953 » (p. 4834); retrait de son amendement (p. 4834); En troisième lecture, en qualité de Rapporteur : Taux maximum admis par le conseil national du crédit; définition légale du prêt usuraire; taux de rendement des obligations privées; taux moyen des prêts personnels; rôle du conseil national du crédit; sort des contrats actuellement en cours [14 décembre 1966] (p. 5508, 5509); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Définition du prêt usuraire) (p. 5509); Art. 1<sup>er</sup> bis : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 5509); sort des ventes à tempérament (p. 5509); Art. 1<sup>er</sup> ter : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 5509); Art. 2 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas

d'indexation totale ou partielle du prêt) (p. 5510); Art. 5 : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « 1<sup>er</sup> bis » (p. 5510); Art. 6 : Son amendement tendant dans cet article à partir des mots « qui donnera tous avis », à rédiger ainsi la fin de cet article : « tant sur le taux effectif moyen visé à l'alinéa premier de l'article premier que sur le taux effectif global pratiqué dans l'espèce considérée » (p. 5510); Art. 10 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (Prescriptions imposées aux notaires) (p. 5511); Articles additionnels : Sort des contrats en cours; publication des taux (p. 5511); ses observations sur le délai de trois mois pour l'application de la présente loi; problème des sanctions pénales (p. 5512);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, en qualité de Rapporteur : Coopération des services du secrétariat d'Etat à l'Intérieur; importance du projet de loi; loi municipale du 5 avril 1884; ses observations sur les districts urbains et les syndicats intercommunaux; création de huit métropoles régionales d'équilibre; croissance des agglomérations urbaines; autonomie locale; consultation préalable du conseil général et des conseils municipaux intéressés; survie des communes incluses dans les agglomérations urbaines; problème de la représentation au suffrage universel; représentation au sein du conseil de communauté; ses observations sur la communauté urbaine de Lille-Roubaix-Tourcoing; problème de la représentativité territoriale des délégués à élire par les communes hors quotient; principe de la représentation démocratique; cas des communes rurales; création d'un comité consultatif permanent; suggestion de créer des zones agricoles protégées à l'intérieur des communautés urbaines; problème de la nature des compétences transférées; droit d'exclusivité en faveur des personnels communaux; caisse de retraite des agents des collectivités locales; consultation en cas de transfert des personnels communaux d'une commission spéciale d'agglomération présidée par le président de la Commission nationale paritaire; autonomie financière [7 octobre 1966] (p. 3211 à 3215); ses observations contre la motion de renvoi; problème des transferts de compétences; cas de Strasbourg; problèmes de la région bordelaise; ses observations sur la question de mettre en annexe à son rapport le compte

rendu intégral de ses visites dans diverses régions [11 octobre 1966] (p. 3264, 3265); élaboration et préparation du projet de loi (p. 3365); avant l'Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à faire précéder cet article de l'intitulé « dispositions générales » (p. 3266); Art. 1<sup>er</sup>: Introduction de la communauté urbaine dans les métropoles régionales (p. 3266); son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « Dans les agglomérations urbaines de Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg, il est créé un établissement public administratif dénommé « communauté urbaine » dont les attributions et les règles de fonctionnement sont fixées par la présente loi » (p. 3267); survie des communes (p. 3267); Art. 2: Indication du chiffre de la population d'une agglomération nécessaire pour servir de base géographique aux communautés urbaines (p. 3268); son sous-amendement tendant à la fin du texte proposé par l'amendement de M. Dubuis à substituer aux mots « par les conseils généraux intéressés », les mots « par le préfet, après avis du conseil général » (p. 3269); après l'Art. 2: Cas d'une commune enclavée (p. 3269); Art. 3: Possibilité de réserver à la communauté le soin d'élaborer les plans d'ensemble (p. 3276); son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa de l'article 3: « Constitution de réserves foncières » (p. 3276); son amendement tendant à rédiger comme suit le début du quatrième alinéa (2<sup>o</sup>) de l'article 3: « 2<sup>o</sup> Création, équipement et entretien » (p. 3276); équipement des zones d'aménagement concerté (p. 3276); son amendement tendant, après le quatrième alinéa (2<sup>o</sup>) de l'article 3, à insérer le nouvel alinéa suivant: « Construction, aménagement et entretien des locaux scolaires des zones à urbaniser en priorité » (p. 3277); entretien des locaux scolaires (p. 3277); zones d'aménagement concerté (p. 3277); son amendement tendant à rédiger comme suit le sixième alinéa (4<sup>o</sup>) de l'article 3: « 4<sup>o</sup> Services de secours et lutte contre l'incendie » (p. 3278); son amendement tendant à supprimer le dixième alinéa (8<sup>o</sup>) de l'article 3 (p. 3278); problème de la distribution de gaz et d'électricité; avenir des syndicats assurant leur distribution (p. 3278); transfert de la voirie à la communauté; problème des parcs de stationnement (p. 3280); cas du district de Tourcoing (p. 3280); après l'Art. 3: Son amendement tendant à insérer un article 3 bis (p. 3281); Art. 4: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction

de cet article (Compétences des communes transférées à la communauté urbaine) (p. 3281); après l'Art. 3: Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Compétences des communes transférées à la communauté urbaine) (p. 3282); ses observations sur la voirie communale, l'éclairage public et les parcs de stationnement; transfert par décret en Conseil d'Etat (p. 3282); Art. 5: Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Des décrets en Conseil d'Etat préciseront, en tant que de besoin, les conditions et les modalités d'application des articles 3, 3 bis et 4 » (p. 3284); son sous-amendement tendant, dans cet amendement, après les mots « Conseil d'Etat », à insérer les mots « pris après une enquête comportant notamment la consultation des communes intéressées » (p. 3284); déroulement des enquêtes (p. 3285); consultation des communes (p. 3285); Art. 6: Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du paragraphe I de cet article (p. 3286); répartition des sièges au conseil de communauté entre les communes de l'agglomération (p. 3286); son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Bord, à substituer aux mots « à l'article 4 » les mots « aux articles 3 et 3 bis » (p. 3286); organisation des enquêtes (p. 3286); son amendement tendant à compléter comme suit le dernier alinéa du paragraphe I de cet article: « et qui comportera notamment la consultation du conseil général et des conseils municipaux intéressés » (p. 3286); Art. 6: Son amendement tendant, dans la dernière phrase du paragraphe II de cet article, après les mots « Ministre de l'Intérieur » à substituer à la virgule le mot « et » (p. 3287); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article: « Modification du périmètre de l'agglomération » (p. 3287); Art. 7: Son amendement tendant après le mot « décider », à insérer le mot « et après avis des conseils municipaux » (p. 3288); sursis au transfert d'une compétence déterminée (p. 3288); son amendement tendant à substituer au chiffre 4 le chiffre 3 bis (p. 3288); Art. 8: Son amendement tendant après les mots « de plein droit », à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots suivants: « lorsque celui-ci ne comprend pas de commune extérieure à l'agglomération » (p. 3289); création d'un syndicat ou d'un district (p. 3289); son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par la phrase suivante:



« Des décrets en Conseil d'Etat fixent, sauf accord amiable, et sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles s'opère la liquidation des syndicats ou districts » (p. 3289); son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Toutefois, le conseil de communauté statuant à la majorité des deux tiers peut décider de maintenir les syndicats à vocation multiple et les districts existants au 1<sup>er</sup> janvier 1966 » (p. 3289); syndicats à vocation multiple (p. 3290); Art. 10: Son amendement tendant à la fin de cet article après le chiffre « 3 » à insérer le chiffre « 3 bis » (p. 3290); Art. 12: Son amendement tendant à substituer aux mots « ou d'affermage », les mots « d'affermage ou de gestion » (p. 3290); contrats de gestion (p. 3290); Art. 13: Projet de loi refusant la création d'une nouvelle collectivité territoriale (p. 3293); son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article: « Cet accord, qui doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la publication du décret fixant le périmètre de l'agglomération, est entériné par arrêté du préfet » (p. 3293); conclusion de l'accord entre les conseillers municipaux sur la répartition des sièges; composition du conseil de communauté (p. 3293); révision de la répartition des sièges en fonction des derniers recensements généraux de la population (p. 3294); son amendement tendant à compléter le paragraphe IV de cet article par un nouvel alinéa (Cas des agglomérations comportant plus de 50 communes) (p. 3294); cas de la communauté Lille-Roubaix-Tourcoing; désignation des délégués au conseil de communauté (p. 3294); son amendement tendant à compléter le paragraphe V de cet article par les mots « et dans le cas prévu au paragraphe III de l'article 6 » (p. 3295); son amendement tendant à compléter le paragraphe V de cet article par le nouvel alinéa suivant: « Les modalités d'application de ces dispositions seront déterminées par décret en Conseil d'Etat » (p. 3295); Art. 14: Son amendement tendant à rédiger comme suit le cinquième alinéa de cet article: « Le bureau comprend le président et des vice-présidents. Le nombre de vice-présidents est de quatre au moins et de douze au plus » (p. 3295); Art. 15: Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Les références ainsi faites au Code de l'administration communale s'entendent, en ce qui concerne les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle,

comme visant les lois locales maintenues en vigueur » (p. 3296); après l'Art. 15: Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Réunion, par le président du conseil de communauté des maires de toutes les communes de l'agglomération) (p. 3296); représentation fédérale au sein du conseil de communauté (p. 3296, 3297); son amendement tendant après l'article 15 à insérer un nouvel article (Création de comités de secteurs) (p. 3297, 3298); Art. 17: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « ou privé » (p. 3298); domaine privé des communes (p. 3298); son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article: « A défaut d'accord amiable il est procédé au transfert définitif par décret en Conseil d'Etat » (p. 3299); réserves foncières (p. 3299); Art. 20: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « techniques et ouvriers » (p. 3301); personnels administratifs des établissements industriels et commerciaux (p. 3301); son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « par décret en Conseil d'Etat » à insérer les mots « après consultation de la Commission nationale paritaire du personnel communal » (p. 3301); son amendement tendant à substituer au quatrième alinéa de cet article des nouveaux alinéas (Situation des personnels transférés à la communauté ou demeurés au service des communes) (p. 3301); droits acquis des personnels (p. 3302); Son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article (p. 3302); après l'Art. 20: Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Appel à des personnels extérieurs aux personnels des communes composant l'agglomération) (p. 3302); son amendement tendant à insérer un nouvel article (Possibilité d'accorder une pension de retraite à jouissance immédiate dans certains cas) (p. 3303); son amendement tendant à insérer un nouvel article (Caisse des retraites des agents des collectivités locales) (p. 3303); son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par cet amendement pour l'article 20 quater par un nouvel alinéa: « Cette dernière contribue, au prorata du nombre d'années passées à son service, au paiement des pensions des agents qui sont encore soumis aux régimes locaux de retraite institués par les collectivités du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de

la Moselle » (p. 3303); son amendement tendant après l'article 20 à insérer un nouvel article (Rôle du président du conseil de la communauté pour les premières affectations de personnel aux emplois de la communauté) (p. 3303, 3304); transfert des personnels communaux (p. 3304); son amendement tendant après l'article 20 à insérer un nouvel article (Cas des sapeurs-pompiers) (p. 3304); Art. 21 : Son amendement tendant à supprimer le huitième alinéa (deuxième alinéa du paragraphe 5) de cet article (p. 3305); taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 3305); son amendement tendant à rédiger comme suit le début du dixième alinéa (7) de cet article : « 50 % du produit des participations » (p. 3306); Art. 24 : Son amendement tendant à compléter cet article par les mots « et devront faire l'objet d'une notification distincte aux contribuables » (p. 3307); possibilité de permettre aux contribuables de comparer sur les avertissements fiscaux le montant des taxes perçues respectivement par la commune, le département, la communauté urbaine (p. 3307); après l'Art. 26 : Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Perception des droits prévus par la loi du 21 mai 1879 sur les propriétaires riverains d'une voie dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) (p. 3307, 3308); Art. 27 : Son amendement tendant à compléter cet article par les dispositions suivantes : « et par les articles 112 et 120 de l'ordonnance n° 45-2522 du 19 octobre 1945 » (p. 3308); Art. 29 : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Conséquences du transfert des charges des communes à la communauté) (p. 3309); établissement d'une péréquation financière entre les charges transférées et la part attribuée au budget de chaque commune dans la taxe locale (p. 3309); Art. 33 : Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les dispositions de la présente loi ne seront applicables à l'agglomération lyonnaise qu'après modification des limites territoriales des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône » (p. 3309); intégration d'un certain nombre de communes de l'Ain et de l'Isère dans la communauté urbaine de Lyon (p. 3309, 3310); En deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Evolution des fonctions et des structures urbaines; satisfaction des besoins collectifs au niveau des grandes villes et des agglomérations urbaines;

groupements intercommunaux; ses observations sur le cas de Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg; problème des transferts de compétence à la communauté; consentement des conseils municipaux; évolution des fonctions et des structures urbaines; péréquation des charges financières entre la communauté et les communes; rôle du conseil de communauté urbaine; ses observations sur la patente, les contributions foncière et mobilière; réforme des finances locales; problème posé par les centimes communaux; libertés locales [17 novembre 1966] (p. 4628 à 4630); syndicats intercommunaux de la région de Lille-Roubaix-Tourcoing (p. 4633); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant après les mots « établissement public », à insérer le mot « administratif » (p. 4640); définition de l'établissement public (p. 4640); après l'Art. 2 : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Une communauté urbaine est créée dans les agglomérations de Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg » (p. 4640); institution de la communauté urbaine dans les agglomérations de plus de 50.000 habitants (p. 4640); Art. 3 : Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du deuxième alinéa de cet article : « Plans d'urbanisme et plans de modernisation et d'équipement; constitution... » (p. 4640); possibilité de faire entrer dans les compétences de la communauté l'élaboration des plans d'urbanisme (p. 4640); son amendement tendant au début du troisième alinéa de l'article 3 à substituer aux mots « et d'équipement » les mots « équipement et entretien » (p. 4641); son amendement tendant à reprendre pour le quatrième alinéa de l'article 3 supprimé par le Sénat le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Construction, aménagement et entretien des locaux scolaires dans les zones d'aménagement concerté » (p. 4641); possibilité de mettre à la charge de la communauté la construction de locaux scolaires (p. 4641); son amendement tendant à reprendre pour le cinquième alinéa de l'article 3 supprimé par le Sénat le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Service du logement et organismes d'H.L.M. » (p. 4641); son amendement tendant à supprimer la fin du huitième alinéa de l'article 3, après le mot « collèges » (p. 4641); modalités de financement de l'équipement scolaire du second degré (p. 4641); son amendement tendant, dans le neuvième alinéa de l'article 3 à supprimer les mots « à l'exclusion

de l'hydraulique agricole » (p. 4641); Art. 3 bis : son amendement tendant à reprendre pour cet article supprimé par le Sénat le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Peuvent être transférées en tout ou partie à la communauté urbaine les compétences des communes dans les domaines suivants : 1) voirie communale à l'exclusion des chemins ruraux ; 2) éclairage public et signalisation ; 3) parcs de stationnement (p. 4642); Art. 4 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Peuvent être transférées en tout ou partie à la communauté urbaine par délibération du Conseil de Communauté les compétences des communes dans les domaines suivants : 1) équipement culturel ; 2) équipement sportif et socio-éducatif ; 3) équipement sanitaire et services sanitaires et sociaux ; 4) espaces verts (p. 4642); Art. 4 A : Son amendement tendant, à la fin de cet article à substituer aux mots « à l'article 3 » les mots « aux articles 3 et 3 bis » (p. 4642); Art. 4 bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Entretien des voies conservées par les communes étant assuré par les services techniques de la communauté urbaine) (p. 4642); Art. 5 : Son amendement tendant à substituer aux mots « de l'article 3 » les mots « des articles 3, 3 bis et 4 » (p. 4643); Art. 6 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article (Fixation par décrets en Conseil d'Etat au siège de la communauté, de la date d'exercice par la communauté des différentes compétences transférées et de la délimitation du périmètre de l'agglomération) (p. 4643); son amendement tendant à reprendre pour le paragraphe II de l'article 6 le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Redistribution des voies entre l'Etat, le département et la communauté) (p. 4644); son amendement tendant à reprendre au paragraphe III supprimé par le Sénat (Modification du périmètre de l'agglomération par l'adjonction de communes nouvelles) (p. 4644); Art. 6 bis : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 4644); fixation par le Conseil de la Communauté de son siège (p. 4644); Art. 7 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas où il est sursis temporairement au transfert d'une ou de plusieurs compétences visées aux articles 3 et 3 bis) (p. 4644); date d'exercice des différentes compétences transférées

(p. 4644); Art. 8 : Son amendement tendant, dans la dernière phrase de cet article, après les mots « peut décider de maintenir temporairement » à insérer les mots « pour une durée de trois années au plus » (p. 4645); ses observations sur les syndicats de communes et les districts urbains ; cas des agglomérations urbaines de Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg (p. 4645); Conseil de Communauté (p. 4645); Art. 13 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Conseil de Communauté ; sa composition ; répartition des sièges) (p. 4646, 4647); représentation des maires ; cas de Lyon et de Lille (p. 4647); ses observations sur les paroles de M. Pflimlin (p. 4648); son rappel au Règlement : Problème de la poursuite du débat (p. 4649); Art. 14 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Conditions d'éligibilité et d'inéligibilité) (p. 4650); Art. 15 bis : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Cas où toutes les communes de l'agglomération ne sont pas directement représentées au Conseil de Communauté) (p. 4650); Art. 15 ter : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Cas des agglomérations comportant plus de 50 communes pourvues de secteurs électoraux) (p. 4650); Art. 16 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Rôle du Président du Conseil de la Communauté) (p. 4651); Art. 17 : Problème des parts de marais (p. 4651); Art. 20 : Son amendement tendant, à la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « après avis des commissions paritaires, communales ou intercommunales intéressées » (p. 4651); son amendement tendant à la fin du troisième alinéa de cet article à substituer aux mots « par leur collectivité d'origine » les mots « par leur commune, syndicat ou district d'origine » (p. 4652); son amendement tendant, au début du quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots « leur collectivité d'origine » les mots « leur commune, syndicat ou district d'origine » (p. 4652); son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du quatrième alinéa de cet article : « de durée de carrière, des mêmes modalités de rémunération et des mêmes avantages

que ceux dont ils bénéficiaient antérieurement » (p. 4652); son amendement tendant à supprimer dans le dernier alinéa de cet article les mots « en vertu de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 » (p. 4652); Art. 20 bis: Son amendement tendant à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « desdites collectivités » les mots « desdites communes syndicats et districts » (p. 4652); Art. 20 quater: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots « président du Conseil de la Communauté » à insérer les mots « dans un délai de neuf mois à compter de la publication du décret fixant le périmètre de l'agglomération » (p. 4653); Art. 21: Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Cas des départements autres que ceux du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle; produit des centimes additionnels) (p. 4653, 4654); dispositions financières du projet de loi; produit de la patente (p. 4654); Art. 22: Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Cas des départements autres que ceux du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle; perception des impositions au titre des quatre anciennes contributions directes) (p. 4654, 4655); Art. 23: Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Perception des impositions portant sur les taxes foncières, la taxe d'habitation et la patente) (p. 4655); Art. 23 bis et 23 ter: Ses amendements tendant à supprimer ces articles (p. 4655); Art. 25: Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Problèmes consécutifs aux exemptions temporaires) (p. 4656); Art. 26 bis: Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Perception des droits prévus par l'article 4 de la loi du 21 mai 1879 sur les propriétaires riverains d'une voie sur laquelle elle exerce sa compétence dans les conditions définies à l'article 3 bis de la présente loi) (p. 4656); Art. 29: Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Taxes sur le chiffre d'affaires) (p. 4656); Art. 29 bis: Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Le Conseil de Commu-

nauté urbaine peut, dans des cas exceptionnels, consentir une aide financière aux communes qui la composent par délibération soumise à approbation » (p. 4656); Art. 30: Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 4656); Art. 31: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « du livre 1<sup>er</sup> » à insérer les mots « et au livre IV » (p. 4657); son amendement tendant après le deuxième alinéa de l'article 31 à insérer un nouvel alinéa: « Pour le recrutement du personnel de ce groupement il sera fait application des dispositions de l'article 20 bis de la nouvelle loi » (p. 4657); Art. 32 bis: Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 4657); cas de l'agglomération lyonnaise (p. 4657); Art. 33: Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (non-application de la présente loi dans les limites de la région parisienne et aux départements d'outre-mer) (p. 4658); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines, en qualité de Rapporteur: Problèmes posés par l'application législative de la communauté urbaine aux agglomérations de Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg; composition du Conseil de la Communauté; régime financier du nouvel établissement public administratif; ses observations sur la voirie, la signalisation et les parcs de stationnement; augmentation du nombre des délégués des communes; composition du Conseil; droits des petites communes; création des secteurs électoraux [9 décembre 1966] (p. 5406, 5407); respect des droits acquis par les personnels; problème des mesures de dégagements éventuels d'emploi (p. 5410); En troisième lecture, en qualité de Rapporteur: Ses observations sur les compétences susceptibles d'être attribuées à la communauté par délibération du Conseil de Communauté; gestion des services communaux [13 décembre 1966] (p. 5466); Art. 2 bis: Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture: « Une communauté urbaine est créée dans les agglomérations de Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg » (p. 5467); Art. 3: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « Compétences des communes transférées à la communauté » (p. 5468); Art. 4:

*Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Possibilité de transférer à la communauté urbaine par délibération du conseil de communauté certaines compétences des communes) (p. 5468); Art. 4 A : Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « à l'article 3 » les mots « aux articles 3 et 4 » (p. 5468); Art. 4 bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Entretien des voies conservées temporairement par les communes) (p. 5469); Art. 5 : Son amendement tendant à substituer aux mots « de l'article 3 » les mots « des articles 3 et 4 » (p. 5469); Art. 6 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Siège de la communauté; délimitation du périmètre de l'agglomération) (p. 5469); Art. 6 bis : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 5469); Art. 7 : Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les décrets en Conseil d'Etat prévus à l'article 6 ci-dessus peuvent décider qu'il sera sursis temporairement au transfert d'une ou de plusieurs des compétences visées audit article pour certaines des communes composant la communauté » (p. 5470); Art. 8 : Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « dans lesquelles s'opère » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « la cessation d'activité des syndicats ou districts et leur liquidation » (p. 5470); son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article (p. 5470); Art. 13 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Composition du conseil de la communauté) (p. 5471); Art. 14 : Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du cinquième alinéa de cet article (p. 5472); Art. 15 ter : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture (Cas des agglomérations comportant plus de 50 communes pourvues des secteurs électoraux visés à l'article 13) (p. 5472); Art. 20 : Son amendement tendant à reprendre pour le troisième alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture : « Jusqu'au règlement définitif de leur situation, les personnels intéressés sont maintenus dans leur situation administrative antérieure et continuent d'être rémunérés par leur commune, syndicat ou district d'origine » (p. 5472); son amendement tendant, dans l'avant-dernier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « En vertu de la*

*loi du 28 avril 1952 » (p. 5472); son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article (p. 5472); Art. 21 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Recettes de la communauté urbaine) (p. 5473); Art. 22 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture (Perception des impositions dans les départements autres que ceux du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) (p. 5473, 5474); Art. 23 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture (Possibilité pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de percevoir des impositions portant sur les taxes foncières sur la taxe d'habitation et sur la patente) (p. 5474); Art. 23 bis : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 5474); produit de la patente (p. 5474); Art. 23 ter : Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 5475); Art. 25 : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture (Pertes de recettes subies par la communauté urbaine du fait des exemptions temporaires dont bénéficient les constructions nouvelles) (p. 5475); Art. 29 : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Communauté urbaine pouvant percevoir une part de l'attribution de garantie versée en application de l'article 40 de la même loi aux communes qui la composent) (p. 5475); Art. 29 bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Le conseil de communauté peut consentir une aide financière aux communes faisant partie de la communauté urbaine dont le budget serait gravement déséquilibré à la suite de leur adhésion à ladite communauté » (p. 5475); Art. 32 bis : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les dispositions de la présente loi ne seront applicables à l'agglomération lyonnaise qu'après modification des limites territoriales des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône » (p. 5476);*

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS, en qualité de Rapporteur pour avis : Crédits de fonctionnement; crédits d'investissement; ses observations sur l'administration générale, la police, la sécurité, les collectivités locales et les rapatriés; création d'un secrétariat

d'Etat à l'intérieur; situation du personnel des préfectures; problème de la titularisation des auxiliaires; insuffisance des effectifs des personnels préfectoraux; réforme des finances locales; problème des transferts de charges; aménagement administratif de la région parisienne; problème des effectifs de police; police parisienne; problème de l'augmentation des effectifs du corps urbain; nécessité de permettre aux gardiens, sous-brigadiers et brigadiers, d'accéder à un indice terminal supérieur; statut des personnels communaux; projet de loi sur les communautés urbaines; alignement de la rémunération des agents communaux sur ceux de l'Etat; création d'une véritable fonction publique communale; protection civile; distribution de l'eau; problème de l'assainissement; lancement de travaux d'assainissement; ses observations sur la mise en état de viabilité de certains lotissements communaux; aménagement des zones d'habitation; problème des communes rurales; syndicats intercommunaux; groupements de communes; budget des rapatriés; ses observations sur le rapport de M. Lavigne; indemnisation des rapatriés d'outre-mer victimes de mesures de spoliation; rôle de l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés [24 octobre 1966] (p. 3763 à 3765); proposition de loi de MM. Jamot et Bourgeois tendant à l'uniformité et à la cohésion de la carrière communale; rémunération des agents communaux (p. 3799, 3800); AFFAIRES CULTURELLES : Décentralisation lyrique; cas de la ville de Mulhouse; avenir du Haut-Rhin; conservatoire national de musique de Mulhouse [27 octobre 1966] (p. 3982); JUSTICE : Statut de la copropriété des immeubles bâtis; taux de l'indemnité de fonction attribuée aux magistrats du livre foncier dans le ressort de la cour d'appel de Colmar; difficultés de fonctionnement pour certains tribunaux du ressort de la cour d'appel de Colmar; pénurie de greffiers (p. 4005); INDUSTRIE : Dégradation de la situation économique du Haut-Rhin; ses observations sur le gisement de potasse; situation de l'emploi dans le bassin potassique; régression des ventes de potasse; installation de la société d'études chimiques pour les potasses; desserte du Haut-Rhin en gaz naturel; tracé du feeder à travers l'Alsace, la région de Belfort et de Montbéliard; possibilité d'installer une usine d'électrolyse utilisant le chlorure de sodium [7 novembre 1966] (p. 4313, 4314); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX

PUBLICS ET TRANSPORTS : Objectifs du V<sup>e</sup> Plan : ses observations sur la branche alsacienne de la voie à grand gabarit mer du Nord-Méditerranée; aménagement du canal du Rhône au Rhin entre Mulhouse et Altkrich; aménagement à grand gabarit de la section Metz-Frouard; axe Méditerranée-mer du Nord; autoroute Bâle-Mulhouse [8 novembre 1966] (p. 4376); — des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à abroger l'article 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, en qualité de Rapporteur: Statut de la copropriété des immeubles bâtis; problème de la validité des actes translatifs de propriété passés depuis la mise en vigueur de la loi du 10 juillet 1965; [13 décembre 1966] (p. 5459, 5460).

**ZUCCARELLI (M. Jean)**, Député de la Corse, 2<sup>e</sup> circonscription (R.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission supérieure de codification [13 février 1963] (p. 2142).

**Dépôts :**

Sa proposition de loi portant extension du bénéfice de la loi n° 64-706 du 10 juillet 1964,

organisant un régime de protection contre les calamités agricoles aux marins-pêcheurs, n° 1320 [9 avril 1965].

Sa proposition de loi portant extension des dispositions de la loi n° 51-46 du 11 janvier 1951 relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux au département de la Corse, n° 1568 [30 juin 1965].

Sa proposition de loi portant modification des conditions du contrôle des prix de revient des entreprises privées passant des contrats de marchés avec les services publics visés à l'article 54 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 (art. 223 du Code des marchés publics), n° 1821 [11 mai 1966].

Sa proposition de loi tendant à assurer l'indépendance des fonctionnaires et agents des services publics cités comme témoins ou désignés comme experts devant diverses juridictions de contrôle ou divers organismes d'enquête, n° 1823 [11 mai 1966].

#### Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, MARINE MARCHANDE : *Difficultés dans le domaine des frêts; crise de la flotte française; ralentissement de son développement; modifications intervenues dans le secteur du commerce extérieur et ses conséquences* [16 janvier 1963] (p. 909);

— du projet de loi modifiant le Code des douanes, Art. 9 (articles 30 à 33, 100 et 106 bis du Code des douanes) : *Problème de la preuve de non-contravention dans le cas d'infraction au Code des douanes; confection des listes d'experts; caractère irréfragable que le projet entend attribuer aux constatations des experts; son amendement au nom de la Commission (valeur des constatations des experts)* [27 juin 1963] (p. 3766);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Crise des industries maritimes; aide à l'armement; aide à la construction* [24 octobre 1963] (p. 5491);

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux et loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial,

industriel et artisanal : *Nécessité de simplifier les procédures; renoncer à un formalisme suranné; caractère opportun des dispositions relatives à la déspecialisation des commerces et à la durée du bail; position favorable du groupe du rassemblement démocratique à la proposition de loi* [25 juin 1964] (p. 2196).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Conséquences de la réforme de l'enseignement en Corse; fermeture des deux lycées de Corte et de Sartène; rapprocher l'école du domicile familial* [19 mai 1965] (p. 1440, 1441).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Situation de la Corse; faire bénéficier, lors de la prochaine ventilation des crédits, les départements actuellement défavorisés* [2 juin 1965] (p. 1740);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, après l'Art. 24 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Situation du département de la Corse)* [25 juin 1965] (p. 2527, 2528);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant: « Un règlement d'administration publique pris sur le rapport du garde des sceaux, Ministre de la Justice, et sur le rapport du Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative déterminera les conditions dans lesquelles les emplois de fonctionnaires créés par l'article 1° ci-dessus pourront être confiés aux anciens greffiers et greffiers en chef de la France d'outre-mer »* [30 juin 1965] (p. 2791);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur les pêches maritimes, les constructions navales et l'armement; idées directrices du plan Morin; formation des personnels maritimes; établissement national des invalides de la marine; diminution des subventions aux grandes compagnies maritimes; lignes reliant la Corse et la France; politique des transports maritimes et d'équipement portuaire* [12 oc-

tobre 1965] (p. 3515); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Prêts de la caisse de crédit agricole aux viticulteurs corses; ses observations sur les problèmes forestiers; conséquences des incendies; rôle de la Société de mise en valeur agricole de la Corse (SOMIVAC)* [28 octobre 1965] (p. 4289, 4290);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Aménagement du territoire; cas de la Corse; région Provence-Côte d'Azur-Corse; particularités de la Corse; son insularité; politique touristique; emprunt d'un milliard; problèmes de l'agriculture* [5 novembre 1965] (p. 4521, 4522); ses explications de vote : *Son vote contre le projet de loi* (p. 4565, 4566);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Infractions en relation avec les événements d'Algérie; amnistie générale; date de la déclaration de l'indépendance algérienne; insuffisances du texte gouvernemental; cas des auteurs d'infractions condamnés à une peine privative de liberté; amnistie par mesure individuelle; proposition de loi emportant amnistie totale déposée par le rassemblement démocratique et le groupe socialiste* [21 avril 1966] (p. 877);

— du projet de loi portant amnistie, Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa (paragraphe c) de cet article par les mots : « ... au cas où la sanction prévue ne dépasse pas l'amende, l'infraction est amnistiée de plein droit quel que soit l'état de la procédure »* [26 avril 1966] (p. 936); *nécessité de désencombrer les parquets de certains dossiers de poursuites* (p. 936); Art. 7 (suite) : *Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa, paragraphe c de cet article, par les mots : « au cas où la sanction prévue ne dépasse pas l'amende, l'infraction est amnistiée de plein droit quel que soit l'état de la procédure »* [27 avril 1966] (p. 968); *possibilité d'éliminer des parquets toutes les procédures concernant des faits qui n'étaient passibles que d'une peine d'amende* (p. 968);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, après l'Art. 12 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Insertion au chapitre II du*

*titre I<sup>er</sup> du livre sixième du Code rural une section VI ainsi rédigée : de la vente d'herbe)* [11 mai 1966] (p. 1211);

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, Art. 2 : *Règlement s'appliquant à une société interprofessionnelle* [24 mai 1966] (p. 1430); *organisation future des professions judiciaires; nécessité de renvoyer le projet de loi en commission* (p. 1430); *réforme du Code de procédure civile; rachat des études d'avoués par les avocats* (p. 1430, 1431); Art. 25 : *Champ d'application du texte* (p. 1445).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique viticole : *Développement de la production viticole en Corse* [22 juin 1966] (p. 2247).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 1<sup>er</sup> : *politique fiscale; situation de la Corse; particularités du régime fiscal de la Corse* [13 octobre 1966] (p. 3397); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT - MARINE MARCHANDE : *Liaisons maritimes entre le continent et la Corse; plan Morin; charges de l'armement; prime spéciale pour la modernisation des cargos de ligne; prise en charge par l'Etat de certaines dépenses de maladie et de la taxe locale; exemption éventuelle du versement forfaitaire sur les salaires; aide au cabotage; subvention accordée à la Compagnie générale transatlantique pour l'exploitation de certaines lignes; liaison maritime Toulon-Corse; problème du rétablissement de l'escale de l'Ile-Rousse; mise éventuelle en vigueur d'un système de carte d'abonnement; conséquences des grèves sur la Corse* [21 octobre 1966] (p. 3744, 3745);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, avant l'Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Modification de l'article L 71; vote par correspondance)* [7 décembre 1966] (p. 5343); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Modification de l'article L 81 du Code électoral)* (p. 5343); *son amendement tendant à insérer un nouvel article L 81 bis après l'article L 81 (Liste des personnes admises à voter par correspondance)* (p. 5343); *vote par correspondance étant le principal instrument de la fraude électorale; exemple de la Corse* (p. 5343, 5344); *cas des malades* (p. 5344).



**TABLE NOMINATIVE**  
**DU**  
**CONGRÈS**  
**réuni le 20 décembre 1963.**

---

**BARRACHIN (M.),** (*Sénateur*).

Prend part à la discussion du projet de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution : *Vote favorable des 86 sénateurs indépendants et paysans sur le projet de loi constitutionnelle soumis à l'approbation du Congrès; absence de caractère politique; amélioration des méthodes de travail du Parlement; perfectibilité des institutions par la voie établie par la Constitution; respect de la loi constitutionnelle; personnalisation du pouvoir dans les démocraties; critique du régime d'assemblée; fonctionnement normal de la Constitution* [20 décembre 1963] (p. 7).

**COSTE-FLORET (M.),** (*Député*).

Prend part à la discussion du projet de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution : *Réforme constitutionnelle permettant un meilleur aménagement des conditions du travail parlementaire; utilité des mécanismes de revision prévus par la Constitution; caractère heureux de la réforme proposée; intersession trop longue; substitution du travail du mois d'avril à celui du mois de juillet; services ministériels devant commencer la préparation du budget au début de juillet; avancer la rentrée d'octobre; prolongation de la durée de session d'automne; amélioration certaine des conditions de travail du Parlement; fonctionnement du mécanisme de revision prévu par la Constitution; utilité de la navette parlementaire; choix entre les deux mécanismes de revision prévus par l'article 89 de la Constitution* [20 décembre 1963] (p. 4 et 5).

**COURRIÈRE (M.),** (*Sénateur*).

Prend part à la discussion du projet de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution : *Date des sessions; ne pas gêner le bon fonctionnement des Assemblées; réunion des conseils généraux pendant les sessions parlementaires; bonne marche des conseils généraux; caractère mineur de la modification constitutionnelle; respect de la Constitution; rétablir le Parlement dans la plénitude de ses droits* [20 décembre 1963] (p. 6 et 7).

**DEBRÉ (M. Michel),** (*Député*).

Prend part à la discussion du projet de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution : *Ne pas oublier sa propre histoire; instabilité ministérielle; déséquilibre permanent des pouvoirs aux dépens de l'exécutif; compétence du Parlement; stabilité ministérielle; travail législatif accompli depuis 1959; régularité budgétaire; ordre du jour des Assemblées; droit de contrôle; questions orales; popularité du chef de l'Etat; respect des données fondamentales de la Constitution de 1958; temps plus convenables pour les sessions du corps législatif* [20 décembre 1963] (p. 8 et 9).

**DUCLOS (M.),** (*Sénateur*).

Prend part à la discussion du projet de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution : *Caractère mineur de la revision constitution-*

*nelle; amenuisement des prérogatives des élus du peuple; modification du mode d'élection du président de la République; interprétations de circonstance; nocivité du texte constitutionnel; intérêt et avenir de la nation; libertés communales et départementales; course aux armements; instaurer une véritable démocratie; condamnation de la politique arbitraire du pouvoir* [20 décembre 1963] (p. 7 et 8).

**FAURE (M. Maurice),** (*Député*).

Prend part à la discussion du projet de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution :

*Aménagement plus rationnel de l'étalement des sessions; amélioration des conditions du travail parlementaire; démocratie représentative; brièveté des sessions ordinaires; réunion en session extraordinaire à la demande de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale; conception du pouvoir arbitral du Président de la République; interprétation donnée à l'article 11; deux procédures de révision; éclairer l'opinion par une discussion préalable et contradictoire; renforcer la stabilité des institutions en les mettant à l'abri de la procédure législative ordinaire; distinction entre les questions importantes et les questions secondaires* [20 décembre 1963] (p. 5 et 6).

---